

Département de la Corrèze

RECUEIL DES **ACTES ADMINISTRATIFS**

SÉANCE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU 23 AVRIL 2021

Avertissement

Le recueil comporte les délibérations du Conseil Départemental présentant un caractère réglementaire, dont la publication est prévue.

Le texte intégral des actes cités dans le Recueil peut être consulté à la **Direction des Affaires Générales et des Assemblées** à l'Hôtel du Département "Marbot" - 9, rue René et Emile Fage - B.P. 199 - 19005 TULLE CEDEX et sur le site Internet du Département www.correze.fr

SOMMAIRE

Commission des Affaires Générales

CD.2021.04.23/301	CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DEPARTEMENTAL POUR 2020 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES	p.5
CD.2021.04.23/302	COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE POUR 2020	p.15
CD.2021.04.23/303	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2020	p.541
CD.2021.04.23/304	CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2020	p.563
CD.2021.04.23/305	AFFECTATION DES RESULTATS 2020 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE ET DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	p.612
CD.2021.04.23/306	BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021	p.625
CD.2021.04.23/307	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET 2021	p.916
CD.2021.04.23/308	CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF 2021	p.932
CD.2021.04.23/309	VOTE DES TAUX 2021 : TAXE D'AMENAGEMENT ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITE FONCIERE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS	p.985
CD.2021.04.23/310	POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2021	p.990
CD.2021.04.23/311	ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28 FEVRIER 2021	p.1 002

Commission de la Cohésion Sociale

CD.2021.04.23/101	POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2021.	p.1 018
CD.2021.04.23/102	POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2021	p.1 056
CD.2021.04.23/103	SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS 2021	p.1 485
CD.2021.04.23/104	POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2021	p.1 503
CD.2021.04.23/105	POLITIQUE DE PREVENTION ET ACTIONS SOCIALES - DOTATIONS 2021	p.1 521
CD.2021.04.23/106	PLAN "AMBITIONS SANTE CORREZE"	p.1 533
CD.2021.04.23/107	ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE - ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE - DOTATIONS 2021	p.1 542
CD.2021.04.23/108	POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021	p.1 570
CD.2021.04.23/109	POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021	p.1 605
CD.2021.04.23/110	ARCHIVES DEPARTEMENTALES : DOTATIONS 2021	p.1 625
CD.2021.04.23/111	BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021	p.1 632

Commission de la Cohésion Territoriale

CD.2021.04.23/201	RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2021	p.1 640
CD.2021.04.23/202	ROUTES 2025 : GRANDS PROJETS ROUTIERS - VALIDATION DES TRACES DES DEVIATIONS DE MEYMAC ET DE NOAILLES.	p.1 658
CD.2021.04.23/203	TOURISME - DOTATIONS 2021 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE TOURISME	p.1 664
CD.2021.04.23/204	AMENAGEMENT NUMERIQUE : INFRASTRUCTURES, USAGES ET NUMERIQUES - PROGRAMMATION 2021	p.1 689

CD.2021.04.23/205	BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - DOTATIONS 2021	p.1 710
CD.2021.04.23/206	POLITIQUE DEPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTEMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE - DOTATIONS 2021	p.1 734
CD.2021.04.23/207	AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2021	p.1 756
CD.2021.04.23/208	POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2021	p.1 791
CD.2021.04.23/209	CONSTITUTION D'UNE SOCIETE DE COORDINATION (SAC) ENTRE CORREZE HABITAT, DOMOFRANCE ET COPROD	p.1 812
CD.2021.04.23/210	POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - DOTATION 2021	p.1 892
CD.2021.04.23/211	DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2021	p.1 971
CD.2021.04.23/212	PLAN DE DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES	p.1 989

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DÉPARTEMENTAL POUR 2020 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

RAPPORT

Il convient de se prononcer sur la concordance des comptes de l'ordonnateur avec les Comptes de Gestion établis par M. le Payeur Départemental, relatifs au Budget Principal du Département et aux 2 Budgets Annexes constitués par le Centre Départemental de l'Enfance et le Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé".

Le Comptable a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes ordonnancés et celui de tous les mandats de paiement émis en 2020, et a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer.

Au regard de l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, section par section pour chacun des 3 budgets, et après avoir statué sur la comptabilité des valeurs inactives, les Comptes de Gestion dressés par M. le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du Compte Administratif et n'appellent ni observation ni réserve.

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les Comptes de Gestion 2020, étant précisé que la Paierie du Département tient à sa disposition, sans toutefois devoir s'en dessaisir, toutes les pièces afférentes aux opérations de l'exercice.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DEPARTEMENTAL POUR 2020 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/301 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article unique : Le Conseil Départemental, après s'être assuré que le Payeur Départemental a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019 :

- statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 ;

- statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020, section par section pour le Budget Principal et les 2 Budgets Annexes : Centre Départemental de l'Enfance et Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé" ;

déclare que les Comptes de Gestion dressés par M. le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du Compte Administratif et n'appellent ni observation ni réserve,

approuve les Comptes de Gestion 2020.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1598-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19
RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	186 489 346,83	334 010 681,68	520 500 028,51
Titres de recettes émis (b)	107 385 673,40	315 762 447,97	423 148 121,37
Réductions de titres (c)	71 090,97	603 721,01	674 811,98
Recettes nettes (d = b - c)	107 314 582,43	315 158 726,96	422 473 309,39
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	186 489 346,83	334 010 681,68	520 500 028,51
Mandats émis (f)	104 897 102,08	288 947 147,90	393 844 249,98
Annulations de mandats (g)	1 257 539,43	12 082 695,01	13 340 234,44
Dépenses nettes (h = f - g)	103 639 562,65	276 864 452,89	380 504 015,54
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	3 675 019,78	38 294 274,07	41 969 293,85
(h - d) Déficit			

02502 - Centre Départ. Enfance 19

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	<i>SECTION D'INVESTISSEMENT</i>	<i>SECTION DE FONCTIONNEMENT</i>	<i>TOTAL DES SECTIONS</i>
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	296 684,13	1 896 153,16	2 192 837,29
Titres de recettes émis (b)	97 595,82	1 968 355,92	2 065 951,74
Réductions de titres (c)	0,00	243,67	243,67
Recettes nettes (d = b - c)	97 595,82	1 968 112,25	2 065 708,07
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	296 684,13	1 896 153,16	2 192 837,29
Mandats émis (f)	115 028,16	1 880 237,65	1 995 265,81
Annulations de mandats (g)	10 830,55	189,28	11 019,83
Dépenses nettes (h = f - g)	104 197,61	1 880 048,37	1 984 245,98
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		88 063,88	81 462,09
(h - d) Déficit	6 601,79		

02502 - Centre Départ. Enfance 19

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE

INTITULÉ DES SUBDIVISIONS	MONTANT DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
<i>BUDGET PRINCIPAL</i>	88 063,88
<i>BUDGETS ANNEXES</i>	0,00
<i>TOTAL : BUDGET GÉNÉRAL + BUDGETS ANNEXES (A)</i>	88 063,88

(A) : Montant repris en Balance d'Entrée de l'exercice suivant au compte 12 « Résultat de l'exercice »

02505 - CORREZE SANTE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	141 255,34	925 400,00	1 066 655,34
Titres de recettes émis (b)	140 876,14	581 870,85	722 746,99
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	140 876,14	581 870,85	722 746,99
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	141 255,34	925 400,00	1 066 655,34
Mandats émis (f)	80 613,01	605 207,53	685 820,54
Annulations de mandats (g)	1 656,00	830,72	2 486,72
Dépenses nettes (h = f - g)	78 957,01	604 376,81	683 333,82
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	61 919,13		39 413,17
(h - d) Déficit		22 505,96	

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-25 041 499,57		3 675 019,78		-21 366 479,79
Fonctionnement	61 147 709,66	25 041 499,57	38 294 274,07		74 400 484,16
TOTAL I	36 106 210,09	25 041 499,57	41 969 293,85		53 034 004,37
II - Budgets des services à caractère administratif					
02502-Centre Départ. Enfance 1					
Investissement	199 066,33		-6 601,79		192 464,54
Fonctionnement	3 759,46		88 063,88		91 823,34
Sous-Total	202 825,79		81 462,09		284 287,88
02505-CORREZE SANTE					
Investissement	355,34		61 919,13		62 274,47
Fonctionnement	109,69		-22 505,96		-22 396,27
Sous-Total	465,03		39 413,17		39 878,20
TOTAL II	203 290,82		120 875,26		324 166,08
III - Budgets des services à					

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE
POUR 2020

RAPPORT

Avant de prendre connaissance des principales caractéristiques du Compte Administratif 2020 proposé à votre approbation, comment ne pas revenir quelques instants sur une année sans précédent où, d'une minute à l'autre, courant mars 2020, l'économie a dû purement et simplement s'arrêter en France et à l'échelle planétaire.

A cette situation inédite depuis la seconde guerre mondiale, la crise sanitaire qui s'est invitée brutalement devient la cause d'une crise économique et les chiffres les plus alarmistes quant à la croissance circulent rapidement.

Courant juin 2020, après une accalmie résultant du confinement général et, sans doute, des beaux jours, la récession s'annonce à 2 chiffres.

Au niveau des départements, le premier réflexe fut un doute prononcé sur la perception des recettes corrélées aux aléas de la conjoncture, au premier rang desquelles les droits de mutation adossés au marché de l'immobilier.

Pour la Corrèze et à la fin du premier semestre, l'estimation d'une perte sèche de recettes de fonctionnement se situait entre - 8 M€ et - 13 M€. Cette approche pessimiste était une vision partagée au niveau de l'Association des Départements de France (ADF) et par l'ensemble des associations représentatives du secteur public local.

Au moment de préparer la Décision Modificative n°1, à la rentrée 2020, une sous consommation de crédits imputable aux conséquences économiques du 1^{er} confinement a été réaffectée aux secteurs en lien direct avec la crise sanitaire.

Ainsi 6 M€ ont été redéployés pour l'action sociale et le tourisme, ce dernier étant le principal dossier à l'ordre du jour de la plénière qui s'est tenue le 22 juin 2020, l'action sociale ayant fait l'objet du plan "Corrèze Accompagnement COVID-19" lors de la séance du 27 novembre.

Si un rattrapage des crédits de dépenses consommés est intervenu au sortir de l'été, ce constat a été interrompu par le 2^{ème} confinement et, en fin de compte, les dépenses de fonctionnement non-réalisées s'avèrent plus importantes que prévu au Compte Administratif anticipé, présenté par les services de la collectivité au moment du dialogue budgétaire 2021.

Il est très utile de rappeler cela avant d'évoquer les résultats en définitive satisfaisants issus du Compte Administratif 2020. Le résultat de l'exercice s'est ainsi véritablement formé au cours du 4^{ème} trimestre et plus encore du fait des recettes de fonctionnement où l'inattendu, là aussi, s'est produit.

Avec les recettes notamment, notre collectivité a pu préserver et même améliorer son excédent de fonctionnement, puisque les recettes passent la barre des 300 M€.

Seule la Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques (TICPE en compensation des transferts de compétences de l'acte II de la décentralisation) a été véritablement affectée par la crise, du moins en 2020.

Toutefois, 2 dispositifs COVID-19 mis en œuvre exceptionnellement par l'État, l'étalement des charges liées à la crise sanitaire, d'une part, l'instauration d'une avance remboursable pour les Droits de Mutation (DMTO), d'autre part, procurent, par jeu d'écritures, une amélioration de la section de fonctionnement pour un total de 6,8 M€.

En résumé, l'agrégation de l'imprévisible matérialisé par une sous-consommation des dépenses, d'une fin d'année 2020 quelque peu euphorique en recettes et des dispositifs spécifiques explicités ci-avant, explique l'amélioration de l'excédent développé en analyse financière (3^{ème} partie du présent rapport).

Par ailleurs, il convient, dès à présent, de mentionner l'atteinte de l'objectif de désendettement du département sur la mandature réalisé à hauteur de - 48,3 M€ (au titre de 2020 : - 5,3 M€), tout en effectuant 257 M€ d'investissements sur la période.

1) Évènements économiques, financiers et règlementaires de 2020

Économie

Après une année 2019 qui s'achevait avec un certain espoir en termes de croissance, certes modérée (+1,5 %) mais créatrice d'emplois, de taux de chômage ainsi ramené à 8,1 % de la population active, soit - 0,7 point en un an, 2020 a sonné le glas du redressement économique en cours depuis la crise financière de 2008.

La pandémie du coronavirus, dite COVID-19, a balayé, dès le printemps 2020, les espoirs reposant sur un rythme de croisière appelé encore croissance molle. Il faut remonter à la fin de la seconde guerre mondiale, voire à la crise de 1929, pour trouver des éléments de comparaison à une récession à 2 chiffres.

Au bilan encore provisoire de 2020, l'impact économique tente d'être réduit par l'État au prix de plans de relance avec le couple dette/déficit budgétaire, seule solution, harmonisée avec les Banques centrales, mais la question du remboursement de la dette reste en suspens.

A ce jour, les indicateurs diffusés ressortent ainsi.

◇ Le PIB (Produit Intérieur Brut) a diminué en 2020 de - 8,3 % en moyenne annuelle 2020 (INSEE, point de conjoncture février 2021 d'après les comptes nationaux du 4^{ème} trimestre). A noter que pour l'Allemagne, la baisse est de - 5,3 %.

◇ Le taux de chômage INSEE au sens du BIT (Bureau International du Travail) est de 8,0 % au 4^{ème} trimestre 2020, après 9,1 % au 3^{ème} trimestre, 7,1 % au 2^{ème} trimestre et 7,8 % au 1^{er} trimestre (France dont DOM-TOM). Avec les mesures gouvernementales d'urgence prises, il est trop tôt pour en tirer un enseignement.

◇ L'indice des prix à la consommation de l'INSEE est passé en glissement annuel de 1,5 % en décembre 2019 à 0,0 % en décembre 2020 (0,1 % en indice sous-jacent, c'est-à-dire lié à l'économie hors matières premières, contre 1,0 % fin 2019).

◇ Le climat des affaires, toujours d'après l'INSEE, mesuré par rapport à l'indice 100, est des plus éloquentes avec 105 en février 2020, puis 54 en avril, 79 en juin, 91 en août, 79 en novembre pour "conclure" à 91 en décembre : on aperçoit assez facilement le 1^{er} confinement strict, le déconfinement, le 2^{ème} confinement dit allégé et la période des fêtes.

◇ Enfin, le taux d'épargne des Français, qui évolue habituellement dans une moyenne proche de 15 %, pourrait atteindre les 20 % en 2020, soit un montant d'épargne qui s'élèverait à 130 Md€ pour la seule année 2020, record en la matière (dernières estimations de la Banque de France).

Ces premières statistiques illustrent pour le moins l'impression de vide, à un moindre degré l'incertitude et à un certain point l'attentisme, tant que l'horizon sanitaire restera bouché.

Marchés financiers

L'année 2020 s'est ouverte dans le prolongement de 2019, dans un contexte de taux fixe 0 %. L'arrivée brutale de la crise sanitaire et du confinement strict en réaction auront provoqué une zone de "surchauffe" sur les marchés financiers, limitée à une dizaine de jours.

Courant juin 2020 et une fois passées toutes les craintes possibles liées à des premières estimations de récession à 2 chiffres, craintes concernant le manque de liquidités et une remontée des taux, le taux fixe 0 % retrouvait sa place.

Passée la stupeur, les Banques centrales et les États n'avaient d'autre solution que de faciliter d'avantage la liquidité et de voter des plans de relance via le déficit budgétaire.

Il convient de relever toutefois la crainte des banques, non pas pour la dette de l'État, mais pour la dette privée (entreprises et particuliers), qui a poussé les marges à la hausse.

Dans cette logique, la Banque Centrale Européenne (BCE) a émis une recommandation aux banques commerciales, leur demandant, après accord de leurs instances, de ne pas distribuer de dividendes aux actionnaires afin de conserver le capital pour faciliter les prêts à l'économie.

Ainsi, le niveau moyen des marges bancaires, inférieur à 0,50 % avant la crise, devenait 0,75 % en juin et proche de 1,00 % au dernier trimestre.

La renégociation d'une partie de la dette contractée en 2012 à 4,50 %, jusque là impossible par application des pénalités actuarielles, s'est trouvée grandement facilitée, tant le différentiel de taux 2020 contre 2012 devenait, en quelque sorte, exorbitant.

A titre d'illustration, le taux d'échange sur les maturités à 10 ans ou CMS (Constant Maturity Swap) qui est la référence, avec les obligations d'État, pour se faire une idée des marchés de taux, était en moyenne à - 0,25 % en 2020 comparé à + 0,50 % en 2019.

Lesdites obligations à 10 ans ou OAT (Obligations Assimilables du Trésor) présentent, en 2020, une cotation moyenne aux alentours de - 0,20 % avec 2 creux : - 0,38 % fin mars et toujours - 0,38 % fin novembre soit pendant les deux confinements.

Évolutions législatives et réglementaires

- lois et règlements hors configuration d'urgence

Même si la nouvelle réforme fiscale n'a pas concerné l'exercice 2020, la Loi de Finances Initiale (LFI) pour 2020 renseigne sur le devenir de la fiscalité locale en 2021.

Les Départements perdront l'intégralité de la Taxe Foncière Bâti en recevant une fraction de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en remplacement. Les Intercommunalités (EPCI) recevront également une fraction de la TVA en compensation de la perte de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales et les Communes se verront attribuer la TFB perdue par les Départements en contrepartie de la suppression de la TH (résidences principales).

Cette refonte de la fiscalité locale a été présentée dans le rapport des orientations budgétaires 2021.

→ La LFI 2020 impacte cet exercice uniquement au titre du "fonds globalisé" des Droits de Mutation avec un système de prélèvement unique (article 78 sexties).

Pour mémoire, les 3 Fonds de redistribution basés sur lesdits droits, principale source d'inégalité fiscale entre les départements, sont :

- le Fonds de Péréquation des DMTO créé en 2011,
- le Fonds de Solidarité des Départements (FSD : 2014) au vu des écarts importants de reste à charge des 3 Allocations Individuelles de Solidarité (AIS),
- le Fonds de Soutien Interdépartemental (FSID) intégré à la LFI 2019 suite à l'initiative des élus départementaux pour mettre en œuvre un mécanisme de solidarité des départements entre eux (péréquation horizontale).

Ce "fonds globalisé", dans un souci d'équité, est alimenté par un prélèvement uniforme sans plafonnement auprès de tous les départements, égal à 0,34 % de l'assiette des DMTO de droit commun (taux de 4,50 %).

Il est complété par un prélèvement progressif pour les départements qui bénéficient d'un produit des DMTO le plus élevé (plafonnement à 12 % du produit N-1), prélèvement dont le montant maximum est fixé à 750 M€. La Corrèze n'est pas astreinte au prélèvement progressif.

Le fonds mis en répartition s'élève à 1 600 Md€, un montant prélevé qui serait supérieur étant mis en réserve pour alimenter les années à rendement inférieur.

Les mécanismes de reversement des 3 fonds initiaux conservent leurs critères d'éligibilité et de répartition.

- lois et règlements en configuration d'urgence sanitaire (Lois de Finances Rectificatives)

Plusieurs LFR ont été adoptées en raison de l'état d'urgence, afin de mettre en place des dispositions dérogatoires.

Ces mesures d'exception ne seront pas rappelées de manière exhaustive ici :

- date butoir de vote du Budget et du Compte Administratif repoussée au 31 juillet,
- le plafond des dépenses imprévues pour chaque section est porté de 7,5 % à 15 %,
- ouverture des crédits en dépenses d'investissement hors dette, à hauteur des crédits votés l'année précédente et non plus plafonnée à 25 % du total voté en N-1,
- délégation aux exécutifs départementaux pour les emprunts garantis sous réserve d'en rendre compte à l'assemblée,
- TVA au taux réduit pour l'acquisition de masques anti COVID etc. ...

Il faut rajouter les 2 dispositions comptables évoquées ci-avant (étalement des charges COVID et avance de trésorerie pour les droits de mutation).

2) Le Compte Administratif 2020 en quelques chiffres

- En raison de la crise sanitaire et ainsi de l'arrêt de l'économie lors des 2 périodes de confinement, 15 semaines au total soit plus d'un trimestre, les dépenses se sont réalisées à un taux légèrement moindre qu'en 2019.

• **242,8 M€** mandatés en fonctionnement malgré près de 4 M€ supplémentaires pour l'action sociale, soit un taux de réalisation de 96,7 % contre 97,3 % en 2019;

→ à noter que si le "Contrat de Cahors" n'avait pas été suspendu, autorisant une hausse maximale de + 1,35 % d'une année sur l'autre, les dépenses de fonctionnement dites brutes de 242,8 M€ (sans aucun retraitement) augmentent de seulement + 0,54 % comparé à 2019, alors qu'il a fallu faire face à des dépenses imprévisibles.

• **49,6 M€** mandatés en dépenses d'équipement soit un taux de réalisation de 61,5 % contre 66,5 % en 2019, baisse imputable à la crise sanitaire, principalement pour les opérations du secteur communal subventionnées (écoles primaires, réseaux et infrastructures ou encore aménagement et environnement).

- Par contre, malgré la crise, les recettes de fonctionnement, avec une efficience tout autant imprévisible au dernier trimestre pour celles étroitement liées à la conjoncture, lorsqu'il s'agit en particulier des droits d'enregistrement, se sont très bien tenues hormis la TICPE qui constate l'arrêt de tous les modes de transport.

• Les recettes de fonctionnement franchissent ainsi la barre des **300 M€**.

• Les recettes propres à la section d'investissement se réalisent correctement en atteignant **9,4 M€** (hors avance DMTO), le produit de l'emprunt de **25 M€** contracté à 0,75 %, quant à lui, venant financer 50 % des dépenses d'équipement.

Le tableau qui suit permet de visualiser les grandes masses budgétaires votées puis réalisées.

Budget global (mouvements réels)	BP 2020	DM1	Total voté	Total réalisé	% réalisé par rapport au voté
Dépenses	358,6 M€	3,6 M€	362,2 M€	322,8 M€	89,0%
Fonctionnement					96,7%
* Investissement					72,0%
Recettes	322,5 M€	3,6 M€	326,1 M€	339,7 M€	104,2%
Fonctionnement					106,2%
* Investissement					90,1%
(reprise résultat)	36,1 M€		36,1 M€		
Recettes totales	358,6 M€		362,2 M€		

** hors compte 166 (refinancement de la dette) soldé à la clôture d'exercice*

SOMMAIRE

INTRODUCTION

- 1) Évènements économiques, financiers et réglementaires de 2020
- 2) Le Compte Administratif 2020 en quelques chiffres

1ère partie : LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PORTENT L'EMPREINTE DE LA CRISE SANITAIRE

I - 1 LES DEPENSES SOCIALES ET LA CRISE SANITAIRE

- 1) Les charges supplémentaires occasionnées (5,5 M€)
- 2) L'action sociale dans son ensemble présente une évolution proche de + 3 %

I - 2 LES AUTRES SECTEURS IMPACTES PAR LA CRISE

- 1) Le sport et la culture
- 2) Le tourisme

I - 3 LES DEPENSES FONCTIONNELLES ET LES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES

- 1) Les dépenses de personnel
- 2) Les charges financières (- 1,0 M€)
- 3) Les contributions obligatoires et la dotation annuelle des collègues

I - 4 LES AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- 1) Les dépenses stables
- 2) Les dépenses spécifiques

II - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN HAUSSE MALGRE L'EMPREINTE DE L'INCERTITUDE

II - 1 UN BUDGET DE RECETTES ELABORE EN MODE TRES PRUDENTIEL

- 1) La baisse de la TICPE Acte II de la décentralisation (- 0,7 M€)
- 2) La bonne nouvelle pour les Droits de Mutation (DMTO : 25,6 M€)
- 3) La bonne tenue de la CVAE : 11,8 M€
- 4) La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA : 46,8 M€)

II - 2 UN TOTAL DE RECETTES SUPERIEUR A 300 M€

- 1) La Taxe Foncière Bâti pour la dernière fois dans les budgets départementaux
- 2) Les 3 fonds DMTO globalisés suite au prélèvement unique

- 3) Les dotations de l'État stables (65,9 M€ hors CNSA)
- 4) Les recettes du Pôle Cohésion Sociale en hausse de + 2,2 M€
- 5) Les autres recettes du budget

II - 3 LES RECETTES SPECIFIQUES D'ORDRE LIEES A LA CRISE SANITAIRE

- 1) L'étalement des charges COVID 19
- 2) L'avance de l'État sur le produit des DMTO

2ème partie : LA SECTION D'INVESTISSEMENT

I - LES DEPENSES D'EQUIPEMENT EN HAUSSE : 49,6 M€

I - 1 LES INVESTISSEMENTS DIRECTS : 33,143 M€

- 1) Les travaux routiers : 25 M€
- 2) Les bâtiments départementaux : 3 M€
- 3) La transition écologique : 2,7 M€

I - 2 LES INVESTISSEMENTS INDIRECTS : 16,449 M€

- 1) Le soutien aux secteurs sport-culture-jeunesse-loisirs et développement
- 2) Des aides importantes mais toutefois en diminution pour les autres secteurs

II - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT EN HAUSSE

II - 1 LE BINOME TRADITIONNEL DOTATIONS - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

- 1) Les dotations et fonds affectés à l'équipement
- 2) Les subventions d'équipement reçues

II - 2 LA PARTICULARITE DE L'EMPRUNT "COVID" ET DE L'AVANCE SUR DMTO

- 1) L'emprunt complémentaire ou dit "COVID" pour financer l'étalement des charges
- 2) La constatation de l'avance de trésorerie sur le produit des DMTO

III - L'EMPRUNT : PRODUIT 2020 - BILAN DU DESENDETTEMENT - GESTION ACTIVE DE LA DETTE

III - 1 LE PRODUIT 2020 DE L'EMPRUNT

III - 2 LE BILAN DU DESENDETTEMENT SUR LA MANDATURE

III - 3 LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE

3ème partie : ANALYSE FINANCIERE ET COMPARATIVE

I - LE RESULTAT DE CLOTURE ET LA CHAINE DE L'EPARGNE

- 1) Le résultat de clôture (écritures budgétaires)
- 2) Synthèse de la formation du résultat (écritures réelles)
- 3) Les soldes de gestion et évolution des principaux ratios

II - COMPARATIF DEPARTEMENTAL

- représentativité du panel
- impact financier de la crise COVID
- la situation financière consolidée des Départements fin 2020

CONCLUSION

1^{ère} partie : LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I - LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PORTENT L'EMPREINTE DE LA CRISE SANITAIRE

Ainsi qu'indiqué dans l'introduction du présent rapport, la présentation des 2 derniers Comptes Administratifs 2018 et 2019 selon une grille dont la finalité était de vérifier que le département contenait ses dépenses de fonctionnement dans un maximum autorisé d'évolution annuelle de + 1,35 %, préfaçait en quelque sorte leur analyse.

L'année 2020 aurait dû être la 3^{ème} année de la convention triennale passée avec l'État et il était envisagé de proroger ce Pacte de confiance pour 3 années supplémentaires.

Les évènements sanitaires en ont décidé autrement et le pacte a été suspendu.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent donc à 242,8 M€ et ressortent ci-dessous en profil d'évolution depuis 2012.

en M€								
CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017*	CA 2018	CA 2019	CA 2020
255,7	257,8	257,1	258,2	250,5	239,9	238,1	241,5	242,8
évolution	2,1 0,82%	-0,7 -0,27%	1,1 0,43%	-7,7 -2,98%	-10,6 -4,23%	-1,8 -0,75%	3,4 1,43%	1,3 0,54%

* 2017 : transfert de la compétence transports à la Région

I - 1 LES DEPENSES SOCIALES ET LA CRISE SANITAIRE

1) Les charges supplémentaires occasionnées (5,5 M€)

Les charges de la COVID-19 liées aux dépenses sociales totalisent 5,472 M€ et se répartissent en 2 volets, les charges éligibles à la possibilité d'étalement d'une part (3,757 M€), les primes COVID d'autre part (1,715 M€).

Le volet 1 comprend d'abord la toute première initiative du département de créer une centrale d'achat, essentiellement destinée à l'acquisition de masques alors en situation de pénurie, ceci pour le besoin des collectivités de la sphère communale et aussi pour ses propres besoins.

L'achat de gel hydro alcoolique, flacons, désinfectants, gants et vêtements de protection notamment a complété le dispositif mis en place dans l'urgence. La dépense estimée à 0,573 M€ s'est réalisée finalement à hauteur de 0,612 M€. L'État a subventionné les masques pour un montant de 68 000 €.

Le surcoût principal relève du Revenu de Solidarité Active (RSA), soit 2,330 M€, et 0,815 M€ sont venus compenser la perte d'activité des établissements pour personnes handicapées (0,216 M€), ainsi que la perte d'activité des services d'aide à domicile pour les personnes âgées (0,599 M€).

S'agissant du volet 2 qui totalise les primes COVID, une somme de 1,003 M€ concerne les personnes âgées via les services d'aide à domicile principalement pour 0,887 M€. 0,395 M€ ont été destinés au personnel des établissements pour personnes handicapées et 0,317 M€ au personnel des établissements relevant de l'enfance ainsi qu'aux assistants familiaux.

La compensation par la Caisse Nationale de Solidarité à l'Autonomie (CNSA) des primes COVID versées ne s'est élevée qu'à hauteur de 266 332 €.

2) L'action sociale dans son ensemble présente une évolution proche de + 3 %

L'action sociale en 2020, c'est 137,7 M€ mandatés contre 133,9 M€ en 2019 ou encore 56,7 % des dépenses de fonctionnement comparé à 55,5 % l'an passé.

Les montants respectifs comprennent, outre la rémunération des assistants familiaux (9,139 M€ en 2020), les dépenses de transport des personnes handicapées soit seulement 1,895 M€ en 2020 eu égard au premier confinement (en année pleine 2,584 M€ en 2019).

* * *

Par ailleurs, et si l'analyse habituelle du Compte Administratif ne considère pas la rémunération du personnel affecté aux fonctions sociales, hormis les assistants familiaux, il est utile de préciser ici que cette intégration fait ressortir, avec le rajout de 15,2 M€ de charges de personnel, un total général de 152,9 M€ au sens de la nomenclature M52 (chapitres 934 et déclinaisons du 935).

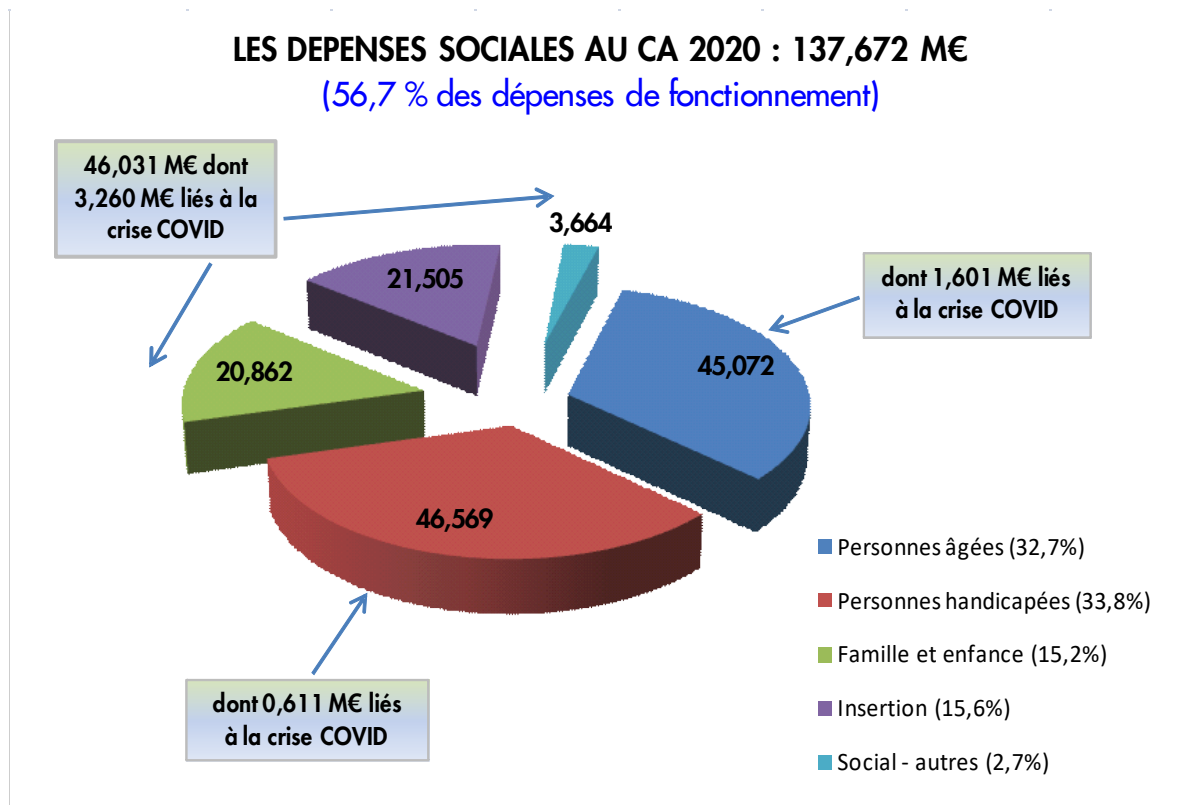
Cette agrégation qui totalise ainsi 152,9 M€ sur un budget de fonctionnement réalisé de 242,8 M€, soit alors une proportion portée à 63 %, met encore plus en valeur la notion de cohésion sociale, attribut principal des départements, précision utile à la simple notion comptable de fonctionnement.

* * *

Avec le détail des diverses interventions d'action sociale et malgré une diminution exceptionnelle de l'APA liée à la crise sanitaire (- 0,860 M€), la hausse des dépenses sociales tient surtout aux conséquences de la COVID-19 et par ordre d'importance tel qu'explicité au 1) :

- le surplus de RSA,
- les primes COVID,
- la compensation de la perte d'activité des établissements et surtout des services d'aide à domicile.

La représentation graphique ci-après l'illustre parfaitement, avec l'avantage de mettre en évidence un troisième volume de dépenses sociales, dont le total (enfance, insertion et autres interventions) de 46 M€ est sensiblement équivalent aux 2 vocations de l'autonomie, l'âge et le handicap.



Il convient de mentionner que l'étiquette "Social - autres" avec un montant de 3,664 M€ évolue de + 65,4 % (+ 1,449 M€), puisqu'elle porte 1,233 M€ de dépenses COVID sur les 3,260 M€ du secteur famille-insertion.

Notons que parmi les autres interventions sociales, figure l'habitat (0,768 M€).

Le tableau qui suit permet de visualiser et de commenter les principales évolutions 2020 (année exceptionnelle) par rapport à 2019 (année habituelle).

LES DEPENSES D'ACTION SOCIALE (M€)		CA 2019	CA 2020	CA 2020 / CA 2019
<u>Personnes âgées</u>	hors APA	17,372	17,884	0,512
	APA	28,048	27,188	-0,860
		45,420	45,072	-0,348
<u>Personnes handicapées *</u>	h/PCH-ACTP	40,562	40,613	0,051
	PCH	5,556	5,025	-0,531
	ACTP	0,948	0,931	-0,017
		47,066	46,569	-0,497
<u>Famille et enfance</u>	assistants fam.	9,086	9,139	0,053
	enfance	10,980	11,723	0,743
		20,066	20,862	0,796
<u>Insertion</u>		19,167	21,505	2,338
dont allocations		18,089	20,559	2,470
<u>Social - autres</u>	prévention m. soc	0,591	0,736	0,145
	autres interventions	1,624	2,928	1,304
		2,215	3,664	1,449
TOTAL		133,934	137,672	3,738

* y compris 1,895 M€ pour les dépenses de transport (2020) et 2,584 M€ (2019)

- Personnes âgées

Les crédits non consommés du fait de la crise sanitaire relatifs à l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA) pour - 0,9 M€ et aux dépenses hors APA (principalement aide sociale en établissements pour personnes âgées) pour - 1 M€ ont été réaffectés au versement des primes Covid-19 aux services d'aide à domicile, aux Instances de Coordination de l'Autonomie, aux accueillants familiaux, etc. pour un montant de 1,6 M€.

Il est à noter que le projet de BP 2021 abonde les crédits de l'APA et hors APA pour retrouver le niveau de la période ante-COVID.

- Personnes handicapées

Les interventions en faveur des personnes handicapées sont bien désormais le 1^{er} poste de l'aide sociale. Si l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) demeure stable à 0,9 M€, la diminution de plus de - 0,5 M€ de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) est à prendre avec précaution à l'instar de l'APA, même si cette prestation ressort en diminution ces dernières années.

La tendance à la baisse de la PCH ne se prolongerait pas en 2021 suite à la parution d'un décret rendant éligibles de nouvelles dépenses.

Hors allocations PCH et ACTP, il a été mandaté 40,613 M€ dont, pour mémoire, 0,611 M€ typés dépenses COVID.

Les frais de séjour en établissements (93 % des 40,613 M€) représentent 37,845 M€, en augmentation de + 0,657 M€ dont + 0,216 M€ de compensation pour sous-activité.

- Famille et enfance

Si la rémunération des assistants familiaux (AF) est contenue à hauteur de + 53 k€ tout en prenant en compte 0,156 M€ de primes COVID, les dépenses globales pour la famille et l'enfance sont en hausse de + 3,97 % en comprenant + 0,743 M€ hors rémunération des AF.

Hormis les primes COVID versées aux établissements de l'enfance (0,161 M€), les + 0,582 M€ restants sont dans la continuité de la hausse constatée ces dernières années.

La hausse pour 2020 avait été anticipée au Budget Primitif (+ 0,9 M€) en ciblant la montée en puissance du plan Ambition Santé et également l'augmentation du nombre de jours de prise en charge des Mineurs Non Accompagnés (MNA) et de placements judiciaires.

Pour autant et après un rajout de + 0,8 M€ en DM1, une sous-consommation est effectivement constatée à la clôture de l'exercice par le fait que la courbe haussière des placements a été moins rapide que prévu. Il en est de même pour les MNA dont le nombre est resté quasiment stable sur l'année 2020, en particulier la période septembre à décembre avait été surestimée (+ 20 % d'arrivées et + 10 % confiés non avéré).

- Insertion

Comme il vous en souvient, la DM1 2020 a prévu 2,4 M€ supplémentaires pour couvrir les dépenses du Revenu de Solidarité Active (allocations RSA).

L'augmentation effective, à comparaison de 2019, est de + 2,338 M€ pour l'insertion et de + 2,470 M€ au titre des allocations.

Avec l'arrêt de l'économie et malgré les mesures gouvernementales, on observait, fin décembre 2020, une hausse très importante du nombre de bénéficiaires (+ 14,2 % comparé à décembre 2019); déjà fin juin, il y avait 873 bénéficiaires de plus et 7 168 bénéficiaires au total.

I - 2 LES AUTRES SECTEURS IMPACTÉS PAR LA CRISE

1) Le sport et la culture

Si le montant mandaté en 2020 reste important pour les activités sportives et culturelles, montant de 4,393 M€, il est cependant en retrait de plus de - 0,2 M€ comparé à 2019, laissant par là même près de 0,5 M€ de crédits inemployés qui concernent principalement l'action culturelle (0,180 M€) et le sport (0,145 M€).

Le Budget 2020 était resté ambitieux pour promouvoir la vie sociale, mais le premier confinement et le retour de l'incertitude pendant l'été quant à l'imminence de "la seconde vague" COVID ont eu pour conséquence l'annulation de grands événements sportifs, des trails, des manifestations culturelles et autres festivals.

2) Le tourisme

S'agissant du tourisme, la Corrèze a su mettre en avant ses atouts afin de répondre aux nouveaux besoins de nos concitoyens, générés par la crise sanitaire : le tourisme dit vert.

Notre Assemblée s'est ainsi réunie rapidement après l'annonce du déconfinement à partir du 11 mai et la perspective de l'été, aux fins de booster la carte tourisme qui contribue à l'économie corrézienne.

La séance plénière du 22 juin 2020 a approuvé le plan d'accompagnement à la filière tourisme, à travers un dispositif de relance de la demande, une communication offensive et l'accompagnement des professionnels vers une transformation numérique accélérée.

Financièrement, cela a représenté 0,5 M€ dont 0,104 M€ de crédits redéployés. La mise en œuvre de ce plan a été confiée à Corrèze Tourisme qui a bénéficié d'une participation départementale de 0,396 M€.

Le Compte Administratif 2020 présente un mandaté de 1,469 M€ comparé à 1,131 M€ au CA 2019.

I - 3 LES DÉPENSES FONCTIONNELLES ET LES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES

1) Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel au sens du compte 64, hors rémunération des assistants familiaux intégrée aux dépenses sociales, s'élèvent à 52,934 M€.

En intégrant les dépenses connexes à la rémunération du personnel (1,379 M€), on obtient le total réalisé en 2020 au titre des Ressources Humaines, soit 54,313 M€.

Au CA 2019, ces mêmes dépenses s'élevaient respectivement à 52,122 M€ pour le compte 64 et à 53,708 M€ pour les Ressources Humaines.

De la sorte, la rémunération du personnel augmente de + 1,56 % (+ 0,812 M€) et le budget Ressources Humaines de + 1,13 % (+ 0,605 M€).

La hausse de la masse salariale tient principalement aux avancements d'échelons (0,2 M€), à la poursuite des reclassements en catégories A, B et C (0,2 M€), à l'augmentation de l'indemnité compensatrice et à la prise en charge des frais de repas des agents en *présentiel* sur la période du 17 mars au 30 avril 2020, ceci en application du décret n° 2020-404 du 7 avril 2020 (0,1 M€ mandatés sur la paye d'octobre).

Le budget Ressources Humaines représente 22,4 % des dépenses de fonctionnement et reste stable en termes de proportion (22,2 % en 2019).

2) Les charges financières (- 1,0 M€)

Avec les effets conjugués :

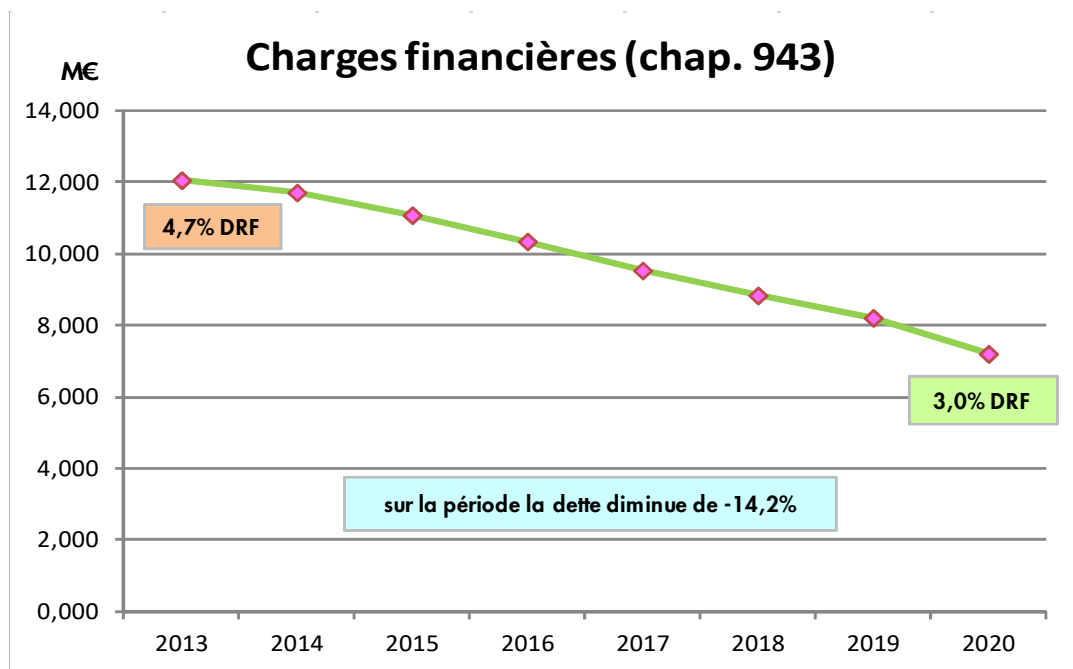
- du désendettement entrepris sur la mandature (- 48,3 M€),
- du choix exclusif du taux fixe sur l'emprunt nouveau afin de profiter de l'aubaine sur les marchés financiers (taux fixe moyen de 1,55 % les 4 premières années ramené à 0,75 % lors de la consultation 2020),
- des renégociations de taux chaque fois qu'une opportunité s'est présentée,
- de près de 13 M€ d'encours contractés à taux fixe 0 % (emprunts "croissance verte" de la Caisse des Dépôts) ou renégociés à taux fixe 0 % (2 prêts ex DEXIA et CA-CIB),
- de 20,5 % de l'encours global positionné à taux variable dont certaines lignes ne portent plus intérêts.

Les charges financières enregistrent, en 2020, leur diminution la plus élevée, soit 1,0 M€ en moins comparé à 2019.

Le tableau qui suit et le graphique associé dressent le bilan de la période écoulée et mettent en évidence la baisse très significative du poids des charges financières rapportées aux dépenses de fonctionnement :

- en valeur : 4,852 M€ ne figurent plus au budget à ce titre
- en pourcentage : les charges financières diminuent graduellement, d'une proportion de 4,7 % des dépenses de fonctionnement à 3,0 %.

M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Charges financières (chap. 943)	12,070	11,724	11,092	10,356	9,545	8,848	8,222	7,218
Evolution	-0,079	-0,346	-0,632	-0,736	-0,811	-0,697	-0,626	-1,004
évolution cumulée								-4,852
dépenses réelles de fonctionnement	257,8	257,1	258,2	250,5	239,9	238,1	241,5	242,8
charges financières en % des DRF	4,7%	4,6%	4,3%	4,1%	4,0%	3,7%	3,4%	3,0%



3) Les contributions obligatoires et la dotation annuelle des collèges

Ces dépenses totalisent 18,274 M€.

M€	CA 2020
Contribution obligatoire au budget du SDIS <i>(hors intérêts de la dette en investissement : 0,197 M€)</i>	8 803 000 €
Droit à compensation Région (transfert Transports)	6 091 349 €
La dotation annuelle des collèges	3 379 400 €
Total contributions et dotation	18 273 749 €

◇ depuis 2018, la contribution versée au budget du SDIS est de 9 000 000 € en prenant en compte la couverture des intérêts de la dette mandatée en investissement (cf. nomenclatures M52 des départements et M61 des SDIS),

◇ suite au transfert de la compétence transports aux Régions en 2017, le département verse chaque année à la région Nouvelle Aquitaine un droit à compensation de la charge transférée de 6 091 349 €,

◇ conformément aux lois de décentralisation qui ont notamment confié aux Départements un rôle majeur dans le fonctionnement général des collèges, il a été alloué à chaque établissement public et privé sous contrat d'association une dotation principale de fonctionnement qui s'établit à un montant global de 3 379 400 € en 2020.

I - 4 LES AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

1) Les dépenses stables

- l'aménagement et la transition écologique

Une somme totale de 2,130 M€ a été mandatée au chapitre 937, dont 1,165 M€ de participations et subventions à divers organismes et associations contribuant au développement rural et 0,212 M€ en faveur du milieu naturel.

Sur ces dépenses, plus d'1 M€ répond au critère de la transition écologique.

- l'entretien de la voirie

L'entretien du réseau routier départemental a nécessité 4,724 M€ de crédits en 2020 contre 4,670 M€ en 2019.

Toutefois, la quasi absence d'hiver en 2020 a diminué significativement la consommation des crédits inscrits au sous chapitre viabilité hivernale.

Seulement 0,174 M€ ont suffi sur une ouverture de crédits de paiement de 0,562 M€ au Budget Primitif, conforme au consommé 2019 (0,560 M€).

2) Les dépenses spécifiques

Elles font l'objet du tableau suivant pour un total de 2,3 M€.

M€	CA 2020
Le prélèvement globalisé sur les DMTO	1 724 408 €
Provisions comptables	550 000 €
Total dépenses spécifiques	2 274 408 €

◇ le nouveau mécanisme de prélèvement globalisé sur les DMTO pour financer les 3 fonds de péréquation ressort plus avantageux pour la Corrèze en 2020, soit 1,724 M€ contre 2,097 M€ en 2019 (somme de 2 prélèvements avant la refonte du mécanisme). Ceci est le fruit du travail des départements ruraux au sein de l'ADF dans le cadre de la réforme de la péréquation horizontale pour une meilleure répartition entre départements.

◇ le montant provisionné en 2020 de 0,550 M€ correspond à 0,500 M€ au titre des restes à recouvrer antérieurs à 2018 et à 50 k€ pour couvrir le risque contentieux.

* * *

Par souci d'exhaustivité, les dépenses qui viennent d'être développées représentent 232,9 M€ sur un total général de 242,8 M€.

La différence qui avoisine les 10 M€ correspond à l'ensemble des dépenses dites d'administration générale ou services communs, lesquelles dépenses sont ventilées aux différents chapitres budgétaires (fonctionnement de l'Hôtel Marbot et des différents bâtiments départementaux y compris les collèges, fonctionnement et maintenance des Systèmes d'Informations, frais liés à la commande publique ainsi que les dépenses de communication).

De CA à CA et malgré les conséquences de la crise sanitaire sur les dépenses de fonctionnement, ces dernières augmentent ainsi de manière contenue (+ 0,54 % correspondant à + 1,3 M€ en valeur).

* * *

II - LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN HAUSSE MALGRÉ L'EMPREINTE DE L'INCERTITUDE

Ainsi qu'indiqué dans l'introduction de ce rapport, 2020 est le dernier exercice comportant le produit de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties.

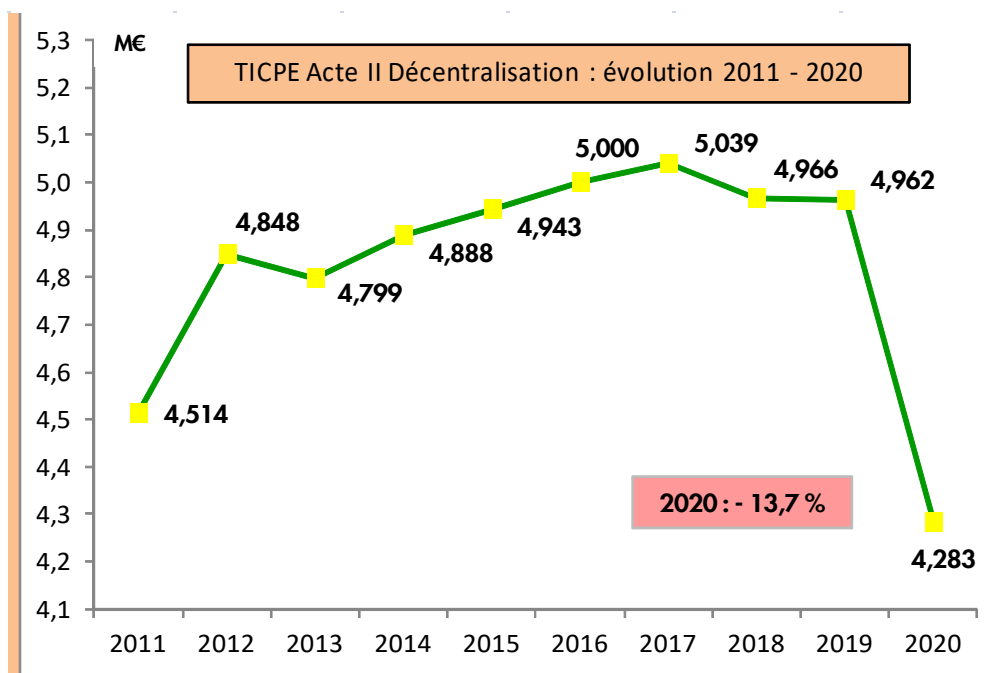
C'est le produit de fonctionnement le plus important qui est resté dynamique sans augmentation du taux les 6 ans écoulés, 64,7 M€ en 2020, loin devant la Dotation Globale de Fonctionnement (54,2 M€). Au niveau départemental, il n'y aura désormais plus de taxes locales.

II - 1 UN BUDGET DE RECETTES ELABORÉ EN MODE TRÈS PRUDENTIEL

Bien plus que la dépense, c'est la recette qui a fait l'objet de toutes les attentions avant de boucler en pleine crise le Budget Primitif 2020 adopté le 10 avril.

Quid des recettes dites conjoncturelles, à savoir la taxe sur les produits énergétiques, les droits d'enregistrement sur les mutations, la cotisation sur la valeur ajoutée ou encore la taxe sur les conventions d'assurance ?

1) La baisse de la TICPE Acte II de la décentralisation (- 0,7 M€)



La Taxe Intérieure sur la Consommation de Produits Énergétiques est la seule recette conjoncturelle de facto en baisse significative, ceci et surtout par l'effet du 1^{er} confinement qui a quasiment interrompu l'économie et ainsi la consommation de produits pétroliers.

Cette fraction de TICPE complète la part de la Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances affectée au financement des transferts de compétences de l'Acte II de la décentralisation (août 2004).

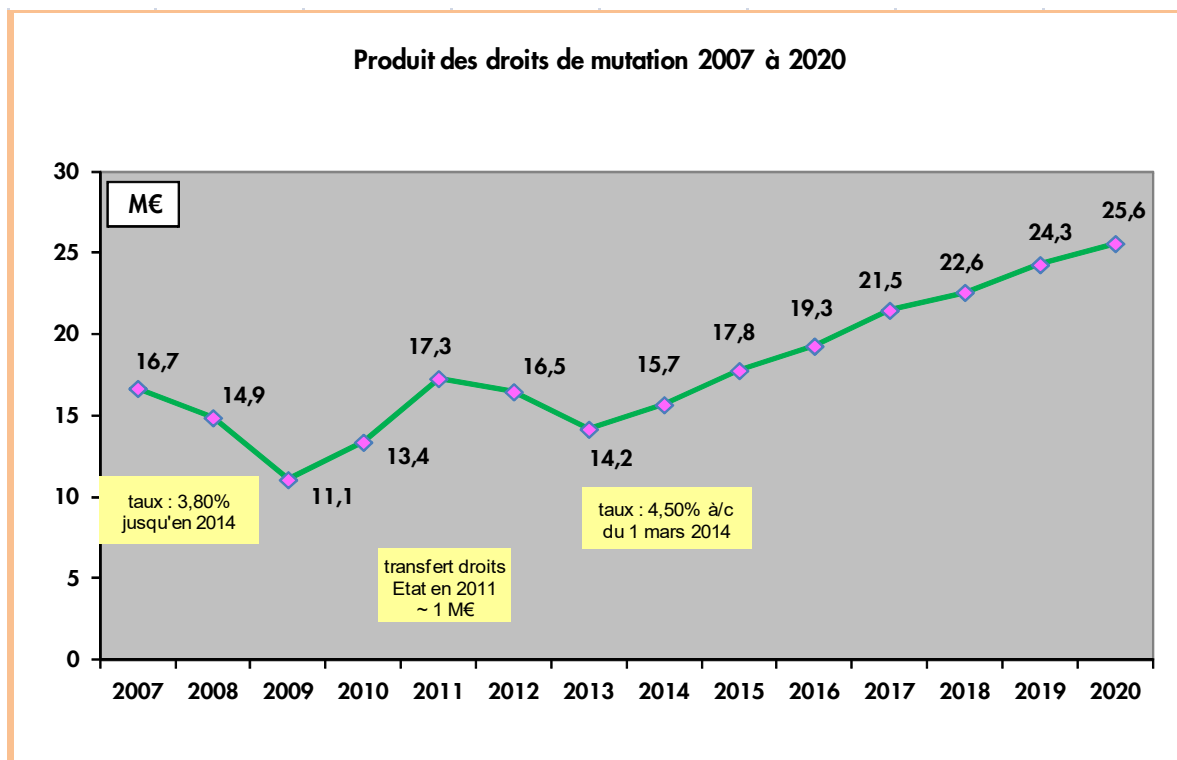
Ni l'une, ni l'autre ne sont encadrées par un droit à compensation figé, a contrario de la TICPE affectée au financement du RSA.

La baisse du produit de la TICPE Acte II est donc mécanique et la courbe ci-dessus traduit les aléas conjoncturels.

2) La bonne nouvelle pour les Droits de Mutation (DMTO : 25,6 M€)

Les projections jusqu'à la mi-octobre 2020, à l'issue de la comptabilisation de 3 trimestres, laissent entrevoir un produit annuel d'environ 20 M€, inférieur à la moyenne des exercices 2018 à 2020 (estimation au 31/08) : 22,5 M€.

Le 4^{ème} trimestre, à lui seul, constate un produit de près de 9 M€, montant inégalé ces 10 dernières années et supérieur de + 1,9 M€ comparé à 2019, année qualifiée d'exceptionnelle.



3) La bonne tenue de la CVAE : 11,8 M€

Le produit encaissé s'élève à 11,778 M€ contre 11,740 M€ en 2019, soit en légère hausse de + 38 k€.

Ce montant perçu reste toutefois à relativiser puisque le mécanisme de reversement est basé sur un décalage d'un an. La CVAE 2020 a donc été collectée par l'État en 2019, c'est-à-dire avant la crise.

Dans l'esprit de la dernière réforme fiscale achevée en 2011, il convient de rajouter ici le produit de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) dont le principal montant en Corrèze provient des barrages (énergie hydroélectrique).

Son montant est de 2,393 M€ en 2020 contre 2,300 M€ en 2019, soit une hausse de + 0,1 M€ (+ 4,04 %).

4) La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA : 46,8 M€)

Le produit de cette Taxe évolue globalement de + 1,8 M€. Comme vous le savez, ce produit a 3 composantes :

- la TSCA Acte II de la décentralisation (art. 52) :	22 040 556 €
- la TSCA affectée au SDIS (art. 53) :	5 351 234 €
- la TSCA compensant la perte de Taxe Professionnelle (art. 77)	19 378 552 €
Total TSCA 2020 :	46 770 342 €

En 2019, les montants respectifs étaient de 21,264 M€, 5,177 M€ et 18,568 M€ pour un total de 45,0 M€.

La dynamique de cette taxe perçue en année N n'a pas été interrompue par la crise. Le produit correspondant en termes de risque potentiel était d'ailleurs classé en dernière position, puisque cela supposait le non paiement à l'échelle nationale de nombre de cotisations, alors que cette dépense est prioritaire au niveau des agents économiques.

II - 2 UN TOTAL DE RECETTES SUPÉRIEUR A 300 M€

en M€						
CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
296,9	292,5	291,1	285,5	289,0	296,5	302,9
évolution	-4,4 -1,48%	-1,4 -0,48%	-5,6 -1,92%	3,5 1,23%	7,5 2,60%	6,4 2,16%
perte de DGF	ponction étalée de 2014 à 2017		-12,8	-12,8	-12,8	-12,8
perte cumulée						-51,2
correctif constaté	—————→		7,2	16,3	20,3	19,2

Les recettes de fonctionnement titrées en 2020 s'établissent précisément à 302,936 M€, en augmentation de + 2,16 % (+ 6,4 M€ en valeur comparé à 2019).

Dans la mesure où, d'une part, les recettes répertoriées "à risque" en milieu d'année 2020 ont bien tenu le choc et, d'autre part, la bonne gestion a prévalu à l'instar des autres années pour l'ensemble des autres recettes déconnectées de la conjoncture, il est logique qu'au final, 2020 soit dans la lignée vertueuse des 2 exercices précédents.

Vous constaterez, à l'aide du tableau qui précède, que de la sorte, les efforts de gestion ont fait plus qu'absorber la perte annuelle de 12,8 M€ de Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

1) La Taxe Foncière Bâti pour la dernière fois dans les budgets départementaux

→ 64,7 M€

Sans augmentation du taux de la TFB pour la 6^{ème} année consécutive, son produit pour 2020 ci-dessus confirme la dynamique de cette taxe sur la période 2015 à 2020.

La prévision du BP 2020 est dépassée de + 0,770 M€ au présent Compte Administratif.

Sans utilisation du levier taux pendant la mandature, l'augmentation du produit de la taxe est restée satisfaisante sur la période.

Pour la complétude de l'imposition directe telle que modifiée à compter de 2011, le Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) reste fidèle à sa définition, soit un montant inchangé depuis l'origine de 5 869 922 €.

Par ailleurs, la péréquation des frais de gestion de la TFB dite Dotation de Compensation Péréquée (DCP) ressort à 4 690 403 €, en diminution non négligeable de - 243 951 €.

* * *

Sachant qu'à partir de 2021 la fraction de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en remplacement de la TFPB est à la base un impôt indirect sur la consommation, il semble utile en dernier lieu d'indiquer que le chapitre 940 dédié aux impositions directes totalise en 2020 une masse de recettes de 108,9 M€, la plus élevée du budget (36 % des recettes de fonctionnement).

* * *

2) Les 3 fonds DMTO globalisés suite au prélèvement unique

Pour 2020, la nouvelle formule est gagnante pour la Corrèze de + 0,719 M€ (solde net reversements - prélèvement).

FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES DMTO			
avant la réforme : 2019		après la réforme : 2020	
Fonds de péréquation - 2011		FNP DMTO 1ère enveloppe	
prélèvement	0 €	(1ère fraction / 2)	
versement	5 037 742 €	attribution 1	4 615 151 €
Fonds de Solidarité Départemental (FSD des 3 AIS - 2014)		FNP DMTO 2ème enveloppe (après libération de la réserve)	
prélèvement	-1 625 084 €		
versement	890 538 €	attribution 2	5 724 285 €
Fonds de Soutien Interdépartemental (FSID - 2019)		FNP DMTO 3ème enveloppe (1ère fraction / 2 et libération réserve)	
prélèvement	-472 270 €		
versement	4 919 415 €	attribution 3	854 449 €
Total des versements	10 847 695 €	Total des versements	11 193 885 €
Total des prélèvements	-2 097 354 €	prélèvement unique	-1 724 408 €
		<i>prélèvement progressif</i>	0 €
Solde après prélèvement	8 750 341 €	Solde après prélèvement	9 469 477 €
		Variation 2020 / 2019	719 136 €

3) Les dotations de l'État stables (65,9 M€ hors CNSA)

Les dotations au sens du chapitre 942 augmentent symboliquement de 48 k€ et sont portées par la DGF (54,197 M€ contre 54,043 M€ en 2019).

Par ailleurs, si la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) est inchangée depuis 12 ans (2,728 M€), si la Dotation de Compensation de la Réforme de la TP (DCRTP) est pour une fois inchangée d'une année sur l'autre puisque introduite récemment dans les variables d'ajustement (6,615 M€), les compensations pour perte de fiscalité locale prolongent leur baisse (2,240 M€ contre 2,344 M€ en 2019) pour être des variables d'ajustement en Loi de Finances depuis l'origine en 2009.

4) Les recettes du Pôle Cohésion Sociale en hausse de + 2,2 M€

Ces recettes totalisent 45,071 M€ au CA 2020 contre 42,872 M€ au CA 2019.

En particulier, les dotations versées par la Caisse Nationale de Solidarité à l'Autonomie (CNSA) s'élèvent à 17,309 M€ comparé à 15,252 M€ en 2019. La différence positive de + 2,057 M€ s'explique essentiellement par la perception de :

- 0,473 M€ au titre de la convention de modernisation ;
- 0,266 M€ pour compenser les primes COVID versées aux services d'aide à domicile ;
- 1,480 M€ de plus qu'en 2019 quant à la loi vieillissement 2^{ème} part du fait de la modification, en 2020 à titre exceptionnel, des critères d'attribution qui ont été favorables au Département.

Les recouvrements d'aide sociale personnes âgées et handicapées, ainsi que la participation des familles et d'autres départements s'agissant de l'enfance, sont en hausse de + 0,350 M€ pour atteindre 15,609 M€.

Enfin, pour le RSA, le droit à compensation via la TICPE figé à 10,720 M€ est augmenté du versement de 0,688 M€ en provenance du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI en baisse de 34 k€).

D'autres recettes ont été encaissées à hauteur de 0,745 M€.

5) Les autres recettes du budget

Elles interviennent pour un global de 14,624 M€ au rang desquelles en principal :

- la Taxe sur la Consommation Finale d'Électricité (TCFE) : 2,881 M€
- le produit de l'énergie réservée : 0,693 M€
- la Taxe d'Aménagement : 1,060 M€
- le Fonds Académique de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI) : 0,599 M€
- recouvrements et remboursements RH : 3,475 M€
- produit des loyers et cessions : 1,661 M€
- recettes diverses : 4,255 M€

II - 3 LES RECETTES SPÉCIFIQUES D'ORDRE LIÉES A LA CRISE SANITAIRE

Comme évoqué supra, il s'agit d'un point de vue purement comptable de recettes d'ordre qui améliorent in fine le résultat de fonctionnement, après avoir été constatées dans un premier temps en écritures réelles (contrepartie en trésorerie) :

- dépenses de fonctionnement COVID étalées sur 5 ans
- avance remboursable pour les DMTO constatée en investissement

Les recettes spécifiques	Montant
Étalement des charges COVID 19	
neutralisation de la dépense réelle	4 400 000 €
L'avance sur le produit des DMTO	
transfert de l'avance de trésorerie	2 366 183 €
Total et incidence sur le résultat	6 766 183 €

1) L'étalement des charges COVID 19

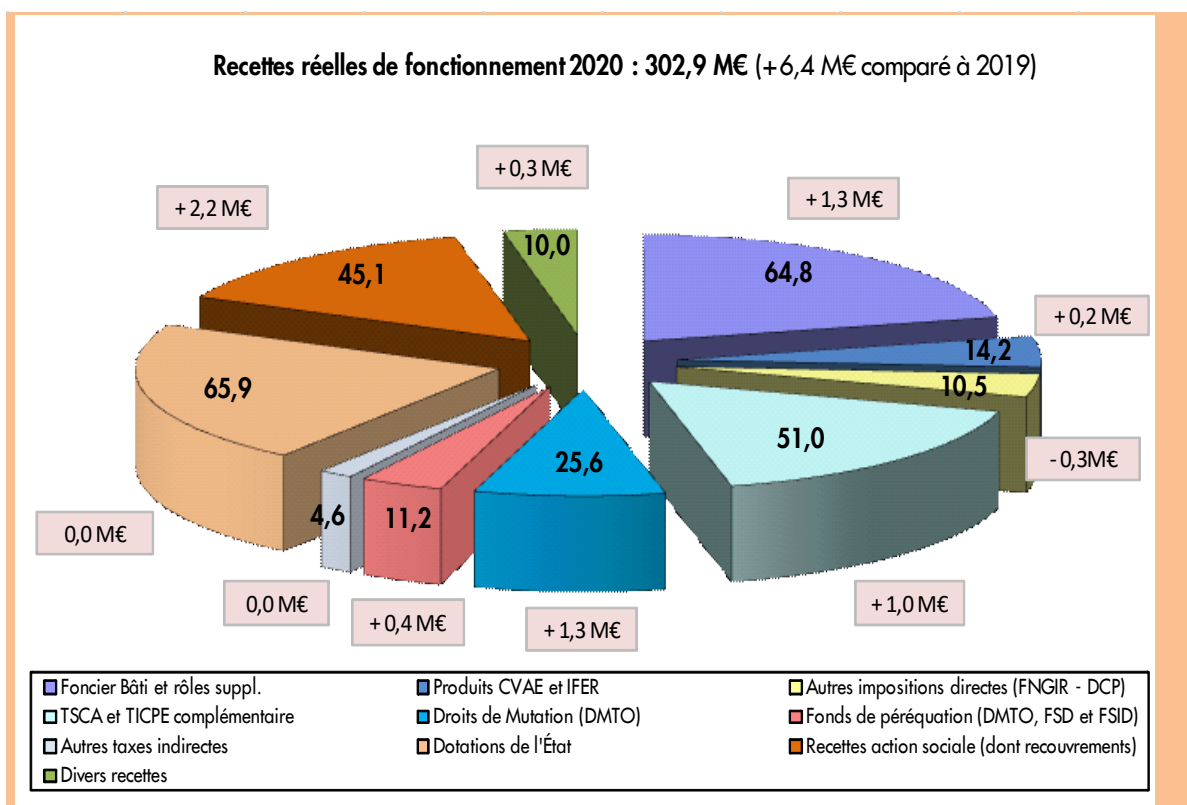
La dépense réelle de 4,4 M€ est neutralisée par une recette d'ordre du même montant qui est prise en compte dans le calcul du résultat de fonctionnement de l'exercice (cf. 3^{ème} partie).

2) L'avance de l'État sur le produit des DMTO

L'avance de trésorerie est d'abord constatée en investissement, puis transférée par jeu d'écritures en recette de fonctionnement à titre de produit exceptionnel (2,4 M€), produit qui intervient de même dans le résultat de cette section.

* * *

Les recettes de fonctionnement sont synthétisées dans la représentation graphique qui vous est proposée.



2ème partie : LA SECTION D'INVESTISSEMENT

I - LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT EN HAUSSE : 49,6 M€

A l'instar des dépenses d'équipement du secteur public local (d'après les premières études publiées sur les comptes anticipés 2020), les dépenses patrimoniales et sous forme de subventions d'équipement au secteur communal réalisées en 2020, proches de 50 M€, sont les plus élevées de la mandature.

(M€)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses d'équipement	43,3	37,1	39,3	45,3	42,3	49,6

I - 1 LES INVESTISSEMENTS DIRECTS : 33,143 M€

Au préalable, il est rappelé que lors du vote du Budget primitif 2020, le montant potentiellement réalisable pour les dépenses d'équipement s'élevait à 79,8 M€, montant sur lequel 11,6 M€ ont été mis en réserve pour les contournements routiers futurs de Lubersac, Noailles et Meymac.

De la sorte, il a été dédié 47,9 M€ aux équipements départementaux et 20,3 M€ aux subventions d'équipement qui feront l'objet du deuxième paragraphe.

Si jusqu'à présent les efforts de gestion ont permis d'assurer un niveau moyen d'investissement de 41,5 M€ de 2015 à 2019, il a été décidé, en 2020, de mettre en œuvre, à la suite du numérique, le second engagement de la mandature visant le contournement routier de certaines agglomérations, en commençant par celui de Malemort.

1) Les travaux routiers : 25 M€

M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements sur les routes départementales dont :	13,706	13,956	13,993	13,817	15,955	24,861
• contournement Malemort					1,006	9,702
• autres contournements					0,502	0,310
• autres investissements routes					14,447	14,849
						2020 / 2019 + 55,82%
sur la mandature						96,288

Le contournement de Malemort engagé financièrement pour totalité au début de l'été 2020 (17,9 M€), a été mandaté en 2020 à hauteur des travaux réalisés : 9,702 M€.

La partie des travaux non effectués fait l'objet d'un report de crédits de paiement au BP 2021 de 7,204 M€ dans le cadre de la reprise des résultats 2020.

Comme vous pouvez le constater, les autres opérations de contournement sont mandatées globalement à hauteur de 0,812 M€ dont 0,310 M€ en 2020.

Les investissements routiers, hors grandes opérations précitées, ont mobilisé par ailleurs 14,849 M€ de crédits soit un montant supérieur à la moyenne des 5 derniers exercices qui s'établit à 14,0 M€.

Vous observerez enfin qu'en 6 ans, 96,3 M€ ont été consacrés au patrimoine routier.

2) Les bâtiments départementaux : 3 M€

- 1,396 M€ a été destiné aux collèges au titre de projets lancés en 2020 et de ceux qui le seront en 2021.

Le plan de relance "Accompagnement Corrèze COVID 19" a prévu en particulier 2 opérations de rénovation - restructuration pour les collèges d'Allasac et d'Argentat qui ont eu un commencement d'exécution en 2020.

- 1,564 M€ a financé la rénovation et l'aménagement des autres bâtiments sur des projets lancés en 2020 ou en 2021 selon le plan pluriannuel d'investissement, notamment les opérations liées à l'ouverture de nouvelles Maisons du Département.

3) La transition écologique : 2,7 M€

L'aménagement de l'espace naturel sensible des Gravières d'Argentat, ouvert au public au début de l'été 2020, a mobilisé 1,989 M€ de crédits de paiement sur l'exercice 2020.

Les contrats de transition écologique parmi lesquels la filière hydrogène, le plan de méthanisation, les véhicules électriques et des études pour le développement de sites neufs en hydroélectricité ont nécessité 0,211 M€ de crédits mandatés.

Enfin, un montant de 0,210 M€ a contribué à une meilleure gestion de l'eau.

I - 2 LES INVESTISSEMENTS INDIRECTS : 16,449 M€

La part aides aux communes et attractivité des territoires s'élève à 12,023 M€ contre, en moyenne, 13 M€ de 2015 à 2019.

Les 4,426 M€ restants viennent subventionner les tiers privés.

M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aides au secteur communal	15,065	11,300	12,003	12,760	14,579	12,023
sur la mandature						77,730

L'impact de la crise sanitaire est bien perceptible également au niveau des subventions d'équipement versées.

L'effort du département a porté naturellement sur les secteurs sport culture jeunesse loisirs et développement autant que la loi le permet pour ce dernier, alors que les secteurs réseaux-infrastructures, aménagements et écoles primaires ont pâti de l'arrêt de l'activité économique par l'interruption des chantiers.

Néanmoins, notre collectivité aura versé, sur la mandature, une enveloppe de subventions proche de 80 M€ pour financer les projets du secteur communal.

1) Le soutien aux secteurs sport culture jeunesse loisirs et développement

- sport culture jeunesse loisirs : 1,667 M€ de subventions

Ce montant est supérieur de + 0,254 M€ comparé à 2019. Il se répartit principalement entre 0,627 M€ pour le sport, 0,295 M€ pour la jeunesse et les loisirs et 0,687 M€ pour le patrimoine.

- développement : 1,081 M€ de subventions

En légère hausse de + 38 k€, cette somme se ventile pour l'essentiel en 0,565 M€ à valoir sur des reliquats engagés en faveur du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, puis 0,163 M€ pour la filière tourisme et 0,253 M€ pour les autres subventions.

2) Des aides importantes mais toutefois en diminution pour les autres secteurs du fait de la crise sanitaire

- l'aménagement rural et l'environnement corrézien restent une priorité (8,262 M€ de subventions), mais toutefois en retrait comparé à 2019 (- 1,232 M€).
- les réseaux et infrastructures prennent de plein fouet la crise avec le retard pris sur les chantiers : 4,610 M€ de subventions ont été versés mais c'est en retrait de -1,675 M€ au regard de 2019 (1,159 M€ de crédits de paiement sont inutilisés).
- les subventions d'équipement versées pour l'enseignement du 1^{er} degré, aussi pour les collèges, sont divisées par 2, soit 0,496 M€ payés en 2020 contre 1,022 M€ en 2019.

II - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT EN HAUSSE

Au préalable, si la Dotation Globale d'Équipement (DGE) a été supprimée en 2019 pour être remplacée par la Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental (DSID), il convient de rappeler que cette nouvelle dotation d'investissement comporte 2 parts et, en particulier, la part projets qui, dans son fonctionnement, est attribuée en année N de dépôt du dossier (2 635 746 € en 2019), mais versée selon le décret d'application avec un décalage d'un an minimum.

De la sorte et en 2019, le département n'a encaissé que la part péréquation (796 139 €). Le Compte Administratif 2020 comptabilise ainsi les 1ers versements sur la part projets attribuée en 2019, le solde de ladite attribution étant prévu d'être versé en 2021.

II - 1 LE BINOME TRADITIONNEL DOTATIONS - SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT

1) Les dotations et fonds affectés à l'équipement

M€	CA 2019	CA 2020
DSID (Dot. Soutien Invest. Départ.)		
- DSID part péréquation	0,796	0,659
- DSID part projets	0,000	1,971
DGE (Dotation Globale d'Équip.)	0,585	0,000
DDEC (Équipement Collèges)	1,330	1,330
FCTVA (Fonds Compensation TVA)	2,971	3,522
Total dotations et fonds Inv.	5,682	7,482

De CA à CA, les dotations et fonds d'investissement augmentent ainsi de + 1,8 M€.

La DSID part projets constate donc un encaissement de 1,971 M€ ventilé en 4 axes, axe 1 Téléphonie mobile 0,128 M€, axe 2 Bâtiments scolaires, sociaux et logements 0,077 M€, axes 3 et 4 Travaux routiers 1,766 M€.

La méthode de calcul de la part péréquation procure une recette de 0,659 M€, en baisse de - 0,137 M€.

Si la Dotation Départementale d'Équipement des Collèges est figée depuis 2008 au montant de 1,330 M€, le FCTVA, basé sur l'assiette des dépenses éligibles effectuées en N-1 multipliée par le taux inchangé de 16,404 %, est en hausse de + 0,551 M€.

2) Les subventions d'équipement reçues

M€	CA 2019	CA 2020
Subventions d'équipement reçues	1,668	1,752
<i>Cessions</i>	<i>0,241</i>	<i>0,231</i>

Le total des subventions augmente de + 84 k€.

La subvention la plus importante concerne les Gravières d'Argentat et intervient pour un total de 823 961 € (partenariat EDF 300 000 € et Agence de l'Eau Adour Garonne 523 961 €).

Le produit des amendes de radars automatiques est de 783 373 €.

La dernière subvention significative est de 104 990 €, en provenance de la Caisse des Dépôts pour le plan Haut Débit.

Ce tableau fait également mention, en italique, du produit des cessions 2020, dans la mesure où leur traitement comptable est particulier. Retenons simplement qu'au final, elles rentrent logiquement dans le calcul du résultat d'investissement puisqu'il s'agit de diverses sorties du patrimoine.

Le total cédé sensiblement identique à celui de 2019 concerne une partie des anciens bâtiments de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM : 110 680 €), l'ancienne gendarmerie de Juillac (100 000 €) et divers matériels et véhicules de l'ex parc de l'équipement (20 224 €).

II - 2 LA PARTICULARITE DE L'EMPRUNT "COVID" ET DE L'AVANCE SUR DMTO

Dans ces 2 cas soumis également à traitement comptable particulier, retenons :

1) L'emprunt complémentaire ou dit "COVID" pour financer l'étalement des charges

Cet emprunt de 3,5 M€ contractualisé dans les derniers jours de décembre 2020 n'a pas été débloqué, mais reporté sur l'exercice 2021 (possibilité de déblocage jusqu'au 25/06/2021).

Pour autant, il rentre dans le calcul du résultat d'investissement, précision rappelée que ces 3,5 M€ d'emprunt correspondent aux charges COVID de 4,4 M€ minorées de la 1^{ère} annuité d'étalement (0,9 M€).

2) La constatation de l'avance de trésorerie sur le produit des DMTO

Pour ce 2^{ème} cas, l'opération comptable est "blanche" pour la section d'investissement puisque la constatation de la recette financière de trésorerie est neutralisée pour in fine ressortir en recette exceptionnelle de fonctionnement d'ordre (cf. supra).

En quelque sorte, elle s'additionne provisoirement au produit des DMTO par le jeu inversé (reprise d'excédent) du compte de capitalisation des excédents.

III - L'EMPRUNT : PRODUIT 2020 - BILAN DU DÉSENETTEMENT - GESTION ACTIVE DE LA DETTE

La dette est évoquée ici de manière succincte, le récent rapport des Orientations Budgétaires pour 2021, en séance plénière du 5 mars dernier, ayant fait une communication détaillée sur le sujet.


III - 1 LE PRODUIT 2020 DE L'EMPRUNT

Comme vous le savez, hors emprunt "COVID", il a été contracté et encaissé 25 M€ d'emprunt nouveau en 2020. Ce montant finance 50 % des dépenses d'équipement (49,6 M€) à un taux inédit de 0,75 % correspondant uniquement à la marge bancaire dans un contexte inédit.

Ces 25 M€ d'emprunt nouveau valident les prévisions du BP 2020 prévoyant un désendettement supplémentaire désormais effectif de - 5,3 M€.

D'après les différentes communications reçues ce début d'année (Association des Départements de France en particulier accompagnée de Ressources Consultant Finances (consultant RCF)), les Départements qui se seront désendettés en 2020 ne doivent pas être bien nombreux.

Si leur encours de dette a diminué de - 2,5 % en 2019, il apparaît en hausse en 2020 de + 1,2 %.

TAUX MOYEN PONDERE DE L'EMPRUNT 2020 DE 25 000 000 € A TAUX FIXE SUR 20 ANS				
<i>calcul du TMP</i>	Banque Postale	Caisse d'Épargne	Crédit Agricole	Total / Moyenne
en €	13 000 000	6 000 000	6 000 000	25 000 000
pondération / emprunts (%)	52,00%	24,00%	24,00%	100,00%
Taux Fixe	0,73%	0,77%	0,77%	
Taux Moyen Pondéré	0,38%	0,18%	0,18%	0,7492%
AU FINAL puis sur la mandature (à Taux Fixe) :	• le Département a emprunté sur 20 ans à 0,75% contre 0,98% en 2019 et 1,55% de 2015 à 2018			
				

III - 2 LE BILAN DU DÉSENDETTEMENT SUR LA MANDATURE

M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Remboursement du capital de la dette	27,722	29,754	31,284	32,141	32,369	30,310
moyenne / an	30,597					
Emprunt nouveau	27,670	25,000	19,497	25,120	13,000	25,000
moyenne / an	22,548					
Désendettement	-0,052	-4,754	-11,787	-7,021	-19,369	-5,310
montant cumulé	-0,052	-4,806	-16,593	-23,614	-42,983	-48,293
moyenne / an	-8,049					
Encours de dette fin d'exercice	360,300	355,546	343,759	336,738	317,369	312,059

Le processus de désendettement s'obtient par un remboursement annuel de capital élevé (30,6 M€ en moyenne) et un emprunt nouveau plafonné à 25 M€ annuels (moyenne de 22,5 M€). Il atteint - 48,3 M€ en cumulé à fin 2020.

III - 3 LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE

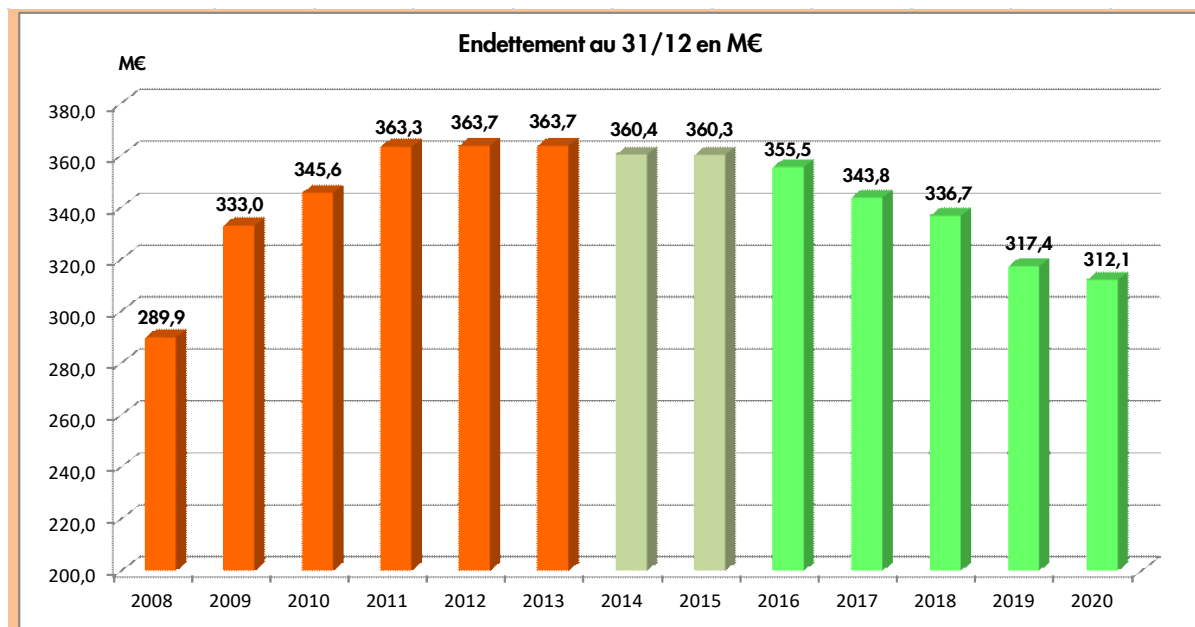
Sous forme de tableau, la synthèse des négociations est présentée comme suit.

Banque	capital renégocié	pénalité 0 € (indicative)	ancien taux	nouveau taux	gain budgétaire
CA-CIB (filiale Crédit Agricole)					
• contrat TAM + 0,035	3 978 700 €	clause contrat	0,00%	0,00%	0 €
Crédit Agricole				Taux Fixe 0 %	sécurisation
• contrat Taux Fixe (2012)	3 999 141 €	209 955 €	4,50%	2,13%	430 500 €
Caisse des Dépôts					
• contrat LEP + 1,35 (2012)	2 025 000 €	60 750 €	2,35%	1,50%	50 965 €
				Lvt A +1	
• 3 contrats Lvt A + 1 (2014)	6 400 000 €	537 600 €	1,50%	1,40%	80 228 €
				Lvt A + 0,9	
TOTAL	16 402 841 €	808 305 €			561 693 €

En résumé, 16,4 M€ d'encours ont été renégociés (6 contrats) en dérogeant aux conventions pour les pénalités (pas de pénalités sur un "potentiel" de 0,8 M€), pour un gain budgétaire sur la durée résiduelle de 0,562 M€ sans aucun allongement de la dette.

Quelques autres démarches, pas suffisamment favorables, sont restées sans suite.

En conclusion, le désendettement sur la mandature apparaît dans l'histogramme suivant.



3ème partie : ANALYSE FINANCIÈRE ET COMPARATIVE

I - LE RÉSULTAT DE CLOTURE ET LA CHAÎNE DE L'ÉPARGNE

1) Le résultat de clôture (écritures budgétaires)

Recettes d'investissement réalisées	107 314 582,43
Dépenses d'investissement réalisées	103 639 562,65
Résultat brut 2020	3 675 019,78
Solde d'exécution d'investissement reporté	-25 041 499,57
Solde cumulé d'investissement 2020 à reporter (c/ 001 Dépense)	-21 366 479,79
Restes à Réaliser en Dépenses	15 628 711,12
Restes à Réaliser en Recettes	11 925 000,04
<u>Déficit de la section d'investissement</u>	<u>-25 070 190,87</u>
Recettes de fonctionnement réalisées	315 158 726,96
Dépenses de fonctionnement réalisées	276 864 452,89
Résultat brut de fonctionnement 2020	38 294 274,07
Excédent de fonctionnement reporté	36 106 210,09
Solde cumulé de fonctionnement 2020	74 400 484,16
Restes à Réaliser en Dépenses	0,00
Restes à Réaliser en Recettes	0,00
Résultat cumulé 2020 avec les restes à réaliser	74 400 484,16
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)	25 070 190,87
Résultat de fonctionnement 2020 à reporter (c/ 002 Recette)	49 330 293,29
<i>Fonds de roulement budgétaire au 01/01/2020</i>	<i>36 106 210,09</i>
<i>Solde des restes à réaliser</i>	<i>-3 703 711,08</i>
<i>Fonds de roulement budgétaire au 31/12/2020</i>	<i>53 034 004,37</i>
<i>Variation du fonds de roulement budgétaire sur l'exercice 2020</i>	<i>16 927 794,28</i>

- en investissement

Il est à noter :

- le souhait de contenir le déficit d'investissement dans une fourchette [- 20 M€ ; -25 M€], c'est-à-dire à hauteur de 50 % d'une année de dépenses d'équipement;

- s'agissant des restes à réaliser, hormis le report sur l'exercice 2021 d'une somme de 8 425 000,04 € en dépenses et recettes (refinancement à moindre coût de 4 lignes de prêt de la Caisse des Dépôts), 7 203 711,08 € correspondent au report de crédits de dépenses sur 2021 pour le contournement de Malemort et 3 500 000 € au report de crédits de recettes sur 2021 au titre du produit de l'emprunt "COVID" mobilisable jusqu'en juin 2021.

- en fonctionnement

Le frein à la réalisation des dépenses pendant les 2 confinements et finalement des recettes très favorables par rapport au prudentiel de rigueur, sans oublier l'apport de recettes issues des mécanismes comptables de l'étalement des charges et de l'avance de trésorerie sur les DMTO, doublent l'excédent avant affectation de cette section.

2) Synthèse de la formation du résultat (écritures réelles)

sections D / R	Voté	Réalisé	écart
Fonctionnement (€)			25 913 029,58
dépenses	251 127 945,50	242 823 129,75	8 304 815,75
recettes	285 327 989,67	302 936 203,50	17 608 213,83
Investissement (€)			27 120 974,79
dépenses (1)	111 086 269,59	79 938 578,88	31 147 690,71
recettes (1)	40 780 015,33	36 753 299,41	-4 026 715,92
Total (€)			53 034 004,37
<i>(1) hors comptes 16449 et 166 obligatoirement soldés au 31/12</i>			

Si ce tableau permet d'auto vérifier la concordance des écritures de l'ordonnateur, tout vient d'être dit pour la section de fonctionnement.

Pour la section d'investissement, côté dépenses, le Département garde des marges de manœuvre issues des efforts de gestion pour les investissements futurs et pour accentuer le désendettement.

Côté recettes, l'écart négatif de - 4 M€ provient simplement de la non réalisation en 2020 de l'emprunt dit COVID de 3,5 M€ et de la réalisation des cessions, prévues en écriture réelle, mais lisible dans les écritures d'ordre (cf. supra).

3) Les soldes de gestion et évolution des principaux ratios

- Les soldes de gestion

Ecritures réelles en €	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Recettes de fonctionnement (1)	292 312 434	290 746 984	284 876 414	288 666 336	295 057 834	302 521 875
Dépenses de fonctionnement h/intérêts (2)	247 096 252	240 072 974	230 325 434	228 237 097	232 253 629	235 055 543
Épargne de gestion	45 216 182	50 674 010	54 550 980	60 429 238	62 804 206	67 466 332
Charges financières	11 092 181	10 355 778	9 545 092	8 848 277	8 221 881	7 217 586
Épargne brute	34 124 001	40 318 232	45 005 888	51 580 962	54 582 325	60 248 745
Amortissement de la dette	27 722 236	29 754 083	31 283 685	32 141 075	32 369 425	30 309 683
Épargne nette	6 401 765	10 564 149	13 722 203	19 439 887	22 212 901	29 939 063
<small>(1) Recettes de fonctionnement après déduction du produit des cessions d'immobilisations et des reprises de provisions</small>						
<small>(2) Dépenses de fonctionnement après déduction des provisions</small>						

Les soldes de gestion font apparaître la consolidation de la situation financière du Département, les 3 niveaux d'épargne étant sur une pente ascendante depuis 2015.

Près de 30 M€ d'épargne nette signifient que le Conseil Départemental, en rajoutant les recettes propres annuelles d'investissement (FCTVA, DSID, subventions reçues etc. ...) de l'ordre de 10 M€, est en capacité de réaliser les dépenses d'équipement 2021 sans recours à l'emprunt.

- Les principaux ratios

Ratios d'analyse	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	niveau souhaitable*
taux d'épargne brute	11,67%	13,85%	15,78%	17,87%	18,50%	19,92%	> à 10%
intérêts de la dette en % des DRF	4,30%	4,13%	3,86%	3,63%	3,35%	2,88%	< à 3%
annuité de la dette en % des RRF	13,13%	13,78%	14,23%	14,12%↓	13,70%↓	12,33%↓	< à 8%
dépenses d'équipement par habitant	179 €	149 €	158 €	168 €	169 €	199 €	200 € (base 50 M€)
durée de désendettement	10 ans 7 mois	8 ans 10 mois	7 ans 8 mois	6 ans 7 mois	5 ans 10 mois	5 ans 2 mois	≤ à 10 ans
encours de dette rapporté aux RRF	123,26%	122,29%	120,67%	116,65%↓	107,56%↓	103,15%↓	[80% ; 100%]
* par les différents acteurs et observateurs de la vie locale							
		en bonne voie		très favorable	↓	baisse amorcée	

La conclusion apportée par ce tableau, sous la grande réserve du futur quant à sortir de la pandémie et ses conséquences que personne ne peut mesurer actuellement, est que la santé financière est retrouvée (forte capacité d'épargne, dépenses d'équipement contenues au niveau moyen de la strate des départements de moins de 250 000 habitants), mais en supportant une dette encore trop élevée.

En considérant la dette en € par habitant au 31/12/2020, elle représente 1 253 €/h (ratio calculé selon la méthode de la DGCL qui retient la population INSEE avec les doubles comptes).

Au plus fort de l'endettement au 31/12/2013 (363,716 M€ d'encours), ce ratio s'élevait à 1 442 €/h.

Il reste néanmoins que la capacité de désendettement qui mesure le nombre d'années théoriques pour solder la dette en y consacrant la totalité de l'épargne est ramenée à 5 ans et 2 mois en 2020 (pour les départements métropolitains elle ressort en moyenne à 3 ans et 6 mois au CA 2019 - source DGCL).

Pour conforter cette approche dite ratio Klopfer (consultant), remarquons également qu'un second ratio rapportant la dette aux recettes de fonctionnement en constante diminution depuis 2015, se rapproche des 100 % (précisément 103,15 %).

Cela signifie qu'avec un BP 2021 qui s'équilibrerait en investissement sans recours à l'emprunt et, pour peu que les recettes de fonctionnement tiennent toujours le choc du COVID, la dette deviendrait, dans ces conditions, inférieure à une année de produits courants.

II - COMPARATIF DEPARTEMENTAL

Jusqu'à ce jour, le comparatif départemental du rapport de présentation du Compte Administratif s'appuyait sur les données des Comptes N-1, les derniers approuvés figurant dans les bases officielles, en particulier la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) rattachée au Ministère de l'Intérieur.

L'année 2020, si particulière, oblige à examiner lesières tendances dès la clôture de cet exercice, 2019 par la force des choses présentant un intérêt bien moindre, alors que la crise se prolonge sans connaître l'avenir de la pandémie.

L'Association des Départements de France (ADF) a examiné, en Comité Exécutif du 2 mars dernier, les résultats d'une enquête menée à son initiative, à laquelle 47 Départements ont répondu, dont la Corrèze.

L'objet de cette enquête s'intitule : Situation financière des départements en 2020 et estimation du coût des dépenses liées à la crise COVID.

• représentativité du panel

- les 47 départements représentent 49 % des dépenses de fonctionnement (CA 2019).
- 30 d'entre eux sont ruraux, soit 64 % des réponses, 16 sont urbains, et 1 département est d'outre mer.
- les dépenses de fonctionnement (DF) des départements ruraux constituent 36 % du total des DF du panel, soit un prorata équivalent à l'ensemble des départements ruraux parmi les 96 départements métropolitains.

• impact financier de la crise COVID

- les dépenses nettes des économies et des recettes "COVID" se situent entre 26 et 29 € par habitant, soit, par extrapolation à l'ensemble des départements, un coût net compris entre 1,6 et 1,8 Md€.

- parmi ces dépenses, 26 % sont liées au RSA et 22 % sont des actions volontaires.

Pour la Corrèze et en reprenant les chiffres COVID explicités au paragraphe des DF, les dépenses COVID (celles objet de l'étalement + les primes) totalisent 5 950 701 € brut et 5 616 369 € net (après déduction de 334 332 € de recettes).

Opérations COVID	Rapports CD 101 et 301 du 27/11/2020	Mandaté 2020
DEPENSES		
2020 - Abonnements licences et conférences	8 524,80	8 524,80
2020 - Nettoyage des locaux et marquage au sol	20 790,80	45 911,00
2020 - GARDIENNAGE Marbot COVID 19	18 480,00	27 753,48
2020 - Pandémie - COVID 19		397 184,08
2020 - Pandémie : Dépenses internes COVID-19	573 227,22	215 184,04
2020 - Soutien au Tourisme et à la restauration	396 250,00	396 250,00
RSA FORFAITAIRE et MAJORE : Surplus RSA	2 400 000,00	2 330 070,83
2020 - COVID COMPENSATION SOUS ACTIVITE FO-FH	215 933,00	215 933,00
2020-COVID-19 : COMPENSATION SOUS ACTIVITE SAAD	599 036,00	599 036,00
Sous total éligible à l'étalement COVID	4 232 241,82	4 235 847,23
2020- PRIMES COVID SAAD	615 874,00	614 909,00
2020 - PRIMES COVID ICA ET SAAD MANDATAIRES	221 877,00	272 390,00
2020 - PRIMES COVID ACCUEILLANTS FAMILIAUX	31 804,00	31 738,00
2020 - PRIMES COVID ETABLISSEMENTS FO - FH	309 584,00	307 598,00
2020 - PRIMES COVID FONDATION JACQUES CHIRAC	64 244,00	63 848,00
2020 - PRIMES COVID ADAPEI	23 542,00	23 542,00
2020 - COVID-19 : PRIMES AIDE A DOMICILE CESU	82 000,00	83 429,00
2020 - Primes COVID établissements enfance	196 540,00	161 400,00
2020-2021 - Paye des Assistants Familiaux	156 000,00	156 000,00
Sous total primes COVID	1 701 465,00	1 714 854,00
TOTAL DEPENSES COVID		5 950 701,23
RECETTES		
2020-CNSA COMPENSATION PRIMES COVID	268 143,00	266 331,51
2020 - Pandémie : Subvention Etat masques		68 000,00
TOTAL RECETTES COVID		334 331,51
ANNUITE D'ETALEMENT pendant 5 ans		847 169,45

l'annuité 2020 ressort à 880 000,00 € dans le document budgétaire et sera ajustée au prochain Compte Administratif

Les "économies" du fait des 2 confinements ressortent à 1 995 000 €, alors que les pertes de recettes sont estimées à 636 000 € (TICPE Acte II pour l'essentiel).

L'impact financier pour la Corrèze est donc de 4 257 369 €, c'est-à-dire 17 à 18 € par habitant en considérant soit la population avec les doubles comptes, soit la population municipale (249 135 h ou 241 464 h au 01/01/2020).

• la situation financière consolidée des Départements fin 2020

- une forte hausse des Dépenses de Fonctionnement (+ 4,3 %) dont RSA + 7,7 %
→ Corrèze, DF (+ 0,54 %) dont RSA + 13,7 %

- une croissance des Recettes de Fonctionnement comparable à celle de 2019 (+ 2,9 %) avec une stabilité des DMTO (- 0,2 %)
→ Corrèze, RF (+ 2,16 %) dont DMTO + 5,35 %

- des Dépenses d'Équipement qui augmentent deux fois moins vite en 2020 qu'en 2019 (+ 5,0 %) et un encours de dette en hausse (+ 1,2 %) après une diminution en 2019
→ Corrèze, DE (+ 17,22 %) et encours de dette (- 1,7 %)

- une baisse importante des niveaux d'épargne, soit - 6,7 % (Épargne Brute) et - 6,1 % (Épargne Nette)
→ Corrèze, EB (+10,4 %) et EN (+ 34,8 %)

- délai de désendettement (4 ans et 1 mois en 2020 contre 3 ans et 6 mois en 2019) et taux d'épargne brute (12,0 %)
→ Corrèze, délai de désendettement (5 ans et 2 mois) et taux d'EB (19,9 %)

En dépit de nombreuses disparités mentionnées dans les conclusions de l'étude de l'ADF, il apparaît que la Corrèze a subi la crise sanitaire au même titre que les autres départements.

Mais les indicateurs de la situation financière montrent que la Corrèze l'aurait mieux gérée, y compris en matière d'endettement.

CONCLUSION

Malgré la crise, le Compte Administratif 2020 tient la comparaison avec le CA 2019, l'année 2019 ayant été alors présentée comme exceptionnelle dans un contexte habituel.

Les impacts budgétaires de cette crise peuvent se trouver devant nous, en 2021,

La présentation du CA 2020 qui précède montre que les engagements pris pour la mandature ont été tenus malgré la survenue de multiples éléments extérieurs venant réduire considérablement les marges de manœuvre du Département.

Par éléments extérieurs, rappelons ici la contribution départementale à la résorption des déficits publics (baisse de la DGF à hauteur de 12,8 M€ par an depuis 2017, etc.), la perte d'une partie de nos prérogatives (Loi NOTRe de 2015) et enfin une crise sanitaire, économique et sociale majeure dont les conséquences se feront sentir sur plusieurs années.

Le dernier coup porté avec la réforme de la Taxe Foncière aura pour effet de priver la collectivité de son principal levier décisionnel, rompant ainsi le lien fiscal entre le Département et son territoire.

Or, le Département a su démontrer, au cœur de la crise sanitaire, son rôle de coordinateur privilégié de nombreuses actions sociales de proximité, ainsi que son indispensable implication au quotidien de tous les âges de la vie des corréziens.

Il a également prouvé sa capacité à contenir les dépenses de fonctionnement tout en maîtrisant le recours à l'emprunt afin d'investir et, de la sorte, innover et se moderniser.

Le projet de Budget Primitif pour 2021 qui sera examiné après le présent Compte soumis à votre approbation poursuit dans ce sens.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE
POUR 2020

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/302 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

I - RESULTATS BRUTS DE CLOTURE 2020 DU BUDGET PRINCIPAL :

Article 1^{er} : Les recettes réalisées par le Département de la Corrèze au cours de l'exercice 2020 sont arrêtées définitivement à (titres émis) :

RECETTES REALISEES / SECTION	Mouvements budgétaires	Mouvements réels
INVESTISSEMENT	107 314 582,43	71 793 939,82
FONCTIONNEMENT	315 158 726,96	302 936 203,50
TOTAL	422 473 309,39	374 730 143,32

Article 2 : Les dépenses réalisées au cours de l'exercice 2020 sont arrêtées définitivement à (mandats émis) :

DEPENSES REALISEES/ SECTION	Mouvements budgétaires	Mouvements réels
INVESTISSEMENT	103 639 562,65	89 937 719,72
FONCTIONNEMENT	276 864 452,89	242 823 129,75
TOTAL	380 504 015,54	332 760 849,47

Article 3 : Les résultats bruts constatés à la clôture de l'exercice 2020 sont arrêtés définitivement à :

INVESTISSEMENT SOLDE BRUT D'EXECUTION 2020	Mandats émis	Titres émis	SOLDE BRUT	SOLDE BRUT
	2020	2020	2019	2020
	103 639 562,65	107 314 582,43	-25 041 499,57	
				-21 366 479,79

FONCTIONNEMENT RESULTAT BRUT DE CLOTURE 2020	276 864 452,89	315 158 726,96	36 106 210,09	
				74 400 484,16

II - RESULTATS NETS 2020 DU BUDGET PRINCIPAL :

Article 4 : Compte tenu des résultats bruts de clôture 2020 et des restes à réaliser 2020, les résultats nets de l'exercice sont les suivants :

Sections / Résultat	Résultats bruts de clôture 2020	Restes à réaliser		Soldes nets
		Dépenses	Recettes	Fonds libres
Investissement	-21 366 479,79	15 628 711,12	11 925 000,04	-25 070 190,87
Fonctionnement	74 400 484,16	0,00	0,00	74 400 484,16
RESULTAT 2020	53 034 004,37	15 628 711,12	11 925 000,04	49 330 293,29

III - ANNEXES A LA DELIBERATION :

Article 5 : En application de la nomenclature M52, acte est donné de l'utilisation des crédits inscrits en fonctionnement au compte 022 - dépenses imprévues (cf. : Annexe 1).

Article 6 : En application de l'article 44 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, acte est donné de l'information sur les emprunts réalisés en 2020 (cf. Annexe 2).

Article 7 : En application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en Annexe 3 une présentation synthétique des principales données financières du Compte Administratif 2020.

Article 8 : En application de l'article L. 3123-19-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'Annexe 4 récapitule pour chaque Conseiller Départemental le montant des indemnités de fonction qu'il (elle) a perçu en 2020 au titre de l'exercice de ce mandat.

Article 9 : En application de la nomenclature M52, les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) sont clôturées conformément à la liste figurant en Annexe 5 qui indique pour chacune d'elles le solde non utilisé.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 25 voix pour, 12 abstentions, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
P/O Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de l'État le : 30 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20210423-CD2020_CA_DPT-BF

Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Tulle, le 19 mai 2020

DIRECTION DES FINANCES

Mr Jacques AMAT
Payeur Départemental
9 rue René et Émile FAGE

SERVICE BUDGET-COMPTABILITE

19000 TULLE

Préfecture de la Corrèze
Reçu le
26 MAI 2020
Contrôle de Légalité

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, M. Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental, décide un virement de Crédits sur le Budget Principal du Département, à partir du chapitre de fonctionnement 952 "Dépenses imprévues" vers le chapitre 935, pour les besoins de la crise sanitaire relative à l'épidémie de Covid-19 d'un montant de 1 200 000 €.

Ces mouvements seront entérinés au Compte Administratif de l'exercice 2020.




Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental


Liste des virements Programme, opération ou tranche

Entité financière **BUDGET PRINCIPAL**

Exercice **2020**

CdR gestionnaire de programme source **BUDGET-COMPTABILITE**

Source			Cible			Résultat	Date
Programme	Correspondance comptable	Montant	Programme	Correspondance comptable	Montant		
FON01998P064	022/ 1952	- 1 200 000,00 €	FON52020P024	60668//9358	+ 1 200 000,00 €	Accepté	14/05/2020
DEPENSES IMPREVUES			PANDEMIE DU CORONAVIRUS 2020				

Préfecture de la Corrèze
Reçu le
26 MAI 2020
Contrôle de Légalié

Tulle, le 28 juillet 2020

DIRECTION DES FINANCES

SERVICE BUDGET-COMPTABILITE

Mr Jacques AMAT
Payeur Départemental
9 rue René et Émile FAGE

19000 TULLE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, M. Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental, décide un virement de Crédits sur le Budget Principal du Département, à partir du chapitre de fonctionnement 952 "Dépenses imprévues" vers d'autres chapitres de la section de fonctionnement dont vous trouverez le détail ci-joint, pour un montant total de 534 577,98 €.

Ces mouvements seront entérinés au Compte Administratif de l'exercice 2020.



Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Liste des virements Programme, opération ou tranche

Entité financière **BUDGET PRINCIPAL**

Exercice **2020**

CdR gestionnaire de programme source **BUDGET-COMPTABILITE**

Source			Cible			Résultat	Date
Programme	Correspondance comptable	Montant	Programme	Correspondance comptable	Montant		
FON01998P064	022/ /952	- 4 216,42 €	FON01998P068	6541/ /9351	+ 4 216,42 €	Accepté	22/06/2020
DEPENSES IMPREVUES			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 2 964,25 €	FON01998P068	6541/ /9352	+ 2 964,25 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 56 793,14 €	FON01998P068	6541/ /93532	+ 56 793,14 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 3 533,84 €	FON01998P068	6541/ /935471	+ 3 533,84 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 997,49 €	FON01998P068	6541/ /93550	+ 997,49 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 7 652,33 €	FON01998P068	6541/ /93551	+ 7 652,33 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 77,86 €	FON01998P068	6541/ /93552	+ 77,86 €	Accepté	22/06/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20200728-2020-2_DEP_IMP
-BF
Date de télétransmission : 28/08/2020
Date de réception préfecture : 28/08/2020

022/ /952	- 452,25 €	FON01998P068	6541/ /93553	+ 452,25 €	Accepté	22/06/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ /952	- 5 606,64 €	FON01998P068	6541/ /93567	+ 5 606,64 €	Accepté	22/06/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ /952	- 60,00 €	FON01998P068	6541/ /9381	+ 60,00 €	Accepté	22/06/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ /952	- 4 703,73 €	FON01998P068	6541/ /93921	+ 4 703,73 €	Accepté	22/06/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ /952	- 10 000,00 €	FON01998P068	6541/ /9393	+ 10 000,00 €	Accepté	22/06/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ /952	- 339,12 €	FON01998P068	6542/ /941	+ 339,12 €	Accepté	22/06/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ /952	- 8 931,47 €	FON01998P068	6542/ /93532	+ 8 931,47 €	Accepté	22/06/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ /952	- 189,96 €	FON01998P068	6542/ /93551	+ 189,96 €	Accepté	22/06/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ /952	- 3 499,79 €	FON01998P068	6542/ /93567	+ 3 499,79 €	Accepté	22/06/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ /952	- 700,00 €	FON01998P068	6542/ /93568	+ 700,00 €	Accepté	22/06/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ /952	- 7 609,69 €	FON01998P068	6542/ /93921	+ 7 609,69 €	Accepté	22/06/2020

CREANCES ETEINTES

022/ /952	- 20 000,00 €	FON01998P068	6542/ /9393	+ 20 000,00 €	Accepté	22/06/2020
-----------	---------------	--------------	-------------	---------------	---------	------------

CREANCES ETEINTES

022/ /952	- 396 250,00 €	FON92019P031	6574/ /9394	+ 396 250,00 €	Accepté	22/06/2020
-----------	----------------	--------------	-------------	----------------	---------	------------

AMBITION TOURISME 2020-2022

Total programme	- 534 577,98 €					
-----------------	----------------	--	--	--	--	--

Tulle, le 27 novembre 2020

DIRECTION DES FINANCES

Mr Jacques AMAT
Payeur Départemental
9 rue René et Émile FAGE

SERVICE BUDGET-COMPTABILITE

19000 TULLE

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussigné, M. Pascal COSTE, Président du Conseil Départemental, décide un virement de Crédits sur le Budget Principal du Département, à partir du chapitre de fonctionnement 952 "Dépenses imprévues" vers d'autres chapitres de la section de fonctionnement dont vous trouverez le détail ci-joint, pour un montant total de 68 340,49 €.

Ces mouvements seront entérinés au Compte Administratif de l'exercice 2020.



Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Liste des virements Programme, opération ou tranche

Entité financière **BUDGET PRINCIPAL**

Exercice **2020**

CdR gestionnaire de programme source **BUDGET-COMPTABILITE**

Source			Cible			Résultat	Date
Programme	Correspondance comptable	Montant	Programme	Correspondance comptable	Montant		
FON01998P064	022/ /952	- 1 859,36 €	FON01998P068	6541/ /9351	+ 1 859,36 €	Accepté	27/11/2020
DEPENSES IMPREVUES			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 19 306,73 €	FON01998P068	6541/ /9352	+ 19 306,73 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 26 044,40 €	FON01998P068	6541/ /93532	+ 26 044,40 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 1 491,58 €	FON01998P068	6541/ /93551	+ 1 491,58 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 829,30 €	FON01998P068	6541/ /93552	+ 829,30 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 1 275,30 €	FON01998P068	6541/ /93567	+ 1 275,30 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
	022/ /952	- 567,49 €	FON01998P068	6541/ /93621	+ 567,49 €	Accepté	27/11/2020
			ADMISSIONS EN NON-VALEUR				

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20201127-2020-3_DEP_IMP
-BF
Date de télétransmission : 04/12/2020
Date de réception préfecture : 04/12/2020

022/ 1952	- 60,00 €	FON01998P068	6541/ 19381	+ 60,00 €	Accepté	27/11/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ 1952	- 1 615,80 €	FON01998P068	6541/ 193921	+ 1 615,80 €	Accepté	27/11/2020
		ADMISSIONS EN NON-VALEUR				
022/ 1952	- 5 484,72 €	FON01998P068	6542/ 19352	+ 5 484,72 €	Accepté	27/11/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ 1952	- 4 017,90 €	FON01998P068	6542/ 193532	+ 4 017,90 €	Accepté	27/11/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ 1952	- 99,72 €	FON01998P068	6542/ 193551	+ 99,72 €	Accepté	27/11/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ 1952	- 5 276,90 €	FON01998P068	6542/ 193567	+ 5 276,90 €	Accepté	27/11/2020
		CREANCES ETEINTES				
022/ 1952	- 411,29 €	FON01998P068	6542/ 193921	+ 411,29 €	Accepté	27/11/2020
		CREANCES ETEINTES				
Total programme	- 68 340,49 €					

EMPRUNTS REALISES EN 2020

Prêteur	Date du contrat	Montant	Taux fixe	Taux variable		Durée	Périodicité	Amortissement	Observations	Montant mobilisé
				index	marge					
Emprunt principal : 25 000 000 €										
La Banque Postale	07/07/2020	10 000 000,00 €	0,73%			20 ans	trimestrielle	constant	déblocage automatique le 18/12/2020 (pas de phase de mobilisation typée ligne de trésorerie)	10 000 000,00 €
La Banque Postale	07/07/2020	3 000 000,00 €	0,73%			20 ans	trimestrielle	constant	déblocage automatique le 18/12/2020 (pas de phase de mobilisation typée ligne de trésorerie)	3 000 000,00 €
Crédit Agricole	07/07/2020	6 000 000,00 €	0,77%			20 ans	trimestrielle	constant	consolidation le 14/12/2020	6 000 000,00 €
Caisse d'Épargne puis cession au Crédit Foncier	10/07/2020	6 000 000,00 €	0,77%			20 ans	trimestrielle	constant	consolidation le 25/12/2020	6 000 000,00 €
Emprunt complémentaire dit "COVID" : 3 500 000 €										
Caisse d'Épargne	05/01/2021	3 500 000,00 €	0,19%			5 ans	trimestrielle	constant	déblocage des fonds à intervenir au plus tard le 25/06/2021	0,00 €
Total 2020		28 500 000,00 €							Total mobilisé	25 000 000,00 €

Article 107 de la loi NOTRe

1) Présentation synthétique du Compte Administratif 2020

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)
Dépenses de fonctionnement	ordre	81 494 377,45 €	34 041 323,14 €
	réel	248 482 028,50 €	242 823 129,75 €
<i>S/Total D de Fonctionnement</i>		329 976 405,95 €	276 864 452,89 €
Dépenses d'investissement	ordre	6 875 939,86 €	13 701 842,93 €
	réel	152 780 446,16 €	89 937 719,72 €
<i>S/Total D d' Investissement</i>		159 656 386,02 €	103 639 562,65 €
TOTAL DEPENSES		489 632 791,97 €	380 504 015,54 €
Recettes de fonctionnement	ordre	5 301 939,86 €	12 222 523,46 €
	réel	324 674 466,09 €	302 936 203,50 €
<i>S/Total R de Fonctionnement</i>		329 976 405,95 €	315 158 726,96 €
Recettes d'investissement	ordre	83 068 377,45 €	35 520 642,61 €
	réel	76 588 008,57 €	71 793 939,82 €
<i>S/Total R d' Investissement</i>		159 656 386,02 €	107 314 582,43 €
TOTAL RECETTES		489 632 791,97 €	422 473 309,39 €
[En investissement hors emprunt revolving c/ 16449 = 12 842 000 € en dépenses et recettes réelles BP, mais y compris refinancement de la dette c/ 166 = 9 999 140,84 € en D / R réelles au CA]			

2) Soldes de gestion 2020

Ecritures réelles en €	CA 2020
Recettes de fonctionnement (1)	302 521 875
Dépenses de fonctionnement h/charges financières (2)	235 055 543
Epargne de gestion	67 466 332
Charges financières	7 217 586
Epargne brute	60 248 745
Amortissement de la dette	30 309 683
Epargne nette	29 939 063
(1) Recettes de fonctionnement après déduction du produit des cessions d'immobilisations et des reprises de provisions	
(2) Dépenses de fonctionnement après déduction des provisions	

3) Ratios légaux ATR

RATIOS LEGAUX ATR	
DESIGNATION	CA 2020
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU	
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	974,66 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 215,95 €
Dotation Globale de Fonctionnement / Population	217,54 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	25,46%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT	
Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Population	199,05 €
Encours de la dette au 31/12 / Population	1 252,57 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	16,37%
Encours de la dette au 31/12 / Recettes réelles de Fonctionnement	103,01%
FISCALITE ET CAPACITE D' EPARGNE	
Produit des impositions directes / Population	316,86 €
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	90,16%

ANNEXE 5

**AP ET AE PROPOSEES A LA CLOTURE
EXERCICE 2020 - Conseil Départemental du 23 avril 2021**

Code AP/EPCP	Libellé	Mt Voté	Total Réalisé < 2021	Mt Solde
AIDES AUX COMMUNES				
2003P033E66	AP - AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2014 D	1 043 800,00	1 036 089,00	7 711,00
2003P033E67	AP - AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2015 D	1 500 000,00	1 293 849,00	206 151,00
2003P033E70	AP - ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2015 D	800 000,00	583 038,00	216 962,00
2007P030E31	AP - DEFENSE INCENDIE / 2015 D	200 000,00	140 905,00	59 095,00
2007P032E29	AP - DISSIMULATION RESEAUX TELEPHONIQUES - 2015 D	400 000,00	305 139,00	94 861,00
2018P019E01	AP - TRAVAUX RD1089 / 2016-2020 D	1 935 000,00	1 935 000,00	-
2003P039E39	AP - EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT, PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2015 D	1 800 000,00	1 453 171,00	346 829,00
2003P039E45	AP - SALLES POLYVALENTES / 2017 D	800 000,00	386 780,00	413 220,00
2007P034E05	AP - FONDS DE DEVELOPPEMENT DURABLE / 2007 D	50 000,00	50 000,00	-
2003P037E68	AP - INFRASTRUCTURES VOIRIES / 2014-2019 D	5 000 000,00	4 398 206,00	601 794,00
2003P034E22	AP - E-ADMINISTRATION / 2014-2017 D	400 000,00	289 026,00	110 974,00
TRANSITION ECOLOGIQUE				
2019P025E02	AE - PARTENARIAT CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE / 2016-2019 D	424 000,00	420 000,00	4 000,00
1998P001E111	AP - SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2015 D	395 000,00	371 513,00	23 487,00
AUTONOMIE				
2017P028E01	AE - SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN / DEVELOPPEMENT - FONC / 2017-2019 D	715 000,00	449 507,80	265 492,20
2017P028E02	AP - SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN / DEVELOPPEMENT - INV / D	547 600,00	66 766,80	480 833,20
2017P028E03	AP - SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN / DEVELOPPEMENT - SUBV. INV / D	384 000,00	331 301,16	52 698,84
ECONOMIE				
1998P016E46	AP - MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2015 / D	700 000,00	408 193,00	291 807,00
1998P016E42	AP - MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2014 / D	480 500,00	387 661,00	92 839,00
1998P015E80	AP - 2014/2018 - ENT & PROJETS STRUCTURANTS (SUBVENTIONS) / D	2 400 000,00	1 150 192,85	1 249 807,15
EDUCATION JEUNESSE				
2016P022E16	AE - PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2018-2021 D	1 312 000,00	984 000,00	328 000,00

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)
Agrégé au budget principal de (2)

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 52

**Compte administratif
voté par fonction**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT, ...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	5
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	6
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble	12
A2 - Récapitulation par groupes fonctionnels	13
A3.1 - Equilibre financier - Section d'investissement	17
A3.2 - Equilibre financier - Section de fonctionnement	18
B1 - Balance générale - Investissement	19
B2 - Balance générale - Fonctionnement	21

III - Vote du compte administratif

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	23
A90 - Section d'investissement - Equipements départementaux	27
A91 - Section d'investissement - Equipements non départementaux (subventions d'équipement versées)	39
A92 - Section d'investissement - Opérations non ventilées	51
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	57
B93 - Section de fonctionnement - Opérations ventilées	59
B94 - Section de fonctionnement - Opérations non ventilées	72

IV - Annexes

A - Présentation croisée par nature

A - Vue d'ensemble	78
A1/0 - Section d'investissement - Fonction 0	80
A1/1 - Section d'investissement - Fonction 1	81
A1/2 - Section d'investissement - Fonction 2	82
A1/3 - Section d'investissement - Fonction 3	84
A1/4 - Section d'investissement - Fonction 4	86
A1/5 - Section d'investissement - Fonction 5	87
A1/6 - Section d'investissement - Fonction 6	90
A1/7 - Section d'investissement - Fonction 7	92
A1/8 - Section d'investissement - Fonction 8	94
A1/9 - Section d'investissement - Fonction 9	95
A2/0 - Section de fonctionnement - Fonction 0	96
A2/1 - Section de fonctionnement - Fonction 1	100
A2/2 - Section de fonctionnement - Fonction 2	101
A2/3 - Section de fonctionnement - Fonction 3	103

A2/4 - Section de fonctionnement - Fonction 4	106
A2/5 - Section de fonctionnement - Fonction 5	108
A2/6 - Section de fonctionnement - Fonction 6	116
A2/7 - Section de fonctionnement - Fonction 7	119
A2/8 - Section de fonctionnement - Fonction 8	121
A2/9 - Section de fonctionnement - Fonction 9	122
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	124
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	125
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	136
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	138
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	139
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	141
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	142
B2 - Méthodes utilisées	143
B3 - Etat des provisions	144
B4 - Etat des charges transférées	145
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	146
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	147
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	148
B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	150
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	168
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	172
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	174
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	175
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	186
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	213
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	217
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	223
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	228
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	229
B12 - Etat des travaux en régie	230
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	232
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	233
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	234
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	287
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	288
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet

C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	289
C7 - Situation des autorisations d'engagement	299
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	304
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	306
D1.2 - Actions de formation des élus	312
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	313
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	317
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	382
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	457
D3.2 - Liste des établissements publics créés	458
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	459
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	460
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	461
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	464
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	466
E2 - Arrêté et signatures	467

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	249 135	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (4)	269 397,24
Longueur de la voirie départementale (en km)	4 753,52	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	7

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
118 488 586	151 295 571	571,964853	585,220239

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	974,66	
2	Produit des impositions directes/population	316,86	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 215,95	
4	Dépenses d'équipement brut/population	199,05	
5	Encours de dette/population (3)	1 252,57	
6	DGF/population	217,54	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)	25,46	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4)	90,16	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)	16,37	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)	103,01	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'assemblée délibérante a voté le budget par fonction :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	380 504 015,54	422 473 309,39	11 064 710,52	A1 53 034 004,37
Investissement	103 639 562,65	107 314 582,43	(1) -25 041 499,57	A2 -21 366 479,79
Dont 1068		25 041 499,57		
Fonctionnement	276 864 452,89	315 158 726,96	(2) 36 106 210,09	A3 74 400 484,16

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N (4)			
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II 15 628 711,12	III + IV 11 925 000,04	B1	-3 703 711,08
Investissement	I 15 628 711,12	III 11 925 000,04	B2	-3 703 711,08
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)		
TOTAL	A1 + B1	49 330 293,29
Investissement	A2 + B2	-25 070 190,87
Fonctionnement	A3 + B3	74 400 484,16

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES	C2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 15 628 711,12
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	7 203 711,08
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	8 425 000,04
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES	C3

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 11 925 000,04
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	11 925 000,04
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (Mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	276 864 452,89	G	315 158 726,96
	Section d'investissement	B	103 639 562,65	H	107 314 582,43

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	002 Résultat de fonctionnement reporté	C	0,00	I	36 106 210,09
	(si déficit)			(si excédent)	
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	D	25 041 499,57	J	0,00
	(si déficit)			(si excédent)	

		=		=	
TOTAL EXERCICE (Réalizations + reports N-1)		= A + B + C + D	405 545 515,11	= G + H + I + J	458 579 519,48

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	15 628 711,12	L	11 925 000,04
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	15 628 711,12	= K + L	11 925 000,04

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	276 864 452,89	= G + I + K	351 264 937,05
	Section d'investissement	= B + D + F	144 309 773,34	= H + J + L	119 239 582,47
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	421 174 226,23	= G + H + I + J + K + L	470 504 519,52

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-9 du CGCT).
 Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	89 937 719,72	13 701 842,93	103 639 562,65	71 793 939,82	35 520 642,61	107 314 582,43
FONCTIONNEMENT	242 823 129,75	34 041 323,14	276 864 452,89	302 936 203,50	12 222 523,46	315 158 726,96
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	332 760 849,47	47 743 166,07	380 504 015,54	374 730 143,32	47 743 166,07	422 473 309,39

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS									A2
SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	25 041 499,57	161 170 392,78	103 639 562,65	15 628 711,12	54 048 366,40	2 836 286,54	261 453,49	2 152 936,50	2 454 863,49
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)		61 051 351,00	33 142 547,10	7 203 711,08		2 836 286,54	47 922,49	1 657 102,50	787 799,82
- en AP/CP		43 317 278,82	28 828 304,75	7 203 711,08		1 035 683,88	0,00	768 096,50	168 056,82
- hors AP/CP		17 734 072,18	4 314 242,35	0,00		1 800 602,66	47 922,49	889 006,00	619 743,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)		19 430 798,59	16 448 649,15	0,00		0,00	213 531,00	495 834,00	1 667 063,67
- en AP/CP		18 442 767,00	15 547 924,45	0,00		0,00	16 531,00	394 311,00	1 644 432,67
- hors AP/CP		988 031,59	900 724,70	0,00		0,00	197 000,00	101 523,00	22 631,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers		80 688 243,19 0,00	54 048 366,40 0,00	8 425 000,04 0,00	54 048 366,40 0,00				
950 DEPENSES IMPREVUES (1)		0,00							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	25 041 499,57								
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	186 211 892,35	107 314 582,43	11 925 000,04	101 491 165,09	1 796,00	0,00	1 359 094,00	8 299,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)		5 593 133,00	5 823 417,34	0,00		1 796,00	0,00	1 359 094,00	8 299,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers		107 354 822,19 0,00	76 449 665,52 0,00	11 925 000,04 0,00	76 449 665,52 0,00				
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1)		48 222 437,59		0,00					
954 Produit des cessions d'immobilisations (1)		730 000,00		0,00					
951 Virement de la section de fonctionnement (1)		47 492 437,59							
001 SOLDE D'EXECUTION N-1	0,00								
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE		25 041 499,57	25 041 499,57		25 041 499,57				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	333 502 322,95	276 864 452,89	0,00	43 733 868,08	17 095 972,51	9 451 152,40	13 856 119,15	6 729 047,84
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)		239 792 582,85	233 130 584,81	0,00		17 095 972,51	9 451 152,40	13 856 119,15	6 729 047,84
- en AE/CP		19 989 617,92	18 097 064,34	0,00		3 580 395,45	8 803 000,00	0,00	2 362 560,00
- hors AE/CP		219 802 964,93	215 033 520,47	0,00		13 515 577,06	648 152,40	13 856 119,15	4 366 487,84
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		44 820 220,98	43 733 868,08	0,00	43 733 868,08				

SECTION	RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	CREDITS OUVERTS	REALISATIONS (mandats et titres émis)	RESTES A REALISER AU 31/12	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION (1) 952 Dépenses imprévues(1) 953 Virement à la section d'investissement (1)		48 889 519,12 1 397 081,53 47 492 437,59							
002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	0,00								
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	36 106 210,09	297 396 112,86	315 158 726,96	0,00	259 271 498,07	3 941 653,84	1 066 031,02	758 510,50	410 261,13
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES		50 296 070,54	55 887 228,89	0,00		3 941 653,84	1 066 031,02	758 510,50	410 261,13
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES		247 100 042,32	259 271 498,07	0,00	259 271 498,07				
002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE N-1 (2)	36 106 210,09								

(1) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats ou de titres (opérations sans réalisations).

(2) 002 : reprise du résultat de fonctionnement N-1 diminuée de l'affectation au 1068 en N.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)									A2
SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	105 471,87	355 834,08	0,00		18 711,00	29 645 899,44	10 647 932,30	0,00	1 111 807,54
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)	5 471,87	355 834,08	0,00		0,00	25 035 634,44	2 385 497,85	0,00	30 997,51
- en AP/CP	0,00	0,00	0,00		0,00	24 780 712,82	2 075 754,73	0,00	0,00
- hors AP/CP	5 471,87	355 834,08	0,00		0,00	254 921,62	309 743,12	0,00	30 997,51
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)	100 000,00	0,00	0,00		18 711,00	4 610 265,00	8 262 434,45	0,00	1 080 810,03
- en AP/CP	0,00	0,00	0,00		0,00	4 569 845,00	8 251 947,27	0,00	670 857,51
- hors AP/CP	100 000,00	0,00	0,00		18 711,00	40 420,00	10 487,18	0,00	409 952,52
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
950 DEPENSES IMPREVUES									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00		0,00	895 513,91	3 558 714,43	0,00	0,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)	0,00	0,00	0,00		0,00	895 513,91	3 558 714,43	0,00	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 954 Produit des cessions d'immobilisations 951 Virement de la section de fonctionnement									
001 SOLDE D'EXECUTION N-1									
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 232 175,79	101 249 552,15	3 533,84	27 187 898,21	22 199 421,87	18 554 941,03	4 155 240,02	6 091 469,00	4 324 061,00
93 OPERATIONS VENTILEES ou SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)	2 232 175,79	101 249 552,15	3 533,84	27 187 898,21	22 199 421,87	18 554 941,03	4 155 240,02	6 091 469,00	4 324 061,00
- en AE/CP	0,00	2 872 074,73	0,00	0,00	0,00	0,00	402 656,26	0,00	76 377,90
- hors AE/CP	2 232 175,79	98 377 477,42	3 533,84	27 187 898,21	22 199 421,87	18 554 941,03	3 752 583,76	6 091 469,00	4 247 683,10
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									

SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 952 Dépenses imprévues <i>953 Virement à la section d'investissement</i>									
002 DÉFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	67 946,21	20 787 516,32	0,00	13 678 713,68	11 564 138,73	1 725 786,28	1 861 959,71	0,00	24 711,47
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES	67 946,21	20 787 516,32	0,00	13 678 713,68	11 564 138,73	1 725 786,28	1 861 959,71	0,00	24 711,47
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ N-1									

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A3.1

SECTION D'INVESTISSEMENT

REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES
OPERATIONS REELLES	I	89 937 719,72	II
90 Equipements départementaux		33 142 547,10	5 823 417,34
900 à 909 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		33 142 547,10	5 823 417,34
905-4 Revenu minimum d'insertion		0,00	0,00
905-6 Revenu de solidarité active		0,00	0,00
91 Equipements non départementaux (Subventions d'équipement à verser)		16 448 649,15	0,00
910 à 919 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)		16 429 938,15	0,00
915-4 Revenu minimum d'insertion		0,00	0,00
915-6 Revenu de solidarité active		18 711,00	0,00
92 Opérations non ventilées		40 346 523,47	40 929 022,91
921 Taxes non affectées		0,00	0,00
922 Dotations et participations		0,00	3 522 699,07
923 Dettes et autres opérations financières (hors c/1068)		40 346 523,47	37 406 323,84
924 Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00
Solde des opérations réelles II – I (1) :.....			-43 185 279,47

OPERATIONS D'ORDRE	III	13 701 842,93	IV	35 520 642,61
925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)		1 479 319,47		1 479 319,47
926 Transferts entre les sections		12 222 523,46		34 041 323,14
Solde des opérations d'ordre IV – III (1) :.....				21 818 799,68

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution N-1	V	25 041 499,57	VI	0,00
923-1068 Excédent de fonctionnement capitalisé			VII	25 041 499,57

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VIII = I + III + V	128 681 062,22	IX = II + IV + VI + VII	107 314 582,43
SOLDE D'EXECUTION IX – VIII (1) :.....				-21 366 479,79

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.2

SECTION DE FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

CHAPITRES	MANDATS		TITRES
OPERATIONS REELLES	I	242 823 129,75	II
93 Opérations ventilées ou services individualisés		233 130 584,81	55 887 228,89
930 à 939 (chapitres répartis par fonction, hors RMI, APA et RSA)		183 739 730,89	30 644 376,48
935-4 Revenu minimum d'insertion		3 533,84	0,00
935-5 Personnes dépendantes (APA)		27 187 898,21	13 678 713,68
935-6 Revenu de solidarité active		22 199 421,87	11 564 138,73
94 Services communs non ventilés		9 692 544,94	247 048 974,61
940 Impositions directes		0,00	108 880 657,74
941 Autres impôts et taxes		1 724 747,12	72 046 240,41
942 Dotations et participations		0,00	65 934 549,92
943 Opérations financières		7 217 586,31	4 102,50
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus		200 211,51	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes		550 000,00	183 424,04
Solde des opérations réelles II – I (1) :			60 113 073,75

OPERATIONS D'ORDRE

OPERATIONS D'ORDRE	III	34 041 323,14	IV	12 222 523,46
946 Transferts entre les sections		34 041 323,14		12 222 523,46
947 Opérations ordre intérieur de la section		0,00		0,00
Solde des opérations d'ordre IV - III :				-21 818 799,68

RESULTATS ANTERIEURS

002 Résultat de fonctionnement reporté de N-1	V	0,00	VI	36 106 210,09
---	---	------	----	---------------

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL CUMULE	VII = I + III + V	276 864 452,89	VIII = II + IV + VI	351 264 937,05
SOLDE D'EXECUTION VIII – VII (1) :				74 400 484,16

(1) Mettre un signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	2 366 183,00	2 366 183,00
13 (2)	Subventions d'investissement	0,00	(1) 4 261 383,77	4 261 383,77
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 308 823,47	0,00	40 308 823,47
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (hors 204)	1 837 037,03	128 620,90	1 965 657,93
204 (2)	Subventions d'équipement versées	16 429 938,15	0,00	16 429 938,15
21 (2)	Immobilisations corporelles	16 578 353,54	2 117 125,14	18 695 478,68
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	14 727 156,53	145 677,48	14 872 834,01
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	18 711,00	0,00	18 711,00
26	Participations et créances rattachées	2 700,00	0,00	2 700,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	35 000,00	0,00	35 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		5 398,16	5 398,16
19	Neutral. et régul. d'opérations		277 454,48	277 454,48
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		4 400 000,00	4 400 000,00
Dépenses d'investissement –Total		89 937 719,72	13 701 842,93	103 639 562,65

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1	25 041 499,57
---	----------------------

(1) Subventions d'investissement reprises au compte de résultat (compte 139).

(2) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

2 – TITRES EMIS –RECETTES

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	(1) 28 564 198,64	0,00	28 564 198,64
13 (2)	Subventions d'investissement	5 711 276,43	0,00	5 711 276,43
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	37 365 323,84	0,00	37 365 323,84
18 (2)	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 323 695,01	1 323 695,01
204 (2)	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 (2)	Immobilisations corporelles	112 140,91	498 081,46	610 222,37
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	0,00	145 677,48	145 677,48
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	41 000,00	0,00	41 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		32 651 024,55	32 651 024,55
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		1 939,86	1 939,86
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		20 224,25	20 224,25
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		880 000,00	880 000,00
Recettes d'investissement –Total		71 793 939,82	35 520 642,61	107 314 582,43

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1	0,00
---	-------------

(1) Y compris 1068.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

1 – MANDATS EMIS – DEPENSES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011 (1)	Charges à caractère général	18 802 046,66		18 802 046,66
012 (1)	Charges de personnel et frais assimilés	61 817 081,69		61 817 081,69
014	Atténuations de produits	8 450 217,21		8 450 217,21
015	Revenu minimum d'insertion	3 533,84		3 533,84
016	Allocation personnalisée d'autonomie	27 187 898,21		27 187 898,21
017	Revenu de solidarité active	22 199 421,87		22 199 421,87
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		1 939,86	1 939,86
65 (1)	Autres charges de gestion courante	96 243 270,81		96 243 270,81
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	199 616,00		199 616,00
66	Charges financières	7 200 046,46	0,00	7 200 046,46
67 (1)	Charges exceptionnelles	169 997,00	508 358,73	678 355,73
68 (1)	Dot. aux amortissements et provisions	550 000,00	33 531 024,55	34 081 024,55
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		242 823 129,75	34 041 323,14	276 864 452,89

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1	0,00
--	-------------

(1) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

2 – TITRES EMIS – RECETTES

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013 (1)	Atténuations de charges	937 420,24		937 420,24
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	13 678 713,68		13 678 713,68
017	Revenu de solidarité active	11 564 138,73		11 564 138,73
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		5 398,16	5 398,16
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 434 982,54		5 434 982,54
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		912 104,05	912 104,05
73	Impôts et taxes (hors 731)	91 792 218,49		91 792 218,49
731	Impositions directes	89 502 106,00		89 502 106,00
74 (1)	Dotations, subventions et participations	71 871 756,48		71 871 756,48
75 (1)	Autres produits de gestion courante	16 792 887,47	0,00	16 792 887,47
76	Produits financiers	4 102,50	0,00	4 102,50
77 (1)	Produits exceptionnels	1 174 453,33	0,00	1 174 453,33
78 (1)	Reprises amortissements et provisions	183 424,04	0,00	183 424,04
79	<i>Transferts de charges</i>		4 400 000,00	4 400 000,00
Recettes de fonctionnement –Total		302 936 203,50	12 222 523,46	315 158 726,96

Pour information : 002 Résultat de fonctionnement reporté N-1

36 106 210,09

(1) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	61 051 351,00	33 142 547,10	7 203 711,08	20 705 092,82
900	Services généraux	2 919 221,50	2 836 286,54	0,00	82 934,96
901	Sécurité	50 000,00	47 922,49	0,00	2 077,51
902	Enseignement	6 404 051,50	1 657 102,50	0,00	4 746 949,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	918 500,00	787 799,82	0,00	130 700,18
904	Prévention médico-sociale	6 000,00	5 471,87	0,00	528,13
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	401 000,00	355 834,08	0,00	45 165,92
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	47 300 078,00	25 035 634,44	7 203 711,08	15 060 732,48
907	Aménagement et environnement	2 902 500,00	2 385 497,85	0,00	517 002,15
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	150 000,00	30 997,51	0,00	119 002,49
Groupe 91	Equipements non départementaux	19 430 798,59	16 448 649,15	0,00	2 982 149,44
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	241 530,00	213 531,00	0,00	27 999,00
912	Enseignement	1 108 645,00	495 834,00	0,00	612 811,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 786 049,00	1 667 063,67	0,00	118 985,33
914	Prévention médico-sociale	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	32 500,00	18 711,00	0,00	13 789,00
916	Réseaux et infrastructures	5 769 430,00	4 610 265,00	0,00	1 159 165,00
917	Aménagement et environnement	9 236 497,00	8 262 434,45	0,00	974 062,55
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	1 156 147,59	1 080 810,03	0,00	75 337,56
Groupe 92	Opérations non ventilées	80 688 243,19	54 048 366,40	8 425 000,04	18 214 876,75
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	67 046 120,00	40 346 523,47	8 425 000,04	18 274 596,49
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00	1 479 319,47		94 680,53
926	Transferts entre les sections	12 068 123,19	12 222 523,46		-154 400,27
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	0,00			
950	Dépenses imprévues	0,00			
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		161 170 392,78	103 639 562,65	15 628 711,12	41 902 119,01

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		25 041 499,57			

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
Groupe 90	Equipements départementaux	5 593 133,00	5 823 417,34	0,00	-230 284,34
900	Services généraux	1 796,00	1 796,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	1 330 663,00	1 359 094,00	0,00	-28 431,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	8 299,00	8 299,00	0,00	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	600 000,00	895 513,91	0,00	-295 513,91
907	Aménagement et environnement	3 652 375,00	3 558 714,43	0,00	93 660,57
908	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	0,00	0,00	0,00	0,00
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
912	Enseignement	0,00	0,00	0,00	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00	0,00	0,00	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00	0,00	0,00	0,00
918	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00
919	Développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Groupe 92	Opérations non ventilées	107 354 822,19	76 449 665,52	11 925 000,04	18 980 156,63
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	3 522 699,00	3 522 699,07	0,00	-0,07
923	Dettes et autres opérations financières (hors c/ 1068)	67 376 183,33	37 406 323,84	11 925 000,04	18 044 859,45
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00	1 479 319,47		94 680,53
926	Transferts entre les sections	34 881 939,86	34 041 323,14		840 616,72
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	48 222 437,59		0,00	
951	Virement de la section de fonctionnement	47 492 437,59			
954	Produit des cessions d'immobilisations	730 000,00		0,00	

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
923-1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	25 041 499,57	25 041 499,57		
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		186 211 892,35	107 314 582,43	11 925 000,04	66 972 309,88

Pour information : 001 Solde d'exécution reporté N-1		25 041 499,57			
---	--	----------------------	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 900

DETAIL DU CHAPITRE 900 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		2 919 221,50	2 836 286,54	0,00	82 934,96
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
900-2	Administration générale	0,00	0,00	0,00	0,00
900-4	Coopération décentralisée, action europe	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		2 919 221,50	2 836 286,54	0,00	82 934,96
900-2	Administration générale	2 919 221,50	2 836 286,54	0,00	82 934,96
900201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	10 000,00	9 999,63	0,00	0,37
900202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	2 889 221,50	2 812 947,71	0,00	76 273,79
90023	Information, communication, publicité	20 000,00	13 339,20	0,00	6 660,80
900-4	Coopération décentralisée, action europe	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 796,00	1 796,00	0,00	0,00
900-2	Administration générale	1 796,00	1 796,00	0,00	0,00
900202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	1 796,00	1 796,00	0,00	0,00
900-4	Coopération décentralisée, action europe	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 901

DETAIL DU CHAPITRE 901 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		50 000,00	47 922,49	0,00	2 077,51
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		50 000,00	47 922,49	0,00	2 077,51
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	50 000,00	47 922,49	0,00	2 077,51
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 902

DETAIL DU CHAPITRE 902 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		6 404 051,50	1 657 102,50	0,00	4 746 949,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		6 404 051,50	1 657 102,50	0,00	4 746 949,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	6 399 830,10	1 657 102,50	0,00	4 742 727,60
90221	Collèges	6 399 830,10	1 657 102,50	0,00	4 742 727,60
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	4 221,40	0,00	0,00	4 221,40
RECETTES		1 330 663,00	1 359 094,00	0,00	-28 431,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	1 330 663,00	1 359 094,00	0,00	-28 431,00
90221	Collèges	1 330 663,00	1 359 094,00	0,00	-28 431,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 903

DETAIL DU CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		918 500,00	787 799,82	0,00	130 700,18
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		918 500,00	787 799,82	0,00	130 700,18
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	885 436,46	760 333,95	0,00	125 102,51
90312	Patrimoine (musées, monuments...)	341 930,43	254 392,73	0,00	87 537,70
90313	Bibliothèques et médiathèques	241 113,06	212 885,07	0,00	28 227,99
90314	Musées	166 832,68	161 476,87	0,00	5 355,81
90315	Services d'archives	135 560,29	131 579,28	0,00	3 981,01
903-2	<u>Sports</u>	23 878,90	18 660,05	0,00	5 218,85
903-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	9 184,64	8 805,82	0,00	378,82
RECETTES		8 299,00	8 299,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	8 299,00	8 299,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 904

DETAIL DU CHAPITRE 904 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		6 000,00	5 471,87	0,00	528,13
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		6 000,00	5 471,87	0,00	528,13
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	6 000,00	5 471,87	0,00	528,13
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905

DETAIL DU CHAPITRE 905 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		401 000,00	355 834,08	0,00	45 165,92
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		401 000,00	355 834,08	0,00	45 165,92
905-0	<u>Services communs</u>	370 000,00	354 502,08	0,00	15 497,92
905-1	<u>Famille et enfance</u>	904,00	0,00	0,00	904,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	30 000,00	1 236,00	0,00	28 764,00
90538	Autres	30 000,00	1 236,00	0,00	28 764,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	96,00	96,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-4

DETAIL DU CHAPITRE 905-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 905-6

DETAIL DU CHAPITRE 905-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 906

DETAIL DU CHAPITRE 906 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		47 300 078,00	25 035 634,44	7 203 711,08	15 060 732,48
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes et</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		47 300 078,00	25 035 634,44	7 203 711,08	15 060 732,48
906-0	<u>Services communs</u>	276 388,40	249 886,68	0,00	26 501,72
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	47 020 446,83	24 785 747,76	7 203 711,08	15 030 987,99
90621	Réseau routier départemental	47 020 446,83	24 785 747,76	7 203 711,08	15 030 987,99
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes et</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	3 242,77	0,00	0,00	3 242,77
RECETTES		600 000,00	895 513,91	0,00	-295 513,91
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	600 000,00	895 513,91	0,00	-295 513,91
90621	Réseau routier départemental	600 000,00	895 513,91	0,00	-295 513,91
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes et</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 907

DETAIL DU CHAPITRE 907 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		2 902 500,00	2 385 497,85	0,00	517 002,15
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		2 902 500,00	2 385 497,85	0,00	517 002,15
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	2 202 500,00	2 066 900,63	0,00	135 599,37
90731	Actions de traitement des déchets	10 000,00	9 987,78	0,00	12,22
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	2 192 500,00	2 056 912,85	0,00	135 587,15
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	700 000,00	318 597,22	0,00	381 402,78
RECETTES		3 652 375,00	3 558 714,43	0,00	93 660,57
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	888 842,00	823 961,00	0,00	64 881,00
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	888 842,00	823 961,00	0,00	64 881,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	2 763 533,00	2 734 753,43	0,00	28 779,57

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 908

DETAIL DU CHAPITRE 908 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR ARTICLES	A 909

DETAIL DU CHAPITRE 909 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		150 000,00	30 997,51	0,00	119 002,49
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		150 000,00	30 997,51	0,00	119 002,49
909-0	<u>Services communs</u>	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	50 000,00	30 997,51	0,00	19 002,49
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 910

DETAIL DU CHAPITRE 910 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée, action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 911

DETAIL DU CHAPITRE 911 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		241 530,00	213 531,00	0,00	27 999,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		241 530,00	213 531,00	0,00	27 999,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	241 530,00	213 531,00	0,00	27 999,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 912

DETAIL DU CHAPITRE 912 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 108 645,00	495 834,00	0,00	612 811,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 108 645,00	495 834,00	0,00	612 811,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	648 945,00	394 311,00	0,00	254 634,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	459 700,00	101 523,00	0,00	358 177,00
91221	Collèges	459 700,00	101 523,00	0,00	358 177,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 913

DETAIL DU CHAPITRE 913 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 786 049,00	1 667 063,67	0,00	118 985,33
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 786 049,00	1 667 063,67	0,00	118 985,33
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	834 906,00	745 428,67	0,00	89 477,33
91311	Activités artistiques et action culturel	10 000,00	1 141,36	0,00	8 858,64
91312	Patrimoine (musées, monuments...)	760 229,00	687 270,00	0,00	72 959,00
91313	Bibliothèques et médiathèques	54 677,00	54 305,00	0,00	372,00
91315	Services d'archives	10 000,00	2 712,31	0,00	7 287,69
913-2	<u>Sports</u>	656 318,00	626 810,00	0,00	29 508,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	294 825,00	294 825,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 914

DETAIL DU CHAPITRE 914 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915

DETAIL DU CHAPITRE 915 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-4

DETAIL DU CHAPITRE 915-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 915-6

DETAIL DU CHAPITRE 915-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		32 500,00	18 711,00	0,00	13 789,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		32 500,00	18 711,00	0,00	13 789,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	32 500,00	18 711,00	0,00	13 789,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 916

DETAIL DU CHAPITRE 916 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		5 769 430,00	4 610 265,00	0,00	1 159 165,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		5 769 430,00	4 610 265,00	0,00	1 159 165,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	2 056 824,00	1 038 144,00	0,00	1 018 680,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	3 702 035,00	3 565 732,00	0,00	136 303,00
91621	Réseau routier départemental	134 511,00	131 040,00	0,00	3 471,00
91628	Autres réseaux de voirie	3 567 524,00	3 434 692,00	0,00	132 832,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	10 571,00	6 389,00	0,00	4 182,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 917

DETAIL DU CHAPITRE 917 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		9 236 497,00	8 262 434,45	0,00	974 062,55
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		9 236 497,00	8 262 434,45	0,00	974 062,55
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	930 983,00	834 732,00	0,00	96 251,00
917-2	<u>Logement</u>	1 700 000,00	1 538 999,00	0,00	161 001,00
917-3	<u>Environnement</u>	509 652,00	417 742,27	0,00	91 909,73
91738	Autres actions en faveur milieu naturel	509 652,00	417 742,27	0,00	91 909,73
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	6 095 862,00	5 470 961,18	0,00	624 900,82
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 918

DETAIL DU CHAPITRE 918 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 919

DETAIL DU CHAPITRE 919 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		1 156 147,59	1 080 810,03	0,00	75 337,56
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 156 147,59	1 080 810,03	0,00	75 337,56
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	352 603,97	352 603,97	0,00	0,00
91921	Laboratoire départemental	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
91928	Autres	252 603,97	252 603,97	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	607 376,62	564 982,04	0,00	42 394,58
919-4	<u>Développement touristique</u>	196 167,00	163 224,02	0,00	32 942,98
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 921 A 922

DETAIL DU CHAPITRE 921 – TAXES NON AFFECTÉES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 922 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	3 522 699,00	3 522 699,07	0,00	-0,07
10222	FCTVA	3 522 699,00	3 522 699,07	0,00	-0,07

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 923

DETAIL DU CHAPITRE 923 – DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
DEPENSES		67 046 120,00	40 346 523,47	8 425 000,04	18 274 596,49
1641	Emprunts en euros	26 914 961,00	26 913 643,63	0,00	1 317,37
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	3 396 039,00	3 396 039,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	12 842 000,00	0,00	0,00	12 842 000,00
166	Refinancement de dette	23 600 000,00	9 999 140,84	8 425 000,04	5 175 859,12
261	Titres de participation	3 200,00	2 700,00	0,00	500,00
2748	Autres prêts	289 000,00	35 000,00	0,00	254 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	920,00	0,00	0,00	920,00
RECETTES		92 417 682,90	62 447 823,41	11 925 000,04	18 044 859,45
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	25 041 499,57	25 041 499,57	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	28 520 000,00	25 000 000,00	3 500 000,00	20 000,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	12 842 000,00	0,00	0,00	12 842 000,00
166	Refinancement de dette	23 600 000,00	9 999 140,84	8 425 000,04	5 175 859,12
16871	Dettes - Etat, établissements nationaux	2 366 183,33	2 366 183,00	0,00	0,33
2748	Autres prêts	48 000,00	41 000,00	0,00	7 000,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 924

DETAIL DU CHAPITRE 924 – RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
	DEPENSES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Une ligne par opération. Voir annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour le compte de tiers.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 925

DETAIL DU CHAPITRE 925 – OPÉRATIONS PATRIMONIALES (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		1 574 000,00	1 479 319,47	94 680,53
2051	Concessions, droits similaires	128 620,90	128 620,90	0,00
21312	Bâtiments scolaires	462,00	462,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	9 946,98	9 946,98	0,00
2151	Réseaux de voirie	990 678,36	986 060,34	4 618,02
2153	Réseaux divers	194 205,57	194 205,57	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	14 346,20	14 346,20	0,00
23151	Réseaux de voirie	235 739,99	145 677,48	90 062,51
RECETTES (3)		1 574 000,00	1 479 319,47	94 680,53
2031	Frais d'études	1 316 479,48	1 316 174,49	304,99
2033	Frais d'insertion	7 520,52	7 520,52	0,00
217314	Bâtiments culturels et sportifs	9 946,98	9 946,98	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	240 053,02	145 677,48	94 375,54

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	A 926

DETAIL DU CHAPITRE 926 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		12 068 123,19	12 222 523,46	-154 400,27
Reprises sur autofinancement		6 666 183,33	6 905 021,25	-238 837,92
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 366 183,33	2 366 183,00	0,33
13911	Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. Nat.	709 490,11	709 490,06	0,05
13912	Sub. transf. cpte résult. Régions	20 269,39	20 269,39	0,00
13914	Sub. transf. cpte résult. Communes	2 265,91	2 265,91	0,00
139172	Sub. transf. cpte résult. FEDER	54 923,37	54 923,37	0,00
139178	Autres fonds européens	2 411,36	2 411,36	0,00
13918	Autres Sub. Transf. équipement	52 539,89	13 923,71	38 616,18
13931	Sub. transf. cpte résult. D.G.E.	1 969 205,17	1 969 205,17	0,00
13932	Sub. transf. cpte résult. DDEC	1 329 667,00	1 329 667,00	0,00
13936	Dot. soutien investissement départements	159 227,80	159 227,80	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	277 454,48	-277 454,48
Charges transférées		5 401 939,86	5 317 502,21	84 437,65
21311	Bâtiments administratifs	30 000,00	30 000,00	30 000,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	50 000,00	0,00	50 000,00
2151	Réseaux de voirie	916 541,70	912 104,05	4 437,65
31	Matières premières (et fournitures)	5 398,16	5 398,16	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	4 400 000,00	4 400 000,00	0,00
RECETTES (4)		34 881 939,86	34 041 323,14	840 616,72
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	20 224,25	-20 224,25
21312	Bâtiments scolaires	0,00	278 260,53	-278 260,53
21318	Autres bâtiments publics	0,00	209 873,95	-209 873,95
28031	Frais d'études	167 000,00	56 612,89	110 387,11
28033	Frais d'insertion	4 000,00	1 913,32	2 086,68
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	98 000,00	37 150,81	60 849,19
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	43 894,53	105,47
2804141	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	507 000,00	440 575,13	66 424,87
2804142	Subv. Cne : Bâtiments, installations	17 312 267,34	16 367 918,56	944 348,78
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 000,00	2 375,24	1 624,76
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 125 005,00	1 125 004,34	0,66
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	49,10	49,10	0,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	289 000,00	282 810,12	6 189,88
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	571 200,00	571 119,16	80,84
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	3 298 000,00	3 297 517,67	482,33
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	105 000,00	82 302,46	22 697,54
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	379 000,00	378 854,25	145,75
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	308 000,00	286 639,28	21 360,72
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 438 000,00	1 431 594,20	6 405,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits annulés (2)
280423	<i>Privé : Projet infrastructure</i>	1 900,00	1 875,00	25,00
280431	<i>Subv.Scol : Bien mobilier, matériel</i>	87 000,00	86 505,29	494,71
280432	<i>Subv.Scol : Bâtiments, installations</i>	15 000,00	14 851,32	148,68
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	805 000,00	798 495,75	6 504,25
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	100,00	99,00	1,00
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	1 100,00	1 081,95	18,05
281311	<i>Bâtiments administratifs</i>	785 000,00	784 673,58	326,42
281312	<i>Bâtiments scolaires</i>	415 000,00	414 921,27	78,73
281313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux</i>	178 500,00	178 287,05	212,95
281314	<i>Bâtiments culturels et sportifs</i>	1 046 950,00	1 046 942,90	7,10
281318	<i>Autres bâtiments publics</i>	342 500,00	334 302,80	8 197,20
281351	<i>Bâtiments publics</i>	368 000,00	330 252,02	37 747,98
2814	<i>Constructions sur sol d'autrui</i>	28 080,20	28 080,20	0,00
28152	<i>Installations de voirie</i>	639 500,00	639 376,80	123,20
28153	<i>Réseaux divers</i>	50 153,00	50 152,62	0,38
28157	<i>Matériel et outillage techniques</i>	414 500,00	413 365,31	1 134,69
2817311	<i>Bâtiments administratifs (m. à dispo)</i>	54 000,00	53 766,31	233,69
2817312	<i>Bâtiments scolaires (m. à dispo)</i>	220 900,00	220 883,20	16,80
2817313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)</i>	1 995,36	1 995,36	0,00
2817314	<i>Bâtiments culturels et sportifs (m. à di)</i>	51 000,00	49 942,39	1 057,61
2817318	<i>Autres bâtiments publics (m. à dispo)</i>	15 000,00	14 039,04	960,96
281735	<i>Installations générales (m. à dispo)</i>	224 000,00	223 992,37	7,63
28181	<i>Installations générales, aménagt divers</i>	1 600,00	1 544,00	56,00
28182	<i>Matériel de transport</i>	599 700,00	599 604,39	95,61
281831	<i>Matériel informatique scolaire</i>	884 000,00	842 546,13	41 453,87
281838	<i>Autre matériel informatique</i>	516 000,00	515 175,92	824,08
281841	<i>Matériel de bureau et mobilier scolaire</i>	66 000,00	65 945,07	54,93
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	44 000,00	43 093,91	906,09
28185	<i>Matériel de téléphonie</i>	69 000,00	67 668,63	1 331,37
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	366 000,00	364 354,92	1 645,08
28281	<i>Autres immo. corporelles (affectation)</i>	59 000,00	56 878,99	2 121,01
31	<i>Matières premières (et fournitures)</i>	1 939,86	1 939,86	0,00
4815	<i>Charges liées à crise sanitaire Covid-19</i>	880 000,00	880 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	239 792 582,85	214 882 245,25	18 248 339,56	0,00	6 661 998,04
930	Services généraux	17 849 152,75	16 768 841,96	327 130,55	0,00	753 180,24
931	Sécurité	10 003 000,00	9 435 033,26	16 119,14	0,00	551 847,60
932	Enseignement	13 943 435,70	13 848 409,61	7 709,54	0,00	87 316,55
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	7 216 485,00	6 656 030,12	73 017,72	0,00	487 437,16
934	Prévention médico-sociale	2 286 434,00	2 232 175,79	0,00	0,00	54 258,21
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	103 199 679,11	99 525 529,52	1 724 022,63	0,00	1 950 126,96
935-4	Revenu minimum d'insertion	3 533,84	3 533,84	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	28 161 790,49	27 187 898,21	0,00	0,00	973 892,28
935-6	Revenu de solidarité active	22 607 381,38	6 293 509,82	15 905 912,05	0,00	407 959,51
936	Réseaux et infrastructures	19 314 665,49	18 449 813,10	105 127,93	0,00	759 724,46
937	Aménagement et environnement	4 602 954,70	4 065 940,02	89 300,00	0,00	447 714,68
938	Transports	6 091 469,00	6 091 469,00	0,00	0,00	0,00
939	Développement	4 512 601,39	4 324 061,00	0,00	0,00	188 540,39
Groupe 94	Opérations non ventilées	44 820 220,98	42 684 322,89	1 049 545,19	0,00	1 086 352,90
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 724 747,12	1 724 747,12	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	7 405 000,00	6 168 041,12	1 049 545,19	0,00	187 413,69
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	258 534,00	200 211,51	0,00	0,00	58 322,49
945	Provisions et autres opérations mixtes	550 000,00	550 000,00			0,00
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	<i>34 881 939,86</i>	<i>34 041 323,14</i>			<i>840 616,72</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
Groupe 95	Opérations sans réalisation (2)	48 889 519,12				
952	Dépenses imprévues	1 397 081,53				
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>47 492 437,59</i>				
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		333 502 322,95	257 566 568,14	19 297 884,75	0,00	56 637 870,06

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00				
--	-------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(2) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
Groupe 93	Opérations ventilées	50 296 070,54	55 887 228,89	0,00	0,00	-5 591 158,35
930	Services généraux	3 787 648,00	3 941 653,84	0,00	0,00	-154 005,84
931	Sécurité	940 000,00	1 066 031,02	0,00	0,00	-126 031,02
932	Enseignement	629 000,00	758 510,50	0,00	0,00	-129 510,50
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	347 590,00	410 261,13	0,00	0,00	-62 671,13
934	Prévention médico-sociale	50 000,00	67 946,21	0,00	0,00	-17 946,21
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	18 195 643,00	20 787 516,32	0,00	0,00	-2 591 873,32
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	11 572 489,67	13 678 713,68	0,00	0,00	-2 106 224,01
935-6	Revenu de solidarité active	11 757 241,00	11 564 138,73	0,00	0,00	193 102,27
936	Réseaux et infrastructures	1 415 158,87	1 725 786,28	0,00	0,00	-310 627,41
937	Aménagement et environnement	1 588 200,00	1 861 959,71	0,00	0,00	-273 759,71
938	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Développement	13 100,00	24 711,47	0,00	0,00	-11 611,47
Groupe 94	Opérations non ventilées	247 100 042,32	259 271 498,07	0,00	0,00	-12 171 455,75
940	Impositions directes	105 992 840,00	108 880 657,74	0,00	0,00	-2 887 817,74
941	Autres impôts et taxes	63 503 992,13	72 046 240,41	0,00	0,00	-8 542 248,28
942	Dotations et participations	65 535 087,00	65 934 549,92	0,00	0,00	-399 462,92
943	Opérations financières	0,00	4 102,50	0,00	0,00	-4 102,50
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	183 424,04			-183 424,04
946	<i>Transferts entre les sections (autres que virement)</i>	<i>12 068 123,19</i>	<i>12 222 523,46</i>			<i>-154 400,27</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>			<i>0,00</i>
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		297 396 112,86	315 158 726,96	0,00	0,00	-17 762 614,10

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	36 106 210,09				
---	----------------------	--	--	--	--

(1) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 930

DETAIL DU CHAPITRE 930 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		17 849 152,75	16 768 841,96	327 130,55	0,00	753 180,24
930-2	<u>Administration générale</u>	17 316 152,75	16 296 182,84	327 130,55	0,00	692 839,36
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	9 763 079,83	9 519 679,16	82 560,19	0,00	160 840,48
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	5 735 988,98	5 004 538,44	244 570,36	0,00	486 880,18
93021	Assemblée locale	1 485 083,94	1 458 074,13	0,00	0,00	27 009,81
93023	Information, communication, publicité	332 000,00	313 891,11	0,00	0,00	18 108,89
930-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	533 000,00	472 659,12	0,00	0,00	60 340,88
93041	Subvention globale	533 000,00	472 659,12	0,00	0,00	60 340,88
RECETTES		3 787 648,00	3 941 653,84	0,00	0,00	-154 005,84
930-2	<u>Administration générale</u>	3 237 648,00	3 812 158,88	0,00	0,00	-574 510,88
930201	Admin. gén. (personnel non ventilable)	50 000,00	151 847,46	0,00	0,00	-101 847,46
930202	Admin. gén. (autres moyens généraux)	3 185 648,00	3 628 852,42	0,00	0,00	-443 204,42
93021	Assemblée locale	0,00	30 379,00	0,00	0,00	-30 379,00
93023	Information, communication, publicité	2 000,00	1 080,00	0,00	0,00	920,00
930-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	550 000,00	129 494,96	0,00	0,00	420 505,04
93041	Subvention globale	550 000,00	129 494,96	0,00	0,00	420 505,04

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 931

DETAIL DU CHAPITRE 931 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		10 003 000,00	9 435 033,26	16 119,14	0,00	551 847,60
931-0	<u>Services communs</u>	20 000,00	12 150,00	0,00	0,00	7 850,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	650 000,00	619 883,26	16 119,14	0,00	13 997,60
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	9 303 000,00	8 803 000,00	0,00	0,00	500 000,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		940 000,00	1 066 031,02	0,00	0,00	-126 031,02
931-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	940 000,00	1 066 031,02	0,00	0,00	-126 031,02
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 932

DETAIL DU CHAPITRE 932 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		13 943 435,70	13 848 409,61	7 709,54	0,00	87 316,55
932-0	<u>Services communs</u>	9 700 403,07	9 698 328,89	0,00	0,00	2 074,18
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	4 083 756,35	3 993 587,44	7 709,54	0,00	82 459,37
93221	Collèges	4 083 756,35	3 993 587,44	7 709,54	0,00	82 459,37
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	131 558,80	131 558,80	0,00	0,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	27 717,48	24 934,48	0,00	0,00	2 783,00
RECETTES		629 000,00	758 510,50	0,00	0,00	-129 510,50
932-0	<u>Services communs</u>	0,00	15 584,43	0,00	0,00	-15 584,43
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	25 000,00	33 226,11	0,00	0,00	-8 226,11
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	604 000,00	598 963,96	0,00	0,00	5 036,04
93221	Collèges	604 000,00	598 963,96	0,00	0,00	5 036,04
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	110 680,00	0,00	0,00	-110 680,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	56,00	0,00	0,00	-56,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 933

DETAIL DU CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		7 216 485,00	6 656 030,12	73 017,72	0,00	487 437,16
933-0	<u>Services communs</u>	705 813,38	693 927,72	0,00	0,00	11 885,66
933-1	<u>Culture</u>	4 387 490,43	4 002 855,85	69 777,72	0,00	314 856,86
93311	Activités artistiques et action culturel	2 016 091,00	1 832 310,58	0,00	0,00	183 780,42
93312	Patrimoine (musées, monuments...)	64 702,61	55 905,96	0,00	0,00	8 796,65
93313	Bibliothèques et médiathèques	829 693,58	808 832,35	0,00	0,00	20 861,23
93314	Musées	660 337,74	525 140,43	55 777,72	0,00	79 419,59
93315	Services d'archives	816 665,50	780 666,53	14 000,00	0,00	21 998,97
933-2	<u>Sports</u>	1 760 484,58	1 611 446,55	3 240,00	0,00	145 798,03
933-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	362 696,61	347 800,00	0,00	0,00	14 896,61
RECETTES		347 590,00	410 261,13	0,00	0,00	-62 671,13
933-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933-1	<u>Culture</u>	147 590,00	193 335,01	0,00	0,00	-45 745,01
93311	Activités artistiques et action culturel	25 000,00	29 857,00	0,00	0,00	-4 857,00
93313	Bibliothèques et médiathèques	24 000,00	32 729,02	0,00	0,00	-8 729,02
93314	Musées	91 590,00	123 152,12	0,00	0,00	-31 562,12
93315	Services d'archives	7 000,00	7 596,87	0,00	0,00	-596,87
933-2	<u>Sports</u>	100 000,00	116 311,12	0,00	0,00	-16 311,12
933-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	100 000,00	100 615,00	0,00	0,00	-615,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 934

DETAIL DU CHAPITRE 934 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		2 286 434,00	2 232 175,79	0,00	0,00	54 258,21
934-0	<u>Services communs</u>	1 544 735,00	1 528 983,53	0,00	0,00	15 751,47
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	409 799,00	382 140,32	0,00	0,00	27 658,68
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	331 900,00	321 051,94	0,00	0,00	10 848,06
RECETTES		50 000,00	67 946,21	0,00	0,00	-17 946,21
934-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	50 000,00	67 946,21	0,00	0,00	-17 946,21
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935

DETAIL DU CHAPITRE 935 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		103 199 679,11	99 525 529,52	1 724 022,63	0,00	1 950 126,96
935-0	<u>Services communs</u>	13 704 927,71	13 653 454,99	528,91	0,00	50 943,81
935-1	<u>Famille et enfance</u>	21 377 957,01	20 220 756,67	641 147,16	0,00	516 053,18
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	47 463 539,33	45 902 262,55	667 192,56	0,00	894 084,22
935-3	<u>Personnes âgées</u>	18 226 889,28	17 486 194,64	397 754,00	0,00	342 940,64
93531	Forfait autonomie	189 000,00	185 920,62	0,00	0,00	3 079,38
93532	Autres actions de prévention	14 420 971,98	13 912 858,22	388 122,00	0,00	119 991,76
93538	Autres	3 616 917,30	3 387 415,80	9 632,00	0,00	219 869,50
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	2 426 365,78	2 262 860,67	17 400,00	0,00	146 105,11
RECETTES		18 195 643,00	20 787 516,32	0,00	0,00	-2 591 873,32
935-0	<u>Services communs</u>	118 565,00	343 750,28	0,00	0,00	-225 185,28
935-1	<u>Famille et enfance</u>	178 150,00	622 935,21	0,00	0,00	-444 785,21
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	8 850 000,00	9 390 901,25	0,00	0,00	-540 901,25
935-3	<u>Personnes âgées</u>	8 842 143,00	9 289 854,73	0,00	0,00	-447 711,73
93531	Forfait autonomie	189 000,00	185 920,61	0,00	0,00	3 079,39
93532	Autres actions de prévention	7 335 000,00	7 660 035,07	0,00	0,00	-325 035,07
93538	Autres	1 318 143,00	1 443 899,05	0,00	0,00	-125 756,05
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	206 785,00	1 140 074,85	0,00	0,00	-933 289,85

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-4

DETAIL DU CHAPITRE 935-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		3 533,84	3 533,84	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	3 533,84	3 533,84	0,00	0,00	0,00
935471	Revenu minimum d'insertion - Allocations	3 533,84	3 533,84	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-5

DETAIL DU CHAPITRE 935-5 – Personnes dépendantes (APA)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		28 161 790,49	27 187 898,21	0,00	0,00	973 892,28
935-50	<u>Services communs</u>	12 902,84	12 402,84	0,00	0,00	500,00
935-51	<u>APA à domicile</u>	13 048 028,24	12 256 794,10	0,00	0,00	791 234,14
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	1 100 907,16	1 037 248,85	0,00	0,00	63 658,31
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	13 999 952,25	13 881 452,42	0,00	0,00	118 499,83
RECETTES		11 572 489,67	13 678 713,68	0,00	0,00	-2 106 224,01
935-50	<u>Services communs</u>	11 182 489,67	13 137 548,35	0,00	0,00	-1 955 058,68
935-51	<u>APA à domicile</u>	340 000,00	494 826,51	0,00	0,00	-154 826,51
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	30 000,00	28 008,25	0,00	0,00	1 991,75
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	20 000,00	18 330,57	0,00	0,00	1 669,43

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 935-6

DETAIL DU CHAPITRE 935-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		22 607 381,38	6 293 509,82	15 905 912,05	0,00	407 959,51
935-61	<u>Insertion sociale</u>	104 742,00	71 330,90	30 002,00	0,00	3 409,10
935-62	<u>Santé</u>	16 500,00	16 500,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	200 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	856 958,00	466 535,19	88 625,95	0,00	301 796,86
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	715 822,75	712 840,54	0,00	0,00	2 982,21
935-67	<u>Allocations RSA</u>	20 648 658,63	4 791 413,25	15 787 284,10	0,00	69 961,28
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	64 700,00	34 889,94	0,00	0,00	29 810,06
RECETTES		11 757 241,00	11 564 138,73	0,00	0,00	193 102,27
935-61	<u>Insertion sociale</u>	80 530,00	0,00	0,00	0,00	80 530,00
935-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	2 002,50	0,00	0,00	-2 002,50
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	85 487,00	52 406,45	0,00	0,00	33 080,55
935-67	<u>Allocations RSA</u>	11 591 224,00	11 509 729,78	0,00	0,00	81 494,22
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 936

DETAIL DU CHAPITRE 936 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		19 314 665,49	18 449 813,10	105 127,93	0,00	759 724,46
936-0	<u>Services communs</u>	13 878 746,42	13 654 170,72	1 529,31	0,00	223 046,39
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	5 435 419,07	4 795 142,38	103 598,62	0,00	536 678,07
93621	Réseau routier départemental	5 078 764,94	4 629 663,68	95 548,61	0,00	353 552,65
93622	Viabilité hivernale et aléas climatiques	356 654,13	165 478,70	8 050,01	0,00	183 125,42
936-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	500,00	500,00	0,00	0,00	0,00
936-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 415 158,87	1 725 786,28	0,00	0,00	-310 627,41
936-0	<u>Services communs</u>	10 000,00	133 866,53	0,00	0,00	-123 866,53
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	1 405 158,87	1 591 919,75	0,00	0,00	-186 760,88
93621	Réseau routier départemental	1 405 158,87	1 591 919,75	0,00	0,00	-186 760,88
936-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 937

DETAIL DU CHAPITRE 937 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		4 602 954,70	4 065 940,02	89 300,00	0,00	447 714,68
937-0	<u>Services communs</u>	5 000,00	4 311,60	0,00	0,00	688,40
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	200 100,00	200 010,19	0,00	0,00	89,81
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	303 746,48	270 988,97	0,00	0,00	32 757,51
93731	Actions de traitement des déchets	180,00	0,00	0,00	0,00	180,00
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	303 566,48	270 988,97	0,00	0,00	32 577,51
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	4 094 108,22	3 590 629,26	89 300,00	0,00	414 178,96
RECETTES		1 588 200,00	1 861 959,71	0,00	0,00	-273 759,71
937-0	<u>Services communs</u>	0,00	1 500,00	0,00	0,00	-1 500,00
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	1 045 000,00	1 287 783,61	0,00	0,00	-242 783,61
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	1 045 000,00	1 287 783,61	0,00	0,00	-242 783,61
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	543 200,00	572 676,10	0,00	0,00	-29 476,10

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 938

DETAIL DU CHAPITRE 938 – Transports

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		6 091 469,00	6 091 469,00	0,00	0,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	6 091 469,00	6 091 469,00	0,00	0,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 939

DETAIL DU CHAPITRE 939 – Développement

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		4 512 601,39	4 324 061,00	0,00	0,00	188 540,39
939-0	<u>Services communs</u>	1 582 791,10	1 582 790,74	0,00	0,00	0,36
939-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	22 000,00	21 000,00	0,00	0,00	1 000,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	231 340,51	231 340,51	0,00	0,00	0,00
93921	Laboratoire départemental	231 340,51	231 340,51	0,00	0,00	0,00
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	1 023 149,78	1 020 159,12	0,00	0,00	2 990,66
939-4	<u>Développement touristique</u>	1 653 320,00	1 468 770,63	0,00	0,00	184 549,37
939-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		13 100,00	24 711,47	0,00	0,00	-11 611,47
939-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	3 135,10	0,00	0,00	-3 135,10
939-4	<u>Développement touristique</u>	13 100,00	21 576,37	0,00	0,00	-8 476,37
939-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 940 B 941

DETAIL DU CHAPITRE 940 – IMPOSITIONS DIRECTES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		105 992 840,00	108 880 657,74	0,00	0,00	-2 887 817,74
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	64 000 000,00	64 770 176,00	0,00	0,00	-770 176,00
73112	Cotisation sur la VAE	11 667 515,00	11 778 429,00	0,00	0,00	-110 914,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	2 290 000,00	2 393 176,00	0,00	0,00	-103 176,00
73121	F.N.G.I.R.	5 869 922,00	5 869 922,00	0,00	0,00	0,00
73125	Frais taxe foncière propriétés bâties	4 690 403,00	4 690 403,00	0,00	0,00	0,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	17 475 000,00	19 378 551,74	0,00	0,00	-1 903 551,74

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 941 – AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		1 724 747,12	1 724 747,12	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	339,12	339,12	0,00	0,00	0,00
73926	Prélèvements fonds péréquation des DMTO	1 724 408,00	1 724 408,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		63 503 992,13	72 046 240,41	0,00	0,00	-8 542 248,28
7321	Taxe départementale publicité foncière	20 000 000,00	25 603 608,55	0,00	0,00	-5 603 608,55
7326	Attrib. fonds péréquation sur les DMTO	10 299 151,00	11 193 885,00	0,00	0,00	-894 734,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	25 200 000,00	27 391 790,14	0,00	0,00	-2 191 790,14
7351	Taxe sur consommation finale électricité	2 900 000,00	2 881 413,44	0,00	0,00	18 586,56
7352	TICPE	4 600 000,00	4 282 963,21	0,00	0,00	317 036,79
757	Redevances versées par fermiers, conces.	504 841,13	692 580,07	0,00	0,00	-187 738,94

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 942 B 943

DETAIL DU CHAPITRE 942 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		65 535 087,00	65 934 549,92	0,00	0,00	-399 462,92
7411	Dotation forfaitaire	22 000 000,00	21 999 227,00	0,00	0,00	773,00
74121	Dotation de fonctionnement minimale	12 983 347,00	13 307 899,00	0,00	0,00	-324 552,00
74123	Dotation de compensation	18 889 848,00	18 889 848,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	80 000,00	155 683,92	0,00	0,00	-75 683,92
7461	DGD	2 728 326,00	2 728 326,00	0,00	0,00	0,00
74832	D.C.R.T.P.	6 615 019,00	6 615 019,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonération T.F.B.	80 800,00	80 800,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 157 747,00	2 157 747,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 943 – OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		7 405 000,00	6 168 041,12	1 049 545,19	0,00	187 413,69
627	Services bancaires et assimilés	14 950,00	14 499,57	0,00	0,00	450,43
6358	Autres droits	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 050 000,00	6 986 096,72	0,00	0,00	63 903,28
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-1 170 658,19	1 049 545,19	0,00	121 113,00
6688	Autres	340 000,00	338 053,02	0,00	0,00	1 946,98
RECETTES		0,00	4 102,50	0,00	0,00	-4 102,50
761	Produits de participations	0,00	2 700,00	0,00	0,00	-2 700,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	1 402,50	0,00	0,00	-1 402,50

Détail du calcul des ICNE

Pour information	66112 (3)	7622 (3)
Montant des ICNE de l'exercice	1 049 545,19	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 173 648,47	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-124 103,28	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte sera négatif.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 944 B 945

DETAIL DU CHAPITRE 944 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ÉLUS

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Mandats et titres émis	Rattachements	Restes à réaliser au 31/12	
DEPENSES		258 534,00	200 211,51	0,00	0,00	58 322,49
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	595,51	0,00	0,00	904,49
65861	Frais de personnel	257 034,00	199 616,00	0,00	0,00	57 418,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 945 – PROVISIONS ET AUTRES OPÉRATIONS MIXTES (opérations mixtes)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES		550 000,00	550 000,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	500 000,00	500 000,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	50 000,00	50 000,00	0,00
RECETTES		0,00	183 424,04	-183 424,04
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	93,61	-93,61
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	183 330,43	-183 330,43

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 946

DETAIL DU CHAPITRE 946 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (à l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
DEPENSES (3)		34 881 939,86	34 041 323,14	840 616,72
6031	Variation stocks mat. premières	1 939,86	1 939,86	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	488 134,48	-488 134,48
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	20 224,25	-20 224,25
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	34 000 000,00	32 651 024,55	1 348 975,45
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	880 000,00	880 000,00	0,00
RECETTES (4)		12 068 123,19	12 222 523,46	-154 400,27
6031	Variation stocks mat. premières	5 398,16	5 398,16	0,00
722	Immobilisations corporelles	996 541,70	912 104,05	84 437,65
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	277 454,48	-277 454,48
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	4 300 000,00	4 261 383,77	38 616,23
7785	Excédent invest. transféré cpte résultat	2 366 183,00	2 366 183,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,33	0,00	0,33
791	Transferts de charges de fonctionnement	4 400 000,00	4 400 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III-VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – DETAIL PAR ARTICLES	B 947

DETAIL DU CHAPITRE 947 – OPÉRATIONS ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECTION

Article (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats et titres émis	Crédits annulés (2)
	<i>DEPENSES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (3)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D’ENSEMBLE	A

SECTION	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
---------	------------------------	---------------	-------------------	--	-----------------------------------	---	--------------------------------------

I – REALISATIONS

Dépenses d'investissement	2 836 286,54	261 453,49	2 152 936,50	2 454 863,49	105 471,87	355 834,08	0,00
Recettes d'investissement	1 796,00	0,00	1 359 094,00	8 299,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	-2 834 490,54	-261 453,49	-793 842,50	-2 446 564,49	-105 471,87	-355 834,08	0,00
Dépenses de fonctionnement	17 095 972,51	9 451 152,40	13 856 119,15	6 729 047,84	2 232 175,79	101 249 552,15	3 533,84
Recettes de fonctionnement	3 941 653,84	1 066 031,02	758 510,50	410 261,13	67 946,21	20 787 516,32	0,00
Fonctionnement - Solde	-13 154 318,67	-8 385 121,38	-13 097 608,65	-6 318 786,71	-2 164 229,58	-80 462 035,83	-3 533,84

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement	2 836 286,54	261 453,49	2 152 936,50	2 454 863,49	105 471,87	355 834,08	0,00
Recettes d'investissement	1 796,00	0,00	1 359 094,00	8 299,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde	-2 834 490,54	-261 453,49	-793 842,50	-2 446 564,49	-105 471,87	-355 834,08	0,00
Dépenses de fonctionnement	17 095 972,51	9 451 152,40	13 856 119,15	6 729 047,84	2 232 175,79	101 249 552,15	3 533,84
Recettes de fonctionnement	3 941 653,84	1 066 031,02	758 510,50	410 261,13	67 946,21	20 787 516,32	0,00
Fonctionnement - Solde	-13 154 318,67	-8 385 121,38	-13 097 608,65	-6 318 786,71	-2 164 229,58	-80 462 035,83	-3 533,84
TOTAL DEPENSES	19 932 259,05	9 712 605,89	16 009 055,65	9 183 911,33	2 337 647,66	101 605 386,23	3 533,84
TOTAL RECETTES	3 943 449,84	1 066 031,02	2 117 604,50	418 560,13	67 946,21	20 787 516,32	0,00
SOLDE GLOBAL	-15 988 809,21	-8 646 574,87	-13 891 451,15	-8 765 351,20	-2 269 701,45	-80 817 869,91	-3 533,84

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – VUE D'ENSEMBLE	A

SECTION	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
---------	---------------------------------------	---------------------------------------	------------------------------------	--------------------------------------	-----------------	--------------------	-------

I - REALISATIONS

Dépenses d'investissement		18 711,00	29 645 899,44	10 647 932,30	0,00	1 111 807,54	49 591 196,25
Recettes d'investissement		0,00	895 513,91	3 558 714,43	0,00	0,00	5 823 417,34
Investissement - Solde		-18 711,00	-28 750 385,53	-7 089 217,87	0,00	-1 111 807,54	-43 767 778,91
Dépenses de fonctionnement	27 187 898,21	22 199 421,87	18 554 941,03	4 155 240,02	6 091 469,00	4 324 061,00	233 130 584,81
Recettes de fonctionnement	13 678 713,68	11 564 138,73	1 725 786,28	1 861 959,71	0,00	24 711,47	55 887 228,89
Fonctionnement - Solde	-13 509 184,53	-10 635 283,14	-16 829 154,75	-2 293 280,31	-6 091 469,00	-4 299 349,53	-177 243 355,92

II – RESTES A REALISER AU 31/12/N

Dépenses d'investissement		0,00	7 203 711,08	0,00	0,00	0,00	7 203 711,08
Recettes d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement - Solde		0,00	-7 203 711,08	0,00	0,00	0,00	-7 203 711,08
Dépenses de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement - Solde	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

CREDITS EMPLOYES OU RESTANT A EMPLOYER (= I + II)

Dépenses d'investissement		18 711,00	36 849 610,52	10 647 932,30	0,00	1 111 807,54	56 794 907,33
Recettes d'investissement		0,00	895 513,91	3 558 714,43	0,00	0,00	5 823 417,34
Investissement - Solde		-18 711,00	-35 954 096,61	-7 089 217,87	0,00	-1 111 807,54	-50 971 489,99
Dépenses de fonctionnement	27 187 898,21	22 199 421,87	18 554 941,03	4 155 240,02	6 091 469,00	4 324 061,00	233 130 584,81
Recettes de fonctionnement	13 678 713,68	11 564 138,73	1 725 786,28	1 861 959,71	0,00	24 711,47	55 887 228,89
Fonctionnement - Solde	-13 509 184,53	-10 635 283,14	-16 829 154,75	-2 293 280,31	-6 091 469,00	-4 299 349,53	-177 243 355,92
TOTAL DEPENSES	27 187 898,21	22 218 132,87	55 404 551,55	14 803 172,32	6 091 469,00	5 435 868,54	289 925 492,14
TOTAL RECETTES	13 678 713,68	11 564 138,73	2 621 300,19	5 420 674,14	0,00	24 711,47	61 710 646,23
SOLDE GLOBAL	-13 509 184,53	-10 653 994,14	-52 783 251,36	-9 382 498,18	-6 091 469,00	-5 411 157,07	-228 214 845,91

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT– PRESENTATION DETAILLEE	A1/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale				4 Coopération décentralisée, action europe		TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Assemblée locale	23 Information, communication, publicité	41 Subvention globale	48 Autres	
		201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)					
DEPENSES – REALISATIONS		9 999,63	2 812 947,71	0,00	13 339,20	0,00	0,00	2 836 286,54
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 212 862,24	0,00	0,00	0,00	0,00	1 212 862,24
2031	Frais d'études	0,00	69 676,80	0,00	0,00	0,00	0,00	69 676,80
2033	Frais d'insertion	0,00	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	1 142 105,44	0,00	0,00	0,00	0,00	1 142 105,44
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 999,63	1 587 271,49	0,00	13 339,20	0,00	0,00	1 610 610,32
21351	Bâtiments publics	0,00	314 960,07	0,00	0,00	0,00	0,00	314 960,07
21352	Bâtiments privés	0,00	1 306,98	0,00	0,00	0,00	0,00	1 306,98
2157	Matériel et outillage technique	0,00	44 099,09	0,00	0,00	0,00	0,00	44 099,09
2182	Matériel de transport	0,00	475 641,50	0,00	0,00	0,00	0,00	475 641,50
21838	Autre matériel informatique	0,00	683 198,85	0,00	0,00	0,00	0,00	683 198,85
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	2 946,71	30 736,94	0,00	0,00	0,00	0,00	33 683,65
2185	Matériel de téléphonie	0,00	21 500,66	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,66
2188	Autres immobilisations corporelles	7 052,92	15 827,40	0,00	13 339,20	0,00	0,00	36 219,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	12 813,98	0,00	0,00	0,00	0,00	12 813,98
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	12 813,98	0,00	0,00	0,00	0,00	12 813,98
RECETTES – REALISATIONS		0,00	1 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 796,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 796,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	1 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 796,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Gendarmerie, police, sécurité, justice	2 Incendie et Secours	8 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	47 922,49	213 531,00	0,00	261 453,49
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	213 531,00	0,00	213 531,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	7 288,00	0,00	7 288,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	9 243,00	0,00	9 243,00
2041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	197 000,00	0,00	197 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	47 922,49	0,00	0,00	47 922,49
21351	Bâtiments publics	0,00	24 425,53	0,00	0,00	24 425,53
21352	Bâtiments privés	0,00	23 496,96	0,00	0,00	23 496,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré		3 Enseignement supérieur	4 Formation pro. et apprentissage (COM)	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées				
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	394 311,00	1 758 625,50	0,00	0,00	0,00	0,00	2 152 936,50
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	7 925,80	0,00	0,00	0,00	0,00	7 925,80
2031	Frais d'études	0,00	0,00	7 925,80	0,00	0,00	0,00	0,00	7 925,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	394 311,00	101 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	495 834,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	10 875,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 875,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	383 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383 436,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	6 555,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 555,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	94 968,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 968,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 245 417,59	0,00	0,00	0,00	0,00	1 245 417,59
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	96 490,93	0,00	0,00	0,00	0,00	96 490,93
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	22 890,66	0,00	0,00	0,00	0,00	22 890,66
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	7 327,55	0,00	0,00	0,00	0,00	7 327,55
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	776 627,68	0,00	0,00	0,00	0,00	776 627,68
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	228 006,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 006,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	34 369,70	0,00	0,00	0,00	0,00	34 369,70
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	78 841,07	0,00	0,00	0,00	0,00	78 841,07
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	403 759,11	0,00	0,00	0,00	0,00	403 759,11
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	81 144,52	0,00	0,00	0,00	0,00	81 144,52
231351	Bâtiments publics	0,00	0,00	16 323,17	0,00	0,00	0,00	0,00	16 323,17
2317312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	306 291,42	0,00	0,00	0,00	0,00	306 291,42
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	1 359 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 094,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 359 094,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 359 094,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	29 427,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 427,00
1332	Dot. Dép. équip. Collèges transférables	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture					2 Sports	3 Jeunesse (action socio-éducative...)	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Activités artistiques et action culturel	12 Patrimoine (musées, monuments...)	13 Bibliothèques et médiathèques	14 Musées	15 Services d'archives			
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	1 141,36	941 662,73	267 190,07	161 476,87	134 291,59	645 470,05	303 630,82	2 454 863,49
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 141,36	687 270,00	54 305,00	0,00	2 712,31	626 810,00	294 825,00	1 667 063,67
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	117 601,00	4 980,00	0,00	2 712,31	0,00	0,00	125 293,31
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	569 669,00	49 325,00	0,00	0,00	604 179,00	294 825,00	1 517 998,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 631,00	0,00	22 631,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	1 141,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 141,36
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	254 392,73	212 885,07	153 122,95	131 579,28	15 060,05	1 376,64	768 416,72
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324,00	324,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	253 547,63	0,00	139 694,60	28 459,48	0,00	0,00	421 701,71
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 277,17	0,00	8 277,17
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	1 503,70	7 863,74	0,00	0,00	0,00	9 367,44
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	176 444,37	0,00	83 943,82	0,00	0,00	260 388,19
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	13 031,94	0,00	0,00	0,00	0,00	13 031,94
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	3 731,97	0,00	0,00	0,00	3 731,97
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	845,10	21 905,06	1 832,64	19 175,98	6 782,88	1 052,64	51 594,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	8 353,92	0,00	3 600,00	7 429,18	19 383,10
231314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00	0,00	8 353,92	0,00	3 600,00	0,00	11 953,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 429,18	7 429,18
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299,00	0,00	8 299,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299,00	0,00	8 299,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299,00	0,00	8 299,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 PMI et planification familiale	2 Prévention et éducation pour la santé	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	5 471,87	0,00	100 000,00	105 471,87
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	5 471,87	0,00	0,00	5 471,87
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	5 471,87	0,00	0,00	5 471,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Famille et enfance	2 Personnes handicapées	3 Personnes âgées			8 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Forfait autonomie	32 Autres actions de prévention	38 Autres		
DEPENSES – REALISATIONS		354 502,08	0,00	0,00	0,00	0,00	1 236,00	96,00	355 834,08
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 236,00	0,00	1 236,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 236,00	0,00	1 236,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	353 971,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96,00	354 067,38
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	28 234,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 234,92
21351	Bâtiments publics	124 444,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 444,68
21352	Bâtiments privés	194 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 388,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	6 809,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96,00	6 905,93
2188	Autres immobilisations corporelles	93,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93,85
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	530,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530,70
231351	Bâtiments publics	530,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	530,70
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 Insertion sociale	2 Santé	3 Logement	4 Insertion professionnelle	5 Évaluation des dépenses engagées	6 Dépenses de structure	7 Revenu minimum d'insertion - RMA		8 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								71 Revenu minimum d'insertion - Allocations	72 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 Insertion sociale	2 Santé	3 Logement	4 Insertion professionnelle	5 Evaluation des dépenses engagées	6 Dépenses de structure	7 Allocations RSA	8 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES – REALISATIONS	0,00	0,00	0,00	18 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 711,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	18 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 711,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	18 711,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 711,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES – REALISATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Eaux et assainissement	2 Routes et voirie			3 Infrastructures ferroviaires et aéroport	4 Infrastructures fluviales, maritimes et	8 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Réseau routier départemental	22 Viabilité hivernale et aléas climatiques	28 Autres réseaux de voirie				
DEPENSES – REALISATIONS		249 886,68	1 038 144,00	24 916 787,76	0,00	3 434 692,00	0,00	0,00	6 389,00	29 645 899,44
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	275 481,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 481,21
2031	Frais d'études	0,00	0,00	265 757,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 757,99
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	9 723,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 723,22
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 038 144,00	131 040,00	0,00	3 434 692,00	0,00	0,00	6 389,00	4 610 265,00
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	99 078,00	0,00	0,00	96 849,00	0,00	0,00	0,00	195 927,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	939 066,00	90 620,00	0,00	3 337 843,00	0,00	0,00	6 389,00	4 373 918,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	40 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 420,00
21	Immobilisations corporelles	164 444,38	0,00	12 242 696,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 407 141,13
21318	Autres bâtiments publics	17 935,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 935,77
21351	Bâtiments publics	102 473,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 473,43
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	10 509 772,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 509 772,25
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	51 704,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 704,07
2157	Matériel et outillage technique	35 308,20	0,00	207 177,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 485,40
21728	Autres agencements (mise à dispo)	0,00	0,00	319,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319,80
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	1 473 723,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473 723,43
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 726,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 726,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	85 442,30	0,00	12 267 569,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 353 012,10
231318	Autres bâtiments publics	72 686,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 686,76
231351	Bâtiments publics	12 755,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 755,54
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	4 762 361,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 762 361,46
23152	Installations de voirie	0,00	0,00	934 809,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	934 809,15
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	6 570 399,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 570 399,19
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	895 513,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	895 513,91
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	783 373,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	783 373,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Eaux et assainissement	2 Routes et voirie			3 Infrastructures ferroviaires et aéroport	4 Infrastructures fluviales, maritimes et	8 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Réseau routier départemental	22 Viabilité hivernale et aléas climatiques	28 Autres réseaux de voirie				
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	783 373,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	783 373,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	112 140,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 140,91
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	112 140,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 140,91
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Aménagement et développement urbain	2 Logement	3 Environnement		4 Aménagement et développement rural	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Actions de traitement des déchets	38 Autres actions en faveur milieu naturel		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	834 732,00	1 538 999,00	9 987,78	2 474 655,12	5 789 558,40	10 647 932,30
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	31 808,40	307 723,38	339 531,78
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 667,38	300 667,38
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	31 808,40	7 056,00	38 864,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00	834 732,00	1 538 999,00	0,00	417 742,27	5 470 961,18	8 262 434,45
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	18 592,00	0,00	0,00	1 627,00	7 686,00	27 905,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	816 140,00	0,00	0,00	17 025,00	3 911 032,00	4 744 197,00
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	1 192 487,18	1 197 987,18
204162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	277 646,00	0,00	0,00	43 767,00	321 413,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	7 727,35	40 000,00	47 727,35
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	315 798,42	0,00	315 798,42
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	1 261 353,00	0,00	68 564,50	275 989,00	1 605 906,50
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 987,78	87 446,91	10 873,84	108 308,53
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	534,00	0,00	534,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	52 655,31	0,00	52 655,31
2157	Matériel et outillage technique	0,00	0,00	0,00	8 715,38	34 257,60	0,00	42 972,98
21788	Autres immo. corp. reçues (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265,84	2 265,84
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 272,40	0,00	8 608,00	9 880,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 937 657,54	0,00	1 937 657,54
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 937 657,54	0,00	1 937 657,54
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	823 961,00	2 734 753,43	3 558 714,43
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	823 961,00	2 734 753,43	3 558 714,43
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 990,00	104 990,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	823 961,00	0,00	823 961,00
1336	Dot. soutien investissement départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 629 763,43	2 629 763,43
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports scolaires	2 Transports publics de voyageurs					8 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Routier	22 Ferroviaire	23 Maritime	24 Fluvial	25 Aérien		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Structures d'animation et développement	2 Agriculture et pêche		3 Industrie, commerce et artisanat	4 Développement touristique	5 Maintien services publics non départ.	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Laboratoire départemental	28 Autres				
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	100 000,00	252 603,97	564 982,04	194 221,53	0,00	1 111 807,54
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	100 000,00	252 603,97	564 982,04	163 224,02	0,00	1 080 810,03
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	57 067,00	0,00	0,00	57 067,00
204152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	100 000,00	0,00	507 915,04	100 000,00	0,00	707 915,04
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	19 709,41	0,00	48 878,52	0,00	68 587,93
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	232 894,56	0,00	14 345,50	0,00	247 240,06
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 997,51	0,00	30 997,51
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 045,51	0,00	19 045,51
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 952,00	0,00	11 952,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale			4 Coopération décentralisée, action europe		TOTAL DU CHAPITRE	
		20 Administration générale collectivité		21 Assemblée locale	23 Information, communication, publicité	41 Subvention globale		48 Autres
		201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)					
DEPENSES – REALISATIONS		9 602 239,35	5 249 108,80	1 458 074,13	313 891,11	472 659,12	0,00	17 095 972,51
011	Charges à caractère général	274 900,52	4 558 425,67	122 833,25	313 751,11	0,00	0,00	5 269 910,55
60216	Habillement et vêtements de travail	0,00	1 793,62	0,00	0,00	0,00	0,00	1 793,62
60611	Eau et assainissement	0,00	10 551,14	0,00	0,00	0,00	0,00	10 551,14
60612	Energie - Electricité	0,00	218 174,43	0,00	0,00	0,00	0,00	218 174,43
60621	Combustibles	0,00	13 395,55	0,00	0,00	0,00	0,00	13 395,55
60622	Carburants	0,00	136 996,72	0,00	0,00	0,00	0,00	136 996,72
60623	Alimentation	0,00	0,00	29 994,22	27 660,95	0,00	0,00	57 655,17
60631	Fournitures d'entretien	0,00	698,04	0,00	0,00	0,00	0,00	698,04
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	12 021,29	0,00	5 033,96	0,00	0,00	17 055,25
60636	Vêtements de travail	0,00	149 783,64	0,00	0,00	0,00	0,00	149 783,64
6064	Fournitures administratives	0,00	90 838,29	0,00	0,00	0,00	0,00	90 838,29
60668	Autres produits pharmaceutiques	3 046,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 046,15
6068	Autres matières et fournitures	0,00	42 136,14	0,00	65 323,45	0,00	0,00	107 459,59
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	43 984,42	0,00	0,00	43 984,42
6132	Locations immobilières	0,00	22 904,56	0,00	0,00	0,00	0,00	22 904,56
6135	Locations mobilières	0,00	257 710,47	0,00	0,00	0,00	0,00	257 710,47
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	11 160,13	0,00	0,00	0,00	0,00	11 160,13
61521	Entretien terrains	0,00	95 338,09	0,00	0,00	0,00	0,00	95 338,09
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	56 054,69	0,00	0,00	0,00	0,00	56 054,69
61551	Entretien matériel roulant	0,00	47 196,99	0,00	0,00	0,00	0,00	47 196,99
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	11 729,15	0,00	3 600,00	0,00	0,00	15 329,15
6156	Maintenance	0,00	1 443 214,94	0,00	0,00	0,00	0,00	1 443 214,94
6161	Multirisques	0,00	88 265,70	0,00	0,00	0,00	0,00	88 265,70
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	62 245,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 245,09
6168	Autres primes d'assurance	0,00	379 337,82	0,00	0,00	0,00	0,00	379 337,82
617	Etudes et recherches	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	33 025,65	0,00	0,00	0,00	0,00	33 025,65
6184	Versements à des organismes de formation	86 630,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 630,34
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360,00
6188	Autres frais divers	54 180,54	8 424,00	4 514,40	0,00	0,00	0,00	67 118,94
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	104 304,09	0,00	15 681,60	0,00	0,00	119 985,69

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale				4 Coopération décentralisée, action europe		TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Assemblée locale	23 Information, communication, publicité	41 Subvention globale	48 Autres	
		201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)					
6228	Divers	0,00	29 733,04	0,00	0,00	0,00	0,00	29 733,04
6231	Annonces et insertions	0,00	10 292,89	0,00	61 012,08	0,00	0,00	71 304,97
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	5 775,00	0,00	0,00	5 775,00
6234	Réceptions	0,00	16 294,77	38 271,44	0,00	0,00	0,00	54 566,21
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 453,20	0,00	83 879,65	0,00	0,00	85 332,85
6238	Divers	0,00	706,36	0,00	0,00	0,00	0,00	706,36
6241	Transports de biens	0,00	760,80	0,00	0,00	0,00	0,00	760,80
6247	Transports collectifs	1 099,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099,00
6248	Divers	1 817,52	19 015,52	0,00	0,00	0,00	0,00	20 833,04
6251	Voyages, déplacements et missions	32 520,05	3 577,64	0,00	0,00	0,00	0,00	36 097,69
6261	Frais d'affranchissement	0,00	210 434,94	0,00	0,00	0,00	0,00	210 434,94
6262	Frais de télécommunications	0,00	370 164,78	0,00	0,00	0,00	0,00	370 164,78
6281	Concours divers (cotisations)	21 678,83	2 391,12	50 053,19	0,00	0,00	0,00	74 123,14
6282	Frais de gardiennage	0,00	95 218,28	0,00	0,00	0,00	0,00	95 218,28
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	489 980,23	0,00	0,00	0,00	0,00	489 980,23
62878	Remboursement de frais à des tiers	11 683,00	5 106,95	0,00	0,00	0,00	0,00	16 789,95
6288	Autres services extérieurs	0,00	33 605,01	0,00	1 800,00	0,00	0,00	35 405,01
63512	Taxes foncières	0,00	33 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 890,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 327 271,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 327 271,69
6218	Autre personnel extérieur	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	48 993,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 993,67
64111	Rémunération principale titulaires	4 318 645,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 318 645,27
64112	SFT, indemnité résidence	32 375,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 375,82
64113	NBI	36 865,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 865,25
64118	Autres indemnités titulaires	1 293 939,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 293 939,82
64131	Rémunérations non tit.	724 772,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	724 772,99
6417	Rémunérations des apprentis	48 065,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 065,98
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	917 283,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917 283,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 496 368,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 496 368,43
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	105 068,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 068,00
6473	Allocations de chômage	173 995,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 995,22
6475	Médecine du travail, pharmacie	100 314,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 314,01
6488	Autres charges	29 144,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 144,23
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,52	684 395,08	1 334 551,36	0,00	472 659,12	0,00	2 491 606,08

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale				4 Coopération décentralisée, action europe		TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Assemblée locale	23 Information, communication, publicité	41 Subvention globale	48 Autres	
		201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)					
6531	Indemnités	0,00	0,00	852 701,97	0,00	0,00	0,00	852 701,97
6532	Frais de mission et de déplacement	0,00	3 574,69	39 496,38	0,00	0,00	0,00	43 071,07
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	84 511,54	0,00	0,00	0,00	84 511,54
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	0,00	239 859,00	0,00	0,00	0,00	239 859,00
6535	Formation	0,00	0,00	781,20	0,00	0,00	0,00	781,20
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	0,00	501,27	0,00	0,00	0,00	501,27
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	525 286,00	116 700,00	0,00	472 659,12	0,00	1 114 645,12
6581	Redev. concessions, brevets, licences...	0,00	394,80	0,00	0,00	0,00	0,00	394,80
65888	Autres	0,52	139,59	0,00	0,00	0,00	0,00	140,11
67	Charges exceptionnelles	66,62	6 288,05	689,52	140,00	0,00	0,00	7 184,19
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	66,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66,62
6712	Amendes fiscales et pénales	0,00	129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,00
6713	Dots et prix	0,00	600,00	0,00	140,00	0,00	0,00	740,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	1 377,26	689,52	0,00	0,00	0,00	2 066,78
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	4 181,79	0,00	0,00	0,00	0,00	4 181,79
RECETTES – REALISATIONS		151 847,46	3 628 852,42	30 379,00	1 080,00	129 494,96	0,00	3 941 653,84
013	Atténuations de charges	89 341,28	1 916,62	30 379,00	0,00	0,00	0,00	121 636,90
6094	RRR obtenus sur études et prestations	0,00	1 916,62	0,00	0,00	0,00	0,00	1 916,62
6419	Remboursements rémunérations personnel	32 661,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 661,95
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	56 679,33	0,00	30 379,00	0,00	0,00	0,00	87 058,33
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	60 904,19	3 271 596,02	0,00	0,00	0,00	0,00	3 332 500,21
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	21 298,02	0,00	0,00	0,00	0,00	21 298,02
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	25 045,31	0,00	0,00	0,00	0,00	25 045,31
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	3 185 415,78	0,00	0,00	0,00	0,00	3 185 415,78
70872	Remb. frais Budgets annexes	29 241,20	1 346,48	0,00	0,00	0,00	0,00	30 587,68
70878	Remb. frais par des tiers	31 662,99	38 090,43	0,00	0,00	0,00	0,00	69 753,42
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	199 779,80	0,00	0,00	129 494,96	0,00	329 274,76
74718	Autres participations Etat	0,00	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	129 494,96	0,00	129 494,96
7478218	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	19 779,80	0,00	0,00	0,00	0,00	19 779,80
75	Autres produits de gestion courante	1,99	104 228,76	0,00	0,00	0,00	0,00	104 230,75
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	8 522,78	0,00	0,00	0,00	0,00	8 522,78
752	Revenus des immeubles	0,00	95 705,98	0,00	0,00	0,00	0,00	95 705,98

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	2 Administration générale				4 Coopération décentralisée, action europe		TOTAL DU CHAPITRE
		20 Administration générale collectivité		21 Assemblée locale	23 Information, communication, publicité	41 Subvention globale	48 Autres	
		201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)					
7588	Autres produits divers gestion courante	1,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,99
77	Produits exceptionnels	1 600,00	51 331,22	0,00	1 080,00	0,00	0,00	54 011,22
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	23 675,65	0,00	0,00	0,00	0,00	23 675,65
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 600,00	4 452,69	0,00	1 080,00	0,00	0,00	7 132,69
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	23 202,88	0,00	0,00	0,00	0,00	23 202,88

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Gendarmerie, police, sécurité, justice	2 Incendie et Secours	8 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		12 150,00	636 002,40	8 803 000,00	0,00	9 451 152,40
011	Charges à caractère général	0,00	636 002,40	0,00	0,00	636 002,40
6068	Autres matières et fournitures	0,00	158,65	0,00	0,00	158,65
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	550 179,67	0,00	0,00	550 179,67
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	26 871,08	0,00	0,00	26 871,08
63512	Taxes foncières	0,00	58 793,00	0,00	0,00	58 793,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 150,00	0,00	8 803 000,00	0,00	8 815 150,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	8 803 000,00	0,00	8 803 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	12 150,00	0,00	0,00	0,00	12 150,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	1 066 031,02	0,00	0,00	1 066 031,02
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	966 031,02	0,00	0,00	966 031,02
752	Revenus des immeubles	0,00	966 031,02	0,00	0,00	966 031,02
77	Produits exceptionnels	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré		3 Enseignement supérieur	4 Formation professionnelle et apprentissa	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées				
DEPENSES – REALISATIONS		9 698 328,89	0,00	4 001 296,98	0,00	131 558,80	0,00	24 934,48	13 856 119,15
011	Charges à caractère général	167 763,94	0,00	351 646,55	0,00	0,00	0,00	0,00	519 410,49
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	3 558,93	0,00	0,00	0,00	0,00	3 558,93
60632	Fournitures de petit équipement	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	51 532,01	0,00	0,00	0,00	0,00	51 532,01
611	Contrats de prestations de services	108 428,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 428,42
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	2 672,88	0,00	0,00	0,00	0,00	2 672,88
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	45 252,33	0,00	0,00	0,00	0,00	45 252,33
61558	Entretien autres biens mobiliers	17 959,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 959,37
6156	Maintenance	0,00	0,00	197 867,09	0,00	0,00	0,00	0,00	197 867,09
6184	Versements à des organismes de formation	6 423,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 423,70
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	35 362,44	0,00	0,00	0,00	0,00	35 362,44
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	1 188,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 188,00
6247	Transports collectifs	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6248	Divers	0,00	0,00	3 498,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 498,00
6251	Voyages, déplacements et missions	34 068,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 068,99
6255	Frais de déménagement	858,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	858,46
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	0,00	10 714,87	0,00	0,00	0,00	0,00	10 714,87
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 530 564,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 530 564,95
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	42 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 115,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 335 989,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 335 989,17
64112	SFT, indemnité résidence	52 303,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 303,03
64113	NBI	38 287,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 287,98
64118	Autres indemnités titulaires	966 205,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	966 205,82
64131	Rémunérations non tit.	324 112,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 112,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	968 326,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	968 326,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 797 335,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 797 335,91
6488	Autres charges	5 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 890,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 649 650,43	0,00	131 558,80	0,00	24 934,48	3 806 143,71
6513	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	131 558,80	0,00	3 003,00	134 561,80
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	219 542,26	0,00	0,00	0,00	21 931,48	241 473,74

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Enseignement du premier degré	2 Enseignement du second degré		3 Enseignement supérieur	4 Formation professionnelle et apprentissa	8 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Collèges	22 Lycées				
65511	Etablissements publics	0,00	0,00	2 535 414,17	0,00	0,00	0,00	0,00	2 535 414,17
65512	Etablissements privés	0,00	0,00	843 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00	843 986,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	50 708,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 708,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		15 584,43	33 226,11	598 963,96	0,00	110 680,00	0,00	56,00	758 510,50
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	598 963,96	0,00	0,00	0,00	56,00	599 019,96
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,00	56,00
74881	Particip. familles resto, hébergé	0,00	0,00	598 963,96	0,00	0,00	0,00	0,00	598 963,96
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	15 584,43	33 226,11	0,00	0,00	110 680,00	0,00	0,00	159 490,54
7718	Autres prod. except. opération gestion	15 584,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 584,43
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	110 680,00	0,00	0,00	110 680,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	33 226,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 226,11

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture					2 Sports	3 Jeunesse (action socio-éducative...)	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Activités artistiques et action culturel	12 Patrimoine (musées, monuments...)	13 Bibliothèques et médiathèques	14 Musées	15 Services d'archives			
DEPENSES – REALISATIONS		693 927,72	1 832 310,58	55 905,96	808 832,35	580 918,15	794 666,53	1 614 686,55	347 800,00	6 729 047,84
011	Charges à caractère général	1 423,59	302 874,76	55 905,96	71 740,80	383 305,71	74 220,95	64 605,55	0,00	954 077,32
60215	Livres, disq., casset. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 969,66	0,00	0,00	0,00	2 969,66
6028	Autres achats stockés et autres approvis	0,00	0,00	0,00	0,00	16 561,06	0,00	0,00	0,00	16 561,06
6032	Variat. stocks autres approvisionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	34 589,37	0,00	0,00	0,00	34 589,37
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	872,51	437,68	1 163,94	552,56	0,00	0,00	3 026,69
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	10 073,68	28 507,41	104 488,09	30 000,02	0,00	0,00	173 069,20
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	378,00	0,00	0,00	0,00	378,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 877,02	0,00	16 877,02
60631	Fournitures d'entretien	0,00	189,02	0,00	110,94	0,00	0,00	0,00	0,00	299,96
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	6 961,96	6 417,66	0,00	0,00	0,00	13 379,62
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	791,35	0,00	0,00	0,00	791,35
6068	Autres matières et fournitures	0,00	2 944,42	8 821,55	0,00	13 694,61	2 391,40	1 290,31	0,00	29 142,29
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186,00	0,00	0,00	186,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	240,00	6 195,15	0,00	30,00	0,00	6 465,15
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00	26 433,22	0,00	27 873,22
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	657,72	2 727,60	0,00	0,00	3 385,32
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	19 998,78	4 023,94	15 178,01	13 593,35	0,00	0,00	52 794,08
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	403,14	0,00	0,00	0,00	403,14
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	281,40	0,00	2 096,22	49,36	0,00	0,00	2 426,98
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	153,60	126 899,64	0,00	3 240,00	0,00	130 293,24
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	2 181,89	0,00	0,00	0,00	0,00	2 181,89
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	5 130,00	0,00	1 623,00	0,00	0,00	6 753,00
6188	Autres frais divers	0,00	800,00	0,00	0,00	649,21	0,00	0,00	0,00	1 449,21
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	7 024,50	0,00	7 420,80	0,00	14 445,30
6228	Divers	0,00	0,00	1 968,00	13 555,11	2 472,00	-1 701,32	0,00	0,00	16 293,79
6231	Annonces et insertions	0,00	10 386,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	11 250,00
6233	Foires et expositions	0,00	22 943,16	0,00	0,00	23 997,60	0,00	150,46	0,00	47 091,22
6234	Réceptions	0,00	129,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129,50
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	3 328,80	7 654,64	8 142,06	6 894,90	0,00	26 020,40
6238	Divers	0,00	226 976,43	7 709,88	467,80	4 869,00	0,00	1 640,00	0,00	241 663,11
6241	Transports de biens	0,00	10 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 728,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	628,84	0,00	628,84

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture					2 Sports	3 Jeunesse (action socio-éducative...)	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Activités artistiques et action culturelle	12 Patrimoine (musées, monuments...)	13 Bibliothèques et médiathèques	14 Musées	15 Services d'archives			
6247	Transports collectifs	143,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157,00	0,00	0,00	300,00
6251	Voyages, déplacements et missions	1 280,59	0,00	0,00	4 881,95	542,50	1 260,92	0,00	0,00	7 965,96
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	79,16	0,00	206,64	0,00	0,00	0,00	285,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	100,00	0,00	0,00	350,00
62872	Remb. frais au budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	332,24	1 128,00	275,00	0,00	0,00	1 735,24
6288	Autres services extérieurs	0,00	23 900,25	200,00	265,90	0,00	0,00	0,00	0,00	24 366,15
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	5 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 535,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	366,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	3 877,98	0,00	911,58	838,00	0,00	0,00	0,00	5 627,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	692 504,13	5 735,82	0,00	735 591,55	197 612,44	720 445,58	0,00	0,00	2 351 889,52
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 955,00	0,00	0,00	3 220,00	954,00	3 056,00	0,00	0,00	10 185,00
64111	Rémunération principale titulaires	367 355,63	0,00	0,00	421 346,37	65 063,79	420 383,73	0,00	0,00	1 274 149,52
64112	SFT, indemnité résidence	3 562,61	0,00	0,00	1 805,31	9,17	4 013,40	0,00	0,00	9 390,49
64113	NBI	2 944,36	0,00	0,00	8 489,17	1 915,80	2 197,74	0,00	0,00	15 547,07
64118	Autres indemnités titulaires	93 435,54	0,00	0,00	89 409,35	13 700,31	86 880,26	0,00	0,00	283 425,46
64131	Rémunérations non tit.	31 110,94	0,00	0,00	1 438,46	62 113,60	0,00	0,00	0,00	94 663,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	3 596,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 596,27
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	69 987,00	822,33	0,00	70 778,00	29 516,00	67 526,00	0,00	0,00	238 629,33
6453	Cotisations aux caisses de retraites	119 793,05	319,24	0,00	137 634,89	24 039,77	135 133,45	0,00	0,00	416 920,40
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	340,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340,47
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	657,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657,51
6488	Autres charges	1 360,00	0,00	0,00	1 470,00	300,00	1 255,00	0,00	0,00	4 385,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 488 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 518 441,00	347 800,00	3 354 941,00
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00	7 800,00
6568	Autres participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	245 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 200,00	0,00	267 341,00
65736	Subv. fonct. SPIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00	0,00	295 000,00
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	81 893,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 179,00	0,00	105 072,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	1 011 666,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178 062,00	340 000,00	2 529 728,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	35 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	31 640,00	0,00	68 140,00
6713	Dots et prix	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	340,00	0,00	1 840,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 300,00	0,00	66 300,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	29 857,00	0,00	32 729,02	123 152,12	7 596,87	116 311,12	100 615,00	410 261,13
013	Atténuations de charges	0,00	847,00	0,00	0,00	39 447,04	0,00	0,00	0,00	40 294,04
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	39 447,04	0,00	0,00	0,00	39 447,04
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	847,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	847,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	29 010,00	0,00	0,00	75 405,08	0,00	113 311,12	0,00	217 726,20

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Culture					2 Sports	3 Jeunesse (action socio-éducative...)	TOTAL DU CHAPITRE
			11 Activités artistiques et action culturel	12 Patrimoine (musées, monuments...)	13 Bibliothèques et médiathèques	14 Musées	15 Services d'archives			
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 311,12	0,00	113 311,12
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	10 688,50	0,00	0,00	63 148,00	0,00	0,00	0,00	73 836,50
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	18 321,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 321,50
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	12 257,08	0,00	0,00	0,00	12 257,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	31 677,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	39 677,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00	0,00	0,00	8 000,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	11 677,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 677,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 052,02	4 300,00	3 596,87	0,00	100 615,00	109 563,89
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300,00	0,00	0,00	100 615,00	104 915,00
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 052,02	0,00	3 596,87	0,00	0,00	4 648,89
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
7713	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 PMI et planification familiale	2 Prévention et éducation pour la santé	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		1 528 983,53	382 140,32	0,00	321 051,94	2 232 175,79
011	Charges à caractère général	26 351,77	281 909,77	0,00	4 851,94	313 113,48
60632	Fournitures de petit équipement	1 035,91	0,00	0,00	0,00	1 035,91
60661	Médicaments	0,00	1 622,62	0,00	0,00	1 622,62
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	4 186,11	4 186,11
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	2 687,15	0,00	0,00	2 687,15
6068	Autres matières et fournitures	0,00	2 344,00	0,00	0,00	2 344,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	240 000,00	0,00	0,00	240 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 928,75	15 110,00	0,00	0,00	19 038,75
6188	Autres frais divers	0,00	13 534,00	0,00	0,00	13 534,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	665,83	665,83
6236	Catalogues et imprimés	0,00	6 612,00	0,00	0,00	6 612,00
6247	Transports collectifs	227,00	0,00	0,00	0,00	227,00
6251	Voyages, déplacements et missions	21 160,11	0,00	0,00	0,00	21 160,11
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 502 631,76	0,00	0,00	0,00	1 502 631,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 692,00	0,00	0,00	0,00	6 692,00
64111	Rémunération principale titulaires	754 760,62	0,00	0,00	0,00	754 760,62
64112	SFT, indemnité résidence	7 856,57	0,00	0,00	0,00	7 856,57
64113	NBI	3 645,13	0,00	0,00	0,00	3 645,13
64118	Autres indemnités titulaires	125 832,70	0,00	0,00	0,00	125 832,70
64131	Rémunérations non tit.	170 048,58	0,00	0,00	0,00	170 048,58
64138	Autres	2 422,50	0,00	0,00	0,00	2 422,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	165 473,00	0,00	0,00	0,00	165 473,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	264 860,66	0,00	0,00	0,00	264 860,66
6488	Autres charges	1 040,00	0,00	0,00	0,00	1 040,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	100 107,55	0,00	316 200,00	416 307,55
6513	Bourses	0,00	0,00	0,00	7 200,00	7 200,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	100 107,55	0,00	0,00	100 107,55
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	309 000,00	309 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	123,00	0,00	0,00	123,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	123,00	0,00	0,00	123,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	67 946,21	0,00	0,00	67 946,21
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 PMI et planification familiale	2 Prévention et éducation pour la santé	8 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
74	Dotations, subventions et participations	0,00	66 067,67	0,00	0,00	66 067,67
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	66 067,67	0,00	0,00	66 067,67
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 878,54	0,00	0,00	1 878,54
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	1 662,40	0,00	0,00	1 662,40
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	216,14	0,00	0,00	216,14
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Famille et enfance	2 Personnes handicapées	3 Personnes âgées			8 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Forfait autonomie	32 Autres actions de prévention	38 Autres		
DEPENSES – REALISATIONS		13 653 983,90	20 861 903,83	46 569 455,11	185 920,62	14 300 980,22	3 397 047,80	2 280 260,67	101 249 552,15
011	Charges à caractère général	548 162,92	763 403,39	1 849 546,33	0,00	920 362,00	79 218,40	1 015 727,56	5 176 420,60
60611	Eau et assainissement	846,32	3 214,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 060,32
60612	Energie - Electricité	16 486,70	76 462,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 949,52
60621	Combustibles	0,00	2 918,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 918,33
60623	Alimentation	0,00	8 325,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 325,17
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 958,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 958,89
60631	Fournitures d'entretien	0,00	64,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,58
60632	Fournitures de petit équipement	301,06	1 188,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 489,78
60661	Médicaments	0,00	4 546,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 546,76
60668	Autres produits pharmaceutiques	397 184,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	735 007,96	1 132 192,04
6067	Fournitures scolaires	0,00	699,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	699,54
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 575,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 575,79
611	Contrats de prestations de services	0,00	233 384,62	1 849 546,33	0,00	920 362,00	0,00	249 244,50	3 252 537,45
6132	Locations immobilières	0,00	57 593,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 593,98
6135	Locations mobilières	0,00	2 595,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 595,05
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	53 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 225,00
61521	Entretien terrains	0,00	10 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 650,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	7 946,71	17 220,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 167,31
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 530,00	0,00	74 530,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 162,83	11 823,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 985,83
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	8 928,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 928,88
62268	Autres honoraires, conseils	3 504,00	148 751,90	0,00	0,00	0,00	0,00	31 200,00	183 455,90
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 086,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 086,60
6228	Divers	762,86	1 266,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 028,86
6231	Annonces et insertions	1 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 996,00	0,00	5 508,00
6234	Réceptions	0,00	156,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,20
6236	Catalogues et imprimés	0,00	2 480,97	0,00	0,00	0,00	692,40	0,00	3 173,37
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	20 000,69	0,00	0,00	0,00	0,00	275,10	20 275,79
6247	Transports collectifs	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
6251	Voyages, déplacements et missions	108 422,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 422,36
6255	Frais de déménagement	715,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	715,92
62878	Remboursement de frais à des tiers	238,08	86 932,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 170,53
6288	Autres services extérieurs	0,00	6 352,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 352,85
012	Charges de personnel et frais assimilés	13 105 820,98	9 224 661,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 330 482,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Famille et enfance	2 Personnes handicapées	3 Personnes âgées			8 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Forfait autonomie	32 Autres actions de prévention	38 Autres		
6218	Autre personnel extérieur	40 747,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 747,15
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	705,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705,90
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	58 250,00	85 772,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144 022,30
64111	Rémunération principale titulaires	6 575 886,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 575 886,24
64112	SFT, indemnité résidence	61 847,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 847,22
64113	NBI	40 980,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 980,89
64118	Autres indemnités titulaires	1 326 998,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 326 998,61
64121	Rémunération principale	0,00	5 017 500,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 017 500,81
64123	Indemnités d'attente	0,00	36 466,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 466,38
64126	Indemnités de licenciement	0,00	62 026,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 026,07
64128	Autres indemnités	0,00	2 058 446,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 058 446,52
64131	Rémunérations non tit.	1 313 866,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 313 866,82
64138	Autres	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 457 531,00	1 616 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 074 493,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 193 331,82	231 298,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 424 629,82
6473	Allocations de chômage	0,00	113 761,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 761,45
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	793,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	793,17
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	682,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682,64
6488	Autres charges	21 382,16	1 745,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 127,16
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	428 568,54	0,00	0,00	0,00	0,00	428 568,54
7498	Autres	0,00	0,00	428 568,54	0,00	0,00	0,00	0,00	428 568,54
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 851 323,67	44 264 675,18	185 920,62	13 359 063,85	3 317 829,40	1 264 533,11	73 243 345,83
65111	Famille et enfance	0,00	291 346,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291 346,84
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	4 592 988,95	0,00	0,00	0,00	0,00	4 592 988,95
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	432 065,16	0,00	0,00	0,00	0,00	432 065,16
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	931 333,86	0,00	0,00	0,00	0,00	931 333,86
65113	Personnes âgées	0,00	0,00	0,00	185 920,62	421 401,82	190 425,50	0,00	797 747,94
6512	Secours d'urgence	0,00	71 862,42	0,00	0,00	0,00	0,00	54 678,90	126 541,32
6513	Bourses	0,00	4 340,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 340,00
6518	Autres (primes, dots)	0,00	59 912,38	0,00	0,00	0,00	1 606 052,00	1 500,00	1 667 464,38
65211	Frais de scolarité	0,00	57 247,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 247,62
65212	Frais périscolaires	0,00	3 144,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 144,19
6522	Accueil familial	0,00	324 855,24	323 692,67	0,00	0,00	0,00	0,00	648 547,91
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	15 017,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 017,21
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	1 837 561,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 837 561,97
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	5 332 975,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 332 975,40
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	386 948,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 948,63
652414	Foyers de jeunes travailleurs	0,00	33 938,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 938,50
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	741 648,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	741 648,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Famille et enfance	2 Personnes handicapées	3 Personnes âgées			8 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Forfait autonomie	32 Autres actions de prévention	38 Autres		
652418	Autres	0,00	1 564 416,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 564 416,39
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	37 845 308,84	0,00	0,00	0,00	0,00	37 845 308,84
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	12 538 659,75	0,00	0,00	12 538 659,75
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 714,00	0,00	0,00	1 714,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	6 075,78	22 270,98	0,00	82 837,54	0,00	0,00	111 184,30
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	5 484,72	0,00	12 949,37	0,00	0,00	18 434,09
6556	Contributions à des fonds	0,00	36 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	491 000,00	527 108,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	9 122,94	0,00	0,00	0,00	0,00	12 215,48	21 338,42
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00	64 000,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 878,40	207 708,73	582 587,13
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 304,80	0,00	23 304,80
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	74 800,00	91 530,00	0,00	300 000,20	1 123 168,70	433 430,00	2 022 928,90
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	1 501,17	0,00	0,00	1 501,17
65888	Autres	0,00	1,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,52
67	Charges exceptionnelles	0,00	22 515,60	26 665,06	0,00	21 554,37	0,00	0,00	70 735,03
6713	Dots et prix	0,00	21 597,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 597,83
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 665,06	0,00	21 554,37	0,00	0,00	23 219,43
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	917,77	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 917,77
RECETTES – REALISATIONS		343 750,28	622 935,21	9 390 901,25	185 920,61	7 660 035,07	1 443 899,05	1 140 074,85	20 787 516,32
013	Atténuations de charges	0,00	7 168,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 168,44
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	7 168,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 168,44
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	38 704,08	131 253,65	0,00	0,00	0,00	0,00	480 288,58	650 246,31
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	60,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,57
70878	Remb. frais par des tiers	38 704,08	131 193,08	0,00	0,00	0,00	0,00	480 288,58	650 185,74
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	65 251,00	1 125,00	2 562 957,50	185 920,61	0,00	1 434 406,79	335 729,07	4 585 389,97
74718	Autres participations Etat	65 251,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335 729,07	400 980,07
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	2 134 388,96	0,00	0,00	0,00	0,00	2 134 388,96
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	428 568,54	0,00	0,00	0,00	0,00	428 568,54
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	0,00	185 920,61	0,00	0,00	0,00	185 920,61
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	683 288,88	0,00	683 288,88
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	751 117,91	0,00	751 117,91
74888	Autres	0,00	1 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 125,00
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	366 241,12	6 821 491,20	0,00	7 622 081,73	0,00	0,00	14 869 814,05
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	216 730,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 730,51
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	116 897,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	116 897,88
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	13 936,07	244 875,32	0,00	1 819 338,07	0,00	0,00	2 078 149,46
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	0,00	6 552 254,06	0,00	5 802 743,66	0,00	0,00	12 354 997,72
752	Revenus des immeubles	60 000,00	10 439,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 439,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Famille et enfance	2 Personnes handicapées	3 Personnes âgées			8 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Forfait autonomie	32 Autres actions de prévention	38 Autres		
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	8 237,26	24 361,82	0,00	0,00	0,00	0,00	32 599,08
77	Produits exceptionnels	179 795,20	117 147,00	6 452,55	0,00	37 953,34	9 492,26	324 057,20	674 897,55
7718	Autres prod. except. opération gestion	179 795,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 795,20
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	5 763,31	0,00	3 431,56	9 492,26	800,00	19 487,13
7748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	117 147,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 147,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	689,24	0,00	34 521,78	0,00	323 257,20	358 468,22

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 Insertion sociale	2 Santé	3 Logement	4 Insertion professionnelle	5 Évaluation des dépenses engagées	6 Dépenses de structure	7 RMI - RMA		8 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								71 Revenu minimum d'insertion - Allocations	72 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 533,84	0,00	0,00	3 533,84
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 533,84	0,00	0,00	3 533,84
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 533,84	0,00	0,00	3 533,84
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-5

FONCTION 5-5 – PERSONNES DÉPENDANTES (APA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 APA à domicile	2 APA versée au bénéficiaire en établisst	3 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		12 402,84	12 256 794,10	1 037 248,85	13 881 452,42	27 187 898,21
011	Charges à caractère général	0,00	3 978,25	0,00	0,00	3 978,25
6228	Divers	0,00	233,40	0,00	0,00	233,40
6236	Catalogues et imprimés	0,00	3 744,85	0,00	0,00	3 744,85
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	997,49	12 252 815,85	1 037 248,85	13 881 452,42	27 172 514,61
651141	APA à domicile au serv. Aide Dom.	0,00	541 118,46	0,00	0,00	541 118,46
651142	APA versée au bénéficiaire	0,00	11 700 372,95	0,00	0,00	11 700 372,95
651143	APA versée bénéf. en étab.	0,00	0,00	1 036 341,69	0,00	1 036 341,69
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00	0,00	13 881 000,17	13 881 000,17
6541	Créances admises en non-valeur	997,49	8 857,03	907,16	452,25	11 213,93
6542	Créances éteintes	0,00	289,68	0,00	0,00	289,68
6577	Remises gracieuses	0,00	2 177,73	0,00	0,00	2 177,73
67	Charges exceptionnelles	11 405,35	0,00	0,00	0,00	11 405,35
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	11 405,35	0,00	0,00	0,00	11 405,35
RECETTES – REALISATIONS		13 137 548,35	494 826,51	28 008,25	18 330,57	13 678 713,68
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	13 137 548,35	0,00	0,00	0,00	13 137 548,35
747811	Dotation versée au titre de l'APA	13 137 548,35	0,00	0,00	0,00	13 137 548,35
75	Autres produits de gestion courante	0,00	494 826,51	28 008,25	18 330,57	541 165,33
7533	APA	0,00	494 826,51	28 008,25	18 330,57	541 165,33
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 Insertion sociale	2 Santé	3 Logement	4 Insertion professionnelle	5 Evaluation des dépenses engagées	6 Dépenses de structure	7 Allocations RSA	8 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES – REALISATIONS		101 332,90	16 500,00	200 000,00	555 161,14	0,00	712 840,54	20 578 697,35	34 889,94	22 199 421,87
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	8 463,14	0,00	11 086,68	0,00	860,01	20 409,83
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 177,82	0,00	0,00	2 177,82
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 522,75	0,00	0,00	2 522,75
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	8 463,14	0,00	0,00	0,00	0,00	8 463,14
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	860,01	860,01
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 386,11	0,00	0,00	6 386,11
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	701 353,86	0,00	0,00	701 353,86
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 982,00	0,00	0,00	2 982,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 023,83	0,00	0,00	402 023,83
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 779,52	0,00	0,00	5 779,52
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 114,54	0,00	0,00	72 114,54
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 430,00	0,00	0,00	66 430,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 781,47	0,00	0,00	150 781,47
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 242,50	0,00	0,00	1 242,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	101 332,90	16 500,00	200 000,00	546 698,00	0,00	400,00	20 574 859,95	34 029,93	21 473 820,78
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 029 045,19	0,00	17 029 045,19
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 529 767,07	0,00	3 529 767,07
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 329,93	33 329,93
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 849,83	0,00	6 849,83
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 776,69	700,00	9 476,69
6556	Contributions à des fonds	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
6568	Autres participations	101 332,90	16 500,00	0,00	546 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	664 530,90
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421,17	0,00	421,17
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 837,40	0,00	3 837,40
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 837,40	0,00	3 837,40
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	2 002,50	0,00	52 406,45	11 509 729,78	0,00	11 564 138,73
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
7352	TICPE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	1 Insertion sociale	2 Santé	3 Logement	4 Insertion professionnelle	5 Evaluation des dépenses engagées	6 Dépenses de structure	7 Allocations RSA	8 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 406,45	686 314,00	0,00	738 720,45
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 406,45	0,00	0,00	52 406,45
74783	Fonds mobilisation départ. Insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	686 314,00	0,00	686 314,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 863,78	0,00	90 863,78
75342	Allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 958,28	0,00	82 958,28
75343	Allocations forfaitaires majorées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 905,50	0,00	7 905,50
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	2 002,50	0,00	0,00	12 328,00	0,00	14 330,50
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 328,00	0,00	12 328,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	2 002,50	0,00	0,00	0,00	0,00	2 002,50

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Eaux et assainissement	2 Routes et voirie			3 Infrastructures ferroviaires et aéroport	4 Infrastructures fluviales, maritimes	8 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Réseau routier départemental	22 Viabilité hivernale et aléas climatiques	28 Autres réseaux de voirie				
DEPENSES – REALISATIONS		13 655 700,03	0,00	4 725 212,29	173 528,71	0,00	500,00	0,00	0,00	18 554 941,03
011	Charges à caractère général	493 860,61	0,00	4 710 668,52	173 528,71	0,00	500,00	0,00	0,00	5 378 557,84
60211	Combustibles et carburants	0,00	0,00	586 996,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586 996,94
60212	Produits d'entretien	18 215,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 215,75
60213	Fournitures des ateliers départementaux	0,00	0,00	652 801,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 801,94
60218	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	19 486,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 486,45
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	274 071,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 071,93
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	755 158,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	755 158,87
60611	Eau et assainissement	7 601,44	0,00	2 881,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 482,52
60612	Energie - Electricité	154 420,09	0,00	60 921,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 341,58
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	171 849,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 849,17
60621	Combustibles	0,00	0,00	3 375,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 375,55
60622	Carburants	0,00	0,00	128 883,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 883,04
60623	Alimentation	2 512,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 512,16
60628	Autres fournitures non stockées	3 380,71	0,00	7 076,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 457,33
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	179 103,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 103,81
60632	Fournitures de petit équipement	55 905,34	0,00	56 687,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 592,65
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	694 321,96	57 724,91	0,00	0,00	0,00	0,00	752 046,87
6068	Autres matières et fournitures	9 741,41	0,00	58 057,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 798,85
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	59 247,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 247,19
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	427,20	11 262,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 689,20
6132	Locations immobilières	1 781,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 781,98
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	163 453,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 453,72
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	28 434,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 434,81
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	532 084,21	77 651,00	0,00	0,00	0,00	0,00	609 735,21
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	102 971,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 971,61
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 652,92	0,00	41 609,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 262,49
6156	Maintenance	600,00	0,00	7 156,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 756,58
617	Etudes et recherches	12 543,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 543,88

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Eaux et assainissement	2 Routes et voirie			3 Infrastructures ferroviaires et aéroport	4 Infrastructures fluviales, maritimes	8 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Réseau routier départemental	22 Viabilité hivernale et aléas climatiques	28 Autres réseaux de voirie				
6184	Versements à des organismes de formation	24 124,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 124,40
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	7 882,80	0,00	0,00	0,00	0,00	7 882,80
6228	Divers	105,00	0,00	122 431,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 536,30
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	19 008,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 008,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	8 098,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 098,12
6251	Voyages, déplacements et missions	152 377,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 377,32
6281	Concours divers (cotisations)	4 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	4 768,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	6 395,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 395,40
6288	Autres services extérieurs	1 800,00	0,00	1 175,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 975,42
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	20 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 340,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	13 159 050,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 159 050,92
6218	Autre personnel extérieur	78 584,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 584,09
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	54 301,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 301,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 519 090,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 519 090,51
64112	SFT, indemnité résidence	62 723,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 723,89
64113	NBI	61 997,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 997,33
64118	Autres indemnités titulaires	2 132 377,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 132 377,65
64131	Rémunérations non tit.	722 397,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722 397,10
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 279 047,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 279 047,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 235 072,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235 072,35
6488	Autres charges	13 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 460,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	567,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567,49
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	567,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567,49
67	Charges exceptionnelles	2 788,50	0,00	13 976,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 764,78
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	1 510,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510,70
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	2 788,50	0,00	11 715,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 504,08
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750,00
RECETTES – REALISATIONS		133 866,53	0,00	1 591 919,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 725 786,28
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Eaux et assainissement	2 Routes et voirie			3 Infrastructures ferroviaires et aéroport	4 Infrastructures fluviales, maritimes	8 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Réseau routier départemental	22 Viabilité hivernale et aléas climatiques	28 Autres réseaux de voirie				
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 100,00	0,00	807 221,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	808 321,67
70323	Red.occupation dom. public départemental	1 100,00	0,00	379 964,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 064,45
705	Etudes	0,00	0,00	33 627,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 627,29
7068	Autres redevances et droits	0,00	0,00	3 079,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 079,69
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	75 252,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 252,54
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	22 170,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 170,20
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	293 127,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 127,50
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	132 766,53	0,00	16 377,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 143,75
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	-8 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-8 100,00
7718	Autres prod. except. opération gestion	125 085,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 085,28
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	20 224,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 224,25
7788	Produits exceptionnels divers	7 681,25	0,00	4 252,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 934,22

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Aménagement et développement urbain	2 Logement	3 Environnement		4 Aménagement et développement rural	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Actions de traitement des déchets	38 Autres actions en faveur milieu naturel		
DEPENSES – REALISATIONS		4 311,60	200 010,19	0,00	0,00	270 988,97	3 679 929,26	4 155 240,02
011	Charges à caractère général	4 311,60	0,00	0,00	0,00	52 611,71	474 220,78	531 144,09
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434,27	434,27
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 793,71	0,00	3 793,71
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 296,40	12 296,40
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 613,20	29 613,20
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 555,20	1 555,20
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 996,26	4 996,26
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	20 400,00	30 400,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 560,80	11 560,80
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	38 818,00	72 000,00	110 818,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 926,33	33 926,33
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 553,64	16 553,64
6231	Annonces et insertions	4 311,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 311,60
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 260,70	20 260,70
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 949,52	63 949,52
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 309,28	20 309,28
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 021,08	24 021,08
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 060,40	95 060,40
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	800,00	800,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243,00	243,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 115,30	2 115,30
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 943,66	10 943,66
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 108,00	29 108,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 638,08	2 638,08
62878	Remboursement de frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	595,66	595,66
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840,00	840,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 033 373,26	2 033 373,26
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 537,00	8 537,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	968 670,51	968 670,51
64112	SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 862,84	16 862,84
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 051,12	8 051,12
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 833,85	320 833,85
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 947,41	175 947,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 551,00	214 551,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 549,53	317 549,53
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 370,00	2 370,00
014	Atténuations de produits	0,00	200 010,19	0,00	0,00	5 881,48	0,00	205 891,67
7398	Autres reversements	0,00	200 010,19	0,00	0,00	5 881,48	0,00	205 891,67

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Aménagement et développement urbain	2 Logement	3 Environnement		4 Aménagement et développement rural	TOTAL DU CHAPITRE
					31 Actions de traitement des déchets	38 Autres actions en faveur milieu naturel		
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	212 495,78	1 165 285,22	1 377 781,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	64,88	0,00	64,88
6561	Org. de regroup. (synd. Mixte, entente)	0,00	0,00	0,00	0,00	109 115,00	300 312,18	409 427,18
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65735	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 456,26	293 456,26
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	35 565,90	0,00	35 565,90
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 500,00	151 500,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	0,00	0,00	0,00	67 750,00	418 016,78	485 766,78
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00	7 050,00
6713	Dots et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00	7 050,00
RECETTES – REALISATIONS		1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 287 783,61	572 676,10	1 861 959,71
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 166,78	416 166,78
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 182,78	4 182,78
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 984,00	411 984,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 006,41	0,00	1 060 006,41
7327	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 006,41	0,00	1 060 006,41
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	227 777,20	90 000,00	317 777,20
7474	Participation Communes et interco	0,00	0,00	0,00	0,00	59 867,90	0,00	59 867,90
7475	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	167 909,30	0,00	167 909,30
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 234,15	37 234,15
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 234,17	2 234,17
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 999,98	34 999,98
77	Produits exceptionnels	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 275,17	30 775,17
7718	Autres prod. except. opération gestion	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 275,17	29 275,17

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Transports scolaires	2 Transports publics de voyageurs					8 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Routier	22 Ferroviaire	23 Maritime	24 Fluvial	25 Aérien		
DEPENSES – REALISATIONS		0,00	6 091 469,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 469,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
73913	Attributions de compensation CVAE	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Structures d'animation et développement	2 Agriculture et pêche		3 Industrie, commerce et artisanat	4 Développement touristique	5 Maintenance services publics non départ.	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Laboratoire départemental	28 Autres				
DEPENSES – REALISATIONS		1 582 790,74	21 000,00	231 340,51	0,00	1 020 159,12	1 468 770,63	0,00	4 324 061,00
011	Charges à caractère général	973,30	0,00	0,00	0,00	0,00	7 291,51	0,00	8 264,81
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	528,38	0,00	528,38
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 264,79	0,00	4 264,79
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,62	0,00	64,62
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 861,08	0,00	1 861,08
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,44	0,00	253,44
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319,20	0,00	319,20
6251	Voyages, déplacements et missions	973,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	973,30
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 581 817,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 581 817,44
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 651,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 651,00
64111	Rémunération principale titulaires	869 070,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	869 070,29
64112	SFT, indemnité résidence	12 241,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 241,10
64113	NBI	15 665,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 665,62
64118	Autres indemnités titulaires	209 411,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 411,76
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	148 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 336,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	318 131,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 131,67
6488	Autres charges	2 310,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 310,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	21 000,00	231 340,51	0,00	1 023 149,40	1 461 479,12	0,00	2 736 969,03
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	6 319,53	0,00	10 000,00	0,00	0,00	16 319,53
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	8 020,98	0,00	20 000,00	0,00	0,00	28 020,98
6561	Org. de regroup. (synd. Mixte, entente)	0,00	0,00	0,00	0,00	916 771,50	44 000,00	0,00	960 771,50
6568	Autres participations	0,00	0,00	217 000,00	0,00	76 377,90	0,00	0,00	293 377,90
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	1 417 479,12	0,00	1 438 479,12
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES – REALISATIONS		0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,10	21 576,37	0,00	24 711,47
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 021,37	0,00	10 021,37
70323	Red.occupation dom. public départemental	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 021,37	0,00	10 021,37
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 555,00	0,00	11 555,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services communs	1 Structures d'animation et développement	2 Agriculture et pêche		3 Industrie, commerce et artisanat	4 Développement touristique	5 Maintien services publics non départ.	TOTAL DU CHAPITRE
				21 Laboratoire départemental	28 Autres				
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 555,00	0,00	11 555,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,10	0,00	0,00	3 135,10
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,10	0,00	0,00	3 135,10

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°050282	26/10/2005	1 431 429,50	1 431 429,50	0,00	1 431 429,50	0,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°060101	30/03/2006	4 544 300,00	4 544 300,00	0,00	565 600,00	3 978 700,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°091079	04/03/2009	4 575 313,00	4 575 313,00	12 104,64	371 011,00	4 204 302,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°090437	30/09/2009	3 211 306,00	3 211 306,00	117 683,88	592 180,00	2 619 126,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°100099	08/03/2010	2 474 759,85	2 474 759,85	83 699,44	435 818,50	2 038 941,35
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		16 237 108,35	16 237 108,35	213 487,96	3 396 039,00	12 841 069,35

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 3211-2 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					572 315 730,24									
1641 Emprunts en euros (total)					520 775 730,24									
00003127154	CREDIT AGRICOLE	07/07/2020	14/12/2020	01/04/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
10160181	ARKEA	13/07/2017	15/12/2017	30/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
1119063	CAISSE D'EPARGNE	22/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	4,000	EUR	T	C	O	A-1
1119986	CREDIT AGRICOLE	01/07/2015	22/12/2015	01/04/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
1129777	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/02/2010	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
1220017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	20/04/2012	01/05/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
1220024	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	10/04/2012	01/11/2012	4 500 000,00	V	LEP + 1.35	4,100	4,100	EUR	T	C	O	A-1
12232102	ARKEA	27/06/2018	27/06/2018	28/03/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,660	EUR	T	C	O	A-1
1365567	CREDIT AGRICOLE	29/07/2016	22/12/2016	01/05/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	1,670	EUR	T	C	O	A-1
1419098	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2014	19/12/2014	19/03/2015	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,680	EUR	T	C	O	A-1
1446892	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2011	30/12/2011	30/03/2012	5 200 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	4,050	EUR	T	C	O	A-1
1619152	CAISSE D'EPARGNE	29/07/2016	23/12/2016	25/03/2017	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
16583002004	SOCIETE GENERALE	31/03/2007	31/03/2007	03/04/2008	10 000 000,00	V	(TAG 12M(Postfixé)-Floor -0.0325 sur TAG 12M(Postfixé)) + 0.0325	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
1719126	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2017	15/12/2017	25/03/2018	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,100	EUR	T	C	O	A-1
17260005001	SOCIETE GENERALE	30/04/2008	30/04/2008	30/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,720	EUR	A	P	O	A-1
1819091	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2018	27/06/2018	25/03/2019	12 000 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	C	O	A-1
200611232	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2006	18/12/2006	25/03/2007	17 200 000,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,950	EUR	T	P	O	A-1
2374104	SOCIETE GENERALE	19/07/2019	16/12/2019	16/03/2020	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
247491	DEXIA CL	31/12/2007	30/12/2007	01/01/2009	15 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.0045)-Floor -0.0045 sur TAM(Postfixé)	3,900	3,960	EUR	A	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
256123	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/10/2007	15/10/2007	15/01/2008	25 600 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.005 sur TAM(Postfixé)) + 0.005	3,990	4,050	EUR	T	P	O	A-1
264007	Rivage Investment	18/03/2009	18/12/2008	01/06/2009	7 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.7	3,900	4,020	EUR	T	P	O	A-1
2668786	CREDIT AGRICOLE	12/07/2019	19/12/2019	01/05/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
271152	SFIL CAFFIL	15/07/2010	15/07/2010	01/07/2011	21 959 474,49	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,750	2,790	EUR	A	P	O	A-1
273495	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	487 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
273496	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	262 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
279517	BANQUE POSTALE	07/06/2013	07/06/2013	01/10/2013	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,860	EUR	T	C	O	A-1
282543	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/07/2008	20/07/2008	20/10/2008	20 000 000,00	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,550	EUR	T	P	O	A-1
298473	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/02/2009	13/02/2009	30/04/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,320	EUR	A	P	O	A-1
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/05/2009	01/05/2009	01/02/2010	7 500 000,00	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,000	4,120	EUR	T	P	O	B-1
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	09/11/2009	15/11/2009	15/02/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,690	3,800	EUR	T	P	O	B-1
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,780	3,890	EUR	T	C	O	B-1
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/10/2011	30/12/2011	30/03/2012	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,700	3,810	EUR	T	C	O	B-1
414203	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2015	29/12/2015	31/03/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,150	2,200	EUR	T	C	O	A-1
4309104	CAISSE D'EPARGNE	10/06/2013	10/06/2013	20/03/2014	19 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
4492433	CAISSE D'EPARGNE	16/07/2015	24/12/2015	25/03/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,710	EUR	T	C	O	A-1
5047105	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 850 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
5049510	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	1 000 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5049539	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 150 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5062049	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/11/2017	20/12/2017	01/01/2020	200 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
507747	BANQUE POSTALE	01/06/2015	29/01/2016	01/05/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	T	P	O	A-1
5147482	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	758 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5147689	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	2 971 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
516145	BANQUE POSTALE	20/07/2016	10/02/2017	01/06/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	C	O	A-1
519839	BANQUE POSTALE	13/07/2017	01/12/2017	01/03/2018	8 650 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
522245	BANQUE POSTALE	28/04/2014	30/01/2015	01/02/2016	12 000 000,00	V	Euribor 12M + 1.37	1,640	1,670	EUR	A	C	O	A-1
526957	BANQUE POSTALE	24/05/2018	28/12/2018	01/04/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
5311587	CAISSE D'EPARGNE	06/12/2012	01/01/2018	25/06/2018	120 370,26	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
531775	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	0,960	EUR	T	C	O	A-1
531806	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	5 962 441,01	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	0,500	EUR	T	C	O	A-1
533461 ex 285157	BANQUE POSTALE	06/12/2019	01/01/2020	01/01/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
533533	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
533537	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
5825427	BANQUE POPULAIRE	26/07/2018	20/12/2018	20/03/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
587101001	SOCIETE GENERALE	17/03/2010	22/03/2010	22/06/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	P	O	A-1
621471	CREDIT AGRICOLE	25/04/2012	21/09/2012	20/12/2012	7 500 000,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,580	EUR	T	P	O	A-1
631102001	SOCIETE GENERALE	22/03/2011	11/04/2011	11/05/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,630	EUR	M	C	O	A-1
6763679	CAISSE D'EPARGNE	30/06/2005	30/06/2005	25/01/2006	24 500 000,00	F	Taux fixe à 3.17 %	3,170	3,210	EUR	T	C	O	A-1
682103001	SOCIETE GENERALE	15/11/2011	15/11/2011	15/02/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,080	4,200	EUR	T	C	O	A-1
6936172	CAISSE D'EPARGNE	10/04/2006	10/04/2006	25/02/2007	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
7062447	BANQUE POPULAIRE	29/07/2016	28/12/2016	28/03/2017	271 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
7063036	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	12/02/2017	12/05/2017	3 827 162,27	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,010	EUR	T	P	O	A-1
7063038	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	05/01/2017	05/04/2017	2 036 282,21	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	2,960	EUR	T	P	O	A-1
7063731	BANQUE POPULAIRE	03/08/2017	21/12/2017	21/03/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
719121	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2007	24/04/2007	01/02/2008	25 000 000,00	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac) + 0.25 + 0.67	3,420	3,500	EUR	S	P	O	A-1
8010502	CAISSE D'EPARGNE	29/10/2009	29/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	Livret A + 0.6	1,850	1,890	EUR	T	P	O	A-1
8155894	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	05/12/2012	20/03/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,900	EUR	T	C	O	A-1
819089	CAISSE D'EPARGNE	18/03/2008	18/03/2008	01/01/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,220	EUR	T	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
919225	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2009	28/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.8	1,130	0,000	EUR	T	P	O	A-1
919329	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2009	29/12/2009	30/07/2010	5 600 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	T	P	O	A-1
921908	CREDIT COOPERATIF	24/07/2019	13/12/2019	05/03/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
C710923	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/07/2020	21/12/2020	25/03/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					51 540 000,00									
100099	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/03/2010	20/03/2010	15/06/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,670	EUR	X	X	O	A-1
502820	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/11/2005	15/11/2005	15/02/2007	20 040 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur TAM(Postfixé)	2,230	2,270	EUR	X	X	O	A-1
601010	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/06/2006	15/06/2006	15/06/2007	10 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur TAM(Postfixé)	3,470	3,530	EUR	X	X	O	A-1
90437	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2009	12/10/2009	15/01/2010	8 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.45	0,790	0,830	EUR	X	X	O	A-1
910790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2009	15/03/2009	15/03/2010	7 500 000,00	V	Euribor 12M + 0.6	2,530	2,570	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					572 315 730,24									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		312 059 756,54					30 309 682,63	6 986 096,72	0,00	1 049 545,20
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		299 218 687,19					26 913 643,63	6 772 608,76	0,00	1 049 545,20
00003127154	N	0,00	A-1	6 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,740	0,00	0,00	0,00	2 072,52
10160181	N	0,00	A-1	1 700 000,00	17,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	100 000,00	28 552,50	0,00	0,00
1119063	N	0,00	A-1	6 300 000,00	15,71	F	Taux fixe à 3.94 %	3,930	400 000,00	258 070,00	0,00	10 342,50
1119986	N	0,00	A-1	2 924 187,50	15,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	191 750,00	48 704,50	0,00	11 566,79
1129777	N	0,00	A-1	1 674 296,58	8,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,460	148 548,14	81 481,16	0,00	68 396,41
1220017	N	0,00	A-1	4 390 945,91	6,33	F	Taux fixe à 4.51 %	4,500	523 769,03	221 653,64	0,00	131 471,02
1220024	N	0,00	A-1	2 025 000,00	0,00	V	LEP + 1.35	2,350	300 000,00	53 117,09	0,00	7 876,25
12232102	N	0,00	A-1	1 800 000,00	17,99	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	100 000,00	30 731,26	0,00	165,00
1365567	N	0,00	A-1	2 437 500,00	16,08	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	150 000,00	42 018,76	0,00	6 631,36
1419098	N	0,00	A-1	3 040 000,00	18,97	F	Taux fixe à 2.65 %	2,640	160 000,00	83 210,00	0,00	2 461,56
1446892	N	0,00	A-1	520 000,00	1,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,980	520 000,00	33 761,97	0,00	56,77
1619152	N	0,00	A-1	6 400 000,00	15,98	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	400 000,00	63 175,00	0,00	844,44
16583002004	N	0,00	A-1	5 302 802,82	6,26	F	Taux fixe à 2.48 %	2,510	550 275,80	138 326,10	0,00	10 228,52
1719126	N	0,00	A-1	6 800 000,00	16,98	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	400 000,00	77 550,00	0,00	1 038,89
17260005001	N	0,00	A-1	3 573 814,53	7,33	F	Taux fixe à 4.55 %	4,610	362 128,77	170 902,50	0,00	451,69
1819091	N	0,00	A-1	10 800 000,00	17,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	600 000,00	110 632,50	0,00	1 485,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
200611232	N	0,00	A-1	6 614 832,82	5,98	F	Taux fixe à 3.89 %	3,880	960 672,51	280 786,37	0,00	3 573,85
2374104	N	0,00	A-1	3 800 000,00	18,96	F	Taux fixe à 1.04 %	1,050	200 000,00	41 500,33	0,00	1 646,67
247491	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.0045)-Floor -0.0045 sur TAM(Postfixé)	0,000	750 000,00	0,00	0,00	0,00
256123	N	0,00	A-1	11 831 374,78	6,79	F	Taux fixe à 3.9 %	3,950	1 350 375,99	502 806,01	0,00	98 693,39
264007	N	0,00	A-1	4 523 801,64	13,17	V	Euribor 3M + 0.7	0,300	256 901,70	14 439,49	0,00	648,41
2668786	N	0,00	A-1	1 387 500,00	9,08	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	112 500,00	7 028,34	0,00	1 248,40
271152	N	0,00	A-1	16 172 323,85	14,50	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,640	713 773,79	446 355,85	0,00	213 744,22
273495	N	0,00	A-1	187 184,79	5,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,960	33 516,18	4 101,22	0,00	604,35
273496	N	0,00	A-1	100 791,84	5,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,960	18 047,17	2 208,35	0,00	325,42
279517	N	0,00	A-1	3 616 666,57	7,50	F	Taux fixe à 3.81 %	3,800	466 666,68	148 907,50	0,00	34 065,99
282543	N	0,00	A-1	4 714 082,98	2,55	F	Taux fixe à 4.41 %	4,470	1 578 054,22	255 047,05	0,00	41 578,22
298473	N	0,00	A-1	439 921,26	0,33	F	Taux fixe à 4.19 %	4,250	416 986,97	27 621,39	0,00	3 174,52
299433	N	0,00	B-1	4 293 884,88	8,83	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,060	369 095,60	184 605,98	0,00	28 148,80
309783	N	0,00	B-1	4 686 244,99	13,87	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,740	251 164,59	182 226,65	0,00	21 615,30
346593	N	0,00	B-1	6 916 666,67	20,71	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,830	333 333,33	273 061,25	0,00	11 620,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
352363	N	0,00	B-1	1 399 999,94	6,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,750	233 333,34	58 149,10	0,00	143,89
414203	N	0,00	A-1	2 876 250,00	15,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,180	191 750,00	65 407,75	0,00	0,00
4309104	N	0,00	A-1	10 133 333,24	7,97	F	Taux fixe à 3.46 %	3,450	1 266 666,68	378 005,00	0,00	9 739,26
4492433	N	0,00	A-1	7 500 000,00	14,98	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	500 000,00	132 812,50	0,00	1 770,83
5047105	N	0,00	A-1	3 080 000,02	0,00	V	Livret A + 1	1,730	128 333,33	56 145,83	0,00	3 897,16
5049510	N	0,00	A-1	800 000,02	0,00	V	Livret A + 1	1,730	33 333,33	14 583,33	0,00	1 012,25
5049539	N	0,00	A-1	2 520 000,00	0,00	V	Livret A + 1	1,730	105 000,00	45 937,50	0,00	3 188,59
5062049	N	0,00	A-1	190 000,00	18,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	10 000,00	3 000,00	0,00	2 842,08
507747	N	0,00	A-1	7 903 972,94	15,08	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	454 492,55	130 198,65	0,00	20 596,43
5147482	N	0,00	A-1	606 400,00	15,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	37 900,00	0,00	0,00	0,00
5147689	N	0,00	A-1	2 376 800,00	15,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	148 550,00	0,00	0,00	0,00
516145	N	0,00	A-1	8 125 000,00	16,17	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	500 000,00	129 937,50	0,00	10 079,51
519839	N	0,00	A-1	7 352 500,00	16,92	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	432 500,00	118 153,60	0,00	9 180,41
522245	N	0,00	A-1	9 000 000,00	14,08	V	Euribor 12M + 1.37	1,120	600 000,00	122 737,33	0,00	91 182,00
526957	N	0,00	A-1	9 125 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	500 000,00	151 000,00	0,00	36 094,44
5311587	N	0,00	A-1	96 296,22	11,48	F	Taux fixe à 4.42 %	4,410	8 024,68	4 610,98	0,00	2 187,26
531775	N	0,00	A-1	8 662 500,00	19,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	337 500,00	64 230,00	0,00	20 559,00
531806	N	0,00	A-1	5 515 257,92	9,00	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	447 183,09	21 882,98	0,00	6 817,47
533461 ex 285157	N	0,00	A-1	6 000 000,00	7,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
533533	N	0,00	A-1	10 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.73 %	3,840	0,00	0,00	0,00	2 433,33
533537	N	0,00	A-1	3 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.73 %	3,840	0,00	0,00	0,00	730,00
5825427	N	0,00	A-1	900 000,00	17,97	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	50 000,00	15 086,26	0,00	405,00
587101001	N	0,00	A-1	1 449 274,79	4,23	F	Taux fixe à 3.74 %	3,790	298 780,26	62 250,84	0,00	1 355,07

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
621471	N	0,00	A-1	3 999 140,84	4,97	F	Taux fixe à 4.5 %	4,430	496 297,62	193 997,78	0,00	2 424,66
631102001	N	0,00	A-1	6 133 333,33	15,28	F	Taux fixe à 2.13 %	4,530	400 000,00	288 579,88	0,00	15 231,11
6763679	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 4.47 %	3,180	1 633 333,52	32 360,42	0,00	0,00
682103001	N	0,00	A-1	100 000,00	0,87	F	Taux fixe à 3.17 %	4,140	100 000,00	6 737,66	0,00	521,34
6936172	N	0,00	A-1	9 564 561,82	5,90	F	Taux fixe à 4.08 %	3,790	1 393 541,03	396 706,41	0,00	35 335,74
7062447	N	0,00	A-1	210 777,76	13,99	F	Taux fixe à 3.8 %	1,800	15 055,56	3 963,37	0,00	21,08
7063036	N	0,00	A-1	2 847 651,26	8,86	F	Taux fixe à 1.8 %	2,970	271 956,21	89 943,99	0,00	11 314,67
7063038	N	0,00	A-1	1 226 810,28	4,76	F	Taux fixe à 2.98 %	2,920	224 595,98	40 073,46	0,00	8 487,15
7063731	N	0,00	A-1	425 000,00	16,97	F	Taux fixe à 2.93 %	1,640	25 000,00	7 226,26	0,00	174,25
719121	N	0,00	A-1	10 726 617,59	6,58	V	Taux fixe à 1.64 %	1,110	1 334 925,92	153 965,49	0,00	30 344,41
8010502	N	0,00	A-1	2 542 328,10	9,21	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac)) + 0.25 + 0.67	1,170	249 739,40	31 945,74	0,00	1 242,92
8155894	N	0,00	A-1	2 333 333,44	6,97	F	Livret A + 0.6	4,800	333 333,32	122 254,17	0,00	3 117,59
819089	N	0,00	A-1	2 470 595,42	3,00	V	Taux fixe à 4.81 %	0,000	760 183,20	0,00	0,00	0,00
919225	N	0,00	A-1	2 618 911,64	9,21	V	(Euribor 3M-Floor -0.04 sur Euribor 3M) + 0.04	0,270	249 025,88	7 586,94	0,00	182,74
919329	N	0,00	A-1	3 083 216,21	9,33	V	Euribor 3M + 0.7	0,070	275 748,26	2 284,65	0,00	0,00
921908	N	0,00	A-1	1 350 000,00	8,93	F	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	0,550	150 000,00	7 757,30	0,00	515,63
C710923	N	0,00	A-1	6 000 000,00	19,98	F	Taux fixe à 0.55 %	0,700	0,00	513,33	0,00	641,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00			Taux fixe à 0.77 %		0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		12 841 069,35					3 396 039,00	213 487,96	0,00	0,00
100099	N	0,00	A-1	2 038 941,35	4,21	F	Taux fixe à 3.57 %	3,620	435 818,50	83 699,44	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											ICNE de l'exercice
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
502820	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.05)-Floor -0.05 sur	0,000	1 431 429,50	0,00	0,00	0,00
601010	N	0,00	A-1	3 978 700,00	5,46	F	TAM(Postfixé) (TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur	0,000	565 600,00	0,00	0,00	0,00
90437	N	0,00	A-1	2 619 126,00	3,79	F	TAM(Postfixé) Taux fixe à 0 %	3,920	592 180,00	117 683,88	0,00	0,00
910790	N	0,00	A-1	4 204 302,00	8,96	V	Taux fixe à 3.87 % Euribor 3M + 0.7	0,270	371 011,00	12 104,64	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		312 059 756,54					30 309 682,63	6 986 096,72	0,00	1 049 545,20

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 500 000,00	4 293 884,88	1	20,00		Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	918 316,46	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,060	184 605,98	0,00	1,38
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 000 000,00	4 686 244,99	1	30,00		Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	0,00	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,740	182 226,65	0,00	1,50
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10 000 000,00	6 916 666,67	1	30,00		Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	2 903 388,80	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,830	273 061,25	0,00	2,22
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	3 500 000,00	1 399 999,94	1	15,00		Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	172 397,50	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,750	58 149,10	0,00	0,45
TOTAL (B)		28 000 000,00	17 296 796,48						3 994 102,76			698 042,98	0,00	5,55
Option d'échange (C)														

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		28 000 000,00	17 296 796,48						3 994 102,76			698 042,98	0,00	5,54

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure						
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	72	0	0	0	
	% de l'encours	94,43	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	294 762 960,06	0,00	0,00	0,00	0,00
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4	0	0	0	
	% de l'encours	5,55	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 296 796,48	0,00	0,00	0,00	0,00
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					0
	% de l'encours					0,00
	Montant en euros					0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture										
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles		
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option	
Taux fixe (total)		0,00					0,00					0,00	0,00	
Taux variable simple (total)		8 950 101,41					13 317 637,90					0,00	338 053,02	0,00
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	1 456 426,50	08/01/2041	CA - CIB	SWAP	taux	1 855 198,85	08/04/2009	08/01/2034	T	0,00	54 243,77	0,00	
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	2 192 185,48	27/02/2044	CA - CIB	SWAP	taux	2 656 729,00	27/02/2009	27/02/2034	T	0,00	81 280,43	0,00	
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	1 611 220,97	10/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	3 028 649,54	10/03/2009	10/09/2030	T	0,00	62 704,05	0,00	
2623686C	BEA BRI de Corrèze	1 354 366,39	25/01/2043	CA - CIB	SWAP	taux	1 632 164,08	25/04/2009	25/01/2034	T	0,00	49 748,75	0,00	
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	1 002 939,15	26/02/2033	CA - CIB	SWAP	taux	1 639 047,32	26/02/2009	26/02/2033	T	0,00	38 145,49	0,00	
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	1 332 962,92	16/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	2 505 849,11	16/03/2009	16/09/2030	T	0,00	51 930,53	0,00	
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00					0,00	0,00	
Total		8 950 101,41					13 317 637,90					0,00	338 053,02	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						3 914 796,05	0,00		
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	577 033,94	0,00	A-1	B-1
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	858 604,17	0,00	A-1	B-1
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	816 846,06	0,00	A-1	B-1
2623686C	BEA BRI de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	520 247,25	0,00	A-1	B-1
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	464 995,34	0,00	A-1	B-1
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	677 069,29	0,00	A-1	B-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						3 914 796,05	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

B1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					6 000 000,00	6 000 000,00							0,00	0,00	750 000,00	0,00
247491	2007	C		DEXIA CL	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	A	V	(TAM(Postfixé) + 0.0045)-Floor -0.0045 sur TAM(Postfixé)	0,000		0,00	0,00	750 000,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					6 000 000,00	6 000 000,00								0,00	0,00	0,00
533461 ex 285157	2020	C		BANQUE POSTALE	6 000 000,00	6 000 000,00	7,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000			0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N	B1.7

B1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
621471	25/04/2012	02/12/2020	CREDIT AGRICOLE	6,75	5,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,580	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	7 500 000,00	3 999 140,84	P T	P T	3 999 140,84	2 424,66	193 997,78	496 297,62
Total												7 500 000,00	3 999 140,84			3 999 140,84	2 424,66	193 997,78	496 297,62

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 3321-1 du CGCT) : 500 €		10/04/2020
	Catégories de biens amortis		
L	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les biens mobiliers, matériels et études	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les bâtiments et installations	30	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les projets d'infrastructures d'intérêt national	40	10/04/2020
L	Brevets, licences, logiciels et autres immobilisations incorporelles	2	10/04/2020
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	10/04/2020
L	Bâtiments scolaires	25	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	10/04/2020
L	Terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Terrains de gisement	15	10/04/2020
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	10/04/2020
L	Autres agencements et aménagements de terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	10/04/2020
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	10/04/2020
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	8	10/04/2020
L	Matériel informatique	4	10/04/2020
L	Matériel de bureau et mobilier	10	10/04/2020
L	Matériel de téléphonie	5	10/04/2020
L	Autres immobilisations corporelles	8	10/04/2020
L	Réseaux de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Réseaux divers	10	10/04/2020
L	Equipements, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Collections et œuvres d'art (non amortissable)	0	10/04/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées D = A + B - C
Provisions pour risques et charges (2)		2 726 152,05	550 000,00	183 424,04	3 092 728,01
Provisions pour litiges		250 000,00	50 000,00	0,00	300 000,00
- Provision pour contentieux c/6875	03/07/2019	250 000,00	50 000,00	0,00	300 000,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		2 476 152,05	500 000,00	183 424,04	2 792 728,01
- Provision globale sur restes à recouvrer antérieurs à 2018 c/6817	21/01/2010	1 526 058,44	500 000,00	183 330,43	1 842 728,01
- Déficit ligne aérienne c/6815	04/10/2018	93,61	0,00	93,61	0,00
- Compte Epargne Temps c/6815	12/04/2019	950 000,00	0,00	0,00	950 000,00
Provisions pour dépréciation (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		2 726 152,05	550 000,00	183 424,04	3 092 728,01

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				4 400 000,00	0,00	880 000,00	3 520 000,00
2020	Charges crise sanitaire COVID-19	5	27/11/2020	4 400 000,00	0,00	880 000,00	3 520 000,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (Compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		8 511 539,52	41 000,00		
Avance remboursable - Syndicat Mixte DORSAL - c/2741	14/12/2018	8 423 152,00	0,00		
Avances remboursables - Divers entreprises - c/2748	17/04/2009	53 387,52	41 000,00		
Avance remboursable - CTE partenariat YNOVEA - c/2748	25/09/2020	35 000,00	0,00		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		36 977 183,33	36 937 249,40
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		30 311 000,00	30 309 682,63
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	26 914 961,00	26 913 643,63
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	3 396 039,00	3 396 039,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		6 666 183,33	6 627 566,77
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	2 366 183,33	2 366 183,00
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	4 300 000,00	4 261 383,77
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	36 937 249,40	15 628 711,12	25 041 499,57	77 607 460,09

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		86 673 136,59	III 37 094 723,62
Ressources propres externes de l'année (a)		3 570 699,00	3 563 699,07
10222	FCTVA	3 522 699,00	3 522 699,07
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2748	Autres prêts	48 000,00	41 000,00
Ressources propres internes de l'année (b)		83 102 437,59	33 531 024,55
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	167 000,00	56 612,89
28033	Frais d'insertion	4 000,00	1 913,32
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	98 000,00	37 150,81
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	43 894,53
2804141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	507 000,00	440 575,13
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	17 312 267,34	16 367 918,56
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 000,00	2 375,24
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 125 005,00	1 125 004,34
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	49,10	49,10
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	289 000,00	282 810,12
28041781	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	571 200,00	571 119,16
28041782	Autres EPL : Bâtiments, installations	3 298 000,00	3 297 517,67
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	105 000,00	82 302,46
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	379 000,00	378 854,25
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	308 000,00	286 639,28
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 438 000,00	1 431 594,20
280423	Privé : Projet infrastructure	1 900,00	1 875,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	87 000,00	86 505,29
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	15 000,00	14 851,32
28051	Concessions et droits similaires	805 000,00	798 495,75
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100,00	99,00
28128	Autres aménagements de terrains	1 100,00	1 081,95
281311	Bâtiments administratifs	785 000,00	784 673,58
281312	Bâtiments scolaires	415 000,00	414 921,27
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	178 500,00	178 287,05
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 046 950,00	1 046 942,90
281318	Autres bâtiments publics	342 500,00	334 302,80
281351	Bâtiments publics	368 000,00	330 252,02
2814	Constructions sur sol d'autrui	28 080,20	28 080,20
28152	Installations de voirie	639 500,00	639 376,80
28153	Réseaux divers	50 153,00	50 152,62
28157	Matériel et outillage techniques	414 500,00	413 365,31
2817311	Bâtiments administratifs (m. à dispo)	54 000,00	53 766,31
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	220 900,00	220 883,20
2817313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)	1 995,36	1 995,36
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di)	51 000,00	49 942,39
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	15 000,00	14 039,04
281735	Installations générales (m. à dispo)	224 000,00	223 992,37
28181	Installations générales, aménagt divers	1 600,00	1 544,00
28182	Matériel de transport	599 700,00	599 604,39
281831	Matériel informatique scolaire	884 000,00	842 546,13
281838	Autre matériel informatique	516 000,00	515 175,92
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	66 000,00	65 945,07
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	44 000,00	43 093,91

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28185	Matériel de téléphonie	69 000,00	67 668,63
28188	Autres immo. corporelles	366 000,00	364 354,92
28281	Autres immo. corporelles (affectation)	59 000,00	56 878,99
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	880 000,00	880 000,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	730 000,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	47 492 437,59	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	37 094 723,62	11 925 000,04	0,00	25 041 499,57	74 061 223,23

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 77 607 460,09
Ressources propres disponibles	IV 74 061 223,23
Solde	V = IV - II (2) -3 546 236,86

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Pandémie TVA (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	518 993,20	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	480 288,58
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		518 993,20	Total recettes réelles et mixtes		480 288,58
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		518 993,20	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		480 288,58

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	518 993,20	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	480 288,58
---	-------------------	---	-------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Pandémie TVA (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	518 993,20
60668	Autres produits pharmaceutiques	518 993,20
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		518 993,20

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		518 993,20
-----------------------	--	-------------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	480 288,58
70878	Remboursements des frais par des tiers	480 288,58
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		480 288,58

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
<i>Total des recettes d'ordre</i>		0,00
TOTAL RECETTES		480 288,58

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Pandémie TVA (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1 ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	643 737,14	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	24 361,82
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		643 737,14	Total recettes réelles et mixtes		24 361,82
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		643 737,14	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		24 361,82

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	643 737,14	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	24 361,82
---	-------------------	---	------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	643 737,14
611	Contrats de prestations de services	643 737,14
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		643 737,14

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		643 737,14
-----------------------	--	-------------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	24 361,82
7588	Autres produits divers de gestion courante	24 361,82
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		24 361,82

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
<i>Total des recettes d'ordre</i>		0,00
TOTAL RECETTES		24 361,82

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1 ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	B8

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00	20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00	23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
011	Charges à caractère général	60 093,84	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	134 129,72
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Impositions directes	0,00
			74	Dotations, subventions et participations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	75	Autres produits de gestion courante	0,00
			013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges exceptionnelles	11 715,58	77	Produits exceptionnels	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00	78	Reprises amortissements et provisions	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		71 809,42	Total recettes réelles et mixtes		134 129,72
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		71 809,42	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		134 129,72

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	71 809,42	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	134 129,72
---	------------------	---	-------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	B8

Voirie SMM -TVA (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	60 093,84
607	Achats de marchandises	59 247,19
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	846,65
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	11 715,58
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	11 715,58
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		71 809,42

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		71 809,42
-----------------------	--	------------------

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	134 129,72
705	Etudes	33 627,29
7068	Autres redevances et droits	3 079,69
707	Ventes de marchandises	75 252,54
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	22 170,20
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
78	Reprises amortissements et provisions	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		134 129,72
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		134 129,72

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	B8

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors programme)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors programme)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors programme)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors programme)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Programmes d'équipement votés (1ligne par programme)		0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL RECETTES		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			26 126 186,34	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			26 126 186,34	0,00	
09/01/2020	2020M00001-2188/2020 - 2020 - Autres immobilisations corporelles	2020M00001-2188/2020	184 375,83	0,00	0
14/01/2020	2020B00001-21735/2020 - 2020 - Collège Jean Lurçat Brive	2020B00001-21735/2020	28 673,06	0,00	0
20/01/2020	2020B00002-21351/2020 - 2020 - Marbot bâtiment A	2020B00002-21351/2020	148 576,72	0,00	0
27/01/2020	2020O00001-2031/2020 - 2020-Frais d'Etudes Collège Clémenceau-Int.217312.	2020O00001-2031/2020	7 925,80	0,00	0
06/02/2020	2020O00002-2051/2020 - 2020 - Concessions et droits similaires - BFV	2020O00002-2051/2020	3 002,45	0,00	0
06/02/2020	2020O00003-2051/2020 - 2020 - Concessions et droits similaires	2020O00003-2051/2020	1 179 203,39	0,00	0
07/02/2020	2020B00003-21314/2020 - 2020 - Châlet de Chamonix ERREUR IMPUTATION	2020B00003-21314/2020	0,00	0,00	0
11/02/2020	2020F00001-2312/2020 - 2020 - Réserve de biodiversité -Gravières Argentat	2020F00001-2312/2020	1 937 657,54	0,00	0
13/02/2020	2020B00004-21351/2020 - 2020 - Marbot Bâtiment F	2020B00004-21351/2020	35 049,53	0,00	0
13/02/2020	2020B00005-21351/2020 - 2020 - Résidence Turenne ERREUR IMPUTATION	2020B00005-21351/2020	0,00	0,00	0
13/02/2020	2020B00006-21351/2020 - 2020 - Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	2020B00006-21351/2020	7 172,52	0,00	0
14/02/2020	2020M00002-21831/2020 - 2020 - Matériel informatique scolaire	2020M00002-21831/2020	228 006,00	0,00	0
14/02/2020	2020O00004-2031/2020 - 2020-Frais d'Etudes Informatique - Intégr. 2051	2020O00004-2031/2020	40 090,80	0,00	0
24/02/2020	2020B00008-2317312/2020 - 2020 - Collège de Meymac	2020B00008-2317312/2020	11 442,19	0,00	0
24/02/2020	2020B00009-2317312/2020 - 2020 - Collège de Seilhac	2020B00009-2317312/2020	29 806,08	0,00	0
24/02/2020	2020B00010-21351/2020 - 2020 - MSD Bort-Les-Orgues	2020B00010-21351/2020	6 162,12	0,00	0
24/02/2020	2020M00003-21838/2020 - 2020 - Autre matériel informatique	2020M00003-21838/2020	678 847,07	0,00	0
24/02/2020	2020M00004-2157/2020 - 2020 - Matériel et outillage technique	2020M00004-2157/2020	358 469,72	0,00	0
24/02/2020	2020O00005-2031/2020 - 2020-Frais d'Etudes Collège V. Hugo-Int.217312	2020O00005-2031/2020	0,00	0,00	0
27/02/2020	2020B00011-2317312/2020 - 2020 - Collège de Beaulieu	2020B00011-2317312/2020	40 581,06	0,00	0
28/02/2020	2020B00012-231318/2020 - 2020 - Centre d'Entretien Routier Beynat	2020B00012-231318/2020	507,96	0,00	0
03/03/2020	2020B00013-21351/2020 - 2020 - MSD Egletons	2020B00013-21351/2020	66 265,26	0,00	0
05/03/2020	2020M00005-2157/2020 - 2020 - Matériel et outillage technique - BFV	2020M00005-2157/2020	3 345,85	0,00	0
06/03/2020	2020B00014-2317312/2020 - 2020 - Collège Clémenceau Tulle	2020B00014-2317312/2020	4 179,60	0,00	0
06/03/2020	2020B00015-21351/2020 - 2020 - Marbot Bâtiment D	2020B00015-21351/2020	84 714,22	0,00	0
06/03/2020	2020B00016-21351/2020 - 2020 - MSAP Mercoeur	2020B00016-21351/2020	9 971,14	0,00	0
10/03/2020	2020B00017-21351/2020 - 2020 - Musée du Président J. Chirac à Sarran	2020B00017-21351/2020	136 844,66	0,00	0
10/03/2020	2020B00018-231351/2020 - 2020 - Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	2020B00018-231351/2020	12 755,54	0,00	0
13/03/2020	2020M00006-21838/2020 - 2020 - Autre matériel informatique - BFV	2020M00006-21838/2020	4 351,78	0,00	0
13/03/2020	2020M00007-2185/2020 - 2020 - Matériel de téléphonie	2020M00007-2185/2020	21 500,66	0,00	0
17/03/2020	2020B00019-21351/2020 - 2020 - Centre d'Entretien Routier Sornac	2020B00019-21351/2020	9 828,96	0,00	0
17/03/2020	2020O00010-2033/2020 - 2020-Frais d'Insertion Voirie - Intégr. 2151.	2020O00010-2033/2020	8 643,22	0,00	0
24/03/2020	2020B00020-2317312/2020 - 2020 - Collège de Merlines	2020B00020-2317312/2020	56 375,09	0,00	0
24/03/2020	2020O00011-2031/2020 - 2020-Frais d'Etudes Voirie - Intégr. 2151.	2020O00011-2031/2020	260 765,99	0,00	0
26/03/2020	2020B00021-2317312/2020 - 2020 - Collège d'Argentat	2020B00021-2317312/2020	2 837,71	0,00	0
26/03/2020	2020B00022-21351/2020 - 2020 - Gendarmerie d'Argentat	2020B00022-21351/2020	10 266,61	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
26/03/2020	2020B00023-21351/2020 - 2020 - Centre de vacances La Martière	2020B00023-21351/2020	34 162,72	0,00	0
31/03/2020	2020M00008-2182/2020 - 2020 - Matériel transport - véhicules légers <3,5t	2020M00008-2182/2020	715 170,91	0,00	0
02/04/2020	2020O00012-2031/2020 - 2020-Frais d'études CTE sites hydroélectricité	2020O00012-2031/2020	0,00	0,00	0
14/04/2020	2020B00024-21735/2020 - 2020 - Collège de Beaulieu	2020B00024-21735/2020	52 942,28	0,00	0
17/04/2020	2020M00009-21848/2020 - 2020 - Autres matériels de bureau et mobiliers	2020M00009-21848/2020	56 645,42	0,00	0
22/04/2020	2020B00025-2317312/2020 - 2020 - Collège d'Allassac	2020B00025-2317312/2020	5 287,20	0,00	0
30/04/2020	2020B00026-21351/2020 - 2020 - MSD Brive-Centre ERREUR IMPUTATION	2020B00026-21351/2020	0,00	0,00	0
09/05/2020	2020B00037-21735/2020 - 2020 - Collège V. Hugo Tulle	2020B00037-21735/2020	60 073,62	0,00	0
12/05/2020	2020B00031-21735/2020 - 2020 - Collège de Meymac	2020B00031-21735/2020	28 821,42	0,00	0
14/05/2020	2020B00032-2317312/2020 - 2020 - Collège Jean Lurçat Brive	2020B00032-2317312/2020	79 781,11	0,00	0
14/05/2020	2020M00010-2181/2020 - 2020 - Installations générales	2020M00010-2181/2020	864,00	0,00	0
19/05/2020	2020B00033-21351/2020 - 2020 - Marbot Bâtiment B	2020B00033-21351/2020	5 949,56	0,00	0
26/05/2020	2020B00034-231312/2020 - 2020 - Collège d'Ussel	2020B00034-231312/2020	34 164,64	0,00	0
02/06/2020	2020B00035-21735/2020 - 2020 - Collège de Larche	2020B00035-21735/2020	19 407,35	0,00	0
05/06/2020	2020B00036-231314/2020 - 2020 - Musée Jacques Chirac Sarran	2020B00036-231314/2020	8 353,92	0,00	0
09/06/2020	2020B00038-21351/2020 - 2020 - MSAP Sornac	2020B00038-21351/2020	2 916,26	0,00	0
09/06/2020	2020O00013-2031/2020 - 2020-Frais d'études-Réserve biodiversité Argenteuil	2020O00013-2031/2020	4 992,00	0,00	0
10/06/2020	2020B00040-21351/2020 - 2020 - MSD Meyssac	2020B00040-21351/2020	31 561,25	0,00	0
15/06/2020	2020B00041-21735/2020 - 2020 - Collège d'Argentat	2020B00041-21735/2020	8 768,40	0,00	0
15/06/2020	2020M00011-2188/2020 - 2020 - Autres immobilisations corporelles - BFV	2020M00011-2188/2020	4 205,31	0,00	0
15/06/2020	2020O00014-2031/2020 - 2020-Frais d'études CTE IRVE(recharge véh. élect)	2020O00014-2031/2020	0,00	0,00	0
19/06/2020	2020B00042-21735/2020 - 2020 - Collège Jean Moulin Brive	2020B00042-21735/2020	7 589,80	0,00	0
02/07/2020	2020B00044-21735/2020 - 2020 - Collège Rollinat Brive	2020B00044-21735/2020	12 561,17	0,00	0
06/07/2020	2020B00045-231318/2020 - 2020 - Centre Technique Routier Brive	2020B00045-231318/2020	360,00	0,00	0
16/07/2020	2020B00046-21735/2020 - 2020 - Collège de Meyssac	2020B00046-21735/2020	20 862,84	0,00	0
20/07/2020	2020B00047-21351/2020 - 2020 - Musée H. Queuille Neuvic	2020B00047-21351/2020	2 849,94	0,00	0
22/07/2020	2020B00048-21735/2020 - 2020 - Collège Clémenceau Tulle	2020B00048-21735/2020	114 243,75	0,00	0
23/07/2020	2020M00012-21848/2020 - 2020 - Autres matériels de bureau et mobiliers-BFV	2020M00012-21848/2020	1 874,98	0,00	0
28/07/2020	2020O00015-2033/2020 - 2020-Frais d'Insertion Marbot bât. F -Intég.21351	2020O00015-2033/2020	1 080,00	0,00	0
04/08/2020	2020B00049-21351/2020 - 2020 - Maison de l'Autonomie	2020B00049-21351/2020	2 812,20	0,00	0
04/08/2020	2020B00050-2317312/2020 - 2020 - Collège de Corrèze	2020B00050-2317312/2020	7 488,00	0,00	0
05/08/2020	2020B00053-2317312/2020 - 2020 - Collège de Bort-Les-Orgues	2020B00053-2317312/2020	39 028,62	0,00	0
14/08/2020	2020B00054-21351/2020 - 2020 - Centre d'Entretien Routier Vigeois-Uzerche	2020B00054-21351/2020	735,97	0,00	0
14/08/2020	2020B00055-231312/2020 - 2020 - Collège de Beynat	2020B00055-231312/2020	45 315,48	0,00	0
14/08/2020	2020B00056-231312/2020 - 2020 - Collège Cabanis Brive	2020B00056-231312/2020	1 664,40	0,00	0
14/08/2020	2020M00014-2182/2020 - 2020 - Matériel de transport - camions (>3,5t)	2020M00014-2182/2020	1 234 194,02	0,00	0
24/08/2020	2020B00057-21735/2020 - 2020 - Collège d'Allassac	2020B00057-21735/2020	104 525,51	0,00	0
29/08/2020	2020B00059-2317312/2020 - 2020 - Collège de Lubersac	2020B00059-2317312/2020	18 020,40	0,00	0
03/09/2020	2020B00060-21735/2020 - 2020 - Collège d'Objat	2020B00060-21735/2020	71 688,14	0,00	0
08/09/2020	2020F00003-21728/2020 - 2020-Autres aménag. Aire covoit.St Germain Vergnes	2020F00003-21728/2020	319,80	0,00	0
10/09/2020	2020B00061-21351/2020 - 2020 - MSD Ussel	2020B00061-21351/2020	6 690,99	0,00	0
10/09/2020	2020B00064-21735/2020 - 2020 - Collège de Lubersac	2020B00064-21735/2020	28 154,13	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
10/09/2020	2020B00065-21351/2020 - 2020 - Bibliothèque de prêt ERREUR IMPUTATION	2020B00065-21351/2020	0,00	0,00	0
10/09/2020	2020B00066-231312/2020 - 2020 - Collège d'Egletons ERREUR IMPUTATION	2020B00066-231312/2020	0,00	0,00	0
10/09/2020	2020B00067-231351/2020 - 2020 - Collège d'Objat ERREUR IMPUTATION	2020B00067-231351/2020	0,00	0,00	0
10/09/2020	2020B00062-21352/2020 - 2020 - Résidence Turenne	2020B00062-21352/2020	1 306,98	0,00	0
10/09/2020	2020B00063-21352/2020 - 2020 - MSD Brive Centre	2020B00063-21352/2020	194 388,00	0,00	0
14/09/2020	2020B00068-21735/2020 - 2020 - Collège de Corrèze	2020B00068-21735/2020	48 409,20	0,00	0
14/09/2020	2020B00069-231351/2020 - 2020 - Collège de Neuvic	2020B00069-231351/2020	13 126,69	0,00	0
14/09/2020	2020M00016-21841/2020 - 2020 - Matériel de bureau et mobilier scolaires	2020M00016-21841/2020	34 369,70	0,00	0
17/09/2020	2020B00070-21735/2020 - 2020 - Collège de Merlines	2020B00070-21735/2020	31 065,87	0,00	0
18/09/2020	2020B00071-21735/2020 - 2020 - Collège d'Uzerche	2020B00071-21735/2020	34 641,41	0,00	0
28/09/2020	2020B00072-2317312/2020 - 2020 - Collège de Treignac	2020B00072-2317312/2020	9 084,00	0,00	0
30/09/2020	2020B00073-21351/2020 - 2020 - Centre d'Entretien Routier Meymac	2020B00073-21351/2020	4 630,20	0,00	0
30/09/2020	2020B00074-21735/2020 - 2020 - Bibliothèque de prêt	2020B00074-21735/2020	13 031,94	0,00	0
05/10/2020	2020B00075-21351/2020 - 2020 - Châlet de Chamonix	2020B00075-21351/2020	74 896,16	0,00	0
05/10/2020	2020O00016-2033/2020 - 2020-Frais d'Insertion Sécu. viaduc Rochers Nord	2020O00016-2033/2020	1 080,00	0,00	0
06/10/2020	2020B00076-2317312/2020 - 2020 - Collège d'Egletons	2020B00076-2317312/2020	1 602,72	0,00	0
08/10/2020	2020B00078-21351/2020 - 2020 - MSD Juillac	2020B00078-21351/2020	4 101,66	0,00	0
08/10/2020	2020B00079-21351/2020 - 2020 - Archives Départementales	2020B00079-21351/2020	28 459,48	0,00	0
08/10/2020	2020B00081-21318/2020 - 2020 - Châlet de Chamonix	2020B00081-21318/2020	324,00	0,00	0
13/10/2020	2020B00082-2317312/2020 - 2020 - Collège V. Hugo Tulle	2020B00082-2317312/2020	777,64	0,00	0
14/10/2020	2020B00083-21351/2020 - 2020 - MSD Brive-Ouest	2020B00083-21351/2020	5 164,86	0,00	0
14/10/2020	2020B00084-21351/2020 - 2020 - MSD Brive-Est	2020B00084-21351/2020	1 686,34	0,00	0
14/10/2020	2020B00085-231318/2020 - 2020 - CERBF Neuvic	2020B00085-231318/2020	65 526,00	0,00	0
14/10/2020	2020B00086-231351/2020 - 2020 - MSD Meyssac	2020B00086-231351/2020	530,70	0,00	0
16/10/2020	2020B00087-21735/2020 - 2020 - Collège de Seilhac	2020B00087-21735/2020	32 188,26	0,00	0
17/10/2020	2020B00088-231351/2020 - 2020 - Collège de Beynat	2020B00088-231351/2020	3 196,48	0,00	0
17/10/2020	2020B00089-21351/2020 - 2020 - CERBP Treignac	2020B00089-21351/2020	1 590,00	0,00	0
29/10/2020	2020B00090-21351/2020 - 2020 - Maison du Tourisme	2020B00090-21351/2020	19 045,51	0,00	0
29/10/2020	2020M00029-21788/2020 - 2020 - Autres immob. corp. reçues au titre de MAD	2020M00029-21788/2020	2 265,84	0,00	0
04/11/2020	2020B00091-21312/2020 - 2020 - Collège de Neuvic	2020B00091-21312/2020	1 843,20	0,00	0
04/11/2020	2020B00092-21351/2020 - 2020 - MDSAP Beynat	2020B00092-21351/2020	573,00	0,00	0
05/11/2020	2020B00093-21735/2020 - 2020 - Collège de Bort-Les-Orgues	2020B00093-21735/2020	49 640,08	0,00	0
05/11/2020	2020B00094-21735/2020 - 2020 - Collège d'Egletons	2020B00094-21735/2020	5 862,00	0,00	0
06/11/2020	2020B00095-21312/2020 - 2020 - Collège d'Ussel	2020B00095-21312/2020	42 020,60	0,00	0
13/11/2020	2020B00096-21312/2020 - 2020 - Collège Cabanis Brive	2020B00096-21312/2020	26 016,86	0,00	0
13/11/2020	2020B00097-21312/2020 - 2020 - Collège de Beynat	2020B00097-21312/2020	26 610,27	0,00	0
25/11/2020	2020B00098-21351/2020 - 2020 - Domaine de Sédières	2020B00098-21351/2020	39 176,40	0,00	0
27/11/2020	2020B00099-231314/2020 - 2020 - Centre Sportif de Bugeat	2020B00099-231314/2020	3 600,00	0,00	0
30/11/2020	2020O00017-2031/2020 - 2020-Frais d'études CTE filière hydrogène	2020O00017-2031/2020	0,00	0,00	0
30/11/2020	2020B00100-21352/2020 - 2020 - Gendarmerie Corrèze -Pavillons d'habitation	2020B00100-21352/2020	23 496,96	0,00	0
03/12/2020	2020B00101-21351/2020 - 2020 - Centre d'Entretien Routier Seilhac	2020B00101-21351/2020	29 848,80	0,00	0
09/12/2020	2020B00102-21351/2020 - 2020 - CERBF Neuvic	2020B00102-21351/2020	47 902,39	0,00	0
09/12/2020	2020B00103-217312/2020 - 2020 - Collège de Lubersac	2020B00103-217312/2020	5 180,52	0,00	0
09/12/2020	2020B00104-21351/2020 - 2020 - Gendarmerie de Seilhac	2020B00104-21351/2020	6 986,40	0,00	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
09/12/2020	2020B00105-21351/2020 - 2020 - MDSAP Ussel	2020B00105-21351/2020	15 419,90	0,00	0
10/12/2020	2020B00106-21351/2020 - 2020 - MDSAP Bort-Les-Orgues	2020B00106-21351/2020	6 590,78	0,00	0
10/12/2020	2020B00107-21735/2020 - 2020 - Collège de Treignac	2020B00107-21735/2020	16 509,39	0,00	0
10/12/2020	2020B00108-21351/2020 - 2020 - Centre sportif de Bugeat	2020B00108-21351/2020	105 312,35	0,00	0
16/12/2020	2020B00109-21351/2020 - 2020 - MDSAP Eygurande	2020B00109-21351/2020	1 086,00	0,00	0
16/12/2020	2020O00018-2031/2020 - 2020-Frais d'Etudes 100% fibre -Intég. 2153	2020O00018-2031/2020	180 202,50	0,00	0
16/12/2020	2020B00110-21318/2020 - 2020 - Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	2020B00110-21318/2020	12 247,77	0,00	0
17/12/2020	2020B00114-21351/2020 - 2020 - CER Lubersac	2020B00114-21351/2020	1 883,11	0,00	0
17/12/2020	2020B00115-21312/2020 - 2020 - Collège de Lubersac ERREUR IMPUTATION	2020B00115-21312/2020	0,00	0,00	0
17/12/2020	2020B00116-21313/2020 - 2020 - Maison de l'Autonomie	2020B00116-21313/2020	28 234,92	0,00	0
17/12/2020	2020B00117-231318/2020 - 2020 - CERBF Argentat	2020B00117-231318/2020	6 292,80	0,00	0
17/12/2020	2020B00118-217312/2020 - 2020 - Collège d'Objat	2020B00118-217312/2020	2 147,03	0,00	0
17/12/2020	2020B00113-21318/2020 - 2020 - CERBF Argentat	2020B00113-21318/2020	5 688,00	0,00	0
21/12/2020	2020B00119-21351/2020 - 2020 - MDSAP St-Privat	2020B00119-21351/2020	4 112,96	0,00	0
21/12/2020	2020O00019-2031/2020 - 2020-Frais d'études CTE plan de méthanisation	2020O00019-2031/2020	0,00	0,00	0
22/12/2020	2020B00120-21351/2020 - 2020 - CERBF Argentat	2020B00120-21351/2020	6 054,00	0,00	0
31/12/2020	2020O00054-2031/2020 - 2020-Frais d'études non suivis de réalisation	2020O00054-2031/2020	150 050,88	0,00	0
31/12/2020	2020R00005-2151/2020 - 2020 - Réseaux de voirie (réel)	2020R00005-2151/2020	10 397 631,34	0,00	0
31/12/2020	2020R00006-2152/2020 - 2020 - Installations de voirie (réel)	2020R00006-2152/2020	59 981,24	0,00	0
31/12/2020	2020R00007-23151/2020 - 2020 - Réseaux de voirie en cours	2020R00007-23151/2020	4 762 361,46	0,00	0
31/12/2020	2020R00008-23152/2020 - 2020 - Installations de voirie en cours	2020R00008-23152/2020	934 809,15	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES
IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES
B9.2
ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							230 904,25	-257 230,23	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							230 904,25	-257 230,23	
21/12/2020	2020B20000 - Vente gendarmerie de Juillac	31/12/1979	209 873,95	0	0,00	209 873,95	100 000,00	-109 873,95	0,00
21/12/2020	2020M30000 - Vente d'une épareuse E2494	04/07/1996	0,00	0	0,00	0,00	822,40	822,40	0,00
23/12/2020	2020B10000 - Vente partie anciens bâtiments IUFM	31/12/1963	278 260,53	0	0,00	278 260,53	110 680,00	-167 580,53	0,00
23/12/2020	2020M10001 - Vente CLIO CB353JM	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	700,28	700,28	0,00
23/12/2020	2020M11000 - Vente camion 4x2 benne CE828KY	31/12/1988	0,00	0	0,00	0,00	1 470,61	1 470,61	0,00
23/12/2020	2020M31000 - Vente d'une épareuse E2495	04/07/1996	0,00	0	0,00	0,00	921,27	921,27	0,00
23/12/2020	2020M40000 - Vente camion 4x4 benne CB725KT	31/12/1995	0,00	0	0,00	0,00	2 052,69	2 052,69	0,00
23/12/2020	2020M41000 - Vente CLIO CB558JR	31/12/2002	0,00	0	0,00	0,00	100,15	100,15	0,00
23/12/2020	2020M42000 - Vente fourgon plateau 3800QV19	31/12/2005	0,00	0	0,00	0,00	667,68	667,68	0,00
23/12/2020	2020M43000 - Machine à pneus	28/05/1996	0,00	0	0,00	0,00	404,89	404,89	0,00
23/12/2020	2020M44000 - Vente CLIO 2 CB335JS	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	106,14	106,14	0,00
23/12/2020	2020M50000 - Vente d'une épareuse E2497	04/07/1996	0,00	0	0,00	0,00	581,22	581,22	0,00
23/12/2020	2020M60000 - Vente camion 4x4 TWLOCK CC530CV	31/12/1994	0,00	0	0,00	0,00	2 148,56	2 148,56	0,00
23/12/2020	2020M70000 - Vente remorque signalisation FLR	16/11/2005	0,00	0	0,00	0,00	1 320,20	1 320,20	0,00
23/12/2020	2020M80000 - Vente CLIO CB380JS	31/12/2002	0,00	0	0,00	0,00	528,90	528,90	0,00
23/12/2020	2020M81000 - Vente CLIO CB191JR	31/12/2004	0,00	0	0,00	0,00	1 698,22	1 698,22	0,00
23/12/2020	2020M82000 - Vente CLIO CC915SC	31/12/2004	0,00	0	0,00	0,00	910,20	910,20	0,00
23/12/2020	2020M83000 - Vente TWINGO CC974SK	31/12/2004	0,00	0	0,00	0,00	639,60	639,60	0,00
23/12/2020	2020M84000 - Vente CLIO CB427JS	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	500,20	500,20	0,00
23/12/2020	2020M85000 - Vente CLIO CB634JQ	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	649,44	649,44	0,00

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
23/12/2020	2020M86000 - VENTE CLIO CB868JR	31/12/2003	0,00	0	0,00	0,00	500,20	500,20	0,00
23/12/2020	2020M87000 - Vente débroussailleuse C9938	18/04/2001	0,00	0	0,00	0,00	13,56	13,56	0,00
23/12/2020	2020M88000 - Vente débroussailleuse C9944	27/02/2002	0,00	0	0,00	0,00	10,22	10,22	0,00
23/12/2020	2020M89000 - Vente remorque signalisation FLR C9082	16/11/2005	0,00	0	0,00	0,00	1 183,26	1 183,26	0,00
23/12/2020	2020M90000 - Vente camion 4x4 TWLOCK CC215YK	31/12/1994	0,00	0	0,00	0,00	2 294,36	2 294,36	0,00

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	730 000,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	230 904,25
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	488 134,48

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – BATIMENTS SCOLAIRES	B11.1

Bâtiments scolaires et administratifs (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			70 828 874,13		22 879 290,01	1 474 244,36	46 475 280,17
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			70 828 874,13		22 879 290,01	1 474 244,36	46 475 280,17
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/1963	908 119,45	50	363 247,80	18 162,39	526 709,26
	GROSSES REP DIVERS BAT ADMINIST	31/12/1988	412 443,40	50	164 977,38	8 248,87	239 217,15
	COLLEGE BUGEAT	31/12/1989	112 378,08	50	60 684,14	2 247,56	49 446,37
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/1991	17 014 491,46	50	9 187 825,41	340 289,83	7 486 376,22
	COLLEGE NEUVIC	31/12/1991	1 647 315,53	50	922 496,69	32 946,31	691 872,53
	COLLEGE SEILHAC	31/12/1991	821 387,74	50	492 832,57	16 427,75	312 127,41
	COLLEGE OBJAT	31/12/1995	633 891,10	50	291 589,88	12 677,82	329 623,40
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/1996	4 463,48	50	2 053,21	89,27	2 321,00
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/1996	388 442,52	50	178 683,55	7 768,85	201 990,12
	COLLEGE JEAN LURCAT BRIVE	31/12/1996	853 195,83	50	392 470,14	17 063,92	443 661,77
	ACQUISITIONS DIVERS BAT ADMINISTRATIFS	31/12/1997	383 002,87	50	168 521,30	7 660,06	206 821,51
	ETUDES DIVERSES	31/12/1997	460 624,02	50	147 399,68	9 212,48	304 011,86
	IMMEUBLE FRANCE TELECOM TULLE	31/12/1998	180 805,37	50	75 938,29	3 616,11	101 250,97
	IUFM TULLE	31/12/1998	8 487,81	50	3 564,94	169,76	4 753,12
	GROSSES REP DIVERS BAT ADMINIST	31/12/1999	8 787,28	50	3 514,83	175,75	5 096,71
	COLLEGE LARCHE	31/12/1999	59 088,86	50	23 635,58	1 181,78	34 271,50
	COLLEGE BEYNAT	31/12/1999	309 648,59	50	123 859,41	6 192,97	179 596,21
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2000	1 088 804,92	50	413 745,90	21 776,10	653 282,93
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2000	581,99	50	221,16	11,64	349,19
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2000	19 515,85	50	7 416,07	390,32	11 709,46
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2000	5 572,70	50	2 117,56	111,45	3 343,68
	COLLEGE LARCHE	31/12/2000	52 727,83	50	20 036,63	1 054,56	31 636,64
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2000	309 066,54	50	117 445,27	6 181,33	185 439,94
	COLLEGE OBJAT	31/12/2000	819,43	50	311,41	16,39	491,64
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2000	137 847,26	50	52 382,04	2 756,95	82 708,28
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2001	623 322,61	50	199 463,21	12 466,45	411 392,95
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2001	19 848,74	50	7 145,47	396,97	12 306,29
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2001	83 055,27	50	29 899,97	1 661,11	51 494,20
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2001	78 846,59	50	28 384,75	1 576,93	48 884,91
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2001	5 855,32	50	2 107,97	117,11	3 630,24
	COLLEGE LARCHE	31/12/2001	735 350,95	50	264 726,36	14 707,02	455 917,57
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2001	5 713,05	50	2 056,68	114,26	3 542,11
	COLLEGE JEAN LURCAT BRIVE	31/12/2001	3 172,97	50	1 142,28	63,46	1 967,23
	COLLEGE OBJAT	31/12/2001	42 695,02	50	15 370,20	853,90	26 470,92
	ETUDES DIVERSES	31/12/2001	310 043,27	50	111 615,65	6 200,87	192 226,76
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2001	111 732,73	50	40 223,71	2 175,09	69 274,36
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2002	332 901,96	50	106 528,64	6 658,04	219 715,28

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	RESIDENCE TURENNE achat	31/12/2002	232 005,43	50	78 881,87	4 640,11	148 483,46
	Travaux /Résidence Turenne	31/12/2002	95 858,22	50	32 591,73	1 917,16	61 349,32
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2002	18 014,37	50	6 124,92	360,29	11 529,16
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2002	6 710,90	50	2 281,73	134,22	4 294,95
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2002	282 371,10	50	96 006,15	5 647,42	180 717,53
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2002	9 216,51	50	3 133,61	184,33	5 898,57
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2002	6 216,20	50	2 113,45	124,32	3 978,42
	COLLEGE LARCHE	31/12/2002	25 569,52	50	8 647,68	511,39	16 410,45
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2002	1 346,70	50	457,82	26,93	861,94
	COLLEGE OBJAT	31/12/2002	1 640,96	50	557,94	32,82	1 050,20
	IUFM TULLE	31/12/2002	51 913,76	50	17 650,74	1 038,28	33 224,74
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2003	487 436,26	50	155 979,54	9 748,73	321 708,00
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2003	538 537,44	50	164 330,57	10 770,75	363 436,12
	Maison du Département SORNAC	31/12/2003	37 265,52	50	11 856,67	745,31	24 663,54
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2003	8 282,91	50	2 650,55	165,66	5 466,70
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2003	3 827,16	50	1 224,69	76,54	2 525,93
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2003	1 052 513,57	50	336 804,34	21 050,27	694 658,96
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2003	6 675,14	50	2 136,04	133,50	4 405,59
	PARTIE COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2003	5 638,08	50	1 804,19	112,76	3 721,13
	ETUDES DIVERSES	31/12/2003	38 202,24	50	12 224,72	764,04	25 213,48
	IUFM TULLE	31/12/2003	14 008,54	50	4 482,73	280,17	9 245,64
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2003	440 440,92	50	123 352,13	8 808,82	308 279,97
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2004	1 456 257,00	50	436 877,10	29 125,14	990 254,76
	Travaux /Résidence Turenne	31/12/2004	3 886,76	50	1 166,03	77,74	2 643,00
	Maison du Département LAROCHE C. (ex CMSD)	31/12/2004	1 338,18	50	374,99	26,76	936,43
	Maison du Département UZERCHE	31/12/2004	385 950,45	50	124 817,64	7 719,01	253 413,81
	Maison du Département UZERCHE travx 2003 (ex CMSD)	31/12/2004	837,20	50	251,16	16,74	569,30
	Maison du Département UZERCHE (vient de c/21313 CMSD)	31/12/2004	342 550,08	50	102 729,33	6 851,00	232 969,74
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2004	63 368,24	50	19 010,41	1 267,36	43 090,46
	ETUDES DIVERSES	31/12/2004	6 063,28	50	1 819,04	121,27	4 122,98
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2004	9 650,23	50	2 895,01	193,00	6 562,21
	IUFM TULLE	31/12/2004	66 619,23	50	19 985,71	1 332,38	45 301,13
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	1 794,00	50	502,32	35,88	1 255,80
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	185 516,92	50	73 231,48	3 710,34	108 575,10
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2004	276 018,61	50	74 708,98	5 520,37	195 789,25
	HOTEL DU DEPARTEMENT MARBOT	31/12/2005	4 318 229,31	50	1 209 104,21	86 364,59	3 022 760,52
	Frais d'études et insertion/ divers Maisons du Dépat	31/12/2005	10 335,28	50	2 893,88	206,71	7 234,70
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2005	11 748,93	50	3 289,70	234,98	8 224,25
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2005	453 067,30	50	126 858,84	9 061,35	317 147,11
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2005	8 945,62	50	2 504,77	178,91	6 261,93
	Maison du Département LAPLEAU achat maison	31/12/2005	30 500,00	50	8 540,00	610,00	21 350,00
	Maison du Département LAROCHE C. (ex CMSD)	31/12/2005	5 463,57	50	1 529,80	109,27	3 824,50
	Maison du Département LAROCHE C. achat maison	31/12/2005	63 175,92	50	17 689,26	1 263,52	44 223,14
	Maison du Département SORNAC	31/12/2005	64 328,56	50	18 012,00	1 286,57	45 029,99
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2005	2 645,21	50	740,66	52,90	1 851,65
	IUFM EC MATER ET PRIM MARQUISAT	31/12/2005	24 294,09	50	6 802,35	485,88	17 005,86
	IUFM TULLE	31/12/2005	82 962,16	50	23 229,40	1 659,24	58 073,51

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2005	337 728,97	50	87 809,53	6 754,58	243 164,86
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2005	38 975,75	50	10 133,69	779,52	28 062,55
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2005	13 907,80	50	3 616,04	278,16	10 013,61
	Hôtel du Dpt Marbot - Extension + études	31/12/2006	4 596 200,55	50	1 195 012,14	91 924,01	3 309 264,40
	Hôtel du Dpt Marbot - Vente Graulier Hélène+ frais	31/12/2006	147 304,17	50	38 299,08	2 946,08	106 059,00
	Insertion / Divers Maisons du Dépt	31/12/2006	3 077,39	50	800,12	61,55	2 215,72
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2006	33 807,41	50	8 789,93	676,15	24 341,34
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2006	43 196,52	50	11 231,10	863,93	31 101,49
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2006	148 061,16	50	38 495,90	2 961,22	106 604,04
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2006	85 296,53	50	22 177,10	1 705,93	61 413,50
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2006	2 392,00	50	621,92	47,84	1 722,24
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2006	9 210,14	50	2 394,64	184,20	6 631,30
	Maison du Département LAPLEAU	31/12/2006	5 239,80	50	1 362,35	104,80	3 772,66
	Maison du Département MEYMAC	31/12/2006	4 186,00	50	1 088,36	83,72	3 013,92
	Maison du Département SORNAC	31/12/2006	388 256,33	50	100 946,65	7 765,13	279 544,56
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2006	123 143,75	50	32 017,38	2 462,88	88 663,50
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2006	2 486,72	50	646,55	49,73	1 790,44
	Maison du Département UZERCHE	31/12/2006	2 207,10	50	573,85	44,14	1 589,11
	IUFM école maternelle et primaire "le MARQUISAT"	31/12/2006	45 811,98	50	11 911,11	916,24	32 984,63
	IUFM TULLE restructuration	31/12/2006	23 742,38	50	6 173,02	474,85	17 094,51
	COLLEGE BUGEAT	31/12/2006	41 979,60	50	10 914,70	839,59	30 225,31
	COLLEGE NEUVIC	31/12/2006	33 861,08	50	8 803,88	677,22	24 379,98
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2006	15 670,02	50	4 074,21	313,40	11 282,41
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2006	35 189,92	50	9 149,38	703,80	25 336,74
	COLLEGE OBJAT	31/12/2006	25 671,15	50	6 674,50	513,42	18 483,23
	COLLEGE BRIVE JEAN LURCAT	31/12/2006	609 915,62	50	158 578,06	12 198,31	439 139,25
	COLLEGE BRIVE CABANIS	31/12/2006	1 052,72	50	273,71	21,05	757,96
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2006	136 518,49	50	35 494,81	2 730,37	98 293,31
	COLLEGES DIVERSES INSERTIONS DE PRESSE	31/12/2006	708,08	50	184,10	14,16	509,82
	ETUDES divers collèges suivies de réalisation	31/12/2006	15 159,42	50	3 941,45	303,19	10 914,78
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2006	2 246,96	50	539,27	44,94	1 662,75
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2006	448 043,13	50	107 530,35	8 960,86	331 551,92
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2006	34 815,65	50	8 355,75	696,31	25 763,58
	MARBOT / Frais d'études 2006 Batiment F	31/12/2007	1 308 995,80	50	314 158,99	26 179,92	968 656,89
	MARBOT / Travaux 2007 Batiment A	31/12/2007	67 241,52	50	16 137,96	1 344,83	49 758,72
	MARBOT / Travaux 2007 Batiment F	31/12/2007	182 645,43	50	43 834,90	3 652,91	135 157,62
	Résidence Turenne	31/12/2007	8 426,23	50	2 022,30	168,52	6 235,41
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2007	256 888,21	50	61 653,17	5 137,76	190 097,28
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2007	137 654,35	50	33 037,04	2 753,09	101 864,22
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2007	87 481,41	50	20 995,54	1 749,63	64 736,24
	Maison du Département EYGURANDE	31/12/2007	637,83	50	153,08	12,76	471,99
	Maison du Département St PRIVAT	31/12/2007	20 724,93	50	4 973,98	414,50	15 336,45
	Maison du Département SORNAC	31/12/2007	294 354,82	50	70 645,16	5 887,10	217 822,57
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2007	52 118,51	50	12 508,44	1 042,37	38 567,70
	COLLEGE Brive J.LURCAT	31/12/2007	36 870,44	50	8 848,91	737,41	27 284,13
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2007	8 303,93	50	1 992,94	166,08	6 144,91
	COLLEGE Beynat	31/12/2007	26 943,46	50	6 466,43	538,87	19 938,16

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	COLLEGE Larche	31/12/2007	20 939,55	50	5 025,49	418,79	15 495,27
	COLLEGE Brive J.MOULIN	31/12/2007	28 638,33	50	6 873,20	572,77	21 192,36
	COLLEGE Bugeat	31/12/2007	18 952,33	50	4 548,56	379,05	14 024,72
	COLLEGE Lubersac	31/12/2007	4 887,09	50	1 172,90	97,74	3 616,45
	COLLEGE Neuvic	31/12/2007	30 038,18	50	7 209,16	600,76	22 228,25
	COLLEGE Objat	31/12/2007	387 361,06	50	92 966,65	7 747,22	286 647,18
	COLLEGE Seilhac	31/12/2007	10 301,14	50	2 469,25	206,02	7 625,86
	Insertion divers collèges	31/12/2007	9 196,15	50	2 207,08	183,92	6 805,15
	IUFM de Tulle	31/12/2007	63 774,60	50	15 305,90	1 275,49	47 193,20
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2007	2 574,70	50	617,94	51,49	1 905,27
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2007	229 841,34	50	55 161,93	4 596,83	170 082,59
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2007	558 245,53	50	133 978,93	11 164,91	413 101,69
	Maison du Département SORNAC	31/12/2008	3 130,24	50	974,45	62,60	2 093,18
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2008	321 668,71	50	70 767,12	6 433,37	244 468,22
	Maison du Département ST PRIVAT	31/12/2008	474 666,87	50	104 426,71	9 493,34	360 746,82
	Maison du Département BUGEAT	31/12/2008	19 329,31	50	4 252,45	386,59	14 690,28
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2008	617 789,55	50	135 913,70	12 355,79	469 520,06
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2008	3 289,96	50	723,79	65,80	2 500,37
	Hôtel du Département Marbot	31/12/2008	468 915,64	50	103 161,44	9 378,31	356 375,89
	Résidence Turenne	31/12/2008	5 690,16	50	1 251,83	113,80	4 324,52
	Collège BUGEAT	31/12/2008	14 373,75	50	3 162,23	287,48	10 924,05
	Collège OBJAT	31/12/2008	23 956,25	50	5 270,38	479,13	18 206,75
	Collège BEYNAT	31/12/2008	439,58	50	96,71	8,79	334,08
	Collège EGLETONS	31/12/2008	58 104,03	50	12 782,90	1 162,08	44 159,05
	IUFM de Tulle	31/12/2008	6 946,36	50	1 528,20	138,93	5 279,23
	Insertions divers collèges BOAMP	31/12/2008	752,64	50	165,58	15,05	572,01
	COLLEGE Allassac	31/12/2008	64 448,31	50	14 178,63	1 288,97	48 980,72
	COLLEGE Beaulieu	31/12/2008	30 731,02	50	6 760,82	614,62	23 355,58
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2008	20 065,80	50	4 414,48	401,32	15 250,01
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2008	65 190,96	50	14 342,01	1 303,82	49 545,13
	COLLEGE Beynat	31/12/2008	18 622,11	50	4 096,86	372,44	14 152,80
	COLLEGE Larche	31/12/2008	37 937,32	50	8 346,21	758,75	28 832,36
	COLLEGE Lubersac	31/12/2008	717,60	50	157,87	14,35	545,38
	COLLEGE Meymac	31/12/2008	207 465,12	50	45 642,33	4 149,30	157 673,49
	COLLEGE Meyssac	31/12/2008	117 696,69	50	25 893,27	2 353,93	89 449,48
	COLLEGE Neuvic	31/12/2008	3 497,33	50	769,41	69,95	2 657,97
	COLLEGE Objat	31/12/2008	114 854,61	50	25 268,01	2 297,09	87 289,50
	COLLEGE Seilhac	31/12/2008	203 329,43	50	44 732,47	4 066,59	154 530,37
	COLLEGE Treignac	31/12/2008	154 123,06	50	33 907,07	3 082,46	117 133,53
	COLLEGE Tulle CLEMENCEAU	31/12/2008	216 690,77	50	47 671,97	4 333,82	164 684,99
	COLLEGE tulle Victor HUGO	31/12/2008	127 231,99	50	27 991,04	2 544,64	96 696,31
	COLLEGE Ussel	31/12/2008	166 917,80	50	36 721,92	3 338,36	126 857,53
	COLLEGE Uzerche	31/12/2008	7 276,89	50	1 600,92	145,54	5 530,44
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2008	5 813,76	50	1 279,03	116,28	4 418,46
	Maison du Département MERCOEUR	31/12/2008	42 467,71	50	9 342,90	849,35	32 275,46
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2008	55 397,15	50	12 187,37	1 107,94	42 101,83
	MARBOT, bâtiments B C D et poste de garde	31/12/2009	201 401,10	50	40 280,22	4 028,02	157 092,86

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Hôtel du Département MARBOT, informatique	31/12/2009	69 855,37	50	13 971,07	1 397,11	54 487,19
	Maison du Département BEYNAT	31/12/2009	2 647,18	50	529,44	52,94	2 064,80
	Maison du Département Bort les Orgues	31/12/2009	5 516,19	50	1 103,24	110,32	4 302,63
	Maison du Département EGLETONS	31/12/2009	6 673,08	50	1 334,62	133,46	5 205,00
	Maison du Département Eygurande	31/12/2009	3 798,50	50	759,70	75,97	2 962,83
	Maison du Département Lapleau	31/12/2009	7 107,28	50	1 421,46	142,15	5 543,68
	Maison du Département LUBERSAC	31/12/2009	1 598,38	50	319,68	31,97	1 246,74
	Maison du Département ST PRIVAT	31/12/2009	139 605,71	50	27 921,14	2 792,11	108 892,45
	Résidence Turenne	31/12/2009	3 793,44	50	682,82	75,87	3 034,75
	COLLEGE Beynat	31/12/2009	312 446,28	50	62 489,26	6 248,93	243 708,10
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2009	307 113,71	50	61 422,74	6 142,27	239 548,69
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2009	19 658,66	50	3 931,73	393,17	15 333,75
	COLLEGE Bugeat	31/12/2009	9 328,80	50	1 865,76	186,58	7 276,46
	COLLEGE Egletons	31/12/2009	85 304,66	50	17 060,93	1 706,09	66 537,63
	COLLEGE Larche	31/12/2009	13 497,84	50	2 699,57	269,96	10 528,32
	COLLEGE Lubersac	31/12/2009	16 913,83	50	3 382,77	338,28	13 192,79
	COLLEGE Neuvic	31/12/2009	9 883,82	50	1 976,76	197,68	7 709,38
	COLLEGE Objat	31/12/2009	63 460,37	50	12 692,07	1 269,21	49 499,09
	COLLEGE Seilhac	31/12/2009	767 986,13	50	153 597,23	15 359,72	599 029,18
	COLLEGE Treignac	31/12/2009	2 491,00	50	498,20	49,82	1 942,98
	Divers collèges Diagnostic accessibilité	31/12/2009	45 755,03	50	9 151,01	915,10	35 688,92
	Divers collèges Etudes et conformité électrique	31/12/2009	14 887,22	50	2 977,44	297,74	11 612,03
	IUFM Tulle	31/12/2009	4 238,00	50	847,60	84,76	3 305,64
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2009	7 315,09	50	1 463,02	146,30	5 705,77
	Maison du Département MEYSSAC	31/12/2009	1 459,36	50	291,87	29,19	1 138,30
	Marbot, Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	1 023,51	50	184,23	20,47	818,81
	Restructuration et sécurité à MARBOT	31/12/2010	84 162,36	50	15 149,22	1 683,25	67 329,89
	Maison du département de St Privat	31/12/2010	2 867,52	50	516,15	57,35	2 294,02
	COLLEGE Brive Jean LURCAT	31/12/2010	11 855,23	50	2 133,94	237,10	9 484,18
	COLLEGE Brive CABANIS, construction d'un gymnase	31/12/2010	1 655 126,32	50	297 922,74	33 102,53	1 324 101,06
	COLLEGE Bugeat	31/12/2010	26 024,16	50	4 684,35	520,48	20 819,33
	COLLEGE Beynat	31/12/2010	36 215,35	50	6 518,76	724,31	28 972,28
	COLLEGE Neuvic	31/12/2010	112 483,57	50	20 247,04	2 249,67	89 986,86
	COLLEGE Objat	31/12/2010	726,00	50	130,68	14,52	580,80
	Collèges Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	15 173,98	50	2 731,32	303,48	12 139,18
	COLLEGE d'Egletons, clôture et sécurité	31/12/2010	54 166,93	50	9 750,05	1 083,34	43 333,54
	Maison du Département BEAULIEU	31/12/2010	5 716,88	50	1 029,04	114,34	4 573,50
	MARBOT, bâtiments B C D et poste de garde	31/12/2011	60 575,32	50	9 692,05	1 211,51	49 671,76
	Maison du Département Egletons	31/12/2011	3 840,23	50	614,44	76,80	3 148,99
	COLLEGE Usse	31/12/2011	15 082,08	50	2 413,13	301,64	12 367,31
	COLLEGE Neuvic	31/12/2011	51 829,07	50	8 292,65	1 036,58	42 499,84
	COLLEGE Egletons	31/12/2011	84 924,76	50	13 587,96	1 698,50	69 638,30
	IUFM	31/12/2011	490,36	50	78,46	9,81	402,10
	COLLEGE CABANIS BRIVE	31/12/2011	3 664,09	50	586,25	73,28	3 004,55
	COLLEGE OBJAT	31/12/2011	55 071,45	50	8 811,43	1 101,43	45 158,59
	COLLEGE J LURCAT BRIVE	31/12/2011	2 468,54	50	394,97	49,37	2 024,20
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2011	17 474,52	50	2 795,92	349,49	14 329,11

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collèges Etudes 2010 suivies de réalisation	31/12/2011	21 025,68	50	3 364,11	420,51	17 241,06
	COLLEGE ALLASSAC	31/12/2011	99 709,02	50	15 953,44	1 994,18	81 761,40
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2011	16 912,88	50	2 706,06	338,26	13 868,56
	COLLEGE BEAULIEU	31/12/2011	19 789,47	50	3 166,32	395,79	16 227,37
	COLLEGE J MOULIN BRIVE	31/12/2011	36 546,29	50	5 847,41	730,93	29 967,96
	COLLEGE ROLLINAT BRIVE	31/12/2011	29 200,45	50	4 672,07	584,01	23 944,37
	COLLEGE BORT	31/12/2011	127 695,32	50	20 431,25	2 553,91	104 710,16
	COLLEGE CORREZE	31/12/2011	19 324,68	50	3 091,95	386,49	15 846,24
	COLLEGE LARCHE	31/12/2011	69 923,01	50	11 187,68	1 398,46	57 336,87
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2011	74 087,13	50	11 853,94	1 481,74	60 751,45
	COLLEGE MERLINES	31/12/2011	37 188,19	50	5 950,11	743,76	30 494,32
	COLLEGE MEYSSAC	31/12/2011	28 257,01	50	4 521,12	565,14	23 170,75
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2011	22 976,61	50	3 676,26	459,53	18 840,82
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/2011	90 252,88	50	14 440,46	1 805,06	74 007,36
	COLLEGE CLEMENCEAU TULLE	31/12/2011	56 615,07	50	9 058,41	1 132,30	46 424,36
	COLLEGE V HUGO TULLE	31/12/2011	233 487,21	50	37 357,95	4 669,74	191 459,51
	COLLEGE UZERCHE	31/12/2011	6 756,62	50	1 081,06	135,13	5 540,43
	Marbot-Construction pour électrification BT local	31/12/2012	1 508,34	50	211,17	30,17	1 267,01
	Maison du Département Beynat - portillon métal.	31/12/2012	1 817,92	50	254,51	36,36	1 527,05
	COLLEGE USSEL	31/12/2012	5 441,80	50	761,85	108,84	4 571,11
	COLLEGE EGLETONS	31/12/2012	34 652,76	50	4 851,39	693,06	29 108,32
	COLLEGE Brive CABANIS	31/12/2012	8 425,53	50	1 179,57	168,51	7 077,45
	Collèges Etudes 2011 suivies de réalisation	31/12/2012	3 133,52	50	438,69	62,67	2 632,16
	COLLEGE ROLLINAT	31/12/2012	855 635,16	50	119 788,92	17 112,70	718 733,53
	COLLEGE MEYSSAC	31/12/2012	1 122,75	50	157,19	22,46	943,11
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2012	72 859,85	50	10 200,38	1 457,20	61 202,27
	COLLEGE TREIGNAC	31/12/2012	27 969,42	50	3 915,72	559,39	23 494,31
	COLLEGE J LURCAT	31/12/2012	272,71	50	38,18	5,45	229,08
	COLLEGE J MOULIN	31/12/2012	16 385,40	50	2 293,96	327,71	13 763,74
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2012	926,90	50	129,77	18,54	778,60
	COLLEGE MEYMAC	31/12/2012	9 880,16	50	1 383,22	197,60	8 299,33
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2012	8 343,80	50	1 168,13	166,88	7 008,79
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2012	8 162,70	50	1 142,78	163,25	6 856,67
	Marbot-Extension réseau basse tension Salle Ceyrac	31/12/2013	5 284,29	50	634,11	105,69	4 544,49
	Marbot-Réaménagements bureaux - Création de cloisons	31/12/2013	7 652,37	50	918,28	153,05	6 581,04
	2013-81-IUFM à Tulle-Création chaufferie - Lot 3 - Ac2	31/12/2013	5 023,20	50	602,78	100,46	4 319,95
	2013-82-IUFM à Tulle -DGD- Création chaufferie indépendante - Lot 4	31/12/2013	2 766,95	50	332,03	55,34	2 379,58
	SI7105-IUFM-CT pour création chaufferie gaz	31/12/2013	1 136,20	50	136,34	22,72	977,13
	2013-79-IUFM à Tulle - Création chaufferie indépendant-Ac 1-Lot1	31/12/2013	5 132,04	50	615,84	102,64	4 413,55
	COLLEGE Egletons-Rideaux pour internat	31/12/2013	51,44	50	6,17	1,03	44,24
	2013-80-IUFM à Tulle - Création chaufferie bâtiment "annexe" - Lot 2	31/12/2013	3 360,76	50	403,29	67,22	2 890,25
	2013-81-IUFM Tulle-Chaufferie bâtiment "annexe"- Lot 3	31/12/2013	5 023,20	50	602,78	100,46	4 319,95
	COLLEGE Egletons-Installation clôture côté vestiaires	31/12/2013	9 994,97	50	1 199,40	199,90	8 595,67
	2013-79-IUFM à Tulle - Création chaufferie - Lot 1 -Solde	31/12/2013	1 805,96	50	216,72	36,12	1 553,13

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	2013-81-IUFM-Création d'une chaufferie - Lot 3 - Ac 1	31/12/2013	40 185,60	50	4 822,27	803,71	34 559,62
	COLLEGE LUBERSAC	31/12/2013	95 288,84	50	11 434,66	1 905,78	81 948,40
	COLLEGE USSEL	31/12/2013	16 546,66	50	1 985,60	330,93	14 230,13
	COLLEGE MEYMAC	31/12/2013	20 678,83	50	2 481,46	413,58	17 783,79
	COLLEGE BEYNAT	31/12/2013	52 018,01	50	6 242,16	1 040,36	44 735,49
	COLLEGE CLEMENCEAU	31/12/2013	995,10	50	119,41	19,90	855,79
	COLLEGE UZERCHE	31/12/2013	6 218,44	50	746,21	124,37	5 347,86
	COLLEGE V HUGO	31/12/2013	9 848,36	50	1 181,80	196,97	8 469,59
	COLLEGE EGLETONS	31/12/2013	6 982,91	50	837,95	139,66	6 005,30
	COLLEGE MERLINES	31/12/2013	5 782,66	50	693,92	115,65	4 973,09
	COLLEGE SEILHAC	31/12/2013	125 870,15	50	15 104,42	2 517,40	108 248,33
	COLLEGE ARGENTAT	31/12/2013	11 830,83	50	1 419,70	236,62	10 174,51
	COLLEGE BEAULIEU	31/12/2013	23 399,74	50	2 807,97	467,99	20 123,78
	COLLEGE BORT	31/12/2013	5 053,55	50	606,43	101,07	4 346,05
	COLLEGE CABANIS	31/12/2013	4 437,16	50	532,46	88,74	3 815,96
	COLLEGE LARCHE	31/12/2013	8 376,22	50	1 005,15	167,52	7 203,55
	COLLEGE OBJAT	31/12/2013	10 554,10	50	1 266,49	211,08	9 076,53
	COLLEGE ALLASSAC	31/12/2013	11 299,70	50	1 355,96	225,99	9 717,74
	COLLEGE ROLLINAT	31/12/2013	1 622,02	50	194,64	32,44	1 394,94
	Frais d'études 2012 suivis de réalisation-COLLEGE CORREZE	31/12/2013	2 978,04	50	357,36	59,56	2 561,11
	Résidence Turenne-Travaux mise aux normes des ascenseurs	31/12/2014	11 844,64	50	1 184,46	236,89	10 423,28
	Maison du Département SORNAC	31/12/2014	1 200,00	50	120,00	24,00	1 056,00
	Bâtiment "Saintipoly" à Tulle - Remplacement couverture existante	31/12/2014	30 484,93	50	3 048,49	609,70	26 826,74
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2014	2 424,37	50	242,44	48,49	2 133,45
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Neuvic	31/12/2014	459,09	50	45,91	9,18	404,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Egletons	31/12/2014	6 190,98	50	619,10	123,82	5 448,06
	Collège d'Egletons	31/12/2014	6 364,30	50	636,43	127,29	5 600,58
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	5 520,00	50	552,00	110,40	4 857,60
	Collège de Meyssac	31/12/2014	80 321,11	50	8 032,11	1 606,42	70 682,58
	Collège d'Ussel	31/12/2014	2 668,20	50	266,82	53,36	2 348,02
	Collège d'Uzerche	31/12/2014	6 429,50	50	642,95	128,59	5 657,96
	Collège de Seilhac	31/12/2014	2 755,20	50	275,52	55,10	2 424,58
	Collège Cabanis Brive	31/12/2014	846,00	50	84,60	16,92	744,48
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	51 963,39	50	5 196,34	1 039,27	45 727,78
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2014	1 770,00	50	177,00	35,40	1 557,60
	Collège d'Objat	31/12/2014	4 620,00	50	462,00	92,40	4 065,60
	Collège de Lubersac	31/12/2014	211 177,63	50	21 117,76	4 223,55	185 836,31
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Corrèze	31/12/2014	2 313,33	50	231,33	46,27	2 035,73
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Clémenceau Tulle	31/12/2014	19 953,34	50	1 995,33	399,07	17 558,94
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Beaulieu	31/12/2014	33 072,10	50	3 307,21	661,44	29 103,45
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Corrèze	31/12/2014	923,31	50	92,33	18,47	812,51
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Larche	31/12/2014	210 618,12	50	21 061,81	4 212,36	185 343,95
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2014	23 735,72	50	2 373,57	474,71	20 887,43
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meymac	31/12/2014	1 096,36	50	109,64	21,93	964,80
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meyssac	31/12/2014	613,40	50	61,34	12,27	539,79
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Seilhac	31/12/2014	21 887,97	50	2 188,80	437,76	19 261,41

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2014	2 883,36	50	288,34	57,67	2 537,35
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2014	214 570,32	50	21 457,03	4 291,41	188 821,88
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Rollinat Brive	31/12/2014	39 171,29	50	3 917,13	783,43	34 470,74
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	66 232,69	50	6 623,27	1 324,65	58 284,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Allasac	31/12/2014	11 891,97	50	1 189,20	237,84	10 464,93
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort	31/12/2014	174,54	50	17,45	3,49	153,60
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Treignac	31/12/2014	1 172,05	50	117,21	23,44	1 031,40
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2014	3 083,53	50	308,35	61,67	2 713,51
	Intégration travaux terminés (c/23)-Divers collèges	31/12/2014	130,93	50	13,09	2,62	115,22
	Maison du Département d'Eygurande	31/12/2015	3 140,10	50	251,21	62,80	2 826,09
	Résidence Turenne Tulle	31/12/2015	2 480,25	50	198,42	49,61	2 232,23
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Département Sornac	31/12/2015	12 446,14	50	995,69	248,92	11 201,53
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2015	6 307,87	50	504,63	126,16	5 677,08
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Egletons	31/12/2015	80 604,67	50	6 448,37	1 612,09	72 544,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - COLLEGE Ussel	31/12/2015	4 638,00	50	371,04	92,76	4 174,20
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Beaulieu	31/12/2015	2 970,23	50	237,62	59,40	2 673,21
	2015 - Collège de Beynat	31/12/2015	81 921,48	50	6 553,72	1 638,43	73 729,33
	2015 - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2015	74 121,49	50	5 929,72	1 482,43	66 709,34
	2015 - Collège de Lubersac	31/12/2015	17 563,68	50	1 405,09	351,27	15 807,31
	2015 - Collège de Merlines	31/12/2015	51 225,23	50	4 098,02	1 024,50	46 102,71
	2015 - Collège de Meyssac	31/12/2015	29 389,96	50	2 351,20	587,80	26 450,96
	2015 - Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	18 829,26	50	1 506,34	376,59	16 946,33
	2015 - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	34 606,43	50	2 768,51	692,13	31 145,79
	2015 - Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	30 990,98	50	2 479,28	619,82	27 891,88
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meyssac	31/12/2015	358 039,14	50	28 643,13	7 160,78	322 235,23
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2015	1 429 327,20	50	114 346,18	28 586,54	1 286 394,48
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	2 000,00	50	160,00	40,00	1 800,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2015	82 782,02	50	6 622,56	1 655,64	74 503,82
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Meymac	31/12/2015	366 363,51	50	29 309,08	7 327,27	329 727,16
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2015	431 185,91	50	34 494,87	8 623,72	388 067,32
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Merlines	31/12/2015	676,80	50	54,14	13,54	609,12
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	3 485,38	50	278,83	69,71	3 136,84
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	1 252,80	50	100,22	25,06	1 127,52
	Marbot	31/12/2016	3 426,98	50	205,62	68,54	3 152,82
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2016	1 057,00	50	63,42	21,14	972,44
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2016	17 877,89	50	1 072,67	357,56	16 447,66
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2016	32 135,42	50	1 928,13	642,71	29 564,59
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2016	117 920,25	50	7 075,22	2 358,41	108 486,63
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2016	484 964,71	50	29 097,88	9 699,29	446 167,53
	2016 - Collège d'Uzerche	31/12/2016	38 842,30	50	2 330,54	776,85	35 734,92
	2016 - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	1 285,84	50	77,15	25,72	1 182,97
	2016 - Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	51 838,69	50	3 110,32	1 036,77	47 691,59
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Beaulieu	31/12/2016	6 000,00	50	360,00	120,00	5 520,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Treignac	31/12/2016	28 848,00	50	1 730,88	576,96	26 540,16
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Seilhac	31/12/2016	15 501,28	50	930,08	310,03	14 261,18
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	86 506,13	50	5 190,37	1 730,12	79 585,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Objat	31/12/2016	21 883,08	50	1 312,98	437,66	20 132,43
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Clémenceau Tulle	31/12/2016	147 965,44	50	8 877,93	2 959,31	136 128,20
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2016	7 764,97	50	465,90	155,30	7 143,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège J. Moulin Brive	31/12/2016	79 289,81	50	4 757,39	1 585,80	72 946,63
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	41 845,37	50	2 510,72	836,91	38 497,74
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège Rollinat Brive	31/12/2016	128 370,03	50	7 702,20	2 567,40	118 100,43
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Larche	31/12/2016	66 204,65	50	3 972,28	1 324,09	60 908,28
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Lubersac	31/12/2016	73 369,18	50	4 402,15	1 467,38	67 499,65
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de Lubersac	31/12/2016	2 466,00	50	147,96	49,32	2 268,72
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège de J. Lurçat Brive	31/12/2016	480,00	50	28,80	9,60	441,60
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège d'Objat	31/12/2016	3 242,40	50	194,54	64,85	2 983,01
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Marbot	31/12/2017	12 658,85	30	843,92	421,96	11 392,97
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Marbot	31/12/2017	610,60	30	40,71	20,35	549,54
	Col de Seilhac-Remplacement extraction cuisine	31/12/2017	4 368,00	30	291,20	145,60	3 931,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2017	49 481,40	30	3 298,76	1 649,38	44 533,26
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	903 828,90	30	60 263,00	30 119,89	813 446,01
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	27 183,57	30	1 812,24	906,12	24 465,21
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2017	10 703,05	30	713,54	356,77	9 632,75
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	76 563,22	30	5 104,21	2 552,11	68 906,90
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	82 694,02	30	5 512,93	2 756,47	74 424,62
	Travaux en régie - Collège Victor Hugo à Tulle	31/12/2017	10 554,76	30	703,65	351,83	9 499,28
	Travaux en régie - Collège de Meyssac	31/12/2017	810,98	30	54,07	27,03	729,88
	Travaux en régie - Collège de Neuvic	31/12/2017	5 679,37	30	378,62	189,31	5 111,43
	Travaux en régie - Collège Jean Lurçat à Brive la Gaillarde	31/12/2017	2 286,90	30	152,46	76,23	2 058,21
	Travaux en régie - Collège Meymac	31/12/2017	3 175,65	30	211,71	105,86	2 858,09
	Travaux en régie - Collège d'Allassac	31/12/2017	200,40	30	13,36	6,68	180,36
	Travaux en régie - Collège de Treignac	31/12/2017	265,87	30	17,72	8,86	239,28
	Travaux en régie - Collège Rollinat à Brive la Gaillarde	31/12/2017	270,17	30	18,01	9,01	243,15
	Travaux en régie - Collège de Beaulieu	31/12/2017	1 669,00	30	111,27	55,63	1 502,10
	Travaux en régie - Collège Cabanis à Brive la Gaillarde	31/12/2017	2 858,16	30	190,54	95,27	2 572,34
	Travaux en régie - Collège de Larche	31/12/2017	587,10	30	39,14	19,57	528,39
	Travaux en régie - Collège de Bort les Orgues	31/12/2017	1 058,54	30	70,57	35,28	952,69
	Travaux en régie - Divers collèges	31/12/2017	2 380,44	30	158,70	79,35	2 142,40
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	71 532,97	30	4 768,86	2 384,43	64 379,67
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	46 141,98	30	3 076,13	1 538,07	41 527,78
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Larche	31/12/2017	1 230,00	30	82,00	41,00	1 107,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Lubersac	31/12/2017	1 075 077,37	30	71 671,82	35 835,91	967 569,63
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2017	15 532,23	30	1 035,48	517,74	13 979,01
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2017	1 938,01	30	129,20	64,60	1 744,21
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Objat	31/12/2017	743,70	30	49,58	24,79	669,33
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2017	1 188,00	30	79,20	39,60	1 069,20
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	119 505,14	30	7 967,01	3 983,50	107 554,63
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2017	720,00	30	48,00	24,00	648,00
	Collège d'Ussel - Wifi	31/12/2017	13 728,00	30	915,20	457,60	12 355,20
	Collèges WIFI-Annonce presse-Câblage dans 5 collèges	31/12/2017	324,00	30	21,60	10,80	291,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	1 886,82	30	125,79	62,89	1 698,14
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meyssac	31/12/2017	15 702,00	30	1 046,80	523,40	14 131,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Argentat	31/12/2017	7 126,44	30	475,10	237,55	6 413,80
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	2 592,48	30	172,83	86,42	2 333,23
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Corrèze	31/12/2017	13 338,97	30	889,26	444,63	12 005,07
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	13 021,20	30	868,08	434,04	11 719,08
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2017	29 513,71	30	1 967,58	983,79	26 562,34
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	27 290,41	30	1 819,36	909,68	24 561,37
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2017	21 781,17	30	1 452,08	726,04	19 603,05
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Lubersac	31/12/2017	3 569,16	30	237,94	118,97	3 212,24
	Frais d'insertion suivis de réalisation - Marbot parking	31/12/2018	864,00	30	28,80	28,80	806,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Neuvic	31/12/2018	2 400,00	25	96,00	96,00	2 208,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2018	99 624,36	25	3 984,97	3 984,97	91 654,41
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bugeat	31/12/2018	3 720,00	25	148,80	148,80	3 422,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2018	205 548,68	25	8 221,95	8 221,95	189 104,79
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2018	33 648,88	25	1 345,96	1 345,96	30 956,97
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2018	3 346,20	25	133,85	133,85	3 078,50
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2018	5 608,80	25	224,35	224,35	5 160,10
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2018	13 829,52	25	553,18	553,18	12 723,16
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Seilhac	31/12/2018	37 199,10	25	1 487,96	1 487,96	34 223,17
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	22 905,32	25	916,21	916,21	21 072,89
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2018	16 269,37	25	650,77	650,77	14 967,82
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Corrèze	31/12/2018	2 025,60	25	81,02	81,02	1 863,55
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Allasac	31/12/2018	71 913,28	25	2 876,53	2 876,53	66 160,22
	Marbot Bâtiment A	31/12/2019	3 969,44	30	0,00	132,31	3 837,13
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Ussel	31/12/2019	813,60	25	0,00	32,54	781,06
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Cabanis Brive	31/12/2019	4 973,25	25	0,00	198,93	4 774,32
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Treignac	31/12/2019	36 223,42	25	0,00	1 448,94	34 774,48
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Neuvic	31/12/2019	19 956,00	25	0,00	798,24	19 157,76
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Egletons	31/12/2019	18 591,82	25	0,00	743,67	17 848,15
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Merlines	31/12/2019	11 512,26	25	0,00	460,49	11 051,77
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Objat	31/12/2019	100 782,00	25	0,00	4 031,28	96 750,72
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2019	26 009,76	25	0,00	1 040,39	24 969,37
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2019	2 131,92	25	0,00	85,28	2 046,64
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Allasac	31/12/2019	66 144,78	25	0,00	2 645,79	63 498,99
	Intégration travaux terminés (c/23) - Divers collèges	31/12/2019	21 336,00	25	0,00	853,44	20 482,56
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Beynat	31/12/2019	3 018,00	25	0,00	120,72	2 897,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Basse Corrèze	31/12/2019	1 134,00	25	0,00	45,36	1 088,64
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Rollinat Brive	31/12/2019	90 431,61	25	0,00	3 617,26	86 814,35
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Beaulieu	31/12/2019	44 345,92	25	0,00	1 773,84	42 572,08
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège J. Moulin Brive	31/12/2019	39 939,14	25	0,00	1 597,57	38 341,57
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Moyenne Corrèze	31/12/2019	4 549,77	25	0,00	181,99	4 367,78
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collèges Haute Corrèze	31/12/2019	5 687,81	25	0,00	227,51	5 460,30
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Clémenceau Tulle	31/12/2019	51 732,77	25	0,00	2 069,31	49 663,46
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Uzerche	31/12/2019	18 951,01	25	0,00	758,04	18 192,97
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Meymac	31/12/2019	7 332,00	25	0,00	293,28	7 038,72
	Frais d'études suivis de réalisation - Collège Argentat	31/12/2019	936,00	25	0,00	37,44	898,56
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – CONSTRUCTIONS	B11.2

Constructions, installations et agencements (hors bâtiments scolaires) (1)

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL			87 182 965,78		27 382 611,27	2 209 015,08	57 591 079,78
Immobilisations incorporelles			0,00		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles			87 182 965,78		27 382 611,27	2 209 015,08	57 591 079,78
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/1963	1 262 105,52	50	504 842,21	25 242,11	732 021,20
	GENDARMERIES DIVERSES CASERNES	31/12/1963	2 230 786,16	50	890 963,49	44 615,72	1 295 206,95
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/1965	2 171 021,31	50	1 085 510,67	43 420,43	1 042 090,22
	ATELIER CARROSSER GARA	01/01/1973	63 251,53	50	2 530,06	1 265,03	59 456,44
	STATION LAVAGE GRAISSA	01/01/1973	16 240,03	50	649,60	324,80	15 265,63
	GARAGE DEUX NIVEAUX	01/01/1974	36 345,27	50	1 453,81	726,91	34 164,55
	GENDARM MASSERET	31/12/1977	171 757,17	50	65 267,73	3 435,14	103 054,30
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/1979	245 576,14	50	98 230,56	4 911,52	142 434,06
	GENDARM BORT	31/12/1979	73 756,01	50	29 197,50	1 475,12	43 083,39
	GENDARM JUILLAC	31/12/1979	306 673,31	50	122 669,33	6 133,47	177 870,52
	GENDARM LARCHE	31/12/1979	233 104,03	50	93 241,61	4 662,08	135 200,34
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/1981	2 731 726,98	50	1 091 085,12	54 634,54	1 586 007,32
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/1986	398 948,86	50	183 516,49	7 978,98	207 453,40
	Ruines des Cars	31/12/1987	62 489,15	50	24 995,66	1 249,78	36 243,71
	Ruines des Cars	31/12/1990	245,08	50	93,13	4,90	147,05
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/1991	77 139,04	50	30 855,60	1 542,78	44 740,66
	GROSSES REP BAT SANI ET SOCIAUX	31/12/1991	209 185,01	50	83 646,56	4 183,70	121 354,75
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/1991	3 281 297,59	50	1 771 900,69	65 625,95	1 443 770,95
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/1992	1 560,16	50	624,01	31,20	904,95
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/1992	82 659,68	50	36 370,20	1 653,19	44 636,29
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE	31/12/1992	432 355,02	50	172 942,00	8 647,10	250 765,92
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE Ouest TUJAC	31/12/1992	36 651,98	50	14 660,80	733,04	21 258,14
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/1992	69 659,50	50	27 863,80	1 393,19	40 402,51
	CENTRE MEDICO SOC BEYNAT	31/12/1992	6 495,60	50	2 598,21	129,91	3 767,48
	CENTRE MEDICO SOC ALLASSAC	31/12/1992	2 144,34	50	857,78	42,89	1 243,67
	BAT REALISES PAR DPT	31/12/1992	150 284,33	50	60 113,73	3 005,69	87 164,91
	CMSD MEYMAC	31/12/1992	3 610,61	50	1 444,23	72,21	2 094,16
	CMSD JUILLAC	31/12/1992	46 124,48	50	17 527,31	922,49	27 674,68
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/1993	28 796,95	50	13 822,55	575,94	14 398,46
	ETUDES SUR BATDIVERS CMSD	31/12/1993	8 761,14	50	3 854,86	175,22	4 731,06
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/1993	250 719,61	50	110 316,63	5 014,39	135 388,59
	GENDARM ARGENTAT	31/12/1993	665 420,53	50	266 168,21	13 308,41	385 943,91

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/1994	31 604,24	50	13 905,86	632,08	17 066,29
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/1994	41 380,53	50	18 808,11	827,61	21 744,81
	SUBDIV BRIVE NORD	31/12/1994	15 531,14	50	7 454,94	310,62	7 765,58
	SUBDIV BRIVE SUD	31/12/1994	4 493,55	50	2 156,91	89,87	2 246,77
	SUBDIV EGLETONS	31/12/1994	24 753,35	50	11 881,62	495,07	12 376,66
	SUBDIV TULLE OUEST	31/12/1994	3 165,75	50	1 519,57	63,32	1 582,87
	SUBDIV TULLE EST	31/12/1994	2 134,22	50	1 067,07	42,68	1 024,46
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/1994	31 195,04	50	14 973,61	623,90	15 597,53
	ex.LABO VETO RUE RAMON TULLE	31/12/1995	1 612 614,48	50	677 298,09	32 252,29	903 064,10
	SUBDIV USSEL	31/12/1995	4 131,42	50	1 983,07	82,63	2 065,72
	DIVERS BAT ETUDES 1995	31/12/1996	117 845,49	50	49 495,11	2 356,91	65 993,47
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE=1250m2	31/12/1996	197 655,22	50	86 968,33	3 953,10	106 733,78
	ANCIEN LVD. Rue Gaston Ramon	31/12/1997	74 419,91	50	32 744,76	1 488,40	40 186,75
	GENDARMERIES GROSSES REPARATIONS	31/12/1997	87 466,92	50	38 485,44	1 749,34	47 232,14
	TRAVAUX FERMES ET PROPRIETES O.I.	31/12/1997	27 120,98	50	11 933,22	542,42	14 645,34
	TRAVAUX TRANSPORTS EQUIP. DIVERS	31/12/1997	20 211,27	50	5 659,15	404,23	14 147,90
	EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX	31/12/1998	24 562,66	50	10 316,27	491,25	13 755,14
	DIVERS CENTRES	31/12/1998	85 636,06	50	30 828,96	1 712,72	53 094,38
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/1998	974 588,61	50	409 327,21	19 491,77	545 769,63
	BATIMENTS CULTURELS	31/12/1998	2 321,48	50	975,02	46,43	1 300,03
	MONUMENTS DIVERS	31/12/1998	32 204,01	50	13 525,68	644,08	18 034,25
	MONUMENTS TRAVAUX IMMOB	31/12/1998	19 068,73	50	8 008,86	381,37	10 678,50
	MUSEES GROSSES REPARATIONS	31/12/1998	25 276,49	50	10 616,13	505,53	14 154,83
	MUSEES travaux	31/12/1998	95 055,05	50	39 923,12	1 901,10	53 230,83
	BAT ADMINISTRATIFS AUTRES	31/12/1998	136 240,29	50	57 220,93	2 724,81	76 294,56
	EQUIPEMENTS DIVERS	31/12/1998	319 422,57	50	134 157,47	6 388,45	178 876,64
	GENDARMERIE DIVERSES CASERNES	31/12/1998	320 622,52	50	100 861,67	6 412,45	213 348,40
	PROPRIETES RURALES	31/12/1998	26 911,72	50	10 764,68	538,23	15 608,80
	CMSD Divers travaux	31/12/1999	9 969,73	50	3 987,82	199,39	5 782,51
	CHAMONIX CHALET	31/12/1999	2 102 493,96	50	840 997,59	42 049,88	1 219 446,49
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/1999	1 089 490,73	50	435 796,28	21 789,81	631 904,63
	batiments divers travx 1999	31/12/1999	100 978,00	50	40 391,19	2 019,56	58 567,25
	Travaux sur bâtiment (bail à construction 30 ans)	31/12/1999	699 322,98	25	419 593,79	27 972,92	251 756,27
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2000	43 954,63	50	16 702,72	879,09	26 372,82
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2000	398,13	50	151,25	7,96	238,92
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2000	3 575,17	50	1 358,51	71,50	2 145,16
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2000	304 362,94	50	115 657,94	6 087,26	182 617,74
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2000	1 231,52	50	467,97	24,63	738,92
	LABO VETO RUE RAMON TULLE	31/12/2000	25 920,03	50	9 849,60	518,40	15 552,03
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2000	59 752,64	50	22 706,00	1 195,05	35 851,59
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2000	48 370,87	50	18 380,94	967,42	29 022,52

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2000	7 192,34	50	2 733,10	143,85	4 315,40
	CHAMONIX CHALET	31/12/2000	245 324,97	50	93 223,49	4 906,50	147 194,98
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2000	49 278,36	50	18 725,78	985,57	29 567,01
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2000	3 536 700,15	50	1 379 656,16	70 734,00	2 086 309,99
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2000	38 227,14	50	14 521,51	764,54	22 941,09
	CENTRE EXPLOIT BEYNAT	31/12/2000	137 303,58	50	49 688,86	2 746,07	84 868,64
	CENTRE EXPLOIT BUGÉAT	31/12/2000	1 095,80	50	419,46	21,92	654,42
	CENTRE EXPLOIT EYGURANDE	31/12/2000	8 350,67	50	3 173,25	167,01	5 010,41
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/2000	4 725,54	50	1 795,70	94,51	2 835,33
	CENTRE EXPLOIT LADIGNAC	31/12/2000	1 589,80	50	604,13	31,80	953,87
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2000	2 948,32	50	1 120,37	58,97	1 768,98
	CENTRE EXPLOIT MEYMAC	31/12/2000	12 510,94	50	4 754,16	250,22	7 506,56
	CENTRE EXPLOIT NEUVIC	31/12/2000	7 409,98	50	2 815,18	148,20	4 446,60
	CENTRE EXPLOIT SEILHAC	31/12/2000	2 426,07	50	921,90	48,52	1 455,64
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2000	68,41	50	26,00	1,37	41,04
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2000	3 711,12	50	1 410,22	74,22	2 226,68
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/2000	3 515,28	50	1 335,72	70,31	2 109,26
	CENTRES TECHNIQUES divers travx	31/12/2000	10 163,44	50	3 658,84	203,27	6 301,33
	GENDARM JUILLAC	31/12/2000	13 568,51	50	5 156,03	271,37	8 141,11
	RESIDENCE Travaux	31/12/2000	611,17	50	232,24	12,22	366,71
	SUBDIV BRIVE NORD	31/12/2000	743,81	50	282,66	14,88	446,28
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2000	2 187,95	50	831,42	43,76	1 312,77
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2000	265 961,77	50	95 746,26	5 319,24	164 896,27
	SUBDIV TREIGNAC	31/12/2000	12 063,25	50	4 584,08	241,27	7 237,91
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/2000	17 099,64	50	6 528,33	341,99	10 229,32
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2001	178 424,91	50	64 232,99	3 568,50	110 623,42
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2001	28 481,62	50	10 253,35	569,63	17 658,64
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2001	203 049,22	50	73 097,65	4 060,98	125 890,58
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2001	1 188,78	50	428,03	23,78	736,98
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2001	76 459,80	50	27 525,59	1 529,20	47 405,02
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2001	46 057,73	50	16 580,71	921,15	28 555,86
	Etudes intégrées aux CMSD en 2001	31/12/2001	231 900,08	50	83 484,00	4 638,00	143 778,07
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2001	12 653,29	50	4 555,19	253,07	7 845,04
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2001	50 484,90	50	18 174,57	1 009,70	31 300,64
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2001	46 799,69	50	16 828,73	935,99	29 034,96
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2001	1 138 535,08	50	409 872,62	22 770,70	705 891,75
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2001	18 152,44	50	6 534,88	363,05	11 254,51
	CENTRE ENTRETIEN BRIVE NORD	31/12/2001	898 764,71	50	323 555,29	17 975,29	557 234,12
	CENTRE EXPLOIT BEYNAT	31/12/2001	12 924,35	50	4 652,77	258,49	8 013,09
	CENTRE EXPLOIT EYGURANDE	31/12/2001	1 924,11	50	692,68	38,48	1 192,95
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/2001	3 155,94	50	1 136,14	63,12	1 956,68

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2001	14 640,40	50	5 270,55	292,81	9 077,05
	CENTRE EXPLOIT LUBERSAC	31/12/2001	3 776,02	50	1 359,37	75,52	2 341,13
	CENTRE EXPLOIT MEYMAC	31/12/2001	4 887,04	50	1 759,33	97,74	3 029,97
	CENTRE EXPLOIT NEUVIC	31/12/2001	3 418,09	50	1 189,21	68,36	2 160,52
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2001	14 597,05	50	5 254,94	291,94	9 050,17
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2001	6 124,92	50	2 204,97	122,50	3 797,45
	GENDARM ARGENTAT	31/12/2001	1 509,86	50	543,55	30,20	936,11
	GENDARM BORT	31/12/2001	6 711,86	50	2 416,27	134,24	4 161,35
	GENDARM LARCHE	31/12/2001	4 508,08	50	1 622,90	90,16	2 795,02
	GENDARM TULLE	31/12/2001	1 490,18	50	536,46	29,80	923,92
	IMMEUBLES D HABITATION rue RAMON	31/12/2001	175,03	50	63,01	3,50	108,52
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2001	12 300,85	50	4 428,31	246,02	7 626,52
	Aménagement paysager musée CHIRAC SARRAN	31/12/2001	40 180,61	50	13 661,39	803,61	25 715,61
	CMSD MEYMAC	31/12/2001	14 191,19	50	4 824,98	283,82	9 082,38
	CMSD JUILLAC	31/12/2001	5 196,37	50	1 766,78	103,93	3 325,66
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2001	452 920,85	50	153 993,10	9 058,42	289 869,33
	SUBDIV TREIGNAC	31/12/2001	2 388,66	50	859,89	47,77	1 480,99
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE	31/12/2001	6 736,04	50	2 425,02	134,72	4 176,30
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2002	102 454,16	50	34 834,41	2 049,08	65 570,66
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2002	2 257,28	50	767,48	45,15	1 444,66
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2002	390 454,22	50	132 754,43	7 809,08	249 890,70
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE 10 rue Delattre CCI	31/12/2002	538,20	50	182,99	10,76	344,45
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2002	3 647,80	50	1 228,87	72,96	2 345,98
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2002	559 290,68	50	190 158,83	11 185,81	357 946,04
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2002	10 378,01	50	3 528,78	207,56	6 641,67
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2002	205 990,02	50	70 036,61	4 119,80	131 833,61
	CENTRE MEDICO SOC UZERCHE	31/12/2002	32 344,18	50	10 997,02	646,88	20 700,28
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2002	446 468,24	50	151 799,20	8 929,36	285 739,67
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2002	22 904,27	50	7 787,45	458,09	14 658,73
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2002	33 141,11	50	11 267,98	662,82	21 210,31
	CHAMONIX CHALET	31/12/2002	151 681,37	50	51 571,67	3 033,63	97 076,08
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2002	134 283,08	50	45 656,25	2 685,66	85 941,17
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2002	261 779,96	50	89 005,19	5 235,60	167 539,17
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2002	20 476,26	50	6 961,93	409,53	13 104,81
	CENTRE ENTRETIEN BRIVE NORD	31/12/2002	324 382,13	50	110 289,92	6 487,64	207 604,56
	CENTRE EXPLOITATION CORREZE	31/12/2002	9 306,80	50	3 164,31	186,14	5 956,35
	CENTRE EXPLOIT BUGEAT	31/12/2002	7 368,01	50	2 496,57	147,36	4 724,08
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2002	32 057,82	50	10 886,13	641,16	20 530,53
	CENTRE EXPLOIT LUBERSAC	31/12/2002	17 100,76	50	5 814,26	342,02	10 944,49
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2002	10 974,50	50	3 731,33	219,49	7 023,68
	CENTRE EXPLOITATION EGLETONS	31/12/2002	501,12	50	170,38	10,02	320,72

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2002	26 199,06	50	8 907,68	523,98	16 767,40
	GENDARM ARGENTAT	31/12/2002	1 803,94	50	599,29	36,08	1 168,57
	GENDARM LARCHE	31/12/2002	4 832,70	50	1 643,12	96,65	3 092,93
	Hotel St Martin = office du tourisme	31/12/2002	51 590,75	50	17 540,93	1 031,82	33 018,01
	HOTEL ST MARTIN achat(Office du tourisme)	31/12/2002	116 712,55	50	39 682,27	2 334,25	74 696,03
	IMMEUBLES D HABITATION rue RAMON	31/12/2002	1 220,96	50	390,71	24,42	805,83
	Aménagement paysager musée CHIRAC SARRAN	31/12/2002	9 675,04	50	3 096,01	193,50	6 385,53
	CMSD MEYMAC	31/12/2002	2 195,94	50	689,43	43,92	1 462,59
	CMSD JUILLAC	31/12/2002	4 444,03	50	1 422,09	88,88	2 933,06
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2002	187 640,82	50	60 045,08	3 752,82	123 842,93
	CENTRE EXPLOIT TREIGNAC	31/12/2002	8 949,26	50	3 042,78	178,99	5 727,49
	ESPACE BERLIOZ A BRIVE	31/12/2002	46 727,38	50	14 967,34	934,55	30 825,50
	CENTRE MEDICO SOC EGLETONS	31/12/2003	13 460,09	50	4 289,90	269,20	8 900,99
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2003	36 556,03	50	11 090,75	731,12	24 734,16
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2003	90 794,71	50	28 962,88	1 815,89	60 015,93
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2003	59 567,79	50	19 061,62	1 191,36	39 314,82
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2003	235 742,60	50	75 437,63	4 714,85	155 590,12
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2003	117 877,86	50	37 720,92	2 357,56	77 799,39
	CENTRE MEDICO SOC TULLE	31/12/2003	908,96	50	290,87	18,18	599,91
	SIGNALETIQUE DIVERS CENTRES	31/12/2003	8 127,37	50	2 600,76	162,55	5 364,06
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2003	294 681,52	50	94 298,09	5 893,63	194 489,80
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2003	184 324,04	50	58 983,69	3 686,48	121 653,87
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2003	56 024,74	50	17 927,92	1 120,49	36 976,33
	CHAMONIX CHALET	31/12/2003	305 153,28	50	97 649,05	6 103,07	201 401,16
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2003	87 051,75	50	27 856,56	1 741,04	57 454,16
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2003	483 643,59	50	154 765,95	9 672,87	319 204,77
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2003	22 346,80	50	6 814,94	446,94	15 084,93
	Ruines des Cars	31/12/2003	77 928,55	50	24 169,92	1 558,57	52 200,06
	CENTRE EXPLOIT LARCHE	31/12/2003	3 650,79	50	1 168,25	73,02	2 409,52
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2003	13 848,51	50	4 431,52	276,97	9 140,02
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2003	48 115,03	50	15 396,81	962,30	31 755,92
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/2003	6 039,80	50	1 932,74	120,80	3 986,27
	CENTRES TECHNIQUES divers travx	31/12/2003	5 709,84	50	1 827,15	114,20	3 768,49
	GENDARM JUILLAC	31/12/2003	2 219,81	50	710,34	44,40	1 465,08
	GENDARM LARCHE	31/12/2003	4 171,58	50	1 334,90	83,43	2 753,25
	GENDARMERIES DIVERSES CASERNES	31/12/2003	31 284,69	50	10 011,10	625,69	20 647,90
	Office du tourisme gros travaux d'installation	31/12/2003	442 528,03	50	141 608,97	8 850,56	292 068,50
	Bât. Rue Gaston Ramon	31/12/2003	4 349,29	50	1 391,77	86,99	2 870,53
	SUBDIV BRIVE NORD	31/12/2003	16 455,68	50	5 265,82	329,11	10 860,75
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2003	1 381,38	50	442,04	27,63	911,71
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE+ études 2002	31/12/2003	53 607,48	50	16 082,25	1 072,15	36 453,08

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Presbytère SARRAN=logt fonct° conservateur, Bail emphyt.Commune	31/12/2003	25 575,56	50	8 695,68	511,51	16 368,37
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2004	116 018,06	50	34 805,40	2 320,36	78 892,30
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2004	556 806,28	50	167 041,94	11 136,13	378 628,22
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2004	36 950,87	50	11 085,29	739,02	25 126,56
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2004	257 781,44	50	82 541,70	5 155,63	170 084,11
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2004	475 410,26	50	142 623,14	9 508,21	323 278,92
	CHAMONIX CHALET	31/12/2004	222 456,89	50	66 737,09	4 449,14	151 270,66
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2004	270 214,04	50	81 064,20	5 404,28	183 745,56
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2004	613 172,63	50	183 951,76	12 263,45	416 957,42
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2004	49 878,62	50	14 963,80	997,57	33 917,25
	CENTRE ENTRETIEN BRIVE NORD	31/12/2004	918,53	50	275,55	18,37	624,61
	DIVERS CENTRES EXPLOITATION	31/12/2004	134 237,28	50	40 271,18	2 424,56	91 281,35
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2004	22 092,23	50	6 627,61	441,84	15 022,77
	GENDARMERIES DIVERSES CASERNES	31/12/2004	13 741,91	50	4 122,57	274,84	9 344,50
	Office du tourisme gros travaux d'installation	31/12/2004	441 223,78	50	132 367,19	8 824,48	300 032,12
	Bât. Rue Gaston Ramon	31/12/2004	28 618,17	50	8 585,53	572,36	19 460,28
	Bâtiment Monestier- Merlines	31/12/2004	13 520,05	50	4 056,00	270,40	9 193,65
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2004	3 707,54	50	1 112,25	74,15	2 521,14
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE ascenseur	31/12/2004	68 540,44	50	19 191,33	1 370,81	47 978,30
	Presbytère SARRAN=logt fonct° conservateur, travaux	31/12/2004	98 675,42	50	21 708,60	1 973,51	74 993,32
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2005	267,98	50	75,03	5,36	187,59
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2005	2 377,53	50	665,71	47,55	1 664,27
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2005	544,18	50	152,37	10,88	380,93
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2005	317 782,16	50	88 979,00	6 355,64	222 447,51
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2005	69 593,07	50	19 486,06	1 391,86	48 715,15
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2005	843,18	50	236,09	16,86	590,23
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2005	1 886 263,82	50	530 517,73	37 725,28	1 318 020,82
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2005	1 329 748,10	50	372 329,47	26 594,96	930 823,67
	CHAMONIX CHALET	31/12/2005	90 040,88	50	25 211,45	1 800,82	63 028,62
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2005	801 718,03	50	224 481,05	16 034,36	561 202,62
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2005	3 050 973,99	50	854 272,72	61 019,48	2 135 681,79
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2005	11 607,15	50	3 250,00	232,14	8 125,01
	Viaduc des Rochers Noirs	31/12/2005	27 508,00	50	7 702,24	550,16	19 255,60
	CENTRE EXPLOIT EYGURANDE	31/12/2005	4 719,86	50	1 321,56	94,40	3 303,90
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/2005	15 097,54	50	4 227,31	301,95	10 568,28
	CENTRE EXPLOIT LADIGNAC	31/12/2005	5 310,24	50	1 486,87	106,20	3 717,17
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2005	1 301,25	50	364,35	26,03	910,88
	CENTRE EXPLOIT LARCHE	31/12/2005	854 785,87	50	239 340,04	17 095,72	598 350,11
	CENTRE EXPLOIT MEYSSAC	31/12/2005	181 985,69	50	50 955,99	3 639,71	127 389,98
	CENTRE EXPLOIT NEUVIC	31/12/2005	2 055,60	50	575,57	41,11	1 438,92

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2005	7 090,99	50	1 985,48	141,82	4 963,69
	CENTRE TECHNI USSEL	31/12/2005	3 831,98	50	1 072,95	76,64	2 682,39
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/2005	22 062,76	50	6 177,57	441,26	15 443,93
	GENDARM JUILLAC	31/12/2005	14 221,51	50	3 982,02	284,43	9 955,06
	Office du tourisme gros travaux d'installation	31/12/2005	26 207,94	50	7 338,22	524,16	18 345,56
	Bât. Rue Gaston Ramon	31/12/2005	83 421,72	50	23 358,08	1 668,43	58 395,20
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2005	226,71	50	63,48	4,53	158,70
	CMSD JUILLAC	31/12/2005	2 544,02	50	661,44	50,88	1 831,70
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE ascenseur	31/12/2005	61 724,61	50	16 048,39	1 234,49	44 441,72
	CENTRE TECHNIC BRIVE	31/12/2005	4 517,29	50	1 174,51	90,35	3 252,44
	CENTRE MEDICO SOC BORT LES ORGUES	31/12/2006	520,26	50	135,27	10,41	374,59
	CENTRE MEDICO SOC MEYSSAC	31/12/2006	759,47	50	197,46	15,19	546,82
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE CENTRE	31/12/2006	3 583,10	50	931,61	71,66	2 579,83
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE TUJAC	31/12/2006	11 199,09	50	2 911,76	223,98	8 063,34
	CENTRE MEDICO SOC USSEL	31/12/2006	5 132,27	50	1 334,39	102,65	3 695,23
	CENTRE MEDICO SOC UZERCHE	31/12/2006	3 560,98	50	925,85	71,22	2 563,91
	CENTRE MEDICO SOC BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2006	84 510,14	50	21 972,64	1 690,20	60 847,30
	CENTRE MEDICO SOC ARGENTAT	31/12/2006	406,64	50	105,73	8,13	292,78
	MAISON DEPARTEMENTALE DES HANDICAPES	31/12/2006	289 402,00	50	75 244,52	5 788,04	208 369,44
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2006	944,84	50	245,66	18,90	680,28
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2006	3 739 228,50	50	972 199,41	74 784,57	2 692 244,52
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2006	6 736 126,44	50	1 751 392,87	134 722,53	4 850 011,04
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2006	155 497,74	50	40 429,41	3 109,95	111 958,37
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2006	4 429 085,18	50	1 151 562,15	88 581,70	3 188 941,33
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2006	4 286,76	50	1 114,56	85,74	3 086,47
	CENTRE ENTRETIEN BRIVE NORD	31/12/2006	1 114,13	50	289,67	22,28	802,17
	CENTRE EXPLOIT BEYNAT	31/12/2006	7 275,64	50	1 891,67	145,51	5 238,46
	CENTRE EXPLOIT BEAULIEU-MEYSSAC création	31/12/2006	630 242,38	50	163 863,02	12 604,85	453 774,51
	CENTRE EXPLOIT BORT LES ORGUES	31/12/2006	1 327,95	50	345,27	26,56	956,12
	CENTRE EXPLOIT EYGURANDE	31/12/2006	221,10	50	57,49	4,42	159,19
	CENTRE EXPLOIT LA ROCHE CANILLAC	31/12/2006	8 751,28	50	2 275,33	175,03	6 300,92
	CENTRE EXPLOIT LAPLEAU	31/12/2006	1 298,53	50	337,62	25,97	934,94
	CENTRE EXPLOIT LARCHE	31/12/2006	24 708,01	50	6 424,08	494,16	17 789,77
	CENTRE EXPLOIT LUBERSAC	31/12/2006	4 371,62	50	1 136,62	87,43	3 147,57
	CENTRE EXPLOIT MEYMAC	31/12/2006	3 286,32	50	854,44	65,73	2 366,15
	CENTRE EXPLOIT SEILHAC	31/12/2006	775,01	50	201,50	15,50	558,01
	CENTRE EXPLOIT SORNAC	31/12/2006	947,76	50	246,42	18,96	682,39
	CENTRE EXPLOIT St PRIVAT	31/12/2006	2 059,99	50	535,60	41,20	1 483,19
	CENTRE EXPLOIT VIGEOIS-UZERCHE création	31/12/2006	20 034,37	50	5 208,94	400,69	14 424,75
	CENTRE TECHNI USSEL aménagements	31/12/2006	7 069,85	50	1 838,16	141,40	5 090,29
	CENTRE TECHNIC TULLE	31/12/2006	32 539,31	50	8 460,22	650,79	23 428,30

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CENTRES TECHNIQUES diverses insertiosn 2006	31/12/2006	3 388,55	50	881,02	67,77	2 439,76
	CENTRES TECHNIQUES divers travaux 2006	31/12/2006	3 569,10	50	927,97	71,38	2 569,75
	GENDARM ARGENTAT	31/12/2006	2 664,53	50	692,78	53,29	1 918,46
	GENDARM JUILLAC	31/12/2006	10 919,80	50	2 839,15	218,40	7 862,26
	GENDARMERIES DIVERSES études diverses	31/12/2006	143,69	50	37,36	2,87	103,46
	SUBDIV EGLETONS	31/12/2006	289,10	50	75,17	5,78	208,15
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE+ études 2003	31/12/2006	38 509,48	50	9 242,28	770,19	28 497,01
	CMSD BORT	31/12/2007	15 297,42	50	3 671,38	305,95	11 320,09
	CMSD BRIVE EST	31/12/2007	7 395,98	50	1 775,04	147,92	5 473,03
	CMSD BRIVE OUEST	31/12/2007	41 763,83	50	10 023,32	835,28	30 905,23
	CMSD USSEL	31/12/2007	1 160,00	50	278,40	23,20	858,40
	CMSD ARGENTAT	31/12/2007	731,26	50	175,50	14,63	541,13
	MAISON DU HANDICAP	31/12/2007	336 774,27	50	80 825,82	6 735,49	249 212,96
	CDE Frais d'étude en vue de la construction	31/12/2007	18 179,20	50	4 363,01	363,58	13 452,61
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2007	64 085,08	50	15 380,50	1 281,70	47 422,88
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oleron	31/12/2007	1 198 697,99	50	287 687,52	23 973,96	887 036,51
	CHAMONIX CHALET	31/12/2007	11 232,09	50	2 695,70	224,64	8 311,75
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2007	1 058 950,79	50	254 148,19	21 179,02	783 623,58
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2007	11 500,04	50	2 760,01	230,00	8 510,03
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2007	744 095,16	50	178 582,84	14 881,90	550 630,42
	SEDIERES	31/12/2007	68 704,38	50	16 489,05	1 374,09	50 841,24
	CTD de Tulle	31/12/2007	63 507,27	50	15 241,74	1 270,15	46 995,38
	MDPH	31/12/2007	21 698,37	50	5 207,61	433,97	16 056,79
	CER Baulieu-Meyssac	31/12/2007	519 753,44	50	124 740,83	10 395,07	384 617,55
	CER Beynat	31/12/2007	10 608,52	50	2 546,04	212,17	7 850,30
	CER Bort	31/12/2007	24 968,20	50	5 992,37	499,36	18 476,47
	CER Bugeat	31/12/2007	1 472,68	50	353,44	29,45	1 089,78
	CER Corrèze	31/12/2007	887,43	50	212,98	17,75	656,70
	CER Egletons	31/12/2007	25 016,39	50	6 003,93	500,33	18 512,13
	CER Eygurande	31/12/2007	1 052,48	50	252,60	21,05	778,84
	CER La Roche Canillac	31/12/2007	3 608,33	50	866,00	72,17	2 670,16
	CER Lagnac	31/12/2007	2 543,89	50	610,53	50,88	1 882,48
	CER Lapleau	31/12/2007	1 091,95	50	262,07	21,84	808,04
	CER Larche	31/12/2007	3 829,59	50	919,10	76,59	2 833,90
	CER Lubersac	31/12/2007	2 945,99	50	707,04	58,92	2 180,03
	CER Mercoeur	31/12/2007	3 162,46	50	758,99	63,25	2 340,22
	CER Meymac	31/12/2007	1 345,20	50	322,85	26,90	995,45
	CER Neuvic	31/12/2007	1 060,85	50	254,60	21,22	785,03
	CER Seilhac	31/12/2007	1 425,13	50	342,03	28,50	1 054,60
	CER Sornac	31/12/2007	1 706,69	50	409,61	34,13	1 262,95
	CER St Privat	31/12/2007	917,33	50	220,16	18,35	678,82

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CER Vigeois-Uzerche	31/12/2007	48 176,28	50	11 562,31	963,53	35 650,45
	CTD USSEL	31/12/2007	2 479,94	50	595,19	49,60	1 835,16
	Gendarmerie Argentat	31/12/2007	17 567,61	50	4 216,23	351,35	13 000,03
	Gendarmerie Juillac	31/12/2007	717,40	50	172,18	14,35	530,88
	Maison Forestière Sédières (Clergoux D 262)	31/12/2007	59 059,00	50	14 174,16	1 181,18	43 703,66
	Travaux sur logement du conservateur à Sarran	31/12/2007	2 682,34	25	1 287,52	107,29	1 287,52
	CMSD JUILLAC	31/12/2007	5 382,04	50	1 184,05	107,64	4 090,35
	CMSD MEYMAC	31/12/2007	7 466,83	50	1 642,70	149,34	5 674,79
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2007	39 732,52	50	8 741,15	794,65	30 196,72
	Gendarmerie Larche (bail emphytéotique Auxifip)	31/12/2007	3 268,98	50	719,18	65,38	2 484,42
	CER Ussac	31/12/2007	1 130,22	50	248,64	22,60	858,97
	CER Ussel	31/12/2007	2 274,39	50	500,37	45,49	1 728,53
	CER de Tulle	31/12/2007	1 583,31	50	348,33	31,67	1 203,32
	CER Treignac	31/12/2007	13 957,80	50	3 070,72	279,16	10 607,92
	CMSD BRIVE ouest TUJAC rue Guimares & J. Cartier	31/12/2008	8 340,90	50	1 835,00	166,82	6 339,08
	CMSD BORT LES ORGUES	31/12/2008	1 833,03	50	403,27	36,66	1 393,10
	CMSD BRIVE CENTRE, Rivet 10 rue Delattre CCI	31/12/2008	3 253,12	50	715,69	65,06	2 472,37
	CMSD USSEL	31/12/2008	2 727,37	50	600,02	54,55	2 072,80
	CMSD MEYSSAC	31/12/2008	2 077,38	50	457,02	41,55	1 578,81
	CMSD ARGENTAT	31/12/2008	2 463,76	50	542,03	49,28	1 872,46
	CMSD BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2008	3 932,84	50	865,22	78,66	2 988,96
	MDPH Antenne de BRIVE	31/12/2008	3 054,58	50	672,01	61,09	2 321,48
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2008	29 055,27	50	6 392,16	581,11	22 082,01
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2008	119 013,39	50	26 182,95	2 380,27	90 450,18
	Musée J. CHIRAC à Sarran - Extension	31/12/2008	100 479,58	50	22 105,51	2 009,59	76 364,48
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2008	52 888,87	50	11 635,55	1 057,78	40 195,54
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT Extension	31/12/2008	64 631,71	50	14 218,98	1 292,63	49 120,10
	Centre Vac."La MARTIERE" St Pierre Oléron	31/12/2008	36 369,77	50	8 001,35	727,40	27 641,03
	CHAMONIX CHALET des AIGUILLES	31/12/2008	2 191,67	50	482,17	43,83	1 665,67
	CER Beynat	31/12/2008	437,74	50	96,30	8,75	332,68
	CER Bugeat	31/12/2008	4 220,45	50	928,50	84,41	3 207,54
	CER Egletons	31/12/2008	3 999,42	50	879,87	79,99	3 039,56
	CER Eygurande	31/12/2008	534,61	50	117,61	10,69	406,30
	CER Larche	31/12/2008	7 059,42	50	1 553,07	141,19	5 365,16
	CER Ladignac	31/12/2008	2 724,01	50	599,28	54,48	2 070,25
	CER La Roche Cannillac	31/12/2008	2 849,83	50	626,96	57,00	2 165,87
	CER Neuvic	31/12/2008	550,86	50	121,19	11,02	418,65
	CER Sornac	31/12/2008	1 119,41	50	246,27	22,39	850,75
	CER Ussel	31/12/2008	6 739,94	50	1 482,79	134,80	5 122,35
	CEE Vigeois-Uzerche	31/12/2008	1 347 607,83	50	296 473,72	26 952,16	1 024 181,95
	CEE Beaulieu	31/12/2008	4 839,60	50	1 064,71	96,79	3 678,10

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CTD Tulle	31/12/2008	16 398,04	50	3 607,57	327,96	12 462,51
	Gendarmerie Argentat	31/12/2008	2 833,31	50	623,33	56,67	2 153,32
	Aires d'autoroutes	31/12/2008	583,77	50	128,43	11,68	443,67
	CMSD JUILLAC	31/12/2008	6 043,87	50	1 329,65	120,88	4 593,34
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2008	67 053,96	50	14 751,87	1 341,08	50 961,01
	CTD Brive	31/12/2008	5 684,75	50	1 250,65	113,70	4 320,41
	CMSD BRIVE- Est, LES CHAPELIES	31/12/2009	1 899,07	50	379,81	37,98	1 481,27
	CMSD BRIVE ouest TUJAC rue Guimares & J. Cartier	31/12/2009	13 604,96	50	2 720,99	272,10	10 611,87
	CMSD EGLETONS	31/12/2009	877,66	50	175,53	17,55	684,57
	CMSD MEYSSAC	31/12/2009	11 001,41	50	2 200,28	220,03	8 581,10
	DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE DES BATIMENTS CMSD	31/12/2009	1 886,48	50	377,30	37,73	1 471,45
	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE DES CMSD	31/12/2009	2 990,64	50	598,13	59,81	2 332,70
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2009	123 427,24	50	24 685,45	2 468,54	96 273,25
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2009	429 323,70	50	85 864,74	8 586,47	334 872,49
	Musée J. CHIRAC à Sarran	31/12/2009	19 899,39	50	3 979,88	397,99	15 521,52
	CENTRE SPORTIF BUGÉAT	31/12/2009	130 082,54	50	26 016,51	2 601,65	101 464,38
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2009	184 629,31	50	36 925,86	3 692,59	144 010,86
	Diagnostic accessibilité bâtiments culturels	31/12/2009	5 931,66	50	1 186,33	118,63	4 626,69
	MAISON DU TOURISME	31/12/2009	42 855,59	50	8 571,12	857,11	33 427,36
	CER Beaulieu	31/12/2009	8 264,11	50	1 652,82	165,28	6 446,01
	CER Beynat	31/12/2009	3 092,83	50	618,57	61,86	2 412,41
	CER Bort les Orgues	31/12/2009	1 320,06	50	264,01	26,40	1 029,65
	CER Bugéat	31/12/2009	8 989,46	50	1 797,89	179,79	7 011,78
	CER Egletons	31/12/2009	111 716,54	50	22 343,31	2 234,33	87 138,90
	CER Eygurande	31/12/2009	7 868,01	50	1 573,60	157,36	6 137,05
	CER La Roche Cannillac	31/12/2009	35 530,04	50	7 106,01	710,60	27 713,43
	CER Ladignac	31/12/2009	7 381,02	50	1 476,20	147,62	5 757,20
	CER Larche	31/12/2009	5 953,66	50	1 190,73	119,07	4 643,85
	CER Lubersac	31/12/2009	9 405,66	50	1 881,13	188,11	7 336,41
	CER Meymac	31/12/2009	33 608,23	50	6 721,65	672,16	26 214,42
	CER Neuvic	31/12/2009	1 229,06	50	245,81	24,58	958,67
	CER Seilhac	31/12/2009	22 726,70	50	4 545,34	454,53	17 726,83
	CER Sornac	31/12/2009	1 404,13	50	280,83	28,08	1 095,22
	CERP Vigeois-Uzerche	31/12/2009	254 523,00	50	50 904,60	5 090,46	198 527,94
	Immeuble rue RAMON (MDPH+ CTD+DSV)	31/12/2009	237 686,86	50	47 537,37	4 753,74	185 395,75
	Mise en conformité électrique des bâtiments techniques	31/12/2009	8 893,96	50	1 778,79	177,88	6 937,29
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2009	75 396,88	50	15 079,38	1 507,94	58 809,57
	CER Treignac	31/12/2009	4 119,36	50	823,87	82,39	3 213,10
	CER de Tulle	31/12/2009	88 201,21	50	17 640,24	1 764,02	68 796,94
	CER Ussac	31/12/2009	706,24	50	141,25	14,12	550,87
	CER Ussel	31/12/2009	4 273,13	50	854,63	85,46	3 333,04

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CMSD Brive centre, onduleur	31/12/2010	1 036,05	50	186,49	20,72	828,84
	CMSD Meyssac, volet et verrière	31/12/2010	4 770,88	50	858,76	95,42	3 816,70
	CMSD Brive Est, radiateurs	31/12/2010	4 540,68	50	817,32	90,81	3 632,54
	CMSD Argentat, sol bureau	31/12/2010	1 070,42	50	192,68	21,41	856,34
	CMSD Uzerche, pose caniveaux	31/12/2010	1 830,60	50	329,51	36,61	1 464,48
	MDPH Tulle, ascenseur et mise en conformité électrique	31/12/2010	13 274,96	50	2 389,49	265,50	10 619,97
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2010	1 379,59	50	248,33	27,59	1 103,67
	MUSEE QUEUILLE NEUVIC	31/12/2010	2 541,07	50	457,39	50,82	2 032,86
	ARCHIVES DEPART. Le Touron TULLE	31/12/2010	11 950,91	50	2 151,16	239,02	9 560,73
	CENTRE SPORTIF BUGEAT	31/12/2010	18 351,41	50	3 303,25	367,03	14 681,13
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2010	662 529,14	50	119 255,25	13 250,58	530 023,31
	MAISON DU TOURISME	31/12/2010	5 415,05	50	974,71	108,30	4 332,04
	CER Lidignac	31/12/2010	1 635,89	50	294,46	32,72	1 308,71
	CER Beaulieu	31/12/2010	704,34	50	126,78	14,09	563,47
	CER Mercoeur	31/12/2010	19 078,46	50	3 434,12	381,57	15 262,77
	CER Meymac	31/12/2010	435,34	50	78,36	8,71	348,27
	CER Bugeat	31/12/2010	32 487,22	50	5 847,70	649,74	25 989,78
	CERP Vigeois Uzerche	31/12/2010	1 280,42	50	230,48	25,61	1 024,34
	CERP Egletons	31/12/2010	437,74	50	78,79	8,75	350,19
	CERP Treignac	31/12/2010	9 689,87	50	1 744,18	193,80	7 751,90
	CERP raccordement téléphonique	31/12/2010	437,74	50	78,79	8,75	350,19
	Gendarmerie Argentat	31/12/2010	558,31	50	100,50	11,17	446,65
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2010	9 938,36	50	1 788,90	198,77	7 950,69
	CER Tulle	31/12/2010	6 797,14	50	1 223,49	135,94	5 437,71
	CER Ussel	31/12/2010	6 773,37	50	1 219,21	135,47	5 418,70
	MDPH Tulle	31/12/2011	22 656,94	50	3 625,11	453,14	18 578,69
	CMSD Meyssac	31/12/2011	12 813,73	50	2 050,20	256,27	10 507,26
	CMSD Brive Ouest	31/12/2011	32 582,38	50	5 213,18	651,65	26 717,55
	CMSD Brive Centre	31/12/2011	88 600,34	50	14 176,05	1 772,01	72 652,28
	CHÂTEAU SEDIERES	31/12/2011	12 646,76	50	2 023,48	252,94	10 370,34
	Musée de NEUVIC	31/12/2011	410,83	50	65,73	8,22	336,88
	Musée de SARRAN	31/12/2011	17 546,03	50	2 807,36	350,92	14 387,74
	Archives départementales	31/12/2011	16 685,60	50	2 669,70	333,71	13 682,19
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2011	27 326,51	50	4 372,24	546,53	22 407,74
	CHAMONIX CHALET des AIGUILLES	31/12/2011	3 708,65	50	593,38	74,17	3 041,09
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2011	631 494,40	50	101 039,10	12 629,89	517 825,41
	Maison du Tourisme	31/12/2011	3 651,84	50	584,29	73,04	2 994,51
	CERP MERCOEUR	31/12/2011	2 054,73	50	328,76	41,09	1 684,88
	CERP BUGEAT	31/12/2011	1 076,40	50	172,22	21,53	882,65
	CERP ST PRIVAT	31/12/2011	1 301,87	50	208,30	26,04	1 067,53
	CER LADIGNAC	31/12/2011	20 762,56	50	3 322,01	415,25	17 025,30

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	CERP BORT	31/12/2011	4 042,48	50	646,80	80,85	3 314,83
	Gendarmerie Argentat	31/12/2011	719,39	50	115,10	14,39	589,90
	OV-CMSD Egletons-Installation radiateur électrique	31/12/2011	339,68	50	54,35	6,79	278,54
	Travaux marbot onduleur	31/12/2011	20 619,95	50	3 299,19	412,40	16 908,36
	Travaux CIO cablage	31/12/2011	225,92	50	36,15	4,52	185,25
	Musée de Sarran cablage	31/12/2011	1 579,84	50	252,77	31,60	1 295,47
	Archives cablage	31/12/2011	310,06	50	49,61	6,20	254,25
	Raccordement photocopieurs	31/12/2011	5 243,84	50	839,01	104,88	4 299,95
	Immeuble ramon cablage	31/12/2011	1 302,32	50	208,37	26,05	1 067,90
	CMSD cablages	31/12/2011	1 637,54	50	262,01	32,75	1 342,78
	Maison du dpt beynat cablage	31/12/2011	206,91	50	33,11	4,14	169,67
	Aire de vitrac travaux	31/12/2011	4 114,00	50	658,24	82,28	3 373,48
	CMSD JUILLAC	31/12/2011	2 571,40	50	411,42	51,43	2 108,55
	BIBLIO DEPART.PRÊT le TouronTULLE	31/12/2011	1 511,73	50	241,88	30,23	1 239,62
	CER Ussac	31/12/2011	8 730,80	50	1 396,93	174,62	7 159,26
	Gendarmerie de Larche	31/12/2011	1 546,46	50	247,43	30,93	1 268,10
	CER Treignac	31/12/2011	99 194,74	50	15 871,16	1 983,89	81 339,69
	MDPH Tulle	31/12/2012	222 230,66	50	31 112,29	4 444,61	186 673,75
	CMSD Juillac	31/12/2012	1 480,72	50	207,30	29,61	1 243,80
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2012	29 156,03	50	4 081,84	583,12	24 491,07
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2012	12 955,07	50	1 813,71	259,10	10 882,26
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2012	90,00	50	12,60	1,80	75,60
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2012	295,01	50	41,30	5,90	247,81
	Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2012	383,64	50	53,71	7,67	322,26
	Centre d'Entretien Routier Seilhac	31/12/2012	4 724,20	50	661,39	94,48	3 968,33
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2012	733,09	50	102,63	14,66	615,80
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2012	520,00	50	72,80	10,40	436,80
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2012	746,06	50	104,45	14,92	626,69
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2012	802,96	50	112,41	16,06	674,49
	Gendarmerie de Larche	31/12/2012	13 207,09	50	1 848,99	264,14	11 093,96
	Peloton autoroutier de Gimel - Corrèze	31/12/2012	408,74	50	57,22	8,17	343,34
	Peloton autoroutier de Monestier Merlines	31/12/2012	739,37	50	103,51	14,79	621,07
	Archives Départementales	31/12/2012	8 171,67	10	5 720,17	817,17	1 634,33
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2012	5 435,77	10	3 805,04	543,58	1 087,15
	Centre de vacances La Martière	31/12/2012	3 836,41	10	2 685,49	383,64	767,28
	Centre d'Entretien Routier de Corrèze	31/12/2012	1 853,92	10	1 297,74	185,39	370,78
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2012	5 208,58	10	3 646,01	520,86	1 041,72
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2012	4 475,65	10	3 132,96	447,57	895,13
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2012	22 491,98	10	15 744,39	2 249,20	4 498,40
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2012	4 098,12	10	2 868,68	409,81	819,62
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2012	35 380,77	10	24 766,54	3 538,08	7 076,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Château de Sédières	31/12/2012	7 544,01	10	5 280,81	754,40	1 508,80
	CMSD Brive Est	31/12/2012	9 702,33	10	6 791,63	970,23	1 940,47
	CMSD Brive Ouest	31/12/2012	332,52	10	232,76	33,25	66,50
	CMSD Uzerche	31/12/2012	997,46	10	698,22	99,75	199,49
	Collège Cabanis Brive	31/12/2012	14 062,01	10	9 843,41	1 406,20	2 812,40
	Collège d'Ussel	31/12/2012	3 312,92	10	2 319,04	331,29	662,58
	Maison du Département de Beynat	31/12/2012	7 160,84	10	5 012,59	716,08	1 432,17
	Maison du Département de La Roche Canillac	31/12/2012	1 179,38	10	825,57	117,94	235,88
	Maison du Tourisme	31/12/2012	1 142,18	10	799,53	114,22	228,44
	Marbot	31/12/2012	37 738,93	10	26 417,25	3 773,89	7 547,79
	MDPH Tulle	31/12/2012	122 201,86	10	85 541,30	12 220,19	24 440,37
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2012	26 532,80	10	18 572,96	2 653,28	5 306,56
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2012	310,31	10	217,22	31,03	62,06
	IUFM	31/12/2012	983,10	10	688,17	98,31	196,62
	Archives Etudes 2011 suivies de réalisation	31/12/2012	215,28	10	150,70	21,53	43,06
	Collège Cabanis Brive	31/12/2012	2 996,00	10	2 097,20	299,60	599,20
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2012	3 994,64	10	2 796,25	399,46	798,93
	Collège d'Allasac	31/12/2012	41 571,92	10	29 100,34	4 157,19	8 314,38
	Collège d'Argentat	31/12/2012	10 101,41	10	7 070,99	1 010,14	2 020,28
	Collège de Beaulieu	31/12/2012	3 701,26	10	2 590,88	370,13	740,25
	Collège de Lubersac	31/12/2012	9 468,86	10	6 628,20	946,89	1 893,77
	Collège de Seilhac	31/12/2012	78 235,95	10	54 765,17	7 823,60	15 647,19
	Collège de Treignac	31/12/2012	90,00	10	63,00	9,00	18,00
	Collège d'Objat	31/12/2012	11 800,93	10	8 260,65	1 180,09	2 360,19
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2012	11 313,34	10	7 919,34	1 131,33	2 262,67
	Collège Jean Moulin Brive	31/12/2012	2 236,52	10	1 565,56	223,65	447,30
	Collège Rollinat Brive	31/12/2012	19 577,44	10	13 704,21	1 957,74	3 915,49
	Collège Victor Hugo Tulle	31/12/2012	13 107,45	10	9 175,22	1 310,75	2 621,49
	MDPH Tulle-Remplacement cassette cabinet médical	31/12/2013	1 762,43	50	211,49	35,25	1 515,69
	MDPH Brive-Restructuration locaux-MO-Insertion presse	31/12/2013	70,00	50	8,40	1,40	60,20
	CMSD Brive Est-Pose chassis à 1 vantail	31/12/2013	5 178,68	50	621,44	103,57	4 453,66
	Musée de SARRAN	31/12/2013	35 554,88	50	4 266,59	711,10	30 577,20
	Archives départementales	31/12/2013	107,64	50	12,92	2,15	92,57
	Centre sportif BUGEAT	31/12/2013	29 708,88	50	3 565,07	594,18	25 549,64
	Centre Vac."La MARTIERE"St Pierre Oléron	31/12/2013	4 199,40	50	503,93	83,99	3 611,48
	Centre d'Entretien Routier Saint-Privat	31/12/2013	59,80	50	7,18	1,20	51,43
	Centre d'Entretien Routier Ayen	31/12/2013	789,36	50	94,72	15,79	678,85
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2013	984,30	50	118,12	19,69	846,50
	Gendarmerie de Lubersac	31/12/2013	1 399,32	50	167,92	27,99	1 203,42
	Peloton autoroutier de Corrèze	31/12/2013	1 901,94	50	228,23	38,04	1 635,67
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2013	3 402,62	50	408,31	68,05	2 926,25

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2013	4 339,09	50	520,69	86,78	3 731,62
	Gendarmerie de Larche	31/12/2013	21 205,86	50	2 544,70	424,12	18 237,04
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2013	22 177,89	50	2 661,35	443,56	19 072,99
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2013	134 941,84	50	16 193,02	2 698,84	116 049,98
	CTD Brive	31/12/2013	325 000,00	50	39 000,00	6 500,00	279 500,00
	Maison du Département de Saint-Privat	31/12/2013	715,81	10	429,49	71,58	214,74
	Maison du Département de Beynat	31/12/2013	1 103,02	10	661,81	110,30	330,91
	Aire de Vitrac	31/12/2013	1 416,82	10	850,09	141,68	425,05
	Sédières	31/12/2013	1 932,31	10	1 159,39	193,23	579,69
	CMSD Bort-Les-Orgues	31/12/2013	2 174,33	10	1 304,60	217,43	652,30
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2013	2 912,26	10	1 747,36	291,23	873,68
	CTD Tulle	31/12/2013	4 010,24	10	2 406,14	401,02	1 203,07
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2013	4 017,41	10	2 410,45	401,74	1 205,22
	CTD Brive	31/12/2013	5 196,18	10	3 117,71	519,62	1 558,85
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2013	5 423,57	10	3 254,14	542,36	1 627,07
	IUFM	31/12/2013	6 171,06	10	3 702,64	617,11	1 851,32
	CMSD Juillac	31/12/2013	7 016,60	10	4 209,96	701,66	2 104,98
	CTD Ussel	31/12/2013	8 562,86	10	5 137,72	856,29	2 568,86
	CMSD Brive Ouest	31/12/2013	10 826,86	10	6 496,12	1 082,69	3 248,06
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2013	25 581,24	10	15 348,74	2 558,12	7 674,37
	Archives Départementales	31/12/2013	33 758,63	10	20 255,18	3 375,86	10 127,59
	Marbot	31/12/2013	47 816,62	10	28 689,97	4 781,66	14 344,99
	Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2013	55 590,08	10	33 354,05	5 559,01	16 677,02
	Collège de Beaulieu	31/12/2013	1 100,32	10	660,19	110,03	330,10
	Collège de Lubersac	31/12/2013	2 508,97	10	1 505,38	250,90	752,69
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2013	2 732,01	10	1 639,21	273,20	819,60
	Collège d'Allasac	31/12/2013	5 527,22	10	3 316,33	552,72	1 658,17
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2013	17 291,21	10	10 374,73	1 729,12	5 187,36
	Collège Victor Hugo Tulle	31/12/2013	18 826,88	10	11 296,13	1 882,69	5 648,06
	Collège M. Rollinat Brive	31/12/2013	38 356,91	10	23 014,15	3 835,69	11 507,07
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive Est	31/12/2014	3 725,83	50	372,58	74,52	3 278,73
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2014	179 659,70	50	17 965,97	3 593,19	158 100,54
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Ussel	31/12/2014	1,42	50	0,14	0,03	1,25
	Intégration travaux terminés (c/23)-MDPH Tulle	31/12/2014	19 023,64	50	1 902,36	380,47	16 740,80
	Châlet de Chamonix	31/12/2014	11 409,79	50	1 140,98	228,20	10 040,62
	Musée J. Chirac Sarran	31/12/2014	1 492,80	50	149,28	29,86	1 313,66
	Frais d'études suivis de réalisation - Archives	31/12/2014	825,24	50	82,52	16,50	726,21
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2014	17 729,96	50	1 773,00	354,60	15 602,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Chirac Sarran	31/12/2014	2,01	50	0,20	0,04	1,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2014	2,01	50	0,20	0,04	1,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre Sportif Bugeat	31/12/2014	243,09	50	24,31	4,86	213,92

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre La Martière	31/12/2014	28 869,74	50	2 886,97	577,39	25 405,37
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	522,00	50	52,20	10,44	459,36
	Centre d'Entretien Routier Lagnac	31/12/2014	369,60	50	36,96	7,39	325,25
	Centre d'Entretien Routier Bugeat	31/12/2014	1 032,00	50	103,20	20,64	908,16
	Gendarmerie de Larche	31/12/2014	28 872,42	50	2 887,24	577,45	25 407,73
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2014	12 001,68	50	1 200,17	240,03	10 561,48
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2014	22 885,44	50	2 288,54	457,71	20 139,19
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2014	1 782,12	50	178,21	35,64	1 568,27
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2014	5 884,83	50	588,48	117,70	5 178,65
	CTD Brive	31/12/2014	80 183,02	50	8 018,30	1 603,66	70 561,06
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2014	102 335,79	50	10 233,58	2 046,72	90 055,50
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Lubersac	31/12/2014	436,54	50	43,65	8,73	384,16
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Mercoeur	31/12/2014	299,00	50	29,90	5,98	263,12
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Lubersac	31/12/2014	38 938,77	50	3 893,88	778,78	34 266,12
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Mercoeur	31/12/2014	11 218,77	50	1 121,88	224,38	9 872,52
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER St Privat	31/12/2014	9 534,00	50	953,40	190,68	8 389,92
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Treignac	31/12/2014	4 547,19	50	454,72	90,94	4 001,53
	Château de Sédières	31/12/2014	9 740,84	10	4 870,42	974,08	3 896,34
	CMSD Ussel	31/12/2014	3 324,89	10	1 662,45	332,49	1 329,96
	Collège d'Ussel	31/12/2014	1 125,60	10	562,80	112,56	450,24
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2014	467,22	10	233,61	46,72	186,89
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2014	538,61	10	269,31	53,86	215,44
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2014	837,15	10	418,58	83,72	334,86
	Maison de l'Autonomie	31/12/2014	3 804,49	10	1 902,25	380,45	1 521,80
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2014	1 235,88	10	617,94	123,59	494,35
	IUFM	31/12/2014	769,80	10	384,90	76,98	307,92
	Collège d'Egletons	31/12/2014	12 272,70	10	6 136,35	1 227,27	4 909,08
	Collège de Neuvic	31/12/2014	9 110,75	10	4 555,38	911,08	3 644,30
	Centre d'Entretien Routier Lagnac	31/12/2014	2 772,94	10	1 386,47	277,29	1 109,18
	Collège de Meymac	31/12/2014	9 972,65	10	4 986,33	997,27	3 989,06
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2014	983,28	10	491,64	98,33	393,31
	Collège de Bugeat	31/12/2014	288,00	10	144,00	28,80	115,20
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2014	3 621,84	10	1 810,92	362,18	1 448,74
	Maison du Département de Beynat	31/12/2014	2 741,83	10	1 370,92	274,18	1 096,73
	CMSD Brive-Centre	31/12/2014	2 880,55	10	1 440,28	288,06	1 152,22
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2014	11 586,23	10	5 793,12	1 158,62	4 634,49
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2014	11 450,26	10	5 725,13	1 145,03	4 580,10
	CMSD Brive-Est	31/12/2014	2 660,40	10	1 330,20	266,04	1 064,16
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2014	696,00	10	348,00	69,60	278,40
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2014	2 574,86	10	1 287,43	257,49	1 029,94
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2014	2 700,00	10	1 350,00	270,00	1 080,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Archives Départementales	31/12/2014	102 882,03	10	51 441,02	10 288,20	41 152,81
	Collège Cabanis Brive	31/12/2014	719,21	10	359,61	71,92	287,68
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	3 197,76	10	1 598,88	319,78	1 279,10
	CTD Brive	31/12/2014	7 675,80	10	3 837,90	767,58	3 070,32
	Marbot	31/12/2014	75 136,45	10	37 568,23	7 513,65	30 054,58
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège de Bort	31/12/2014	1 432,33	10	716,17	143,23	572,93
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Ussel	31/12/2014	15 030,72	10	7 515,36	1 503,07	6 012,29
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	4 125,40	10	2 062,70	412,54	1 650,16
	Intégration travaux terminés (c/23)-Marbot	31/12/2014	8 700,90	10	4 350,45	870,09	3 480,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2014	68 742,07	10	34 371,04	6 874,21	27 496,83
	Collège de Seilhac	31/12/2014	1 475,39	10	737,70	147,54	590,16
	Collège de Corrèze	31/12/2014	6 544,88	10	3 272,44	654,49	2 617,95
	Collège de Lubersac	31/12/2014	8 666,44	10	4 333,22	866,64	3 466,58
	Collège d'Allasac	31/12/2014	2 326,36	10	1 163,18	232,64	930,54
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2014	7 587,00	10	3 793,50	758,70	3 034,80
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2014	18 862,26	10	9 431,13	1 886,23	7 544,90
	Collège de Merlines	31/12/2014	17 198,69	10	8 599,35	1 719,87	6 879,48
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2014	23 744,15	10	11 872,08	2 374,42	9 497,66
	Collège d'Uzerche	31/12/2014	14 963,48	10	7 481,74	1 496,35	5 985,39
	Collège de Larche	31/12/2014	17 400,00	10	8 700,00	1 740,00	6 960,00
	Collège d'Objat	31/12/2014	11 281,63	10	5 640,82	1 128,16	4 512,65
	Collège de Meyssac	31/12/2014	37 838,14	10	18 919,07	3 783,81	15 135,26
	Collège de Beynat	31/12/2014	23 974,36	10	11 987,18	2 397,44	9 589,74
	Collège de Meymac	31/12/2014	6 917,20	10	3 458,92	691,72	2 766,56
	Collège Rollinat Brive	31/12/2014	19 962,10	10	9 981,05	1 996,21	7 984,84
	Collège de Beaulieu	31/12/2014	58 054,46	10	29 027,23	5 805,45	23 221,78
	CMSD Meymac	31/12/2015	6 241,85	50	499,35	124,84	5 617,67
	CMSD Brive-Est	31/12/2015	10 114,08	50	809,13	202,28	9 102,67
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive Est	31/12/2015	18 077,88	50	1 446,23	361,56	16 270,09
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Juillac	31/12/2015	321,44	50	25,72	6,43	289,30
	Archives Départementales	31/12/2015	1 680,00	50	134,40	33,60	1 512,00
	Châlet de Chamonix	31/12/2015	1 418,53	50	113,48	28,37	1 276,68
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2015	30 512,71	50	2 441,02	610,25	27 461,44
	Frais d'études suivis de réalisation - Archives	31/12/2015	291,68	50	23,33	5,83	262,51
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2015	1 921,97	50	153,76	38,44	1 729,77
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Queuille Neuvic	31/12/2015	379,65	50	30,37	7,59	341,69
	Intégration travaux terminés (c/23)-Musée Chirac Sarran	31/12/2015	2 020,92	50	161,67	40,42	1 818,83
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2015	838,03	50	67,04	16,76	754,23
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2015	6 164,40	50	493,15	123,29	5 547,96
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2015	2 534,40	50	202,75	50,69	2 280,96
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2015	6 144,77	50	491,58	122,90	5 530,29

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Gendarmerie de Larche	31/12/2015	1 113,10	50	89,05	22,26	1 001,79
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2015	2 268,01	50	181,44	45,36	2 041,21
	Frais d'études suivis de réalisation - CER St Privat	31/12/2015	586,04	50	46,88	11,72	527,44
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie Corrèze	31/12/2015	4 053,73	50	324,30	81,07	3 648,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie Merlines	31/12/2015	2 022,00	50	161,76	40,44	1 819,80
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Lubersac	31/12/2015	3 816,32	50	305,31	76,33	3 434,69
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Mercoeur	31/12/2015	478,13	50	38,25	9,56	430,32
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER St Privat	31/12/2015	6 844,46	50	547,56	136,89	6 160,01
	Intégration travaux terminés (c/23)-CER Ussac	31/12/2015	1 447,90	50	115,83	28,96	1 303,11
	Intégration travaux terminés (c/23)-CMSD Brive-Est	31/12/2015	1 196,00	10	478,40	119,60	598,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Collège d'Uzerche	31/12/2015	6 124,72	10	2 449,89	612,47	3 062,36
	Intégration travaux terminés (c/23)-Archives	31/12/2015	2 016,00	10	806,40	201,60	1 008,00
	Archives Départementales	31/12/2015	10 757,23	10	4 302,89	1 075,72	5 378,62
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2015	2 715,60	10	1 086,24	271,56	1 357,80
	Centre d'Entretien Routier Bort-Les-Orgues	31/12/2015	6 611,40	10	2 644,56	661,14	3 305,70
	Centre d'Entretien Routier Lapleau	31/12/2015	7 764,00	10	3 105,60	776,40	3 882,00
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2015	222,13	10	88,85	22,21	111,07
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2015	144,00	10	57,60	14,40	72,00
	Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2015	700,00	10	280,00	70,00	350,00
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2015	4 862,70	10	1 945,08	486,27	2 431,35
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2015	81 655,20	10	32 662,08	8 165,52	40 827,60
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2015	2 556,00	10	1 022,40	255,60	1 278,00
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2015	7 938,74	10	3 175,50	793,87	3 969,37
	CMSD Brive-Centre	31/12/2015	1 758,00	10	703,20	175,80	879,00
	CMSD Brive-Est	31/12/2015	13 327,26	10	5 330,90	1 332,73	6 663,63
	CMSD Egletons	31/12/2015	331,20	10	132,48	33,12	165,60
	CMSD Juillac	31/12/2015	158,84	10	63,54	15,88	79,42
	CMSD Ussel	31/12/2015	4 154,88	10	1 661,95	415,49	2 077,44
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2015	662,20	10	264,88	66,22	331,10
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2015	2 080,10	10	832,04	208,01	1 040,05
	Gendarmerie de Larche	31/12/2015	13 995,12	10	5 598,05	1 399,51	6 997,56
	Gendarmerie de Merlines	31/12/2015	9 452,71	10	3 781,08	945,27	4 726,36
	Maison de l'Autonomie (Rue Ramon)	31/12/2015	51 458,64	10	20 583,46	5 145,86	25 729,32
	Maison du Département de Sornac	31/12/2015	3 720,00	10	1 488,00	372,00	1 860,00
	Maison du Département d'Eygurande	31/12/2015	2 076,06	10	830,42	207,61	1 038,03
	Marbot	31/12/2015	160 787,15	10	64 314,86	16 078,72	80 393,58
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2015	44 690,59	10	17 876,24	4 469,06	22 345,30
	Résidence Turenne	31/12/2015	2 314,97	10	925,99	231,50	1 157,49
	Sédières	31/12/2015	17 587,29	10	7 034,92	1 758,73	8 793,65
	Collège Cabanis Brive	31/12/2015	5 676,08	10	2 270,43	567,61	2 838,04
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2015	8 392,04	10	3 356,82	839,20	4 196,02

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collège d'Allasac	31/12/2015	16 483,08	10	6 593,23	1 648,31	8 241,54
	Collège d'Argentat	31/12/2015	6 340,80	10	2 536,32	634,08	3 170,40
	Collège de Beaulieu	31/12/2015	31,92	10	12,77	3,19	15,96
	Collège de Beynat	31/12/2015	15 420,00	10	6 168,00	1 542,00	7 710,00
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2015	21 259,82	10	8 503,93	2 125,98	10 629,91
	Collège de Larche	31/12/2015	8 197,96	10	3 279,18	819,80	4 098,98
	Collège de Lubersac	31/12/2015	1 978,92	10	791,57	197,89	989,46
	Collège de Merlines	31/12/2015	9 732,56	10	3 893,02	973,26	4 866,28
	Collège de Meymac	31/12/2015	5 070,78	10	2 028,31	507,08	2 535,39
	Collège d'Objat	31/12/2015	18 918,00	10	7 567,20	1 891,80	9 459,00
	Collège d'Uzerche	31/12/2015	5 184,16	10	2 073,66	518,42	2 592,08
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2015	8 119,39	10	3 247,76	811,94	4 059,70
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2015	36 082,59	10	14 433,04	3 608,26	18 041,30
	Collège Rollinat Brive	31/12/2015	13 370,10	10	5 348,04	1 337,01	6 685,05
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2015	32 355,20	10	12 942,08	3 235,52	16 177,60
	PORTAIL + INSTALLATION PRD	01/01/2016	22 800,00	10	4 560,00	2 280,00	15 960,00
	MISE EN PLACE CONTRÔLE ACCES PRD	01/01/2016	9 109,68	10	1 821,94	910,97	6 376,78
	CMSD Meymac	31/12/2016	115 462,32	50	6 927,74	2 309,25	106 225,33
	Centre de vacances La Martière	31/12/2016	4 263,49	50	255,81	85,27	3 922,41
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2016	187 701,60	50	11 262,10	3 754,03	172 685,47
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2016	4 262,66	50	255,76	85,25	3 921,65
	Intégration travaux terminés (c/23)-Site des Cars	31/12/2016	72 778,80	50	4 366,73	1 455,58	66 956,50
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2016	3 255,68	50	195,34	65,11	2 995,23
	Gendarmerie de Larche	31/12/2016	2 607,30	50	156,44	52,15	2 398,72
	Gendarmerie de Seilhac	31/12/2016	1 221,00	50	73,26	24,42	1 123,32
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2016	6 015,08	50	360,90	120,30	5 533,87
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2016	5 456,24	50	327,37	109,12	5 019,74
	Intégration travaux terminés (c/23)-Gendarmerie de Corrèze	31/12/2016	1 611,50	50	96,69	32,23	1 482,58
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2016	41 792,66	50	2 507,56	835,85	38 449,25
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2016	2 173,69	50	130,42	43,47	1 999,79
	Frais d'études suivis de réalisation - CER Treignac	31/12/2016	2 064,00	50	123,84	41,28	1 898,88
	CERP Argentat (Transfert c/217318)	31/12/2016	256 650,68	50	15 399,04	5 133,01	236 118,63
	Archives Départementales	31/12/2016	42 150,06	10	12 645,02	4 215,01	25 290,04
	Centre d'Entretien Routier Bort-les-Orgues	31/12/2016	822,00	10	246,60	82,20	493,20
	Centre d'Entretien Routier Bugeat	31/12/2016	1 110,00	10	333,00	111,00	666,00
	Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2016	1 993,93	10	598,18	199,39	1 196,36
	Centre d'Entretien Routier Neuvic	31/12/2016	33 873,24	10	10 161,97	3 387,32	20 323,94

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Seilhac	31/12/2016	650,87	10	195,26	65,09	390,52
	Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2016	1 620,00	10	486,00	162,00	972,00
	Centre d'Entretien Routier Tulle	31/12/2016	12 000,00	10	3 600,00	1 200,00	7 200,00
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2016	11 539,05	10	3 461,72	1 153,91	6 923,43
	Collège d'Egletons	31/12/2016	868,67	10	260,60	86,87	521,20
	Divers MSAP (Maisons du Département)	31/12/2016	597,00	10	179,10	59,70	358,20
	Divers MSD	31/12/2016	9 960,05	10	2 988,02	996,01	5 976,03
	Gendarmerie de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	7 090,80	10	2 127,24	709,08	4 254,48
	Immeuble Ramon	31/12/2016	20 934,00	10	6 280,20	2 093,40	12 560,40
	Maison du Tourisme	31/12/2016	11 098,44	10	3 329,53	1 109,84	6 659,06
	Marbot	31/12/2016	77 896,45	10	23 368,94	7 789,65	46 737,87
	MSAP Eygurande (Maison du Département)	31/12/2016	1 743,60	10	523,08	174,36	1 046,16
	MSAP Saint-Privat (Maison du Département)	31/12/2016	6 188,20	10	1 856,46	618,82	3 712,92
	MSAP Uzerche (Maison du Département)	31/12/2016	327,60	10	98,28	32,76	196,56
	MSD Brive-Est	31/12/2016	1 227,00	10	368,10	122,70	736,20
	MSD Brive-Ouest	31/12/2016	1 196,54	10	358,96	119,65	717,92
	MSD Egletons	31/12/2016	1 195,20	10	358,56	119,52	717,12
	MSD Meymac	31/12/2016	6 707,87	10	2 012,36	670,79	4 024,72
	MSD Meyssac	31/12/2016	209,89	10	62,97	20,99	125,93
	MSD Ussel	31/12/2016	755,03	10	226,51	75,50	453,02
	MSD Uzerche	31/12/2016	2 930,40	10	879,12	293,04	1 758,24
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2016	3 656,29	10	1 096,89	365,63	2 193,77
	Résidence Turenne	31/12/2016	2 596,92	10	779,08	259,69	1 558,15
	Sédières	31/12/2016	991,20	10	297,36	99,12	594,72
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2016	16 020,00	10	4 806,00	1 602,00	9 612,00
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	15 600,00	10	4 680,00	1 560,00	9 360,00
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2016	2 358,00	10	707,40	235,80	1 414,80
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Archives Départementales	31/12/2016	8 379,40	10	2 513,82	837,94	5 027,64
	Intégration travaux 2016 (c/23)-Marbot	31/12/2016	50 099,63	10	15 029,89	5 009,96	30 059,78
	Collège de Merlines	31/12/2016	2 589,14	10	776,74	258,91	1 553,48
	Collège d'Uzerche	31/12/2016	2 149,10	10	644,73	214,91	1 289,46
	Collège de Treignac	31/12/2016	23 528,40	10	7 058,52	2 352,84	14 117,04
	Collège d'Argentat	31/12/2016	12 286,25	10	3 685,88	1 228,63	7 371,75
	Collège de Corrèze	31/12/2016	22 019,40	10	6 605,82	2 201,94	13 211,64
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2016	5 939,76	10	1 781,93	593,98	3 563,86
	Collège Rollinat Brive	31/12/2016	4 346,06	10	1 303,82	434,61	2 607,64
	Collège de Seilhac	31/12/2016	10 920,60	10	3 276,18	1 092,06	6 552,36
	Collège d'Objat	31/12/2016	750,00	10	225,00	75,00	450,00
	Divers collèges	31/12/2016	55 789,77	10	16 736,93	5 578,98	33 473,86
	Collège d'Allasac	31/12/2016	2 722,66	10	816,80	272,27	1 633,60

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2016	2 555,18	10	766,55	255,52	1 533,11
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2016	103 179,18	10	30 953,75	10 317,92	61 907,51
	Collège de Larche	31/12/2016	4 928,35	10	1 478,51	492,84	2 957,01
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2016	45 943,80	10	13 783,14	4 594,38	27 566,28
	Collège de Beynat	31/12/2016	6 267,30	10	1 880,19	626,73	3 760,38
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2016	13 159,87	10	3 947,96	1 315,99	7 895,92
	Collège de Meymac	31/12/2016	52 969,70	10	15 890,91	5 296,97	31 781,82
	Collège de Lubersac	31/12/2016	14 987,69	10	4 496,31	1 498,77	8 992,61
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PRESTATION MAITRISE D'ŒUVRE	01/01/2017	1 872,00	10	374,40	187,20	1 310,40
	Solde intégrations 2015 (c/23) - CMSD Brive-Est	31/12/2017	32 451,06	30	2 163,40	1 081,70	29 205,95
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Musée Sarran	31/12/2017	386,00	30	25,73	12,87	347,40
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Travaux en régie Maison du Tourisme	31/12/2017	802,60	30	53,51	26,75	722,34
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre de vacances La Martière	31/12/2017	108,00	30	7,20	3,60	97,20
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Tourisme	31/12/2017	8 717,56	30	581,17	290,59	7 845,80
	Intégration travaux terminés (c/23)-Châlet de Chamonix	31/12/2017	2 736,00	30	182,40	91,20	2 462,40
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	5 495,20	30	366,35	183,17	4 945,68
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	5 652,96	30	376,86	188,43	5 087,66
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2017	1 590,00	30	106,00	53,00	1 431,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	2 880,00	30	192,00	96,00	2 592,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2017	3 263,53	30	217,57	108,78	2 937,18
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	2 266,67	30	151,11	75,56	2 040,00
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Gendarmerie de Larche	31/12/2017	1 422,61	30	94,84	47,42	1 280,35
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Meymac	31/12/2017	2 066,58	30	137,77	68,89	1 859,92
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Sornac	31/12/2017	2 998,62	30	199,91	99,95	2 698,76
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Beynat	31/12/2017	742,85	30	49,52	24,76	668,57
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Treignac	31/12/2017	1 439,52	30	95,97	47,98	1 295,57
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Argentat	31/12/2017	518,50	30	34,57	17,28	466,65
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Vigeois	31/12/2017	2 432,30	30	162,15	81,08	2 189,07
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Ussac	31/12/2017	996,00	30	66,40	33,20	896,40
	Gendarmerie de Larche	31/12/2017	5 969,12	30	397,94	198,97	5 372,21

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	682,00	30	45,47	22,73	613,80
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	24 513,58	30	1 634,24	817,12	22 062,22
	Intégration travaux terminés (c/23) - Gendarmerie de Larche	31/12/2017	3 762,24	30	250,82	125,41	3 386,02
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	222 899,99	30	14 860,00	7 430,00	200 609,99
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2017	8 124,00	30	541,60	270,80	7 311,60
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	282 554,04	30	18 836,94	9 418,47	254 298,64
	MSD Brive-Centre	31/12/2017	5 161,71	10	1 032,34	516,17	3 613,20
	Maison du Tourisme	31/12/2017	9 463,86	10	1 892,77	946,39	6 624,70
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2017	864,00	10	172,80	86,40	604,80
	Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	31/12/2017	5 918,55	10	1 183,71	591,86	4 142,99
	MSD Tulle	31/12/2017	10 058,74	10	2 011,75	1 005,87	7 041,12
	MSAP Mercoeur	31/12/2017	135,82	10	27,16	13,58	95,07
	MSD Uzerche	31/12/2017	5 135,76	10	1 027,15	513,58	3 595,03
	MSD Brive-Ouest	31/12/2017	3 041,81	10	608,36	304,18	2 129,27
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	14 398,80	10	2 879,76	1 439,88	10 079,16
	Maison de l'Autonomie	31/12/2017	4 899,84	10	979,97	489,98	3 429,89
	MSD Ussel	31/12/2017	2 846,88	10	569,38	284,69	1 992,82
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2017	8 997,60	10	1 799,52	899,76	6 298,32
	Sédières	31/12/2017	45 218,62	10	9 043,72	4 521,86	31 653,03
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	3 966,00	10	793,20	396,60	2 776,20
	Musée du Président J. Chirac à Sarrau	31/12/2017	1 925,09	10	385,02	192,51	1 347,56
	MSD Brive-Est	31/12/2017	1 170,86	10	234,17	117,09	819,60
	MSD Egletons	31/12/2017	777,60	10	155,52	77,76	544,32
	Marbot	31/12/2017	21 323,86	10	4 264,77	2 132,39	14 926,70
	Archives Départementales	31/12/2017	38 704,20	10	7 740,84	3 870,42	27 092,94
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2017	4 807,00	10	961,40	480,70	3 364,90
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2017	20 193,34	10	4 038,67	2 019,33	14 135,34
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2017	456,84	10	91,37	45,68	319,79
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot parking D	31/12/2017	77 330,33	10	15 466,07	7 733,03	54 131,23
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Treignac	31/12/2017	22 472,93	10	4 494,59	2 247,29	15 731,05
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2017	6 471,60	10	1 294,32	647,16	4 530,12
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2017	3 532,68	10	706,54	353,27	2 472,88
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2017	3 682,25	10	736,45	368,23	2 577,58
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2017	23 054,30	10	4 610,86	2 305,43	16 138,01
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	16 828,20	10	3 365,64	1 682,82	11 779,74
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment C	31/12/2017	20 784,00	10	4 156,80	2 078,40	14 548,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2017	8 340,00	10	1 668,00	834,00	5 838,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	3 358,80	10	671,76	335,88	2 351,16
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2017	70 752,17	10	14 150,43	7 075,22	49 526,52
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2017	8 976,00	10	1 795,20	897,60	6 283,20
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2017	3 802,50	10	760,50	380,25	2 661,75
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Collège d'Egletons	31/12/2017	1 322,40	10	264,48	132,24	925,68
	Solde intégrations 2015 (c/23) - CTD Ussel	31/12/2017	140,40	10	28,08	14,04	98,28
	Solde intégrations 2015 (c/23) - Marbot	31/12/2017	146 458,50	10	29 291,70	14 645,85	102 520,95
	Sédières - Balisage des circuits de randonnée	31/12/2017	848,40	10	169,68	84,84	593,88
	Intégration travaux terminés 2016 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	199 719,41	30	13 314,63	6 657,31	179 747,47
	Intégration travaux terminés 2017 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	253 950,43	30	16 931,82	8 463,21	228 555,40
	Intégration travaux terminés 2015 (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2017	18 678,24	30	1 245,22	622,61	16 810,42
	Collège de Beynat	31/12/2017	3 056,84	10	611,37	305,68	2 139,79
	Collège d'Ussel	31/12/2017	1 984,80	10	396,96	198,48	1 389,36
	Collège d'Egletons	31/12/2017	4 220,40	10	844,08	422,04	2 954,28
	Collège Cabanis Brive	31/12/2017	8 040,00	10	1 608,00	804,00	5 628,00
	Collège de Corrèze	31/12/2017	34 671,89	10	6 934,38	3 467,19	24 270,32
	Collège de Larche	31/12/2017	1 318,18	10	263,64	131,82	922,73
	Collège de Merlines	31/12/2017	848,38	10	169,68	84,84	593,87
	Collège d'Uzerche	31/12/2017	16 194,15	10	3 238,83	1 619,42	11 335,91
	Collège de Beaulieu	31/12/2017	2 433,60	10	486,72	243,36	1 703,52
	Collège de Treignac	31/12/2017	2 484,95	10	496,99	248,50	1 739,47
	Collège de Meymac	31/12/2017	16 596,68	10	3 319,34	1 659,67	11 617,68
	Collège d'Objat	31/12/2017	6 100,99	10	1 220,20	610,10	4 270,69
	Collège d'Allasac	31/12/2017	12 369,24	10	2 473,85	1 236,92	8 658,47
	Collège Rollinat Brive	31/12/2017	61 591,08	10	12 318,22	6 159,11	43 113,76
	Collège de Seilhac	31/12/2017	29 256,17	10	5 851,23	2 925,62	20 479,32
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2017	93 571,81	10	18 714,36	9 357,18	65 500,27
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2017	10 319,40	10	2 063,88	1 031,94	7 223,58
	Collège de Lubersac	31/12/2017	15 952,55	10	3 190,51	1 595,26	11 166,79
	Divers collèges	31/12/2017	2 208,00	10	441,60	220,80	1 545,60
	Collège d'Argentat	31/12/2017	34 569,80	10	6 913,96	3 456,98	24 198,86
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2017	46 434,97	10	9 286,99	4 643,50	32 504,48
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2017	27 683,44	10	5 536,69	2 768,34	19 378,41
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2017	1 613,30	10	322,66	161,33	1 129,31
	AMENAGEMENT VESTIAIRE - DOUCHE SECTION TRAVAUX - PRESTATION MAITRISE D'ŒUVRE	01/01/2018	2 928,00	30	195,20	97,60	2 635,20

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION	01/01/2018	766,20	30	51,08	25,54	689,58
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX -REPERAGE AMIANTE	01/01/2018	1 080,06	30	72,00	36,00	972,05
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX -TRAVAUX DESAMANTAGE	01/01/2018	17 923,20	30	1 194,88	597,44	16 130,88
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - DEMOLITION (lot 1)	01/01/2018	7 057,04	30	470,47	235,23	6 351,34
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PLATRERIE, PEINTURE, FAUX PLAFOND (lot 2)	01/01/2018	5 541,34	30	369,42	184,71	4 987,21
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - MENUISERIE EXTERIEURES PVC (lot 3)	01/01/2018	3 197,65	30	213,18	106,59	2 877,89
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - MENUISERIE INTERIEURES, CLOISONS SANITAIRES (lot 4)	01/01/2018	11 976,83	30	798,46	399,23	10 779,15
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - CARRELAGE, FAÏENCE (lot 5)	01/01/2018	10 247,60	30	683,17	341,59	9 222,84
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - PLOMBERIE SANITAIRE, CHAUFFAGE (lot 6)	01/01/2018	9 816,00	30	654,40	327,20	8 834,40
	AMENAGEMENT VESTIAIRE-DOUCHE SECTION TRAVAUX - ELECTRICITE (lot 7)	01/01/2018	3 927,40	30	261,83	130,91	3 534,66
	MISE AUX NORMES ATELIER SOUDURE - POTENCE	01/01/2018	7 470,00	30	498,00	249,00	6 723,00
	MISE AUX NORMES ATELIER SOUDURE - AMBICLEAN	01/01/2018	8 013,60	30	534,24	267,12	7 212,24
	ISOLATION STATION LAVAGE	01/01/2018	6 780,07	30	452,00	226,00	6 102,06
	Intégration travaux terminés 2014 (c/23)-Travaux en régie Sédières	31/12/2018	4 431,58	30	147,72	147,72	4 136,14
	Intégration travaux terminés 2014 (c/23)-Tx en régie 1000 Sources	31/12/2018	319,40	30	10,65	10,65	298,11
	Intégration travaux terminés (c/23)-Maison du Tourisme	31/12/2018	1 671,74	30	55,72	55,72	1 560,29
	Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2018	19 272,42	30	642,41	642,41	17 987,59
	Intégration travaux terminés (c/23)-Châlet de Chamonix	31/12/2018	115 884,38	30	3 862,81	3 862,81	108 158,75
	Intégration travaux terminés (c/23)-Centre Sportif de Bugeat	31/12/2018	4 776,30	30	159,21	159,21	4 457,88
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2018	7 665,60	30	0,00	511,04	7 154,56
	Intégration tx terminés 2014 (c/23) - Travaux en régie CER St Privat	31/12/2018	12 857,35	30	428,58	428,58	12 000,19
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	41 218,03	30	1 373,93	1 373,93	38 470,16
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier St Privat	31/12/2018	3 907,80	30	130,26	130,26	3 647,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2018	5 760,32	30	192,01	192,01	5 376,30
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2018	3 260,72	30	108,69	108,69	3 043,34

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	311 123,90	30	10 370,80	10 370,80	290 382,31
	Travaux en régie dans les bâtiments techniques : CERB Egletons	31/12/2018	3 738,87	30	124,63	124,63	3 489,61
	MSD Tulle	31/12/2018	5 910,00	15	394,00	394,00	5 122,00
	Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2018	16 380,00	15	1 092,00	1 092,00	14 196,00
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2018	5 063,47	15	337,56	337,56	4 388,34
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2018	4 048,44	15	269,90	269,90	3 508,65
	Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2018	3 005,76	15	200,38	200,38	2 604,99
	Gendarmerie de Bugeat	31/12/2018	709,20	15	47,28	47,28	614,64
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2018	1 635,60	15	109,04	109,04	1 417,52
	Marbot bâtiment B	31/12/2018	5 406,00	15	360,40	360,40	4 685,20
	Marbot bâtiment C	31/12/2018	8 114,71	15	540,98	540,98	7 032,75
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	29 272,80	15	1 951,52	1 951,52	25 369,76
	MSD Ussel	31/12/2018	19 225,20	15	1 281,68	1 281,68	16 661,84
	MDSAP Beaulieu	31/12/2018	755,60	15	50,37	50,37	654,85
	MDSAP Sornac	31/12/2018	5 265,02	15	351,00	351,00	4 563,02
	MSD Bort-Les-Orgues	31/12/2018	1 882,39	15	125,49	125,49	1 631,40
	Résidence Turenne	31/12/2018	1 712,90	15	114,19	114,19	1 484,51
	Gendarmerie de Monestier-Merlines	31/12/2018	21 383,27	15	1 425,55	1 425,55	18 532,17
	Centre de vacances La Martière	31/12/2018	64 933,24	15	4 328,88	4 328,88	56 275,47
	MSD Argentat	31/12/2018	440,54	15	29,37	29,37	381,80
	Gendarmerie de Meyssac	31/12/2018	514,80	15	34,32	34,32	446,16
	Sédières	31/12/2018	9 806,47	15	653,76	653,76	8 498,94
	MDSAP Beynat	31/12/2018	4 192,80	15	279,52	279,52	3 633,76
	Musée du Président J. Chirac à Sarran	31/12/2018	23 798,51	15	1 586,57	1 586,57	20 625,38
	Châlet de Chamonix	31/12/2018	14 924,69	15	994,98	994,98	12 934,73
	MSD Juillac	31/12/2018	2 130,00	15	142,00	142,00	1 846,00
	MSD Uzerche	31/12/2018	318,60	15	21,24	21,24	276,12
	MSD Brive-Ouest	31/12/2018	212,40	15	14,16	14,16	184,08
	MSD Brive-Est	31/12/2018	11 161,40	15	744,09	744,09	9 673,21
	MSD Brive-Centre	31/12/2018	36 575,83	15	2 438,39	2 438,39	31 699,05
	Marbot bâtiment A	31/12/2018	7 451,68	15	496,78	496,78	6 458,12
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2018	10 747,35	15	716,49	716,49	9 314,37
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	29 948,40	15	1 996,56	1 996,56	25 955,28
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beaulieu	31/12/2018	3 200,76	15	213,38	213,38	2 773,99
	Intégration travaux terminés (c/23) - Bâtiment routes Chameyrat	31/12/2018	827,52	15	55,17	55,17	717,18
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Corrèze	31/12/2018	492,00	15	32,80	32,80	426,40
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2018	102 361,47	15	6 824,10	6 824,10	88 713,27

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Meymac	31/12/2018	1 711,20	15	114,08	114,08	1 483,04
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Sornac	31/12/2018	1 802,40	15	120,16	120,16	1 562,08
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2018	19 481,77	15	1 298,78	1 298,78	16 884,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2018	5 076,48	15	338,43	338,43	4 399,62
	Intégration travaux terminés (c/23) - Locaux ex-PRD Chameyrat	31/12/2018	20 911,43	15	1 394,10	1 394,10	18 123,24
	Intégration travaux terminés (c/23) - Collège d'Ussel	31/12/2018	1 020,00	15	68,00	68,00	884,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment E	31/12/2018	1 781,38	15	118,76	118,76	1 543,86
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2018	4 660,92	15	310,73	310,73	4 039,46
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2018	16 104,25	15	1 073,62	1 073,62	13 957,02
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2018	540,00	15	36,00	36,00	468,00
	Intégration travaux terminés (c/23)-Bibliothèque de Prêt	31/12/2018	753,43	30	25,11	25,11	703,20
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2018	7 665,60	30	255,52	0,00	7 410,08
	Collège de Meyssac	31/12/2018	5 509,36	15	367,29	367,29	4 774,78
	Collège d'Argentat	31/12/2018	17 718,00	15	1 181,20	1 181,20	15 355,60
	Collège de Beynat	31/12/2018	7 170,59	15	478,04	478,04	6 214,51
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2018	36 718,66	15	2 447,91	2 447,91	31 822,84
	Collège d'Uzerche	31/12/2018	60 289,06	15	4 019,27	4 019,27	52 250,52
	Collège Rollinat Brive	31/12/2018	70 233,60	15	4 682,24	4 682,24	60 869,12
	Collège de Corrèze	31/12/2018	8 759,81	15	583,99	583,99	7 591,84
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2018	240,00	15	16,00	16,00	208,00
	Collège de Lubersac	31/12/2018	10 031,80	15	668,79	668,79	8 694,23
	Collège de Treignac	31/12/2018	1 614,74	15	107,65	107,65	1 399,44
	Collège de Beaulieu	31/12/2018	8 861,70	15	590,78	590,78	7 680,14
	Collège de Larche	31/12/2018	15 976,20	15	1 065,08	1 065,08	13 846,04
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2018	1 558,66	15	103,91	103,91	1 350,84
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2018	70 999,88	15	4 733,33	4 733,33	61 533,23
	Collège de Beynat	31/12/2018	29 913,44	15	1 994,23	1 994,23	25 924,98
	Collège d'Objat	31/12/2018	46 538,93	15	3 102,60	3 102,60	40 333,74
	Collège de Seilhac	31/12/2018	19 396,28	15	1 293,09	1 293,09	16 810,11
	Collège de Merlines	31/12/2018	5 855,98	15	390,40	390,40	5 075,18
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2019	2 281,38	30	0,00	76,05	2 205,33
	Centre d'Entretien Routier Larche	31/12/2019	3 098,04	30	0,00	103,27	2 994,77
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2019	5 153,53	30	0,00	171,78	4 981,75
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2019	288,00	30	0,00	9,60	278,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Centre d'Entretien Routier Vigeois-Uzerche	31/12/2019	898,80	15	0,00	59,92	838,88
	Centre d'Entretien Routier Treignac	31/12/2019	2 268,24	15	0,00	151,22	2 117,02
	MDSAP Sornac	31/12/2019	2 285,42	15	0,00	152,36	2 133,06
	Maison de l'Autonomie	31/12/2019	815,20	15	0,00	54,35	760,85
	Centre Entretien Routier Bort-Les-Orgues	31/12/2019	10 555,08	15	0,00	703,67	9 851,41
	MSD Brive-Ouest	31/12/2019	15 318,39	15	0,00	1 021,23	14 297,16
	Centre d'Entretien Routier Ayen	31/12/2019	1 829,76	15	0,00	121,98	1 707,78
	Marbot Bâtiment F	31/12/2019	63 694,77	15	0,00	4 246,32	59 448,45
	Centre d'Entretien Routier Ussac	31/12/2019	2 214,48	15	0,00	147,63	2 066,85
	Centre d'Entretien Routier Argentat	31/12/2019	2 166,00	15	0,00	144,40	2 021,60
	Centre d'Entretien Routier Lubersac	31/12/2019	503,04	15	0,00	33,54	469,50
	MSD Meyssac	31/12/2019	3 311,00	15	0,00	220,73	3 090,27
	Bibliothèque de Prêt	31/12/2019	1 630,70	15	0,00	108,71	1 521,99
	Musée du Président J. Chirac à Sarrau	31/12/2019	5 402,01	15	0,00	360,13	5 041,88
	Gendarmerie de Monestier-Merlines	31/12/2019	29 679,50	15	0,00	1 978,63	27 700,87
	Centre Entretien Routier Bugeat	31/12/2019	2 594,76	15	0,00	172,98	2 421,78
	Gendarmerie de Seilhac	31/12/2019	19 248,00	15	0,00	1 283,20	17 964,80
	Centre Entretien Routier Corrèze	31/12/2019	21 884,28	15	0,00	1 458,95	20 425,33
	MSD Bort-Les-Orgues	31/12/2019	42 803,40	15	0,00	2 853,56	39 949,84
	MSD Juillac	31/12/2019	9 178,39	15	0,00	611,89	8 566,50
	Musée H. Queuille Neuvic	31/12/2019	2 128,38	15	0,00	141,89	1 986,49
	Centre Entretien Routier La Roche Canillac	31/12/2019	7 087,20	15	0,00	472,48	6 614,72
	Gendarmerie de Bugeat	31/12/2019	11 992,70	15	0,00	799,51	11 193,19
	MDSAP Beynat	31/12/2019	14 580,58	15	0,00	972,04	13 608,54
	Gendarmerie d'Argentat	31/12/2019	8 604,00	15	0,00	573,60	8 030,40
	MSD Ussel	31/12/2019	11 488,40	15	0,00	765,89	10 722,51
	Marbot bâtiment C	31/12/2019	12 173,80	15	0,00	811,59	11 362,21
	MSD Egletons	31/12/2019	33 939,31	15	0,00	2 262,62	31 676,69
	Centre Sportif de Bugeat	31/12/2019	71 878,89	15	0,00	4 791,93	67 086,96
	Châlet de Chamonix	31/12/2019	2 605,20	15	0,00	173,68	2 431,52
	Centre de vacances La Martière	31/12/2019	73 806,88	15	0,00	4 920,46	68 886,42
	Centre d'Entretien Routier Mercoeur	31/12/2019	1 732,62	15	0,00	115,51	1 617,11
	Sédières	31/12/2019	16 213,92	15	0,00	1 080,93	15 132,99
	MSD Brive-Centre	31/12/2019	19 093,46	15	0,00	1 272,90	17 820,56
	Marbot bâtiment A	31/12/2019	101 404,71	15	0,00	6 760,31	94 644,40
	Maison du Tourisme	31/12/2019	11 000,05	15	0,00	733,34	10 266,71
	MSD Uzerche	31/12/2019	8 288,85	15	0,00	552,59	7 736,26
	Centre d'Entretien Routier Eygurande	31/12/2019	3 509,06	15	0,00	233,94	3 275,12
	Centre d'Entretien Routier Ussel	31/12/2019	54 551,69	15	0,00	3 636,78	50 914,91
	Centre d'Entretien Routier Egletons	31/12/2019	8 111,19	15	0,00	540,75	7 570,44
	Centre d'Entretien Routier Beynat	31/12/2019	598,80	15	0,00	39,92	558,88

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

	Désignation des ensembles	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
	Gendarmerie de Corrèze	31/12/2019	3 658,42	15	0,00	243,89	3 414,53
	Frais d'études suivis de réalisation - Musée Sarran installations générales	31/12/2019	1 620,00	15	0,00	108,00	1 512,00
	Frais d'études suivis de réalisation - Collèges installations techniques	31/12/2019	3 000,00	15	0,00	200,00	2 800,00
	Intégration travaux terminés (c/23) - Centre d'Entretien Routier Lappleau	31/12/2019	7 171,20	15	0,00	478,08	6 693,12
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment B	31/12/2019	20 443,01	15	0,00	1 362,87	19 080,14
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot Bâtiment G - Pavillon Saintypoly	31/12/2019	1 760,56	15	0,00	117,37	1 643,19
	Intégration travaux terminés (c/23) - Marbot bâtiment A	31/12/2019	3 850,03	15	0,00	256,67	3 593,36
	Intégration travaux terminés (c/23) - Bâtiment routes Chameyrat (ex PRD)	31/12/2019	48 172,28	15	0,00	3 211,49	44 960,79
	Intégration travaux terminés (c/23) - Archives Départementales	31/12/2019	2 281,38	30	0,00	0,00	2 281,38
	Collège de Seilhac	31/12/2019	595,74	15	0,00	39,72	556,02
	Collège de Beaulieu	31/12/2019	15 133,98	15	0,00	1 008,93	14 125,05
	Collège Clémenceau Tulle	31/12/2019	19 140,86	15	0,00	1 276,06	17 864,80
	Collège de Meymac	31/12/2019	11 906,63	15	0,00	793,78	11 112,85
	Collège de Larche	31/12/2019	3 822,00	15	0,00	254,80	3 567,20
	Collège d'Objat	31/12/2019	3 239,21	15	0,00	215,95	3 023,26
	Collège de Lubersac	31/12/2019	25 082,12	15	0,00	1 672,14	23 409,98
	Collège de Beynat	31/12/2019	51 199,51	15	0,00	3 413,30	47 786,21
	Collège Rollinat Brive	31/12/2019	19 710,00	15	0,00	1 314,00	18 396,00
	Collège de Meyssac	31/12/2019	10 678,20	15	0,00	711,88	9 966,32
	Collège de Treignac	31/12/2019	19 709,66	15	0,00	1 313,98	18 395,68
	Collège d'Uzerche	31/12/2019	20 712,12	15	0,00	1 380,81	19 331,31
	Collège de Bort-Les-Orgues	31/12/2019	15 544,26	15	0,00	1 036,28	14 507,98
	Collège Cabanis Brive	31/12/2019	28 293,68	15	0,00	1 886,25	26 407,43
	Collège d'Argentat	31/12/2019	116 430,05	15	0,00	7 762,00	108 668,05
	Collège d'Allasac	31/12/2019	4 091,01	15	0,00	272,73	3 818,28
	Collège de Merlines	31/12/2019	5 076,23	15	0,00	338,42	4 737,81
	Collège J. Moulin Brive	31/12/2019	17 141,56	15	0,00	1 142,77	15 998,79
	Collège Jean Lurçat Brive	31/12/2019	43 064,46	15	0,00	2 870,96	40 193,50
	Collège de Corrèze	31/12/2019	23 520,10	15	0,00	1 568,01	21 952,09
	Collège V. Hugo Tulle	31/12/2019	81 662,22	15	0,00	5 444,15	76 218,07
	Plantation d'arbres - Réserve de biodiversité Argentat	31/12/2019	99,00	1	0,00	99,00	0,00
Autres			0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – MATERIELS ET OUTILLAGES	B11.3

Installations techniques, matériels et outillages en cours d'amortissement (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		11 914 432,74		4 838 519,90	1 102 894,73	5 973 041,03
Aire de Corrèze Vitrac	31/12/2003	1 096 879,09	50	351 001,30	21 937,58	723 940,21
Eclairage parking Archives	31/12/2005	6 642,70	50	1 859,96	132,85	4 649,89
Mobilier urbain	31/12/2005	22 129,50	50	6 196,26	442,59	15 490,65
Château Sédières création parking	31/12/2006	226 040,31	50	58 770,48	4 520,81	162 749,02
Aire d'autoroute de Masseret	31/12/2006	95 299,01	50	24 777,74	1 905,98	68 615,29
Aire du Pays de Brive / A89	31/12/2007	71 961,61	50	17 270,79	1 439,23	53 251,59
Aire du Pays de Brive	31/12/2008	121 012,94	50	26 622,85	2 420,26	91 969,83
Téléphonie Mobile - Schéma départemental études	31/12/2008	79 123,88	12	72 530,22	6 593,66	0,00
Haut débit, frais d'études suivis de réalisation	31/12/2009	44 252,00	12	36 876,67	3 687,67	3 687,67
SALEUSE ACOMETIS 4M3 - 1427E	31/03/2010	13 095,93	10	12 768,53	327,40	0,00
SALEUSE ACOMETIS 4M3 - 1428E	31/03/2010	13 095,93	10	12 768,53	327,40	0,00
PELLE HAULOTTE MULTIJOB - 907CC	15/11/2010	90 034,88	10	82 531,98	7 502,90	0,00
PATA BI REPANDEUR ACMAR - 911CC	07/12/2010	154 391,64	10	140 239,07	14 152,57	0,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2010	32 982,33	10	29 684,10	3 298,23	0,00
SALEUSE ACOMETIS 4M3 - 1334D	31/12/2010	12 606,15	10	11 345,55	1 260,60	0,00
SALEUSE ACOMETIS 4M3 - 1335D	31/12/2010	12 606,15	10	11 345,55	1 260,60	0,00
REM PANNEAUX LACHAUD - BJ 766 WX	31/12/2010	9 370,66	10	8 433,60	937,06	0,00
Pose de glissières de sécurité	31/12/2010	99 419,85	10	89 477,87	9 941,99	0,00
Pose de panneaux de signalisation	31/12/2010	300 604,39	10	270 543,95	30 060,44	0,00
Aire autoroute de Vitrac, Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	3 229,20	50	581,26	64,58	2 583,36
Travaux aire du Chavanon	31/12/2010	3 866,45	50	695,96	77,33	3 093,16
Travaux aire de Vitrac	31/12/2010	1 122,82	50	202,11	22,46	898,26
Téléphonie mobile site de Camps + Bonnefonds	31/12/2010	29 673,96	12	22 255,47	2 472,83	4 945,66
Schéma Haut Débit Etudes 2009 suivies de réalisation	31/12/2010	18 464,34	12	13 848,26	1 538,70	3 077,39
Matériel et outillage techniques	31/12/2011	68 772,49	10	55 017,99	6 877,25	6 877,25
Travaux aires	31/12/2011	34 472,33	50	5 515,57	689,45	28 267,31
Pose signalisations	31/12/2011	36 068,30	10	28 854,64	3 606,83	3 606,83
Pose glissières	31/12/2011	16 275,73	10	13 020,58	1 627,57	1 627,57
Autres installations	31/12/2011	299 757,24	10	239 805,79	29 975,72	29 975,73
Site de CAMPS	31/12/2011	70 963,40	12	47 308,93	5 913,62	17 740,85
Site de BONNEFOND	31/12/2011	127 001,18	12	84 667,45	10 606,30	31 750,30
Téléphonie mobile	31/12/2011	11 775,40	12	7 850,27	981,28	2 943,85
DORSAL contribution FEDER	31/12/2011	109 793,50	12	73 195,67	9 149,46	27 448,38
BALAYEUSE	01/01/2013	7 639,94	10	5 347,94	763,99	1 528,01
PELLE SUR PNEUS D'OCCASION - 1391D	01/01/2013	96 737,68	10	67 716,39	9 673,77	19 347,53

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TRACTEUR ARION 410M+DEB+CHARGEUR - CH-748-KF	01/01/2013	112 360,32	10	78 652,21	11 236,03	22 472,07
ETRAVE VARIO 1,25	01/01/2013	10 553,42	10	7 387,39	1 055,34	2 110,69
ETRAVE VARIO 1,25	01/01/2013	10 553,41	10	7 387,38	1 055,34	2 110,69
LAMES CIRRONS SCHMIDT SL30	01/01/2013	13 308,88	10	9 316,23	1 330,89	2 661,77
LAMES CIRRONS SCHMIDT SL30	01/01/2013	13 308,87	10	9 316,22	1 330,89	2 661,76
SALEUSE TYPE GALEOX 4M3 SCHMIDT	01/01/2013	15 881,58	10	11 117,12	1 588,16	3 176,31
SALEUSE TYPE GALEOX 4M3 SCHMIDT	01/01/2013	17 016,72	10	11 911,69	1 701,67	3 403,35
Matériel et outillage techniques	31/12/2013	227 884,57	7	195 329,63	32 554,94	0,00
Dispositifs de signalisation	31/12/2013	14 265,20	10	8 559,12	1 426,52	4 279,56
Travaux 2012 terminés (compte 23)	31/12/2013	582 143,19	10	349 285,91	58 214,32	174 642,96
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Centre de mobilité régionale	31/12/2013	6 201,00	12	3 100,50	516,75	2 583,75
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Site de Camps/Bonnefond	31/12/2013	744,52	12	372,26	62,04	310,22
Travaux 2012 terminés (c/ 23)-Aménag. aires de retournement	31/12/2013	15 799,00	12	7 899,50	1 316,58	6 582,92
CER Mercoeur-Achat d'un compteur électrique	31/12/2013	358,80	12	179,40	29,90	149,50
LAME SCHMIDT TYPE SL32	01/01/2014	14 640,12	10	8 784,06	1 464,01	4 392,05
LAME SCHMIDT TYPE SL32	01/01/2014	14 640,12	10	8 784,06	1 464,01	4 392,05
SALEUSE SCHMIDT TYPE GALEOX S60G	01/01/2014	17 822,13	10	10 693,26	1 782,21	5 346,65
MONTAGE FLU	01/01/2014	963,22	10	577,92	96,32	288,98
BALAYEUSE RABAUD SETRA CLEAN 2400A	01/01/2014	8 041,78	10	4 885,08	804,18	2 352,52
LAME NIVELEUSE DESVOYS	01/01/2014	3 576,04	10	2 145,60	357,60	1 072,83
PONT ELEVATEUR	01/01/2014	4 305,60	10	2 583,36	430,56	1 291,68
TRACTEUR ARION 410 4X4+DEB+CHARGEUR - CT-994-ZM	01/01/2014	112 571,75	10	67 543,08	11 257,18	33 771,50
TRACTEUR ARION 410 4X4+DEB+CHARGEUR - CV-403-NK	01/01/2014	112 571,75	10	67 543,04	11 257,18	33 771,54
PANNEAU TRITON 200L	01/01/2014	356,41	10	213,84	35,64	106,93
PANNEAU TRITON 200L	01/01/2014	7 216,93	10	4 330,14	721,69	2 165,09
COMPACTEUR A PNEUS HAMM HD14TT	01/01/2014	56 212,00	10	33 727,20	5 621,20	16 863,60
VOLUCOMPTEURS STATION SERVICE PRD D178 A D180	01/01/2014	9 065,68	7	7 770,60	1 295,08	0,00
Matériel et outillage techniques	31/12/2014	151 448,32	7	107 505,16	21 635,47	22 307,68
Divers installations	31/12/2014	51 278,04	10	25 639,02	5 127,80	20 511,22
Intégration travaux terminés (compte 23)	31/12/2014	710 163,66	10	355 081,83	71 016,37	284 065,46
Frais d'études suivis de réalisation - Collèges couverture WIFI	31/12/2014	1 794,00	12	747,50	149,50	897,00
PMV AXIMUM HERMES 250 L	01/01/2015	9 846,85	10	5 908,14	984,69	2 954,03
MONTAGE PMV AXIMUM HERMES 250L	01/01/2015	1 311,34	10	655,65	131,13	524,55
BALAYEUSE RABAUD SETRACLEAN 2400A	01/01/2015	8 109,43	10	4 054,70	810,94	3 243,78
LAME SCHMIDT	01/01/2015	15 061,78	10	7 530,90	1 506,18	6 024,70
VERIN A PISTON CREUX	01/01/2015	870,00	7	621,45	124,29	124,27
COFFRET PISTOLET CHAUFFANT A INDUCTION	01/01/2015	1 026,00	7	732,85	146,57	146,58
Matériel et outillage techniques	31/12/2015	101 179,35	7	57 816,77	14 454,19	28 908,39
Acquisition panneaux PDIPR & PDESI	31/12/2015	7 764,90	10	3 105,96	776,49	3 882,45
Intégration travaux terminés (compte 23)	31/12/2015	619 729,23	10	247 891,69	61 972,92	309 864,62
Intégration travaux terminés (c/ 23)-Aire de covoiturage de Naves	31/12/2015	49 991,77	12	16 663,92	4 165,98	29 161,87
Intégration travaux terminés (c/ 23)-Clergoux téléphonie mobile	31/12/2015	18 795,51	12	6 265,17	1 566,29	10 964,05

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
PMV TRITON MONTAGE EGLETONS	01/01/2016	883,04	10	353,20	88,30	441,53
PMV TRITON MONTAGE USSEL	01/01/2016	883,04	10	353,20	88,30	441,53
PMV AXIMUM TRITON 200L EGLETONS	01/01/2016	6 699,76	10	2 679,92	669,98	3 349,87
PMV AXIMUM TRITON 200L EXPLOITATION	01/01/2016	6 699,76	10	2 679,92	669,98	3 349,87
PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION	01/01/2016	883,04	10	353,20	88,30	441,53
PMV AXIMUM TRITON 200L EXPLOITATION	01/01/2016	6 699,76	10	2 679,92	669,98	3 349,87
PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION	01/01/2016	883,04	10	352,90	88,30	441,83
PMV AXIMUM TRITON 200L EGLETONS	01/01/2016	6 699,76	10	2 679,92	669,98	3 349,87
BALAYEUSE RABAUD SETRACLEAN 2400 SORNAC	01/01/2016	7 978,52	10	3 191,60	797,85	3 989,07
BALAYEUSE RABAUD SETRACLEAN 2400 LARCHE	01/01/2016	7 978,53	10	3 191,60	797,85	3 989,07
COMPACTEUR ROUTIER HAMM H212 G280i-24 EXPLOITATION	01/01/2016	138 000,00	10	55 200,00	13 800,00	69 000,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1475D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1476D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1477D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1478D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1479D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
GRAVILLONNEUR PNEUM 14 CYLEXTRA CONCERTO-1480D	01/01/2016	20 640,00	10	8 256,00	2 064,00	10 320,00
LAME BIAISE RASCO	01/01/2016	14 071,15	10	5 628,48	1 407,12	7 035,56
CAMION EQUIP RENAULT 16T K240 4X3	01/01/2016	50 490,88	15	13 464,24	3 366,06	33 660,58
PONT ELEVATEUR 2 COLONNES WERTER 3T000	01/01/2016	2 878,80	7	1 645,04	411,26	822,51
PONT ELEVATEUR ROTARY SL135RA	01/01/2016	8 072,40	7	4 612,80	1 153,20	2 306,40
REPANDEUSE ACMAR 13500 LITRES EXPLOIT. - 1482D	01/01/2016	194 400,00	7	111 085,72	27 771,43	55 542,85
Matériel et outillage techniques	31/12/2016	98 519,81	7	42 222,78	14 074,26	42 222,78
2013/123 Lot 1 - Conception fournitures des panneaux du PDIPR	31/12/2016	9 211,12	10	2 763,34	921,11	5 526,67
Frais d'études suivis de réalisation - Collèges couverture WIFI	31/12/2016	17 100,00	12	4 275,00	1 425,00	11 400,00
PONCEUSE A BANDE - FREIN France	01/01/2017	1 320,00	7	565,71	188,57	565,72
PACK EQUERRE DE TIRAGE	01/01/2017	948,00	7	406,29	135,43	406,28
Matériel et outillage techniques	31/12/2017	69 490,88	7	19 854,54	9 927,27	39 709,07
Solde intégrations 2015 (c/23) - Divers installations routes déptales	31/12/2017	1 161 318,44	10	232 263,69	116 131,84	812 922,91
Solde intégrations 2016 (c/23) - Aménagmts sécurité, signalisation RD	31/12/2017	827 057,95	10	165 411,59	82 705,80	578 940,57
Installations de voirie	31/12/2017	8 337,13	10	1 667,43	833,71	5 835,99
Intégration travaux terminés (c/23) - Installations de voirie	31/12/2017	1 313 843,00	10	262 768,60	131 384,30	919 690,10
TRACTEUR ARION 2700 + ROTOR + CHARGEUR	01/01/2018	119 473,14	7	34 135,18	17 067,59	68 270,37
TRACTEUR ARION 2699 + ROTOR + CHARGEUR	01/01/2018	119 473,14	7	34 135,18	17 067,59	68 270,37
TRACTEUR ARION 2698 + ROTOR + CHARGEUR	01/01/2018	119 473,14	7	34 135,18	17 067,59	68 270,37
COFFRE DE FOURGON	01/01/2018	1 440,00	7	411,42	205,71	822,87
LAMES DE DENEIGEMENT	01/01/2018	27 905,78	7	7 973,08	3 986,54	15 946,16
DISTRIBUTEUR PRIVATIF AD BLUE 3000L	01/01/2018	13 800,00	7	3 942,86	1 971,43	7 885,71
AUTOMATE AVEC LOGICIEL CARBU SW2 - VOLUGEST	01/01/2018	8 238,00	7	2 353,71	1 176,86	4 707,43
DEMONTE PNEU PL	01/01/2018	13 512,00	7	3 860,58	1 930,29	7 721,14
4 COLONNES ELEVATRICE	01/01/2018	20 400,00	7	5 828,58	2 914,29	11 657,14
NETTOYEUR HP	01/01/2018	4 293,12	7	1 226,60	613,30	2 453,21

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
20 COFFRES CAMIONS OUTILLAGE	01/01/2018	6 626,40	7	1 893,26	946,63	3 786,51
STATION EASY MOBILE 200L	01/01/2018	591,59	7	169,02	84,51	338,05
POSTE A SOUDER PRESTO	01/01/2018	974,70	7	278,48	139,24	556,97
GROUPE ELECTROGENE	01/01/2018	3 450,00	7	985,72	492,86	1 971,43
COMPRESSEUR (NETTOYEUR HP)	01/01/2018	240,00	7	68,58	34,29	137,14
CLE A CHOC PL 2190-TI-6	01/01/2018	1 152,00	7	329,14	164,57	658,29
CENTRALE DE PULVERISATION MOUSSE PROFOAM	01/01/2018	768,00	7	219,42	109,71	438,86
POSTE A SOUDER TIG	01/01/2018	3 181,20	7	908,92	454,46	1 817,83
EQUILIBREUSE A PNEUS VL - VLU	01/01/2018	3 114,60	7	889,88	444,94	1 779,77
DETECTEUR DE RESEAUX ENTERRES	01/01/2018	5 605,20	7	1 601,48	800,74	3 202,97
MACHINE D'EXTRACTION CIRCUIT FERME	01/01/2018	2 098,80	7	599,66	299,83	1 199,31
FONTAINE MASTERCLEAB - STATION DE NETTOYAGE	01/01/2018	3 144,00	7	898,28	449,14	1 796,57
PERFO BURINEUR SDS MAX	01/01/2018	779,30	7	222,66	111,33	445,31
GROUPE ELECTROGENE HX4000	01/01/2018	837,60	7	239,32	119,66	478,63
ENSEMBLE POUR INDICE DE RUPTURE EMULSION CATIONIQUE EN 13075-1	01/01/2018	810,00	7	231,42	115,71	462,86
BATTEUSE AUTOMATIQUE POUR PANDA	01/01/2018	12 138,00	7	3 468,00	1 734,00	6 936,00
ETUVE GRAND VOLUME AVEC ETAGERE	01/01/2018	5 350,80	7	1 528,80	764,40	3 057,60
BALANCE ELECTRONIQUE	01/01/2018	1 416,00	7	404,58	202,29	809,14
SERVANTE ATELIER	01/01/2018	869,83	7	248,52	124,26	497,05
Equipements, matériels et outillages techniques	31/12/2018	128 999,70	10	12 899,97	12 899,97	103 199,76
Matériel et outillage techniques	31/12/2019	606 896,63	10	0,00	60 689,66	546 206,97
Matériel et outillage techniques - BFV	31/12/2019	4 296,16	1	0,00	4 296,16	0,00

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	B11.4

Autres immobilisations corporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		14 629 498,20		6 536 634,26	2 556 811,96	5 536 052,01
CAM MERCEDES 4X4 - BD 938 HF	18/11/2010	111 826,00	10	101 575,28	10 250,72	0,00
CAM KERAX 4X4 BEN - BE 132 FC	25/11/2010	114 098,40	10	103 639,38	10 459,02	0,00
CAM MERCEDES 4X4 BEN - DB 263 YK	26/11/2010	111 826,00	10	101 575,28	10 250,72	0,00
CAM PREMIUM 380.26 PATA - 910CC - BH-115-XQ	07/12/2010	109 879,32	10	99 807,04	10 072,28	0,00
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2010	116 956,04	10	105 260,44	11 695,60	0,00
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2010	23 383,49	10	21 045,14	2 338,35	0,00
Autres immobilisations corporelles	31/12/2010	348 149,46	10	313 334,51	34 814,95	0,00
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2011	105 284,53	10	84 227,62	10 528,45	10 528,45
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2011	16 675,23	10	13 340,18	1 667,52	1 667,52
Autres immobilisations corporelles	31/12/2011	518 769,39	10	415 015,51	51 876,99	51 876,94
Rideaux pour le collège de Merlines	31/12/2011	1 742,40	10	1 393,92	174,24	174,24
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2012	40 950,27	10	28 665,19	4 095,03	8 190,05
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2012	99 711,13	10	69 797,79	9 971,11	19 942,23
CAMION MERCEDES OCCASION - CK-864-ZA	01/01/2013	107 520,40	10	75 264,28	10 752,04	21 504,08
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2013	39 579,05	10	23 747,43	3 957,91	11 873,72
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2013	47 739,51	10	28 643,71	4 773,95	14 321,85
VESTIAIRE EXPLOITATION	31/12/2013	5 756,35	10	3 453,81	575,64	1 726,91
ARMOIRE A TIROIRS POUR ATELIER	31/12/2013	2 454,87	10	1 472,92	245,49	736,46
Travaux 2012 terminés (c/23)-Aménag. forêt-chantier Valiergues	31/12/2013	535,00	10	321,00	53,50	160,50
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - CZ-513-NR	01/01/2014	109 792,80	10	65 875,68	10 979,28	32 937,84
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - CY-835-SD	01/01/2014	109 792,80	10	65 875,68	10 979,28	32 937,84
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - CY-445-SE	01/01/2014	109 792,80	10	65 875,68	10 979,28	32 937,84
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2014	78 348,02	10	39 174,01	7 834,80	31 339,21
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2014	25 716,35	10	12 858,18	2 571,64	10 286,54
Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2014	1 105,94	10	552,97	110,59	442,38
Installations IUFM et école annexe	31/12/2014	13 162,68	10	6 581,34	1 316,27	5 265,07
Bibliobus	31/12/2014	225 736,80	15	75 245,60	15 049,12	135 442,08
KANGOO DCI - DC-590-JS	01/01/2015	13 163,02	5	10 530,41	2 632,61	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DC-513-GN	01/01/2015	14 046,43	5	11 237,15	2 809,28	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DB-985-EH	01/01/2015	13 221,59	5	10 577,28	2 644,31	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DB-979-EH	01/01/2015	13 221,60	5	10 577,28	2 644,32	0,00
CARTES GRISES KANGOO	01/01/2015	240,50	5	192,40	48,10	0,00
CARTES GRISES KANGOO	01/01/2015	240,50	5	192,40	48,10	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DB-037-PX	01/01/2015	13 677,85	5	10 942,28	2 735,57	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DB-248-PJ	01/01/2015	13 677,86	5	10 942,29	2 735,57	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TWINGO ESSENCE - DA-623-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-032-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-233-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-048-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-003-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-166-NX	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO ESSENCE - DA-862-NW	01/01/2015	8 455,51	5	6 764,40	1 691,11	0,00
TWINGO DIESEL - DA-474-NX	01/01/2015	9 599,20	5	7 679,36	1 919,84	0,00
TWINGO DIESEL - DA-431-NX	01/01/2015	9 599,20	5	7 679,36	1 919,84	0,00
TWINGO DIESEL - DA-528-NX	01/01/2015	9 599,20	5	7 679,36	1 919,84	0,00
TWINGO DIESEL - DA-328-NX	01/01/2015	9 599,20	5	7 679,36	1 919,84	0,00
FOURGON MASTER TOLE - DC-353-GD	01/01/2015	23 075,26	5	18 460,20	4 615,06	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DD-219-YZ	01/01/2015	23 697,23	5	18 957,79	4 739,44	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DD-048-YZ	01/01/2015	23 483,54	5	18 786,84	4 696,70	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DE-152-BR	01/01/2015	23 483,55	5	18 786,84	4 696,71	0,00
FOURGON MASTER TOLE - CX-508-WZ	01/01/2015	24 514,79	5	19 611,84	4 902,95	0,00
CAMION MERCEDES OCCASION - AD-993-FX	01/01/2015	111 600,00	10	55 800,00	11 160,00	44 640,00
CAMION MERCEDES OCCASION - AD-024-FY	01/01/2015	111 600,00	10	55 800,00	11 160,00	44 640,00
CAMION MERCEDES OCCASION - AD-615-FY	01/01/2015	111 600,00	10	55 800,00	11 160,00	44 640,00
KANGOO DCI EXPRESS - DH-495-XC	01/01/2015	12 961,21	5	10 368,97	2 592,24	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DK-056-NK	01/01/2015	13 795,06	5	11 036,05	2 759,01	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DK-414-KY	01/01/2015	13 795,06	5	11 036,05	2 759,01	0,00
KANGOO DCI EXPRESS - DK-076-NK	01/01/2015	13 795,06	5	11 036,05	2 759,01	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DM-715-ES	01/01/2015	24 663,60	5	19 730,88	4 932,72	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DM-827-AL	01/01/2015	24 663,60	5	19 730,88	4 932,72	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DL-945-ZK	01/01/2015	24 663,60	5	19 730,88	4 932,72	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DL-941-ZK	01/01/2015	24 663,60	5	19 730,88	4 932,72	0,00
FOURGON MASTER BENNE - DM-939-KP	01/01/2015	24 663,60	5	19 730,88	4 932,72	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2015	516 678,95	5	413 343,16	103 335,79	0,00
ORDINATEUR PORTABLE HP PROBOOK	31/12/2015	1 428,00	5	1 142,40	285,60	0,00
ORDINATEUR PORTABLE HP PROBOOK	31/12/2015	1 428,00	5	1 142,40	285,60	0,00
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2015	3 183,84	10	1 273,54	318,38	1 591,92
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2015	23 680,55	10	9 472,22	2 368,06	11 840,28
Intégration travaux terminés (c/23)-Sédières	31/12/2015	1 100,42	10	440,17	110,04	550,21
FAUTEUILS DEMAILLY	31/12/2015	3 229,20	10	1 291,68	322,92	1 614,60
Autres immobilisations corporelles	31/12/2015	479 830,57	5	383 864,46	95 966,11	0,00
Matériel de téléphonie	31/12/2015	101 060,49	5	80 848,39	20 212,10	0,00
CAMION RENAULT C430 26T 6X2 BOUILLE - DQ-005-YQ	01/01/2016	109 504,38	15	29 201,16	7 300,29	73 002,93
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - CL-685-QR	01/01/2016	114 000,00	10	45 600,00	11 400,00	57 000,00
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - CF-120-WS	01/01/2016	114 000,00	10	45 600,00	11 400,00	57 000,00
CAMION MERCEDES BENNE OCCASION - BW-813-PW	01/01/2016	114 000,00	10	45 600,00	11 400,00	57 000,00
CAMION CHASSIS RENAULT 16T K240 4X2	01/01/2016	68 255,17	15	18 201,36	4 550,34	45 503,46

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
CAMION RENAULT KERAX BENNE 19T OCCASION - CM-080-HR	01/01/2016	111 000,00	10	44 400,00	11 100,00	55 500,00
KANGOO EXPRESS CONFORT DCI 75 2PL - DV-348-LR	01/01/2016	13 719,82	5	10 975,84	2 743,98	0,00
KANGOO EXPRESS CONFORT DCI 75 3PL - DV-068-RZ	01/01/2016	14 122,10	5	11 297,68	2 824,42	0,00
KANGOO EXPRESS CONFORT DCI 75 3PL - DV-095-RZ	01/01/2016	14 122,10	5	11 297,68	2 824,42	0,00
KANGOO EXPRESS CONFORT DCI 75 3PL - DV-2485-RZ	01/01/2016	14 122,10	5	11 297,68	2 824,42	0,00
KANGOO EXPRESS CONFORT DCI 75 3PL - DV-198-RZ	01/01/2016	14 122,09	5	11 297,68	2 824,41	0,00
KANGOO VP DCI 90 ZEN ENERGY 5PL BDP - DS-940-FV	01/01/2016	13 505,62	5	10 804,48	2 701,14	0,00
KANGOO VP DCI 75 2PL BDP - DR-433-PY	01/01/2016	13 035,40	5	10 428,32	2 607,08	0,00
KANGOO DCI 90 3PL SATESE - DQ-386-TR	01/01/2016	14 166,28	5	11 333,04	2 833,24	0,00
FOURGON RENAULT MASTER BENNE DCI 125 7PL - DV-509-YC	01/01/2016	24 152,42	5	19 321,92	4 830,50	0,00
FOURGON RENAULT MASTER BENNE DCI 125 7PL - DV-477-YC	01/01/2016	24 152,42	5	19 321,92	4 830,50	0,00
FOURGON RENAULT MASTER BENNE DCI 125 7PL - DV-579-YC	01/01/2016	24 152,42	5	19 321,92	4 830,50	0,00
FOURGON RENAULT TRAFIC CONFORT DCI 115 SATESE - DP-471-XH	01/01/2016	17 075,24	5	13 660,20	3 415,04	0,00
CAMION RENAULT KERAX C380 BENNE 26T OCCASION - DQ-815-XH	01/01/2016	119 472,00	10	47 788,80	11 947,20	59 736,00
CAMION RENAULT KERAX C380 BENNE 26T OCCASION - DQ-418-XH	01/01/2016	119 472,00	10	47 788,80	11 947,20	59 736,00
Matériel informatique scolaire : ordicollège (amort 5ans)	31/12/2016	270 654,84	5	162 392,90	54 130,97	54 130,97
Autre matériel informatique	31/12/2016	583 841,29	5	350 304,77	116 768,26	116 768,26
PC PORTABLE HP PROBOOK 645	31/12/2016	652,74	5	391,65	130,55	130,54
IMPRIMANTE LEXMARK CX410DE	31/12/2016	523,38	5	314,04	104,68	104,67
MÉMOIRE LASER LEXMARK SUP 1GO	31/12/2016	46,27	5	27,75	9,25	9,26
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,06	5	79,23	26,41	26,42
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,06	5	79,23	26,41	26,42
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,07	5	79,23	26,41	26,42
VIDEOPROJECTEUR	31/12/2016	589,33	5	353,61	117,87	117,86
CORDON AUDIO VIDEOPROJECTEUR	31/12/2016	7,34	5	4,41	1,47	1,46
ECRAN LED 17" PHILIPS	31/12/2016	132,07	5	79,23	26,41	26,42
ECRAN LED 22" PHILIPS	31/12/2016	127,95	5	76,77	25,59	25,59
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,26	5	57,15	19,05	19,06
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,26	5	57,15	19,05	19,06
ONDULEUR EATON ELLIPSE + CABLE	31/12/2016	95,25	5	57,15	19,05	19,05
IMPRIMANTE LEXMARK MX511 DTE	31/12/2016	694,13	5	416,49	138,83	138,82
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2016	68 461,40	10	20 538,42	6 846,14	41 076,84
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2016	27 667,17	10	8 300,15	2 766,72	16 600,30
ARMOIRE DE RANGEMENT ATELIER	31/12/2016	3 448,84	10	1 034,65	344,88	2 069,30
Autres immobilisations corporelles	31/12/2016	319 392,42	5	191 635,45	63 878,48	63 878,48
Matériel de téléphonie	31/12/2016	24 007,38	5	14 404,43	4 801,48	4 801,48
Mise à disposition d'infrastructures passives sites TDF	31/12/2016	122 631,76	10	36 789,53	12 263,18	73 579,06
Matériel informatique scolaire	31/12/2017	237 502,44	5	95 000,98	47 500,49	95 000,98
Matériel informatique scolaire - tablettes	31/12/2017	1 114 482,86	3	742 988,57	371 494,29	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2017	578 164,86	5	231 265,94	115 632,97	231 265,94
ORDINATEUR ATELIER	31/12/2017	621,71	5	248,68	124,34	248,69
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2017	78 475,13	10	15 695,03	7 847,51	54 932,59

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2017	20 156,04	10	4 031,21	2 015,60	14 109,23
RACK 18 PALETTES CLASSIQUE	31/12/2017	830,22	10	166,04	83,02	581,15
RACK 9 PALETTES + ETAG GRIL	31/12/2017	637,80	10	127,56	63,78	446,46
RACK 6 TIROIRS	31/12/2017	7 440,00	10	1 488,00	744,00	5 208,00
Autres immobilisations corporelles	31/12/2017	341 539,63	5	136 615,85	68 307,93	136 615,85
Véhicule Master d'occasion DQ-979-JK	31/12/2017	18 000,00	5	7 200,00	3 600,00	7 200,00
Matériel de téléphonie	31/12/2017	9 141,16	5	3 656,46	1 828,23	3 656,46
MAD infrastructures passives sites TDF - St Cirgues la Loutre - Solde	31/12/2017	7 467,44	10	1 493,49	746,74	5 227,21
Construction de divers sites de radiotéléphonie zones blanches	31/12/2017	55 868,53	10	11 173,71	5 586,85	39 107,97
FOURGON BENNE SIMPLE + COFFRE - EP-983-EN	01/01/2018	26 973,15	5	10 789,26	5 394,63	10 789,26
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE - EL-084-BQ	01/01/2018	24 363,06	5	9 745,22	4 872,61	9 745,22
KANGOO EXPRESS CONFORT - EK-727-NC	01/01/2018	14 498,90	5	5 799,56	2 899,78	5 799,56
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE - EL-318-JE	01/01/2018	24 600,77	5	9 840,30	4 920,15	9 840,32
FOURGON MASTER DOUBLE CABINE - EL-476-FE	01/01/2018	24 600,77	5	9 840,30	4 920,15	9 840,32
KANGOO EXPRESS CONFORT - EK-754-NC	01/01/2018	14 324,00	5	5 729,60	2 864,80	5 729,60
KANGOO EXPRESS CONFORT - EK-737-NC	01/01/2018	14 324,00	5	5 729,60	2 864,80	5 729,60
KANGOO EXPRESS CONFORT - EK-744-NC	01/01/2018	14 324,01	5	5 729,60	2 864,80	5 729,61
KANGOO EXPRESS CONFORT - EL-096-MQ	01/01/2018	14 890,46	5	5 956,18	2 978,09	5 956,19
FOURGON TOLE - EXPLOITATION - EQ-394-HJ	01/01/2018	30 729,54	5	12 291,82	6 145,91	12 291,81
FOURGON TOLE - ATELIER - EQ-403-HJ	01/01/2018	27 145,33	5	10 858,14	5 429,07	10 858,12
REMORQUE PTAC 750KG - EP-447-TE	01/01/2018	1 062,00	5	424,80	212,40	424,80
REMORQUE PTAC 750KG - EP-441-TE	01/01/2018	1 062,00	5	424,80	212,40	424,80
REMORQUE PTAC 750KG - EP-436-TE	01/01/2018	1 062,00	5	424,80	212,40	424,80
REMORQUE PTAC 750KG - EP-442-TE	01/01/2018	1 062,00	5	424,80	212,40	424,80
Matériel informatique scolaire	31/12/2018	63 120,00	5	12 624,00	12 624,00	37 872,00
Matériel informatique scolaire - tablettes	31/12/2018	947 029,20	3	315 676,40	315 676,40	315 676,40
Frais d'études suivis de réalisation - tablettes scolaires	31/12/2018	18 240,00	3	6 080,00	6 080,00	6 080,00
Autre matériel informatique	31/12/2018	468 220,56	5	93 644,11	93 644,11	280 932,34
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2018	73 367,42	10	7 336,74	7 336,74	58 693,94
Autres matériels de bureau et mobiliers	31/12/2018	69 848,49	10	6 984,85	6 984,85	55 878,79
Autres immobilisations corporelles	31/12/2018	194 843,23	8	24 355,40	24 355,40	146 132,42
Camion benne Mercedes Benz CZ-956-GW	31/12/2018	91 200,00	8	11 400,00	11 400,00	68 400,00
Camion benne Mercedes Benz CZ-325-DF	31/12/2018	91 200,00	8	11 400,00	11 400,00	68 400,00
Camion benne Renault K380 4/4 - Immatr. DV-200-GQ	31/12/2018	126 000,00	8	15 750,00	15 750,00	94 500,00
Matériel de téléphonie	31/12/2018	114 646,35	5	22 929,27	22 929,27	68 787,81
Raccordement Electrique Pylone THD	31/12/2018	4 051,59	10	405,16	405,16	3 241,27
Couvertures zones blanches	31/12/2018	270 434,14	10	27 043,41	27 043,41	216 347,31
Matériel informatique scolaire	31/12/2019	78 600,00	5	0,00	15 720,00	62 880,00
Matériel informatique scolaire - tablettes	31/12/2019	57 960,00	3	0,00	19 320,00	38 640,00
Autre matériel informatique - BFV	31/12/2019	4 232,68	1	0,00	4 232,68	0,00
Autre matériel informatique	31/12/2019	400 877,79	5	0,00	80 175,56	320 702,23
Matériel de bureau et mobilier scolaires	31/12/2019	54 844,85	10	0,00	5 484,49	49 360,37

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Camion Twist lock occasion	31/12/2019	124 200,00	8	0,00	15 525,00	108 675,00
Camion benne occasion	31/12/2019	123 600,00	8	0,00	15 450,00	108 150,00
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,18	10	0,00	181,42	1 632,76
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,18	10	0,00	181,42	1 632,76
Vélos électriques	31/12/2019	1 814,19	10	0,00	181,42	1 632,77
Matériel de téléphonie - BFV	31/12/2019	249,90	1	0,00	249,90	0,00
Matériel de téléphonie	31/12/2019	88 238,27	5	0,00	17 647,65	70 590,62
Raccordement Electrique Pylone THD	31/12/2019	287,28	1	0,00	287,28	0,00
Couvertures zones blanches	31/12/2019	105 463,69	10	0,00	10 546,37	94 917,32

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	B11.5

Immobilisations incorporelles (1)

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
TOTAL		374 706 081,51		200 749 102,43	25 308 058,42	148 648 920,69
Fonds de concours Etat (reverst 180 000 en 2007)	31/12/2005	1 323 686,00	15	1 295 440,24	28 245,76	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2005	22 686 447,91	15	21 173 838,04	1 512 429,86	180,01
Subventions autres groupements	31/12/2005	337 117,00	15	314 642,53	22 474,47	0,00
Subventions autres EPL	31/12/2005	4 779 519,91	15	4 460 885,24	318 634,67	0,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2005	211 500,00	15	198 400,00	13 100,00	0,00
Subventions Ets Supérieurs	31/12/2005	71 996,75	15	67 196,94	4 799,81	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2006	24 615 363,64	15	21 333 315,14	1 641 024,24	1 641 024,26
Subventions autres groupements	31/12/2006	2 852 067,20	15	2 471 791,55	190 137,81	190 137,84
Subventions autres EPL	31/12/2006	7 345 484,00	15	6 366 086,16	489 698,93	489 698,91
Subventions autres organismes publics	31/12/2006	211 500,00	15	183 300,00	14 100,00	14 100,00
Subventions Ets Supérieurs, contrat de plan	31/12/2006	123 523,84	15	107 053,98	8 234,92	8 234,94
Subventions Communes et Groupements	31/12/2007	24 578 785,63	15	19 611 428,45	1 638 585,70	3 328 771,48
Subventions autres groupements	31/12/2007	916 699,96	15	733 359,96	61 113,33	122 226,67
Subventions autres EPL	31/12/2007	6 886 432,05	15	5 509 145,64	459 095,47	918 190,94
Subventions autres organismes publics	31/12/2007	830 081,00	15	664 064,78	55 338,73	110 677,49
Subventions Ets Supérieurs, contrat de plan	31/12/2007	11 384,00	15	9 107,21	758,93	1 517,86
DDE Fonds de concours Etat/ voirie	31/12/2008	8 575,84	15	6 288,96	571,72	1 715,16
Subventions Communes et Groupements	31/12/2008	22 653 605,45	15	16 612 643,98	1 510 240,36	4 530 721,11
Réctif imput° particip gymase collège Ussel (imputé en travaux en 2007)	31/12/2008	258 000,00	15	189 200,00	17 200,00	51 600,00
Subventions autres groupements	31/12/2008	1 370 520,43	15	1 005 048,29	91 368,02	274 104,12
Subventions autres EPL	31/12/2008	8 527 081,40	15	6 253 193,01	568 472,09	1 705 416,30
Subventions autres organismes publics	31/12/2008	498 081,16	15	365 259,51	33 205,41	99 616,24
collège jeanne d'arc argentat : travaux de sécurité, convention	31/12/2008	9 728,00	15	7 133,87	648,53	1 945,60
Subventions Communes et Groupements	31/12/2009	21 516 329,69	15	14 344 219,77	1 434 421,97	5 737 687,95
Subventions autres groupements	31/12/2009	819 884,50	15	546 589,65	54 658,96	218 635,89
Subventions autres EPL	31/12/2009	14 745 006,91	15	9 830 004,62	983 000,46	3 932 001,83
Subventions autres organismes publics	31/12/2009	481 317,48	15	320 878,33	32 087,83	128 351,32
Informatique - Logiciels créés	31/12/2010	27 145,84	10	24 431,26	2 714,58	0,00
Restaurant inter-administratif Tulle - Participation du Département	31/12/2010	60 000,00	15	36 000,00	4 000,00	20 000,00
Collège d'Arsonval-Subvention versée à la Région 1er acompte	31/12/2010	66 540,00	15	39 924,00	4 436,00	22 180,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2010	17 542 397,41	15	10 525 438,44	1 169 493,16	5 847 465,81
Subventions autres groupements	31/12/2010	1 183 802,69	15	710 281,58	78 920,17	394 600,94
Subventions autres EPL	31/12/2010	1 890 770,01	15	1 134 461,99	126 051,33	630 256,69
Subventions autres organismes publics	31/12/2010	465 988,60	15	279 593,14	31 065,90	155 329,56
Collège j d'arc Argentat : travaux de sécurité	31/12/2010	6 137,00	15	3 682,19	409,13	2 045,68

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Informatique - Logiciels créés	31/12/2011	26 218,56	10	20 974,85	2 621,86	2 621,86
Restaurant inter-administratif Tulle - Participation du Département	31/12/2011	65 000,00	15	34 666,66	4 333,33	26 000,01
Collège d'Arsonval - Remplacement des menuiseries - Subvention versée à la Région - 2ème acompte	31/12/2011	66 539,00	15	35 487,46	4 435,93	26 615,61
Subventions Communes et Groupements	31/12/2011	16 988 441,56	15	9 060 502,16	1 132 562,77	6 795 376,63
Subventions autres groupements	31/12/2011	794 815,40	15	423 901,54	52 987,69	317 926,17
Subventions autres EPL	31/12/2011	2 166 507,35	15	1 155 470,58	144 433,82	866 602,95
Subventions autres organismes publics	31/12/2011	1 458 820,00	15	778 037,31	97 254,66	583 528,03
Divers bénéficiaires privés	31/12/2011	4 090 939,38	15	2 181 834,33	272 729,29	1 636 375,76
Collège d'Arsonval - Remplacement des menuiseries extérieures - Subvention versée à la région	31/12/2012	66 539,00	15	31 051,53	4 435,93	31 051,54
Subventions Communes et Groupements	31/12/2012	15 081 860,33	15	7 038 201,47	1 005 457,35	7 038 201,51
Subventions autres groupements	31/12/2012	1 037 376,26	15	484 108,90	69 158,41	484 108,95
Subventions batiments et installations	31/12/2012	397 950,00	15	185 710,00	26 530,00	185 710,00
Subventions autres EPL	31/12/2012	2 851 064,53	15	1 330 496,75	190 070,96	1 330 496,82
Subventions autres organismes publics	31/12/2012	366 932,00	15	171 234,92	24 462,13	171 234,95
Divers bénéficiaires privés	31/12/2012	3 276 268,03	15	1 528 925,05	218 417,86	1 528 925,12
Subventions Communes et Groupements	31/12/2013	14 736 049,12	15	5 894 419,64	982 403,27	7 859 226,21
Subventions autres groupements	31/12/2013	1 176 653,97	15	470 661,56	78 443,59	627 548,82
Subventions batiments et installations	31/12/2013	1 692 034,00	15	676 813,58	112 802,26	902 418,16
Subventions autres EPL	31/12/2013	270 899,15	15	108 359,65	18 059,94	144 479,56
Subventions autres organismes publics	31/12/2013	183 177,12	15	73 270,82	12 211,80	97 694,50
Divers bénéficiaires privés	31/12/2013	2 139 181,87	15	855 672,73	142 612,12	1 140 897,02
Projet ligne ferroviaire à grande vitesse-Etude-Acompte 5 Instruction Ministérielle etape 3	31/12/2013	56 250,00	30	11 250,00	1 875,00	43 125,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2014	14 278 016,17	15	4 759 338,71	951 867,74	8 566 809,72
Subventions autres groupements	31/12/2014	765 410,73	15	255 136,90	51 027,38	459 246,45
Subventions batiments et installations	31/12/2014	1 017 872,01	15	339 290,66	67 858,13	610 723,22
Subventions autres organismes publics	31/12/2014	133 101,31	15	44 367,10	8 873,42	79 860,79
Divers bénéficiaires privés	31/12/2014	1 618 958,84	15	539 511,46	107 930,58	971 516,80
Frais d'études Marbot (construction d'un bâtiment)	31/12/2015	3 000,00	5	2 400,00	600,00	0,00
Frais d'études collèges	31/12/2015	4 600,80	5	3 680,64	920,16	0,00
Frais d'études voirie	31/12/2015	11 364,86	5	9 091,88	2 272,97	0,00
Frais d'insertion voirie	31/12/2015	1 975,25	5	1 580,20	395,05	0,00
Informatique	31/12/2015	398 773,98	5	319 019,18	79 754,80	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2015	606 440,52	5	485 152,40	121 288,12	0,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2015	14 451 865,73	15	3 853 830,85	963 457,71	9 634 577,17
Subventions autres groupements	31/12/2015	807 709,79	15	215 389,25	53 847,31	538 473,23
Subventions batiments et installations	31/12/2015	359 573,91	15	95 886,36	23 971,59	239 715,96
Subventions autres EPL	31/12/2015	490 000,00	5	392 000,00	98 000,00	0,00
SI/20150605/2-01/2015/AMENAGEMENT FONCIER - Convention ASAFAC 2015 Autonomie et gestion en eau	31/12/2015	59 980,00	5	47 984,00	11 996,00	0,00
si/260615/2015/2-01	31/12/2015	30 500,00	5	24 400,00	6 100,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
SI/20150605/2-01/2015/AMENAGEMENT FONCIER - Convention ASAFAC 3e ac.	31/12/2015	88 380,00	5	70 704,00	17 676,00	0,00
Autonomie et gestion eau						
Subventions autres organismes publics	31/12/2015	145 371,63	15	38 765,76	9 691,44	96 914,43
Divers bénéficiaires privés	31/12/2015	556 163,25	5	444 930,61	111 232,64	0,00
Divers bénéficiaires privés	31/12/2015	2 537 083,61	15	676 555,61	169 138,90	1 691 389,10
achat matériel et mobilier 2015 collège	31/12/2015	91 326,47	5	73 061,16	18 265,31	0,00
Frais d'études camping de Ruffaud	31/12/2016	820,00	5	492,00	164,00	164,00
Frais d'études collège d'Argentat	31/12/2016	2 040,00	5	1 224,00	408,00	408,00
Frais d'études collèges de Treignac et Ussel	31/12/2016	3 144,00	5	1 886,40	628,80	628,80
Frais d'études voirie	31/12/2016	82 866,21	5	49 719,72	16 573,24	16 573,24
Frais d'insertion voirie	31/12/2016	1 543,36	5	926,01	308,67	308,67
Frais d'insertion informatique	31/12/2016	108,00	5	64,80	21,60	21,60
Informatique	31/12/2016	569 525,25	5	341 715,15	113 905,05	113 905,05
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2016	21 394,80	5	12 836,88	4 279,00	4 278,96
Subventions Communes et Groupements	31/12/2016	356 474,42	5	213 884,64	71 294,88	71 294,90
Subventions Communes et Groupements	31/12/2016	11 522 973,30	15	2 304 594,66	768 198,22	8 450 180,42
Subventions autres groupements	31/12/2016	1 991 801,64	15	398 360,31	132 786,77	1 460 654,56
Subventions biens mobiliers matériel et études	31/12/2016	245,51	5	147,30	49,10	49,11
Subventions batiments et installations	31/12/2016	127 250,00	15	25 449,99	8 483,33	93 316,68
Subventions autres EPL	31/12/2016	589 133,82	5	353 480,28	117 826,76	117 826,78
SI/05062015/Aménagement foncier/Convention 2015/Matériel (solde)	31/12/2016	14 475,00	5	8 685,00	2 895,00	2 895,00
SI/12042013/SoutienProdAgri/Irrigation collective/solde	31/12/2016	6 302,33	5	3 781,38	1 260,46	1 260,49
Subv-inv. 2016/CP-2016-10-28/Accomp. BRSA-Partenariat CMA	31/12/2016	30 500,00	5	18 300,00	6 100,00	6 100,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2016	126 989,00	15	25 397,79	8 465,93	93 125,28
Divers bénéficiaires privés	31/12/2016	305 700,87	5	183 420,51	61 140,17	61 140,19
Divers bénéficiaires privés	31/12/2016	2 941 994,11	15	588 398,82	196 132,94	2 157 462,35
achat matériel et mobilier 2016 collège	31/12/2016	70 581,99	5	42 349,17	14 116,39	14 116,43
Frais d'études collèges	31/12/2017	16 980,00	5	6 792,00	3 396,00	6 792,00
Frais d'études archives	31/12/2017	2 880,00	5	1 152,00	576,00	1 152,00
Frais d'études voirie	31/12/2017	12 585,37	5	5 034,15	2 517,07	5 034,15
Frais d'insertion voirie	31/12/2017	108,00	5	43,20	21,60	43,20
Frais d'insertion informatique	31/12/2017	3 348,00	5	1 339,20	669,60	1 339,20
Informatique	31/12/2017	502 608,38	5	201 043,35	100 521,68	201 043,35
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2017	17 896,80	5	7 158,72	3 579,36	7 158,72
Frais d'insertion suivis de réalisation - Informatique	31/12/2017	1 080,00	5	432,00	216,00	432,00
Frais d'études suivis de réalisation - Audit KPMG	31/12/2017	29 490,00	5	11 796,00	5 898,00	11 796,00
Frais d'études suivis réal. - Contrôle effectivité APA	31/12/2017	10 000,00	5	4 000,00	2 000,00	4 000,00
Subvention pour Cité d'Arsonval 28102016_1.08 1er acompte	31/12/2017	114 700,00	15	15 293,34	7 646,67	91 759,99
Subventions Communes et Groupements	31/12/2017	400 553,08	5	160 221,24	80 110,62	160 221,22
Subventions Communes et Groupements	31/12/2017	11 650 867,00	15	1 553 448,94	776 724,47	9 320 693,59
Subventions autres groupements	31/12/2017	1 565 028,00	15	208 670,40	104 335,20	1 252 022,40
Subventions batiments et installations	31/12/2017	401 132,28	15	53 484,30	26 742,15	320 905,83

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Subventions autres EPL	31/12/2017	1 322 462,00	5	528 984,80	264 492,40	528 984,80
SI-CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT-Convention du 03.07.2017-Année 2017	31/12/2017	30 500,00	5	12 200,00	6 100,00	12 200,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2017	200 000,00	15	26 666,66	13 333,33	160 000,01
Divers bénéficiaires privés	31/12/2017	116 438,25	5	46 575,30	23 287,65	46 575,30
Divers bénéficiaires privés	31/12/2017	2 670 148,76	15	356 019,84	178 009,92	2 136 119,00
achat matériel et mobilier 2017 collègue	31/12/2017	88 901,00	5	35 560,40	17 780,20	35 560,40
Frais d'études informatique	31/12/2018	4 830,00	5	966,00	966,00	2 898,00
Frais d'études collègue J. Lurçat Brive-Analyses amiante	31/12/2018	427,20	5	85,44	85,44	256,32
Frais d'études collèges divers-Analyses amiante	31/12/2018	1 171,20	5	234,24	234,24	702,72
Frais d'études La Celette-Forages C.H. Eygurande	31/12/2018	1 656,00	5	331,20	331,20	993,60
Frais d'études voirie	31/12/2018	70 722,55	5	14 144,51	14 144,51	42 433,53
Frais d'insertion informatique	31/12/2018	1 080,00	5	216,00	216,00	648,00
Frais d'insertion voirie	31/12/2018	1 404,00	5	280,80	280,80	842,40
Informatique	31/12/2018	878 772,96	5	175 754,59	175 754,59	527 263,78
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2018	82 239,48	5	16 447,90	16 447,90	49 343,69
Frais d'études suivis réal.-Acq. logiciel contrôle effectivité APA	31/12/2018	33 908,80	5	6 781,76	6 781,76	20 345,28
SI/28-10-2016-0108/subvention cité d'Arsonval phase 1 - acompte 2	31/12/2018	114 700,00	30	3 823,33	3 823,33	107 053,34
SI/28-10-2016-0108/subvention cité d'Arsonval phase 1 – acompte3	31/12/2018	229 400,00	30	7 646,67	7 646,67	214 106,66
Subventions Communes et Groupements	31/12/2018	368 043,85	5	73 608,77	73 608,77	220 826,31
Subventions Communes et Groupements	31/12/2018	12 334 760,00	30	411 158,67	411 158,67	11 512 442,66
Subventions autres groupements	31/12/2018	788 098,82	30	26 269,96	26 269,96	735 558,90
Subventions batiments et installations	31/12/2018	58 500,00	30	1 950,00	1 950,00	54 600,00
Subventions autres EPL	31/12/2018	235 000,00	5	47 000,00	47 000,00	141 000,00
SI/21072018/GESTION EAU PRIVE/ASA COTEAUX SIONIAC - AVENANT Irrigation collective/SOLDE	31/12/2018	67 500,00	5	13 500,00	13 500,00	40 500,00
SI-CMA-PTI2018-Convention du 16 mai 2018-Annuité d'emprunt CMA pour invest CFA*13 vents"	31/12/2018	22 875,00	5	4 575,00	4 575,00	13 725,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2018	231 584,00	30	7 719,47	7 719,47	216 145,06
Divers bénéficiaires privés	31/12/2018	260 158,28	5	52 031,66	52 031,66	156 094,96
Divers bénéficiaires privés	31/12/2018	2 369 980,39	30	78 999,35	78 999,35	2 211 981,69
achat matériel et mobilier 2018 collègue	31/12/2018	90 448,95	5	18 089,79	18 089,79	54 269,37
Frais d'études informatique	31/12/2019	2 772,00	5	0,00	554,40	2 217,60
Frais d'études Contrat de Transition Ecologique (IRVE et méthanisation)	31/12/2019	59 716,20	5	0,00	11 943,24	47 772,96
Frais d'études La Celette-Captages C.H. Eygurande	31/12/2019	1 488,00	5	0,00	297,60	1 190,40
Informatique	31/12/2019	1 198 624,23	5	0,00	239 724,85	958 899,38
Informatique - BFV	31/12/2019	1 854,00	1	0,00	1 854,00	0,00
Frais d'études suivis de réalisation - Informatique	31/12/2019	212 211,72	5	0,00	42 442,34	169 769,38
SI/28-10-20146-Subvention Cité d'Arsonval phase 1/Acompte4	31/12/2019	344 100,00	30	0,00	11 470,00	332 630,00
Subventions Communes et Groupements	31/12/2019	471 363,68	5	0,00	94 272,74	377 090,94
Subventions Communes et Groupements	31/12/2019	13 580 792,00	30	0,00	452 693,07	13 128 098,93
Subventions autres groupements	31/12/2019	11 876,20	5	0,00	2 375,24	9 500,96
Subventions autres groupements	31/12/2019	1 724 258,02	30	0,00	57 475,27	1 666 782,75

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bien	Date d'acquisition	Valeur acquisition	Durée amortissement	Cumul des amortissements antérieurs	Amortissements de l'exercice	Valeur nette comptable au 31/12 de l'exercice
Subventions batiments et installations	31/12/2019	434 179,72	30	0,00	14 472,66	419 707,06
Subventions autres EPL	31/12/2019	219 000,00	5	0,00	43 800,00	175 200,00
SI/FRANSYLVA/2019-SUBVENTION ELAGAGE-Mise en oeuvre de l'opération-Solde 10 %	31/12/2019	5 000,00	5	0,00	1 000,00	4 000,00
SI-CTE-CHAMBRE AGRICULTURE-RESALYS-Plate forme produits circuits courts - Sub. 2019-1er acompte	31/12/2019	10 500,00	5	0,00	2 100,00	8 400,00
SI/FRANSYLVA/2019-SUBVENTION ELAGAGE-Mise en oeuvre de l'opération-Acompte 40 %	31/12/2019	20 000,00	5	0,00	4 000,00	16 000,00
SI/FRANSYLVA/SUBVENTION ELAGAGE/Mise en oeuvre de l'opération-Acompte 50 %	31/12/2019	25 000,00	5	0,00	5 000,00	20 000,00
Subventions autres organismes publics	31/12/2019	538 326,00	30	0,00	17 944,20	520 381,80
Divers bénéficiaires privés	31/12/2019	194 735,80	5	0,00	38 947,16	155 788,64
Divers bénéficiaires privés	31/12/2019	2 028 697,14	30	0,00	67 623,24	1 961 073,90
achat matériel et mobilier 2019 collège	31/12/2019	91 268,00	5	0,00	18 253,60	73 014,40

(1) Acquis à compter du 01/01/2004.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS – PARTICIPATIONS	B11.6

Participations et créances rattachées à des participations

Organisme dans lequel la participation est prise	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		74 700,00	
261 - Titres de participation		74 700,00	
Parts sociales Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel	07/04/2000	2 700,00	Capitalisation dividendes en 135 parts de 20 € (BCE/2020/35)
SEM Corrèze Energies Renouvelables	12/04/2019	72 000,00	Libération de 50% de la participation totale fixée à 144 000 €
266 - Autres formes de participation		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES IMMOBILISATIONS –AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	B11.7

Autres immobilisations financières

Nature de l'immobilisation financière	Date délibération	Valeur acquisition	Observations (1)
TOTAL		222 395,06	
271 - Titres immobilisés (droit de propriété)		0,00	
272 - Titres immobilisés (droit de créances)		222 395,06	
Portefeuille du legs Brouilhet -Marbouty		63 425,23	Valeur du portefeuille au 31/12/2020
Portefeuille du legs Nogier		43 969,83	Valeur du portefeuille au 31/12/2020
Portefeuille du legs Brouilhet -Marbouty	25/01/2019	115 000,00	Consignation
276 - Autres créances immobilisées		0,00	

(1) Indiquer par exemple si une provision a été constituée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B12

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	912 104,05	
60618	Autres fournitures	183 893,31	
60633	Fournitures de voirie	661 979,54	
6068	Autres matières et fournitures	0,00	
6135	Locations mobilières	62 620,54	
6241	Transports de biens	3 610,66	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		912 104,05
722	Immobilisations corporelles		912 104,05
TOTAL GENERAL		912 104,05	912 104,05

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	912 104,05
21318	Autres bâtiments publics	0,00
2151	Réseaux de voirie	912 104,05
23	Immobilisations en cours	0,00
23151	Réseaux de voirie en cours	0,00
TOTAL GENERAL		912 104,05

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le département.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B12

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	912 104,05
Recettes réelles de fonctionnement	302 936 203,50
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,30 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B13.1

B13.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	694 557,40
60668	Autres produits pharmaceutiques	612 368,12
6156	Maintenance	8 524,80
6282	Frais de gardiennage	27 753,48
6283	Frais de nettoyage des locaux	45 911,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	156 000,00
64128	Autres indemnités assistantes maternelles	156 000,00
65	Autres charges de gestion courante	2 770 073,00
6518	Autres aides à la personne	1 601 502,00
652411	Frais de séjour foyers de l'enfance	34 500,00
652412	Frais de séjour maisons d'enfants à caractère social	123 600,00
652413	Frais de séjour lieux de vie et accueil	1 000,00
652418	Autres frais de séjour	2 300,00
65242	Frais de séjour en établissements et services pour adultes handicapés	610 921,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associations de droit privé	396 250,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	2 330 070,83
65171	RSA-Versement pour allocations forfaitaires	2 330 070,83
Total des dépenses réelles		5 950 701,23
042	Opérations ordre transf. entre sections	880 000,00
6812	Dotations aux amortissements des charges à répartir	880 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		880 000,00
TOTAL GENERAL		6 830 701,23

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B13.2

B13.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	39 596,68
2051	Concessions et droits similaires	39 596,68
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	76 550,56
21351	Installations, agencements et aménagements des bâtiments publics	14 164,30
2157	Matériel et outillage technique	14 273,46
21838	Autre matériel informatique	43 492,80
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 620,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		116 147,24
040	Opérations ordre transf. entre sections	4 400 000,00
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID-19	4 400 000,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		4 400 000,00
TOTAL GENERAL		4 516 147,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					23 750 000,00	18 125 000,00										293 456,25	1 000 000,00	
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	2021	C	CORNIL - 32 GRAND RUE - RESTRUCTURATION DU CENTRE HOSPITALIER	CREDIT AGRICOLE	3 750 000,00	0,00	15,46	X	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	F	Taux fixe à 0.67 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2018	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 437 500,00	17,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	71 203,13	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	10 000 000,00	9 125 000,00	18,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	148 168,75	500 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 562 500,00	18,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	74 084,37	250 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					29 389 123,08	27 151 076,00										453 447,21	1 089 966,76	
EHPAD DE CORREZE	2019	P	EHPAD CORREZE - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	5 419 767,72	5 103 614,61	28,08	T	V	Livret A + 1.11	0,460	V	Livret A + 1.11	1,620	A-1	EUR	86 744,06	180 658,92

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	5 511 068,51	5 327 366,23	28,75	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,550	A-1	EUR	72 127,14	183 702,28
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	4 302 783,59	4 159 357,47	28,75	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	42 309,09	143 426,12
EHPAD DE SEILHAC	2018	P	SEILHAC - 34 AVENUE NATIONALE - REHABILITATION EHPAD	CDC	1 491 122,85	1 304 732,47	19,00	T	V	Livret A + 1.3	0,510	V	Livret A + 1.3	1,850	A-1	EUR	25 766,56	67 778,32
EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commailgnac)	2017	P	VIGEOIS - EHPAD VIGEOIS - REAMENAGEMENT DE PRET	CDC	4 153 771,77	3 500 369,51	18,58	T	V	Livret A + 1.65	0,590	V	Livret A + 1.65	2,150	A-1	EUR	79 413,16	186 686,36
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2010	P	CONSTRUCTION MAISON DE VIE ST-PRIVAT	CDC	420 000,00	249 816,95	10,08	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,840	F	Taux fixe à 3.39 %	3,340	A-1	EUR	8 785,69	20 107,83
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2011	P	EPDA DE LA CORREZE	CDC	679 000,00	424 783,03	10,83	T	F	Taux fixe à 3.16 %	0,780	F	Taux fixe à 3.16 %	3,110	A-1	EUR	13 891,80	31 886,52
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2019	C	SERVIERES-LE-CHÂTEAU - L'OUSTAOU - CONSTRUCTION FOYER DE VIE	BANQUE POSTALE	350 000,00	332 500,00	18,96	T	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	6 284,69	17 500,00
EPDA DU GLANDIER	2018	C	EPDA DU GLANDIER - VIGEOIS-ARNAC POMPADOUR-LUBERSAC - CONSTRUCTION DE 3 FOYERS DE VIE	BANQUE POSTALE	4 691 634,50	4 550 885,47	24,21	T	F	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,650	V	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé) Taux fixe à 1.97 %	1,690	A-1	EUR	76 215,74	140 749,05
EPDA DU GLANDIER	2019	C	LUBERSAC - EPDA GLANDIER - CONSTRUCTION DU FOYER D'HERBERGEMENT	CE	1 108 365,50	1 064 030,88	23,98	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,550	A-1	EUR	20 743,07	44 334,64
EPDA DU GLANDIER	2019	P	VIGEOIS - LE BOURG - REAMENAGEMENT CONSTRUCTION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	CDC	1 261 608,64	1 133 619,38	15,25	T	V	Livret A + 1.18	0,480	V	Livret A + 1.18	1,730	A-1	EUR	21 166,21	73 136,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					133 419 678,47	114 966 968,45											1 609 144,47	4 158 204,54
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1996	P	PEYRELEVADE PUY CHAB	CDC	28 572,53	10 104,70	7,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,360	A-1	EUR	176,01	1 251,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	SALENGRO MERLINES	CDC	29 198,71	12 039,32	9,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,450	A-1	EUR	205,05	1 189,97
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	30 151,60	12 432,21	9,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,450	A-1	EUR	211,75	1 228,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	NEUVIC	CDC	22 943,58	9 666,58	10,17	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,340	A-1	EUR	163,74	897,47
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	MESTES	CDC	55 948,79	25 106,68	10,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,320	A-1	EUR	424,11	2 255,25
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	EMPRUNT GARANTI CHALONS D'AIX	CDC	30 634,63	12 749,13	10,67	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,470	A-1	EUR	215,96	1 183,67
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	40 246,54	17 241,93	10,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,530	A-1	EUR	291,69	1 576,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	BORT LES ORGUES	CDC	56 496,92	24 203,72	10,83	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,510	A-1	EUR	409,47	2 213,66
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3	CDC	64 272,51	37 921,76	16,00	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	2,040	A-1	EUR	815,30	1 849,18
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3 TS	CDC	30 184,91	14 114,15	11,00	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,550	A-1	EUR	237,14	1 185,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2002	P	L'Augénie-CHABRIGNAC 4	CDC	34 361,50	21 122,46	16,08	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,720	A-1	EUR	432,16	1 039,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2007	P	PEYRELEVADE "ALLEE DES 4 VENTS" 2 Pavillons	CDC	60 050,00	46 401,76	26,92	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,530	A-1	EUR	740,55	1 375,75
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2008	P	LES COUAS 2- EYGURANDE	CDC	128 500,00	99 841,49	27,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	1 387,26	2 918,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	BORT LES ORGUES "le bois de coin 2" 6 LOGTS	CDC	238 500,00	190 561,96	28,08	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	2 644,68	5 340,13
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	PLUS CURE MALARET-ST SETIERS	CDC	149 575,00	119 047,17	28,17	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	1 652,17	3 336,07

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	ROSIERS DE JUILLAC "CAVES" 4 Pavillons	CDC	156 900,00	125 171,22	28,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	1 737,17	3 507,69
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	JUILLAC "CHATENET 2" 2 Pavillons	CDC	76 500,00	61 029,94	28,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	846,99	1 710,25
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	La Moutade-PEYRELEVADE-4 Lgts	CDC	152 150,00	127 693,42	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 768,41	3 299,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de coin 3-BORT-LES-ORGUES-3 Pavillons	CDC	117 950,00	98 990,73	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 370,91	2 558,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de Coin 3-BORT-LES-ORGUES-2 pavillons	CDC	82 700,00	67 375,78	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	381,50	1 988,41
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	COPROD-COMPACTAGE 0355560-0433669-CHABRIGNAC	CDC	175 524,50	97 319,12	9,73	A	V	Livret A + 1.3	2,550	V	Livret A + 1.3	1,980	A-1	EUR	2 173,17	8 689,39
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEES DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	121 800,00	103 227,86	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	1 428,22	2 565,85
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEE DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 200,00	52 138,61	31,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,510	A-1	EUR	294,94	1 486,44

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LE LONZAC - LOTISSEMENT PRE FAURIE - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	21 761,49	9 261,02	2,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	216,43	3 106,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALON-LA-TOUR	CDC	45 773,54	31 561,43	7,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	616,13	3 646,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONDAT-SUR-GANAVEIX	CDC	23 370,26	17 975,61	8,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	346,59	1 829,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	RILHAC-TREIGNAC	CDC	24 594,81	18 917,49	8,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	364,75	1 925,37
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-CYR-LA-ROCHE	CDC	35 002,17	26 539,90	10,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,690	A-1	EUR	502,44	2 170,94
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL MOULINOTS 2	CDC	77 406,83	67 989,58	16,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	1 246,09	3 215,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAMBERET "LA CROIX DU COQ"	CDC	73 871,25	51 376,34	6,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,570	A-1	EUR	1 029,63	7 459,56
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	EYGURANDE LE PARC2	CDC	78 882,74	69 865,50	17,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,560	A-1	EUR	1 276,54	3 079,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SARRAN "LE BOURG"	CDC	15 968,19	10 071,99	6,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,630	A-1	EUR	201,85	1 462,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS D'EGLÉTONS	CDC	63 077,62	53 253,75	13,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,600	A-1	EUR	990,24	3 331,60
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAVEROCHE	CDC	72 259,48	61 727,22	14,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	1 142,73	3 571,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALENGRO MERLINES	CDC	60 296,88	43 110,94	9,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,650	A-1	EUR	829,58	4 293,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	45 221,32	36 898,62	14,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,650	A-1	EUR	683,09	2 135,13
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	NEUVIC	CDC	36 420,12	31 436,80	15,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	579,72	1 690,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MESTES	CDC	65 592,64	56 617,68	15,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	1 044,07	3 043,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MERLINES 2	CDC	42 307,00	30 692,54	10,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,670	A-1	EUR	587,43	2 874,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	81 245,96	67 170,36	15,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	1 238,67	3 611,00
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BORT LES ORGUES	CDC	86 335,35	71 378,01	15,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	1 316,27	3 837,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS DE JUILLAC	CDC	28 475,33	24 081,29	16,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	441,35	1 138,98
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LA CHABASSERIE-ROSIERS DE JUILLAC	CDC	43 088,21	37 494,83	21,92	A	V	Livret A + 0.75	1,500	V	Livret A + 0.75	1,480	A-1	EUR	583,87	1 429,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT SETIERS	CDC	46 711,29	42 115,34	21,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	764,29	1 558,64
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL 5 LOGTS	CDC	48 192,56	44 961,28	27,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,750	A-1	EUR	806,16	1 105,27
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC INSERTION	CDC	11 984,33	10 819,23	22,00	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,450	A-1	EUR	162,59	393,97
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	DAVIGNAC	CDC	31 892,03	28 015,67	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	513,28	1 314,60

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHIRAC BELLEVUE	CDC	25 281,15	22 208,31	17,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	406,88	1 042,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC 2	CDC	71 034,22	64 376,23	22,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	1 166,10	2 257,94
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SEILHAC VALETTE 3	CDC	126 164,83	117 705,58	27,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	2 110,48	2 893,52
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHANTEIX 2 LE BOURDEIX	CDC	38 206,15	33 562,34	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	614,90	1 574,87
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS IMM.BUGEAT	CDC	75 020,11	65 997,09	22,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	1 195,46	2 314,79
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BISSIERE-MOUSTIER-VENTADOUR	CDC	59 564,51	52 400,41	22,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	949,17	1 837,90
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST ETIENNE AUX CLOS	CDC	20 442,05	18 092,08	18,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	330,56	796,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BEYSSENAC	CDC	31 722,74	28 075,98	18,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	512,97	1 236,74

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAFRAGNE BEYSSAC	CDC	71 616,47	65 212,59	23,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	1 179,23	2 171,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST PARDOUX CORBIER	CDC	87 329,63	75 178,39	19,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,690	A-1	EUR	1 370,17	3 117,32
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	TROCHE	CDC	100 213,26	89 199,80	24,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	1 610,44	2 825,43
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHATENET STADE - JUILLAC	CDC	103 428,86	94 859,58	25,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,480	A-1	EUR	1 613,09	2 903,30
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CROIX ROCHER SORNAC	CDC	119 588,32	106 825,23	25,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,630	A-1	EUR	1 816,56	3 269,52
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CONCEZE 7	CDC	133 569,53	119 314,29	25,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,630	A-1	EUR	2 028,94	3 651,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LAFRAGNE 2 - BEYSSAC	CDC	82 089,39	73 685,77	26,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,540	A-1	EUR	1 251,34	2 152,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LILAS-BEYSSENAC	CDC	53 423,25	47 954,23	26,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,540	A-1	EUR	814,36	1 401,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BAS CLUZEL ST CYR LA ROCHE	CDC	32 645,61	29 303,63	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,560	A-1	EUR	497,64	856,12
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS PUY BLANC 2-MARGERIDES	CDC	60 518,10	54 322,77	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,560	A-1	EUR	922,51	1 587,06
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BEAUREGARD-ST JULIEN PRES BORT	CDC	64 871,92	58 230,88	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,560	A-1	EUR	988,88	1 701,24
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MONTAIGNAC ST HIPPOLYTE "CHÂTEAU" 2 Pavillons	CDC	59 134,33	53 080,67	26,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,630	A-1	EUR	901,42	1 550,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860739-1000679-EYGURANDE	CDC	40 386,50	34 711,00	18,71	A	V	Livret A + 0.78	1,530	V	Livret A + 0.78	1,450	A-1	EUR	553,51	1 466,34
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0871706-0896280-LAGANE ST-ANGEL	CDC	36 014,28	30 697,38	17,92	A	V	Livret A + 0.85	1,600	V	Livret A + 0.85	1,580	A-1	EUR	513,16	1 375,05
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860639-1000681-EYGURANDE	CDC	90 284,20	77 906,64	18,62	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,650	A-1	EUR	1 419,54	3 209,71
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0894920-0896278-LA GANE SAINT-ANGEL	CDC	192 763,77	166 336,73	18,98	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,740	A-1	EUR	3 030,82	6 852,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0471977-0878067-CHALON D'AIX	CDC	58 059,14	45 896,65	12,85	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	857,79	3 120,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355492-0412604-LE LONZAC	CDC	64 911,39	46 473,98	8,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	896,07	4 729,99
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0279855-0433939-ROSIERS-DE-JUILLAC	CDC	79 272,95	63 341,57	12,68	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,670	A-1	EUR	1 180,69	4 126,44
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLA CONCEZE	CDC	54 486,51	45 593,91	12,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,810	A-1	EUR	878,58	2 398,21
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONCEZE 6	CDC	54 422,21	50 941,31	28,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	912,31	1 190,87
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0476755-0879817-CONCEZE	CDC	90 894,94	80 504,56	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	1 470,93	3 548,51
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355522-0433937-CONCEZE	CDC	102 414,81	81 832,64	12,73	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	1 525,36	5 331,06
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX - LE MAZAGEIX	CDC	39 176,87	32 743,33	15,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,690	A-1	EUR	602,19	1 667,31

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAGARNECHE-LASCAUX 2	CDC	14 365,67	12 723,51	17,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,560	A-1	EUR	232,48	560,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX 2	CDC	19 358,95	16 451,47	17,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,260	A-1	EUR	252,50	962,36
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LE MAZAGEIX 2- LASCAUX	CDC	86 371,13	79 244,59	28,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,700	A-1	EUR	1 419,20	1 852,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " LES 4 CHEMINS"	CDC	93 272,24	87 440,38	22,17	A	V	Livret A + 1.32	2,070	V	Livret A + 1.32	1,860	A-1	EUR	1 870,99	2 945,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " 4 CHEMINS"	CDC	31 959,68	29 323,81	22,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,760	A-1	EUR	597,45	1 314,58
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	LES 4 CHEMINS ST AULAIRE 2	CDC	19 286,46	17 629,54	22,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,260	A-1	EUR	267,59	825,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0227231-0279856-0454781-SEILHAC-LA VALETTE	CDC	250 138,80	228 602,23	22,85	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	4 129,35	7 360,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0436548-0454662-TREIGNAC	CDC	131 823,63	118 186,96	20,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,710	A-1	EUR	2 149,20	4 624,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	60 000,00	48 590,93	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,420	A-1	EUR	254,48	2 304,63
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	52 500,00	42 517,07	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,420	A-1	EUR	222,67	2 016,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	26 250,00	21 258,54	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,420	A-1	EUR	111,33	1 008,28
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2013	C	LIGINIAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ADAPTES	C.C.C.COOP	190 500,00	146 050,00	22,81	T	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,830	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,640	A-1	EUR	2 544,81	6 350,00
CORREZE HABITAT	1975	P	063 UZERCHE FPA	CDC	119 169,40	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	34,22	3 421,91
CORREZE HABITAT	1980	P	124 USSEL LA VIALATTE 60 LOGTS	CDC	10 778,15	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	16,23	450,80
CORREZE HABITAT	1980	P	112 LE LONZAC FPA	CDC	15 061,96	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	25,65	712,53
CORREZE HABITAT	1980	P	071 UZERCHE 18 LOGTS	CDC	6 204,68	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,400	A-1	EUR	9,50	283,60
CORREZE HABITAT	1980	P	071 UZERCHE 18 LOGTS	CDC	16 952,33	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,400	A-1	EUR	25,95	774,69
CORREZE HABITAT	1980	P	125 MARCILLAC CLLE FPA	CDC	13 720,41	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	23,37	649,20
CORREZE HABITAT	1980	P	118 CHAMBOULIVE 12 LOGTS	CDC	26 678,58	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	45,44	1 262,22
CORREZE HABITAT	1980	P	068 USSEL LE MAZET 13 LOGTS	CDC	9 085,96	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 2.95 %	2,950	F	Taux fixe à 2.95 %	2,990	A-1	EUR	9,86	334,30
CORREZE HABITAT	1980	P	084 BUGEAT 6 L 2eTR	CDC	6 875,45	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	11,71	325,34
CORREZE HABITAT	1980	P	086 BUGEAT 6 LOGTS 3eTR	CDC	4 710,67	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	8,03	222,98

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	1980	P	117 NEUVIC 12 LOGTS	CDC	22 867,35	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,650	A-1	EUR	38,95	1 081,94
CORREZE HABITAT	1980	P	067 LIGINIAC FPS	CDC	14 208,25	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 2.95 %	2,950	F	Taux fixe à 2.95 %	2,990	A-1	EUR	18,10	613,39
CORREZE HABITAT	1981	P	113 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	3 155,69	149,23	0,07	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,590	A-1	EUR	10,56	144,12
CORREZE HABITAT	1981	P	115 SAINT PRIVAT 5 LOGTS	CDC	4 116,12	194,85	0,07	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,590	A-1	EUR	13,78	187,97
CORREZE HABITAT	1981	P	077 EYGURANDE 18 LOGTS	CDC	14 650,35	555,32	0,07	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,340	A-1	EUR	36,60	537,26
CORREZE HABITAT	1976	P	063 UZERCHE FPA	CDC	12 470,33	357,99	0,32	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	7,13	354,53
CORREZE HABITAT	1978	P	110 USSEL FOYER MIGRANTS	CDC	258 385,84	23 049,01	2,32	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	366,61	7 501,50
CORREZE HABITAT	1980	P	076 BUGREAT 6 LOGTS 1ERE TR	CDC	4 253,33	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,370	A-1	EUR	6,51	194,33
CORREZE HABITAT	1980	P	072 LUBERSAC 16 LOGTS	CDC	18 293,88	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,620	A-1	EUR	26,88	746,55
CORREZE HABITAT	1980	P	079 BORT LES ORGUES 8 LOGTS	CDC	15 214,41	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,370	A-1	EUR	23,29	695,17
CORREZE HABITAT	1981	P	116 MEYMAC 6 LOGTS	CDC	1 951,35	92,19	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	6,53	89,12
CORREZE HABITAT	1981	P	127 ALLASSAC 5 LOGTS +LT	CDC	1 311,06	62,09	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	4,39	59,87
CORREZE HABITAT	1981	P	078 USSEL 30 LOGTS	CDC	4 588,72	179,21	0,32	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	A-1	EUR	11,81	173,39
CORREZE HABITAT	1981	P	126 DONZENAC 6 LOGTS +LT	CDC	4 329,55	204,98	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	14,50	197,71
CORREZE HABITAT	1980	P	116 MEYMAC 6 LOGTS +LT	CDC	13 567,96	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	23,11	641,89
CORREZE HABITAT	1980	P	113 BEYNAT 5 LOGTS +LT	CDC	10 259,82	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	17,47	485,40
CORREZE HABITAT	1980	P	123 VIGEOIS 5 LOGTS +LT	CDC	18 065,21	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	30,77	854,73
CORREZE HABITAT	1980	P	115 SAINT PRIVAT 5 LOGTS +LT	CDC	11 037,31	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	18,80	522,11
CORREZE HABITAT	1980	P	114 LAPLEAU 5 LOGTS +LT	CDC	11 936,76	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	20,33	564,85
CORREZE HABITAT	1980	P	126 DONZENAC 6 LOGTS +LT	CDC	19 559,21	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	33,32	925,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	1980	P	127 ALLASSAC 5 LOGTS +LT	CDC	15 382,11	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	26,20	727,69
CORREZE HABITAT	1980	P	124 USSEL LA VIALATTE 60 LOGTS	CDC	138 667,63	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	207,66	5 768,42
CORREZE HABITAT	1980	P	117 NEUVIC 12 LOGTS	CDC	35 535,87	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,610	A-1	EUR	60,53	1 681,34
CORREZE HABITAT	1986	P	166 LAGUENNE 15 LOGTS	CDC	811 318,42	122 630,78	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	2 081,61	41 275,42
CORREZE HABITAT	1986	P	169 MEYMAC 20 LOGTS	CDC	1 219 592,14	183 804,09	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	3 120,00	61 865,30
CORREZE HABITAT	1986	P	168 MEYSSAC 9 LOGTS	CDC	400 590,28	60 549,23	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	1 027,80	20 379,82
CORREZE HABITAT	1986	P	171 CHAMBERET 3 LOGTS	CDC	135 679,63	20 507,98	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	348,11	6 902,63
CORREZE HABITAT	1986		167 VITRAC 2 LOGTS	CDC	7 881,61	0,00	0,00	A	V	Livret A + 0.47	4,940	V	Livret A + 0.47	89,880	A-1	EUR	196,74	218,30
CORREZE HABITAT	1987	P	170 NEUVIC 5 LOGTS	CDC	301 330,73	59 722,47	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,090	A-1	EUR	950,47	15 118,02
CORREZE HABITAT	1987	P	173 PALISSE 1 LOGT	CDC	61 040,59	12 097,99	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,090	A-1	EUR	192,54	3 062,45
CORREZE HABITAT	1987	P	178 CUREMONTE 1 LOGT	CDC	68 861,22	13 648,00	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,090	A-1	EUR	217,21	3 454,83
CORREZE HABITAT	1987	P	177 MARCILLAC 5 LOGTS	CDC	239 710,83	46 911,78	3,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	746,59	11 875,14
CORREZE HABITAT	1987	P	172 ALLASSAC 15 LOGTS	CDC	662 238,53	129 601,10	3,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,200	A-1	EUR	2 062,58	32 806,93
CORREZE HABITAT	1988		159 NAVES 7 LOGTS	CDC	2 149,53	231,86	1,17	A	V	Livret A + 0.47	4,940	V	Livret A + 0.47	11,520	A-1	EUR	33,26	116,79
CORREZE HABITAT	1988	P	174 ARNAC POMPADOUR 12 LOGTS	CDC	503 264,70	121 082,08	4,17	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,070	A-1	EUR	1 850,06	24 591,78
CORREZE HABITAT	1988		158 BORT LES ORGUES 6 LOGTS	CDC	14 299,72	1 542,43	1,17	A	V	Livret A + 0.47	4,940	V	Livret A + 0.47	11,520	A-1	EUR	221,26	776,95
CORREZE HABITAT	1988	P	180 NEUVIC 3 LOGTS	CDC	181 993,64	43 756,24	4,50	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,150	A-1	EUR	668,57	8 886,89
CORREZE HABITAT	1988	P	181 182 UZERCHE	CDC	473 369,44	113 810,95	4,50	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,150	A-1	EUR	1 738,96	23 115,00
CORREZE HABITAT	1995	P	264 LISSAC 1 LOGT	CDC	47 106,75	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 5.8 %	5,800	F	Taux fixe à 5.8 %	0,000	A-1	EUR	261,60	2 899,43
CORREZE HABITAT	1995	P	269 ALLASSAC 1 LOGT	CDC	39 636,75	0,00	0,00	A	F	Taux fixe à 5.8 %	5,800	F	Taux fixe à 5.8 %	0,000	A-1	EUR	220,12	2 439,65

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	1996	P	316 LA ROCHE CANILLAC 1 LOGT	CDC	44 362,66	14 441,76	7,67	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,470	A-1	EUR	252,19	1 828,40
CORREZE HABITAT	1997	P	297 TULLE L'ALVERGE 1 LOGT	CDC	25 306,54	2 650,65	1,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,380	A-1	EUR	61,68	1 328,94
CORREZE HABITAT	1997	P	296 VIGNOL 1 LOGT	CDC	13 872,86	1 453,06	1,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,380	A-1	EUR	33,81	728,52
CORREZE HABITAT	1997	P	295 VIGEOIS 1 LOGT	CDC	19 361,03	2 337,52	1,33	A	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	F	Taux fixe à 4.8 %	6,130	A-1	EUR	201,26	1 101,77
CORREZE HABITAT	1998	P	244 ARGENTAT 1 LOGT	CDC	38 034,96	15 206,36	12,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,360	A-1	EUR	255,78	1 295,53
CORREZE HABITAT	1999	P	263 UZERCHE SOUILLE	CDC	32 014,29	15 802,44	13,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,530	A-1	EUR	262,62	1 141,09
CORREZE HABITAT	2003	P	LIGINIAC-3 LOGTS	CDC	9 757,00	7 927,28	32,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,820	A-1	EUR	157,90	170,10
CORREZE HABITAT	2003	P	PALISSE 2 LOGTS	CDC	8 367,00	6 797,94	32,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,820	A-1	EUR	135,40	145,87
CORREZE HABITAT	2003	P	STE FORTUNADE-LA VERGNE	CDC	5 466,00	4 412,12	32,58	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	87,88	94,68
CORREZE HABITAT	2003	P	VARS /ROSEIX-2 LOGTS	CDC	3 244,00	2 652,81	32,75	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,880	A-1	EUR	52,84	56,92
CORREZE HABITAT	2003	P	SORNAC 2 LOGTS	CDC	8 939,00	7 466,73	33,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,940	A-1	EUR	148,60	153,85
CORREZE HABITAT	2003	P	ORLIAC DE BAR 4 LOGTS	CDC	4 933,00	4 120,51	33,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,940	A-1	EUR	82,01	84,90
CORREZE HABITAT	2005	P	0354 STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	8 529,00	5 916,41	19,25	A	V	Livret A + 1.15	3,400	V	Livret A + 1.15	1,710	A-1	EUR	117,00	241,34
CORREZE HABITAT	2005	P	SAINT ROBERT	CDC	4 048,00	3 440,90	34,83	A	V	Livret A + 1.15	3,150	V	Livret A + 1.15	1,850	A-1	EUR	66,68	68,81
CORREZE HABITAT	2005	P	DONZENAC - MAISON SANCHEZ	CDC	7 821,00	6 736,04	35,00	A	V	Livret A + 1	3,000	V	Livret A + 1	1,750	A-1	EUR	120,22	133,56
CORREZE HABITAT	2006	P	MARCILLAC LA CROISILLE - RUE CHATAIGNERE	CDC	27 000,00	9 797,08	5,17	A	V	Livret A + 1	3,250	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	198,33	1 535,98
CORREZE HABITAT	2006	P	0422 NEUVIC 7+1 LOGTS	CDC	20 162,00	16 955,92	35,92	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,730	A-1	EUR	302,61	336,20
CORREZE HABITAT	2006	P	0803 USSEL "LE STADE" 8 LOGTS	CDC	62 180,00	9 665,21	1,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,400	A-1	EUR	201,57	4 732,74
CORREZE HABITAT	2007	P	0425 JUILLAC 2 LOGTS	CDC	10 915,00	9 282,22	36,17	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	165,54	177,37
CORREZE HABITAT	2007	P	0426 EYGURANDE 10 LOGTS	CDC	21 616,00	18 073,68	36,33	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,230	A-1	EUR	258,23	370,97

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2007	P	0456 SOURSAC 5 LOGTS	CDC	17 465,00	14 853,98	36,58	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,640	A-1	EUR	264,91	283,83
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	20 900,00	17 818,29	36,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	317,78	340,47
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	22 400,00	19 097,09	36,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	340,59	364,91
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	120 943,29	12,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	1,100	A-1	EUR	1 553,91	8 549,54
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "LES SAPINS" 18 LOGTS	CDC	313 500,00	156 454,25	12,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	1,100	A-1	EUR	2 010,17	11 059,81
CORREZE HABITAT	2008	P	0451 COLLONGES LA ROUGE 3 LOGTS	CDC	5 528,00	4 642,11	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	63,92	93,05
CORREZE HABITAT	2008	P	121 ARNAC 128 MANSAC	CDC	52 053,00	43 711,41	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	601,93	876,12
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST ROBERT3 LOGTS	CDC	49 626,00	41 673,36	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	573,87	835,26
CORREZE HABITAT	2008	P	0446 VIGEOIS 4 LOGTS	CDC	20 581,00	17 282,84	37,83	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	237,99	346,41
CORREZE HABITAT	2008	P	0480 SAINT PARDOUX L'ORTIGIER 3 LOGTS	CDC	9 723,00	8 164,83	37,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	112,43	163,66
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST CLEMENT 7 LOGTS	CDC	99 062,00	84 854,47	38,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 167,74	1 645,13
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS TREIGNAC 7 LOGTS	CDC	69 240,00	59 309,51	38,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	816,20	1 149,88
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 28 LOGTS	CDC	238 800,00	117 485,01	8,08	A	V	Livret A + 0.25	4,250	V	Livret A + 0.25	0,770	A-1	EUR	1 299,01	12 416,24
CORREZE HABITAT	2009	P	CORNIL "LE PUY MARUT" 12 LOGTS	CDC	21 200,00	13 105,69	13,25	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	188,34	845,32
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 18 LOGTS	CDC	328 000,00	280 662,39	38,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	3 862,40	5 441,39
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES"-2 LOGTS	CDC	158 977,00	122 319,51	28,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	694,10	3 880,69
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 2 LOGTS	CDC	28 448,00	23 522,84	38,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	132,34	539,46
CORREZE HABITAT	2009	P	LE JARDIN CONSTRUCTION 2 LGTS	CDC	21 127,00	18 232,94	38,83	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	250,92	353,49
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	163 934,00	135 169,20	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	1 873,86	3 635,53
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	39 450,00	34 621,66	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	476,16	649,70

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	18 819,00	14 935,51	29,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,280	A-1	EUR	69,30	464,03
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC- 2 LOGEMENTS	CDC	173 968,00	143 442,60	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	1 988,56	3 858,04
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC-2 LOGEMENTS	CDC	6 805,00	5 972,14	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	82,14	112,07
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-De-LARCHE-Le Colombier-6 LGTS	CDC	485 955,00	400 686,59	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	5 554,76	10 776,90
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE - Le Colombier- 8 LGTS	CDC	31 248,00	27 423,54	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	377,17	514,61
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-L Colombier- 8 LGTS	CDC	49 511,00	39 293,91	29,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,280	A-1	EUR	182,32	1 220,82
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Colombier- 2 LGTS	CDC	195 141,00	155 567,84	29,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	881,79	4 757,59
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-LeColombier-3 LGTS	CDC	314 446,00	244 123,63	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	3 384,31	6 565,97
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE -Le Colombier- 3 LGTS	CDC	55 066,00	48 326,42	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	664,65	906,87
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-Le Colombier-3 LGTS	CDC	30 328,00	24 069,53	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,330	A-1	EUR	111,68	747,81
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-5 LGTS	CDC	357 656,00	283 395,63	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	3 928,74	7 622,24
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	46 485,00	40 795,67	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	561,08	765,55
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	43 586,00	34 591,61	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,330	A-1	EUR	160,50	1 074,72
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-1 LGT	CDC	100 140,00	79 832,34	29,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	452,51	2 441,44
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	274 596,00	226 413,83	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	3 138,80	6 089,64
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12 - 3 LGTS	CDC	31 161,00	27 347,18	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	376,11	513,19
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	27 503,00	21 827,49	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,330	A-1	EUR	101,28	678,15
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE - 10 LGTS	CDC	956 612,00	802 846,28	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	11 118,52	20 747,77
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE-10 LGTS	CDC	112 785,00	99 916,84	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 373,39	1 815,95
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-LE BOSQUET- 2 LGTS	CDC	207 257,00	173 942,55	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 408,91	4 495,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Bosquet- 2 LGTS	CDC	2 941,00	2 605,42	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	35,81	47,36
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	178 000,00	148 550,24	30,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	2 057,25	3 838,95
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 000,00	26 423,41	40,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	363,20	480,23
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	151 633,00	129 214,60	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 787,76	3 211,78
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	22 051,00	19 685,25	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	270,43	346,71
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	112 038,00	93 003,88	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	526,10	2 651,49
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	1 470 956,00	1 237 648,29	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	17 123,56	30 763,20
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	143 473,00	128 080,52	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 759,54	2 255,80
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET ELVERT - LA CHAPELLE DES EGAUX - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	338 437,00	288 400,29	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 990,18	7 168,53
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	204 104,00	173 927,97	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 406,39	4 323,18
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 713,00	27 417,95	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	376,66	482,90
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	95 273,00	79 087,06	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	447,38	2 254,73
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	175 251,00	149 340,77	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	2 066,21	3 712,04
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	19 447,00	17 360,63	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	238,50	305,76

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	71 332,00	59 213,42	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	334,96	1 688,14
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	62 363,00	51 768,17	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	292,84	1 475,88
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	19 465,00	16 950,68	41,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	95,20	357,90
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	219 720,00	186 924,71	31,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	2 586,21	4 646,23
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	61 872,00	55 152,64	41,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	757,67	971,37
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	172 638,00	143 036,16	31,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	809,13	4 077,88
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	48 613,00	42 258,96	41,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	237,33	892,27
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	164 841,00	140 236,92	31,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	1 940,26	3 485,75
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	19 672,00	17 535,61	41,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	240,90	308,84
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	69 591,00	57 658,39	31,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	326,16	1 643,81
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	405 092,00	343 323,31	31,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	4 750,07	8 533,70
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	72 694,00	64 572,10	41,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	887,08	1 137,27
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	150 722,00	124 342,31	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	703,38	3 544,93
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE DE LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	28 543,00	24 709,95	41,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	138,77	521,74
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	330 247,00	279 890,69	31,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	3 872,44	6 957,02

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	8 985,00	7 981,12	41,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	109,64	140,57
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	154 447,00	127 415,31	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	720,76	3 632,55
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	4 339,00	3 756,31	41,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	21,10	79,31
CORREZE HABITAT	2012	P	AYEN - LES CONDAMINES (EX GENDARMERIE) - ACQUISITION AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	78 060,00	64 397,80	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,490	A-1	EUR	364,29	1 835,94
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	590 544,00	500 497,41	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	6 924,66	12 440,46
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	118 983,00	105 689,36	41,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	1 451,94	1 861,44
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	171 003,00	141 073,69	31,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,510	A-1	EUR	798,03	4 021,93
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	34 795,00	30 122,38	41,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,510	A-1	EUR	169,17	636,01
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	209 109,00	177 223,91	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	2 451,99	4 405,11
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	17 996,00	15 985,37	41,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,310	A-1	EUR	219,60	281,54
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	108 154,00	93 940,97	32,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	1 298,55	2 248,04
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	9 871,00	8 922,56	42,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	122,51	152,37
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	411 508,00	357 429,82	32,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	4 940,77	8 553,40
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 192,00	33 618,51	42,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	461,60	574,10
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYSSAC - LES TERMES - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	288 000,00	216 098,58	17,50	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,880	A-1	EUR	2 270,07	10 908,06
CORREZE HABITAT	2013	P	MALEMORT - LE JASSOU - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	252 000,00	188 664,28	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,900	A-1	EUR	1 981,88	9 523,25

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2013	P	ST PANTALEON DE LARCHE - RESIDENCE ARNODIN - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	101 500,00	75 989,78	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,900	A-1	EUR	798,26	3 835,75
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - PRE POISSAC - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	280 000,00	209 626,97	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,900	A-1	EUR	2 202,08	10 581,40
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 2 - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	160 000,00	119 534,23	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	1 255,68	6 033,76
CORREZE HABITAT	2013	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	10 000,00	7 553,42	17,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	106,95	368,54
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	143 441,07	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	1 506,82	7 240,51
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 1 - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	9 700,00	7 326,79	17,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,290	A-1	EUR	103,74	357,49
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - LE CHAMP PEYRAT - REHABILITATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	312 000,00	233 091,73	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	2 448,58	11 765,83
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	143 441,07	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,940	A-1	EUR	1 506,82	7 240,51
CORREZE HABITAT	2015	P	206 JUILLAC 1 LOGT	CDC	22 246,31	16 839,19	12,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	350,37	1 128,58
CORREZE HABITAT	2015	P	270 NOAILLES 1 LOGT	CDC	14 647,62	7 756,42	5,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	174,80	1 207,58
CORREZE HABITAT	2015	P	282 TULLE 1 LOGT MIRAT	CDC	17 415,94	9 222,34	5,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	207,83	1 435,81
CORREZE HABITAT	2015	P	161 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	69 633,52	27 412,66	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	705,96	8 790,25
CORREZE HABITAT	2015	P	159 NAVES 7 LOGTS	CDC	95 263,24	37 502,34	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	965,80	12 025,64
CORREZE HABITAT	2015	P	158 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	77 903,79	30 668,41	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	789,80	9 834,26
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	7 999,06	3 148,98	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	81,10	1 009,77
CORREZE HABITAT	2015	P	163 TARNAC 5 LOGTS	CDC	67 196,07	23 735,56	2,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,880	A-1	EUR	611,26	7 611,14
CORREZE HABITAT	2015	P	165 SERVIERES- LE-CHATEAU 5 LOGTS	CDC	58 898,63	20 804,66	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	535,78	6 671,31
CORREZE HABITAT	2015	P	164 CHAMBOULIVE 8 LOGTS	CDC	134 281,84	47 432,19	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	1 221,52	15 209,78

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	157 LE LONZAC 4 LOGTS	CDC	63 879,97	22 564,22	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	581,10	7 235,53
CORREZE HABITAT	2015	P	167 VITRAC 2 LOGTS	CDC	30 729,51	14 335,17	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	346,11	3 414,09
CORREZE HABITAT	2015	P	152 ALLASSAC 6 LOGTS	CDC	62 307,91	23 476,38	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	604,59	7 528,03
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	13 336,68	5 933,50	3,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	143,26	1 413,13
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	76 608,45	11 725,61	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	452,93	11 501,33
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	43 413,30	6 644,79	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	256,67	6 517,70
CORREZE HABITAT	2015	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	35 093,83	5 371,43	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	207,48	5 268,68
CORREZE HABITAT	2015	P	139 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	18 810,67	2 879,14	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	111,21	2 824,07
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC -POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	83 065,61	12 713,94	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	491,10	12 470,75
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	75 546,68	11 563,10	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	446,65	11 341,92
CORREZE HABITAT	2015	P	136 MERLINES 2 LOGTS	CDC	12 134,16	1 857,24	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	71,74	1 821,72
CORREZE HABITAT	2015	P	138 ROSIERS D'EGLÉTONS 6 LOGTS	CDC	41 771,43	6 393,49	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	246,96	6 271,20
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	71 316,75	10 915,67	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,840	A-1	EUR	421,64	10 706,88
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS + LT	CDC	58 624,79	8 945,29	0,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	345,53	8 774,19
CORREZE HABITAT	2015	P	142 MEYMAC 15 LOGTS 2ème tr	CDC	90 377,30	27 112,13	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	785,47	13 168,40
CORREZE HABITAT	2015	P	146 TREIGNAC 9 LOGTS	CDC	48 468,68	14 540,02	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	421,24	7 062,12
CORREZE HABITAT	2015	P	145 MARCILLAC 6 LOGTS	CDC	44 429,62	13 328,38	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	386,14	6 473,60
CORREZE HABITAT	2015	P	140 SERVIERES 12 LOGTS	CDC	86 649,47	25 993,86	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	753,07	12 625,23
CORREZE HABITAT	2015	P	147 EYREIN 4 LOGTS	CDC	46 372,53	12 287,48	1,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,880	A-1	EUR	355,98	5 968,03
CORREZE HABITAT	2015	P	148 MONTAIGNAC 4 LOGTS	CDC	33 982,72	9 004,51	1,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,880	A-1	EUR	260,87	4 373,49

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	24 241,03	13 018,73	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	301,76	2 456,26
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS	CDC	8 806,96	4 729,80	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	109,63	892,38
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	10 117,79	5 433,79	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	125,95	1 025,21
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC-POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	25 202,88	13 535,29	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	313,74	2 553,73
CORREZE HABITAT	2015	P	160 BORT-LES-ORGUES 7 LOGTS	CDC	9 244,86	4 964,98	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,740	A-1	EUR	115,08	936,76
CORREZE HABITAT	2015	P	149 LAMAZIERE-BASSE 3 LOGTS	CDC	32 579,53	13 549,72	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	348,95	4 344,90
CORREZE HABITAT	2015	P	150 AUBAZINE 4 LOGTS	CDC	36 082,34	15 006,51	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	386,46	4 812,05
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	31 779,42	15 416,10	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,750	A-1	EUR	372,21	3 671,52
CORREZE HABITAT	2015	P	155 MONTAIGNAC 2 LOGTS	CDC	34 034,18	15 188,82	3,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,810	A-1	EUR	366,72	3 617,38
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	12 592,49	5 602,41	3,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,870	A-1	EUR	135,27	1 334,28
CORREZE HABITAT	2017	P	258 OBJAT 1ère tranche	CDC	89 029,10	53 502,77	5,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	1 216,51	8 882,11
CORREZE HABITAT	2017	P	261 OBJAT 2ème tranche - LA RIBIERE DE LA VIALLE	CDC	140 364,10	89 426,61	6,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	1 992,03	12 728,95
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLA TS	CDC	40 356,16	29 380,93	10,33	A	V	Livret A + 0.8	1,550	V	Livret A + 0.8	1,390	A-1	EUR	497,64	2 724,98
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLF	CDC	195 637,14	145 037,22	10,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,780	A-1	EUR	3 076,58	12 736,36
CORREZE HABITAT	2017	P	235 LAGARDE ENVAL	CDC	2 495,94	1 371,80	4,83	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,230	A-1	EUR	20,96	278,61
CORREZE HABITAT	2017	P	138 XAINTRIE	CDC	48 450,47	17 843,93	1,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	523,73	8 254,17
CORREZE HABITAT	2017	P	141 CUREMONTE	CDC	23 394,61	8 616,06	1,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,890	A-1	EUR	252,89	3 985,57
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE	CDC	22 669,77	8 349,10	1,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,980	A-1	EUR	244,12	3 862,09
CORREZE HABITAT	2017	P	129 NOAILLES	CDC	16 317,45	7 719,77	2,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,860	A-1	EUR	199,95	2 318,68
CORREZE HABITAT	2017	P	MARCILLAC LA CROZE	CDC	21 696,60	11 383,87	3,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,790	A-1	EUR	274,15	2 675,21

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	255 BEYSSAC	CDC	47 320,10	31 258,95	5,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,780	A-1	EUR	718,37	4 331,48
CORREZE HABITAT	2017		236 NEUVIC	CDC	1 154,39	599,34	2,00	A	V	Livret A + 0.47	1,220	V	Livret A + 0.47	2,030	A-1	EUR	12,39	200,54
CORREZE HABITAT	2017		234 MASSERET	CDC	1 198,60	413,82	1,83	A	V	Livret A + 0.47	1,220	V	Livret A + 0.47	2,140	A-1	EUR	12,72	208,45
CORREZE HABITAT	2018	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	5 539,90	1 378,39	0,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,570	A-1	EUR	48,31	1 382,46
CORREZE HABITAT	2018	P	350 CHAMBERET 2 LOGTS	CDC	13 145,80	12 305,00	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	220,33	285,14
CORREZE HABITAT	2018	P	364 NAVES 4 LOGTS	CDC	33 967,31	31 794,80	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	569,30	736,77
CORREZE HABITAT	2018	P	363 378 MALEMORT 15 + 5 LOGTS	CDC	136 652,25	127 912,13	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	2 290,33	2 964,06
CORREZE HABITAT	2018	P	361 FAVARS 6 LOGTS	CDC	23 741,94	22 223,42	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	397,92	514,98
CORREZE HABITAT	2018	P	ST BONNET PRES BORT-2 LOGTS	CDC	10 100,23	9 478,14	32,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	169,56	210,97
CORREZE HABITAT	2018	P	IMMEUBLE JAUVION GARE DE CORREZE	CDC	27 687,91	25 982,61	32,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,620	A-1	EUR	464,82	578,32
CORREZE HABITAT	2018	P	LOTISSEMENT LA GARENNE	CDC	21 713,55	20 376,20	32,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,640	A-1	EUR	364,52	453,54
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMP DE FOIRE	CDC	47 070,06	44 170,99	32,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,640	A-1	EUR	790,20	983,17
CORREZE HABITAT	2018	P	BAR LE NEUF	CDC	20 975,74	19 683,84	32,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	352,13	438,13
CORREZE HABITAT	2018	P	MEYSSAC 8 LOGTS	CDC	51 945,15	48 861,97	33,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,520	A-1	EUR	873,38	1 045,61
CORREZE HABITAT	2018	P	ST PANTALEON DE LARCHE 5 LOGTS	CDC	9 212,05	8 665,27	33,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,540	A-1	EUR	154,89	185,43
CORREZE HABITAT	2018	P	ST CLEMENT 4 LOGTS	CDC	8 732,98	8 214,64	33,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,560	A-1	EUR	146,83	175,79
CORREZE HABITAT	2018	P	EYREIN 3 LOGTS	CDC	13 245,49	12 459,32	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	222,70	266,62
CORREZE HABITAT	2018	P	SOUDEILLE 4 LOGTS	CDC	22 930,74	21 569,71	33,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,620	A-1	EUR	385,55	461,57
CORREZE HABITAT	2018	P	VARETZ 4 LOGTS	CDC	17 320,45	16 292,41	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	291,22	348,64
CORREZE HABITAT	2018	P	STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	35 681,40	33 563,55	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	599,93	718,23

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	CUBLAC 6 PAVILLONS	CDC	10 248,73	9 640,44	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,680	A-1	EUR	172,32	206,29
CORREZE HABITAT	2018	P	0412 MASSERET 4 LOGTS	CDC	12 974,25	12 465,33	34,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,750	A-1	EUR	222,64	256,67
CORREZE HABITAT	2018	P	0386 LADIGNAC 3 LOGTS	CDC	31 878,36	30 627,91	34,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,750	A-1	EUR	547,02	630,65
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT PRIVAT	CDC	10 342,41	9 750,42	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	174,15	200,76
CORREZE HABITAT	2018	P	COSNAC	CDC	10 567,03	9 962,19	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	177,93	205,12
CORREZE HABITAT	2018	P	JUILLAC	CDC	13 327,30	12 564,46	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	224,41	258,70
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMEYRAT	CDC	74 822,75	70 539,91	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,600	A-1	EUR	1 259,87	1 452,45
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	12 839,27	11 440,47	19,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,600	A-1	EUR	208,51	474,38
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	177 162,63	167 021,87	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,600	A-1	EUR	2 983,07	3 439,06
CORREZE HABITAT	2018	P	DARNETS	CDC	40 937,11	38 593,87	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,600	A-1	EUR	689,30	794,67
CORREZE HABITAT	2018	P	LUBERSAC	CDC	36 248,44	34 173,59	34,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,660	A-1	EUR	610,35	703,65
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET	CDC	29 877,77	28 167,56	34,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,700	A-1	EUR	503,08	579,99
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT-SOLVE - BELLEVUE - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	318 460,52	299 558,48	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	5 354,45	6 410,30
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	24 200,00	19 171,09	18,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	270,69	880,01
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 135 ET 145 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS (BATIMENTS D ET E)	CDC	38 000,00	30 103,38	18,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	425,05	1 381,83
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	455 986,00	403 354,27	33,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	5 570,85	9 301,23
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUET - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	82 806,00	75 752,60	43,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,180	A-1	EUR	1 039,60	1 254,97

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 793,00	51 812,12	33,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	292,57	1 382,41
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	10 907,00	9 782,37	43,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	54,88	196,04
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	314 400,00	278 110,71	33,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	3 841,07	6 413,15
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	33 264,00	30 430,59	43,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,350	A-1	EUR	417,62	504,13
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	106 202,00	92 026,65	33,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	519,65	2 455,39
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	11 224,00	10 066,72	43,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,550	A-1	EUR	56,48	201,73
CORREZE HABITAT	2014	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	162 531,47	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,340	A-1	EUR	853,33	8 135,07
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	105 000,00	81 265,73	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,340	A-1	EUR	426,67	4 067,53
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - CALAIS - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	320 000,00	247 667,01	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,340	A-1	EUR	1 300,32	12 396,29
CORREZE HABITAT	2014	P	ALLASSAC - CITE RADIEUSE - REHABILITATION 6 LOGEMENTS	CDC	71 000,00	54 951,10	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,340	A-1	EUR	288,51	2 750,43
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - ROUTE SAINT DULCET - CHATAIGNIES - REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS	CDC	128 000,00	99 066,83	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,340	A-1	EUR	520,13	4 958,51
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - ROUTE DE ST-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	273 000,00	211 290,91	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,360	A-1	EUR	1 109,33	10 575,59
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	243 000,00	188 072,14	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,360	A-1	EUR	987,43	9 413,43
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	155 100,00	122 869,37	18,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	1 734,88	5 640,03

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 29 LOGEMENTS (BATIMENT A)	CDC	319 000,00	246 893,03	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,360	A-1	EUR	1 296,25	12 357,56
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - 122 AVENUE VICTOR HUGO - IMMEUBLE CAMMAS - REHABILITATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	126 764,28	102 659,89	19,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,460	A-1	EUR	537,64	4 869,09
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	580 318,00	467 692,39	34,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,840	A-1	EUR	8 874,40	9 426,05
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	33 682,00	27 145,56	34,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,840	A-1	EUR	515,08	547,10
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	308 870,00	272 684,29	33,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	3 766,13	6 288,01
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	9 135,00	8 341,56	43,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,330	A-1	EUR	114,48	138,19
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RUE PIECE VERDIER - REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS	CDC	303 500,00	234 349,35	18,92	A	V	Livret A + (-0.25)	0,750	V	Livret A + (-0.25)	0,480	A-1	EUR	1 230,40	11 729,71
CORREZE HABITAT	2016	P	UZERCHE - ROUTE DE SAINT-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	20 566,00	17 445,29	20,17	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,290	A-1	EUR	91,16	786,03
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE - RESIDENCE LA BORIE BLANCHE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	206 500,00	185 216,78	21,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	2 597,49	7 189,75
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	146 797,00	138 307,66	36,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	1 905,87	2 867,81
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 136,50	27 884,36	46,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	382,15	422,99
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	47 045,00	43 863,44	36,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,320	A-1	EUR	247,11	1 066,34
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	10 404,50	9 857,44	46,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,320	A-1	EUR	55,22	183,36
CORREZE HABITAT	2017	P	MANSAC - RESIDENCE VAUBAN - ACQUISITION DE 9 LOGEMENTS	CDC	327 616,00	310 530,63	36,75	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,790	A-1	EUR	5 883,76	5 800,40
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	6 331,00	5 612,30	21,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,380	A-1	EUR	29,27	240,77
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	80 669,00	72 354,73	21,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	1 014,71	2 808,67

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	224 000,00	198 571,24	21,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,380	A-1	EUR	1 035,45	8 518,57
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	1 351 015,00	1 258 420,78	31,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	17 410,95	31 279,54
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	337 595,00	313 604,21	30,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	4 343,07	8 104,40
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	67 048,00	62 513,67	36,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,400	A-1	EUR	352,18	1 519,74
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	19 740,50	18 702,55	46,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,400	A-1	EUR	104,78	347,89
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	202 081,00	190 394,55	36,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	2 623,62	3 947,84
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 974,50	57 397,09	46,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,200	A-1	EUR	786,61	870,69
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE ICF 138 LOGEMENTS SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	4 981 300,00	4 639 897,76	31,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	64 195,58	115 330,14
CORREZE HABITAT	2018	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2016)	CDC	386 618,46	360 232,02	22,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	5 042,43	13 281,68
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET - REHABILITATION DE L'EHPAD	CDC	445 240,00	414 852,70	22,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,140	A-1	EUR	5 807,00	15 295,52
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	955 355,50	912 401,16	37,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,530	A-1	EUR	5 136,65	21 536,07
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	158 583,50	153 039,93	47,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,530	A-1	EUR	857,01	2 779,39
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBOULIVE - AUX BERNARDINES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Crédit Foncier	623 891,00	568 400,41	34,00	A	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	2,070	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,820	A-1	EUR	10 525,12	9 903,13
CORREZE HABITAT	2016	P	FINANCEMENT DE DIVERS PROGRAMMES POU REMPLACEMENT DE COMPOSANTS SUR PLUSIEURS RESIDENCES DE L'OFFICE	SFIL	11 406 590,02	9 699 775,56	26,83	A	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	A-1	EUR	158 755,18	440 006,25

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2007	P	404 EHPAD CHAMBERET	CE	612 119,00	436 385,46	17,65	T	V	Inflation Livret A + 0.8	3,850	V	Inflation Livret A + 0.8	1,520	A-1	EUR	7 286,32	17 365,80
CORREZE HABITAT	2009	P	EHPAD CHAMBERET	Crédit Foncier	1 754 000,00	1 103 031,79	18,91	T	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	5,230	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	1,670	A-1	EUR	19 345,57	63 488,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	592 192,69	530 322,34	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	8 595,11	35 777,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 289,97	21 999,23	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	283,59	877,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 362,40	34 347,17	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	442,78	1 370,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 310,60	33 353,66	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	429,97	1 330,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 806,69	33 919,98	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	436,70	1 284,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	38 114,23	36 105,96	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	464,86	1 366,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 703,42	30 980,23	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	398,86	1 172,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 543,15	23 249,95	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	299,34	880,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 919,78	35 067,06	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	450,94	1 262,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 351,00	27 878,11	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	358,50	1 003,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 322,15	33 549,63	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	431,44	1 207,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 618,61	31 191,96	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	399,91	974,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 653,67	29 312,99	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	375,83	915,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 176,19	53 102,07	2,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,660	A-1	EUR	1 243,66	17 964,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 984,78	24 405,35	2,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,660	A-1	EUR	571,58	8 256,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 158,36	41 495,53	2,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,700	A-1	EUR	968,18	13 828,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	294 696,96	279 369,27	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 148,52	9 019,55

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 339,65	40 520,01	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	682,10	819,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 453,85	25 712,61	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	436,49	741,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 238,22	123 464,29	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 833,39	3 986,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	77 819,12	73 771,61	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 095,48	2 381,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	276 792,96	262 396,47	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 896,47	8 471,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 469,24	43 587,55	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	733,74	881,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	311 337,14	295 760,63	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 388,43	9 175,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 588,56	45 752,62	35,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,440	A-1	EUR	770,19	925,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 425,17	21 526,10	15,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	325,14	1 283,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 253,01	241 532,46	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 583,79	7 492,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 467,48	30 253,47	35,25	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,460	A-1	EUR	509,28	611,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	265 960,67	254 534,47	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 764,69	6 653,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 843,75	24 846,71	35,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,540	A-1	EUR	418,26	502,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	260 908,54	249 699,37	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 693,20	6 527,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 406,76	41 541,93	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	614,43	1 085,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	136 917,68	130 067,55	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 929,92	4 034,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 819,35	24 823,26	35,83	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,610	A-1	EUR	417,87	502,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	417 767,50	399 819,36	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	5 913,55	10 451,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	150 709,30	144 895,01	35,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,630	A-1	EUR	2 439,13	2 930,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	79 251,62	75 846,81	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 121,81	1 982,75

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	264 049,04	252 704,95	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 737,64	6 606,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 278,17	45 392,78	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	763,59	885,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	166 204,32	157 888,97	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 342,73	4 898,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	66 777,17	65 499,59	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	1 101,82	1 277,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	350 322,99	332 795,97	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 937,95	10 324,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 239,41	98 804,05	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 461,37	2 582,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 497,66	108 769,22	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 613,89	3 374,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 475,20	41 662,57	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	700,84	812,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 817,70	184 533,87	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	2 729,35	4 824,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 530,23	41 716,55	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	701,75	813,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 478,47	140 372,78	29,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 081,29	4 189,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 367,33	178 667,22	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	2 640,87	4 486,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 021,07	34 679,21	36,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,440	A-1	EUR	583,37	676,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	118 890,32	113 978,13	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 684,70	2 861,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	98 246,86	94 187,59	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 392,17	2 364,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 806 278,21	1 730 391,22	31,08	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	23 843,82	44 193,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 728,75	135 872,96	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	2 008,33	3 411,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 801,71	25 803,30	36,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,480	A-1	EUR	434,06	503,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	288 844,23	276 402,80	31,08	T	V	Livret A + 0.65	0,350	V	Livret A + 0.65	1,160	A-1	EUR	3 392,84	7 240,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	33 053,24	31 242,43	21,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	434,34	1 232,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	213 449,57	204 630,47	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 024,62	5 138,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 580,27	48 696,04	36,50	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,520	A-1	EUR	819,16	949,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	310 860,72	298 016,91	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	4 404,95	7 482,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	63 666,35	61 294,63	36,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,540	A-1	EUR	1 031,09	1 195,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	240 782,83	230 834,45	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 411,94	5 795,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 475,43	45 706,86	36,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,540	A-1	EUR	768,87	891,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	274 193,69	262 864,83	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 885,37	6 600,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 790,31	141 684,08	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	2 094,22	3 557,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 821,81	30 636,37	36,75	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,580	A-1	EUR	515,36	597,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 609,76	69 609,76	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 028,90	1 747,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 877,27	26 380,74	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	443,47	496,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 649,46	99 367,00	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 468,74	2 494,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 152,29	26 650,68	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	448,01	501,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 199,27	236 027,06	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 488,68	5 926,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	48 741,23	47 840,80	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	804,23	900,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 814,32	157 046,00	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	2 321,28	3 943,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	22 977,32	22 552,85	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	379,13	424,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 734,73	108 251,21	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 599,07	2 613,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 168,01	25 226,13	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,420	A-1	EUR	424,07	474,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 032,58	95 094,04	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 404,72	2 295,64

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	49 998,02	48 009,58	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	709,19	1 159,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 314,25	66 819,41	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,420	A-1	EUR	1 123,27	1 257,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 758,33	235 984,38	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	3 485,92	5 696,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 594,31	59 144,64	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	873,67	1 427,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 376,83	41 815,55	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,420	A-1	EUR	702,94	787,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 573,56	92 529,34	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 088,66	2 354,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	154 478,09	148 009,01	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 741,41	3 765,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 408,83	107 701,49	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 267,17	2 740,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	172 329,15	165 112,54	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 942,64	4 201,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 779,24	75 480,22	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	888,07	1 920,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	487 617,97	467 198,07	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	5 496,85	11 887,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	545 929,43	523 067,63	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	6 154,19	13 308,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 479 277,03	1 419 495,32	33,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	16 691,43	34 816,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 457,92	161 650,05	33,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 900,79	3 964,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	37 774,81	35 872,93	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	424,96	1 293,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	143 340,58	136 123,71	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 612,54	4 906,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	102 575,52	97 411,09	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 153,94	3 511,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 720,92	114 642,91	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 358,07	4 132,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 773,51	111 615,94	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,290	A-1	EUR	3 765,76	3 586,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 473,36	78 161,40	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,290	A-1	EUR	2 637,06	2 511,59

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 326,98	38 218,57	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,290	A-1	EUR	1 289,44	1 228,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 946,14	138 315,63	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,290	A-1	EUR	4 666,59	4 444,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 223,58	39 978,03	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	639,80	1 880,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 553,63	44 182,12	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	705,85	1 954,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 894,95	111 394,48	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 779,64	4 928,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	451 540,93	419 526,88	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	6 702,35	18 559,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 441,84	195 521,62	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 123,65	8 649,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	396 062,99	367 982,29	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	5 878,87	16 279,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 787,35	135 451,08	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 163,97	5 992,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	173 147,52	160 871,46	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 570,07	7 116,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 277,89	89 451,83	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 429,08	3 957,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	159 843,49	148 510,67	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 372,61	6 570,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 875,47	131 816,54	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 105,90	5 831,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 640,77	62 845,06	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 004,02	2 780,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 308,76	88 551,38	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 414,69	3 917,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 276,17	43 924,35	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	701,74	1 943,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 939,54	47 521,66	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	758,00	1 982,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	223 044,91	208 079,37	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 319,03	8 679,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 764,90	96 802,64	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 544,08	4 038,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	176 732,30	164 874,17	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 629,87	6 877,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 352,81	55 370,47	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	883,20	2 309,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,93	99 613,51	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 588,92	4 155,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 753,56	65 073,36	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 037,98	2 714,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 262,82	69 280,07	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 105,07	2 889,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	84 044,94	78 405,81	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 250,63	3 270,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	55 600,15	51 869,57	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	827,36	2 163,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 303,70	41 331,08	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	659,26	1 724,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	857 327,43	799 803,85	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	12 757,52	33 363,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 240,57	213 859,35	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 411,23	8 921,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 142,14	22 430,45	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	358,34	992,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 908,68	129 133,92	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 056,85	5 091,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	129 141,11	120 924,20	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 926,08	4 767,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	190 106,24	178 614,19	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 841,28	6 671,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 008,01	109 934,78	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 748,77	4 106,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 160,23	124 171,05	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 975,24	4 637,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	57 162,73	53 525,64	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	852,56	2 110,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 952,83	103 893,23	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 654,82	4 096,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 443,40	83 752,36	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 334,01	3 302,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 119,80	98 431,29	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 567,81	3 880,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 773,05	56 159,74	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	893,36	2 097,53

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 573,47	117 982,48	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 876,79	4 406,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 401,08	113 122,76	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 799,48	4 225,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 664,98	88 002,87	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 399,89	3 286,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 186,91	28 362,11	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	451,17	1 059,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 069,75	128 783,78	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 048,61	4 809,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	152 968,17	143 721,12	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 286,22	5 367,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	56 075,77	52 685,98	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	838,10	1 967,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	75 444,52	70 883,84	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 127,57	2 647,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	20 486,30	19 247,88	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	306,19	718,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 732,28	30 753,61	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	489,22	1 148,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 901,41	58 159,41	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	925,16	2 172,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 431,73	58 657,70	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	933,08	2 190,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 727,55	175 439,74	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 790,78	6 552,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,77	100 322,99	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 595,87	3 747,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 576,97	89 799,31	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 428,47	3 353,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 816,35	28 953,47	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	460,57	1 081,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 675,35	75 798,47	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 205,75	2 831,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 932,77	100 468,59	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 598,18	3 752,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 407,19	50 178,70	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	798,20	1 874,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	174 073,89	163 551,01	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 601,66	6 108,53

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 408,95	91 520,52	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 455,85	3 418,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 767,98	93 736,94	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 491,10	3 501,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 158,30	87 798,78	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 394,98	3 112,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 227,86	119 908,28	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 905,15	4 250,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 215,20	94 449,69	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 500,66	3 348,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 281,86	93 570,06	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 486,69	3 317,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 768,33	104 395,70	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 658,68	3 700,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	131 217,06	123 668,01	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 964,89	4 384,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	134 470,76	126 734,52	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 013,61	4 492,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 669,68	133 519,27	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 121,41	4 733,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 631,33	103 324,13	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 641,66	3 662,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 784,23	118 547,69	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 883,53	4 202,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 432,91	111 833,70	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 781,29	4 409,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 885,32	82 293,40	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 310,78	3 244,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	255 687,47	239 418,73	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 813,47	9 439,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 980,54	103 919,15	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 655,23	4 097,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 570,48	27 689,00	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	441,04	1 091,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 226,84	49 840,13	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	793,85	1 965,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 294,79	105 149,78	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 674,83	4 145,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 382,94	73 395,63	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 169,05	2 893,86

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 636,83	63 333,29	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 008,77	2 497,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	111 178,70	104 104,68	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 658,18	4 104,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	52 569,73	49 224,85	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	784,06	1 940,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 078,58	101 545,18	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 615,31	3 792,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 897,16	70 369,58	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 119,39	2 628,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 136,63	119 451,14	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 900,16	4 461,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	201 568,32	189 383,38	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 012,58	7 073,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 348,65	113 748,81	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 805,31	3 834,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 122,94	104 083,90	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 651,92	3 508,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 632,14	65 813,56	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 044,53	2 218,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 667,60	86 640,62	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 375,08	2 920,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 206,53	77 698,38	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 233,16	2 619,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 357,27	126 044,09	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 000,46	4 249,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 716,82	99 919,38	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 585,82	3 368,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 562,49	67 638,06	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 073,49	2 280,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	142 156,77	134 360,99	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 132,46	4 529,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 070,82	101 199,17	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 606,15	3 411,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	206 964,61	195 614,83	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 104,62	6 594,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 570,23	155 545,32	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 468,67	5 243,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 819,36	70 716,33	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 122,35	2 383,90

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 628,80	64 434,36	24,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	892,63	2 179,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	179 424,96	169 585,40	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 691,51	5 716,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	197 651,66	187 304,66	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	2 969,74	6 014,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 127,34	94 885,73	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	1 504,43	3 046,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	94 041,94	89 801,22	25,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	1 242,82	2 895,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 494,57	48 217,57	25,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	667,32	1 554,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	585 833,85	555 165,67	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	8 802,23	17 826,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 382,74	25 417,39	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	411,95	1 714,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 726,85	42 188,76	14,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	681,57	2 625,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	200 923,33	190 869,04	26,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 023,45	5 846,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 258,13	59 133,89	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	760,43	2 128,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 699,34	40 655,46	24,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	522,26	1 393,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 375,28	51 772,51	24,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	665,05	1 774,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 179,93	42 159,81	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	541,04	1 378,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 379,91	76 539,29	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	983,09	2 614,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 042,73	43 842,75	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,210	A-1	EUR	563,13	1 497,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 490,09	26 987,25	16,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	433,68	1 449,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 590,50	38 077,83	14,33	T	V	Livret A + 0.65	0,350	V	Livret A + 0.65	1,160	A-1	EUR	478,20	2 375,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 111,62	67 756,16	26,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	938,58	2 285,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 835,20	88 450,17	24,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,310	A-1	EUR	1 225,34	2 991,34

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 703,93	88 207,29	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 044,07	3 064,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	183 720,99	174 832,12	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 069,18	6 048,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 797,17	124 468,88	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 473,12	4 305,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 552,06	107 106,52	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 267,63	3 705,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	221 334,55	210 625,85	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 492,82	7 286,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 906,90	201 088,16	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 377,91	6 685,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 807,54	242 945,02	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 872,88	8 077,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	263 528,38	251 259,85	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 971,19	8 353,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 283,38	51 756,22	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	612,03	1 720,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	73 333,17	69 919,15	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	826,81	2 324,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 490,25	69 115,48	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	817,30	2 297,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 889,01	25 180,47	14,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	406,80	1 566,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 822,40	42 057,68	16,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,140	A-1	EUR	1 362,32	1 610,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 815,15	38 434,23	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,200	A-1	EUR	1 280,17	1 969,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	15 707,88	14 437,84	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	3,160	A-1	EUR	474,53	739,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	128 458,46	123 229,79	33,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,560	A-1	EUR	2 202,67	2 637,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	60 927,15	58 447,23	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,580	A-1	EUR	1 044,71	1 250,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	613 354,97	585 859,78	31,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	8 674,85	16 244,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 250,23	130 700,90	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,650	A-1	EUR	2 198,63	2 549,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 304,65	31 616,13	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	512,41	2 132,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	574 407,81	550 126,62	30,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	8 687,25	14 145,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 943,77	219 265,91	30,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,510	A-1	EUR	3 462,50	5 638,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	34 225,63	32 306,88	21,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	383,77	1 304,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	39 044,08	37 059,78	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	439,13	1 351,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 293,67	40 416,99	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	477,48	1 281,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 953,56	186 709,67	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 772,56	6 028,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 259,86	233 451,48	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 466,66	7 537,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 791,66	119 249,01	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 770,79	3 850,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	434 261,93	411 675,22	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	6 113,20	13 291,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	227 480,85	215 649,18	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 202,30	6 962,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	306 174,01	290 249,39	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 310,09	9 370,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	135 644,91	128 589,78	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 909,49	4 151,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 210,01	159 461,12	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 367,93	5 148,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	6 562 501,30	6 335 203,26	35,08	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,560	A-1	EUR	102 912,74	132 751,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 786,42	251 694,17	23,00	T	V	Livret A + 1.03	0,440	V	Livret A + 1.03	1,580	A-1	EUR	4 240,43	9 375,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	950 461,95	918 928,84	36,00	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,600	A-1	EUR	15 494,36	18 331,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	511 663,62	494 688,31	36,00	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,600	A-1	EUR	8 341,10	9 868,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 424,11	100 066,31	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 185,73	3 648,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 983,74	155 649,85	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 844,36	5 674,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 168,91	65 653,63	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	777,96	2 393,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 905,61	100 804,65	13,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 218,02	6 823,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	415 160,90	394 061,82	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	4 669,40	14 366,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 205,59	102 005,54	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 207,40	3 543,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 030,10	101 838,58	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 205,43	3 538,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 399,39	108 850,41	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 288,41	3 781,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 948,92	69 253,00	24,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 030,98	2 514,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 498,11	117 241,13	24,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,410	A-1	EUR	1 745,39	4 256,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 909,11	100 998,97	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 194,30	3 349,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 969,47	83 891,04	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	991,99	2 781,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	65 476,25	62 440,65	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	738,35	2 070,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 585,58	92 302,56	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 371,84	3 105,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	224 690,27	213 819,22	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 530,61	7 396,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	830 439,25	790 260,59	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	9 352,94	27 337,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 456,22	252 976,81	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 759,82	8 511,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 521,58	56 299,24	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	836,75	1 894,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	76 139,25	72 017,25	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 070,33	2 423,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 900,66	186 659,53	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 771,82	6 026,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	211 728,96	200 266,48	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 976,42	6 738,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 366,70	86 420,33	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 284,40	2 907,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 585,73	47 847,14	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	711,11	1 609,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 783,51	178 563,24	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 653,86	6 008,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	149 187,47	141 110,82	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 097,23	4 747,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 447,37	90 483,00	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 343,64	2 921,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 185,48	125 310,27	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 860,80	4 045,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 006,13	90 064,70	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 337,42	2 907,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	189 397,30	179 546,42	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 666,19	5 796,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	285 255,08	270 418,48	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 015,59	8 730,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	158 384,99	150 147,13	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 229,62	4 847,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	191 640,76	181 673,19	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 697,77	5 865,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 881,44	103 218,32	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 532,75	3 332,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 379,10	182 373,14	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 708,16	5 887,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 250,97	88 400,83	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 312,72	2 854,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	81 824,09	77 568,29	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 151,86	2 504,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 292,01	92 231,69	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 369,60	2 977,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 712,64	178 897,39	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 656,55	5 775,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	202 428,30	191 899,65	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 849,62	6 195,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	319 740,46	303 743,53	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 506,88	9 422,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 280,99	217 809,84	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 231,82	6 756,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	203 830,79	193 632,96	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 873,10	6 006,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	156 247,02	148 429,82	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 202,37	4 604,61

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 907,63	184 206,25	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 733,21	5 714,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 586,94	104 104,21	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 544,67	3 229,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	115 536,63	109 756,22	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 628,55	3 404,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	248 630,11	236 190,89	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 504,55	7 327,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	195 220,51	185 453,43	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 751,71	5 753,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	284 510,18	270 275,85	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	4 010,30	8 384,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	257 017,30	244 158,46	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	3 622,77	7 574,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 818,09	107 173,68	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 590,22	3 324,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 767,95	111 875,91	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 659,99	3 470,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 247,88	117 081,68	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 737,24	3 632,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 638,96	156 401,92	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	2 320,67	4 851,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 166,62	125 554,19	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,430	A-1	EUR	1 862,95	3 894,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 270,65	51 512,54	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	610,39	1 878,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 464,63	217 382,88	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 573,06	7 552,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	352 882,99	335 116,18	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	3 969,83	12 079,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	457 364,17	434 336,99	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	5 145,22	15 656,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 278,32	234 362,80	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 773,76	8 107,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	375 620,35	357 446,94	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	4 230,48	12 365,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	334 147,83	317 980,96	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	3 763,39	10 999,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 479,15	76 585,38	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	906,41	2 649,33

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 461,17	184 101,05	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 178,88	6 368,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	296 934,38	282 567,97	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	3 344,26	9 774,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 011 287,26	962 358,76	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	11 389,77	33 291,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 010,22	104 888,71	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 240,33	3 487,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	355 590,75	338 386,40	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	4 004,89	11 705,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	788 671,55	751 955,06	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	8 892,02	25 000,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	490 047,21	468 067,98	28,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	5 530,63	14 976,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 907,41	99 412,42	29,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 173,77	3 065,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 599,80	156 968,64	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	1 856,12	5 205,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	204 910,31	191 407,01	18,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 284,35	9 156,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 034,92	64 060,41	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	756,80	2 030,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 537,30	27 156,60	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	321,41	939,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 809,08	235 541,81	30,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	2 779,16	7 006,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	286 235,24	274 679,58	31,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,110	A-1	EUR	3 238,87	7 891,23
CORREZE HABITAT	2019	P	TULLE - 9 RUE PORTES DES CHANAC - REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	125 500,00	121 246,07	23,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,120	A-1	EUR	1 694,25	4 253,93
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	16 346,50	16 115,47	48,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,170	A-1	EUR	220,68	231,03
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 375,00	62 169,68	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,170	A-1	EUR	855,56	1 205,32

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 103,00	36 271,18	38,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	204,07	831,82
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 233,50	28 820,33	48,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,170	A-1	EUR	394,65	413,17
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	118 809,00	116 549,38	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,170	A-1	EUR	1 603,92	2 259,62
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	9 744,50	9 574,65	48,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,380	A-1	EUR	53,59	169,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REPLACEMENT DE COMPOSANTS AU TITRE DE L'ANNEE 2017	CDC	389 319,41	376 123,10	23,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	5 255,81	13 196,31
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	95 500,00	95 500,00	24,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,300	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 000,00	93 000,00	24,00	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,480	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	35 000,00	35 000,00	24,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,960	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	56 000,00	56 000,00	24,33	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,220	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 505,00	91 505,00	39,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,280	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	10 937,00	10 937,00	49,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,280	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	20 639,00	20 639,00	49,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,010	A-1	EUR	0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	219 307,00	219 307,00	39,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,010	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	563 892,50	563 892,50	39,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,280	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	98 377,00	98 377,00	49,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,280	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2018)	CDC	753 258,00	753 258,00	24,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,010	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	122 000,00	122 000,00	24,58	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,240	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	148 529,50	148 529,50	24,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,840	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	371 322,50	371 322,50	39,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,070	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 149,00	93 149,00	49,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,070	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	23 647,50	23 647,50	39,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,460	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	19 754,00	19 754,00	49,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,460	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	34 010,50	34 010,50	39,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,460	A-1	EUR	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	111 278,50	111 278,50	39,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,290	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	29 095,50	29 095,50	49,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,290	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	43 971,00	43 971,00	49,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,290	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	167 294,50	167 294,50	39,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,290	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	246 460,00	246 460,00	39,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,080	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	37 135,50	37 135,50	49,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,080	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	70 500,00	70 500,00	19,83	A	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	F	Taux fixe à 0.47 %	0,450	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	54 500,00	54 500,00	24,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,240	A-1	EUR	0,00	0,00
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	BRIVE - AVENUE TURGOT - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	423 731,51	364 920,37	18,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	7 496,72	19 526,62
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	225 544,04	213 947,86	27,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,220	A-1	EUR	3 187,08	5 851,01
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	VARETZ - BISCAYE ALLEE CLAUDE DEBUSSY - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	341 517,82	314 327,74	26,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,610	A-1	EUR	5 273,67	9 210,29

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LANCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	1 672 801,71	1 547 402,35	26,83	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,650	A-1	EUR	26 872,30	42 674,54
EGLÉTONS HABITAT	2018	P	EGLÉTONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	31 398,39	29 717,37	31,50	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,160	A-1	EUR	368,46	762,21
EGLÉTONS HABITAT	2017	P	EGLÉTONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	5 000,00	4 432,40	21,25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,310	A-1	EUR	23,11	190,15
EGLÉTONS HABITAT	2019	P	EGLÉTONS - RESIDENCE DU MOURICOU - REHABILITATION CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	CREDIT AGRICOLE	400 000,00	400 000,00	24,75	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 % Taux fixe à 0.9 %	0,890	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	UZERCHE LACHAMPS	CDC	2 155,14	1 880,72	14,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,260	A-1	EUR	29,25	136,38
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 5 PAVILLONS	CDC	72 582,15	69 568,18	34,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,220	A-1	EUR	1 030,75	1 517,83
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LANCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	1 315 624,98	1 253 714,95	31,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	17 345,85	31 162,56
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LANCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	351 774,18	339 881,65	41,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,220	A-1	EUR	4 669,22	5 986,13
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LANCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	352 969,70	333 978,68	31,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	1 889,25	9 521,55
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LANCHE - LE PARC DE LA NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 322,60	87 632,14	41,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,430	A-1	EUR	492,15	1 850,29
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	BRIVE 16 LOGTS	CDC	39 246,40	26 803,26	3,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,930	A-1	EUR	645,49	6 298,75
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 45	CDC	708 814,87	680 690,89	34,08	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,460	A-1	EUR	11 743,31	14 179,82
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	VARETZ BISCAYE FONCIERS	CDC	115 861,79	111 528,21	36,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,610	A-1	EUR	1 853,51	2 184,31

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	182 900,66	174 655,55	34,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	2 413,77	4 142,17
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	43 453,64	41 981,99	44,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	576,74	739,15
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	35 039,22	33 232,21	34,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	187,75	904,63
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	611 236,14	583 681,77	34,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	8 066,58	13 842,72
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	194 985,51	188 381,92	44,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	2 587,93	3 316,70
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	162 711,14	154 319,92	34,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	871,86	4 200,83
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	51 018,44	48 970,50	44,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	274,98	1 025,17
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	47 188,68	45 460,51	45,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	254,80	866,46
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	130 547,54	124 333,78	35,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,450	A-1	EUR	700,97	3 115,40
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	99 020,09	96 040,83	45,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	1 316,80	1 499,62
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	225 038,09	215 833,61	35,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,240	A-1	EUR	2 976,30	4 633,10
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	324 880,13	324 880,13	50,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,540	A-1	EUR	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	710 917,30	710 917,29	40,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	0,540	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	126 641,59	126 641,58	50,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,150	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	274 620,14	274 620,14	40,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,150	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2017	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	CE	550 000,00	478 700,74	16,33	T	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	F	Taux fixe à 2.54 %	1,270	A-1	EUR	6 151,19	11 540,08
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	BANQUE POSTALE	550 000,00	483 839,04	16,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,500	A-1	EUR	12 711,69	22 602,57
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2018	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	C.C.C.COOP	521 847,50	434 355,53	15,79	M	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	F	Taux fixe à 2.61 %	2,600	A-1	EUR	11 647,18	21 872,90
TOTAL GENERAL					186 558 801.55	160 243 044.45											2 356 047.93	6 248 171.30

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 3231-4 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	2 836 870,15
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	37 295 779,35
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	40 132 649,50
Recettes réelles de fonctionnement	II	302 936 203,50
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	13,25

(1) Hors opérations visées par l'article L. 3231-4-1 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	C2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				555 254,00	559 984,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	6 704 877,00	9 090 982,00
Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	2003	Société AUXIFIP	324	146 932,00	149 635,00	156 885,00	156 885,00	156 885,00	902 088,75	1 522 378,75
Peloton autoroutier de Corrèze	2003	Société AUXIFIP	324	121 743,00	123 805,00	129 804,00	129 804,00	129 804,00	746 373,00	1 259 590,00
Gendarmerie de Larche	2006	Société AUXIFIP	324	67 900,00	69 976,00	74 490,00	74 490,00	74 490,00	614 542,50	907 988,50
BRI Corrèze	2007	Société AUXIFIP	420	40 005,00	37 267,00	43 360,00	43 360,00	43 360,00	780 480,00	947 827,00
Brigade territoriale de Corrèze	2008	Société AUXIFIP	420	59 820,00	60 631,00	70 495,00	70 495,00	70 495,00	1 286 533,75	1 558 649,75
Brigade territoriale de Seilhac	2008	Société AUXIFIP	360	52 564,00	53 072,00	59 624,00	59 624,00	59 624,00	819 830,00	1 051 774,00
Gendarmerie de Bugeat	2010	Société AUXIFIP	420	66 290,00	65 598,00	74 049,00	74 049,00	74 049,00	1 555 029,00	1 842 774,00
Total				555 254,00	559 984,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	6 704 877,00	9 090 982,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

**IV
C6**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé								
1998P015E64	2010/2013 - AVANCES REMBOURSABLES (DEPENSES DIRECTES)	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
1998P015E63	2010/2013 - ENTREPRISES & PROJETS STRUCTURANTS (SUBVENTIONS)	240 461,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P015E81	2014/2018 - AVANCES REMBOURSABLES /DEPENSES DIRECTES /D	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P015E80	2014/2018 - ENT & PROJETS STRUCTURANTS (SUBVENTIONS) /D	1 205 807,15	0,00	44 000,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	44 000,00
2015P021E03	2016- AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/D	117 258,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P072E03	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Capital)	1 419 764,66	0,00	0,00	176 248,63	0,00	176 248,63	176 248,63	0,00
2006P038E40	ACHAT VEHICULES ELEC. ET THERM. marché 72/73 - 2019-23 / D	1 728 700,00	0,00	11,02	1 259 000,00	67 358,50	1 191 652,52	475 641,50	716 011,02
2017P016E04	ACQUISITION DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018 - 2021 D	224 082,68	800 000,00	48 486,67	609 890,58	258 693,12	399 684,13	399 684,13	0,00
2007P030E12	AEP ET ASSAINISSEMENT / 2008-2019D	572 576,00	-300 000,00	761 508,00	0,00	104 489,00	657 019,00	264 988,00	392 031,00
2018P028E01	AEP/ASSAINISSEMENT / 2018 D	32 524,00	0,00	740 807,00	0,00	20 729,00	720 078,00	144 834,00	575 244,00
2018P028E02	AEP/ASSAINISSEMENT / 2019-2021 D	839 558,00	2 000 000,00	2 159 644,00	419 074,00	7 271,00	2 571 447,00	386 641,00	2 184 806,00
2007P030E33	AEP/ASSAINISSEMENT/MILIEU AQUA / 2016-2017 D	1 362 073,00	-851 300,00	1 107 115,00	21 669,00	44 406,00	1 084 378,00	257 739,00	826 639,00
2017P027E02	AGRICULTURE CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021 D	92 718,66	250 000,00	546 233,49	286 935,36	10 275,75	822 893,10	252 603,97	570 289,13
2018P017E01	AIDE A L'ADRESSAGE - 2018/2020	1 170 171,00	0,00	417 589,00	128 075,00	20 115,00	525 549,00	261 452,00	264 097,00
2018P037E03	AIDE A LA PIERRE / 2006-2013 D	183 974,84	-204 243,73	29 850,51	10 000,00	39 850,51	0,00	0,00	0,00
2018P037E04	AIDE A LA PIERRE / 2014 D	45 754,97	-69 654,14	26 533,20	0,00	26 533,20	0,00	0,00	0,00
2018P037E05	AIDE A LA PIERRE / 2015 D	43 288,61	-59 825,79	17 731,12	0,00	17 731,12	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2018P037E06	AIDE A LA PIERRE / 2016 D	113 726,12	0,00	35 483,57	0,00	20 977,36	14 506,21	4 167,00	10 339,21
2018P037E07	AIDE A LA PIERRE / 2017 D	10 608,61	0,00	70 512,75	0,00	545,00	69 967,75	18 955,00	51 012,75
2018P037E08	AIDE A LA PIERRE / 2018 D	251 180,62	0,00	138 762,57	0,00	0,00	138 762,57	55 363,00	83 399,57
2018P037E09	AIDE A LA PIERRE / 2019 D	1 018 575,00	0,00	555 811,00	0,00	431,00	555 380,00	412 191,00	143 189,00
2018P037E10	AIDE A LA PIERRE / 2020 D	1 700 000,00	0,00	0,00	1 293 386,00	6 340,00	1 287 046,00	669 221,00	617 825,00
2018P037E11	AIDE A LA PIERRE / 2021 D	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E67	AMENAGEMENT COMMUNAUX / 2015 D	117 501,00	0,00	91 266,00	0,00	0,00	91 266,00	2 616,00	88 650,00
2003P033E73	AMENAGEMENT DE BOURG / 2016 D	147 500,00	0,00	37 091,00	0,00	0,00	37 091,00	0,00	37 091,00
2003P033E68	AMENAGEMENT DE BOURG ESPACES PUBLICS / 2015-2017 D	327 951,00	-326 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E02	AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE SPL NATHD/ 2017-2021 D	16 428 685,50	-12 937 500,00	562 500,00	0,00	0,00	562 500,00	187 500,00	375 000,00
2003P033E61	AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2013 D	296 193,00	-288 861,60	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E66	AMENAGEMENTS COMMUNAUX / 2014 D	366 109,00	-456 200,00	101 270,00	0,00	97 802,00	3 468,00	3 468,00	0,00
2015P021E08	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2019-2020/ D	173 437,57	2 320 000,00	245 620,53	781 987,92	322 904,55	704 703,90	487 366,40	217 337,50
2015P021E10	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D	0,00	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P021E04	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2017 D	120 454,90	0,00	93,50	0,00	0,00	93,50	0,00	93,50
2015P021E05	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2018 D	474 240,74	0,00	526,49	0,00	0,00	526,49	0,00	526,49
2003P033E76	AMENAGEMENTS DE BOURGS / 2017 D	44 582,00	0,00	192 121,00	0,00	5 801,00	186 320,00	89 954,00	96 366,00
2014P014E17	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2019/D	717 223,88	-919 423,88	212 649,87	194 500,00	407 149,87	0,00	0,00	0,00
2020P006E01	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D	0,00	3 480 000,00	0,00	1 345 190,82	310 074,40	1 035 116,42	994 878,08	40 238,34
2020P006E03	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D	0,00	2 610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2014P014E11	AMENAGEMENTS DE SECURITE/2018 D	178 866,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2010P034E15	AMENAGEMENTS FONCIERS / 2013 D	27 077,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P012E01	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D	0,00	2 400 000,00	0,00	1 643 285,01	140 584,48	1 502 700,53	1 256 554,11	246 146,42
2020P012E03	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D	0,00	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
1998P038E101	ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D	50 289,46	0,00	2 010,43	7 308,53	33,00	9 285,96	2 712,31	6 573,65
2007P035E128	ASAFAC ELAGAGE / 2018-2021 D	0,00	68 000,00	160 000,00	68 000,00	0,00	228 000,00	165 798,42	62 201,58
2007P031E56	AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2021 D	550 000,00	0,00	0,00	250 000,00	100 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00
2020P015E06	CNSA SECTION IV 2020-2022- INVESTISSEMENT	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P032E23	COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES 2014-2016	58 310,00	-47 869,00	15 217,00	0,00	15 217,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E54	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES / 2018-2021 D	117 114,36	0,00	2 419,31	78 841,07	2 419,31	78 841,07	78 841,07	0,00
2007P021E65	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES / 2021-2025 D	0,00	320 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P029E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	10 356 863,00	-1 000 000,00	5 092 080,00	4 705 680,00	96 934,00	9 700 826,00	4 773 292,00	4 927 534,00
2018P027E01	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES / 2018-2021 D	5 337 651,00	-1 000 000,00	895 324,00	1 684 693,00	54 161,00	2 525 856,00	1 196 696,00	1 329 160,00
2016P057E01	COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)	3 524 230,71	0,00	20 162,89	79 656,00	87 521,52	12 297,37	53 189,31	-40 891,94
2003P022E17	CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2012-2014 D	1 938,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P022E19	CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2015-2017 D	715 847,00	-400 000,00	1 729 856,00	75 955,00	153 996,00	1 651 815,00	889 717,00	762 098,00
2007P030E23	DEFENSE INCENDIE / 2013 D	34 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E25	DEFENSE INCENDIE / 2014 D	167 324,00	-105 001,00	17 569,00	0,00	17 569,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E31	DEFENSE INCENDIE / 2015 D	42 625,00	0,00	16 470,00	0,00	0,00	16 470,00	0,00	16 470,00
2007P030E32	DEFENSE INCENDIE / 2016 D	20 852,00	0,00	18 500,00	0,00	0,00	18 500,00	11 000,00	7 500,00
2007P030E34	DEFENSE INCENDIE / 2017 D	12 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P010E01	DEGATS DIVERS 2020/D	0,00	1 200 000,00	0,00	410 160,09	54 487,94	355 672,15	345 440,65	10 231,50
2020P010E02	DEGATS DIVERS 2021/D	0,00	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P031E50	DEPENSES DIRECTES 2017/2022	31 120,00	0,00	5 736,00	0,00	0,00	5 736,00	0,00	5 736,00
2003P034E15	DESENCLAVEMENT NUMERIQUE 2000-2009	178 164,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E29	DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2010/2014 D	254 994,87	-234 386,87	2 960,00	0,00	2 960,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2003P039E38	DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2015-2019 D D	209 201,00	-100 000,00	19 607,00	0,00	0,00	19 607,00	19 235,00	372,00
2007P032E22	DISSIMULATION RESEAUX ELECT ET TELEPHONIQUES - 2014	116 201,00	-57 210,00	9 844,00	0,00	9 844,00	0,00	0,00	0,00
2007P032E29	DISSIMULATION RESEAUX TELEPHONIQUES - 2015	81 079,00	0,00	13 782,00	0,00	0,00	13 782,00	0,00	13 782,00
2003P034E16	DVECO - AIDES AUX COMMUNES 2007- 2013	60 049,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P006E23	DÉGÂTS DIVERS/2019 D	407 786,87	-418 859,83	24 995,58	0,00	24 995,58	0,00	0,00	0,00
2003P034E19	E-ADMINISTRATION / 2010-2013 D	96 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P034E22	E-ADMINISTRATION / 2014-2017 D	110 092,00	0,00	882,00	0,00	589,00	293,00	0,00	293,00
2003P033E60	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE / 2013 D	19 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E63	ECOLE MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2014 D	185 846,00	-59 930,75	8 989,00	0,00	8 989,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E70	ECOLE MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2015 D	211 657,00	0,00	5 305,00	0,00	0,00	5 305,00	0,00	5 305,00
2003P033E72	ECOLE MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2016 D	296 546,00	0,00	52 419,00	0,00	18 000,00	34 419,00	19 419,00	15 000,00
2003P033E77	ECOLE MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2017 D	198 311,00	0,00	21 647,00	0,00	0,00	21 647,00	18 000,00	3 647,00
2020P005E01	ELAGAGE-2020.2023/D	0,00	2 500 000,00	0,00	1 099 020,35	153 789,28	945 231,07	564 059,16	381 171,91
2020P005E02	ELAGAGE-2021/D	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E14	ENVIRONNEMENT DE LA ROUTE 2020-2023/D	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E35	EQT SPORTIF SOCIO CULTUREL PATRIMOINE COLLECTIVITE /2013 D	114 551,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E36	EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT,PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2014 D	465 512,00	-242 241,00	7 304,00	0,00	7 304,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E39	EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT,PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2015 D	499 301,00	-200 000,00	57 151,00	0,00	2 890,00	54 261,00	9 623,00	44 638,00
2003P039E41	EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2016 D	507 645,00	0,00	30 452,00	15 000,00	15 000,00	30 452,00	24 276,00	6 176,00
2003P039E44	EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2017 D	476 321,00	0,00	39 234,00	0,00	10 085,00	29 149,00	18 271,00	10 878,00
2007P035E123	ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2024 D	118 231,78	0,00	2 021 898,01	84 004,90	0,00	2 105 902,91	1 886 884,54	219 018,37

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2016P008E06	ETUDES GENERALES	158 288,08	360 000,00	30 733,88	219 848,57	132 115,21	118 467,24	79 315,96	39 151,28
2007P035E116	FDD PRIVES / 2014-2016 D	700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P035E65	FDD PRIVES INV 2008-2013 / D	6 726,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P035E129	FRANSYLVA ELAGAGE / 2019-2020 D	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	7 727,35	242 272,65
2008P028E01	GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D	2 658 928,96	35 000 000,00	220 179,43	30 912 496,65	12 056 286,75	19 076 389,33	10 011 947,20	9 064 442,13
2003P037E39	INFRASTRUCTURES VOIRIES / 2009-2013 D	36 817,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P037E68	INFRASTRUCTURES VOIRIES / 2014-2019 D	510 057,00	0,00	126 363,00	0,00	11 714,00	114 649,00	34 626,00	80 023,00
2018P049E02	INV. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	997 188,00	0,00	45 595,80	171 440,80	0,00	217 036,60	135 680,88	81 355,72
2018P049E04	INV. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	1 381 300,00	0,00	52 500,00	66 100,00	0,00	118 600,00	40 000,00	78 600,00
1998P028E68	INVESTISSEMENT BÂTIMENTS LDA / 2018-2019 D	500 000,00	-500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E32	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2015 D	114 462,47	0,00	216 486,47	0,00	216 486,47	0,00	0,00	0,00
2007P021E38	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2016 D	618 294,41	0,00	3 604 581,88	0,00	3 604 581,88	0,00	0,00	0,00
2007P021E41	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2017 D	77 532,69	0,00	20 385,40	0,00	20 385,40	0,00	0,00	0,00
2007P021E53	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2018 D	127 321,72	0,00	120 227,54	0,00	120 227,54	0,00	0,00	0,00
2007P021E58	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2019 D	20 000,00	0,00	441 029,80	34 055,00	74 462,22	400 622,58	134 977,98	265 644,60
2007P021E61	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2020 D	500 000,00	773 500,00	0,00	1 440 834,93	217 116,00	1 223 718,93	554 277,45	669 441,48
2007P021E64	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2021 D	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E29	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS /2014 D	84 559,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E26	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2012 / D	4 215,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P031E52	INVESTISSEMENT SUBVENTIONS DIVERSES / 2018-2020 D	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2017P016E01	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2017-2020 D	616 034,85	0,00	32 296,08	225 000,00	119 122,59	138 173,49	138 173,49	0,00
2017P016E03	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2018-2021 D	415 863,00	0,00	85 352,71	39 304,00	102 471,95	22 184,76	22 184,76	0,00
2017P016E07	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2019-2023 D	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P016E08	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2020-2024 D	400 000,00	-25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P016E11	MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2021-2025 D	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E05	MAINTIEN A DOMICILE / 2016 D	109 711,33	0,00	9 200,00	0,00	3 900,00	5 300,00	0,00	5 300,00
2018P036E06	MAINTIEN A DOMICILE / 2017 D	47 199,50	0,00	13 250,00	0,00	151,00	13 099,00	2 249,00	10 850,00
2018P036E07	MAINTIEN A DOMICILE / 2018 D	19 686,00	0,00	27 700,00	0,00	0,00	27 700,00	15 200,00	12 500,00
2018P036E08	MAINTIEN A DOMICILE / 2019 D	41 245,00	0,00	68 500,00	2 000,00	2 417,00	68 083,00	56 583,00	11 500,00
2018P036E09	MAINTIEN A DOMICILE / 2020 D	150 000,00	0,00	0,00	134 180,00	3 753,00	130 427,00	42 424,00	88 003,00
2018P036E10	MAINTIEN A DOMICILE / 2021 D	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E02	MAINTIEN A DOMICILE P. AGEES / 2007-2013 D	3 642,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E03	MAINTIEN A DOMICILE P.AGEES / 2014 D	11 850,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P036E04	MAINTIEN A DOMICILE P.AGEES / 2015 D	16 824,36	-11 331,99	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E31	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL / 2011 D	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E35	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL / 2012 D	36 519,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E38	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2013/D	33 680,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E42	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2014/D	92 839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E46	MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2015/D	291 807,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2003P033E71	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2016 D	91 216,00	0,00	174 415,00	10 458,00	6 225,00	178 648,00	62 267,00	116 381,00
2003P033E75	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2017 D	414 619,00	0,00	390 569,00	4 363,00	4 436,00	390 496,00	129 200,00	261 296,00
1998P020E170	MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2017 D	110 546,23	0,00	2 724,53	51 000,00	0,00	53 724,53	45 626,82	8 097,71
1998P020E191	MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2018 D	287 405,91	0,00	2 253,03	134 300,00	0,00	136 553,03	122 430,00	14 123,03
2018P013E04	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D	5 550 000,00	0,00	0,00	1 702 611,38	39 416,42	1 663 194,96	1 660 870,56	2 324,40
2018P013E05	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2021/D	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E13	MATERIEL TECHNIQUE 2020-2023/D	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P031E57	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2020-2024 D	0,00	400 000,00	0,00	49 374,00	553,00	48 821,00	5 860,00	42 961,00
2001P025E15	MSAP TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2018 D	96 831,92	0,00	2 111,40	0,00	0,00	2 111,40	0,00	2 111,40
2003P034E23	MULTIPLES RURAUX ET PLATEFORMES / 2014-2020 D	433 410,00	-200 000,00	10 869,00	0,00	0,00	10 869,00	0,00	10 869,00
2016P006E22	OUVRAGES D'ART/2019 D	1 031 556,51	-1 175 641,72	221 509,66	86 558,80	308 068,46	0,00	0,00	0,00
2020P009E01	OUVRAGES D'ARTS 2020/D	0,00	5 300 000,00	0,00	1 948 179,30	508 667,05	1 439 512,25	886 132,62	553 379,63
2020P009E02	OUVRAGES D'ARTS 2021/D	0,00	4 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P039E04	PARC LOCATIF SOCIAL / 2012-2017/D	1 350 400,00	0,00	65 000,00	0,00	6 000,00	59 000,00	9 000,00	50 000,00
2018P039E05	PARC LOCATIF SOCIAL / 2018-2021 D	15 709,00	1 000 000,00	602 291,00	248 000,00	0,00	850 291,00	207 646,00	642 645,00
2017P007E07	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2038 D (MON521706EUR)	4 687 500,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00
2017P007E14	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524307EUR)	500 000,00	4 312 500,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	0,00
2017P007E12	PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524312EUR)	1 000 000,00	8 625 000,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	0,00
2003P039E42	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2016 D	196 208,00	0,00	97 795,00	0,00	0,00	97 795,00	0,00	97 795,00
2003P039E43	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2017 D	436 525,00	0,00	158 280,00	0,00	10 325,00	147 955,00	94 741,00	53 214,00
2003P022E12	PAYS INVESTISSEMENT / 2011-2013 D	415 992,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P035E109	PHOTOVOLTAIQUES PRIVES 2011 / D	166,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2007P021E68	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024 / D	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E67	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026 / D	0,00	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E69	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025 / D	0,00	369 551,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P011E01	PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D	0,00	1 500 000,00	0,00	414 321,22	9 216,70	405 104,52	259 544,09	145 560,43
2020P011E02	PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P038E02	PROTOCOLE CORREZE HABITAT / 2018-2021 D	1 039 785,77	0,00	232 034,51	15 000,00	0,00	247 034,51	46 000,00	201 034,51
2018P038E01	PROTOCOLE CORREZE HABITAT 2013/2017 D	1 405 517,80	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
2016P006E24	PRÉPARATIONS DE CHAUSSEES/2019 D	845 310,20	-855 530,00	11 553,70	10 219,80	21 773,50	0,00	0,00	0,00
1998P028E69	QUALYSE 2018-2021/D	0,00	400 000,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
2015P013E11	REGULARISATION FONCIERES 2020-2023/ D	80 000,00	0,00	0,00	31 877,10	0,00	31 877,10	31 542,53	334,57
2020P008E01	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D	0,00	15 267 768,99	0,00	3 403 485,24	372 026,53	3 031 458,71	2 766 398,01	265 060,70
2020P008E02	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D	0,00	12 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2020P007E01	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D	0,00	20 132 231,01	0,00	6 406 890,21	641 688,87	5 765 201,34	5 391 835,50	373 365,84
2020P007E04	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2021/D	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E29	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS / 2014-2016 D	104 794,00	0,00	13 036,00	0,00	0,00	13 036,00	0,00	13 036,00
2007P031E38	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2014-2016 D	163 438,00	0,00	7 470,00	0,00	0,00	7 470,00	0,00	7 470,00
2007P031E47	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2017-2019 D	196 349,00	0,00	141 947,00	0,00	2 422,00	139 525,00	53 704,50	85 820,50
2007P021E48	RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE/2017-2023D	0,00	0,00	1 497 100,00	0,00	0,00	1 497 100,00	0,00	1 497 100,00
2003P037E74	ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2015 D	499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P037E78	ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2016 D	108 883,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2003P037E82	ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2017 D	239 117,00	0,00	51 742,00	0,00	16,00	51 726,00	14 877,00	36 849,00
2016P006E21	RÉSEaux DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES/2019 D	2 837 624,46	-3 072 277,64	234 750,71	14 687,10	249 437,81	0,00	0,00	0,00
2016P006E20	RÉSEaux STRUCTURANTS ET DE LIAISON/2019 D	5 267 158,74	-5 683 632,47	564 698,22	0,00	527 982,27	36 715,95	0,00	36 715,95
2003P039E45	SALLES POLYVALENTES / 2017 D	413 220,00	0,00	43 126,00	0,00	0,00	43 126,00	43 126,00	0,00
2017P028E03	SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN DEVELOPPEMENT - SUBV. INV /D	33 225,49	0,00	19 473,35	0,00	12 604,85	6 868,50	0,00	6 868,50
2017P028E02	SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT INV/D	480 833,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2014P014E12	SECURISATION DES USAGES/2018 D	1 013 294,85	-1 158 642,85	350 788,79	145 348,00	496 136,79	0,00	0,00	0,00
2020P014E02	SEM CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES - APPELS DE FONDS	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P007E12	SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2020-2023/D	240 000,00	0,00	0,00	55 800,20	25 491,68	30 308,52	29 967,72	340,80
2020P014E01	SOCIETE PROJET DEV. SITES PHOTOVOL - CAPITAL , APPELS FONDS	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E93	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2012 D	4 703,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E104	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2014 D	3 604,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E111	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2015 D	10 155,37	0,00	13 331,63	0,00	0,00	13 331,63	0,00	13 331,63
1998P001E119	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2017 D	29 691,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E96	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES 2013/D	82 695,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E122	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2022 D	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2013P010E11	SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE /D	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00	1 141,36	18 858,64
2017P078E08	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2022 D	18 000,00	0,00	9 000,00	18 000,00	0,00	27 000,00	9 000,00	18 000,00
2017P078E09	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES - 2018/2022D	43 800,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00
2017P072E06	SYMA A 89 / 2018 D (Capital)	525 483,32	0,00	0,00	70 592,41	0,00	70 592,41	70 592,41	0,00

AUTORISATION DE PROGRAMME*		Stocks AP votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenues dans l'année	AP nouvelles votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AP affectées au 31/12/N (6) = (4) - (5)
2009P042E06	TOURISME INVESTISSEMENT COMMUNES	133 681,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P019E01	TOURISME INVESTISSEMENT COMMUNES / 2015-2018 D	1 366 436,00	-800 000,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
2009P042E04	TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES	105 025,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P017E01	TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES 2015-2018 D	910 694,98	0,00	38 315,00	0,00	2 000,00	36 315,00	14 345,50	21 969,50
2003P033E74	TRAVAUX 1089 AMENAGEMENTS 2016/2020	479 803,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2018P019E01	TRAVAUX RD1089 / 2016-2020 D	0,00	0,00	73 391,00	0,00	0,00	73 391,00	73 391,00	0,00
2006P058E04	VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022 / D	0,00	1 200 000,00	0,00	373 008,72	0,00	373 008,72	14 860,23	358 148,49
2018P026E01	VOIRIE - 2018/2020 D	13 308,00	0,00	5 915 093,00	0,00	5 533,00	5 909 560,00	2 739 558,00	3 170 002,00
2003P037E77	VOIRIE / 2016 D	376 211,00	0,00	27 215,00	0,00	6 823,00	20 392,00	7 177,00	13 215,00
2003P037E81	VOIRIE / 2017 D	183 498,00	0,00	433 016,00	29 812,00	892,00	461 936,00	180 007,00	281 929,00
2003P037E69	VOIRIE FORESTIERE ET MATERIEL DE VOIRIE / 2014-2019 D	94 118,32	0,00	940,00	0,00	0,00	940,00	0,00	940,00
2003P037E44	VOIRIE FORESTIERE ET MATERIELS D'ENTRETIEN / 2009-2013 D	2 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		104 014 880,53	130 362 805,24	35 368 753,03	66 316 707,69	22 726 773,43	78 958 687,29	44 376 229,20	34 582 458,09

*Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2003.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C7

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
Numéro	Libellé								
2017P078E05	2014-2016 FDD	244 919,00	-237 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P072E04	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Intérêts)	297 971,09	0,00	0,00	57 133,67	0,00	57 133,67	57 133,67	0,00
2017P072E05	2018/SYMA A 89 (Intérêts)	89 121,14	0,00	0,00	19 244,23	0,00	19 244,23	19 244,23	0,00
2015P023E09	ACTIONS CULTURELLES 5 TERRITOIRES/SUBVENTION 2019 - D	6 450,00	-5 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P023E10	ACTIONS CULTURELLES TERRITOIRES/SUBVENTION 2020 - D	17 700,00	7 000,00	240 000,00	11 450,00	1 500,00	249 950,00	244 550,00	5 400,00
2003P022E05	AE - CDDL"BOURGS STRUCTURANTS" / 2005-2008 D	34 111,60	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
2003P022E09	AE - CPER / 2008-2010 D	14 596,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P022E02	AE - DEMARCHE PAYS / 2004-2007 D	183 491,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E16	ASSURANCES CYBER RISQUES / 2021 - 2025 D	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E13	ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS 2021-2025 D	0,00	325 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E14	ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE / 2021 -2025 D	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E17	ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE / 2021 - 2025 D	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E12	ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE / 2020 2025 D	500 000,00	0,00	0,00	116 540,00	34 540,00	82 000,00	80 109,34	1 890,66
2016P021E15	ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES / 2021 - 2025 D	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P074E03	ATELIERS EDUCATION ARTISTIQUE/SUBVENTIONS 2020 - D	0,00	0,00	28 300,00	0,00	0,00	28 300,00	28 300,00	0,00
1998P056E88	CLUB ELITE/GRAND EVENEMENT SPORTIFS/SOUTIEN EMPLOI SPORTIF/D	177 116,00	0,00	49 000,00	98 000,00	0,00	147 000,00	98 000,00	49 000,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2020P015E07	CNSA SECTION IV 2020-2022 - FONCTIONNEMENT	0,00	1 153 500,00	0,00	450 458,00	369 366,00	81 092,00	77 166,40	3 925,60
2006P038E41	CONTRAT D'ENT. PNEU. marché 72-73 LOC. BAT. 2019-2026 / D	464 500,00	0,00	0,00	61 911,00	19 000,00	42 911,00	39 682,59	3 228,41
2006P037E56	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2017-2020 D	95 554,66	0,00	15 211,56	37 018,52	8 260,01	43 970,07	22 854,25	21 115,82
2006P037E63	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2020-2024 D	200 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P051E04	CONVENTION PARTICIPATION FONCTIONNEMENT SDIS / 2018-2021 D	20 454 000,00	0,00	0,00	9 303 000,00	0,00	9 303 000,00	8 803 000,00	500 000,00
2013P009E01	DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	6 606 814,04	0,00	0,00	2 189 795,23	769 430,00	1 420 365,23	920 362,00	500 003,23
2007P030E19	ENTRETIEN COURS D'EAU ET ETANGS / 2009-2013 D	42 342,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E30	ENTRETIEN DES COURS D'EAU ET ETANGS 2014/2016	9 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2006P037E54	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2017-2020 D	99 203,57	0,00	32 381,45	86 441,08	7 685,00	111 137,53	86 716,09	24 421,44
2006P037E67	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2021-2026 D	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P028E08	EVENEMENT VOCATION DEPARTEMENTALE/ SUBVENTIONS 2019 - D	153 100,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2015P028E10	EVENEMENT VOCATION DEPARTEMENTALE/ SUBVENTIONS 2020 - D	171 200,00	-7 000,00	646 800,00	21 500,00	0,00	668 300,00	668 000,00	300,00
2006P037E64	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES / 2020-2028 D	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P001E59	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2017-2021 D	54 547,78	0,00	3 862,61	49 700,00	0,00	53 562,61	48 996,21	4 566,40
2007P034E13	FDD FONCTIONNEMENT / 2008-2010 D	42 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P034E15	FDD FONCTIONNEMENT / 2011-2013 D	1 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P035E66	FDD PRIVES FONC 2008-2013 / D	9 145,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2006P038E31	FLOTTE AUTO-LOC / 2015 2019 D MARCHES 2015/136-137-138	387 900,00	0,00	425 543,22	0,00	29 000,00	396 543,22	168 490,84	228 052,38
2006P038E42	FLOTTE AUTOMOBILE : LOCATIONS 2020-2025 / D	278 000,00	0,00	12 000,00	0,00	9 000,00	3 000,00	2 906,13	93,87
2018P049E03	FONCT. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	437 756,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00	20 400,00	24 600,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2018P049E05	FONCT. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	603 200,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	12 500,00	6 500,00	6 000,00
2006P038E36	FOURNITURE CARBURANT (lavage et péage) 2019/2022 D	322 000,00	0,00	288 048,53	8 515,00	130 015,00	166 548,53	156 133,84	10 414,69
2018P005E01	FOURNITURES ADMINISTRATIVES / D	138 073,66	0,00	94 493,14	822,00	13 122,00	82 193,14	66 606,08	15 587,06
2017P018E03	FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS / 2018-2021 D	43 066,54	294 326,86	6 099,69	249 503,14	18 986,10	236 616,73	179 777,85	56 838,88
2017P070E12	FSE SUBVENTIONS 2018-2020 / D	2 528 878,00	0,00	0,00	472 659,12	0,00	472 659,12	472 659,12	0,00
2006P037E62	GARDIENNAGE / 2019-2023 D	327 714,55	0,00	2 665,10	143 729,30	48 111,70	98 282,70	95 218,28	3 064,42
2018P007E04	HANDIMOBILE 2019-2022 / D	2 706 188,00	0,00	0,00	880 350,00	52 985,89	827 364,11	643 737,14	183 626,97
2018P002E06	LOCATION MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR /D	18 000,00	0,00	10 975,37	0,00	0,00	10 975,37	8 361,43	2 613,94
2006P037E61	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2019-2023 D	100 000,00	0,00	0,00	35 202,52	3 882,78	31 319,74	31 319,74	0,00
2006P037E55	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2017-2020 D	42 107,18	0,00	9 523,44	29 685,62	2 909,09	36 299,97	25 284,80	11 015,17
2006P037E68	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2021-2026 D	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2006P037E65	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2024 D	550 000,00	50 000,00	0,00	125 540,00	50 540,00	75 000,00	46 859,40	28 140,60
2006P037E60	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2019-2022 D	359 000,00	0,00	4 379,56	125 378,22	5 378,22	124 379,56	115 725,44	8 654,12
2017P018E09	MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET / 2020-2024 D	550 000,00	325 000,00	0,00	195 910,36	22 848,76	173 061,60	175 438,17	-2 376,57
2017P018E13	MARCHES DE FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOM / 2021-2024 D	0,00	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P018E01	MARCHES DE FOURNITURES ET TELECOMMUNICATIONS / 2017-2019 D	95 230,86	0,00	2 209,83	14 948,76	2 205,58	14 953,01	14 948,76	4,25
2017P017E01	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2017-2020 D	596 376,19	0,00	18 060,77	429 300,00	433 927,39	13 433,38	11 980,56	1 452,82
2017P017E06	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018-2021 D	651 217,94	0,00	23 068,10	564 134,50	139 818,24	447 384,36	439 049,93	8 334,43
2017P017E07	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2019-2023 D	276 000,00	0,00	9 052,50	258 300,00	41 952,50	225 400,00	204 159,66	21 240,34
2017P017E08	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2020-2024 D	500 000,00	750 000,00	0,00	355 000,00	108 000,00	247 000,00	194 420,00	52 580,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2017P017E09	MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2021-2025 D	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P001E21	MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2016-2018 D	14 238,20	0,00	3 376,88	0,00	0,00	3 376,88	0,00	3 376,88
2016P001E80	MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2018-2022 D	215 011,80	0,00	21 561,62	94 500,00	0,00	116 061,62	87 403,62	28 658,00
2016P015E05	NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES / 2020-2021 D	0,00	100 000,00	0,00	85 800,00	0,00	85 800,00	25 800,00	60 000,00
2006P037E53	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2017-2020 D	1 972 168,84	0,00	28 196,66	478 821,12	6 000,00	501 017,78	489 980,23	11 037,55
2006P037E66	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2021-2026 D	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P022E16	PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2018-2021 D	656 000,00	0,00	0,00	328 000,00	0,00	328 000,00	328 000,00	0,00
2016P022E25	PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2021-2024 D	0,00	1 312 000,00	0,00	328 000,00	0,00	328 000,00	0,00	328 000,00
2019P025E02	PARTENARIAT CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE / 2016-2019 D	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P056E66	PARTENARIAT PLURIANNUEL DES COMITES DPTAUX 2009 - 2012 / D	13 111,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P007E15	PARTICIPATION EMPRUNT INTERET / 2019-2039 D (MON524307EUR)	731 685,93	0,00	0,00	74 084,38	0,00	74 084,38	74 084,38	0,00
2017P007E13	PARTICIPATION EMPRUNT INTERET/ 2019-2039 D (MON524312EUR)	1 463 371,87	0,00	0,00	148 168,75	0,00	148 168,75	148 168,75	0,00
2017P007E08	PARTICIPATION EMPRUNT INTERETS / 2019-2038 D (MON521706EUR)	714 776,13	0,00	0,00	71 203,13	0,00	71 203,13	71 203,13	0,00
2003P022E15	PAYS-2011/2013 FONCTIONNEMENT	19 847,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2017P019E02	PHOTOCOPIEURS / 2018-2021 D	398 934,28	0,00	24 488,36	110 260,67	20 300,00	114 449,03	108 149,24	6 299,79
2016P001E78	PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022 D	82 500,00	0,00	0,00	44 060,00	0,00	44 060,00	33 605,01	10 454,99
2007P035E130	RESERVE DE BIODIVERSITE - FONCTIONNEMENT / 2019-2023 D	200 000,00	0,00	0,00	39 897,00	0,00	39 897,00	10 000,00	29 897,00
2016P037E03	SCHEMA DEP. ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE /SUBVENTIONS 2019 - D	8 250,00	-8 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2016P037E06	SCHEMA DEP. ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE /SUBVENTIONS 2020 - D	8 250,00	0,00	404 750,00	3 000,00	0,00	407 750,00	407 750,00	0,00
2003P039E19	SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2004-2010 / D	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E31	SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA LECTURE PUBLIQUE 2010/2014 / D	18 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

AUTORISATION D'ENGAGEMENT*		Stocks AE votées (exercices antérieurs) disponibles à l'affectation y compris ajustements intervenus dans l'année	AE nouvelles votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées dans l'année (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4)=(1)+(2)-(3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	Restes à financer au titre des AE affectées au 31/12/N (6)=(4)-(5)
2018P008E02	SCOLAIRE HANDICAPES / 2018-2022 D	4 634 314,93	0,00	144 232,74	1 900 000,00	115 038,64	1 929 194,10	1 230 809,19	698 384,91
2017P028E01	SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT - FONC/ 2017-2019 D	265 492,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1998P001E123	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2022D	10 500,00	72 000,00	11 500,00	45 000,00	11 500,00	45 000,00	15 000,00	30 000,00
1998P056E97	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF - SUBVENTION 2021	0,00	557 200,00	0,00	529 732,00	0,00	529 732,00	0,00	529 732,00
1998P056E95	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF / SUBVENTIONS 2019 - D	2 755,80	-2 756,00	221,20	0,00	221,20	0,00	0,00	0,00
1998P056E96	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF SUBVENTION 2020	2 881,40	67 800,00	534 318,60	53 641,40	0,00	587 960,00	587 960,00	0,00
2007P035E132	SUBVENTION FEDERATION PECHE / 2020 D	0,00	70 000,00	0,00	36 268,00	26 268,00	10 000,00	10 000,00	0,00
2017P078E01	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES / 2017-2021 D	171 600,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	21 500,00	21 500,00	0,00
2020P023E01	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2021	0,00	1 367 000,00	0,00	1 259 450,00	0,00	1 259 450,00	0,00	1 259 450,00
2006P037E59	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2019-2022 / D	175 493,60	0,00	3 476,14	24 482,00	400,00	27 558,14	21 753,58	5 804,56
2006P037E52	VERIFICATION DES PORTES, PORTAILS ET BARRIERES / 2017-2019 D	69 442,04	0,00	3 841,30	0,00	0,00	3 841,30	0,00	3 841,30
2016P001E108	VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023 D	446 166,21	0,00	1 073,04	188 857,60	28 985,75	160 944,89	151 805,26	9 139,63
2016P001E23	VETEMENTS DE TRAVAIL COLLEGES 2016-2019 / D	17 000,00	0,00	30 396,37	0,00	9 971,85	20 424,52	0,00	20 424,52
2018P013E06	VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	0,00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		55 852 100,01	12 782 249,86	3 151 107,78	22 313 396,32	2 541 149,70	22 923 354,40	18 097 064,34	4 826 290,06

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2003.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(3) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C8

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE
Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE D'AMENAGEMENT	-2 983 926,70	1 060 006,41	2 563 263,99	-4 487 184,28
DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)	-934 872,03	1 329 667,00	1 657 102,50	-1 262 307,53
PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	-646 463,39	783 373,00	994 878,08	-857 968,47
Total	-4 565 262,12	3 173 046,41	5 215 244,57	-6 607 460,28

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE D'AMENAGEMENT			
		Reste à employer au 01/01/N	-2 983 926,70
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
7327 / 937-38	Taxe d'aménagement	1 060 006,41	
		Total	1 060 006,41
Dépenses			
Article	Libellé article	Montant	
7398 / 937-1	Reversement taxe au Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE)	200 009,79	
907 / 917 / 933 / 937	Actions en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)	2 363 254,20	
		Total	2 563 263,99
		Reste à employer au 31/12/N (3)	-4 487 184,28

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)			
		Reste à employer au 01/01/N	-934 872,03
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
1332 / 902-21	Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (DDEC)	1 329 667,00	
		Total	1 329 667,00
Dépenses			
Article	Libellé article	Montant	
20. / 902-21	Immobilisations incorporelles	7 925,80	
21. / 902-21	Immobilisations corporelles	1 245 417,59	
23. / 902-21	Immobilisations en cours	403 759,11	
		Total	1 657 102,50
		Reste à employer au 31/12/N (3)	-1 262 307,53

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES			
		Reste à employer au 01/01/N	-646 463,39
Recettes			
Article	Libellé article	Montant	
1345 / 906-21	Amendes de radars automatiques et amendes de police	783 373,00	

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
		Total
		783 373,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2151 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	6 671,54
2157 / 906-0	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	34 388,40
2157 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	19 008,99
23152 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	934 809,15
		Total
		994 878,08
		Reste à employer au 31/12/N (3)
		-857 968,47

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles le département souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = Reste à employer au 01/01/N + Total recettes de l'exercice – Total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		359,00	1,60	360,60	297,80	24,07	321,87
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	78,00	0,00	78,00	65,10	3,45	68,55
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	73,00	0,00	73,00	57,60	0,00	57,60
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	48,00	0,50	48,50	41,80	1,62	43,42
ADMINISTRATEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	0,00	3,00	3,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	18,00	0,00	18,00	14,80	3,00	17,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	25,00	1,10	26,10	19,70	4,00	23,70
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	B	48,00	0,00	48,00	39,50	7,00	46,50
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	35,00	0,00	35,00	33,50	0,00	33,50
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	27,00	0,00	27,00	24,80	0,00	24,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		716,00	5,00	721,00	610,30	35,57	645,87
ADJOINT TEC TER PPAL 1E EE	C	62,00	0,00	62,00	58,00	0,00	58,00
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	95,00	1,00	96,00	77,40	2,50	79,90
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	66,00	0,00	66,00	63,00	0,00	63,00
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	59,00	4,00	63,00	46,00	6,41	52,41
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	92,83	0,00	92,83	77,40	10,08	87,48
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	90,17	0,00	90,17	85,50	0,90	86,40
AGENT DE L'ETAT	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
AGENT DE MAITRISE	C	57,00	0,00	57,00	50,70	0,00	50,70
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	42,00	0,00	42,00	33,00	0,00	33,00
INGENIEUR	A	22,00	0,00	22,00	10,90	7,00	17,90
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	12,00	0,00	12,00	12,00	0,00	12,00
TECHNICIEN	B	42,00	0,00	42,00	32,00	6,68	38,68
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	51,00	0,00	51,00	44,60	0,00	44,60
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	17,00	0,00	17,00	13,80	2,00	15,80
FILIERE SOCIALE (d)		179,50	0,50	180,00	138,90	21,81	160,71
AGENT SOCIAL	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
AGENT SOCIAL PPAL DE 2E CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ASSISTANT SOC EDUC 1ERE CLASSE	A	98,42	0,00	98,42	92,30	0,00	92,30
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	60,00	0,50	60,50	29,90	20,81	50,71
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	10,00	0,00	10,00	9,90	0,00	9,90
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	6,08	0,00	6,08	3,80	1,00	4,80
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		64,00	4,20	68,20	45,70	8,25	53,95
CADRE DE SANTE 2EME CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CADRE DE SANTE DE 1ERE CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	9,17	0,00	9,17	4,80	2,00	6,80
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.SUP	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,90	4,90	0,00	1,90	1,90
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	1,00	1,30	2,30	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	4,00	0,10	4,10	1,80	1,10	2,90
MONITEUR-EDUC ET INT FAMILIAL	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP CL NORM	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP CL SUP	A	0,00	0,90	0,90	0,90	0,00	0,90
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	1,00	0,50	1,50	1,00	0,50	1,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	3,00	0,50	3,50	3,00	0,50	3,50
PUERICULTRICE DE CLASSE NORM	A	3,83	0,00	3,83	2,80	0,25	3,05
PUERICULTRICE DE CLASSE SUP	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	12,00	0,00	12,00	10,90	0,00	10,90
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL NORM	B	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP	B	9,00	0,00	9,00	8,70	0,00	8,70
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		37,00	0,00	37,00	23,50	2,00	25,50
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	5,00	0,00	5,00	3,80	0,00	3,80
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	5,00	0,00	5,00	2,80	0,00	2,80
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ATTACHE CONSERV.PAT	A	5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR BIB EN CHEF	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,40	0,40	0,40	0,00	0,40
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	0,40	0,40	0,40	0,00	0,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 355,50	11,70	1 367,20	1 116,60	91,70	1 208,30

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	D1.1

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				780 191,80		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	355	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	354	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	353	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	362	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	353	0,00	3-4	CDI -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	353	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	354	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	362	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	374	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADMINISTRATEUR	A	ADM	977	0,00	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-1	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-1	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	422	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	438	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S		35 670,68	3-3-2°	CDD -
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444	0,00	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	1	0,00	3-4	CDI -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	1027	0,00	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM		69 615,48	3-3-2°	CDD -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		54 699,68	3-4	CDI -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		49 257,92	3-3-2°	CDD -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		52 679,56	3-3-2°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444	0,00	3-2	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	0,00	3-2	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM		51 854,44	3-4	CDI -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM		43 430,20	3-3-2°	CDD -
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	529	0,00	3-3-2°	CDD -
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	713	0,00	3-4	CDI -
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	ADM		58 333,56	3-4	CDI -
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	489	0,00	3-2	CDD -
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	520	0,00	3-3-2°	CDD -
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	MS		39 818,12	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	444	0,00	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	565	0,00	3-2	CDD -

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEUR	A	TECH	611	0,00	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		41 629,96	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		49 450,24	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		53 106,36	3-3-2°	CDD -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS		43 051,44	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS		50 815,36	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	MS		44 856,04	3-4	CDI -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	II	0,00	3-2	CDD -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	III	0,00	3-3-2°	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS		18 027,20	3-2	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	MS		23 895,56	3-3-2°	CDD -
PUERICULTRICE DE CLASSE NORM	A	MS	489	0,00	3-1	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	372	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	478	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	379	0,00	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	372	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	379	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	388	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	415	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	397	0,00	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	444	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	506	0,00	3-2	CDD -
Agents occupant un emploi non permanent (7)				130 235,22		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	350	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	350	0,00	3-a°	CDD -
AGENT SOCIAL	C	S	350	0,00	3-a°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-a°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-a°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	611	0,00	3-a°	CDD -
COLLABORATEUR CABINET	B	ADM	707	0,00	110	CDD -
COLLABORATEUR GROUPE ELUS	A	OTR		31 466,80	110-1	CDD -
COLLABORATEUR GROUPE ELUS	A	OTR		50 722,72	110-1	CDD -
CONTRAT PRIVE		OTR		4 430,56	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		3 451,24	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		5 300,68	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		6 125,09	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		6 838,70	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		11 899,43	A APPRENTIS	A APPRENTIS
REDACTEUR	B	ADM	372	0,00	3-a°	CDD -
VACATAIRE		OTR		2 000,00	A VACATAIRES	A VACATAIRES
VACATAIRE		OTR		8 000,00	A VACATAIRES	A VACATAIRES
TOTAL GENERAL				910 427,02		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 - 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 - 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 - 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 - 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 - 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 - 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 - 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 - 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 - 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 - 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 - 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 - 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 - 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 - A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D1.2

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LE DEPARTEMENT OU L'ETABLISSEMENT
TAYSSE Annick	Les indispensables des Finances Locales - 27,28 et 29 janvier 2020

(1) Article L. 3123-10 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	D2.1
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE DEPARTEMENT A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	
(Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT)	

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel du Département Marbot - Tulle (1).
Toute personne a le droit de demander communication des budgets et des comptes du département.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
04/12/2012 - Fondation "Caisse d'Epargne pour la Solidarité" - Affermage	Service Départemental "Corrèze téléassistance"		Fondation reconnue d'utilité publique	11 413 479,00
Détention d'une part du capital				
21/12/1970 - 31/12/1972 -	Safer Marche Limousin Société d'Equipement du Limousin (SELI)		Société Anonyme (SA) Société d'Economie Mixte (SEM)	84 480,00 17 671,89
23/04/1975 -	Groupement Syndical Forestier des Agriens		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,36
03/07/1995 -	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	152 449,02
15/10/1999 -	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
07/04/2000 - 14/12/2006 -	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel Corrèze Equipement		Société Coopérative Société d'Economie Mixte (SEM)	202 700,00 727 500,00
09/11/2012 -	Territoires 19 (ex. SEM 19)		Société d'Economie Mixte (SEM)	174 999,00
12/07/2013 -	Uzerche Territoire d'Energies Positives		Société d'Economie Mixte (SEM)	600,00
12/04/2019 -	Corrèze Energies Renouvelables		Société d'Economie Mixte (SEM)	144 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie emprunt	Corrèze Habitat		OPH	99 442 275,89
- Garantie emprunt	DOM AULIM		ESH - SA HLM	2 440 598,32
- Garantie emprunt	COPROD		ESH - SA HLM	5 203 418,45
- Garantie emprunt	EPDA de la Corrèze (Servières le Château)		Association	1 007 099,98
- Garantie emprunt	EPDA du Glandier		Association	6 748 535,73
- Garantie emprunt	EHPAD de Seilhac		Maison de retraite	1 304 732,47
- Garantie emprunt	EHPAD de Vigeois (Résidence Commaignac)		Maison de retraite	3 500 369,51
- Garantie emprunt	EHPAD de Corrèze		Maison de retraite	5 103 614,61
- Garantie emprunt	EHPAD de Rivet à Brive		Maison de retraite	9 486 723,70
- Garantie emprunt	Egletons Habitat		OPH	434 149,77
- Garantie emprunt	Société d'Economie Mixte Corrèze Equipement		SEM	1 396 895,30
- Garantie emprunt	DORSAL		Syndicat Mixte	18 125 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie emprunt	NOALIS (fusion DOM AULIM et Le Foyer)		ESH - SA HLM	6 049 630,38
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
28/01/2019 - Hébergements touristiques autour du lac du Causse - T1 (partie 2)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	115 025,00
28/08/2019 - Atelier agroalimentaire de transformation fermière (T2)	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	100 000,00
07/09/2019 - Hébergements touristiques autour du lac du Causse - T2 (partie 1)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE	Groupement de collectivités	160 849,00
01/10/2019 - Fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Départemental	BRIVE-LA-GAILLARDE	BRIVE-LA-GAILLARDE	Commune	83 730,00
01/10/2019 - Fonctionnement de l'Ecole Intercommunale de Musique et de Danse 2020 et aide aux élèves	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	Association déclarée	126 380,00
01/10/2019 - Projets culturels et accompagnement des associations du département	FAL 19	Ligue de l'enseignement FAL de la correze	Association déclarée	80 000,00
01/10/2019 - Fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Départemental	TULLE	TULLE	Commune	115 539,00
06/12/2019 - Aire d'accueil des gens du voyage à Ussel	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE MALEMORT	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE MALEMORT	Communauté de communes	100 000,00
16/12/2019 - Travaux de réfection complexe sportif des Escures Tranche 2	MALEMORT	MALEMORT	Commune	90 000,00
16/12/2019 - Tx réfection complexe sportif des Escures Tranche 1	TURENNE	TURENNE	Commune	106 853,00
14/01/2020 - Avenant n°7 à la convention de missions de service public	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	Collectivité locale à caractère industriel ou commercial	214 000,00
20/01/2020 - SUBVENTION 2020 - CLASSES DE DECOUVERTE	ODCV TULLE	OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	Association déclarée	196 000,00
24/02/2020 - acompte subvention de fonctionnement	ADRT	Agence de Développement et de Réservation Touristiques.	Association déclarée	200 000,00
05/03/2020 - Mise à disposition des agents du département année 2020	ADRT	Agence de Développement et de Réservation Touristiques.	Association déclarée	230 300,00
05/03/2020 - subvention de fonctionnement 2020	ADRT	Agence de Développement et de Réservation Touristiques.	Association déclarée	628 000,00
19/03/2020 - FFTH - Aide financière 2020 (Fds concours)	DORSAL CORREZE	Syndicat mixte DORSAL	Etablissement public syndicat mixte	321 203,13
19/03/2020 - 100% fibre - Aide financière 2020 (5M)	DORSAL CORREZE	Syndicat mixte DORSAL	Etablissement public syndicat mixte	324 084,38
19/03/2020 - 100% fibre - Aide financière 2020 (10M)	DORSAL CORREZE	Syndicat mixte DORSAL	Etablissement public syndicat mixte	648 168,75
30/03/2020 - Subvention de fonctionnement 2020	ADM 19	ASSOC MAIRES DE LA CORREZE	Association déclarée	116 000,00
31/03/2020 - Subvention de fonctionnement 2020	ALOES 19	Association loisirs Œuvres sociales	Association déclarée	510 000,00
31/03/2020 - Subvention de fonctionnement 2020	CORREZE INGENIERIE	CORREZE INGENIERIE	Etablissement public local	155 000,00
07/04/2020 - CONVENTION 2020 "Amélioration de l'état sanitaire des élevages corréziens"	GCDS GROUPEMENT DEFENSE SANITAIR	GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	Association déclarée	130 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
15/04/2020 - 2020 - Subv convention Andros	ADAPEIC	ASSOC. DPT D'AMIS ET PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES CORREZE	Association déclarée	85 000,00
16/04/2020 - Aide investissements pour l'autonomie et la gestion de l'eau des exploitations agricoles	ASAFAC (ASSOC. SYNDICALE AMENA	ASSOCIAT. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIERS AGRICOLE DE LA CORREZE	Etablissement public association syndicale autorisée	250 000,00
16/04/2020 - 2020 - CCI - Subvention de fonctionnement	CCI CORREZE	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	Etablissement public organisme consulaire	100 000,00
22/04/2020 - 2020 - Chambre d'Agriculture - Subvention fonctionnement	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE	Etablissement public organisme consulaire	145 000,00
23/04/2020 - 2020- Participation statutaire	SMAT DE BORT	SYNDICAT MIXTE DE L'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT	Etablissement public syndicat mixte	144 000,00
18/05/2020 - 2020 - Dotation 2020	CIAS MIDI CORREZIEN	CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	Centre Intercommunal d'action sociale (CIAS)	116 373,00
18/05/2020 - 2020 - Dotation 2020	ICA PAYS DE VENTADOUR	Instance Coordination Autonomie - Pays de ventadour	Association déclarée	75 005,40
18/05/2020 - Service Habitat Jeunes Tulle 2020	URHAJ	UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN LIMOUSIN	Association déclarée	87 040,00
17/06/2020 - Chantier insertion	OT BRIVE	OFFICE DE TOURISME	Association déclarée	77 644,21
19/06/2020 - Dotation voirie 2020	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	174 000,00
03/07/2020 - subvention exceptionnelle - aide à la reprise	ADRT	Agence de Développement et de Réservation Touristiques.	Association déclarée	358 250,00
06/07/2020 - Réhabilitation de 36 logements allée Marmontel à BRIVE	OPHLM BRIVE	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT PAYS DE BRIVE	Etablissement public local à caractère industriel ou commercial	90 000,00
07/07/2020 - Construction de nouveaux vestiaires au stade	CHASTEAX	CHASTEAX	Commune	90 000,00
09/07/2020 - 2020- LIGNE AERIENNE	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	Etablissement public syndicat mixte	293 625,00
09/07/2020 - 2020- AIDES FINANCIERES FONC, INV, REGIE.	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	AEROPORT BRIVE SOUILLAC	Etablissement public syndicat mixte	814 220,50
31/07/2020 - 2020- Protocole financier remboursement Interêts/capita	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	233 382,30
19/08/2020 - Convention de missions d'intérêt général 2020/2021	CABCL RUGBY (SASP)	C;A./ Brive correze limousin Rugby Professionnel	Société anonyme sportive professionnelle	98 000,00
27/08/2020 - Création d'une maison médicale	MASSERET	MASSERET	Commune	96 000,00
17/09/2020 - 2020 - Travaux site Tulle	QUALYSE	Syndicat mixte QUALYSE	Etablissement public local à caractère industriel ou commercial	100 000,00
25/09/2020 - Aménagement et sécurisation des voies de circulation dans le cadre du projet du réseau de chaleur	BEYNAT	BEYNAT	Commune	120 000,00
25/09/2020 - Pôle universitaire - Rénovation du bâtiment 419 (T2)	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	87 500,00
25/09/2020 - Parvis pôle universitaire	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Groupement de collectivités	112 500,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
27/09/2020 - Programmation, soutien à la création, action éducation artistique	L'EMPREINTE	L'EMPREINTE	Etablissement public local à caractère industriel ou commercial	80 000,00
14/10/2020 - Extension et mise en accessibilité halle des sports complexe du Colombier	ALLASSAC	ALLASSAC	Commune	90 000,00
14/10/2020 - 2020- Subvention Fonctionnement /investissement	SYMA A89	SYNDICAT MIXTE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HAUTE CORREZE	Etablissement public syndicat mixte communal	89 836,64
27/10/2020 - Etude schéma directeur AEP	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE CORREZE SANTE	CDC HAUTE CORREZE COMMUNAUTE CORREZE SANTE	Communauté de communes	122 720,00
28/10/2020 - SUBVENTION D'EQUILIBRE FONCTIONNEMENT CDS 2020				
06/11/2020 - Réhabilitation et extension d'un bâtiment à usage ALSH et Micro-crèche à Marcillac-la-Croisille	CDC VENTADOUR	CDC VENTADOUR	Communauté de communes	100 000,00
06/11/2020 - Extension du bâtiment principal du Domaine des Monédières	CDC VENTADOUR	CDC VENTADOUR	Communauté de communes	200 000,00
13/11/2020 - avenant n°8 à la convention de mission de Service public	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	ESPACE 1000 SOURCES CORREZE	Collectivité locale à caractère industriel ou commercial	81 000,00
23/11/2020 - 2020-FSE Chantier insertion espace naturel et desherbage	OT BRIVE	OFFICE DE TOURISME	Association déclarée	116 240,69
29/11/2020 - ANRU 2 - Réhabilitation de 100 logements résidence Roger Combe	OPHLM BRIVE	OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT PAYS DE BRIVE	Etablissement public local à caractère industriel ou commercial	250 000,00
10/12/2020 - SUBVENTION D'EQUILIBRE INVESTISSEMENT CDS 2020	CORREZE SANTE	CORREZE SANTE	Etablissement public de santé	100 000,00
Autres				

(1) Hôtel du département et autres lieux publics désignés par le département.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION– LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	D2.2

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 3312-7 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	26 148 514,16	
Personnes de droit privé	9 838 940,46	
Associations	8 015 911,17	
A BICYCLETTE	1 000,00	
A TOUS CIRK	250,00	
A TOUS CIRK	50,00	
A TOUS CIRK	200,00	
A TOUT VENANT-RESSOURCERIE GAILLARDE	84,36	
ACCORDEONS EN MONEDIERES	1 000,00	
ADAPEI DE LA CORREZE - SERVICE A LA PERSONNE	1 304,10	
AERO MODEL CLUB DE L'OUEST CORREZIEN	164,00	
AERO-CLUB BRIVE - SECTION AEROMODELISME	195,00	
AFS VIVRE SANS FRONTIERE CORREZE	1 000,00	
AFTER SCHOOL CLUB RIV'ETUDES	250,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	48 878,52	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	200 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	628 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	230 229,12	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	358 250,00	
ALLIANCE FRANCAISE DELEGATION COMITE DE BRIVE	800,00	
AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE - LES POMPONS ROUGES	150,00	
AMICALE DES CYCLOS ET MARCHEURS DE SARRAN	800,00	
AMICALE DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORREZE	1 000,00	
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE BEYNAT	2 000,00	
AMICALE LAIQUE DAMPNIAT	600,00	
AMICALE LAIQUE DE ST PARDOUX-LA-CROISILLE	300,00	
AMICALE LAIQUE DES ANCIENS ET ANCIENNES ELEVES ECOLE SAINT-JAL	300,00	
AMICALE PARENTS ELEVES - PERPEZAC-LE-NOIR	1 500,00	
AMICALE SAINT HILAIRE - VENARSAL	776,00	
AMIS DU VIEUX PONT DE TREIGNAC	1 000,00	
AMIS SCHEINFELD COMITE JUMELAGE BEAULIEU	500,00	
APCS MAHORAIS DE BRIVE	180,00	
APE DU RPI BENAYES MEUZAC MONTGIBAUD	900,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 240,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	1 783,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	4 575,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	1 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ARTS ET CULTURE SORNAC	1 200,00	
ARTS ET CULTURE SORNAC	1 000,00	
ASPO BRIVE	3 695,00	
ASPO BRIVE	361,00	
ASPO JUDO	1 260,00	
ASPTT BRIVE AGGLO VELO	2 259,00	
ASPTT TULLE	1 500,00	
ASPTT TULLE	477,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	2 500,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	1 500,00	
ASSOC CONFRERIE DE LA FARCIDURE ET DU MILLASSOU - SAINTE-FORTUNADE	200,00	
ASSOC REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE -CTE CORREZE	150,00	
ASSOC. CULTURELLE DU PAYS DE POMPADOUR	1 500,00	
ASSOC. DEPART. D'AIDE A DOMICILE PERSONNES AGEES CORREZIENNES (ADAPAC)	6 720,00	
ASSOC. DES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DEPART. DE PRET DE LA CORREZE	4 000,00	
ASSOC. DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	151,92	
ASSOC. DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	2 000,00	
ASSOC. DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	150,00	
ASSOC. DPT D'AMIS ET PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES CORREZE	85 000,00	
ASSOC. LE CHAVANON (FONDATION CLAUDE POMPIDOU)	600,00	
ASSOC. LES AMIS DE JEAN SEGUREL	3 000,00	
ASSOC. LES AMIS DE JEAN SEGUREL	1 000,00	
ASSOC. LES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE	1 000,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRondissement DE TULLE	18 900,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRondissement DE TULLE	45 000,00	
ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	13 192,00	
ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	3 000,00	
ASSOC.RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	2 500,00	
ASSOC.RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	300,00	
ASSOC.RETRAITES DE L'ARTISANAT CORREZE	500,00	
ASSOCIAT. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIERS AGRICOLE DE LA CORREZE-ASAFAC	150 000,00	
ASSOCIAT. SYNDICALE AMENAGEMENT FONCIERS AGRICOLE DE LA CORREZE-ASAFAC	165 798,42	
ASSOCIATION "LA MAISON DES POMPIERS : SERGE VINCENT"	300,00	
ASSOCIATION "MAQUETTES 19" - TULLE	200,00	
ASSOCIATION 1,2,3 LES ATELIERS DU ROY	1 000,00	
ASSOCIATION 400	1 200,00	
ASSOCIATION AGGENA	25 444,80	
ASSOCIATION AGGENA	30 000,00	
ASSOCIATION AMIS BIBLIOTHEQUE MALEMORTINE	200,00	
ASSOCIATION APE ECOLE ST AULAIRE	300,00	
ASSOCIATION APE RPI DE SADROC	900,00	
ASSOCIATION ARCADOUR	115,95	
ASSOCIATION ARCADOUR	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION ARCHIVES EN LIMOUSIN	500,00	
ASSOCIATION ARGENTAT PATCH	150,00	
ASSOCIATION ARTS PATRIMOINE ET GASTRONOMIE A ST-PARDOUX CORBIER	300,00	
ASSOCIATION AUTOUR DU 1ER MAI	1 500,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	13 320,00	
ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE A L'HOPITAL	200,00	
ASSOCIATION BIG BAND DU CRD DE TULLE - JAZZ ENSEMBLE DE TULLE	1 000,00	
ASSOCIATION BLOCSON	1 000,00	
ASSOCIATION BON PIED, BON OEIL	166,00	
ASSOCIATION BONNEFOND ANIMATIONS	300,00	
ASSOCIATION BORT ANIM' ACTIONS	3 200,00	
ASSOCIATION BOUGE TA VILLE	3 500,00	
ASSOCIATION BOULOU ANIMATIONS LOISIRS	500,00	
ASSOCIATION BRIVE AVF ACCUEIL	400,00	
ASSOCIATION BRIVE EN SCENE	500,00	
ASSOCIATION BULLES DE COULEURS	200,00	
ASSOCIATION CARREFOUR VENTADOUR	1 500,00	
ASSOCIATION CHANTONS ENSEMBLE	500,00	
ASSOCIATION CHOEUR CHANTE BRIVE	1 000,00	
ASSOCIATION CHOEUR DE BEAULIEU	500,00	
ASSOCIATION CHOEUR REGIONAL DE LA VEZERE	1 500,00	
ASSOCIATION CHOEURS DU PAYS DE TULLE	1 600,00	
ASSOCIATION CHOEURS DU PAYS DE TULLE	700,00	
ASSOCIATION CHORALE TULLA VOCE	800,00	
ASSOCIATION CLIN D'OEIL AU PAYS DE NOAILLES	750,00	
ASSOCIATION COLLONGES ANIMATIONS SPECTACLES	8 000,00	
ASSOCIATION COLLONGES FESTIF	1 000,00	
ASSOCIATION COMMUNES JUMEELES NOUVELLE-AQUITAINE	250,00	
ASSOCIATION CORREZE FRANCE PROCHE-ORIENT	1 000,00	
ASSOCIATION CORRÈZE TÉLÉVISION	1 000,00	
ASSOCIATION CORSICA ALDILA - OBJAT	250,00	
ASSOCIATION COULEUR VITALITE-ST PARDOUX LE VIEUX	300,00	
ASSOCIATION COULEUR VITALITE-ST PARDOUX LE VIEUX	500,00	
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN	4 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ET DE LOISIRS DE LIGNAREIX	300,00	
ASSOCIATION CYBOLOISIRS - SERVIERES LE CHATEAU	200,00	
ASSOCIATION D'APICULTURE L'ABEILLE CORREZIENNE	1 500,00	
ASSOCIATION DANSE EN PARTANCE	1 000,00	
ASSOCIATION DANSE HERVE KOUBI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE ECHANGE ARTISTIQ	33 000,00	
ASSOCIATION DANSES ET SPECTACLES	500,00	
ASSOCIATION DE DESIGNERS, ARTISTES GRAPHIQUES ET ECRIVAINS - DONZENAC	500,00	
ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE RAOUL DAUTRY	230,00	
ASSOCIATION DE L'IMPRIMERIE DU MUSEE D'USSEL	500,00	
ASSOCIATION DE SOINS PALLIATIFS (ASP-CORREZE)	600,00	
ASSOCIATION DECOUVRIR	3 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT	27,39	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT	40 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PROTECTION CIVILE DE LA CORREZE	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	300,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	1 500,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	300,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	900,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	900,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	600,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	300,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	500,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE RADIOAMATEURS AU SERVICE SECURITE CIVILE-19	550,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE ET DE LA CATHEDRALE DE TULLE	1 100,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE MEYSSAC	1 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DU CLOITRE - TULLE	500,00	
ASSOCIATION DES ASSISTANTES MATERNELLES	500,00	
ASSOCIATION DES HEURES MUSICALES EN MONEDIERES	1 600,00	
ASSOCIATION DES HEURES MUSICALES EN MONEDIERES	1 000,00	
ASSOCIATION DES JOUEURS DE GOLF DE NEUVIC	548,00	
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	150,00	
ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	68 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITES DE LA CORREZE	159,96	
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITES DE LA CORREZE	116 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE LA CORREZE	350,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	500,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	500,00	
ASSOCIATION DESTINATION POMPADOUR	4 500,00	
ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER	2 500,00	
ASSOCIATION DU PATRIMOINE DU PAYS DE BEAULIEU	1 000,00	
ASSOCIATION ELIZABETH MY DEAR	5 300,00	
ASSOCIATION ENERGIE 19	1 189,00	
ASSOCIATION ENFANCE ET FAMILLES D'ADOPTION DE LA CORREZE	1 000,00	
ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CORYPHEE	300,00	
ASSOCIATION ENTR' AID SIDA	500,00	
ASSOCIATION EVASION ARTISTIQUE SAINT PANTALEON DE LARCHE	300,00	
ASSOCIATION EVENEMENTS A PART	500,00	
ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE	1 500,00	
ASSOCIATION FAMILLES D'ACCUEIL A TITRE PERMANENT DE LA CORREZE	500,00	
ASSOCIATION FEMMES ELUES DE CORREZE	350,00	
ASSOCIATION FOLKLORE ET TRADITIONS EN MONEDIERES - CHAUMEIL	800,00	
ASSOCIATION FORET REINSERTION ENVIRONNEMENT DU PAYS DE TULLE	2 000,00	
ASSOCIATION FRAGMENTS	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION FRANCO-HELLENIQUE DE LA CORREZE - BRIVE	200,00	
ASSOCIATION FRATERNITE EDMOND MICHELET	1 000,00	
ASSOCIATION FREDON	2 000,00	
ASSOCIATION FREDON	1 500,00	
ASSOCIATION HANDYLOISIRS	300,00	
ASSOCIATION HAVANA SOL	2 000,00	
ASSOCIATION HIPPIQUE DES ECURIES DE NOVERT	3 823,00	
ASSOCIATION HIPPIQUE DES ECURIES DE NOVERT	1 000,00	
ASSOCIATION HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE AU PAYS D'AUBAZINE	1 523,00	
ASSOCIATION HISTOIRE ET PATRIMOINE DE CORREZE ET SES ENVIRONS	600,00	
ASSOCIATION ICORANDA LIMOUSIN MARCHE AUVERGNE - EYGURANDE	300,00	
ASSOCIATION IDEE (INSERTION DORDOGNE ENTRETIEN ENVIRONNEMENT)	2 000,00	
ASSOCIATION IMAGES PLURIELLES	2 000,00	
ASSOCIATION IMEDIA UTOPIQUE	500,00	
ASSOCIATION INTERCANTONALE D'INTERVENTION AU DOMICILE DES AINES	18 902,00	
ASSOCIATION JARDIN DE S-CULTURES	1 000,00	
ASSOCIATION JARDIN DE S-CULTURES	500,00	
ASSOCIATION JAZZ CLUB 19100	2 500,00	
ASSOCIATION JEANNE VILLEPREUX POWER - JUILLAC	200,00	
ASSOCIATION JUGEALS NAZARETH EN RANDONNÉE	434,00	
ASSOCIATION KARATE CLUB SAINT CHAMANTOIS	819,00	
ASSOCIATION KIND OF BELOU	4 000,00	
ASSOCIATION L'ARBORETUM	200,00	
ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	300,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	500,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	500,00	
ASSOCIATION LA CHAPELLE AUX SAINTS ARCHEOLOGIE PATRIMOINE CASAP	3 000,00	
ASSOCIATION LA CLEF DES CHAMPS - LE LONZAC	300,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	5 800,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	100,00	
ASSOCIATION LA CROISEE DES ANS	14 790,40	
ASSOCIATION LA GAILLARDE	500,00	
ASSOCIATION LA MAIADE MALEMORTINE - MALEMORT	2 000,00	
ASSOCIATION LA PIERRE FONTAINE	300,00	
ASSOCIATION LA SABOTIERE - USSEL	300,00	
ASSOCIATION LA SOURIS VERTE - LAGARDE-ENVAL	300,00	
ASSOCIATION LA TEMPETE	15 000,00	
ASSOCIATION LA VOIE DU GRANITE - MEYMAC	350,00	
ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	4 000,00	
ASSOCIATION LE MAXIPHONE	22 000,00	
ASSOCIATION LE TRAIN BRIVISTE CORREZIEN - MALEMORT	550,00	
ASSOCIATION LES 100 PAS - LE LONZAC	500,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE BEYNAT	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE CUREMONTE	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE LA BOURREE - SAINT-PRIVAT	150,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-HILAIRE-LUC	300,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-ROBERT	6 500,00	
ASSOCIATION LES AMIS DES CHADOURNE - BRIVE	800,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	40 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU PATRIMOINE DE L'ARMEMENT DE TULLE	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION LES BALADINS DU VELL - CHAUFFOUR-SUR-VELL	200,00	
ASSOCIATION LES BRIVOISERIES	750,00	
ASSOCIATION LES CIGOGNES SONT DE RETOUR A CORNIL	300,00	
ASSOCIATION LES CONCERTS DU CLOITRE DE TULLE	4 200,00	
ASSOCIATION LES ESTEALES - ESTIVALS	300,00	
ASSOCIATION LES ETANGS DE POURIERAS	200,00	
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	500,00	
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	450,00	
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	500,00	
ASSOCIATION LES PTITS BOUTS	250,00	
ASSOCIATION LES PASSAGERS DU VENT	300,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	15 500,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	73 353,28	
ASSOCIATION LES SANS SOUCIS DE VARETZ	600,00	
ASSOCIATION LES ZINCORREZIENS - CHIRAC BELLEVUE	500,00	
ASSOCIATION LEZ'ARTS ET SALAMANDRE	1 800,00	
ASSOCIATION LOISIRS ET GYM VOLONTAIRE BRIVEZACOISE	155,00	
ASSOCIATION LOISIRS OEUVRES SOCIALES ALOES 19	510 000,00	
ASSOCIATION LOST IN TRADITIONS	2 700,00	
ASSOCIATION LOU TOUPI	300,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	7 000,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	850,00	
ASSOCIATION MIGRATEURS GARONNE DORDOGNE	1 000,00	
ASSOCIATION MONCELLOISE D'ANIMATIONS COMMUNES	1 200,00	
ASSOCIATION MOUVANCE - SAINT-SETIERS	400,00	
ASSOCIATION MUSICALE ARTISTIQUE CULTURELLE ET SPORTIVE DE BRIVE	882,00	
ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	9 000,00	
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	150,00	
ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE 19	900,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS ET AMIS DE L'INDOCHINE (ANAI)	150,00	
ASSOCIATION NEW DANSE STUDIO	5 000,00	
ASSOCIATION NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS	600,00	
ASSOCIATION PATATI PATATA	300,00	
ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE	15 000,00	
ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE	3 000,00	
ASSOCIATION POINT T'Y ES	1 000,00	
ASSOCIATION POLYSSON	600,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	500,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	450,00	
ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE GRAULIEROIS - LAGRAULIERE	200,00	
ASSOCIATION RADIO VICOMTÉ	2 000,00	
ASSOCIATION REINSERTION DELINQUANTS AIDE VICTIMES CORREZE (ARAVIC)	2 500,00	
ASSOCIATION RENCONTRE ARTISTIQUE ET POETIQUE (RAP)	200,00	
ASSOCIATION RENCONTRES ET DEDICACES - NAVES	1 000,00	
ASSOCIATION RENCONTRES ET DEDICACES - NAVES	500,00	
ASSOCIATION RESEAU D'ECHANGES DE SAVOIRS UZERCHA -UZERCHE	500,00	
ASSOCIATION ROC DU GOUR NOIR - LA LUZEGE	20 000,00	
ASSOCIATION SAINT-PRIVAT ANIMATION	150,00	
ASSOCIATION SAINT-VIANCE LOISIRS	173,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION SALON MUSIQUE - SALON-LA-TOUR	600,00	
ASSOCIATION SARAMAGBELLE	2 500,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	1 000,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	176,71	
ASSOCIATION SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE - GROUPE EDMOND MICHELET	300,00	
ASSOCIATION SEILHACOISE DE TENNIS	484,00	
ASSOCIATION SEMEURS D'ONDES	500,00	
ASSOCIATION SILVA - SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	1 200,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES	800,00	
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE - TENNIS	1 200,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CHASTEАUX LISSAC	521,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE BEYNAT	3 011,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE CHAMBERET	3 996,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE MERCOEUR	406,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - BASKET	2 144,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - FOOTBALL	12 172,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - FOOTBALL	448,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - FOOTBALL	4 575,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE VITRAC CORREZE	408,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES JEUNES DE DAMPNAT	423,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES JOUEURS DE GOLF DU CHAMMET	178,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ECOLE H GERARD	300,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE JULES ROMAINS	300,00	
ASSOCIATION SPORTIVE HALTEROPHILIE TULLE	586,00	
ASSOCIATION SPORTIVE JUGEALS NOAILLES	4 365,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MARCILLAC-CLERGOUX	800,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MEYSSACOISE DE FOOTBALL	445,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - FOOTBALL	1 272,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - RUGBY	484,00	
ASSOCIATION SPORTIVE USSELLOISE DE HANDBALL	498,00	
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - TENNIS	1 400,00	
ASSOCIATION SPORTIVE VIGNOLS-VOUTEZAC	928,00	
ASSOCIATION TELE MILLEVACHES	1 000,00	
ASSOCIATION THEATRE ART E OSE	300,00	
ASSOCIATION THEATRE DU PARADOXE	800,00	
ASSOCIATION TREIGNAC PROJET	1 000,00	
ASSOCIATION TUBERCULTURE	32 000,00	
ASSOCIATION TUBERCULTURE	15 000,00	
ASSOCIATION TULLE HORIZONS	1 200,00	
ASSOCIATION TULLE SOLIDARITE	6 000,00	
ASSOCIATION UNAFAM CORREZE	800,00	
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE	6 500,00	
ASSOCIATION VIE PAISIBLE	4 850,10	
ASSOCIATION VIVRE A SPONTOUR - SOURSAC	150,00	
ASSOCIATION VIVRE EN PAYS DE TULLE	500,00	
ASSOCIATION VOLLEY BRIVE	170,00	
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	5 350,00	
ATHLETIC CLUB DE LA JEUNESSE CHANTEIXOISE	1 467,00	
ATHLETISME SAINT PANTALEON	668,00	
ATHLETISME SAINT PANTALEON	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ATMO NOUVELLE-AQUITAINE	6 000,00	
AUTOUR DE L'ATELIER DE PEINTURE-L'ECOLE DE COLLONGES	500,00	
AUVEZERE MAYNE FC	1 477,00	
AVENIR DE DONZENAC	1 500,00	
BADMINTON BRIVISTE	679,00	
BADMINTON CLUB DE LA MARQUISE DE POMPADOUR	166,00	
BADMINTON CLUB OBJATOIS	541,00	
BANQUE ALIMENTAIRE DE LA CORREZE	5 000,00	
BASKET ANCOLIE MEYMACOIS	158,00	
BASKET CLUB ARGENTACOIS	518,00	
BASKET CLUB MARCILLAC	343,00	
BASKET CLUB UZERCHOIS	1 204,00	
BEYNAT JUDO CLUB	407,00	
BIKE ET CAR CLUB CORREZIEN	200,00	
BOULE SPORTIVE OBJATOISE LYONNAISE	453,00	
BRIVE BATON TWIRLING CLUB	379,00	
BRIVE CORREZE CO	2 558,00	
BRIVE CORREZE CO	1 086,00	
BRIVE GYM	5 568,00	
BRIVE HOCKEY CLUB	1 377,00	
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	1 069,00	
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	9 697,00	
BRIVE PATINAGE CLUB	2 990,00	
BUDOKAI KARATE CLUB DE BRIVE	2 696,00	
BUGEAT TREIGNAC ATHLETISME	2 000,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	250 000,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	24 294,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	49 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	49 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	8 724,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN VOLLEY	16 976,00	
C.H. DU PAYS D'EYGURANDE (LA CELLETTE)	5 554,80	
CAB GOLF	898,00	
CANOE TREIGNAC VEZERE	1 500,00	
CANTATE 19	300,00	
CAP PLONGEE	340,00	
CENTRE CULTUREL DE BRIVE - BRIVE MEDIA CULTURE	12 000,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	1 200,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	4 500,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	485,00	
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC	35 000,00	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	4 000,00	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	44 389,33	
CENTRE INFORMATION DROIT DES FEMMES ET FAMILLES	1 500,00	
CENTRE INFORMATION DROIT DES FEMMES ET FAMILLES	600,00	
CENTRE MEDICO-SPORTIF DE TULLE	1 500,00	
CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES TRADITIONNELLES EN LIMOUSIN	32 500,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL JACQUES CARTIER	1 500,00	
CERCLE ATHLETIQUE EGLETONNAIS	1 501,00	
CERCLE D'ESCRIME DE BRIVE	1 424,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CERCLE D'ESCRIME DE TULLE	1 166,00	
CERCLE DES ARTS PLASTIQUES DES MONEDIERES - LE LONZAC	750,00	
CERCLE LAIQUE DE TULLE - CYCLO	500,00	
CERCLE SHITO RYU KARATE USSELLOIS	1 250,00	
CHAMBRE ARTISANALE DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT DE LA CORREZE	600,00	
CHEMINS SINGULIERS	20 000,00	
CHORALE CANTARELLA	300,00	
CHORALE CONTRECHANT DES ORGUES ET DE L'ARTENSE	300,00	
CHORALE DES GABARIERS	200,00	
CINE PLUS EN LIMOUSIN	1 000,00	
CITE DE L'ACCORDEON - TULLE	11 000,00	
CITE DE L'ACCORDEON - TULLE	25 000,00	
CIVO	15 000,00	
CLUB ALPIN FRANCAIS DE BRIVE	637,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE BASKET	22 182,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVISTE TENNIS	2 309,00	
CLUB ATHLETIQUE DE POMPADOUR	883,00	
CLUB ATHLETIQUE DE POMPADOUR	3 092,00	
CLUB ATHLETIQUE DE SAINT AULAIRE	427,00	
CLUB ATHLETIQUE DE SALON LA TOUR	395,00	
CLUB ATHLETIQUE EYGURANDE MERLINES	375,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS - FOOTBALL	3 815,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS RUGBY	510,00	
CLUB ATHLETIQUE ORGNACOIS	521,00	
CLUB ATHLÉTIQUE DE MEYMAC TENNIS	385,00	
CLUB D'ECHECS DU PAYS DE BRIVE	1 001,00	
CLUB D'ESCRIME DE HAUTE CORREZE	1 826,00	
CLUB DE CULTURE PHYSIQUE DES ROSIERS	158,00	
CLUB DE DANSE - COSNAC	300,00	
CLUB DE GYMNASTIQUE DE SAINT YBARD	159,00	
CLUB DE HANDBALL AMICAL DE LA REGION DE MEYSSAC	473,00	
CLUB DE PLONGEE DU PAYS D'EGLETONS	450,00	
CLUB DE PLONGEE DU PAYS D'EGLETONS	1 830,00	
CLUB DE PLONGEE USSELLOIS	555,00	
CLUB DE RANDONNEE DES 3 AMIS	172,00	
CLUB DE TIR TULLISTE	584,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	8 824,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	1 000,00	
CLUB DES NAGEURS DE TULLE	655,00	
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	3 450,00	
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	10 000,00	
CLUB LES BRUYERES	800,00	
CLUB RANDO CYCLO CHAMBOULIVE	266,00	
CLUB SPORTIF ALLASSACOIS	1 161,00	
CLUB SUBAQUATIQUE BRIVISTE	1 092,00	
CLUB SUBAQUATIQUE TULLISTE	706,00	
CLUB VELOCIO GAILLARD	206,00	
CLUB VELOCIO GAILLARD	960,00	
COLIBRI HANDICAP	100,00	
COLLECTIF VACANCE ENTROPIE	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	250,00	
COLLEGE LA SALLE BRIVE	2 185,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	2 185,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	1 195,00	
COMITE DE JUMELAGE CORNIL/STE FORTUNADE/FLACHSLANDEN	385,00	
COMITE DE JUMELAGE FAVARS/SAINT-HILAIRE-PEYROUX	500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DE LA CORREZE	4 300,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'EQUITATION DE LA CORRÈZE	4 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'ESCRIME DE LA CORREZE	3 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'ESCRIME DE LA CORREZE	1 350,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	7 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	2 203,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	6 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	1 531,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	5 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	15 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GOLF DE LA CORREZE	3 600,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GYMNASTIQUE DE LA CORRÈZE	3 700,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES DE LA CORREZE	3 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA PREVENTION ROUTIERE DE LA CORREZE	4 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE PETANQUE ET JEU PROVENCAL DE LA CORREZE	4 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RANDONNEE PEDESTRE DE LA CORREZE	3 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	8 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	621,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	2 074,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	1 478,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	608,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	1 400,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	800,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE LA CORREZE	6 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS (...)	500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 19	6 500,00	
COMITE DES FETES - LISSAC SUR COUZE	200,00	
COMITE DES FETES D' AUBAZINE	1 200,00	
COMITE DES FETES D'ORGNAC SUR VEZERE	300,00	
COMITE DES FETES D'USSAC	200,00	
COMITE DES FETES D'USSAC	500,00	
COMITE DES FETES DE BUGEAT	2 200,00	
COMITE DES FETES DE CLERGOUX	1 000,00	
COMITE DES FETES DE CLERGOUX	400,00	
COMITE DES FETES DE GRANDSAIGNE	300,00	
COMITE DES FETES DE GROS-CHASTANG	400,00	
COMITE DES FETES DE LA-ROCHE-CANILLAC	300,00	
COMITE DES FETES DE LATRONCHE	150,00	
COMITE DES FETES DE LESTARDS	300,00	
COMITE DES FETES DE MADRANGES	300,00	
COMITE DES FETES DE MALEMORT	1 000,00	
COMITE DES FETES DE MERLINES	300,00	
COMITE DES FETES DE MEYSSAC	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DES FETES DE SAINT-VICTOUR	300,00	
COMITE DES FETES DE SARRAN	300,00	
COMITE DES FETES DE SARRAN	3 600,00	
COMITE DES FETES DE VIGEOIS - SECTION SPORT	300,00	
COMITE DES FETES ET D' ANIMATION DE ROCHE-LE-PEYROUX	300,00	
COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	350,00	
COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	300,00	
COMITE DES FETES ET LOISIRS DE PERPEZAC-LE-NOIR	500,00	
COMITE DES FETES LE TROMP'LOUP - AMBRUGEAT	300,00	
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	300,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	3 000,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	20 000,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	4 450,00	
COMITE DPT F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	1 200,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL D'EDUCATION PHYSIQUE & DE GYM. VOLONTAIRE	6 000,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL D'EDUCATION PHYSIQUE & DE GYM. VOLONTAIRE	658,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	2 700,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	614,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL DE LA CORREZE	5 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE MOTOCYCLISME DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE NATATION DE LA CORRÈZE	2 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE PELOTE BASQUE DE LA CORRÈZE	2 400,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE DE LA CORRÈZE	2 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE DE LA CORRÈZE	5 868,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC DE LA CORRÈZE	1 440,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	4 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITE ETUDES INTERPROFESSIONNEL NOIX ET CHATAIGNIER DU BAS-LIMOUSIN	3 000,00	
COMITE JUMELAGE EGLETONS UFFENHEIM	385,00	
COMITE LIMOUSIN DE TAROT	200,00	
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	500,00	
COMITE ORGANISATION FOIRE PRIMEE DEPART DE LA CHATAIGNE ET DU MARRON	5 000,00	
COMITÉ DE JUMELAGE ALLASSAC/LEHRBERG	765,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL AERONAUTIQUE DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AEROMODELISME DE LA CORRÈZE	1 800,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AVIRON DE LA CORRÈZE	1 600,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ULM DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE BOULES LYONNAISES DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE BOXE DE LA CORRÈZE	1 800,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	4 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	657,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	1 920,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	5 420,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	15 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CYCLISME DE LA CORREZE	1 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CYCLISME DE LA CORREZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	5 400,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	2 275,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	11 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	4 800,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SKI DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SPORTS SUBAQUATIQUES	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	3 400,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	1 026,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	923,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TIR DE LA CORRÈZE	2 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOLLEY-BALL DE LA CORRÈZE	2 100,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DES SPORTS DE GLACE DE LA CORRÈZE	2 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	11 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	5 872,00	
COMITÉ TERRITORIAL DE MONTAGNE ET D'ESCALADE DU LIMOUSIN	3 400,00	
COMPAGNIE DES ARCHERS DE BRIVE	1 226,00	
COMPAGNIE DES ARCHERS DE VENTADOUR	376,00	
COMPAGNIE HOMO SAPIENS	500,00	
COMPAGNIE LA SOEUR DE SHAKESPEARE	500,00	
COMPAGNIE LA VOIE DES ARTS	600,00	
COMPAGNIE THEATRALE COTE A COTE	800,00	
CONFEDERATION GENERALE DE L'ALIMENTATION DE DETAIL	600,00	
CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE	9 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	12 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
COORDINATION RURALE DE LA CORREZE	3 750,00	
CORREZE PARAMOTEUR BEYNAT ENVOL	155,00	
CORREZE VOL LIBRE	800,00	
CORREZE-THEATRE-FNCTA CD-19	1 000,00	
COSNAC FOOTBALL CLUB	1 353,00	
COUJ'HEUREUX	500,00	
COUP DE MAIN	58,98	
COUP DE MAIN	2 000,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	1 500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	2 500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	2 000,00	
CULTURE ET PATRIMOINE À UZERCHE	1 500,00	
CYCLO CLUB DE SAINT CLEMENT	754,00	
CYCLO RANDONNEUR BRIVISTE	332,00	
CYCLO RANDONNEUR MALEMORTOIS	177,00	
CYCLOTOURISME OBJATOIS	904,00	
DANCE IN PERP'	300,00	
DANSE LE MONDE	200,00	
DELIRÉS ET DES NOTES	500,00	
DES P'TITES GRAINES	200,00	
DETENTE ET CHORALE	200,00	
DETENTE ET SOUPLESSE	178,00	
DISC GOLF BRIVISTE	159,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	11 000,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	12 384,00	
DOCUMENTS D'ARTISTES NOUVELLE AQUITAINE	500,00	
DOMAINE EQUESTRE DE LA TIRELOUBIE	164,00	
DYNAMIC BASKET LOT CORREZE	1 023,00	
ECHIQUIER TULLISTE	168,00	
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS	8 210,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	14 971,00	
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÈZÈRE CAUSSE	14 420,00	
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	1 200,00	
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	6 420,00	
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	16 410,00	
ECOLE DE RUGBY DU PAYS DE TULLE	1 289,00	
ECOLE DE RUGBY SPAUR	1 333,00	
ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	126 380,00	
ECOLE TULLISTE DE JUDO	1 322,00	
ECOLE TULLISTE DE KARATE SHOTOKAN	556,00	
EGLETONS EQUI PASSION	684,00	
EGLETONS PHOTO NATURE	3 000,00	
EHPAD EGLETONS - AGMR	11 649,20	
ELAN SPORTIF USSELLOIS	875,00	
ENSEMBLE VOCAL CARMINA DE TULLE	1 000,00	
ENSEMBLE VOCAL DE BRIVE	3 000,00	
ENSEMBLE VOCAL DU PAYS DE POMPADOUR	500,00	
ENTENTE BRIVE TULLE ATHLE	15 000,00	
ENTENTE DES BARRAGES DE LA XAINTRIE	954,00	
ENTENTE PERPEZAC SADROC	1 200,00	
ENTENTE SAVJOO	1 663,00	
ENTENTE SPORTIVE NONARDAISE	3 781,00	
ENTENTE SPORTIVE USSELLOISE	2 598,00	
ENTENTE TROCHE VIGEOIS	896,00	
ENTENTE VIGILANTE MALEMORT BRIVE OLYMPIQUE - RUGBY	20 286,00	
ESPACE LOISIRS ACCUEIL NATURE DE CHAMBERET	500,00	
ESPERANCE SAINT ROBERTOISE	957,00	
ESPERANCE SPORTIVE SOURSACOISE	493,00	
ETINCELLES - ASSOC. CONTRE MALTRAITANCE, ABUS ET VIOLENCES SEXUELLES	500,00	
ETOILE SPORTIVE DE LIGINIAC	379,00	
ETOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	14 457,00	
ETOILE SPORTIVE USSACOISE	1 878,00	
EVENEMENTS CHIC	500,00	
FANATIC CHEER 19	502,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	10 000,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	500,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	9 845,50	
FEDERATION DEPARTEMENTALE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CORREZE -FDBTP19	3 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE CORREZE ENVIRONNEMENT	12 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA CORREZE	6 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	2 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 200,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 600,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	4 594,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES DE FRANCE	1 300,00	
FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	1 000,00	
FEDERATION FRANCAISE DES MARCHES DE BETALES VIFS (FMBV)	500,00	
FEDERATION NATIONALE DES PARTICULIERS EMPLOYEURS	10 200,00	
FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE SECTION CORREZE	1 963,00	
FESTIVAL DE LA CHANSON FRANCAISE EN PAYS BELLOCOIS	1 200,00	
FIT LIVE	311,00	
FJEP CORNIL	162,00	
FNATH - FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DE LA VIE GRPT CORREZE	3 000,00	
DOR		
FONDATION DU PATRIMOINE	1 141,36	
FONDATION MARIUS VAZEILLES - MEYMAC	3 000,00	
FOOTBALL CLUB ARGENTACOIS	3 868,00	
FOOTBALL CLUB DE CUBLAC	182,00	
FOOTBALL CLUB DE SAINT-JAL	737,00	
FOOTBALL CLUB DE ST ANGEL	180,00	
FOOTBALL CLUB OBJATOIS	928,00	
FORME ET SANTE	207,00	
FOYER CULTUREL DE BUGEAT	300,00	
FOYER CULTUREL DE BUGEAT	500,00	
FOYER CULTUREL DE VARETZ	200,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF AUBAZINE	150,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	500,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	300,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF DE SAINT-MEXANT	300,00	
FOYER CULTUREL JP DUMAS - ALLASSAC	100,00	
FOYER CULTUREL JP DUMAS - ALLASSAC	159,00	
FOYER CULTUREL LAIQUE DE MEYSSAC	300,00	
FOYER CULTUREL LAIQUE DE MEYSSAC	500,00	
FOYER CULTUREL LAIQUE DE ST BONNET L' ENFANTIER	300,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	9 484,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	12 480,00	
FOYER INTERCOMMUNAL CULTURE ET LOISIRS	200,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	150,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	500,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	500,00	
FOYER RURAL CANTON D'EYGURANDE	600,00	
FOYER RURAL DE DAVIGNAC	500,00	
FOYER RURAL DE JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE FORTUNADE	300,00	
FOYER RURAL DE SOUDEILLES	500,00	
FOYER RURAL DES JEUNES DE PERPEZAC-LE-NOIR	300,00	
FOYER RURAL ET D'EDUCATION POPULAIRE DE CONCEZE	300,00	
FOYER RURAL JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE DE CUBLAC	200,00	
FOYER RURAL NESPOULS	400,00	
FOYER RURAL NESPOULS	157,00	
FOYER RURAL RILHAC-TREIGNAC	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FOYER RURAL SAINT-AUGUSTIN	300,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE DE SEILHAC	900,00	
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE TRIOUZOUNE	700,00	
FRANCE ADOT 19 ASSOCIATION POUR LE DON D'ORGANES ET TISSUS HUMAINS	350,00	
FRANSYLVA	7 727,35	
FRJEP ST-GERMAIN-LES-VERGNES	1 144,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	1 000,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	2 880,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	12 000,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	200,00	
G.A.E.C. JERRETIE	5 014,35	
GAEC ALRIVIE LA GREZE	4 603,59	
GAEC LOGE	2 811,62	
GAEC MOURY ANTOINE ET OLIVIER	7 200,00	
GENDRE NOUVELLE RENAISSANCE	500,00	
GOLF CLUB D'AUBAZINE CORREZE	1 092,00	
GRIVE LA BRAILLARDE	500,00	
GROUPE FOLKLORIQUE LES PASTOURELLES DE BRIVE	300,00	
GROUPE FOLKLORIQUE LES REVEILHES - SAINTE-FORTUNADE	300,00	
GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN	1 000,00	
GROUPE OMNISPORT 19 LE DEPARTEMENT	2 000,00	
GROUPE VOCAL DE LA XAINTRIE	300,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	130 000,00	
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN	2 000,00	
GV GYMNASTIQUE FEMININE J FEOLA	158,00	
GYM AMBIANCE LANTEUIL	166,00	
GYMNASTIQUE D'ENTRETIEN TULLISTE	276,00	
GYMNASTIQUE FEMININE INTERCOMMUNALE	223,00	
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LOUIS PONS	158,00	
HANDBALL BRIVE CORREZE	3 093,00	
HANDBALL BRIVE CORREZE	4 575,00	
HANDBALL CLUB ALLASSAC DONZENAC	1 558,00	
HANDBALL CLUB OBJAT CORREZE	20 493,00	
HANDBALL CLUB PAYS DE BEYNAT	157,00	
HANDBALL CLUB TULLE CORREZE	648,00	
HANDBALL EGLETONS CORREZE	1 341,00	
HAUTE CORREZE EVENEMENTS	4 133,00	
HAUTE CORREZE TENNIS DE TABLE	689,00	
HAUTE CORREZE TRIATHLON	162,00	
HESTIA SPORT ADAPTE	500,00	
ICA - ICA DES XAINTRIES	10 944,80	
ICA - ICA DES XAINTRIES	310,00	
ICA - ICA DES XAINTRIES	70 941,60	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE 3	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE 3	38 100,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE NORD OUEST ASS LES MIMOSAS	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE NORD OUEST ASS LES MIMOSAS	39 050,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE SUD-OUEST	310,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE BRIVE SUD-OUEST	39 850,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	17 230,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON DE BUGEAT	34 792,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON EYGURANDE	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CANTON EYGURANDE	33 770,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CORREZE	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE CORREZE	36 929,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DONZENAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DONZENAC	52 381,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE JUILLAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE JUILLAC	39 370,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	8 138,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	56 710,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LUBERSAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LUBERSAC	50 914,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE MALEMORT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE MALEMORT	59 728,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SEILHAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SEILHAC	45 470,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SORNAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE SORNAC	33 536,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TREIGNAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TREIGNAC	45 025,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE SUD	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE SUD	47 943,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE URBAIN NORD ET SUD	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE URBAIN NORD ET SUD	61 959,60	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE USSEL	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE USSEL	4 760,20	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE USSEL	50 000,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE YSSANDONNAIS OBJAT	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE YSSANDONNAIS OBJAT	48 808,80	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LA ROCHE CANILLAC	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LA ROCHE CANILLAC	35 681,40	
ICA - INSTANCE COORDINATION PAYS DE VENTADOUR	310,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION PAYS DE VENTADOUR	75 005,40	
ICA - INSTANCE DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE MEYMAC	310,00	
ICA - INSTANCE DE L'AUTONOMIE DU CANTON DE MEYMAC	38 200,80	
ICA BRIVE 2 NORD CENTRE	310,00	
ICA BRIVE 2 NORD CENTRE	39 150,00	
ICA DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	310,00	
ICA DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE	37 740,60	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	3 741,20	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	310,00	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	39 690,60	
INKUBA KARATÉ CLUB	345,00	
INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE NORD	310,00	
INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE TULLE CAMPAGNE NORD	46 679,40	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	2 366,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	2 000,00	
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORREZE	2 000,00	
JEUNESSE SPORTIVE DE LUBERSAC BASKET	594,00	
JEUNESSE SPORTIVE ROSIEROISE	169,00	
JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	1 400,00	
JM FRANCE CORREZE	14 000,00	
JUDO CLUB D'ARGENTAT	1 120,00	
JUDO CLUB DE TREIGNAC	453,00	
JUDO CLUB DU PLATEAU BORTOIS	871,00	
JUDO CLUB OBJATOIS	731,00	
JUDO CLUB USSEL	1 235,00	
JUDO ECOLE COSNAC LOISIRS ARTS MARTIAUX DE TRADITIONS	1 052,00	
KRAV MAGA EVOLUTION	450,00	
L'AS DU VOLANT MEYSSACOIS	169,00	
L'ASSOCIATION MADE IN CORRÈZE	500,00	
L'ECHO DE NOS BRUYERES	1 000,00	
L'ECOLE BUISSONNIERE	263,00	
LA BOURREE DU MONT CEIX	500,00	
LA CHORALE DE SARRAN	800,00	
LA COMPAGNIE DE LA GRANDE OURSE	1 000,00	
LA FIESTA MEYMACOISE	1 000,00	
LA P'TITE FABRIQUE SOLIDAIRE	500,00	
LA POMMERIE	1 000,00	
LA RAQUETTE ARDOISIÈRE	1 045,00	
LA TULLISTE	3 358,00	
LA VIE COLLONGEOISE	200,00	
LARCHE PATRIMOINE	300,00	
LE BOTTOM THEATRE	15 000,00	
LE BREZOU	1 500,00	
LE BREZOU	300,00	
LE COLLECTIF DU JARDIN	500,00	
LE CORPS A VIVRE	200,00	
LE CRI DU PAPIER	1 200,00	
LE GRAND ATELIER	500,00	
LEMUR KATA COMPAGNIE	300,00	
LES AMIS DE MEYMAC PRES BORDEAUX	150,00	
LES AMIS DE SEGUR	500,00	
LES CAUSSINADES	500,00	
LES CENT PAS	158,00	
LES CYCLOTOURISTES DES MONEDIERES	169,00	
LES FEES CORREZE	500,00	
LES FELES DE L'ART	300,00	
LES FOUS DU VOLANT - BADMINTON	486,00	
LES PETITS POIS SONT ROUGES	1 000,00	
LES RUNNERS DU 19	500,00	
LES RUNNERS DU 19	216,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	17 400,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	80 000,00	
LOS GOJATS DEL PORTI	200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LOS GOJATS DEL PORTI	500,00	
LPO DÉLÉGATION TERRITORIAL LIMOUSIN	500,00	
MADARAC - SYND. CONFEDERATION PAYSANNE DE LA CORREZE	2 445,00	
MADRANGES VELOS LOISIRS-MVL	400,00	
MADRANGES, PATRIMOINE ET TALENTS EN MONEDIERES	300,00	
MAISON D'ACCUEIL DES FAMILLES DE DETENUS DE TULLE	300,00	
MAISON DE L'EAU ET DE LA PECHE DE LA CORREZE	3 500,00	
MAISON DES ADOS - ASSO. PUPILLES ENSEIGNEMENT PUBLIC 19	40 000,00	
MAISON DES SOURDS 19	230,00	
MAISON HEUREUSE PAYS DE BRIVE	1 200,00	
MARCHE NORDIQUE EN CORREZE	220,00	
MERVEILLEUX PRETEXTE	500,00	
MEYMAC ATHLETIC CLUB - TENNIS DE TABLE	604,00	
MEYSSAC COLLONGES TENNIS	1 173,00	
MEYSSAC ECHECS	365,00	
MISSION LOCALE ARRondissement DE BRIVE	31 500,00	
MISSION LOCALE ARRondissement DE BRIVE	45 000,00	
MISSION LOCALE D'USSEL	400,00	
MISSION LOCALE D'USSEL	12 600,00	
MISSION LOCALE D'USSEL	22 500,00	
MODEF CORREZE	1 845,00	
MODEF CORREZE	1 000,00	
MOUVEMENT ASSOCIATIF DE TIR TULLISTE	159,00	
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE	12 000,00	
MYOSOTIS BASSIN TULLISTE	968,00	
NAVES BASKET CLUB	163,00	
NONARDS ACTIVITE DETENTE	163,00	
NOTRE VILLAGE	5 000,00	
NSL RUGBY	3 657,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	58 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	74 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	196 000,00	
OFFICE DE TOURISME DE BRIVE	77 644,21	
OFFICE DE TOURISME DE BRIVE	116 240,69	
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	460,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU PAYS D'EGLETONS	560,76	
OGEC- INSTITUTION JEANNE D'ARC	2 185,00	
OLYMPIQUE LARCHE LA FEUILLADE	1 838,00	
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	3 272,00	
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	1 000,00	
PETANQUE DU PAYS DE BRIVE	387,00	
PETANQUE XAINTRICOISE	290,00	
PILOTARI CLUB BRIVISTE	2 808,00	
PING SARROUX SAINT JULIEN	381,00	
PLANNING FAMILIAL 19	1 000,00	
POINT TRAVAIL SERVICE TULLE	23 576,22	
PROFESSION DOMICILE	1 784,10	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	22 000,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	4 575,00	
PROMENADE RANDO SAINT-PA	178,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PROPR'SERVICES	113,94	
PÊCHE CORRÈZE COMPÉTITION	659,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	6 000,00	
RANDO DOUSTRE	477,00	
RANDO GAILLARDES	269,00	
RAQUETTEURS VOLANTS EGLETONS	451,00	
RELAIS FAMILLE D'OBJAT	160,00	
RHAPSODE	3 000,00	
ROMAIN MICHEL ET CIES	600,00	
RONDISPORT 19	217,00	
RUGBY CAUSSE VEZERE	15 857,00	
RUGBY CLUB CHAMEYRACOIS	2 919,00	
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	607,00	
RUGBY CLUB TREIGNACOIS	780,00	
RUGBY CLUB UZERCHOIS	15 677,00	
SAILLAC ANIMATION	4 000,00	
SAINT PRIVAT PLEAUX RUGBY XAINTRIE	1 232,00	
SAINT-VIANCE TENNIS DE TABLE	593,00	
SAMOURAI MARCILLACOIS	410,00	
SCRABBLE POUR TOUS	150,00	
SCULPTURAMA	1 000,00	
SECOURS CATHOLIQUE - DELEGATION LIMOUSIN	3 500,00	
SECOURS POPULAIRE BRIVE	189,90	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	2 000,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	2 000,00	
SECTION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE SAINT CHAMANT	159,00	
SECTION REGIONALE LIMOUSINE DE L'INSTITUT D'ETUDES	4 000,00	
SEILHAC ATHLETIC CLUB	559,00	
SERVICE PROX CHANTIERS	36 365,79	
SEVAD EN CORRÈZE	1 310,00	
SEVAD EN CORRÈZE	5 000,00	
SHOTOKAN KARATE CLUB DE TULLE / LAGRAULIERE	286,00	
SHOTOKAN KARATE LE PESCHER	805,00	
SKI CLUB BRIVISTE	1 477,00	
SKI CLUB NAUTIQUE MARCILLACOIS	1 038,00	
SKI CLUB USSEL	905,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	2 000,00	
SOCIETE DE TIR BRIVISTE	1 919,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	3 000,00	
SOCIETE DES LETTRES SCIENCES ET ARTS DE LA CORREZE - TULLE	500,00	
SOCIETE DES LETTRES SCIENCES ET ARTS DE LA CORREZE - TULLE	1 200,00	
SOCIETE DES REALISATEURS DE FILMS	15 000,00	
SOCIETE HIPPIQUE FRANCAISE	5 000,00	
SOCIETE HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE DU PAYS DE CORNIL	300,00	
SOCIETE SCIENTIFIQUE HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE D	500,00	
SOCIETE SPORTIVE DE SAINTE FEREOLE	1 443,00	
SOLIDARITE PAYSANS LIMOUSIN	6 000,00	
SOLIHA - CORREZE	2 544,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOS VIOLENCES CONJUGALES	2 000,00	
SOS VIOLENCES CONJUGALES	176,71	
SPORT AU FEMININ EN PAYS D'EYGURANDE	162,00	
SPORT-CULTURE ET DETENTE EN MONEDIERES	250,00	
SPORTING CLUB RIVERAIN DE MANSAC	565,00	
SPORTING CLUB TULLE CORREZE	20 336,00	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	10 000,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	427,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	8 509,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	12 750,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	2 000,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	11 220,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	1 581,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	712,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	10 000,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	530,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	175,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	17 067,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	2 000,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	6 774,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	286,07	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	8 854,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	11 473,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	10 674,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	8 000,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	7 000,00	
SYNDICAT CORREZE CONSEIL ELEVAGE	10 000,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ELEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORREZE	1 000,00	
SYNDICAT DES ETANGS CORREZIENS	2 000,00	
SYNDICAT INITIATIVE CHAMBERET	3 000,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL ECOLE MATERNELLE DE LA ROCHE CANILLAC	160,32	
SYNDICAT OVIN DEPARTEMENTAL	1 200,00	
TAI CHI CHUAN STYLE YANG	180,00	
TAMBOURIN CLUB MONCEAUX SUR DORDOGNE	162,00	
TANGO BRIVE	300,00	
TAP'S IN ST PANT	700,00	
TAROT CLUB DU CANTON DE BEYNAT	500,00	
TENNIS CLUB ALLASSACOIS	408,00	
TENNIS CLUB BEYNAT COIROUX	470,00	
TENNIS CLUB D'EGLETONS	1 245,00	
TENNIS CLUB DE DONZENAC	421,00	
TENNIS CLUB DE NAVES	409,00	
TENNIS CLUB DE SADROC	349,00	
TENNIS CLUB DE SAINT-CLEMENT	159,00	
TENNIS CLUB DE SAINT-PANTALEON	1 077,00	
TENNIS CLUB MARCILLACOIS	392,00	
TENNIS CLUB TREIGNACOIS	589,00	
TENNIS CLUB USSELLOIS	649,00	
TENNIS DE TABLE BRIVISTE	538,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TENNIS DE TABLE NESPOULS	173,00	
TERRITOIRES 19 (SEMABL)	330,87	
THEATRE DE LA GRANGE	5 500,00	
THEATRE SUR LE FIL	1 000,00	
TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION	10 000,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 000,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 300,00	
TULLE ATHLETIC CLUB	1 450,00	
TULLE CYCLISME COMPETITION	496,00	
TULLE CYCLO NATURE	191,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	12 019,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	656,00	
TULLE GRIMPE	1 884,00	
TULLE ROLLER SKATING	206,00	
TULLE SENTIERS	215,00	
TULLE TRIATHLON	752,00	
TULLE VTT EN PAYS DE TULLE	408,00	
TURENNE GYM VITALITE	164,00	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	227,88	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	17 500,00	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	380,00	
UNION CYCLISTE BRIVISTE	401,00	
UNION DEP. DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	150,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFE - CGC DE LA CORREZE	1 387,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFTC DE LA CORREZE	1 350,00	
UNION DEPARTEMENTALE CONFEDERATION GENERALE AGRICULTURE	5 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	100,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES DE LA POLICE	150,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA CORREZE	2 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFDT DE LA CORREZE	3 700,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DE LA CORREZE	3 886,00	
UNION DES ASSOCIATIONS DE SARRAN	1 200,00	
UNION DES ASSOCIATIONS SPORTIVES DE BEYNAT	800,00	
UNION DPT DES ASSOC. POUR LE DON DU SANG BENEVOLE DE LA CORREZE	1 500,00	
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	150,00	
UNION JUDO BRIVE CORREZE LIMOUSIN	20 194,00	
UNION NATIONALE DES RETRAITES PERSONNES AGEES	150,00	
UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA CORRÈZE	3 000,00	
UNION POUR LE TOURNOI DE TENNIS DE BRIVE	700,00	
UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN LIMOUSIN	500,00	
UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN LIMOUSIN	87 040,00	
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	15 998,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE RUGBY	506,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE-BASKET	734,00	
UNION SPORTIVE BUGEACOISE	167,00	
UNION SPORTIVE DE SAINT-CLEMENT	1 688,00	
UNION SPORTIVE DONZENACOISE	8 223,00	
UNION SPORTIVE DU GLANDIER	1 000,00	
UNION SPORTIVE EGLETONNAISE - RUGBY	2 141,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION SPORTIVE GUENNOISE - BASKET	15 720,00	
UNION SPORTIVE LANTEUILLOISE	1 436,00	
UNION SPORTIVE LONZACOISE 96	796,00	
UNION SPORTIVE NEUVICOISE	1 311,00	
UNION SPORTIVE TULLE CORREZE BASKET	18 394,00	
UNION SPORTIVE TULLE CORREZE BASKET	538,00	
UNION SPORTIVE USSELLOISE	16 349,00	
UNION SPORTIVE VARETZIENNE	3 027,00	
UNION SPORTIVE VARSOISE	492,00	
UNIVERSAL SYSTEME KRAV MAGA	1 634,00	
UNSS CORREZE	11 000,00	
UNSS CORREZE	159,00	
USSEL ATHLETIC CLUB	1 705,00	
USSEL ATHLETIC CLUB	1 086,00	
USSEL BADMINTON CLUB	463,00	
USSEL BASKET CLUB	495,00	
USSEL COUNTRY LINE DANCE	300,00	
USSEL KARATE	783,00	
USSEL SPORT MONTAGNE	1 085,00	
VARETZ ATHLETIC CLUB	1 786,00	
VELO CLUB D'AURIAC EN XAINTRIE	167,00	
VELO CLUB LARCHOIS	188,00	
VICTONIC	156,00	
VIVRE ENSEMBLE BRIVE	300,00	
VOLLEY BALL TULLE NAVES	1 577,00	
VOLLEY CLUB DE VENTADOUR	156,00	
VTT ARGENTAT	466,00	
VTT AVENTURE CAUSSE VEZERE	1 009,00	
VTT CLUB DU DOUSTRE	325,00	
VTT CLUB DU DOUSTRE	812,00	
Entreprises	296 986,75	
4S	4 500,00	
BRIVAL ET FILS CONCESSIONNAIRE PEUGEOT CYCLES	500,00	
BRIVE TOURISME AGGLOMERATION	379,80	
CUMA CANTONALE DE VIGEOIS	3 517,59	
CUMA CANTONALE DE VIGEOIS	5 355,85	
CUMA CEREALES RECOLTES	7 631,25	
CUMA D'ESPAGNAGOL	854,70	
CUMA D'EYBURIE	3 607,50	
CUMA D'EYBURIE	1 808,81	
CUMA DE ARNAC-POMPADOUR	3 205,49	
CUMA DE BRANCEILLES	740,00	
CUMA DE CAMPS SAINT MATHURIN	1 443,00	
CUMA DE CHAMEYRAT	1 332,00	
CUMA DE CONCEZE	2 666,77	
CUMA DE L'AMITIE	1 887,00	
CUMA DE L'AMITIE	3 191,25	
CUMA DE LAROCHE-PRES-FEYT	1 518,48	
CUMA DE MARC- LA -TOUR	652,13	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CUMA DE MONTFUMAT	607,72	
CUMA DE PEYRELEVADE	2 292,15	
CUMA DE SAINTE-FORTUNADE	3 182,00	
CUMA DE ST-MARTIN-LA-MEANNE	999,00	
CUMA DES COTEAUX D'USSAC	1 554,00	
CUMA DU CANTON DE SEILHAC	5 096,02	
CUMA PLATEAU DE VIGEOIS	1 398,60	
DOMAINE DE TAMARA	4 000,00	
EARL DU GOT	4 000,00	
EARL MILY CLAUDE	4 000,00	
EARL VEDRENNE	1 387,93	
EAT LIM	247,40	
ETS SAUVIAT	700,00	
FESTIVAL PRODUCTIONS	35 000,00	
FTF SERVICES	3 693,60	
G.A.E.C. COSTE PERE ET FILS	2 170,54	
G.A.E.C. DE BERNOTTE	8 750,00	
G.A.E.C. DE LA CHASSAGNE	5 094,62	
G.A.E.C. DE ROUFFIGNAC	1 193,57	
G.A.E.C. DES PRES VERT	1 544,31	
G.A.E.C. DU CHASSANG	4 373,16	
G.A.E.C. FEREOLE	6 740,75	
G.A.E.C. GUILLE DE MONTSOUR	7 200,00	
G.A.E.C. LA FERME D'ANGLARD	7 200,00	
G.A.E.C. LAJOINIE TEIL	8 750,00	
G.A.E.C. LALINDE	4 280,77	
G.A.E.C. LASSUDRIE	8 750,00	
G.A.E.C. MONTEIL DU MONT JOLY	1 755,36	
GAEC BENEIX	7 200,00	
GAEC COCO-CORREZE	3 000,10	
GAEC CROUCHET- PLAS	7 200,00	
GAEC DE LATREMOLIERE	2 864,27	
GAEC DE MAREGES	1 750,00	
GAEC JALADI	8 983,99	
GAEC JOËL ET PIERRE MASSOUBRE	6 300,00	
GAEC LOURADOUR	4 346,85	
GAEC MALAGNOUX	3 649,85	
GAEC PELISSIER	7 179,23	
GAEC PLAS	1 750,00	
GAEC TOULAI	7 200,00	
GAP AUTOMOTIVE	700,00	
GPT FORESTIER MEYRIGNAC L'EGLISE	10 010,00	
GROUPEMENT FORESTIER DE LA CROIX DU TILLEUL	577,14	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 500,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	5 000,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 000,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 500,00	
JEAN LUC FOUCHET ORGANISATION - SOCIETE D ACTIVITE TOUT TERRAIN	10 000,00	
LA BELLE VIE	2 235,60	
LATITUDE SERVICES	2 235,60	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LATITUDE SERVICES USSEL (SASU EVSAD)	2 235,60	
S.C.A. VERGERS DU LIMOUSIN	6 471,00	
SARL MP SERVICES	3 704,10	
SAS ASSISTALLIANCE	1 860,30	
SPL TERRE DE CORREZE	2 780,00	
Personnes physiques	1 361 828,97	
ABGRALL	2 000,00	
AKEL	4 000,00	
ALBERT	6 000,00	
ALLAIRE	700,00	
ALRIC	5 010,00	
AMBLARD	4 000,00	
AMBLARD	2 824,00	
ANTRAYGUE HICHMINE	3 000,00	
ANTUNES	3 000,00	
ARDOUIN	3 000,00	
ARVIS	1 482,20	
AUGUSTO	300,00	
AZILE LOZACH	800,00	
BACHELLERIE	2 906,00	
BADOU / RODRIGUEZ	3 000,00	
BAHRI	5 200,00	
BALTAT	2 000,00	
BARRIERE	3 000,00	
BARTOUT LUGUET	3 000,00	
BASTIE	3 000,00	
BAUDET VUILLEMIN	3 000,00	
BAYARD	300,00	
BAYRAK	300,00	
BEAU	2 000,00	
BEAULAVON / GOLFIER	3 000,00	
BEAUVIR	800,00	
BECHAREL	1 317,50	
BECHU	1 200,00	
BEDUNEAU	3 000,00	
BELKHIRIA	3 000,00	
BELLE	3 000,00	
BELVEYRE	383,05	
BENNAMRI	3 672,00	
BERARD	300,00	
BERNAL	4 000,00	
BERNARD	2 618,00	
BERTHIER-CORNELISSEN	2 000,00	
BERTHONNEAU	3 000,00	
BERTRAND	2 000,00	
BERTUZZO	300,00	
BESSE	3 000,00	
BESSE	3 000,00	
BESSON	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BEUVELET	2 000,00	
BEUVELET	1 000,00	
BEYSSAS	2 000,00	
BICHE	1 764,15	
BIRET DENOT	3 000,00	
BLAVIGNAC	3 000,00	
BOB	300,00	
BON	500,00	
BONADEI	3 000,00	
BONNESSET	3 000,00	
BORDES	2 000,00	
BORIE	300,00	
BORIE	4 782,00	
BORIE	3 000,00	
BOSREDON	1 500,00	
BOSELUT	773,24	
BOSSU	2 668,00	
BOUCHAUD DEMARQUE	3 000,00	
BOUCHER	3 000,00	
BOUCHON	1 600,00	
BOULE	3 000,00	
BOULONGNE	756,00	
BOUNY	4 000,00	
BOURBOULOU	1 774,91	
BOURDAIN	3 000,00	
BOURG	1 000,00	
BOURNEIX	5 000,00	
BOUSSAC	3 977,00	
BOUSSIER	3 000,00	
BOUTOT	3 000,00	
BOUTOUX GENESTINE	3 000,00	
BOYER	1 361,00	
BOYER PEYRAMAURE	3 000,00	
BRINDEL	300,00	
BROCHARD-ROCHEVALIER FARDILHA	3 000,00	
BROUSSOLE MOREIRA	3 000,00	
BROUSSOLLE	6 000,00	
BRUN VERSAPUECH	3 000,00	
BRUTUS	4 000,00	
CALMON	3 000,00	
CAMPOS	400,00	
CANTORO ET GANDEBOEUF	3 000,00	
CARAFI	2 000,00	
CARBONNEAU	300,00	
CARDANTE	5 053,00	
CARRAT / BRIONNAUD	4 000,00	
CARVALHO REBELO	3 000,00	
CASTAGNÉ	2 000,00	
CASTANIER	400,00	
CAZES	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CEYRAL	3 717,00	
CEYROLLLES	3 804,00	
CHABAUD	2 000,00	
CHABRIER	3 000,00	
CHADEBEC	3 000,00	
CHALARD	3 304,00	
CHALAUD	2 000,00	
CHAMBRAUD	3 000,00	
CHANEL	700,00	
CHANET	2 000,00	
CHANOURDIE FOURCAT	3 000,00	
CHARBONNEL	1 500,00	
CHARRIERAS	2 000,00	
CHASSAIN CHASTRUSSE	3 000,00	
CHASTAGNER	3 000,00	
CHATELAIN	2 418,00	
CHATTI	2 722,00	
CHAUFFOUR	2 948,50	
CHAUMEIL LOPES DA CRUZ	4 611,00	
CHAZOULE	2 200,00	
CHEVALIER	611,07	
CHOUZENOUX	2 599,00	
CLAUZADE	4 000,00	
CLEDAT	4 000,00	
CLEMENT	3 000,00	
CLERGET	700,00	
COIGNAC	800,00	
COLIN	3 000,00	
COLLARDEAU PRADE	3 000,00	
COLLOT GAUDRE	3 000,00	
COMBES	2 000,00	
CONTINSOUZA	3 000,00	
COSTA	700,00	
COSTA SIMOES TEIXEIRA MENDES	3 000,00	
COUDERC	3 000,00	
COUDERT	2 078,00	
COURTAUD FERAL	2 000,00	
COURTEIX	3 000,00	
COUSSY	300,00	
CROUCHET	5 000,00	
CROUZEVIALLE	800,00	
CROZET	600,00	
DARLAVOIX	2 000,00	
DARLY	3 000,00	
DAVID	4 000,00	
DAVID JOIGNIE	3 000,00	
DAVID MAIGNE	3 000,00	
DE AZEVEDO	4 000,00	
DE FREITAS / COURTEIX	6 000,00	
DE MONTBRON	4 558,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DE OLIVEIRA	2 000,00	
DE SENA	2 000,00	
DE SOUSA AMORIM PASANAU	3 000,00	
DELATTRE	185,38	
DELCAIRE	5 488,00	
DELMAS MAS	3 000,00	
DELONCA ELOY	4 000,00	
DELPY	3 000,00	
DEMARGNE	1 700,00	
DEMIRTAS	3 000,00	
DEMONIE BOUYSSSE	3 000,00	
DENUNCQ	1 153,85	
DESCHAMPS	3 000,00	
DESFORGES	2 000,00	
DESNOS	5 860,00	
DEVOS LHERITIER	3 000,00	
DHENNOEULIN	3 639,00	
DIONISIO	3 268,00	
DRUBIGNY	4 000,00	
DUBECH	4 000,00	
DUBOIS	2 000,00	
DUBOISSET	3 000,00	
DUBROCA	3 000,00	
DUCORROY	2 000,00	
DUDOGNON	3 000,00	
DUFFEAL	6 000,00	
DUFOUR	3 000,00	
DUPEYRON	3 500,00	
DUPUY	3 000,00	
DUPUY	3 000,00	
DURAND	3 322,00	
DURAND	2 000,00	
DUROY	765,00	
EDMOND	3 000,00	
EL BATOULI	4 000,00	
EL HAYANI BACHI	2 000,00	
EL OUAFI	2 000,00	
ESCARPIT	3 000,00	
ESTRADE	4 000,00	
EYMARD	1 014,00	
EYROLLE LABROUSSE	3 000,00	
FAGEARDIE	2 316,70	
FAIRBANK	300,00	
FANEL	1 400,00	
FARFAIT EYROLLES	3 000,00	
FARGES & DA COSTA	4 000,00	
FAUCHER CARON	3 000,00	
FAUCHER REBILLOU	4 955,00	
FAUGERAS	3 110,00	
FAURE	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FAURE ROOS	3 000,00	
FAURIE	4 000,00	
FERNANDES MEDINA	2 000,00	
FERNANDEZ	1 817,00	
FLAMARY	3 000,00	
FLEURY HAINON	3 000,00	
FOUILLOUX	4 000,00	
FOURNEAU GUILLAUME	3 000,00	
FOURNIER	3 000,00	
FOURNY CHAPUIS	6 000,00	
FOURRE	2 000,00	
FOURTET	4 000,00	
FRAYSSE	5 000,00	
FREYSSINET	3 000,00	
GADAUD	3 000,00	
GAILLARD	3 000,00	
GARZON	4 000,00	
GAUT	2 000,00	
GAUT LESPILETTE	2 000,00	
GAUTHEROT SALAS	3 000,00	
GAUTHIER ABREU	3 000,00	
GAY LATIL	3 000,00	
GEMARIN	2 000,00	
GENESTE	2 000,00	
GENESTE	300,00	
GHACHOU	2 000,00	
GIBERTIE	3 000,00	
GILMANN	3 000,00	
GIMENEZ	3 000,00	
GIRARD	6 000,00	
GOUNET LOUSTALOT LAMAIGROSSE	3 000,00	
GRAFTEAUX	2 000,00	
GRANELET	3 000,00	
GRANJOUX	300,00	
GUEYE	2 000,00	
GUILLARD	1 973,89	
HABBASSE	700,00	
HAKEM	300,00	
HAKEM	4 000,00	
HANIEZ	3 000,00	
HANQUEZ	3 000,00	
HARISBOURE	800,00	
HATTIER	300,00	
HEBRARD	3 000,00	
HERRAULT	1 500,00	
HILAIRE	4 000,00	
JABEAU MATHIEU	3 000,00	
JACON	800,00	
JACQUELIN	3 000,00	
JARQUE	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
JOAILLE	3 000,00	
JONES	3 000,00	
JOUANNET	3 000,00	
JOURZAC	2 000,00	
JUILLARD	185,38	
JULIAN	3 000,00	
JULLIEN	3 000,00	
KHELIL	2 500,00	
KLEE	2 000,00	
KNOBLOCH DAURAT	3 000,00	
LABAT METADIER	6 000,00	
LACHAUD	3 000,00	
LACHEZE	3 000,00	
LACOSTE FERNANDEZ-VALLES	2 000,00	
LAFARGE	3 000,00	
LAGORSSE	3 000,00	
LAHOUSSE	3 000,00	
LAJOINIE	4 000,00	
LALISSE	300,00	
LAMBERT	3 000,00	
LAMICHE	3 225,00	
LAMICHE DUMOND	3 000,00	
LANTIMAN DIEKAN	3 000,00	
LAPEYRE	577,14	
LARGEAU	3 000,00	
LARIVIERE BOUVIER	3 000,00	
LAROCHE	4 000,00	
LAROCHE	3 000,00	
LARUELLE MAGNIER	2 000,00	
LASCAUX TROQUEREAU	3 000,00	
LAUBER	2 000,00	
LAVERGNE	300,00	
LAVIALLE CHILLON	3 000,00	
LAVILLE	675,00	
LE DORTZ / MONCOURRIER	3 000,00	
LEDOC	500,00	
LEFEUVRE	1 000,00	
LEFRANC	300,00	
LEGER	3 000,00	
LEROUX (SCI NEUVIC SUP AGR'HOME)	36 000,00	
LESCURE	2 000,00	
LESCURE CHEYROUX	3 046,00	
LESTRADE	2 000,00	
LEYMARIE	2 000,00	
LHERITIER	8 436,00	
LHERM CHARETTE-LABADIE	3 000,00	
LIENHART	300,00	
LOBATO D'ONDES	6 000,00	
LOPEZ	2 000,00	
LOPEZ	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LUGINBUHL	11 394,00	
MAAROUFI	3 000,00	
MACARY VAN DEN BERG	3 000,00	
MADELBOS	1 800,00	
MAGALHAES	300,00	
MAGNAC	300,00	
MAISON	3 037,00	
MALLEPEYRE	800,00	
MALLEVIALLE	4 000,00	
MALMARTEL	3 000,00	
MANGOT	3 000,00	
MANTHE	536,43	
MARCK	2 000,00	
MARIAGE	3 000,00	
MARSALEIX AIEM	3 000,00	
MARTIN CHAUMEIL	2 940,00	
MARTINET	700,00	
MARTINEZ	3 000,00	
MASDUPUY	2 000,00	
MASSAOUDI	3 000,00	
MASSOUTROT	4 000,00	
MATHOU	611,07	
MAUMET	700,00	
MAURIE	3 000,00	
MAURIE	3 000,00	
MAURY	253,74	
MAURY	2 585,00	
MAURY	3 000,00	
MAURY	3 000,00	
MAZAUD	4 000,00	
MAZAUD POCHOLLE	3 000,00	
MAZE POLLET	3 000,00	
MENOIRE	3 000,00	
MERCIER	300,00	
MERENS	535,00	
MESTUROUX LATOURNERIE	3 000,00	
METAYER	1 500,00	
MEYRIGNAC	4 000,00	
MIALOT	3 622,00	
MOEUF	2 838,31	
MOINEAU	300,00	
MOMMALIER	2 000,00	
MONCOURRIER	815,00	
MONEDIERE	4 638,00	
MONEDIERE ET MEILHAC	4 000,00	
MONEGER / LE GOFF	2 000,00	
MONGENIE	4 000,00	
MONGIS SESSA	3 000,00	
MONIER CABRERA	6 000,00	
MONJANEL	1 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MONS	3 000,00	
MONTEIL	3 742,00	
MORAD	3 000,00	
MOREAU	3 160,00	
MORZIERES	3 049,00	
MOTUKU	2 000,00	
MOULY POHU	3 000,00	
MOURGUY	800,00	
MOURTAZIK	2 389,00	
MUSQUI	3 000,00	
NAVES	3 000,00	
NAYET DUVERT	3 000,00	
NEIROTTI BLAUDY	3 000,00	
NERZIC TOURTELOT	3 000,00	
NEUVILLE	300,00	
NEYRAC	700,00	
NICIM	3 000,00	
NIRELLI PINLET	5 750,00	
NOAILLETAS	4 000,00	
OGE EPAULE	3 000,00	
ORIENT	2 000,00	
OUF	1 700,00	
PACAUD	3 000,00	
PAGNON CHADAL	4 000,00	
PALEYRIE	4 000,00	
PARAPIGLIA	2 000,00	
PEBAUMAS	3 000,00	
PECON	3 000,00	
PELE	3 000,00	
PENYS VERGNE	3 000,00	
PEROL	700,00	
PERRIERE	700,00	
PETIT	1 528,00	
PETIT-ETIENNE	6 000,00	
PEYRAT GOURINAL	3 893,00	
PEYRICAL	3 000,00	
PICARD	2 791,84	
PINCHAUD	4 000,00	
PINCHON	2 000,00	
PLAS MARTY	3 000,00	
PLUYETTE	3 000,00	
POIRET	3 000,00	
POIRIER	300,00	
POMMEPUY	4 000,00	
PONS	3 000,00	
POUCH	300,00	
POUGET	3 000,00	
POUGET	3 000,00	
PRADEAU	2 000,00	
PRIOUX	2 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PRIOUX	3 000,00	
PRUVOST RODRIGUEZ	4 167,00	
PUIBARAUD	2 000,00	
PY FAUVET	3 000,00	
QUEYRAUD	773,24	
QUILLOT	3 000,00	
QUIOC GILMERT	3 000,00	
RABOTEUR	3 000,00	
RAFFY	300,00	
RAFFY	2 000,00	
RAYBAUD CHAUVINIAT	2 000,00	
RAYNAUD	3 000,00	
REBIE	593,18	
REBIERE	3 000,00	
REDLINGER JOUVET	3 000,00	
REGNARD	700,00	
REGNER HULIN	3 000,00	
RIBOULET	3 000,00	
RICHARD	4 000,00	
RIOULT	3 000,00	
RIVES ANTONA-CHRISTIAN	2 000,00	
RIVIERE	3 000,00	
RIZZI	3 000,00	
ROCHE	2 600,00	
ROMERO TROTIGNON	3 000,00	
ROSSIGNOL	800,00	
ROUBINET	2 000,00	
ROUGIE OLIVIER SCHAAL	3 000,00	
ROUSSEAU	3 000,00	
ROUSSEL	265,88	
ROUZAYROL	5 000,00	
SABALETTE	3 000,00	
SADARNAC BEAUSSAVIE	6 000,00	
SAGNE	2 877,00	
SAINDOU	300,00	
SALES	2 695,54	
SALLAS	6 000,00	
SALLE	7 866,00	
SANTERO ETTARFI	3 000,00	
SAULE	2 249,00	
SCHNELLER	2 000,00	
SERRA BESSOT	3 000,00	
SERRAT	3 000,00	
SERRE	3 000,00	
SIMONOT	4 000,00	
SIVADE	3 000,00	
SLAÏM	2 000,00	
SOLCIANSKI KERGOAT	3 000,00	
SOLINGEAS	4 000,00	
SOMNY	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOULARUE	2 000,00	
SOULARUE	4 000,00	
SOULARUE HUOT	3 000,00	
SOULEFOUR	265,88	
SOULIÉ	3 000,00	
SOULIÉ	3 000,00	
SOURIE DECROS	3 000,00	
SOURNAC	4 000,00	
SOUSA MACEDO DA SILVA	3 000,00	
SOUSSI	800,00	
SOUSTRE FAUGERON	3 000,00	
SPILMONT	300,00	
STREBELLE	2 000,00	
SUC	237,01	
TEILHOL	5 076,00	
TERNAT	2 975,14	
TERRANOVA	700,00	
TEXIER	4 000,00	
TEYSSANDIER	1 437,00	
TEYSSIER	2 000,00	
TEYSSIER	3 000,00	
THEPOT	1 421,00	
THOMAS	3 000,00	
THORNE	2 000,00	
TISSANDIER	400,00	
TOUMA	2 000,00	
TRIQUOIRE BUSCA	3 000,00	
TRONC	300,00	
TROULLIER MURIN	3 000,00	
VACHER	3 000,00	
VALERY	4 000,00	
VALLADE	253,74	
VASSELE MERCIER	3 000,00	
VASSIA	300,00	
VAUBOURGEIX	2 983,00	
VAUCHOT	3 000,00	
VEDRENNE	4 000,00	
VERGNOLLE GONIN	3 000,00	
VERLHAC	2 000,00	
VERNEJOUX	237,01	
VERRIER	3 000,00	
VEYSSIERE	2 602,00	
VEYSSIERE	3 000,00	
VIALLE VIGNAUD	3 000,00	
VIDAL	3 000,00	
VIDAL	3 000,00	
VIEILLESCAZES	397,00	
VIGNAL	2 444,00	
VILA	2 000,00	
VIOT	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
VIRE SOLVIT LEGRAND	3 000,00	
VUILLIN BREMONT	3 000,00	
WANTZ	3 000,00	
WASSELIN	3 000,00	
WATEBLED	2 000,00	
WOLFER JANDARD	3 000,00	
YILDIRIM ERMISER	3 000,00	
ZARADZKI ESTEVE	3 000,00	
ZAYANI	3 000,00	
ZEBIK	4 000,00	
ZONDERLAND	800,00	
Autres	164 213,57	
ARTENSE MOTOS	500,00	
ASSO. 60EME CROSS NATIONAL SAPEURS POMPIERS 2020	8 000,00	
ASSOCIATION "IMMOTUS VERTO"	1 000,00	
ASSOCIATION COPING	200,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE EYGURANDAISE	500,00	
ASSOCIATION CULTURELLE SPORTIVE ETABLISSEMENT SERVIERES ST PRIVAT	500,00	
ASSOCIATION DE FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS ET CEREBROLESES	558,00	
ASSOCIATION DES CADETS DU COLLEGE JEAN MOULIN	250,00	
ASSOCIATION DES MUSICIENS, PARENTS ET AMIS DE L'ALAUZETA	1 900,00	
ASSOCIATION ECHO DES MUSES	300,00	
ASSOCIATION LES AMIS D'AYEN	300,00	
ASSOCIATION NATIONALE PARTICIPANTS AUX OPERATIONS EXTERIEURES	500,00	
ASSOCIATION POUR LE PASTORALISME DE LA MONTAGNE LIMOUSINE	1 500,00	
ASSOCIATION RADIO CHARDON	800,00	
ASSOCIATION SAXO(SOLIDARITE ARGENTAT XAINTRIES ORGANISATION	1 500,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE LES PEP 19	500,00	
ASSOCIATION USEP LES ECUREUILS	600,00	
BOXE ACADEMIE BRIVE	500,00	
BRIVENCHERES	636,00	
BRUNE LOISIRS	200,00	
DATAK	500,00	
ENERGIES POUR DEMAIN	500,00	
ENERGIES POUR DEMAIN	500,00	
FOOTBALL CLUB CORNILOIS FORTUNADAIS	2 157,00	
FOYER RURAL D'EDUCATION POPULAIRE MOUSTIER	1 000,00	
G.A.E.C. ELEVAGE VEYSSIERE DU QUINSAC	6 180,97	
GARAGE GIRAUDIN HERVE	700,00	
GARAGE SAZARIN CHRISTIAN	700,00	
GROUPEMENT INTERETS ECONOMIQUES UNITE SELECTION RACES OVINES MASSIFS	4 500,00	
HIER POUR DEMAIN	400,00	
INVENIO	3 000,00	
LE SOUVENIR FRANCAIS	500,00	
LES AMIS DE LA BAIGNOIRE D'ARCHIMEDE	1 000,00	
LES AMIS DE PRADINES ASSOCIATION LO PRADINAS	800,00	
LES CHAMPITRERIES	1 500,00	
LONZACULTURE	300,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LUB'DANSE	300,00	
LUBERSAC HANDBALL 19	500,00	
MILLASSOU PRODUCTION	300,00	
MSA DU LIMOUSIN	8 650,00	
NUAGE VERT - MUSÉE MOBILE VALLÉE DE LA DORDOGNE	3 000,00	
O'MUSIC	300,00	
PEP19	51 850,75	
PEP19	49 238,85	
RADIO ASSOCIATIVE ARGENTAT CORRÈZE XAINTRIE	1 000,00	
RENCONTRE DES ARTS POMPADOUR	300,00	
ROC AND BLOC	327,00	
SPORTIR CLUB MARCILLACOIS	205,00	
UNION SPORTIVE JUILLACOISE OBJATOISE	2 910,00	
VOLCANIC COUNTRY	150,00	
ZIGZAGUEZ EN CORREZE	200,00	
Personnes de droit public	16 309 573,70	
Etat	100 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
Régions	1 200,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL RAOUL DAUTRY	1 200,00	
Départements	158 216,70	
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	505,80	
COLLEGE ALBERT THOMAS	3 900,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	1 047,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	500,00	
COLLEGE ALBERT THOMAS	396,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	2 400,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	745,20	
COLLEGE AMEDEE BISCH	1 240,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	3 900,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	1 278,60	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	451,50	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	5 000,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	2 453,40	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	850,50	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	1 500,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	3 900,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	1 450,20	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	1 035,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	1 240,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	2 400,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	444,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	292,00	
COLLEGE CABANIS	4 720,00	
COLLEGE D'ARSONVAL	5 000,00	
COLLEGE DE LA TRIOUZOUNE	2 200,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE DE LA TRIOUZOUNE	1 245,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	3 552,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	2 406,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 897,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	1 000,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	3 900,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	1 337,40	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	1 300,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	5 000,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	2 250,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 255,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 500,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	1 957,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	576,60	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	322,50	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	3 900,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	744,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	750,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	5 000,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	285,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	5 000,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	1 473,00	
COLLEGE LAKANAL	2 400,00	
COLLEGE LAKANAL	439,20	
COLLEGE LAKANAL	180,00	
COLLEGE LAKANAL	561,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	2 400,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	772,80	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	360,00	
COLLEGE MARMONTEL	2 400,00	
COLLEGE MARMONTEL	219,60	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	945,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	5 000,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 776,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	550,50	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	175,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 500,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 500,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	5 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 974,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	169,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 252,00	
COLLEGE RENE PERROT	2 400,00	
COLLEGE RENE PERROT	167,40	
COLLEGE SIMONE VEIL	3 639,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	1 149,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	1 500,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	5 000,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	2 511,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE VICTOR HUGO	1 823,50	
COLLEGE VICTOR HUGO	218,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	1 315,00	
COLLEGE VOLTAIRE	5 000,00	
COLLEGE VOLTAIRE	2 100,00	
COLLEGE VOLTAIRE	750,00	
COLLEGE VOLTAIRE	1 270,00	
EPDA DU GLANDIER	2 000,00	
ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL AUTONOME DE LA CORREZE -EPDA-	1 300,00	
Communes	9 026 976,69	
AFFIEUX	4 430,00	
AFFIEUX	14 220,00	
AFFIEUX	1 275,00	
AFFIEUX	8 648,00	
AIX	7 428,00	
AIX	2 635,00	
AIX	189,90	
AIX	18 725,00	
AIX	14 376,00	
AIX	7 564,00	
ALBIGNAC	1 406,00	
ALBIGNAC	2 123,00	
ALBIGNAC	2 310,00	
ALBIGNAC	70,69	
ALBIGNAC	4 461,00	
ALBIGNAC	1 839,00	
ALBUSSAC	1 781,00	
ALBUSSAC	7 458,00	
ALBUSSAC	4 604,00	
ALBUSSAC	878,00	
ALBUSSAC	1 872,00	
ALBUSSAC	4 125,00	
ALBUSSAC	3 974,00	
ALBUSSAC	75,96	
ALBUSSAC	10 000,00	
ALBUSSAC	10 000,00	
ALLASSAC	6 250,00	
ALLASSAC	2 650,69	
ALLASSAC	4 578,00	
ALLEYRAT	6 000,00	
ALLEYRAT	6 000,00	
ALTILLAC	1 268,00	
ALTILLAC	706,85	
ALTILLAC	10 000,00	
AMBRUGEAT	3 048,00	
AMBRUGEAT	219,97	
AMBRUGEAT	7 931,00	
AMBRUGEAT	2 048,00	
AMBRUGEAT	8 024,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	18 338,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	18 750,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	30 000,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	1 899,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	4 024,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	518,88	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	16 642,00	
ARNAC-POMPADOUR	130,00	
ARNAC-POMPADOUR	11 741,00	
ARNAC-POMPADOUR	1 986,00	
ARNAC-POMPADOUR	4 245,00	
ASTAILLAC	987,00	
AUBAZINE	4 500,00	
AUBAZINE	70,69	
AUBAZINE	6 000,00	
AURIAC	4 307,00	
AURIAC	37,98	
AURIAC	10 000,00	
AYEN	1 200,00	
AYEN	227,88	
AYEN	500,00	
AYEN	6 000,00	
BAR	9 500,00	
BAR	1 000,00	
BAR	1 388,00	
BAR	1 788,00	
BAR	11 500,00	
BAR	37,98	
BASSIGNAC-LE-BAS	472,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	1 512,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	106,03	
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	5 016,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	113,94	
BASSIGNAC-LE-HAUT	12 547,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	14 704,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	4 584,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	1 500,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	2 580,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	10 000,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	5 906,00	
BEAUMONT	3 025,00	
BEAUMONT	113,94	
BELLECHASSAGNE	100,00	
BENAYES	3 068,00	
BENAYES	3 371,00	
BENAYES	35,34	
BENAYES	5 000,00	
BENAYES	3 998,00	
BEYNAT	27 324,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BEYNAT	30 000,00	
BEYNAT	30 000,00	
BEYNAT	2 337,00	
BEYNAT	1 743,00	
BEYNAT	4 356,00	
BEYNAT	1 753,00	
BEYNAT	10 892,00	
BEYNAT	40 000,00	
BEYNAT	4 630,00	
BEYNAT	150,00	
BEYNAT	10 000,00	
BEYSSAC	353,43	
BEYSSAC	10 000,00	
BEYSSAC	2 496,00	
BEYSSENAC	20 000,00	
BEYSSENAC	5 000,00	
BEYSSENAC	231,00	
BEYSSENAC	189,90	
BEYSSENAC	1 036,00	
BEYSSENAC	8 402,00	
BILHAC	2 576,00	
BILHAC	175,00	
BILHAC	37,98	
BILHAC	228,00	
BILHAC	2 386,00	
BONNEFOND	313,94	
BORT-LES-ORGUES	27 675,00	
BORT-LES-ORGUES	4 276,00	
BORT-LES-ORGUES	25 000,00	
BORT-LES-ORGUES	25 000,00	
BORT-LES-ORGUES	25 000,00	
BORT-LES-ORGUES	70 000,00	
BORT-LES-ORGUES	8 831,00	
BORT-LES-ORGUES	19 291,00	
BRANCEILLES	1 932,00	
BRANCEILLES	4 025,00	
BRANCEILLES	246,65	
BRANCEILLES	3 520,00	
BRANCEILLES	7 419,00	
BRANCEILLES	10 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	18 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	18 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	3 731,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	5 750,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	569,70	
BRIGNAC-LA-PLAINE	9 893,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	1 705,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	68 268,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	6 732,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	29 590,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BRIVE-LA-GAILLARDE	60 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	15 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	9 168,50	
BRIVE-LA-GAILLARDE	134,65	
BRIVE-LA-GAILLARDE	83 730,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	900,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	40 000,00	
BUGEAT	5 000,00	
BUGEAT	2 044,00	
BUGEAT	7 395,00	
BUGEAT	3 515,00	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	229,73	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	10 000,00	
CHABRIGNAC	9 020,00	
CHABRIGNAC	113,94	
CHABRIGNAC	6 000,00	
CHABRIGNAC	6 000,00	
CHABRIGNAC	6 000,00	
CHAMBERET	4 000,00	
CHAMBERET	8 610,00	
CHAMBERET	31 040,00	
CHAMBERET	3 716,00	
CHAMBERET	19 408,00	
CHAMBERET	18 500,00	
CHAMBERET	15 000,00	
CHAMBERET	4 038,00	
CHAMBERET	5 500,00	
CHAMBERET	5 748,00	
CHAMBERET	2 190,00	
CHAMBERET	1 054,76	
CHAMBERET	1 000,00	
CHAMBERET	20 000,00	
CHAMBOULIVE	1 172,00	
CHAMBOULIVE	201,96	
CHAMBOULIVE	3 000,00	
CHAMBOULIVE	5 948,00	
CHAMEYRAT	28 383,00	
CHAMEYRAT	720,04	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	134,94	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	2 120,00	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	543,00	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	60,00	
CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE	10 000,00	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	196,15	
CHAMPAGNAC-LA-PRUNE	7 800,00	
CHANAC-LES-MINES	1 403,00	
CHANAC-LES-MINES	6 233,00	
CHANAC-LES-MINES	270,69	
CHANAC-LES-MINES	6 000,00	
CHANAC-LES-MINES	921,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHANTEIX	5 237,00	
CHANTEIX	4 465,00	
CHANTEIX	1 824,00	
CHANTEIX	945,00	
CHANTEIX	70,69	
CHANTEIX	176,71	
CHANTEIX	5 597,00	
CHARTRIER-FERRIERE	100,00	
CHASTEAX	1 275,00	
CHASTEAX	4 000,00	
CHASTEAX	243,96	
CHASTEAX	6 000,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	4 298,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	50 000,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	14 386,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	42,00	
CHAUMEIL	11 473,00	
CHAUMEIL	113,94	
CHAVANAC	381,00	
CHAVANAC	3 000,00	
CHAVANAC	70,69	
CHAVANAC	4 806,00	
CHAVEROCHE	2 594,00	
CHAVEROCHE	15 852,00	
CHAVEROCHE	5 000,00	
CHAVEROCHE	2 579,00	
CHAVEROCHE	295,93	
CHAVEROCHE	6 663,00	
CHAVEROCHE	10 000,00	
CHENAILLER-MASCHEIX	1 521,00	
CHENAILLER-MASCHEIX	317,96	
CHIRAC-BELLEVUE	2 064,00	
CHIRAC-BELLEVUE	94,95	
CHIRAC-BELLEVUE	388,36	
CHIRAC-BELLEVUE	3 480,00	
CLERGOUX	4 640,00	
CLERGOUX	227,88	
COLLONGES-LA-ROUGE	19 787,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	366,61	
COLLONGES-LA-ROUGE	1 632,00	
COMBRESSOL	387,00	
COMBRESSOL	75,96	
COMBRESSOL	1 753,00	
COMBRESSOL	5 118,00	
CONCEZE	843,60	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	5 995,00	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	4 118,00	
CONFOLENT-PORT-DIEU	13 377,00	
CONFOLENT-PORT-DIEU	1 010,00	
CORNIL	13 481,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CORNIL	2 484,00	
CORNIL	1 920,00	
CORNIL	4 000,00	
CORNIL	417,91	
CORNIL	1 338,00	
CORREZE	23 130,00	
CORREZE	29 811,00	
CORREZE	40 000,00	
CORREZE	4 795,00	
CORREZE	8 625,00	
CORREZE	612,00	
CORREZE	6 000,00	
CORREZE	6 000,00	
COSNAC	11 122,00	
COSNAC	23 647,00	
COSNAC	311,65	
COSNAC	100,00	
COSNAC	10 000,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	907,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	3 000,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	2 163,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	3 152,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	6 000,00	
COURTEIX	1 534,00	
COURTEIX	3 000,00	
COURTEIX	3 000,00	
COURTEIX	6 000,00	
COURTEIX	6 000,00	
CUBLAC	1 711,00	
CUBLAC	379,80	
CUBLAC	10 000,00	
CUREMONTE	4 738,00	
CUREMONTE	18,99	
CUREMONTE	5 000,00	
CUREMONTE	6 000,00	
CUREMONTE	666,00	
DAMPNIAT	5 505,00	
DAMPNIAT	1 300,00	
DAMPNIAT	213,94	
DAMPNIAT	9 344,00	
DARAZAC	42,00	
DARAZAC	6 000,00	
DARNETS	5 000,00	
DARNETS	75,96	
DAVIGNAC	53,01	
DAVIGNAC	4 898,00	
DAVIGNAC	8 461,00	
DONZENAC	12 500,00	
DONZENAC	15 000,00	
DONZENAC	12 097,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DONZENAC	14 132,00	
DONZENAC	19 500,00	
DONZENAC	15 001,00	
DONZENAC	25 000,00	
DONZENAC	3 234,00	
DONZENAC	24 741,00	
DONZENAC	40 615,00	
DONZENAC	2 886,45	
EGLETONS	4 397,00	
EGLETONS	1 627,00	
EGLETONS	30 000,00	
EGLETONS	30 000,00	
EGLETONS	3 500,00	
EGLETONS	14 002,00	
EGLETONS	133 770,00	
EGLETONS	4 294,09	
ESPAGNAC	15 618,00	
ESPAGNAC	3 468,00	
ESPAGNAC	379,80	
ESPAGNAC	6 000,00	
ESPAGNAC	1 168,00	
ESPARTIGNAC	19 904,00	
ESPARTIGNAC	353,43	
ESTIVALS	2 944,00	
ESTIVALS	3 000,00	
ESTIVALS	219,97	
ESTIVALS	666,00	
ESTIVALS	6 000,00	
ESTIVALS	2 697,00	
ESTIVAUX	1 256,00	
ESTIVAUX	1 055,00	
ESTIVAUX	1 731,00	
ESTIVAUX	20 000,00	
ESTIVAUX	5 000,00	
ESTIVAUX	1 109,00	
ESTIVAUX	6 065,00	
ESTIVAUX	113,94	
ESTIVAUX	6 000,00	
ESTIVAUX	6 000,00	
EYBURIE	4 609,00	
EYBURIE	5 492,00	
EYBURIE	35,34	
EYBURIE	5 751,00	
EYBURIE	810,00	
EYBURIE	9 842,00	
EYGURANDE	13 500,00	
EYGURANDE	1 766,00	
EYGURANDE	219,97	
EYGURANDE	10 000,00	
EYREIN	399,90	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FAVARS	21 518,00	
FAVARS	473,00	
FAVARS	379,80	
FAVARS	2 768,00	
FAVARS	1 655,00	
FEYT	3 000,00	
FEYT	7 200,00	
FEYT	200,00	
FORGES	15 630,00	
FORGES	14 370,00	
FORGES	3 450,00	
FORGES	1 736,00	
FORGES	148,00	
FORGES	106,03	
FORGES	4 380,00	
GIMEL-LES-CASCADES	1 419,00	
GIMEL-LES-CASCADES	1 185,00	
GIMEL-LES-CASCADES	8 035,00	
GIMEL-LES-CASCADES	3 681,00	
GIMEL-LES-CASCADES	96,96	
GIMEL-LES-CASCADES	6 000,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 716,00	
GOULLES	8 000,00	
GOULLES	300,00	
GOULLES	6 000,00	
GOURDON-MURAT	2 504,00	
GOURDON-MURAT	109,98	
GRANDSAIGNE	565,00	
GRANDSAIGNE	166,33	
GRANDSAIGNE	10 476,00	
GROS-CHASTANG	2 058,00	
GROS-CHASTANG	189,90	
GUMONT	1 726,00	
GUMONT	215,50	
HAUTEFAGE	2 828,00	
HAUTEFAGE	4 981,00	
HAUTEFAGE	189,90	
HAUTEFAGE	10 000,00	
HAUTEFAGE	10 000,00	
JUGEALS-NAZARETH	1 430,00	
JUGEALS-NAZARETH	2 459,00	
JUGEALS-NAZARETH	421,80	
JUGEALS-NAZARETH	6 000,00	
JUGEALS-NAZARETH	13 658,00	
JUILLAC	4 460,00	
JUILLAC	3 600,00	
JUILLAC	10 000,00	
JUILLAC	10 000,00	
JUILLAC	10 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	207,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
L'EGLISE-AUX-BOIS	1 432,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	5 782,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	2 539,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	1 162,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	3 005,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	189,90	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	6 000,00	
LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	4 915,00	
LA CHAPELLE-AUX-SAINTS	113,94	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	3 298,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	711,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	2 149,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	1 613,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	3 000,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	10 051,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	63,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	4 155,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	6 000,00	
LA ROCHE-CANILLAC	160,32	
LA ROCHE-CANILLAC	2 704,00	
LACELLE	387,00	
LACELLE	58,98	
LACELLE	1 066,00	
LACELLE	10 000,00	
LACELLE	8 156,00	
LADIGNAC-SUR-RONDELLE	3 750,00	
LADIGNAC-SUR-RONDELLE	1 162,00	
LADIGNAC-SUR-RONDELLE	108,67	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	725,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	777,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	1 825,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	189,90	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	4 640,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	3 270,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	5 505,00	
LAGLEYGEOLLE	1 093,00	
LAGLEYGEOLLE	217,67	
LAGLEYGEOLLE	29 436,00	
LAGRAULIERE	41 533,00	
LAGRAULIERE	2 685,00	
LAGRAULIERE	15 603,00	
LAGRAULIERE	70,69	
LAGRAULIERE	882,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	20 000,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	8 100,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	3 204,00	
LAMAZIERE-BASSE	3 088,00	
LAMAZIERE-BASSE	315,90	
LAMAZIERE-BASSE	11 255,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LAMAZIERE-BASSE	11 255,00	
LAMAZIERE-HAUTE	1 172,00	
LAMAZIERE-HAUTE	5 349,00	
LAMAZIERE-HAUTE	6 000,00	
LAMONGERIE	240,28	
LANTEUIL	16 138,00	
LANTEUIL	184,63	
LANTEUIL	6 000,00	
LANTEUIL	6 000,00	
LAPLEAU	3 270,00	
LAPLEAU	37,98	
LAPLEAU	1 118,00	
LAPLEAU	9 067,00	
LAPLEAU	10 047,00	
LAPLEAU	4 162,00	
LARCHE	894,00	
LARCHE	15 743,00	
LARCHE	50 000,00	
LARCHE	25 000,00	
LARCHE	247,98	
LAROCHE-PRES-FEYT	11 629,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	531,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	3 000,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	159,96	
LAROCHE-PRES-FEYT	6 000,00	
LASCAUX	73,32	
LASCAUX	6 000,00	
LATRONCHE	7 687,00	
LATRONCHE	2 350,00	
LATRONCHE	4 000,00	
LATRONCHE	11 500,00	
LATRONCHE	10 194,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	2 184,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	1 722,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	37,98	
LAVAL-SUR-LUZEGE	10 000,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	10 000,00	
LE CHASTANG	113,94	
LE JARDIN	1 867,00	
LE JARDIN	2 489,00	
LE JARDIN	151,92	
LE JARDIN	2 760,00	
LE LONZAC	16 000,00	
LE LONZAC	176,71	
LE PESCHER	13 950,00	
LE PESCHER	3 315,00	
LE PESCHER	117,96	
LE PESCHER	146,00	
LES ANGLES-SUR-CORREZE	18,99	
LESTARDS	823,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LIGINIAC	18 299,00	
LIGINIAC	379,80	
LIGINIAC	5 667,00	
LIGINIAC	11 148,00	
LIGNAREIX	491,00	
LIGNAREIX	3 000,00	
LIGNAREIX	56,97	
LIGNAREIX	6 000,00	
LIGNEYRAC	80,16	
LIGNEYRAC	10 000,00	
LIGNEYRAC	10 000,00	
LIOURDRES	1 747,00	
LIOURDRES	80,16	
LISSAC-SUR-COUZE	189,90	
LISSAC-SUR-COUZE	6 000,00	
LISSAC-SUR-COUZE	6 000,00	
LISSAC-SUR-COUZE	6 000,00	
LOSTANGES	2 045,00	
LOSTANGES	2 492,00	
LOSTANGES	4 000,00	
LOSTANGES	168,94	
LOSTANGES	1 756,00	
LOSTANGES	8 793,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LUBERSAC	4 590,00	
LUBERSAC	5 000,00	
LUBERSAC	3 992,00	
LUBERSAC	353,43	
LUBERSAC	55 976,00	
MADRANGES	907,00	
MADRANGES	200,00	
MALEMORT	29 768,00	
MALEMORT	90 000,00	
MALEMORT	90 000,00	
MALEMORT	93 600,00	
MALEMORT	5 430,00	
MALEMORT	11 070,00	
MALEMORT	4 466,13	
MALEMORT	500,00	
MALEMORT	374,00	
MALEMORT	73 391,00	
MALEMORT	26 000,00	
MALEMORT	24 830,00	
MANSAC	2 781,00	
MANSAC	1 314,96	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	23 698,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	903,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MARCILLAC-LA-CROISILLE	1 200,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	10 698,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	175,60	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	795,70	
MARCILLAC-LA-CROZE	22 470,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	74,89	
MARGERIDES	379,80	
MARGERIDES	6 000,00	
MARGERIDES	4 630,00	
MAUSSAC	4 562,00	
MAUSSAC	6 246,00	
MAUSSAC	15 000,00	
MAUSSAC	5 331,00	
MAUSSAC	42,00	
MAUSSAC	3 944,00	
MAUSSAC	1 215,00	
MAUSSAC	5 559,00	
MEILHARDS	14 802,00	
MEILHARDS	4 000,00	
MEILHARDS	4 629,00	
MEILHARDS	338,33	
MENOIRE	1 299,00	
MENOIRE	3 000,00	
MENOIRE	1 162,00	
MENOIRE	369,00	
MENOIRE	4 832,00	
MENOIRE	6 000,00	
MERCOEUR	5 000,00	
MERCOEUR	10 000,00	
MERLINES	7 020,00	
MERLINES	3 185,00	
MESTES	3 487,00	
MESTES	244,68	
MESTES	1 624,00	
MESTES	6 000,00	
MESTES	3 324,00	
MEYMAC	36 935,00	
MEYMAC	18 123,00	
MEYMAC	2 726,00	
MEYMAC	4 260,00	
MEYMAC	41,00	
MEYMAC	20 000,00	
MEYMAC	20 000,00	
MEYMAC	20 000,00	
MEYMAC	14 162,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	2 000,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	3 964,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	6 000,00	
MEYSSAC	1 084,00	
MEYSSAC	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MEYSSAC	775,23	
MEYSSAC	6 000,00	
MILLEVACHES	3 000,00	
MILLEVACHES	3 000,00	
MILLEVACHES	75,96	
MILLEVACHES	3 122,00	
MILLEVACHES	7 166,00	
MILLEVACHES	7 166,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	4 895,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	5 644,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	2 811,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	206,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	1 197,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	20 000,00	
MONESTIER-MERLINES	1 422,00	
MONESTIER-MERLINES	176,94	
MONESTIER-MERLINES	467,00	
MONESTIER-MERLINES	6 000,00	
MONESTIER-PORT-DIEU	88,56	
MONESTIER-PORT-DIEU	10 000,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	5 857,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	4 115,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	1 687,37	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	10 000,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	10 000,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	10 000,00	
MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE	6 656,00	
MONTGIBAUD	1 648,00	
MONTGIBAUD	450,67	
MONTGIBAUD	1 281,00	
MONTGIBAUD	3 236,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	6 119,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	189,90	
MOUSTIER-VENTADOUR	4 121,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	4 195,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	20 000,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	12 146,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	18 914,00	
NAVES	30 000,00	
NAVES	30 000,00	
NAVES	2 009,00	
NAVES	2 168,00	
NAVES	1 996,00	
NAVES	3 666,13	
NAVES	9 623,00	
NESPOULS	30 000,00	
NESPOULS	24 000,00	
NESPOULS	12 387,00	
NEUVIC	1 519,20	
NEUVIC	41 763,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
NEUVILLE	1 089,00	
NEUVILLE	518,00	
NEUVILLE	3 782,00	
NOAILHAC	50 000,00	
NOAILHAC	25 000,00	
NOAILHAC	22 325,00	
NOAILHAC	2 675,00	
NOAILHAC	243,96	
NOAILHAC	426,00	
NOAILHAC	4 384,00	
NOAILHAC	4 014,00	
NOAILLES	264,00	
NOAILLES	8 864,00	
NOAILLES	5 971,00	
NOAILLES	231,90	
NOAILLES	3 000,00	
NONARDS	37,98	
OBJAT	1 245,00	
OBJAT	101 900,00	
OBJAT	25 000,00	
OBJAT	25 000,00	
OBJAT	10 000,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	115,95	
ORGNAC-SUR-VEZERE	60 000,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	54 812,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	5 868,00	
ORLIAC-DE-BAR	2 267,00	
ORLIAC-DE-BAR	20 000,00	
ORLIAC-DE-BAR	10 750,00	
ORLIAC-DE-BAR	3 275,00	
ORLIAC-DE-BAR	11 535,00	
ORLIAC-DE-BAR	4 000,00	
ORLIAC-DE-BAR	6 750,00	
ORLIAC-DE-BAR	1 310,00	
ORLIAC-DE-BAR	6 000,00	
PALAZINGES	4 511,00	
PALAZINGES	2 135,00	
PALAZINGES	1 800,00	
PALAZINGES	1 384,00	
PALAZINGES	1 581,00	
PALAZINGES	6 000,00	
PALISSE	494,00	
PALISSE	10 368,00	
PANDRIGNES	3 000,00	
PANDRIGNES	379,98	
PANDRIGNES	6 000,00	
PANDRIGNES	3 107,00	
PERET-BEL-AIR	3 000,00	
PERET-BEL-AIR	3 000,00	
PERET-BEL-AIR	3 621,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PERET-BEL-AIR	189,90	
PERET-BEL-AIR	2 316,00	
PERET-BEL-AIR	6 000,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	5 000,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	17,67	
PEROLS-SUR-VEZERE	4 774,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	733,23	
PERPEZAC-LE-BLANC	2 120,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	4 000,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	150,67	
PERPEZAC-LE-NOIR	5 000,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	10 000,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	10 000,00	
PEYRELEVADE	176,71	
PEYRELEVADE	6 060,00	
PEYRISSAC	5 599,00	
PEYRISSAC	1 290,00	
PEYRISSAC	622,00	
PEYRISSAC	3 000,00	
PEYRISSAC	699,00	
PEYRISSAC	968,00	
PEYRISSAC	1 763,00	
PEYRISSAC	1 628,00	
PEYRISSAC	151,92	
PEYRISSAC	6 000,00	
PEYRISSAC	6 000,00	
PIERREFITTE	7 628,00	
PIERREFITTE	113,94	
PLEAUX	5 476,00	
PRADINES	818,00	
PRADINES	3 000,00	
PRADINES	88,36	
PRADINES	15 000,00	
PRADINES	2 113,00	
PRADINES	6 664,00	
PRADINES	4 792,00	
PUY-D'ARNAC	786,00	
PUY-D'ARNAC	3 355,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	1 191,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	3 504,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	1 965,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	10 000,00	
REYGADES	2 105,00	
RILHAC-TREIGNAC	6 487,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 253,00	
RILHAC-XAINTRIE	12 166,00	
RILHAC-XAINTRIE	1 680,00	
RILHAC-XAINTRIE	35,34	
RILHAC-XAINTRIE	6 000,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	660,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ROCHE-LE-PEYROUX	1 382,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	50,40	
ROCHE-LE-PEYROUX	2 002,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	727,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	467,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	10 183,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	2 777,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	3 462,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	21,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	1 920,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	5 278,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	5 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	23 228,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	1 650,00	
SADROC	6 799,00	
SAILLAC	2 132,00	
SAILLAC	1 376,00	
SAILLAC	108,67	
SAINT-ANGEL	30 000,00	
SAINT-ANGEL	7 084,00	
SAINT-ANGEL	379,80	
SAINT-ANGEL	18 431,00	
SAINT-ANGEL	20 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	3 788,00	
SAINT-AUGUSTIN	384,00	
SAINT-AULAIRE	9 006,00	
SAINT-AULAIRE	2 072,00	
SAINT-AULAIRE	3 598,00	
SAINT-AULAIRE	8 803,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	720,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	4 920,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	22 525,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	91,69	
SAINT-BONNET-ELVERT	11 694,00	
SAINT-BONNET-ELVERT	2 485,00	
SAINT-BONNET-ELVERT	6 277,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	16 000,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	4 461,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	189,90	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	6 000,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	6 000,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	2 308,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	56,97	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	2 960,00	
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	582,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	8 988,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	3 212,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	3 288,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	3 561,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	61 525,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	872,41	
SAINT-CHAMANT	3 692,00	
SAINT-CHAMANT	243,96	
SAINT-CHAMANT	859,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	1 734,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	4 543,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	893,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	2 532,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	745,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	6 000,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	3 840,00	
SAINT-CLEMENT	11 254,00	
SAINT-CLEMENT	231,90	
SAINT-CLEMENT	6 000,00	
SAINT-CYPRIEN	317,00	
SAINT-CYPRIEN	75,96	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	745,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	260,59	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	3 000,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	3 580,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	599,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	94,95	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	1 004,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	10 000,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	10 000,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	7 395,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	720,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	521,80	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	3 353,00	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	565,81	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	19 946,00	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	20 000,00	
SAINT-FREJOUX	651,00	
SAINT-FREJOUX	10 000,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	8 276,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	1 475,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	159,67	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	6 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	4 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	4 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	117,96	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	5 064,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	3 814,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	4 000,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	231,90	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	4 828,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	1 484,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	18 000,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	8 180,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	440,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	1 868,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	10 000,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	10 000,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	6 079,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	331,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	685,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	3 000,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	3 000,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	6 382,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	6 382,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	12 600,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	1 640,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	1 113,03	
SAINT-HILAIRE-TAURIEUX	1 589,00	
SAINT-JAL	1 609,00	
SAINT-JAL	2 755,00	
SAINT-JAL	543,33	
SAINT-JAL	564,00	
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	7 315,00	
SAINT-JULIEN-AUX-BOIS	379,80	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	3 750,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	4 178,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	6 000,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	1 296,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	70,69	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	11 239,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	12 497,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	12 497,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	12 418,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	2 142,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	595,93	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	14 823,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	990,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	1 991,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	3 408,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	2 616,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	421,80	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	671,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	350,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	30 000,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	15 000,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	1 663,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	58,98	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	10 000,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	6 435,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	25 000,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	73,32	
SAINT-MARTIN-SEPERT	6 987,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	2 101,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	2 936,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	1 362,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	37,98	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	6 000,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	9 318,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	1 670,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	3 000,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	3 000,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	122,16	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	3 070,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	8 573,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	5 568,00	
SAINT-MEXANT	6 000,00	
SAINT-MEXANT	4 755,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	12 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	3 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	826,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	1 574,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	99,15	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	3 215,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	6 015,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	30 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	30 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	30 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	16 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	2 938,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	5 901,13	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	20 000,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	37 522,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	2 829,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	196,69	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	768,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	3 536,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	1 680,00	
SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER	141,37	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	667,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	2 503,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	857,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	215,10	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	2 577,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	2 524,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	4 120,00	
SAINT-PAUL	88,36	
SAINT-PAUL	1 286,00	
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	332,00	
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL	151,92	
SAINT-PRIVAT	42 478,00	
SAINT-PRIVAT	532,00	
SAINT-PRIVAT	1 680,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-PRIVAT	6 090,00	
SAINT-PRIVAT	201,96	
SAINT-PRIVAT	6 956,00	
SAINT-REMY	901,00	
SAINT-REMY	1 279,00	
SAINT-REMY	356,12	
SAINT-REMY	3 803,00	
SAINT-REMY	1 718,00	
SAINT-REMY	10 000,00	
SAINT-ROBERT	2 678,00	
SAINT-ROBERT	37 237,00	
SAINT-ROBERT	50 000,00	
SAINT-ROBERT	16 374,00	
SAINT-ROBERT	6 000,00	
SAINT-ROBERT	6 000,00	
SAINT-SALVADOUR	7 523,00	
SAINT-SALVADOUR	3 332,83	
SAINT-SALVADOUR	5 000,00	
SAINT-SALVADOUR	3 000,00	
SAINT-SETIERS	2 135,00	
SAINT-SOLVE	400,00	
SAINT-SOLVE	48 274,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	793,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	3 090,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	2 750,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	5 024,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	176,71	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	3 320,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	13 411,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	9 236,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	75,96	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	2 471,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	6 000,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	6 000,00	
SAINT-SYLVAIN	3 000,00	
SAINT-SYLVAIN	114,00	
SAINT-SYLVAIN	1 006,00	
SAINT-SYLVAIN	6 000,00	
SAINT-SYLVAIN	6 000,00	
SAINT-SYLVAIN	6 000,00	
SAINT-VIANCE	14 253,00	
SAINT-VIANCE	5 362,00	
SAINT-VIANCE	30 676,00	
SAINT-VIANCE	2 439,60	
SAINT-VIANCE	20 000,00	
SAINT-VICTOUR	1 196,00	
SAINT-VICTOUR	273,90	
SAINT-VICTOUR	4 177,00	
SAINT-YBARD	20 000,00	
SAINT-YBARD	20 000,00	
SAINT-YBARD	5 796,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-YBARD	2 295,00	
SAINT-YBARD	5 000,00	
SAINT-YBARD	1 159,23	
SAINT-YBARD	10 000,00	
SAINT-YBARD	19 492,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	138,96	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	7 620,00	
SAINTE-FEREOLE	4 000,00	
SAINTE-FEREOLE	14 452,00	
SAINTE-FEREOLE	24 854,00	
SAINTE-FORTUNADE	871,00	
SAINTE-FORTUNADE	46 857,00	
SAINTE-FORTUNADE	23 417,00	
SAINTE-FORTUNADE	3 990,00	
SAINTE-FORTUNADE	3 311,00	
SAINTE-FORTUNADE	273,90	
SAINTE-FORTUNADE	9 025,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	1 039,74	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	6 218,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	6 218,00	
SALON-LA-TOUR	5 000,00	
SALON-LA-TOUR	379,80	
SALON-LA-TOUR	5 397,00	
SALON-LA-TOUR	6 065,00	
SALON-LA-TOUR	13 856,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	16 257,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	14 628,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	30 000,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	4 149,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	4 649,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	11 500,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	716,10	
SARROUX-SAINT JULIEN	12 000,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	12 000,00	
SEGONZAC	2 104,00	
SEGONZAC	862,00	
SEGONZAC	275,96	
SEGONZAC	5 000,00	
SEGONZAC	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	2 360,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	5 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	1 378,00	
SEILHAC	801,86	
SERANDON	7 009,00	
SERANDON	199,90	
SERANDON	12 114,00	
SERILHAC	21,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	1 627,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	1 680,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SERVIERES-LE-CHATEAU	979,80	
SERVIERES-LE-CHATEAU	20 000,00	
SERVIERES-LE-CHATEAU	20 000,00	
SEXCLES	3 265,00	
SEXCLES	759,60	
SEXCLES	6 000,00	
SEXCLES	6 000,00	
SIONIAC	3 064,00	
SIONIAC	153,73	
SORNAC	14 577,00	
SORNAC	23 843,00	
SORNAC	13 325,00	
SORNAC	13 325,00	
SORNAC	14 816,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	993,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	3 960,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	488,00	
SOUDAINE-LAVINADIERE	35,34	
SOUDEILLES	4 123,00	
SOUDEILLES	759,60	
SOUDEILLES	436,00	
SOURSAC	3 270,00	
SOURSAC	25 000,00	
SOURSAC	25 000,00	
SOURSAC	779,70	
SOURSAC	671,00	
SOURSAC	468,00	
SOURSAC	40 000,00	
TARNAC	1 547,00	
TARNAC	353,43	
TARNAC	20 000,00	
TARNAC	20 000,00	
TARNAC	6 400,00	
TARNAC	12 800,00	
THALAMY	1 106,00	
THALAMY	3 000,00	
THALAMY	123,19	
THALAMY	3 000,00	
THALAMY	6 000,00	
THALAMY	4 100,00	
TOY-VIAM	3 000,00	
TOY-VIAM	56,97	
TOY-VIAM	648,00	
TOY-VIAM	4 393,00	
TREIGNAC	850,00	
TREIGNAC	285,00	
TREIGNAC	4 168,00	
TREIGNAC	526,80	
TREIGNAC	7 497,00	
TREIGNAC	232,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TREIGNAC	10 000,00	
TROCHE	4 416,00	
TROCHE	151,92	
TROCHE	2 639,00	
TROCHE	8 268,00	
TROCHE	10 000,00	
TUDEILS	3 349,00	
TUDEILS	77,97	
TUDEILS	2 220,00	
TUDEILS	5 030,00	
TULLE	10 000,00	
TULLE	50 000,00	
TULLE	60 000,00	
TULLE	50 000,00	
TULLE	22 474,00	
TULLE	60 000,00	
TULLE	800,00	
TULLE	4 000,00	
TULLE	1 000,00	
TULLE	213,00	
TULLE	115 539,00	
TULLE	126,00	
TULLE	10 000,00	
TULLE	10 000,00	
TURENNE	30 000,00	
TURENNE	303,84	
TURENNE	10 000,00	
TURENNE	7 388,00	
USSAC	30 000,00	
USSAC	16 573,00	
USSAC	4 177,00	
USSAC	5 044,00	
USSAC	598,51	
USSAC	1 000,00	
USSAC	10 000,00	
USSAC	10 000,00	
USSEL	17 374,00	
USSEL	7 500,00	
USSEL	2 970,00	
USSEL	205 468,00	
USSEL	10 000,00	
USSEL	19 528,00	
USSEL	25 915,00	
USSEL	50 000,00	
USSEL	1 400,00	
USSEL	3 500,00	
USSEL	597,39	
USSEL	1 000,00	
USSEL	200,00	
USSEL	1 649,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
USSEL	40 000,00	
UZERCHE	353,43	
UZERCHE	10 000,00	
UZERCHE	4 150,00	
VALIERGUES	4 000,00	
VALIERGUES	53,01	
VALIERGUES	1 240,00	
VALIERGUES	10 000,00	
VARETZ	4 000,00	
VARETZ	2 638,00	
VARETZ	10 000,00	
VARETZ	9 534,00	
VARS-SUR-ROSEIX	146,65	
VARS-SUR-ROSEIX	6 000,00	
VARS-SUR-ROSEIX	824,00	
VEGENNES	769,00	
VEGENNES	3 096,00	
VEGENNES	252,41	
VEGENNES	333,98	
VEIX	393,00	
VEIX	4 000,00	
VEIX	6 209,00	
VEIX	75,96	
VEIX	10 000,00	
VEIX	4 950,00	
VEYRIERES	3 661,00	
VEYRIERES	3 000,00	
VEYRIERES	5 202,00	
VEYRIERES	3 158,00	
VIAM	3 000,00	
VIAM	1 105,00	
VIAM	526,00	
VIAM	676,00	
VIAM	141,37	
VIAM	3 000,00	
VIAM	7 536,00	
VIGEOIS	18 230,00	
VIGEOIS	518,89	
VIGEOIS	5 000,00	
VIGEOIS	10 000,00	
VIGEOIS	10 000,00	
VIGNOLS	2 262,00	
VIGNOLS	495,93	
VIGNOLS	9 491,00	
VITRAC-SUR-MONTANE	2 705,00	
VITRAC-SUR-MONTANE	421,00	
VITRAC-SUR-MONTANE	189,90	
VITRAC-SUR-MONTANE	1 228,00	
VOUTEZAC	4 856,00	
VOUTEZAC	4 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
VOUTEZAC	2 808,00	
VOUTEZAC	3 821,00	
VOUTEZAC	37,98	
VOUTEZAC	5 633,00	
VOUTEZAC	37 175,00	
YSSANDON	2 565,00	
YSSANDON	4 416,00	
YSSANDON	6 070,00	
YSSANDON	219,97	
YSSANDON	10 000,00	
YSSANDON	9 658,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	3 626 150,78	
COMMISSION SYNDICALE DE ST BONNET L'ENFANTIER ESTIVAUX	3 020,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	219 491,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	590,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	3 052,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	15 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	12 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	115 025,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	155 194,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	38 019,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	175 238,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	6 317,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	7 138,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	60 086,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	412 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	2 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	176 248,63	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	7 500,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	15 433,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	5 598,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	85 114,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	174 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE	1 200,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	379,80	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	353,43	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE ST YRIEIX LA PERCHE	45 166,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	1 724,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	6 565,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	2 987,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	77 820,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	80 105,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	1 140,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	25 077,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	49 072,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	4 140,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	8 125,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	17 003,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	22 180,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	15 890,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	379,80	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	932,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	4 824,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	43 162,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	176,71	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	4 335,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	14 651,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	60 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	6 339,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	225,24	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	3 023,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	13 200,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	4 980,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	4 817,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 532,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 301,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	86 350,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	3 349,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	4 014,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	3 549,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	8 141,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	1 533,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	2 461,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	1 941,21	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	720,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	4 262,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	2 238,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	4 151,00	
PETR VALLEE DE LA DORDOGNE CORREZIENNE	84,00	
QUALYSE	100 000,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	9 580,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	30 683,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	37,98	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	45 000,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	45 000,00	
SYNDICAT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BORT-LES-ORGUES	13 390,00	
SYNDICAT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE BORT-LES-ORGUES	52 599,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	3 347,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	1 398,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	23 318,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	379,80	
SYNDICAT DES EAUX DES DEUX VALLEES	6 575,00	
SYNDICAT DES EAUX DES DEUX VALLEES	44,19	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL "VALLEE DE LA PETITE CORREZE"	79,98	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU RIFFAUD (SIVOM)	69 218,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU RIFFAUD (SIVOM)	1 812,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DU RIFFAUD (SIVOM)	141,66	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE MERCOEUR CAMPS-ST MATHURIN	148,21	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL AMBRUGEAT DAVIGNAC	5 000,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL AMBRUGEAT DAVIGNAC	4 807,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT DE LA VÉZÈRE	37,98	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLEE DU COIROUX -	455,76	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES (SIRTOM)	1 899,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES (SIRTOM)	3 534,25	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU MAUMONT	531,72	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY LA FORET	21 669,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PUY LA FORET	10 620,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DU PLAN D'EAU DE SECHEMAILLE	15 000,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL TRANSPORT TRAITEMENT ORDURES MENAGERES (SYTTOM)	163,98	
SYNDICAT MIXTE BRIVE SOUILLAC - AEROPORT BRIVE SOUILLAC	191 074,00	
SYNDICAT MIXTE DE L'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT(SMAT BORT)	100 000,00	
SYNDICAT MIXTE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HAUTE CORREZE - SYMA A89	70 592,41	
SYNDICAT MIXTE DORSAL REALISATION	187 500,00	
SYNDICAT MIXTE DORSAL REALISATION	4 987,18	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	254 368,00	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	96,96	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	399,90	
Autres	3 397 029,53	
AGENCE DEPARTEMENTALE CORREZE INGENIERIE	155 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL	9 012,80	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	47 198,80	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	58 240,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	70 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE	1 500,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	282,74	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	23 323,20	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	116 373,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	885,15	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	53 707,20	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	7 560,40	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	310,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	46 773,00	
CFPPA TULLE-NAVES	4 090,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	145 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	15 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	7 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	40 420,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	17 500,00	
CORREZE SANTE	309 000,00	
CORREZE SANTE	100 000,00	
DORSAL CORREZE	250 000,00	
DORSAL CORREZE	71 203,13	
DORSAL CORREZE	500 000,00	
DORSAL CORREZE	148 168,75	
DORSAL CORREZE	250 000,00	
DORSAL CORREZE	74 084,38	
EHPAD BEYNAT	600,00	
EHPAD DE CORREZE	11 355,20	
EHPAD DE MARCILLAC	600,00	
EHPAD DE NEUVIC	6 849,60	
EHPAD MEYMAC	600,00	
ESPACE MILLE SOURCE - CENTRE SPORTIF DE BUGEAT	214 000,00	
ESPACE MILLE SOURCE - CENTRE SPORTIF DE BUGEAT	81 000,00	
F.J.T. D'EGLÉTONS	35 200,00	
GROUPEMENT SYNDICAL FORESTIER DES AGRIERS (GSF)	5 500,00	
INSTITUT FRANCAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION (HARAS POMPADOUR)	2 278,80	
L'EMPREINTE	80 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	43 767,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	9 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	4 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	6 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	2 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	8 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	3 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	29 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	9 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	10 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	43 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	2 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	21 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	22 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	24 000,00	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	8 500,00	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	50 146,00	
PARC NATUREL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN	6 500,00	
PETR VEZERE AUVEZERE	1 235,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ABATTAGE DE LA CORREZE	21 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ABATTAGE DE LA CORREZE	70 000,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE LARCHE	16 099,00	
SYNDICAT MIXTE DORDOGNE MOYENNE CERE AVAL	18,99	
SYNDICAT MIXTE DU PAYS HAUTE-CORREZE VENTADOUR	27,39	

IV- ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES	D2.3

SUBVENTIONS VERSEES PAR LE DEPARTEMENT AUX COMMUNES (article L. 3312-5 du CGCT)

Nom de la commune (1) : MALEMORT				
Numéro de SIREN : 2000552000014				
Population de la commune : 8 151				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01380 : Travaux dans les écoles - T2	204142	29 768,00	3,65
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01387 : Tx réfection complexe sportif	204142	90 000,00	11,04
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01392 : Travaux de réfection complexe	204142	90 000,00	11,04
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02593 : Aménagement Avenue H de Balzac	204142	93 600,00	11,48
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01325 : Réfection du four d'Argaux	204142	5 430,00	0,67
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01344 : Aménagement Centre Technique	204142	11 070,00	1,36
Finances-SYMA/SMAT	2020-03041 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	4 466,13	0,55
Social - Famille	2020-01933 : Subv fonctionnement CLAS 2020	6574	500,00	0,06
Sport : Pleine nature	2020-02450 : SSN été 2020	65734	374,00	0,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02396 : Convention cadre RD1089 - voir	204142	73 391,00	9,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00300 : Dotation voirie 2019	204142	26 000,00	3,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00248 : Dotation voirie 2020	204142	24 830,00	3,05
Total			449 429,13	55,14

Nom de la commune (1) : SARROUX-SAINT JULIEN				
Numéro de SIREN : 20006293300011				
Population de la commune : 868				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00023 : Construction pôle restauration	204142	16 257,00	18,73
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01366 : Construction nouvelle école T1	204142	14 628,00	16,85
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-00006 : Construction pôle halte gard.	204142	30 000,00	34,56
2016 ESPACES PUBLICS	2017-03511 : Aménagement des trottoirs aux	204142	4 149,00	4,78
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01438 : Numérotation et dénomination d	204142	4 649,00	5,36
Constructions publiques	2020-00007 : Aménagement espaces extérieurs	204142	11 500,00	13,25
Rest. archive com. prioritaire	2019-02070 : 2019 : REST. SARROUX-ST-JULIEN	204141	716,10	0,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00105 : Dotation voirie 2019	204142	12 000,00	13,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00061 : Dotation voirie 2020	204142	12 000,00	13,82
Total			105 899,10	122,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Nom de la commune (1) : ARGENTAT-SUR-DORDOGNE				
Numéro de SIREN : 20006302200012				
Population de la commune : 3 136				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-03123 : Aménagement d'un équipement po	204142	18 338,00	5,85
2016 ESPACES PUBLICS	2019-03122 : Travaux d'aménagement urbain p	204142	18 750,00	5,98
Action en investissement	2016-03093 : Valorisation berges Dordogne	204142	30 000,00	9,57
Finances-SYMA/SMAT	2020-02884 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 899,00	0,61
OBJET NP 2014	2019-02751 : Restauration de l'église de Sa	204141	4 024,00	1,28
Restauration archive communale	2020-02243 : 2020 - RESTAU. ARCH. ARGENTAT	204141	518,88	0,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02018 : Dotation voirie 2018	204142	16 642,00	5,31
Total			90 171,88	28,77

Nom de la commune (1) : BEAULIEU-SUR-DORDOGNE				
Numéro de SIREN : 20008148700015				
Population de la commune : 1 321				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03548 : Numérotation et dénomination d	204142	1 500,00	1,14
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03629 : Numérotation et dénomination d	204142	2 580,00	1,95
Action en investissement	2017-03518 : Trx réhab.3 log.communaux	204142	10 000,00	7,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00107 : Dotation voirie 2019	204142	5 906,00	4,47
Total			19 986,00	15,13

Nom de la commune (1) : LAGUENNE SUR AVALOUZE				
Numéro de SIREN : 20008433300018				
Population de la commune : 1 586				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01354 : Création de 2 logements	204142	20 000,00	12,61
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2018-02189 : Création d'un city stade	204142	8 100,00	5,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02111 : Dotation voirie 2018	204142	3 204,00	2,02
Total			31 304,00	19,74

Nom de la commune (1) : LAGARDE MARC LA TOUR				
Numéro de SIREN : 20008552000019				
Population de la commune : 996				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04321 : Numérotation et dénomination d	204142	3 270,00	3,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02108 : Dotation voirie 2018	204142	5 505,00	5,53

Total	8 775,00	8,81
--------------	-----------------	-------------

Nom de la commune (1) : PLEAUX

Numéro de SIREN : 21150153100019

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-02980 : Réalisation d'un nouveau forag	204142	5 476,00	0,00
Total			5 476,00	0,00

Nom de la commune (1) : AFFIEUX

Numéro de SIREN : 21190010500019

Population de la commune : 372

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-01905 : Réhab. de 2 logements mairie	204142	4 430,00	11,91
PATRIMOINE NP 2014	2019-01832 : Restauration partielle église	204142	14 220,00	38,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02003 : Dotation voirie 2018	204142	1 275,00	3,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00058 : Dotation voirie 2019	204142	8 648,00	23,25
Total			28 573,00	76,82

Nom de la commune (1) : AIX

Numéro de SIREN : 21190020400010

Population de la commune : 398

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01562 : Ravalement de la façade mairie	204142	7 428,00	18,66
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01563 : Rénovation maison Monjanel	204142	2 635,00	6,62
Finances-SYMA/SMAT	2020-02878 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,48
OBJET NP 2014	2020-01573 : Divers travaux à l'église (clo	204141	18 725,00	47,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00061 : Dotation voirie 2019	204142	14 376,00	36,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00017 : Dotation voirie 2020	204142	7 564,00	19,01
Total			50 917,90	127,94

Nom de la commune (1) : ALBIGNAC

Numéro de SIREN : 21190030300010

Population de la commune : 256

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02015 : Aménagement de la place de la	204142	1 406,00	5,49
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01321 : Travaux mise en accessibilité	204142	2 123,00	8,29
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01696 : Numérotation et dénomination d	204142	2 310,00	9,02

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Finances-SYMA/SMAT	2020-02876 : COVID-MASQUES-REVERS. SUB.	65734	70,69	0,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00064 : Dotation voirie 2019	204142	4 461,00	17,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00020 : Dotation voirie 2020	204142	1 839,00	7,18
Total			12 209,69	47,69

Nom de la commune (1) : ALBUSSAC

Numéro de SIREN : 21190040200010

Population de la commune : 740

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03710 : Mise en place compteurs de pro	204142	1 781,00	2,41
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03711 : Travaux renouvellement d'infra	204142	7 458,00	10,08
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03712 : Traitement des eaux brutes à B	204142	4 604,00	6,22
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-04240 : Réfection des toitures de dive	204142	878,00	1,19
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-01512 : Travaux de mise aux normes acc	204142	1 872,00	2,53
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-01970 : Travx mise en accessibilité T2	204142	4 125,00	5,57
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01843 : Numérotation et dénomination d	204142	3 974,00	5,37
Finances-SYMA/SMAT	2020-02879 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00066 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	13,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00023 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	13,51
Total			44 767,96	60,49

Nom de la commune (1) : ALLASSAC

Numéro de SIREN : 21190050100019

Population de la commune : 4 006

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2017-02484 : Construction espace d'accueil	204142	6 250,00	1,56
Finances-SYMA/SMAT	2020-02880 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	2 650,69	0,66
OBJET NP 2014	2019-02541 : Restauration du tableau Sacré	204141	4 578,00	1,14
Total			13 478,69	3,36

Nom de la commune (1) : ALLEYRAT

Numéro de SIREN : 21190060000019

Population de la commune : 98

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00073 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	61,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00028 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	61,22
Total			12 000,00	122,44

Nom de la commune (1) : ALTILLAC				
Numéro de SIREN : 21190070900018				
Population de la commune : 892				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-02004 : Travaux de mise en accessibili	204142	1 268,00	1,42
Finances-SYMA/SMAT	2020-02881 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	706,85	0,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00030 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	11,21
Total			11 974,85	13,42

Nom de la commune (1) : AMBRUGEAT				
Numéro de SIREN : 21190080800018				
Population de la commune : 209				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01040 : Numérotation et dénomination d	204142	3 048,00	14,58
Finances-SYMA/SMAT	2020-02882 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	219,97	1,05
PPRNP HORS PART 2014	2019-02446 : Restauration de la toiture des	204142	7 931,00	37,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00079 : Dotation voirie 2019	204142	2 048,00	9,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00035 : Dotation voirie 2020	204142	8 024,00	38,39
Total			21 270,97	101,77

Nom de la commune (1) : LES ANGLES-SUR-CORREZE				
Numéro de SIREN : 21190090700018				
Population de la commune : 113				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03032 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	18,99	0,17
Total			18,99	0,17

Nom de la commune (1) : ARNAC-POMPADOUR				
Numéro de SIREN : 21190110300013				
Population de la commune : 1 147				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01576 : Informatique école	204141	130,00	0,11
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02112 : Réfection des allées du cimeti	204142	11 741,00	10,24
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01323 : Travaux de mise en accessibili	204142	1 986,00	1,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00089 : Dotation voirie 2019	204142	4 245,00	3,70
Total			18 102,00	15,78

Nom de la commune (1) : ASTAILLAC				
Numéro de SIREN : 21190120200013				
Population de la commune : 238				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03479 : Remplacement des volets mairie	204142	987,00	4,15
Total			987,00	4,15

Nom de la commune (1) : AUBAZINE				
Numéro de SIREN : 21190130100013				
Population de la commune : 930				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03258 : Restauration portes cantine	204142	4 500,00	4,84
Finances-SYMA/SMAT	2020-02901 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	70,69	0,08
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00091 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	6,45
Total			10 570,69	11,37

Nom de la commune (1) : AURIAC				
Numéro de SIREN : 21190140000013				
Population de la commune : 235				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-03249 : Mise en place équipements sect	204142	4 307,00	18,33
Finances-SYMA/SMAT	2020-02902 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00048 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	42,55
Total			14 344,98	61,04

Nom de la commune (1) : AYEN				
Numéro de SIREN : 21190150900011				
Population de la commune : 721				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01915 : Numérotation et dénomination d	204142	1 200,00	1,66
Finances-SYMA/SMAT	2020-02903 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	227,88	0,32
Sport : Pleine nature	2020-03701 : PDIPR 2020	65734	500,00	0,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00095 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	8,32
Total			7 927,88	10,99

Nom de la commune (1) : BAR				
Numéro de SIREN : 21190160800011				
Population de la commune : 316				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2018-01017 : Aménagement de la place de la	204142	9 500,00	30,06
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02639 : Aménagement de la place de la	204142	1 000,00	3,16
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-01045 : Travaux de mise en accessibili	204142	1 388,00	4,39
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02573 : Numérotation et dénomination d	204142	1 788,00	5,66
Constructions publiques	2016-01046 : Travaux d'extension du garage-	204142	11 500,00	36,39
Finances-SYMA/SMAT	2020-02904 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,12
Total			25 213,98	79,78

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-BAS				
Numéro de SIREN : 21190170700011				
Population de la commune : 92				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02670 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	472,00	5,13
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02462 : Dotat° Solidarité Communale	204142	1 512,00	16,43
Finances-SYMA/SMAT	2020-02905 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	106,03	1,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00100 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	65,22
Total			8 090,03	87,93

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-HAUT				
Numéro de SIREN : 21190180600011				
Population de la commune : 184				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02304 : Réaménagement chemin rando T1	204142	5 016,00	27,26
Finances-SYMA/SMAT	2020-02911 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,62
OBJET NP 2014	2020-02712 : Divers travaux de restauration	204142	12 547,00	68,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00103 : Dotation voirie 2019	204142	14 704,00	79,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00060 : Dotation voirie 2020	204142	4 584,00	24,91
Total			36 964,94	200,89

Nom de la commune (1) : BEAUMONT				
Numéro de SIREN : 21190200200016				
Population de la commune : 121				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-02661 : Travaux de mise en accessibili	204142	3 025,00	25,00
Finances-SYMA/SMAT	2020-02912 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,94
Total			3 138,94	25,94

Nom de la commune (1) : BELLECHASSAGNE				
Numéro de SIREN : 21190210100016				
Population de la commune : 93				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02913 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	100,00	1,08
Total			100,00	1,08

Nom de la commune (1) : BENAYES				
Numéro de SIREN : 21190220000016				
Population de la commune : 233				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02910 : Numérotation et dénominations	204142	3 068,00	13,17
Constructions publiques	2019-03127 : Réfection de la toiture préaux	204142	3 371,00	14,47
Finances-SYMA/SMAT	2020-02920 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	35,34	0,15
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-01367 : Acquisition d'une épaveuse	204141	5 000,00	21,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02031 : Dotation voirie 2018	204142	3 998,00	17,16
Total			15 472,34	66,41

Nom de la commune (1) : BEYNAT				
Numéro de SIREN : 21190230900015				
Population de la commune : 1 278				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03112 : Création d'une bibliothèque	204142	27 324,00	21,38
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01220 : Construction d'une salle T1	204142	30 000,00	23,47
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01222 : Construction d'une salle T2	204142	30 000,00	23,47
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2018-04388 : Révision profil eaux baignade	204142	2 337,00	1,83
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-04150 : Travaux défense incendie insta	204142	1 743,00	1,36
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00021 : Numérotation et dénomination d	204142	4 356,00	3,41
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02079 : Système d'arrosage stade rugby	204142	1 753,00	1,37
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02137 : Assainissem abords étang Miel	204142	10 892,00	8,52
Action en investissement	2017-02142 : CONTRUCTION BATIMENT COMMUNAL	204142	40 000,00	31,30
Constructions publiques	2019-01897 : Réfection d'un bâtiment techni	204142	4 630,00	3,62
EDIFICE CLASSE 2014	2020-02032 : Mise en valeur du dolmen situé	204142	150,00	0,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00118 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	7,82
Total			163 185,00	127,67

Nom de la commune (1) : BEYSSAC				
Numéro de SIREN : 21190240800015				

Population de la commune : 639				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02921 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	353,43	0,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00076 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	15,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03262 : Voirie programme complémentaire	204142	2 496,00	3,91
Total			12 849,43	20,11

Nom de la commune (1) : BEYSSENAC				
Numéro de SIREN : 21190250700014				
Population de la commune : 372				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02871 : Construction toilettes accessi	204142	20 000,00	53,76
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03093 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	13,44
Constructions publiques	2020-03085 : Achat d'un panneau d'affichage	204142	231,00	0,62
Finances-SYMA/SMAT	2020-02922 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,51
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02836 : Achat d'un desheurbeur thermiq	204141	1 036,00	2,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00077 : Dotation voirie 2020	204142	8 402,00	22,59
Total			34 858,90	93,70

Nom de la commune (1) : BILHAC				
Numéro de SIREN : 21190260600014				
Population de la commune : 250				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03092 : Numérotation et dénomination d	204142	2 576,00	10,30
Constructions publiques	2020-03403 : Restauration portail cimetière	204142	175,00	0,70
Finances-SYMA/SMAT	2020-02924 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,15
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03431 : acquisition d'une souffleuse à	204141	228,00	0,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-03433 : Aménagement et sécurisation de	204142	2 386,00	9,54
Total			5 402,98	21,60

Nom de la commune (1) : BONNEFOND				
Numéro de SIREN : 21190270500014				
Population de la commune : 113				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02925 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	313,94	2,78
Total			313,94	2,78

Nom de la commune (1) : BORT-LES-ORGUES

Numéro de SIREN : 21190280400015

Population de la commune : 2 780

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-00226 : Réalisation diagnostic et sché	204141	27 675,00	9,96
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-01095 : Diagnostic des branchements da	204141	4 276,00	1,54
2016 ESPACES PUBLICS	2019-03513 : Aménagement rue du Bessac et r	204142	25 000,00	8,99
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03516 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	8,99
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01190 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	8,99
Action en investissement	2017-03779 : Réhabilitation marché couvert	204142	70 000,00	25,18
PATRIMOINE NP 2014	2017-00143 : Réfection de la toiture de l'é	204142	8 831,00	3,18
PATRIMOINE NP 2014	2019-02419 : Réfection de la toiture de l'é	204142	19 291,00	6,94
Total			205 073,00	73,77

Nom de la commune (1) : BRANCEILLES

Numéro de SIREN : 21190290300015

Population de la commune : 284

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01537 : Numérotation et dénomination d	204142	1 932,00	6,80
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00027 : Numérotation et dénomination d	204142	4 025,00	14,17
Finances-SYMA/SMAT	2020-02926 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	246,65	0,87
PATRIMOINE NP 2014	2020-02709 : Restauration des murs de l'égl	204142	3 520,00	12,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02037 : Dotation voirie 2018	204142	7 419,00	26,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00124 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	35,21
Total			27 142,65	95,56

Nom de la commune (1) : BRIGNAC-LA-PLAINE

Numéro de SIREN : 21190300000019

Population de la commune : 997

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENT CHAUFFAGE	2016-01032 : Travx réhab. école maternelle	204142	18 000,00	18,05
2016 BATIMENT CHAUFFAGE	2017-01964 : Construct. bâtiment scolaire	204142	18 000,00	18,05
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02155 : Travaux mise en accessibilité	204142	3 731,00	3,74
Constructions publiques	2016-01031 : Construction des ateliers comm	204142	5 750,00	5,77
Finances-SYMA/SMAT	2020-02927 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	569,70	0,57
PATRIMOINE NP 2014	2019-02679 : Travaux sur le clocher de l'égl	204142	9 893,00	9,92
PATRIMOINE NP 2014	2020-01219 : Travaux sur le clocher de l'égl	204142	1 705,00	1,71
Total			57 648,70	57,81

Nom de la commune (1) : BRIVE-LA-GAILLARDE

Numéro de SIREN : 21190310900018

Population de la commune : 48 202

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-03233 : Travaux d'extension du DOJO de	204142	68 268,00	1,42
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2020-01327 : Travaux d'extension du DOJO de	204142	6 732,00	0,14
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02858 : Réalisation pelouse hybride	204142	29 590,00	0,61
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03427 : Réhab. espace de vie sociale	204142	60 000,00	1,24
Evénements Vocation Dptale	2020-01095 : 39ème Foire du livre de Brive	65734	15 000,00	0,31
Finances-SYMA/SMAT	2020-02929 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	9 168,50	0,19
Restauration archive communale	2019-02992 : 2019 : RESTAURATION BRIVE	204141	134,65	0,00
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2020-01140 : Fonctionnement du Conservatoire	65734	83 730,00	1,74
Social - Famille	2020-01930 : Subv fonctionnement CLAS 2020	6574	900,00	0,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00085 : Dotation voirie 2020	204142	40 000,00	0,83
Total			313 523,15	6,50

Nom de la commune (1) : BUGEAT

Numéro de SIREN : 21190330700018

Population de la commune : 813

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-01324 : Achat d'une lame à neige	204141	5 000,00	6,15
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02854 : Acquisition de matériel de voi	204141	2 044,00	2,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00131 : Dotation voirie 2019	204142	7 395,00	9,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00087 : Dotation voirie 2020	204142	3 515,00	4,32
Total			17 954,00	22,08

Nom de la commune (1) : CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL

Numéro de SIREN : 21190340600018

Population de la commune : 243

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02930 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	229,73	0,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00134 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	41,15
Total			10 229,73	42,10

Nom de la commune (1) : CHABRIGNAC

Numéro de SIREN : 21190350500017

Population de la commune : 592

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 RDT	2017-02447 : RD901 Aménagement en traverse	204142	9 020,00	15,24
Finances-SYMA/SMAT	2020-02932 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00335 : Voirie, dotation 2017	204142	6 000,00	10,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02043 : DOTATION VOIRIE 2018	204142	6 000,00	10,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00139 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	10,14
Total			27 133,94	45,85

Nom de la commune (1) : CHAMBERET

Numéro de SIREN : 21190360400018

Population de la commune : 1 385

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2016-02740 : Extension du parcours acrobati	204142	4 000,00	2,89
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-02514 : Mise aux normes de l'éclairage	204142	8 610,00	6,22
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-02598 : Restructuration de l'ancienne	204142	31 040,00	22,41
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01903 : Aménagement du terrain de tenn	204142	3 716,00	2,68
2016 ESPACES PUBLICS	2017-00240 : Aménagement d'espaces publics	204142	19 408,00	14,01
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01966 : Aménagement de la place du cha	204142	18 500,00	13,36
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02213 : Réhabilitat° maison de l'arbre	204142	15 000,00	10,83
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02552 : Création terrain de badminton	204142	4 038,00	2,92
ATT_TDF	2020-01827 : 2020-TDF Projet "différents sa	6574	5 500,00	3,97
Constructions publiques	2018-01697 : Création espace co-working	204142	5 748,00	4,15
Constructions publiques	2020-02606 : Installation de toilettes	204142	2 190,00	1,58
Finances-SYMA/SMAT	2020-02933 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 054,76	0,76
Sport-Grands Evénements Sport.	2020-01831 : Etape Tour du Limousin 2020	6574	1 000,00	0,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00099 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	14,44
Total			139 804,76	100,94

Nom de la commune (1) : CHAMBOULIVE

Numéro de SIREN : 21190370300018

Population de la commune : 1 240

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2018-03375 : Réalisation profil baignade co	204142	1 172,00	0,95
Finances-SYMA/SMAT	2020-02934 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	201,96	0,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00153 : Dotation voirie 2019	204142	3 000,00	2,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00110 : Dotation voirie 2020	204142	5 948,00	4,80
Total			10 321,96	8,33

Nom de la commune (1) : CHAMEYRAT

Numéro de SIREN : 21190380200018

Population de la commune : 1 586				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03228 : Construction d'un local mairie	204142	28 383,00	17,90
Finances-SYMA/SMAT	2020-02935 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	720,04	0,45
Total			29 103,04	18,35

Nom de la commune (1) : CHAMPAGNAC-LA-NOAILLE				
Numéro de SIREN : 21190390100018				
Population de la commune : 238				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02937 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	134,94	0,57
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02752 : Acquisition d'un broyeur de vé	204141	2 120,00	8,91
PPRNP HORS PART 2014	2019-02589 : Remise en état du puits dans l	204142	543,00	2,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00161 : Dotation voirie 2019	204142	60,00	0,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00117 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	42,02
Total			12 857,94	54,03

Nom de la commune (1) : CHAMPAGNAC-LA-PRUNE				
Numéro de SIREN : 21190400800011				
Population de la commune : 169				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02938 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	196,15	1,16
OBJET NP 2014	2019-02512 : Restauration des vitraux de l'	204141	7 800,00	46,15
Total			7 996,15	47,31

Nom de la commune (1) : CHANAC-LES-MINES				
Numéro de SIREN : 21190410700011				
Population de la commune : 505				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2019-02533 : Aménagement des abords mairie	204142	1 403,00	2,78
Constructions publiques	2019-02534 : Restauration monument morts	204142	6 233,00	12,34
Finances-SYMA/SMAT	2020-02939 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	270,69	0,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02049 : DOTATION VOIRIE 2018	204142	6 000,00	11,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00165 : Dotation voirie 2019	204142	921,00	1,82
Total			14 827,69	29,36

Nom de la commune (1) : CHANTEIX				
Numéro de SIREN : 21190420600011				

Population de la commune : 623				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00043 : Travaux de mise en accessibili	204142	5 237,00	8,41
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-03191 : Mise en accessibilité complt	204142	4 465,00	7,17
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01681 : Numérotation et dénomination d	204142	1 824,00	2,93
Constructions publiques	2020-01207 : Mise aux normes installation	204142	945,00	1,52
Finances-SYMA/SMAT	2020-02940 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	70,69	0,11
Finances-SYMA/SMAT	2020-02941 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	176,71	0,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00343 : Voirie, dotation 2017	204142	5 597,00	8,98
Total			18 315,40	29,40

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-AUX-BROCS				
Numéro de SIREN : 21190430500011				
Population de la commune : 436				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01224 : Divers travaux sur bât. T2	204142	2 539,00	5,82
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01597 : Divers aménagts bât. cnaux T2	204142	1 162,00	2,67
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01446 : Numérotation et dénomination d	204142	3 005,00	6,89
Finances-SYMA/SMAT	2020-03004 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00124 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	13,76
Total			12 895,90	29,58

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-AUX-SAINTS				
Numéro de SIREN : 21190440400012				
Population de la commune : 276				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03096 : Numérotation et dénomination d	204142	4 915,00	17,81
Finances-SYMA/SMAT	2020-03011 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,41
Total			5 028,94	18,22

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD				
Numéro de SIREN : 21190450300011				
Population de la commune : 207				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-01080 : Unité désinfection (traitement	204142	3 298,00	15,93
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01324 : Numérotation et dénomination d	204142	711,00	3,43
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2017-00162 : Restauration du retable et séc	204141	2 149,00	10,38
Total			6 158,00	29,74

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SPINASSE

Numéro de SIREN : 21190460200011

Population de la commune : 116

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01195 : Numérotation et dénomination d	204142	1 613,00	13,91
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02466 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	25,86
Constructions publiques	2018-01189 : Aménagement parking cimetière	204142	10 051,00	86,65
Finances-SYMA/SMAT	2020-03012 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	63,00	0,54
OBJET NP 2014	2020-01407 : Restauration de mobilier à l'é	204141	4 155,00	35,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00130 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	51,72
Total			24 882,00	214,50

Nom de la commune (1) : CHARTRIER-FERRIERE

Numéro de SIREN : 21190470100011

Population de la commune : 373

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02942 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	100,00	0,27
Total			100,00	0,27

Nom de la commune (1) : LE CHASTANG

Numéro de SIREN : 21190480000011

Population de la commune : 382

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03028 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,30
Total			113,94	0,30

Nom de la commune (1) : CHASTEUX

Numéro de SIREN : 21190490900010

Population de la commune : 783

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-02525 : Travaux de réfection du stade	204142	1 275,00	1,63
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03437 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	5,11
Finances-SYMA/SMAT	2020-02943 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	243,96	0,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00184 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	7,66
Total			11 518,96	14,71

Nom de la commune (1) : CHAUFFOUR-SUR-VELL

Numéro de SIREN : 21190500500016

Population de la commune : 428				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02658 : Numérotation et dénomination d	204142	4 298,00	10,04
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-04620 : AMENAGEMENT DE BOURG - 1ERE AN	204142	50 000,00	116,82
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-02733 : AMENAGEMENT DE BOURG - 2EME AN	204142	14 386,00	33,61
Finances-SYMA/SMAT	2020-02944 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	42,00	0,10
Total			68 726,00	160,57

Nom de la commune (1) : CHAUMEIL				
Numéro de SIREN : 21190510400017				
Population de la commune : 162				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-01313 : Travaux de mise en accessibili	204142	11 473,00	70,82
Finances-SYMA/SMAT	2020-02945 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,70
Total			11 586,94	71,52

Nom de la commune (1) : CHAVANAC				
Numéro de SIREN : 21190520300017				
Population de la commune : 52				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02875 : Numérotation et dénomination d	204142	381,00	7,33
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02467 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	57,69
Finances-SYMA/SMAT	2020-02946 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	70,69	1,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00150 : Dotation voirie 2020	204142	4 806,00	92,42
Total			8 257,69	158,80

Nom de la commune (1) : CHAVEROCHE				
Numéro de SIREN : 21190530200017				
Population de la commune : 237				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2020-01991 : Renouvellement du réseau d'eau	204142	2 594,00	10,95
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02382 : Rénovation et agrandissement d	204142	15 852,00	66,89
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01163 : Rénovation et agrandissement d	204142	5 000,00	21,10
Constructions publiques	2019-02940 : Construction d'un abri à sel	204142	2 579,00	10,88
Finances-SYMA/SMAT	2020-02947 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	295,93	1,25
OBJET NP 2014	2019-02952 : Restauration de statues en boi	204141	6 663,00	28,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00154 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	42,19
Total			42 983,93	181,37

Nom de la commune (1) : CHENAILLER-MASCHEIX				
Numéro de SIREN : 21190540100017				
Population de la commune : 214				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02165 : Réhabilitation d'un logement c	204142	1 521,00	7,11
Finances-SYMA/SMAT	2020-02948 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	317,96	1,49
Total			1 838,96	8,60

Nom de la commune (1) : CHIRAC-BELLEVUE				
Numéro de SIREN : 21190550000016				
Population de la commune : 305				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-03369 : Installation d'un auvent et de	204142	2 064,00	6,77
Finances-SYMA/SMAT	2020-02949 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	94,95	0,31
Finances-SYMA/SMAT	2020-02950 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	388,36	1,27
OBJET NP 2014	2018-03680 : Restauration autel église	204142	3 480,00	11,41
Total			6 027,31	19,76

Nom de la commune (1) : CLERGOUX				
Numéro de SIREN : 21190560900015				
Population de la commune : 423				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
EDIFICE INSCRIT 2014	2019-02350 : Restauration de la toiture de	204142	4 640,00	10,97
Finances-SYMA/SMAT	2020-02953 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	227,88	0,54
Total			4 867,88	11,51

Nom de la commune (1) : COLLONGES-LA-ROUGE				
Numéro de SIREN : 21190570800015				
Population de la commune : 505				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03595 : Aménagement d'espaces publics	204142	19 787,00	39,18
Finances-SYMA/SMAT	2020-02954 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	366,61	0,73
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2018-03668 : Restauration Statue + Christ	204142	1 632,00	3,23
Total			21 785,61	43,14

Nom de la commune (1) : COMBRESSOL				
Numéro de SIREN : 21190580700015				
Population de la commune : 362				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-02834 : Travaux de mise en accessibili	204142	387,00	1,07
Finances-SYMA/SMAT	2020-02956 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02064 : Dotation voirie 2018	204142	1 753,00	4,84
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00215 : Dotation voirie 2019	204142	5 118,00	14,14
Total			7 333,96	20,26

Nom de la commune (1) : CONCEZE

Numéro de SIREN : 21190590600015

Population de la commune : 422

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02962 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	843,60	2,00
Total			843,60	2,00

Nom de la commune (1) : CONDAT-SUR-GANA VEIX

Numéro de SIREN : 21190600300010

Population de la commune : 684

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2018-03427 : Travaux renouvellement station	204142	5 995,00	8,76
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-03414 : Isolation extérieure logements	204142	4 118,00	6,02
Total			10 113,00	14,78

Nom de la commune (1) : CORNIL

Numéro de SIREN : 21190610200010

Population de la commune : 1 352

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00020 : Construct. maison médicale T2	204142	13 481,00	9,97
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02304 : Travaux d'accessibilité église	204142	2 484,00	1,84
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01037 : Numérotation et dénomination d	204142	1 920,00	1,42
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02028 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	2,96
Finances-SYMA/SMAT	2020-02963 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	417,91	0,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02067 : Dotation voirie 2018	204142	1 338,00	0,99
Total			23 640,91	17,49

Nom de la commune (1) : CORREZE

Numéro de SIREN : 21190620100010

Population de la commune : 1 174

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01579 : Traitement du radon à l'école	204142	23 130,00	19,70
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01672 : Travaux de rénovation piscine	204142	29 811,00	25,39
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01690 : Travaux de rénovation piscine	204142	40 000,00	34,07
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01441 : Accessibilité de la chapelle N	204142	4 795,00	4,08
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02366 : Travaux accessibilité camping	204142	8 625,00	7,35
Sport : Pleine nature	2020-03652 : PDIPR 2020	65734	612,00	0,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00225 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	5,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00177 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	5,11
Total			118 973,00	101,33

Nom de la commune (1) : COSNAC				
Numéro de SIREN : 2119063000010				
Population de la commune : 3 059				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01374 : Travaux de rénovation mairie	204142	11 122,00	3,64
2016 ESPACES PUBLICS	2017-01957 : Agrandissement du cimetière -	204142	23 647,00	7,73
Finances-SYMA/SMAT	2020-02964 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	311,65	0,10
Social - Famille	2020-02003 : Subvention fonctionnement REAP	65734	100,00	0,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00181 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	3,27
Total			45 180,65	14,77

Nom de la commune (1) : COUFFY-SUR-SARSONNE				
Numéro de SIREN : 2119064090019				
Population de la commune : 78				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01650 : Numérotation et dénomination d	204142	907,00	11,63
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02468 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	38,46
PATRIMOINE NP 2014	2017-03670 : Restauration des piliers et de	204142	2 163,00	27,73
PATRIMOINE NP 2014	2018-03912 : Mise en sécurité des cloches	204142	3 152,00	40,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00186 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	76,92
Total			15 222,00	195,15

Nom de la commune (1) : COURTEIX				
Numéro de SIREN : 2119065080018				
Population de la commune : 66				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01986 : Numérotation et dénomination d	204142	1 534,00	23,24
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02680 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	45,45
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02469 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	45,45

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00237 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	90,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00190 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	90,91
Total			19 534,00	295,96

Nom de la commune (1) : CUBLAC

Numéro de SIREN : 21190660700018

Population de la commune : 1 729

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02803 : Numérotation et dénomination d	204141	1 711,00	0,99
Finances-SYMA/SMAT	2020-02965 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00192 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	5,78
Total			12 090,80	6,99

Nom de la commune (1) : CUREMONTE

Numéro de SIREN : 21190670600018

Population de la commune : 219

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01811 : Numérotation et dénomination d	204142	4 738,00	21,63
Finances-SYMA/SMAT	2020-02966 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	18,99	0,09
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-03007 : Achat d'une épareuse	204141	5 000,00	22,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02073 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	27,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00243 : Dotation voirie 2019	204142	666,00	3,04
Total			16 422,99	74,99

Nom de la commune (1) : DAMPNIAT

Numéro de SIREN : 21190680500018

Population de la commune : 733

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-02378 : Travaux de mise en accessibili	204142	5 505,00	7,51
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-01275 : Mise en accessibilité cabinet	204142	1 300,00	1,77
Finances-SYMA/SMAT	2020-02967 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	213,94	0,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00247 : Dotation voirie 2019	204142	9 344,00	12,75
Total			16 362,94	22,32

Nom de la commune (1) : DARAZAC

Numéro de SIREN : 21190690400019

Population de la commune : 141

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Finances-SYMA/SMAT	2020-02968 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	42,00	0,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00204 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	42,55
Total			6 042,00	42,85

Nom de la commune (1) : DARNETS

Numéro de SIREN : 21190700100013

Population de la commune : 369

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01923 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	13,55
Finances-SYMA/SMAT	2020-02969 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,21
Total			5 075,96	13,76

Nom de la commune (1) : DAVIGNAC

Numéro de SIREN : 21190710000013

Population de la commune : 211

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02970 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	53,01	0,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00258 : Dotation voirie 2019	204142	4 898,00	23,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00209 : Dotation voirie 2020	204142	8 461,00	40,10
Total			13 412,01	63,56

Nom de la commune (1) : DONZENAC

Numéro de SIREN : 21190720900012

Population de la commune : 2 715

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2015-04916 : Réhabilit espace loisirs T2	204142	12 500,00	4,60
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2016-04830 : Réhabilitation espace loisirs	204142	15 000,00	5,52
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03219 : Divers travaux sur bât. T2	204142	12 097,00	4,46
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02561 : Divers travaux sur bât. T3	204142	14 132,00	5,21
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-03230 : Equipements sportifs (arrosage	204142	19 500,00	7,18
2016 EQUIP SPORT REHAB	2017-01705 : Aménagement d'un terrain de fo	204142	15 001,00	5,53
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02524 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	9,21
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02593 : Démolition pour créat° caserne	204142	3 234,00	1,19
EDIFICE CLASSE 2014	2018-00038 : Restauration du clocher de l'é	204142	24 741,00	9,11
EDIFICE CLASSE 2014	2019-00005 : Restauration du clocher de l'é	204142	40 615,00	14,96
Finances-SYMA/SMAT	2020-02971 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	2 886,45	1,06
Total			184 706,45	68,03

Nom de la commune (1) : EGLETONS				
Numéro de SIREN : 21190730800012				
Population de la commune : 5 086				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-00237 : Mise en place équipements auto	204142	4 397,00	0,86
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-00294 : Mise en place d'équipements d'	204142	1 627,00	0,32
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03427 : Réhab. école MADESCLAIRE T2 -1	204142	30 000,00	5,90
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03428 : Réhab. école MADESCLAIRE T2 -2	204142	30 000,00	5,90
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03429 : Réhab. école MADESCLAIRE T2 -3	204142	3 500,00	0,69
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03430 : Réhab. école MADESCLAIRE T3	204142	14 002,00	2,75
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03105 : Aménagement abords campus (T2)	204142	133 770,00	26,30
Finances-SYMA/SMAT	2020-02973 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	4 294,09	0,84
Total			221 590,09	43,56

Nom de la commune (1) : L'EGLISE-AUX-BOIS				
Numéro de SIREN : 21190740700012				
Population de la commune : 55				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2018-02482 : Restauration de la statue du S	204141	207,00	3,76
OBJET NP 2014	2017-02978 : Restauration de la statue St-A	204141	1 432,00	26,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00266 : Dotation voirie 2019	204142	5 782,00	105,13
Total			7 421,00	134,93

Nom de la commune (1) : ESPAGNAC				
Numéro de SIREN : 21190750600011				
Population de la commune : 385				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01360 : Aménagt mairie extension école	204142	15 618,00	40,57
Autres Equip cnaux EP multipl	2014-00368 : Remplact des baies vitrées	204142	3 468,00	9,01
Finances-SYMA/SMAT	2020-02975 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02082 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	15,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00270 : Dotation voirie 2019	204142	1 168,00	3,03
Total			26 633,80	69,18

Nom de la commune (1) : ESPARTIGNAC				
Numéro de SIREN : 21190760500011				
Population de la commune : 448				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-02559 : Construction d'un city stade	204142	19 904,00	44,43
Finances-SYMA/SMAT	2020-02976 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	353,43	0,79
Total			20 257,43	45,22

Nom de la commune (1) : ESTIVALS

Numéro de SIREN : 21190770400012

Population de la commune : 129

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01555 : Rénovation appartement mairie	204142	2 944,00	22,82
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02681 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	23,26
Finances-SYMA/SMAT	2020-02977 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	219,97	1,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02084 : Dotation voirie 2018	204142	666,00	5,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00281 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	46,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00230 : Dotation voirie 2020	204142	2 697,00	20,91
Total			15 526,97	120,37

Nom de la commune (1) : ESTIVAUX

Numéro de SIREN : 21190780300012

Population de la commune : 435

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-03680 : Rénov. intérieur salle polyval	204142	1 256,00	2,89
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-03682 : Création d'une bibliothèque da	204142	1 055,00	2,43
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01318 : Création d'une bibliothèque T2	204142	1 731,00	3,98
2016 ESPACES PUBLICS	2019-01816 : Aménagement d'espaces publics	204142	20 000,00	45,98
2016 ESPACES PUBLICS	2019-03089 : Aménagement d'espaces publics	204142	5 000,00	11,49
Constructions publiques	2019-01789 : Aménagement des abords du jard	204142	1 109,00	2,55
Constructions publiques	2019-02580 : Création d'un local technique	204142	6 065,00	13,94
Finances-SYMA/SMAT	2020-02978 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	0,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00285 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	13,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00233 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	13,79
Total			48 329,94	111,10

Nom de la commune (1) : EYBURIE

Numéro de SIREN : 21190790200012

Population de la commune : 505

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-03408 : Travx rénovation maison cnale	204142	4 609,00	9,13
Constructions publiques	2017-00601 : Elaboration d'un Plan Local d'	204141	5 492,00	10,88
Finances-SYMA/SMAT	2020-02979 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	35,34	0,07

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

OBJET NP 2014	2019-02771 : Restauration du tabernacle de	204141	5 751,00	11,39
OBJET NP 2014	2020-02528 : Restauration de l'estrade du t	204141	810,00	1,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00287 : Dotation voirie 2019	204142	9 842,00	19,49
Total			26 539,34	52,56

Nom de la commune (1) : EYGURANDE

Numéro de SIREN : 21190800900015

Population de la commune : 696

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-01777 : Restaur. mairie agence postale	204142	13 500,00	19,40
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04320 : Numérotation et dénomination d	204142	1 766,00	2,54
Finances-SYMA/SMAT	2020-02980 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	219,97	0,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00238 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	14,37
Total			25 485,97	36,63

Nom de la commune (1) : EYREIN

Numéro de SIREN : 21190810800015

Population de la commune : 513

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-02981 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	399,90	0,78
Total			399,90	0,78

Nom de la commune (1) : FAVARS

Numéro de SIREN : 21190820700015

Population de la commune : 1 095

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-00042 : Construction salle poly. t3	204142	21 518,00	19,65
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03450 : Mise en accessibilité mairie	204142	473,00	0,43
Finances-SYMA/SMAT	2020-02982 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00383 : Voirie, dotation 2017	204142	2 768,00	2,53
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02090 : Dotation voirie 2018	204142	1 655,00	1,51
Total			26 793,80	24,47

Nom de la commune (1) : FEYT

Numéro de SIREN : 21190830600015

Population de la commune : 134

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02682 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	22,39

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

OBJET NP 2014	2018-01903 : Restauration et protection des	204141	7 200,00	53,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00301 : Dotation voirie 2019	204142	200,00	1,49
Total			10 400,00	77,61

Nom de la commune (1) : FORGES

Numéro de SIREN : 21190840500015

Population de la commune : 298

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00889 : Travaux rénovation mairie	204142	15 630,00	52,45
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00890 : Rénov. et extension salle poly	204142	14 370,00	48,22
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03345 : Mise aux normes de la cuisine	204141	3 450,00	11,58
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02115 : Numérotation et dénomination d	204142	1 736,00	5,83
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02692 : Numérotation et dénomination	204142	148,00	0,50
Finances-SYMA/SMAT	2020-02984 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	106,03	0,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02092 : Dotation voirie 2018	204142	4 380,00	14,70
Total			39 820,03	133,64

Nom de la commune (1) : GIMEL-LES-CASCADES

Numéro de SIREN : 21190850400015

Population de la commune : 801

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2016-02002 : Travx mise en sécurité école	204142	1 419,00	1,77
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02405 : Rénovation d'un logement	204142	1 185,00	1,48
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01445 : Travaux d'accessibilité écoles	204142	8 035,00	10,03
Constructions publiques	2017-01348 : Elaboration d'un PLU	204141	3 681,00	4,60
Finances-SYMA/SMAT	2020-02985 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	96,96	0,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00252 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	7,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03548 : Voirie complémentaire - redépl	204142	2 716,00	3,39
Total			23 132,96	28,88

Nom de la commune (1) : GOULLES

Numéro de SIREN : 21190860300015

Population de la commune : 338

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02596 : Valor. mare/fontaine Auyères	204142	8 000,00	23,67
Finances-SYMA/SMAT	2020-02986 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	300,00	0,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00306 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	17,75
Total			14 300,00	42,31

Nom de la commune (1) : GOURDON-MURAT				
Numéro de SIREN : 21190870200015				
Population de la commune : 112				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-02545 : Mise en place chloration UDI d	204142	2 504,00	22,36
Finances-SYMA/SMAT	2020-02987 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	109,98	0,98
Total			2 613,98	23,34

Nom de la commune (1) : GRANDSAIGNE				
Numéro de SIREN : 21190880100015				
Population de la commune : 53				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04288 : Numérotation et dénomination d	204142	565,00	10,66
Finances-SYMA/SMAT	2020-02988 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	166,33	3,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02098 : Dotation voirie 2018	204142	10 476,00	197,66
Total			11 207,33	211,46

Nom de la commune (1) : GROS-CHASTANG				
Numéro de SIREN : 21190890000015				
Population de la commune : 184				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02217 : Réfection appart. mairie	204142	2 058,00	11,18
Finances-SYMA/SMAT	2020-02989 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	1,03
Total			2 247,90	12,21

Nom de la commune (1) : GUMONT				
Numéro de SIREN : 21190900700018				
Population de la commune : 101				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2018-01318 : Aménagement d'espaces publics	204142	1 726,00	17,09
Finances-SYMA/SMAT	2020-02990 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	215,50	2,13
Total			1 941,50	19,22

Nom de la commune (1) : HAUTEFAGE				
Numéro de SIREN : 21190910600018				
Population de la commune : 326				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03964 : Numérotation et dénomination d	204142	2 828,00	8,67

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

EDIFICE INSCRIT 2014	2019-01435 : Restauration de la couverture	204142	4 981,00	15,28
Finances-SYMA/SMAT	2020-02991 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00305 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	30,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00253 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	30,67
Total			27 998,90	85,87

Nom de la commune (1) : LE JARDIN				
Numéro de SIREN : 21190920500018				
Population de la commune : 82				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01250 : Numérotation et dénomination d	204142	1 867,00	22,77
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02697 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	2 489,00	30,35
Finances-SYMA/SMAT	2020-03029 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	151,92	1,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00307 : Dotation voirie 2019	204142	2 760,00	33,66
Total			7 267,92	88,63

Nom de la commune (1) : JUGEALS-NAZARETH				
Numéro de SIREN : 21190930400019				
Population de la commune : 996				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03444 : Acquisition de matériel inform	204141	1 430,00	1,44
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01456 : Travaux de mise en accessibili	204142	2 459,00	2,47
Finances-SYMA/SMAT	2020-03003 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	421,80	0,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00257 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	6,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02859 : Voirie -Programmation compléme	204142	13 658,00	13,71
Total			23 968,80	24,06

Nom de la commune (1) : JUILLAC				
Numéro de SIREN : 21190940300019				
Population de la commune : 1 151				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2019-02542 : Rénovation d'un bâtiment commu	204142	4 460,00	3,87
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02389 : Numérotation et dénomination d	204142	3 600,00	3,13
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02104 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	8,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00311 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	8,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00260 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	8,69
Total			38 060,00	33,07

Nom de la commune (1) : LACELLE				
--	--	--	--	--

Numéro de SIREN : 21190950200018

Population de la commune : 138

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03557 : Rénovation du logement	204142	387,00	2,80
Finances-SYMA/SMAT	2020-03014 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	58,98	0,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00391 : Voirie, dotation 2017	204142	1 066,00	7,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02105 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	72,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00314 : Dotation voirie 2019	204142	8 156,00	59,10
Total			19 667,98	142,51

Nom de la commune (1) : LADIGNAC-SUR-RONDELLE

Numéro de SIREN : 21190960100018

Population de la commune : 415

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00022 : Travaux de mise aux normes acc	204142	3 750,00	9,04
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02451 : Travaux accessibilité T2 compl	204142	1 162,00	2,80
Finances-SYMA/SMAT	2020-03015 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	108,67	0,26
Total			5 020,67	12,10

Nom de la commune (1) : LAFAGE-SUR-SOMBRE

Numéro de SIREN : 21190970000018

Population de la commune : 125

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01335 : Travaux de mise en accessibili	204142	725,00	5,80
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02475 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	777,00	6,22
Constructions publiques	2017-01355 : Réfection grilles du cimetière	204142	1 825,00	14,60
Finances-SYMA/SMAT	2020-03016 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	1,52
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-03485 : Achat d'une épareuse	204141	4 640,00	37,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00319 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	80,00
Total			18 156,90	145,26

Nom de la commune (1) : LAGLEYGEOLLE

Numéro de SIREN : 21190990800017

Population de la commune : 230

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02247 : Travaux dans bât. mairie école	204142	1 093,00	4,75
Finances-SYMA/SMAT	2020-03017 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	217,67	0,95
PATRIMOINE NP 2014	2020-01203 : Réfection des façades de l'égl	204142	29 436,00	127,98

Total	30 746,67	133,68
--------------	------------------	---------------

Nom de la commune (1) : LAGRAULIERE

Numéro de SIREN : 21191000500019

Population de la commune : 1 119

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-01909 : Réaménagement club house rugby T2	204142	41 533,00	37,12
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-01941 : Mise aux normes du Club House	204142	2 685,00	2,40
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02864 : Réaménagement et mise aux norm	204142	15 603,00	13,94
Finances-SYMA/SMAT	2020-03018 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	70,69	0,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00271 : Dotation voirie 2020	204142	882,00	0,79
Total			60 773,69	54,31

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-BASSE

Numéro de SIREN : 21191020300010

Population de la commune : 302

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04379 : Numérotation et dénomination d	204142	3 088,00	10,23
Finances-SYMA/SMAT	2020-03019 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	315,90	1,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02112 : Dotation voirie 2018	204142	11 255,00	37,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00327 : Dotation voirie 2019	204142	11 255,00	37,27
Total			25 913,90	85,82

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-HAUTE

Numéro de SIREN : 21191030200010

Population de la commune : 68

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2017-01290 : Aménagement abords espace	204142	1 172,00	17,24
Constructions publiques	2019-01309 : Construction abri à pouzzolane	204142	5 349,00	78,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00277 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	88,24
Total			12 521,00	184,14

Nom de la commune (1) : LAMONGERIE

Numéro de SIREN : 21191040100010

Population de la commune : 119

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03020 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	240,28	2,02
Total			240,28	2,02

Nom de la commune (1) : LANTEUIL				
Numéro de SIREN : 2119105000019				
Population de la commune : 521				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-01749 : Aménagement aux abords de la R	204142	16 138,00	30,98
Finances-SYMA/SMAT	2020-03021 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	184,63	0,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00317 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	11,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00265 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	11,52
Total			28 322,63	54,37

Nom de la commune (1) : LAPLEAU				
Numéro de SIREN : 21191060900018				
Population de la commune : 383				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-00673 : Travaux de mise en accessibili	204142	3 270,00	8,54
Finances-SYMA/SMAT	2020-03022 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,10
PPRNP HORS PART 2014	2020-02124 : Restauration de la bascule com	204142	1 118,00	2,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00402 : Voirie, dotation 2017	204142	9 067,00	23,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02120 : Dotation voirie 2018	204142	10 047,00	26,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00318 : Dotation voirie 2019	204142	4 162,00	10,87
Total			27 701,98	72,33

Nom de la commune (1) : LARCHE				
Numéro de SIREN : 21191070800018				
Population de la commune : 1 627				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00655 : Travaux de rénovation mairie	204142	894,00	0,55
2016 RDT	2019-01612 : RD1089 Aménagement en traverse	204142	15 743,00	9,68
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-04290 : Aménagement d'espaces publics	204142	50 000,00	30,73
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-01588 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	15,37
Finances-SYMA/SMAT	2020-03023 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	247,98	0,15
Total			91 884,98	56,48

Nom de la commune (1) : LAROCHE-PRES-FEYT				
Numéro de SIREN : 21191080700018				
Population de la commune : 65				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2016-00965 : Restauration de bâtiments comm	204142	11 629,00	178,91

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03365 : Numérotation et Dénomination d	204142	531,00	8,17
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02477 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	46,15
Finances-SYMA/SMAT	2020-03024 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	159,96	2,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00272 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	92,31
Total			21 319,96	328,00

Nom de la commune (1) : LASCAUX

Numéro de SIREN : 21191090600018

Population de la commune : 225

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03026 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	73,32	0,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00275 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	26,67
Total			6 073,32	27,00

Nom de la commune (1) : LATRONCHE

Numéro de SIREN : 21191100300013

Population de la commune : 134

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02449 : Aménagement des abords du hang	204142	7 687,00	57,37
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2019-02495 : Réfection appartement et bar r	204142	2 350,00	17,54
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02478 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	29,85
Constructions publiques	2019-01313 : Construction hangar communal	204142	11 500,00	85,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00276 : Dotation voirie 2020	204142	10 194,00	76,07
Total			35 731,00	266,65

Nom de la commune (1) : LAVAL-SUR-LUZEGE

Numéro de SIREN : 21191110200013

Population de la commune : 99

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03335 : Numérotation et dénomination d	204142	2 184,00	22,06
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01441 : Numérotation et dénomination d	204142	1 722,00	17,39
Finances-SYMA/SMAT	2020-03027 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00330 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	101,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00278 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	101,01
Total			23 943,98	241,85

Nom de la commune (1) : LESTARDS

Numéro de SIREN : 21191120100013

Population de la commune : 106				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04413 : Numérotation et dénomination d	204142	823,00	7,76
Total			823,00	7,76

Nom de la commune (1) : LIGINIAC				
Numéro de SIREN : 2119113000013				
Population de la commune : 649				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03317 : Aménagement d'espaces publics	204142	18 299,00	28,20
Finances-SYMA/SMAT	2020-03033 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02128 : Dotation voirie 2018	204142	5 667,00	8,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00333 : Dotation voirie 2019	204142	11 148,00	17,18
Total			35 493,80	54,70

Nom de la commune (1) : LIGNAREIX				
Numéro de SIREN : 2119114090012				
Population de la commune : 174				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04363 : Numérotation et dénomination d	204142	491,00	2,82
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02480 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	17,24
Finances-SYMA/SMAT	2020-03034 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	56,97	0,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00284 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	34,48
Total			9 547,97	54,87

Nom de la commune (1) : LIGNEYRAC				
Numéro de SIREN : 2119115080011				
Population de la commune : 307				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03035 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	80,16	0,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02130 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	32,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00338 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	32,57
Total			20 080,16	65,40

Nom de la commune (1) : LIOURDRES				
Numéro de SIREN : 2119116070011				
Population de la commune : 253				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02729 : Acquisition matériel inform.	204141	1 747,00	6,91
Finances-SYMA/SMAT	2020-03036 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	80,16	0,32
Total			1 827,16	7,23

Nom de la commune (1) : LISSAC-SUR-COUZE

Numéro de SIREN : 21191170600011

Population de la commune : 751

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03037 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00409 : Voirie, dotation 2017	204142	6 000,00	7,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00332 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	7,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00280 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	7,99
Total			18 189,90	24,22

Nom de la commune (1) : LE LONZAC

Numéro de SIREN : 21191180500011

Population de la commune : 818

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01394 : Aménagement local associatif	204142	16 000,00	19,56
Finances-SYMA/SMAT	2020-03030 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	176,71	0,22
Total			16 176,71	19,78

Nom de la commune (1) : LOSTANGES

Numéro de SIREN : 21191190400012

Population de la commune : 140

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01251 : Numérotation et dénomination d	204142	2 045,00	14,61
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02699 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	2 492,00	17,80
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02481 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	28,57
Finances-SYMA/SMAT	2020-03038 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	168,94	1,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02134 : Dotation voirie 2018	204142	1 756,00	12,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00283 : Dotation voirie 2020	204142	8 793,00	62,81
Total			19 254,94	137,54

Nom de la commune (1) : LOUIGNAC

Numéro de SIREN : 21191200100016

Population de la commune : 237

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00411 : Voirie, dotation 2017	204142	6 000,00	25,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02135 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	25,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00290 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	25,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00240 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	25,32
Total			24 000,00	101,28

Nom de la commune (1) : LUBERSAC				
Numéro de SIREN : 21191210000016				
Population de la commune : 2 271				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03764 : Numérotation et dénomination d	204142	4 590,00	2,02
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03309 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	2,20
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01165 : Numérotation et dénomination d	204141	3 992,00	1,76
Finances-SYMA/SMAT	2020-03039 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	353,43	0,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02136 : Dotation voirie 2018	204142	55 976,00	24,65
Total			69 911,43	30,79

Nom de la commune (1) : MADRANGES				
Numéro de SIREN : 21191220900015				
Population de la commune : 204				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02581 : Remplacement matériel inform.	204141	907,00	4,45
Finances-SYMA/SMAT	2020-03040 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	200,00	0,98
Total			1 107,00	5,43

Nom de la commune (1) : MANSAC				
Numéro de SIREN : 21191240700015				
Population de la commune : 1 450				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02428 : Travaux de mise aux normes acc	204142	2 781,00	1,92
Finances-SYMA/SMAT	2020-03042 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 314,96	0,91
Total			4 095,96	2,83

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROISILLE				
Numéro de SIREN : 21191250600014				
Population de la commune : 810				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01725 : Extension cantine scolaire	204142	23 698,00	29,26

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01697 : Informatique école	204141	903,00	1,11
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02393 : Numérotation et dénomination d	204142	1 200,00	1,48
Constructions publiques	2019-01726 : Réfection des sanitaires de la	204142	10 698,00	13,21
Finances-SYMA/SMAT	2020-03043 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	175,60	0,22
Restauration archive communale	2019-02067 : 2019 : REST. MARCILLAC-LA-CROI	204141	795,70	0,98
Total			37 470,30	46,26

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROZE				
Numéro de SIREN : 21191260500014				
Population de la commune : 179				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-00069 : Réhab. salle polyvalente T2	204142	22 470,00	125,53
Finances-SYMA/SMAT	2020-03044 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	74,89	0,42
Total			22 544,89	125,95

Nom de la commune (1) : MARGERIDES				
Numéro de SIREN : 21191280300015				
Population de la commune : 311				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03045 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	1,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00273 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	19,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00224 : Dotation voirie 2020	204142	4 630,00	14,89
Total			11 009,80	35,40

Nom de la commune (1) : MAUSSAC				
Numéro de SIREN : 21191300900018				
Population de la commune : 448				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-02200 : Etudes diagnostiques révision	204141	4 562,00	10,18
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02731 : Travaux d'isolation thermique	204142	6 246,00	13,94
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-03332 : Accessibilité et isolation T1	204142	15 000,00	33,48
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-03334 : Accessibilité et isolation T2	204142	5 331,00	11,90
Finances-SYMA/SMAT	2020-03046 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	42,00	0,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00420 : Voirie, dotation 2017	204142	3 944,00	8,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02151 : Dotation voirie 2018	204142	1 215,00	2,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00280 : Dotation voirie 2019	204142	5 559,00	12,41
Total			41 899,00	93,51

Nom de la commune (1) : MEILHARDS				
--	--	--	--	--

Numéro de SIREN : 21191310800018

Population de la commune : 540

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-03389 : Mise en accessibilité mairieT2	204142	14 802,00	27,41
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01781 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	7,41
Constructions publiques	2020-02370 : Aménagemen espace détente	204142	4 629,00	8,57
Finances-SYMA/SMAT	2020-03047 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	338,33	0,63
Total			23 769,33	44,02

Nom de la commune (1) : MENOIRE

Numéro de SIREN : 21191320700018

Population de la commune : 119

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01665 : Numérotation et dénomination d	204142	1 299,00	10,92
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02700 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	25,21
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02485 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	1 162,00	9,76
Sport : Pleine nature	2020-02448 : PDIPR 2020	65734	369,00	3,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02153 : Dotation voirie 2018	204142	4 832,00	40,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00286 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	50,42
Total			16 662,00	140,02

Nom de la commune (1) : MERCOEUR

Numéro de SIREN : 21191330600018

Population de la commune : 246

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02154 : Dotation voirie 2018	204142	5 000,00	20,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00288 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	40,65
Total			15 000,00	60,98

Nom de la commune (1) : MERLINES

Numéro de SIREN : 21191340500018

Population de la commune : 738

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PPRNP HORS PART 2014	2019-02392 : Restauration du pont romain de	204142	7 020,00	9,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00239 : Dotation voirie 2020	204142	3 185,00	4,32
Total			10 205,00	13,83

Nom de la commune (1) : MESTES

Numéro de SIREN : 21191350400018

Population de la commune : 359

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03006 : Numérotation et dénomination d	204142	3 487,00	9,71
Finances-SYMA/SMAT	2020-03048 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	244,68	0,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02156 : Dotation voirie 2018	204142	1 624,00	4,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00292 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	16,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00241 : Dotation voirie 2020	204142	3 324,00	9,26
Total			14 679,68	40,88

Nom de la commune (1) : MEYMAC

Numéro de SIREN : 21191360300018

Population de la commune : 2 562

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03485 : Travaux d'assainissement rue d	204142	36 935,00	14,42
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03486 : Travaux d'alimentation en eau	204142	18 123,00	7,07
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01885 : Numérotation et dénomination d	204141	2 726,00	1,06
OBJET NP 2014	2020-01765 : Réfection de la sculpture Jaco	204141	4 260,00	1,66
Sport : Pleine nature	2020-02773 : SSN été 2020	65734	41,00	0,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00425 : Voirie, dotation 2017	204142	20 000,00	7,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02157 : Dotation voirie 2018	204142	20 000,00	7,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00294 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	7,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00242 : Dotation voirie 2020	204142	14 162,00	5,53
Total			136 247,00	53,19

Nom de la commune (1) : MEYRIGNAC-L'EGLISE

Numéro de SIREN : 21191370200018

Population de la commune : 62

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02730 : Isolation & changt menuiseries	204142	2 000,00	32,26
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2018-02692 : Révision profil de baignade du	204142	3 964,00	63,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00296 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	96,77
Total			11 964,00	192,97

Nom de la commune (1) : MEYSSAC

Numéro de SIREN : 21191380100018

Population de la commune : 1 328

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-03119 : Aménagement vestiaires douches	204142	1 084,00	0,82
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03733 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	3,01
Finances-SYMA/SMAT	2020-03049 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	775,23	0,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00214 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	4,52
Total			11 859,23	8,93

Nom de la commune (1) : MILLEVACHES

Numéro de SIREN : 2119139000018

Population de la commune : 82

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02701 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	36,59
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02486 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	36,59
Finances-SYMA/SMAT	2020-03050 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02160 : Dotation voirie 2018	204142	3 122,00	38,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00265 : Dotation voirie 2019	204142	7 166,00	87,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00217 : Dotation voirie 2020	204142	7 166,00	87,39
Total			23 529,96	286,96

Nom de la commune (1) : MONCEAUX-SUR-DORDOGNE

Numéro de SIREN : 2119140070011

Population de la commune : 655

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-01842 : Révision schéma directeur asst	204141	4 895,00	7,47
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02520 : Travaux de rénovation logt	204142	5 644,00	8,62
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-01561 : Travaux de mise en accessibili	204142	2 811,00	4,29
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01437 : Travaux de mise en accessibili	204142	206,00	0,31
Constructions publiques	2019-02929 : Restauration de la stèle	204142	1 197,00	1,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00337 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	30,53
Total			34 753,00	53,05

Nom de la commune (1) : MONESTIER-MERLINES

Numéro de SIREN : 2119141060011

Population de la commune : 305

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01535 : Numérotation et dénomination d	204142	1 422,00	4,66
Finances-SYMA/SMAT	2020-03051 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	176,94	0,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00272 : Dotation voirie 2019	204142	467,00	1,53
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00223 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	19,67
Total			8 065,94	26,44

Nom de la commune (1) : MONESTIER-PORT-DIEU				
Numéro de SIREN : 21191420500011				
Population de la commune : 105				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03052 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	88,56	0,84
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00225 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	95,24
Total			10 088,56	96,08

Nom de la commune (1) : MONTAIGNAC-SAINT-HIPPOLYTE				
Numéro de SIREN : 21191430400012				
Population de la commune : 592				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 RDT	2017-02462 : RD10 - Aménagement aux abords	204142	5 857,00	9,89
Constructions publiques	2019-02444 : Réfection couverture atelier	204142	4 115,00	6,95
Finances-SYMA/SMAT	2020-03053 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 687,37	2,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00431 : Voirie, dotation 2017	204142	10 000,00	16,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02165 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	16,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00279 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	16,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00228 : Dotation voirie 2020	204142	6 656,00	11,24
Total			48 315,37	81,60

Nom de la commune (1) : MONTGIBAUD				
Numéro de SIREN : 21191440300012				
Population de la commune : 244				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02007 : Numérotation et dénomination d	204142	1 648,00	6,75
Finances-SYMA/SMAT	2020-03054 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	450,67	1,85
OBJET NP 2014	2020-02592 : Remplacement du système de fon	204141	1 281,00	5,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00282 : Dotation voirie 2019	204142	3 236,00	13,26
Total			6 615,67	27,11

Nom de la commune (1) : MOUSTIER-VENTADOUR				
Numéro de SIREN : 21191450200011				
Population de la commune : 526				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01217 : Restauration du lavoir et de l	204142	6 119,00	11,63
Finances-SYMA/SMAT	2020-03055 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,36

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00432 : Voirie, dotation 2017	204142	4 121,00	7,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02167 : Dotation voirie 2018	204142	4 195,00	7,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00284 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	38,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00234 : Dotation voirie 2020	204142	12 146,00	23,09
2016 AEP	2019-01561 : Renouvellement du réseau AEP d	204142	18 914,00	35,96
Total			65 684,90	124,87

Nom de la commune (1) : NAVES

Numéro de SIREN : 21191460100011

Population de la commune : 2 550

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01372 : Restruct. rénovation école T1	204142	30 000,00	11,76
2016 RDT	2019-03434 : RD1120 Aménagement en traverse	204142	30 000,00	11,76
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01302 : Numérotation et dénomination d	204142	2 009,00	0,79
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01746 : Numérotation et dénominations	204142	2 168,00	0,85
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02898 : Concept° support oeuvre Cheval	204142	1 996,00	0,78
Finances-SYMA/SMAT	2020-03056 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	3 666,13	1,44
OBJET NP 2014	2015-04652 : Restauration et conservation d	204141	9 623,00	3,77
Total			79 462,13	31,15

Nom de la commune (1) : NESPOULS

Numéro de SIREN : 21191470000011

Population de la commune : 649

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03487 : Création mairie et agence T1	204142	30 000,00	46,22
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01184 : Création mairie et agence T2	204142	24 000,00	36,98
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-00362 : Aménagement de bourg	204142	12 387,00	19,09
Total			66 387,00	102,29

Nom de la commune (1) : NEUVIC

Numéro de SIREN : 21191480900010

Population de la commune : 1 902

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03057 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 519,20	0,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00202 : Dotation voirie 2020	204142	41 763,00	21,96
Total			43 282,20	22,76

Nom de la commune (1) : NEUVILLE

Numéro de SIREN : 21191490800010

Population de la commune : 194

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04261 : Numérotation et dénomination d	204142	1 089,00	5,61
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02555 : Mise sécurité installat° cloch	204142	518,00	2,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00436 : Voirie, Dotation 2017	204142	3 782,00	19,49
Total			5 389,00	27,77

Nom de la commune (1) : NOAILHAC

Numéro de SIREN : 21191500400017

Population de la commune : 384

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-04292 : Aménagement d'espaces publics	204142	50 000,00	130,21
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03267 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	65,10
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01147 : Aménagement d'espaces publics	204142	22 325,00	58,14
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-01585 : Aménagement d'espaces publics	204142	2 675,00	6,97
Finances-SYMA/SMAT	2020-03058 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	243,96	0,64
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2019-02251 : Valorisation intérieure de l'é	204141	426,00	1,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00256 : Dotation voirie 2019	204142	4 384,00	11,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00210 : Dotation voirie 2020	204142	4 014,00	10,45
Total			109 067,96	284,04

Nom de la commune (1) : NOAILLES

Numéro de SIREN : 21191510300017

Population de la commune : 928

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01668 : Numérotation et dénomination d	204141	264,00	0,28
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-00018 : Aménagements d'espaces publics	204142	8 864,00	9,55
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-00302 : Aménagement d'espaces publics	204142	5 971,00	6,43
Finances-SYMA/SMAT	2020-03059 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	231,90	0,25
PATRIMOINE NP 2014	2020-01213 : Travaux de rénovation de l'égl	204142	3 000,00	3,23
Total			18 330,90	19,74

Nom de la commune (1) : NONARDS

Numéro de SIREN : 21191520200017

Population de la commune : 455

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03060 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,08

Total	37,98	0,08
--------------	--------------	-------------

Nom de la commune (1) : OBJAT
Numéro de SIREN : 21191530100017

Population de la commune : 3 735

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03005 : Etude faisabilité salle congrè	204141	1 245,00	0,33
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03139 : Création salles sportives pisc	204142	101 900,00	27,28
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03140 : Aménagement espaces publics T1	204142	25 000,00	6,69
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03141 : Aménagement espaces publics T2	204142	25 000,00	6,69
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00242 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	2,68
Total			163 145,00	43,67

Nom de la commune (1) : ORGNAC-SUR-VEZERE
Numéro de SIREN : 21191540000017

Population de la commune : 318

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03061 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	115,95	0,36
PATRIMOINE NP 2014	2019-02424 : Restauration et mise en valeur	204142	60 000,00	188,68
PATRIMOINE NP 2014	2020-00299 : Restauration et mise en valeur	204142	54 812,00	172,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00439 : Voirie, Dotation 2017	204142	5 868,00	18,45
Total			120 795,95	379,85

Nom de la commune (1) : ORLIAC-DE-BAR
Numéro de SIREN : 21191550900015

Population de la commune : 287

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2016-02164 : Mise en place des périmètres d	204142	2 267,00	7,90
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00653 : Construction d'une maison des	204142	20 000,00	69,69
2016 ESPACES PUBLICS	2017-00301 : Aménagement d'espaces publics	204142	10 750,00	37,46
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01722 : Numérotation et dénomination d	204142	3 275,00	11,41
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-01877 : Création espace commercial(T2)	204142	11 535,00	40,19
Constructions publiques	2017-00589 : Construction d'un garage commu	204142	4 000,00	13,94
Constructions publiques	2018-01253 : Construct. garage communal T2	204142	6 750,00	23,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02177 : Dotation voirie 2018	204142	1 310,00	4,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00286 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	20,91
Total			65 887,00	229,58

Nom de la commune (1) : PALAZINGES

Numéro de SIREN : 21191560800015

Population de la commune : 155

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02471 : Création d'un auvent et mise a	204142	4 511,00	29,10
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01581 : Aménagement des abords de la m	204142	2 135,00	13,77
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04223 : Numérotation et dénomination d	204142	1 800,00	11,61
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02702 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	1 384,00	8,93
Constructions publiques	2020-01432 : Equipements pour la Maison	204142	1 581,00	10,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00206 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	38,71
Total			17 411,00	112,32

Nom de la commune (1) : PALISSE

Numéro de SIREN : 21191570700015

Population de la commune : 227

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03062 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	494,00	2,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00212 : Dotation voirie 2019	204142	10 368,00	45,67
Total			10 862,00	47,85

Nom de la commune (1) : PANDRIGNES

Numéro de SIREN : 21191580600015

Population de la commune : 170

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02703 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	17,65
Finances-SYMA/SMAT	2020-03063 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,98	2,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00214 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	35,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00167 : Dotation voirie 2020	204142	3 107,00	18,28
Total			12 486,98	73,46

Nom de la commune (1) : PERET-BEL-AIR

Numéro de SIREN : 21191590500015

Population de la commune : 93

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02704 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	32,26
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02501 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	32,26
Constructions publiques	2020-01194 : Agrandissement du hangar commu	204142	3 621,00	38,94
Finances-SYMA/SMAT	2020-03116 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	2,04
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2020-02851 : Restauration du tabernacle, pr	204141	2 316,00	24,90

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00172 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	64,52
Total			18 126,90	194,92

Nom de la commune (1) : PEROLS-SUR-VEZERE				
Numéro de SIREN : 21191600200010				
Population de la commune : 187				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2020-01731 : Création de toilettes publique	204142	5 000,00	26,74
Finances-SYMA/SMAT	2020-03065 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	17,67	0,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00220 : Dotation voirie 2019	204142	4 774,00	25,53
Total			9 791,67	52,36

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-BLANC				
Numéro de SIREN : 21191610100010				
Population de la commune : 474				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03067 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	733,23	1,55
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02746 : Acquisition d'un broyeur d'acc	204141	2 120,00	4,47
Total			2 853,23	6,02

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-NOIR				
Numéro de SIREN : 21191620000010				
Population de la commune : 1 185				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03778 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	3,38
Finances-SYMA/SMAT	2020-03068 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	150,67	0,13
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-01196 : Acquisition de matériel de voi	204141	5 000,00	4,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00227 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	8,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00179 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	8,44
Total			29 150,67	24,61

Nom de la commune (1) : LE PESCHER				
Numéro de SIREN : 21191630900019				
Population de la commune : 295				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01692 : Construction de toilettes publ	204142	13 950,00	47,29
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01485 : Numérotation et dénomination d	204142	3 315,00	11,24
Finances-SYMA/SMAT	2020-03031 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	117,96	0,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Sport : Pleine nature	2020-03651 : PDIPR 2020	65734	146,00	0,49
Total			17 528,96	59,42

Nom de la commune (1) : PEYRELEVADE

Numéro de SIREN : 21191640800019

Population de la commune : 861

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03070 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	176,71	0,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2015-01560 : PDS Renforcement VC chez le Pr	204142	6 060,00	7,04
Total			6 236,71	7,25

Nom de la commune (1) : PEYRISSAC

Numéro de SIREN : 21191650700018

Population de la commune : 130

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03287 : Réfection de la toiture et des	204142	5 599,00	43,07
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01339 : Installation pompes à chaleur	204142	1 290,00	9,92
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02530 : Isolation appartements complt	204142	622,00	4,78
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02705 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	23,08
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02502 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	699,00	5,38
Constructions publiques	2019-03288 : Equipements extérieurs pour le	204142	968,00	7,45
Constructions publiques	2019-03350 : Travaux de réfection cimetière	204142	1 763,00	13,56
Constructions publiques	2019-03351 : Divers équipements communaux	204142	1 628,00	12,52
Finances-SYMA/SMAT	2020-03073 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	151,92	1,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00233 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	46,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00185 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	46,15
Total			27 720,92	213,23

Nom de la commune (1) : PIERREFITTE

Numéro de SIREN : 21191660600018

Population de la commune : 91

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01321 : Restauration 2 logements (T2)	204142	7 628,00	83,82
Finances-SYMA/SMAT	2020-03074 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	113,94	1,25
Total			7 741,94	85,07

Nom de la commune (1) : CONFOLENT-PORT-DIEU

Numéro de SIREN : 21191670500018

Population de la commune : 40				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PPRNP HORS PART 2014	2019-01719 : Restauration du four communal	204142	13 377,00	334,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00238 : Dotation voirie 2019	204142	1 010,00	25,25
Total			14 387,00	359,67

Nom de la commune (1) : PRADINES				
Numéro de SIREN : 21191680400019				
Population de la commune : 94				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04414 : Numérotation et dénomination d	204142	818,00	8,70
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02710 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	31,91
Finances-SYMA/SMAT	2020-03075 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	88,36	0,94
PATRIMOINE NP 2014	2017-03790 : Restauration intérieure de l'é	204142	15 000,00	159,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00758 : Voirie, dotation 2017	204142	2 113,00	22,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02225 : Dotation voirie 2018	204142	6 664,00	70,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00239 : Dotation voirie 2019	204142	4 792,00	50,98
Total			32 475,36	345,47

Nom de la commune (1) : PUY-D'ARNAC				
Numéro de SIREN : 21191690300019				
Population de la commune : 292				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03235 : Informatique école - tranche 2	204141	786,00	2,69
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01744 : Accessibilité aux cimetières	204142	3 355,00	11,49
Total			4 141,00	14,18

Nom de la commune (1) : QUEYSSAC-LES-VIGNES				
Numéro de SIREN : 21191700000013				
Population de la commune : 211				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01904 : Informatique école	204141	1 191,00	5,64
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01905 : Travaux de réfection des sols	204142	3 504,00	16,61
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02736 : Numérotation et dénomination d	204142	1 965,00	9,31
PPRNP HORS PART 2014	2019-01984 : Restauration Petit patrimoine	204142	10 000,00	47,39
Total			16 660,00	78,95

Nom de la commune (1) : REYGADES				
----------------------------------	--	--	--	--

Numéro de SIREN : 21191710900012

Population de la commune : 193

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2016-03035 : Etude diagnostique de réseau e	204141	2 105,00	10,91
Total			2 105,00	10,91

Nom de la commune (1) : RILHAC-TREIGNAC

Numéro de SIREN : 21191720800012

Population de la commune : 117

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00048 : Réfection toiture salle polyv.	204142	6 487,00	55,44
OBJET NP 2014	2019-02376 : Restauration de mobilier à l'é	204141	3 253,00	27,80
Total			9 740,00	83,24

Nom de la commune (1) : RILHAC-XAINTRIE

Numéro de SIREN : 21191730700012

Population de la commune : 306

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-02203 : Etude diagnostic des installat	204141	12 166,00	39,76
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01899 : Numérotation et dénomination d	204142	1 680,00	5,49
Finances-SYMA/SMAT	2020-03076 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	35,34	0,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00183 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	19,61
Total			19 881,34	64,98

Nom de la commune (1) : LA ROCHE-CANILLAC

Numéro de SIREN : 21191740600012

Population de la commune : 146

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03013 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	160,32	1,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00759 : Voirie, dotation 2017	204142	2 704,00	18,52
Total			2 864,32	19,62

Nom de la commune (1) : ROCHE-LE-PEYROUX

Numéro de SIREN : 21191750500011

Population de la commune : 96

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-03261 : Bordures bois boulodromes	204142	660,00	6,88
Constructions publiques	2020-02647 : Extension du garage communal	204142	1 382,00	14,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Finances-SYMA/SMAT	2020-03077 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	50,40	0,52
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-02484 : Achat d'une lame de déneigemen	204141	2 002,00	20,85
PATRIMOINE NP 2014	2020-02648 : Restauration du bénitier et re	204142	727,00	7,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02230 : Dotation voirie 2018	204142	467,00	4,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00192 : Dotation voirie 2019	204142	10 183,00	106,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00146 : Dotation voirie 2020	204142	2 777,00	28,93
Total			18 248,40	190,08

Nom de la commune (1) : ROSIERS-D'EGLETONS				
Numéro de SIREN : 21191760400012				
Population de la commune : 1 109				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01509 : Numérotation et dénomination d	204141	3 462,00	3,12
Finances-SYMA/SMAT	2020-03078 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	21,00	0,02
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-03484 : Acquisition d'une saleuse	204141	1 920,00	1,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00149 : Dotation voirie 2020	204142	5 278,00	4,76
Total			10 681,00	9,63

Nom de la commune (1) : ROSIERS-DE-JUILLAC				
Numéro de SIREN : 21191770300012				
Population de la commune : 185				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02433 : Réhabilitat. ancienne école T1	204142	5 000,00	27,03
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02435 : Réhabilitat. ancienne école T2	204142	23 228,00	125,56
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01655 : Numérotation et dénomination de	204142	1 650,00	8,92
Total			29 878,00	161,51

Nom de la commune (1) : SADROC				
Numéro de SIREN : 21191780200012				
Population de la commune : 953				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
PATRIMOINE NP 2014	2019-03050 : Réfection de la chapelle Nord	204142	6 799,00	7,13
Total			6 799,00	7,13

Nom de la commune (1) : SAILLAC				
Numéro de SIREN : 21191790100012				
Population de la commune : 211				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01666 : Numérotation et dénomination d	204142	2 132,00	10,10
Constructions publiques	2018-01684 : Aménagement d'un parking pour	204142	1 376,00	6,52
Finances-SYMA/SMAT	2020-03079 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	108,67	0,52
Total			3 616,67	17,14

Nom de la commune (1) : SAINT-ANGEL

Numéro de SIREN : 21191800800015

Population de la commune : 723

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 RDT	2018-04233 : RD979 Aménagement en traverse	204142	30 000,00	41,49
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-01256 : Aménagement des espaces public	204142	7 084,00	9,80
Finances-SYMA/SMAT	2020-03080 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,53
PPRNP HORS PART 2014	2019-02548 : Réfection d'un lavoir	204142	18 431,00	25,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00160 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	27,66
Total			75 894,80	104,97

Nom de la commune (1) : SAINT-AUGUSTIN

Numéro de SIREN : 21191810700015

Population de la commune : 430

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01500 : Réserve incendie du Tourondel	204141	3 788,00	8,81
Finances-SYMA/SMAT	2020-03081 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	384,00	0,89
Total			4 172,00	9,70

Nom de la commune (1) : SAINT-AULAIRE

Numéro de SIREN : 21191820600015

Population de la commune : 802

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02653 : Réfection de la toiture école	204142	9 006,00	11,23
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01296 : Numérotation et dénomination d	204142	2 072,00	2,58
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-03202 : Acquisition de matériels pour	204141	3 598,00	4,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00213 : Dotation voirie 2019	204142	8 803,00	10,98
Total			23 479,00	29,28

Nom de la commune (1) : SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC

Numéro de SIREN : 21191840400016

Population de la commune : 134

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02713 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	720,00	5,37
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02866 : Travaux de génie civil	204142	4 920,00	36,72
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2018-04295 : Aménagement d'espaces publics	204142	22 525,00	168,10
Finances-SYMA/SMAT	2020-03082 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	91,69	0,68
Total			28 256,69	210,87

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-ELVERT				
Numéro de SIREN : 21191860200015				
Population de la commune : 212				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01340 : Rénovation énergétique de bâti	204142	11 694,00	55,16
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01342 : Rénovation énergétique logts	204142	2 485,00	11,72
PATRIMOINE NP 2014	2020-02418 : Remplacement du paratonnerre d	204142	6 277,00	29,61
Total			20 456,00	96,49

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-LA-RIVIERE				
Numéro de SIREN : 21191870100015				
Population de la commune : 392				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03083 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	56,97	0,15
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-01813 : Achat d'un broyeur d'accotemen	204141	2 960,00	7,55
Total			3 016,97	7,70

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-L-ENFANTIER				
Numéro de SIREN : 21191880000015				
Population de la commune : 405				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2017-01725 : Réaménagement de la place publ	204142	16 000,00	39,51
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2019-02486 : Réfection de toiture sur bâtiment	204142	4 461,00	11,01
Finances-SYMA/SMAT	2020-03084 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,47
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02256 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	14,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00234 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	14,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00184 : Dotation voirie 2020	204142	2 308,00	5,70
Total			34 958,90	86,31

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE				
Numéro de SIREN : 21191890900014				
Population de la commune : 49				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01319 : Numérotation et dénomination d	204142	582,00	11,88
Total			582,00	11,88

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-PRES-BORT				
Numéro de SIREN : 21191900600018				
Population de la commune : 196				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02258 : Aménagement des abords de la s	204142	8 988,00	45,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02258 : Dotation voirie 2018	204142	3 212,00	16,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00241 : Dotation voirie 2019	204142	3 288,00	16,78
Total			15 488,00	79,03

Nom de la commune (1) : SAINT-CERNIN-DE-LARCHE				
Numéro de SIREN : 21191910500018				
Population de la commune : 660				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01396 : Numérotation et dénomination d	204142	3 561,00	5,40
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01376 : Sécurisat® site industriel T1	204142	61 525,00	93,22
Finances-SYMA/SMAT	2020-03086 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	872,41	1,32
Total			65 958,41	99,94

Nom de la commune (1) : SAINT-CHAMANT				
Numéro de SIREN : 21191920400019				
Population de la commune : 492				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01911 : Numérotation et dénomination d	204142	3 692,00	7,50
Finances-SYMA/SMAT	2020-03089 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	243,96	0,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00479 : Voirie, Dotation 2017	204142	859,00	1,75
Total			4 794,96	9,75

Nom de la commune (1) : SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE				
Numéro de SIREN : 21191930300019				
Population de la commune : 181				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-03113 : Sectorisation alimentation en	204142	1 734,00	9,58
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-01343 : Travaux de mise en accessibili	204142	4 543,00	25,10
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-01399 : Travaux de mise en accessibili	204142	893,00	4,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01679 : Numérotation et dénomination d	204142	2 532,00	13,99
Constructions publiques	2020-01401 : Divers équipements communaux	204142	745,00	4,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00203 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	33,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02863 : Voirie -Programmation compléme	204142	3 840,00	21,22
Total			20 287,00	112,09

Nom de la commune (1) : SAINT-CLEMENT

Numéro de SIREN : 21191940200019

Population de la commune : 1 358

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-04334 : Réhabilitation de l'ancienne p	204142	11 254,00	8,29
Finances-SYMA/SMAT	2020-03090 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	231,90	0,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00206 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	4,42
Total			17 485,90	12,88

Nom de la commune (1) : SAINT-CYPRIEN

Numéro de SIREN : 21191950100018

Population de la commune : 390

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02281 : Travaux d'accessibilité ERP T3	204142	317,00	0,81
Finances-SYMA/SMAT	2020-03091 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,19
Total			392,96	1,00

Nom de la commune (1) : SAINT-CYR-LA-ROCHE

Numéro de SIREN : 21191960000018

Population de la commune : 513

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2020-03413 : Réfection du préau de l'école	204142	745,00	1,45
Finances-SYMA/SMAT	2020-03092 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	260,59	0,51
Total			1 005,59	1,96

Nom de la commune (1) : SAINT-ELOY-LES-TUILERIES

Numéro de SIREN : 21191980800017

Population de la commune : 102

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02715 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	29,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00172 : Dotation voirie 2019	204142	3 580,00	35,10
Total			6 580,00	64,51

Nom de la commune (1) : SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS				
Numéro de SIREN : 21191990700017				
Population de la commune : 232				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2020-02600 : Pose compteurs d'antenne sur I	204142	599,00	2,58
Finances-SYMA/SMAT	2020-03095 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	94,95	0,41
PATRIMOINE NP 2014	2019-02766 : Réfection de la toiture et des	204142	1 004,00	4,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00173 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	43,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00129 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	43,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-02861 : Voirie -Programmation compléme	204142	7 395,00	31,88
Total			29 092,95	125,40

Nom de la commune (1) : SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE				
Numéro de SIREN : 21192000400010				
Population de la commune : 100				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03399 : Numérotation et dénomination d	204142	720,00	7,20
Finances-SYMA/SMAT	2020-03096 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	521,80	5,22
Total			1 241,80	12,42

Nom de la commune (1) : SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES				
Numéro de SIREN : 21192010300010				
Population de la commune : 608				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2017-00873 : Mise en accessibilité PMR	204142	3 353,00	5,51
Finances-SYMA/SMAT	2020-03097 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	565,81	0,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00178 : Dotation voirie 2019	204142	19 946,00	32,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00132 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	32,89
Total			43 864,81	72,14

Nom de la commune (1) : SAINTE-FEREOLE				
Numéro de SIREN : 21192020200010				
Population de la commune : 1 981				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01869 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	2,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00501 : Voirie, Dotation 2017	204142	14 452,00	7,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02269 : Dotation voirie 2018	204142	24 854,00	12,55
Total			43 306,00	21,87

Nom de la commune (1) : SAINTE-FORTUNADE				
Numéro de SIREN : 21192030100010				
Population de la commune : 1 875				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-01448 : Rénovation salle polyvalente	204142	871,00	0,46
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01561 : Construction d'un vestiaire T1	204142	46 857,00	24,99
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02609 : Réaménagement de la place de l	204142	23 417,00	12,49
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-03938 : Numérotation et dénomination d	204142	3 990,00	2,13
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-00383 : Numérotation et dénomination d	204142	3 311,00	1,77
Finances-SYMA/SMAT	2020-03093 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	273,90	0,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00182 : Dotation voirie 2019	204142	9 025,00	4,81
Total			87 744,90	46,80

Nom de la commune (1) : SAINT-FREJOUX				
Numéro de SIREN : 21192040000010				
Population de la commune : 297				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02556 : Réfection des volets du logt	204142	651,00	2,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00141 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	33,67
Total			10 651,00	35,86

Nom de la commune (1) : SAINT-GENIEZ-O-MERLE				
Numéro de SIREN : 21192050900018				
Population de la commune : 92				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-02530 : Mise en place équipements sect	204142	8 276,00	89,96
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01613 : Restauration d'une annexe	204142	1 475,00	16,03
Finances-SYMA/SMAT	2020-03098 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	159,67	1,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00188 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	65,22
Total			15 910,67	172,95

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LAVOLPS				
Numéro de SIREN : 21192060800018				
Population de la commune : 88				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02717 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	45,45
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02510 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	45,45
Finances-SYMA/SMAT	2020-03099 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	117,96	1,34

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Tvx Investissement sur VC, CR	2015-04545 : Travaux sur le CR Imbort - End	204142	5 064,00	57,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00145 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	113,64
Total			23 181,96	263,43

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES				
Numéro de SIREN : 21192070700018				
Population de la commune : 1 145				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02400 : Travaux dans salle polyvalente	204142	3 814,00	3,33
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01125 : Numérotation et dénomination d	204142	4 000,00	3,49
Finances-SYMA/SMAT	2020-03100 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	231,90	0,20
Total			8 045,90	7,02

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-FOISSAC				
Numéro de SIREN : 21192080600018				
Population de la commune : 191				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2020-02874 : Mise aux normes accessibilité	204142	4 828,00	25,28
Constructions publiques	2020-03247 : Petits équipements communaux	204142	1 484,00	7,77
PATRIMOINE NP 2014	2020-01553 : Restauration de la chapelle de	204142	18 000,00	94,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00198 : Dotation voirie 2019	204142	8 180,00	42,83
Total			32 492,00	170,12

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LES-COURBES				
Numéro de SIREN : 21192090500018				
Population de la commune : 160				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02117 : Création d'un point internet	204142	440,00	2,75
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01795 : Numérotation et dénomination d	204142	1 868,00	11,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00201 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	62,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00153 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	62,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03215 : Voirie - Programme complémenta	204142	6 079,00	37,99
Total			28 387,00	177,42

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LUC				
Numéro de SIREN : 21192100200013				
Population de la commune : 70				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02852 : Acquisition matériel informat.	204141	331,00	4,73
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01757 : Numérotation et dénomination d	204142	685,00	9,79
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02718 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	42,86
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02511 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	42,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00203 : Dotation voirie 2019	204142	6 382,00	91,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00156 : Dotation voirie 2020	204142	6 382,00	91,17
Total			19 780,00	282,58

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-PEYROUX				
Numéro de SIREN : 21192110100013				
Population de la commune : 998				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01380 : Réfection petite salle polyval	204142	12 600,00	12,63
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02456 : Travaux de rénovation de la pe	204142	1 640,00	1,64
Finances-SYMA/SMAT	2020-03101 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 113,03	1,12
Total			15 353,03	15,39

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-TAURIEUX				
Numéro de SIREN : 21192120000013				
Population de la commune : 109				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02494 : Numérotation et dénomination d	204142	1 589,00	14,58
Total			1 589,00	14,58

Nom de la commune (1) : SAINT-JAL				
Numéro de SIREN : 21192130900012				
Population de la commune : 646				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02018 : Aménagt local en salle réunion	204142	1 609,00	2,49
EDIFICE INSCRIT 2014	2020-01421 : Réfection des 2 portes princip	204142	2 755,00	4,26
Finances-SYMA/SMAT	2020-03102 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	543,33	0,84
OBJET NP 2014	2019-02544 : Changement d'un battant de clo	204141	564,00	0,87
Total			5 471,33	8,46

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-AUX-BOIS				
Numéro de SIREN : 21192140800012				
Population de la commune : 474				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01388 : Remplacement de la chaudière e	204142	7 315,00	15,43
Finances-SYMA/SMAT	2020-03103 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,80
Total			7 694,80	16,23

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-LE-PELERIN				
Numéro de SIREN : 21192150700011				
Population de la commune : 132				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2019-02974 : Réfection allées cimetière T1	204142	3 750,00	28,41
Constructions publiques	2019-02975 : Réfection allées cimetière T2	204142	4 178,00	31,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00137 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	45,45
Total			13 928,00	105,51

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS				
Numéro de SIREN : 21192160600011				
Population de la commune : 252				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03826 : Numérotation et dénomination d	204142	1 296,00	5,14
Finances-SYMA/SMAT	2020-03104 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	70,69	0,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00764 : Voirie, dotation 2017	204142	11 239,00	44,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02283 : Dotation voirie 2018	204142	12 497,00	49,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00138 : Dotation voirie 2019	204142	12 497,00	49,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00094 : Dotation voirie 2020	204142	12 418,00	49,28
Total			50 017,69	198,48

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-MAUMONT				
Numéro de SIREN : 21192170500011				
Population de la commune : 161				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03002 : Numérotation et dénomination d	204142	2 142,00	13,30
Finances-SYMA/SMAT	2020-03105 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	595,93	3,70
PATRIMOINE NP 2014	2019-02610 : Restauration de la chapelle -	204142	14 823,00	92,07
Total			17 560,93	109,07

Nom de la commune (1) : SAINTE-MARIE-LAPANOUZE				
Numéro de SIREN : 21192190300012				
Population de la commune : 60				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Finances-SYMA/SMAT	2020-03094 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 039,74	17,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00142 : Dotation voirie 2019	204142	6 218,00	103,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00098 : Dotation voirie 2020	204142	6 218,00	103,63
Total			13 475,74	224,59

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL				
Numéro de SIREN : 2119220000016				
Population de la commune : 494				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02607 : Réfection du chauffage de la m	204142	990,00	2,00
2016 EQUIP SPORT REHAB	2019-03203 : Travaux clôture à la piscine e	204142	1 991,00	4,03
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01320 : Numérotation et dénomination d	204142	3 408,00	6,90
Autres Equip cnaux EP multipl	2015-00162 : Travaux de restauration du mur	204142	2 616,00	5,30
Finances-SYMA/SMAT	2020-03106 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	421,80	0,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00520 : Voirie, Dotation 2017	204142	671,00	1,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02286 : Dotation voirie 2018	204142	350,00	0,71
Total			10 447,80	21,15

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-LA-MEANNE				
Numéro de SIREN : 21192220800015				
Population de la commune : 352				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00051 : Réaménagement foyer rural	204142	30 000,00	85,23
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-02688 : Travaux de mise en accessibili	204142	15 000,00	42,61
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03252 : Numérotation et dénomination d	204142	1 663,00	4,72
Finances-SYMA/SMAT	2020-03107 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	58,98	0,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00148 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	28,41
Total			56 721,98	161,14

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-SEPERT				
Numéro de SIREN : 21192230700015				
Population de la commune : 276				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-01834 : Aménagement de bourg - 1ère an	204142	6 435,00	23,32
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-00300 : Aménagement de bourg - 2ème an	204142	25 000,00	90,58
Finances-SYMA/SMAT	2020-03108 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	73,32	0,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02289 : Dotation voirie 2018	204142	6 987,00	25,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00150 : Dotation voirie 2019	204142	2 101,00	7,61
Total			40 596,32	147,10

Nom de la commune (1) : SAINT-MERD-DE-LAPLEAU				
Numéro de SIREN : 21192250500014				
Population de la commune : 176				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2018-02754 : Création atelier municipal T3	204142	2 936,00	16,68
Constructions publiques	2020-03556 : Changement des panneaux d'affi	204142	1 362,00	7,74
Finances-SYMA/SMAT	2020-03109 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00108 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	34,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03602 : Voirie Complémentaire -redéplo	204142	9 318,00	52,94
Total			19 653,98	111,67

Nom de la commune (1) : SAINT-MERD-LES-OUSSINES				
Numéro de SIREN : 21192260400015				
Population de la commune : 132				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02091 : Numérotation et dénomination d	204142	1 670,00	12,65
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02719 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	22,73
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02512 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	22,73
Finances-SYMA/SMAT	2020-03110 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	122,16	0,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02297 : Dotation voirie 2018	204142	3 070,00	23,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00156 : Dotation voirie 2019	204142	8 573,00	64,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00112 : Dotation voirie 2020	204142	5 568,00	42,18
Total			25 003,16	189,43

Nom de la commune (1) : SAINT-MEXANT				
Numéro de SIREN : 21192270300015				
Population de la commune : 1 340				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00524 : Voirie, Dotation 2017	204142	6 000,00	4,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02300 : Dotation voirie 2018	204142	4 755,00	3,55
Total			10 755,00	8,03

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU				
Numéro de SIREN : 21192280200015				
Population de la commune : 68				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03497 : Installation de deux logements	204142	12 000,00	176,47

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02720 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	44,12
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01335 : Panneaux signalétiques	204142	826,00	12,15
Constructions publiques	2020-01215 : Embellissement du bourg	204142	1 574,00	23,15
Finances-SYMA/SMAT	2020-03111 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	99,15	1,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00770 : Voirie, dotation 2017	204142	3 215,00	47,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00160 : Dotation voirie 2019	204142	6 782,00	99,74
Total			27 496,15	404,37

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LANCHE				
Numéro de SIREN : 21192290100015				
Population de la commune : 4 868				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2018-00074 : Création d'un espace socio cul	204142	6 015,00	1,24
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-00346 : Création d'une garderie au cen	204142	30 000,00	6,16
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01541 : Aménagt salles multi-activités	204142	30 000,00	6,16
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01542 : Aménagt salles multi-acti. T2	204142	30 000,00	6,16
2016 ESPACES PUBLICS	2017-01893 : Aménagement des abords du bâti	204142	16 000,00	3,29
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-00073 : Travaux de mise en accessibili	204142	2 938,00	0,60
Finances-SYMA/SMAT	2020-03112 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	5 901,13	1,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00096 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	4,11
Total			140 854,13	28,93

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-CORBIER				
Numéro de SIREN : 21192300800018				
Population de la commune : 421				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02861 : Création épicerie + restaurant	204142	37 522,00	89,13
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01319 : Créat° épicerie/restaurt cplt	204142	2 829,00	6,72
Finances-SYMA/SMAT	2020-03114 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	196,69	0,47
Total			40 547,69	96,32

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE				
Numéro de SIREN : 21192310700018				
Population de la commune : 179				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02467 : Installation de radiateurs	204142	667,00	3,73
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02365 : Changement des portes T2	204142	2 503,00	13,98
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02466 : Travaux d'accessibilité d'une	204142	857,00	4,79
Finances-SYMA/SMAT	2020-03115 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	215,10	1,20

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

PATRIMOINE NP 2014	2019-01530 : Restauration de la mezzanine d	204142	2 577,00	14,40
Total			6 819,10	38,10

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX				
Numéro de SIREN : 21192330500018				
Population de la commune : 309				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02306 : Dotation voirie 2018	204142	2 524,00	8,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00108 : Dotation voirie 2019	204142	4 120,00	13,33
Total			6 644,00	21,50

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-L'ORTIGIER				
Numéro de SIREN : 21192340400019				
Population de la commune : 487				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2016-02406 : Rénovation salle associations	204142	768,00	1,58
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2018-01392 : Mise aux normes access. école	204142	3 536,00	7,26
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01329 : Numérotation et dénomination d	204142	1 680,00	3,45
Finances-SYMA/SMAT	2020-03118 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	141,37	0,29
Total			6 125,37	12,58

Nom de la commune (1) : SAINT-PAUL				
Numéro de SIREN : 21192350300018				
Population de la commune : 227				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03120 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	88,36	0,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00529 : Voirie, Dotation 2017	204142	1 286,00	5,67
Total			1 374,36	6,06

Nom de la commune (1) : SAINT-PRIEST-DE-GIMEL				
Numéro de SIREN : 21192360200018				
Population de la commune : 499				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00044 : Travaux de mise en accessibili	204142	332,00	0,67
Finances-SYMA/SMAT	2020-03121 : COVID-MASQUES-REVERSEMENT DE L	65734	151,92	0,30
Total			483,92	0,97

Nom de la commune (1) : SAINT-PRIVAT				
---	--	--	--	--

Numéro de SIREN : 21192370100018

Population de la commune : 1 096

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2016-03302 : Réhabilitation du réseau d'ass	204142	42 478,00	38,76
2016 ESPACES PUBLICS	2020-02567 : Rénovation du mur du jardin pu	204142	532,00	0,49
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01077 : Numérotation et dénomination d	204142	1 680,00	1,53
Constructions publiques	2018-04191 : Réfection partielle de la couv	204142	6 090,00	5,56
Finances-SYMA/SMAT	2020-03122 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	201,96	0,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00097 : Dotation voirie 2020	204142	6 956,00	6,35
Total			57 937,96	52,87

Nom de la commune (1) : SAINT-REMY

Numéro de SIREN : 21192380000018

Population de la commune : 233

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-03294 : Remplacement de l'alarme salle	204142	901,00	3,87
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01330 : Numérotation et dénomination d	204142	1 279,00	5,49
Finances-SYMA/SMAT	2020-03123 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	356,12	1,53
OBJET NP 2014	2018-04229 : Conservation et restauration d	204141	3 803,00	16,32
OBJET NP 2014	2019-02500 : Mise aux normes de l'installat	204141	1 718,00	7,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00144 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	42,92
Total			18 057,12	77,50

Nom de la commune (1) : SAINT-ROBERT

Numéro de SIREN : 21192390900017

Population de la commune : 309

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01109 : Numérotation et dénomination d	204142	2 678,00	8,67
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-02336 : Aménagement d'espaces publics	204142	37 237,00	120,51
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-03290 : Aménagement d'espaces publics	204142	50 000,00	161,81
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-00301 : Aménagement d'espaces publics	204142	16 374,00	52,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00535 : Voirie, Dotation 2017	204142	6 000,00	19,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02328 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	19,42
Total			118 289,00	382,82

Nom de la commune (1) : SAINT-SALVADOUR

Numéro de SIREN : 21192400600011

Population de la commune : 312

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02811 : Travaux de rénovation mairie	204142	7 523,00	24,11
Finances-SYMA/SMAT	2020-03124 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	3 332,83	10,68
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-02915 : Acquisition de matériel de voi	204141	5 000,00	16,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02329 : Dotation voirie 2018	204142	3 000,00	9,62
Total			18 855,83	60,44

Nom de la commune (1) : SAINT-SETIERS

Numéro de SIREN : 21192410500011

Population de la commune : 290

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03040 : Numérotation et dénomination d	204142	2 135,00	7,36
Total			2 135,00	7,36

Nom de la commune (1) : SAINT-SOLVE

Numéro de SIREN : 21192420400012

Population de la commune : 477

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03125 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	400,00	0,84
PATRIMOINE NP 2014	2019-02262 : Restauration de l'église - Tra	204142	48 274,00	101,20
Total			48 674,00	102,04

Nom de la commune (1) : SAINT-SORNIN-LAVOLPS

Numéro de SIREN : 21192430300012

Population de la commune : 875

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-01338 : Création d'une charpente couve	204142	793,00	0,91
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03887 : Numérotation et dénomination d	204142	3 090,00	3,53
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-02317 : Numérotation et dénomination d	204142	2 750,00	3,14
Constructions publiques	2019-02362 : Aménagement de places et d'esp	204142	5 024,00	5,74
Finances-SYMA/SMAT	2020-03126 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	176,71	0,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00155 : Dotation voirie 2019	204142	3 320,00	3,79
Total			15 153,71	17,31

Nom de la commune (1) : SAINT-SULPICE-LES-BOIS

Numéro de SIREN : 21192440200012

Population de la commune : 84

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2016 AEP	2020-01691 : Interconnexion et alimentation	204142	13 411,00	159,65
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-03672 : Travaux de renouvellement du r	204142	9 236,00	109,95
Finances-SYMA/SMAT	2020-03127 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	0,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2015-02566 : PDS Renforcement des VC4, 12 e	204142	2 471,00	29,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00159 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	71,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00115 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	71,43
Total			37 193,96	442,78

Nom de la commune (1) : SAINT-SYLVAIN

Numéro de SIREN : 21192450100011

Population de la commune : 140

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02722 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	21,43
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02515 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	114,00	0,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00540 : Voirie, Dotation 2017	204142	1 006,00	7,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00162 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	42,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00118 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	42,86
Total			16 120,00	115,15

Nom de la commune (1) : SAINT-VIANCE

Numéro de SIREN : 21192460000011

Population de la commune : 1 895

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02025 : Travaux d'extension et de réno	204142	14 253,00	7,52
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02024 : Travaux mise en accessibilité	204142	5 362,00	2,83
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-00007 : Aménagement d'espaces publics	204142	30 676,00	16,19
Finances-SYMA/SMAT	2020-03128 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	2 439,60	1,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00120 : Dotation voirie 2020	204142	20 000,00	10,55
Total			72 730,60	38,38

Nom de la commune (1) : SAINT-VICTOUR

Numéro de SIREN : 21192470900010

Population de la commune : 195

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-04246 : Numérotation et dénomination d	204142	1 196,00	6,13
Finances-SYMA/SMAT	2020-03129 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	273,90	1,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2016-00213 : Renforcement VC1 - tranche 3	204142	4 177,00	21,42
Total			5 646,90	28,95

Nom de la commune (1) : SAINT-YBARD

Numéro de SIREN : 21192480800010

Population de la commune : 698

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2019-02927 : Création d'un multiple rural -	204142	20 000,00	28,65
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2019-02928 : Création d'un multiple rural -	204142	20 000,00	28,65
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2020-00349 : Création d'un multiple rural -	204142	5 796,00	8,30
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01070 : Numérotation et dénomination d	204142	2 295,00	3,29
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01409 : Numérotation et dénomination d	204141	5 000,00	7,16
Finances-SYMA/SMAT	2020-03130 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	1 159,23	1,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00169 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	14,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00125 : Dotation voirie 2020	204142	19 492,00	27,93
Total			83 742,23	119,97

Nom de la commune (1) : SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT

Numéro de SIREN : 21192490700010

Population de la commune : 352

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03131 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	138,96	0,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02338 : Dotation voirie 2018	204142	7 620,00	21,65
Total			7 758,96	22,04

Nom de la commune (1) : SALON-LA-TOUR

Numéro de SIREN : 21192500300017

Population de la commune : 663

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01757 : Numérotation et dénomination d	204142	5 000,00	7,54
Finances-SYMA/SMAT	2020-03132 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	379,80	0,57
OBJET NP 2014	2019-01810 : Restauration des vitraux de l'	204141	5 397,00	8,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02339 : Dotation voirie 2018	204142	6 065,00	9,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00097 : Dotation voirie 2019	204142	13 856,00	20,90
Total			30 697,80	46,30

Nom de la commune (1) : SEGONZAC

Numéro de SIREN : 21192530000017

Population de la commune : 224

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03366 : Numérotation et dénomination d	204142	2 104,00	9,39

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01657 : Numérotation et dénomination d	204142	862,00	3,85
Finances-SYMA/SMAT	2020-03135 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	275,96	1,23
MAT VOIRIE 2014 2019	2019-02770 : Achat d'une épareuse	204141	5 000,00	22,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02342 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	26,79
Total			14 241,96	63,58

Nom de la commune (1) : SEGUR-LE-CHATEAU				
Numéro de SIREN : 21192540900016				
Population de la commune : 178				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01667 : Numérotation et dénomination d	204142	2 360,00	13,26
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02336 : Acquisition d'une épareuse	204141	5 000,00	28,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00549 : Voirie, Dotation 2017	204142	6 000,00	33,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02344 : Dotation voirie 2018	204142	1 378,00	7,74
Total			14 738,00	82,80

Nom de la commune (1) : SEILHAC				
Numéro de SIREN : 21192550800015				
Population de la commune : 1 769				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03136 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	801,86	0,45
Total			801,86	0,45

Nom de la commune (1) : SERANDON				
Numéro de SIREN : 21192560700015				
Population de la commune : 354				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2019-02978 : Création d'un city stade	204142	7 009,00	19,80
Finances-SYMA/SMAT	2020-03137 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	199,90	0,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00071 : Dotation voirie 2020	204142	12 114,00	34,22
Total			19 322,90	54,58

Nom de la commune (1) : SERILHAC				
Numéro de SIREN : 21192570600015				
Population de la commune : 275				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03139 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	21,00	0,08
Total			21,00	0,08

Nom de la commune (1) : SERVIERES-LE-CHATEAU

Numéro de SIREN : 21192580500015

Population de la commune : 622

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 MILIEUX AQUATIQUES	2019-03304 : Révision profil de baignade re	204141	1 627,00	2,62
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01204 : Numérotation et dénomination d	204141	1 680,00	2,70
Finances-SYMA/SMAT	2020-03140 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	979,80	1,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02348 : Dotation voirie 2018	204142	20 000,00	32,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00119 : Dotation voirie 2019	204142	20 000,00	32,15
Total			44 286,80	71,20

Nom de la commune (1) : SEXCLES

Numéro de SIREN : 21192590400016

Population de la commune : 239

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01331 : Numérotation et dénomination d	204142	3 265,00	13,66
Finances-SYMA/SMAT	2020-03141 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	759,60	3,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02349 : Dotation voirie 2018	204142	6 000,00	25,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00125 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	25,10
Total			16 024,60	67,04

Nom de la commune (1) : SIONIAC

Numéro de SIREN : 21192600100010

Population de la commune : 226

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Constructions publiques	2020-02665 : Réfection du mur du cimetière	204142	3 064,00	13,56
Finances-SYMA/SMAT	2020-03143 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	153,73	0,68
Total			3 217,73	14,24

Nom de la commune (1) : SORNAC

Numéro de SIREN : 21192611800095

Population de la commune : 774

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2017-03011 : Etudes diagnostiques révision	204141	14 577,00	18,83
2016 ESPACES PUBLICS	2019-02225 : Aménagement d'espaces publics	204142	23 843,00	30,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00127 : Dotation voirie 2019	204142	13 325,00	17,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00082 : Dotation voirie 2020	204142	13 325,00	17,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03473 : Voirie, programme complémentai	204142	14 816,00	19,14

Total	79 886,00	103,21
--------------	------------------	---------------

Nom de la commune (1) : SOUDAIN-LAVINADIERE

Numéro de SIREN : 21192620900019

Population de la commune : 194

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02355 : Travaux dans la salle polyval	204142	993,00	5,12
Constructions publiques	2019-02352 : Réfection du cimetière	204142	3 960,00	20,41
Constructions publiques	2020-02544 : Réfection du cimetière complt	204142	488,00	2,52
Finances-SYMA/SMAT	2020-03145 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	35,34	0,18
Total			5 476,34	28,23

Nom de la commune (1) : SOUDEILLES

Numéro de SIREN : 21192630800019

Population de la commune : 312

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02657 : Numérotation et dénomination d	204142	4 123,00	13,21
Finances-SYMA/SMAT	2020-03146 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	759,60	2,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00128 : Dotation voirie 2019	204142	436,00	1,40
Total			5 318,60	17,04

Nom de la commune (1) : SOURSAC

Numéro de SIREN : 21192640700019

Population de la commune : 508

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2017-03839 : Création d'un terrain de pétan	204142	3 270,00	6,44
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2019-00016 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	49,21
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2020-00004 : Aménagement d'espaces publics	204142	25 000,00	49,21
Finances-SYMA/SMAT	2020-03147 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	779,70	1,53
OBJET NP 2014	2019-03420 : Restauration d'un vitrail de l	204141	671,00	1,32
Sport : Pleine nature	2020-02447 : PDIPR 2020	65734	468,00	0,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00130 : Dotation voirie 2019	204142	40 000,00	78,74
Total			95 188,70	187,37

Nom de la commune (1) : TARNAC

Numéro de SIREN : 21192650600018

Population de la commune : 347

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
---------------------------	-------	-------------	--------------	------------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Constructions publiques	2019-01784 : Création d'un parking et aire	204142	1 547,00	4,46
Finances-SYMA/SMAT	2020-03166 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	353,43	1,02
PPRNP HORS PART 2014	2017-00087 : Restauration de petites maison	204142	20 000,00	57,64
PPRNP HORS PART 2014	2019-01837 : Restauration des petites maio	204142	20 000,00	57,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02356 : Dotation voirie 2018	204142	6 400,00	18,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00060 : Dotation voirie 2019	204142	12 800,00	36,89
Total			61 100,43	176,09

Nom de la commune (1) : THALAMY

Numéro de SIREN : 21192660500018

Population de la commune : 101

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02723 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	1 106,00	10,95
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02516 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	29,70
Finances-SYMA/SMAT	2020-03168 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	123,19	1,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02357 : Dotation voirie 2018	204142	3 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00021 : Dotation voirie 2020	204142	6 000,00	59,41
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03572 : Voirie complémentaire redéplai	204142	4 100,00	40,59
Total			17 329,19	171,57

Nom de la commune (1) : TOY-VIAM

Numéro de SIREN : 21192680300019

Population de la commune : 37

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02724 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	81,08
Finances-SYMA/SMAT	2020-03169 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	56,97	1,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00068 : Dotation voirie 2019	204142	648,00	17,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00024 : Dotation voirie 2020	204142	4 393,00	118,73
Total			8 097,97	218,86

Nom de la commune (1) : TREIGNAC

Numéro de SIREN : 21192690200019

Population de la commune : 1 428

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
ATT_TDF	2020-01851 : 2020-TDF Projet "Décore ton vi	6574	850,00	0,60
Constructions publiques	2020-01393 : Travaux de rejointoiement	204142	285,00	0,20
EDIFICE INSCRIT 2014	2019-02608 : Réfection de la toiture de la	204142	4 168,00	2,92
Finances-SYMA/SMAT	2020-03170 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	526,80	0,37
OBJET NP 2014	2019-02114 : Restauration des tableaux "la	204141	7 497,00	5,25

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

PPRNP HORS PART 2014	2020-02290 : Réfection de la porte du four	204142	232,00	0,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00072 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	7,00
Total			23 558,80	16,50

Nom de la commune (1) : TROCHE

Numéro de SIREN : 21192700900012

Population de la commune : 565

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01503 : Remplacement de l'éclairage du	204142	4 416,00	7,82
Finances-SYMA/SMAT	2020-03171 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	151,92	0,27
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02458 : Acquisition de matériels pour	204141	2 639,00	4,67
OBJET NP 2014	2019-01800 : Restauration de 4 tableaux et	204141	8 268,00	14,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00078 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	17,70
Total			25 474,92	45,09

Nom de la commune (1) : TUDEILS

Numéro de SIREN : 21192710800012

Population de la commune : 248

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-03270 : Numérotation et dénomination d	204142	3 349,00	13,50
Finances-SYMA/SMAT	2020-03172 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	77,97	0,31
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-02152 : Acquisition broyeur d'accoteme	204141	2 220,00	8,95
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2019-02741 : Restauration d'une croix	204141	5 030,00	20,28
Total			10 676,97	43,04

Nom de la commune (1) : TULLE

Numéro de SIREN : 21192720700012

Population de la commune : 15 464

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-00042 : Travaux de mise en accessibili	204142	10 000,00	0,65
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-00348 : Aménagement berges Corrèze T2	204142	50 000,00	3,23
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-00354 : Aménagement espaces campus T1	204142	60 000,00	3,88
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-01419 : Aménagement berges Corrèze T1	204142	50 000,00	3,23
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03055 : Création d'un centre de santé	204142	22 474,00	1,45
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03146 : Aménagement espaces campus T2	204142	60 000,00	3,88
Actions Culturelles Territoire	2020-01104 : organisation du Festival Balad	65734	800,00	0,05
Evénements Vocation Dptale	2020-01961 : Création d'un spectacle musica	65734	4 000,00	0,26
Evénements Vocation Dptale	2020-01962 : Projet E Rohmer Etoiles-étoile	65734	1 000,00	0,06
Restauration archive communale	2020-02242 : 2020 - RESTAURAT. ARCH. TULLE	204141	213,00	0,01

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2020-01139 : Fonctionnement du Conservatoire	65734	115 539,00	7,47
Sport : Pleine nature	2020-03279 : Sortie SSN été 2020	65734	126,00	0,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00081 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	0,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00037 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	0,65
Total			394 152,00	25,48

Nom de la commune (1) : TURENNE

Numéro de SIREN : 21192730600012

Population de la commune : 859

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2017-00027 : Restauration de la mairie (3èm	204142	30 000,00	34,92
Finances-SYMA/SMAT	2020-03173 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	303,84	0,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02362 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	11,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00085 : Dotation voirie 2019	204142	7 388,00	8,60
Total			47 691,84	55,51

Nom de la commune (1) : USSAC

Numéro de SIREN : 21192740500012

Population de la commune : 4 294

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01808 : Extension cantine scolaire	204142	30 000,00	6,99
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02540 : Création de bureaux mairie	204142	16 573,00	3,86
2016 EQUIP SPORT REHAB	2016-00955 : Travaux d'aménagement de la sa	204142	4 177,00	0,97
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-00935 : Travaux de mise aux normes acc	204142	5 044,00	1,17
Finances-SYMA/SMAT	2020-03175 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	598,51	0,14
Sport-Grands Evénements Sport.	2020-01897 : Accueil de la 3ème étape du To	6574	1 000,00	0,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00090 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	2,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00046 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	2,33
Total			77 392,51	18,02

Nom de la commune (1) : USSEL

Numéro de SIREN : 21192750400012

Population de la commune : 10 124

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 ASSAINISSEMENT TVX ETUDE	2018-00018 : Année 2018 - Convention AEP/AS	204142	17 374,00	1,72
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2016-00229 : Achat et installation de potea	204142	7 500,00	0,74
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02837 : Numérotation et dénomination d	204141	2 970,00	0,29
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2018-00015 : Réhabilitation piscine T3	204142	205 468,00	20,30
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03293 : Opération OPAH (T1)	204142	10 000,00	0,99

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01388 : Améngmt locaux accueil mineurs	204142	19 528,00	1,93
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01390 : Aménagement éqpts stade Eybrail	204142	25 915,00	2,56
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-01640 : Création d'un tennis couvert	204142	50 000,00	4,94
Actions Culturelles Territoire	2020-01101 : WorkShop : Partenariat ENSA Mu	65734	1 400,00	0,14
Construc publiques : diagnosti	2016-00230 : Etude réalisation schéma direc	204141	3 500,00	0,35
Finances-SYMA/SMAT	2020-03176 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	597,39	0,06
Social - Famille	2020-01936 : Subv fonctionnement CLAS 2020	6574	1 000,00	0,10
Social - Famille	2020-02010 : Subvention fonctionnement REAP	65734	200,00	0,02
Sport : Pleine nature	2020-01948 : SSN été 2020	65734	1 649,00	0,16
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00049 : Dotation voirie 2020	204142	40 000,00	3,95
Total			387 101,39	38,25

Nom de la commune (1) : UZERCHE

Numéro de SIREN : 21192760300012

Population de la commune : 2 870

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03177 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	353,43	0,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00050 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	3,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-03402 : Voirie, programme complémentai	204142	4 150,00	1,45
Total			14 503,43	5,05

Nom de la commune (1) : VALIERGUES

Numéro de SIREN : 21192770200012

Population de la commune : 149

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02518 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	26,85
Finances-SYMA/SMAT	2020-03178 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	53,01	0,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00059 : Dotation voirie 2019	204142	1 240,00	8,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00015 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	67,11
Total			15 293,01	102,64

Nom de la commune (1) : VARETZ

Numéro de SIREN : 21192780100012

Population de la commune : 2 467

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02770 : Numérotation et dénomination d	204141	4 000,00	1,62
PATRIMOINE NP 2014	2018-01712 : Rénovation du toit de la sacri	204142	2 638,00	1,07
Tvx Investissement sur VC, CR	2018-02367 : Dotation voirie 2018	204142	10 000,00	4,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00062 : Dotation voirie 2019	204142	9 534,00	3,86

Total	26 172,00	10,60
--------------	------------------	--------------

Nom de la commune (1) : VARS-SUR-ROSEIX

Numéro de SIREN : 2119279000012

Population de la commune : 380

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
Finances-SYMA/SMAT	2020-03179 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	146,65	0,39
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00063 : Dotation voirie 2019	204142	6 000,00	15,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00019 : Dotation voirie 2020	204142	824,00	2,17
Total			6 970,65	18,35

Nom de la commune (1) : VEGENNES

Numéro de SIREN : 21192800700015

Population de la commune : 185

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-02527 : Rénovation intérieure salle	204142	769,00	4,16
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02754 : Numérotation et dénomination d	204141	3 096,00	16,74
Finances-SYMA/SMAT	2020-03180 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	252,41	1,36
Restauration archive communale	2019-02549 : 2019 : RESTAURATION VEGENNES	204141	333,98	1,81
Total			4 451,39	24,07

Nom de la commune (1) : VEIX

Numéro de SIREN : 21192810600015

Population de la commune : 75

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-02390 : Numérotation et dénomination d	204142	393,00	5,24
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02726 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	4 000,00	53,33
Action en investissement	2017-02762 : Aménagement site Monédière -T1	204142	6 209,00	82,79
Finances-SYMA/SMAT	2020-03181 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	75,96	1,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00067 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	133,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00022 : Dotation voirie 2020	204142	4 950,00	66,00
Total			25 627,96	341,70

Nom de la commune (1) : VEYRIERES

Numéro de SIREN : 21192830400016

Population de la commune : 74

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2019-01651 : Réfection toiture salle polyval	204142	3 661,00	49,47

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2020

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02520 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	40,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00069 : Dotation voirie 2019	204142	5 202,00	70,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00025 : Dotation voirie 2020	204142	3 158,00	42,68
Total			15 021,00	202,99

Nom de la commune (1) : VIAM				
Numéro de SIREN : 21192840300016				
Population de la commune : 96				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02728 : Dotat° de Solidarité Communale	204142	3 000,00	31,25
Constructions publiques	2019-01319 : Aménagement du cimetière	204142	1 105,00	11,51
Constructions publiques	2020-01205 : Création d'une plateforme	204142	526,00	5,48
Constructions publiques	2020-01525 : Aménagement du cimetière cplt	204142	676,00	7,04
Finances-SYMA/SMAT	2020-03182 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	141,37	1,47
Tvx Investissement sur VC, CR	2016-00702 : Renforcement de la VC1 du camp	204142	3 000,00	31,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00071 : Dotation voirie 2019	204142	7 536,00	78,50
Total			15 984,37	166,50

Nom de la commune (1) : VIGEOIS				
Numéro de SIREN : 21192850200015				
Population de la commune : 1 222				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 AEP	2019-03131 : Périmètres de protection autou	204142	18 230,00	14,92
Finances-SYMA/SMAT	2020-03183 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	518,89	0,42
MAT VOIRIE 2014 2019	2020-01629 : Acquisition d'une épaveuse	204141	5 000,00	4,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00074 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	8,18
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00029 : Dotation voirie 2020	204142	10 000,00	8,18
Total			43 748,89	35,79

Nom de la commune (1) : VIGNOLS				
Numéro de SIREN : 21192860100015				
Population de la commune : 559				
Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01872 : Numérotation et dénomination d	204142	2 262,00	4,05
Finances-SYMA/SMAT	2020-03185 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	495,93	0,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00578 : Voirie, Dotation 2017	204142	9 491,00	16,98
Total			12 248,93	21,92

Nom de la commune (1) : VITRAC-SUR-MONTANE				
---	--	--	--	--

Numéro de SIREN : 2119287000015

Population de la commune : 273

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01787 : Numérotation et dénomination d	204142	2 705,00	9,91
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-01596 : Numérotation et dénomination d	204141	421,00	1,54
Finances-SYMA/SMAT	2020-03186 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	189,90	0,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2017-00579 : Voirie, Dotation 2017	204142	1 228,00	4,50
Total			4 543,90	16,65

Nom de la commune (1) : VOUTEZAC

Numéro de SIREN : 21192880900162

Population de la commune : 1 410

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-03250 : Rénovation du logement au-dess	204142	4 856,00	3,44
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-01505 : Réfection éclairage du stade d	204142	4 500,00	3,19
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2018-01295 : Numérotation et dénomination d	204142	2 808,00	1,99
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01831 : Numérotation et dénomination d	204142	3 821,00	2,71
Finances-SYMA/SMAT	2020-03187 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	37,98	0,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00080 : Dotation voirie 2019	204142	5 633,00	4,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00036 : Dotation voirie 2020	204142	37 175,00	26,37
Total			58 830,98	41,73

Nom de la commune (1) : YSSANDON

Numéro de SIREN : 21192890800014

Population de la commune : 689

Intitulé de la subvention	Objet	Article (2)	Montant en €	Montant en €/hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2017-03856 : Numérotation et dénomination d	204142	2 565,00	3,72
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2019-01773 : Numérotation et dénomination d	204142	4 416,00	6,41
Constructions publiques	2016-02085 : Elaboration d'un plan local d'	204141	6 070,00	8,81
Finances-SYMA/SMAT	2020-03189 : COVID-MASQUES-REVERS.SUB.	65734	219,97	0,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2019-00083 : Dotation voirie 2019	204142	10 000,00	14,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00038 : Dotation voirie 2020	204142	9 658,00	14,02
Total			32 928,97	47,79

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par le département.

(2) Détailler le numéro d'article.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE DEPARTEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-1 du CGCT)			
Syndicat Mixte de l'aménagement touristique du Lac de Bort	11/01/1975	50%	144 000,00
Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional "Millevalches en limousin"	17/10/2003	2,80 € / hab. base population DGF	77 632,80
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Principal	17/03/2006	11,25%	106 646,76
Syndicat Mixte pour la création de l'aéroport Brive-Souillac	28/10/2011	33,81%	1 242 611,28
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Annexe Corrèze	25/09/2018	33,75%	63 162,54
Autres organismes de regroupement			
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA)	21/12/1970	70%	91 000,00
Etablissement Public Interdépartemental Dordogne (EPIDOR)	27/02/1995	16%	85 017,31

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	D3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / Objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Goupement d'intérêt public	Maison Départementale des Personnes Handicapées	15/12/2005	15/12/2005	SPA	non
Etablissement public administratif	Corrèze Ingénierie (assistance technique aux communes et EPCI)	29/03/2013	29/03/2013	SPA	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	D3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Hébergement social pour enfants en difficultés	Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	30/11/1984	30/11/1984	22192720500064	SPA	non
Lutte contre la désertification médicale	Corrèze Santé	01/01/2019	28/11/2018	22192720500197	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social...

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Transports	Transports de personnes handicapées	01/01/2014	11/04/2014	SPA
Domaine Routier	Activité "Voirie"	01/01/2018	10/11/2017	SPA
Social	Pandémie du Coronavirus 2020 - Centrale d'achat Communes/EPCI	19/05/2020	19/05/2020	SPA

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	186 211 892,35	103 639 562,65	15 628 711,12	66 943 618,58
RECETTES	186 211 892,35	107 314 582,43	11 925 000,04	66 972 309,88
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	333 502 322,95	276 864 452,89	0,00	56 637 870,06
RECETTES	333 502 322,95	315 158 726,96	0,00	18 343 595,99

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budgets)

BUDGET CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE – N° SIRET :				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	296 684,13	104 197,61	0,00	192 486,52
RECETTES	296 684,13	97 595,82	0,00	199 088,31
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 896 153,16	1 880 048,37	0,00	16 104,79
RECETTES	1 896 153,16	1 968 112,25	0,00	-71 959,09

BUDGET CORREZE SANTE – N° SIRET :				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	141 255,34	78 957,01	0,00	62 298,33
RECETTES	141 255,34	140 876,14	0,00	379,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	925 400,00	604 376,81	0,00	321 023,19
RECETTES	925 400,00	581 870,85	0,00	343 529,15

(1) Y compris les rattachements.

**3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	186 649 831,82	103 822 717,27	15 628 711,12	67 198 403,43
RECETTES	186 649 831,82	107 553 054,39	11 925 000,04	67 171 777,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	336 323 876,11	279 348 878,07	0,00	56 974 998,04
RECETTES	336 323 876,11	317 708 710,06	0,00	18 615 166,05

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D4

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES
(Cf. liste des principales opérations en annexe de la M52) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES
(Après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	186 649 831,82	103 822 717,27	15 628 711,12	67 198 403,43
RECETTES	186 649 831,82	107 553 054,39	11 925 000,04	67 171 777,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	336 323 876,11	279 348 878,07	0,00	56 974 998,04
RECETTES	336 323 876,11	317 708 710,06	0,00	18 615 166,05
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	522 973 707,93	383 171 595,34	15 628 711,12	124 173 401,47
TOTAL GENERAL DES RECETTES	522 973 707,93	425 261 764,45	11 925 000,04	85 786 943,44

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D5

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE (reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : Programme Opérationnel National FSE

I – AU TITRE DES MESURES GERES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la région)

Objet	Article (1)	Montant
Subvention globale FSE	74771	181 901,41
TOTAL		181 901,41

**DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant (3)
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	PEP19	Accompagnement de bénéficiaires du RSA travailleurs handicapés	6574	51 850,75
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	PEP19	Accompagnement de bénéficiaires du RSA travailleurs handicapés	6574	49 238,85
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Service Prox Chantiers	Chantier d'insertion	6574	36 365,79
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Office de Tourisme de Brive	Chantier d'insertion	6574	77 644,21
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Les Restaurants du Cœur	Chantier d'insertion	6574	73 353,28
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Office de Tourisme de Brive	Chantier d'insertion espace naturel et desherbage	6574	116 240,69
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Agents du CD19	Clauses d'insertion et de promotion de l'emploi dans les Marchés Publics	64131	52 406,45
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Centre Ecoute et Soutien	Réhabilitation de personnes en grandes difficultés sur le marché de l'emploi	6574	44 389,33
Axe Prioritaire 3 lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion	Point Travail Service Tulle	Réhabilitation de personnes en grandes difficultés sur le marché de l'emploi	6574	23 576,22
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire				525 065,57

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (3)

II – AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (5)

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (6)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL	0,00				TOTAL	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

(2) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage.

(3) Hors dépenses d'assistance technique.

(4) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération.

(5) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds.

Les informations seront extraites de PRESAGE.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES	E1

TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES

	Base notifiée (si connue à la date de vote) ou assiettes	Variation des bases ou assiettes / (N-1)	Taux ou coefficient multiplicateur appliqué par décision du conseil général	Variation du taux / N-1	Produit voté par le conseil général	Variation du produit / N-1
Taxe foncières sur les propriétés bâties	302 496 342,00	2,02 %	21,35 %	0,00 %	64 738 080,00	2,06 %
Taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale des espaces naturels sensibles	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	0,00	0,00 %	4,50 %	0,00 %	25 603 608,55	5,35 %
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00 %	4,25	0,00 %	2 881 413,44	-2,99 %
Taxe sur les remontées mécaniques	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe d'aménagement	0,00	0,00 %	1,00 %	0,00 %	1 060 006,41	2,76 %
Total des contributions directes et indirectes	0,00	0,00 %			94 283 108,40	2,78 %

(1) Détailler les taxes pour lesquelles le département a un pouvoir de modulation du taux.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation le projet de Compte Administratif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille pour l'exercice 2020.

Sur **l'année 2020**, le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille a accompagné **99 personnes et réalisé 7 717 journées d'hébergement**, soit une diminution de 13,5% du nombre de journées d'hébergement par rapport à 2019.

Le nombre de personnes accueillies a également sensiblement diminué 99 contre 154.

L'accueil **de Mineurs Non Accompagnés (MNA)** s'effectue désormais très ponctuellement. Ainsi 9 jeunes ont été accueillis en 2020 contre 23 en 2019.

Du fait de l'absence de places, ou des refus d'admission, dans des structures adaptées, le CDEF poursuit l'accueil de jeunes relevant du secteur du handicap ou d'une prise en charge dans des établissements sanitaires (pédopsychiatrie).

On note toutefois qu'en 2020, les séjours "courts" ont représenté 75% des prises en charge contre 63% en 2019. Ceci tend à démontrer que malgré les difficultés rencontrées pour la réorientation les personnes dites en "situation complexe", le travail mené avec l'ASE permet de tendre mieux vers les missions premières d'accueil temporaire et d'urgence qui correspondent à la vocation de l'établissement.

- 1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 1 880 048,37 € contre 1 923 293,63 € au compte administratif 2019.

A noter cependant qu'à la suite d'une erreur dans la présentation de la décision modificative du BP 2020, il n'a pas été possible d'abonder le prévisionnel des dépenses du groupe 2 "charges de personnels" à hauteur du besoin. Ce qui a contraint à solliciter une avance budgétaire versée à partir du budget principal à hauteur de 111 377,24 €.

Les dépenses auraient donc du s'élever en réalité à 1 991 048,27 € soit une augmentation de 3,5% des dépenses de fonctionnement par rapport à 2019.

- A - Charges :

Le montant total des dépenses de l'exercice 2020 est arrêté à 1 880 048,37 €, soit 99,15 % de la prévision budgétaire.

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M22, les charges sont présentées et votées en trois groupes :

- Le **groupe 1** correspondant aux **dépenses d'exploitation courante** et aux services extérieurs. Ce groupe représente 7,44 % des charges de l'établissement ;

A noter que la part des dépenses consacrées à l'alimentation représente près de 50% des dépenses de ce groupe et qu'on observe une réelle volonté de maîtriser les dépenses en la matière (commission de menus en place, sensibilisation à la lutte contre le gaspillage, limitation des accès aux réserves alimentaires).

- Le **groupe 2** correspondant aux **charges afférentes au personnel** mobilise 86,30 % du budget de la structure ;

AGENTS REMUNERES - BP 2021		FEMMES			HOMMES			
Catégorie professionnelle	Cat A (F)	Cat B (F)	Cat C (F)	Cat A (H)	Cat B (H)	Cat C (H)	TOTAL	
Direction et Administration	1	1	1				3	
Services de Soins	1		9,9			4	14,9	
Educatifs et Sociaux	6,31	6	1	3	2		18,31	
Médico-Techniques							0	
Techniques Ouvriers						3	3	
Apprentis						2	2	
TOTAL	8,31	7	11,9	3	2	9	41,21	

Le poste 64151 "personnels de remplacement" affiche 240 659,52 € de dépenses contre 204 729,11 € en 2019. En effet, il a été nécessaire cette année encore de pallier des arrêts maladie (longue maladie, longue durée notamment) et également l'absence sur le service d'agents pour lesquels trois reclassements professionnels sont nécessaires.

En tout état de cause, il s'agit d'organiser la continuité de services sur un établissement qui fonctionne 7 jours sur 7 et 365 jours dans l'année.

Le surcoût occasionné par les seuls remplacements de congés maladie est de 183 840,67 € et correspond à plus de 4 Équivalents Temps Plein.

A noter que l'établissement n'a pas été particulièrement impacté par des arrêts liés à la crise sanitaire COVID 19. Par contre, une prime COVID versée dans les Établissements Sociaux et Médicosociaux au personnel présent lors de la période de référence est venue augmenter les dépenses du groupe 2 mais a été compensée en recette par le versement d'une dotation exceptionnelle du Département à ce titre.

- Le **groupe 3** correspondant aux **charges afférentes à la structure** (locations, maintenance, charges financières...) représente 6,26 % des dépenses de l'établissement.

- Location : A noter une évolution de la dépense correspondant au coût de location d'un photocopieur supplémentaire - mise en réseau d'un copieur par bâtiment pour optimiser les coûts (les imprimantes ne sont plus remplacées et les coûts d'impression réduits) ;
- Maintenance : Des prestations sont nécessaires afin d'assurer le bon fonctionnement des équipements (ascenseur, monte charge notamment) ;
- Amortissement : la part consacrée aux amortissements a augmenté en cohérence avec l'évolution des investissements.

- B - Recettes :

Les recettes de la section de fonctionnement sont assurées exclusivement par la recette d'hébergement, versée sous forme de **dotations globale** provenant du budget principal du Département, à hauteur de **1 767 000,00 €**.

En effet, l'accueil d'une famille de la Dordogne a pu être mis en œuvre en novembre, une mère et son enfant, mais la facturation à terme échue reste à établir. La recette correspondant à la **facturation du prix de journée** interviendra donc en 2021. L'équilibre a donc été apporté par une augmentation de la dotation globale.

A noter qu'un travail est engagé en liaison avec l'ASE pour favoriser l'accueil de ressortissants d'autres départements dès lors que des places sont disponibles.

Les **produits d'exploitation** proviennent du remboursement du coût des repas servis aux personnels, des remboursements des salaires du personnel en formation et des remboursements de cotisations d'un agent détaché.

Les **produits financiers** et non encaissables se composent de la reprise des subventions d'équipement, qui est une opération d'ordre permettant d'atténuer la charge nette de la dotation aux amortissements, liée à la réalisation des travaux de restructuration.

Le total des recettes de fonctionnement de l'exercice 2020 se monte à 1 968 112,25 € contre 1 922 154,10 € en 2019. L'augmentation de près de 6% des recettes correspond à une démarche volontariste visant une saine gestion et un investissement fort de l'adjoint des cadres récemment en poste à ce titre. On note plus particulièrement:

1. un remboursement des salaires des deux agents mis à disposition du département sur la durée de leur reclassement professionnel,
2. un remboursement des heures syndicales mutualisées (arriéré réclamé aux établissements concernés),
3. des remboursements de salaires de l'ANFH (organisme de formation).

SECTION DE FONCTIONNEMENT	Total voté 2020	CA 2020
Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courantes et aux services extérieurs	154 768,30 €	139 856,75 €
Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	1 622 420,00 €	1 622 418,42 €
Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	118 964,86 €	117 773,20 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (A)	1 896 153,16 €	1 880 048,37 €
Groupe 1 : Dotation globale	1 731 000,00 €	1 767 000,00 €
Groupe 1 : Prix de journée autres établissements et/ou département	36 000,00 €	0,00 €
Groupe 2 : Produits d'exploitation	71 877,88 €	146 425,65 €
Groupes 3 Produits financiers et non encaissables	53 515,82 €	54 686,60 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT (B) (hors reprise de résultat)	1 892 393,70 €	1 968 112,25 €
Résultat de l'exercice		88 063,88 €
Reprise de résultat antérieur	3 759,46 €	3 759,46 €
Solde cumulé		91 823,34 €

2 - SECTION D'INVESTISSEMENT :

La section d'investissement est stable par rapport à l'exercice précédent et le compte de résultat diminué du solde de l'exercice de - 6 601,79 €.

Les investissements réalisés en 2020 sont notamment les suivants :

- Étude et réalisation des travaux de mise en conformité relatif au RADON : 12 525,66 €
- Renouvellement des équipements (mobilier, vaisselle) : 13 495,73 €
- Travaux (ouverture de porte, changement de menuiseries dégradées) : 9 721,27 €
- Au titre de la sécurisation : pose de grille au rez-de-chaussée du bâtiment accueil mineurs - coût : 5 770,00 €
- Renouvellement de l'outillage : 1 738,44 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT	Total voté en 2020	CA 2020
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	296 684,13 €	104 197,61 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	97 617,80 €	97 595,82 €
Résultat de l'exercice		-6 601,79 €
Reprise de résultat antérieur	199 066,33 €	199 066,33 €
Solde cumulé		192 464,54 €

- A - Emplois (dépenses d'investissement) :

Le total des charges (réel + ordre) pour 2020 se monte à 104 197,61 € (109 056,03 € en 2019), soit une diminution de 4,45% par rapport à l'exercice précédent.

- B - Ressources (recettes d'investissement) :

Sur l'exercice 2020, les ressources se composent principalement des amortissements pour 86 345,54 € ; du Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA) pour 7 983,88 €.

Le total des recettes de la section d'investissement pour l'année 2020 se monte ainsi à 97 595,82 €.

L'exercice affiche donc un résultat déficitaire de 6 601,79 €.

Compte tenu du solde antérieur positif de la section d'investissement, il ressort à la clôture 2020 un solde cumulé d'investissement de + 192 464,54 €.

- 3 - ACTIVITE :

Sur l'année 2020, 99 personnes ont bénéficié d'un accompagnement par le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, réparties entre les deux publics comme suit :

2020	Accueil Mineurs	Accueil Familial	Total
Présents au 1^o janvier	10	12	22
Nombre d'entrées	62	Parents	21
		Enfants	18
Total de prise en charge	63	36	99
Nombre de sorties	52	23	75
Nombre de journées	3699	4018	7717
Suivis extérieurs	0	48	48
	*	<i>dont 630 jours au titre des fugues</i>	

L'activité globale de l'établissement en 2020, 7 717 journées d'hébergement, est inférieure à l'activité prévisionnelle 8 762 journées d'hébergement (qui correspondait à la moyenne des 3 dernières années).

La crise sanitaire liée à la COVID-19 est un facteur non négligeable dont il faut tenir compte.

Durant l'exercice:

→ Au cours de l'année 2020, 63 jeunes ont été accompagnés au CDEF sur le "pôle accueil mineurs", contre 103 en 2019, soit une diminution de 39 % du nombre de jeunes accueillis qui s'explique par le contexte sanitaire et les effets du confinement.

En conséquence, le nombre de journées réalisées sur le "pôle accueil mineurs" est en nette diminution : - 27 %, avec 3699 journées réalisées en 2020 contre 5026 en 2019.

→ En 2020, 17 familles ont été accompagnées au CDEF par le pôle de l'accueil familial soit 37 personnes (adultes + enfants).

Ce qui représente 4018 journées d'hébergement contre 3892 journées en 2019.

On constate donc une augmentation de l'activité sur le "pôle de l'accueil familial" même si cette année le nombre de personnes accompagnées a diminué par rapport à 2019.

En résumé :

Le Compte Administratif 2020 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille se décompose en deux sections de la façon suivante :

	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT BRUT
FONCTIONNEMENT	1 880 048,37 €	1 968 112,25 €	De l'exercice : + 88 063,88 € Antérieur : + 3 759,46 € Cumulé : + 91 823,34 €
INVESTISSEMENT	104 197,61 €	97 595,82 €	De l'exercice : - 6 601,79 € Antérieur : 199 066,33 € Cumulé : 192 464,54 €

Ainsi, le **résultat comptable** de la section de fonctionnement pour 2020 est de **88 063,88 €**.

Compte tenu du solde antérieur positif de la section de fonctionnement (+ 3 759,46 €), il ressort à la clôture 2020 un **résultat à affecter de + 91 823,34 €**.

En réalité, si l'établissement n'avait pas bénéficié d'une avance budgétaire, l'exercice 2020 aurait dû se traduire par un résultat déficitaire qui s'établit à **23 313,36 €**.

Le Compte Administratif 2020 qui vous est soumis a été présenté, pour avis, au Comité Technique d'Établissement ainsi qu'à la Commission de Surveillance de l'établissement.

Le **résultat** fera l'objet d'une reprise au budget primitif 2021.

Pour mémoire, au titre de 2020, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport ont été effectués sur le programme 1998P148 : "Moyens généraux et financiers du CDEF" qui correspond au Budget Annexe de l'établissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2020

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/303 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article unique : Le compte administratif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
P/O Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1591-DE-1-1
Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE

M22

COMPTE ADMINISTRATIF

2020

3. Tableau récapitulatif de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ETABLISSEMENT						
Total		104 197,61			97 595,82	
SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL						
Total	1 896 153,16	1 880 048,37	16 104,79	1 892 393,70	1 968 112,25	-75 718,55
BUDGETS ANNEXES						
Total						
Reprise de résultat	0,00	0,00	0,00	3 759,46	0,00	3 759,46
Total Général	1 896 153,16	1 984 245,98	16 104,79	1 896 153,16	2 065 708,07	-71 959,09

4.2.1 Section d'investissement : tableau des emplois

	Budget initial	DM ou virement de crédits	Total	Etablissements publics		Net (public)	Ecart	
				Mandats émis	Mandats en annulation		Montant	En %
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)-(5)	(7)=(6)-(3)	(8)=(7)/(3)
TOTAL GENERAL	295 304,13	1 380,00	296 684,13	118 418,38	14 220,77	104 197,61	-192 486,52	-64,88

4.2.2 Section d'investissement : tableau des ressources

	Budget initial	DM ou virement de crédits	Total	Etablissements publics		Net (public)	Ecart		
				Titres émis	Titres en réduction		Montant	En %	
	(1)	(2)	(3)=(1)+(2)	(4)	(5)	(6)=(4)-(5)	(7)=(6)-(3)	(8)=(7)/(3)	
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS DOTATION (Recettes)									
28131	Bâtiments	64 349,00	-555,99	63 793,01	63 793,01	0,00	63 793,01	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)	221,40	0,00	221,40	221,40	0,00	221,40	0,00	0,00
28153	Installations à caractère spécifique	1 300,00	211,54	1 511,54	1 505,68	0,00	1 505,68	-5,86	-0,39
28181	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers	1 189,00	-0,87	1 188,13	1 188,13	0,00	1 188,13	0,00	0,00
28183	Amortissement du matériel de bureau et matériel informatique	1 760,00	535,72	2 295,72	2 295,72	0,00	2 295,72	0,00	0,00
28184	Amortissement du mobilier	8 219,00	-31,03	8 187,97	8 187,97	0,00	8 187,97	0,00	0,00
28188	Amortissement des autres immobilisations corporelles	7 933,00	1 220,63	9 153,63	9 153,63	0,00	9 153,63	0,00	0,00
28	TOTAL	84 971,40	1 380,00	86 351,40	86 345,54	0,00	86 345,54	-5,86	-0,01
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Recettes)									
2031	Frais d'études suivis de réalisation (ordre)	3 266,40	0,00	3 266,40	3 266,40	0,00	3 266,40	0,00	0,00
20	TOTAL	3 266,40	0,00	3 266,40	3 266,40	0,00	3 266,40	0,00	0,00
DOTATIONS ET RESERVES (Recettes)									
10222	FCTVA-Recettes	8 000,00	0,00	8 000,00	7 983,88	0,00	7 983,88	-16,12	-0,20
10	TOTAL	8 000,00	0,00	8 000,00	7 983,88	0,00	7 983,88	-16,12	-0,20
	Résultats d'investissement reporté (excédent)	199 066,33	0,00	199 066,33	199 066,33	0,00	199 066,33	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	295 304,13	1 380,00	296 684,13	296 662,15	0,00	296 662,15	-21,98	-0,01

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total	Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GROUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation

 G1-DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION
 COURANTE

60611	Eau et Assainissement	1 437,86	4 000,00	2 149,03	6 149,03	6 149,03	0,00	153,73	
60612	Energie, Electricité	13 674,06	13 000,00	591,70	13 591,70	13 591,70	0,00	104,55	
60621	Combustibles et carburants	23 947,58	22 000,00	10 378,86	32 378,86	31 755,80	-623,06	144,34	
60622	Produits d'entretien	3 879,56	4 000,00	-3 852,38	147,62	146,79	-0,83	3,67	
60623	Fournitures d'atelier	951,48	2 000,00	-564,44	1 435,56	1 265,10	-170,46	63,26	
60624	Fournitures administratives	1 041,02	1 000,00	-524,38	475,62	475,62	0,00	47,56	
60625	Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs	1 026,33	2 000,00	465,42	2 465,42	2 161,25	-304,17	108,06	
606268	Autres fournitures hôtelières	2 748,48	4 000,00	4 655,54	8 655,54	8 609,75	-45,79	215,24	
6063	Alimentation	66 290,71	70 000,00	-1 367,33	68 632,67	55 945,82	-12 686,85	79,92	
6066	Fournitures médicales	846,50	1 000,00	-530,31	469,69	469,67	-0,02	46,97	
6068	Autres achats non stockés de matières et fournitures	10 473,93	11 750,00	-5 658,13	6 091,87	6 001,93	-89,94	51,08	
62428	Autres transports d'usagers	2 445,80	2 500,00	-2 104,00	396,00	395,22	-0,78	15,81	
6251	Voyages et déplacements	976,57	500,00	-500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6257	Réceptions	202,20	400,00	-400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6261	Frais d'affranchissements	811,45	1 000,00	520,75	1 520,75	1 520,75	0,00	152,08	
6262	Frais de télécommunication	7 414,64	5 250,00	3 444,96	8 694,96	7 705,31	-989,65	146,77	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	2 443,70	3 000,00	-2 144,78	855,22	855,22	0,00	28,51	
6288	Autres services extérieurs divers	15 428,60	7 600,00	-4 792,21	2 807,79	2 807,79	0,00	36,94	
TOTAL GROUPE I DEPENSES - Dépenses afférentes à l'exploitation		156 040,47	155 000,00	-231,70	154 768,30	139 856,75	-14 911,55	90,23	

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total	Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GROUPE II DEPENSES - Dépenses afférentes au personnel

G2-DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

6228	Divers - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	160,70	3 000,00	-2 490,96	509,04	509,04	0,00	16,97
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	43 567,23	30 000,00	11 339,29	41 339,29	41 339,29	0,00	137,80
6336	Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier	5 651,03	5 000,00	494,00	5 494,00	5 494,00	0,00	109,88
64111	Rémunération principale - Personnel titulaire et stagiaire	848 885,65	800 000,00	-9 355,86	790 644,14	790 644,14	0,00	98,83
641181	Gratifications des stagiaires	2 441,25	3 500,00	-1 862,00	1 638,00	1 638,00	0,00	46,80
64131	Rémunération principale - Personnel non titulaire sur emplois permanents	95 844,26	127 000,00	-61 805,48	65 194,52	65 194,52	0,00	51,33
64151	Rémunération principale - Personnel non médical de remplacement	204 729,11	180 000,00	60 659,05	240 659,05	240 659,05	0,00	133,70
64511	Cotisations à l'URSSAF	184 165,69	170 000,00	45 095,00	215 095,00	215 095,00	0,00	126,53
64513	Cotisations aux caisses de retraite	11 483,28	10 000,00	1 024,00	11 024,00	11 024,00	0,00	110,24
64515	Cotisations à la CNRACL	212 954,22	210 000,00	10 163,01	220 163,01	220 163,01	0,00	104,84
64518	Cotisations aux autres organismes sociaux	5 987,55	6 000,00	-162,66	5 837,34	5 837,34	0,00	97,29
6475	Médecine du travail	229,48	2 115,00	-2 046,24	68,76	68,76	0,00	3,25
64784	Oeuvres sociales	24 821,90	22 000,00	2 363,60	24 363,60	24 362,02	-1,58	110,74
64788	Autres charges sociales	272,08	385,00	-385,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges diverses de personnel	5 434,54	8 000,00	-7 609,75	390,25	390,25	0,00	4,88
TOTAL GROUPE II DEPENSES - Dépenses afférentes au personnel		1 646 627,97	1 577 000,00	45 420,00	1 622 420,00	1 622 418,42	-1,58	102,88

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total	Dépenses réalisés n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GRUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure

G3-DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

6135	Locations mobilières	6 655,12	0,00	0,00	0,00	0,00		
61353	Matériel de transport	0,00	20 000,00	-14 038,32	5 961,68	5 711,64	-250,04	28,56
61528	Autres	694,45	1 500,00	-398,00	1 102,00	1 101,60	-0,40	73,44
61558	Autres matériels et outillages	2 509,38	1 500,00	141,20	1 641,20	1 495,96	-145,24	99,73
61561	Maintenance informatique	0,00	70,00	-2,60	67,40	50,55	-16,85	72,21
61568	Maintenance autres	11 249,47	8 000,00	5 882,46	13 882,46	13 463,96	-418,50	168,30
6168	Primes d'assurance - Autres risques	2 259,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61688	Autres risques	0,00	2 260,00	107,39	2 367,39	2 367,39	0,00	104,75
617	Etudes et recherches	0,00	930,00	-930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	676,00	540,00	270,00	810,00	635,00	-175,00	117,59
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 349,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6582	Pécule	4 977,00	6 000,00	-2 232,15	3 767,85	3 583,00	-184,85	59,72
6588	Autres	4 377,99	3 000,00	-1 330,58	1 669,42	1 668,64	-0,78	55,62
6611	Intérêts des emprunts et dettes	140,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 025,00	0,00	1 349,92	1 349,92	1 349,92	0,00	
68112	Immobilisations corporelles - Dotations aux amortissements	83 710,64	84 971,40	1 374,14	86 345,54	86 345,54	0,00	101,62
TOTAL GROUPE III DEPENSES - Dépenses afférentes à la structure		120 625,19	128 771,40	-9 806,54	118 964,86	117 773,20	-1 191,66	91,46
TOTAL GENERAL		1 923 293,63	1 860 771,40	35 381,76	1 896 153,16	1 880 048,37	-16 104,79	101,04

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréalis n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GRUPE I RECETTES - Produits de la tarification

PRODUITS DE LA TARIFICATION

73331	Secteur protection de l'Enfance-Dotation Globale (y compris quote-part de dotation globalisée commune)	1 841 157,74	1 731 000,00	36 000,00	1 767 000,00	1 731 000,00	-36 000,00	100,00	
73332	Secteur protection de l'Enfance-Prix de journée	0,00	36 000,00	-36 000,00	0,00	36 000,00	36 000,00	100,00	
TOTAL GROUPE I RECETTES - Produits de la tarification		1 841 157,74	1 767 000,00	0,00	1 767 000,00	1 767 000,00	0,00	100,00	

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

Réal accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréalis n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation

AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	0,00	0,00	35 381,76	35 381,76	40 747,15	5 365,39		
6459	Remboursement sur charges de Sécurité sociale et de prévoyance	11 915,40	10 000,00	0,00	10 000,00	16 851,88	6 851,88	168,52	
6611	Intérêts des emprunts et dettes	131,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
7541	Remboursement formation professionnelle	8 096,23	14 990,00	0,00	14 990,00	18 459,98	3 469,98	123,15	
7548	Autres remboursements de frais	1 196,17	5 000,00	0,00	5 000,00	2 546,47	-2 453,53	50,93	
7588	Autres produits divers de gestion courante	6 141,68	6 506,12	0,00	6 506,12	67 820,17	61 314,05	1 042,41	
TOTAL GROUPE II RECETTES - Autres produits relatifs à l'exploitation		27 480,54	36 496,12	35 381,76	71 877,88	146 425,65	74 547,77	401,21	

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

Réal accepté n-1	Budget exécutoire n	Virement de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettesréalis n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
					Montant	En %	
(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)=(5)-(4)	(7)=(5)/(2)	

GRUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables

PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

777	Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82	0,00	100,00	
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170,78	1 170,78		
TOTAL GROUPE III RECETTES - Produits financiers et produits non encaissables		53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	54 686,60	1 170,78	102,19	
TOTAL GENERAL		1 922 154,10	1 857 011,94	35 381,76	1 892 393,70	1 968 112,25	75 718,55	105,98	

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2020

RAPPORT

Le Centre Départemental de Santé CORREZE SANTE est un budget annexe du Département.

A ce titre, il enregistre toutes les dépenses et recettes qui lui sont propres.

Dans la continuité du plan AMBITION SANTE instauré par la Collectivité en vue de pallier le déclin de l'offre de santé sur son territoire et notamment sur la Haute-Corrèze, le Centre de Santé a ouvert ses portes le 09 Septembre 2019 à EGLETONS, siège de CORREZE SANTE.

Une antenne a été créée à Neuvic le 30 septembre 2019 et une autre à Meymac en juillet 2020.

La montée en charge a été très progressive.

En 2020 le CDS a accueilli 7371 patients sur 2 antennes de janvier à juin, et l'antenne de Meymac en plus à compter du 20/07/20, soit 615 patients par mois contre 205 patients par mois en 2019.

On peut noter une baisse significative du nombre de patients de mars à juin due à la crise sanitaire et particulièrement à la période du confinement mais aussi à la création de CORREZE TEST où nous avons mobilisé les médecins du CDS pour la réalisation de plus de 5000 tests dans les ESMS et manifestations estivales.

A ce jour, pour l'année 2021, le CDS a accueilli 2168 patients en 3 mois soit 722 patients par mois et a réalisé 402 vaccinations COVID19.

L'exercice 2020 doit s'interpréter sur cette période de 12 mois en y intégrant la création de Corrèze Tests pour répondre à la crise sanitaire liée à la COVID19.

Le Compte Administratif du Centre se présente de la façon suivante :

Section	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultat exercice antérieur	Résultats
Investissement	78 957,01	140 876,14	355,34	62 274,47
Fonctionnement	604 376,81	581 870,85	109,69	- 22 396,27
Total	683 333,82	722 746,99	465,03	39 878,20

DEPENSES :

Section	TOTAL VOTE	Réalisé	Écarts	% réalisé/BP
Investissement	141 255,34	78 957,01	62 298,33	55,90%
Fonctionnement	925 400,00	604 376,81	321 023,19	65,31%
Total	1 066 655,34	683 333,82	383 321,52	64,06%

RECETTES :

Section	TOTAL VOTE	Réalisé	Écarts	% réalisé/BP
Investissement	141 255,34	140 876,14	379,30	99,98%
Fonctionnement	925 400,00	581 870,85	343 529,15	62,89%
Total	1 066 655,34	722 746,99	343 908,35	67,79%

SECTION DE FONCTIONNEMENT : OPERATIONS REELLES + ORDRE

Cette section affiche un résultat négatif de 22 396,27 €.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 604 376,81€. Elles sont essentiellement liées aux charges de personnel pour 492 136,63 €, aux frais d'installation (locations immobilières, véhicules), de création des stocks et de dépenses courantes. Elles se décomposent comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL VOTE	REALISE	% réalisé
22	Dépenses imprévues	1 000,00	0,00	0,00%
6	COMPTES DE CHARGES	924 400,00	604 376,81	65,38%
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	40 258,79	12 528,14	31,12%
61	SERVICES EXTERIEURS	101 241,21	40 093,34	39,60%
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	43 500,00	24 301,36	55,87%
63	IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	37 400,00	2 475,00	6,62%
64	CHARGES DE PERSONNEL	656 100,00	492 136,63	75,01%
65	AUTRES CHARGES DES GESTION COURANTE	13 000,00	0,00	0,00%
68	DOTATION AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	32 900,00	32 842,34	99,82%
TOTAL		925 400,00	604 376,81	65,38%

La répartition des différents articles se présente comme suit :

60 : stocks de produits pharmaceutiques, charges d'électricité, de carburant et de fournitures administratives.

61 : Locations immobilières, de véhicules, maintenance informatique, formation au logiciel "métier".

62 : Frais de déplacement, enlèvement des DASRI (Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux), annonces et insertions, travaux d'impression des ordonnances, frais de nettoyage, d'affranchissement et de télécommunication.

63 : Cotisations au Centre National de la Fonction Publique (CNFPT).

64 : charges de personnel, en ETP :

- Médecins = 11,
- Administratif/Financier = 4.

Le budget n'a été exécuté qu'aux deux tiers compte tenu de l'ouverture des 2 antennes (Ussel et Sornac) et de l'arrivée des nouveaux médecins en 2021.

De plus, la période pandémique n'a pas aidé au déploiement qui demande du temps pour le recrutement, la mise en place et la montée en charge.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 581 870,85 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL VOTE	REALISE	% réalisé
002	Résultat fonctionnement reporté	109,69		
7	COMPTES DE PRODUITS	925 290,31	581 870,85	62,89%
70	CONSULTATIONS	490 800,00	175 413,32	35,74%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	424 490,31	396 326,90	93,37%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	264,63	#DIV/0!
77	QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	10 000,00	9 866,00	98,66%
TOTAL		925 400,00	581 870,85	62,88%

Il s'agit pour l'essentiel des consultations des médecins 175 413,32 € et des aides diverses pour 396 326,90€ réparties comme suit :

- Subvention d'équilibre de la collectivité 309 000 € ;
- Aide de la CPAM 87 326,90 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT : OPERATIONS REELLES + ORDRE

Cette section affiche un résultat positif de 62 274,47€.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 78 957,01€. Elles ont consisté en l'acquisition du matériel et mobilier médical, administratif et informatique.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		TOTAL VOTE	MANDATE	% réalisé
1	COMPTES DE CAPITAUX	10 000,00	9 866,00	98,66%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	10 000,00	9 866,00	98,66%
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	131 255,34	69 091,01	52,64%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 000,00	0,00	0,00%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	111 255,34	69 091,01	62,10%
TOTAL		141 255,34	78 957,01	55,90%

Les recettes d'investissement s'élèvent à 140 876,14€.

Elles correspondent à la subvention d'équilibre versée par la collectivité pour 100 000 €, 8 033,80 € pour le FCTVA (Fonds de Compensation TVA) et 32 842,34 € d'amortissements.

RECETTES D'INVESTISSEMENT		TOTAL VOTE	MANDATE	% réalisé
001	Solde d'exécution reporté	355.34		100%
1	COMPTES DE CAPITAUX	108 000,00	108 033,80	100,03%
10	DOTATION FCTVA	8 000,00	8 033,80	100,42%
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	100 000,00	100 000,00	100,00%
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	32 900,00	32 842,34	99,82%
28	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	32 900,00	32 842,34	99,82%
TOTAL		140 900,00	140 876,14	99,98%

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : COMPTE ADMINISTRATIF 2020

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/304 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Les dépenses réalisées par le Centre Départemental de Santé au cours de l'exercice 2020 sont définitivement arrêtées comme suit :

Section	Dépenses réalisées
Investissement	78 957,01
Fonctionnement	604 376,81
Total	683 333,82

Article 2 : Les recettes réalisées au cours de l'exercice 2020 sont définitivement arrêtées à :

Section	Recettes réalisées
Investissement	140 876,14
Fonctionnement	581 870,85
Total	722 746,99

Article 3 : Les résultats nets cumulés constatés à la clôture de l'exercice 2020 sont définitivement arrêtés à 39 878.20 € :

Section	Résultats
Investissement	62 274,47
Fonctionnement	- 22 396,27
Total	39 878,20

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
P/O Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 30 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20210423-CD2020_CA_CDS-AI

Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL -
DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M 52

**Compte administratif
voté par nature**

BUDGET : CORREZE SANTE (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721- 2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Pour mémoire : modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice - RAR Recettes	8

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget	9
A2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	10
A3 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	11
B1 - Balance générale - Dépenses	12
B2 - Balance générale - Recettes	13

III - Vote

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	14
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme	16
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	17
A1.3 - Equipements départementaux - Vue d'ensemble des chapitres de programme	18
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	19
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	20
A2 - Equipements non départementaux	21
A3 - Dépenses financières	22
A4.1 - Recettes - Financement des équipements départementaux et non départementaux	23
A4.2 - Recettes - RMI / RSA	24
A4.3 - Recettes financières	25
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	26
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	27
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	31
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	34

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1/01 - Opérations non ventilées	Sans Objet
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	36
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	37

B8 - Etat présentant le montant des recettes et des dépenses affectées aux services assujettis à la TVA ne faisant pas l'objet d'un budget annexe distinct du budget général	Sans Objet
B9.1 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Entrées	38
B9.2 - Variation du patrimoine (article R. 3313-7 du CGCT) - Sorties	39
B9.3 - Etat des opérations liées aux cessions	40
B10.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
B10.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
B11.1 - Etat des immobilisations - Bâtiments scolaires et administratifs	Sans Objet
B11.2 - Etat des immobilisations - Constructions, installation et agencements (hors bâtiments scolaires)	Sans Objet
B11.3 - Etat des immobilisations - Installations techniques, matériels et outillage	Sans Objet
B11.4 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations corporelles	Sans Objet
B11.5 - Etat des immobilisations - Immobilisations incorporelles	Sans Objet
B11.6 - Etat des immobilisations - Participations et créances rattachées à des participations	Sans Objet
B11.7 - Etat des immobilisations - Autres immobilisations financières	Sans Objet
B12 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B13.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
B13.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C6 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C8 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
D1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
D2.1 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D2.2 - Liste des concours attribués sous forme de prestations en nature ou de subventions	Sans Objet
D2.3 - Liste des subventions versées par le département aux communes	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	41

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	0.00	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (4)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.0%	
5	Encours de dette/population (3)	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)	0.0%	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31/12/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE

I – L'Assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement
 - (2) sans les programmes d'équipement listés en III-A1.3
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement
 - (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RESULTATS	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE

	RESULTAT DE L'EXERCICE N			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	683 333,82	722 746,99	465,03	A1 39 878,20
Investissement	78 957,01	140 876,14	(2) 355,34	A2 62 274,47
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	604 376,81	581 870,85	(3) 109,69	A3 -22 396,27

(1) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-1 reporté sur la ligne budgétaire 001 du budget. Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement N-1 reporté sur la ligne budgétaire 002 du budget (diminué de l'affectation au 1068 en N). Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

	RESTES A REALISER N (4)		
	Dépenses	Recettes	Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I+II 0,00	III+IV 0,00	B1 0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3 0,00

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses>recettes, et + si recettes>dépenses.

RESULTAT CUMULE = (A)+(B) (6)		
TOTAL	A1+B1	39 878,20
Investissement	A2+B2	62 274,47
Fonctionnement	A3+B3	-22 396,27

(6) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général(4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés(4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante(4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap./art (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement(3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles(3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées(3)	0,00
21	Immobilisations corporelles(3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (3)	0,00
23	Immobilisations en cours(3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières(3)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00
013	Atténuations de charges(4)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels(4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées aux comptes 010 et 018.

(4) Hors recettes imputées aux comptes 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	604 376,81	G	581 870,85
	Section d'investissement	B	78 957,01	H	140 876,14

+

+

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	109,69 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	355,34 (si excédent)

=

=

TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A+B+C+D	683 333,82	= G+H+I+J	723 212,02
--	-----------	-------------------	-----------	-------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	604 376,81	= G+I+K	581 980,54
	Section d'investissement	= B+D+F	78 957,01	= H+J+L	141 231,48
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	683 333,82	= G+H+I+J+K+L	723 212,02

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE

	TOTAL DES MANDATS EMIS			TOTAL DES TITRES EMIS		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	69 091,01	9 866,00	78 957,01	108 033,80	32 842,34	140 876,14
FONCTIONNEMENT	571 534,47	32 842,34	604 376,81	572 004,85	9 866,00	581 870,85
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	640 625,48	42 708,34	683 333,82	680 038,65	42 708,34	722 746,99

(1) Total des réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement. Les reports N-1 ne sont pas comptabilisés car ils sont réalisés d'office.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	A2

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		100 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(9)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	69 091,01	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		69 091,01	100 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	0,00	8 033,80
13	Subventions d'investissement (6) (9)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (3)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(9)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		0,00	8 033,80
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		69 091,01	108 033,80
040	Opérations ordre transf. entre sections (1)	9 866,00	32 842,34
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'ordre en investissement		9 866,00	32 842,34

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I+III	78 957,01	II+IV	140 876,14
--------------	--------------	------------------	--------------	-------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'Exécution de la section d'investissement N-1 reporté	v	0,00	vi	355,34
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			vii	0,00

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	78 957,01	II+IV+VI+VII	141 231,48
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (8)				62 274,47

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(2) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) En recettes, sauf 1068.

(7) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(8) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	A3

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général(2)	76 922,84	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	175 413,32
012 Charges de personnel et frais assimilés(2)	494 611,63	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations(2)	396 326,90
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586)(2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante(2)	264,63
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges(2)	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	571 534,47	Total recettes de gestion des services	572 004,85
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles(2)	0,00	77 Produits exceptionnels(2)	0,00
68 Dotations amortissements et provisions(2)	0,00	78 Reprises amortissements et provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 571 534,47	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 572 004,85

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections	32 842,34	042 Opérations ordre transf. entre sections	9 866,00
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 32 842,34	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 9 866,00

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I+III 604 376,81	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II+IV 581 870,85
---	-------------------------	---	-------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 109,69

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I+III+V 604 376,81	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II+IV+VI 581 980,54
---	---------------------------	---	----------------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	-22 396,27
--	-------------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement(7)	0,00	9 866,00	9 866,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(3) (7)	69 091,01	0,00	69 091,01
22	Immobilisations reçues en affectation(3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(3) (7)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
Dépenses d'investissement –Total		69 091,01	9 866,00	78 957,01

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	0.00
---	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général(8)	76 922,84		76 922,84
012	Charges de personnel et frais assimilés(8)	494 611,63		494 611,63
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante(sauf 6586) (8)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles(8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions(8)	0,00	32 842,34	32 842,34
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		571 534,47	32 842,34	604 376,81

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	0.00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 033,80	0,00	8 033,80
13	Subventions d'investissement(6)	100 000,00	0,00	100 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières(6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		32 842,34	32 842,34
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
Recettes d'investissement –Total		108 033,80	32 842,34	140 876,14

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	0,00
---	-------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	355,34
--	---------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges(7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	175 413,32		175 413,32
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations(7)	396 326,90		396 326,90
75	Autres produits d'activités(7)	264,63	0,00	264,63
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels(7)	0,00	9 866,00	9 866,00
78	Reprise sur amortissements et provisions(7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		572 004,85	9 866,00	581 870,85

Pour information R002 Résultat positif reporté	109,69
---	---------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)	Pour information réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information réalisations gérées hors AP
DEPENSES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	141 255,34	78 957,01	0,00	62 298,33	0,00	78 957,01
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	131 255,34	69 091,01	0,00	62 164,33	0,00	69 091,01
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	131 255,34	69 091,01	0,00	62 164,33	0,00	69 091,01
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>10 000,00</i>	<i>9 866,00</i>		<i>134,00</i>		<i>9 866,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>		<i>0,00</i>

Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté	0,00					
---	------	--	--	--	--	--

Total des dépenses d'investissement cumulées	141 255,34	78 957,01	0,00	62 298,33	0,00	78 957,01
---	-------------------	------------------	-------------	------------------	-------------	------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits annulés (2)
RECETTES D'INVESTISSEMENT - TOTAL	140 900,00	140 876,14	0,00	23,86
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3)	8 000,00	8 033,80	0,00	-33,80
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	32 900,00	32 842,34		57,66
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00		0,00
021 Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00			
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté	355,34			
Total des recettes d'investissement cumulées	141 255,34	141 231,48	0,00	23,86

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisations).

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL		131 255,34	69 091,01	0,00	62 164,33	0,00	69 091,01
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00		
21	Immobilisations corporelles	111 255,34	69 091,01	0,00	42 164,33	0,00	69 091,01
2181	Install. générales, agencements	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00		
2182	Matériel de transport	38 455,34	13 493,38	0,00	24 961,96		
21838	Autre matériel informatique	11 656,00	6 379,27	0,00	5 276,73		
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	10 000,00	5 062,37	0,00	4 937,63		
2185	Matériel de téléphonie	1 000,00	704,90	0,00	295,10		
2188	Autres immobilisations corporelles	48 144,00	43 451,09	0,00	4 692,91		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RSA DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	Pour information	
						Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III - VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
VUE D'ENSEMBLE DES CHAPITRES DE PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DEPARTEMENTAUX	A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement départementaux (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (3)	Cumul des réalisations	Pour information	
								Réalizations gérées dans le cadre d'une AP	Réalizations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Le détail des programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – DETAIL PAR PROGRAMME	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

**EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)**

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

(3) Dépenses engagées non mandatées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits annulés (4)
TOTAL		100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES RMI/RSA	A4.2

RECETTES RMI

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
010	Revenu minimum d'insertion	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

RECETTES RSA

Chap./art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
018	Revenu de solidarité active	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)
	TOTAL	8 000,00	8 033,80	0,00	-33,80
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 000,00	8 033,80	0,00	-33,80
10222	FCTVA	8 000,00	8 033,80	0,00	-33,80
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap.	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Cumul des réalisations (4)
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits annulés (3)	
	TOTAL DEPENSES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations – Restes à réaliser au 31/12. A la clôture de l'opération, les crédits ouverts non consommés sont automatiquement annulés. En cas de déficit, le solde s'obtient par l'inscription d'une recette à la rubrique « Financement par le département ».

(4) Ensemble des réalisations au 31/12.

(5) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(6) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
040	DEPENSES (2)	10 000,00	9 866,00	134,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	10 000,00	9 866,00	134,00
040	RECETTES (2)	32 900,00	32 842,34	57,66
281838	Autre matériel informatique	3 080,60	3 044,80	35,80
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 795,40	10 795,40	0,00
28188	Autres immo. corporelles	19 024,00	19 002,14	21,86

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalizations Mandats/Titres émis	Crédits annulés (3)
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Réalisations.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)	Pour information dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information dépenses gérées hors AE
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)			
DEPENSES DE L'EXERCICE(Détail en III-B1)		925 400,00	604 376,81	0,00	0,00	321 023,19	0,00	604 376,81
011	Charges à caractère général (4)	185 000,00	76 922,84	0,00	0,00	108 077,16	0,00	76 922,84
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	693 500,00	494 611,63	0,00	0,00	198 888,37		494 611,63
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (3)	1 000,00						
023	Virement à la section d'investissement (3)	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections	32 900,00	32 842,34			57,66		32 842,34
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00

Pour information :	0,00							
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1								

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	925 400,00	604 376,81	0,00	0,00	321 023,19	0,00	604 376,81
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de mandats (opérations sans réalisations).

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D’ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (2)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	
RECETTES DE L'EXERCICE(Détail en III-B2)		925 290,31	581 870,85	0,00	0,00	343 419,46
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	490 800,00	175 413,32	0,00	0,00	315 386,68
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	424 490,31	396 326,90	0,00	0,00	28 163,41
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	264,63	0,00	0,00	-264,63
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	10 000,00	9 866,00	0,00	0,00	134,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information :	109,69				
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	925 400,00	581 980,54	0,00	0,00	343 419,46
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
011	Charges à caractère général(4)	185 000,00	76 922,84	0,00	0,00	108 077,16	0,00	76 922,84
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		
60612	Energie - Electricité	10 000,00	3 122,32	0,00	0,00	6 877,68		
60613	Chauffage urbain	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		
60622	Carburants	2 752,12	2 752,12	0,00	0,00	0,00		
6064	Fournitures administratives	2 000,00	349,25	0,00	0,00	1 650,75		
60661	Médicaments	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00		
60662	Vaccins et sérums	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00		
60668	Autres produits pharmaceutiques	10 000,00	5 029,35	0,00	0,00	4 970,65		
6068	Autres matières et fournitures	9 506,67	1 275,10	0,00	0,00	8 231,57		
6132	Locations immobilières	30 000,00	24 763,07	0,00	0,00	5 236,93		
6135	Locations mobilières	13 500,00	9 707,28	0,00	0,00	3 792,72		
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		
61551	Entretien matériel roulant	1 741,21	107,97	0,00	0,00	1 633,24		
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00		
6156	Maintenance	20 000,00	4 555,02	0,00	0,00	15 444,98		
6161	Multirisques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00		
6168	Autres primes d'assurance	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00		
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	800,00	0,00	0,00	9 200,00		
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	160,00	0,00	0,00	340,00		
6188	Autres frais divers	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00		
6228	Divers	1 640,00	1 414,06	0,00	0,00	225,94		
6231	Annonces et insertions	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00		
6233	Foires et expositions	5 800,00	5 339,74	0,00	0,00	460,26		
6236	Catalogues et imprimés	4 974,35	733,00	0,00	0,00	4 241,35		
6248	Divers	1 000,00	179,52	0,00	0,00	820,48		
6251	Voyages, déplacements et missions	6 200,00	2 793,18	0,00	0,00	3 406,82		
6261	Frais d'affranchissement	1 000,00	24,83	0,00	0,00	975,17		
6262	Frais de télécommunications	4 000,00	3 078,06	0,00	0,00	921,94		
627	Services bancaires et assimilés	500,00	167,22	0,00	0,00	332,78		
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 025,65	8 025,65	0,00	0,00	0,00		
62878	Remboursement de frais à des tiers	4 860,00	2 546,10	0,00	0,00	2 313,90		
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (4)	693 500,00	494 611,63	0,00	0,00	198 888,37		494 611,63
6331	Versement de transport	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00		
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00		
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 000,00	2 475,00	0,00	0,00	4 525,00		
64111	Rémunération principale titulaires	108 900,00	70 354,00	0,00	0,00	38 546,00		
64112	SFT, indemnité résidence	1 200,00	885,48	0,00	0,00	314,52		
64113	NBI	2 000,00	1 714,87	0,00	0,00	285,13		
64118	Autres indemnités titulaires	16 100,00	15 985,89	0,00	0,00	114,11		
64131	Rémunérations non tit.	361 400,00	273 841,71	0,00	0,00	87 558,29		
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	103 000,00	83 241,00	0,00	0,00	19 759,00		
6453	Cotisations aux caisses de retraites	50 384,00	45 573,68	0,00	0,00	4 810,32		
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00		
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	887,00	0,00	0,00	0,00	887,00		
6475	Médecine du travail, pharmacie	329,00	0,00	0,00	0,00	329,00		
6488	Autres charges	900,00	540,00	0,00	0,00	360,00		
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - CORREZE SANTE - CA - 2020

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Dépenses gérées hors AE
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00
6581	Redev. concessions, brevets, licences...	13 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00		
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A)= (011+012+014+015+016+017+65+6586)		891 500,00	571 534,47	0,00	0,00	319 965,53	0,00	571 534,47

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES - DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap./ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)	Pour information	
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)		Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00		0,00
022	Dépenses imprévues (E)	1 000,00						
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A+B+C+D+E		892 500,00	571 534,47	0,00	0,00	320 965,53	0,00	571 534,47

023	Virement à la section d'investissement	0,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	32 900,00	32 842,34			57,66		32 842,34
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	32 900,00	32 842,34			57,66		32 842,34
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		32 900,00	32 842,34			57,66		32 842,34

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	925 400,00	604 376,81	0,00	0,00	321 023,19	0,00	604 376,81
---	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

Pour information D002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00	0,00					
---	------	------	--	--	--	--	--

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	925 400,00	604 376,81	0,00	0,00	321 023,19	0,00	604 376,81
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Dépenses engagées non mandatées.
 (3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Mandats émis – Charges rattachées – Restes à réaliser au 31/12.
 (4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
 (5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Pour information : détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	490 800,00	175 413,32	0,00	0,00	315 386,68
7068	Autres redevances et droits	490 800,00	175 413,32	0,00	0,00	315 386,68
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations(4)	424 490,31	396 326,90	0,00	0,00	28 163,41
7473	Participation Départements	309 040,31	309 000,00	0,00	0,00	40,31
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	115 450,00	2 422,50	0,00	0,00	113 027,50
74788	Autres	0,00	84 904,40	0,00	0,00	-84 904,40
75	Autres produits de gestion courante(4)	0,00	264,63	0,00	0,00	-264,63
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	264,63	0,00	0,00	-264,63
013	Atténuations de charges(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		915 290,31	572 004,85	0,00	0,00	343 285,46
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)						

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES - DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap/ art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Recettes employées (ou restant à employer)			Crédits annulés (3)
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D) (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A+B+C+D		915 290,31	572 004,85	0,00	0,00	343 285,46

042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	10 000,00	9 866,00			134,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	10 000,00	9 866,00			134,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 000,00	9 866,00			134,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	925 290,31	581 870,85	0,00	0,00	343 419,46
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

Pour information R002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	109,69	109,69			
--	--------	--------	--	--	--

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	925 400,00	581 980,54	0,00	0,00	343 419,46
--	-------------------	-------------------	-------------	-------------	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits annulés = Crédits ouverts – Titres émis – Produits rattachés – Restes à réaliser au 31/12.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		10 000,00	I 9 866,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		10 000,00	9 866,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	10 000,00	9 866,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	9 866,00	0,00	0,00	9 866,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		40 900,00	40 876,14
Ressources propres externes de l'année (a)		8 000,00	8 033,80
10222	FCTVA	8 000,00	8 033,80
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		32 900,00	32 842,34
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
281838	Autre matériel informatique	3 080,60	3 044,80
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 795,40	10 795,40
28188	Autres immo. corporelles	19 024,00	19 002,14
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	40 876,14	0,00	355,34	0,00	41 231,48

Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 9 866,00
Ressources propres disponibles	IV 41 231,48
Solde	V = IV – II (2) 31 365,48

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – ENTREES	B9.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalité et date d'acquisition	Désignation du bien	N°d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (1)
TOTAL GENERAL			69 091,01	0,00	
Acquisitions à titre onéreux			69 091,01	0,00	
27/01/2020	2020M00018 - Ordinateur portable HP-Dr Acker	2020M00018	1 193,79	0,00	0
02/07/2020	2020M00019 - Lecteur de carte Move 500	2020M00019	719,04	0,00	0
11/09/2020	2020M00015 - Téléphone portable iPhone 8 Plus 64 Go-Dr Bouyssou	2020M00015	704,90	0,00	0
25/09/2020	2020M00020 - 1 lecteur carte vitale act 3S	2020M00020	552,00	0,00	0
07/10/2020	2020M00024 - Autres immobilisations corporelles - BFV	2020M00024	926,98	0,00	0
07/10/2020	2020M00025 - Autre matériel informatique - BFV	2020M00025	538,18	0,00	0
14/10/2020	2020M00026 - 1 lecteur carte vitale act 3S	2020M00026	552,00	0,00	0
14/10/2020	2020M00027 - 1 lecteur carte vitale act 3S	2020M00027	552,00	0,00	0
14/10/2020	2020M00028 - 1 lecteur carte vitale act 3S	2020M00028	552,00	0,00	0
23/11/2020	2020M00003 - 2 lunettes d'essai, 158 verres et autres mat.	2020M00003	2 676,84	0,00	0
26/11/2020	2020M00005 - Réfracteur RT-3100S	2020M00005	8 742,62	0,00	0
26/11/2020	2020M00006 - Lecteur carte + 5 IC-CARD	2020M00006	526,48	0,00	0
26/11/2020	2020M00007 - Table électrique 2 plans 188*70cm noire	2020M00007	1 190,00	0,00	0
26/11/2020	2020M00031 - Micro-ordinateur HP EliteBook 850 G6	2020M00031	1 193,78	0,00	0
30/11/2020	2020M00001 - Renault Clio 5 Zen TCe 90 - Immat. FV-650-FS	2020M00001	13 493,38	0,00	0
04/12/2020	2020M00008 - Table électrique écopostural 2 plans noire	2020M00008	1 557,91	0,00	0
15/12/2020	2020M00002 - Matériel de bureau et mobilier - BFV	2020M00002	1 834,92	0,00	0
15/12/2020	2020M00009 - Fauteuil, table à élévation électrique + câble 7m	2020M00009	3 227,45	0,00	0
15/12/2020	2020M00010 - Matériel orthoptique divers	2020M00010	28 356,74	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			0,00	0,00	
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 3313-7 du CGCT) – SORTIES	B9.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (article R. 3313-7 du CGCT)

Modalités et date de sortie (1)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (2)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (3)
TOTAL GENERAL							0,00	0,00	
Cessions à titre onéreux							0,00	0,00	
Cessions à titre gratuit							0,00	0,00	
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	0,00	

(1) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(2) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(3) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B9.3

Pour mémoire

Crédits ouverts (BP + DM)

Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
--------------	---	------

Produit des cessions

Réalisations

Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0
 Nombre de membres présents : 0
 Nombre de suffrages exprimés : 0
 VOTES : Pour : 0
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical, ...).

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

AFFECTATION DES RESULTATS 2020 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE ET DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE

RAPPORT

Lorsque le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire, il y a obligation de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la faculté d'affecter un surplus à l'investissement en réserve au même compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés", avant de reporter la part d'excédent de fonctionnement non affectée en recettes de cette section.

Cette affectation des résultats doit faire l'objet d'une délibération spécifique qui reprend le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser.

La délibération n'est pas indispensable lorsque l'excédent de fonctionnement ne comporte pas d'affectation en investissement.



Budget principal du Département

- **Section d'investissement**
 - déficit cumulé 2020 à reporter (compte 001 D) : 21 366 479,79 €
 - report de crédits en dépenses : 15 628 711,12 €
 - report de crédits en recettes : 11 925 000,04 €
 - besoin de financement (affectation au compte 1068 R) : 25 070 190,87 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent cumulé 2020 avant affectation : 74 400 484,16 €
 - affectation obligatoire au déficit d'investissement : 25 070 190,87 €
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 49 330 293,29 €

Pour les budgets annexes du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille ainsi que du Centre Départemental de la Santé présentant un excédent en section d'investissement, il n'y a pas de procédure d'affectation et les résultats qui figurent dans le rapport du Compte Administratif sont un simple rappel :



Budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

- **Section d'investissement**
 - excédent cumulé 2020 à reporter (compte 001 R) : 192 464,54 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 91 823,34 €



Budget annexe du Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé"

- **Section d'investissement**
 - excédent cumulé 2020 à reporter (compte 001 R) : 62 274,47 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - Déficit à reporter (compte 002 D) : 22 396,27 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AFFECTATION DES RESULTATS 2020 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE ET DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/305 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article unique : L'affectation des résultats de l'exercice 2020, repris au Budget Primitif 2021, tant pour le budget principal du Département que pour les budgets annexes du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille ainsi que du Centre Départemental de Santé est effectuée selon les modalités suivantes :



Budget principal du Département

- **Section d'investissement**
 - déficit cumulé 2020 à reporter (compte 001 D) : 21 366 479,79 €
 - report de crédits en dépenses : 15 628 711,12 €
 - report de crédits en recettes : 11 925 000,04 €
 - besoin de financement (affectation au compte 1068 R) : 25 070 190,87 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent cumulé 2020 avant affectation : 74 400 484,16 €
 - affectation obligatoire au déficit d'investissement : 25 070 190,87 €
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 49 330 293,29 €



Budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

- **Section d'investissement**
 - excédent cumulé 2020 à reporter (compte 001 R) : 192 464,54 €
 - report de crédits en dépenses : 0,00 €
 - report de crédits en recettes : 0,00 €

- **Section de fonctionnement**
 - excédent à reporter (compte 002 R) : 91 823,34 €



Budget annexe du Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé"

- **Section d'investissement**

- excédent cumulé 2020 à reporter (compte 001 R) :	62 274,47 €
- report de crédits en dépenses :	0,00 €
- report de crédits en recettes :	0,00 €

- **Section de fonctionnement**

- Déficit à reporter (compte 002 D) :	22 396,27 €
---------------------------------------	-------------

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 30 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20210423-CD2021_BP_DPT-BF

Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT 19

RESULTAT DE CLOTURE 2020

Recettes d'investissement réalisées	107 314 582,43 €
Dépenses d'investissement réalisées	103 639 562,65 €
Résultat brut de l'exercice	3 675 019,78 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	- 25 041 499,57 €
Solde cumulé d'investissement 2020 à reporter (c/ 001 Dépense)	- 21 366 479,79 €
Restes à Réaliser en Dépenses	15 628 711,12 €
Restes à Réaliser en Recettes	11 925 000,04 €
<u>Déficit de la section d'investissement</u>	<u>- 25 070 190,87 €</u>
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	315 158 726,96 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	276 864 452,89 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	38 294 274,07 €
Excédent de fonctionnement reporté	36 106 210,09 €
Solde cumulé de fonctionnement 2020	74 400 484,16 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
Résultat cumulé 2020 avec les restes à réaliser	74 400 484,16 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)	25 070 190,87 €
<hr/>	
Résultat de fonctionnement 2020 à reporter (c/ 002 Recette)	49 330 293,29 €

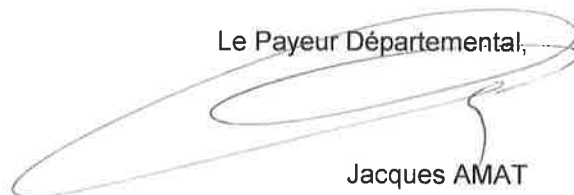
Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT



ETAT DES RESTES A REALISER SUR 2020 EN DEPENSES ET RECETTES

Chapitre	Libellé	Restes à réaliser
Dépenses		15 628 711,12
906	2031 : Frais d'études	31 700,51
	23151 : Réseaux de voirie en cours	6 935 309,46
	238 : Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	236 701,11
923	DETTE ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	
	166 : Refinancement de dette	8 425 000,04
Recettes		11 925 000,04
923	DETTE ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	
	166 : Refinancement de dette	8 425 000,04
	1641 : emprunt en euros	3 500 000,00

Dépenses :

Arrêté le 31 décembre 2020 à la somme de quinze millions six cent vingt huit mille sept cent onze euros et douze centimes

Recettes :

Arrêté le 31 décembre 2020 à la somme de onze millions neuf cent vingt cinq mille euros et quatre centimes

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT



**BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET
DE LA FAMILLE (Département 19)**

RESULTAT DE CLOTURE 2020

Recettes d'investissement réalisées	97 595,82 €
Dépenses d'investissement réalisées	104 197,61 €
Résultat brut de l'exercice	- 6 601,79 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	199 066,33 €
Solde cumulé d'investissement 2020 à reporter (c/ 001 Recette)	192 464,54 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
<u>Excédent</u> de la section d'investissement	192 464,54 €
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	1 968 112,25 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	1 880 048,37 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	88 063,88 €
Excédent de fonctionnement reporté	3 759,46 €
Solde cumulé de fonctionnement 2020	91 823,34 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068)	- €
Résultat de fonctionnement 2020 à reporter (c/ 002 Recette)	91 823,34 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT

ETAT DES RESTES A REALISER SUR 2020 EN DEPENSES ET RECETTES

Chapitre	Libellé	Restes à réaliser
Dépenses		0,00
	Néant	
Recettes		0,00
	Néant	

Dépenses :

Arrêté le 31 décembre 2020

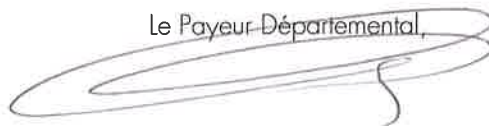
Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT



BUDGET ANNEXE DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE
(Département 19)

RESULTAT DE CLOTURE 2020

Recettes d'investissement réalisées	140 876,14 €
Dépenses d'investissement réalisées	78 957,01 €
Résultat brut de l'exercice	61 919,13 €
Solde d'exécution d'investissement reporté	355,34 €
Solde cumulé d'investissement 2020 à reporter (c/ 001 Recette)	62 274,47 €
Restes à Réaliser en Dépenses	- €
Restes à Réaliser en Recettes	- €
<u>Excédent</u> de la section d'investissement	62 274,47 €
<hr/>	
Recettes de fonctionnement réalisées	581 870,85 €
Dépenses de fonctionnement réalisées	604 376,81 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	- 22 505,96 €
Excédent de fonctionnement reporté	109,69 €
Solde cumulé de fonctionnement 2020	- 22 396,27 €
<hr/>	
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068)	- €
Résultat de fonctionnement 2020 à reporter (c/ 002 Dépense)	- 22 396,27 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT

Département de la Corrèze
Centre Départemental de la Santé "Corrèze Santé"

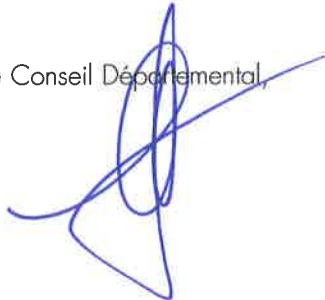
ETAT DES RESTES A REALISER SUR 2020 EN DEPENSES ET RECETTES

Chapitre	Libellé	Restes à réaliser
Dépenses		0,00
	Néant	
Recettes		0,00
	Néant	

Arrêté le 31 décembre 2020

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



Le Payeur Départemental,

Jacques AMAT



Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021

RAPPORT

Dans la continuité du débat des orientations budgétaires, le budget primitif pour 2021 s'inscrit dans la poursuite des budgets précédents, à savoir une gestion saine et équilibrée tout en prenant en compte le poids de la crise sanitaire, économique et sociale qui a débuté il y a un peu plus d'un an.

Malgré les contraintes budgétaires qui nous sont imposées par l'État (hausse des dépenses sociales et baisse des recettes de fiscalité économique), et le contexte inédit d'incertitudes résultant de la pandémie de COVID-19, Le Département poursuivra ses actions en matière de cohésions sociale et territoriale, fidèle à son engagement en faveur de l'amélioration des services et de la promotion de notre territoire.

Ainsi, le Département continuera d'assurer en 2021 ses missions de solidarités (protection de l'enfance et des familles, soutien aux bénéficiaires du RSA, aide accrue envers les personnes en situation de handicap et renforcement de l'accompagnement de celles en situation de perte d'autonomie) ainsi que ses politiques volontaristes en faveur de la jeunesse, du sport et de la culture.

Ayant renforcé sa structure financière depuis 2015 grâce à un fort désendettement (- 48,3 M€ en cumulé) et à d'importants efforts de gestion, le Département peut ainsi adopter en 2021 un budget réservant une place majeure à l'investissement, sans recourir à l'emprunt, afin de soutenir l'activité et de favoriser l'attractivité de notre territoire.

Cela s'est traduit par le vote du Plan "Corrèze Accompagnement COVID-19" dès novembre 2020 (viaduc des Rochers Noirs et projets des collèges) et cela se poursuivra en 2021 par une nouvelle contractualisation ambitieuse pour les aides en faveur des communes, une augmentation du budget des travaux bâtimentaires, la poursuite des projets d'infrastructures routières et la fin du déploiement du réseau 100% Fibre.

La construction du Budget Primitif 2021 du département a donc été établie sur ces principes avec :

- des **recettes réelles de fonctionnement contraintes** (hors résultat cumulé) de 292,5 M€, notamment du fait de la prévision de ralentissement de la croissance des recettes des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et de la Taxe sur les Contrats d'Assurances (TSCA), ainsi que de la baisse des concours de la CNSA ;
- des **dépenses de fonctionnement** estimées à 253,1 M€ en légère augmentation (+ 1,9 % par rapport au BP 2020), le Département mobilisant un budget de 148,2 M€ pour ses politiques de cohésion sociale (+3,7 %), afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables et de celles fragilisées par la crise (pour le RSA + 7 % de BP 2021/CA 2020 et + 20,7 % de BP 2021/BP 2020), tout en maîtrisant les autres dépenses de fonctionnement (- 0,6 %) ;

Avec, **fin 2020, un résultat cumulé** de 49,3 M€ et une **épargne nette** à son plus haut niveau depuis 2009, égale à 29,9 M€, ainsi qu'en **2021, une épargne brute** préservée à hauteur de 39,9 M€, le Département démontre la consolidation de sa situation financière.

Il peut donc présenter un budget d'investissement acteur de la relance avec un montant de **dépenses d'investissement** pouvant atteindre jusqu'à 69,7 M€ sans recours à l'emprunt.

Afin de vous présenter en détail le Budget Primitif 2021 du Département de la Corrèze, acte de prévision et d'autorisation, reflet de la politique impulsée au sein de notre collectivité départementale, le présent rapport comporte différentes parties :

- Un panorama des grands chiffres du budget 2021 et un focus sur le Budget Participatif,
- Un budget en fonctionnement responsable et solidaire,
- Un budget d'investissement acteur de la relance,
- Équilibre et ratios.

PREMIERE PARTIE

PANORAMA

I. LES GRANDS CHIFFRES DU BUDGET 2021

- A. ÉVOLUTION BP2020/CA2020/BP2021
- B. STRUCTURE GÉNÉRALE DU BUDGET PRIMITIF 2021

II. LE BUDGET PARTICIPATIF : LA PAROLE AUX CORREZIENS

DEUXIEME PARTIE

UN BUDGET EN FONCTIONNEMENT RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

I. LA NECESSAIRE POURSUITE DE LA MAITRISE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- A. UNE ÉVOLUTION CONTENUE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
- B. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR PÔLE
- C. LES DÉPENSES DE PERSONNEL - OPTIMISATION DE LA MASSE SALARIALE

II. LES PRINCIPES POSTES DE RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ : UNE PREVISION PRUDENTE EN 2021

- A. LES RECETTES DE FISCALITÉ DIRECTE / COMPENSATION DE LA TFBP (103,60 M€)
- B. LES RECETTES DE LA FISCALITÉ INDIRECTE (66,9 M€)
- C. LES DOTATIONS DE L'ÉTAT ET LES COMPENSATIONS (65,8 M€)
- D. LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT
- E. CONCLUSION

TROISIEME PARTIE

UN BUDGET D'INVESTISSEMENT ACTEUR DE LA RELANCE

I. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

II. UNE DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT AU SERVICE DE L'INVESTISSEMENT

- A. L'AUTOFINANCEMENT
- B. LA STRUCTURE DE LA DETTE DIVERSIFIÉE, SÉCURISÉE ET SAINTE AU 31 DÉCEMBRE 2021
- C. UNE GESTION DE LA TRÉSORERIE OPTIMISÉE
- D. UN DÉSENDETTEMENT CUMULÉ DE -48,3 M€ AU 31 DÉCEMBRE 2020

III. LA POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT VOLONTARISTE

- A. ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS
- B. LA TYPOLOGIE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

QUATRIÈME PARTIE

ÉQUILIBRE ET SOLDES DE GESTION

I. L'ÉQUILIBRE BUDGETAIRE

II. L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION

CONCLUSION

1^{ère} partie PANORAMA

I - LES GRANDS CHIFFRES DU BUDGET 2021

A - ÉVOLUTION BP 2020/CA 2020/BP 2021

Budget du Conseil Départemental 2021 : 486,449 M€ (*hors emprunt revolving pour 10,793 M€ et refinancement de la dette pour 25,425 M€) à comparer à 472,033 M€ au BP 2020 et 412,474 M€ au CA 2020, soit une évolution de respectivement + 3,05 % (+ 14,416 M€) et + 17,93 % (+ 73, 98 M€).

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Dépenses de fonctionnement	ordre	81 494 378	34 041 323	93 411 697	174,41%	14,62%
	réel	248 482 029	242 823 130	253 134 987	4,25%	1,87%
S/Total D de F		329 976 406	276 864 453	346 546 684	25,17%	5,02%
Dépenses d'investissement	ordre	6 875 940	13 701 843	11 939 178	-12,86%	73,64%
	réel*	135 180 446	79 938 579	127 963 283	60,08%	-5,34%
S/Total D d' I		142 056 386	93 640 422	139 902 462	49,40%	-1,52%
TOTAL DEPENSES		472 032 792	370 504 875	486 449 146	31,29%	3,05%
Recettes de fonctionnement	ordre	5 301 940	12 222 523	4 705 398	-61,50%	-11,25%
	réel	324 674 466	302 936 204	341 841 286	12,84%	5,29%
S/Total R de F		329 976 406	315 158 727	346 546 684	9,96%	5,02%
Recettes d'investissement	ordre	83 068 378	35 520 643	100 645 478	183,34%	21,16%
	réel*	58 988 009	61 794 799	39 256 984	-36,47%	-33,45%
S/Total R d' I		142 056 386	97 315 442	139 902 462	43,76%	-1,52%
TOTAL RECETTES		472 032 792	412 474 169	486 449 146	17,93%	3,05%

*Hors emprunt revolving en Dépenses Réelles d'Investissement et en Recettes Réelles d'Investissement (10,793 M€ en 2021 - 12,842 M€ en 2020) et hors refinancement de la dette pour 25,425 M€ en 2021 - 17,6 M€ en 2020)

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à **253,135 M€** incluant un montant de 0,550 M€ de provisions. Le montant de 252,585 M€ hors provisions se répartit comme suit :

- 58,67 % en faveur de la cohésion sociale (57,61 % au BP 2020),
- 34,47 % pour les moyens généraux (35,34 % au BP 2020),
- 5,61 % en faveur de la cohésion territoriale (5,75 % au BP 2020),
- 1,25 % pour les missions économie, numérique, tourisme, communication (1,30 % au BP 2020).

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à **127,963 M€** et se répartissent de la façon suivante.

- Un **montant potentiel réalisable de dépenses d'investissement** de **69,678 M€** qui, conformément à la présentation des orientations budgétaires, ne sera utilisé **en 2021** qu'à hauteur de **51,145 M€**, le solde de 18,533 M€ étant mis en réserve pour le financement des infrastructures routières et des projets du Plan "Corrèze Accompagnement Covid-19" (viaduc des Rochers Noirs, projets des collèges, etc.).

Ce montant de **51,145 M€** se décompose de la façon suivante:

- 86,78 % en faveur de la cohésion territoriale (93,92 % au BP 2020),
- 4,49 % pour les missions économie, numérique, tourisme, communication (3,34 % au BP 2020),
- 1,57 % en faveur de la cohésion sociale (1,23 % au BP 2020),
- 7,16 % pour les moyens généraux (1,51 % au BP 2020).

Il est dédié :

- 31,151 M€ (60,91 %) pour les équipements départementaux (70,20 % au BP 2020),
- 19,994 M€ (39,09 %) pour les subventions d'équipement versées (29,80 % au BP 2020).

- Un **report de crédits** de **7,204 M€** concernant les travaux non encore réalisés du contournement de Malemort mais pour lesquels les marchés ont été notifiés.

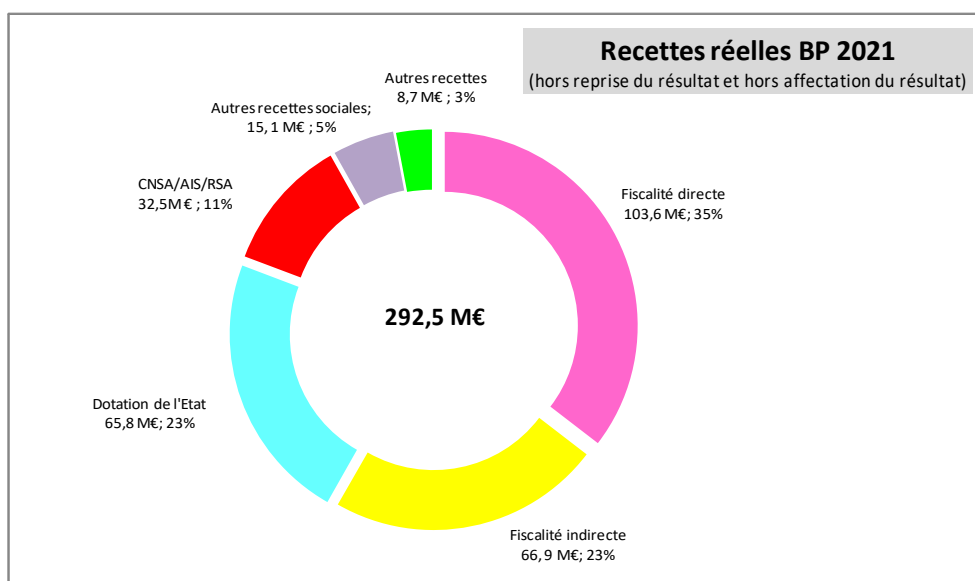
- Un **montant de remboursement en capital de la dette** de **29,715 M€**.

- Un **déficit d'investissement reporté** de **21,366 M€**.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à **341,841 M€** et se décomposent en :

- Un **montant total de recettes** de **292,511 M€**
- Un **résultat cumulé à fin 2020** de **49,330 M€**.

Le montant des recettes réelles de fonctionnement de 292,5 M€ se décompose de la façon suivante.



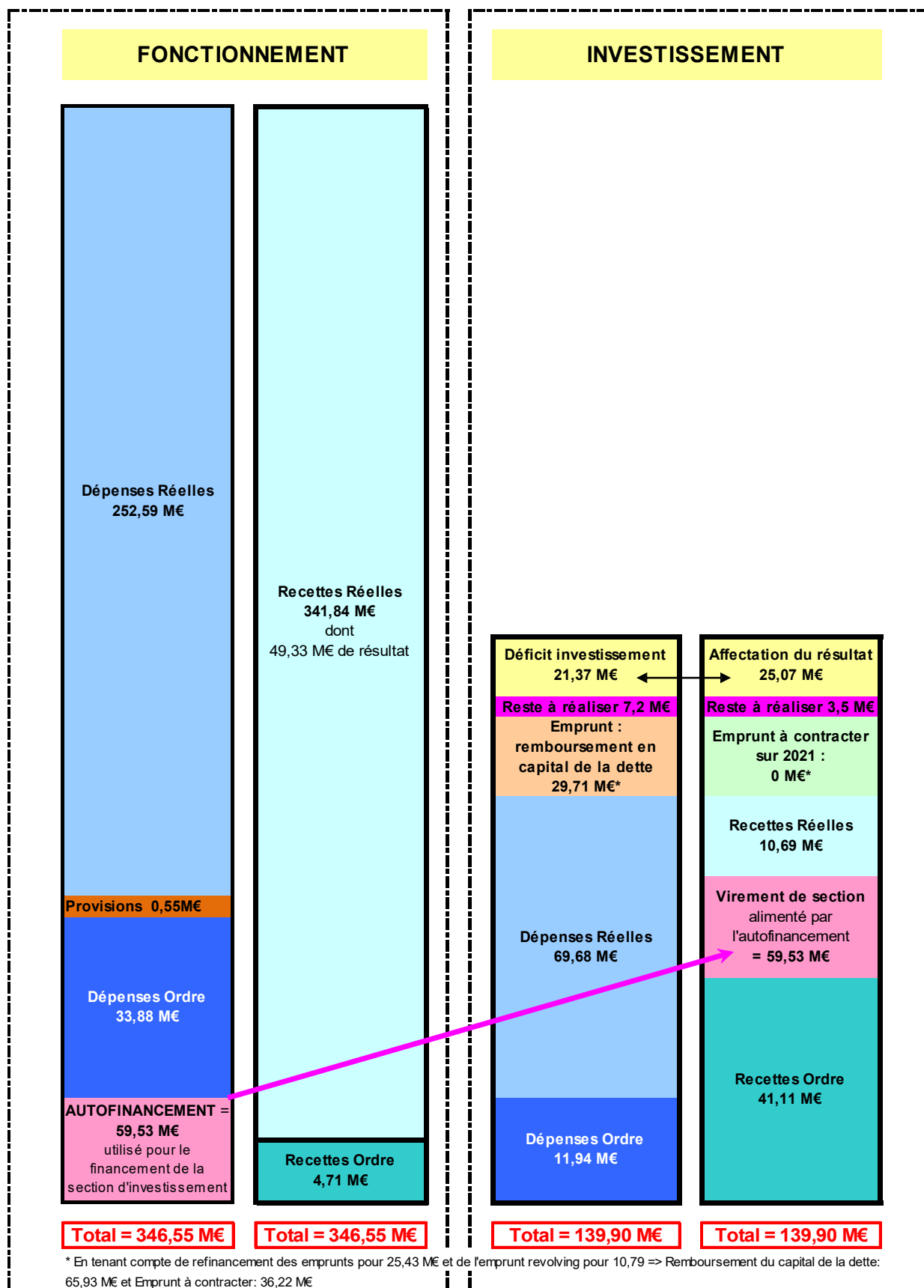
Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 39,257 M€ et se répartissent en:

- Un montant total de recettes de 10,687 M€,
- Un report de crédits de 3,5 M€,
- Un montant d'emprunt de 0 M€ (hors refinancement des emprunts),
- Une affectation pour couvrir le déficit d'investissement pour 25,070 M€.

Afin de réduire le montant des charges financières, il est prévu dans ce budget primitif de poursuivre la gestion active de la dette en essayant de refinancer des emprunts pour un total de 25,425 M€.

Par conséquent, comme présenté lors du débat des orientations budgétaires, nous ne prévoyons, dans ce budget primitif, aucun recours à l'emprunt.

B- STRUCTURE GÉNÉRALE DU BUDGET PRIMITIF 2021



II - LE BUDGET PARTICIPATIF : LA PAROLE AUX CORRÉZIENS

L'intégralité de la synthèse de la consultation relative au budget participatif menée du 20 janvier au 20 février 2021 est présentée ci-dessous.

Les propositions du Conseil Départemental ont toutes été validées par les Corrégiens dans le cadre de cette consultation. Vous retrouverez, dans les rapports dédiés aux différentes politiques départementales, des estampilles relatives à ces actions - budget participatif 2021. De plus, les propositions des corrégiens seront étudiées par les services courant 2021.



Bilan Budget Participatif 2021

Consultation menée par le Conseil Départemental de la Corrèze du 20 janvier au 10 février 2021

Les chiffres clés :

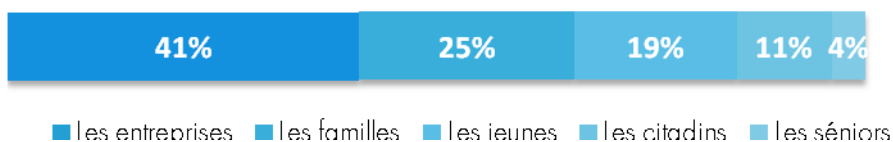
586 participants, soit 21 % de plus qu'en 2020

645 contributions et 165 votes

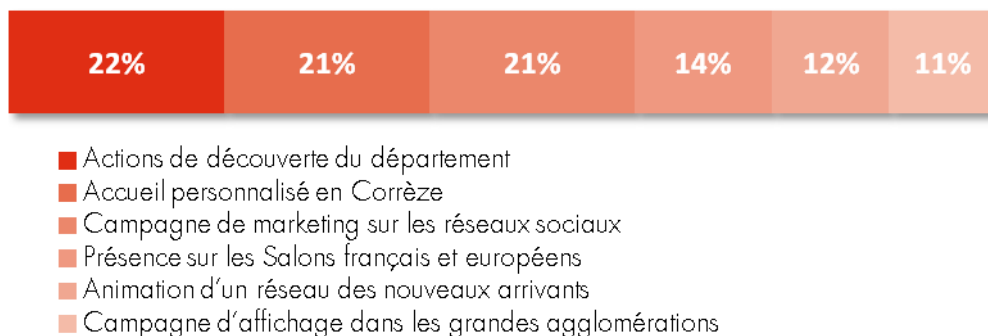
1-LES RÉPONSES à la consultation

ATTRACTIVITÉ

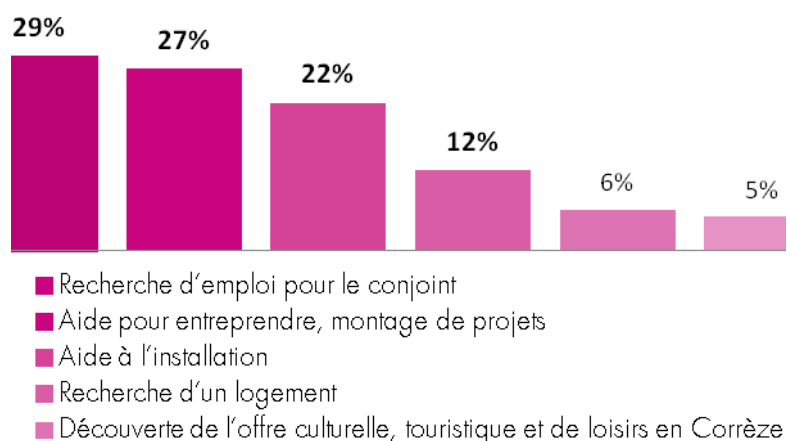
1- Pour renforcer l'attractivité du département, quels sont les publics auprès desquels il faudrait agir en priorité ? (Classer par ordre de priorité)



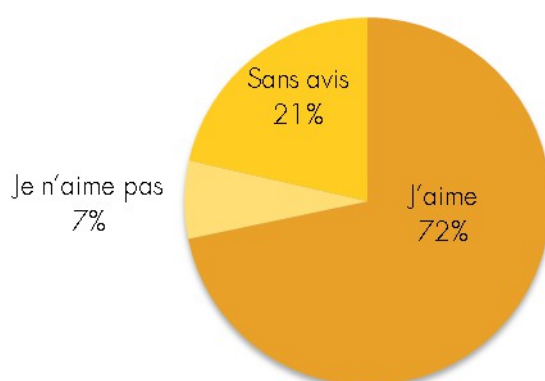
2- Comment attirer ces publics cibles ? (Classer par ordre de priorité)



3- Pour accompagner ces nouveaux arrivants et faciliter leur intégration en Corrèze, quels services (type « Conciergerie ») vous semblent essentiels ? (Classer par ordre de priorité)



4- Que pensez-vous de la création d'une application pour Smartphone pour faciliter le quotidien des Corrèziens et des visiteurs ?

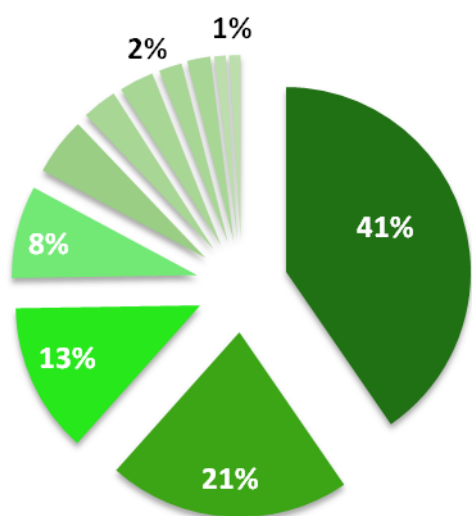


5- Quels services vous semblent essentiels à proposer dans cette application ? (Classer par ordre de priorité)



- Faire des signalements simplement (dégâts routiers, transports)
- Services de FranceConnect (Ameli, impôts, Famille, transports, EduConnect/scolarité ...)
- Demandes de subvention et autres aides financières
- Suivi de son dossier avec le Conseil départemental
- Partager et échanger avec d'autres Corrèziens

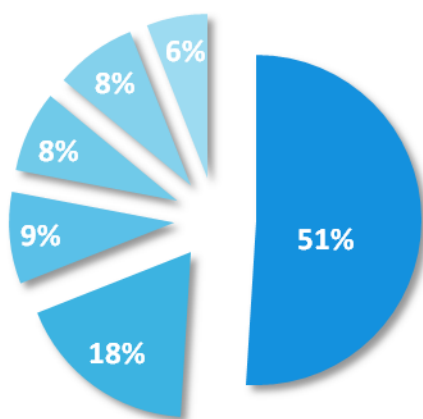
6- Quelles informations pratiques (« *autour de moi* ») vous semblent essentielles à proposer dans cette application ? (Classer par ordre de priorité)



- L'actualité et les évènements en Corrèze
- Les infos santé (Centre de santé, Maisons de santé, médecins, pharmacies, spécialistes)
- Les circuits courts, produits locaux
- Les informations sur toutes les communes corréziennes
- Les hébergements et les restaurants
- Les structures d'accueil petite enfance,
- Les transports (horaires de bus, de train)
- Les sites à visiter, patrimoine, cinémas
- Le trafic routier (chantiers, circulation)
- Les Maisons de retraite

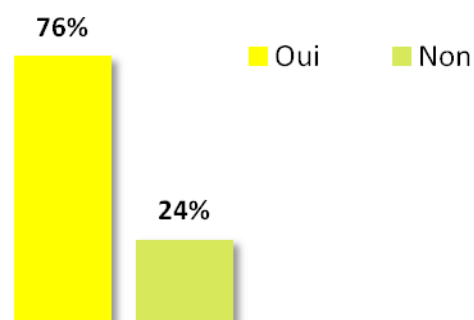
SOLIDARITÉ - SANTÉ

7- La crise du coronavirus n'est pas encore derrière nous, aussi, quelles actions vous semblent toujours prioritaires ? (Classer par ordre de priorité)



- Le maintien des services ouverts au public
- Le soutien à la filière touristique (restaurants, bars...)
- Les subventions aux collectivités pour booster la commande publique et l'emploi
- La plateforme de services d'entraide entre les Corrèziens (Entraide Corrèze)
- « La brigade hivernale » (agents recrutés pour aider les associations caritatives dans la distribution des denrées alimentaires)

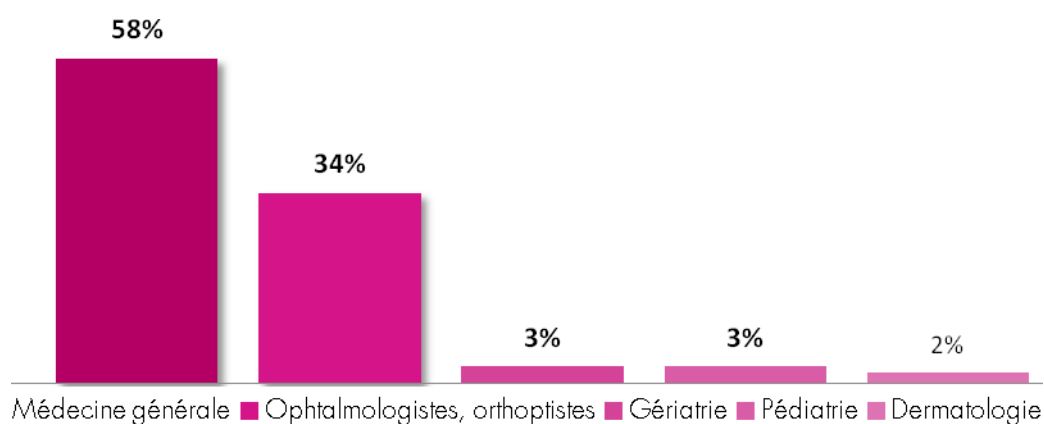
7.1 - Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, avez-vous trouvé les actions mises en place utiles ?



8-. Que pensez-vous de la création d'une plateforme Corrézienne de financement participatif (*crowdfunding*) pour faciliter les dons aux projets des Corréziens ?



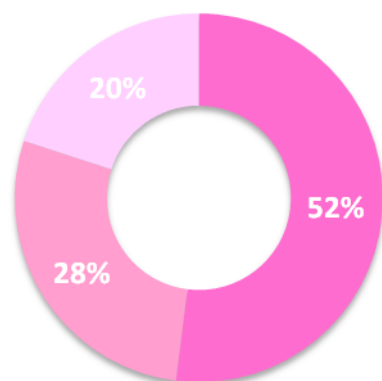
9- Selon vous, quels sont les services de télémédecine itinérante à développer ? (Classer par ordre de priorité)



FISCALITÉ

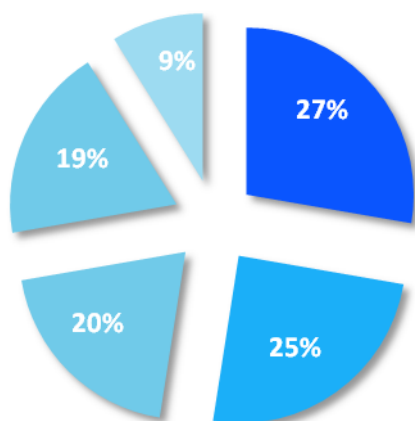
Face à la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités, les Conseils départementaux doivent réduire leurs dépenses de fonctionnement.

10- Selon vous, comment réduire les dépenses de fonctionnement de la collectivité ? (Classer par ordre de priorité)



- Optimiser les achats publics de la collectivité (en groupant les commandes par exemple)
- Dématérialiser les procédures (gains sur le papier, l'affranchissement, le traitement des demandes)
- Non remplacement systématique des départs à la retraite

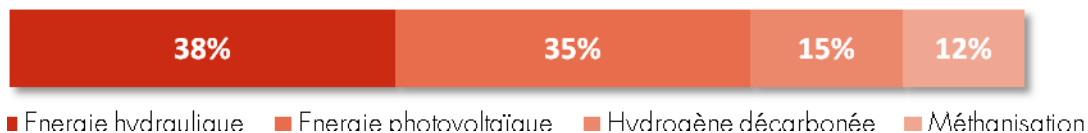
11- Selon vous, quelles sont les dépenses d'investissement essentielles pour aménager notre territoire ? (Classer par ordre de priorité)



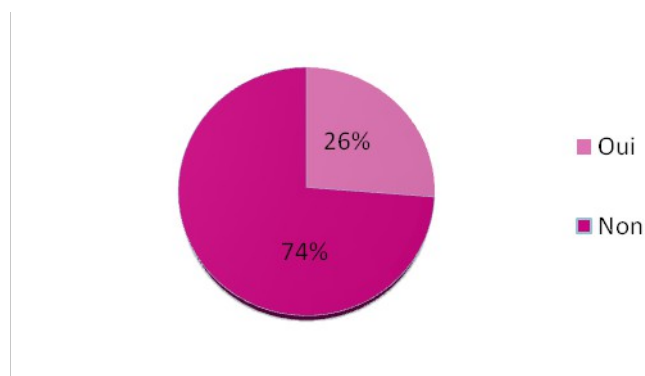
- Grands travaux routiers et voirie
- Haut débit - Fibre optique
- Transition écologique
- Equipement des communes et intercommunalités (construction/aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructures...)
- Fau et assainissement

ENVIRONNEMENT

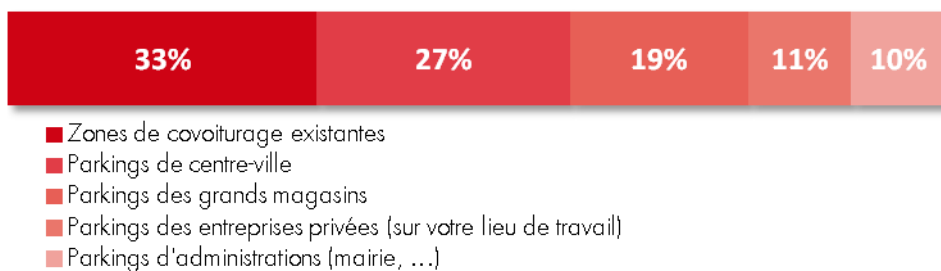
12- Selon vous, quelles seraient les énergies renouvelables à développer en Corrèze ?
(Classer par ordre de priorité)



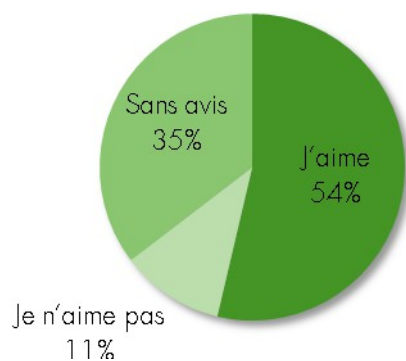
13- Connaissez-vous le « Cadastre solaire » mis en ligne par le Conseil départemental pour évaluer le potentiel solaire de votre toiture ?



14- Selon vous, où serait-il le plus utile d'implanter des bornes de recharge des véhicules électriques ? (Classer par ordre de priorité)

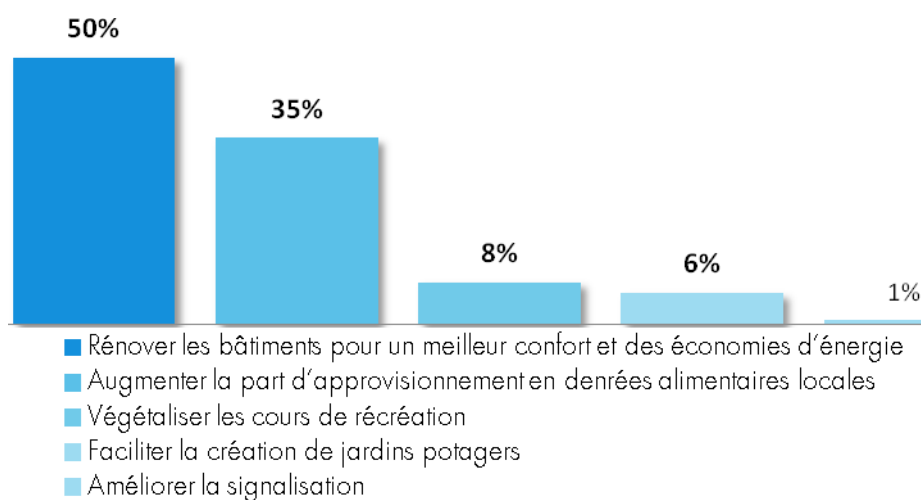


15- Pour faciliter les déplacements à vélo, que pensez-vous de l'installation de consignes à vélos sur les aires de covoiturage ?



JEUNESSE-COLLEGES

16- Pour améliorer la qualité de vie dans les collèges, quels projets vous semblent les plus intéressants ? (Classer par ordre de priorité)



2-SYNTHESE des Propositions et des idées des Corrégiens

1. SANTÉ – COVID19

✓ Vaccination et matériel

- Multiplier les centres de vaccination pour avoir une répartition optimale sur le département
- Communiquer sur les centres de vaccination existants : coordonnées, horaires d'ouverture
- Mettre en place un transport pour rejoindre les centres de vaccination, pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer
- Organiser une vaccination itinérante : faire circuler un bus équipé pour aller vacciner sur place dans les communes et utiliser les salles polyvalentes et les foyers
- Vacciner à domicile
- Créer une cellule départementale chargée de piloter les actions concernant les gestions de crises et décider des mesures adaptées, sa composition serait le Département, l'Association des Maires, l'ARS et la Préfecture
- Approvisionner en masques de qualité sanitaire optimale, fournis à prix coutant
- Produire un masque Corrégien qui possède les normes nécessaires
- Produire un gel hydro-alcoolique « vert » Corrégien (parfum pomme)
- Associer les maires aux campagnes de vaccination dans les communes rurales afin de n'oubliez personne ; en faire des relais de proximité

✓ Communication

- Avoir plus d'informations simples et claires sur les données COVID19 en Corrèze (*la diffusion d'informations spécifiquement locales concernant la situation sanitaire : avis des médecins du département, situation dans les hôpitaux et cliniques du département, avis des professionnels de santé du département*).
- Créer un centre d'appel pour la vaccination COVID19 en Corrèze
- Faire une campagne publicitaire pour vanter les mérites de la vaccination pour essayer de convaincre les gens qui se posent des questions
- Faire un référendum : « Êtes-vous prêts à sacrifier votre vie sociale et économique à cause du coronavirus ? »
- Faire un site web central d'informations et d'interactions entre Corrégiens
- Faire plus de prévention et une plus grande sensibilisation des personnes aux précautions sanitaires indispensables pour ralentir l'épidémie (*port du masque, distanciation, réunions, etc...*) par le biais des parutions périodiques, des réseaux sociaux et d'actions sur le terrain

- Communiquer plus sur les bonnes actions mises en place
- Avoir une meilleure communication entre le Département, les petites communes et les habitants
- Disposer d'un Numéro d'Appel Vert d'entraide
- Avoir plus d'informations sur les possibilités d'entraide et de soutien aux entreprises en difficulté
- Quelques remarques : *"Qui a mis des actions en place? Où les trouver? Pas de communication dans les journaux? Et au final qui fait quoi? ARS, département, médecine libérale, hôpitaux?"*. « *Manque de cohérence et de visibilité* »

✓ Pour les personnes isolées et/ou âgées

- Apporter un soutien psychologique pour rompre l'isolement et les peurs
- Prendre des nouvelles très régulièrement et faire des visites à domicile
- Apporter un service à domicile pour les personnes ne pouvant pas se déplacer pour la livraison des courses, le journal...
- Faire appel à des conseillers numériques pour aider à garder le lien ou s'inscrire pour prendre un rendez-vous pour la vaccination
- Avoir une action concertée pour identifier la précarité et mettre en place un accompagnement ciblé
- Mettre en place une brigade hivernale
- Accompagner les personnes pour les visites d'ordre médical, ou pour se faire dépister
- Disposer d'un service de transport à domicile, ou avoir un car itinérant
- Faire appel à une plateforme téléphonique pour connaître les besoins
- Organiser des visios dans les maisons de retraite pour voir les familles.

✓ Pour les entreprises, les commerçants et les salariés

- Créer une cellule d'écoute (un interlocuteur unique) et les accompagner dans leurs démarches administratives, notamment les entreprises en difficulté
- Créer une plateforme e-commerce local, avec la mise à disposition d'un local regroupant les commerces locaux afin de faciliter le click&collect
- Communiquer via les réseaux sociaux sur les Drives et les click&collect
- Disposer d'un local commun pour faciliter le réseau de distribution et mutualiser les livraisons (personnel, véhicules)
- Aider les restaurants à rester ouverts au moins le midi pour les professionnels de la route, les routiers, les commerciaux
- Avoir des lieux (cantines) pour accueillir les ouvriers qui travaillent en extérieur lors de leur pause déjeuner
- Apporter un soutien financier aux commerçants, soutien à l'embauche et à la formation
- Profiter de la crise pour insuffler une dynamique positive et pérenne pour les entreprises en les amenant à se surpasser et à se mettre à la page pour préparer l'après COVID
- Pouvoir acheter dans les magasins de grande distribution, des plats préparés par les restaurateurs

✓ Pour les étudiants

- Pouvoir fournir des repas préparés avec des produits locaux
- Apporter un soutien réel aux jeunes en apprentissage et aux étudiants
- Créer un centre pour jeunes handicapés moteurs en Corrèze

✓ Culture, Tourisme

- Autoriser l'ouverture des cinémas avec prise en compte des distances de sécurité et des mesures sanitaires
- Développer les visites de musées, de sites touristiques et les concerts par Internet,
- Aider financièrement les associations et le monde sportif

2. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- Développer la bioéconomie (*production et mobilisation de biomasse pour une valorisation optimale,*), les synergies avec Xylofutur (*pôle de compétitivité forêt-bois-papier*) et les acteurs économiques agro-forestiers
- Encourager le compostage, proposer le ramassage des déchets compostables et/ou installer des sites de compostage collectif, puis proposer aux citoyens d'avoir accès gratuitement à ce compost
- Développer des offres de transport alternatif à la voiture
- Créer une régie agricole pour la restauration collective (bio et locale)
- Accélérer la végétalisation des villes et la végétalisation des abords des routes.

3. ATTRACTIVITÉ

- Développer des circuits de randonnée accessibles à pied, à vélo et à cheval
- Créer et mettre en place des écoles supérieures
- Créer une pépinière pour des entrepreneurs « écolos » et innovants
- Développer la Filière Cheval (Haras, centres équestres, gîtes, sentiers)
- Protéger notre patrimoine historique et pousser la Région à s'investir au côté du Département
- Créer d'un Pôle de recherche, d'étude et de soutien aux projets corréziens de développement et d'optimisation du Tourisme culturel.

2^{ème} partie

UN BUDGET EN FONCTIONNEMENT RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

I - LA NÉCESSAIRE POURSUITE DE LA MAÎTRISE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement totales s'élèvent à 346,54 M€ au BP 2021 contre 329,98 M€ au BP 2020 soit une hausse de 5,02 % (16,56 M€). La variation entre le BP 2021 et le CA 2020 de 25,17 % s'explique principalement du fait que techniquement, le virement de section pour un montant de 59,53 M€ n'est pas pris en compte dans le CA 2020.

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Dépenses de fonctionnement	ordre	81 494 378	34 041 323	93 411 697	174,41%	14,62%
	réel	248 482 029	242 823 130	253 134 987	4,25%	1,87%
S/Total D de F		329 976 406	276 864 453	346 546 684	25,17%	5,02%

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 253,13 M€ contre 248,48 M€ au BP 2020 (+ 1,87 %) et 242,823 M€ au CA 2020 (+ 4,25 %). A périmètre comparable, après retraitement des dépenses imprévues, la variation entre le BP 2021 et le CA 2020 s'élève à + 3,01 %.

Elles se répartissent comme suit.

BP 2021	€	%
Pôle cohésion sociale	148 203 965	58,67
Pôle cohésion territoriale	14 163 259	5,61
Missions économie, numérique, tourisme et communication	3 153 598	1,25
Moyens Généraux	87 064 165	34,47
S/TOTAL	252 584 987	100,00
Provisions	550 000	
TOTAL	253 134 987	

Le poids de chaque pôle reste relativement stable entre le BP 2021 et le BP 2020 : une légère augmentation du pôle cohésion sociale (58,67 % contre 57,62 %), et donc une légère baisse du pôle moyens généraux (34,47 % contre 35,34 %).

Directions/Services	BP 2020	CA 2020	BP 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)
Action Sociale	332 500	334 761,61	394 420	18,62%	17,82%
Ambition Santé	419 000	316 200,00	350 200	-16,42%	10,75%
Aide Sociale à l'Enfance	20 382 582	20 757 170,96	21 276 334	4,38%	2,50%
Archives	34 100	19 620,98	34 100	0,00%	73,79%
Autonomie	90 561 792	89 642 909,41	91 239 454	0,75%	1,78%
Bibliothèque Départementale	48 300	29 653,08	71 290	47,60%	140,41%
Insertion	19 749 500	21 719 832,63	23 483 034	18,90%	8,12%
Culture Patrimoine	1 830 500	1 644 959,97	1 880 500	2,73%	14,32%
Education jeunesse	7 186 012	6 055 988,04	7 111 116	-1,04%	17,42%
Sport	1 675 285	1 569 837,20	1 684 785	0,57%	7,32%
Musée Jacques Chirac	169 100	114 135,05	158 548	-6,24%	38,91%
PMI Santé	510 184	446 096,09	520 184	1,96%	16,61%
Pôle Cohésion Sociale	142 898 855	142 651 165	148 203 965	3,71%	3,89%
Aides aux Communes	95 000	89 383,20	0	-100,00%	-100,00%
Attractivité des Territoires	721 000	436 375,87	523 400	-27,41%	19,94%
Bâtiments	3 650 000	3 311 621,37	3 650 000	0,00%	10,22%
Transition Ecologique	1 140 700	1 039 227,46	1 269 700	11,31%	22,18%
Habitat	771 000	767 802,50	771 000	0,00%	0,42%
Juridique - Achats	605 000	593 320,77	660 000	9,09%	11,24%
Route	5 569 159	5 011 349,94	5 569 159	0,00%	11,13%
Systèmes d'informations	1 724 500	1 569 682,91	1 720 000	-0,26%	9,58%
Pôle Cohésion Territoriale	14 276 359	12 818 764,02	14 163 259	-0,79%	10,49%
Communication	612 000	547 557,71	612 000	0,00%	11,77%
Economie	916 772	916 771,50	894 591	-2,42%	-2,42%
Très Haut Débit	524 312	522 087,10	435 007	-17,03%	-16,68%
Tourisme	1 054 000	1 417 479,12	1 102 000	4,55%	-22,26%
Transition numérique et Innovation	110 000	26 327,19	110 000	0,00%	317,82%
Missions et Communication	3 217 084	3 430 222,62	3 153 598	-1,97%	-8,06%
Affaires Générales Assemblées	1 003 600	773 238,80	976 300	-2,72%	26,26%
Elus	1 238 000	1 217 851,36	1 243 000	0,40%	2,07%
Budget Comptabilité	31 148 131	27 619 106,11	30 180 865	-3,11%	9,28%
Ressources Humaines	54 700 000	54 312 781,82	55 214 000	0,94%	1,66%
Moyens Généraux	88 089 731	83 922 978,09	87 614 165	-0,54%	4,40%
TOTAL (provisions incluses)	248 482 029	242 823 129,75	253 134 987	1,87%	4,25%

A- UNE ÉVOLUTION CONTENUE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

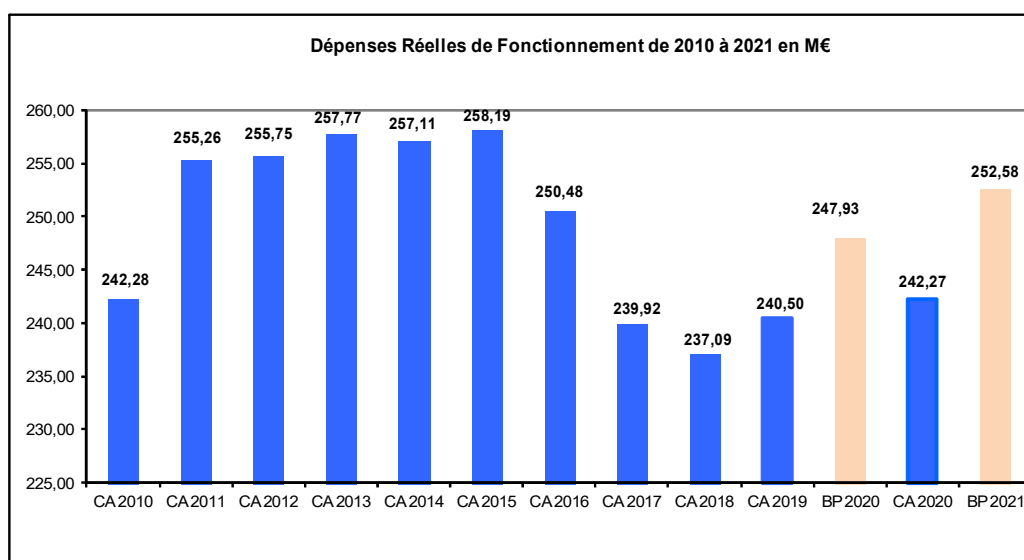
Depuis 2015, le Département a fait la démonstration de sa capacité à tenir les engagements pris dans le cadre de son plan d'actions de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

En 2020, en comparaison avec 2019, la hausse des dépenses (hors provisions) de 1,8 M€ provient principalement d'une augmentation des dépenses d'action sociale à hauteur de 3,7 M€ partiellement amortie par la diminution de certains postes de dépenses notamment en lien avec une sous-consommation résultant de la crise sanitaire :

- - 0,3 M€ pour le pôle Direction Générale,
- - 0,7 M€ pour le pôle Missions- Communication,
- - 0,3 M€ pour le pôle Cohésion Territoriale,
- -0,9 M€ pour le centre de responsabilité Éducation - Jeunesse.

DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT DE 2010 A 2021 (M€)

											(Hors provisions)	
CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
242,28	255,26	255,75	257,77	257,11	258,19	250,48	239,92	237,09	240,50	247,93	242,27	252,58
évolution	13,0 5,36%	0,5 0,19%	2,0 0,79%	-0,7 -0,26%	1,1 0,42%	-7,7 -2,99%	-10,6 -4,22%	-2,8 -1,18%	3,4 1,44%	7,4 3,09%	1,8 -2,28%	10,3 4,26%

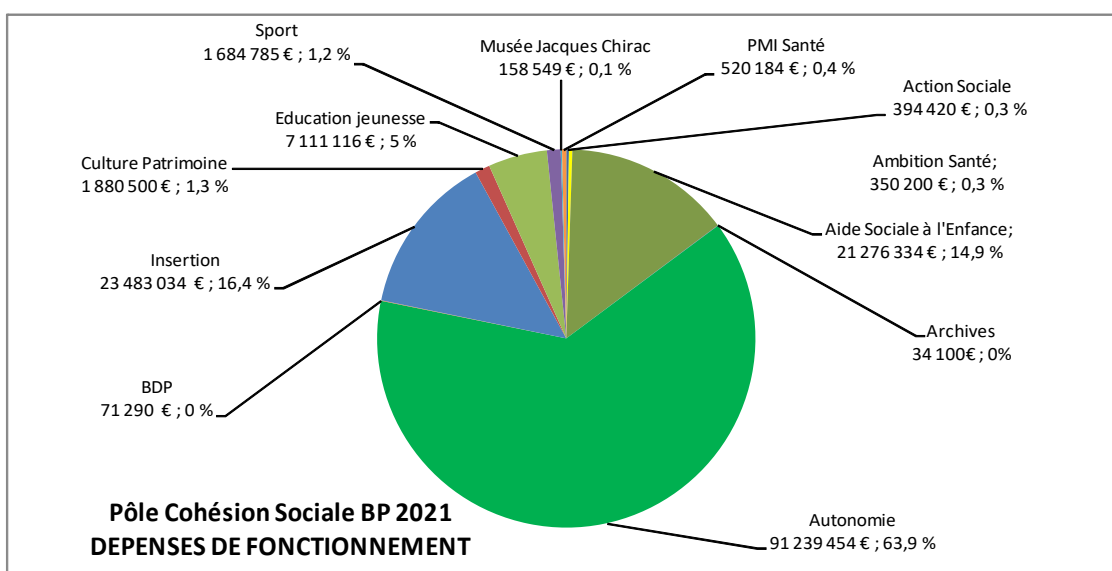


En incluant les provisions, l'inscription budgétaire au BP 2021 s'élève à hauteur de 253,135 M€. Les principales justifications de l'évolution 2021 des postes de dépenses sont détaillées ci-dessous par pôle.

B- LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR PÔLE

1- Pôle cohésion sociale

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement de ce pôle est la suivante.



Premier poste de dépenses du département (58,7 % des dépenses de fonctionnement), **les dépenses du pôle cohésion sociale (148,2 M€)** sont en augmentation par rapport au CA 2020 avec + 5,6 M€ (+ 3,9 %). Une partie de cette hausse (pour 1,6 M€) s'explique par une sous-consommation en 2020 des dépenses des centres de responsabilité de la Direction Jeunesse Culture Sport particulièrement affectée par la crise sanitaire avec principalement une forte diminution du recours au transport handicapé. Ainsi, l'augmentation concerne surtout les dépenses d'intervention sociale pour 4 M€ (+ 3 %).

Par rapport au BP 2020, l'évolution au BP 2021 est de +5,3 M€ (+ 3,7 %) et **concerne uniquement les dépenses d'intervention sociale**, les autres dépenses ayant été maintenues à leur niveau du BP 2020 et donc ré-abondées en comparaison avec le montant en baisse au CA 2020.

Plus précisément, **pour 2021, les dépenses d'intervention sociale s'élèveraient à 137,3 M€.**

- Le volet **personnes âgées - personnes handicapées**

Ne sont présentées ci-dessous que les principales évolutions, sachant que le rapport sur la politique de l'autonomie expose de façon détaillée l'ensemble des actions mises en place pour répondre aux besoins de nos concitoyens les plus fragiles ainsi que les dépenses afférentes.

En 2021, les dépenses sont évaluées à un montant total de 91,2 M€, soit en augmentation par rapport au BP 2020 de + 0,7 M€, et +1,6 M€ par rapport au CA 2020. En effet, certaines dépenses pour lesquelles il a été constaté une sous-consommation exceptionnelle du fait de la crise sanitaire (APA) ont été abondées en 2021 à leur niveau de la période ante-covid afin de permettre de faire face à une augmentation des demandes d'allocation.

De plus, il a été pris en compte la réforme de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), les textes ayant été publiés début janvier 2021. En effet, un décret et un arrêté viennent élargir le champ d'intervention de la PCH sur 3 volets :

- le soutien à la parentalité pour les personnes en situation de handicap ;
- la prise en compte des "activités relatives à la préparation des repas et à la vaisselle" dans les actes essentiels à intégrer au titre de l'entretien personnel dans le plan d'aides ;
- la suppression de la limite d'âge de 75 ans pour bénéficier de la PCH.

Une première estimation des coûts de cette réforme a chiffré le surcoût pour le département à hauteur de 0,8 M€ pour 2021 par rapport au BP 2020, sachant que le montant de la compensation par la CNSA au titre des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) n'interviendra qu'à partir de 2022 et n'est pas encore connu.

- Le volet **santé - enfance**

Ce volet regroupe les centres de responsabilité "Action Sociale", "PMI", "Ambition Santé" et "Aide Sociale à l'Enfance", faisant l'objet d'un rapport détaillé.

Le montant total prévu s'élève au BP 2021 à 22,5 M€ contre 21,9 M€ au CA 2020 (+ 2,7 %) et 21,6 M€ au BP 2020 (+ 4,1 %).

Le volet "Aide sociale à l'Enfance" est le principal poste d'augmentation (+ 0,5 M€ par rapport au CA 2020 et + 0,9 M€ par rapport au BP 2020). Il se décompose ainsi :

- Actions pour la prévention en faveur des enfants et des familles : 1,9 M€ contre 1,1 M€ au CA 2020 et 1,7 M€ au BP 2020. Le montant en forte diminution en 2020 s'explique par un décalage, du fait de la crise sanitaire, des dépenses liées aux mesures "Action Éducative en Milieu Ouvert (AEMO)". Le montant prévu au BP 2020 et non consommé a donc été pris en compte au BP 2021 pour un montant de 0,6 M€. Il correspond à l'externalisation de 200 mesures d'accompagnement afin de faire face à la hausse importante du nombre de mesures en lien avec l'augmentation des placements.
- Actions pour la protection de l'enfance : 19,3 M€ contre 19,6 M€ au CA 2020 et 18,6 M€ au BP 2020. Ces actions regroupent l'accueil individuel par des assistants familiaux (budget 2021 quasi identique à celui du BP 2020) et l'accueil en établissement qui présente une augmentation par rapport au BP 2020 de + 0,8 M€ mais identique au CA 2020. En effet, le coût de l'augmentation estimée de +10 % du nombre de Mineurs Non Accompagnés (MNA) en 2021 est compensé par une coût moindre de l'hébergement grâce aux dispositifs mis en place avec l'ASEAC et l'Institut Don Bosco moins onéreux que ceux utilisés précédemment.

- Le volet **insertion**

Les dépenses de ce volet ont été estimées à un montant total de 23,5 M€ soit en augmentation de 1,8 M€ par rapport au CA 2020 (+ 8,1 %) et de + 3,7 M€ par rapport au BP 2020 (+18,9 %).

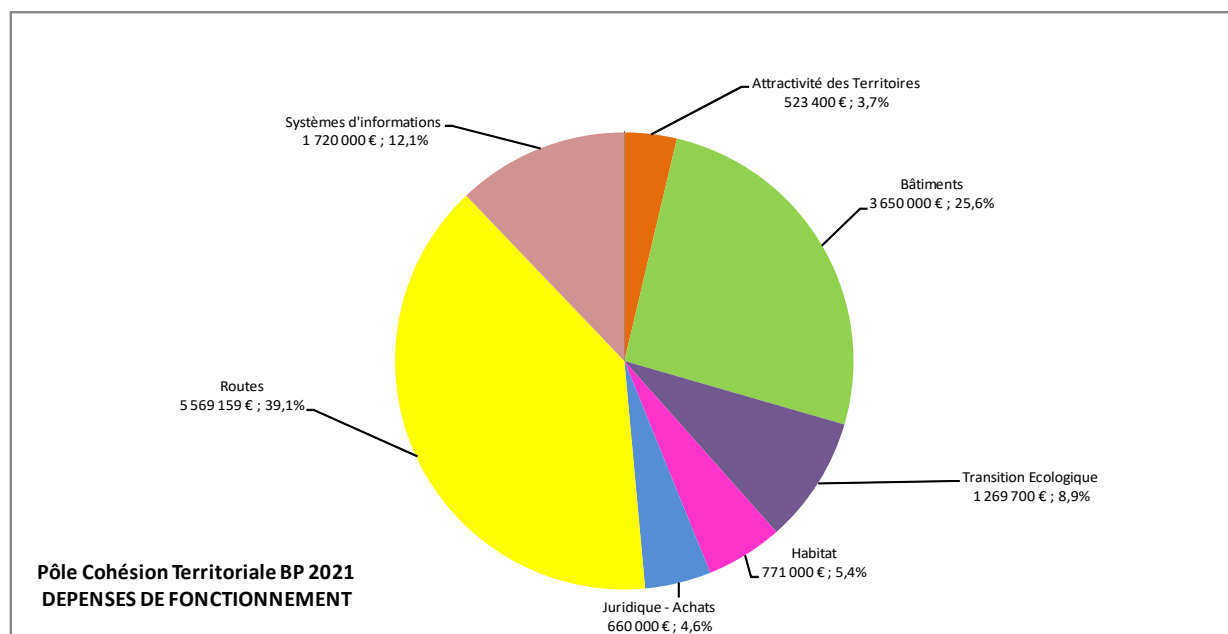
Cette forte augmentation provient essentiellement du RSA en lien avec la crise économique résultant de la crise sanitaire. Il a été estimé, pour le RSA, un montant global pour 2021 de 22 M€ contre 20,6 M€ au CA 2020 et 18,2 M€ au BP 2020. L'augmentation du nombre de bénéficiaires était de +14,2 % à fin décembre 2020 en comparaison à fin décembre 2019.

Comme explicité précédemment dans le rapport relatif aux orientations budgétaires 2021, **l'État n'a pas prévu, dans la LFI 2021, de compenser de façon complémentaire cette importante hausse du RSA.**

Ainsi, le **montant du reste à charge en 2020** pour le département **s'est élevé à 9,2 M€**, et attendrait **10,6 M€ en 2021**.

2- Pôle cohésion territoriale

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement de ce pôle est la suivante.



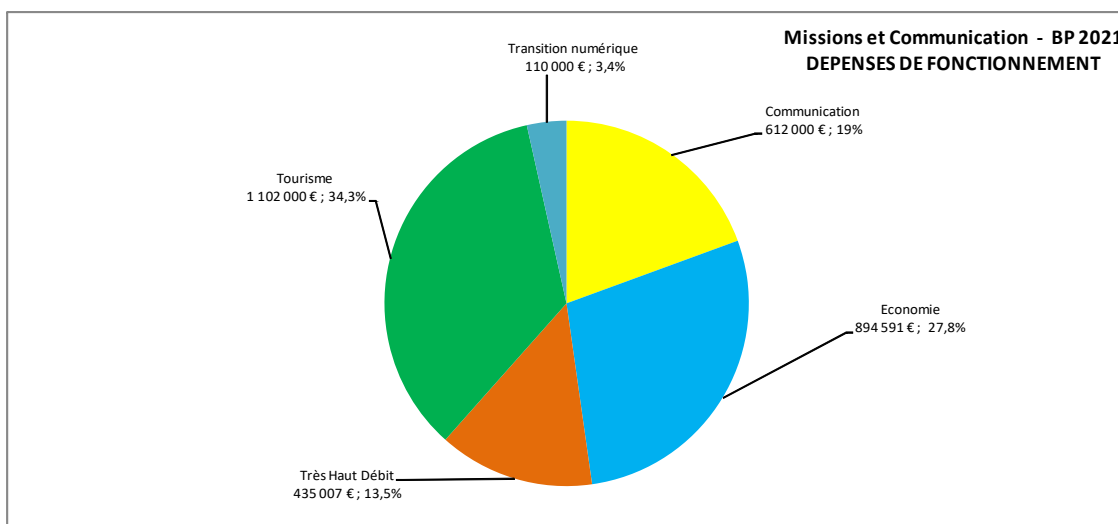
Concernant ce pôle, le budget s'établit à 14,2 M€ contre 14,3 M€ au BP 2020 (- 0,1 M€) et 12,8 M€ au CA 2020 (+ 1,4 M€).

Les dépenses de ce pôle, au CA 2020, ont été fortement impactées par la crise sanitaire et le premier confinement avec principalement de la sous-consommation de crédits dans les domaines de l'habitat, des bâtiments et de la transition écologique avec l'annulation de manifestations (salons, comices) et le report de projets de réhabilitation etc. La plupart de ces crédits ont donc été ré-abondés au BP 2021 et donc ramenés à des montants quasi identiques à ceux du BP 2020.

Il est à noter que les crédits de l'attractivité du territoire à hauteur 0,5 M€ sont en hausse par rapport aux CA 2020 et 2019 conformément à la volonté du Département de continuer à œuvrer pour la promotion du territoire corrézien.

3- Pôle missions et communication

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement de ce pôle est la suivante.

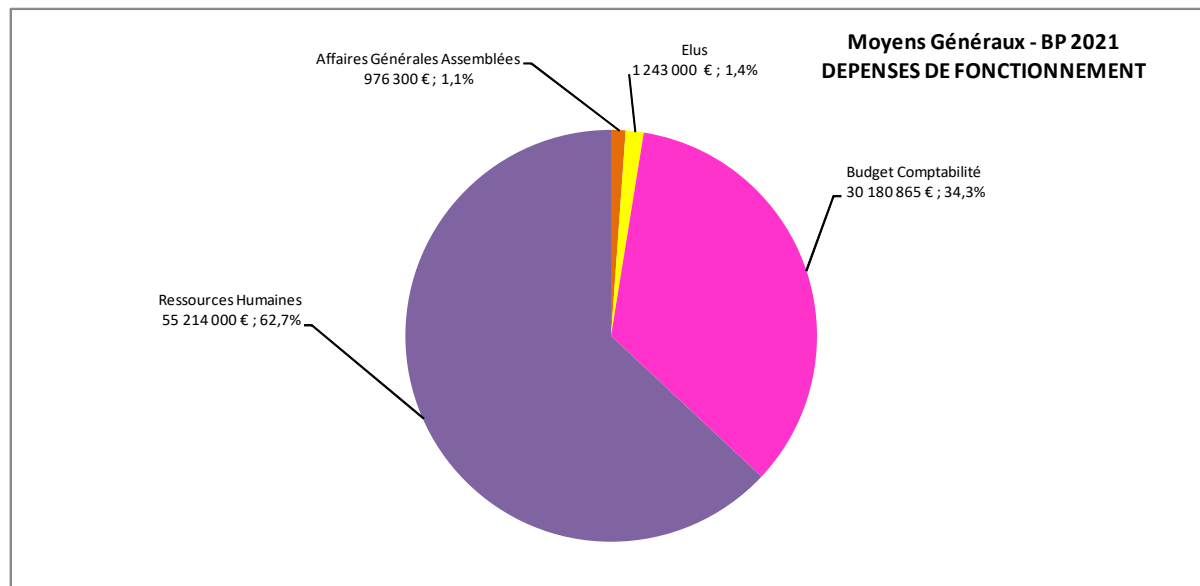


Le budget de ce pôle s'établit à 3,2 M€ contre 3,2 M€ au BP 2020 et 3,4 M€ au CA 2020 (- 0,2 M€).

La légère baisse entre le BP 2021 et le CA 2020 provient principalement des dépenses dédiées au Tourisme qui ont fait l'objet d'une augmentation importante en 2020 (1,4 M€ au CA 2020 contre 1,1 M€ prévu au BP 2020 soit + 34,4 %) afin de soutenir l'activité touristique en Corrèze dans le cadre du Plan "Corrèze Accompagnement Covid-19". Au BP 2021, il est prévu, pour le Tourisme, un montant de 1,1 M€, en légère hausse par rapport à celui du BP 2020.

4- Pôle moyens généraux

La répartition des dépenses réelles de fonctionnement (incluant les provisions) de ce pôle est la suivante.



Le budget de ce pôle s'établit à 87,6 M€ contre 88,1 M€ au BP 2020 (- 0,5 M€) et 83,9 M€ au CA 2020 (+ 3,7 M€).

La variation entre le BP 2021 et le CA 2020 s'explique principalement par le montant des dépenses imprévues pour un montant de 3 M€ au BP 2021 (consommation à hauteur de 0,2 M€ en 2020).

La légère diminution entre le BP 2021 et le BP 2020 se décompose en - 0,5 M€ pour le centre de responsabilité Budget - Comptabilité (- 0,9 M€ pour les charges financières résultant du désendettement, de la renégociation de la dette et de la baisse des taux d'intérêt) et + 0,5 M€ pour les dépenses de la Direction des Ressources Humaines détaillées dans le paragraphe suivant.

Ci-dessous, les dépenses de fonctionnement du service Budget Comptabilité

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
DEPENSES IMPREVUES	3 200 000 €	- €	3 000 000 €
CREANCS IRRECOUVRABLES	- €	206 349 €	- €
AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE CORREZE INGENIERIE	220 000 €	155 000 €	155 000 €
ASSOCIATION ALOES	510 000 €	510 000 €	500 000 €
AUTRES ASSOCIATIONS : syndicats,..	210 000 €	194 689 €	210 000 €
RESERVES	142 404 €	- €	270 000 €
FRAIS GENERAUX : dépenses Cabinet, DG, audits,.. et conseils en Finances.	342 000 €	91 123 €	350 000 €
FUSION LDA/QUALYSE: Plan d'action => épidémiologie (prestations)	217 000 €	217 000 €	217 000 €
FSE - Gestion du fonds par le CD19 en tant qu'OI	550 000 €	489 171 €	600 000 €
GIP FONDS SOCIAL EUROPEEN 2015/2020			
FONDS GLOBALISE	1 700 000 €	1 724 408 €	1 700 000 €
IMPOSITION INDIRECTE : Prélèvement fonds de solidarité			
PANDEMIE DU CORONAVIRUS COVID-19 : ASSUJETTI TVA	- €	518 993 €	100 000 €
PANDEMIE DU CORONAVIRUS COVID-19 : NON ASSUJETTI TVA	100 000 €	727 168 €	- €
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES BUTAGAZ	20 000 €	- €	20 000 €
REGULISATIONS RECETTES			500 €
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	9 500 000 €	8 803 000 €	9 500 000 €
SMAT DE BORT	44 000 €	44 000 €	44 000 €
TRANSPORT REGION NOUVELLE AQUITAINE - versement annuel à la Région NA	6 091 349 €	6 091 349 €	6 091 349 €
SYMA - PROTOCOLE D'ACCORD	76 378 €	73 388 €	67 016 €
TAXE D'AMENAGEMENT	5 000 €	5 881 €	5 000 €
CHARGES FINANCIERES	7 670 000 €	7 217 586 €	6 801 000 €
TOTAL	30 598 131 €	27 069 106 €	29 630 865 €

C- LES DÉPENSES DE PERSONNEL : OPTIMISATION DE LA MASSE SALARIALE

Dans un environnement inédit de crise sanitaire, le Département a mis en œuvre en 2020 une politique des ressources humaines souple et opérationnelle autour de plusieurs axes dont le dialogue social et la maîtrise de la masse salariale, tout en assurant les besoins de fonctionnement des services. Ainsi, en 2020, la masse salariale du Département a été maîtrisée dans le cadre budgétaire initialement prévu.

En ce qui concerne le budget affecté aux ressources humaines, qui représente 21,81 % des dépenses réelles de fonctionnement de la collectivité, la prévision 2021 s'établit globalement à 55,2 M€, soit un montant semblable à celui du BP 2020 (+0,93 %) et très légèrement supérieur au montant réalisé au CA 2020 (+ 1,65 %).

Cette hausse s'explique principalement par l'application des obligations réglementaires comme les avancements d'échelons (+ 0,24 M€), la poursuite des reclassements en catégories A, B et C (+ 0,2 M€), la nouvelle indemnité de précarité de contrats courts (+0,1 M€), etc.

Le rapport budgétaire des Ressources Humaines reviendra plus en détail sur le budget qui est consacré aux différentes actions et objectifs.

En conclusion, en 2021, les dépenses de fonctionnement continueront à être fortement impactées par la crise sanitaire avec l'augmentation des AIS, dont le financement pérenne n'a pas été prévu par l'État dans la LFI 2021, comme le démontre la présentation des prévisions de recettes de fonctionnement ci-après.

II - LES PRINCIPAUX POSTES DE RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ : UNE PRÉVISION PRUDENTE EN 2021

Les recettes de fonctionnement totales s'élèvent à 346,55 M€ en 2021 contre 329,98 M€ au BP 2020 et 315,16 M€ au CA 2020, soit une hausse de respectivement 5,02 % (16,57 M€) et 9,96 % (31,39 M€). La variation de 9,96 % s'explique principalement du fait que techniquement, la reprise du résultat au 31 décembre 2020 d'un montant de 49,33 M€ n'est pas prise en compte dans le CA 2020.

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Recettes de fonctionnement	ordre	5 301 940	12 222 523	4 705 398	-61,50%	-11,25%
	réel	324 674 466	302 936 204	341 841 286	12,84%	5,29%
S/Total R de F		329 976 406	315 158 727	346 546 684	9,96%	5,02%

Les recettes réelles de fonctionnement (hors reprise du résultat cumulé de 49,33 M€) s'élèvent à 292,51 M€ au BP 2021 contre 288,57 M€ au BP 2020 et 302,94 M€ au CA 2020, soit respectivement une hausse de 1,37 % (3,94 M€) et une baisse de 3,44 % (- 10,43 M€).

Les recettes constatées au CA 2020 se sont avérées bien meilleures (+14,4 M€) que celles prévues lors du vote du BP 2020 au début de la crise sanitaire, mais également ultérieurement compte tenu des prévisions économiques.

Ainsi, les recettes issues des DMTO (+ 2,6 M€), des TSCA tous articles confondus (+ 4,1 M€) et de la taxe foncière sur les Propriétés bâties (+ 0,7 M€) ont été plus importantes que prévues. En revanche, la TICPE dépendante de la consommation des produits pétroliers a accusée une baisse de - 0,6 M€.

Les recettes issues de la péréquation du Fonds Globalisé (DMTO/FSD/FSID) ont également été plus élevées de + 0,6 M€ car la réserve a été débloquée du fait de l'anticipation d'une baisse des recettes pour les départements en 2020, permettant ainsi de répartir à chaque département un montant plus important.

A cela se sont ajoutées des recettes exceptionnelles en provenance de l'APA 2 (+ 2,1 M€), des recouvrements et indus du volet personnes âgées et handicapées (+ 1,4 M€) et du volet enfance (0,4 M€).

Comme présenté dans le rapport sur les orientations budgétaires 2021, plusieurs de nos recettes sont dépendantes de la conjoncture économique (DMTO, CVAE, TSCA etc.) et un report de l'impact de la crise sur les recettes des départements est anticipé pour 2021. Face aux difficultés à prévoir l'évolution de la situation économique fortement dépendante de l'évolution de la situation épidémique et de la campagne vaccinale, des prévisions prudentes ont été effectuées qui ont conduit à un montant de 292,5 M€, détaillé ci-dessous par pôle et catégorie de recettes.

La répartition et l'évolution des recettes par pôle d'activité est la suivante.

BP 2021	€	%
Pôle cohésion sociale	42 093 610,00 €	14,39
Pôle cohésion territoriale	3 254 159,00 €	1,11
Missions économie, numérique, tourisme et communication	139 196,00 €	0,05
Moyens Généraux	247 024 028,00 €	84,45
S/TOTAL	292 510 993,00 €	100,00
Reprise du résultat au 31/12/2020	49 330 293,29 €	
TOTAL	341 841 286,29 €	

Les recettes de fonctionnement se décomposent également en cinq grands blocs en fonction de leur nature comptable :

- les recettes de fiscalité directe,
- les recettes de fiscalité indirecte,
- les dotations de l'État et les compensations (péréquations etc.),
- les recettes sociales,
- les autres recettes de fonctionnement et reprises de provisions.

		BP 2020	CA 2020	BP 2021	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)
Recettes de fonctionnement	Détail des recettes	288 568 256 €	302 936 204 €	292 510 993 €	1,37%	-3,44%
Fiscalité directe	TFPB* + Rôles supplémentaires et contributions directes + CVAE + Fonds de péréquation CVAE + IFER + FNGIR + TSCA Réforme TP (article 77)	101 302 437 €	104 190 255 €	37 305 922 €	2,26%	-0,57%
Compensation par l'Etat de la TFPB et des rôles supplémentaires (Réforme TH)	Fraction de TVA + Fraction complémentaire de TVA			66 290 000 €		
Fiscalité indirecte	DMTO + Fonds de péréquation DMTO + TSCA acte 2 décentralisation (article 52) + TICPE (TIPP en sus de la TSCA) + TSCA SDIS (article 53) + Taxe sur l'électricité + Taxe Aménagement	67 271 841 €	72 407 482 €	66 877 532 €	-0,59%	-7,64%
Dotations de l'Etat	DGD + DGF + DCRTP + Dotation compensation exonérations TFB + Dotation de compensation des exonérations de fiscalité directe dont : taxe habitation + taxe foncier non bâti + taxe professionnelle	65 456 540 €	65 778 866 €	65 756 174 €	0,46%	-0,03%
Fonds sociaux de CNSA	Autonomie	14 994 000 €	17 320 833 €	15 626 945 €	4,22%	-9,78%
Allocations Individuelles de Solidarité	Reversement solidarité sur DMTO + Frais de gestion sur TFPB	5 481 000 €	5 544 852 €	5 500 000 €	0,35%	-0,81%
RSA	FMDI + TICPE (compensations RMI + RSA)	11 420 224 €	11 408 541 €	11 400 224 €	-0,18%	-0,07%
Autres recettes sociales	Actions sociales + ASE + PMI + Indus Insertion + Recouvrements Autonomie	14 491 055 €	16 341 530 €	15 066 441 €	3,97%	-7,80%
Autres recettes de fonctionnement	Autres CDR	8 151 159 €	9 943 845 €	8 687 755 €	6,58%	-12,63%

* La TFPB n'est plus perçue par les départements à partir de 2021 car transférée aux communes (réforme de la taxe d'habitation)

A - LES RECETTES DE FISCALITÉ DIRECTE/COMPENSATION DE LA TFPB (103,6 M€)

1. La fraction compensatoire de la taxe foncière sur les propriétés bâties : 65,1 M€

Les recettes issues de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et des rôles supplémentaires sont remplacées par une fraction de TVA versée par l'État.

Le produit large de TFPB à compenser pour les départements est égal, pour chaque département, au produit de la taxe foncière sur les propriétés (base d'imposition 2020 par le taux 2019), majoré de la moyenne annuelle du produit des rôles supplémentaires 2018, 2019 et 2020 et des compensations d'exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties de 2020. Il en découle un montant estimé de la compensation à percevoir s'élevant à 65,1 M€.

2. La fraction complémentaire de TVA : 1,2 M€

Comme exposé dans le rapport sur les orientations budgétaires concernant les mesures de la LFI 2021, le fonds de stabilisation a été abrogé en 2021 pour être remplacé par un fonds de 250 M€ visant à attribuer aux départements une fraction de TVA supplémentaire, visant à compenser la perte du levier fiscal, répartie selon de nouveaux critères d'éligibilité.

Les premières évaluations établies par le cabinet RCF sur la répartition de ce fonds donnent un montant de 1,2 M€ pour le Département de la Corrèze.

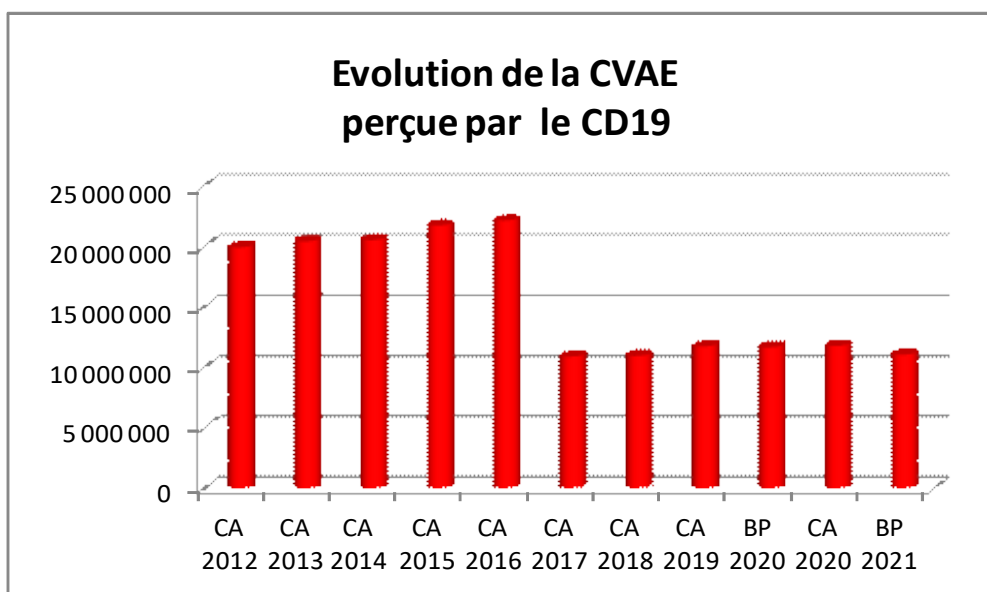
3. La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises - CVAE : 11,1 M€

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) est avec la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), l'une des deux composantes de la Contribution Économique Territoriale (CET).

Depuis 2017, suite au transfert de la compétence transport aux régions, les départements ne bénéficient plus que de 23,5 % de la CVAE. Au CA 2020, cette recette atteint 11,8 M€ soit un montant quasiment identique à celui du CA 2019.

Selon le cabinet RCF, ce montant 2020 s'explique par le système de versement de la CVAE basé sur un décalage d'un an. Ainsi, le produit de CVAE qui a été versé aux collectivités en 2020 correspond au produit collecté en 2019, soit le cumul des acomptes versés en juin et septembre 2019 et du solde de CVAE due au titre de 2018 versé au plus au tard en 2020.

Ainsi, il en résulte que l'essentiel de l'impact de la récession en cours sur la CVAE versée aux collectivités devrait se matérialiser en 2021 et 2022. En effet, elle pourrait commencer à diminuer dès 2021 sous le double effet, d'une part, d'une réduction de l'acompte versé en septembre 2020 par les entreprises anticipant une diminution de leur valeur ajoutée taxable, et, d'autre part, par la sortie de l'assujettissement de certaines entreprises (effet de seuil).



Par conséquent, sur la base des estimations du cabinet RCF, nous proposons pour 2021 une recette d'un montant de 11,1 M€.

4. L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux - IFER : 2,4 M€

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les montants et tarifs de chacune des composantes de l'IFER sont revalorisés chaque année comme le taux prévisionnel, associé au projet de Loi de Finances de l'année, d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, pour la même année. Au CA 2020, la recette des IFER s'élève à 2,39 M€.

Aussi, sur cette base, un produit tenant compte de la revalorisation est estimé à 2,4 M€.

5. Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources - FNGIR : 5,9 M€

Instauré par la Loi de Finances pour 2010, il a été mis en œuvre à compter du 1er janvier 2011 afin de compenser le manque à gagner pour les collectivités résultant de la suppression de la taxe professionnelle. Il s'agit d'un fonds dont le niveau est figé.

Le montant de 5,9 M€ devrait donc être reconduit en 2021.

6. La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (Article 77) : 18 M€

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) présente plusieurs compensations, qui résultent de l'acte II de la décentralisation et de la réforme de la fiscalité directe locale (articles 52 et 53 présentés en fiscalité indirecte et article 77 présenté ci-après). L'article 77 concerne la part de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance qui était antérieurement perçue par l'État, suite à la réforme de la fiscalité directe locale de 2011.

Compte tenu des évolutions inscrites au projet de loi de finances pour 2021 et du caractère dépendant de la conjoncture économique de cette taxe, le montant total prévisionnel au titre de l'année 2021 est estimé à 18 M€, soit légèrement inférieur à celui du CA 2020 (19,4 M€).

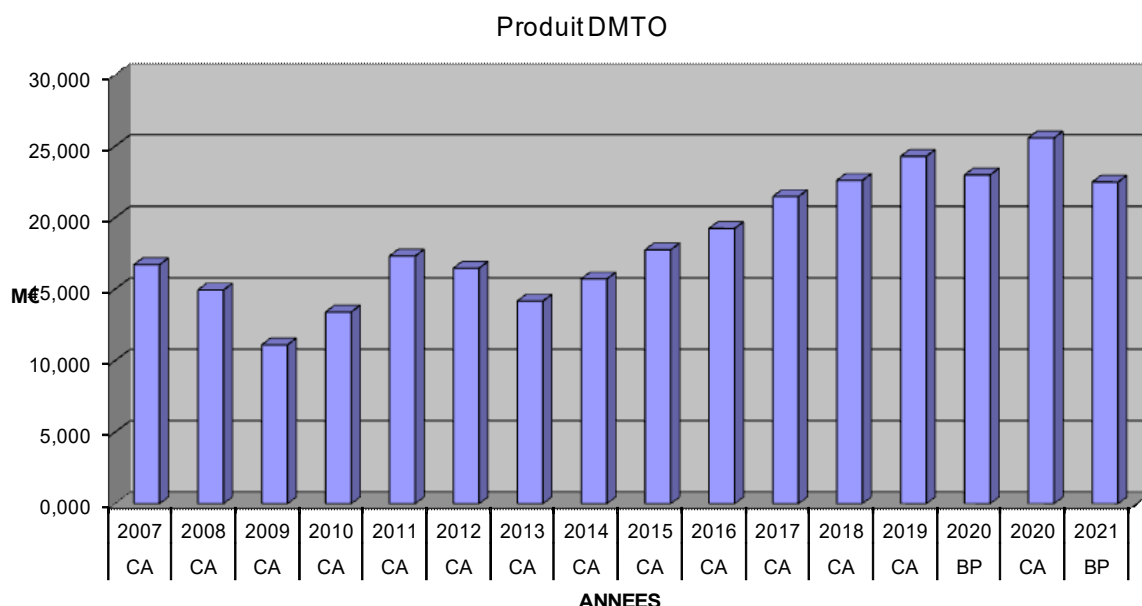
B- LES RECETTES DE FISCALITÉ INDIRECTE (66,9 M€)

1. Les droits de mutation à titre onéreux - DMTO : 22,5 M€

La cession de biens immobiliers à titre onéreux est notamment soumise à une taxe départementale aux droits de mutation. Le montant de ce produit résulte de la prise en compte de 3 facteurs : le nombre de transactions immobilières réalisées au cours d'une année sur le territoire départemental, le niveau des prix de l'immobilier, le taux voté par la collectivité départementale.

Depuis mars 2014, le Département applique le taux plafond de 4,5 %, comme la quasi-totalité des départements.

Depuis 2015, on constate une progression constante du produit des DMTO. Cependant, les impacts du second confinement et à la date de rédaction de ce rapport, l'absence de visibilité sur l'évolution de la situation économique, ainsi que l'accès restreint aux crédits immobiliers qui limiterait le nombre de transactions immobilières, nous conduisent à prévoir un montant prudent de recettes des DMTO à hauteur de 22,5 M€, quasiment identique à celui qui avait été prévu au BP 2020.



2. Le fonds globalisé

Prélèvement au titre du fonds globalisé : 1,7 M€

Depuis la refonte de ce dispositif dans la LFI 2020, le département de la Corrèze fait l'objet d'un prélèvement unique destiné à ce fonds globalisé (que l'on retrouvera dans les dépenses de fonctionnement), et n'est pas éligible au prélèvement progressif. Selon les estimations de RCF pour l'ADF, le montant du prélèvement pour 2021 serait de 1,66 Md€ contre 1,68 Md€ en 2020 (incluant la réserve débloquée).

Reversement du fonds globalisé : 10,6 M€

La répartition du montant total prélevé (fonds globalisé) sur les départements sera effectuée en trois enveloppes reprenant les critères d'éligibilité et de répartition des fonds DMTO, FSID, et FSD, cette dernière recette étant présentée dans les recettes sociales.

- **Le fonds de péréquation des DMTO : 5 M€**

La Loi de Finances pour 2011 a mis en place un fonds départemental de péréquation des droits de mutation à titre onéreux. Il s'agit d'un mécanisme de redistribution horizontale distinct des compensations du reste à charge des AIS via le fonds de solidarité.

Seuls sont bénéficiaires de ce fonds, les départements ayant un potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier par habitant moyen de l'ensemble des départements ou un revenu par habitant inférieur au revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements.

La répartition pour un département s'établit sur la base de 3 indicateurs : le revenu par habitant, le potentiel financier par habitant et le montant des DMTO perçus par habitant.

En 2020, le montant notifié a représenté 5,7 M€ contre 5 M€ en 2019, soit une progression de + 14 %. Ce montant exceptionnellement élevé s'explique par le déblocage de la réserve qui était jusqu'à 2019 alimentée dès que le montant de DMTO prélevé était supérieur à 1,6 Md€. Ainsi, la réserve de l'ancien fonds DMTO 2019 (avant réforme) à hauteur de 120 M€ a été débloquée en 2020 afin de faire face à la forte baisse des recettes DMTO impactant plusieurs départements.

Aussi, au regard de l'évolution prévue des droits de mutation en 2021, et donc des ressources potentielles du fonds, le montant estimé pour 2021 serait quasiment équivalent à celui de 2019 soit 5 M€.

- **Le Fonds de Soutien Interdépartement (FSID) : 4,9 M€**

Nous rappelons que la création de ce fonds prend ses origines dans le refus de l'État de créer une péréquation horizontale sur la base des recettes DMTO afin de soutenir les départements en difficulté financière. C'est donc le résultat d'un long travail de la Commission rurale et des Présidents de département souhaitant faire un geste fort de solidarité départementale et de reconnaissance des départements très ruraux marqués par une insuffisance structurelle de moyens.

A l'intérieur du fonds globalisé, le montant du FSID est garanti par la loi à hauteur de 250 M€.

Le Département de la Corrèze est éligible uniquement à la première part.

L'évaluation faite pour le Département de la Corrèze par RCF s'élèverait à 4,9 M€ pour 2021, soit un montant légèrement supérieur à celui de 2020 (4,6 M€).

3. La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (Articles 52 et 53) : 25,7 M€

Comme exposé dans le paragraphe "Recettes de fiscalité directe", La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) présente plusieurs compensations, qui résultent de l'acte II de la décentralisation et de la réforme de la fiscalité directe locale :

- une compensation au titre de l'article 52 de la loi de finances pour 2005 (transferts des agents TOS et personnel DDE, transfert des routes nationales, compensation de la suppression de la vignette...).

- une compensation au titre de l'article 53 de cette même loi (contribution au financement des services départementaux d'incendie et de secours).

Compte tenu des évolutions inscrites au projet de loi de finances pour 2021 et du caractère dépendant de la conjoncture économique de ces taxes, le montant total prévisionnel au titre de l'année 2021 est estimé à 25,7 M€, soit légèrement inférieur à celui du CA 2020 (27,4 M€).

4. La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques - TICPE (première part) : 4,3 M€

La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE) est divisée en deux parts. La première part est issue des compensations des transferts de compétences opérés dans le cadre de la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004.

A ce stade de la prévision, le montant estimé, au titre de la première part (très dépendante de la conjoncture économique), est de 4,3 M€ soit un montant identique à celui perçu en 2020, en baisse par rapport à celui de 2019.

La seconde part est présentée dans ce rapport dans la partie relative aux recettes sociales.

5. La taxe départementale sur la consommation finale d'électricité : 2,9 M€

Créée par la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité, la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE) est entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2011.

Comme indiqué dans le rapport sur les orientations budgétaires concernant les mesures de la LFI 2021, cette taxe fait l'objet d'une réforme, mais dont l'impact sur le montant perçu ne concernera le Département de la Corrèze qu'en 2022.

Par conséquent, pour 2021, il est proposé de maintenir à 2,9 M€ les recettes de cette taxe.

6. La taxe d'aménagement : 0,9 M€

La Loi de Finances Rectificative pour 2010 a réformé en profondeur la fiscalité de l'urbanisme et de l'aménagement. Les deux taxes perçues jusqu'alors par les départements, la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la taxe départementale pour le financement des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (TDCAUE) ont fusionné en une seule : la taxe d'aménagement.

Le taux institué sur l'ensemble du territoire départemental a été fixé à 1 %.

Au regard des évolutions constatées en 2020, il est proposé d'inscrire une recette à hauteur de 0,9 M€, montant quasi identique à celui du CA 2020 (1 M€).

7. Produit énergie réservée (redevance hydraulique) : 0,6 M€

Le montant estimé en 2021 est quasi identique à celui du CA 2020 (0,7 M€).

8. FCTVA Fonctionnement : 0,1 M€

Une recette prévisionnelle quasiment identique à celle perçue en 2020 de 0,1 M€ est inscrite au BP 2021.

C- LES DOTATIONS DE L'ÉTAT ET LES COMPENSATIONS (65,8 M€)

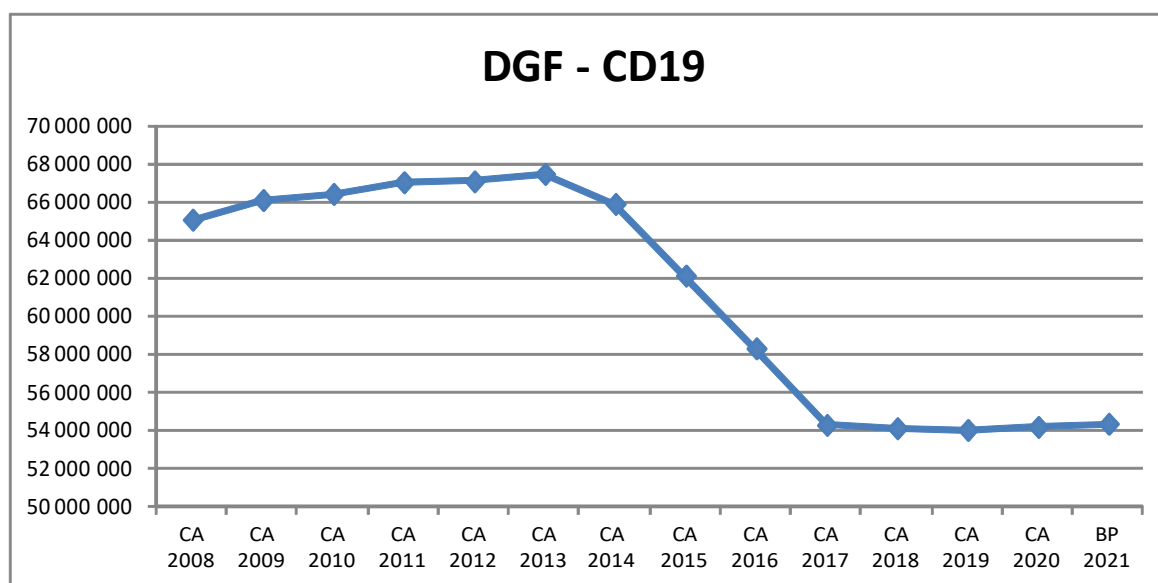
	BP 2020	CA 2020	BP 2021	BP 2021/BP 2020	BP 2021/CA
				% d'évolution	% d'évolution
DGF	53 873 195 €	54 196 974 €	54 364 848 €	0,91%	0,31%
DGD	2 728 326 €	2 728 326 €	2 728 326 €	0,00%	0,00%
DCRTP	6 615 019 €	6 615 019 €	6 593 000 €	-0,33%	-0,33%
Exonérations TFPB*	80 000 €	80 800 €		-100,00%	-100,00%
Allocat. compensatrices (TH TFNB TP)	2 160 000 €	2 157 747 €	2 070 000 €	-4,17%	-4,07%
Total Dotations de l'Etat	65 456 540 €	65 778 866 €	65 756 174 €	0,46%	-0,03%

* De même que la TFPB, les exonérations ne seront plus perçues par les départements (réforme de la TH)

1. La Dotation Globale de Fonctionnement : 54,4 M€

L'évolution de la DGF pour le Département de la Corrèze

CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021
65 072 058	66 098 652	66 424 597	67 032 145	67 081 221	67 472 241	65 899 030	62 136 564	58 321 450	54 299 829	54 127 057	54 042 858	54 196 974	54 364 848



Dans la Loi de Finances 2021, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) pour 2021 est identique à celle de 2020, soit 26 756 M€ dont 8 417 M€ pour les départements.

Pour le Département de la Corrèze, le montant global est en légère augmentation de 0,168 M€ par rapport au montant du CA 2020 du fait de l'évolution des critères de répartition (dont la population) favorable à la Corrèze par rapport à l'ensemble des autres départements.

2. La Dotation Générale de Décentralisation : 2,7 M€

L'article L. 1614-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) indique que les crédits prévus au titre de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) n'évoluent pas à compter de 2009. Ainsi, depuis 2009, le montant de la DGD est fixé à 2,7 M€.

3. Les variables d'ajustement : 8,7 M€

- Les compensations fiscales : 2,1 M€

Ces allocations compensatrices sont versées en compensation de pertes de recettes consécutives à certaines mesures d'exonérations ou d'abattements décidées par l'État.

Au sein de « l'enveloppe normée » des concours de l'État, elles jouent le rôle de variable d'ajustement. Ainsi, leur montant est ajusté afin que le volume de l'enveloppe globale respecte l'évolution qui lui est fixée.

Dans la LFI 2021, du fait du désengagement de l'État d'un montant de 50 M€ réparti plus fortement cette année sur les départements, le montant 2021 est estimé légèrement à la baisse, soit 2,07 M€ (contre 2,16 M€ au CA 2020).

- La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle - DCRTP : 6,6 M€

Selon les estimations du cabinet RCF, le montant serait quasiment identique en 2021 par rapport à celui du CA anticipé de 2020 (- 0,02 M€) du fait d'une diminution de l'enveloppe globale de 5 M€.

D- LES AUTRES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1. Les recettes sociales : 47,6 M€

Les recettes sociales sont estimées en 2021 en baisse de - 3 M€ par rapport au CA 2020 (- 5,97 %) et + 1,2 M€ par rapport au BP 2020 (+ 2,6 %). L'évolution est détaillée ci-dessous.

- Concours CNSA pour APA et PCH : 15,6 M€ (15 M€ au BP 2020 et 17,3 M€ au CA 2020)

La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) a pour mission de contribuer au financement de la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. A ce titre, elle participe au financement de l'Aide Personnalisée à l'autonomie (APA) et de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).

Dans le cadre de la conférence des financeurs, sont financées les actions de partenariats et le forfait autonomie. Le champ d'intervention de la convention section IV porte sur la modernisation des services d'aides à domicile.

Les concours attendus de la CNSA pour 2021 se répartissent comme suit :

- Fonds APA 1 (Aide Personnalisée à l'Autonomie) : 10,8 M€ (11,2 M€ au BP 2020 et 11,1 M€ au CA 2020),
- Fonds APA 2 : 1 M€ (0 M€ au BP 2020 et 2,1 M€ au CA 2020),
- Conférence des financeurs : 0,88 M€ (0,84 M€ au BP 2020 et 0,87 M€ au CA 2020),
- Fonds PCH (Prestation de Compensation du Handicap) : 2,1 M€ (2,1 M€ au BP 2020 et 2,1 M€ au CA 2020),
- MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) : 0,5 M€ (0,5 M€ au BP 2020 et 0,4 M€ au CA 2020),
- Convention section IV : 0,4 M€ (0,4 M€ au BP 2020 et 0,5 M€ au CA 2020).

L'écart entre le CA 2020 et le BP 2021 provient principalement du Fonds APA 2 pour lequel en 2020 un montant de 2,1 M€ a été perçu grâce à la modification exceptionnelle des règles d'attribution qui ont favorisé le département de la Corrèze.

En l'absence de données sur le montant de l'enveloppe globale que l'État consacrerait à l'APA II en 2021 ainsi que sur les critères d'éligibilité, nous avons estimé cette recette de façon prudente sachant qu'elle avait fortement diminué auparavant (1,3 M€ en 2018 et 0,6 M€ en 2019).

- **Péréquations relatives aux Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) : 5,5 M€**
(contre 5,5 M€ au BP 2020 et au CA 2020)

Le Département est en charge du versement des AIS que sont l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et le Revenu de Solidarité Active (RSA).

=> Fonds de solidarité (FSD) : 0,7 M€

L'article 78 de la loi de finances 2014 a créé un fonds de solidarité en faveur des Départements, qui a vocation à réduire les inégalités constatées entre les Départements en matière de reste à charge par habitant au titre des allocations individuelles de solidarité.

Avec la réforme de la péréquation horizontale votée en LFI 2020 mettant en place le fonds globalisé, le fonds est alimenté par un prélèvement commun aux trois fonds (cf. § "Recettes de fiscalité indirecte" dans ce rapport).

Il est réparti sur la base de 2 fractions :

- la première part, qui représente 30 % du fonds, est distribuée proportionnellement au reste à charge des AIS net de la dotation de compensation péréquée (DCP) ;
- la seconde part, qui représente 70 % du fonds, est répartie en fonction de la population et sur la base d'une cible égale au reste à charge médian des départements.

Compte tenu des critères de répartition, la dotation pour le département pourrait s'élever selon RCF à 0,7 M€ en 2021, soit un montant en légère baisse par rapport à celui perçu en 2020 (0,85 M€).

=> Dispositif de compensation péréquée (DCP) - Transfert des frais de gestion de la TFPB : 4,8 M€

C'est la loi de finances pour 2014 qui a prévu ce dispositif d'affectation des ressources aux départements, consistant à leur affecter désormais les produits nets des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Ces produits correspondent à l'ensemble des frais de gestion de la TFPB perçus par l'État l'année précédant celle du versement.

La répartition de ces produits est réalisée selon les conditions suivantes :

- 70 % au titre de la compensation, sur la base du reste à charge total des trois AIS (Allocations Individuelles de Solidarité) rapporté au reste à charge national ;
- 30 % au titre de la péréquation, sur la base de critères de ressources et de charges des départements, rapportés au nombre d'habitants.

Dans ces conditions, le montant pour le département au titre de l'année 2021 est estimé à 4,8 M€.

- **Compensation du RSA : 11,4 M€ (11,4 M€ au BP et CA 2020)**

=> TICPE (Deuxième part) : 10,7 M€

La deuxième part de la TICPE est dédiée à la compensation des charges relatives à la mise en œuvre du RSA (ex RMI) dont le montant est figé.

Le montant est donc identique à celui de 2019, soit 10,7 M€.

=> **Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 0,7 M€**

Créé par l'article 37 de la loi de finances pour 2006 afin de soutenir l'effort financier des départements en matière d'insertion, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) est doté depuis cette date de 500 M€. Ce montant est reconduit dans le Projet de Loi de Finances pour 2021.

Il comprend 3 parts :

- une première part au titre de la compensation (40 %) ;
- une deuxième part au titre de la péréquation, en prenant en compte des critères de ressources et de charges (30 %) ;
- une troisième part au titre de l'insertion (30 %).

Le montant perçu en 2020 est de 0,7 M€ et est maintenu pour 2021.

- **Autres recettes sociales: 15 M€** (14,5 M€ au BP 2020 et 16,3 M€ au CA 2020)

Les autres recettes sociales sont estimées en légère augmentation de BP à BP mais en diminution par rapport au CA 2020 principalement due à une estimation prudente des recettes de recouvrement du pôle autonomie.

2. Les autres recettes de fonctionnement : 8,7 M€ (8,2 M€ au BP 2020 et 9,9 M€ au CA 2020)

Les autres recettes concernent celles issues des pôles Cohésion territoriale, Misions et Communications et Direction générale (Affaires générales/DRH).

La variation entre le BP 2021 et le CA 2020 provient principalement de recettes supplémentaires perçues en 2020 par les directions des routes (0,2 M€ pour des cessions de matériel et remboursements des dégâts au domaine public), des Bâtiments (0,2 M€ pour des cessions de bâtiments) ainsi que des refacturations aux communes d'achats de masques (0,7 M€) qui n'ont pas été reconduites en 2021 du fait de leur caractère exceptionnel.

Pour 2021, le montant des autres recettes de fonctionnement est prévu à un montant légèrement supérieur à celui du BP 2020, soit 8,7 M€.

E - CONCLUSION

Comme évoqué dans le débat des orientations budgétaires en mars dernier, l'année 2021 marque le retour de l'effet ciseaux pour les finances du département avec une augmentation des dépenses à caractère social et des recettes prévues en baisse du fait de la situation économique fortement dégradée par la crise sanitaire.

Cependant, il manque au Département un montant de recettes de 10,6 M€ correspondant au montant que l'État devrait compenser pour les restes à charge du RSA.

3^{ème} partie

UN BUDGET D'INVESTISSEMENT ACTEUR DE LA RELANCE

I - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement totales s'élèvent à 139,902 M€ en 2021 contre 142,056 M€ au BP 2020 et 97,315 M€ au CA 2020, soit une variation de respectivement - 1,52 % (- 2,15 M€) et de + 43,76 % (+ 42,59 M€).

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Recettes d'investissement	ordre	83 068 378	35 520 643	100 645 478	183,34%	21,16%
	réel*	58 988 009	61 794 799	39 256 984	-36,47%	-33,45%
S/Total R d' I		142 056 386	97 315 442	139 902 462	43,76%	-1,52%

Les **recettes réelles d'investissement** s'élèvent à 39,26 M€ et se décomposent de la façon suivante :

- Un montant de recettes d'investissement de 10,69 M€,
- Un montant de 0 M€ d'emprunt (hors refinancement),
- Reports de crédits de 3,5 M€,
- L'affectation pour couvrir le déficit d'investissement cumulé de 25,07 M€.

La répartition par pôle est la suivante.

BP 2021	€	%
Pôle cohésion sociale	1 354 267,00 €	12,67
Pôle cohésion territoriale	1 040 000,00 €	9,73
Missions économie, numérique, tourisme et communication	22 000,00 €	0,21
Moyens Généraux	8 270 526,00 €	77,39
TOTAL	10 686 793,00 €	100,00

Les recettes réelles d'investissement (hors emprunt) se répartissent pour l'essentiel entre les dotations et les subventions et participations diverses.

1. Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental (DSID) : 5,1 M€

Pour mémoire, la Dotation Globale d'Équipement (DGE) a été remplacée en Loi de Finances 2019 par la création d'une Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental (DSID).

Cette dotation DSID comporte deux parts.

- **Une part, dite de "péréquation"** (23 % de l'ensemble), est déterminée pour chaque Département en fonction du potentiel fiscal par habitant et du potentiel fiscal superficiaire (le critère étant moins restrictif que celui de l'ex-DGE) et son montant est libre d'emploi. Il a été estimé, pour 2021, que le montant de cette part serait quasiment identique à celui perçu en 2020, soit 0,7 M€.

- **Une part, dite "part régionale"**, est déterminée par une enveloppe attribuée par le Préfet de Région qui, selon les critères d'éligibilité des projets déterminés par l'État, doit être consommée au plus tard dans les deux années suivantes.

En 2021, l'État a, de plus, dans le cadre du plan de relance, abondé l'enveloppe DSID. Le Département a négocié une enveloppe d'autorisations de programmes (AP) totale pour la part régionale de 5,9 M€ à répartir sur 2021 et 2022.

Compte tenu de la pluri-annualité de ce type de dotation en lien avec les calendriers de réalisations des travaux, le montant estimé des recettes à recevoir en 2021 au titre de la DSID 2019, 2020 et 2021 s'élève à 4,4 M€.

2. Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) : 2,9 M€

Le FCTVA, inscrit au projet de BP 2021, correspond au reversement par l'État de la TVA payée sur les dépenses d'investissement réalisées en 2020. L'enveloppe prévue pour le FCTVA dans la LFI 2021 étant en augmentation par rapport à celle prévue dans la LFI 2020 (6,5 Md€ contre 6 Md€), le montant estimé pour 2021 est un peu plus élevé que celui qui avait été prévu au BP 2020 soit 2,9 M€.

3. Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC) : 1,3 M€

La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges est gelée depuis 2008 ; son montant s'établit donc, comme en 2020, à 1,33 M€.

4. Autres recettes d'investissement : 1,4 M€

Parmi les autres recettes d'investissement :

- ✓ 0,60 M€ sont prévus au titre du produit des amendes des radars automatiques ;
- ✓ 0,30 M€ concernant des subventions pour le viaduc des rochers noirs ;
- ✓ 0,14 M€ concernant des subventions principalement pour la transition écologique ;
- ✓ 0,02 M€ au titre des avances remboursables accordées par le Département de la Corrèze aux entreprises dans le cadre d'engagements pris avant le 31/12/2015, (recettes correspondant aux conventionnements passés avec ces entreprises).

En conclusion, le montant des recettes d'investissement au BP 2021 a été évalué de façon prudente et donc légèrement inférieur à celui perçu au CA 2020 et supérieur à celui prévu au BP 2020 grâce aux recettes attendues au niveau du DSID dans le cadre du plan de relance de l'État.

II - UNE DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT AU SERVICE DE L'INVESTISSEMENT

A- L'AUTOFINANCEMENT

La capacité d'autofinancement correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de la collectivité dont elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers : elle mesure la capacité de cette dernière à financer, sur ses ressources, les besoins liés à son existence, tels que les investissements.

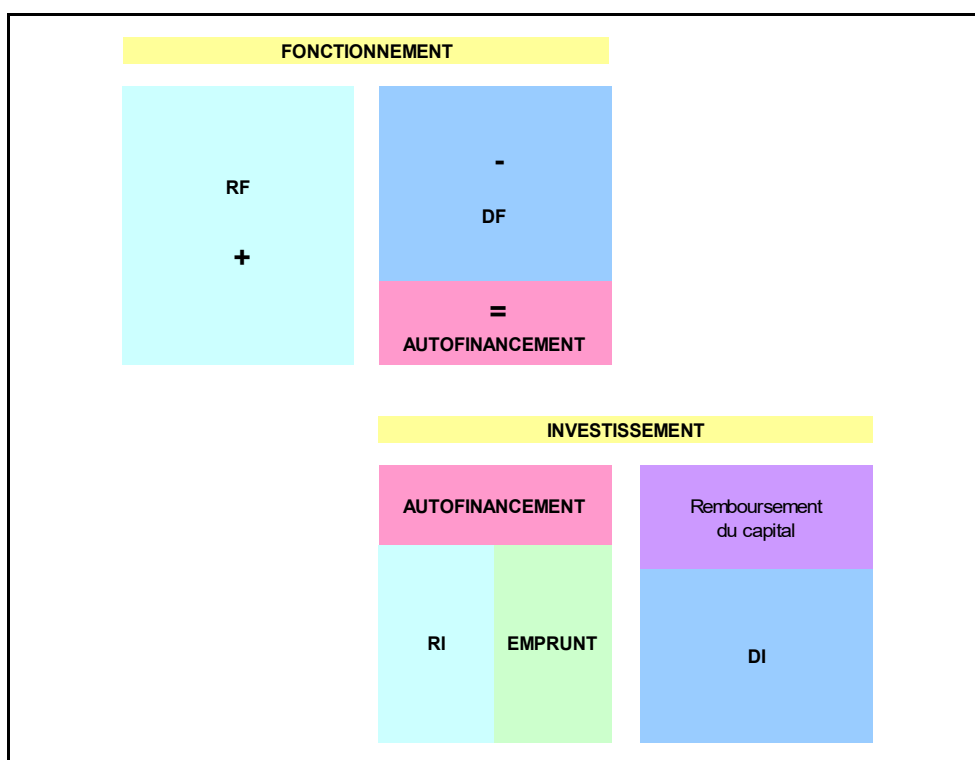
Les bons résultats constatés depuis 2015 génèrent un bon niveau d'autofinancement permettant de poursuivre un programme d'investissement ambitieux en 2021.

Ainsi, l'épargne brute, égale à la différence entre les produits de fonctionnement (hors reprise de provisions et cessions) et les dépenses réelles de fonctionnement (hors dotations aux provisions), est aussi appelée capacité d'autofinancement. Cette dernière est en augmentation progressive depuis 2015 et elle a atteint, en 2020, un niveau inégalé sur les 10 dernières années : 60,2 M€.

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Épargne brute	23 998 600	19 015 215	31 654 192	22 578 827	35 099 426	39 557 436	34 124 001	40 318 232	45 005 888	51 580 962	54 582 325	60 248 745

Pour 2021, l'épargne brute est estimée à 39,9 M€ (contre 40,6 M€ au BP 2020).

L'autofinancement est la part des recettes de fonctionnement (excédent d'exploitation) affecté aux dépenses d'investissement.



59,5 M€ (autofinancement) seront ponctionnés sur cette épargne brute (39,9 M€) ainsi que sur le résultat cumulé à fin 2020 (49,3 M€) dans la section de fonctionnement pour alimenter les recettes d'investissement (c'est ce que l'on appelle le virement de section) et ainsi permettre à la collectivité départementale de disposer d'une enveloppe potentielle d'investissement à hauteur de 69,7 M€ pour 2021, conformément à la volonté clairement affichée de la mandature de soutenir l'investissement.

B- LA STRUCTURE DE LA DETTE DIVERSIFIÉE, SÉCURISÉE ET SAINÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

L'encours de dette au 31 décembre 2020 est ramené à 312,1 M€ et prévu à 285,9 M€ fin 2021, soit relativement en dessous de la barre des 300 M€.

L'encours reste sécurisé en 2020 avec 79,5 % des emprunts à taux fixe, dont près de 13 M€ (4,15 % de l'encours) sont à taux fixe 0 % sur leur durée résiduelle, proportion résultant de contrats récents dits "prêts croissance verte" auprès de la Caisse des Dépôts ou de taux variables renégociés à taux fixe 0 %.

Le taux moyen de l'encours qui ressort à 2,10 % fin 2020 contre 2,32 % fin 2019 poursuit son évolution baissière vouée à se prolonger en 2021, puisque le contingent 2020 de 25 M€ a été contractualisé au taux moyen pondéré de 0,75 % (la marge bancaire).

De plus, la part à taux variable de 20,5 % contribue significativement à la baisse de ce taux moyen, plusieurs lignes d'emprunt ne portant plus intérêts. Cette part à taux variable permet de profiter de l'environnement ultra favorable des taux courts (- 0,50 % en moyenne à la date de rédaction du présent rapport) et de l'incidence de leur sensibilité à la hausse demeure très faible.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'au vu de la Charte de Bonne Conduite des collectivités locales (Charte Gissler), le risque de la dette du département de la Corrèze fin 2020 demeure très minime, car 94,5 % de l'encours ne présente aucun risque (A1) et 5,5 % un risque très faible (B1).

SYNTHESE de la dette départementale au :	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021 (en extinction)
Encours de dette	360 299 867	355 545 777	343 759 569	336 738 864	317 369 439	312 059 757	285 845 289
Encours à taux fixe	61,42%	61,76%	64,95%	67,15%	68,32%	73,96%	70,83%
Encours à taux variable	26,81%	26,78%	23,71%	21,80%	20,54%	15,31%	18,15%
Encours à taux structuré (TF Bonifié - B1)	6,31%	6,16%	6,04%	5,83%	5,82%	5,54%	5,63%
Encours à taux variable capé	5,39%	5,30%	5,30%	5,22%	5,32%	5,19%	5,39%
Capital	27 722 236	29 754 083	31 283 685	32 141 075	32 369 425	30 309 683	29 714 467
Frais financiers	10 662 398	10 307 220	9 265 268	8 609 727	8 045 566	6 986 097	6 137 601
Classification du risque selon la Charte Gissler	93,62% 1A 6,38% 1B	93,84% 1A 6,16% 1B	93,96% 1A 6,04% 1B	94,17% 1A 5,83% 1B	94,18% 1A 5,82% 1B	94,46% 1A 5,54% 1B	94,37% 1A 5,63% 1B

Pour 2021, compte tenu de l'excédent de fonctionnement reporté très important et par voie de conséquence vertueuse de l'autofinancement affecté aux investissements (59,5 M€), le département ne prévoit pas d'emprunt nouveau, seulement l'emprunt complémentaire 2020 dit emprunt COVID au titre des reports (3,5 M€) et un montant estimé de 25,4 M€ inscrit en dépenses et recettes pour poursuivre autant que faire se peut le refinancement de dette à des taux moindres.

Sur cette base, pour 2021, les charges financières (incluant les intérêts sur emprunts) sont projetées à hauteur de 6,8 M€ dont un rajout prudentiel chaque année de + 0,2 M€ (contre 7,7 M€ au BP 2020 et 7,2 M€ au CA 2020), soit une baisse de - 0,9 M€ de BP à BP et - 0,4 M€ de BP 2021 /CA 2020.

Pour 2021, les projections ont été effectuées par notre prestataire Finance active sur la base d'une courbe prévisionnelle présentant à ce jour une propension à la hausse, alimentée par une anticipation d'inflation, en particulier aux États-Unis (taux fixe à 15 ans hors marge de - 0,1717 % début 2021 estimé à 0,2149 % fin 2021).

Les taux courts restent néanmoins très négatifs, aux alentours de - 0,50 %.

La sécurisation de la dette permet une plus grande maîtrise des prévisions relatives au montant des intérêts à acquitter. D'après les anticipations de Finance active, 6,336 M€ sont à prévoir au seul titre des intérêts sur emprunts pour 2021 (compte 66111 – intérêts réglés à l'échéance).

C- UNE GESTION DE LA TRÉSORERIE OPTIMISÉE

Le Département maintient le principe de la gestion de sa trésorerie au quotidien, ainsi un suivi journalier est effectué en lien avec la paie.

En 2020, comme pour les 3 années précédentes, il n'y a eu aucun recours à des lignes de trésorerie.

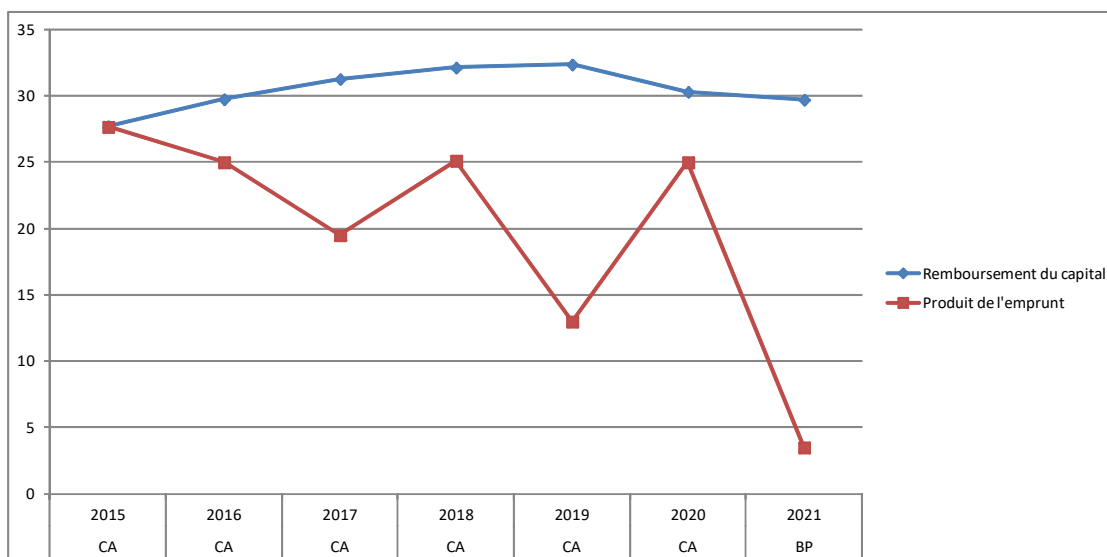
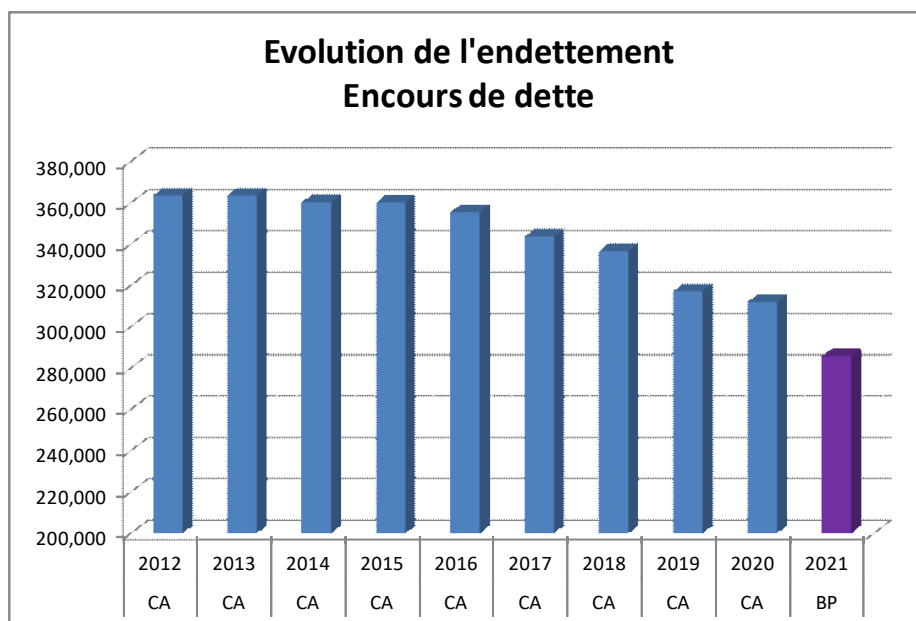
Il vous est proposé un crédit minimum de 25 000 € pour les intérêts éventuels, dans l'hypothèse où l'emprunt 0 € occasionnerait des fragilités ponctuelles pour la trésorerie quotidienne.

D- UN DÉSENDETTEMENT CUMULÉ DE - 48,3 M€ AU 31 DÉCEMBRE 2020

Fin 2020, le montant du désendettement cumulé sur la mandature s'établissait à un niveau historiquement élevé pour la collectivité, soit - 48,3 M€ dont - 5,3 M€ au titre de 2020. Cela entérine l'engagement pris auprès de nos concitoyens sur l'effort de réduction de l'encours de dette.

Encours de dette au 31/12/2021 : 285 845 289 M€

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021
Encours de dette en M€	363,709	363,716	360,352	360,299	355,545	343,760	336,739	317,369	312,060	285,845



De BP à BP, la prévision de durée de désendettement s'affiche en nette amélioration avec 7,16 ans contre 7,68 ans au BP 2020 et 8,01 ans au BP 2019.

	CA 2015	BP 2016	CA 2016	BP 2017	CA 2017	BP 2018	CA 2018	BP 2019	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Encours de dette	360 299 860,55	356 068 000,00	355 545 787,00	343 772 482,00	343 759 569,00	336 635 585,00	336 738 863,71	317 368 863,71	317 369 439,00	312 059 759,00	312 059 756,00	285 845 289,00
Evolution de l'endettement	-52 236,42	-4 231 860,55	-4 754 073,55	-11 773 305,00	-11 786 218,00	-7 123 984,00	-7 020 705,29	-19 266 721,29	-19 369 424,71	-5 309 680,00	-5 309 683,00	-5 549 462,00
Durée de désendettement	10,56	13,26	8,82	12,19	7,64	11,21	6,53	8,01	5,81	7,68	5,16	7,16

III - POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT VOLONTARISTE

Les dépenses d'investissement totales s'élèvent à 139,902 M€ au BP 2021 contre 142,056 M€ au BP 2020 et 93,640 M€ au CA 2020, soit une évolution respectivement de - 1,52 % (- 2,2 M€) et de + 49,40 % (+ 46,26 M€).

L'augmentation de 49,40 % entre le CA 2020 et le BP 2021 résulte notamment d'une contrainte technique de présentation liée à la non prise en compte au CA 2020 du déficit d'investissement cumulé au 31/12/2020 pour 21,37 M€.

		BP 2020 (en €)	CA 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ CA 2020 (%)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Dépenses d'investissement	ordre	6 875 940	13 701 843	11 939 178	-12,86%	73,64%
	réel*	135 180 446	79 938 579	127 963 283	60,08%	-5,34%
S/Total D d' I		142 056 386	93 640 422	139 902 462	49,40%	-1,52%

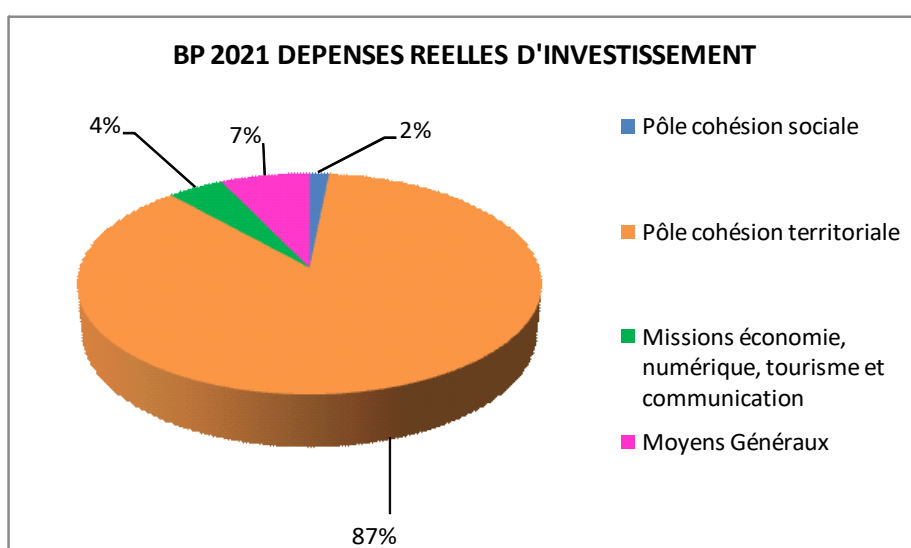
Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 127,96 M€ et se décomposent en :

- Un montant de 69,68 M€ de dépenses potentielles d'investissement,
- Un report de crédits de 7,2 M€,
- Un montant de remboursement d'emprunt de 29,71 M€,
- Un montant de déficit d'investissement cumulé au 31/12/2020 de 21,37 M€.

Compte tenu de la programmation d'investissement envisagée, et comme présenté lors du débat des orientations budgétaires en mars dernier, le montant de dépenses potentielles d'investissement de 69,68 M€ sera utilisé en 2021 à hauteur de 51,15 M€, le solde de 18,53 M€ sera mis en réserve pour le financement des infrastructures routières et les projets du Plan " Corrèze Accompagnement Covid-19".

La répartition des dépenses d'investissement prévue au BP 2021 (51,15 M€) est la suivante.

BP 2021	€	%
Pôle cohésion sociale	801 100 €	1,57
Pôle cohésion territoriale	44 384 242 €	86,78
Missions économie, numérique, tourisme et communication	2 298 458 €	4,49
Moyens Généraux	3 660 983 €	7,16
TOTAL	51 144 783 €	100,00



A- ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

Depuis 2015, le département a réussi, grâce à ses efforts de gestion, à assurer un niveau moyen d'investissement de 42,8 M€.

CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021 (hors reports)
52,56	50,03	40,06	39,74	39,68	43,27	37,07	39,34	45,30	42,34	49,63	51,15
évolution	-2,5 -4,82%	-10,0 -19,93%	-0,3 -0,80%	-0,1 -0,14%	3,6 9,05%	-6,2 -14,32%	2,3 6,11%	6,0 15,15%	-3,0 -6,53%	7,3 17,22%	1,5 3,06%

En 2020, le montant des investissements s'est élevé à 49,6 M€ dont 24,9 M€ pour les routes, 11,8 M€ pour les aides aux communes, 3 M€ pour les bâtiments, 2,7 M€ pour la transition écologique et 1,4 M€ pour le projet 100 % Fibre.

En 2021, le département poursuit son ambitieux programme d'investissements avec 51,2 M€ :

- conformément aux engagements pris pendant la mandature (déploiement du numérique, contournements routiers de Malemort, Lubersac, Meymac et Noailles) et à ceux présentés dans le plan de relance " Corrèze Accompagnement Covid-19" (restructurations des collèges d'Allasac et d'Argentat, travaux énergétiques dans les collèges de Treignac, Brive, Objat, Uzerche etc., ainsi que la restauration du Viaduc des Rochers Noirs).
- fidèle à ses ambitions pour le développement et l'attractivité du territoire, qui seront consacrées à l'aide aux communes, à l'habitat et à la transition écologique en incluant quelques nouveaux projets bâtimentaires de modernisation et d'économie d'énergie proposés dans le cadre du plan de relance de l'État.

Il en résulte les principales propositions d'investissements suivantes :

- **Infrastructures routières** : 19,4 M€ dont 16,6 M€ pour la modernisation et l'entretien du patrimoine routier ainsi que le renouvellement du matériel, 1,6 M€ pour le Viaduc des Rochers Noirs et 1,2 M€ pour les contournements (hors opérations de reports de crédit de 7,2 M€ pour celui de Malemort) ;
- **Aides aux communes** : un budget de crédits de paiement évalué à 14 M€ ;
- **Bâtiments** : 4,9 M€ incluant 1 M€ pour le plan "Corrèze Accompagnement Covid-19", 0,7 M€ pour les travaux proposés dans le cadre du plan de Relance de l'État, 1,9 M€ pour les crédits de paiement permettant de finaliser les projets engagés avant 2021 et 1,2 M€ pour des dépenses à engager en 2021 répondant principalement à des besoins réglementaires ou de modernisation et de sécurisation ;
- **Systèmes d'informations** : 2,4 M€ ;
- **Habitat** : 2,0 M€ ;
- **Déploiement du Très Haut débit sur le territoire** avec 1,6 M€ conformément à nos engagements pris en 2018 ;
- **Transition écologique** : 1,2 M€ afin de poursuivre principalement les missions récurrentes du Département relatives à la gestion de l'eau, de l'environnement et du cadre de vie, au soutien à l'amélioration de la production agricole etc., ainsi que les projets relatifs aux énergies renouvelables dans le cadre du Contrat de Transition Écologique.

Un montant de 3,3 M€ est prévu pour le Pôle social, Missions et communications, Attractivité du Territoire et Direction Générale, auxquels s'ajoute le remboursement de l'avance DMTO à l'État pour 2,4 M€ (cf. Rapport de la DM1 du 27/11/2020).

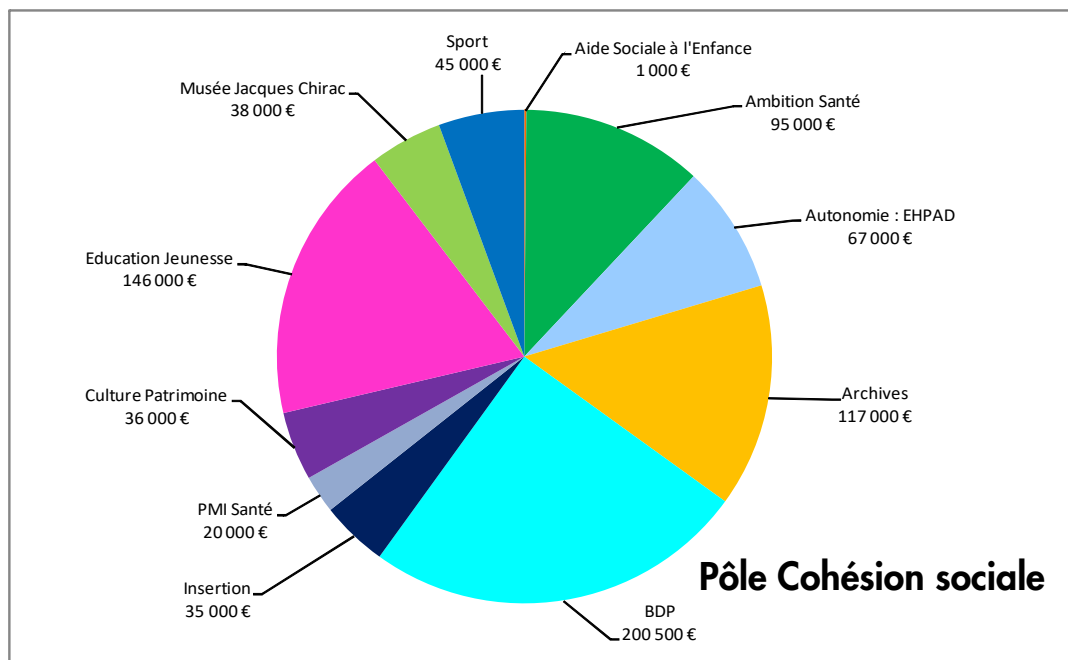
La répartition des investissements est présentée dans le tableau ci-dessous.

	BP 2020	CA 2020	Restes A réaliser 2020	BP 2021	Ecart BP 2021/ CA 2020	Ecart BP 2021/ BP 2020
Aide Sociale à l'Enfance	2 200 €	0,00 €		1 000 €	1 000,00 €	-1 200 €
Ambition Santé	200 000 €	100 000,00 €		95 000 €	-5 000,00 €	-105 000 €
Autonomie	15 000 €	1 236,00 €		67 000 €	65 764,00 €	52 000 €
Archives	117 000 €	105 832,11 €		117 000 €	11 167,89 €	0 €
BDP	227 500 €	199 853,13 €		200 500 €	646,87 €	-27 000 €
Insertion	35 000 €	18 807,00 €		35 000 €	16 193,00 €	0 €
PMI Santé	6 000 €	5 471,87 €		20 000 €	14 528,13 €	14 000 €
Culture Patrimoine	29 000 €	9 785,10 €		36 000 €	26 214,90 €	7 000 €
Education Jeunesse	122 000 €	101 523,00 €		146 600 €	45 077,00 €	24 600 €
Musée Jacques Chirac	36 000 €	31 846,53 €		38 000 €	6 153,47 €	2 000 €
Sport	49 000 €	30 908,17 €		45 000 €	14 091,83 €	-4 000 €
Pôle Cohésion Sociale	838 700 €	605 262,91 €	0 €	801 100 €	195 837,09 €	-37 600 €
Aides aux Communes	14 000 000 €	11 770 191,00 €		14 000 000 €	2 229 809,00 €	0 €
Attractivité des territoires	260 000 €	252 603,97 €		410 000 €	157 396,03 €	150 000 €
Transition Ecologique	3 436 295 €	2 678 678,07 €		1 246 000 €	-1 432 678,07 €	-2 190 295 €
Habitat	2 000 000 €	1 538 999,00 €		2 000 000 €	461 001,00 €	0 €
Bâtiments	3 435 600 €	2 959 736,70 €		4 910 800 €	1 951 063,30 €	1 475 200 €
<i>Plan Corrèze Accompagnement COVID 19 (Collèges)</i>		0,00 €		1 047 000 €	1 047 000,00 €	1 047 000 €
<i>Plan de relance (Collèges et Autres Bâtiments)</i>				745 000 €	745 000,00 €	745 000 €
<i>Collèges (projets lancés avant 2021)</i>	1 685 600 €	1 395 866,10 €		913 800 €	-482 066,10 €	-771 800 €
<i>Collèges (nouveaux projets en 2021)</i>				570 000 €	570 000,00 €	570 000 €
<i>Autres Bâtiments (projets lancés avant 2021)</i>	1 750 000 €	1 563 870,60 €		1 028 000 €	-535 870,60 €	-722 000 €
<i>Autres Bâtiments (nouveaux projets en 2021)</i>				607 000 €	607 000,00 €	607 000 €
Système d'information	2 300 000 €	2 177 718,15 €		2 440 000 €	262 281,85 €	140 000 €
Routes	50 250 498 €	24 860 556,16 €	7 203 711,08 €	19 377 442 €	-5 483 114,16 €	-30 873 056 €
<i>Contournement Malemort</i>	22 600 000 €	9 701 888,16 €	7 203 711,08 €	500 000 €	-9 201 888,16 €	-22 100 000 €
<i>Contournement Lubersac</i>	7 500 000 €	18 207,72 €		300 000 €	281 792,28 €	-7 200 000 €
<i>Autres contournements</i>	4 530 498 €	291 851,32 €		400 000 €	108 148,68 €	-4 130 498 €
<i>Viaduc des Rochers</i>		14 860,23 €		1 600 000 €	1 585 139,77 €	1 600 000 €
<i>Autres investissements</i>	15 620 000 €	14 833 748,73 €		16 577 442 €	1 743 693,27 €	957 442 €
Pôle Cohésion Territoriale	75 682 393 €	46 238 483,05 €	7 203 711 €	44 384 242 €	-1 854 241,05 €	-31 298 151,00 €
Communication	20 000 €	13 339,20 €		20 000 €	6 660,80 €	0 €
Transition Numérique et Innovation	80 000 €	15 252,40 €		350 000 €	334 747,60 €	270 000 €
Très Haut Débit	187 500 €	60 442,33 €		218 000 €	157 557,67 €	30 500 €
<i>Avance remboursable 100 % FIBRE</i>					0,00 €	0 €
<i>100 % FIBRE</i>	1 622 500 €	1 367 702,50 €		1 387 500 €	19 797,50 €	-235 000 €
Economie	242 012 €	191 074,00 €		213 255 €	22 181,00 €	-28 757 €
Tourisme	123 000 €	75 176,02 €		109 703 €	34 526,98 €	-13 297 €
Missions et Numérique	2 275 012 €	1 722 986,45 €	0 €	2 298 458 €	575 471,55 €	23 446 €
Affaires Générales Assemblées	575 000 €	505 623,17 €		784 000 €	278 376,83 €	209 000 €
Budget Comptabilité	446 842 €	546 541,04 €	8 425 000,04 €	2 866 983 €	2 320 441,96 €	2 420 141 €
Ressources Humaines	10 000 €	9 999,63 €		10 000 €	0,37 €	0 €
Direction Générale	1 031 842 €	1 062 163,84 €	8 425 000,04 €	3 660 983 €	2 598 819 €	2 629 141 €
TOTAL	79 827 947 €	49 628 896,25 €	15 628 711,12 €	51 144 783 €	1 515 886,75 €	-28 683 164 €

B- LA TYPOLOGIE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

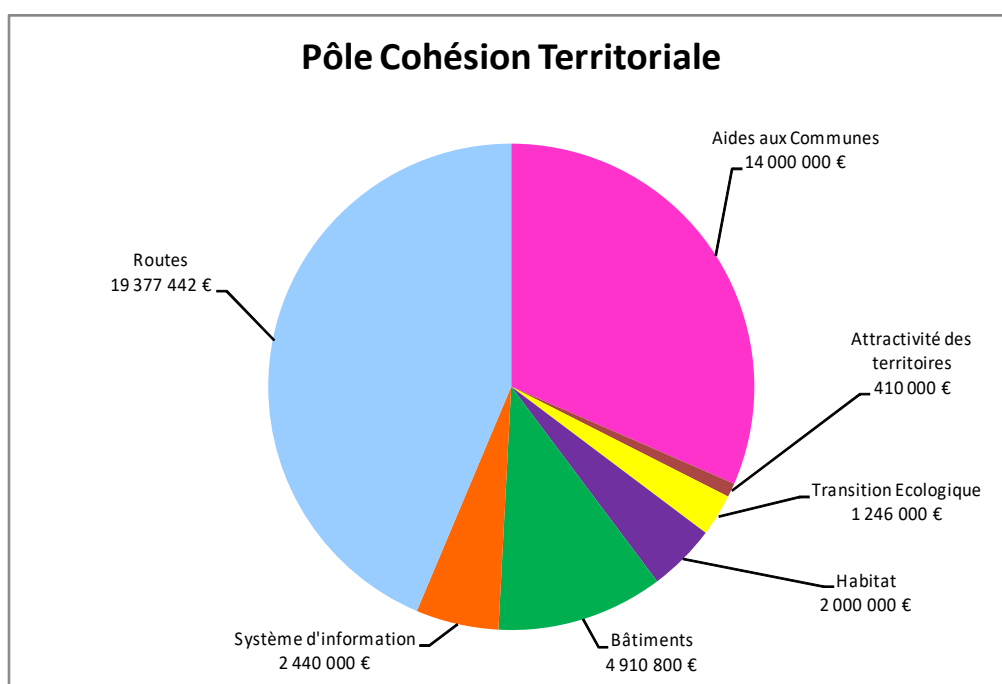
La répartition et l'évolution par pôle est détaillée ci-dessous.

1- Pôle Cohésion sociale



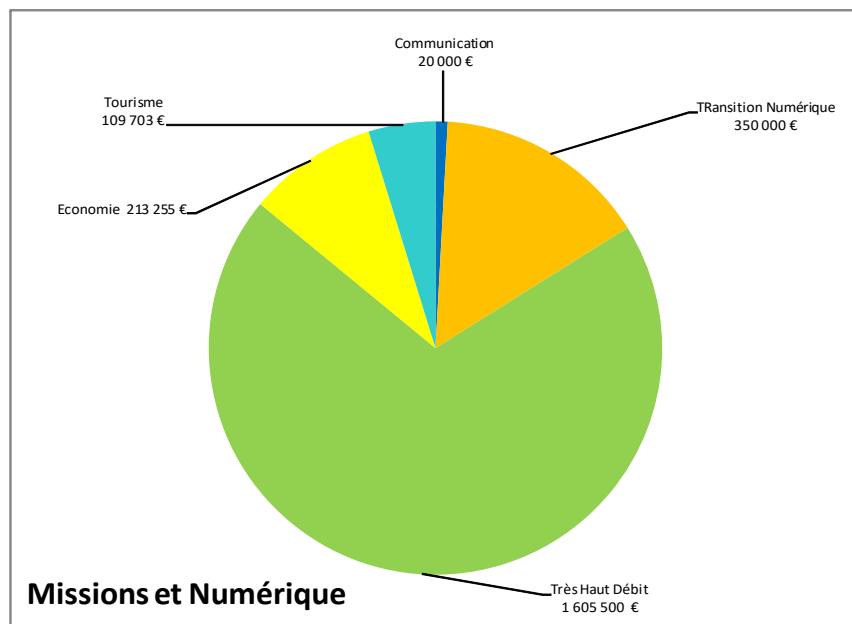
Un montant d'investissements de 0,8 M€ équivalent à celui du BP 2020 et légèrement en augmentation par rapport à celui du CA 2020.

2- Pôle Cohésion territoriale



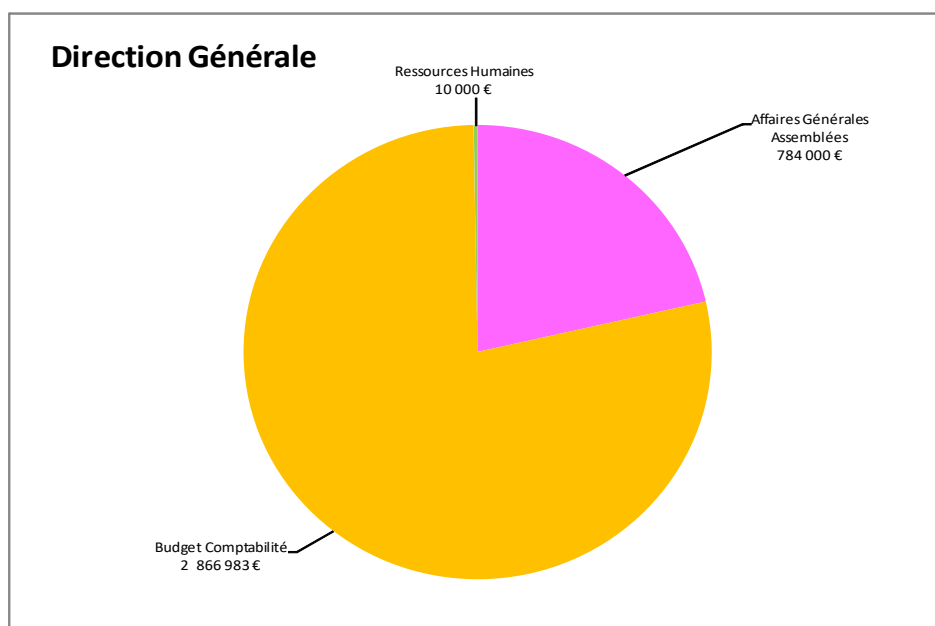
Les dépenses d'investissement de ce pôle pour un total 44,4 M€ consacrent en 2021 un budget un peu moins important pour les routes du fait de l'avancement des travaux du contournement Malemort, au profit des aides aux communes et des bâtiments dont 3,1 M€ pour les collèges.

3- Pôle Missions et Numérique



Un budget total de 2,3 M€ équivalent à celui du BP 2020 et légèrement en augmentation par rapport à celui du CA 2020.

4- Pôle Moyens généraux



Un budget total de 3,7 M€ en augmentation par rapport à celui du BP 2020 et du CA 2020 du fait du remboursement à l'État de l'avance remboursable DMTO (2,4 M€) perçue en 2020, les recettes DMTO ayant été plus élevées que prévu en 2020 (cf. § sur les recettes de fiscalité indirecte dans le présent rapport).

En conclusion, la collectivité maintient un haut niveau d'investissement et confirme ainsi son rôle d'acteur majeur du développement du territoire et de la relance.

4^{ème} partie

ÉQUILIBRE ET SOLDES DE GESTION

I - L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Ci-dessous, tableau présentant l'équilibre budgétaire 2021 incluant l'option pour un emprunt revolving de 10,79 M€ qui vient s'imputer en dépenses et recettes d'investissement, et le refinancement des emprunts pour un montant de 25,43 M€ en compte 166.

Tableau d'équilibre budgétaire issu de Grand Angle

		Mvts budgétaires	Mvts réels	Mvts d'ordre
Investissement	Recettes	176 120 861,67	75 475 383,91	100 645 477,76
	Dépenses	176 120 861,67	164 181 683,20	11 939 178,47
	Equilibre	0,00	-88 706 299,29	88 706 299,29
Fonctionnement	Recettes	346 546 684,45	341 841 286,29	4 705 398,16
	Dépenses	346 546 684,45	253 134 987,00	93 411 697,45
	Equilibre	0,00	88 706 299,29	-88 706 299,29
Total	Recettes	522 667 546,12	417 316 670,20	105 350 875,92
	Dépenses	522 667 546,12	417 316 670,20	105 350 875,92
	Equilibre	0,00	0,00	0,00

Le tableau ci-dessous affiche le détail du constat de l'équilibre budgétaire au titre du Budget Primitif de l'exercice 2021 (hors emprunt revolving et hors refinancement des emprunts – Compte 166).

SECTION DE FONCTIONNEMENT				
		RECETTES en M€	DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	292,511	Cohésion sociale	252,585
			Cohésion territoriale	
			Missions et communication	
			Direction Générale	
	Résultat 2020	49,330	PROVISIONS	0,550
ORDRE			Virement de section	59,526
	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	4,705	Amortissements	33,885
	TOTAL	346,547	TOTAL	346,547

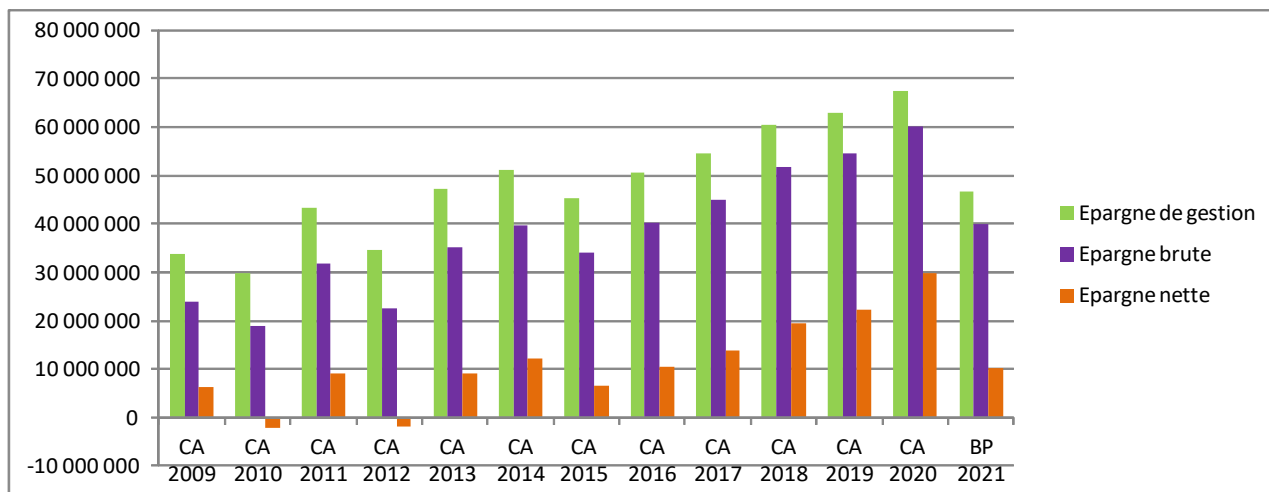
SECTION D'INVESTISSEMENT				
		RECETTES en M€	DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	10,687	Dépenses d'équipement	69,678
	Emprunt	0,000	Remboursement en capital de l'emprunt	29,715
	Reste à réaliser	11,925	Reste à réaliser	15,629
	Affectation du résultat	25,070	Déficit investissement	21,366
ORDRE	Virement de section	59,526		
	Amortissements	41,119	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	11,939
	TOTAL	148,327	TOTAL	148,327

Budget équilibré et épargne nette positive

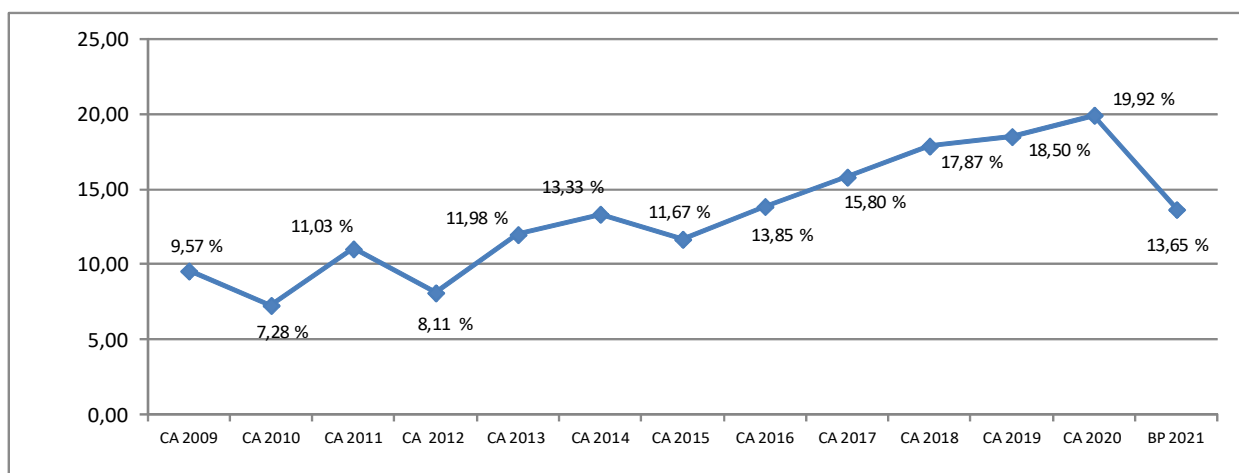
Épargne nette = RF réelles - DF réelles - part en capital de l'annuité - charges financières	
Épargne nette	10,21
POUR MÉMOIRE	
Un budget peut être équilibré tout en présentant une épargne nette négative.	
En effet, les recettes propres de la section d'investissement participent au remboursement des emprunts (le FCTVA + les cessions d'actifs).	
Recettes propres de la section d'investissement	3,16

II - L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION

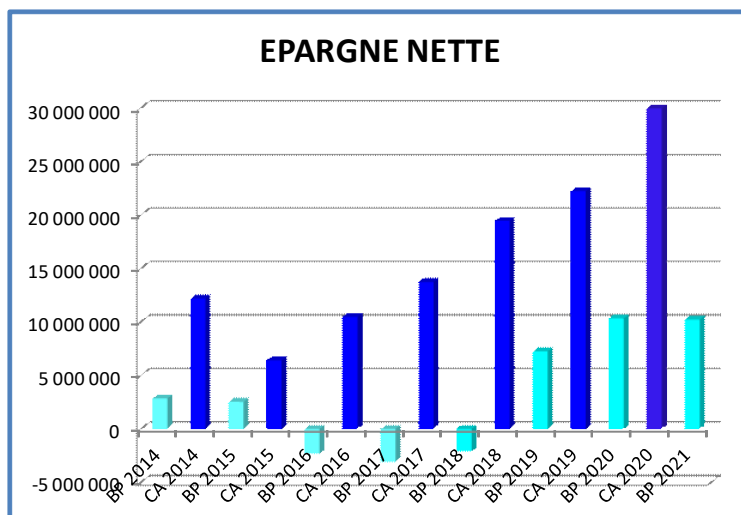
Ainsi, l'épargne brute, égale à la différence entre les produits de fonctionnement (hors reprise de provisions et cessions) et les dépenses réelles de fonctionnement (hors dotations aux provisions), est aussi appelée capacité d'autofinancement. L'épargne nette est égale à l'épargne brute, moins le remboursement du capital de la dette.



Épargne brute rapportée aux recettes de fonctionnement (en %)



La poursuite des efforts de gestion du Département, malgré des recettes de fonctionnement contraintes, permettra de dégager une épargne de gestion de 46,7 M€ et une épargne nette de 10,2 M€, équivalente à celle du BP 2020 déjà la plus élevée de celles prévues en BP depuis 2014.



Le niveau du CA 2020 historiquement élevé (29,94 M€) ne peut être égalé en 2021 du fait de la contrainte financière qui pèse sur le département avec la diminution des recettes et l'augmentation des dépenses à caractère social.

Soldes intermédiaires de gestion

3

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	250 893 064	261 291 606	286 913 727	278 324 107	292 869 757	296 663 030
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	217 159 966	231 391 143	243 696 677	243 596 642	245 699 954	245 381 302
Epargne de gestion	33 733 098	29 900 463	43 217 050	34 727 465	47 169 803	51 281 728
Charges financières	9 734 498	10 885 247	11 562 858	12 148 638	12 070 378	11 724 292
Epargne brute	23 998 600	19 015 215	31 654 192	22 578 827	35 099 426	39 557 436
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	17 868 756	21 075 414	22 710 306	24 590 918	25 992 740	27 363 711
Epargne nette	6 129 844	-2 060 199	8 943 886	-2 012 091	9 106 685	12 193 724
Encours de dette	333 035 187	345 559 773	363 299 467	363 708 549	363 715 808	360 352 097
Evolution de l'endettement		12 524 586	17 739 694	409 082	7 260	-3 363 711
Durée de désendettement	13,88	18,17	11,48	16,11	10,36	9,11
Total de désendettement cumulé sur la mandature 2015/2021						

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	BP 2021
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	292 312 434	290 746 984	284 876 414	288 666 336	295 057 834	302 521 875	292 510 993
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	247 096 252	240 072 974	230 325 434	228 237 097	232 253 628	235 055 543	245 783 987
Epargne de gestion	45 216 182	50 674 010	54 550 980	60 429 239	62 804 206	67 466 332	46 727 006
Charges financières	11 092 181	10 355 778	9 545 092	8 848 277	8 221 881	7 217 586	6 801 000
Epargne brute	34 124 001	40 318 232	45 005 888	51 580 962	54 582 325	60 248 745	39 926 006
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	27 722 236	29 754 083	31 283 685	32 141 075	32 369 425	30 309 683	29 715 000
Epargne nette	6 401 765	10 564 149	13 722 203	19 439 887	22 212 900	29 939 063	10 211 006
Encours de dette	360 299 861	355 545 787	343 759 569	336 738 864	317 369 439	312 059 761	285 845 289
Evolution de l'endettement	-52 236	-4 754 074	-11 786 218	-7 020 705	-19 369 425	-5 309 678	-26 214 472
Durée de désendettement	10,56	8,82	7,64	6,53	5,81	5,18	7,16
Total de désendettement cumulé sur la mandature 2015/2021	-52 236	-4 806 310	-16 592 517	-23 613 222	-42 982 647	-48 292 325	-74 506 797

CONCLUSION

Conformément au débat des orientations budgétaires du 5 mars 2021, le budget primitif 2021 présenté lors de cette session est un budget respectueux des grands équilibres et de la feuille de route que nous nous sommes fixés pour la mandature :

- Financement de la solidarité au profit de la santé, de l'enfance et de l'autonomie afin d'apporter un appui sans faille aux plus fragiles et aux plus âgés dans ce contexte de crise inédite ;
- Poursuite de nos efforts de gestion, dans un contexte de recettes contraintes, notamment par la maîtrise des dépenses de fonctionnement courant, la renégociation des emprunts et le désendettement afin de dégager des marges de manœuvre pour continuer à investir de façon soutenue pour :
 - le développement du territoire à travers notamment l'aide aux communes et le tourisme ;
 - l'attractivité du territoire via les projets d'infrastructures routières et numériques et la transition écologique ;
 - la qualité de vie des corréziens avec les projets de restructuration et de rénovation des collèges, les mises en sécurité et l'accessibilité des bâtiments départementaux, le renforcement des services de proximité (centres de santé, maisons du département, etc.).

Ce budget 2021 pérennise le département comme acteur de proximité et chef de file de la solidarité en continuant à développer des projets innovants et en apportant des réponses adaptées aux besoins de notre territoire et de ses habitants.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la situation exceptionnelle créée par la pandémie du coronavirus,

VU le décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus Covid-19,

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19,

VU l'ordonnance n° 2020-391 du 2 avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie du Covid-19,

VU l'accord des Groupes politiques composant l'Assemblée sur le principe d'une consultation par voie dématérialisée des membres de la Commission des Affaires Générales,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/306 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Voté par chapitre, par section et globalement, le Budget Primitif du département pour 2021 est adopté, conformément au document joint.

Article 2 : Sont votées et/ou mises à jour les Autorisations de Programme telles que figurant en annexe au Budget Départemental.

Article 3 : Est décidée une provision de 550 000 € au titre de l'exercice 2021, pour les risques et charges exceptionnelles au titre de contentieux juridiques en cours.

Article 4 : En application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en annexe 1, une présentation des principales données financières du Budget primitif 2021.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le :
Accusé réception en Préfecture n°
Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES
DU BUDGET PRIMITIF 2021 en application de l'article 107 de la loi NOTRe

1- Le Budget Primitif 2021

		BP 2020 (en €)	BP 2021 (en €)	Evolution BP 2021/ BP 2020 (%)
Dépenses de fonctionnement	ordre	81 494 378	93 411 697	14,62%
	réel	248 482 029	253 134 987	1,87%
S/Total D de F		329 976 406	346 546 684	5,02%
Dépenses d'investissement	ordre	6 875 940	11 939 178	73,64%
	réel*	135 180 446	127 963 283	-5,34%
S/Total D d' I		142 056 386	139 902 462	-1,52%
TOTAL DEPENSES		472 032 792	486 449 146	3,05%
Recettes de fonctionnement	ordre	5 301 940	4 705 398	-11,25%
	réel	324 674 466	341 841 286	5,29%
S/Total R de F		329 976 406	346 546 684	5,02%
Recettes d'investissement	ordre	83 068 378	100 645 478	21,16%
	réel*	58 988 009	39 256 984	-33,45%
S/Total R d' I		142 056 386	139 902 462	-1,52%
TOTAL RECETTES		472 032 792	486 449 146	3,05%

*Hors emprunt revolving en Dépenses Réelles d'Investissement et en Recettes Réelles d'Investissement (10,793 M€ en 2021 - 12,842 M€ en 2020) et hors refinancement de la dette pour 25,425 M€ en 2021 - 17,6 M€ en 2020)

2- Données chiffrées

- les soldes de gestion

	BP 2020	BP 2021
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	288 568 256	292 510 993
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	240 262 028	245 783 987
Epargne de gestion	48 306 228	46 727 006
Charges financières	7 670 000	6 801 000
Epargne brute	40 636 228	39 926 006
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	30 311 000	29 715 000
Epargne nette	10 325 228	10 211 006

- les ratios

RATIOS LEGAUX ATR

DESIGNATION	<i>Population légale INSEE</i>	
	249 135	248 339
	BP 2020	BP 2021
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU		
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	997,38 €	1 019,31 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 158,28 €	1 177,87 €
Dotation Globale de Fonctionnement / Population	216,24 €	218,91 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	24,76%	24,59%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT		
Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Population	318,73 €	295,11 €
Encours de la dette au 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Population	1 273,89 €	1 256,59 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (dont subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	27,52%	25,05%
Encours de la dette 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Recettes réelles de Fonctionnement	109,98%	106,68%
FISCALITE ET CAPACITE D'EPARGNE		
Produit des impositions directes / Population	312,91 €	316,20 €
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	96,61%	96,70%

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)
Agrégé au budget principal de (2)

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 52

**Budget primitif (projet de budget)
voté par fonction**

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT, ...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	5
B - Modalités de vote du budget	6
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	7
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	10

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	12
A2 - Budget - Récapitulation par groupes fonctionnels	13
A3.1 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	17
A3.2 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	18
B1 - Balance générale du budget - Investissement	19
B2 - Balance générale du budget - Fonctionnement	21

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	23
A90 - Section d'investissement - Equipements départementaux	27
A91 - Section d'investissement - Equipements non départementaux (subventions d'équipement versées)	39
A92 - Section d'investissement - Opérations non ventilées	51
A95 - Section d'investissement - Opérations sans réalisation	58
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	59
B93 - Section de fonctionnement - Opérations ventilées	61
B94 - Section de fonctionnement - Opérations non ventilées	74
B95 - Section de fonctionnement - Opérations sans réalisation	81

IV - Annexes

A - Présentation croisée par nature

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	82
A1/0 - Fonction 0	84
A1/1 - Fonction 1	85
A1/2 - Fonction 2	86
A1/3 - Fonction 3	87
A1/4 - Fonction 4	89
A1/5 - Fonction 5	90
A1/6 - Fonction 6	93
A1/7 - Fonction 7	95
A1/8 - Fonction 8	96
A1/9 - Fonction 9	97
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	98
A2/0 - Fonction 0	102

A2/1 - Fonction 1	104
A2/2 - Fonction 2	105
A2/3 - Fonction 3	107
A2/4 - Fonction 4	109
A2/5 - Fonction 5	111
A2/6 - Fonction 6	117
A2/7 - Fonction 7	119
A2/8 - Fonction 8	121
A2/9 - Fonction 9	122
B - Eléments du bilan	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	123
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	124
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	135
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	137
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	138
B2 - Méthodes utilisées	140
B3 - Etat des provisions	141
B4 - Etat des charges transférées	142
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	143
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	144
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	145
C - Engagements hors bilan	
C1.1 - Etat des emprunts garantis	147
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	199
C2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	200
C4 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations de programme	201
C8 - Situation des autorisations d'engagement	206
C9 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	210
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat du personnel	212
D2 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	218
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	220
D3.2 - Liste des établissements publics créés	221
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	222
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	223
E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures	
E1 - Décisions en matière de taux	224

E2 - Arrêté et signatures

225

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	248 339	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (4)	269 397,24
Longueur de la voirie départementale (en km)	4 753,52	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	7

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
122 571 516	155 253 666	586,615529	609,788016

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1019,31	
2	Produit des impositions directes/population	316,20	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 177,87	
4	Dépenses d'équipement brut/population	295,11	
5	Encours de dette/population (3)	1 256,59	
6	DGF/population	218,91	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)	24,59	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4)	96,70	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)	25,05	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)	106,68	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

(5) Les valeurs devant figurer dans cet état sont celles du dernier CA adopté avant le vote du budget concerné.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget par fonction :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (3) de l'exercice précédent.

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(4) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A)
TOTAL DU BUDGET	380 504 015,54	422 473 309,39	11 064 710,52	A1 53 034 004,37
Investissement	103 639 562,65	107 314 582,43	(1) -25 041 499,57	A2 -21 366 479,79
Fonctionnement	276 864 452,89	315 158 726,96	(2) 36 106 210,09	A3 74 400 484,16

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II 15 628 711,12	III + IV 11 925 000,04	B1	-3 703 711,08
Investissement	I 15 628 711,12	III 11 925 000,04	B2	-3 703 711,08
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (1)		
TOTAL	A1 + B1	49 330 293,29
Investissement	A2 + B2	-25 070 190,87
Fonctionnement	A3 + B3	74 400 484,16

(1) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES	C2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 15 628 711,12
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	7 203 711,08
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	8 425 000,04
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Chap. / Art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES	C3

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 11 925 000,04
900	Services généraux	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseignement	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00
905	Action sociale	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00
906	Réseaux et infrastructures	0,00
907	Aménagement et environnement	0,00
908	Transports	0,00
909	Développement	0,00
910	Services généraux	0,00
911	Sécurité	0,00
912	Enseignement	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00
915	Action sociale	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00
918	Transports	0,00
919	Développement	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	11 925 000,04
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
930	Services généraux	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseignement	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00
934	Prévention médico-sociale	0,00
935	Action sociale	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	0,00
936	Réseaux et infrastructures	0,00
937	Aménagement et environnement	0,00
938	Transports	0,00
939	Développement	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	139 125 670,76	164 195 861,63
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	15 628 711,12	11 925 000,04
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 21 366 479,79	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement(3)		176 120 861,67	176 120 861,67
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	346 546 684,45	297 216 391,16
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 49 330 293,29
=		=	=
Total de la section de fonctionnement(4)		346 546 684,45	346 546 684,45
TOTAL DU BUDGET(5)		522 667 546,12	522 667 546,12

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	127 186 492,29	11 939 178,47	139 125 670,76	63 550 383,87	100 645 477,76	164 195 861,63
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	253 134 987,00	93 411 697,45	346 546 684,45	292 510 993,00	4 705 398,16	297 216 391,16
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	380 321 479,29	105 350 875,92	485 672 355,21	356 061 376,87	105 350 875,92	461 412 252,79

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS									A2
SECTION	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT	RESTES A REALISER N-1 (2)	PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	178 498 386,02	15 628 711,12	139 125 670,76	0,00	72 487 761,47	3 829 000,00	202 009,00	5 429 752,32	2 974 670,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)	59 510 078,00	7 203 711,08	46 143 739,29	0,00		3 829 000,00	90 000,00	3 926 600,00	1 649 500,00
- en AP/CP	55 095 798,00	7 203 711,08	24 828 472,00	0,00		1 754 000,00	0,00	2 465 730,00	301 300,00
- hors AP/CP	4 414 280,00	0,00	21 315 267,29	0,00		2 075 000,00	90 000,00	1 460 870,00	1 348 200,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)	20 024 748,59	0,00	20 494 170,00	0,00		0,00	112 009,00	1 503 152,32	1 325 170,00
- en AP/CP	19 105 237,00	0,00	19 246 126,00	0,00		0,00	112 009,00	1 381 152,32	1 300 170,00
- hors AP/CP	919 511,59	0,00	1 248 044,00	0,00		0,00	0,00	122 000,00	25 000,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers	73 922 059,86 0,00	8 425 000,04 0,00	72 487 761,47 0,00	0,00 0,00	72 487 761,47 0,00				
950 DEPENSES IMPREVUES	0,00		0,00	0,00	0,00				
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (1)	25 041 499,57			0,00					
RECETTES D'INVESTISSEMENT	178 498 386,02	11 925 000,04	139 125 670,76	0,00	131 651 877,76	0,00	0,00	1 354 267,00	0,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)	5 568 509,00	0,00	7 473 793,00	0,00		0,00	0,00	1 354 267,00	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers	99 665 939,86 0,00	11 925 000,04 0,00	71 869 578,47 0,00	0,00 0,00	71 869 578,47 0,00				
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 954 Produit des cessions d'immobilisations 951 Virement de la section de fonctionnement	48 222 437,59 730 000,00 47 492 437,59	0,00 0,00	59 782 299,29 256 000,00 59 526 299,29	0,00 0,00 0,00	59 782 299,29 256 000,00 59 526 299,29				
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	25 041 499,57			0,00					
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (1)	0,00			0,00					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	329 976 405,95	0,00	346 546 684,45	0,00	105 718 231,45	18 607 734,25	10 165 000,00	14 156 266,00	7 464 004,75
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)	235 103 494,50	0,00	240 828 453,00	0,00		18 607 734,25	10 165 000,00	14 156 266,00	7 464 004,75
- en AE/CP	21 096 670,92	0,00	21 542 946,27	0,00		4 654 078,25	9 500 000,00	40 750,00	2 392 841,75
- hors AE/CP	214 006 823,58	0,00	219 285 506,73	0,00		13 953 656,00	665 000,00	14 115 516,00	5 071 163,00
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES	44 180 473,86	0,00	43 191 932,16	0,00	43 191 932,16				
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION	50 692 437,59		62 526 299,29	0,00	62 526 299,29				

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

SECTION	POUR MÉMOIRE BUDGET PRÉCÉDENT	RESTES A REALISER N-1 (2)	PROPOSITIONS DU PRÉSIDENT	VOTE DE L'ASSEMBLEE	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENERAUX (SAUF 01)	1 SECURITE	2 ENSEIGNEMENT	3 CULTURE, VIE SOCIALE JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS
952 Dépenses imprévues	3 200 000,00		3 000 000,00	0,00	3 000 000,00				
953 Virement à la section d'investissement	47 492 437,59		59 526 299,29	0,00	59 526 299,29				
002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (1)	0,00			0,00					
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	329 976 405,95	0,00	297 216 391,16	0,00	245 535 026,16	3 715 515,25	940 080,00	709 000,00	378 448,00
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES	49 881 437,87	0,00	51 681 365,00	0,00		3 715 515,25	940 080,00	709 000,00	378 448,00
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES	243 988 757,99	0,00	245 535 026,16	0,00	245 535 026,16				
002 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (1)	36 106 210,09			0,00					

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat) à la colonne « Vote de l'assemblée », les crédits constatés conformément au compte administratif ou à la délibération de reprise des résultats.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET									II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite)									A2
SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	305 000,00	441 000,00	0,00		32 000,00	39 889 004,10	11 747 416,90	0,00	1 788 056,97
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Equipements propres au dépt. 20 sauf 204, 21, 22, 23)	210 000,00	431 000,00	0,00		0,00	34 055 437,39	1 714 313,90	0,00	237 888,00
- en AP/CP	0,00	67 000,00	0,00		0,00	19 702 442,00	538 000,00	0,00	0,00
- hors AP/CP	210 000,00	364 000,00	0,00		0,00	14 352 995,39	1 176 313,90	0,00	237 888,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX Subventions d'équipement à verser (c/204)	95 000,00	10 000,00	0,00		32 000,00	5 833 566,71	10 033 103,00	0,00	1 550 168,97
- en AP/CP	0,00	0,00	0,00		0,00	5 833 566,71	9 517 603,00	0,00	1 101 624,97
- hors AP/CP	95 000,00	10 000,00	0,00		32 000,00	0,00	515 500,00	0,00	448 544,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
950 DEPENSES IMPREVUES									
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (1)									
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00		0,00	900 000,00	5 219 526,00	0,00	0,00
90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX (Recettes d'équipement affectées)	0,00	0,00	0,00		0,00	900 000,00	5 219 526,00	0,00	0,00
91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 OPERATIONS NON VENTILEES, hors 1068 - dont 924 Opérations pour compte de tiers									
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 954 Produit des cessions d'immobilisations 951 Virement de la section de fonctionnement									
923-1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)									
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (1)									
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	2 370 884,00	101 689 408,00	0,00	28 500 000,00	23 951 334,00	19 222 059,00	4 522 207,00	6 091 349,00	4 088 207,00
93 OPERATIONS VENTILEES ou SERVICES INDIVIDUALISES (dont RMI, APA et RSA)	2 370 884,00	101 689 408,00	0,00	28 500 000,00	23 951 334,00	19 222 059,00	4 522 207,00	6 091 349,00	4 088 207,00
- en AE/CP	0,00	4 313 454,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	464 806,27	0,00	67 016,00
- hors AE/CP	2 370 884,00	97 375 954,00	0,00	28 500 000,00	23 951 334,00	19 112 059,00	4 057 400,73	6 091 349,00	4 021 191,00
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									

SECTION	4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	5 ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)	5-4 RMI	5-5 APA	5-6 RSA	6 RESEAUX ET INFRA- STRUCTURES	7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	8 TRANSPORTS	9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION 952 Dépenses imprévues <i>953 Virement à la section d'investissement</i>									
002 DÉFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ (1)									
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	60 000.00	18 613 247.75	0.00	11 827 945.00	12 581 174.00	1 455 659.00	1 387 196.00	0.00	13 100.00
93 OPERATIONS VENTILEES OU SERVICES INDIVIDUALISES	60 000,00	18 613 247,75	0,00	11 827 945,00	12 581 174,00	1 455 659,00	1 387 196,00	0,00	13 100,00
94 OPERATIONS NON VENTILEES OU SERVICES COMMUNS NON VENTILES									
002 EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ DE N-1 (1)									

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	A3.1

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Equipements départementaux	53 347 450,37	7 473 793,00
900 à 909 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)	53 347 450,37	7 473 793,00
905-4 Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
905-6 Revenu de solidarité active	0,00	0,00
91 Equipements non départementaux (Subventions d'équipement à verser)	20 494 170,00	0,00
910 à 919 (chapitres répartis par fonction, hors RMI et RSA)	20 462 170,00	0,00
915-4 Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
915-6 Revenu de solidarité active	32 000,00	0,00
92 Opérations non ventilées	68 973 583,04	42 675 400,04
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations	0,00	2 900 000,00
923 Dettes et autres opérations financières (hors c/1068)	68 973 583,04	39 775 400,04
924 Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation	0,00	256 000,00
950 Dépenses imprévues	0,00	
954 Produit des cessions d'immobilisations		256 000,00
TOTAL	I 142 815 203,41	II 50 405 193,04

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section)	7 233 780,31	7 233 780,31
926 Transferts entre les sections	4 705 398,16	33 885 398,16
951 Virement de la section de fonctionnement		59 526 299,29
TOTAL	III 11 939 178,47	IV 100 645 477,76

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R (926 + 951) - D 926 :.....

88 706 299,29

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (1)	V	21 366 479,79	VI	0,00
923-1068 AFFECTATION (1)	VII	25 070 190,87	VII	25 070 190,87

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	176 120 861,67	II + IV + VI + VII	176 120 861,67
----------------------------	--------------------	-----------------------	---------------------------	-----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.2

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES ET MIXTES

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Opérations ventilées ou services individualisés	240 828 453,00	51 681 365,00
930 à 939 (chapitres répartis par fonction, hors RMI, APA et RSA)	188 377 119,00	27 272 246,00
935-4 Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00
935-5 Personnes dépendantes (APA)	28 500 000,00	11 827 945,00
935-6 Revenu de solidarité active	23 951 334,00	12 581 174,00
94 Services communs non ventilés	9 306 534,00	240 829 628,00
940 Impositions directes	0,00	108 395 922,00
941 Autres impôts et taxes	1 700 000,00	66 542 532,00
942 Dotations et participations	0,00	65 891 174,00
943 Opérations financières	6 801 000,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	255 534,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes	550 000,00	0,00
95 Opérations sans réalisation	3 000 000,00	
952 Dépenses imprévues	3 000 000,00	
TOTAL	I 253 134 987,00	II 292 510 993,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections	33 885 398,16	4 705 398,16
947 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	59 526 299,29	
TOTAL	III 93 411 697,45	IV 4 705 398,16

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = D (946 + 953) - R 946 :.....	88 706 299,29
---	----------------------

002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (1)	V 0,00	VI 49 330 293,29
---	---------------	-------------------------

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 346 546 684,45	II + IV + VI 346 546 684,45
----------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

1 – DEPENSES (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 (3)	Subventions d'investissement	0,00	(1) 3 700 000,00	3 700 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	68 299 583,04	20 000,00	68 319 583,04
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (3)	Immobilisations incorporelles (hors 204)	2 384 391,10	49 090,80	2 433 481,90
204 (3)	Subventions d'équipement versées	20 462 170,00	0,00	20 462 170,00
21 (3)	Immobilisations corporelles	22 600 609,73	1 468 889,51	24 069 499,24
22 (3)	Immobilisations reçues en affectation	555 000,00	0,00	555 000,00
23 (3)	Immobilisations en cours	27 807 449,54	6 695 800,00	34 503 249,54
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	32 000,00	0,00	32 000,00
26	Participations et créances rattachées	572 000,00	0,00	572 000,00
27 (3)	Autres immobilisations financières	102 000,00	0,00	102 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		5 398,16	5 398,16
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement –Total		142 815 203,41	11 939 178,47	154 754 381,88

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF ANTICIPE OU REPORTE (2)
21 366 479,79

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES
176 120 861,67

(1) Subventions d'investissement reprises au compte de résultat (compte 139).

(2) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – INVESTISSEMENT	B1

2 – RECETTES (y compris les restes à réaliser)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00
13 (2)	Subventions d'investissement	7 173 793,00	0,00	7 173 793,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	39 718 400,04	20 000,00	39 738 400,04
18 (2)	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00		0,00
20 (2)	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	513 780,31	513 780,31
204 (2)	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21 (2)	Immobilisations corporelles	300 000,00	0,00	300 000,00
22 (2)	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23 (2)	Immobilisations en cours	0,00	6 700 000,00	6 700 000,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 (2)	Autres immobilisations financières	57 000,00	0,00	57 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		33 000 000,00	33 000 000,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		5 398,16	5 398,16
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations</i>		0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		880 000,00	880 000,00
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>		59 526 299,29	59 526 299,29
024	Produits des cessions d'immobilisations	256 000,00		256 000,00
	Recettes d'investissement –Total	50 405 193,04	100 645 477,76	151 050 670,80

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF ANTICIPE OU REPORTE (1)

0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068 (1)

25 070 190,87

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

176 120 861,67

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

1 – DEPENSES (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011 (2)	Charges à caractère général	21 395 155,58		21 395 155,58
012 (2)	Charges de personnel et frais assimilés	62 324 117,54		62 324 117,54
014	Atténuations de produits	8 396 449,00		8 396 449,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	28 500 000,00		28 500 000,00
017	Revenu de solidarité active	23 951 334,00		23 951 334,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		5 398,16	5 398,16
65 (2)	Autres charges de gestion courante	97 904 254,73		97 904 254,73
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	255 481,45		255 481,45
66	Charges financières	6 751 000,00	0,00	6 751 000,00
67 (2)	Charges exceptionnelles	107 194,70	0,00	107 194,70
68 (2)	Dot. aux amortissements et provisions	550 000,00	33 880 000,00	34 430 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	3 000 000,00		3 000 000,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		59 526 299,29	59 526 299,29
Dépenses de fonctionnement –Total		253 134 987,00	93 411 697,45	346 546 684,45

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	346 546 684,45
--	-----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

(2) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – FONCTIONNEMENT	B2

2 – RECETTES (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013 (2)	Atténuations de charges	827 768,86		827 768,86
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	11 827 945,00		11 827 945,00
017	Revenu de solidarité active	12 581 174,00		12 581 174,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		5 398,16	5 398,16
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 108 394,34		4 108 394,34
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		1 000 000,00	1 000 000,00
73	Impôts et taxes (hors 731)	151 177 000,00		151 177 000,00
731	Impositions directes	24 105 922,00		24 105 922,00
74 (2)	Dotations, subventions et participations	71 755 724,00		71 755 724,00
75 (2)	Autres produits de gestion courante	15 917 613,05	0,00	15 917 613,05
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 (2)	Produits exceptionnels	209 451,75	0,00	209 451,75
78 (2)	Reprises amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		292 510 993,00	4 705 398,16	297 216 391,16
				+
			R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	49 330 293,29
				=
			TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	346 546 684,45

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
Groupe 90	Equipements départementaux	59 510 078,00	46 143 739,29	0,00
900	Services généraux	3 093 580,00	3 829 000,00	0,00
901	Sécurité	50 000,00	90 000,00	0,00
902	Enseignement	1 646 500,00	3 926 600,00	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	859 500,00	1 649 500,00	0,00
904	Prévention médico-sociale	6 000,00	210 000,00	0,00
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	396 000,00	431 000,00	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	50 403 498,00	34 055 437,39	0,00
907	Aménagement et environnement	2 855 000,00	1 714 313,90	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00
909	Développement	200 000,00	237 888,00	0,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	20 024 748,59	20 494 170,00	0,00
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	33 530,00	112 009,00	0,00
912	Enseignement	1 115 045,00	1 503 152,32	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	1 701 049,00	1 325 170,00	0,00
914	Prévention médico-sociale	200 000,00	95 000,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	10 000,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	35 000,00	32 000,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	5 869 010,00	5 833 566,71	0,00
917	Aménagement et environnement	9 919 967,00	10 033 103,00	0,00
918	Transports	0,00	0,00	0,00
919	Développement	1 151 147,59	1 550 168,97	0,00
Groupe 92	Opérations non ventilées	73 922 059,86	72 487 761,47	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	67 046 120,00	60 548 583,00	0,00
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00	7 233 780,31	0,00
926	Transferts entre les sections	5 301 939,86	4 705 398,16	0,00
Groupe 95	Opérations sans réalisation	0,00	0,00	0,00
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		153 456 886,45	139 125 670,76	0,00

Restes à réaliser				15 628 711,12
-------------------	--	--	--	---------------

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

D 001 Solde d'exécution reporté (1) - Déficit			21 366 479,79
CUMUL			176 120 861,67

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
Groupe 90	Equipements départementaux	5 568 509,00	7 473 793,00	0,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00
902	Enseignement	1 329 667,00	1 354 267,00	0,00
903	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00
904	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00
905	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00
905-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
905-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
906	Réseaux et infrastructures	600 000,00	900 000,00	0,00
907	Aménagement et environnement	3 638 842,00	5 219 526,00	0,00
908	Transports	0,00	0,00	0,00
909	Développement	0,00	0,00	0,00
Groupe 91	Equipements non départementaux	0,00	0,00	0,00
910	Services généraux	0,00	0,00	0,00
911	Sécurité	0,00	0,00	0,00
912	Enseignement	0,00	0,00	0,00
913	Culture, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00
914	Prévention médico-sociale	0,00	0,00	0,00
915	Action sociale (hors RMI et RSA)	0,00	0,00	0,00
915-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
915-6	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
916	Réseaux et infrastructures	0,00	0,00	0,00
917	Aménagement et environnement	0,00	0,00	0,00
918	Transports	0,00	0,00	0,00
919	Développement	0,00	0,00	0,00
Groupe 92	Opérations non ventilées	99 665 939,86	71 869 578,47	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 600 000,00	2 900 000,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières (hors c/ 1068)	61 490 000,00	27 850 400,00	0,00
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00	7 233 780,31	0,00
926	Transferts entre les sections	34 001 939,86	33 885 398,16	0,00
Groupe 95	Opérations sans réalisation	48 222 437,59	59 782 299,29	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	47 492 437,59	59 526 299,29	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	730 000,00	256 000,00	0,00
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		153 456 886,45	139 125 670,76	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Restes à réaliser			11 925 000,04
R 001 Solde d'exécution reporté (1) - Excédent			0,00
Affectation au compte 1068 (2)			25 070 190,87
CUMUL			176 120 861,67

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

(2) Il s'agit de la délibération d'affectation du résultat ; par conséquent, ce montant ne fait pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 900

DETAIL DU CHAPITRE 900 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		3 093 580,00	0,00	3 829 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
900-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		3 093 580,00	0,00	3 829 000,00	0,00
900-2	<u>Administration générale</u>	3 093 580,00	0,00	3 829 000,00	0,00
900201	Admin. gén. collect. (pers. non vent.)	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
900202	Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)	3 063 580,00	0,00	3 799 000,00	0,00
90023	Information, communication, publicité	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
900-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900202	Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)	0,00	0,00	0,00	0,00
900-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 901

DETAIL DU CHAPITRE 901 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		50 000,00	0,00	90 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		50 000,00	0,00	90 000,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	50 000,00	0,00	90 000,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
901-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
901-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 902

DETAIL DU CHAPITRE 902 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 646 500,00	0,00	3 926 600,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 646 500,00	0,00	3 926 600,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	1 646 500,00	0,00	3 816 680,00	0,00
90221	Collèges	1 646 500,00	0,00	3 816 680,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	109 920,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		1 329 667,00	0,00	1 354 267,00	0,00
902-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-2	<u>Enseignement du second degré</u>	1 329 667,00	0,00	1 354 267,00	0,00
90221	Collèges	1 329 667,00	0,00	1 354 267,00	0,00
902-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-4	<u>Formation pro. et apprentissage (COM)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
902-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 903

DETAIL DU CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		859 500,00	0,00	1 649 500,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		859 500,00	0,00	1 649 500,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	725 061,73	0,00	1 435 000,00	0,00
90312	Patrimoine (musées, monuments...)	109 118,78	0,00	971 500,00	0,00
90313	Bibliothèques et médiathèques	238 300,46	0,00	205 500,00	0,00
90314	Musées	229 797,02	0,00	106 000,00	0,00
90315	Services d'archives	147 845,47	0,00	152 000,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	47 438,27	0,00	206 000,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	87 000,00	0,00	8 500,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
903-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
903-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 904

DETAIL DU CHAPITRE 904 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		6 000,00	0,00	210 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		6 000,00	0,00	210 000,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	200 000,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	6 000,00	0,00	10 000,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
904-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
904-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 905

DETAIL DU CHAPITRE 905 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		396 000,00	0,00	431 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		396 000,00	0,00	431 000,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	380 000,00	0,00	160 000,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	15 000,00	0,00	267 000,00	0,00
90538	Autres	15 000,00	0,00	267 000,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	3 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
905-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 905-4

DETAIL DU CHAPITRE 905-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
905-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 905-6

DETAIL DU CHAPITRE 905-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
905-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
905-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 906

DETAIL DU CHAPITRE 906 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		50 403 498,00	7 203 711,08	34 055 437,39	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		50 403 498,00	7 203 711,08	34 055 437,39	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	198 000,00	0,00	394 686,10	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	50 205 498,00	7 203 711,08	32 060 751,29	0,00
90621	Réseau routier départemental	50 205 498,00	7 203 711,08	32 060 751,29	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	1 600 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		600 000,00	0,00	900 000,00	0,00
906-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-2	<u>Routes et voirie</u>	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00
90621	Réseau routier départemental	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00
906-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
906-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	300 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 907

DETAIL DU CHAPITRE 907 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		2 855 000,00	0,00	1 714 313,90	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		2 855 000,00	0,00	1 714 313,90	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	2 112 500,00	0,00	389 313,90	0,00
90731	Actions de traitement des déchets	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	2 102 500,00	0,00	379 313,90	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	742 500,00	0,00	1 325 000,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		3 638 842,00	0,00	5 219 526,00	0,00
907-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
907-3	<u>Environnement</u>	888 842,00	0,00	105 000,00	0,00
90738	Autres actions en faveur milieu naturel	888 842,00	0,00	105 000,00	0,00
907-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	2 750 000,00	0,00	5 114 526,00	0,00
907-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 908

DETAIL DU CHAPITRE 908 – Transports

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
908-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
908-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 909

DETAIL DU CHAPITRE 909 – Développement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		200 000,00	0,00	237 888,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		200 000,00	0,00	237 888,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	100 000,00	0,00	200 000,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	100 000,00	0,00	37 888,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
909-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
909-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 910

DETAIL DU CHAPITRE 910 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
910-2	<u>Administration générale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-4	<u>Coopération décentralisée. action europe</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
910-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 911

DETAIL DU CHAPITRE 911 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		33 530,00	0,00	112 009,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		33 530,00	0,00	112 009,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	33 530,00	0,00	112 009,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
911-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
911-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 912

DETAIL DU CHAPITRE 912 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 115 045,00	0,00	1 503 152,32	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 115 045,00	0,00	1 503 152,32	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	648 945,00	0,00	922 352,32	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	466 100,00	0,00	580 800,00	0,00
91221	Collèges	466 100,00	0,00	580 800,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
912-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-2	<u>Enseignement du second degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-4	<u>Formation professionnelle et apprentissage</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
912-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 913

DETAIL DU CHAPITRE 913 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 701 049,00	0,00	1 325 170,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 701 049,00	0,00	1 325 170,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	931 535,00	0,00	473 089,00	0,00
91311	Activités artistiques et action culturelle	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
91312	Patrimoine (musées, monuments...)	863 137,00	0,00	382 217,00	0,00
91313	Bibliothèques et médiathèques	33 398,00	0,00	55 872,00	0,00
91315	Services d'archives	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	332 860,00	0,00	582 122,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	436 654,00	0,00	269 959,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
913-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-1	<u>Culture</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-2	<u>Sports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-3	<u>Jeunesse (action socio-éducative...)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
913-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 914

DETAIL DU CHAPITRE 914 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
914-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-1	<u>PMI et planification familiale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
914-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 915

DETAIL DU CHAPITRE 915 – Action sociale (hors RMI et RSA)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	10 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	10 000,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	10 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
915-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-1	<u>Famille et enfance</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-2	<u>Personnes handicapées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-3	<u>Personnes âgées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-8	<u>Autres interventions sociales</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 915-4

DETAIL DU CHAPITRE 915-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
915-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-47	<u>Revenu minimum d'insertion - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 915-6

DETAIL DU CHAPITRE 915-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		35 000,00	0,00	32 000,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		35 000,00	0,00	32 000,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	35 000,00	0,00	32 000,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
915-61	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-66	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-67	<u>Allocations RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
915-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 916

DETAIL DU CHAPITRE 916 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		5 869 010,00	0,00	5 833 566,71	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		5 869 010,00	0,00	5 833 566,71	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	2 741 816,00	0,00	2 470 752,71	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	3 107 594,00	0,00	3 309 152,00	0,00
91621	Réseau routier départemental	204 915,00	0,00	36 849,00	0,00
91628	Autres réseaux de voirie	2 902 679,00	0,00	3 272 303,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	19 600,00	0,00	53 662,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
916-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-2	<u>Routes et voirie</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-3	<u>Infrastructures ferroviaires et aéroport</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-4	<u>Infrastructures fluviales, maritimes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
916-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 917

DETAIL DU CHAPITRE 917 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		9 919 967,00	0,00	10 033 103,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		9 919 967,00	0,00	10 033 103,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	1 426 060,00	0,00	929 717,71	0,00
917-2	<u>Logement</u>	2 000 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	695 470,00	0,00	643 615,29	0,00
91738	Autres actions en faveur milieu naturel	695 470,00	0,00	643 615,29	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	5 798 437,00	0,00	5 959 770,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
917-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-3	<u>Environnement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
917-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 918

DETAIL DU CHAPITRE 918 – Transports

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
918-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
918-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 91 EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 919

DETAIL DU CHAPITRE 919 – Développement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		1 151 147,59	0,00	1 550 168,97	0,00
PROGRAMMES		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS PROGRAMMES		1 151 147,59	0,00	1 550 168,97	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	85 000,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	352 325,00	0,00	700 000,00	0,00
91921	Laboratoire départemental	100 000,00	0,00	300 000,00	0,00
91928	Autres	252 325,00	0,00	400 000,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	580 822,59	0,00	558 353,97	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	218 000,00	0,00	206 815,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
919-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-1	<u>Structures d'animation et développement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-4	<u>Développement touristique</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-5	<u>Maintien services publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
919-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES	A 92

92 – Opérations non ventilées

Chapitre	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		73 922 059,86	8 425 000,04	72 487 761,47	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	67 046 120,00	8 425 000,04	60 548 583,00	0,00
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00		7 233 780,31	0,00
926	Transferts entre les sections	5 301 939,86		4 705 398,16	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		124 707 439,43	11 925 000,04	96 939 769,34	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations	2 600 000,00	0,00	2 900 000,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	86 531 499,57	11 925 000,04	52 920 590,87	0,00
924	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	1 574 000,00		7 233 780,31	0,00
926	Transferts entre les sections	34 001 939,86		33 885 398,16	0,00

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 921 A 922

DETAIL DU CHAPITRE 921 – TAXES NON AFFECTÉES

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 922 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	2 600 000,00	0,00	2 900 000,00	0,00
10222	FCTVA	2 600 000,00	0,00	2 900 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 923

DETAIL DU CHAPITRE 923 – DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		67 046 120,00	8 425 000,04	60 548 583,00	0,00
1641	Emprunts en euros	26 914 961,00	0,00	27 667 326,10	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	3 396 039,00	0,00	2 047 673,90	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	12 842 000,00	0,00	10 793 400,00	0,00
166	Refinancement de dette	23 600 000,00	8 425 000,04	17 000 000,00	0,00
16871	Dettes - Etat, établissements nationaux	0,00	0,00	2 366 183,00	0,00
261	Titres de participation	500,00	0,00	572 000,00	0,00
2748	Autres prêts	289 000,00	0,00	100 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 620,00	0,00	2 000,00	0,00
RECETTES		86 531 499,57	11 925 000,04	52 920 590,87	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	25 041 499,57	0,00	25 070 190,87	0,00
1641	Emprunts en euros	25 000 000,00	3 500 000,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	12 842 000,00	0,00	10 793 400,00	0,00
166	Refinancement de dette	23 600 000,00	8 425 000,04	17 000 000,00	0,00
16871	Dettes - Etat, établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	48 000,00	0,00	57 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 924

DETAIL DU CHAPITRE 924 – RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Une ligne par opération. Voir annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour le compte de tiers.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 925

DETAIL DU CHAPITRE 925 – OPÉRATIONS PATRIMONIALES (opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES (2)		1 574 000,00	7 233 780,31	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	10 000,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	10 000,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	128 620,90	49 090,80	0,00
21312	Bâtiments scolaires	462,00	0,00	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	1 080,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	986 365,33	279 681,21	0,00
2153	Réseaux divers	194 205,57	180 202,50	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	14 346,20	7 925,80	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	50 000,00	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	200 000,00	6 695 800,00	0,00
RECETTES (2)		1 574 000,00	7 233 780,31	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	10 000,00	0,00
166	Refinancement de dette	0,00	10 000,00	0,00
2031	Frais d'études	1 316 479,48	502 977,09	0,00
2033	Frais d'insertion	7 520,52	10 803,22	0,00
217314	Bâtiments culturels et sportifs	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	250 000,00	6 700 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 926

DETAIL DU CHAPITRE 926 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES (2)		5 301 939,86	4 705 398,16	0,00
Reprises sur autofinancement		4 300 000,00	3 700 000,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.	709 490,11	396 143,13	0,00
13912	Sub. transf cpte résultat. Régions	20 269,39	20 269,39	0,00
13914	Sub. transf cpte résultat. Communes	2 265,91	2 265,91	0,00
139172	Sub. transf cpte résultat.FEDER	54 923,37	49 838,70	0,00
139178	Autres fonds européens	2 411,36	2 411,36	0,00
13918	Autres Sub. Transf équipement	52 539,89	49 065,33	0,00
13931	Sub. transf cpte résultat. D.G.E.	1 969 205,17	1 543 524,65	0,00
13932	Sub. transf cpte résultat. DDEC	1 329 667,00	1 329 667,00	0,00
13936	Dot. soutien investissement départements	159 227,80	306 814,53	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
Charges transférées		1 001 939,86	1 005 398,16	0,00
21311	Bâtiments administratifs	50 000,00	50 000,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	50 000,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	50 000,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	900 000,00	900 000,00	0,00
31	Matières premières (et fournitures)	1 939,86	5 398,16	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	0,00	0,00	0,00
RECETTES (3)		34 001 939,86	33 885 398,16	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	167 000,00	183 000,00	0,00
28033	Frais d'insertion	4 000,00	6 600,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	98 000,00	98 000,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	44 000,00	0,00
2804141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	507 000,00	395 000,00	0,00
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	17 481 612,34	16 489 274,44	0,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	4 000,00	2 400,00	0,00
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 125 000,00	1 170 000,00	0,00
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	49,10	50,00	0,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	289 000,00	295 000,00	0,00
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	528 000,00	515 000,00	0,00
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	3 298 000,00	3 000 000,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	105 000,00	60 000,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
2804182	<i>Autres org pub - Bât. et installations</i>	379 000,00	385 000,00	0,00
280421	<i>Privé - Biens mob., matériel et études</i>	308 000,00	200 000,00	0,00
280422	<i>Privé - Bâtiments et installations</i>	1 438 000,00	1 495 000,00	0,00
280423	<i>Privé : Projet infrastructure</i>	1 900,00	1 900,00	0,00
280431	<i>Subv.Scol : Bien mobilier, matériel</i>	87 000,00	87 500,00	0,00
280432	<i>Subv.Scol : Bâtiments, installations</i>	15 000,00	15 000,00	0,00
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	805 000,00	1 315 000,00	0,00
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	10,00	100,00	0,00
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	1 100,00	1 100,00	0,00
281311	<i>Bâtiments administratifs</i>	785 000,00	785 000,00	0,00
281312	<i>Bâtiments scolaires</i>	415 000,00	415 000,00	0,00
281313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux</i>	178 500,00	180 000,00	0,00
281314	<i>Bâtiments culturels et sportifs</i>	1 046 500,00	1 050 000,00	0,00
281318	<i>Autres bâtiments publics</i>	342 500,00	340 000,00	0,00
281351	<i>Bâtiments publics</i>	368 000,00	405 000,00	0,00
281352	<i>Bâtiments privés</i>	0,00	15 000,00	0,00
2814	<i>Constructions sur sol d'autrui</i>	28 080,20	28 080,20	0,00
28152	<i>Installations de voirie</i>	639 500,00	600 000,00	0,00
28153	<i>Réseaux divers</i>	50 153,00	45 000,00	0,00
28157	<i>Matériel et outillage techniques</i>	414 500,00	400 000,00	0,00
2817311	<i>Bâtiments administratifs (m. à dispo)</i>	54 000,00	54 000,00	0,00
2817312	<i>Bâtiments scolaires (m. à dispo)</i>	220 000,00	235 000,00	0,00
2817313	<i>Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)</i>	1 995,36	1 995,36	0,00
2817314	<i>Bâtiments culturels et sportifs (m. à di</i>	51 000,00	50 000,00	0,00
2817318	<i>Autres bâtiments publics (m. à dispo)</i>	15 000,00	15 000,00	0,00
281735	<i>Installations générales (m. à dispo)</i>	189 000,00	280 000,00	0,00
281788	<i>Autres immo. corporelles (m. à dispo)</i>	0,00	300,00	0,00
28181	<i>Installations générales, aménagt divers</i>	1 600,00	1 700,00	0,00
28182	<i>Matériel de transport</i>	510 000,00	730 000,00	0,00
281831	<i>Matériel informatique scolaire</i>	884 000,00	540 000,00	0,00
281838	<i>Autre matériel informatique</i>	516 000,00	585 000,00	0,00
281841	<i>Matériel de bureau et mobilier scolaire</i>	66 000,00	60 000,00	0,00
281848	<i>Autres matériels de bureau et mobiliers</i>	44 000,00	50 000,00	0,00
28185	<i>Matériel de téléphonie</i>	69 000,00	55 000,00	0,00
28188	<i>Autres immo. corporelles</i>	366 000,00	260 000,00	0,00
28281	<i>Autres immo. corporelles (affectation)</i>	59 000,00	60 000,00	0,00
31	<i>Matières premières (et fournitures)</i>	1 939,86	5 398,16	0,00
4815	<i>Charges liées à crise sanitaire Covid-19</i>	0,00	880 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(3) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 OPERATIONS SANS REALISATION – CHAPITRES FONCTIONNELS	A 950 A 951 A 954

DETAIL DES CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION

Chapitre	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		48 222 437,59	59 782 299,29	0,00
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	47 492 437,59	59 526 299,29	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	730 000,00	256 000,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

1 – DEPENSES

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
Groupe 93	Opérations ventilées	235 103 494,50	240 828 453,00	0,00
930	Services généraux	18 025 510,00	18 607 734,25	0,00
931	Sécurité	10 190 000,00	10 165 000,00	0,00
932	Enseignement	14 036 412,00	14 156 266,00	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	7 208 485,00	7 464 004,75	0,00
934	Prévention médico-sociale	2 358 234,00	2 370 884,00	0,00
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	99 549 586,72	101 689 408,00	0,00
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	29 100 000,00	28 500 000,00	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	20 207 000,00	23 951 334,00	0,00
936	Réseaux et infrastructures	19 519 500,00	19 222 059,00	0,00
937	Aménagement et environnement	4 697 912,00	4 522 207,00	0,00
938	Transports	6 091 349,00	6 091 349,00	0,00
939	Développement	4 119 505,78	4 088 207,00	0,00
Groupe 94	Opérations non ventilées	44 180 473,86	43 191 932,16	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 700 000,00	1 700 000,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	7 670 000,00	6 801 000,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	258 534,00	255 534,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	550 000,00	550 000,00	0,00
946	<i>Transferts entre les sections</i>	<i>34 001 939,86</i>	<i>33 885 398,16</i>	<i>0,00</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Groupe 95	Opérations sans réalisation	50 692 437,59	62 526 299,29	0,00
952	Dépenses imprévues	3 200 000,00	3 000 000,00	0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>47 492 437,59</i>	<i>59 526 299,29</i>	<i>0,00</i>
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		329 976 405,95	346 546 684,45	0,00

Restes à réaliser			0,00
D 002 Résultat reporté (1) - Déficit			0,00
CUMUL			346 546 684,45

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

2 – RECETTES

Chap.	Libellés	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
Groupe 93	Opérations ventilées	49 881 437,87	51 681 365,00	0,00
930	Services généraux	3 787 648,00	3 715 515,25	0,00
931	Sécurité	940 000,00	940 080,00	0,00
932	Enseignement	825 000,00	709 000,00	0,00
933	Culture, jeunesse, sports et loisirs	372 590,00	378 448,00	0,00
934	Prévention médico-sociale	50 000,00	60 000,00	0,00
935	Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	17 942 500,00	18 613 247,75	0,00
935-4	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
935-5	Personnes dépendantes (APA)	11 190 000,00	11 827 945,00	0,00
935-6	Revenu de solidarité active	11 757 241,00	12 581 174,00	0,00
936	Réseaux et infrastructures	1 415 158,87	1 455 659,00	0,00
937	Aménagement et environnement	1 588 200,00	1 387 196,00	0,00
938	Transports	0,00	0,00	0,00
939	Développement	13 100,00	13 100,00	0,00
Groupe 94	Opérations non ventilées	243 988 757,99	245 535 026,16	0,00
940	Impositions directes	106 061 437,00	108 395 922,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	67 088 841,13	66 542 532,00	0,00
942	Dotations et participations	65 536 540,00	65 891 174,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00	0,00	0,00
946	<i>Transferts entre les sections</i>	<i>5 301 939,86</i>	<i>4 705 398,16</i>	<i>0,00</i>
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
TOTAL DES GROUPES FONCTIONNELS		293 870 195,86	297 216 391,16	0,00

Restes à réaliser		0,00
R 002 Résultat reporté (1) - Excédent		49 330 293,29
CUMUL		346 546 684,45

(1) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 930

DETAIL DU CHAPITRE 930 – Services généraux

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		18 025 510,00	0,00	18 607 734,25	0,00
930-2	<u>Administration générale</u>	17 476 510,00	0,00	18 007 734,25	0,00
930201	Admin. généré. (personnel non ventilable)	9 745 410,00	0,00	10 244 862,00	0,00
930202	Admin. généré. (autres moyens généraux)	5 940 600,00	0,00	5 918 872,25	0,00
93021	Assemblée locale	1 458 500,00	0,00	1 502 000,00	0,00
93023	Information, communication, publicité	332 000,00	0,00	342 000,00	0,00
930-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	549 000,00	0,00	600 000,00	0,00
93041	Subvention globale	549 000,00	0,00	600 000,00	0,00
930-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		3 787 648,00	0,00	3 715 515,25	0,00
930-2	<u>Administration générale</u>	3 237 648,00	0,00	3 115 515,25	0,00
930201	Admin. généré. (personnel non ventilable)	20 010,00	0,00	50 000,00	0,00
930202	Admin. généré. (autres moyens généraux)	3 215 638,00	0,00	3 063 515,25	0,00
93021	Assemblée locale	0,00	0,00	0,00	0,00
93023	Information, communication, publicité	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
930-4	<u>Coop. décent., act° europ. et inter.</u>	550 000,00	0,00	600 000,00	0,00
93041	Subvention globale	550 000,00	0,00	600 000,00	0,00
930-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 931

DETAIL DU CHAPITRE 931 – Sécurité

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		10 190 000,00	0,00	10 165 000,00	0,00
931-0	<u>Services communs</u>	50 000,00	0,00	15 000,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	620 000,00	0,00	630 000,00	0,00
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	9 500 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		940 000,00	0,00	940 080,00	0,00
931-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
931-1	<u>Gendarmerie, police, sécurité, justice</u>	940 000,00	0,00	940 080,00	0,00
931-2	<u>Incendie et Secours</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
931-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
931-8	<u>Autres interventions de protection</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 932

DETAIL DU CHAPITRE 932 – Enseignement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		14 036 412,00	0,00	14 156 266,00	0,00
932-0	<u>Services communs</u>	9 621 700,00	0,00	9 739 270,00	0,00
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	4 236 712,00	0,00	4 203 496,00	0,00
93221	Collèges	4 236 712,00	0,00	4 203 496,00	0,00
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	130 000,00	0,00	165 500,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissa</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	48 000,00	0,00	48 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		825 000,00	0,00	709 000,00	0,00
932-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-1	<u>Enseignement du premier degré</u>	25 000,00	0,00	9 000,00	0,00
932-2	<u>Enseignement du second degré</u>	800 000,00	0,00	700 000,00	0,00
93221	Collèges	800 000,00	0,00	700 000,00	0,00
932-3	<u>Enseignement supérieur</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-4	<u>Formation professionnelle et apprentissa</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
932-8	<u>Autres services périscolaires et annexes</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 933

DETAIL DU CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		7 208 485,00	0,00	7 464 004,75	0,00
933-0	<u>Services communs</u>	643 100,00	0,00	2 086 706,90	0,00
933-1	<u>Culture</u>	4 373 000,00	0,00	3 291 412,85	0,00
93311	Activités artistiques, action culturelle	1 961 450,00	0,00	2 100 070,00	0,00
93312	Patrimoine (musées, monuments...)	47 250,00	0,00	55 580,00	0,00
93313	Bibliothèques et médiathèques	847 250,00	0,00	322 024,89	0,00
93314	Musées	702 400,00	0,00	536 181,14	0,00
93315	Services d'archives	814 650,00	0,00	277 556,82	0,00
933-2	<u>Sports</u>	1 822 385,00	0,00	1 713 885,00	0,00
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	370 000,00	0,00	372 000,00	0,00
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		372 590,00	0,00	378 448,00	0,00
933-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
933-1	<u>Culture</u>	169 590,00	0,00	168 448,00	0,00
93311	Activités artistiques, action culturelle	20 000,00	0,00	26 000,00	0,00
93313	Bibliothèques et médiathèques	14 000,00	0,00	23 500,00	0,00
93314	Musées	128 590,00	0,00	111 948,00	0,00
93315	Services d'archives	7 000,00	0,00	7 000,00	0,00
933-2	<u>Sports</u>	103 000,00	0,00	110 000,00	0,00
933-3	<u>Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs</u>	100 000,00	0,00	100 000,00	0,00
933-4	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 934

DETAIL DU CHAPITRE 934 – Prévention médico-sociale

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		2 358 234,00	0,00	2 370 884,00	0,00
934-0	<u>Services communs</u>	1 495 300,00	0,00	1 549 915,00	0,00
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	428 234,00	0,00	462 069,00	0,00
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	434 700,00	0,00	358 900,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		50 000,00	0,00	60 000,00	0,00
934-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
934-1	<u>PMI et planification familiale</u>	50 000,00	0,00	60 000,00	0,00
934-2	<u>Prévention et éducation pour la santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
934-8	<u>Autres actions</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 935

DETAIL DU CHAPITRE 935 – Action sociale (hors RMI, APA et RSA)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		99 549 586,72	0,00	101 689 408,00	0,00
935-0	<u>Services communs</u>	13 218 542,72	0,00	13 219 412,00	0,00
935-1	<u>Famille et enfance</u>	20 609 782,00	0,00	21 518 972,00	0,00
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	46 947 470,00	0,00	47 878 755,00	0,00
935-3	<u>Personnes âgées</u>	17 259 292,00	0,00	17 600 599,00	0,00
93531	Forfait autonomie	189 000,00	0,00	185 179,20	0,00
93532	Autres actions de prévention	14 585 292,00	0,00	1 964 274,80	0,00
93538	Autres	2 485 000,00	0,00	15 451 145,00	0,00
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	1 514 500,00	0,00	1 471 670,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		17 942 500,00	0,00	18 613 247,75	0,00
935-0	<u>Services communs</u>	117 365,00	0,00	259 131,75	0,00
935-1	<u>Famille et enfance</u>	179 350,00	0,00	591 016,00	0,00
935-2	<u>Personnes handicapées</u>	8 865 000,00	0,00	8 855 000,00	0,00
935-3	<u>Personnes âgées</u>	8 574 000,00	0,00	8 579 000,00	0,00
93531	Forfait autonomie	189 000,00	0,00	185 179,20	0,00
93532	Autres actions de prévention	7 335 000,00	0,00	7 300 000,00	0,00
93538	Autres	1 050 000,00	0,00	1 093 820,80	0,00
935-7	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-8	<u>Autres interventions sociales</u>	206 785,00	0,00	329 100,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 935-4

DETAIL DU CHAPITRE 935-4 – Revenu minimum d'insertion

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935471	Revenu minimum d'insertion - Allocations	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
935-41	<u>Insertion sociale</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-42	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-43	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-44	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-45	<u>Évaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-46	<u>Dépenses de structure</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-47	<u>RMI - RMA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-48	<u>Autres dépenses au titre du RMI</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 935-5

DETAIL DU CHAPITRE 935-5 – Personnes dépendantes (APA)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		29 100 000,00	0,00	28 500 000,00	0,00
935-50	<u>Services communs</u>	10 500,00	0,00	10 500,00	0,00
935-51	<u>APA à domicile</u>	13 990 000,00	0,00	13 390 000,00	0,00
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	1 200 000,00	0,00	1 149 500,00	0,00
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	13 899 500,00	0,00	13 950 000,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		11 190 000,00	0,00	11 827 945,00	0,00
935-50	<u>Services communs</u>	10 800 000,00	0,00	11 437 945,00	0,00
935-51	<u>APA à domicile</u>	340 000,00	0,00	340 000,00	0,00
935-52	<u>APA versée au bénéficiaire en établisst</u>	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00
935-53	<u>APA versée à l'établissement</u>	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 935-6

DETAIL DU CHAPITRE 935-6 – Revenu de solidarité active

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		20 207 000,00	0,00	23 951 334,00	0,00
935-61	<u>Insertion sociale</u>	135 000,00	0,00	105 172,00	0,00
935-62	<u>Santé</u>	16 500,00	0,00	16 000,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	842 500,00	0,00	852 828,00	0,00
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	716 000,00	0,00	722 800,00	0,00
935-67	<u>Allocations RSA</u>	18 233 000,00	0,00	22 001 034,00	0,00
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	64 000,00	0,00	53 500,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		11 757 241,00	0,00	12 581 174,00	0,00
935-61	<u>Insertion sociale</u>	80 530,00	0,00	0,00	0,00
935-62	<u>Santé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-63	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-64	<u>Insertion professionnelle</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-65	<u>Evaluation des dépenses engagées</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
935-66	<u>Dépenses de structure</u>	85 487,00	0,00	1 005 950,00	0,00
935-67	<u>Allocations RSA</u>	11 591 224,00	0,00	11 575 224,00	0,00
935-68	<u>Autres dépenses au titre du RSA</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 936

DETAIL DU CHAPITRE 936 – Réseaux et infrastructures

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		19 519 500,00	0,00	19 222 059,00	0,00
936-0	<u>Services communs</u>	14 005 800,00	0,00	13 723 600,00	0,00
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	5 513 200,00	0,00	5 497 959,00	0,00
93621	Réseau routier départemental	4 951 358,87	0,00	5 058 459,00	0,00
93622	Viabilité hivernale et aléas climatiques	561 841,13	0,00	439 500,00	0,00
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	500,00	0,00	500,00	0,00
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		1 415 158,87	0,00	1 455 659,00	0,00
936-0	<u>Services communs</u>	10 000,00	0,00	10 500,00	0,00
936-1	<u>Eaux et assainissement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-2	<u>Routes et voirie</u>	1 405 158,87	0,00	1 445 159,00	0,00
93621	Réseau routier départemental	1 405 158,87	0,00	1 445 159,00	0,00
936-3	<u>Infrastruct. ferroviaires et aéroports</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-4	<u>Infra. fluviales, maritimes, portuaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
936-8	<u>Autres réseaux</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 937

DETAIL DU CHAPITRE 937 – Aménagement et environnement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		4 697 912,00	0,00	4 522 207,00	0,00
937-0	<u>Services communs</u>	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	200 100,00	0,00	200 100,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	385 100,00	0,00	336 600,00	0,00
93731	Actions en matière de trait. des déchets	180,00	0,00	180,00	0,00
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	384 920,00	0,00	336 420,00	0,00
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	4 107 712,00	0,00	3 980 507,00	0,00
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		1 588 200,00	0,00	1 387 196,00	0,00
937-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
937-1	<u>Aménagement et développement urbain</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
937-2	<u>Logement</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
937-3	<u>Environnement</u>	1 045 000,00	0,00	1 123 000,00	0,00
93738	Autres actions en faveur milieu naturel	1 045 000,00	0,00	1 123 000,00	0,00
937-4	<u>Aménagement et développement rural</u>	543 200,00	0,00	264 196,00	0,00
937-5	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 938

DETAIL DU CHAPITRE 938 – Transports

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		6 091 349,00	0,00	6 091 349,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	6 091 349,00	0,00	6 091 349,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		0,00	0,00	0,00	0,00
938-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-1	<u>Transports scolaires</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-2	<u>Transports publics de voyageurs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-3	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
938-8	<u>Autres</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 939

DETAIL DU CHAPITRE 939 – Développement

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		4 119 505,78	0,00	4 088 207,00	0,00
939-0	<u>Services communs</u>	1 579 356,00	0,00	1 531 600,00	0,00
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	22 000,00	0,00	22 000,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	217 000,00	0,00	217 000,00	0,00
93921	Laboratoire départemental	217 000,00	0,00	217 000,00	0,00
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	993 149,78	0,00	961 607,00	0,00
939-4	<u>Développement touristique</u>	1 308 000,00	0,00	1 356 000,00	0,00
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		13 100,00	0,00	13 100,00	0,00
939-0	<u>Services communs</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-1	<u>Structures animation, développement éco.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-2	<u>Agriculture et pêche</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-3	<u>Industrie, commerce et artisanat</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-4	<u>Développement touristique</u>	13 100,00	0,00	13 100,00	0,00
939-5	<u>Maint. et dev. serv. publics non départ.</u>	0,00	0,00	0,00	0,00
939-6	<u>Plan de relance (crise sanitaire)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES	B 94

94 – Services communs non ventilés

Chapitre	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES DE L'EXERCICE		44 180 473,86	0,00	43 191 932,16	0,00
940	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	7 670 000,00	0,00	6 801 000,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	258 534,00	0,00	255 534,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	550 000,00		550 000,00	0,00
946	<i>Transferts entre les sections</i>	34 001 939,86		33 885 398,16	0,00
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00		0,00	0,00
RECETTES DE L'EXERCICE		243 988 757,99	0,00	245 535 026,16	0,00
940	Impositions directes	106 061 437,00	0,00	108 395 922,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	67 088 841,13	0,00	66 542 532,00	0,00
942	Dotations et participations	65 536 540,00	0,00	65 891 174,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes	0,00		0,00	0,00
946	<i>Transferts entre les sections</i>	5 301 939,86		4 705 398,16	0,00
947	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	0,00		0,00	0,00

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 940 B 941

DETAIL DU CHAPITRE 940 – IMPOSITIONS DIRECTES

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		106 061 437,00	0,00	108 395 922,00	0,00
73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	64 000 000,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	11 667 515,00	0,00	11 050 000,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	2 290 000,00	0,00	2 386 000,00	0,00
73121	F.N.G.I.R.	5 869 922,00	0,00	5 869 922,00	0,00
73125	Frais taxe foncière propriétés bâties	4 759 000,00	0,00	4 800 000,00	0,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	17 475 000,00	0,00	18 000 000,00	0,00
73811	Fraction compensatoire de la TFPB	0,00	0,00	65 090 000,00	0,00
73818	Autres	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 941 – AUTRES IMPÔTS ET TAXES

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00
73926	Prélèvements fonds péréquation des DMTO	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00
RECETTES		67 088 841,13	0,00	66 542 532,00	0,00
Droits d'enregistrement et de publicité foncière		33 584 000,00	0,00	33 087 000,00	0,00
7321	Taxe départementale publicité foncière	23 000 000,00	0,00	22 500 000,00	0,00
7326	Attrib. fonds péréquation sur les DMTO	10 584 000,00	0,00	10 587 000,00	0,00
Taxes pour l'utilisation des services publics et du domaine		0,00	0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes spécifiques liés à la prod. énergétique et ind.		7 800 000,00	0,00	7 200 000,00	0,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	2 900 000,00	0,00	2 900 000,00	0,00
7352	TICPE	4 900 000,00	0,00	4 300 000,00	0,00
Impôts et taxes spécifiques liés aux activités de service		0,00	0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes d'outre-mer		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres taxes		25 704 841,13	0,00	26 255 532,00	0,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	25 200 000,00	0,00	25 700 000,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	504 841,13	0,00	555 532,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (2)

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Montant brut	0,00
Ecrêtement	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7341) (2)

Montant brut	0,00
Ecrêtement	0,00
Montant net	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 942 B 943

DETAIL DU CHAPITRE 942 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		65 536 540,00	0,00	65 891 174,00	0,00
7411	Dotation forfaitaire	22 000 000,00	0,00	21 846 000,00	0,00
74121	Dotation de fonctionnement minimale	12 983 347,00	0,00	13 629 000,00	0,00
74123	Dotation de compensation	18 889 848,00	0,00	18 889 848,00	0,00
744	FCTVA	80 000,00	0,00	135 000,00	0,00
7461	DGD	2 728 326,00	0,00	2 728 326,00	0,00
74832	D.C.R.T.P.	6 615 019,00	0,00	6 593 000,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonération T.F.B.	80 000,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 160 000,00	0,00	2 070 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 943 – OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		7 670 000,00	0,00	6 801 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	44 950,00	0,00	49 950,00	0,00
6358	Autres droits	50,00	0,00	50,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 200 000,00	0,00	6 336 000,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	25 000,00	0,00	25 000,00	0,00
6688	Autres	350 000,00	0,00	340 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE

Pour information	66112 (2)	7622 (2)
Montant des ICNE de l'exercice	1 099 545,19	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 049 545,19	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	50 000,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte sera négatif.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 944 B 945

DETAIL DU CHAPITRE 944 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT GROUPES D'ÉLUS

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		258 534,00	0,00	255 534,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	0,00	52,55	0,00
65861	Frais de personnel	257 034,00	0,00	254 034,00	0,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	0,00	0,00	1 447,45	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

DETAIL DU CHAPITRE 945 – PROVISIONS ET AUTRES OPÉRATIONS MIXTES (opérations mixtes)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES		550 000,00	550 000,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	500 000,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	50 000,00	550 000,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 946

DETAIL DU CHAPITRE 946 – TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (à l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES (2)		34 001 939,86	33 885 398,16	0,00
6031	Variation stocks mat. premières	1 939,86	5 398,16	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	34 000 000,00	33 000 000,00	0,00
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0,00	880 000,00	0,00
RECETTES (3)		5 301 939,86	4 705 398,16	0,00
6031	Variation stocks mat. premières	1 939,86	5 398,16	0,00
722	Immobilisations corporelles	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	4 300 000,00	3 700 000,00	0,00
7785	Excédent invest. transféré cpte résultat	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
791	Transferts de charges de fonctionnement	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(3) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 947

DETAIL DU CHAPITRE 947 – OPÉRATIONS ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECTION

Article (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles budgétaires conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III-VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 OPERATIONS SANS REALISATION – CHAPITRES FONCTIONNELS	B 952 B 953

DETAIL DES CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATION

Chapitre	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	DEPENSES	50 692 437,59	62 526 299,29	0,00
952	Dépenses imprévues	3 200 000,00	3 000 000,00	0,00
953	<i>Virement à la section d'investissement</i>	<i>47 492 437,59</i>	<i>59 526 299,29</i>	<i>0,00</i>

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
DEPENSES		3 829 000	202 009	5 429 752	2 974 670	305 000	441 000	0
20	Immobilisations incorporelles	1 478 000	0	109 920	0	0	0	0
203	Frais d'études, recherche, développement	108 000	0	109 920	0	0	0	0
205	Licences, logiciels, droits similaires	1 370 000	0	0	0	0	0	0
208	Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	112 009	1 503 152	1 325 170	95 000	10 000	0
21	Immobilisations corporelles	1 801 000	40 000	1 193 997	1 501 000	210 000	431 000	0
211	Terrains	0	0	0	0	0	0	0
212	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	0	0
213	Constructions	212 328	40 000	4 000	384 500	0	148 000	0
215	Install., matériel, outillage techniques	50 000	0	0	20 736	0	0	0
216	Collections et oeuvres d'art	0	0	0	272 000	0	0	0
217	Immo. corporelles reçues mises à dispo.	0	0	786 623	5 000	0	0	0
218	Autres immobilisations corporelles	1 538 672	0	403 374	818 764	210 000	283 000	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	550 000	50 000	2 622 683	148 500	0	0	0
231	Immobilisations corporelles en cours	550 000	50 000	2 622 683	140 500	0	0	0
238	Avances commandes immo corporelles	0	0	0	8 000	0	0	0
RECETTES		0	0	1 354 267	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	1 354 267	0	0	0	0
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	24 600	0	0	0	0
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0	0	0	0	0	0	0
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0	0	1 329 667	0	0	0	0
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0
215	Install., matériel, outillage techniques	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Article / compte par nature (1)	Libellé	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
DEPENSES		32 000	39 889 004	11 747 417	0	1 788 057	66 637 909
20	Immobilisations incorporelles	0	128 870	635 901	0	0	2 352 691
203	Frais d'études, recherche, développement	0	128 870	514 837	0	0	861 627
205	Licences, logiciels, droits similaires	0	0	117 464	0	0	1 487 464
208	Autres immobilisations incorporelles	0	0	3 600	0	0	3 600
204	Subventions d'équipement versées	32 000	5 833 567	10 033 103	0	1 550 169	20 494 170
21	Immobilisations corporelles	0	16 955 805	432 420	0	35 388	22 600 610
211	Terrains	0	0	202 000	0	0	202 000
212	Agencements et aménagements de terrains	0	0	55 380	0	0	55 380
213	Constructions	0	374 686	314	0	7 500	1 171 328
215	Install., matériel, outillage techniques	0	16 131 119	8 027	0	0	16 209 882
216	Collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	0	272 000
217	Immo. corporelles reçues mises à dispo.	0	0	0	0	0	791 623
218	Autres immobilisations corporelles	0	450 000	166 699	0	27 888	3 898 397
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	555 000	0	0	555 000
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0	0	555 000	0	0	555 000
23	Immobilisations en cours	0	16 970 763	90 993	0	202 500	20 635 439
231	Immobilisations corporelles en cours	0	16 940 763	90 993	0	202 500	20 597 439
238	Avances commandes immo corporelles	0	30 000	0	0	0	38 000
RECETTES		0	900 000	5 219 526	0	0	7 473 793
13	Subventions d'investissement	0	600 000	5 219 526	0	0	7 173 793
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	0	0	0	24 600
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0	0	105 000	0	0	105 000
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0	0	3 114 526	0	0	4 444 193
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0	600 000	2 000 000	0	0	2 600 000
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	300 000	0	0	0	300 000
215	Install., matériel, outillage techniques	0	300 000	0	0	0	300 000
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT– PRESENTATION DETAILLEE	A1/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. collect. (pers. non vent.)	202 Admin. gén. collect. (autres moy. gén.)						
DEPENSES		10 000,00	3 799 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	3 829 000,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	1 478 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 478 000,00	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	108 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 000,00	
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	1 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370 000,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	1 771 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	1 801 000,00	
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
213	Constructions	0,00	212 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 328,00	
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	
218	Autres immobilisations corporelles	10 000,00	1 508 672,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	1 538 672,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	90 000,00	112 009,00	0,00	0,00	202 009,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	112 009,00	0,00	0,00	112 009,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
213	Constructions	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation pro. et apprentissage (COM)	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES		0,00	922 352,32	4 397 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 920,00	5 429 752,32
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 920,00	109 920,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 920,00	109 920,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	922 352,32	580 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 503 152,32
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 193 996,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 193 996,60
213	Constructions	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immo. corporelles reçues mises à dispo.	0,00	0,00	786 622,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	786 622,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	403 374,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 374,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	2 622 683,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 622 683,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	2 622 683,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 622 683,40
RECETTES		0,00	0,00	1 354 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354 267,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 354 267,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354 267,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	24 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 600,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques et action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES		0,00	20 000,00	1 353 717,00	261 372,00	106 000,00	167 000,00	788 122,00	278 459,00	0,00	2 974 670,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	20 000,00	382 217,00	55 872,00	0,00	15 000,00	582 122,00	269 959,00	0,00	1 325 170,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	961 500,00	205 500,00	106 000,00	142 000,00	86 000,00	0,00	0,00	1 501 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	261 500,00	0,00	83 000,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	384 500,00
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	0,00	0,00	2 500,00	3 236,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	20 736,00
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	196 000,00	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	272 000,00
217	Immo. corporelles reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	700 000,00	2 000,00	19 764,00	26 000,00	71 000,00	0,00	0,00	818 764,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	120 000,00	8 500,00	0,00	148 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	120 000,00	500,00	0,00	140 500,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		200 000,00	10 000,00	0,00	0,00	95 000,00	305 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	95 000,00
21	Immobilisations corporelles	200 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	200 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES		160 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	267 000,00	0,00	13 000,00	441 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
21	Immobilisations corporelles	160 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	267 000,00	0,00	3 000,00	431 000,00
213	Constructions	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	12 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	267 000,00	0,00	3 000,00	283 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 Revenu minimum d'insertion - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES		394 686,10	2 470 752,71	32 097 600,29	0,00	3 272 303,00	0,00	0,00	0,00	1 653 662,00	39 889 004,10
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	118 869,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	128 869,59
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	118 869,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	128 869,59
204	Subventions d'équipement versées	0,00	2 470 752,71	36 849,00	0,00	3 272 303,00	0,00	0,00	0,00	53 662,00	5 833 566,71
21	Immobilisations corporelles	374 686,10	0,00	16 221 118,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00	16 955 804,84
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	374 686,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 686,10
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	0,00	15 771 118,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00	16 131 118,74
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	20 000,00	0,00	15 720 762,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 000,00	16 970 762,96
231	Immobilisations corporelles en cours	20 000,00	0,00	15 690 762,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 000,00	16 940 762,96
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
RECETTES		0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	900 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastructures ferroviaires et aéroport	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions de traitement des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES		0,00	929 717,71	2 500 000,00	10 000,00	1 022 929,19	7 284 770,00	0,00	11 747 416,90
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	29 600,00	606 301,00	0,00	635 901,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	488 837,00	0,00	514 837,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 464,00	0,00	117 464,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	0,00	3 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	929 717,71	2 500 000,00	0,00	643 615,29	5 959 770,00	0,00	10 033 103,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	10 000,00	258 721,29	163 699,00	0,00	432 420,29
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	202 000,00	0,00	0,00	202 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	55 380,00	0,00	0,00	55 380,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	313,90	0,00	0,00	313,90
215	Install., matériel, outillage techniques	0,00	0,00	0,00	8 000,00	27,39	0,00	0,00	8 027,39
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 000,00	163 699,00	0,00	166 699,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 000,00	0,00	555 000,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 000,00	0,00	555 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	90 992,61	0,00	0,00	90 992,61
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	90 992,61	0,00	0,00	90 992,61
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	5 114 526,00	0,00	5 219 526,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	5 114 526,00	0,00	5 219 526,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00	105 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 114 526,00	0,00	3 114 526,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures d'animation et développement	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maintien services publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES		285 000,00	0,00	300 000,00	400 000,00	558 353,97	244 703,00	0,00	0,00	1 788 056,97
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	85 000,00	0,00	300 000,00	400 000,00	558 353,97	206 815,00	0,00	0,00	1 550 168,97
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 388,00	0,00	0,00	35 388,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 888,00	0,00	0,00	27 888,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	202 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	202 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
DEPENSES		18 607 734	10 165 000	14 156 266	7 464 005	2 370 884	101 689 408	0
011	Charges à caractère général	6 066 148	617 500	631 850	1 315 355	396 384	5 509 536	0
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0	0	0	23 400	0	0	0
603	Variation des stocks	0	0	0	39 448	0	0	0
604	Achats d'études, prestations de services	0	0	0	0	0	0	0
606	Achats non stockés de matières et fourni	916 564	1 100	58 120	270 054	33 000	220 419	0
607	Achats de marchandises	0	0	0	0	0	0	0
611	Contrats de prestations de services	65 000	0	148 750	830	250 000	4 498 894	0
612	Redevances de crédit-bail	0	550 000	0	0	0	0	0
613	Locations	321 270	0	7 880	169 880	0	40 700	0
614	Charges locatives et de copropriété	11 500	0	0	0	0	54 000	0
615	Entretien et réparations	1 939 748	26 500	253 600	209 627	800	37 600	0
616	Primes d'assurances	578 380	0	0	0	0	0	0
617	Etudes et recherches	200	2 000	0	0	0	0	0
618	Divers	229 800	0	69 400	41 100	69 284	317 992	0
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	240 350	0	41 000	58 470	700	76 931	0
623	Pub., publications, relations publiques	335 930	0	2 000	413 678	8 000	5 250	0
624	Transports biens, transports collectifs	33 800	0	10 500	30 578	600	52 800	0
625	Déplacements et missions	78 456	0	35 600	15 000	33 500	112 000	0
626	Frais postaux et frais télécommunication	624 000	0	0	400	500	0	0
627	Services bancaires et assimilés	0	0	0	480	0	0	0
628	Divers	658 150	0	5 000	31 680	0	92 950	0
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	33 000	37 900	0	6 500	0	0	0
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	4 230	0	0	0
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 883 577	0	9 524 300	2 539 080	1 509 800	21 952 261	0
621	Personnel extérieur au service	21 600	0	0	0	0	0	0
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 596	0	12 746	3 267	1 999	107 628	0
6411	Personnel titulaire	7 625 192	0	8 250 717	2 195 903	1 189 452	10 283 631	0
6412	Assistants maternelles	0	0	0	0	0	7 060 574	0
6413	Personnel non titulaire	1 060 385	0	571 348	154 371	215 981	1 734 906	0
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0	0	0	6 580	0	0	0
6417	Rémunérations des apprentis	59 405	0	0	0	0	0	0
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	752 818	0	686 794	177 764	102 136	2 636 877	0
647	Autres charges sociales	332 316	0	0	0	0	122 187	0
648	Autres charges de personnel	14 265	0	2 695	1 195	233	6 458	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	400 000	0
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0
749	Reversement et restitution sur dotations	0	0	0	0	0	400 000	0
65	Autres charges de gestion courante	2 652 759	9 535 000	4 000 116	3 568 570	463 515	73 785 881	0
651	Aides à la personne	0	0	551 000	16 000	49 200	8 897 823	0
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0	0	0	0	0	0	0
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0	0	0	0	0	0	0

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports et loisirs	4 Prévention médico-sociale	5 Action sociale (hors RMI, APA et RSA)	5-4 Revenu minimum d'insertion
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0	0	0	0	0	61 673 120	0
653	Indemnités, frais et formation élus	1 248 244	0	0	0	0	0	0
655	Contributions obligatoires	0	9 500 000	3 398 408	0	114 315	549 000	0
656	Participations	0	20 000	50 708	151 000	0	64 000	0
657	Subventions de fonctionnement versées	1 398 500	15 000	0	3 391 545	300 000	2 601 888	0
658	Charges diverses de gestion courante	6 015	0	0	10 025	0	50	0
67	Charges exceptionnelles	5 250	12 500	0	41 000	1 185	41 730	0
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	3 050	12 500	0	5 300	0	21 400	0
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 200	0	0	0	0	12 330	0
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0	0	0	35 700	0	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	1 185	8 000	0
RECETTES		3 715 515	940 080	709 000	378 448	60 000	18 613 248	0
013	Atténuations de charges	20 000	0	0	39 448	0	0	0
603	Variation des stocks	0	0	0	39 448	0	0	0
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 000	0	0	0	0	0	0
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 862 490	0	0	199 000	0	259 770	0
703	Redevances utilisation du domaine	20 000	0	0	110 000	0	0	0
704	Travaux	0	0	0	0	0	0	0
705	Etudes	0	0	0	0	0	0	0
706	Prestations de services	0	0	0	75 800	0	0	0
707	Ventes de marchandises	0	0	0	13 200	0	0	0
708	Autres produits	2 842 490	0	0	0	0	259 770	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0
732	Droits d'enregistrement,taxes urbanisme	0	0	0	0	0	0	0
735	Impôts et taxes spécif. prod. énergie	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations, subventions et participations	690 000	0	700 000	31 000	50 000	4 080 550	0
747	Participations	690 000	0	0	31 000	50 000	4 080 550	0
748	Autres attributions et participations	0	0	700 000	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	124 025	940 080	0	109 000	10 000	14 131 976	0
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0	0	0	0	10 000	14 028 730	0
752	Revenus des immeubles	123 015	940 080	0	103 500	0	60 000	0
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0	0	0	0	0	0	0
758	Produits divers de gestion courante	1 010	0	0	5 500	0	43 246	0
77	Produits exceptionnels	19 000	0	9 000	0	0	140 952	0
771	Produits exception. / opérations gestion	0	0	0	0	0	0	0
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 000	0	0	0	0	15 000	0
774	Subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	117 147	0
778	Autres produits exceptionnels	15 000	0	9 000	0	0	8 805	0

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Article / compte par nature (1)	Libellé	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
DEPENSES		28 500 000	23 951 334	19 222 059	4 522 207	6 091 349	4 088 207	240 828 453
011	Charges à caractère général	6 000	29 000	5 956 129	683 201	0	169 000	21 380 103
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0	0	1 472 900	0	0	0	1 496 300
603	Variation des stocks	0	0	768 321	0	0	0	807 769
604	Achats d'études, prestations de services	0	0	0	4 000	0	0	4 000
606	Achats non stockés de matières et fournitures	0	0	2 118 938	67 362	0	10 000	3 695 557
607	Achats de marchandises	0	0	84 970	0	0	0	84 970
611	Contrats de prestations de services	0	0	13 450	0	0	0	4 976 924
612	Redevances de crédit-bail	0	0	0	0	0	0	550 000
613	Locations	0	0	195 200	18 000	0	0	752 930
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	600	0	0	0	66 100
615	Entretien et réparations	0	0	968 180	7 840	0	60 000	3 503 895
616	Primes d'assurances	0	0	0	0	0	0	578 380
617	Etudes et recherches	0	0	9 000	44 600	0	0	55 800
618	Divers	0	6 000	23 000	80 498	0	6 000	843 074
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0	10 500	117 250	109 200	0	0	654 401
623	Pub., publications, relations publiques	6 000	500	20 000	301 001	0	0	1 092 359
624	Transports biens, transports collectifs	0	2 000	9 200	11 000	0	500	150 978
625	Déplacements et missions	0	9 000	118 000	13 000	0	2 500	417 056
626	Frais postaux et frais télécommunication	0	0	0	0	0	0	624 900
627	Services bancaires et assimilés	0	0	0	0	0	0	480
628	Divers	0	1 000	17 620	26 700	0	90 000	923 100
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0	0	19 500	0	0	0	96 900
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	0	0	0	4 230
012	Charges de personnel et frais assimilés	0	704 300	13 265 400	2 127 100	0	1 522 600	63 028 418
621	Personnel extérieur au service	0	0	80 000	0	0	0	101 600
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0	924	16 418	2 696	0	1 968	165 242
6411	Personnel titulaire	0	652 253	11 679 113	1 703 551	0	1 415 114	44 994 925
6412	Assistants maternelles	0	0	0	0	0	0	7 060 574
6413	Personnel non titulaire	0	0	599 102	282 525	0	0	4 618 618
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0	0	0	0	0	0	6 580
6417	Rémunérations des apprentis	0	0	0	0	0	0	59 405
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	50 801	886 183	137 728	0	104 986	5 536 086
647	Autres charges sociales	0	0	0	0	0	0	454 503
648	Autres charges de personnel	0	323	4 585	600	0	533	30 885
014	Atténuations de produits	0	0	0	205 100	6 091 349	0	6 696 449
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0	0	0	205 100	6 091 349	0	6 296 449
749	Reversement et restitution sur dotations	0	0	0	0	0	0	400 000
65	Autres charges de gestion courante	28 483 500	23 214 034	0	1 501 806	0	2 396 607	149 601 789
651	Aides à la personne	28 481 500	50 000	0	0	0	0	38 045 523
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0	18 391 034	0	0	0	0	18 391 034

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement	TOTAL
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0	3 600 000	0	0	0	0	3 600 000
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0	0	0	0	0	0	61 673 120
653	Indemnités, frais et formation élus	0	0	0	0	0	0	1 248 244
655	Contributions obligatoires	0	200 000	0	200	0	0	13 761 923
656	Participations	0	964 500	0	330 400	0	1 222 607	2 803 215
657	Subventions de fonctionnement versées	2 000	8 500	0	1 171 206	0	1 174 000	10 062 639
658	Charges diverses de gestion courante	0	0	0	0	0	0	16 090
67	Charges exceptionnelles	10 500	4 000	530	5 000	0	0	121 695
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0	0	0	5 000	0	0	47 250
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 500	4 000	30	0	0	0	29 060
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	35 700
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	500	0	0	0	9 685
RECETTES		11 827 945	12 581 174	1 455 659	1 387 196	0	13 100	51 681 365
013	Atténuations de charges	0	0	768 321	0	0	0	827 769
603	Variation des stocks	0	0	768 321	0	0	0	807 769
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	0	0	0	0	0	20 000
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0	0	676 838	107 196	0	3 100	4 108 394
703	Redevances utilisation du domaine	0	0	436 838	4 200	0	3 100	574 138
704	Travaux	0	0	0	0	0	0	0
705	Etudes	0	0	25 000	0	0	0	25 000
706	Prestations de services	0	0	2 500	0	0	0	78 300
707	Ventes de marchandises	0	0	80 000	0	0	0	93 200
708	Autres produits	0	0	132 500	102 996	0	0	3 337 756
73	Impôts et taxes	0	10 720 224	0	900 000	0	0	11 620 224
732	Droits d'enregistrement,taxes urbanisme	0	0	0	900 000	0	0	900 000
735	Impôts et taxes spécif. prod. énergie	0	10 720 224	0	0	0	0	10 720 224
74	Dotations, subventions et participations	11 437 945	1 685 950	0	313 000	0	0	18 988 445
747	Participations	11 437 945	1 685 950	0	313 000	0	0	18 288 445
748	Autres attributions et participations	0	0	0	0	0	0	700 000
75	Autres produits de gestion courante	389 000	160 000	0	37 000	0	10 000	15 911 081
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0	0	0	0	0	0	14 038 730
752	Revenus des immeubles	0	0	0	2 000	0	10 000	1 238 595
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	389 000	160 000	0	0	0	0	549 000
758	Produits divers de gestion courante	0	0	0	35 000	0	0	84 756
77	Produits exceptionnels	1 000	15 000	10 500	30 000	0	0	225 452
771	Produits exception. / opérations gestion	0	15 000	0	0	0	0	15 000
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 000	0	0	0	0	0	20 000
774	Subventions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	117 147
778	Autres produits exceptionnels	0	0	10 500	30 000	0	0	73 305

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/0

FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
		DEPENSES		10 244 862,00	5 918 872,25	1 502 000,00	342 000,00		
011	Charges à caractère général	361 220,00	5 225 428,25	139 000,00	340 500,00	0,00	0,00	0,00	6 066 148,25
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 350,00	796 214,00	38 500,00	77 500,00	0,00	0,00	0,00	916 564,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
613	Locations	0,00	321 270,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 270,40
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	11 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 937 747,85	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	1 939 747,85
616	Primes d'assurances	128 920,00	449 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	578 380,00
617	Etudes et recherches	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
618	Divers	165 450,00	55 350,00	8 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	229 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	220 350,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	240 350,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	126 430,00	41 500,00	168 000,00	0,00	0,00	0,00	335 930,00
624	Transports biens, transports collectifs	3 800,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 800,00
625	Déplacements et missions	33 700,00	44 756,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 456,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	624 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	624 000,00
628	Divers	25 000,00	575 150,00	51 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	658 150,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 883 577,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 883 577,00
621	Personnel extérieur au service	21 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 596,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 596,00
6411	Personnel titulaire	7 625 192,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 625 192,24
6413	Personnel non titulaire	1 060 385,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060 385,00
6417	Rémunérations des apprentis	59 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 405,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	752 818,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	752 818,26
647	Autres charges sociales	332 316,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	332 316,00
648	Autres charges de personnel	14 264,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 264,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15,00	689 744,00	1 363 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	2 652 759,00
653	Indemnités, frais et formation élus	0,00	5 244,00	1 243 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 248 244,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	678 500,00	120 000,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	1 398 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	15,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 015,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	02 Administration générale				04 Coop. décent., act° europ. et inter.		05 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		020 Administration générale collectivité		021 Assemblée locale	023 Information, communication, publicité	041 Subvention globale	048 Autres		
		0201 Admin. gén. (personnel non ventilable)	202 Admin. gén. (autres moyens généraux)						
67	Charges exceptionnelles	50,00	3 700,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	5 250,00	
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	50,00	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	3 050,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		50 000,00	3 063 515,25	0,00	2 000,00	600 000,00	0,00	3 715 515,25	
013	Atténuations de charges	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	29 990,00	2 830 500,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 862 490,00	
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	
708	Autres produits	29 990,00	2 810 500,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 842 490,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations, subventions et participations	0,00	90 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	690 000,00	
747	Participations	0,00	90 000,00	0,00	0,00	600 000,00	0,00	690 000,00	
75	Autres produits de gestion courante	10,00	124 015,25	0,00	0,00	0,00	0,00	124 025,25	
752	Revenus des immeubles	0,00	123 015,25	0,00	0,00	0,00	0,00	123 015,25	
758	Produits divers de gestion courante	10,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 010,00	
77	Produits exceptionnels	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	
778	Autres produits exceptionnels	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/1

FONCTION 1 – SÉCURITÉ

Article / compte par nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	12 Incendie et Secours	13 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interventions de protection	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		15 000,00	630 000,00	9 500 000,00	0,00	20 000,00	10 165 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	617 500,00	0,00	0,00	0,00	617 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	550 000,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	26 500,00	0,00	0,00	0,00	26 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	37 900,00	0,00	0,00	0,00	37 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 000,00	0,00	9 500 000,00	0,00	20 000,00	9 535 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	9 500 000,00	0,00	0,00	9 500 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
RECETTES		0,00	940 080,00	0,00	0,00	0,00	940 080,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	940 080,00	0,00	0,00	0,00	940 080,00
752	Revenus des immeubles	0,00	940 080,00	0,00	0,00	0,00	940 080,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/2

FONCTION 2 – ENSEIGNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
DEPENSES		9 739 270,00	0,00	4 203 496,00	0,00	165 500,00	0,00	0,00	48 000,00	14 156 266,00
011	Charges à caractère général	214 970,00	0,00	416 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	631 850,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	8 120,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 120,00
611	Contrats de prestations de services	148 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 750,00
613	Locations	0,00	0,00	7 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 880,00
615	Entretien et réparations	15 000,00	0,00	238 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 600,00
618	Divers	7 000,00	0,00	62 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 400,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	500,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
625	Déplacements et missions	35 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 600,00
628	Divers	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 524 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 524 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	12 746,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 746,00
6411	Personnel titulaire	8 250 717,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250 717,06
6413	Personnel non titulaire	571 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	571 348,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	686 793,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	686 793,94
648	Autres charges de personnel	2 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 695,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 786 616,00	0,00	165 500,00	0,00	0,00	48 000,00	4 000 116,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	337 500,00	0,00	165 500,00	0,00	0,00	48 000,00	551 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	3 398 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 398 408,00
656	Participations	0,00	0,00	50 708,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 708,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	9 000,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	709 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du second degré		23 Enseignement supérieur	24 Formation professionnelle et apprentissa	25 Plan de relance (crise sanitaire)	28 Autres services périscolaires et annexes	TOTAL DU CHAPITRE
				221 Collèges	222 Lycées					
77	Produits exceptionnels	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/3

FONCTION 3 – CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
DEPENSES		2 086 706,90	2 100 070,00	55 580,00	322 024,89	536 181,14	277 556,82	1 713 885,00	372 000,00	0,00	7 464 004,75
011	Charges à caractère général	17 339,44	528 080,00	55 580,00	115 730,00	467 048,00	82 427,31	34 150,00	15 000,00	0,00	1 315 354,75
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	23 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 400,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	17 440,00	25 051,67	42 582,00	152 161,00	28 669,00	4 150,00	0,00	0,00	270 053,67
611	Contrats de prestations de services	0,00	830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830,00
613	Locations	0,00	158 670,00	0,00	300,00	7 700,00	0,00	3 210,00	0,00	0,00	169 880,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	9 550,00	5 478,00	163 267,00	16 081,75	1 250,00	14 000,00	0,00	209 626,75
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	29 750,00	2 200,00	7 000,00	0,00	150,00	0,00	41 100,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	7 640,00	1 080,00	25 000,00	9 950,00	4 500,00	10 300,00	0,00	0,00	58 470,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	316 220,00	13 318,33	9 300,00	48 524,78	10 575,00	15 240,00	500,00	0,00	413 678,11
624	Transports biens, transports collectifs	1 500,00	11 700,00	0,00	0,00	17 297,22	81,00	0,00	0,00	0,00	30 578,22
625	Déplacements et missions	13 839,44	0,00	0,00	840,00	0,00	320,56	0,00	0,00	0,00	15 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	80,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480,00
628	Divers	0,00	11 580,00	0,00	2 250,00	2 300,00	15 200,00	0,00	350,00	0,00	31 680,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	4 000,00	0,00	230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 230,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 069 367,46	11 380,00	0,00	204 094,89	61 633,14	192 604,51	0,00	0,00	0,00	2 539 080,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	890,00	0,00	0,00	1 034,00	363,00	980,00	0,00	0,00	0,00	3 267,00
6411	Personnel titulaire	1 889 182,44	0,00	0,00	146 143,11	22 570,78	138 006,46	0,00	0,00	0,00	2 195 902,79
6413	Personnel non titulaire	131 039,90	0,00	0,00	1 000,00	22 081,10	250,00	0,00	0,00	0,00	154 371,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	6 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 580,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	47 840,12	4 800,00	0,00	55 520,28	16 543,26	53 060,55	0,00	0,00	0,00	177 764,21
648	Autres charges de personnel	415,00	0,00	0,00	397,50	75,00	307,50	0,00	0,00	0,00	1 195,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture					32 Sports	33 Jeunesse (act° socio-éduc...) et loisirs	34 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
			311 Activités artistiques, action culturelle	312 Patrimoine (musées, monuments...)	313 Bibliothèques et médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives				
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 524 910,00	0,00	0,00	7 500,00	2 525,00	1 676 635,00	357 000,00	0,00	3 568 570,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
656	Participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	151 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	1 374 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 676 635,00	340 000,00	0,00	3 391 545,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	2 525,00	0,00	0,00	0,00	10 025,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	35 700,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	41 000,00
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	5 300,00
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0,00	35 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 700,00
RECETTES		0,00	26 000,00	0,00	23 500,00	111 948,00	7 000,00	110 000,00	100 000,00		378 448,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 448,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	26 000,00	0,00	0,00	63 000,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	199 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00	0,00	0,00	110 000,00
706	Prestations de services	0,00	25 800,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 800,00
707	Ventes de marchandises	0,00	200,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	22 000,00	6 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	22 000,00	6 000,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 500,00	3 500,00	4 000,00	0,00	100 000,00	0,00	109 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	103 500,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
771	Produits exception. / opérations gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/4

FONCTION 4 – PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE

Article / compte par nature (1)	Libellé	40 Services communs	41 PMI et planification familiale	42 Prévention et éducation pour la santé	43 Plan de relance (crise sanitaire)	48 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		1 549 915,00	462 069,00	0,00	0,00	358 900,00	2 370 884,00
011	Charges à caractère général	40 115,00	346 569,00	0,00	0,00	9 700,00	396 384,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	215,00	24 785,00	0,00	0,00	8 000,00	33 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
615	Entretien et réparations	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
618	Divers	5 000,00	63 784,00	0,00	0,00	500,00	69 284,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	700,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
625	Déplacements et missions	33 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 509 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 509 800,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 999,00
6411	Personnel titulaire	1 189 451,82	0,00	0,00	0,00	0,00	1 189 451,82
6413	Personnel non titulaire	215 981,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 981,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	102 135,68	0,00	0,00	0,00	0,00	102 135,68
648	Autres charges de personnel	232,50	0,00	0,00	0,00	0,00	232,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	114 315,00	0,00	0,00	349 200,00	463 515,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	49 200,00	49 200,00
655	Contributions obligatoires	0,00	114 315,00	0,00	0,00	0,00	114 315,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 185,00	0,00	0,00	0,00	1 185,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	1 185,00	0,00	0,00	0,00	1 185,00
RECETTES		0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
747	Participations	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5

FONCTION 5 – ACTION SOCIALE (hors RMI, APA et RSA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
DEPENSES		13 219 412,00	21 518 972,00	47 878 755,00	185 179,20	1 964 274,80	15 451 145,00	0,00	1 471 670,00	101 689 408,00
011	Charges à caractère général	266 412,00	722 088,00	2 710 000,00	0,00	1 270 454,00	276 642,00	0,00	263 940,00	5 509 536,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	119 356,00	101 062,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 418,99
611	Contrats de prestations de services	0,00	255 000,00	2 710 000,00	0,00	1 270 454,00	0,00	0,00	263 440,00	4 498 894,00
613	Locations	0,00	40 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 700,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	54 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
615	Entretien et réparations	6 900,00	30 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 600,00
618	Divers	17 000,00	24 750,00	0,00	0,00	0,00	276 242,00	0,00	0,00	317 992,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	6 556,00	70 375,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 931,01
623	Pub., publications, relations publiques	2 050,00	2 800,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	5 250,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 300,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	52 800,00
625	Déplacements et missions	112 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	250,00	92 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 950,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	12 953 000,00	8 999 260,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 952 260,54
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	17 628,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 628,00
6411	Personnel titulaire	10 283 631,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 283 631,13
6412	Assistants maternelles	0,00	7 060 573,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 060 573,54
6413	Personnel non titulaire	1 734 906,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 734 906,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	911 876,87	1 725 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 636 876,87
647	Autres charges sociales	0,00	122 187,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 187,00
648	Autres charges de personnel	4 958,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 458,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	11 772 923,46	44 762 255,00	185 179,20	693 820,80	15 163 973,00	0,00	1 207 730,00	73 785 881,46
651	Aides à la personne	0,00	437 823,00	7 480 000,00	185 179,20	386 320,80	346 000,00	0,00	62 500,00	8 897 823,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	11 214 250,46	37 270 000,00	0,00	0,00	13 188 870,00	0,00	0,00	61 673 120,46
655	Contributions obligatoires	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 000,00	549 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 000,00	64 000,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	74 800,00	12 255,00	0,00	307 500,00	1 629 103,00	0,00	578 230,00	2 601 888,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	24 700,00	6 500,00	0,00	0,00	10 530,00	0,00	0,00	41 730,00
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0,00	21 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 400,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Famille et enfance	52 Personnes handicapées	53 Personnes âgées			57 Plan de relance (crise sanitaire)	58 Autres interventions sociales	TOTAL DU CHAPITRE
					531 Forfait autonomie	532 Autres actions de prévention	538 Autres			
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	300,00	6 500,00	0,00	0,00	5 530,00	0,00	0,00	12 330,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		259 131,75	591 016,00	8 855 000,00	185 179,20	7 300 000,00	1 093 820,80	0,00	329 100,00	18 613 247,75
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	147 377,00	111 893,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	259 770,20
708	Autres produits	147 377,00	111 893,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	259 770,20
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	42 950,00	0,00	2 430 000,00	185 179,20	0,00	1 093 820,80	0,00	328 600,00	4 080 550,00
747	Participations	42 950,00	0,00	2 430 000,00	185 179,20	0,00	1 093 820,80	0,00	328 600,00	4 080 550,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	60 000,00	361 975,80	6 420 000,00	0,00	7 290 000,00	0,00	0,00	0,00	14 131 975,80
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	353 730,12	6 385 000,00	0,00	7 290 000,00	0,00	0,00	0,00	14 028 730,12
752	Revenus des immeubles	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	8 245,68	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 245,68
77	Produits exceptionnels	8 804,75	117 147,00	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	140 951,75
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	5 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	117 147,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 147,00
778	Autres produits exceptionnels	8 804,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 804,75

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-4

FONCTION 5-4 – REVENU MINIMUM D'INSERTION

Article / compte par nature (1)	Libellé	541 Insertion sociale	542 Santé	543 Logement	544 Insertion professionnelle	545 Évaluation des dépenses engagées	546 Dépenses de structure	547 RMI - RMA		548 Autres dépenses au titre du RMI	TOTAL DU CHAPITRE
								5471 Revenu minimum d'insertion - Allocations	5472 Revenu minimum d'activité		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-5

FONCTION 5-5 – PERSONNES DÉPENDANTES (APA)

Article / compte par nature (1)	Libellé	550 Services communs	551 APA à domicile	552 APA versée au bénéficiaire en établisst	553 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		10 500,00	13 390 000,00	1 149 500,00	13 950 000,00	28 500 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	13 384 000,00	1 149 500,00	13 950 000,00	28 483 500,00
651	Aides à la personne	0,00	13 382 000,00	1 149 500,00	13 950 000,00	28 481 500,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
67	Charges exceptionnelles	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
RECETTES		11 437 945,00	340 000,00	30 000,00	20 000,00	11 827 945,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	11 437 945,00	0,00	0,00	0,00	11 437 945,00
747	Participations	11 437 945,00	0,00	0,00	0,00	11 437 945,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	339 500,00	29 500,00	20 000,00	389 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	339 500,00	29 500,00	20 000,00	389 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	500,00	500,00	0,00	1 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	500,00	500,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/5-6

FONCTION 5-6 – REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		105 172,00	16 000,00	200 000,00	852 828,00	0,00	722 800,00	22 001 034,00	53 500,00	23 951 334,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	16 000,00	0,00	3 500,00	29 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	10 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	1 500,00	2 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	704 300,00	0,00	0,00	704 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	924,00	0,00	0,00	924,00
6411	Personnel titulaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652 252,83	0,00	0,00	652 252,83
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 800,67	0,00	0,00	50 800,67
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322,50	0,00	0,00	322,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	105 172,00	16 000,00	200 000,00	843 328,00	0,00	2 500,00	21 997 034,00	50 000,00	23 214 034,00
651	Aides à la personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 391 034,00	0,00	18 391 034,00
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600 000,00	0,00	3 600 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
656	Participations	105 172,00	16 000,00	0,00	843 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	964 500,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	6 000,00	0,00	8 500,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 950,00	11 575 224,00	0,00	12 581 174,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
735	Impôts et taxes spécif. prod. énergie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 950,00	680 000,00	0,00	1 685 950,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 005 950,00	680 000,00	0,00	1 685 950,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	561 Insertion sociale	562 Santé	563 Logement	564 Insertion professionnelle	565 Evaluation des dépenses engagées	566 Dépenses de structure	567 Allocations RSA	568 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
771	Produits exception. / opérations gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/6

FONCTION 6 – RÉSEAUX ET INFRASTRUCTURES

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
DEPENSES		13 723 600,00	0,00	5 058 459,00	439 500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	19 222 059,00
011	Charges à caractère général	458 200,00	0,00	5 057 929,30	439 500,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	5 956 129,30
602	Achats stockés - Autres approvisionnements	10 000,00	0,00	1 462 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 472 900,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86
606	Achats non stockés de matières et fourni	231 600,00	0,00	1 567 838,14	319 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 118 938,14
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	84 970,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 970,30
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	450,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 450,00
613	Locations	2 100,00	0,00	193 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
615	Entretien et réparations	46 480,00	0,00	846 700,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	968 180,00
617	Etudes et recherches	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
618	Divers	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	100,00	0,00	105 150,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 250,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 000,00	0,00	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 200,00
625	Déplacements et missions	118 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 000,00
628	Divers	16 320,00	0,00	800,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	17 620,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	19 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	13 265 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 265 400,00
621	Personnel extérieur au service	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	16 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 418,00
6411	Personnel titulaire	11 679 112,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 679 112,88
6413	Personnel non titulaire	599 101,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	599 101,50
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	886 182,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	886 182,62

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Eaux et assainissement	62 Routes et voirie			63 Infrastruct. ferroviaires et aéroports	64 Infra. fluviales, maritimes, portuaires	65 Plan de relance (crise sanitaire)	68 Autres réseaux	TOTAL DU CHAPITRE
				621 Réseau routier départemental	622 Viabilité hivernale et aléas climatiques	628 Autres réseaux de voirie					
648	Autres charges de personnel	4 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 585,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	529,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	529,70
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	29,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29,70
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
RECETTES		10 500,00	0,00	1 445 159,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 455 659,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86
603	Variation des stocks	0,00	0,00	768 320,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 320,86
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	500,00	0,00	676 338,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	676 838,14
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	436 838,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	436 838,14
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
708	Autres produits	500,00	0,00	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	10 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
771	Produits exception. / opérations gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	10 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/7

FONCTION 7 – AMÉNAGEMENT ET ENVIRONNEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
DEPENSES		5 000,00	200 100,00	0,00	180,00	336 420,00	3 980 507,00	0,00	4 522 207,00
011	Charges à caractère général	5 000,00	0,00	0,00	180,00	64 320,00	613 700,73	0,00	683 200,73
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	4 002,00	63 360,00	0,00	67 362,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 840,00	0,00	7 840,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	24 600,00	0,00	44 600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	180,00	40 318,00	40 000,00	0,00	80 498,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 200,00	0,00	109 200,00
623	Pub., publications, relations publiques	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 000,73	0,00	301 000,73
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	13 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 700,00	0,00	26 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 127 100,00	0,00	2 127 100,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 696,00	0,00	2 696,00
6411	Personnel titulaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 703 550,91	0,00	1 703 550,91
6413	Personnel non titulaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 525,00	0,00	282 525,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 728,09	0,00	137 728,09
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
014	Atténuations de produits	0,00	200 100,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	205 100,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	200 100,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	205 100,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	267 100,00	1 234 706,27	0,00	1 501 806,27
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	111 400,00	219 000,00	0,00	330 400,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	155 500,00	1 015 706,27	0,00	1 171 206,27
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 123 000,00	264 196,00		1 387 196,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 196,00	0,00	107 196,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00	0,00	4 200,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 996,00	0,00	102 996,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00
732	Droits d'enregistrement,taxes urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00	0,00	0,00	900 000,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	223 000,00	90 000,00	0,00	313 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	223 000,00	90 000,00	0,00	313 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	37 000,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Article / compte par nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Aménagement et développement urbain	72 Logement	73 Environnement		74 Aménagement et développement rural	75 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
					731 Actions en matière de trait. des déchets	738 Autres actions en faveur milieu naturel			
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/8

FONCTION 8 – TRANSPORTS

Article / compte par nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs					83 Plan de relance (crise sanitaire)	88 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
				821 Routier	822 Ferroviaire	823 Maritime	824 Fluvial	825 Aérien			
DEPENSES		0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION CROISEE PAR NATURE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2/9

FONCTION 9 – DÉVELOPPEMENT

Article / compte par nature (1)	Libellé	90 Services communs	91 Structures animation, développement éco.	92 Agriculture et pêche		93 Industrie, commerce et artisanat	94 Développement touristique	95 Maint. et dev. serv. publics non départ.	96 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
				921 Laboratoire départemental	928 Autres					
DEPENSES		1 531 600,00	22 000,00	217 000,00	0,00	961 607,00	1 356 000,00	0,00	0,00	4 088 207,00
011	Charges à caractère général	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	0,00	169 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
618	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
625	Déplacements et missions	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 522 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 522 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 968,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 968,00
6411	Personnel titulaire	1 415 113,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 415 113,52
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	104 985,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 985,98
648	Autres charges de personnel	532,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	532,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	22 000,00	217 000,00	0,00	961 607,00	1 196 000,00	0,00	0,00	2 396 607,00
656	Participations	0,00	0,00	217 000,00	0,00	961 607,00	44 000,00	0,00	0,00	1 222 607,00
657	Subventions de fonctionnement versées	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	1 152 000,00	0,00	0,00	1 174 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,00	0,00		13 100,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour le compte 641 qui est décliné à quatre chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°060101	30/03/2006	3 978 700,00	4 544 300,00	0,00	565 600,00	3 978 700,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°091079	04/03/2009	4 204 302,00	4 575 313,00	12 104,64	371 011,00	4 204 302,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°090437	30/09/2009	2 619 126,00	3 211 306,00	117 683,88	592 180,00	2 619 126,00
CREDIT AGRICOLE/CIB - N°100099	08/03/2010	2 038 941,35	2 474 759,85	83 699,44	435 818,50	2 038 941,35
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		12 841 069,35	14 805 678,85	213 487,96	1 964 609,50	12 841 069,35

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 3211-2 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					524 700 730,28									
1641 Emprunts en euros (total)					493 200 730,28									
00003127154	CREDIT AGRICOLE	07/07/2020	14/12/2020	01/04/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1
10160181	ARKEA	13/07/2017	15/12/2017	30/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
1119063	CAISSE D'EPARGNE	22/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	4,000	EUR	T	C	O	A-1
1119986	CREDIT AGRICOLE	01/07/2015	22/12/2015	01/04/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
1129777	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	23/12/2008	01/02/2010	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
1220017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	20/04/2012	01/05/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
1220024	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	10/04/2012	01/11/2012	4 500 000,00	V	LEP + 1.35	4,100	4,100	EUR	T	C	O	A-1
12232102	ARKEA	27/06/2018	27/06/2018	28/03/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,660	EUR	T	C	O	A-1
1361768	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/04/2021	2 025 000,00	V	Livret A + 1	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
1361787	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	3 080 000,02	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361788	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	800 000,02	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361789	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	01/01/2021	01/12/2021	2 520 000,00	V	Livret A + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1365567	CREDIT AGRICOLE	29/07/2016	22/12/2016	01/05/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	1,670	EUR	T	C	O	A-1
1419098	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2014	19/12/2014	19/03/2015	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,680	EUR	T	C	O	A-1
1446892	CAISSE D'EPARGNE	09/12/2011	30/12/2011	30/03/2012	5 200 000,00	F	Taux fixe à 3.93 %	3,930	4,050	EUR	T	C	O	A-1
1619152	CAISSE D'EPARGNE	29/07/2016	23/12/2016	25/03/2017	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1
16583002004	SOCIETE GENERALE	31/03/2007	31/03/2007	03/04/2008	10 000 000,00	V	(TAG 12M(Postfixé)-Floor -0.0325 sur TAG 12M(Postfixé)) + 0.0325	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
1719126	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2017	15/12/2017	25/03/2018	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,100	EUR	T	C	O	A-1
17260005001	SOCIETE GENERALE	30/04/2008	30/04/2008	30/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,720	EUR	A	P	O	A-1
1819091	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2018	27/06/2018	25/03/2019	12 000 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
200611232	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2006	18/12/2006	25/03/2007	17 200 000,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,950	EUR	T	P	O	A-1
2374104	SOCIETE GENERALE	19/07/2019	16/12/2019	16/03/2020	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
256123	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/10/2007	15/10/2007	15/01/2008	25 600 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.005 sur TAM(Postfixé)) + 0.005	3,990	4,050	EUR	T	P	O	A-1
264007	Rivage Investment	18/03/2009	18/12/2008	01/06/2009	7 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.7	3,900	4,020	EUR	T	P	O	A-1
2668786	CREDIT AGRICOLE	12/07/2019	19/12/2019	01/05/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
271152	SFIL CAFFIL	15/07/2010	15/07/2010	01/07/2011	21 959 474,49	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,750	2,790	EUR	A	P	O	A-1
273495	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	487 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
273496	SFIL CAFFIL	09/12/2010	26/01/2011	01/05/2011	262 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
279517	BANQUE POSTALE	07/06/2013	07/06/2013	01/10/2013	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,860	EUR	T	C	O	A-1
282543	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/07/2008	20/07/2008	20/10/2008	20 000 000,00	F	Taux fixe à 4.41 %	4,410	4,550	EUR	T	P	O	A-1
297590E	CAISSE D'EPARGNE	05/01/2021	05/01/2021	25/09/2021	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	0,190	EUR	X	C	O	A-1
298473	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	13/02/2009	13/02/2009	30/04/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,190	4,320	EUR	A	P	O	A-1
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/05/2009	01/05/2009	01/02/2010	7 500 000,00	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,000	4,120	EUR	T	P	O	B-1
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	09/11/2009	15/11/2009	15/02/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,690	3,800	EUR	T	P	O	B-1
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/03/2011	15/09/2011	15/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,780	3,890	EUR	T	C	O	B-1
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/10/2011	30/12/2011	30/03/2012	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,700	3,810	EUR	T	C	O	B-1
414203	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2015	29/12/2015	31/03/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,150	2,200	EUR	T	C	O	A-1
4309104	CAISSE D'EPARGNE	10/06/2013	10/06/2013	20/03/2014	19 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
4492433	CAISSE D'EPARGNE	16/07/2015	24/12/2015	25/03/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,710	EUR	T	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
5047105	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 850 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5049510	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	1 000 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5049539	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	15/11/2014	15/12/2014	01/12/2015	3 150 000,00	V	Livret A + 1	2,000	2,000	EUR	A	C	O	A-1
5062049	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/11/2017	20/12/2017	01/01/2020	200 000,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
507747	BANQUE POSTALE	01/06/2015	29/01/2016	01/05/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	T	P	O	A-1
5147482	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	758 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5147689	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2016	06/12/2016	01/11/2017	2 971 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
516145	BANQUE POSTALE	20/07/2016	10/02/2017	01/06/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	C	O	A-1
519839	BANQUE POSTALE	13/07/2017	01/12/2017	01/03/2018	8 650 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
522245	BANQUE POSTALE	28/04/2014	30/01/2015	01/02/2016	12 000 000,00	V	Euribor 12M + 1.37	1,640	1,670	EUR	A	C	O	A-1
526957	BANQUE POSTALE	24/05/2018	28/12/2018	01/04/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
5311587	CAISSE D'EPARGNE	06/12/2012	01/01/2018	25/06/2018	120 370,26	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
531775	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	0,960	EUR	T	C	O	A-1
531806	BANQUE POSTALE	12/07/2019	31/12/2019	01/04/2020	5 962 441,01	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	0,500	EUR	T	C	O	A-1
533461 ex 285157	BANQUE POSTALE	06/12/2019	01/01/2020	01/01/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
533533	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
533537	BANQUE POSTALE	07/07/2020	18/12/2020	01/04/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
5825427	BANQUE POPULAIRE	26/07/2018	20/12/2018	20/03/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
587101001	SOCIETE GENERALE	17/03/2010	22/03/2010	22/06/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	P	O	A-1
621471	CREDIT AGRICOLE	25/04/2012	21/09/2012	20/12/2012	7 500 000,00	F	Taux fixe à 4.5 %	4,500	4,580	EUR	T	P	O	A-1
631102001	SOCIETE GENERALE	22/03/2011	11/04/2011	11/05/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,630	EUR	M	C	O	A-1
682103001	SOCIETE GENERALE	15/11/2011	15/11/2011	15/02/2012	1 000 000,00	F	Taux fixe à 4.08 %	4,080	4,200	EUR	T	C	O	A-1
6936172	CAISSE D'EPARGNE	10/04/2006	10/04/2006	25/02/2007	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
7062447	BANQUE POPULAIRE	29/07/2016	28/12/2016	28/03/2017	271 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
7063036	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	12/02/2017	12/05/2017	3 827 162,27	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,010	EUR	T	P	O	A-1
7063038	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	05/01/2017	05/04/2017	2 036 282,21	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	2,960	EUR	T	P	O	A-1
7063731	BANQUE POPULAIRE	03/08/2017	21/12/2017	21/03/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
719121	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2007	24/04/2007	01/02/2008	25 000 000,00	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac)) + 0.25 + 0.67	3,420	3,500	EUR	S	P	O	A-1
8010502	CAISSE D'EPARGNE	29/10/2009	29/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	Livret A + 0.6	1,850	1,890	EUR	T	P	O	A-1
8155894	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	05/12/2012	20/03/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,900	EUR	T	C	O	A-1
819089	CAISSE D'EPARGNE	18/03/2008	18/03/2008	01/01/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,220	EUR	T	C	O	A-1

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
919225	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2009	28/10/2009	15/06/2010	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.8	1,130	0,000	EUR	T	P	O	A-1
919329	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2009	29/12/2009	30/07/2010	5 600 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	T	P	O	A-1
921908	CREDIT COOPERATIF	24/07/2019	13/12/2019	05/03/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
C710923	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/07/2020	21/12/2020	25/03/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					31 500 000,00									
100099	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/03/2010	20/03/2010	15/06/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,670	EUR	X	X	O	A-1
601010	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/06/2006	15/06/2006	15/06/2007	10 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur TAM(Postfixé)	3,470	3,530	EUR	X	X	O	A-1
90437	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2009	12/10/2009	15/01/2010	8 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.45	0,790	0,830	EUR	X	X	O	A-1
910790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2009	15/03/2009	15/03/2010	7 500 000,00	V	Euribor 12M + 0.6	2,530	2,570	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					524 700 730,28									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		312 059 756,54					29 714 467,12	6 137 069,89	0,00	954 055,92
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		299 218 687,19					27 666 795,22	5 969 111,19	0,00	954 055,92
00003127154	N	0,00	A-1	6 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	225 000,00	36 526,88	0,00	10 993,36
10160181	N	0,00	A-1	1 700 000,00	17,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,630	100 000,00	26 932,50	0,00	0,00
1119063	N	0,00	A-1	6 300 000,00	15,71	F	Taux fixe à 3.94 % Euribor 3M + 0.9	4,000	400 000,00	188 594,62	0,00	917,54
1119986	N	0,00	A-1	2 924 187,50	15,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	191 750,00	45 636,50	0,00	10 808,31
1129777	N	0,00	A-1	1 674 296,58	8,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	155 188,24	74 841,06	0,00	62 056,84
1220017	N	0,00	A-1	4 390 945,91	6,33	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	547 391,01	198 031,66	0,00	115 081,37
1220024	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	LEP + 1.35	2,350	0,00	7 876,25	0,00	0,00
12232102	N	0,00	A-1	1 800 000,00	17,99	F	Taux fixe à 1.65 %	1,660	100 000,00	29 081,26	0,00	155,83
1361768	N	0,00	A-1	2 025 000,00	6,75	V	Livret A + 1	1,500	225 000,00	21 711,53	0,00	6 637,78
1361787	N	0,00	A-1	3 080 000,02	23,92	V	Livret A + 0.9	1,400	128 333,33	39 434,41	0,00	3 328,82
1361788	N	0,00	A-1	800 000,02	23,92	V	Livret A + 0.9	1,400	33 333,33	10 242,70	0,00	864,63
1361789	N	0,00	A-1	2 520 000,00	23,92	V	Livret A + 0.9	1,400	105 000,00	32 264,52	0,00	2 723,58
1365567	N	0,00	A-1	2 437 500,00	16,08	F	Taux fixe à 1.66 %	1,670	150 000,00	39 528,76	0,00	6 223,27
1419098	N	0,00	A-1	3 040 000,00	18,97	F	Taux fixe à 2.65 % Euribor 3M + 1.9	2,680	160 000,00	78 970,00	0,00	1 295,85
1446892	N	0,00	A-1	520 000,00	1,00	F	Taux fixe à 3.93 %	4,050	520 000,00	12 928,61	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1619152	N	0,00	A-1	6 400 000,00	15,98	F	Taux fixe à 0.95 % Taux fixe à 1.97 %	0,950	400 000,00	59 375,00	0,00	1 641,67
16583002004	N	0,00	A-1	5 302 802,82	6,26	F	Taux fixe à 2.48 %	2,550	594 297,87	123 346,53	0,00	9 082,18
1719126	N	0,00	A-1	6 800 000,00	16,98	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	400 000,00	73 150,00	0,00	977,78
17260005001	N	0,00	A-1	3 573 814,53	7,33	F	Taux fixe à 4.55 %	4,720	378 967,75	153 180,05	0,00	403,79
1819091	N	0,00	A-1	10 800 000,00	17,98	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	600 000,00	104 692,50	0,00	1 402,50
200611232	N	0,00	A-1	6 614 832,82	5,98	F	Taux fixe à 3.89 %	3,950	998 591,36	242 867,52	0,00	3 034,33
2374104	N	0,00	A-1	3 800 000,00	18,96	F	Taux fixe à 1.04 %	1,060	200 000,00	39 275,89	0,00	1 560,00
256123	N	0,00	A-1	11 831 374,78	6,79	F	Taux fixe à 3.9 %	4,020	1 426 192,60	446 905,20	0,00	86 796,56
264007	N	0,00	A-1	4 523 801,64	13,17	V	Euribor 3M + 0.7	0,170	266 962,57	7 314,28	0,00	532,10
2668786	N	0,00	A-1	1 387 500,00	9,08	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	150 000,00	7 308,57	0,00	1 113,44
271152	N	0,00	A-1	16 172 323,85	14,50	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,640	749 462,48	426 320,43	0,00	203 838,82
273495	N	0,00	A-1	187 184,79	5,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,980	34 181,33	3 436,07	0,00	493,99
273496	N	0,00	A-1	100 791,84	5,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,980	18 405,34	1 850,18	0,00	265,99
279517	N	0,00	A-1	3 616 666,57	7,50	F	Taux fixe à 3.81 %	3,860	466 666,68	131 127,50	0,00	29 670,38
282543	N	0,00	A-1	4 714 082,98	2,55	F	Taux fixe à 4.41 %	4,550	1 648 805,77	183 359,27	0,00	27 035,74
297590E	N	0,00	A-1	0,00	5,47	F	Taux fixe à 0.19 %	0,000	350 000,00	3 241,88	0,00	83,13
298473	N	0,00	A-1	439 921,26	0,33	F	Taux fixe à 4.19 %	4,320	439 921,26	9 318,76	0,00	0,00
299433	N	0,00	B-1	4 293 884,88	8,83	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,120	387 899,29	167 841,55	0,00	26 039,90

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
309783	N	0,00	B-1	4 686 244,99	13,87	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,800	260 587,43	171 225,84	0,00	20 866,98
346593	N	0,00	B-1	6 916 666,67	20,71	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,890	333 333,34	260 277,50	0,00	11 060,00
352363	N	0,00	B-1	1 399 999,94	6,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,810	233 333,34	49 227,98	0,00	119,91
414203	N	0,00	A-1	2 876 250,00	15,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,200	191 750,00	61 049,71	0,00	0,00
4309104	N	0,00	A-1	10 133 333,24	7,97	F	Taux fixe à 3.46 %	3,510	1 266 666,68	334 178,33	0,00	8 521,85
4492433	N	0,00	A-1	7 500 000,00	14,98	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	500 000,00	124 312,50	0,00	1 652,78
5047105	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	1,500	0,00	3 897,16	0,00	0,00
5049510	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	1,500	0,00	1 012,25	0,00	0,00
5049539	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	Livret A + 1	1,500	0,00	3 188,59	0,00	0,00
5062049	N	0,00	A-1	190 000,00	18,00	V	(Livret A + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A	1,250	10 000,00	2 850,00	0,00	2 243,75
507747	N	0,00	A-1	7 903 972,94	15,08	F	Taux fixe à 1.59 %	1,600	461 762,19	122 929,01	0,00	19 393,16
5147482	N	0,00	A-1	606 400,00	15,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	37 900,00	0,00	0,00	0,00
5147689	N	0,00	A-1	2 376 800,00	15,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	148 550,00	0,00	0,00	0,00
516145	N	0,00	A-1	8 125 000,00	16,17	F	Taux fixe à 1.54 %	1,550	500 000,00	122 237,50	0,00	9 459,24
519839	N	0,00	A-1	7 352 500,00	16,92	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	432 500,00	111 449,84	0,00	8 640,39
522245	N	0,00	A-1	9 000 000,00	14,08	V	Euribor 12M + 1.37	1,110	600 000,00	99 918,00	0,00	66 588,90
526957	N	0,00	A-1	9 125 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	500 000,00	143 000,00	0,00	34 116,67
5311587	N	0,00	A-1	96 296,22	11,48	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	8 024,68	4 256,29	0,00	2 004,99

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
531775	N	0,00	A-1	8 662 500,00	19,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	450 000,00	81 540,00	0,00	19 491,00
531806	N	0,00	A-1	5 515 257,92	9,00	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	596 244,12	26 458,33	0,00	6 080,45
533461 ex 285157	N	0,00	A-1	6 000 000,00	7,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	750 000,00	0,00	0,00	0,00
533533	N	0,00	A-1	10 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	375 000,00	56 701,74	0,00	17 370,46
533537	N	0,00	A-1	3 000 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	112 500,00	17 010,52	0,00	5 211,14
5825427	N	0,00	A-1	900 000,00	17,97	F	Taux fixe à 1.62 %	1,630	50 000,00	14 276,26	0,00	382,50
587101001	N	0,00	A-1	1 449 274,79	4,22	F	Taux fixe à 3.74 %	3,850	314 001,73	50 524,88	0,00	1 061,48
621471	N	0,00	A-1	3 999 140,84	4,97	F	Taux fixe à 2.13 %	2,150	766 211,85	79 615,23	0,00	1 912,82
631102001	N	0,00	A-1	6 133 333,33	15,28	F	Taux fixe à 4.47 %	4,630	400 000,00	269 648,62	0,00	14 237,78
682103001	N	0,00	A-1	100 000,00	0,87	F	Taux fixe à 4.08 %	4,200	100 000,00	2 581,17	0,00	0,00
6936172	N	0,00	A-1	9 564 561,82	5,90	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	1 447 254,98	342 992,46	0,00	29 988,94
7062447	N	0,00	A-1	210 777,76	13,99	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	15 055,56	3 692,37	0,00	19,57
7063036	N	0,00	A-1	2 847 651,26	8,86	F	Taux fixe à 2.98 %	3,010	280 151,53	81 748,67	0,00	10 201,53
7063038	N	0,00	A-1	1 226 810,28	4,76	F	Taux fixe à 2.93 %	2,960	231 249,29	33 420,15	0,00	6 887,34
7063731	N	0,00	A-1	425 000,00	16,97	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	25 000,00	6 816,26	0,00	164,00
719121	N	0,00	A-1	10 726 617,59	6,58	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac)) + 0.25 + 0.67	0,680	1 380 970,74	70 560,26	0,00	36 302,65
8010502	N	0,00	A-1	2 542 328,10	9,21	V	Livret A + 0.6	1,120	254 391,74	27 291,27	0,00	1 118,55
8155894	N	0,00	A-1	2 333 333,44	6,97	F	Taux fixe à 4.81 %	4,900	333 333,32	106 220,83	0,00	2 672,22
819089	N	0,00	A-1	2 470 595,42	3,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.04 sur Euribor 3M) + 0.04	0,000	760 183,20	0,00	0,00	0,00
919225	N	0,00	A-1	2 618 911,64	9,21	V	Euribor 3M + 0.7	0,160	255 234,03	4 039,84	0,00	157,48

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
919329	N	0,00	A-1	3 083 216,21	9,33	V	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	0,000	284 255,26	0,00	0,00	0,00
921908	N	0,00	A-1	1 350 000,00	8,93	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	150 000,00	7 115,63	0,00	458,33
C710923	N	0,00	A-1	6 000 000,00	19,98	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	300 000,00	45 333,76	0,00	609,58
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		12 841 069,35					2 047 671,90	167 958,70	0,00	0,00
100099	N	0,00	A-1	2 038 941,35	4,21	F	Taux fixe à 3.57 %	3,670	452 060,90	67 691,78	0,00	0,00
601010	N	0,00	A-1	3 978 700,00	5,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	591 400,00	0,00	0,00	0,00
90437	N	0,00	A-1	2 619 126,00	3,79	F	Taux fixe à 3.87 %	3,980	616 224,00	93 767,51	0,00	0,00
910790	N	0,00	A-1	4 204 302,00	8,96	V	Euribor 3M + 0.7	0,160	387 987,00	6 499,41	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		312 059 756,54					29 714 467,12	6 137 069,89	0,00	954 055,92

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 500 000,00	4 293 884,88	1	20,00		Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	918 460,56	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,120	167 841,55	0,00	1,38
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 000 000,00	4 686 244,99	1	30,00		Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	0,00	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A	3,800	171 225,84	0,00	1,50
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10 000 000,00	6 916 666,67	1	30,00		Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	2 908 049,75	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,890	260 277,50	0,00	2,22
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	3 500 000,00	1 399 999,94	1	15,00		Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	172 403,28	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,810	49 227,98	0,00	0,45
TOTAL (B)		28 000 000,00	17 296 796,48						3 998 913,59			648 572,87	0,00	5,55
Option d'échange (C)														

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		28 000 000,00	17 296 796,48						3 998 913,59			648 572,87	0,00	5,54

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	74	0	0	0	0	
	% de l'encours	94,43	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	294 762 960,06	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	5,55	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	17 296 796,48	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture										
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles		
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option	
Taux fixe (total)		0,00					0,00					0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		8 950 101,41					13 317 637,90					0,00	338 053,02	0,00
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	1 456 426,50	08/01/2041	CA - CIB	SWAP	taux	1 855 198,85	08/04/2009	08/01/2034	T	0,00	54 243,77	0,00	0,00
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	2 192 185,48	27/02/2044	CA - CIB	SWAP	taux	2 656 729,00	27/02/2009	27/02/2034	T	0,00	81 280,43	0,00	0,00
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	1 611 220,97	10/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	3 028 649,54	10/03/2009	10/09/2030	T	0,00	62 704,05	0,00	0,00
2623686C	BEA BRI de Corrèze	1 354 366,39	25/01/2043	CA - CIB	SWAP	taux	1 632 164,08	25/04/2009	25/01/2034	T	0,00	49 748,75	0,00	0,00
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	1 002 939,15	26/02/2033	CA - CIB	SWAP	taux	1 639 047,32	26/02/2009	26/02/2033	T	0,00	38 145,49	0,00	0,00
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	1 332 962,92	16/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	2 505 849,11	16/03/2009	16/09/2030	T	0,00	51 930,53	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00					0,00	0,00	0,00
Total		8 950 101,41					13 317 637,90					0,00	338 053,02	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						3 914 796,05	0,00		
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	577 033,94	0,00	A-1	B-1
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	858 604,17	0,00	A-1	B-1
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	816 846,06	0,00	A-1	B-1
2623686C	BEA BRI de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	520 247,25	0,00	A-1	B-1
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	464 995,34	0,00	A-1	B-1
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	-0,430	677 069,29	0,00	A-1	B-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						3 914 796,05	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – METHODES UTILISEES	B2

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article D. 3321-1 du CGCT) : 500 €		10/04/2020
	Catégories de biens amortis		
L	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les biens mobiliers, matériels et études	5	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les bâtiments et installations	30	10/04/2020
L	Subventions d'équipement versées pour les projets d'infrastructures d'intérêt national	40	10/04/2020
L	Brevets, licences, logiciels et autres immobilisations incorporelles	2	10/04/2020
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	10/04/2020
L	Bâtiments scolaires	25	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	10/04/2020
L	Terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Terrains de gisement	15	10/04/2020
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	10/04/2020
L	Autres agencements et aménagements de terrains (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	10/04/2020
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	10/04/2020
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	8	10/04/2020
L	Matériel informatique	4	10/04/2020
L	Matériel de bureau et mobilier	10	10/04/2020
L	Matériel de téléphonie	5	10/04/2020
L	Autres immobilisations corporelles	8	10/04/2020
L	Réseaux de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Installations de voirie (non amortissable)	0	10/04/2020
L	Réseaux divers	10	10/04/2020
L	Equipements, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	10	10/04/2020
L	Collections et œuvres d'art (non amortissable)	0	10/04/2020

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS	B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D
Provisions pour risques et charges (2)	550 000,00		3 092 728,01	3 642 728,01	0,00	3 642 728,01
Provisions pour litiges	550 000,00		300 000,00	850 000,00	0,00	850 000,00
- Provision pour contentieux c/6875	550 000,00	23/12/2016	300 000,00	850 000,00	0,00	850 000,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		2 792 728,01	2 792 728,01	0,00	2 792 728,01
- Provision globale sur restes à recouvrer antérieurs à 2018 c/6817	0,00	21/01/2010	1 842 728,01	1 842 728,01	0,00	1 842 728,01
- Compte Epargne Temps c/6815	0,00	12/04/2019	950 000,00	950 000,00	0,00	950 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	550 000,00		3 092 728,01	3 642 728,01	0,00	3 642 728,01

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				4 400 000,00	880 000,00	880 000,00	2 640 000,00
2021	Charges crise sanitaire COVID-19	5	27/11/2020	4 400 000,00	880 000,00	880 000,00	2 640 000,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (Compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		8 511 539,52	57 000,00		
Avance remboursable - Syndicat Mixte DORSAL - c/2741	14/12/2018	8 423 152,00	0,00		
Avances remboursables - Divers entreprises - c/2748	17/04/2009	53 387,52	22 000,00		
Avance remboursable - CTE partenariat YNOVEA - c/2748	25/09/2020	35 000,00	35 000,00		

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		35 781 183,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		32 081 183,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	27 667 326,10	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 047 673,90	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	2 366 183,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		3 700 000,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
1068	<i>Excédents de fonctionnement capitalisés</i>	0,00	0,00
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	3 700 000,00	0,00
950	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	35 781 183,00	15 628 711,12	21 366 479,79	72 776 373,91

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		96 619 299,29	III
Ressources propres externes de l'année (a)		2 957 000,00	0,00
10222	FCTVA	2 900 000,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2748	Autres prêts	57 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b)		93 662 299,29	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	183 000,00	0,00
28033	Frais d'insertion	6 600,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	98 000,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	44 000,00	0,00
2804141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	395 000,00	0,00
2804142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	16 489 274,44	0,00
2804151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	2 400,00	0,00
2804152	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	1 170 000,00	0,00
2804161	Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel	50,00	0,00
2804162	Subv. SPIC : Bâtiments, installations	295 000,00	0,00
28041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	515 000,00	0,00
28041782	Autres EPL: Bâtiments, installations	3 000 000,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	60 000,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	385 000,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	200 000,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 495 000,00	0,00
280423	Privé : Projet infrastructure	1 900,00	0,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	87 500,00	0,00
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	15 000,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	1 315 000,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	1 100,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	785 000,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	415 000,00	0,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	180 000,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 050 000,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	340 000,00	0,00
281351	Bâtiments publics	405 000,00	0,00
281352	Bâtiments privés	15 000,00	0,00
2814	Constructions sur sol d'autrui	28 080,20	0,00
28152	Installations de voirie	600 000,00	0,00
28153	Réseaux divers	45 000,00	0,00
28157	Matériel et outillage techniques	400 000,00	0,00
2817311	Bâtiments administratifs (m. à dispo)	54 000,00	0,00
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	235 000,00	0,00
2817313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad)	1 995,36	0,00
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di	50 000,00	0,00
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	15 000,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	280 000,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	300,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	1 700,00	0,00
28182	Matériel de transport	730 000,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	540 000,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	585 000,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	60 000,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	50 000,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	55 000,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	260 000,00	0,00
28281	Autres immo. corporelles (affectation)	60 000,00	0,00
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	880 000,00	0,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	256 000,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	59 526 299,29	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	96 619 299,29	11 925 000,04	0,00	25 070 190,87	133 614 490,20

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 72 776 373,91
Ressources propres disponibles	IV 133 614 490,20
Solde	V = IV – II (5) 60 838 116,29

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS	C1.1

C1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					23 750 000,00	18 125 000,00										289 496,36	1 125 000,00	
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	2021	C	CORNIL - 32 GRAND RUE - RESTRUCTURATION DU CENTRE HOSPITALIER	CREDIT AGRICOLE	3 750 000,00	0,00	15,46	X	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	A-1	EUR	11 690,10	125 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2018	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 437 500,00	17,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	A-1	EUR	67 328,13	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	10 000 000,00	9 125 000,00	18,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	A-1	EUR	140 318,75	500 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	4 562 500,00	18,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	A-1	EUR	70 159,38	250 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					29 389 123,08	27 151 076,00										453 209,44	1 138 572,38	
EHPAD DE CORREZE	2019	P	EHPAD CORREZE - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	5 419 767,72	5 103 614,61	28,08	T	V	Livret A + 1.11	0,460	V	Livret A + 1.11	1,610	A-1	EUR	80 592,52	180 658,92
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	5 511 068,51	5 327 366,23	28,75	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	78 437,32	183 702,28
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	4 302 783,59	4 159 357,47	28,75	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	44 976,20	143 426,12

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD DE SEILHAC	2018	P	SEILHAC - 34 AVENUE NATIONALE - REHABILITATION EHPAD	CDC	1 491 122,85	1 304 732,47	19,00	T	V	Livret A + 1.3	0,510	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	22 873,85	67 778,32
EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)	2017	P	VIGEOIS - EHPAD VIGEOIS - REAMENAGEMENT DE PRET	CDC	4 153 771,77	3 500 369,51	18,58	T	V	Livret A + 1.65	0,590	V	Livret A + 1.65	2,150	A-1	EUR	73 165,50	186 686,36
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2010	P	CONSTRUCTION MAISON DE VIE ST-PRIVAT	CDC	420 000,00	249 816,95	10,08	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,840	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	A-1	EUR	8 104,03	20 789,49
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2011	P	EPDA DE LA CORREZE	CDC	679 000,00	424 783,03	10,83	T	F	Taux fixe à 3.16 %	0,780	F	Taux fixe à 3.16 %	3,160	A-1	EUR	12 884,19	32 894,13
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2019	C	SERVIERES-LE-CHÂTEAU - L'OUSTAOU - CONSTRUCTION FOYER DE VIE	BANQUE POSTALE	350 000,00	332 500,00	18,96	T	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	A-1	EUR	5 540,95	17 500,00
EPDA DU GLANDIER	2018	C	EPDA DU GLANDIER - VIGEOIS-ARNAC POMPADOUR-LUBERSAC - CONSTRUCTION DE 3 FOYERS DE VIE	BANQUE POSTALE	4 691 634,50	4 550 885,47	24,21	T	F	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,650	V	Taux fixe à 1.97 %	1,980	A-1	EUR	88 266,07	187 665,40
EPDA DU GLANDIER	2019	C	LUBERSAC - EPDA GLANDIER - CONSTRUCTION DU FOYER D'HERBERGEMENT	CE	1 108 365,50	1 064 030,88	23,98	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	A-1	EUR	19 900,71	44 334,64
EPDA DU GLANDIER	2019	P	VIGEOIS - LE BOURG - REAMENAGEMENT CONSTRUCTION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	CDC	1 261 608,64	1 133 619,38	15,25	T	V	Livret A + 1.18	0,480	V	Livret A + 1.18	1,680	A-1	EUR	18 468,10	73 136,72
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					132 746 966,67	114 966 968,44											1 452 049,00	4 368 431,41
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1996	P	PEYRELEVADE PUY CHAB	CDC	28 572,53	10 104,70	7,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	131,36	1 274,97

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	SALENGRO MERLINES	CDC	29 198,71	12 039,32	9,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	156,51	1 218,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	30 151,60	12 432,21	9,58	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	161,62	1 258,29
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	NEUVIC	CDC	22 943,58	9 666,58	10,17	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	125,67	915,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	MESTES	CDC	55 948,79	25 106,68	10,08	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	326,39	2 314,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	EMPRUNT GARANTI CHALONS D'AIX	CDC	30 634,63	12 749,13	10,67	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	165,74	1 207,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	40 246,54	17 241,93	10,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	224,15	1 612,75
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	BORT LES ORGUES	CDC	56 496,92	24 203,72	10,83	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	314,65	2 263,93
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3	CDC	64 272,51	37 921,76	16,00	A	V	Livret A + 1.3	3,550	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	777,40	1 887,09

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3 TS	CDC	30 184,91	14 114,15	11,00	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	218,77	1 182,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2002	P	L'Augénie-CHABRIGNAC 4	CDC	34 361,50	21 122,46	16,08	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	359,08	1 082,06
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2007	P	PEYRELEVADE "ALLEE DES 4 VENTS" 2 Pavillons	CDC	60 050,00	46 401,76	26,92	A	V	Livret A + 0.8	3,800	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	603,22	1 445,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2008	P	LES COUAS 2- EYGURANDE	CDC	128 500,00	99 841,49	27,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 098,26	3 064,21
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	BORT LES ORGUES "le bois de coin 2" 6 LOGTS	CDC	238 500,00	190 561,96	28,08	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 096,18	5 614,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	PLUS CURE MALARET-ST SETIERS	CDC	149 575,00	119 047,17	28,17	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 309,52	3 507,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	ROSIERS DE JUILLAC "CAVES" 4 Pavillons	CDC	156 900,00	125 171,22	28,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 376,88	3 687,85
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	JUILLAC "CHATENET 2" 2 Pavillons	CDC	76 500,00	61 029,94	28,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	671,33	1 798,09

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	La Moutade-PEYRELEVADE-4 Lgts	CDC	152 150,00	127 693,42	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 723,86	3 344,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de coin 3-BORT-LES-ORGUES-3 Pavillons	CDC	117 950,00	98 990,72	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 336,37	2 592,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de Coin 3-BORT-LES-ORGUES-2 pavillons	CDC	82 700,00	67 375,78	30,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	370,57	1 999,35
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	COPROD-COMPACTAGE 0355560-0433669-CHABRIGNAC	CDC	175 524,50	97 319,12	9,73	A	V	Livret A + 1.3	2,550	V	Livret A + 1.3	1,800	A-1	EUR	1 751,74	8 969,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEES DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	121 800,00	103 227,86	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 135,51	2 708,89
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEE DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 200,00	52 138,61	31,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	156,42	1 554,82
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LE LONZAC - LOTISSEMENT PRE FAURIE - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	21 761,49	9 261,02	2,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	138,92	3 111,23
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALON-LA-TOUR	CDC	45 773,54	31 561,43	7,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	473,42	3 742,68

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONDAT-SUR-GANAVEIX	CDC	23 370,26	17 975,61	8,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	269,63	1 880,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	RILHAC-TREIGNAC	CDC	24 594,81	18 917,49	8,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	283,76	1 978,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-CYR-LA-ROCHE	CDC	35 002,17	26 539,90	10,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	398,10	2 237,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL MOULINOTS 2	CDC	77 406,83	67 989,58	16,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 019,84	3 368,99
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAMBERET "LA CROIX DU COQ"	CDC	73 871,25	51 376,34	6,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	770,65	7 532,33
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	EYGURANDE LE PARC2	CDC	78 882,74	69 865,50	17,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 047,98	3 231,92
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SARRAN "LE BOURG"	CDC	15 968,19	10 071,99	6,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	151,08	1 476,67
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS D'EGLÉTONS	CDC	63 077,62	53 253,75	13,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	798,81	3 446,76

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAVEROCHE	CDC	72 259,48	61 727,22	14,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	925,91	3 700,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALENGRO MERLINES	CDC	60 296,88	43 110,94	9,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	646,66	4 388,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	45 221,32	36 898,62	14,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	553,48	2 211,87
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	NEUVIC	CDC	36 420,12	31 436,80	15,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	471,55	1 753,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MESTES	CDC	65 592,64	56 617,68	15,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	849,27	3 157,29
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MERLINES 2	CDC	42 307,00	30 692,54	10,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	460,39	2 925,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	81 245,96	67 170,36	15,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 007,56	3 745,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BORT LES ORGUES	CDC	86 335,35	71 378,01	15,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 070,67	3 980,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS DE JUILLAC	CDC	28 475,33	24 081,29	16,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	361,22	1 193,27
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LA CHABASSERIE-ROSIERS DE JUILLAC	CDC	43 088,21	37 494,83	21,92	A	V	Livret A + 0.75	1,500	V	Livret A + 0.75	1,250	A-1	EUR	468,69	1 491,26
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT SETIERS	CDC	46 711,29	42 115,34	21,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	631,73	1 630,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL 5 LOGTS	CDC	48 192,56	44 961,28	27,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	786,82	1 134,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC INSERTION	CDC	11 984,33	10 819,23	22,00	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	156,88	399,68
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	DAVIGNAC	CDC	31 892,03	28 015,67	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	420,23	1 367,33
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHIRAC BELLEVUE	CDC	25 281,15	22 208,31	17,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	333,12	1 083,90
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC 2	CDC	71 034,22	64 376,23	22,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	965,64	2 364,59

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SEILHAC VALETTE 3	CDC	126 164,83	117 705,58	27,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 765,58	3 095,88
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHANTEIX 2 LE BOURDEIX	CDC	38 206,15	33 562,34	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	503,44	1 638,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS IMM.BUGEAT	CDC	75 020,11	65 997,09	22,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	989,96	2 424,13
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BISSIERE-MOUSTIER-VENTADOUR	CDC	59 564,51	52 400,41	22,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	786,01	1 924,71
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST ETIENNE AUX CLOS	CDC	20 442,05	18 092,08	18,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	271,38	830,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BEYSSENAC	CDC	31 722,74	28 075,98	18,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	421,14	1 288,09
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAFRAGNE BEYSSAC	CDC	71 616,47	65 212,59	23,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	978,19	2 277,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST PARDOUX CORBIER	CDC	87 329,63	75 178,39	19,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 127,68	3 251,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	TROCHE	CDC	100 213,26	89 199,80	24,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 338,00	2 967,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHATENET STADE - JUILLAC	CDC	103 428,86	94 859,58	25,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 328,03	3 049,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CROIX ROCHER SORNAC	CDC	119 588,32	106 825,23	25,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 495,55	3 434,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CONCEZE 7	CDC	133 569,53	119 314,29	25,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 670,40	3 836,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LAFRAGNE 2 - BEYSSAC	CDC	82 089,39	73 685,77	26,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 031,60	2 264,56
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LILAS-BEYSSENAC	CDC	53 423,25	47 954,23	26,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	671,36	1 473,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BAS CLUZEL ST CYR LA ROCHE	CDC	32 645,61	29 303,63	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	410,25	900,58
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS PUY BLANC 2-MARGERIDES	CDC	60 518,10	54 322,77	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	760,52	1 669,48

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BEAUREGARD-ST JULIEN PRES BORT	CDC	64 871,92	58 230,88	26,67	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	815,23	1 789,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MONTAIGNAC ST HIPPOLYTE "CHÂTEAU" 2 Pavillons	CDC	59 134,33	53 080,67	26,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	743,13	1 631,31
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860739-1000679-EYGURANDE	CDC	40 386,50	34 711,00	18,71	A	V	Livret A + 0.78	1,530	V	Livret A + 0.78	1,280	A-1	EUR	444,30	1 537,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0871706-0896280-LAGANE ST-ANGEL	CDC	36 014,28	30 697,38	17,92	A	V	Livret A + 0.85	1,600	V	Livret A + 0.85	1,350	A-1	EUR	414,41	1 440,52
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860639-1000681-EYGURANDE	CDC	90 284,20	77 906,64	18,62	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 168,60	3 374,46
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0894920-0896278-LA GANE SAINT-ANGEL	CDC	192 763,77	166 336,73	18,98	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 495,05	7 204,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0471977-0878067-CHALON D'AIX	CDC	58 059,14	45 896,65	12,84	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	688,45	3 223,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355492-0412604-LE LONZAC	CDC	64 911,39	46 473,98	8,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	697,11	4 861,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0279855-0433939-ROSIERS-DE-JUILLAC	CDC	79 272,95	63 341,57	12,68	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	950,12	4 294,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLA CONCEZE	CDC	54 486,51	45 593,91	12,92	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	717,10	2 525,32
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONCEZE 6	CDC	54 422,21	50 941,31	28,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	764,12	1 276,91
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0476755-0879817-CONCEZE	CDC	90 894,94	80 504,56	17,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 207,57	3 724,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355522-0433937-CONCEZE	CDC	102 414,81	81 832,64	12,73	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 227,49	5 548,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX - LE MAZAGEIX	CDC	39 176,87	32 743,33	15,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	491,15	1 743,80
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAGARNECHE-LASCAUX 2	CDC	14 365,67	12 723,51	17,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	190,85	588,58
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX 2	CDC	19 358,95	16 451,47	17,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	197,42	994,08

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LE MAZAGEIX 2- LASCAUX	CDC	86 371,13	79 244,59	28,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 188,67	1 986,37
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " LES 4 CHEMINS"	CDC	93 272,24	87 440,38	22,17	A	V	Livret A + 1.32	2,070	V	Livret A + 1.32	1,820	A-1	EUR	1 591,41	3 095,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " 4 CHEMINS"	CDC	31 959,68	29 323,81	22,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	498,50	1 376,98
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	LES 4 CHEMINS ST AULAIRE 2	CDC	19 286,46	17 629,54	22,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	211,55	860,18
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0227231-0279856-0454781-SEILHAC-LA VALETTE	CDC	250 138,80	228 602,23	22,84	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 429,03	7 795,86
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0436548-0454662-TREIGNAC	CDC	131 823,63	118 186,96	20,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 772,80	4 829,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	60 000,00	48 590,93	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	121,48	2 372,35
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	52 500,00	42 517,07	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	106,29	2 075,81

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	26 250,00	21 258,54	19,67	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	53,15	1 037,91
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2013	C	LIGINIAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ADAPTES	C.C.C.COOP	190 500,00	146 050,00	22,81	T	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,830	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,580	A-1	EUR	2 255,62	6 350,00
CORREZE HABITAT	1981	P	113 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	3 155,69	149,23	0,07	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	5,37	149,23
CORREZE HABITAT	1981	P	115 SAINT PRIVAT 5 LOGTS	CDC	4 116,12	194,85	0,07	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	7,01	194,85
CORREZE HABITAT	1981	P	077 EYGURANDE 18 LOGTS	CDC	14 650,35	555,32	0,07	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	A-1	EUR	18,60	555,32
CORREZE HABITAT	1976	P	063 UZERCHE FPA	CDC	12 470,33	357,99	0,32	A	F	Taux fixe à 1 %	1,000	F	Taux fixe à 1 %	1,000	A-1	EUR	3,58	357,99
CORREZE HABITAT	1978	P	110 USSEL FOYER MIGRANTS	CDC	258 385,84	23 049,01	2,32	A	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	F	Taux fixe à 1.2 %	1,200	A-1	EUR	276,59	7 591,52
CORREZE HABITAT	1981	P	116 MEYMAC 6 LOGTS	CDC	1 951,35	92,19	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	3,32	92,19
CORREZE HABITAT	1981	P	127 ALLASSAC 5 LOGTS +LT	CDC	1 311,06	62,09	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	2,24	62,09
CORREZE HABITAT	1981	P	078 USSEL 30 LOGTS	CDC	4 588,72	179,21	0,32	A	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	F	Taux fixe à 3.35 %	3,350	A-1	EUR	6,00	179,21
CORREZE HABITAT	1981	P	126 DONZENAC 6 LOGTS +LT	CDC	4 329,55	204,98	0,32	A	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	F	Taux fixe à 3.6 %	3,600	A-1	EUR	7,38	204,98
CORREZE HABITAT	1986	P	166 LAGUENNE 15 LOGTS	CDC	811 318,42	122 630,78	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	1 250,83	41 271,08
CORREZE HABITAT	1986	P	169 MEYMAC 20 LOGTS	CDC	1 219 592,14	183 804,09	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	1 874,80	61 858,80
CORREZE HABITAT	1986	P	168 MEYSSAC 9 LOGTS	CDC	400 590,28	60 549,23	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	617,60	20 377,69
CORREZE HABITAT	1986	P	171 CHAMBERET 3 LOGTS	CDC	135 679,63	20 507,98	2,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	209,18	6 901,91
CORREZE HABITAT	1987	P	170 NEUVIC 5 LOGTS	CDC	301 330,73	59 722,47	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	609,17	15 149,82
CORREZE HABITAT	1987	P	173 PALISSE 1 LOGT	CDC	61 040,59	12 097,99	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	123,40	3 068,90

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	1987	P	178 CUREMONTE 1 LOGT	CDC	68 861,22	13 648,00	3,25	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	139,21	3 462,09
CORREZE HABITAT	1987	P	177 MARCILLAC 5 LOGTS	CDC	239 710,83	46 911,78	3,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	478,50	11 900,13
CORREZE HABITAT	1987	P	172 ALLASSAC 15 LOGTS	CDC	662 238,53	129 601,10	3,67	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	1 321,93	32 875,96
CORREZE HABITAT	1988		159 NAVES 7 LOGTS	CDC	2 149,53	231,86	1,17	A	V	Livret A + 0.47	4,940	V	Livret A + 0.47	0,970	A-1	EUR	28,14	116,50
CORREZE HABITAT	1988	P	174 ARNAC POMPADOUR 12 LOGTS	CDC	503 264,70	121 082,08	4,17	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	1 235,04	24 697,49
CORREZE HABITAT	1988		158 BORT LES ORGUES 6 LOGTS	CDC	14 299,72	1 542,43	1,17	A	V	Livret A + 0.47	4,940	V	Livret A + 0.47	0,970	A-1	EUR	187,21	774,95
CORREZE HABITAT	1988	P	180 NEUVIC 3 LOGTS	CDC	181 993,64	43 756,24	4,50	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	446,31	8 925,10
CORREZE HABITAT	1988	P	181 182 UZERCHE	CDC	473 369,44	113 810,95	4,50	A	V	Livret A + 0.52	4,940	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	1 160,87	23 214,38
CORREZE HABITAT	1996	P	316 LA ROCHE CANILLAC 1 LOGT	CDC	44 362,66	14 441,76	7,67	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	187,74	1 853,21
CORREZE HABITAT	1997	P	297 TULLE L'ALVERGE 1 LOGT	CDC	25 306,54	2 650,65	1,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	34,46	1 329,67
CORREZE HABITAT	1997	P	296 VIGNOL 1 LOGT	CDC	13 872,86	1 453,06	1,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	18,89	728,91
CORREZE HABITAT	1997	P	295 VIGEOIS 1 LOGT	CDC	19 361,03	2 337,52	1,33	A	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	F	Taux fixe à 4.8 %	4,800	A-1	EUR	148,38	1 145,84
CORREZE HABITAT	1998	P	244 ARGENTAT 1 LOGT	CDC	38 034,96	15 206,36	12,25	A	V	Livret A + 0.8	4,300	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	197,68	1 309,00
CORREZE HABITAT	1999	P	263 UZERCHE SOUILLE	CDC	32 014,29	15 802,44	13,92	A	V	Livret A + 0.8	3,050	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	205,43	1 174,44
CORREZE HABITAT	2003	P	LIGINIAC-3 LOGTS	CDC	9 757,00	7 927,28	32,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	134,76	181,09
CORREZE HABITAT	2003	P	PALISSE 2 LOGTS	CDC	8 367,00	6 797,94	32,50	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	115,56	155,30
CORREZE HABITAT	2003	P	STE FORTUNADE-LA VERGNE	CDC	5 466,00	4 412,12	32,58	A	V	Livret A + 1.2	4,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	75,01	100,79
CORREZE HABITAT	2003	P	VARS /ROSEIX-2 LOGTS	CDC	3 244,00	2 652,81	32,75	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	45,10	60,60
CORREZE HABITAT	2003	P	SORNAC 2 LOGTS	CDC	8 939,00	7 466,73	33,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	145,60	156,85
CORREZE HABITAT	2003	P	ORLIAC DE BAR 4 LOGTS	CDC	4 933,00	4 120,51	33,00	A	V	Livret A + 1.2	3,450	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	80,35	86,56

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2005	P	0354 STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	8 529,00	5 916,41	19,25	A	V	Livret A + 1.15	3,400	V	Livret A + 1.15	1,650	A-1	EUR	97,62	252,10
CORREZE HABITAT	2005	P	SAINT ROBERT	CDC	4 048,00	3 440,90	34,83	A	V	Livret A + 1.15	3,150	V	Livret A + 1.15	1,650	A-1	EUR	56,77	73,43
CORREZE HABITAT	2005	P	DONZENAC - MAISON SANCHEZ	CDC	7 821,00	6 736,04	35,00	A	V	Livret A + 1	3,000	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	117,88	135,90
CORREZE HABITAT	2006	P	MARCILLAC LA CROISILLE - RUE CHATAIGNERE	CDC	27 000,00	9 797,08	5,17	A	V	Livret A + 1	3,250	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	146,96	1 572,67
CORREZE HABITAT	2006	P	0422 NEUVIC 7+1 LOGTS	CDC	20 162,00	16 955,92	35,92	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	254,34	358,66
CORREZE HABITAT	2006	P	0803 USSEL "LE STADE" 8 LOGTS	CDC	62 180,00	9 665,21	1,00	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,150	A-1	EUR	135,31	4 799,00
CORREZE HABITAT	2007	P	0425 JUILLAC 2 LOGTS	CDC	10 915,00	9 282,22	36,17	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	139,23	189,49
CORREZE HABITAT	2007	P	0426 EYGURANDE 10 LOGTS	CDC	21 616,00	18 073,68	36,33	A	V	Livret A + 0.65	3,400	V	Livret A + 0.65	1,150	A-1	EUR	207,85	394,66
CORREZE HABITAT	2007	P	0456 SOURSAC 5 LOGTS	CDC	17 465,00	14 853,98	36,58	A	V	Livret A + 1	3,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	222,81	303,23
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	20 900,00	17 818,29	36,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	267,27	363,75
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	22 400,00	19 097,09	36,75	A	V	Livret A + 1	4,000	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	286,46	389,85
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	120 943,29	12,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,950	A-1	EUR	1 148,96	8 784,74
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "LES SAPINS" 18 LOGTS	CDC	313 500,00	156 454,25	12,58	A	V	Livret A + 0.45	3,950	V	Livret A + 0.45	0,950	A-1	EUR	1 486,32	11 364,08
CORREZE HABITAT	2008	P	0451 COLLONGES LA ROUGE 3 LOGTS	CDC	5 528,00	4 642,11	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	51,06	99,07
CORREZE HABITAT	2008	P	121 ARNAC 128 MANSAC	CDC	52 053,00	43 711,41	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	480,83	932,81
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST ROBERT 3 LOGTS	CDC	49 626,00	41 673,36	37,75	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	458,41	889,32
CORREZE HABITAT	2008	P	0446 VIGEOIS 4 LOGTS	CDC	20 581,00	17 282,84	37,83	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	190,11	368,82
CORREZE HABITAT	2008	P	0480 SAINT PARDOUX L'ORTIGIER 3 LOGTS	CDC	9 723,00	8 164,83	37,92	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	89,81	174,24
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST CLEMENT 7 LOGTS	CDC	99 062,00	84 854,47	38,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 145,54	1 667,33
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS TREIGNAC 7 LOGTS	CDC	69 240,00	59 309,51	38,00	A	V	Livret A + 0.6	4,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	800,68	1 165,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 28 LOGTS	CDC	238 800,00	117 485,01	8,08	A	V	Livret A + 0.25	4,250	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	881,14	12 667,15
CORREZE HABITAT	2009	P	CORNIL "LE PUY MARUT" 12 LOGTS	CDC	21 200,00	13 105,69	13,25	A	V	Livret A + 0.6	3,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	144,16	871,02
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 18 LOGTS	CDC	328 000,00	280 662,39	38,42	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 087,29	5 801,77
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES"-2 LOGTS	CDC	158 977,00	122 319,51	28,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	366,96	4 043,41
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 2 LOGTS	CDC	28 448,00	23 522,84	38,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	70,57	569,46
CORREZE HABITAT	2009	P	LE JARDIN CONSTRUCTION 2 LGTS	CDC	21 127,00	18 232,94	38,83	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	200,56	376,91
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	163 934,00	135 169,20	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 486,86	3 827,54
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	39 450,00	34 621,66	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	380,84	693,72
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	18 819,00	14 935,51	29,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,200	A-1	EUR	29,87	483,56
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC- 2 LOGEMENTS	CDC	173 968,00	143 442,60	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 577,87	4 061,81
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC-2 LOGEMENTS	CDC	6 805,00	5 972,14	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	65,69	119,67
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-De-LARCHE-Le Colombier-6 LGTS	CDC	485 955,00	400 686,59	29,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 407,55	11 346,10
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE - Le Colombier- 8 LGTS	CDC	31 248,00	27 423,54	39,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	301,66	549,49
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-L Colombier- 8 LGTS	CDC	49 511,00	39 293,91	29,33	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,200	A-1	EUR	78,59	1 272,20
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Colombier- 2 LGTS	CDC	195 141,00	155 567,84	29,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	466,70	4 963,52
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-LeColombier-3 LGTS	CDC	314 446,00	244 123,63	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 685,36	6 912,76
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE -Le Colombier- 3 LGTS	CDC	55 066,00	48 326,42	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	531,59	968,32
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-Le Colombier-3 LGTS	CDC	30 328,00	24 069,53	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,200	A-1	EUR	48,14	779,29
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINTE-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-5 LGTS	CDC	357 656,00	283 395,63	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 117,35	8 024,81
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINTE-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	46 485,00	40 795,67	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	448,75	817,43

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	43 586,00	34 591,61	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,200	A-1	EUR	69,18	1 119,96
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-1 LGT	CDC	100 140,00	79 832,34	29,50	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	239,50	2 547,11
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	274 596,00	226 413,83	29,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 490,55	6 411,28
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12 - 3 LGTS	CDC	31 161,00	27 347,18	39,50	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	300,82	547,96
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	27 503,00	21 827,49	29,50	A	V	Livret A + (-0.3)	0,950	V	Livret A + (-0.3)	0,200	A-1	EUR	43,65	706,71
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE - 10 LGTS	CDC	956 612,00	802 846,28	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	10 838,42	21 027,87
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE-10 LGTS	CDC	112 785,00	99 916,84	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 348,88	1 840,46
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-LE BOSQUET- 2 LGTS	CDC	207 257,00	173 942,55	30,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 348,22	4 555,84
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Bosquet- 2 LGTS	CDC	2 941,00	2 605,42	40,00	A	V	Livret A + 0.6	2,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	35,17	48,00
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	178 000,00	148 550,24	30,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 634,05	4 047,32
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 000,00	26 423,41	40,33	A	V	Livret A + 0.6	2,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	290,66	513,51
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	151 633,00	129 214,60	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 744,40	3 255,14
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	22 051,00	19 685,25	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	265,75	351,39
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	112 038,00	93 003,88	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	511,52	2 666,07
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	1 470 956,00	1 237 648,29	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	16 708,25	31 178,51

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	143 473,00	128 080,52	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 729,09	2 286,25
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET ELVERT - LA CHAPELLE DES EGAUX - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	338 437,00	288 400,29	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 893,40	7 265,31
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	204 104,00	173 927,97	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 348,03	4 381,54
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 713,00	27 417,95	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	370,14	489,42
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	95 273,00	79 087,06	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	434,98	2 267,13
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	175 251,00	149 340,77	31,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 016,10	3 762,15
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	19 447,00	17 360,63	41,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	234,37	309,89
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	71 332,00	59 213,42	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	325,67	1 697,43
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	62 363,00	51 768,17	31,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	284,72	1 484,00
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	19 465,00	16 950,68	41,00	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	93,23	359,87
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	219 720,00	186 924,71	31,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 056,17	4 905,25
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	61 872,00	55 152,64	41,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	606,68	1 040,18
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	172 638,00	143 036,16	31,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	429,11	4 265,45
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	48 613,00	42 258,96	41,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	126,78	945,61

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	164 841,00	140 236,92	31,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 542,61	3 680,07
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	19 672,00	17 535,61	41,33	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	192,89	330,72
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	69 591,00	57 658,39	31,33	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	172,98	1 719,42
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	405 092,00	343 323,31	31,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 776,56	9 009,42
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	72 694,00	64 572,10	41,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	710,29	1 217,83
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	150 722,00	124 342,31	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	373,03	3 707,99
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE DE LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	28 543,00	24 709,95	41,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	74,13	552,93
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	330 247,00	279 890,69	31,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 078,80	7 344,84
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	8 985,00	7 981,12	41,75	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	87,79	150,53
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	154 447,00	127 415,31	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	382,25	3 799,62
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	4 339,00	3 756,31	41,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	11,27	84,05
CORREZE HABITAT	2012	P	AYEN - LES CONDAMINES (EX GENDARMERIE) - ACQUISITION AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	78 060,00	64 397,80	31,75	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	193,19	1 920,40
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	590 544,00	500 497,41	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 505,47	13 133,96
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	118 983,00	105 689,36	41,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 162,58	1 993,30
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	171 003,00	141 073,69	31,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	423,22	4 206,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	34 795,00	30 122,38	41,83	A	V	Livret A + (-0.2)	2,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	90,37	674,04
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	209 109,00	177 223,91	31,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 949,46	4 650,68
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	17 996,00	15 985,37	41,83	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	175,84	301,48
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	108 154,00	93 940,97	32,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 268,20	2 278,39
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	9 871,00	8 922,56	42,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	120,45	154,43
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	411 508,00	357 429,82	32,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 825,30	8 668,87
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 192,00	33 618,51	42,00	A	V	Livret A + 0.6	2,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	453,85	581,85
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYSSAC - LES TERMES - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	288 000,00	216 098,58	17,50	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 620,74	11 258,23
CORREZE HABITAT	2013	P	MALEMORT - LE JASSOU - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	252 000,00	188 664,28	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 414,98	9 828,97
CORREZE HABITAT	2013	P	ST PANTALEON DE LARCHE - RESIDENCE ARNODIN - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	101 500,00	75 989,78	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	569,92	3 958,89
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - PRE POISSAC - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	280 000,00	209 626,97	17,58	A	V	Livret A + 0.25	2,000	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 572,20	10 921,08
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 2 - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	160 000,00	119 534,23	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	896,51	6 227,45
CORREZE HABITAT	2013	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - REHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	10 000,00	7 553,42	17,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	83,09	381,75
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOLIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	143 441,07	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 075,81	7 472,94
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 1 - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	9 700,00	7 326,79	17,75	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	80,59	370,31
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - LE CHAMP PEYRAT - REHABILITATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	312 000,00	233 091,73	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 748,19	12 143,53
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOLIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	143 441,07	17,75	A	V	Livret A + 0.25	1,500	V	Livret A + 0.25	0,750	A-1	EUR	1 075,81	7 472,94

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	206 JULLAC 1 LOGT	CDC	22 246,31	16 839,19	12,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	286,27	1 168,39
CORREZE HABITAT	2015	P	270 NOAILLES 1 LOGT	CDC	14 647,62	7 756,42	5,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	131,86	1 238,87
CORREZE HABITAT	2015	P	282 TULLE 1 LOGT MIRAT	CDC	17 415,94	9 222,34	5,75	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	156,78	1 473,02
CORREZE HABITAT	2015	P	161 BEYNAT 5 LOGTS	CDC	69 633,52	27 412,66	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	466,02	8 983,96
CORREZE HABITAT	2015	P	159 NAVES 7 LOGTS	CDC	95 263,24	37 502,34	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	637,54	12 290,65
CORREZE HABITAT	2015	P	158 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	77 903,79	30 668,41	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	521,36	10 050,97
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	7 999,06	3 148,98	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	53,53	1 032,02
CORREZE HABITAT	2015	P	163 TARNAC 5 LOGTS	CDC	67 196,07	23 735,56	2,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	403,50	7 778,87
CORREZE HABITAT	2015	P	165 SERVIERES- LE-CHATEAU 5 LOGTS	CDC	58 898,63	20 804,66	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	353,68	6 818,32
CORREZE HABITAT	2015	P	164 CHAMBOULIVE 8 LOGTS	CDC	134 281,84	47 432,19	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	806,35	15 544,97
CORREZE HABITAT	2015	P	157 LE LONZAC 4 LOGTS	CDC	63 879,97	22 564,22	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	383,59	7 394,98
CORREZE HABITAT	2015	P	167 VITRAC 2 LOGTS	CDC	30 729,51	14 335,17	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	243,70	3 493,69
CORREZE HABITAT	2015	P	152 ALLASSAC 6 LOGTS	CDC	62 307,91	23 476,38	2,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	399,10	7 693,92
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	13 336,68	5 933,50	3,92	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	100,87	1 446,08
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	76 608,45	11 725,61	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	199,34	11 725,61
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	43 413,30	6 644,79	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	112,96	6 644,79
CORREZE HABITAT	2015	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	35 093,83	5 371,43	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	91,31	5 371,43
CORREZE HABITAT	2015	P	139 BORT-LES-ORGUES 6 LOGTS	CDC	18 810,67	2 879,14	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	48,95	2 879,14
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC -POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	83 065,61	12 713,94	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	216,14	12 713,94
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	75 546,68	11 563,10	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	196,57	11 563,10

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	136 MERLINES 2 LOGTS	CDC	12 134,16	1 857,24	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	31,57	1 857,24
CORREZE HABITAT	2015	P	138 ROSIERS D'EGLÉTONS 6 LOGTS	CDC	41 771,43	6 393,49	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	108,69	6 393,49
CORREZE HABITAT	2015	P	131 MERLINES 15 LOGTS	CDC	71 316,75	10 915,67	0,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	185,57	10 915,67
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS + LT	CDC	58 624,79	8 945,29	0,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	152,07	8 945,29
CORREZE HABITAT	2015	P	142 MEYMAC 15 LOGTS 2ème tr	CDC	90 377,30	27 112,13	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	460,91	13 441,81
CORREZE HABITAT	2015	P	146 TREIGNAC 9 LOGTS	CDC	48 468,68	14 540,02	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	247,18	7 208,74
CORREZE HABITAT	2015	P	145 MARCILLAC 6 LOGTS	CDC	44 429,62	13 328,38	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	226,58	6 608,02
CORREZE HABITAT	2015	P	140 SERVIERES 12 LOGTS	CDC	86 649,47	25 993,86	1,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	441,90	12 887,38
CORREZE HABITAT	2015	P	147 EYREIN 4 LOGTS	CDC	46 372,53	12 287,48	1,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	208,89	6 091,96
CORREZE HABITAT	2015	P	148 MONTAIGNAC 4 LOGTS	CDC	33 982,72	9 004,51	1,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	153,08	4 464,31
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	24 241,03	13 018,73	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	221,32	2 516,71
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS	CDC	8 806,96	4 729,80	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	80,41	914,34
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	10 117,79	5 433,79	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	92,37	1 050,44
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC-POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	25 202,88	13 535,29	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	230,10	2 616,57
CORREZE HABITAT	2015	P	160 BORT-LES-ORGUES 7 LOGTS	CDC	9 244,86	4 964,98	4,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	84,40	959,81
CORREZE HABITAT	2015	P	149 LAMAZIERE-BASSE 3 LOGTS	CDC	32 579,53	13 549,72	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	230,35	4 440,65
CORREZE HABITAT	2015	P	150 AUBAZINE 4 LOGTS	CDC	36 082,34	15 006,51	2,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	255,11	4 918,09
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	31 779,42	15 416,10	3,17	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	262,07	3 757,13
CORREZE HABITAT	2015	P	155 MONTAIGNAC 2 LOGTS	CDC	34 034,18	15 188,82	3,42	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	258,21	3 701,74
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	12 592,49	5 602,41	3,67	A	V	Livret A + 1.2	2,200	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	95,24	1 365,39

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	258 OBJAT 1ère tranche	CDC	89 029,10	53 502,77	5,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	909,55	8 996,68
CORREZE HABITAT	2017	P	261 OBJAT 2ème tranche - LA RIBIERE DE LA VIALLE	CDC	140 364,10	89 426,61	6,75	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	1 520,25	12 920,28
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLA TS	CDC	40 356,16	29 380,93	10,33	A	V	Livret A + 0.8	1,550	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	381,95	2 779,27
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLF	CDC	195 637,14	145 037,22	10,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	2 465,63	13 123,78
CORREZE HABITAT	2017	P	235 LAGARDE ENVAL	CDC	2 495,94	1 371,80	4,83	A	V	Livret A + 0.52	1,270	V	Livret A + 0.52	1,020	A-1	EUR	13,99	279,81
CORREZE HABITAT	2017	P	138 XAINTRIE	CDC	48 450,47	17 843,93	1,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	316,27	8 691,64
CORREZE HABITAT	2017	P	141 CUREMONTE	CDC	23 394,61	8 616,06	1,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	152,71	4 196,81
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE	CDC	22 669,77	8 349,10	1,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	147,17	4 066,78
CORREZE HABITAT	2017	P	129 NOAILLES	CDC	16 317,45	7 719,77	2,42	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	134,90	2 441,57
CORREZE HABITAT	2017	P	MARCILLAC LA CROZE	CDC	21 696,60	11 383,87	3,33	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	193,53	2 752,55
CORREZE HABITAT	2017	P	255 BEYSSAC	CDC	47 320,10	31 258,95	5,25	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	531,40	5 110,40
CORREZE HABITAT	2017		236 NEUVIC	CDC	1 154,39	599,34	2,00	A	V	Livret A + 0.47	1,220	V	Livret A + 0.47	0,970	A-1	EUR	12,22	200,77
CORREZE HABITAT	2017		234 MASSERET	CDC	1 198,60	413,82	1,83	A	V	Livret A + 0.47	1,220	V	Livret A + 0.47	0,970	A-1	EUR	11,98	207,91
CORREZE HABITAT	2018	P	132 CLERGOUX 6 LOGTS	CDC	5 539,90	1 378,39	0,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	20,68	1 378,39
CORREZE HABITAT	2018	P	350 CHAMBERET 2 LOGTS	CDC	13 145,80	12 305,00	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	184,57	302,43
CORREZE HABITAT	2018	P	364 NAVES 4 LOGTS	CDC	33 967,31	31 794,80	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	476,92	781,43
CORREZE HABITAT	2018	P	363 378 MALEMORT 15 + 5 LOGTS	CDC	136 652,25	127 912,13	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 918,68	3 143,71
CORREZE HABITAT	2018	P	361 FAVARS 6 LOGTS	CDC	23 741,94	22 223,42	31,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	333,35	546,19
CORREZE HABITAT	2018	P	ST BONNET PRES BORT-2 LOGTS	CDC	10 100,23	9 478,14	32,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	142,17	224,08
CORREZE HABITAT	2018	P	IMMEUBLE JAUVION GARE DE CORREZE	CDC	27 687,91	25 982,61	32,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	389,74	614,27

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	LOTISSEMENT LA GARENNE	CDC	21 713,55	20 376,20	32,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	305,64	481,73
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMP DE FOIRE	CDC	47 070,06	44 170,99	32,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	662,56	1 044,27
CORREZE HABITAT	2018	P	BAR LE NEUF	CDC	20 975,74	19 683,84	32,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	295,26	465,35
CORREZE HABITAT	2018	P	MEYSSAC 8 LOGTS	CDC	51 945,15	48 861,97	33,08	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	732,93	1 112,19
CORREZE HABITAT	2018	P	ST PANTALEON DE LARCHE 5 LOGTS	CDC	9 212,05	8 665,27	33,17	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	129,98	197,24
CORREZE HABITAT	2018	P	ST CLEMENT 4 LOGTS	CDC	8 732,98	8 214,64	33,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	123,22	186,98
CORREZE HABITAT	2018	P	EYREIN 3 LOGTS	CDC	13 245,49	12 459,32	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	186,89	283,60
CORREZE HABITAT	2018	P	SOUDEILLE 4 LOGTS	CDC	22 930,74	21 569,71	33,50	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	323,55	490,96
CORREZE HABITAT	2018	P	VARETZ 4 LOGTS	CDC	17 320,45	16 292,41	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	244,39	370,84
CORREZE HABITAT	2018	P	STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	35 681,40	33 563,55	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	503,45	763,97
CORREZE HABITAT	2018	P	CUBLAC 6 PAVILLONS	CDC	10 248,73	9 640,44	33,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	144,61	219,43
CORREZE HABITAT	2018	P	0412 MASSERET 4 LOGTS	CDC	12 974,25	12 465,33	34,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	218,14	261,16
CORREZE HABITAT	2018	P	0386 LADIGNAC 3 LOGTS	CDC	31 878,36	30 627,91	34,00	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	535,99	641,68
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT PRIVAT	CDC	10 342,41	9 750,42	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	146,26	213,86
CORREZE HABITAT	2018	P	COSNAC	CDC	10 567,03	9 962,19	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	149,43	218,51
CORREZE HABITAT	2018	P	JUILLAC	CDC	13 327,30	12 564,46	34,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	188,47	275,58
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMEYRAT	CDC	74 822,75	70 539,91	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 058,10	1 547,19
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	12 839,27	11 440,47	19,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	171,61	494,75
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	177 162,63	167 021,87	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 505,33	3 663,39
CORREZE HABITAT	2018	P	DARNETS	CDC	40 937,11	38 593,87	34,42	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	578,91	846,50

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	LUBERSAC	CDC	36 248,44	34 173,59	34,67	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	512,60	749,55
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET	CDC	29 877,77	28 167,56	34,83	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	422,51	617,82
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT-SOLVE - BELLEVUE - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	318 460,52	299 558,48	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	4 493,38	6 818,51
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	24 200,00	19 171,09	18,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	210,88	912,76
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 135 ET 145 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS (BATIMENTS D ET E)	CDC	38 000,00	30 103,38	18,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	331,14	1 433,25
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	455 986,00	403 354,27	33,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 436,90	9 847,25
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUET - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	82 806,00	75 752,60	43,33	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	833,28	1 347,76
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 793,00	51 812,12	33,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	155,44	1 449,77
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	10 907,00	9 782,37	43,33	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	29,35	208,31
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	314 400,00	278 110,71	33,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 754,49	6 499,73
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	33 264,00	30 430,59	43,00	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	410,81	510,94
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	106 202,00	92 026,65	33,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	506,15	2 468,89
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	11 224,00	10 066,72	43,00	A	V	Livret A + (-0.2)	1,050	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	55,37	202,84
CORREZE HABITAT	2014	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	162 531,47	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	406,33	8 175,74
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	105 000,00	81 265,73	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	203,16	4 087,87

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - CALAIS - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	320 000,00	247 667,01	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	619,17	12 458,27
CORREZE HABITAT	2014	P	ALLASSAC - CITE RADIEUSE - REHABILITATION 6 LOGEMENTS	CDC	71 000,00	54 951,10	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	137,38	2 764,17
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - ROUTE SAINT DULCET - CHATAIGNIES - REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS	CDC	128 000,00	99 066,83	18,33	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	247,67	4 983,32
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - ROUTE DE ST-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	273 000,00	211 290,91	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	528,23	10 628,47
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	243 000,00	188 072,14	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	470,18	9 460,50
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	155 100,00	122 869,37	18,42	A	V	Livret A + 0.6	1,850	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 351,56	5 849,93
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 29 LOGEMENTS (BATIMENT A)	CDC	319 000,00	246 893,03	18,42	A	V	Livret A + (-0.25)	1,000	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	617,23	12 419,34
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - 122 AVENUE VICTOR HUGO - IMMEUBLE CAMMAS - REHABILITATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	126 764,28	102 659,89	19,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	256,65	4 893,43
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	580 318,00	467 692,39	34,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,610	A-1	EUR	7 529,85	10 053,96
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	33 682,00	27 145,56	34,92	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,610	A-1	EUR	437,04	583,55
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	308 870,00	272 684,29	33,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 999,53	6 657,15
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	9 135,00	8 341,56	43,92	A	V	Livret A + 0.6	1,600	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	91,76	148,41
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RUE PIECE VERDIER - REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS	CDC	303 500,00	234 349,35	18,92	A	V	Livret A + (-0.25)	0,750	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	585,87	11 788,36

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2016	P	UZERCHE - ROUTE DE SAINT-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	20 566,00	17 445,29	20,17	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	43,61	810,15
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE - RESIDENCE LA BORIE BLANCHE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	206 500,00	185 216,78	21,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 037,38	7 487,30
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	146 797,00	138 307,66	36,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 521,38	3 049,06
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 136,50	27 884,36	46,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	306,73	456,26
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	47 045,00	43 863,44	36,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	131,59	1 122,70
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	10 404,50	9 857,44	46,08	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	29,57	195,61
CORREZE HABITAT	2017	P	MANSAC - RESIDENCE VAUBAN - ACQUISITION DE 9 LOGEMENTS	CDC	327 616,00	310 530,63	36,75	A	V	Livret A + 1.11	1,860	V	Livret A + 1.11	1,610	A-1	EUR	4 999,54	6 205,12
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	6 331,00	5 612,30	21,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	14,03	248,48
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	80 669,00	72 354,73	21,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	795,90	2 924,91
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	224 000,00	198 571,24	21,50	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	496,43	8 791,30
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	1 351 015,00	1 258 420,78	31,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	13 842,63	33 023,24
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	337 595,00	313 604,21	30,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 449,65	8 544,28
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	67 048,00	62 513,67	36,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	187,54	1 600,06
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	19 740,50	18 702,55	46,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	56,11	371,13
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	202 081,00	190 394,55	36,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 094,34	4 197,33
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 974,50	57 397,09	46,42	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	631,37	939,17

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE ICF 138 LOGEMENTS SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	4 981 300,00	4 639 897,76	31,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	51 038,88	121 759,32
CORREZE HABITAT	2018	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2016)	CDC	386 618,46	360 232,02	22,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 962,55	13 849,97
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET - REHABILITATION DE L'EHPAD	CDC	445 240,00	414 852,70	22,17	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 563,38	16 487,09
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	955 355,50	912 401,16	37,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	2 737,20	22 703,91
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	158 583,50	153 039,93	47,92	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	459,12	2 969,05
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBULIVE - AUX BERNARDINES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Crédit Foncier	623 891,00	568 400,41	34,00	A	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	2,070	V	(Livret A + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A	1,570	A-1	EUR	8 923,89	10 182,39
CORREZE HABITAT	2016	P	FINANCEMENT DE DIVERS PROGRAMMES POU REMPLACEMENT DE COMPOSANTS SUR PLUSIEURS RESIDENCES DE L'OFFICE	SFIL	11 406 590,02	9 699 775,56	26,83	A	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	A-1	EUR	151 451,22	449 202,21
CORREZE HABITAT	2007	P	404 EHPAD CHAMBERET	CE	612 119,00	436 385,46	17,65	T	V	Inflation Livret A + 0.8	3,850	V	Inflation Livret A + 0.8	0,700	A-1	EUR	3 231,99	17 990,54
CORREZE HABITAT	2009	P	EHPAD CHAMBERET	Crédit Foncier	1 754 000,00	1 103 031,79	18,91	T	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	5,230	V	(Livret A + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A	1,640	A-1	EUR	17 593,28	62 799,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	592 192,69	530 322,34	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	7 707,07	36 477,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 289,97	21 999,23	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	258,77	902,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 362,40	34 347,17	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	404,02	1 409,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 310,60	33 353,66	21,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	392,34	1 368,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 806,69	33 919,98	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	399,32	1 321,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	38 114,23	36 105,96	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	425,05	1 406,80

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 703,42	30 980,23	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	364,72	1 207,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 543,15	23 249,95	22,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	273,70	905,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 919,78	35 067,06	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	413,11	1 300,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 351,00	27 878,11	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	328,42	1 033,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 322,15	33 549,63	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	395,24	1 243,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 618,61	31 191,96	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	368,14	1 006,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 653,67	29 312,99	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	345,96	945,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 176,19	53 102,07	2,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	796,53	17 913,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 984,78	24 405,35	2,58	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	366,08	8 233,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 158,36	41 495,53	2,75	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	622,43	13 895,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	294 696,96	279 369,27	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 842,51	9 260,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 339,65	40 520,01	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	668,58	833,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 453,85	25 712,61	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	424,26	738,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 238,22	123 464,29	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 698,15	4 092,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	77 819,12	73 771,61	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 014,68	2 445,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	276 792,96	262 396,47	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 609,06	8 697,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 469,24	43 587,55	35,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	719,19	896,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	311 337,14	295 760,63	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	4 069,93	9 426,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 588,56	45 752,62	35,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	640,54	986,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 425,17	21 526,10	15,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	292,98	1 307,57

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 253,01	241 532,46	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 323,70	7 698,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 467,48	30 253,47	35,25	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	423,55	652,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	265 960,67	254 534,47	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 509,43	6 815,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 843,75	24 846,71	35,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	347,85	535,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	260 908,54	249 699,37	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 442,78	6 686,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 406,76	41 541,93	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	572,77	1 112,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	136 917,68	130 067,55	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 789,85	4 145,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 819,35	24 823,26	35,83	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	347,53	535,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	417 767,50	399 819,36	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	5 512,57	10 706,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	150 709,30	144 895,01	35,92	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 028,53	3 122,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	79 251,62	75 846,81	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 045,75	2 031,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	264 049,04	252 704,95	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 484,20	6 766,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 278,17	45 392,78	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	748,98	900,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	166 204,32	157 888,97	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 172,68	5 032,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	66 777,17	65 499,59	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 080,74	1 298,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	350 322,99	332 795,97	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	4 579,57	10 606,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 239,41	98 804,05	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 362,27	2 645,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 497,66	108 769,22	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 496,75	3 466,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 475,20	41 662,57	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	687,43	826,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 817,70	184 533,87	30,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 544,29	4 941,43

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 530,23	41 716,55	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	688,32	827,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 478,47	140 372,78	29,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 932,53	4 307,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 367,33	178 667,22	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 464,38	4 596,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 021,07	34 679,21	36,17	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	485,51	721,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	118 890,32	113 978,13	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 572,12	2 932,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	98 246,86	94 187,59	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 299,14	2 423,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 806 278,21	1 730 391,22	31,08	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	22 167,36	45 238,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 728,75	135 872,96	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 874,11	3 495,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 801,71	25 803,30	36,33	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	361,25	537,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	288 844,23	276 402,80	31,08	T	V	Livret A + 0.65	0,350	V	Livret A + 0.65	1,150	A-1	EUR	3 133,31	7 400,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	33 053,24	31 242,43	21,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	398,05	1 268,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	213 449,57	204 630,47	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 822,49	5 264,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 580,27	48 696,04	36,50	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	681,74	1 013,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	310 860,72	298 016,91	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	4 110,59	7 667,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	63 666,35	61 294,63	36,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	858,12	1 275,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	240 782,83	230 834,45	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 183,92	5 939,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 475,43	45 706,86	36,58	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	639,90	951,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	274 193,69	262 864,83	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 625,73	6 763,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 790,31	141 684,08	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 954,27	3 645,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 821,81	30 636,37	36,75	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	428,91	637,64

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 609,76	69 609,76	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	960,14	1 790,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 877,27	26 380,74	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	435,28	504,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 649,46	99 367,00	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 370,58	2 556,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 152,29	26 650,68	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	439,74	509,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 199,27	236 027,06	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 255,54	6 072,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	48 741,23	47 840,80	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	789,37	915,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 814,32	157 046,00	31,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 166,16	4 040,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	22 977,32	22 552,85	37,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	372,12	431,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 734,73	108 251,21	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 493,68	2 678,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 168,01	25 226,13	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	353,17	507,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 032,58	95 094,04	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 312,13	2 353,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	49 998,02	48 009,58	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	662,45	1 188,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 314,25	66 819,41	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	935,47	1 343,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 758,33	235 984,38	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 256,16	5 839,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 594,31	59 144,64	32,08	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	816,09	1 463,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 376,83	41 815,55	37,08	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	585,42	841,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 573,56	92 529,34	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 003,79	2 405,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	154 478,09	148 009,01	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 605,65	3 848,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 408,83	107 701,49	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 168,39	2 800,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	172 329,15	165 112,54	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 791,20	4 293,04

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 779,24	75 480,22	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	818,83	1 962,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	487 617,97	467 198,07	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 068,33	12 147,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	545 929,43	523 067,63	32,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 674,42	13 600,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 479 277,03	1 419 495,32	33,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	15 404,57	35 591,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 457,92	161 650,05	33,08	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 754,25	4 053,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	37 774,81	35 872,93	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	387,56	1 321,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	143 340,58	136 123,71	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 470,64	5 016,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	102 575,52	97 411,09	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 052,39	3 589,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 720,92	114 642,91	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 238,57	4 224,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 773,51	111 615,94	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 573,11	3 776,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 473,36	78 161,40	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 502,15	2 644,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 326,98	38 218,57	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 223,47	1 293,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 946,14	138 315,63	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	4 427,84	4 680,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 223,58	39 978,03	18,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	585,61	1 920,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 553,63	44 182,12	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	647,90	1 996,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 894,95	111 394,48	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 633,53	5 034,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	451 540,93	419 526,88	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	6 152,08	18 960,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 441,84	195 521,62	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 867,20	8 836,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	396 062,99	367 982,29	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	5 396,22	16 630,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 787,35	135 451,08	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 986,30	6 121,66

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	173 147,52	160 871,46	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 359,07	7 270,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 277,89	89 451,83	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 311,75	4 042,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	159 843,49	148 510,67	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 177,81	6 711,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 875,47	131 816,54	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 933,00	5 957,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 640,77	62 845,06	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	921,58	2 840,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 308,76	88 551,38	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 298,55	4 002,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 276,17	43 924,35	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	644,13	1 985,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 939,54	47 521,66	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	697,55	2 025,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	223 044,91	208 079,37	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 054,32	8 870,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 764,90	96 802,64	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 420,94	4 126,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	176 732,30	164 874,17	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 420,12	7 028,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 352,81	55 370,47	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	812,76	2 360,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,93	99 613,51	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 462,19	4 246,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 753,56	65 073,36	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	955,18	2 773,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 262,82	69 280,07	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 016,94	2 953,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	84 044,94	78 405,81	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 150,88	3 342,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	55 600,15	51 869,57	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	761,38	2 211,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 303,70	41 331,08	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	606,68	1 761,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	857 327,43	799 803,85	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	11 740,04	34 094,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 240,57	213 859,35	20,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 139,17	9 116,51

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 142,14	22 430,45	19,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	328,94	1 013,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 908,68	129 133,92	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 897,18	5 204,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	129 141,11	120 924,20	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 776,57	4 873,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	190 106,24	178 614,19	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 626,23	6 821,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 008,01	109 934,78	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 616,42	4 198,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 160,23	124 171,05	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 825,74	4 742,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	57 162,73	53 525,64	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	786,37	2 157,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 952,83	103 893,23	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 526,37	4 187,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 443,40	83 752,36	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 230,46	3 375,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 119,80	98 431,29	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 446,11	3 967,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 773,05	56 159,74	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	825,74	2 144,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 573,47	117 982,48	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 734,75	4 506,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 401,08	113 122,76	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 663,28	4 320,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 664,98	88 002,87	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 293,94	3 361,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 186,91	28 362,11	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	417,01	1 083,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 069,75	128 783,78	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 893,57	4 918,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	152 968,17	143 721,12	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 113,19	5 489,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	56 075,77	52 685,98	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	774,66	2 012,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	75 444,52	70 883,84	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 042,22	2 707,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	20 486,30	19 247,88	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	283,01	735,15

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 732,28	30 753,61	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	452,17	1 174,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 901,41	58 159,41	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	855,14	2 221,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 431,73	58 657,70	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	862,47	2 240,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 727,55	175 439,74	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 579,55	6 700,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,77	100 322,99	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 475,09	3 831,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 576,97	89 799,31	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 320,36	3 429,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 816,35	28 953,47	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	425,71	1 105,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 675,35	75 798,47	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 114,50	2 894,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 932,77	100 468,59	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 477,23	3 837,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 407,19	50 178,70	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	737,79	1 916,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	174 073,89	163 551,01	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 404,76	6 246,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 408,95	91 520,52	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 345,66	3 495,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 767,98	93 736,94	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 378,24	3 580,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 158,30	87 798,78	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 291,88	3 183,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 227,86	119 908,28	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 764,35	4 348,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 215,20	94 449,69	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 389,75	3 425,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 281,86	93 570,06	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 376,81	3 393,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 768,33	104 395,70	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 536,09	3 785,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	131 217,06	123 668,01	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 819,67	4 484,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	134 470,76	126 734,52	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 864,78	4 595,94

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 669,68	133 519,27	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 964,63	4 841,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 631,33	103 324,13	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 520,31	3 747,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 784,23	118 547,69	23,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 744,32	4 299,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 432,91	111 833,70	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 643,01	4 507,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 885,32	82 293,40	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 209,02	3 316,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	255 687,47	239 418,73	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 517,44	9 649,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 980,54	103 919,15	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 526,73	4 188,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 570,48	27 689,00	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	406,79	1 116,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 226,84	49 840,13	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	732,24	2 008,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 294,79	105 149,78	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 544,81	4 238,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 382,94	73 395,63	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 078,30	2 958,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 636,83	63 333,29	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	930,47	2 552,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	111 178,70	104 104,68	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 529,47	4 196,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	52 569,73	49 224,85	21,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	723,19	1 984,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 078,58	101 545,18	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 493,06	3 878,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 897,16	70 369,58	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 034,66	2 687,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 136,63	119 451,14	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 756,33	4 562,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	201 568,32	189 383,38	22,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 784,58	7 233,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 348,65	113 748,81	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 674,84	3 923,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 122,94	104 083,90	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 532,53	3 590,47

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 632,14	65 813,56	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	969,04	2 270,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 667,60	86 640,62	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 275,70	2 988,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 206,53	77 698,38	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 144,03	2 680,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 357,27	126 044,09	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 855,87	4 348,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 716,82	99 919,38	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 471,22	3 446,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 562,49	67 638,06	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	995,90	2 333,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	142 156,77	134 360,99	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 978,33	4 634,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 070,82	101 199,17	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 490,06	3 490,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	206 964,61	195 614,83	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 880,24	6 747,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 570,23	155 545,32	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 290,25	5 365,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 819,36	70 716,33	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 041,24	2 439,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 628,80	64 434,36	24,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	822,71	2 249,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	179 424,96	169 585,40	24,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 496,98	5 850,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	197 651,66	187 304,66	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 759,58	6 156,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 127,34	94 885,73	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 397,96	3 118,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	94 041,94	89 801,22	25,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	1 147,30	2 991,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 494,57	48 217,57	25,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	616,03	1 606,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	585 833,85	555 165,67	25,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	8 179,30	18 247,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 382,74	25 417,39	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	369,38	1 748,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 726,85	42 188,76	14,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	614,37	2 677,51

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	200 923,33	190 869,04	26,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	2 813,69	5 987,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 258,13	59 133,89	23,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	696,65	2 192,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 699,34	40 655,46	24,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	479,26	1 436,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 375,28	51 772,51	24,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	610,31	1 829,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 179,93	42 159,81	25,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	497,30	1 422,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 379,91	76 539,29	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	902,39	2 677,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 042,73	43 842,75	26,33	T	V	Livret A + 0.7	0,360	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	516,90	1 533,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 490,09	26 987,25	16,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	394,31	1 478,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 590,50	38 077,83	14,33	T	V	Livret A + 0.65	0,350	V	Livret A + 0.65	1,150	A-1	EUR	425,61	2 427,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 111,62	67 756,16	26,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	865,21	2 342,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 835,20	88 450,17	24,33	T	V	Livret A + 0.8	0,390	V	Livret A + 0.8	1,300	A-1	EUR	1 129,36	3 087,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 703,93	88 207,29	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	953,37	3 155,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	183 720,99	174 832,12	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 889,88	6 187,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 797,17	124 468,88	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 345,47	4 404,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 552,06	107 106,52	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 157,78	3 790,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	221 334,55	210 625,85	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 276,80	7 453,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 906,90	201 088,16	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 174,82	6 843,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 807,54	242 945,02	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 627,51	8 268,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	263 528,38	251 259,85	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 717,44	8 551,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 283,38	51 756,22	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	559,76	1 761,42

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	73 333,17	69 919,15	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	756,18	2 379,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 490,25	69 115,48	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	747,50	2 352,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 889,01	25 180,47	14,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	366,69	1 598,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 822,40	42 057,68	16,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 173,02	1 695,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 815,15	38 434,23	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	951,22	2 139,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	15 707,88	14 437,84	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	280,03	876,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	128 458,46	123 229,79	33,25	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	1 848,45	2 804,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	60 927,15	58 447,23	33,33	A	V	Livret A + 1	1,750	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	876,71	1 330,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	613 354,97	585 859,78	31,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	8 072,09	16 724,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 250,23	130 700,90	36,00	A	V	Livret A + 0.9	1,650	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 156,56	2 591,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 304,65	31 616,13	13,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	459,47	2 174,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	574 407,81	550 126,62	30,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	8 125,00	14 504,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 943,77	219 265,91	30,08	T	V	Livret A + 1	0,430	V	Livret A + 1	1,500	A-1	EUR	3 238,40	5 781,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	34 225,63	32 306,88	21,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	348,43	1 339,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	39 044,08	37 059,78	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	400,30	1 390,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 293,67	40 416,99	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	437,35	1 321,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 953,56	186 709,67	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 568,05	6 188,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 259,86	233 451,48	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 210,96	7 738,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 791,66	119 249,01	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 640,18	3 952,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	434 261,93	411 675,22	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	5 662,27	13 645,93

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	227 480,85	215 649,18	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 966,09	7 148,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	306 174,01	290 249,39	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 992,15	9 621,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	135 644,91	128 589,78	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 768,65	4 262,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 210,01	159 461,12	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 193,27	5 285,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	6 562 501,30	6 335 203,26	35,08	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,550	A-1	EUR	96 844,10	136 428,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 786,42	251 694,17	23,00	T	V	Livret A + 1.03	0,440	V	Livret A + 1.03	1,530	A-1	EUR	3 773,35	9 776,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	950 461,95	918 928,84	36,00	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,550	A-1	EUR	14 051,42	19 082,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	511 663,62	494 688,31	36,00	T	V	Livret A + 1.05	0,450	V	Livret A + 1.05	1,550	A-1	EUR	7 564,32	10 272,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 424,11	100 066,31	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 080,84	3 753,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 983,74	155 649,85	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 681,20	5 838,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 168,91	65 653,63	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	709,14	2 462,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 905,61	100 804,65	13,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 075,76	6 965,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	415 160,90	394 061,82	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 256,33	14 780,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 205,59	102 005,54	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 102,51	3 648,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 030,10	101 838,58	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 100,70	3 642,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 399,39	108 850,41	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 176,48	3 893,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 948,92	69 253,00	24,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	951,06	2 576,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 498,11	117 241,13	24,33	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 610,09	4 361,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 909,11	100 998,97	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 092,30	3 451,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 969,47	83 891,04	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	907,26	2 866,74

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	65 476,25	62 440,65	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	675,28	2 133,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 585,58	92 302,56	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 268,89	3 186,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	224 690,27	213 819,22	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 311,31	7 566,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	830 439,25	790 260,59	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	8 542,46	27 966,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 456,22	252 976,81	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 477,69	8 733,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 521,58	56 299,24	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	773,94	1 943,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	76 139,25	72 017,25	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	990,03	2 486,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 900,66	186 659,53	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 567,35	6 187,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	211 728,96	200 266,48	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 753,07	6 913,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 366,70	86 420,33	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 188,03	2 983,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 585,73	47 847,14	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	657,75	1 651,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 783,51	178 563,24	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 454,72	6 164,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	149 187,47	141 110,82	26,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 939,87	4 871,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 447,37	90 483,00	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 244,53	2 999,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 185,48	125 310,27	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 723,54	4 153,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 006,13	90 064,70	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 238,77	2 985,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	189 397,30	179 546,42	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 469,52	5 951,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	285 255,08	270 418,48	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 719,40	8 963,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	158 384,99	150 147,13	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 065,16	4 976,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	191 640,76	181 673,19	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 498,77	6 021,98

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 881,44	103 218,32	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 419,69	3 421,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 379,10	182 373,14	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 508,40	6 045,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 250,97	88 400,83	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 215,89	2 930,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	81 824,09	77 568,29	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 066,90	2 571,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 292,01	92 231,69	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 268,58	3 057,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 712,64	178 897,39	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 460,59	5 929,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	202 428,30	191 899,65	27,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 639,43	6 360,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	319 740,46	303 743,53	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	4 179,78	9 680,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 280,99	217 809,84	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 997,25	6 942,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	203 830,79	193 632,96	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 664,56	6 171,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	156 247,02	148 429,82	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 042,53	4 730,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 907,63	184 206,25	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 534,84	5 870,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 586,94	104 104,21	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 432,57	3 317,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	115 536,63	109 756,22	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 510,35	3 498,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	248 630,11	236 190,89	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 250,19	7 527,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	195 220,51	185 453,43	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 552,01	5 910,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	284 510,18	270 275,85	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 719,23	8 614,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	257 017,30	244 158,46	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	3 359,83	7 781,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 818,09	107 173,68	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 474,80	3 415,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 767,95	111 875,91	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 539,51	3 565,70

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 247,88	117 081,68	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 611,15	3 731,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 638,96	156 401,92	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	2 152,23	4 984,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 166,62	125 554,19	28,17	T	V	Livret A + 0.9	0,410	V	Livret A + 0.9	1,400	A-1	EUR	1 727,74	4 001,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 270,65	51 512,54	23,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	556,40	1 932,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 464,63	217 382,88	24,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 349,53	7 776,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	352 882,99	335 116,18	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 620,48	12 349,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	457 364,17	434 336,99	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 692,43	16 006,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 278,32	234 362,80	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 533,39	8 293,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	375 620,35	357 446,94	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 863,88	12 649,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	334 147,83	317 980,96	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 437,26	11 252,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 479,15	76 585,38	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	827,86	2 710,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 461,17	184 101,05	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 990,07	6 515,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	296 934,38	282 567,97	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 054,47	9 999,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 011 287,26	962 358,76	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	10 402,78	34 056,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 010,22	104 888,71	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 134,39	3 569,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	355 590,75	338 386,40	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 657,85	11 974,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	788 671,55	751 955,06	27,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	8 132,57	25 591,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	490 047,21	468 067,98	28,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	5 064,68	15 340,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 907,41	99 412,42	29,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 076,16	3 141,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 599,80	156 968,64	25,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 697,59	5 363,95

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	204 910,31	191 407,01	18,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 058,38	9 383,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 034,92	64 060,41	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	693,19	2 094,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 537,30	27 156,60	26,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	293,55	961,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 809,08	235 541,81	30,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 550,85	7 186,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	286 235,24	274 679,58	31,33	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 975,85	8 099,04
CORREZE HABITAT	2019	P	TULLE - 9 RUE PORTES DES CHANAC - REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	125 500,00	121 246,07	23,08	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 333,71	4 441,95
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	16 346,50	16 115,47	48,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	177,27	249,94
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 375,00	62 169,68	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	683,87	1 285,16
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 103,00	36 271,18	38,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	108,81	878,08
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 233,50	28 820,33	48,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	317,02	446,98
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	118 809,00	116 549,38	38,33	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 282,04	2 409,28
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	9 744,50	9 574,65	48,33	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	28,72	181,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REMPLACEMENT DE COMPOSANTS AU TITRE DE L'ANNEE 2017	CDC	389 319,41	376 123,10	23,25	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 137,35	13 779,58
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	95 500,00	95 500,00	24,00	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 289,25	3 237,06

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 000,00	93 000,00	24,00	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	465,00	3 501,63
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	35 000,00	35 000,00	24,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	385,00	1 223,95
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	56 000,00	56 000,00	24,33	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	140,00	2 173,53
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 505,00	91 505,00	39,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	274,51	2 156,54
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	10 937,00	10 937,00	49,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	32,81	203,08
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	20 639,00	20 639,00	49,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	227,03	311,83
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	219 307,00	219 307,00	39,25	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 412,38	4 394,28
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	563 892,50	563 892,50	39,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	1 691,68	13 289,50
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	98 377,00	98 377,00	49,25	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	295,13	1 826,61
CORREZE HABITAT	2020	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2018)	CDC	753 258,00	753 258,00	24,33	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	8 285,84	26 341,43
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	122 000,00	122 000,00	24,58	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	305,00	4 735,19
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	148 529,50	148 529,50	24,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	1 292,21	5 344,19

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	371 322,50	371 322,50	39,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	4 084,55	7 440,23
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 149,00	93 149,00	49,75	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 024,64	1 407,36
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	23 647,50	23 647,50	39,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,510	A-1	EUR	357,08	434,84
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	19 754,00	19 754,00	49,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,510	A-1	EUR	298,29	267,37
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	34 010,50	34 010,50	39,75	A	V	Livret A + 1.01	1,510	V	Livret A + 1.01	1,510	A-1	EUR	513,56	625,39
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	111 278,50	111 278,50	39,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	333,84	2 622,55
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	29 095,50	29 095,50	49,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	87,29	540,23
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	43 971,00	43 971,00	49,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	131,91	816,43
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	167 294,50	167 294,50	39,75	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	501,88	3 942,70
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	246 460,00	246 460,00	39,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 711,06	4 938,35
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	37 135,50	37 135,50	49,67	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	408,49	561,07

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	70 500,00	70 500,00	19,83	A	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	A-1	EUR	331,35	3 370,19
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	54 500,00	54 500,00	24,83	A	V	Livret A + (-0.25)	0,250	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	136,25	2 115,31
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	BRIVE - AVENUE TURGOT - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	423 731,51	364 920,37	18,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	6 203,65	20 304,85
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINTE-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	225 544,04	213 947,86	27,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	2 567,37	6 189,90
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	VARETZ - BISCAYE ALLEE CLAUDE DEBUSSY - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	341 517,82	314 327,74	26,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,380	A-1	EUR	4 337,72	9 686,52
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINTE-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	1 672 801,71	1 547 402,35	26,83	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,440	A-1	EUR	22 282,59	45 207,35
EGLETONS HABITAT	2018	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	31 398,39	29 717,37	31,50	T	V	Livret A + 0.6	0,340	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	322,32	787,12
EGLETONS HABITAT	2017	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	5 000,00	4 432,40	21,25	A	V	Livret A + (-0.25)	0,500	V	Livret A + (-0.25)	0,250	A-1	EUR	11,08	196,24
EGLETONS HABITAT	2019	P	EGLETONS - RESIDENCE DU MOURICOU - REHABILITATION CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	CREDIT AGRICOLE	400 000,00	400 000,00	24,75	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	3 391,71	14 333,65
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	UZERCHE LACHAMPS	CDC	2 155,14	1 880,72	14,25	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	22,57	139,06
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 5 PAVILLONS	CDC	72 582,15	69 568,18	34,08	A	V	Livret A + 0.7	1,450	V	Livret A + 0.7	1,200	A-1	EUR	834,82	1 611,11
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	1 315 624,98	1 253 714,95	31,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	13 790,86	32 899,76

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	351 774,18	339 881,65	41,50	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	3 738,70	6 410,15
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	352 969,70	333 978,68	31,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	1 001,94	9 959,51
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE LA NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 322,60	87 632,14	41,50	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	262,90	1 960,91
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	BRIVE 16 LOGTS	CDC	39 246,40	26 803,26	3,92	A	V	Livret A + 1.2	1,950	V	Livret A + 1.2	1,700	A-1	EUR	455,66	6 480,88
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 45	CDC	708 814,87	680 690,89	34,08	A	V	Livret A + 0.94	1,690	V	Livret A + 0.94	1,440	A-1	EUR	9 801,95	15 094,08
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	VARETZ BISCAYE FONCIERS	CDC	115 861,79	111 528,21	36,92	A	V	Livret A + 0.88	1,630	V	Livret A + 0.88	1,380	A-1	EUR	1 539,09	2 330,25
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	182 900,66	174 655,55	34,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 921,21	4 602,46
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	43 453,64	41 981,99	44,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	461,80	847,61
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	35 039,22	33 232,21	34,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	99,70	987,27
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	611 236,14	583 681,77	34,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	6 420,50	15 380,98
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	194 985,51	188 381,92	44,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 072,20	3 803,37
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	162 711,14	154 319,92	34,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	462,96	4 584,57
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	51 018,44	48 970,50	44,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	146,91	1 146,79

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	47 188,68	45 460,51	45,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	136,38	982,09
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	130 547,54	124 333,78	35,58	A	V	Livret A + (-0.2)	0,550	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	373,00	3 433,88
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	99 020,09	96 040,83	45,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	1 056,45	1 753,02
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	225 038,09	215 833,61	35,58	A	V	Livret A + 0.6	1,350	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	2 374,17	5 216,46
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	324 880,13	324 880,13	50,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	710 917,30	710 917,29	40,42	A	V	Livret A + 0.6	1,100	V	Livret A + 0.6	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	126 641,59	126 641,58	50,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	274 620,14	274 620,14	40,42	A	V	Livret A + (-0.2)	0,300	V	Livret A + (-0.2)	0,300	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2017	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	CE	550 000,00	478 700,74	16,33	T	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	A-1	EUR	11 934,73	23 671,04
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	BANQUE POSTALE	550 000,00	483 839,04	16,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	A-1	EUR	12 144,36	23 169,90

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2018	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	C.C.C.COOP	521 847,50	434 355,53	15,79	M	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	A-1	EUR	11 069,41	22 450,67
TOTAL GENERAL					185 886 089,75	160 243 044,44											2 194 754,80	6 632 003,79

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	C1.2

C1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 3231-4 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	3 006 278,12
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	35 851 537,01
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	38 857 815,13
Recettes réelles de fonctionnement	II	292 510 993,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	13,28

(1) Hors opérations visées par l'article L. 3231-4-1 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	C3

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				559 984,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	6 096 170,00	8 530 998,00
Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	2003	Société AUXIFIP	324	149 635,00	156 885,00	156 885,00	156 885,00	156 885,00	745 203,75	1 372 743,75
Peloton autoroutier de Corrèze	2003	Société AUXIFIP	324	123 805,00	129 804,00	129 804,00	129 804,00	129 804,00	616 569,00	1 135 785,00
Gendarmerie de Larche	2006	Société AUXIFIP	324	69 976,00	74 490,00	74 490,00	74 490,00	74 490,00	540 052,50	838 012,50
BRI Corrèze	2007	Société AUXIFIP	420	37 267,00	43 360,00	43 360,00	43 360,00	43 360,00	737 120,00	910 560,00
Brigade territoriale de Corrèze	2008	Société AUXIFIP	420	60 631,00	70 495,00	70 495,00	70 495,00	70 495,00	1 216 038,75	1 498 018,75
Brigade territoriale de Seilhac	2008	Société AUXIFIP	360	53 072,00	59 624,00	59 624,00	59 624,00	59 624,00	760 206,00	998 702,00
Gendarmerie de Bugeat	2010	Société AUXIFIP	420	65 598,00	74 049,00	74 049,00	74 049,00	74 049,00	1 480 980,00	1 777 176,00
Total				559 984,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	608 707,00	6 096 170,00	8 530 998,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

**IV
C7**

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	403 313 609,25	53 714 122,49	457 027 731,74	181 017 025,08	51 378 309,08	69 700 435,48	142 903 243,02
1998P015E80 2014/2018 - ENT & PROJETS STRUCTURANTS (SUBVENTIONS) /D	2 400 000,00	-944 106,25	1 455 893,75	1 150 192,85	0,00	0,00	0,00
2015P021E03 2016- AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/D	897 000,00	0,00	897 000,00	779 741,84	0,00	117 258,16	0,00
2017P072E03 2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Capital)	1 772 800,00	0,00	1 772 800,00	529 283,97	176 044,01	175 822,69	891 601,33
2020P015E23 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 INVESTISSEMENT SUB /D	0,00	67 000,00	67 000,00	0,00	67 000,00	0,00	0,00
2006P038E40 ACHAT VEHICULES ELEC. ET THERM. marché 72/73 - 2019-23 / D	2 003 000,00	0,00	2 003 000,00	749 930,48	716 000,00	374 000,00	162 258,50
2017P016E04 ACQUISITION DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018 - 2021 D	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	1 327 114,78	395 000,00	277 885,22	0,00
2007P030E12 AEP ET ASSAINISSEMENT / 2008-2019D	33 200 000,00	0,00	33 200 000,00	32 430 904,00	5 284,00	325 461,38	0,00
2018P028E01 AEP/ASSAINISSEMENT / 2018 D	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	1 571 503,00	272 387,00	139 621,00	154 115,00
2018P028E02 AEP/ASSAINISSEMENT / 2019-2021 D	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	387 439,00	1 700 000,00	1 818 870,00	310 000,00
2018P028E03 AEP/ASSAINISSEMENT / 2021-2023 D	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	100 000,00	530 000,00	1 370 000,00
2007P030E33 AEP/ASSAINISSEMENT/MILIEU AQUA / 2016-2017 D	6 148 700,00	0,00	6 148 700,00	4 788 551,00	521 197,00	725 475,03	0,00
2017P027E02 AGRICULTURE CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021 D	1 050 000,00	0,00	1 050 000,00	413 651,82	300 000,00	207 125,18	129 223,00
2017P027E03 AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	0,00	900 000,00	900 000,00	0,00	100 000,00	115 000,00	685 000,00
2018P017E01 AIDE A L'ADRESSAGE - 2018/2020	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	373 692,00	80 000,00	1 143 425,00	0,00
2018P037E06 AIDE A LA PIERRE / 2016 D	1 580 000,00	0,00	1 580 000,00	1 434 957,31	5 000,00	139 150,69	0,00
2018P037E07 AIDE A LA PIERRE / 2017 D	2 250 000,00	0,00	2 250 000,00	2 187 833,64	37 000,00	18 164,79	0,00
2018P037E08 AIDE A LA PIERRE / 2018 D	2 300 000,00	0,00	2 300 000,00	1 965 419,81	91 000,00	206 856,15	0,00
2018P037E09 AIDE A LA PIERRE / 2019 D	2 300 000,00	0,00	2 300 000,00	1 137 805,00	190 000,00	954 230,58	0,00
2018P037E10 AIDE A LA PIERRE / 2020 D	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	669 221,00	289 000,00	723 000,63	0,00
2018P037E11 AIDE A LA PIERRE / 2021 D	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	385 000,00	615 000,00	500 000,00
2003P033E67 AMENAGEMENT COMMUNAUX / 2015 D	1 500 000,00	-201 011,00	1 298 989,00	1 293 849,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E73 AMENAGEMENT DE BOURG / 2016 D	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	1 015 409,00	0,00	184 095,00	0,00
2017P007E02 AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE SPL NATHD/ 2017-2021 D	10 062 500,00	0,00	10 062 500,00	6 196 314,50	187 500,00	187 500,00	3 428 684,90
2015P021E08 AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2019-2020/ D	3 520 000,00	0,00	3 520 000,00	1 268 308,30	0,00	1 430 876,63	811 575,86
2015P021E10 AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	0,00	600 000,00	800 000,00	800 000,00
2015P021E04 AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2017 D	800 000,00	0,00	800 000,00	679 451,60	0,00	120 454,90	0,00
2015P021E05 AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES/2018 D	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	525 232,77	0,00	474 240,74	0,00
2003P033E76 AMENAGEMENTS DE BOURGS / 2017 D	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	1 453 251,00	96 366,00	45 308,80	0,00
2020P006E01 AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D	3 480 000,00	0,00	3 480 000,00	994 878,08	4 686,47	21 758,39	2 430 000,00
2020P006E03 AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D	2 610 000,00	0,00	2 610 000,00	0,00	785 313,53	790 000,00	1 034 686,47
2014P014E11 AMENAGEMENTS DE SECURITE/2018 D	1 060 000,00	0,00	1 060 000,00	881 133,08	0,00	178 866,92	0,00
2020P012E01 AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D	2 400 000,00	0,00	2 400 000,00	1 256 554,11	205 644,59	811 123,42	0,00
2020P012E03 AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D	1 800 000,00	900 000,00	2 700 000,00	0,00	1 057 355,41	997 000,00	645 644,59
1998P028E71 AMO ENERGIE TOUS SITES 2021 - 2023 / D	0,00	260 000,00	260 000,00	0,00	30 000,00	230 000,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
1998P038E101 ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D	75 000,00	0,00	75 000,00	25 412,42	15 000,00	13 322,02	0,00
2007P035E128 ASAFAC ELAGAGE / 2018-2021 D	368 000,00	100 000,00	468 000,00	305 798,42	100 000,00	32 201,58	0,00
2007P031E56 AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2021 D	750 000,00	0,00	750 000,00	350 000,00	250 000,00	150 000,00	0,00
2020P015E06 CNSA SECTION IV 2020-2022- INVESTISSEMENT	45 000,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2007P021E54 COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES / 2018-2021 D	300 000,00	0,00	300 000,00	259 307,40	0,00	0,00	0,00
2007P021E65 COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES / 2021-2025 D	320 000,00	0,00	320 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00	160 000,00
2018P029E01 CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	19 100 000,00	0,00	19 100 000,00	9 424 349,00	2 572 820,68	6 582 964,97	0,00
2018P029E02 CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	0,00	29 500 000,00	29 500 000,00	0,00	1 967 584,32	4 150 000,68	23 382 415,00
2018P027E03 CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00	0,00	1 261 588,00	1 000 000,00	5 238 412,00
2018P027E01 CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES / 2018-2021 D	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	1 963 721,00	1 077 116,00	1 237 727,00	1 591 069,00
2016P057E01 COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	508 795,71	203 000,00	1 286 522,59	1 744 263,00
2003P022E19 CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2015-2017 D	6 600 000,00	0,00	6 600 000,00	5 444 014,00	762 098,00	369 380,00	0,00
2007P030E31 DEFENSE INCENDIE / 2015 D	200 000,00	-48 429,00	151 571,00	140 905,00	0,00	0,00	0,00
2007P030E32 DEFENSE INCENDIE / 2016 D	80 000,00	0,00	80 000,00	51 648,00	0,00	852,00	0,00
2020P010E01 DEGATS DIVERS 2020/D	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	345 440,65	0,00	44 327,85	800 000,00
2020P010E02 DEGATS DIVERS 2021/D	900 000,00	0,00	900 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
2007P031E50 DEPENSES DIRECTES 2017/2022	40 000,00	0,00	40 000,00	3 144,00	26 000,00	5 120,00	0,00
2003P034E15 DESENCLAVEMENT NUMERIQUE 2000-2009	459 859,75	0,00	459 859,75	281 695,75	0,00	155 074,00	0,00
2003P039E38 DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2015-2019 D D	300 000,00	0,00	300 000,00	190 427,00	372,00	91 904,56	0,00
2007P021E70 DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024 / D	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
2007P032E29 DISSIMULATION RESEAUX TELEPHONIQUES - 2015	400 000,00	-90 640,00	309 360,00	305 139,00	0,00	0,00	0,00
2003P034E16 DVECO - AIDES AUX COMMUNES 2007- 2013	800 000,00	0,00	800 000,00	739 951,00	0,00	42 039,51	0,00
2003P034E19 E-ADMINISTRATION / 2010-2013 D	450 000,00	0,00	450 000,00	353 630,00	0,00	66 134,00	0,00
2003P034E22 E-ADMINISTRATION / 2014-2017 D	400 000,00	-110 888,00	289 112,00	289 026,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E70 ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2015 D	800 000,00	-82 426,00	717 574,00	583 038,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E72 ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2016 D	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	670 454,00	0,00	167 959,00	0,00
2003P033E77 ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2017 D	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	798 042,00	3 647,00	7 117,00	0,00
2020P005E01 ELAGAGE-2020.2023/D	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	564 059,16	830 000,00	380 000,00	510 163,15
2020P005E02 ELAGAGE-2021/D	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00
2016P007E14 ENVIRONNEMENT DE LA ROUTE 2020-2023/D	80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	50 000,00	10 000,00	20 000,00
2003P039E39 EQTS SPORTIFS, SOCIO CULT,PATRIMOINE - COLLECTIVITE / 2015 D	1 800 000,00	-315 590,29	1 484 409,71	1 453 171,00	0,00	0,00	0,00
2003P039E41 EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2016 D	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	486 179,00	0,00	507 197,00	0,00
2003P039E44 EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2017 D	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	502 716,00	10 878,00	464 903,00	0,00
2007P035E123 ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2024 D	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	3 246 754,75	100 000,00	153 245,25	0,00
2016P008E06 ETUDES GENERALES	640 000,00	0,00	640 000,00	170 294,00	130 000,00	130 000,00	170 503,10
2007P035E129 FRANSYLVVA ELAGAGE / 2019-2020 D	300 000,00	0,00	300 000,00	57 727,35	0,00	216 252,50	0,00
2008P028E01 GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D	59 000 000,00	0,00	59 000 000,00	31 132 838,81	8 403 711,08	850 000,00	17 521 108,39
2003P037E68 INFRASTRUCTURES VOIRIES / 2014-2019 D	5 000 000,00	-573 184,04	4 426 815,96	4 398 206,00	0,00	0,00	0,00
2018P049E02 INV. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	1 102 500,00	0,00	1 102 500,00	195 397,08	209 000,00	643 783,80	0,00
2018P049E04 INV. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	1 444 300,00	0,00	1 444 300,00	50 500,00	92 500,00	1 277 800,00	0,00
2007P021E38 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2016 D	5 338 500,00	0,00	5 338 500,00	1 115 623,71	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2007P021E41 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2017 D	661 000,00	0,00	661 000,00	563 081,91	0,00	0,00	0,00
2007P021E53 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2018 D	915 000,00	0,00	915 000,00	667 450,74	0,00	0,00	0,00
2007P021E58 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2019 D	1 211 300,00	11 340,01	1 222 640,01	885 248,18	908,40	324 927,03	0,00
2007P021E61 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2020 D	1 273 500,00	221 000,00	1 494 500,00	554 277,45	574 091,60	341 032,95	0,00
2007P021E64 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2021 D	750 000,00	20 000,00	770 000,00	0,00	290 000,00	480 000,00	0,00
2007P021E29 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS /2014 D	950 500,00	0,00	950 500,00	865 940,75	0,00	0,00	0,00
2007P031E52 INVESTISSEMENT SUBVENTIONS DIVERSES / 2018-2020 D	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00
2017P016E01 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2017-2020 D	800 000,00	-510 157,44	289 842,56	289 842,56	0,00	0,00	0,00
2017P016E03 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2018-2021 D	600 000,00	0,00	600 000,00	120 969,05	120 000,00	359 030,95	0,00
2017P016E07 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2019-2023 D	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	85 000,00	315 000,00	0,00
2017P016E08 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2020-2024 D	375 000,00	0,00	375 000,00	0,00	155 000,00	120 000,00	100 000,00
2017P016E11 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2021-2025 D	800 000,00	0,00	800 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	400 000,00
2018P036E05 MAINTIEN A DOMICILE / 2016 D	200 000,00	0,00	200 000,00	81 088,67	0,00	112 766,46	0,00
2018P036E06 MAINTIEN A DOMICILE / 2017 D	150 000,00	0,00	150 000,00	91 799,50	6 000,00	44 923,50	0,00
2018P036E07 MAINTIEN A DOMICILE / 2018 D	150 000,00	0,00	150 000,00	117 814,00	12 000,00	19 786,00	0,00
2018P036E08 MAINTIEN A DOMICILE / 2019 D	150 000,00	0,00	150 000,00	96 838,00	13 000,00	39 273,07	0,00
2018P036E09 MAINTIEN A DOMICILE / 2020 D	150 000,00	30 000,00	180 000,00	42 424,00	82 000,00	54 000,00	0,00
2018P036E10 MAINTIEN A DOMICILE / 2021 D	120 000,00	-27 000,00	93 000,00	0,00	44 000,00	49 000,00	0,00
1998P016E42 MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2014/D	480 500,00	-33 839,00	446 661,00	387 661,00	0,00	0,00	0,00
1998P016E46 MAINTIEN ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL 2015/D	700 000,00	-261 688,00	438 312,00	408 193,00	0,00	0,00	0,00
2003P033E71 MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2016 D	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	1 296 636,00	0,00	201 319,00	0,00
2003P033E75 MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2017 D	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00	1 224 012,00	261 296,00	409 810,00	0,00
1998P020E239 MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2021 D	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	27 000,00	47 000,00	126 000,00
1998P020E170 MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2017 D	240 000,00	0,00	240 000,00	172 356,06	20 000,00	39 546,23	0,00
1998P020E191 MARCHES INVESTISSEMENT BD / 2018 D	534 000,00	0,00	534 000,00	366 771,06	134 300,00	18 805,91	0,00
2018P013E04 MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D	5 550 000,00	450 000,00	6 000 000,00	1 660 870,56	1 485 000,00	1 450 000,00	1 401 477,98
2018P013E05 MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2021/D	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00
2016P007E13 MATERIEL TECHNIQUE 2020-2023/D	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
2007P031E57 MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2020-2024 D	400 000,00	0,00	400 000,00	5 860,00	52 530,00	170 445,00	140 000,00
2006P056E31 MODER SITE DES MILLES SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2023 / D	0,00	600 000,00	600 000,00	0,00	120 000,00	480 000,00	0,00
1998P028E75 MODERNISATION DES CERB 2021-2024 / D	0,00	640 000,00	640 000,00	0,00	325 000,00	315 000,00	0,00
2001P025E15 MSAP TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2018 D	100 000,00	0,00	100 000,00	1 056,68	3 000,00	91 967,74	0,00
2003P034E23 MULTIPLES RURAUX ET PLATEFORMES / 2014-2020 D	600 000,00	0,00	600 000,00	355 721,00	0,00	192 354,00	0,00
2020P009E01 OUVRAGES D'ARTS 2020/D	5 300 000,00	0,00	5 300 000,00	886 132,62	509 462,55	283 516,00	3 300 000,00
2020P009E02 OUVRAGES D'ARTS 2021/D	4 100 000,00	0,00	4 100 000,00	0,00	1 139 979,45	1 200 000,00	1 760 020,55
2018P039E04 PARC LOCATIF SOCIAL / 2012-2017/D	5 614 398,00	0,00	5 614 398,00	4 207 998,00	20 000,00	1 382 890,00	0,00
2018P039E05 PARC LOCATIF SOCIAL / 2018-2021 D	1 700 000,00	500 000,00	2 200 000,00	289 646,00	460 000,00	606 500,00	800 000,00
2017P007E07 PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2038 D (MON521706EUR)	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	562 500,00	250 000,00	250 000,00	3 937 500,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2017P007E14 PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524307EUR)	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	437 500,00	250 000,00	250 000,00	4 062 500,00
2017P007E12 PARTICIPATION EMPRUNT CAPITAL / 2019-2039 D (MON524312EUR)	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	875 000,00	500 000,00	500 000,00	8 125 000,00
2003P039E42 PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2016 D	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00	805 997,00	0,00	230 011,00	0,00
2003P039E43 PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2017 D	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	699 936,00	53 214,00	413 311,00	0,00
2003P022E12 PAYS INVESTISSEMENT / 2011-2013 D	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	3 084 007,19	0,00	413 186,54	0,00
2007P021E68 PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024 / D	1 500 000,00	500 000,00	2 000 000,00	0,00	448 730,00	1 401 270,00	150 000,00
2007P021E67 PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026 / D	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	0,00	312 000,00	324 000,00	2 864 000,00
2007P021E69 PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025 / D	369 551,50	2 005 448,50	2 375 000,00	0,00	760 000,00	610 000,00	1 005 000,00
2020P011E01 PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	259 544,09	131 810,87	23 597,21	950 000,00
2020P011E02 PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	268 189,13	400 000,00	531 810,87
2018P038E02 PROTOCOLE CORREZE HABITAT / 2018-2021 D	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	174 179,72	341 000,00	596 193,31	262 769,62
2018P038E01 PROTOCOLE CORREZE HABITAT 2013/2017 D	2 717 000,00	0,00	2 717 000,00	1 281 482,20	25 000,00	1 367 100,60	0,00
1998P028E69 QUALYSE 2018-2021/D	500 000,00	0,00	500 000,00	200 000,00	300 000,00	0,00	0,00
2015P013E11 REGULARISATION FONCIERES 2020-2023/ D	80 000,00	10 000,00	90 000,00	31 542,53	20 000,00	20 000,00	18 122,90
1998P028E74 RENOVATION DES LOCAUX 2021 - 2024 / D	0,00	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00	60 000,00	90 000,00
1998P031E15 RENOVATION DES SANITAIRES ET ACCESSIBILITES 2021 - 2024 / D	0,00	325 000,00	325 000,00	0,00	0,00	115 000,00	210 000,00
1998P028E72 RENOVATION LED TOUS SITES 2021 - 2023 / D	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	100 000,00
2020P008E01 RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D	15 267 768,99	-267 768,99	15 000 000,00	2 766 398,01	15 285,84	157 142,39	11 900 000,00
2020P008E02 RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	0,00	3 984 714,16	4 000 000,00	4 015 285,84
2020P007E01 RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D	20 132 231,01	-5 132 231,01	15 000 000,00	5 391 835,50	133 028,61	73 280,86	9 200 000,00
2020P007E04 RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2021/D	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00	4 866 971,39	5 000 000,00	5 133 028,61
2007P030E29 RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS / 2014-2016 D	350 000,00	0,00	350 000,00	232 170,00	0,00	117 608,00	0,00
2007P031E38 RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2014-2016 D	600 000,00	0,00	600 000,00	429 092,00	7 470,00	144 355,60	0,00
2007P031E47 RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2017-2019 D	600 000,00	0,00	600 000,00	315 408,50	70 000,00	204 084,00	0,00
2007P021E48 RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE/2017-2023D	2 300 000,00	0,00	2 300 000,00	802 900,00	458 800,00	688 200,00	350 100,00
2003P037E78 ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2016 D	400 000,00	0,00	400 000,00	231 117,00	0,00	163 357,00	0,00
2003P037E82 ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2017 D	600 000,00	0,00	600 000,00	324 018,00	36 849,00	239 133,00	0,00
2003P039E45 SALLES POLYVALENTES / 2017 D	800 000,00	-413 220,00	386 780,00	386 780,00	0,00	0,00	0,00
2017P028E02 SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT INV/D	547 600,00	-400 000,00	147 600,00	66 766,80	0,00	0,00	0,00
2020P014E02 SEM CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES - APPELS DE FONDS	500 000,00	0,00	500 000,00	0,00	30 000,00	470 000,00	0,00
2016P007E12 SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2020-2023/D	240 000,00	0,00	240 000,00	29 967,72	60 000,00	150 032,28	0,00
2020P014E01 SOCIETE PROJET DEV. SITES PHOTOVOL - CAPITAL , APPELS FONDS	100 000,00	100 000,00	200 000,00	0,00	70 000,00	30 000,00	100 000,00
1998P001E111 SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES / 2015 D	395 000,00	-23 487,00	371 513,00	371 513,00	0,00	0,00	0,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
1998P001E122 SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2022 D	100 000,00	0,00	100 000,00	20 000,00	0,00	80 000,00	0,00
2013P010E11 SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D	20 000,00	40 000,00	60 000,00	1 141,36	20 000,00	20 000,00	18 858,64
2017P078E08 SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2022 D	54 000,00	40 000,00	94 000,00	36 000,00	27 000,00	18 000,00	4 000,00
2017P078E09 SUBVENTIONS INV.ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES - 2018/2022D	50 000,00	0,00	50 000,00	6 200,00	3 000,00	34 800,00	0,00
2017P072E06 SYMA A 89 / 2018 D (Capital)	718 100,00	0,00	718 100,00	263 209,09	69 755,99	68 866,96	297 044,72
2016P019E01 TOURISME INVESTISSEMENT COMMUNES / 2015-2018 D	700 000,00	0,00	700 000,00	108 564,00	25 000,00	563 269,00	0,00
2015P017E01 TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES 2015-2018 D	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	565 335,52	16 526,00	421 192,00	0,00
2006P058E04 VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022 / D	1 200 000,00	6 800 000,00	8 000 000,00	14 860,23	1 600 000,00	381 897,00	6 000 000,00
2018P026E01 VOIRIE - 2018/2020 D	9 000 000,00	0,00	9 000 000,00	5 811 157,00	2 209 434,00	957 985,00	0,00
2018P026E02 VOIRIE - 2021/2023 D	0,00	9 000 000,00	9 000 000,00	0,00	700 000,00	3 100 000,00	5 200 000,00
2003P037E77 VOIRIE / 2016 D	2 200 000,00	0,00	2 200 000,00	1 803 751,00	0,00	376 210,28	0,00
2003P037E81 VOIRIE / 2017 D	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00	2 763 493,00	281 929,00	147 407,00	0,00
2003P037E69 VOIRIE FORESTIERE ET MATERIEL DE VOIRIE / 2014-2019 D	450 000,00	0,00	450 000,00	354 941,68	940,00	87 652,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT
IV
C8
SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	107 140 690,06	2 462 919,93	109 603 609,99	54 429 128,55	21 542 946,27	15 661 119,02	14 661 659,88
2017P072E04 2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Intérêts)	431 725,00	0,00	431 725,00	190 887,58	50 612,90	44 139,11	146 085,31
2017P072E05 2018/SYMA A 89 (Intérêts)	141 510,00	0,00	141 510,00	71 633,09	16 403,10	13 613,87	39 859,94
2020P015E21 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	0,00	56 358,00	56 358,00	0,00	56 358,00	0,00	0,00
2015P023E10 ACTIONS CULTURELLES TERRITOIRES/SUBVENTION 2020 - D	264 700,00	0,00	264 700,00	244 550,00	0,00	0,00	0,00
2016P021E16 ASSURANCES CYBER RISQUES / 2021 - 2025 D	40 000,00	35 000,00	75 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	45 000,00
2016P021E13 ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS 2021-2025 D	325 000,00	325 000,00	650 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	390 000,00
2016P021E14 ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE / 2021 -2025 D	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	700 000,00
2016P021E17 ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE / 2021 - 2025 D	12 000,00	3 000,00	15 000,00	0,00	3 000,00	4 000,00	8 000,00
2016P021E12 ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE / 2020 2025 D	500 000,00	0,00	500 000,00	80 109,34	112 000,00	115 000,00	188 000,00
2016P021E15 ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES / 2021 - 2025 D	360 000,00	0,00	360 000,00	0,00	70 000,00	72 000,00	218 000,00
1998P056E88 CLUB ELITE/GRAND EVENEMENT SPORTIFS/SOUTIEN EMPLOI SPORTIF/D	554 000,00	0,00	554 000,00	425 884,00	98 000,00	28 116,00	0,00
2020P015E07 CNSA SECTION IV 2020-2022 - FONCTIONNEMENT	1 153 500,00	0,00	1 153 500,00	77 166,40	0,00	447 786,60	0,00
2020P015E19 CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	0,00	276 642,00	276 642,00	0,00	276 642,00	0,00	0,00
2006P038E41 CONTRAT D'ENT. PNEU. marché 72-73 LOC. BAT. 2019-2026 / D	464 500,00	0,00	464 500,00	40 592,66	85 300,00	110 000,00	226 100,00
2006P037E56 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2017-2020 D	204 500,00	-67 443,29	137 056,71	116 588,03	0,00	0,00	0,00
2006P037E63 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2020-2024 D	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00	160 000,00
1998P051E04 CONVENTION PARTICIPATION FONCTIONNEMENT SDIS / 2018-2021 D	38 000 000,00	0,00	38 000 000,00	26 349 000,00	9 500 000,00	1 151 000,00	0,00
2013P009E01 DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	11 302 134,00	0,00	11 302 134,00	6 113 775,19	1 270 454,00	1 241 135,00	2 673 724,81
2006P037E54 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2017-2020 D	400 000,00	-28 987,20	371 012,80	355 131,07	0,00	182,48	0,00
2006P037E67 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2021-2026 D	400 000,00	50 000,00	450 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	250 000,00
2015P028E10 EVENEMENT VOCATION DEPARTEMENTALE/ SUBVENTIONS 2020 - D	811 000,00	0,00	811 000,00	668 000,00	0,00	0,00	0,00
2006P037E64 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES / 2020-2028 D	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00	1 580 000,00

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2016P001E59 EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2017-2021 D	160 000,00	25 000,00	185 000,00	150 585,82	25 000,00	0,00	0,00
2020P016E24 EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00	25 000,00	50 000,00	125 000,00
2006P038E31 FLOTTE AUTO-LOC / 2015 2019 D MARCHES 2015/136-137-138	1 361 337,04	0,00	1 361 337,04	716 384,66	115 000,00	137 725,73	370 494,27
2006P038E42 FLOTTE AUTOMOBILE : LOCATIONS 2020-2025 / D	290 000,00	0,00	290 000,00	2 906,13	18 000,00	60 000,00	209 000,00
2018P049E03 FONCT. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	440 000,00	0,00	440 000,00	22 644,00	50 000,00	357 756,00	0,00
2018P049E05 FONCT. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2022 D	603 200,00	0,00	603 200,00	6 500,00	32 000,00	536 200,00	0,00
2006P038E36 FOURNITURE CARBURANT (lavage et péage) 2019/2022 D	810 000,00	0,00	810 000,00	356 085,31	250 000,00	193 500,00	0,00
2018P005E01 FOURNITURES ADMINISTRATIVES / D	388 000,00	0,00	388 000,00	222 039,28	88 000,00	62 373,66	0,00
2017P018E03 FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS / 2018-2021 D	750 000,00	0,00	750 000,00	586 284,76	17 352,57	90 725,77	0,00
2017P070E12 FSE SUBVENTIONS 2018-2020 / D	2 528 878,00	0,00	2 528 878,00	472 659,12	600 000,00	1 395 878,00	0,00
2006P037E62 GARDIENNAGE / 2019-2023 D	400 000,00	0,00	400 000,00	164 838,63	75 000,00	74 999,83	81 183,70
2018P007E04 HANDIMOBILE 2019-2022 / D	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	1 452 565,54	810 000,00	1 068 823,89	0,00
2018P002E06 LOCATION MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR /D	40 000,00	0,00	40 000,00	19 386,06	9 860,00	8 140,00	0,00
2006P037E61 MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2019-2023 D	100 000,00	0,00	100 000,00	31 319,74	20 000,00	20 000,00	28 680,26
2006P037E55 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2017-2020 D	100 000,00	0,00	100 000,00	73 654,18	0,00	0,00	0,00
2006P037E68 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2021-2026 D	100 000,00	20 000,00	120 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	60 000,00
2006P037E65 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2024 D	600 000,00	0,00	600 000,00	46 859,40	115 000,00	125 000,00	313 000,00
2006P037E60 MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2019-2022 D	480 000,00	0,00	480 000,00	232 345,88	120 000,00	123 274,56	0,00
2017P018E09 MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET / 2020-2024 D	875 000,00	0,00	875 000,00	175 438,17	150 000,00	192 623,43	356 938,40
2017P018E13 MARCHES DE FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOM / 2021-2024 D	650 000,00	0,00	650 000,00	0,00	206 647,43	160 000,00	283 352,57
2017P018E01 MARCHES DE FOURNITURES ET TELECOMMUNICATIONS / 2017-2019 D	600 000,00	-82 491,93	517 508,07	517 508,07	0,00	0,00	0,00
2017P017E01 MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2017-2020 D	1 830 000,00	-602 032,60	1 227 967,40	1 227 543,60	0,00	423,80	0,00
2017P017E06 MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2018-2021 D	1 300 000,00	100 000,00	1 400 000,00	1 064 763,89	240 000,00	85 586,67	0,00
2017P017E07 MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2019-2023 D	400 000,00	100 000,00	500 000,00	319 107,16	130 000,00	29 552,50	0,00

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2017P017E08 MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2020-2024 D	1 250 000,00	0,00	1 250 000,00	194 420,00	370 000,00	250 162,77	383 000,00
2017P017E09 MARCHES MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION / 2021-2025 D	600 000,00	0,00	600 000,00	0,00	250 000,00	150 000,00	200 000,00
2016P001E21 MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2016-2018 D	226 000,00	-14 238,20	211 761,80	208 384,92	0,00	0,00	0,00
2016P001E80 MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2018-2022 D	379 170,00	0,00	379 170,00	230 000,20	94 500,00	26 011,80	0,00
2016P015E05 NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES / 2020-2021 D	100 000,00	0,00	100 000,00	25 800,00	30 000,00	42 000,00	0,00
2006P037E53 NETTOYAGES DES LOCAUX / 2017-2020 D	3 120 000,00	0,00	3 120 000,00	1 609 614,73	0,00	1 477 237,23	0,00
2006P037E66 NETTOYAGES DES LOCAUX / 2021-2026 D	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	445 000,00	500 000,00	2 055 000,00
2016P022E16 PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2018-2021 D	1 312 000,00	-328 000,00	984 000,00	984 000,00	0,00	0,00	0,00
2016P022E25 PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2021-2024 D	1 312 000,00	0,00	1 312 000,00	0,00	328 000,00	328 000,00	656 000,00
2019P025E02 PARTENARIAT CHAMBRE DE COMMERCE ET INDUSTRIE / 2016-2019 D	424 000,00	-3 500,00	420 500,00	420 000,00	0,00	0,00	0,00
1998P056E66 PARTENARIAT PLURIANNUEL DES COMITES DPTAUX 2009 - 2012 / D	1 513 810,00	0,00	1 513 810,00	1 500 698,20	0,00	0,00	0,00
2017P007E15 PARTICIPATION EMPRUNT INTERET / 2019-2039 D (MON524307EUR)	798 750,00	0,00	798 750,00	141 148,45	70 159,38	66 234,38	521 207,79
2017P007E13 PARTICIPATION EMPRUNT INTERET/ 2019-2039 D (MON524312EUR)	1 597 500,00	0,00	1 597 500,00	282 296,88	140 318,76	132 468,76	1 042 415,59
2017P007E08 PARTICIPATION EMPRUNT INTERETS / 2019-2038 D (MON521706EUR)	789 854,26	0,00	789 854,26	146 281,26	67 328,13	63 453,13	512 791,74
2017P019E02 PHOTOCOPIEURS / 2018-2021 D	600 000,00	0,00	600 000,00	284 726,60	110 000,00	110 000,00	80 881,14
2016P001E78 PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022 D	139 421,76	21 560,00	160 981,76	91 971,09	40 000,00	20 000,00	0,00
2020P016E27 REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025 D	0,00	650 000,00	650 000,00	0,00	40 750,00	150 000,00	459 250,00
2007P035E130 RESERVE DE BIODIVERSITE - FONCTIONNEMENT / 2019-2023 D	200 000,00	0,00	200 000,00	10 000,00	20 000,00	110 000,00	45 000,00
2016P037E06 SCHEMA DEP. ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE /SUBVENTIONS 2020 - D	413 000,00	0,00	413 000,00	407 750,00	0,00	0,00	0,00
2018P008E02 SCOLAIRE HANDICAPES / 2018-2022 D	7 200 000,00	0,00	7 200 000,00	3 652 261,52	1 900 000,00	949 353,57	0,00
2017P028E01 SECTEUR DOMICILE : SOUTIEN/DEVELOPPEMENT - FONC/ 2017-2019 D	715 000,00	-259 335,00	455 665,00	449 507,80	0,00	0,00	0,00
1998P001E123 SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2022D	100 000,00	0,00	100 000,00	21 000,00	15 000,00	20 500,00	37 500,00
1998P056E97 SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF - SUBVENTION 2021	557 200,00	47 100,00	604 300,00	0,00	604 300,00	0,00	0,00
1998P056E96 SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIF SUBVENTION 2020	605 000,00	0,00	605 000,00	587 960,00	0,00	0,00	0,00
1998P056E98 SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2022	0,00	604 300,00	604 300,00	0,00	0,00	604 300,00	0,00
2007P035E132 SUBVENTION FEDERATION PECHE / 2020 D	70 000,00	0,00	70 000,00	10 000,00	15 000,00	45 000,00	0,00

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
2017P078E01 SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES / 2017-2021 D	300 000,00	0,00	300 000,00	149 900,00	25 000,00	116 312,94	0,00
2020P023E01 SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2021	1 367 000,00	0,00	1 367 000,00	0,00	1 361 960,00	5 040,00	0,00
2020P023E06 SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2022	0,00	1 361 960,00	1 361 960,00	0,00	0,00	1 361 960,00	0,00
2006P037E59 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2019-2022 / D	200 000,00	0,00	200 000,00	42 783,84	40 000,00	113 527,54	0,00
2006P037E52 VERIFICATION DES PORTES, PORTAILS ET BARRIERES / 2017-2019 D	110 000,00	0,00	110 000,00	36 716,66	0,00	0,00	0,00
2016P001E108 VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023 D	520 000,00	0,00	520 000,00	224 566,01	50 000,00	130 000,00	106 194,36
2016P001E23 VETEMENTS DE TRAVAIL COLLEGES 2016-2019 / D	170 000,00	-26 971,85	143 028,15	122 603,63	0,00	0,00	0,00
2018P013E06 VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	330 000,00	0,00	330 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	C9

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE
Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE D'AMENAGEMENT	-4 487 184,28	900 000,00	1 559 449,19	-5 146 633,47
DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)	-1 262 307,53	1 329 667,00	3 816 680,00	-3 749 320,53
PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	-857 968,47	600 000,00	790 000,00	-1 047 968,47
Total	-6 607 460,28	2 829 667,00	6 166 129,19	-9 943 922,47

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE D'AMENAGEMENT		
		Reste à employer au 01/01/N
		-4 487 184,28
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
7327 / 937-38	Taxe d'aménagement	900 000,00
Total		900 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
7398 / 937-1	Reversement taxe au Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE)	200 100,00
907-38 / 917-38 / 937-38	Actions en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)	1 359 349,19
Total		1 559 449,19
		Reste à employer au 31/12/N (3)
		-5 146 633,47

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)		
		Reste à employer au 01/01/N
		-1 262 307,53
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
1332 / 902-21	Dotation Départementale d'Equipeement des Collèges (DDEC)	1 329 667,00
Total		1 329 667,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
21. / 902-21	Immobilisations corporelles	1 193 996,60
23. / 902-21	Immobilisations en cours	2 622 683,40
Total		3 816 680,00
		Reste à employer au 31/12/N (3)
		-3 749 320,53

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
		Reste à employer au 01/01/N
		-857 968,47
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
1345 / 906-21	Amendes de radars automatiques et amendes de police	600 000,00
Total		600 000,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2151 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	785 678,41
23152 / 906-21	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	4 321,59
	Total	790 000,00
	Reste à employer au 31/12/N (3)	-1 047 968,47

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles le département souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		359,00	1,60	360,60	297,80	24,07	321,87
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	78,00	0,00	78,00	65,10	3,45	68,55
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	73,00	0,00	73,00	57,60	0,00	57,60
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	48,00	0,50	48,50	41,80	1,62	43,42
ADMINISTRATEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ADMINISTRATEUR HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	0,00	3,00	3,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	18,00	0,00	18,00	14,80	3,00	17,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	25,00	1,10	26,10	19,70	4,00	23,70
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR	B	48,00	0,00	48,00	39,50	7,00	46,50
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	35,00	0,00	35,00	33,50	0,00	33,50
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	27,00	0,00	27,00	24,80	0,00	24,80
FILIERE TECHNIQUE (c)		716,00	5,00	721,00	610,30	35,57	645,87
ADJOINT TEC TER PPAL 1E EE	C	62,00	0,00	62,00	58,00	0,00	58,00
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	95,00	1,00	96,00	77,40	2,50	79,90
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	66,00	0,00	66,00	63,00	0,00	63,00
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	59,00	4,00	63,00	46,00	6,41	52,41
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	92,83	0,00	92,83	77,40	10,08	87,48
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	90,17	0,00	90,17	85,50	0,90	86,40
AGENT DE L'ETAT	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
AGENT DE MAITRISE	C	57,00	0,00	57,00	50,70	0,00	50,70
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	42,00	0,00	42,00	33,00	0,00	33,00
INGENIEUR	A	22,00	0,00	22,00	10,90	7,00	17,90
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	12,00	0,00	12,00	12,00	0,00	12,00
TECHNICIEN	B	42,00	0,00	42,00	32,00	6,68	38,68
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	51,00	0,00	51,00	44,60	0,00	44,60
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	17,00	0,00	17,00	13,80	2,00	15,80
FILIERE SOCIALE (d)		179,50	0,50	180,00	138,90	21,81	160,71
AGENT SOCIAL	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
AGENT SOCIAL PPAL DE 2E CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ASSISTANT SOC EDUC 1ERE CLASSE	A	98,42	0,00	98,42	92,30	0,00	92,30
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	60,00	0,50	60,50	29,90	20,81	50,71
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	10,00	0,00	10,00	9,90	0,00	9,90
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	6,08	0,00	6,08	3,80	1,00	4,80
CONSEILLER SUPERIEUR SOCIO-EDU	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		64,00	4,20	68,20	45,70	8,25	53,95
CADRE DE SANTE 2EME CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CADRE DE SANTE DE 1ERE CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	9,17	0,00	9,17	4,80	2,00	6,80
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.SUP	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,90	4,90	0,00	1,90	1,90
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	1,00	1,30	2,30	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	4,00	0,10	4,10	1,80	1,10	2,90
MONITEUR-EDUC ET INT FAMILIAL	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP CL NORM	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
PEDI,ERGO,ORTHO,MANIP CL SUP	A	0,00	0,90	0,90	0,90	0,00	0,90
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	1,00	0,50	1,50	1,00	0,50	1,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	3,00	0,50	3,50	3,00	0,50	3,50
PUERICULTRICE DE CLASSE NORM	A	3,83	0,00	3,83	2,80	0,25	3,05
PUERICULTRICE DE CLASSE SUP	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	12,00	0,00	12,00	10,90	0,00	10,90
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL NORM	B	4,00	0,00	4,00	3,80	0,00	3,80
TECHNICIEN PARAMEDICAL CL SUP	B	9,00	0,00	9,00	8,70	0,00	8,70
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		37,00	0,00	37,00	23,50	2,00	25,50
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	3,00	0,00	3,00	2,90	0,00	2,90
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	5,00	0,00	5,00	3,80	0,00	3,80
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	5,00	0,00	5,00	2,80	0,00	2,80
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ATTACHE CONSERV.PAT	A	5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR BIB EN CHEF	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,40	0,40	0,40	0,00	0,40
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	0,40	0,40	0,40	0,00	0,40

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		1 355,50	11,70	1 367,20	1 116,60	91,70	1 208,30

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	D1

D1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				780 191,80		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	355	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	354	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	353	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TEC.TER.PPAL 2E CL EE	C	TECH	362	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	353	0,00	3-4	CDI -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	354	0,00	3-2	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	353	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	354	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	362	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	374	0,00	3-3-2°	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	350	0,00	3-1	CDD -
ADMINISTRATEUR	A	ADM	977	0,00	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-1	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-1	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	422	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	438	0,00	3-2	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-3-2°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S		35 670,68	3-3-2°	CDD -
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444	0,00	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	1	0,00	3-4	CDI -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	1027	0,00	3-3-2°	CDD -
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM		69 615,48	3-3-2°	CDD -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		54 699,68	3-4	CDI -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		49 257,92	3-3-2°	CDD -
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM		52 679,56	3-3-2°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	444	0,00	3-2	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	732	0,00	3-2	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM		51 854,44	3-4	CDI -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM		43 430,20	3-3-2°	CDD -
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	529	0,00	3-3-2°	CDD -
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	713	0,00	3-4	CDI -
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	ADM		58 333,56	3-4	CDI -
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	489	0,00	3-2	CDD -
INFIRMIER SOINS GENERAUX C.NRL	A	MS	520	0,00	3-3-2°	CDD -
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	MS		39 818,12	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	444	0,00	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH	565	0,00	3-2	CDD -

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
INGENIEUR	A	TECH	611	0,00	3-2	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		41 629,96	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		49 450,24	3-3-2°	CDD -
INGENIEUR	A	TECH		53 106,36	3-3-2°	CDD -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS		43 051,44	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS		50 815,36	3-4	CDI -
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	MS		44 856,04	3-4	CDI -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	II	0,00	3-2	CDD -
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	III	0,00	3-3-2°	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS		18 027,20	3-2	CDD -
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	MS		23 895,56	3-3-2°	CDD -
PUERICULTRICE DE CLASSE NORM	A	MS	489	0,00	3-1	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	372	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	415	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	478	0,00	3-2	CDD -
REDACTEUR	B	ADM	379	0,00	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	372	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	379	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	388	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	415	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN	B	TECH	397	0,00	3-3-2°	CDD -
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	444	0,00	3-2	CDD -
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	506	0,00	3-2	CDD -
Agents occupant un emploi non permanent (7)				130 235,22		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	350	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	350	0,00	3-a°	CDD -
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	350	0,00	3-a°	CDD -
AGENT SOCIAL	C	S	350	0,00	3-a°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-a°	CDD -
ASSISTANT SOC EDUC 2ND CLASSE	A	S	404	0,00	3-a°	CDD -
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	611	0,00	3-a°	CDD -
COLLABORATEUR CABINET	B	ADM	707	0,00	110	CDD -
COLLABORATEUR GROUPE ELUS	A	OTR		31 466,80	110-1	CDD -
COLLABORATEUR GROUPE ELUS	A	OTR		50 722,72	110-1	CDD -
CONTRAT PRIVE		OTR		4 430,56	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		3 451,24	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		5 300,68	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		6 125,09	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		6 838,70	A APPRENTIS	A APPRENTIS
CONTRAT PRIVE		OTR		11 899,43	A APPRENTIS	A APPRENTIS
REDACTEUR	B	ADM	372	0,00	3-a°	CDD -
VACATAIRE		OTR		2 000,00	A VACATAIRES	A VACATAIRES
VACATAIRE		OTR		8 000,00	A VACATAIRES	A VACATAIRES
TOTAL GENERAL				910 427,02		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP (projet de budget) - 2021

S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

- (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
- 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 - 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 - 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 - 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 - 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 - 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 - 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 - 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 - 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 - 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 - 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 - 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 - 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 - 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 - A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LE DEPARTEMENT A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	D2
(Articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 applicables au département par renvoi de l'article L. 3313-1 du CGCT)	

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à Hôtel du Département Marbot - Tulle (1).
Toute personne a le droit de demander communication des budgets et des comptes du département.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
04/12/2012 - Fondation "Caisse d'Epargne pour la Solidarité" - Affermage	Service Départemental "Corrèze téléassistance"		Fondation reconnue d'utilité publique	11 413 479,00
Détention d'une part du capital				
21/12/1970 - 31/12/1972 -	Safer Marche Limousin Société d'Equipement du Limousin (SELI)		Société Anonyme (SA) Société d'Economie Mixte (SEM)	84 480,00 17 671,89
23/04/1975 -	Groupement Syndical Forestier des Agriens		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,36
03/07/1995 -	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	152 449,02
15/10/1999 -	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
07/04/2000 - 14/12/2006 -	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel Corrèze Equipement		Société Coopérative Société d'Economie Mixte (SEM)	202 700,00 727 500,00
09/11/2012 -	Territoires 19 (ex. SEM 19)		Société d'Economie Mixte (SEM)	174 999,00
12/07/2013 -	Uzerche Territoire d'Energies Positives		Société d'Economie Mixte (SEM)	600,00
12/04/2019 -	Corrèze Energies Renouvelables		Société d'Economie Mixte (SEM)	144 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie emprunt	Corrèze Habitat		OPH	99 442 275,89
- Garantie emprunt	DOM AULIM		ESH - SA HLM	2 440 598,32
- Garantie emprunt	COPROD		ESH - SA HLM	5 203 418,45
- Garantie emprunt	EPDA de la Corrèze (Servières le Château)		Association	1 007 099,98
- Garantie emprunt	EPDA du Glandier		Association	6 748 535,73
- Garantie emprunt	EHPAD de Seilhac		Maison de retraite	1 304 732,47
- Garantie emprunt	EHPAD de Vigeois (Résidence Commaignac)		Maison de retraite	3 500 369,51
- Garantie emprunt	EHPAD de Corrèze		Maison de retraite	5 103 614,61
- Garantie emprunt	EHPAD de Rivet à Brive		Maison de retraite	9 486 723,70
- Garantie emprunt	Egletons Habitat		OPH	434 149,77
- Garantie emprunt	Société d'Economie Mixte Corrèze Equipement		SEM	1 396 895,30
- Garantie emprunt	DORSAL		Syndicat Mixte	18 125 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie emprunt	NOALIS (fusion DOM AULIM et Le Foyer)		ESH - SA HLM	6 049 630,38
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel du département et autres lieux publics désignés par le département.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	D3.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE DEPARTEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-1 du CGCT)			
Syndicat Mixte de l'aménagement touristique du Lac de Bort	11/01/1975	50%	144 000,00
Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional "Millevalches en limousin"	17/10/2003	2,80 € / hab. base population DGF	77 632,80
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Principal	17/03/2006	11,25%	106 646,76
Syndicat Mixte pour la création de l'aéroport Brive-Souillac	28/10/2011	33,81%	1 242 611,28
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Annexe Corrèze	25/09/2018	33,75%	63 162,54
Autres organismes de regroupement			
Syndicat Départemental d'Abattage (SDA)	21/12/1970	70%	91 000,00
Etablissement Public Interdépartemental Dordogne (EPIDOR)	27/02/1995	16%	85 017,31

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	D3.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / Objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Goupement d'intérêt public	Maison Départementale des Personnes Handicapées	15/12/2005	15/12/2005	SPA	non
Etablissement public administratif	Corrèze Ingénierie (assistance technique aux communes et EPCI)	29/03/2013	29/03/2013	SPA	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	D3.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Hébergement social pour enfants en difficultés	Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	30/11/1984	30/11/1984	22192720500064	SPA	non
Lutte contre la désertification médicale	Corrèze Santé	01/01/2019	28/11/2018	22192720500197	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social...

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D3.4

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Transports	Transports de personnes handicapées	01/01/2014	11/04/2014	SPA
Domaine Routier	Activité "Voirie"	01/01/2018	10/11/2017	SPA
Social	Pandémie Covid-19 - Centrale d'achat Communes/EPCI	19/05/2020	19/05/2020	SPA

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES	E1

TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES ET INDIRECTES

	Base notifiée (si connue à la date de vote) ou assiettes	Variation des bases ou assiettes / (N-1)	Taux ou coefficient multiplicateur appliqué par décision du conseil général	Variation du taux / N-1	Produit voté par le conseil général	Variation du produit / N-1
Taxe foncières sur les propriétés bâties	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale des espaces naturels sensibles	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement	0,00	0,00 %	4,50 %	0,00 %	22 500 000,00	-12,12 %
Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	0,00 %	4,25	0,00 %	2 900 000,00	0,65 %
Taxe sur les remontées mécaniques	0,00	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00	0,00 %
Taxe d'aménagement	0,00	0,00 %	1,00 %	0,00 %	900 000,00	-15,09 %
Total des contributions directes et indirectes	0,00	0,00 %			26 300 000,00	-10,98 %

(1) Détailler les taxes pour lesquelles le département a un pouvoir de modulation du taux.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET 2021

RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre approbation le projet de budget primitif du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille pour l'exercice 2021.

En cohérence avec les orientations du Schéma Départemental en faveur de l'Enfance de 2017-2021, le CDEF aura pour 2021 comme priorités :

- D'aboutir la réalisation du **plan d'actions qualité 2019-2021** et de procéder à **l'évaluation interne** ;
- De poursuivre la **réadaptation des espaces de vie** ;
- De poursuivre la **sécurisation de l'établissement** :
 - installation d'un portail piétons / véhicules pour un meilleur contrôle des accès,
 - installation de panneaux de clôture le long du muret d'entrée pour limiter les risques d'intrusion,
- La mise en œuvre du **redéploiement des Appartements Relais Jeunes** dont la gestion est désormais internalisée au CDEF offrant un service d'hébergement diffus à la fois pour 6 jeunes mais également pour 1 famille ;
- **La modernisation des outils de gestion** : le renouvellement du parc informatique, l'acquisition d'un logiciel de gestion des dossiers usagers et d'un logiciel de gestion RH (planification du temps de travail).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 2 503 384,22 € de crédits de paiements au budget annexe du CDEF :

- dont 2 213 323,86 € au titre du fonctionnement
- et 290 060,36 € au titre de l'investissement.

Le projet de budget 2021 qui vous est présenté est équilibré en dépenses et recettes et s'établit entre sections ainsi que ci-dessous (reprise de résultat des années antérieures inclus) :

	Crédits de paiements DEPENSES	Crédits de paiements RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 213 323,86 €	2 213 323,86 €
INVESTISSEMENT	290 060,36 €	290 060,36 €
TOTAL	2 503 384,22 €	2 503 384,22 €

1- SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Le montant total des crédits de paiements autorisés est arrêté à 2 213 323,86 €.

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré essentiellement par la recette d'hébergement, versée sous forme de dotation globale provenant du budget principal du Département.

Le rapport qui vous est soumis intègre une dotation globale à hauteur de 1 945 000 €.

Le budget 2021 tient compte principalement :

- de l'intégration de l'activité des Appartements Relais Jeunes Famille au CDEF avec un transfert de dotation de 75 000,00 € de l'ASE à ce titre et le transfert à partir du budget principal du montant du salaire annuel chargé de l'agent qui intègre les effectifs du CDEF dans ce cadre,
- du remboursement d'une avance budgétaire de 1 111 377,24 € au budget principal.

L'établissement prévoit par ailleurs, une recette prévisionnelle de 56 988,00 € au titre de la facturation du prix de journée dans le cadre d'accueil de personnes relevant d'une prise en charge par un autre département. Ce montant correspond à 280 journées facturées à d'autres départements.

1.1 Les dépenses de fonctionnement

Le prévisionnel des dépenses du groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation courante, s'établit à 192 176,41 €.

En effet, les dépenses de ce groupe sont directement impactées par l'augmentation de capacité (+9 places) liée à l'intégration des Appartements Relais Jeunes Familles dans l'activité du CDEF.

Les dépenses prévisionnelles du groupe 2 consacrées aux dépenses de personnel s'élèvent à 1 873 150,75 €.

En effet, ces dépenses sont augmentées du remboursement de l'avance consentie en 2020 (1 111 377,24 €) afin d'assurer le paiement des salaires sous estimés au moment de la Décision Modificative au BP 2020.

- Ce prévisionnel inclus également une mesure nouvelle : l'intégration d'un agent en charge de la gestion des ARJF,
- Par ailleurs, les dépenses de personnel augmentent mécaniquement avec l'évolution de carrière des agents (G.V.T.) au regard de l'évolution indiciaire statutaire et de l'impact des avancements d'échelon et de grades suite au CAP.
- En revanche, il n'est pas encore possible de déterminer la part d'économie réalisable au bénéfice de l'effet de Noria (pas de date de départ en retraite confirmée pour l'exercice 2021)
- Enfin les crédits de remplacement restent importants et tiennent compte du taux d'absentéisme dans l'établissement. Un absentéisme lié à des agents en congés longue maladie ou longue durée.

Quant aux dépenses prévisionnelles du groupe 3 "dépenses afférentes à la structure", elles s'élèvent à 148 006,70 €. Les dépenses de ce groupe sont impactées par deux mesures nouvelles :

- l'intégration des Appartements Relais Jeunes Familles au budget du CDEF (loyers),
- le coût du contrat d'entretien d'un véhicule à acquérir en cours d'année au terme du contrat de location.

1.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes sont constituées pour l'essentiel du montant de la **dotations globale** soit une somme de **1 945 000 €** qui intègre :

- un montant de 75 000 € correspondant à l'enveloppe de dépenses consacrées par l'ASE aux ARJ ;
- le transfert à partir du budget principal du montant du salaire annuel chargé de l'agent qui intègre les effectifs du CDEF dans ce cadre, soit 39 000 €.

Un « prix de journée autres établissements et/ou autres départements » est prévu, il s'agit du tarif journalier qui sera facturé aux autres établissements et/ou autres départements pour l'accueil de résidents non domiciliés en Corrèze.

Une recette prévisionnelle est inscrite à ce titre à hauteur de **56 988,00 €**.

Je vous propose de projeter une occupation 2021 basée sur l'occupation moyenne des trois dernières années, à savoir 8 260 journées, et d'inclure l'activité prévisionnelle de l'activité d'hébergement diffus (ARJF), c'est-à-dire 1 720 journées.

Soit un **prévisionnel de 9 980 journées** correspondant à un taux d'occupation de 70,11%.

Ce qui permet de fixer le **prix de journée** applicable aux prises en charge des publics des autres Départements à **200,60 €** (contre 208,29 € en 2020).

Des produits d'exploitation sont inscrits au budget à hauteur de 65 996,70 €, ils proviennent des remboursements des salaires du personnel en formation, des remboursements des cotisations des agents en détachement, ainsi que des remboursements des repas facturés aux agents.

Des produits financiers et non encaissables sont prévus au budget à hauteur de 53 515,82 €. Ils se composent de la reprise des subventions d'équipement, qui est une opération d'ordre budgétaire permettant d'atténuer la charge nette de la dotation aux amortissements liée à la réalisation des travaux de restructuration.

2- SECTION D'INVESTISSEMENT :

Les crédits de paiement du budget d'investissement sont proposés à hauteur de 290 060,36 €, tenant compte de la réintégration de l'excédent à savoir 192 464,54 €.

Il est prévu de poursuivre en 2021 les **travaux et aménagements** nécessaires à la finalisation de l'adaptation complète des locaux du CDEF aux spécificités du public accueilli, avec notamment :

- la sécurisation des accès :
 - installation d'un portail piétons / véhicules,
 - installation de panneaux de clôture le long du muret d'entrée pour limiter les risques d'intrusion ;

- la réadaptation des espaces de vie:
 - aménagement d'une salle d'activité en lieu et place d'une salle de réunion
 - aménagement de studios/chambres permettant de sécuriser l'accueil des moins de 14 ans.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la feuille de route et la **modernisation des outils** est toujours d'actualité avec :

- le renouvellement du parc informatique dès finalisation des travaux de câblage et d'installation du WIFI,
- l'acquisition de logiciels métiers : gestion du dossier de l'utilisateur, gestion RH (outil de planification).

Également, un **renouvellement partiel de l'électroménager et des équipements de cuisine** est nécessaire.

Et enfin, l'**acquisition de 3 véhicules** au terme des contrats dont un en 2021.

Je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	BP + DM 2020	CA 2020	BP 2021
Groupe 1: Dépenses d'exploitation courante	154 768,30 €	139 856,75 €	192 176,41 €
Groupe 2: Dépenses de personnel	1 622 420,00 €	1 622 418,42 €	1 873 150,75 €
Groupe 3: Dépenses de structure	118 964,86 €	117 773,20 €	148 006,70 €
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 896 153,16 €	1 880 048,37 €	2 213 323,86 €
Groupe 1: Dotation Globale	1 731 000,00 €	1 767 000,00 €	1 945 000,00 €
Groupe 1 : Prix de journée autres établissements et/ou départements	36 000,00 €	0 €	56 988,00 €
Groupe 2 : Produits d'exploitation	71 877,88 €	146 425,65 €	65 996,70 €
Groupe 3 : Produits financiers et non encaissables	53 515,82 €	54 686,60 €	53 515,82 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (hors reprise de résultat)	1 892 393,70 €	1 968 112,25 €	2 121 500,52 €
Résultat comptable		+ 88 063,88 €	
Reprise de résultat antérieur	+ 3 759,46 €	+ 3 759,46 €	91 823,34 €
Résultat à affecter		+ 91 823,34 €	
TOTAL RECETTES	1 896 153,16 €	1 968 112,25 €	2 213 323,86 €

Le projet de budget 2021 a été présenté au Comité Technique d'Établissement et à la Commission de Surveillance.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 2 503 384,22 € de crédits de paiements au budget annexe du Centre Départemental de l'Enfance, dont 290 060,36 € au titre de l'investissement et 2 213 323,86 € au titre du fonctionnement.

SECTION D'INVESTISSEMENT	BP + DM 2020	CA 2020	BP 2021
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	296 684,13 €	104 197,61 €	290 060,36 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	97 617,80 €	97 595,82 €	97 595,82 €
Résultat de l'exercice		- 6 601,79 €	
Reprise de résultat antérieur	199 066,33 €	199 066,33 €	192 464,54 €
Solde cumulé		192 464,54 €	-
TOTAL RECETTES	295 304,13 €	296 662,15 €	290 060,36 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 213 323,86 €	2 213 323,86 €
INVESTISSEMENT	290 060,36 €	290 060,36 €
TOTAL	2 503 384,22 €	2 503 384,22 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur le programme : "Moyens généraux et financiers du CDEF" qui correspond au Budget Annexe de la structure.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir autoriser le versement de la recette d'hébergement sous forme de dotation globale.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/307 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Voté par groupes fonctionnels, le budget prévisionnel 2021 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille est adopté tel qu'il figure en annexe à la présente délibération.

Article 2 : Est autorisé le versement de la recette d'hébergement sous forme de dotation globale du Département. Le paiement s'effectuera par douzième de janvier à décembre de l'année considérée.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 30 avril 2021
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1593-DE-1-1
Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE

M22

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2021

GROUPE 1 : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
G1-DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE								
60611	Eau et Assainissement	1 437,86	6 149,03	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
60612	Energie, Electricité	13 674,06	13 591,70	0,00	16 000,00	16 000,00		16 000,00
60621	Combustibles et carburants	23 947,58	32 378,86	0,00	32 000,00	32 000,00		32 000,00
60622	Produits d'entretien	3 879,56	147,62	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
60623	Fournitures d'atelier	951,48	1 435,56	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
60624	Fournitures administratives	1 041,02	475,62	0,00	1 500,00	1 500,00		1 500,00
60625	Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs	1 026,33	2 465,42	0,00	2 500,00	2 500,00		2 500,00
606268	Autres fournitures hôtelières	2 748,48	8 655,54	0,00	7 000,00	7 000,00		7 000,00
6063	Alimentation	66 290,71	68 632,67	0,00	70 676,41	70 676,41		70 676,41
6066	Fournitures médicales	846,50	469,69	0,00	1 500,00	1 500,00		1 500,00
6068	Autres achats non stockés de matières et fournitures	10 473,93	6 091,87	0,00	12 000,00	12 000,00		12 000,00
62428	Autres transports d'usagers	2 445,80	396,00	0,00	4 000,00	4 000,00		4 000,00
6251	Voyages et déplacements	976,57	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00		2 500,00
6257	Réceptions	202,20	0,00	0,00	500,00	500,00		500,00
6261	Frais d'affranchissements	811,45	1 520,75	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
6262	Frais de télécommunication	7 414,64	8 694,96	0,00	9 000,00	9 000,00		9 000,00
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	2 443,70	855,22	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
6288	Autres services extérieurs divers	15 428,60	2 807,79	0,00	15 000,00	15 000,00		15 000,00

TOTAL GROUPE 1		156 040,47	154 768,30	0,00	192 176,41	192 176,41	192 176,41	192 176,41
-----------------------	--	------------	------------	------	------------	------------	------------	------------

GROUPE 2 : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

		Réal n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
G2-DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL								
6228	Divers - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	160,70	509,04	0,00	112 277,24	112 277,24		112 277,24
6333	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	43 567,23	41 339,29	0,00	41 000,00	41 000,00		41 000,00
6336	Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier	5 651,03	5 494,00	0,00	5 600,00	5 600,00		5 600,00
64111	Rémunération principale - Personnel titulaire et stagiaire	848 885,65	790 644,14	0,00	860 000,00	860 000,00		860 000,00
641181	Gratifications des stagiaires	2 441,25	1 638,00	0,00	4 000,00	4 000,00		4 000,00
64131	Rémunération principale - Personnel non titulaire sur emplois permanents	95 844,26	65 194,52	0,00	116 763,51	116 763,51		116 763,51
64151	Rémunération principale - Personnel non médical de remplacement	204 729,11	240 659,05	0,00	244 400,00	244 400,00		244 400,00
64511	Cotisations à l'URSSAF	184 165,69	215 095,00	0,00	197 386,05	197 386,05		197 386,05
64513	Cotisations aux caisses de retraite	11 483,28	11 024,00	0,00	11 000,00	11 000,00		11 000,00
64515	Cotisations à la CNRACL	212 954,22	220 163,01	0,00	215 000,00	215 000,00		215 000,00
64518	Cotisations aux autres organismes sociaux	5 987,55	5 837,34	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
6475	Médecine du travail	229,48	68,76	0,00	500,00	500,00		500,00
64784	Oeuvres sociales	24 821,90	24 363,60	0,00	24 000,00	24 000,00		24 000,00
64788	Autres charges sociales	272,08	0,00	0,00	800,00	800,00		800,00
6488	Autres charges diverses de personnel	5 434,54	390,25	0,00	34 413,95	34 413,95		34 413,95
TOTAL GROUPE 2		1 646 627,97	1 622 420,00	0,00	1 873 140,75	1 873 140,75	1 873 140,75	1 873 140,75

GROUPE 3 : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Dépenses autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
G3-DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE								
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00		18 000,00
6135	Locations mobilières	6 655,12	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
61353	Matériel de transport	0,00	5 961,68	0,00	6 709,64	6 709,64		6 709,64
61528	Autres	694,45	1 102,00	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00
61558	Autres matériels et outillages	2 509,38	1 641,20	0,00	3 491,24	3 491,24		3 491,24
61561	Maintenance informatique	0,00	67,40	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00
61568	Maintenance autres	11 249,47	13 882,46	0,00	14 000,00	14 000,00		14 000,00
6168	Primes d'assurance - Autres risques	2 259,77	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
61688	Autres risques	0,00	2 367,39	0,00	2 000,00	2 000,00		2 000,00
6182	Documentation générale et technique	676,00	810,00	0,00	1 000,00	1 000,00		1 000,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 349,92	0,00	0,00	1 700,00	1 700,00		1 700,00
6582	Pécule	4 977,00	3 767,85	0,00	5 000,00	5 000,00		5 000,00
6588	Autres	4 377,99	1 669,42	0,00	4 010,00	4 010,00		4 010,00
6611	Intérêts des emprunts et dettes	140,45	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 025,00	1 349,92	0,00	0,00	0,00		0,00
68112	Immobilisations corporelles - Dotations aux amortissements	83 710,64	86 345,54	0,00	90 095,82	90 095,82		90 095,82

TOTAL GROUPE 3	120 625,19	118 964,86	0,00	148 006,70	148 006,70	148 006,70	148 006,70
----------------	------------	------------	------	------------	------------	------------	------------

TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3)	1 923 293,63	1 896 153,16	0,00	2 213 323,86	2 213 323,86	2 213 323,86	2 213 323,86
---	--------------	--------------	------	--------------	--------------	--------------	--------------

		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n			
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	0,00	0,00				0,00

TOTAL DEPENSE D'EXPLOITATION	1 923 293,63	1 896 153,16					2 213 323,86
------------------------------	--------------	--------------	--	--	--	--	--------------

GROUPE 1 : PRODUITS DE LA TARIFICATION

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
PRODUITS DE LA TARIFICATION								
73331	Secteur protection de l'Enfance-Dotation Globale (y compris quote-part de	1 841 157,74	1 767 000,00	0,00	1 945 000,00	1 945 000,00		1 945 000,00
73332	Secteur protection de l'Enfance-Prix de journée	0,00	0,00	0,00	56 988,00	56 988,00		56 988,00
TOTAL GROUPE 1		1 841 157,74	1 767 000,00	0,00	2 001 988,00	2 001 988,00	2 001 988,00	2 001 988,00

GROUPE 2 : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION								
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	0,00	35 381,76	0,00	29 500,00	29 500,00		29 500,00
6459	Remboursement sur charges de Sécurité sociale et de prévoyance	11 915,40	10 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00		6 000,00
6611	Intérêts des emprunts et dettes	131,06	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
7541	Remboursement formation professionnelle	8 096,23	14 990,00	0,00	10 000,00	10 000,00		10 000,00
7548	Autres remboursements de frais	1 196,17	5 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00		3 000,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	6 141,68	6 506,12	0,00	17 496,70	17 496,70		17 496,70
TOTAL GROUPE 2		27 480,54	71 877,88	0,00	65 996,70	65 996,70	65 996,70	65 996,70

GROUPE 3 : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES

		Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel propos2			Recettes autorisées	Budget exécutoire
				Reconductions	Mesures nouvelles	Total		
PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
777	Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice	53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82		53 515,82
TOTAL GROUPE 3		53 515,82	53 515,82	0,00	53 515,82	53 515,82	53 515,82	53 515,82
TOTAL GENERAL (GROUPE 1 + GROUPE 2 + GROUPE 3)		1 922 154,10	1 892 393,70	0,00	2 121 500,52	2 121 500,52	2 121 500,52	2 121 500,52
		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n				
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	4 898,99	3 759,46	91 823,34				
TOTAL RECETTE D'EXPLOITATION		1 927 053,09	1 896 153,16	2 213 323,86				

Section d'investissement : emplois

Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel n
----------	-----------------------	-----------------------

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (Dépenses)

1392	Collectivités et établissements publics	53 515,82	53 515,82	53 515,82
------	---	-----------	-----------	-----------

REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIERES (Dépenses)

1641	Emprunts en euros	3 472,40	0,00	0,00
1688	Intérêts courus (Dépenses)	131,06	0,00	0,00

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Dépenses)

2131	Bâtiments (ordre)	0,00	116 366,33	110 080,50
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions (ordre)	0,00	44 492,06	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	10 494,00	0,00	0,00
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	11 881,34	13 935,58	50 000,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	6 482,40	4 000,00	30 000,00
2184	Mobilier	141,55	4 900,00	2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 671,06	32 774,34	30 000,00

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Dépenses)

2031	Frais d'études	3 266,40	0,00	0,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	0,00	26 700,00	14 464,04

	Total Section d'investissement : emplois	109 056,03	296 684,13	290 060,36
	Résultat d'investissement de l'exercice (Excédent)	0,00	0,00	0,00
001	Résultat cumulé antérieur à reporter (Déficit)	0,00	0,00	0,00
003	Excédent prévisionnel d'investissement	199 066,33	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	308 122,36	296 684,13	290 060,36

Section d'investissement : ressources

Réel n-2	Budget exécutoire n-1	Budget prévisionnel n
----------	-----------------------	-----------------------

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS DOTATION (Recettes)

28131	Bâtiments	64 348,40	63 793,01	63 793,01
28135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions (I.G.A.A.C.)	221,40	221,40	1 056,44
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	1 511,54	1 505,68
28181	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers	0,00	1 188,13	2 508,36
28183	Amortissement du matériel de bureau et matériel informatique	462,60	2 295,72	2 295,72
28184	Amortissement du mobilier	8 204,82	8 187,97	8 922,64
28188	Amortissement des autres immobilisations corporelles	10 473,42	9 153,63	10 013,97

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Recettes)

2031	Frais d'études suivis de réalisation (ordre)	0,00	3 266,40	0,00
------	--	------	----------	------

DOTATIONS ET RESERVES (Recettes)

10222	FCTVA-Recettes	2 933,16	8 000,00	7 500,00
-------	----------------	----------	----------	----------

	Total Section d'investissement : ressources	86 643,80	97 617,80	97 595,82
	Résultat d'investissement de l'exercice (Déficit)	22 412,23	199 066,33	192 464,54
001	Résultat cumulé antérieur (Excédent)	221 478,56	199 066,33	192 464,54
	Déficit prévisionnel d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL GENERAL	308 122,36	296 684,13	290 060,36

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF 2021

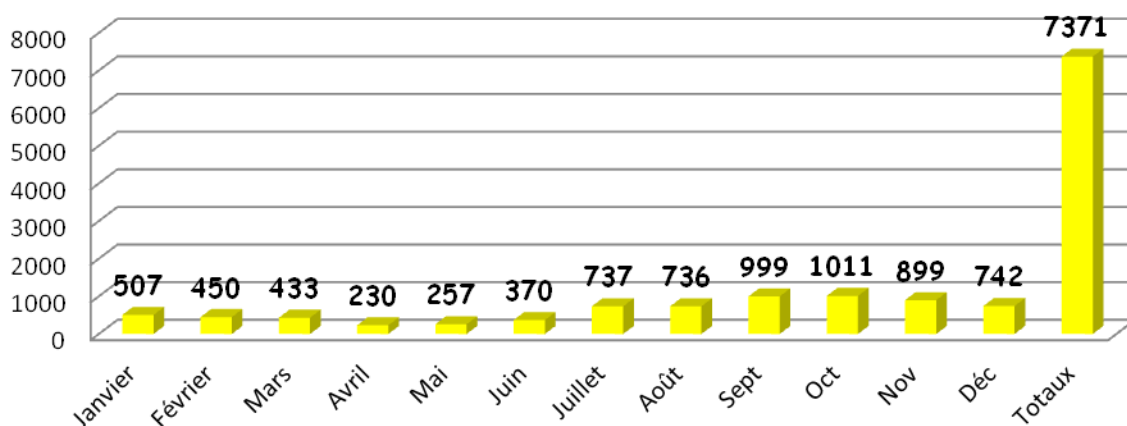
RAPPORT

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen le projet du Budget Primitif du Centre Départemental de Santé (CDS) CORREZE SANTE pour l'exercice 2021.

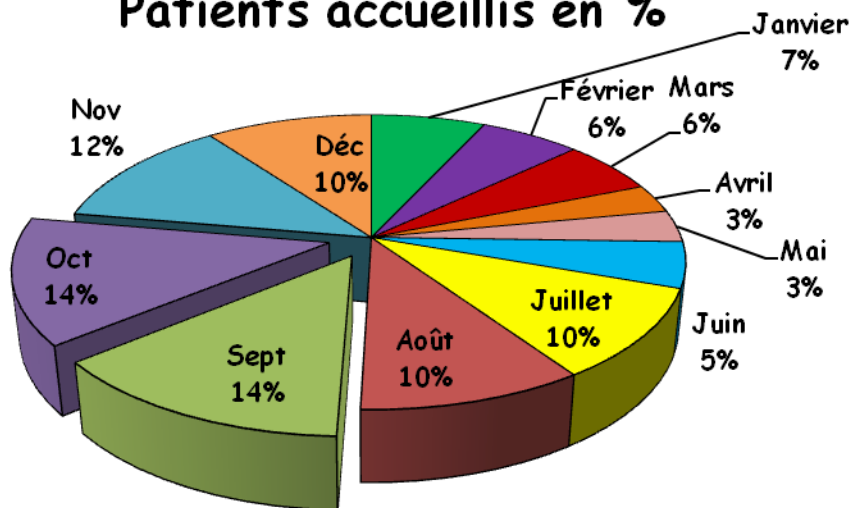
Ce Centre a ouvert le 9 septembre 2019 à Égletons. Une antenne a été créée à Neuvic le 30 septembre 2019 et une autre à Meymac en juillet 2020. La montée en charge a été très progressive.

En 2020 le CDS a accueilli 7 371 patients sur les 2 antennes de janvier à juin, et l'antenne de Meymac en plus à compter du 20/07/20, soit 615 patients par mois contre 205 patients par mois en 2019.

Patients accueillis sur les 3 sites



Patients accueillis en %

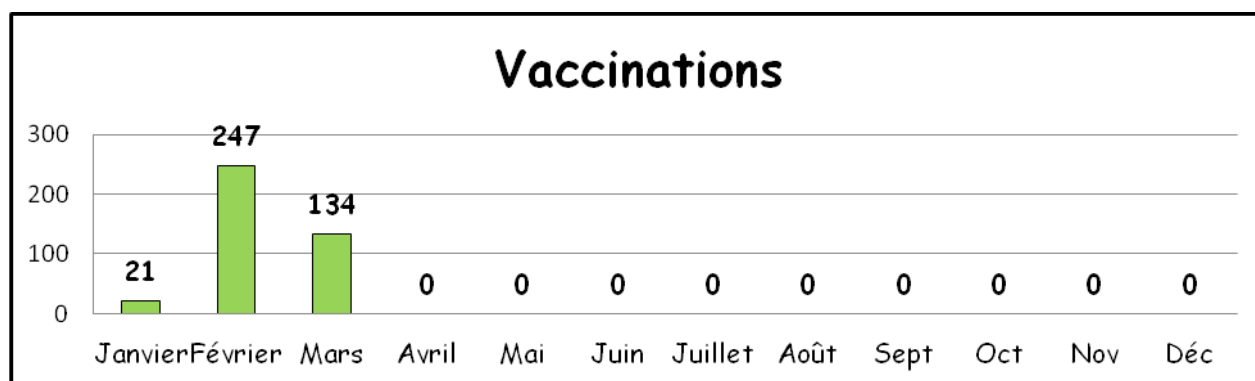


On peut noter une baisse significative du nombre de patients de mars à juin due à la crise sanitaire et particulièrement à la période du confinement mais aussi à la création de CORREZE TESTS où nous avons mobilisé les médecins du CDS pour la réalisation de plus de 5 000 tests dans les ESMS et manifestations estivales.

A ce jour, pour l'année 2021, le CDS a accueilli 2168 patients en 3 mois soit 722 patients par mois et a réalisé 402 vaccinations COVID19.

Il compte 737 déclarations "Médecin Traitant".

A noter que la patientèle des antennes de Meymac et d'Ussel n'est pas encore intégrée au chiffre du CDS. En effet, pour l'antenne de Meymac, le CDS ne fait des déclarations de médecin traitant que depuis le mois de février 2021, date à laquelle le Dr Marcaud de Meymac n'a plus été déclaré en libéral. Pour l'antenne d'Ussel, ouverte seulement depuis le 1^{er} mars, la patientèle devrait augmenter rapidement dans les semaines à venir.



Comme indiqué et afin de répondre dès les premières semaines à la crise sanitaire, la décision a été très vite prise de pouvoir contribuer via une équipe de prélèvement, appelée dispositif CORREZE TESTS et de tester l'ensemble des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées, selon le principe "tester pour mieux prévenir". Avec plus de 5 000 tests réalisés auprès des ESMS et lieux touristiques, cette action a permis de développer un partenariat fort avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, l'Agence Régionale de Santé, les laboratoires médicaux et les hôpitaux. Elle se poursuit actuellement en contribuant aux équipes mobiles par la mise en place d'un Vacci Bus qui permet d'assurer les vaccinations au plus près de la population.

Le plan de développement du CDS passe d'abord par un élargissement des antennes, en mars nous serons présents à Égletons (siège), Meymac (avec un doublement des bureaux), Sornac, Ussel et Neuvic.



Évolutions de l'offre médicale :

- Projet de Développement de la télémédecine itinérante avec rendez-vous qui seraient systématiquement accompagnés par un infirmier en pratique avancée (expertise clinique). Ces consultations permettraient aussi de développer des campagnes d'informations collectives (vaccinations grippe, mois sans tabac...) en lien avec la Protection Maternelle et Infantile ou des actions en direction des séniors.
- Développement des spécialités en réponse aux besoins des territoires :
 - 1- GERIATRIE : Personnes âgées et Personnes handicapées (médecin coordinateur);
 - 2- OPHTALMOLOGIE : orthoptiste pour des bilans oculaires et prescriptions de verres correcteurs ou séances de rééducation oculaire ;
 - 3- PEDIATRIE : médecin avec spécialisation de suivi des enfants, afin de développer des consultations enfants, en partenariat avec La PMI. Cette formation demande à un médecin une formation spécifique par un DU (2 ans) en cours ;
 - 4- GYNECOLOGIE : médecin avec spécialisation de gynécologie DU (2 ans) qui prendra ses fonctions en juin 2021.

I - FONCTIONNEMENT - OPERATIONS REELLES ET ORDRE

Afin de permettre la mise en œuvre de ce budget, je vous propose d'affecter les crédits de paiement arrêtés à 1 420 000 € selon le tableau ci-dessous :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		BP 2020	CA 2020	BP 2021
011	Charges à caractère général	185 000,00	76 922,84	144 703,73
012	Charges de personnel et frais assimilés	693 500,00	494 611,63	1 229 000,00
022	Dépenses imprévues	1 000,00	0,00	1 000,00
65	Autres charges de gestion courantes	13 000,00	0,00	0,00
042	Dotations aux amortissements	32 100,00	32 842,34	22 900,00
Total DEP FONC (hors reprise des résultats)		924 600,00	604 376,81	1 397 603,73
002	Reprise résultat antérieur	0,00		22 396,27
Total		924 600,00	604 376,81	1 420 000,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		BP 2020	CA 2020	BP 2021
70	Produits de service - Consultations	500 000,00	175 413,32	800 000,00
74	Dotations, subventions et Participations	424 490,31	396 326,90	600 000,00
	Subvention équilibre CD 19		309 000,00	300 000,00
	Rémunérations CPAM		87 326,90	300 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	264,63	0,00
42	Quote-part des subventions d'investissement	0,00	9 866,00	20 000,00
Total recettes FONC (hors reprise des résultats)		924 490,31	581 870,85	1 420 000,00
002	Reprise résultat positif antérieur	109,69		0,00
Total REC FONC		924 600,00	581 870,85	1 420 000,00

A- LES DEPENSES

Les dépenses prévisionnelles 2021 sont les plus réalistes possibles, compte tenu du recul 2020. Elles sont estimées à 1 420 000 €.

Pour 2021, les principales dépenses de fonctionnement sont :

Chapitre 011 - Charges à caractère général (144 703,73 €) reprenant les articles :

60 - stocks de produits pharmaceutiques, charges d'eau, d'électricité et de chauffage, de carburant et de fournitures administratives,

61 - locations immobilières, de véhicules, maintenance informatique et abonnements du logiciel métier", entretiens et réparations, assurances,

62 - frais de déplacement, enlèvement des DASRI (déchets d'activités de soins à risque infectieux), annonces et insertions, travaux d'impression des ordonnances, frais bancaires, de nettoyage, d'affranchissement, de télécommunication.

Chapitre 012 - Charges de personnel (1 229 000 €) reprenant les articles :

63 - cotisations CNFPT,

64 - charges de personnel, le nombre de médecins passe au 1^{er} juillet à 11 médecins pour 8,50 ETP soit 6 médecins recrutés en 2021 pour répondre aux besoins, 1 infirmier en pratique avancée, 1 orthoptiste et 4 Administratifs.

Chapitre 22 – dépenses imprévues (1000.00€),

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante (0€) : Redevances diverses et pertes sur créances irrécouvrables.

Chapitre 042 - Dotation aux amortissements (22 900 €).

B - LES RECETTES

En 2021, les recettes prévisionnelles sont estimées à 1 420 000 €.

Les perspectives d'une moyenne de 20 patients par jour et par médecin permettent d'envisager 800 000 € de recettes sur cette activité avec les 11 médecins qui pourraient consulter en 2021.

L'ensemble des rémunérations de la CPAM de la Corrèze devraient se chiffrer à 300 000 €.

En fonction des engagements pris, le CDS peut prétendre à une rémunération forfaitaire spécifique visée dans l'accord national entre les Centres de Santé et les Caisses Primaires de l'Assurance Maladie (CPAM). Ce sont les indicateurs déclaratifs annuels qui en déterminent le montant. Parmi ces indicateurs, la Rémunération des Objectifs de Santé Publique (ROSP).

Une subvention d'équilibre de Fonctionnement de la Collectivité sera nécessaire. Elle est estimée à 300 000 €.

L'équilibre du budget 22 396,47€ (compte 002) tient compte de la reprise du résultat déficitaire de 2020.

II - INVESTISSEMENT - OPERATIONS REELLES ET ORDRE

Afin de permettre la mise en œuvre de ce budget, je vous propose d'affecter les crédits de paiement arrêtés à 192 174,47 € selon le tableau ci-dessous :

DEPENSES INVESTISSEMENT		BP 2020	CA 2020	BP 2021
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 000,00	0,00	12 274,47
21	Immobilisation corporelles	220 455,34	69 091,01	159 900,00
040	Opération ordre de transfert entre section	0,00	9 866,00	20 000,00
Total		240 455,34	78 957,01	192 174,47

RECETTES INVESTISSEMENT		BP 2020	CA 2020	BP 2021
10	FCTVA	8 000,00	8 033,80	12 000,00
13	Subvention d'équipement	200 000,00	100 000,00	95 000,00
040	Amortissements des immobilisations	32 100,00	32 842,34	22 900,00
Total hors solde d'exécution reporté		240 100,00	140 876,14	129 900,00
001	Solde d'exécution reporté	355,34		62 274,47
Total		240 455,34	140 876,14	192 174,47

A - LES DEPENSES

En 2021, des crédits de paiement à hauteur de 192 174,47 € seront consacrés à l'acquisition de matériel pour les différentes antennes, les travaux dans certains locaux et la réhabilitation d'un camping-car pour le bus de téléconsultation.

Celui-ci est déjà en circulation dans le cadre de la campagne vaccinale COVID19.

B - LES RECETTES

Les amortissements pour 22 900 € et le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour 12 000 € constituent les principales recettes d'investissement du Centre Départemental de Santé.

A ce prévisionnel s'ajoutera une subvention d'équipement de 95 000 €.

Les 62 274.47 € de solde d'exécution (compte 001) de 2020 serviront à équilibrer le budget.

En résumé

	Crédits de paiements 2021 - DEPENSES	Crédits de paiements 2021 – RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 420 00,00	1 420 000,00
INVESTISSEMENT	192 174, 47	192 174,47
Total	1 612 174,47	1 612 174,47

Pour mémoire, au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

Pro : FON4-2019P001	CS – MOYENS GENERAUX
Env. : 2019P001E01	ACHATS ET STOCKS (60) / D
Env. : 2019P001E02	CS-CHARGE EXTERNE (61+62) / D
Env. : 2019P001E03	CS-CHARGES DE PERSONNEL-64-D
Env. : 2019P001E04	CS-CHARGE GESTION ET FINANC.
Env. : 2019P001E08	CS-IMMOBILISATIONS (20+21) / D
Pro : FON4-2019P002	CS - FINANCIER
Env. : 2019P002E01	CS- AMORTISSEMENTS / D
Env. : 2019P002E03	CS - DEPENSES IMPREVUES / D
Env. : 2019P002E14	CS-SUBVENTION EQUIPEMENT AMORTISSABLE/D
Env. : 2019P002E18	CS RESULTAT DE CLOTURE FCT/D

EN RECETTES :

Pro : FON4-2019P001	CS – MOYENS GENERAUX
Env. : 2019P001E05	CS - PRODUITS D'ACTIVITE (70)/R
Env. : 2019P001E06	CS - DOTATIONS (74) / R
Env. : 2019P001E09	CS - SUBV D'INV (13) / R
Pro : FON4-2019P002	CS - FINANCIER
Env. : 2019P002E02	CS - AMORTISSEMENTS / R
Env. : 2019P002E09	CS - FCTVA / R
Env. : 2019P002E12	CS - RESULTAT DE CLOTURE INV / R

Afin de permettre la mise en œuvre des ces dispositions, je vous propose d'affecter 1 612 174,47 € de crédits de paiement, dont 192 174,47 € au titre de l'investissement et 1 420 000 € au titre du fonctionnement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE : BUDGET PRIMITIF 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/308 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Vu les résultats de l'exercice 2020, au titre du BP 2021 la reprise suivante est votée :

1. Section d'Investissement (compte recettes 001) reprise du solde d'exécution :
62 274,47 €
2. Section de fonctionnement (compte dépenses 002) reprise du résultat déficitaire 2020 :
22 396,27 €

Article 2 : Au titre du BP 2021 du CDS, est votée l'affectation des crédits de paiements suivants :

	Crédits de paiements 2021 - DEPENSES	Crédits de paiements 2021 -RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 420 00,00	1 420 000,00
INVESTISSEMENT	192 174,47	192 174,47
Total	1 612 174,47	1 612 174,47

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 30 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20210423-CD2021_BP_CDS-BF

Affiché le : 30 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT
DE LA CORREZE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 52

**Budget primitif (projet de budget)
voté par nature**

BUDGET : CORREZE SANTE (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT...).

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget par section	9
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Dépenses	10
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Recettes	11
A3.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Dépenses	12
A3.2 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Recettes	13
B1 - Balance générale - Dépenses	14
B2 - Balance générale - Recettes	15

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes	17
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	19
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA	20
A1.3 - Equipements départementaux - Dépenses individualisées en programme d'équipement	21
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	22
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	23
A2 - Equipements non départementaux	24
A3 - Dépenses financières	25
A4.1 - Financement des équipements départementaux et non départementaux	26
A4.2 - Recettes RMI / RSA	27
A4.3 - Recettes financières	28
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	29
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	30
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	34
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	37

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1/01 - Opérations non ventilées	Sans Objet
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01)	Sans Objet
A1/1 - Fonction 1	Sans Objet
A1/2 - Fonction 2	Sans Objet
A1/3 - Fonction 3	Sans Objet
A1/4 - Fonction 4	Sans Objet
A1/5 - Fonction 5	Sans Objet
A1/6 - Fonction 6	Sans Objet
A1/7 - Fonction 7	Sans Objet
A1/8 - Fonction 8	Sans Objet
A1/9 - Fonction 9	Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
B3 - Etat des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	39
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	40

C - Engagements hors bilan

C1.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C4 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations de programme	Sans Objet
C8 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet
C9 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat du personnel	Sans Objet
D2 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
E2 - Arrêté et signatures	41

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques			
	Valeurs		Valeurs
Population totale	0.00	Nombre de m ² de surface utile de bâtiments (4)	
Longueur de la voirie départementale (en km)		Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par habitant pour le département (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

Informations financières – ratios		Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.0%	
5	Encours de dette/population (3)	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (4)	0.0%	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4)	0.0%	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

(5) Les valeurs devant figurer dans cet état sont celles du dernier CA adopté avant le vote du budget concerné.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- (2) sans les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

III – La comparaison s'effectue par rapport au budget (4) primitif de l'exercice précédent.

IV – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	C1

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)		
TOTAL DU BUDGET	683 333,82	722 746,99	465,03	A1	39 878,20	
Investissement	78 957,01	140 876,14	(1) 355,34	A2	62 274,47	
Fonctionnement	604 376,81	581 870,85	(2) 109,69	A3	-22 396,27	

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 0,00	III + IV 0,00	B1	0,00	
Investissement	I 0,00	III 0,00	B2	0,00	
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (1)
TOTAL	A1 + B1	39 878,20
Investissement	A2 + B2	62 274,47
Fonctionnement	A3 + B3	-22 396,27

(1) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES

Chap. /art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (2)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (2)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (3)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante (3)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles (3)	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES

Chap. / art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (2)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (2)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Impositions directes	0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels (3)	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

		DEPENSES	RECETTES
V	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	192 174,47	129 900,00
O			
T			

+ + +

R	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
E			
P	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 62 274,47
O			
R			
T			

= = =

Total de la section d'investissement (3)	192 174,47	192 174,47
--	------------	------------

		DEPENSES	RECETTES
V	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	1 397 603,73	1 420 000,00
O			
T			

+ + +

R	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
E			
P	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 22 396,27	(si excédent) 0,00
O			
R			
T			

= = =

Total de la section de fonctionnement (4)	1 420 000,00	1 420 000,00
---	--------------	--------------

TOTAL DU BUDGET (5)	1 612 174,47	1 612 174,47
-------------------------------	--------------	--------------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	172 174,47	20 000,00	192 174,47	107 000,00	22 900,00	129 900,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 374 703,73	22 900,00	1 397 603,73	1 400 000,00	20 000,00	1 420 000,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	1 546 878,20	42 900,00	1 589 778,20	1 507 000,00	42 900,00	1 549 900,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	TOTAL (= RAR + vote)
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (6)	20 000,00	0,00	12 274,47	0,00	12 274,47
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (6)	220 455,34	0,00	159 900,00	0,00	159 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris programmes) (3) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		240 455,34	0,00	172 174,47	0,00	172 174,47
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		240 455,34	0,00	172 174,47	0,00	172 174,47

040	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00		20 000,00	0,00	20 000,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		0,00		20 000,00	0,00	20 000,00

TOTAL	240 455,34	0,00	192 174,47	0,00	192 174,47
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	192 174,47
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(6) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	TOTAL (= RAR + vote)
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138) (9)	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		200 000,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		8 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		208 000,00	0,00	107 000,00	0,00	107 000,00

021	Virement de la section de fonctionnement (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (2)	32 100,00		22 900,00	0,00	22 900,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		32 100,00		22 900,00	0,00	22 900,00

TOTAL	240 100,00	0,00	129 900,00	0,00	129 900,00
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	62 274,47
--	------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	192 174,47
---	-------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)

2 900,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(8) Sauf 165, 166 et 16449.

(9) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.1

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	185 000,00	0,00	144 703,73	0,00	144 703,73
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	693 500,00	0,00	1 229 000,00	0,00	1 229 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		891 500,00	0,00	1 373 703,73	0,00	1 373 703,73
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 000,00		1 000,00	0,00	1 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		892 500,00	0,00	1 374 703,73	0,00	1 374 703,73

023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	32 100,00		22 900,00	0,00	22 900,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		32 100,00		22 900,00	0,00	22 900,00

TOTAL	924 600,00	0,00	1 397 603,73	0,00	1 397 603,73
--------------	-------------------	-------------	---------------------	-------------	---------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	22 396,27
---	------------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A3.2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	500 000,00	0,00	800 000,00	0,00	800 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (4)	424 490,31	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		924 490,31	0,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		924 490,31	0,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00		20 000,00	0,00	20 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		20 000,00	0,00	20 000,00

TOTAL	924 490,31	0,00	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00
--------------	-------------------	-------------	---------------------	-------------	---------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 420 000,00
--	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 900,00
---	-----------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	B1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (7)	0,00	20 000,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)	12 274,47	0,00	12 274,47
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (7)	159 900,00	0,00	159 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (7)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (7)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement –Total		172 174,47	20 000,00	192 174,47

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	192 174,47
---	-------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (8)	144 703,73		144 703,73
012	Charges de personnel et frais assimilés (8)	1 229 000,00		1 229 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (8)	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (8)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (8)	0,00	22 900,00	22 900,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 000,00		1 000,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		1 374 703,73	22 900,00	1 397 603,73

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	22 396,27
---	------------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	B2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	12 000,00	0,00	12 000,00
13	Subventions d'investissement (6)	95 000,00	0,00	95 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (6)	0,00	0,00	0,00
3...	<i>Stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		22 900,00	22 900,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		107 000,00	22 900,00	129 900,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	62 274,47
--	------------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	192 174,47
---	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks</i>		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	800 000,00		800 000,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations (7)	600 000,00		600 000,00
75	Autres produits d'activités (7)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (7)	0,00	20 000,00	20 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (7)	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement –Total		1 400 000,00	20 000,00	1 420 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

- (4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.
- (7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

DEPENSES

Nature	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	240 455,34	0,00	192 174,47	0,00	0,00	192 174,47	192 174,47
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	240 455,34	0,00	172 174,47	0,00	0,00	172 174,47	172 174,47
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	240 455,34	0,00	172 174,47	0,00	0,00	172 174,47	172 174,47
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières (détail en III-A3)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)</i>	<i>0,00</i>		<i>20 000,00</i>	<i>0,00</i>		<i>20 000,00</i>	<i>20 000,00</i>
<i>041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (3)	0,00
---	-------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	192 174,47
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A

RECETTES

Nature	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1 I	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	240 100,00	0,00	129 900,00	0,00	129 900,00
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières (détail en III-A4.3) (sauf 1068)	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	32 100,00	0,00	22 900,00	0,00	22 900,00
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (3)	62 274,47
---	------------------

Affectation au compte 1068 (4)	0,00
---------------------------------------	-------------

Total des recettes d'investissement cumulées	192 174,47
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(4) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – Dépenses non individualisées	A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL		240 455,34	0,00	172 174,47	0,00	0,00	172 174,47
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	20 000,00	0,00	12 274,47	0,00	0,00	12 274,47
2051	Concessions, droits similaires	20 000,00	0,00	12 274,47	0,00		
21	Immobilisations corporelles	220 455,34	0,00	159 900,00	0,00	0,00	159 900,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	70 000,00	0,00		
2182	Matériel de transport	81 455,34	0,00	0,00	0,00		
21838	Autre matériel informatique	7 000,00	0,00	15 000,00	0,00		
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	4 000,00	0,00	6 900,00	0,00		
2185	Matériel de téléphonie	1 000,00	0,00	7 000,00	0,00		
2188	Autres immobilisations corporelles	127 000,00	0,00	61 000,00	0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses	A1.2

RMI DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

RSA DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT	
EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – VUE D'ENSEMBLE DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT	A 1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice	Pour information	
							Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX	A1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX	A1.5

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES	A2

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	A3

Dépenses financières

Chap./ art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES TOTALES		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres
Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap./art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	TOTAL	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	200 000,00	0,00	95 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RMI / RSA - RECETTES	A4.2

RECETTES RMI

Chap./ art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

RECETTES RSA

Chap./ art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	A4.3

Recettes financières

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	TOTAL	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00
10222	FCTVA	8 000,00	0,00	12 000,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	A5

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap. (4)	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Ensemble des réalisations connues à la date de vote.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	A6

Chap. /art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
040	DEPENSES (2)	0,00	20 000,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	20 000,00	0,00
040	RECETTES (2)	32 100,00	22 900,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	5 100,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	2 280,60	3 780,60	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	10 795,40	3 795,40	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	200,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	19 024,00	10 024,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	A7

Chap. /art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote de l'assemblée
<i>041</i>	<i>DEPENSES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>041</i>	<i>RECETTES (2)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
DEPENSES DE L'EXERCICE (Détail en III-B1)		924 600,00	0,00	1 397 603,73	0,00	0,00	1 397 603,73	1 397 603,73
011	Charges à caractère général (4)	185 000,00	0,00	144 703,73	0,00	0,00	144 703,73	144 703,73
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	693 500,00	0,00	1 229 000,00	0,00		1 229 000,00	1 229 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (4)	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 000,00		1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	32 100,00		22 900,00	0,00		22 900,00	22 900,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (3)	22 396,27
--	------------------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D’ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions du président sur les crédits de l'exercice	Vote de l'assemblée sur les crédits de l'exercice (2)	Total (RAR N-1 + Vote)
RECETTES DE L'EXERCICE (Détail en III-B2)		924 490,31	0,00	1 420 000,00	0,00	1 420 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	500 000,00	0,00	800 000,00	0,00	800 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (4)	424 490,31	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00		20 000,00	0,00	20 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (3)	0,00
--	-------------

Total des recettes de fonctionnement cumulées	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

OPERATIONS REELLES – GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
011	Charges à caractère général (3)	185 000,00	0,00	144 703,73	0,00
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
60612	Energie - Electricité	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
60613	Chauffage urbain	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
60622	Carburants	2 000,00	0,00	2 752,12	0,00
6064	Fournitures administratives	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
60661	Médicaments	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	10 000,00	0,00	9 506,67	0,00
6132	Locations immobilières	30 000,00	0,00	20 000,00	0,00
6135	Locations mobilières	13 500,00	0,00	13 500,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	2 000,00	0,00	1 741,21	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
6156	Maintenance	20 000,00	0,00	14 703,73	0,00
6161	Multirisques	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	5 000,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	0,00	500,00	0,00
6188	Autres frais divers	3 500,00	0,00	3 500,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	1 640,00	0,00
6231	Annonces et insertions	7 000,00	0,00	5 500,00	0,00
6233	Foires et expositions	6 000,00	0,00	5 800,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	5 000,00	0,00	4 974,35	0,00
6248	Divers	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	5 000,00	0,00	6 200,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	500,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 000,00	0,00	8 025,65	0,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	5 000,00	0,00	4 860,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (2) (3)	693 500,00	0,00	1 229 000,00	0,00
6331	Versement mobilité	400,00	0,00	400,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	30 000,00	0,00	21 600,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 000,00	0,00	7 000,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	110 000,00	0,00	108 900,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	1 200,00	0,00	1 200,00	0,00
64113	NBI	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	16 000,00	0,00	30 000,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	414 400,00	0,00	744 900,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	65 000,00	0,00	206 000,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	33 000,00	0,00	100 768,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 000,00	0,00	2 000,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 000,00	0,00	1 774,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	600,00	0,00	658,00	0,00
6488	Autres charges	900,00	0,00	1 800,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	13 000,00	0,00	0,00	0,00
6581	Redev. concessions, brevets, licences...	13 000,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 014 + 015 + 016+ 017 + 65 + 6586)		891 500,00	0,00	1 373 703,73	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Conformément à l'article L. 3312-4 du CGCT, les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (3)	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	1 000,00		1 000,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		892 500,00	0,00	1 374 703,73	0,00

023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	0,00		0,00	0,00
042	<i>Opérations ordre transf. entre sections (2)</i>	32 100,00		22 900,00	0,00
6811	<i>Dot. amort. et prov. Immos incorporelles</i>	32 100,00		22 900,00	0,00
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section (2)</i>	0,00		0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		32 100,00		22 900,00	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	924 600,00	0,00	1 397 603,73	0,00
---	-------------------	-------------	---------------------	-------------

002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	22 396,27
--	------------------

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 420 000,00
--	---------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(4) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap / art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	500 000,00	0,00	800 000,00	0,00
7068	Autres redevances et droits	500 000,00	0,00	800 000,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf impôts locaux)	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (2)	424 490,31	0,00	600 000,00	0,00
7473	Participation Départements	309 040,31	0,00	300 000,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	115 450,00	0,00	300 000,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES		924 490,31	0,00	1 400 000,00	0,00
(A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)					

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (3)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(3) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap / art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	RAR N-1	Propositions du président	Vote de l'assemblée
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D) (3)	0,00		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		924 490,31	0,00	1 400 000,00	0,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (2)	0,00		20 000,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00		20 000,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00		20 000,00	0,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		924 490,31	0,00	1 420 000,00	0,00
---	--	------------	------	--------------	------

R 002 RESULTAT REPORTE				0,00
-------------------------------	--	--	--	-------------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				1 420 000,00
--	--	--	--	---------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(4) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		20 000,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		20 000,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	20 000,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		34 900,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		12 000,00	0,00
10222	FCTVA	12 000,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		22 900,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28182	Matériel de transport	5 100,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 780,60	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 795,40	0,00
28185	Matériel de téléphonie	200,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	10 024,00	0,00
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	34 900,00	0,00	62 274,47	0,00	97 174,47

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	20 000,00
Ressources propres disponibles	IV	97 174,47
Solde	V = IV – II (5)	77 174,47

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

VOTE DES TAUX 2021 : TAXE D'AMENAGEMENT ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITE FONCIERE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS

RAPPORT

I - TAXE D'AMENAGEMENT : TAUX DE REPARTITION

La Taxe d'Aménagement est entrée en vigueur le 1er mars 2012 par délibération du Conseil Général du 4 novembre 2011, au taux de 1%. Ce taux est inchangé depuis cette date.

Cette taxe aide au financement, d'une part de toutes les opérations pouvant s'inscrire dans le cadre de la politique des espaces naturels sensibles et d'autre part au fonctionnement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE).

L'article 101 la loi de Finances pour 2017 a demandé à l'Assemblée Délibérante de fixer un nouveau taux de répartition de la taxe d'aménagement ou de reconduire le taux de répartition existant, au plus tard le 15 avril de chaque année.

Pour 2020, la participation financière de 200 010,20 € du Conseil Départemental destinée au CAUE s'établissait sur l'application d'un taux de répartition de 19,39 % des recettes de la taxe d'aménagement perçues en 2019.

Ce partenariat vise à accompagner cette structure dans ses missions auprès des particuliers et des collectivités locales.

Pour maintenir une dotation CAUE à hauteur de celles des années précédentes, sachant que la recette perçue issue de la taxe d'aménagement s'est élevée à 1 060 006,41 € en 2020 (contre 1 031 512,11 € en 2019), nous vous proposons de voter le taux de répartition de la Taxe d'Aménagement comme suit :

- 18,87 % pour le CAUE,
- 81,13 % destinés aux actions entrant dans le cadre des Espaces Naturels Sensibles.

II - TAUX PERCU AU TITRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITE FONCIERE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS

Chaque année, pour la période courant du 1er juin au 31 mai de l'année suivante, conformément à l'article 1594 E du Code Général des Impôts (CGI), la collectivité doit fixer le tarif de la taxe de la publicité foncière ou des droits d'enregistrements exigibles sur les mutations à titre onéreux d'immeubles.

Dans sa séance du 24 janvier 2014, suite à l'article 77 de la loi de Finances n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, l'Assemblée Départementale avait décidé de déplaçonner le taux de droit commun des droits de mutation à titre onéreux. Ce taux avait été porté à 4,50 %.

Nous vous rappelons que ce taux a été reconduit à ce même montant (taux plafond) depuis cette date.

Ainsi, compte tenu de l'importance de cette recette pour notre collectivité, nous proposons à l'assemblée, pour la prochaine période d'imposition, la reconduction de ce taux, soit 4,50 %.

III - TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES

Conformément aux engagements, ce taux est resté inchangé (soit 21,35 %) sur toute la durée de la mandature.

Comme cela vous a été précisé dans le rapport des orientations budgétaires (rapport 301 du 05/03/2021), à partir de 2021, dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation, les recettes issues de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et des rôles supplémentaires ne sont plus perçues par les Départements car elles sont versées aux communes. Ces recettes sont remplacées par une fraction de TVA versée par l'État (Loi de Finances 2021).

Par conséquent, réglementairement, les départements ne votent plus désormais le taux de la taxe foncière.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

VOTE DES TAUX 2021 : TAXE D'AMENAGEMENT ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITE FONCIERE SUR LES MUTATIONS A TITRE ONEREUX D'IMMEUBLES ET DE DROITS IMMOBILIERS

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/309 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Franck PEYRET, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : L'Assemblée Départementale approuve la répartition du taux de la Taxe d'Aménagement, applicable depuis le 1^{er} mars 2012 et votée au taux de 1% comme suit :

- 18,87 % pour le financement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE),
- 81,13 % destinés aux actions entrant dans le cadre des Espaces Naturels Sensibles (ENS).

Article 2 : L'Assemblée Départementale décide, pour la prochaine période d'imposition, la reconduction des taux perçus au titre du **Droit Départemental d'Enregistrement et de la Taxe Départementale de Publicité Foncière, soit 4,50 %**.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 941.01.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1853-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Malgré la situation inédite liée à la crise sanitaire, la conduite de la politique des ressources humaines s'est inscrite en 2020 dans la gouvernance et les axes fixés par notre assemblée tout en faisant preuve d'adaptation.

C'est ainsi que malgré les incertitudes liées à la crise et les nombreuses adaptations nécessaires, le budget 2020 a pu être exécuté dans le cadre prévu.

L'année 2020 a en effet imposé une gestion R.H. souple et la mise en œuvre tout d'abord du plan de continuité de l'activité qui a exigé qu'une grande part des agents travaille à distance. Cela a impliqué de revoir sur un laps de temps très court l'ensemble des procédures notamment pour assurer une continuité de versement des salaires mais également de fiabilisation du temps de travail, de la réorganisation de la formation ou de l'accompagnement des agents en termes de sécurité et d'hygiène au travail. Le plan de reprise d'activité, à partir du 11 mai 2020, a également imposé une adaptation pour assurer un service au public dans le respect des protocoles sanitaires très contraignants.

Dans ce contexte particulier, les efforts de maîtrise de la masse salariale, entrepris dès 2015, ont donc été poursuivis tout en permettant le bon fonctionnement des services conformément aux priorités de la politique des ressources humaines.

Par ailleurs, si certains projets comme la dématérialisation du dossier individuel de l'agent ont été reportés en raison des contraintes sanitaires, la collectivité a pu réaliser les objectifs fixés l'année dernière sur l'ensemble du spectre des activités de la DRH.

En matière de dialogue social tout d'abord avec la mise en place en 2020 d'un agenda social en relation avec les organisations syndicales.

Ce travail a permis de définir, dans le cadre de la loi, la base des échanges qui ont abouti à la définition d'une part des Lignes Directrices de Gestion en ce qui concerne les avancements de grade et la promotion interne et d'autre part à la rédaction d'une nouvelle charte du télétravail au sein de la collectivité.

L'intégration de la gestion statutaire des assistants familiaux au sein de la DRH a ensuite pu être conduite à son terme dans un objectif de rationalisation et de fiabilisation des procédures identifiées l'année dernière.

En parallèle la démarche de conduite du changement, bien que bousculée par la crise sanitaire, a poursuivi son action au profit des directions et des agents et en particulier vers les encadrants. Les sessions de formations spécifiques associées au séminaire dédié ont participé très directement à la montée en compétence des cadres favorisant ainsi un management adapté et efficace.

En 2021, les priorités de la politique des ressources humaines sont les suivantes :

- le maintien de la vigilance et de la maîtrise du budget, à travers la mise en place d'outils de pilotage en lien avec les besoins des directions identifiés en début d'année et adaptés selon les nécessités avérées en cours d'exercice ;
- La poursuite de la rédaction des lignes directrices de gestion et du travail sur le plan d'actions pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le cadre de l'agenda social ;
- la poursuite de la démarche de conduite du changement ;
- la poursuite de la dématérialisation des démarches R.H et de la gestion des compétences ;
- le développement d'une gestion R.H. de proximité dans le cadre d'ateliers décentralisés ;
- la définition d'un agenda social.

Il vous est proposé d'affecter 55 224 000 € de crédits de paiement à la mise en œuvre de ces actions, dont 55 214 000 € au titre du fonctionnement et 10 000 € au titre de l'investissement.

I. LE FONCTIONNEMENT

A. Les dépenses : 55 214 000 €

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement dédiées aux ressources humaines, le budget 2020 a permis sa réalisation à 99,1% en dépenses de fonctionnement montrant ainsi sa parfaite adéquation aux besoins des services de la collectivité.

1. La masse salariale : 53 418 526 €

En 2020 la rémunération, incluant le régime indemnitaire, se distingue par sa stabilité conformément aux objectifs identifiés dans le cadre de l'orientation budgétaire de l'année dernière.

Il est proposé de poursuivre cette maîtrise en 2021.

De cette manière la rémunération pour l'exercice 2021 montre une très légère hausse de + 1,3% essentiellement en raison de la poursuite de l'application de mesures nationales réglementaires ou d'éléments structurels :

- la poursuite de la réforme du reclassement des catégories A, B et C pour un budget de 296 000 € ;
- les avancements automatiques d'échelon évalués à 180 000 € ;
- la mise en place de la nouvelle indemnité de précarité de fin des contrats courts estimée à 110 000 € ;

La rémunération représente ainsi 96,75% des crédits de fonctionnement des ressources humaines.

Les mesures qui concourent à cette stabilité seront ainsi maintenues d'autant qu'elles participent également au bon fonctionnement des services en adaptant les moyens aux besoins en nous appuyant sur les compétences des agents du Conseil Départemental et notamment:

- la mutualisation pour des durées déterminées d'agents volontaires auprès de services ayant des besoins spécifiques ponctuels;
- l'appel maîtrisé à des saisonniers pour couvrir les besoins spécifiques à hauteur de 20 mensualités ;
- les mobilités internes pour répondre, là aussi, aux besoins des services en favorisant les parcours professionnels des agents du département. En 2020, ce sont ainsi 67 mobilités internes qui ont été décidées sur 124 opérations de recrutement réalisées soit 54%.

Ainsi au 31 décembre 2020, au titre du budget principal (hors CDEF et assistants familiaux), la collectivité comptait 1 225 agents permanents et 47 agents non permanents.

Enfin les CAP qui se sont déroulées en octobre, en raison de la situation sanitaire, ont permis 106 avancements de grades et promotions, dont 75 en catégorie C.

2. Les autres dépenses

En ce qui concerne **la formation**, le budget s'élève à 165 000 € pour accompagner la montée en compétences des agents du Département. Pour partie, les formations informatiques ne sont plus intégrées dans cette enveloppe et seront rattachées au budget de la Direction Modernisations et Moyens.

En 2020, 2 024 jours de formation ont été dispensés au bénéfice de 940 agents soit une augmentation de 27% malgré la situation sanitaire. Ces jours de formations sont répartis en 1 800 jours en présentiel et 224 jours en distanciel. Une partie des formations initialement prévue a été reportée en 2021.

L'enveloppe de 22 000 € dédiée à l'analyse **des pratiques professionnelles**, mise en place dans les MSD pour sécuriser les agents dans l'exercice de leurs missions, est maintenue.

124 500 € sont dédiés à **l'emploi et à la formation des jeunes Corrèziens** à travers l'apprentissage et les stages. En 2020, la collectivité comptait 5 apprentis. En 2021, la collectivité intensifie cet accompagnement notamment en formalisant des offres accessibles à l'ensemble des étudiants via le même support que les offres d'emplois. De cette manière la collectivité confirme sa participation à la formation des jeunes, en particulier dans une période difficile pour les étudiants qui vont intégrer prochainement le marché du travail.

Les crédits alloués à **l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail** s'élèvent à 306 340 €.

Cette dotation permettra d'assurer l'ensemble des missions d'hygiène et de sécurité de la collectivité pour ses agents. La baisse sensible de l'enveloppe correspond à un transfert de gestion du budget des Équipements de Protection Individuelle des agents des Routes à la Direction des Routes.

Comme les années précédentes, la contribution au FIPHFP est nulle, le taux d'emploi légal de la collectivité de personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi étant supérieur à 6%.

Notre **partenariat avec le CDG** est doté de 46 600 €, intégrant la mission ACFI et notre adhésion au "socle commun" des prestations offertes par le CDG (notamment les fonctions de secrétariat du comité médical et de la commission de réforme et la mission de référent déontologue).

Nous vous proposons la modification de **2 autorisations d'engagement**:

- prestations blanchisserie pour un montant de 7 560 € supplémentaires au regard des besoins réels ;
- exploitation et gestion du restaurant du personnel pour un montant de 25 000 € dans le cadre du marché qui se termine en 2021.

Nous vous proposons également la création de **2 autorisations d'engagement** :

- exploitation et gestion du restaurant du personnel pour un montant de 200 000 € dans le cadre du renouvellement du marché au 1er juillet 2021 ;
- remplacement des agents chargés de l'entretien des collèges en mobilisant à cette fin les bénéficiaires du RSA pour un montant de 650 000 € à compter du 1er septembre 2021.

3. Les objectifs 2021

La politique des ressources humaines de la Collectivité pour l'année 2021 va s'inscrire dans la poursuite des actions déjà engagées.

Retardée par la situation sanitaire en 2020, la **démarche de GPEC** déjà engagée sera mise en œuvre notamment à travers le déploiement du logiciel dédié en s'appuyant sur le travail déjà réalisé dans ce domaine et en particulier la cartographie des métiers.

Cette démarche s'inscrit dans un mouvement plus large de **dématérialisation** qui permettra à chaque agent, outre l'accès à son dossier, de mener des procédures de manière simplifiée et informatisée.

La consolidation du dialogue social à travers un **agenda social**, sur des thématiques partagées avec les organisations représentatives du personnel. A ce titre, un ordre du jour de travail pour les mois à venir a déjà pu être acté, inscrivant cette démarche dans une collaboration constructive et orientant le travail tout d'abord vers des actions favorisant l'égalité professionnelle des hommes et des femmes et ensuite vers l'accompagnement des agents en situation de reconversion ou de reclassement professionnel.

De la même manière, la DRH va poursuivre un suivi particulier, en liaison avec la médecine de prévention, l'assistante sociale du personnel et les directeurs concernés, des agents dans une situation professionnelle difficile. Cette **commission trimestrielle**, mise en place fin 2020, permet un accompagnement adapté pour maintenir ces personnes dans l'emploi et proposer une procédure adaptée à la reprise après une absence longue.

De plus **l'accompagnement au changement et le développement de la qualité de vie au travail** reste un axe fort de la feuille de route de la DRH. Confirmé dans son rôle essentiel dans le cadre de la crise sanitaire, cet accompagnement va se densifier notamment par le développement d'une offre de formation structurée au profit des cadres du Conseil Départemental et par l'élargissement d'interventions "sur-mesure" au profit des directions et à travers les outils mis en place en 2020 tels que les ateliers de co-développement.

Également soucieuse de proposer une gestion R.H. proche des réalités quotidiennes des agents, la DRH met en place **des ateliers décentralisés** sur tous les aspects de la carrière (formation, rémunération, etc.) au plus près des agents. Prévu en décembre 2020, le premier atelier prévu à USSEL a été reporté en raison des conditions sanitaires.

Enfin la mise place d'un **pilotage d'indicateurs mené par la DRH** au profit de l'ensemble des directions. Ces tableaux de bord R.H, adaptés pour chaque direction, permettront d'améliorer l'efficacité des services dans le cadre de la mise en œuvre des priorités de la politique menée par le Conseil Départemental. Ces tableaux seront un moyen d'identifier et d'anticiper les enjeux et moyens en matière de ressources humaines de manière proactive à travers un dialogue de gestion maintenu avec la DRH.

B. Les recettes : 3 869 700 €

Les recettes proviennent essentiellement d'une part des remboursements des coûts salariaux par les organismes accueillant des agents de la collectivité dans le cadre de mises à disposition à hauteur de 2 770 800 €. Elles proviennent d'autre part des recettes FSE qui s'élèvent cette année à 1 006 000 €. Cette progression s'explique par l'augmentation très sensible des opérations conventionnées et contrôlées par la Mission Europe.

Les autres recettes sont principalement constituées par :

- les remboursements FIPHFP des surcoûts des aménagements de postes : 20 000 €
- les autres contributions d'organismes aux traitements d'agents (FIPD - FIPDR) : 42 900 €
- les recouvrements Sécurité sociale et CNRACL : 30 000 €.

II. L'INVESTISSEMENT : 10 000 €

En 2020, l'investissement a représenté 9 999,63 euros.

Cette enveloppe en 2021 permettra la prise en charge des dépenses en matériel pour les cellules formation, hygiène et sécurité et l'acquisition de matériels et mobiliers dans le cadre des aménagements de postes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	CA 2019	BP 2020	CA anticipé 2020	OB 2021	BP 2021
Rémunération et régime indemnitaire	52 004 433,70 €	52 840 566 €	52 696 630,73 €	53 418 526 €	53 418 526 €
Déplacements	363 860,94 €	382 000 €	378 200,12 €	382 000 €	382 000 €
Hygiène et sécurité	334 309,69 €	413 600 €	355 820,58 €	306 340 €	306 340 €
Formation	167 135,73 €	185 000 €	137 244,57 €	165 000 €	165 000 €
Emploi et compétences	44 885,55 €	61 000 €	50 799,52 €	56 000 €	56 000 €
Divers (visites embauches, cartes professionnelles, convention CDC19, remplacement collèges,..)	438 071,02 €	485 000 €	419 767,61 €	524 100 €	524 100 €
Rémunération CAE emplois avenir apprentis	38 648,21 €	52 300 €	63 334,98 €	84 500 €	84 500 €
<i>Groupe élus (PGM)</i>	<i>250 136,66 €</i>	<i>258 534 €</i>	<i>200 211,51 €</i>	<i>255 534 €</i>	<i>255 534 €</i>
Pratiques professionnelles <i>faction en lien avec la DASFI</i>	21 999,95 €	22 000 €	10 772,20 €	22 000 €	22 000 €
Dispositif protection des travailleurs isolés	44 716,07 €	- €	- €	- €	- €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	53 708 197,52 €	54 700 000 €	54 312 781,82 €	55 214 000 €	55 214 000 €
Remboursement FIPHFP et divers	6 805,50 €	20 000 €	19 779,80 €	20 000 €	20 000 €
Remboursement assurances			30 163,25 €		
Hygiène et sécurité			1 600,00 €		
Rémunération MAD	1 619 789,28 €	2 939 148 €	3 185 415,78 €	2 770 800 €	2 770 800 €
Rémunération et régime indemnitaire MAD LDA	1 038 414,69 €				
Subvention (Europe FSE+ PAERPA + FIPD)	50 000,00 €	107 852 €	117 657,45 €	1 048 900 €	1 048 900 €
Remb SS et CNRACL	60 412,00 €	30 000 €	120 084,21 €	30 000 €	30 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2 775 421,47 €	3 097 000 €	3 474 700,49 €	3 869 700 €	3 869 700 €
Acquisitions matériels ACFI et matériels formation	2 878,50 €	10 000 €	9 999,63 €	10 000 €	10 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 878,50 €	10 000 €	9 999,63 €	10 000 €	10 000 €
Néant					
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	- €	- €	- €	- €	- €

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	55 214 000 €	3 869 700 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	0 €
TOTAL	55 224 000 €	3 869 700 €

Pour mémoire, les engagements 2021 au titre de la politique exposée ci-dessus et effectués selon les enveloppes suivantes :

En dépenses :

AE :

LIBELLES
EXPLOITATION ET GESTION DU RESTAURANT DU PERSONNEL / 2017-2021
MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2018-2022
PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022
VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023
EXPLOITATION ET GESTION DU RESTAURANT DU PERSONNEL / 2021-2025
REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025

EPF :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 930
RESSOURCES HUMAINES 932
RESSOURCES HUMAINES 933
RESSOURCES HUMAINES 933
RESSOURCES HUMAINES 934
RESSOURCES HUMAINES 935
RESSOURCES HUMAINES 935.6
RESSOURCES HUMAINES 936
RESSOURCES HUMAINES 937
RESSOURCES HUMAINES 939
RESSOURCES HUMAINES 939 QUALYSE
GRUPE D'ELUS - CORREZE DEMAIN / 2020-2021 D
GRUPE D'ELUS - CORREZE A GAUCHE / 2020-2021 D

EPI :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 900 INVESTISSEMENT

En recettes :

EPF :

LIBELLES
RESSOURCES HUMAINES 930
RESSOURCES HUMAINES 935

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/310 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Ghislaine DUBOST, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique ressources humaines 2021 :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	55 214 000 €	3 869 700 €
INVESTISSEMENT	10 000 €	0 €
TOTAL	55 224 000 €	3 869 700 €

Article 2 : Sont votées au titre de 2021 les Autorisations d'Engagement (AE) suivantes :

- <u>Désignation</u>	: EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D
- <u>Catégorie</u>	: Pluriannuelle
- <u>Montant</u>	: 200 000 €
- <u>Durée d'affectation</u>	: 5 an(s)

- <u>Désignation</u>	: REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025 D
- <u>Catégorie</u>	: Pluriannuelle
- <u>Montant</u>	: 650 000 €
- <u>Durée d'affectation</u>	: 5 an(s)

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 900.00
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1617-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Affaires Générales

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28 FEVRIER 2021

RAPPORT

Les nouveaux tableaux des emplois budgétaires arrêtés au 28 février 2021(joints en annexe) intègrent :

- des évolutions suite à des réussites aux concours,
- des évolutions d'emplois, nécessitées par les besoins de fonctionnement des services, dans le cadre des emplois autorisés dans la collectivité,
- la réforme du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs,
- des créations et suppressions d'emplois liées aux évolutions des missions au sein de la collectivité.

A. Tableau des emplois budgétaires (tous services, sauf le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le Centre de Santé Départemental)

a. Transformation d'emploi suite à réussite concours

Poste transformé	Poste d'origine
Rédacteur	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe

b. Transformations d'emplois suite aux besoins de fonctionnement des services

- Transformation d'un poste de conseiller supérieur socio-éducatif en un poste d'attaché afin d'assurer d'encadrant de proximité au sein de la MSD Tulle/Uzerche de Direction de l'Action Sociale et des Familles ;

- Transformation d'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe en un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de chargé de mission qualité direction et suivi des marchés au sein de Direction de l'Action Sociale et des Familles ;
- Transformation d'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe en un poste d'ingénieur afin d'assurer les fonctions de responsable de projet technique des systèmes d'information au sein du service Systèmes Information ;
- Transformation d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe des établissements d'enseignement en 1 poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'aide de cuisine au collège de Larche ;
- Transformation de 2 postes d'adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe en 2 postes d'adjoints techniques afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des routes ;
- Transformation de 2 postes d'adjoints techniques principaux de 1^{ère} classe en 2 postes d'adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des routes ;
- Transformation d'un poste de technicien principal de 1^{ère} classe en un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation et d'entretien de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des routes.

c. Créations et suppressions d'emplois suite à la réforme du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

- créations de 152 postes d'assistants socio-éducatifs ;
- suppressions de 98 postes d'assistants socio-éducatifs de 1^{ère} classe et de 54 postes d'assistants socio-éducatifs de 2^{ème} classe.

d. Création d'emplois (CT du 26/03/2021)

- Création d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet afin d'assurer les fonctions d'agent d'accueil, animateur de la Maison du Département, responsable du relais poste service + au sein de la Maison du Département de Mercoeur dans le cadre de la convention de partenariat avec la poste qui participera au financement.

e. Suppression d'emplois (CT du 26/03/2021)

- Suppression d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions documentaliste ;
- Suppression de 2 postes d'agents sociaux rattachés au service Aide Sociale à l'Enfance qui intervenaient au sein du CDEF sur les missions d'agent d'intervention social; postes transférés au budget du CDEF.

f. Emplois non permanents

Des mensualités ont été redéployées afin de tenir compte du reclassement du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs.

De plus, les contrats de projets ont été rajoutés dans les emplois non permanents. Depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent prévue à l'article 3 II de la loi du 26 janvier 1984. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifié ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans.

Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement.

Conformément au CT du 23 septembre 2020 qui a émis un avis favorable, il est proposé la transformation d'un poste d'attaché territorial en renfort par un poste d'attaché territorial en contrat de projet de 3 ans à compter du 1er janvier 2021 en qualité de chargé du développement interne RH, rattaché à la Direction des Ressources Humaines. La cellule chargée du développement interne au sein de la DRH doit conduire le projet d'accompagnement au changement définie dans la feuille de route du Conseil Départemental de la Corrèze.

En adéquation avec les axes stratégiques du département, cette mission constitue très directement un levier d'actions pour les défis liés au développement interne. Celui-ci participe au développement des compétences des managers en particulier et à l'accompagnement des organisations dans un souci de performance collective plus largement.

B. Tableau des emplois - Centre Départemental de l'Enfance au 28/02/2021

Transformations de postes pour tenir compte des avancements de grades liés à la dernière commission administrative paritaire :

- Transformation d'un poste d'assistant socio-éducatif hospitalier de classe supérieur du 1^{er} grade en un poste d'assistant socio-éducatif hospitalier de second grade ;

- Transformation d'un poste de moniteur éducateur en un poste de moniteur éducateur principal ;
- Transformation d'un poste d'agent des services hospitaliers qualifié de classe normale en un poste d'ouvrier principal de 2° classe ;

Emplois non permanents : des mensualités ont été redéployées afin de tenir compte des besoins du CDEF.

C. Tableau des emplois - Centre Départemental de Santé

Pas de transformation.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 28 FEVRIER 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/311 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Franck PEYRET, Rapporteur au nom de la Commission des Affaires Générales,

DÉLIBÈRE

Article unique : il est décidé des transformations, suppressions et créations d'emplois, conformément aux annexes jointes à la présente délibération qui constituent les nouveaux tableaux des emplois permanents et non permanents départementaux.

Aussi, il est proposé :

A) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois permanents suivantes :

1- Suite aux réussites concours :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Rédacteur	B	TC	1	
Adjoint adm principal de 2 ^{ème} classe	C	TC		1

2- Suite à des transformations d'emplois, redeploiements et aux besoins de fonctionnements des services

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché	A	TC	1	
Rédacteur	B	TC	1	
Ingénieur	A	TC	1	
Technicien principal de 1ère classe	B	TC		3
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC		2
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	3	2
Adjoint technique	C	TC	2	
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC		1
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	1	
Conseiller supérieur socio-éducatif	A	TC		1

3 - Suite à la réforme du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Assistant socio-éducatif	A	TC	152	
Assistant socio-éducatif de 1ère classe	A	TC	1	98
Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	TC	1	54

4 - Suite à des créations et suppressions d'emplois

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Rédacteur	B	TC		1
Adjoint administratif	C	TNC	1	
Agent social	C	TC		2

B) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois non permanents suivantes :

- Pour les besoins de remplacements :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Assistant socio-éducatif	A	TC	78	
Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	TC		78

- Pour les besoins occasionnels :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Attaché	A	TC	12	12
Assistant socio-éducatif	A	TC	39	
Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	TC		39
Agent social	C	TC		12

- En contrats de projets :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Attaché	A	TC	12	

C) Sur le budget du Centre Départemental de Santé, les créations et suppressions de postes suivantes

1- Pour les emplois permanents : suite à des transformations d'emplois, redeploiements et aux besoins de fonctionnements des services :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Assistant Socio-Educatif hospitalier de second grade	A	TC	1	
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe supérieure du 1er grade	A	TC		1
Moniteur éducateur principal		TC	1	
Moniteur Educateur		TC		1
Ouvrier principal 2° classe		TC	1	
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale		TC		1

2- Pour les emplois non permanents :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Moniteur Educateur/Animateur	B	TC	3	
Aide Médico Psychologique/Aide-soignant/AES	C	TC	6	
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TNC	1	
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TC		4
Educateur en apprentissage	B	TNC	3	
Psychologue vacataire	A	TNC		9

Imputations budgétaires : :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.201,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.6,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.0,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.0.

Et sur le Budget du Centre Départemental de L'Enfance et des Familles.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1634-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2020	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 28/02/2021	Pourvus au 28/02/2021
Directeur Général des Services	A	TC	1		1	1
Directeur Général Adjoint	A	TC	2		2	1
			3	0	3	2
Administrateur hors classe	A	TC	1		1	0
Administrateurs territoriaux	A	TC	1		1	1
			2	0	2	1
Directeur	A	TC	1		1	1
Attaché hors classe	A	TC	4		4	3
Attaché principal	A	TC	18		18	18
Attaché territorial	A	TC	24	1	25	23
Attaché territorial	A	TNC	2		2	2
			49	1	50	47
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	35		35	34
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	27		27	25
Rédacteur	B	TC	47	1	48	48
			109	1	110	107
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TC	73		73	59
Adjoint adm principal de 2ème classe	C	TC	77	-1	76	69
Adjoint administratif	C	TC	43		43	42
Adjoint administratif	C	TNC	1	1	2	0
			194	0	194	170
Ingénieur en chef	A	TC	6		6	4
			6	0	6	4
Ingénieur principal	A	TC	12		12	12
Ingénieur	A	TC	22	1	23	18
			34	1	35	30
Technicien principal de 1ère classe	B	TC	51	-3	48	45
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	17		17	16
Technicien	B	TC	40		40	38
			108	-3	105	99
Agent de maîtrise principal	C	TC	42		42	32
Agent de maîtrise	C	TC	57		57	51
			99	0	99	83
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	66	-2	64	63
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	92	1	93	90
Adjoint technique	C	TC	88	2	90	88
			246	1	247	241
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC	62	-1	61	57
Adjoint tech principal de 2ème classe des EE	C	TC	95		95	80
	C	TNC 17,5/35	2		2	1
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	49	1	50	48
	C	TNC 17,5/35	4		4	0
			212	0	212	186
Médecin hors classe	A	TC	4		4	2
Médecin hors classe	A	TNC	1		1	1
Médecin de 1° cl	A	TC	4		4	1
Médecin de 1° cl	A	TNC	1		1	1
Médecin de 2° cl	A	TC	1		1	1
Médecin de 2° cl	A	TNC	2		2	0
			13	0	13	6
Psychologue terr, hors classe	A	TC	3		3	3
Psychologue terr, hors classe	A	TNC 17,5/35	1		1	1
Psychologue territorial classe normale	A	TC	1		1	1
Psychologue territorial classe normale	A	TNC 17,5/35	1		1	1
			6	0	6	6
Sage femme hors classe	A	TC	2		2	2

			2	0	2	2
Puéricultrice hors classe	A	TC	12		12	11
Puéricultrice hors classe	A	TNC	0		0	0
Puéricultrice de classe supérieure	A	TC	2		2	1
Puéricultrice de classe normale	A	TC	3		3	3
			17	0	17	15
Cadre de santé 1° classe	A	TC	1		1	1
Cadre de santé 2° classe	A	TC	1		1	1
			2	0	2	2
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	2		2	2
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	TC	2		2	1
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	TC	8		8	7
			12	0	12	10
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe supérieure	A	TNC	1		1	1
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe normale	A	TC	1		1	1
			2	0	2	2
Conseiller supérieur socio éducatif	A	TC	2	-1	1	1
Conseiller socio-éducatif	A	TC	6		6	5
			8	-1	7	6
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	A	TC	10		10	9
Assistant socio-éducatif	A	TC	0	152	152	144
Assistant socio-éducatif 1ère classe	A	TC	98	-98	0	0
Assistant socio-éducatif 2ème classe	A	TC	54	-54	0	0
			162	0	162	153
Moniteur éducateur et intervenant familial	B	TC	2		2	0
Agent social principal de 2ème classe	C	TC	1		1	1
Agent social	C	TC	2	-2	0	0
			5	-2	3	1
Technicien paramédical de classe supérieure	B	TC	9		9	9
Technicien paramédical de classe supérieure	B	TNC 31,5/35	0		0	0
Technicien paramédical de classe normale	B	TC	4		4	4
			13	0	13	13
Conservateur du patrimoine en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur du patrimoine	A	TC	1		1	1
Conservateur du patrimoine	A	TNC	0		0	0
			1	0	1	1
Conservateur des bibliothèques en chef	A	TC	1		1	1
Conservateur des bibliothèques	A	TC	0		0	0
			1	0	1	1
Bibliothécaire	A	TC	1		1	1
			1	0	1	1
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	TC	2		2	2
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	5		5	5
			7	0	7	7
Assistant de conservation ppal de 1ère cl	B	TC	5		5	3
Assistant de conservation ppal de 2ème cl	B	TC	5		5	2
Assistant de conservation	B	TC	4		4	2
			14	0	14	7
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	TC	3		3	3
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	TC	4		4	2
Adjoint territoriaux du patrimoine	C	TC	5		5	4
			12	0	12	9
Animateur principal de 1ère classe	B	TNC	1		1	1
			1	0	1	1
Collaborateur de cabinet	A	TC	2		2	1
Collaborateur de cabinet	B	TC	1		1	1
Collaborateur de groupe élus	A	TC	3		3	3
Collaborateur de groupe élus	B	TC	1		1	
Collaborateur de groupe élus	C	TC	1		1	1
			8	0	8	6

Assistants familiaux	C	TC	195		195	166
			195	0	195	166
OPA	C	TC	1		1	1
			1	0	1	1
TOTAL			1545	-2	1543	1386

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR REMPLACEMENT DIVERS exprimés en mensualités

	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2020	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2021	Mensualités consommées au 28/02/2021
Attaché	A	TC	12		12	
Infirmière en soins généraux de classe normale	A	TC	14		14	
Puericultrice de classe normale	A	TC	10		10	2
Conseiller socio-éducatif	A	TC	1		1	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	5		5	
Assistant socio-éducatif	A	TC	78		78	8,96
	A	TC	120	0	120	4
Assistant de conservation	B	TC	12		12	
Technicien	B	TC	24		24	
Assistant socio éducatif	B	TC	0		0	
Rédacteur	B	TC	12		12	2
	B	TC	48	0	48	2
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	12		12	
Adjoint administratif	C	TC	60		60	4,53
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	26		26	2
Adjoint technique des EE	C	TC	120		120	19,06
	C	TC	228	0	228	25,59
Ajoint technique des EE	C	TNC 17,5/35	48		48	
	C	TNC 17,5/35	48	0	48	0
					444 mensualités autorisés	

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS / RENFORTS OU CONTRATS PROJETS (exprimés en mensualités)

	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2020	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2021	Mensualités consommées au 28/02/2021
Ingénieur	A	TC	6		6	
Médecin hors classe	A	TC	4		4	
Psychologue de classe normale	A	TC	8		8	
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	10		10	
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	TC	12		12	
Attaché hors classe	A	TC	3		3	
Attaché	A	TC	12	0	12	2
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	12		12	
Assistant socio éducatif	A	TC	39		39	8,33
	A	TC	106	0	106	10,33
Moniteur éducateur	B	TC	0		0	
Technicien	B	TC	20		20	
Rédacteur	B	TC	24		24	3,63
	B	TC	44	0	44	3,6
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	12		12	
Adjoint administratif	C	TC	54		54	4
Adjoint technique principal de 2ème cl.	C	TC	40		40	
Adjoint technique	C	TC	62		62	7,9
Adjoint du patrimoine	C	TC	36		36	
Agent de maîtrise	C	TC	12		12	
Intervenant familial territorial	C	TC	24		24	
Agent social	C	TC	24	-12	12	
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	6		6	
Adjoint technique des EE	C	TC	60		60	14,53
	C	TC	330	-12	318	26,43
					468 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS EN CONTRATS DE PROJETS (exprimés en mensualités)

	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2020	Transformations	Mensualités autorisées au 28/02/2021	Mensualités consommées au 28/02/2021
Attaché	A	TC	0	12	12	2
	A	TC	0	12	12	2,00

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualiés)

	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2020	Transformations, suppression et /ou création de poste	Mensualités autorisées au 28/02/2021	Mensualités consommées au 28/02/2021
Médecin vacataire	A	TNC	12		12	
Psychologue vacataire	A	TNC	24		24	0,55
					36 mensualités autorisés	

APPRENTIS

Dénomination des emplois	Taux	Emplois autorisés	Pourvus au 28/02/2021
Apprentis	TC	10	6

**TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE**

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	Autorisés au 30/09/2020	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS au 28/02/2021		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Attaché principal de l'administration hospitalière	A	TC	1		1		1
Attaché de l'administration hospitalière	A	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Infirmière en soins généraux et spécialisés de 2° grade	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Psychologue	A	TNC	1			1	1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	0	1	1
Assistant Socio-Educatif hospitalier de second grade	A	TC	0	1	1		1
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe supérieure du 1er grade	A	TC	5	-1	4		4
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			5	0	5	0	5
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe normale du 1er grade	A	TC	2		2		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	2
Moniteur éducateur principal	B	TC	0	1	1		1
Moniteur Educateur	B	TC	8	-1	7		5
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			8	0	8	0	6
Animateur des services Hospitaliers	B	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe exceptionnelle	B	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Adjoint administratif Hospitalier	C	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Aide Soignante Principale	C	TC	1		1		1
Aide Soignante	C	TC	1		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	1
Ouvrier principal 1° classe	C	TC	1		1		1
Ouvrier principal 2° classe	C	TC	1	+1	2		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	1	3	0	3
Agent d'entretien Qualifié	C	TC	1	0	1		1
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Supérieure	C	TC	1		1		1
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TC	7	-1	6		6
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			9	-1	8	0	8
TOTAL GENERAL			34	0	33	1	31

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées
Assistant Socio-Educatif hospitalier de classe normale du 1er grade	A	TC	2		24		4
Moniteur Educateur/Animateur	B	TC	1	+3 mois	15		2
Aide Médico Psychologique/Aide-soignant	C	TC	2	+6 mois	30		6
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TNC	1	+1 mois		13	2
Agent des Services Hospitaliers Qualifié	C	TC	3	- 4 mois	32		6
Educateur en apprentissage	B	TNC	1,5	+3 mois		21	4

EMPLOIS DE VACATAIRES

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées
Psychologue vacataire	A	TNC	1	-9 mois		3	0

**TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE CORREZE SANTE**

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	Autorisés au 31/12/2020	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS AU 28/02/2021		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Médecin territorial hors classe	A	TC	10		10		6
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			10	0	10	0	6
Puéricultrice hors classe	A	TNC	1	0	1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale de classe supérieure	A	TNC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Attaché territorial	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Technicien paramédical territorial de classe supérieure	B	TC	1		1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Rédacteur territorial principal de 1ère classe	B	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0	0
Rédacteur territorial principal de 2ème classe	B	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Rédacteur territorial	B	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0	0
Adjoint administratif territorial principal de 2ème cl.	C	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Adjoint administratif territorial	C	TC	2		2		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	1
TOTAL GENERAL			18	0	18	0	11

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées	Transformations	mensualités autorisées TC	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées
Rédacteur principal de 1er classe	B	TC	1		12		0
Rédacteur territorial	B	TC	1		12		0
Adjoint administratif territorial	C	TC	1		12		0,5

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2021.

RAPPORT

Il y a maintenant plus d'un an que le virus de la COVID 19 faisait son apparition, aujourd'hui nous vivons avec ce virus et surtout avec toutes ses conséquences qu'elles soient sanitaires, sociales, sociétales, environnementales, économiques et démocratiques. Cette crise a certes révélé l'urgence de certaines transformations mais également elle a exacerbé les inégalités sociales et menacé la cohésion sociale.

Face à ce contexte si spécifique et inédit, la politique autonomie qui s'adresse aux publics les plus fragiles (personnes âgées et personnes handicapées) de notre département, revêt à la fois un caractère prioritaire et une nécessaire mobilisation de tous.

En effet, la population vieillit, tout le monde le sait mais bien peu y réfléchissent. La crise sanitaire a au moins permis que l'opinion dans son ensemble comprenne la solitude, la détresse, la dépendance de nos aînés et la nécessaire transformation à conduire pour que chaque citoyen décide de ses dernières années de vie.

De même, les personnes handicapées souhaitent légitimement pouvoir disposer de réponses plus adaptées et variées correspondant à leur projet de vie.

C'est là tous les enjeux et les priorités du Département, en charge des politiques Autonomie.

Nous devons donc continuer à nous concentrer sur notre efficacité opérationnelle qui, au cours de l'année 2020, a été largement sollicitée pour soutenir et épauler l'État dans la gestion de la crise sanitaire.

A chaque étape, le Conseil Départemental a fait la démonstration de son expertise et de sa capacité à agir en faveur des plus fragiles (masques, tests, vaccination, accompagnement financier des établissements et des personnels...).

Ainsi, le Département est réaffirmé dans son rôle de chef de file des politiques Autonomie et sa légitimité est renforcée.

Pour la conduite de cette politique publique, le Conseil Départemental propose l'affectation de **91 306 454 €** dont **67 000 €** au titre de l'investissement et **91 239 454 €** au titre du fonctionnement.

SECTION I - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 91 239 454 €

I - LES PERSONNES AGEES : 45 978 454 €

A - Maintien à domicile Personnes Âgées : 17 678 454 €

Le Département est l'acteur principal de l'accompagnement à domicile des personnes âgées avec comme objectif une entrée en institution le plus tard possible, conformément à la volonté des publics concernés.

1 - A.P.A. à domicile : 13 400 000 €

Les mesures engagées début 2016 pour redimensionner le cadre d'octroi de cette aide aux personnes âgées au titre de leurs besoins pour l'accomplissement des actes essentiels, ont eu pour conséquence une baisse significative des demandes la première année de mise en œuvre.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de 1ères demandes	2 300	1 603	1 404	1 501	1 597	1 427

Depuis 2016, le nombre de 1ères demandes est relativement stable, entre 1400 et 1600 par an. Cependant en 2020, le taux de rejets sur ces 1ères demandes est de 20%, quand en moyenne ce taux s'établit à 29% entre 2015 et 2019. Ainsi donc, si le nombre de demandes apparait en baisse de plus de 10% en 2020, de réels besoins ont pu être constatés et servis. La crise sanitaire vient aussi expliquer cette baisse des demandes pour des personnes âgées qui en raison des confinements et de leur volonté ou celle de leurs familles n'ont pas souhaité une intervention extérieure. D'ailleurs, la baisse d'activité des SAAD corrobore cette diminution des demandes.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre total de demandes (recours compris)	4 817	4 002	3 305	3 379	3 375	2 990

De fait, le nombre total de demandes est également en baisse de près de 10% en 2020, avec un taux de rejet de 10% contre 14% jusque fin 2019.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de bénéficiaires GIR 1	80	72	69	73	78	61
Nombre de bénéficiaires GIR 2	711	618	604	564	587	580
Nombre de bénéficiaires GIR 3	1 050	931	875	784	755	789
Nombre de bénéficiaires GIR 4	3 272	3 013	2 716	2 237	2 139	2 156
TOTAL	5 113	4 634	4 264	3 658	3 559	3 586

Au vu de l'évolution du nombre de bénéficiaires au 31/12 de chaque année, certes les mesures prises en 2016 ont eu un impact jusqu'en 2019 sur le nombre de bénéficiaires éligibles à l'APA, mais ce niveau est aujourd'hui stabilisé et devrait dès 2021 augmenter à nouveau en lien avec le vieillissement de la population et le nombre de personnes âgées qui ont retardé leur demande du fait de la crise sanitaire.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
TOTAL APA domicile en €	14 202 053	13 081 000	14 000 000	12 259 000	13 400 000
Nombre de bénéficiaires au 31/12	3 658	3 559	3 650	3 586	3 600
Nombre de bénéficiaires au cours de l'année	4 920	4 674	4 900	4 549	4 800
TOTAL mensuel mandaté par bénéficiaire (en €)	323	306	320	285	310

Si le nombre de bénéficiaires est relativement stable en 2020 par rapport à 2019, la dépense est néanmoins constatée en baisse en lien avec la crise sanitaire conduisant les usagers ou les SAAD à suspendre des interventions. D'ailleurs, le Département a dû compenser cette perte d'activité à hauteur de 600 000 € auprès des 22 SAAD du département autorisés à intervenir dans le cadre de l'APA auprès des personnes âgées. Aussi, le budget APA à domicile 2021 est proposé à 13,4 M€, soit plus de 1,1 M€ que le montant consacré en 2020, pour être en capacité de répondre à un nombre de bénéficiaires prévu en augmentation en 2021.

➤ Focus sur la Carte Mobilité Inclusion (CMI)

Pour rappel, depuis juillet 2017, les cartes de stationnement, invalidité et priorité, sont délivrées par le Président du Conseil Départemental mais éditées et envoyées uniquement par l'Imprimerie Nationale dans le cadre d'une convention avec une charge nouvelle pour la réalisation de ces éditions tant pour le Conseil Départemental que pour la MDPH.

CONSEIL DEPARTEMENTAL			
	Commandes	Livraisons	Montant payé
2017	341	170	775 €
2018	1 241	864	3 976 €
2019	1 216	888	4 068 €
2020	1 275	672	3 260 €

Le nombre de cartes commandées en 2020 est en légère hausse par rapport à 2019, des retards de livraison expliquent la baisse de la dépense en 2020.

2 - Autres actions d'accompagnement au maintien à domicile : 1 796 000 €

a) les Instances de Coordination de l'Autonomie (ICA) et le CLIC : 1 190 000 €

(A noter que cette enveloppe est complétée de + 300 000 € au titre de la Conférence des Financeurs).

Les 29 Instances de Coordination de l'Autonomie constituent un maillage territorial unique en France, offrant 33 lieux de ressources de proximité (guichet d'information, d'accueil et d'orientation) sur le champ de l'autonomie, au service des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, de leurs familles et aidants ainsi que pour les professionnels intervenant auprès des personnes.

Pour répondre aux enjeux du maintien à domicile, elles sont confortées comme acteur du parcours de vie de la personne, assurant une mission essentielle de coordination indispensable pour les personnes et leurs aidants mais également pour les services de la collectivité auxquels elles apportent une meilleure connaissance des publics pour une meilleure prise en compte des besoins.

Afin de faciliter l'exercice de leurs missions, les ICA disposent depuis 2020 d'un accès sécurisé au Système d'Information métier de la Direction de l'Autonomie/MDPH pour faciliter et dématérialiser les échanges d'informations et gestion d'alertes avec les services.

Inscrites dans une dynamique de réseau, les ICA agissent en déclinaison des politiques départementales de l'autonomie, allant de la prévention (détection des fragilités, actions de prévention) à l'accompagnement du parcours de vie et au soutien des aidants et à la lutte contre l'isolement.

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19, elles ont su être réactives et s'adapter à un contexte inédit. Elles ont constitué un maillon essentiel pour soutenir les personnes et leurs aidants, repérer les situations de fragilité. Elles ont été mobilisées pour assurer leurs suivis de parcours dans des conditions adaptées aux contraintes sanitaires, pour lutter contre l'isolement par des appels de convivialité.

Plus récemment, elles ont été invitées à participer à la campagne de vaccination mobile pour le repérage des personnes âgées à vacciner.

Elles ont vocation à contribuer à la connaissance fiabilisée de l'offre autonomie existante sur leur périmètre d'intervention et à renforcer leur mission d'information et d'orientation sur le champ du handicap. C'est en ce sens qu'elles font partie intégrante du plan d'actions constitutif de la "Feuille de route MDPH 2022" en instance de validation avec la CNSA.

Les missions des ICA sont inscrites dans une convention pluriannuelle 2018-2021 fixant les modalités d'accompagnement de la collectivité.

Les crédits de fonctionnement des ICA (hors CLIC Brive) s'établiront pour 2021 à l'identique de 2020, soit **1 420 000 €** dont :

- **891 000 €** au titre des missions à exercer en qualité de Relais d'Information Autonomie ;

- **529 000 €** pour les missions de coordination et de suivi des parcours.

Le montant de subvention affecté à chaque ICA est établi en annexe 1.

Sur cette enveloppe, il convient de préciser qu'une somme de **300 000 €** est fléchée au titre du concours de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA), compte tenu du rôle déterminant des ICA en matière de coordination au titre des actions de prévention à destination des personnes âgées et de leurs aidants.

Par ailleurs, sur le territoire de la ville de Brive, l'organisation des missions de coordination fait l'objet d'une répartition spécifique entre les 4 ICA de Brive et le CLIC du CCAS. Conformément aux termes des conventions pluriannuelles 2018-2021 validées en Commission Permanente du 21 septembre 2018, il convient de réserver sur cette enveloppe un montant de **70 000 €** pour la mission de coordination réalisée par le CLIC du CCAS de Brive.

En plus de cette aide directe au fonctionnement des ICA, le Conseil Départemental mobilise des crédits au titre de la Section IV de la CNSA pour soutenir les ICA pour la mise en œuvre de la télétransmission et l'appui juridique pour leur service mandataire.

b) Le portage de repas : 250 000 €

Depuis plusieurs années, le Conseil Départemental soutient des structures gestionnaires d'un service de portage de repas (15 en 2021) afin de proposer un service de livraison de proximité, en continu et en liaison froide. Pour l'année 2021, l'enveloppe prévisionnelle est reconduite à hauteur de 250 000 €.

Les livraisons de repas au domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap sont un élément essentiel d'un panier de services concourant au maintien à domicile des personnes fragiles. Lors de la crise sanitaire, il a été constaté un recours renforcé à la livraison de repas à domicile. Néanmoins, des changements dans les attentes de la population combinés à l'implantation de nouveaux acteurs de livraison induisent une nécessaire adaptation de ces services traditionnels dont le modèle économique est aujourd'hui bousculé.

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du Schéma Départemental de l'Autonomie 2019-2023, une analyse d'ensemble sera finalisée pour proposer une évolution de l'organisation de cette offre de service.

Dans l'attente, il convient de valider le tableau valant dotation 2021 pour la subvention 2021 « portage de repas » (annexe 2), calculée selon les critères identiques aux années précédentes.

c) L'aide ménagère : 326 000 €

L'aide ménagère est une aide sociale réservée aux personnes âgées et handicapées, aux revenus modestes.

Elle vise, au titre de la prévention, à favoriser le maintien à domicile en apportant une aide à la personne pour les tâches domestiques (ménage, courses ou préparation des repas...).

Le nombre de bénéficiaires est relativement stable depuis 2018. Pour autant le nombre d'heures attribuées ainsi que le taux d'exécution constatés en baisse en 2020, expliquent une dépense en baisse de près de 50 000 € par rapport à 2019. Sur cette année, on a pu mesurer que les bénéficiaires d'un nombre d'heures élevé sont sortis du dispositif et de nouveaux entrants avec moins de besoins ont été pris en charge; de plus la crise sanitaire a largement impacté le taux d'exécution des heures venant expliquer cette baisse des dépenses.

Le budget 2021 est proposé équivalent au budget 2020 dans une perspective d'augmentation des demandes en fin de crise sanitaire.

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
DEPENSES Aide ménagère en €	335 362	318 711	341 000	330 000	290 441	326 000
Nombre de bénéficiaires au cours de l'année	172	147	136	140	138	140

d) Les partenaires : 10 000 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes âgées pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de 10 000 €.

Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en annexe 3 valant attribution de subventions pour 2021.

e) Le plan corrézien de recrutement d'aides à domicile "AMAC" : 20 000€

Lors de la séance plénière du 14 Février 2020, le Conseil Départemental s'est engagé dans le déploiement du dispositif AMAC, visant à valoriser les métiers de l'aide à domicile et à favoriser le recrutement au sein des SAAD prestataires.

Dans ce cadre, le Conseil Départemental a souhaité reconnaître l'investissement des ambassadeurs et tuteurs des SAAD, pour promouvoir, faire découvrir et accompagner les nouveaux recrutés. Pour mémoire, il a été décidé d'apporter une gratification de 100 € par mission pour chaque ambassadeur et 150 € pour chaque tutorat réalisé dès l'entrée dans l'emploi. Ces gratifications sont versées directement à chaque aide à domicile et après chaque mission réalisée.

Sur 2021, cette mesure de valorisation spécifique nécessite la mobilisation d'une enveloppe de 20 000 €.

3 - Convention CNSA - Conseil Départemental - Modernisation de l'Aide à Domicile

Section IV - 2020/2022 : 333 000 €

En séance plénière du 10 Avril 2020, le Conseil Départemental a validé le programme d'actions intégré dans la Convention 2020-2022 pour mobiliser le levier que constitue la contractualisation avec la CNSA pour soutenir l'ensemble du secteur de l'aide à domicile.

Pour rappel le programme d'actions s'organise autour d'un axe central qui est celui du soutien au secteur de l'aide à domicile à travers l'action phare constituée par le dispositif "AMAC", complété par des actions de professionnalisation, de structuration de l'offre via l'expérimentation de dispositifs mutualisés de remplacement des aides à domicile en formation, de modernisation et sécurisation des services mandataires, de soutien à l'accueil familial, aux proches aidants et aux dispositifs de lutte contre l'isolement.

L'ensemble du programme mobilise un budget prévisionnel de 1 954 987€ dont 1 183 817€ de cofinancement de la CNSA.

Sur l'année 2021, le programme mobilise un budget prévisionnel de 671 479€ dont 400 000€ de cofinancement de la CNSA.

Le bilan de l'année 2020 est en cours de consolidation avec la CNSA afin de prendre en compte l'impact de la crise sanitaire sur le niveau de réalisation des actions, notamment sur le secteur de l'aide à domicile compte-tenu de la mobilisation des SAAD pour l'essentiel sur la gestion de l'épidémie.

4 - Conférence des Financeurs : 879 000 €

Installée depuis 2016 dans notre Département consécutivement au vote de la loi ASV, la Conférence des Financeurs va proposer en 2021 son 6^{ème} programme d'actions de prévention à destination des personnes âgées corréziennes pour un montant total de dépenses estimé à **693 820,80 €** sur la base de la notification prévisionnelle de la CNSA et attribuer le Forfait Autonomie aux résidences autonomie.

Actions de prévention : 693 820,80 €

Cette programmation s'articule à ce jour autour de 3 axes :

1- Poursuite du partenariat avec 5 porteurs proposant des actions de prévention, en leur permettant de projeter et d'anticiper leurs actions via une convention pluriannuelle sur 3 ans (2020-2022) : 60 000€ ;

2- Déploiement d'actions collectives de prévention à destination des personnes âgées de plus de 60 ans vivant à domicile ou en EHPAD : 255 000€ :

- Réaffirmation du rôle des Instances de Coordination de l'Autonomie dans le développement et la pérennisation d'ateliers de prévention : 250 000 €,

- Actions contribuant au maintien du lien social déployées par Génération Mouvement : 1 500€,

- Abonnement à la plateforme collaborative numérique CULTURE A VIE : 3 500€,

3- Mise en œuvre d'actions de prévention auprès des aidants : 56 000 € :

- Réaffirmation du rôle des ICA sur le repérage et actions de soutien des aidants, soit : 50 000 €,

- Actions de soutien aux autres porteurs : 6 000 €.

Un appel à projets est en cours pour identifier et soutenir de nouvelles actions collectives de prévention dans le cadre de la deuxième partie de la programmation 2021.

Le montant total des crédits mobilisés à ce jour pour la première partie du programme de prévention 2021 s'établit à **371 000 €**.

Le Forfait Autonomie : 185 179,20 €

Les résidences autonomie issues de la mise en œuvre de la Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) constituent une offre d'habitat intermédiaire adaptée aux besoins des personnes âgées ayant vocation à rompre l'isolement et favoriser la prévention de la perte d'autonomie.

Dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2016-2021 avec les 7 gestionnaires des 10 résidences autonomie de la Corrèze, le Conseil Départemental attribue un forfait autonomie pour financer les actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie déployées par les résidences autonomie, pour les résidents et les personnes extérieures, en adéquation avec le programme coordonné de la Conférence des Financeurs. Le montant du forfait autonomie est fixé chaque année en fonction du concours attribué par la CNSA.

A l'instar de l'ensemble du secteur médico-social, l'activité des résidences autonomie a été impactée par la crise sanitaire. Les responsables se sont mobilisés pour assurer les conditions maximales de fonctionnement des résidences et assurer un accompagnement adapté aux résidents qui ont pu par ailleurs bénéficier d'une campagne de vaccination assurée par les services de la collectivité, en appui de l'ARS. Les actions collectives ont été suspendues au profit des actions individuelles qui prennent toute leur place dans la démarche de prévention. Le bilan 2020 est en cours de réalisation pour un envoi à la CNSA attendu pour le 30 juin 2021.

Pour 2021, le montant du concours attribué à la Corrèze s'élève à **185 179,20€**.

En conséquence, l'avenant type joint au présent rapport (annexe 4) modifie l'article 2 de la convention initiale de 2016 portant le montant attribué au titre du forfait autonomie 2021 à hauteur de 385,79€ par place autorisée. Sur cette base, le montant du forfait attribué à chaque résidence figure sur le tableau joint en annexe 5.

5 - Téléassistance - Domotique : **1 270 454 €**

Pour rappel, la gestion et l'exploitation du dispositif départemental de téléassistance avancée et portant généralisation de la domotique sont confiées par contrat à la Fondation Partage et Vie dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP). A ce titre, le Département intervient par le versement d'une compensation des obligations de service public ayant pour objet de couvrir les charges induites par le respect des obligations de service public.

La compensation est établie sur la base budgétaire de l'offre et le montant prévisionnel annuel contractualisé sur la durée de la DSP est versé mensuellement par le Département au délégataire. Il est ajusté chaque année en fonction des résultats constatés à la clôture de l'exercice de l'année précédente.

Le montant des obligations de service public s'établit à **1 270 454 €** au contrat de délégation pour 2021. Cette délégation donne satisfaction aux bénéficiaires dont le nombre ne cesse d'augmenter : quand le contrat prévoyait 5 851 abonnés fin 2020, plus de 6 100 Corrèziens ont souscrit un abonnement.

B - Accueil Personnes Âgées : **28 300 000 €**

1 - A.P.A. en établissement : **15 100 000 €**

Le versement de l'APA en dotation globale a été élargi en 2019 aux établissements privés, ainsi tous les établissements corréziens bénéficient désormais de ce mode de versement. Cette prestation est donc versée directement aux bénéficiaires uniquement dans le cas d'un accueil hors Département.

La dépense APA a augmenté en 2019 du fait de :

- l'intégration en "dotation globale" de 2 établissements privés,
- l'augmentation de la capacité d'accueil de l'EHPAD de Rivet (100 lits supplémentaires) liée à la création d'un second site sur la commune de Malemort.

Après ces évolutions en 2019, le besoin de financement de cette prestation est estimé en 2021 équivalent à 2020 soit 15 100 000 €.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
TOTAL APA en établissement en €	14 086 249	14 941 017	15 100 000	14 917 341	15 100 000
Nombre de bénéficiaires	3 160	3 226	3 250	3 224	3 250

2 - Aide sociale - Hébergement : 13 200 000 €

Dont principalement :

→ Accueil en Établissement : 13 099 400 €

Le coût moyen d'un hébergement 2020 pris en charge au titre de l'aide sociale reste stable à 1 954 € mensuels quand en 2016, le tarif médian France entière était de 1 959 € (source Ministère des Solidarités).

Les besoins de financements 2021 sont estimés à 13,1 M€, en légère augmentation par rapport au BP 2020. Certes, cette prévision est supérieure de près de 600 k€ à la dépense réelle en baisse en 2020 car largement impactée par la baisse de fréquentation des établissements en lien avec la crise sanitaire.

Il est espéré qu'en 2021 la vaccination des publics fragiles devrait permettre un retour à une situation normale et ainsi de ne pas menacer de manière durable l'équilibre financier des EHPAD.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
DEPENSES Aide sociale en établissement en €	13 026 591	13 339 097	13 000 000	12 538 659	13 099 400
Nombre de bénéficiaires au 31/12	578	590	580	550	580

→ Accueil familial : 84 470 €

6 bénéficiaires ont été pris en charge dans une famille d'accueil au cours de l'année 2020 pour une dépense totale de 41 754 €, en baisse de plus de 20 000 € par rapport à 2019.

Néanmoins au vu des avantages que peut toujours procurer cette solution alternative entre le maintien à domicile plébiscité par les Corrégiens et l'hébergement en établissement choix par défaut, l'enveloppe 2021 est proposée en augmentation par rapport au CA 2020, à **84 470 €**.

→ Autres : 16 130 €

Une enveloppe de **16 130 €** est réservée pour faire face à diverses dépenses telles que les annulations de titres.

II - LES PERSONNES HANDICAPEES : 45 261 000 €

A - Maintien à domicile des personnes handicapées : 11 961 000 €

1 - Accompagnement du maintien à domicile des personnes handicapées : 4 511 000 €

a) Les services d'accompagnement au maintien à domicile : 4 100 000 €

3 services d'accompagnement sont autorisés par le Département. Respectivement portés par APF France Handicap, la Fondation Jacques Chirac et l'ADAPEI, ils permettent un accompagnement social de 500 personnes handicapées et un accompagnement médico social de 160 personnes handicapées.

A noter que sur cette enveloppe, le Conseil Départemental apportera son soutien au dispositif Andros Confiserie pour un montant prévisionnel de 170 000 € en année pleine.

b) La MDPH : 400 000 €

Il s'agit du financement du fonctionnement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) : structure essentielle à la reconnaissance, à l'orientation, à la prise en compte et au suivi de la personne handicapée dans toutes ses dimensions.

c) Les subventions : 11 000 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes en situation de handicap pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social, tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de 11 000€.

Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en annexe 3 valant attribution de subventions pour 2021.

L'ensemble de ces financements, pour les personnes handicapées, est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
SAVS - SAMSAH en €	3 942 623	3 944 624	3 942 000	4 111 052	4 100 000
M.D.P.H.en €	384 625	425 856	400 000	428 568	400 000
Subventions, participations en €	148 900	27 300	11 000	6 530	11 000
TOTAL	4 476 148	4 397 780	4 353 000	4 546 150	4 511 000

2 - Prestation de Compensation du Handicap et A.C.T.P. : 7 450 000 €

Pour honorer les dépenses au titre de la P.C.H., il est inscrit des crédits de paiement à hauteur de 6 490 000 € dont :

- PCH à domicile : 6 410 000 €,
- P.C.H. en établissement pour retour à domicile : 80 000 €.

Le travail engagé en 2017 pour ajuster les montants de compensation PCH et ACTP aux besoins réellement identifiés de chaque bénéficiaire reste une constante dans le cadre des demandes de renouvellement de ces prestations, venant expliquer la baisse progressive des dépenses de PCH entre 2018 et 2020.

En sus, le CA 2020 a été impacté à la baisse en raison de la pandémie (interventions annulées pour un montant estimé à 60 000 €). Ainsi avec un nombre de bénéficiaires constant et des prestations équivalentes, le besoin de crédits pour 2021 est estimé à 5,2 M€.

Une dépense que le Décret n°2020-1826 du 31 décembre 2020 relatif à l'amélioration de la prestation de compensation du handicap viendra augmenter en 2021 en élargissant le champ d'intervention de la PCH sur les 3 volets suivants :

- **Le soutien à la parentalité pour les personnes en situation de handicap** : les besoins d'aide humaine au titre de l'exercice de la parentalité seront désormais couverts par la PCH à hauteur d'un montant forfaitaire attribué au titre des aides humaines de 900 euros par mois lorsque l'enfant a moins de 3 ans et de 450 euros lorsqu'il a entre 3 et 7 ans (quel que soit le nombre d'enfants, l'âge du plus jeune étant retenu).

Le montant, également forfaitaire, des aides techniques au titre de la parentalité est fixé à 1.400 euros à la naissance de l'enfant, 1.200 euros à son troisième anniversaire, puis 1.000 euros à son sixième anniversaire.

Le nombre de bénéficiaires de ces aides est estimé à 50, portant le montant prévisionnel de la dépense à 600 000 € sur un seul exercice.

- **La prise en compte des "activités relatives à la préparation des repas et à la vaisselle" dans les actes essentiels à intégrer, au titre de l'entretien personnel, dans la détermination du plan d'aides** : jusqu'à présent, le temps pour la préparation des repas était expressément exclu des plans d'aide. Pour autant, le nombre de bénéficiaires dont ce besoin est avéré est aujourd'hui estimé à près de 1 sur 2, soit environ 270 ce qui, à raison de 30 heures par mois porterait le montant prévisionnel de la dépense à environ 1 800 000 € sur un exercice ;

- **La suppression de la barrière d'âge des 75 ans** : jusqu'à présent, les personnes dont le handicap avait été reconnu avant 60 ans pouvaient demander la PCH seulement jusqu'à 75 ans. Cette évolution devrait concerner peu de bénéficiaires corréziens.

Le total de ces dépenses nouvelles est estimé à 2 400 000 € sur un exercice, mais au vu des délais de mise en application estimés (attente de directives CNSA), ce montant est ramené à 1 200 000 € sur 2021.

Le besoin de crédits pour financer la PCH à domicile en 2021 s'établit donc à 6,4 M€. Par ailleurs, les crédits propres à l'ACTP (prestation en voie d'extinction) sont proposés à 960 000 €.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Nombre de bénéficiaires PCH	669 adultes 67 enfants	654 adultes 56 enfants	660 adultes 60 enfants	612 adultes 59 enfants	660 adultes 60 enfants
Dépenses P.C.H. en €	5 847 365	5 555 682	5 740 000	5 025 053	6 490 000

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Nombre de bénéficiaires ACTP	179	162	155	160	160
Dépenses A.C.T.P. en €	965 788	948 059	960 000	931 333	960 000

B - Accueil des Personnes Handicapées : **33 300 000 €**

Afin de pouvoir honorer les dépenses d'aide sociale liées à l'hébergement dans les différentes structures d'accueil pour personnes handicapées, il est nécessaire de réserver une enveloppe de **33 300 000 €** pour l'exercice 2021.

La ventilation de cette enveloppe sur les différents types d'établissement vous est proposée dans le tableau ci-dessous :

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Foyer occupationnel	11 609 080	12 154 935	11 783 500	12 380 003	12 400 000
Foyer d'Accueil Médicalisé	1 960 000	1 939 018	2 000 000	1 765 769	1 800 000
Foyer Hébergement	2 380 000	2 549 454	2 400 000	2 480 000	2 300 000
Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV)	5 539 284	5 591 784	5 500 000	5 803 227	5 600 000
Accueil de jour	188 832	185 506	190 000	108 359	190 000
Famille d'accueil	223 000	256 554	250 000	281 937	260 000
Maison d'accueil temporaire				11 029	20 000
Titres annulés (trop perçu)	2 772	7602	11 500	1 665	6 500
Remises gracieuses					1 255
Dotation globale	10 695 316	10 823 006	10 830 000	10 574 945	10 600 000
Convention ANDROS	0	0	100 000	85 000	122 245
TOTAL	32 598 284	33 507 859	33 065 000	33 491 934	33 300 000

Le montant total des dépenses consacré à la prise en charge en établissement des personnes handicapées, prévu en baisse en 2020 en lien avec le rattachement des dépenses facturées en 2020 mais dues au titre de 2019, à l'exercice 2019, s'est avéré insuffisant de plus de 400 k€ au vu de l'évolution du nombre de jours d'accueil.

En effet, si le nombre de bénéficiaires accueillis en Foyer d'accueil médicalisé, comme en foyer d'hébergement a baissé en 2020, ce nombre a augmenté en foyer occupationnel comme en EHPAD (Personnes handicapées vieillissantes), conformément aux données ci après.

	Nombre de jours		Nombre de bénéficiaires	
	2019	2020	2019	2020
Foyer occupationnel	62 945	66 132	193	196
Foyer d'hébergement	24 593	22 687	78	69
Foyer d'accueil médicalisé	11 729	10 219	35	30
PHV	81 271	85 198	277	283

De plus, la dépense 2020 est constatée en deçà des années antérieures, certains bénéficiaires sont restés dans leurs familles pendant les épisodes de confinement, générant du même coup une perte d'activité pour les structures concernées à hauteur de 215 000 €. Cette perte d'activité a par ailleurs été compensée par le Département sur une ligne budgétaire dédiée.

Au vu de l'évolution des besoins d'accompagnement :

- un nombre de prises en charge en foyer occupationnel, foyer d'accueil médicalisé à minima constant,
- une baisse du nombre de prises en charge en foyer d'hébergement en lien avec les accompagnements vers l'habitat inclusif et les familles d'accueil,
- des prises en charge à domicile de plus en plus adaptées dans le cadre de la PCH (notamment l'accompagnement autour des repas),
- des prises en charge innovantes dans un souci permanent d'inclusion, notamment le partenariat signé entre le Département, l'ARS et Andros, porté par l'ADAPEI, permettant l'insertion professionnelle d'autistes sévères en milieu ordinaire de travail.

Le budget 2021 est proposé à 33,3 M€ soit en baisse de près de 200 000 € par rapport au CA 2020.

III - VALORISATION DES PLANS D'AIDE EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES EN 2020

La tarification des prestations d'aide à domicile APA, PCH et aide ménagère est identique à celle adoptée par l'Assemblée plénière en 2020, conformément à l'annexe 6.

SECTION II - RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 29 226 945 €

Les recettes concernant la politique Autonomie viennent de 5 sources de financement distinctes :

1 - Les concours CNSA au titre de l'APA et PCH et fonctionnement de la MDPH

Dans l'attente des notifications officielles de la CNSA, **les concours** versés par cette instance au titre de l'A.P.A, de la P.C.H. et du fonctionnement de la M.D.P.H. sont estimés pour 2020 à **13 867 945 €**, soit 47 % des recettes prévisionnelles.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Concours APA + Concours 2 ^{ème} part loi ASV	11 173 288 + 1 392 373	11 214 284 + 593 273	10 800 000 + 0	11 064 918 + 2 072 630	10 437 945 + 1 000 000
Concours PCH	2 072 907	2 111 841	2 010 000	2 134 388	2 030 000
Concours MDPH	384 625	425 856	400 000	428 568	400 000
Total	15 023 193	14 345 254	13 210 000	15 700 504	13 867 945

Le concours CNSA 2021 est estimé en baisse par rapport au montant perçu en 2020, notamment :

- Concours APA 1^{ère} part :

De manière plus détaillée, le concours APA 1^{ère} part est estimé en recul de 0,7 M€ compte tenu de la baisse régulière du coefficient déterminant la part des recettes pour la Corrèze depuis 2016 ; pour rappel, ce coefficient est calculé à partir de la combinaison de différents indicateurs dont les valeurs corréziennes sont comparées à ces mêmes données sur un plan national :

- les personnes âgées de plus de 75 ans : la part de la population corrézienne des plus de 75 ans tend à diminuer par rapport au niveau de la population française sur cette même tranche d'âge ;

- le volume des dépenses APA : la baisse des dépenses a été plus forte que la maîtrise de ces mêmes dépenses constatée au niveau national. Elle est la résultante des mesures engagées depuis 4 ans pour redimensionner le cadre d'attribution de cette aide au stricte cadre légal (actes essentiels) ;

- le nombre de bénéficiaires du RSA : celui-ci a diminué plus rapidement en Corrèze qu'au plan national.

- Concours APA 2ème part :

La seconde part du concours APA, créée par la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement, versée par la CNSA aux départements contribue au financement :

- de la revalorisation des plafonds de l'APA à domicile pour les personnes les moins autonomes,
- de la diminution de la participation financière des bénéficiaires de l'APA à domicile dont le plan d'aides est important,
- du droit au répit des aidants,
- de la revalorisation des salaires des professionnels de la branche aide à domicile.

Le calcul du montant de la seconde part du concours APA repose sur l'augmentation des dépenses APA depuis 2015, dans la limite de l'enveloppe de la fraction de Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'autonomie (CASA) affectée pour l'année considérée. La répartition entre les départements est calculée en appliquant la part de chaque département dans la charge nouvelle. Si la part de la Corrèze reste constante à 0,52%, le montant de l'enveloppe nationale réellement consacrée est passée de 352 M€ en 2017 à 296 M€ en 2018, puis 387 M€ pour 2019, venant expliquer les écarts entre les montants réellement perçus.

Aussi au vu de l'évolution entre montants prévisionnels et définitifs depuis 2016, la recette 2021 au titre du fond APA 2ème part est prudemment estimée à 1 M€.

Année	Montant prévisionnel Année N (a)	TOTAL RECETTES PERCUES Année N
2016	1 594 580,00 €	1 440 000,00 €
2017	2 358 980,00 €	1 416 000,00 €
2018	2 358 980,00 €	1 392 373,02 €
2019	1 257 273,55 €	593 273,55 €
2020	1 542 247,00 €	2 046 382,00 €

- Concours PCH :

La recette de compensation PCH est établie à **2,03 M€** sur la base d'une projection à la fois du coefficient appliqué à la Corrèze (déterminé sur la base d'indicateurs tels que la population des 20-59 ans, le nombre de bénéficiaires AAH, PCH et ACTP) et du montant national à répartir.

2 - Le recouvrement des ressources des personnes handicapées et âgées et des recours sur successions pour 13 600 000 € soit 46,53 % du total des recettes prévisionnelles.

	CA 2018	CA 2019	BP 2020	CA 2020	BP 2021
RECETTES Aide sociale en établissement en € (PA)	7 610 349	7 780 000	7 335 000	7 660 035	7 300 000
RECETTES Aide sociale en établissement en € (PH)	6 585 143	6 600 323	6 300 000	6 724 777	6 300 000
TOTAL	14 195 492	14 380 323	13 635 000	14 384 812	13 600 000

3 - Les indus :

480 000 € de récupération d'indus sont envisagés sur 2020 dont 340 000 € de récupération sur l'APA à domicile, 50 000 € sur l'APA en établissement, 60 000 € sur les services d'accompagnement aux personnes handicapées et 30 000 € au titre de l'ACTP et PCH.

4 - La dotation CNSA prévue par la convention de modernisation des services d'aide à domicile au titre de la Section IV pour la période 2020-2022 qui est fixée à hauteur de 400 000 €.

5 - S'agissant de la Conférence des Financeurs, l'enveloppe prévisionnelle 2021 est inscrite pour un montant de 879 000 € au titre :

- des actions de prévention à domicile ou en établissement,
- du Forfait Autonomie (calculé en fonction du nombre de places autorisées dans les Résidences Autonomie éligibles au dispositif).

Pour rappel, chacun des 2 concours est calculé et versé la même année, déduction faite des crédits accordés et non engagés l'année précédente.

SECTION III - DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 67 000 €

Pour l'exercice 2021, il est nécessaire d'arrêter une enveloppe de 67 000 € destinée au financement des actions prévues dans le cadre de la convention CNSA Section IV validée pour la période 2020-2022 ; il s'agit principalement d'accompagner les ICA dans le déploiement des plateformes de télétransmission.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon le tableau ci-après.

PROGRAMME	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	29 100 000 €	27 176 394 €	28 500 000 €
APA à domicile	14 000 000 €	12 259 052 €	13 400 000 €
APA en Établissement	15 100 000 €	14 917 341 €	15 100 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS APA)	13 100 000 €	12 605 184 €	13 200 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES		34 102 859 €	
Dépenses établissements		33 491 938 €	33 300 000 €
Primes COVID	33 065 000 €	610 921 €	
PERSONNES AGEES HORS APA - MAINTIEN A DOMICILE	1 780 000 €	3 344 444 €	
- Dépenses maintien à domicile		1 742 942 €	1 796 000 €
- Primes COVID		1 601 502 €	
PERSONNES HANDICAPEES - ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	4 353 000 €	4 546 150 €	4 511 000 €
PRESTATION COMPENSATION HANDICAP ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	6 700 000 €	5 956 387 €	7 450 000 €
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	385 000 €	183 819 €	333 000 €
CONFERENCE DES FINANCEURS	839 000 €	807 306 €	879 000 €
DOMOTIQUE - TELEASSISTANCE	1 239 792 €	920 362 €	1 270 454 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	90 561 792 €	89 642 909 €	91 239 454 €

PROGRAMME	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	11 190 000 €	13 678 716 €	11 827 945 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES HORS APA	7 335 000 €	7 660 035 €	7 300 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	6 300 000 €	6 724 777 €	6 300 000 €
PERSONNES HANDICAPEES - ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	460 000 €	486 497 €	460 000 €
PRESTATION COMPENSATION DU HANDICAP ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	2 070 000 €	2 153 833	2 060 000 €
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	400 000 €	472 786	400 000 €
CONFERENCE DES FINANCEURS	839 000 €	878 701 €	879 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	28 594 000 €	32 333 677 €€	29 226 945 €

PROGRAMME	BP 2020	CA 2020	BP 2021
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	15 000 €	1 236 €	67 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 000 €	1 236 €	67 000 €

En résumé

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	91 239 454 €	29 226 945 €
INVESTISSEMENT	67 000 €	0 €
TOTAL	91 306 454 €	29 226 945 €

Pour mémoire au titre de 2020, les engagements au titre de la politique qui viennent de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2021		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	
Programme	FON51998P043 - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES HORS APA	13 200 000,00
EPF	EPF	13 200 000,00
AP/EPCP	1998P043E68 - 2021-ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES/D	13 200 000,00
Programme	FON51998P101 - PERSONNES AGEES HORS APA:MAINTIEN A DOMICILE	1 796 000,00
EPF	EPF	1 796 000,00
AP/EPCP	1998P101E122 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	20 000,00
AP/EPCP	1998P101E120 - 2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	1 450 000,00
AP/EPCP	1998P101E116 - 2021 - MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES/D	326 000,00
Programme	FON51998P102 - PERSONNES HANDICAPEES:ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	4 511 000,00
EPF	EPF	4 511 000,00
AP/EPCP	1998P102E77 - 2021 PARTENARIAT PERSONNES HANDICAPEES/D	11 000,00
AP/EPCP	1998P102E75 - 2021-PERSONNES HANDICAPEES (hors ACTP et PCH)/D	4 500 000,00
Programme	FON51998P144 - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	33 300 000,00
EPF	EPF	33 300 000,00
AP/EPCP	1998P144E66 - 2021- SUBVENTION ANDROS	122 245,00
AP/EPCP	1998P144E63 - 2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /D	33 177 755,00
Programme	FON52001P036 - ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (APA)	28 500 000,00
EPF	EPF	28 500 000,00
AP/EPCP	2001P036E81 - 2021 - APA ETABLISSEMENT/D	15 100 000,00
AP/EPCP	2001P036E79 - 2021- APA DOMICILE/D	13 400 000,00
Programme	FON52012P030 - PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP ET ACTP	7 450 000,00
EPF	EPF	7 450 000,00
AP/EPCP	2012P030E63 - 2021- PCH ETABLISSEMENTS	80 000,00

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2021		
Niveau	Libellé	CP
AP/EPCP	2012P030E62 - 2021- PCH A DOMICILE	6 410 000,00
AP/EPCP	2012P030E60 - 2021- ACTP/D	960 000,00
Programme	FON52013P009 - DOMOTIQUE - TELEASSISTANCE	1 270 454,00
AE	AE	1 270 454,00
AP/EPCP	2013P009E01 - DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	1 270 454,00
Programme	FON52016P045 - CONFERENCE DES FINANCEURS (LOI A.S.V.)	879 000,00
EPF	EPF	879 000,00
AP/EPCP	2016P045E37 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	386 320,80
AP/EPCP	2016P045E34 - 2021- AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (SUBVENTIONS)/D	307 500,00
AP/EPCP	2016P045E33 - 2021- FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/D	185 179,20
Programme	FON52020P015 - CONVENTION CNSA SECTION IV -2020-2022	333 000,00
AE	AE	333 000,00
AP/EPCP	2020P015E21 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	56 358,00
AP/EPCP	2020P015E19 - CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	276 642,00
	TOTAL	91 239 454,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2021		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	29 226 945,00
Programme	FON51998P043 - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES HORS APA	7 300 000,00
EPF	EPF	7 300 000,00
AP/EPCP	1998P043E67 - RECETTES ACCUEIL PA 2021	7 300 000,00
Programme	FON51998P102 - PERSONNES HANDICAPEES:ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	460 000,00
EPF	EPF	460 000,00
AP/EPCP	1998P102E78 - 2021-PERSONNES HANDICAPEES RECETTES/R	460 000,00
Programme	FON51998P144 - ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	6 300 000,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2021		
Niveau	Libellé	CP
EPF	EPF	6 300 000,00
AP/EPCP	1998P144E64 - 2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /R	6 300 000,00
Programme	FON52001P036 - ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (APA)	11 827 945,00
EPF	EPF	11 827 945,00
AP/EPCP	2001P036E86 - 2021-RECETTES APA CONC. CNSA /R	11 437 945,00
AP/EPCP	2001P036E85 - RECETTES 2021 APA ETABLISSEMENTS	50 000,00
AP/EPCP	2001P036E84 - RECETTES APA DOMICILE 2021	340 000,00
Programme	FON52012P030 - PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP ET ACTP	2 060 000,00
EPF	EPF	2 060 000,00
AP/EPCP	2012P030E67 - 2021- PCH CONCOURS CNSA	2 030 000,00
AP/EPCP	2012P030E66 - 2021- PCH A DOMICILE/R	20 000,00
AP/EPCP	2012P030E64 - 2021 - ACTP /R	10 000,00
Programme	FON52016P045 - CONFERENCE DES FINANCEURS (LOI A.S.V.)	879 000,00
EPF	EPF	879 000,00
AP/EPCP	2016P045E40 - 2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION /R	693 820,80
AP/EPCP	2016P045E39 - 2021- FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/R	185 179,20
Programme	FON52020P015 - CONVENTION CNSA SECTION IV -2020-2022	400 000,00
EPF	EPF	400 000,00
AP/EPCP	2020P015E25 - RECETTES CNSA SECTION IV 2020-2022/R	400 000,00
	TOTAL	29 226 945,00

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - BP 2021		
Niveau	Libellé	CP
CdR	AUTONOMIE	
AP	AP	67 000,00
AP/EPCP	2020P015E23 - 2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 INVESTISSEMENT SUB /D	67 000,00
TOTAL		67 000,00

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'AUTONOMIE - DOTATIONS 2021.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/101 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'Autonomie 2021 :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	91 239 454 €	29 226 945 €
INVESTISSEMENT	67 000 €	
TOTAL	91 306 454 €	29 226 945 €

Article 2 : Sont approuvés globalement les objectifs, actions et dotations relatifs à la politique de l'Autonomie :

Dépenses de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2021
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	28 500 000 €
APA à domicile	13 400 000 €
APA en Établissement	15 100 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS APA)	13 200 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	33 300 000 €
PERSONNES AGEES HORS APA - MAINTIEN A DOMICILE -	1 796 000 €
PERSONNES HANDICAPEES - ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	4 511 000 €
PRESTATION COMPENSATION HANDICAP ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	7 450 000 €
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	333 000 €
CONFERENCE DES FINANCEURS	879 000 €
DOMOTIQUE - TELEASSISTANCE	1 270 454 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	91 239 454 €

Recettes de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2021
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	11 827 945 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES HORS APA	7 300 000 €
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES HANDICAPEES	6 300 000 €
PERSONNES HANDICAPEES - ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN A DOMICILE	460 000 €
PRESTATION COMPENSATION DU HANDICAP ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	2 060 000 €
CONVENTION CNSA SECTION IV 2017-2019	400 000 €
CONFERENCE DES FINANCEURS	879 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	29 226 945 €

Dépenses Investissement

PROGRAMME	BP 2021
CONVENTION CNSA SECTION IV 2020-2022	67 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	67 000 €

Article 3 : Sont approuvés les montants des subventions aux ICA pour 2021, tels qu'établis en annexe 1.

Article 4 : Sont approuvés les montants des subventions aux services de portage de repas pour 2021, tels qu'établis en annexe 2.

Article 5 : Sont approuvés les montants des subventions allouées pour 2021 aux partenaires et associations développant des actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, tels qu'établis en annexe 3.

Article 6 : Est approuvée, sur 2021, la mobilisation d'une enveloppe de 20 000€ pour valoriser l'investissement des ambassadeurs et tuteurs des SAAD dans le cadre du plan corrézien de recrutement d'aides à domicile "AMAC".

Article 7 : Est approuvée, dans le cadre du programme pluriannuel d'actions intégré dans la Convention CNSA section IV 2020-2022, la mobilisation d'une enveloppe de 400 000 € en 2021 dont 67 000€ en crédits d'investissement.

Article 8 : Sont approuvés les montants du forfait autonomie attribué à chaque résidence, tels qu'ils figurent en annexe 5.

Article 9 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant type joint en annexe 4.

Article 10 : Est approuvée la tarification des prestations d'aide à domicile APA, PCH, et aide ménagères pour l'année 2021, telle que jointe en annexe 6 à la présente délibération.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.2.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 915.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9355.3.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1715-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

FINANCEMENT DES INSTANCES DE COORDINATION DE L'AUTONOMIE POUR 2021

CANTONS	ICA	Relais info Autonomie	Mission coordination	Dotation 2021 relais info ET Mission coordination niveau 3 (sauf Brive)
		B	D	E= B+D
		27 000 €	130 €	
ALLASSAC	ALLASSAC	27 000,00 €	25 381,20 €	52 381,20 €
ARGENTAT	XAINTRIE VAL DORDOGNE (CIAS)	27 000,00 €	19 773,00 €	46 773,00 €
	ICA XAINTRIES	54 000,00 €	16 941,60 €	70 941,60 €
BRIVE 1-2-3-4	BRIVE OUEST 1	27 000,00 €	12 050,00 €	39 050,00 €
	BRIVE 2 NORD-CENTRE	27 000,00 €	12 150,00 €	39 150,00 €
	BRIVE 3	27 000,00 €	11 100,00 €	38 100,00 €
	BRIVE 4	27 000,00 €	12 850,00 €	39 850,00 €
EGLETONS	PAYS DE VENTADOUR	54 000,00 €	21 005,40 €	75 005,40 €
HAUTE DORDOGNE	BORT LES ORGUES	27 000,00 €	12 690,60 €	39 690,60 €
	GORGES DE HAUTE DORDOGNE (NEUVIC)	27 000,00 €	10 740,60 €	37 740,60 €
MALEMORT SUR CORREZE	MALEMORT	27 000,00 €	32 728,80 €	59 728,80 €
MIDI CORREZIEN	MIDI CORREZIEN (CIAS)	81 000,00 €	35 373,00 €	116 373,00 €
NAVES	CORREZE	27 000,00 €	9 929,40 €	36 929,40 €
	NAVES SECTEUR TULLE CAMP NORD	27 000,00 €	19 679,40 €	46 679,40 €
PLATEAU DE MILLEVACHES	BUGEAT	27 000,00 €	7 792,20 €	34 792,20 €
	MEYMAC	27 000,00 €	11 200,80 €	38 200,80 €
	SORNAC	27 000,00 €	6 536,40 €	33 536,40 €
ST PANTALEON DE LANCHE	ST PANTALEON DE LANCHE	27 000,00 €	29 710,20 €	56 710,20 €
SAINTE FORTUNADE	LA ROCHE CANILLAC	27 000,00 €	8 681,40 €	35 681,40 €
	TULLE CAMP SUD	27 000,00 €	20 943,00 €	47 943,00 €
SEILHAC MONEDIERES	SEILHAC	27 000,00 €	18 470,40 €	45 470,40 €
	TREIGNAC	27 000,00 €	18 025,80 €	45 025,80 €
TULLE	TULLE	27 000,00 €	34 959,60 €	61 959,60 €
USSEL	EYGURANDE	27 000,00 €	6 770,40 €	34 410,00 €
	USSEL	27 000,00 €	27 760,20 €	54 120,60 €
UZERCHE	UZERCHE (CIAS)	27 000,00 €	26 707,20 €	53 707,20 €
	CANTON UZERCHE SECTEUR LUBERSAC	27 000,00 €	23 914,80 €	50 914,80 €
YSSANDONNAIS	YSSANDONNAIS SECTEUR JUILLAC	27 000,00 €	12 370,80 €	39 370,80 €
	YSSANDONNAIS SECTEUR OBJAT	27 000,00 €	21 808,80 €	48 808,80 €
	TOTAL	891 000,00 €	529 000,00 €	1 420 000,00 €

SUBVENTION 2021 - PORTAGE DE REPAS ACTIVITE 2020

PAR LES INSTANCES (6)			
STRUCTURE PORTAGE DE REPAS	JA 2020	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2020	SUBV 2021
ICA BORT LES ORGUES	7 462	56	3 884,80 €
ICA BUGEAT	18 118	110	19 047,20 €
ICA ST PANTALEON DE LANCHE	15 842	123	8 136,80 €
CIAS MIDI CORREZIEN	39 642	264	24 156,80 €
ICA XAINTRIES	7 172	68	10 868,80 €
CIAS XAINTRIE VAL'DORDOGNE	17 071	105	7 728,40 €
TOTAL	105 307	726	73 822,80 €

PAR LES AUTRES STRUCTURES (9)			
STRUCTURE PORTAGE DE REPAS	JA 2020	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2020	SUBV 2021
AGGENA	52 230	274	24 492,00 €
AIIDAH	28 140	203	17 656,00 €
BRIVE (CCAS)	117 588	555	51 335,20 €
CORREZE (EHPAD DE)	13 447	75	12 178,80 €
EGLETONS (Association ADAGE)	19 642	126	13 756,80 €
EYGURANDE (Centre hospitalier)	3 225	27	5 290,00 €
LA CROISEE DES ANS	31 271	183	15 208,40 €
NEUVIC (EHPAD DE)	7 357	54	6 942,80 €
USSEL (CCAS)	19 664	131	9 665,60 €
TOTAL	292 564	1 628	156 525,60 €

TOTAL 2021 (Activité 2020)			
PORTAGE DE REPAS	JA 2020	NOMBRE DE BENEFICIAIRES EN 2020	SUBV 2021
TOTAL	397 871	2 354	230 348,40 €

Social - Anciens combattants et victimes de guerre

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2021
ASSOCIATION REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE - CTE CORREZE	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	2021 - Subvention de fonctionnement	300,00
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	2021 - Subvention de fonctionnement	500,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	2021 - Subvention de fonctionnement	1 200,00
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	2021 - Subvention de fonctionnement	460,00
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	2021 - Subvention de fonctionnement	100,00
ASSOCIATION DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENS ET AMIS DE L'INDOCHINE (ANAI)	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
Nombre de dossier : 10	TOTAL	3 310,00

ANNEE 2021**Social - Personnes Agées**

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2021
UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES DE LA POLICE	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE - LES POMPONS ROUGES	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	2021 - Subvention exceptionnelle	500,00
ASSOCIATION DES RETRAITES DE L'ARTISANAT CORREZE - FENARA	2021 - Subvention de fonctionnement	500,00
UNION NATIONALE DES RETRAITES PERSONNES AGEES	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
Nombre de dossier : 6	TOTAL	1 600,00

ANNEE 2021**Social - Personnes Handicapées**

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2021
LA MAISON DES SOURDS 19	2021 - Subvention de fonctionnement	200,00
FNATH - FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DE LA VIE GRPT CORREZE DORDOGNE	2021 - Subvention de fonctionnement	3 000,00
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN - GEMSEL	2021 - Subvention de fonctionnement	2 000,00
A TOUS CIRK	2021 - Subvention de fonctionnement	500,00
GROUPE DES APHASIQUES CORREZIENS	2021 - Subvention de fonctionnement	500,00
LA BELLE ECHAPPEE	2021 - Subvention exceptionnelle	500,00
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	2021 - Subvention de fonctionnement	150,00
Nombre de dossier : 7	TOTAL	6 850,00



AVENANT N° 5 - ANNÉE 2021

A LA CONVENTION RESIDENCE AUTONOMIE **ET ALLOCATION DU FORFAIT AUTONOMIE**

ENTRE d'une part

Le Conseil départemental de la Corrèze, Hôtel du Département "Marbot", 9 rue René et Émile Fage, à TULLE (19000),
Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 23 avril 2021, dénommé ci après le Département,

ET d'autre part

La Résidence Autonomie, dénommée sise à
.....
Représentée par M....., gestionnaire de ladite Résidence Autonomie,
dénommée ci après l'établissement,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment Livre III Titre 1^{er},
Vu la loi 2015-1778 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 25 novembre 2016 fixant notamment les modalités de conventionnement et d'attribution du forfait autonomie,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021,

Considérant l'enveloppe annuelle de crédits fléchés accordés par la CNSA au Département de la Corrèze,
Considérant la capacité autorisée dudit établissement,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} :

La convention Résidence Autonomie et allocation du forfait autonomie signée le 31 décembre 2016 est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : Montant du forfait autonomie et modalité de versement

Pour l'année 2021, dans le cadre des actions menées par l'Établissement au titre des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci, le **montant du forfait autonomie est fixé à 385.79 €/place autorisée au sein de l'établissement.**

Compte tenu de la capacité autorisée de l'établissement, le montant du forfait autonomie 2021 s'élèvera à XXXXXXXX €.

Le versement du forfait autonomie est effectué en une seule fois à la signature du présent avenant.

ARTICLE 3 :

Le reste est inchangé.

Fait à TULLE, le
En deux exemplaires

Pour le Conseil départemental de la Corrèze,
Le Président du Conseil Départemental

Pour la Résidence Autonomie
Le (La) Président(e)

1

Pascal COSTE

M.

REPARTITION ENVELOPPE FORFAIT AUTONOMIE 2021 AUPRES DES 10 RESIDENCES AUTONOMIE CORREZIENNES

Forfait 2021 (480 places)

185 179,24 €

385,79€/place

Répartition 2021

Résidences Autonomie	Accueil temporaire PA Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F1 Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F1B. Capacité autorisée	Hébergement Logement Foyer P.A. F2 Capacité autorisée	Places F1	Places F2 soit 2* forfait de 385,79 €	TOTAL A VERSER
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - TUJAC		4	51	1	21 218,45	771,58	21 990,03
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - CHAPEAU ROUGE		2	53	10	21 218,45	7 715,80	28 934,25
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - JARDINS DE RIVET			26	19	10 030,54	14 660,02	24 690,56
LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - LES GENETS			38	9	14 660,02	6 944,22	21 604,24
							97 219,08
LOGEMENT FOYER BORT-LES-ORGUES		30		20	11 573,70	15 431,60	27 005,30
LOGEMENT FOYER TULLE		15	4	5	7 330,01	3 857,90	11 187,91
LOGEMENT FOYER USSEL				30	0,00	23 147,40	23 147,40
MARPA LIGINIAC	2	7	4	1	5 015,27	771,58	5 786,85
FOYER LOGEMENT LAGUENNE			10	10	3 857,90	7 715,80	11 573,70
MARPA OBJAT	2		22		9 258,96	0,00	9 258,96
TOTAL	4	58	208	105			185 179,20

Services ou interventions	Coût horaire brut 1er janvier 2020		Coût horaire brut 1er janvier 2021		Observations
	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	
Services Prestataires					
. APA	21,00 €	27,37 €	21,00 €	27,37 €	
. APA	16,00 €	27,37 €	16,00 €	27,37 €	
. PCH	18,70 €	27,37 €	18,70 €	27,37 €	
Emplois directs					
APA					
Mandataire	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	
Emploi direct	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	
Tiers familial *	5,51 €		5,51 €		
PCH					
Aide à domicile (situation de principe)					
Mandataire	15,44 €		15,63 €		
Emploi direct	14,04 €		14,21 €		
Aide à domicile réalisant des gestes liés à des soins spécifiques (L1111-6-1 CSP ou aspirations endo trachéales)					
Mandataire	16,20 €		16,40 €		
Emploi direct	14,73 €		14,91 €		
PCH PARENTALITE					
Aide humaine					900€ pour enfant de moins de 3 ans et 1350€ pour une famille monoparentale 450€ pour un enfant entre 3 et 7 ans et 675€ pour un famille monoparentale
Aide technique					1400€ à la naissance, 1200€ au 3ème anniversaire et 1000€ au 6ème anniversaire
Tiers familial					
Aidant familial dédommagé	50% SMIC Brut horaire	3,94 €	3,99 €		
Aidant familial dédommagé si renonce à don activité professionnelle	75% SMIC Brut horaire	5,91 €	5,98 €		
Garde de nuit					
APA : forfait nuit	50,00 €				
Aide au répit des aidants					
Forfait relayage			200,00 €		Prestataire Adom Limousin
Aide ménagère au titre de l'aide sociale	18,20 €		18,20 €		moins une participation de 1 € à la charge de l'utilisateur (règlement départemental)
Aide administrative services mandataires (ICA et SAAD)	0,50 € par heure dans la limite de 10 € par mois		0,50 € par heure dans la limite de 10 € par mois		Plafonds applicables aux services et instances

* ne concerne que la filiation directe soit uniquement enfants / gendre et bellefille

VALORISATION DES PLANS D'AIDE (AUTRE QUE AIDES HUMAINES)

Prestations	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2020	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2021	Observations
Famille d'accueil personnes âgées et/ou personnes handicapées	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	SMIC = 10,25€/h au 1er janvier 2021 1 MG = 3,65 € au 1er janvier 2021
Portage de repas	4,00 € par journée alimentaire	4,00 € par journée alimentaire	Sous réserve que les repas soient servis par des prestataires agréés par la DDCSPP et par le CD
Hébergement temporaire	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]	
Accueil de jour	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPA ou EHPAD valorisés au plan d'aide	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPA ou EHPAD valorisés au plan d'aide	
hébergement permanent	Aux tarifs des EHPA valorisés au plan d'aide	Aux tarifs des EHPA valorisés au plan d'aide	
Téléassistance	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable
Pack domotique	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable
Aides techniques	Dans la limite de 500€/mois au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Dans la limite de 500 €/mois au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Aide soumise à un accord de principe sur devis Paiement accepté sur facture
Matériel à usage unique	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois	

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2021

RAPPORT

La Collectivité départementale assure au quotidien la mise en œuvre d'une politique départementale d'insertion ambitieuse et volontariste.

L'accès à l'emploi ou à la formation demeure l'enjeu majeur de cette politique depuis 2015. Pour cela, Le Département s'est doté d'un ensemble d'outils, d'actions et de dispositifs humains et financiers.

La feuille de route, document support de cette mise en œuvre, s'attache à conjuguer et à interroger l'ensemble des volets humains, sociétaux et économiques locaux pour proposer les réponses les plus adaptées aux Corrèziens.

Ainsi, les orientations en termes d'insertion intègrent et s'articulent autour du développement des accompagnements individuels, d'un partenariat actif avec le monde économique et de la mise en place d'actions de proximité spécifiques à chaque territoire.

En compétence des politiques sociales, la Collectivité est tout particulièrement attentive aux publics les plus fragiles et les plus précaires parmi lesquels les bénéficiaires du rSa de façon à les accompagner au mieux dans leur recherche de solutions durables d'insertion.

Pour relever cet enjeu, la conjugaison des réponses et des leviers est indispensable.

Les réponses mises en œuvre interviennent à deux niveaux :

- auprès des personnes pour les aider à activer leurs parcours individuels, engager un projet professionnel et lever les différents freins périphériques avec 2 programmes fondateurs : le Programme Départemental d'Insertion et l'Avenant au Pacte Territorial d'Insertion,
- auprès des acteurs économiques locaux avec les réponses transversales de la Collectivité et notamment le dispositif BOOST Emploi en charge de collecter des offres d'emploi, d'être à l'écoute et force de proposition auprès des chefs d'entreprise corréziens pour favoriser la mise en relation et l'entrée en emploi.

Cette double synergie, opérationnelle depuis 2016 avec la création de BOOST Emploi, a prouvé sa pertinence et son efficacité mesurables plus particulièrement sur le dispositif rSa avec entre 2015 et 2019 une baisse constante du nombre de personnes relevant de ce dispositif grâce à des sorties durables en emploi ou formation.

Cependant, la crise sanitaire inédite que nous traversons depuis mars 2020 a lourdement impacté cette organisation.

Ce constat national est encore plus sensible au niveau corrézien où pour la première fois depuis 5 ans on enregistre une augmentation forte du nombre de personnes : + 12,15 % entre janvier et décembre 2020 avec près de 780 nouveaux allocataires.

Le premier confinement a mis un coup d'arrêt aux accompagnements individuels, aux actions collectives. Les directives nationales de première urgence avec une ouverture large à ce dispositif pour pallier les situations de précarité liées à l'interruption de l'activité économique mais aussi des recrutements sont autant de facteurs concourant à cette situation.

Le manque de lisibilité pour chacun depuis plusieurs mois obère une réelle dynamique de projection professionnelle, la reprise économique reste très faible, les offres d'emploi ou de formation réduites.

Dans ce contexte difficile, la Collectivité s'est quotidiennement attachée à développer tous les leviers nécessaires pour permettre aux bénéficiaires du rSa d'avancer dans leur parcours d'insertion et leur apporter les réponses sociales de premier niveau à chaque fois que cela a été possible.

De plus, inscrit dans la feuille de route de la Collectivité, le rapprochement indispensable entre le monde économique et nos publics reste un facteur déterminant.

Sur le volet des entreprises :

- Le numéro générique de la plateforme BOOST a été mobilisé pendant le premier confinement pour répondre en direct aux nombreuses sollicitations et inquiétudes générées auprès des publics ;
- Fin 2020, la plateforme BOOST enregistre plus d'un million de connexions ; près de 620 entreprises ont créé leur compte recruteur ; plus de 77 000 utilisateurs sont recensés ; 2503 offres déposées et plus de 800 recherches dans la CVthèque ;
- Pour la seule année 2020, on dénombre 1011 nouveaux comptes candidats, 735 CV Catcher et 445 offres exclusives.

La plateforme BOOST est un outil mis à disposition gratuitement par la Collectivité tant auprès des publics qu'auprès des recruteurs et les chiffres ci-dessus montrent qu'elle est à présent totalement reconnue et repérée.

Après une baisse très sensible en mars et avril 2020 de son utilisation, on observe une reprise des consultations en juin avec un pic d'activité fort en septembre et octobre, en lien très probablement avec le Forum BOOST Emploi Départemental.

Pour une performance toujours meilleure, en complément de la plateforme, ont été initiées une page Facebook avec 6600 abonnés et l'ouverture en fin d'année d'une page Instagram pour répondre au plus près des habitudes des publics jeunes.

Toujours en ré interrogation pour une optimisation de ses réponses, pour 2021, de nouveaux projets sont lancés:

- la page d'accueil de la plateforme va être revisitée pour plus d'opérationnalité et de nouvelles fonctionnalités,
- une nouvelle charte graphique réalisée,
- une communication plus large sur les dispositifs mis à disposition par le Département tels les Clauses d'insertion sociale, le CLIS...,
- en transversalité avec les différents services de la Collectivité, un annuaire des entreprises va être activé avec en tout premier lieu le support des entreprises adhérentes au 100% Origine Corrèze.

L'articulation très étroite du dispositif BOOST Emploi et des équipes d'accompagnement et plus particulièrement des coachs professionnels du service Insertion donnent lieu à des actions spécifiques.

- Les actions Clés de l'emploi vont être relancées après un arrêt total de cette action en 2020.

Les 3 Clés prévues en mars et avril 2020 ont été annulées du fait du confinement et aucune nouvelle demande n'a émergé sur la fin d'année.

La première Clé de l'emploi 2021 s'est déroulée début février en appui aux recrutements prévus à Monestier Merlines avec l'entreprise TOLOMEI œuvrant dans la maroquinerie de luxe.

D'autres actions seront organisées en lien avec les offres de recrutement recueillies par le chargé de mission Entreprises.

- Le Forum Départemental BOOST Emploi 2020 a mis le focus sur les métiers de l'aide et de l'accompagnement dans le secteur médico social. 200 lycéens et collégiens et 300 adultes sont venus à la rencontre de 57 exposants. Plus de 60 contrats de travail ont été conclus à l'issue de cet évènement.

Ces leviers proposés se couplent à l'ensemble des actions mises en œuvre auprès des publics pour les aider dans l'activation au quotidien de leur parcours.

Sur le volet de l'accompagnement des publics :

- Le Programme Départemental d'Insertion et ses 51 conventions signées en 2020 : Elles balayaient majoritairement le champ professionnel avec 33 conventions à destination des structures de l'Insertion par l'Activité Économique corréziennes et des créateurs d'entreprise ; 7 conventions pour la mobilisation professionnelle et 6 concernant les volets de la mobilisation sociale, de la mobilité et de la santé, les 5 dernières concernant un soutien à l'investissement des structures de l'IAE. 722 bénéficiaires du rSa ont pu intégrer l'une de ces actions.

Les modalités d'accompagnement adaptées et modulaires couvrant un spectre allant du référent social au coach professionnel offrent des réponses individualisées.

L'année 2020 a contraint les équipes à réorganiser leurs interventions pour répondre au contexte sanitaire. Ainsi, les temps de mobilisation collectifs des publics à l'entrée dans le dispositif ont laissé la place à des temps individuels, l'activation et le suivi des personnes s'est fait et se fait encore pour partie par téléphone ce qui impacte la qualité des suivis. Le suivi des personnes se concrétise par les Contrats d'Engagement Réciproques - CER - avec un taux de contractualisation pour 2020 de 91,25 %.

A leurs côtés, sont mobilisées pour sécuriser encore les parcours une psychologue du travail, deux infirmières/agent de santé et une animatrice numérique itinérante. Ces prises en charge modulaires et complémentaires évoluent avec les besoins et les situations de tous pour trouver les meilleures réponses.

Toujours à l'écoute des besoins de chacun, la Collectivité propose la mise en œuvre d'un nouveau dispositif favorisant grâce à du tutorat l'intégration et le maintien dans l'emploi de bénéficiaires du rSa.

Le CLIS - Contrat Local d'Innovation Sociale - s'appuie sur un partenariat étroit avec les entreprises locales.

Là aussi, le contexte sanitaire et ses conséquences économiques ont freiné le démarrage de ce dispositif. Les 2 premiers CLIS ont pu être signés fin 2020 pour 2 CDD.

L'action se continue en 2021 avec 18 nouveaux CLIS envisagés et une communication renforcée sur cet outil.

Enfin, les dernières actions inscrites dans l'Avenant du PTI vont également être activées cette année.

- En premier lieu, le BUS BOOST afin d'apporter une qualité de réponses et de service

équitable sur tout notre territoire.

Mutualisé au sein de la DASFI, son utilisation va se décliner autour des préoccupations majeures actuelles : la vaccination, le Centre de Santé et l'accompagnement à l'emploi. Ces différents services mobiliseront le bus à tour de rôle pour rapprocher au plus près des Corréziens les services de la Collectivité.

Le premier tour de clé du Bus est attendu en mars 2021.

- L'action Bénévolat va démarrer en s'adossant aux besoins des associations et plus particulièrement en lien avec les brigades hivernales et les besoins recensés sur le volet de l'aide aux devoirs.

En concertation avec ces associations, les services de l'AST et des Collèges, il sera possible sur la base du volontariat qu'un bénéficiaire du rSa puisse effectuer une soixantaine d'heures, validées à ce titre comme action d'insertion pour lui offrir un tremplin à la reprise d'activité et à l'acquisition de compétences.

- Sous la forme d'un Appel à manifestation d'intérêt et avec le consortium historique État/Région à nos côtés, l'instance IDEEFOP pourrait s'intégrer au futur Service Public de l'Emploi et de l'Insertion. Son objectif premier, mis en œuvre avec l'IDEEFOP, préfiguratrice de cette volonté nationale, devrait encore améliorer le recensement des besoins et la mise en œuvre des actions d'insertion. Elle pourra également être le support du futur Observatoire Départemental de l'Insertion.

La mobilisation de l'ensemble des ressources matérielles et humaines de notre Collectivité, la politique d'insertion menée depuis 2015, les actions sans cesse réinterrogées et évaluées doivent se poursuivre et se renforcer encore dans le contexte actuel et la coordination avec l'ensemble des acteurs et partenaires de l'insertion s'accroître.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 23 518 034 € de crédits de paiements dont 23 483 034 € au titre du fonctionnement et 35 000 € au titre de l'investissement.

A - LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DE L'EMPLOI : BOOST EMPLOI

En avril 2016, le Département lance le dispositif BOOST Emploi pour une mise en relation rapide et efficace entre "l'offre et la demande" d'emploi avec la priorité de faciliter cette mise en relation, l'accès aux offres et un accompagnement dans la réponse à une annonce.

Cet objectif est toujours d'actualité afin de favoriser un retour rapide à l'emploi et proposer des solutions concrètes et efficaces répondant aussi aux exigences et besoins des entreprises corréziennes.

L'engagement fort de la Collectivité dans cette démarche se traduit également par la gratuité totale d'accès à cette plateforme, atout appréciable pour l'ensemble des utilisateurs du secteur économique.

La formation complète cette offre avec une diffusion sur le site Corrèze BOOST Emploi des offres de formation de la Région Nouvelle-Aquitaine, des organismes de formations du Département (dont les CFA).

Le chargé de missions Entreprises et le coach Jeunes du Département animent et font vivre et évoluer ce dispositif au quotidien.

Leur participation aux salons de l'emploi, aux salons IDéeFOP ainsi que l'organisation des forums BOOST Emploi départementaux ou territorialisés permettent aux Corrégiens en recherche d'emploi de rencontrer les principaux acteurs de l'emploi et de la formation présents en Corrèze. Cette proximité leur permet aussi de découvrir les multiples opportunités notamment sur des métiers en tension.

Cette démarche passe par l'activation et le développement des axes suivants :

- Aller à la rencontre des chefs d'entreprises du département afin de recueillir des offres d'emploi "cachées" et les diffuser à l'ensemble des Corrégiens : près de 1400 offres exclusives ont été ainsi collectées depuis le départ ;
- Inciter les entreprises corréziennes à utiliser le service BOOST Emploi : plus de 600 entreprises l'utilisent à ce jour ;
- Établir des partenariats avec l'ensemble des acteurs du Département en lien avec l'emploi et notamment les Missions Locales et Pôle Emploi ;
- Recueillir l'ensemble des offres de formation sur notre territoire et les partager ;
- Organiser des forums de l'emploi pour tout public ;
- Mettre en place des outils de partage de ces informations à travers ce site dédié et l'utilisation des réseaux sociaux : une plateforme Internet s'adressant aussi bien aux demandeurs d'emploi qu'aux entreprises qui recrutent : www.correzeboostemploi.fr. Cette plateforme permet d'une part, de recueillir et de diffuser les offres d'emploi de l'ensemble des partenaires de BOOST Emploi (le bon coin, Cadremploi, Jobi Joba, Monster...) et, d'autre part, pour les entreprises corréziennes de déposer leurs offres de poste gratuitement d'une manière simple et intuitive.

Le chargé de mission Entreprises et le coach jeunes, chacun avec leurs domaines plus spécifiques d'intervention, collectent des offres d'emploi et les diffusent sur le site BOOST

Emploi et sur les réseaux sociaux, tiennent à jour ces réseaux, communiquent sur le site, activent les partenariats et sont présents sur l'ensemble des manifestations, groupes de travail et groupes projet pour assurer le développement et la communication du site.

Le bilan du site www.correzeboostemploi.fr depuis sa création

Avec plus d'un million de pages vues depuis sa création, plus de 77 000 visiteurs, 617 entreprises recensées et une estimation de 120 000 offres d'emploi présentes dont presque 1400 offres exclusives collectées par le chargé de mission, le site a trouvé sa place dans le contexte corrézien de l'emploi et le nombre de visites enregistrées sur la plateforme (166 755) en atteste.



166 755
VISITES



77 122
UTILISATEURS



1 044 926
PAGES VUES



617
ENTREPRISES AYANT
CREER UN COMPTE



2 503
OFFRES DEPOSEES VALIDEES

Bilan 2020

2020 aura été une année contrastée en lien avec le contexte sanitaire et ses conséquences directes sur l'emploi.

Ainsi, l'impact du premier confinement s'est traduit quasi immédiatement par une baisse de fréquentation forte du site.

Cependant, dès le mois de juin l'activité redémarre avec un pic en octobre en lien avec le Forum BOOST Départemental.

Cependant, si on relève en 2020 un très net intérêt pour cet outil de la part des candidats avec une augmentation significative sur l'année du nombre d'utilisateurs, du nombre de visites sur la plateforme et du nombre de pages consultées, il n'en reste pas moins que le dépôt d'annonces a été impacté par la crise sanitaire même s'il reste globalement satisfaisant.

En effet, on relève une moyenne de 2 500 offres déposées par mois soit 30 000 offres en moyenne sur 2020.

Si le nombre de recherches dans la CVthèque accuse une baisse en 2020 en grande partie du fait de recrutements moindres, on comptabilise quand même 840 recherches de recruteurs en 2020.

CANDIDATS*			RECRUTEURS*		
2019*	2020*		2019*	2020*	
780	1 011	Comptes candidats créés	89	64	Comptes recruteurs créés
969	734	Alertes créées	537	445	Annonces exclusives déposées
53 433	46 612	Alertes envoyées	987	804	Recherches dans la CVThèque
250**	131	Cv créés via l'outil CV			
695	735	Cv téléchargés via CVCatcher			

**Nombre de visites de l'outil au nombre de 596

* Les chiffres suivants dépendent des actions de communication menées autour de la plateforme durant la période donnée

Concernant les réseaux sociaux, la page Facebook correzeboostemploi comptabilise 6 586 abonnés en 2020.

On note une hausse notable du nombre d'abonnés : +31% en un an, soit 1591 abonnés supplémentaires. Complémentaire du site, Facebook permet d'élargir et sécuriser la diffusion des offres et d'aller au plus près de tous les publics et plus particulièrement des plus jeunes.

On remarque une très forte réactivité de la part des abonnés et un grand nombre de partage.

Fort de ce constat, une page Instagram a été activée en fin d'année 2020 pour coller au plus près des attentes notamment des publics jeunes beaucoup plus actifs et présents sur ce réseau social.

CV - CV Catcher

En 2020, 866 CV ont été déposés dont 86 % via CV Catcher.

735 CV Catcher en croissance de près de 6 % sur un an.

131 CV déposés, en baisse très forte par rapport à 2019 ; on observe un transfert d'utilisation vers CV Catcher plus efficient dans la recherche.

Les Forums BOOST Emploi

Un Forum BOOST Emploi, dans son format départemental a pu se tenir le 13 octobre 2020 à Tulle dans les locaux du Conseil départemental.

Au regard du contexte sanitaire et économique local et des secteurs en tension, ce Forum a été consacré aux métiers de l'aide et de l'accompagnement dans le secteur médicosocial, métiers particulièrement en tension cette année.

Ouvert à l'ensemble des Corrèziens en recherche d'emploi ou de formation, il a été organisé avec l'aide et la collaboration de la MDPH, de la DASFI, des partenaires de l'insertion et de la formation, ainsi que l'ensemble des structures intervenant dans ce

domaine.

Cette manifestation a été ouverte, au delà du public habituel, aux collégiens et lycéens afin de les sensibiliser à ces métiers en tension et leur permettre de rencontrer les organismes de formation.

Le forum départemental du 13 octobre 2020 :

- 57 exposants présents :
 - 28 établissements et services à la personne
 - 14 partenaires
 - 7 organismes de formation
 - 8 stands CD
- 500 visiteurs :
 - 300 adultes dont 109 bénéficiaires du rSa sont venus soit 36,3 %
 - 200 collégiens et lycéens
- 141 offres d'emploi sur le département à disposition sur un mur d'offres
- 137 CV collectés et 1090 mises en relation employeurs réalisées.
- 5 micro conférences proposées autour des thématiques du handicap, de la personne âgée, du travail auprès des familles, des métiers de l'éducatif, de la petite enfance. Plus de 250 personnes ont suivi ces micro conférences.

Évolutions 2021 du site :

Une page d'accueil revisitée avec la nouvelle charte graphique du site et de nouvelles opérationnalités. Pour optimiser encore la communication, un carrousel de 8 vignettes en page d'accueil sur les dispositifs de la Collectivité : Clauses Sociales, Forums, CLIS...

- Une transversalité de l'utilisation de l'outil Corrèze BOOST Emploi au sein de la collectivité. Dans le cadre de l'opération "Venez vivre Corrèze", pour une grande majorité des candidats à l'installation dans notre département, l'emploi reste le point à régler en priorité. Fort de ce constat, la plateforme BOOST Emploi avec ses 2500 offres d'emploi par mois devient un outil indispensable à l'attractivité de notre département. Le chargé de mission Entreprises répond aux demandes afin de sélectionner des offres d'emploi ou de formations susceptibles de correspondre au mieux à ces futurs Corrèziens et faciliter leurs démarches.

- Un outil dédié pour la recherche d'emploi et la diffusion de CV :

La plate forme BOOST Emploi reste une plate forme de référence pour les personnes ayant perdu leur emploi suite à des fermetures d'entreprises. Le Chargé de mission Entreprise après avoir collecté les CV, contacte les personnes afin de leur expliquer le fonctionnement du site, les incite à ouvrir un compte candidat et explique les différentes fonctionnalités du site.

- Une plateforme qui va offrir aux entreprises labellisées "100% Origine Corrèze" une meilleure visibilité avec une nouvelle fonctionnalité qui va mettre en avant les entreprises partenaires du département (premier trimestre 2021) grâce à un annuaire d'entreprises. La

démarche en cours engagée auprès de ces 150 entreprises partenaires va consister en plusieurs points :

- une présentation du dispositif BOOST Emploi,
- la possibilité de créer une fiche descriptive de leur entreprise (marché, produits...) avec toutes leurs coordonnées, une géo localisation et un lien vers leur site ,
- la possibilité de diffuser leurs offres d'emploi.

Le chargé de mission Entreprises est en appui de ces différentes étapes afin de faciliter leur adhésion et leur inscription.

A terme, cette démarche ouverte également à toutes les entreprises du département permettra aux candidats de mieux connaître l'entreprise et de faciliter les recrutements.

- Une communication accentuée :

- Pour les recruteurs avec des campagnes d'emailing en 2021 à destination des entreprises du département, pour mieux faire connaître la plateforme BOOST Emploi et valoriser la gratuité du service (publier une offre d'emploi sur un réseau privé, peut générer un coût de plusieurs centaines d'euros) ;
-
- De façon plus générale, une communication récurrente dans Corrèze Mag permettra de sensibiliser l'ensemble des Corrèziens à l'existence de ce dispositif.

B. LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : BOOST JEUNES **178 000 € ET FAJ 70 000 €**

Depuis 2016, le Département s'est mobilisé aux côtés des partenaires historiques que sont les missions locales pour proposer une politique Jeunesse forte.

Au delà de son engagement financier renouvelé au travers de dispositifs tels le FAJ - Fonds d'Aide aux Jeunes, des subventions de fonctionnement auprès des missions locales, il a souhaité renforcer encore son implication pour favoriser l'accès à l'emploi, l'apprentissage ou la formation des jeunes.

Ainsi, le Département propose une offre complémentaire aux jeunes Corrèziens : Corrèze BOOST Jeunes avec l'aide des missions locales de Brive, Tulle et Ussel pour la mise en place de cette action.

4 coachs Jeunes interviennent sur l'ensemble du territoire corrézien, 3 rattachés à chacune des missions locales et le quatrième recruté par la Collectivité départementale.

Leurs modalités d'intervention sont identiques : un accompagnement renforcé et individualisé pour valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Une aide financière, en dernier recours du droit commun, peut être activée à hauteur de 500 € sur 4 mois maximum.

Cette action s'adresse pour les missions locales aux jeunes de 17 à 25 ans et leur permet de bénéficier d'un coach pendant une période de 4 mois avec la particularité pour le coach Jeunes de la Collectivité de pouvoir suivre des jeunes jusqu'à 30 ans.

Leurs objectifs 2020 : 315 jeunes accompagnés

- Conseil Départemental : 50 jeunes accompagnés
- Mission Locale Brive : 120 jeunes accompagnés
- Mission Locale Tulle : 100 jeunes accompagnés
- Mission Locale Ussel : 45 jeunes accompagnés

Pour l'ensemble des intervenants, le taux de sorties positives est fixé à 70 %.

En 2020, les 4 coachs Boost Jeunes ont accompagné 306 jeunes soit un objectif atteint à 97,15 %.

On observe une progression de ce taux en 2020 par rapport à celui de 2019 (96 %).

Sur les 273 jeunes sortis de cette modalité d'accompagnement, 230 sorties positives sont enregistrées soit 75,2 % de l'ensemble des jeunes accompagnés et 84 % de l'ensemble des sorties enregistrées.

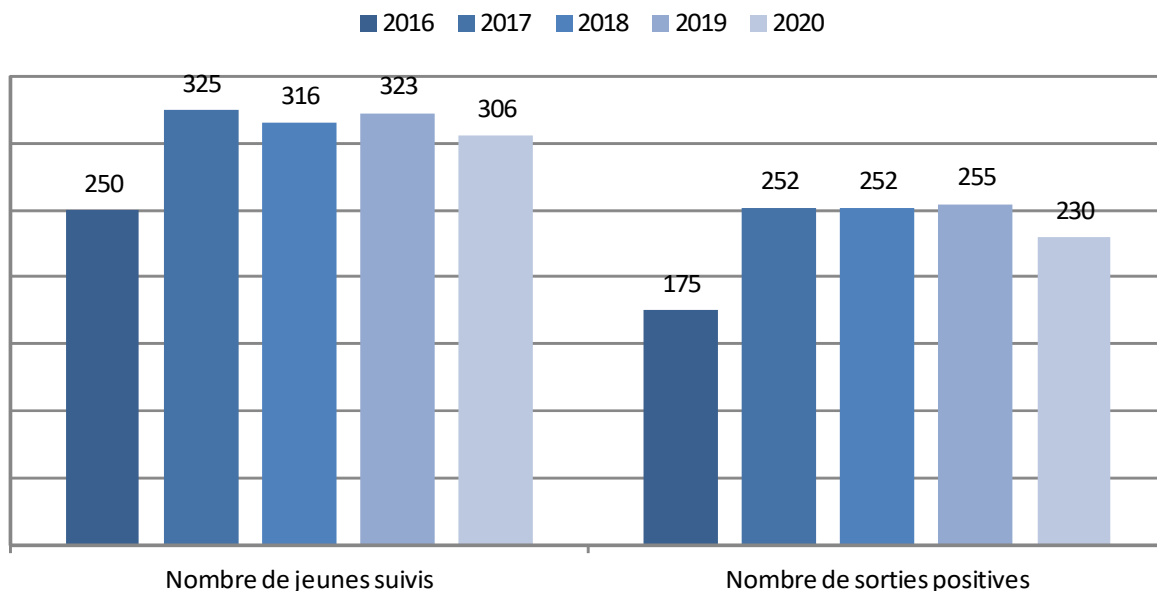
Compte tenu de la pertinence de cette action et des objectifs réalisés, l'action sera reconduite à l'identique en 2021.

Bilan BOOST Jeunes depuis sa création

Depuis la mise en place du dispositif BOOST Jeunes, 1 520 jeunes ont bénéficié de cet accompagnement et 1 164 jeunes ont trouvé un emploi, une formation qualifiante ou une alternance à l'issue de ce coaching soit 76,6% de sorties positives.

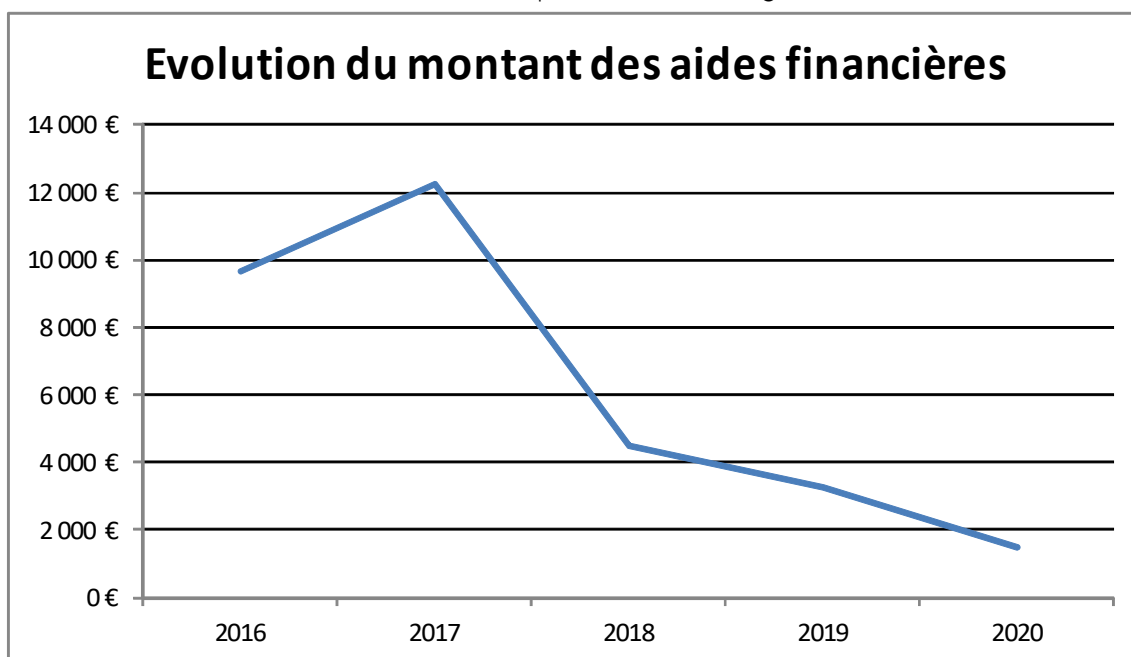
Ce dispositif spécifique d'accompagnement est à présent bien repéré par les jeunes mais aussi par l'ensemble des partenaires et a trouvé sa place en articulation avec l'ensemble des dispositifs et aides proposées telles que Le PACEA, la Garantie Jeunes...

Les aides financières BOOST Jeunes



Depuis la création du dispositif, 96 demandes d'aides ont été accordées pour un total de 31 180 € répartis de la manière suivante :

- Au titre de l'année 2016 : 36 dossiers pour un montant global de 9 680 €
- Au titre de l'année 2017 : 38 dossiers pour un montant global de 12 250 €
- Au titre de l'année 2018 : 12 dossiers pour un montant global de 4 500 €
- Au titre de l'année 2019 : 11 dossiers pour un montant global de 3 250 €
- Au titre de l'année 2020 : 3 dossiers pour un montant global de 1 500 €



Malgré les aménagements apportés sur l'activation de ces aides, on constate une nouvelle fois une baisse à la fois du volume financier sollicité et du nombre d'aides. L'existence des dispositifs de droit commun tels PACEA, la Garantie Jeunes, le FAJ sont prioritairement sollicités et apportent le niveau de réponses nécessaires ce qui explique la baisse confirmée de l'utilisation de l'aide BOOST Jeunes.

Perspectives 2021 BOOST Jeunes

Dans la période sanitaire et économique particulièrement compliquée depuis un an, les résultats obtenus et les réponses apportées aux jeunes suivis par ce dispositif en terme d'emploi et de formation démontrent son intérêt et son efficacité.

L'objectif 2021 de la Collectivité sera similaire à 2020, avec l'accompagnement de **315** jeunes dans cette action et un taux de sorties positives à 70%.

Par ailleurs, pour 2021, plusieurs axes d'amélioration concernant le poste de coach Jeunes du Conseil Départemental sont priorisés :

- Accentuer la coordination de l'action BOOST Jeunes avec les Missions Locales en s'appuyant sur les attentes du Conseil Départemental. Une journée d'immersion en ce sens a été initiée en septembre 2020 dans chaque mission locale afin que le coach jeunes CD soit bien repéré par les équipes des missions locales et qu'il s'imprègne des différents dispositifs et leviers de ces partenaires. Une rencontre entre coach jeunes CD et mission locale par territoire est prévue trimestriellement en 2021 ;
- Développer et renforcer la collaboration avec les services de la DASFI intervenant sur des publics jeunes pour pouvoir apporter son expertise sur le volet professionnel : ASE, CDEF, MSD ;
- Intervenir sur des jeunes ayant droit rSa autant que de besoin ;
- Développer et tenir à jour les pages Instagram et Facebook en collaboration étroite avec le chargé de missions Entreprises ;
- Continuer la démarche d'amélioration du site internet CorrèzeBoostEmploi en lien avec Jobijoba ;
- Participer aux ateliers collectifs des Clés de l'Emploi organisées par le Service Insertion ;
- Communiquer sur les dispositifs BOOST Jeunes et BOOST Emploi par le biais des forums où la place du coach doit être réaffirmée, des réseaux sociaux et des partenaires.

Budget de fonctionnement : 178 000 €

Le budget de fonctionnement se décompose selon la répartition suivante :

- Partenariat avec les 3 missions locales pour BOOST Jeunes : 112 500 € (cf. annexes 1, 2 et 3) ;
- Aides financières BOOST Jeunes : 2 500 € ;
Soutien aux missions locales 63 000 € (dont pour Tulle 18 900 €, pour Brive 31 500 € et pour Ussel 12 600 €) - Annexes 4, 5 et 6.

Les missions locales ont pour mission l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans afin de les aider à résoudre l'ensemble des difficultés que pose leur insertion sociale et professionnelle, tant en matière de recherche d'emploi, de formation, que de santé ou de logement.

Les missions locales assurent l'instruction des demandes d'aides financières individuelles au titre du FAJ et elles ont la possibilité, en gestion directe, d'attribuer des aides très urgentes dans le cadre d'une enveloppe fixée et déléguée.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 178 000 € de crédits de paiements au titre du fonctionnement.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes : 70 000 €

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités a conféré au Département la responsabilité de la mise en œuvre du Fonds d'Aide aux Jeunes, dans les conditions prévues aux articles L.263-3 et L. 263-4 du code de l'action sociale et des familles. Le Département est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté âgés de 16 à 25 ans des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le FAJ du Département de la Corrèze. Pour l'année 2020, le budget alloué au FAJ a été de 70 000 €, dont 1 000 € de gestion du budget du FAJ versés à l'AFADIL dans le cadre d'une convention triennale pour 2018-2020.

La Commission permanente lors de sa réunion du 11 décembre 2020 a validé la nouvelle convention triennale 2021-2023 sur les mêmes bases financières.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 70 000€ de crédits de paiements au titre du fonctionnement.

C - LA POLITIQUE D'INSERTION : 23 270 034 € dont 35 000 € au titre de l'investissement

La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralise le revenu de solidarité active et confie au Département la compétence de la gestion du dispositif rSa.

La déclinaison de cette politique se fait à partir des 3 axes définis dans la feuille de route politique : une économie porteuse d'emplois, un aménagement durable et équilibré du territoire et une solidarité pour le bien vivre ensemble.

Le Programme Départemental d'Insertion et L'Avenant 2019/2021 du Pacte Territorial d'Insertion sont les 2 programmes fondateurs qui vont mettre en œuvre les actions et les accompagnements nécessaires à la bonne déclinaison de cette politique d'insertion.

En continuité des années précédentes, les priorités opérationnelles demeurent :

- systématiser et renforcer l'accompagnement des allocataires du rSa,
- redéfinir et rénover notre offre d'insertion,
- mettre en lien l'insertion et le développement économique,
- renouveler les modes de gouvernance.

Ces deux programmes sont intégrés et articulés aux différentes politiques sectorielles portées par le Département tant en matière d'action sociale, de santé que de développement économique, ou numérique pour une complémentarité et une efficacité optimisées.

De la même façon, ils s'intègrent totalement aux différents plans et stratégies nationales pour une cohérence des moyens.

1) L'ALLOCATION DE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE : 22 001 034 €

La prise en charge des personnes dans le cadre du dispositif rSa corrézien s'appuie sur des étapes clés et associe une individualisation des accompagnements, un spectre d'actions d'insertion large et un travail de proximité avec le tissu économique.

La Collectivité, consciente de l'enjeu majeur de la mobilisation des publics dès leur entrée dans le dispositif rSa et en lien avec la convention d'appui de lutte contre la pauvreté, signée avec le Préfet, invite dans les 4 semaines suivant la réception de l'information d'ouverture du droit rSa, chaque nouveau bénéficiaire à une RIM : Réunion d'Information et de Mobilisation.

L'offre d'accompagnement est large et régulièrement enrichie.

Les deux premières modalités d'accompagnement, référents sociaux et référents professionnels rSa, se sont enrichies depuis fin 2018 avec l'arrivée de deux coachs professionnels et de deux coachs sociaux.

De plus, en complément de ces professionnels, deux infirmières - agents de santé, une psychologue du travail et une animatrice numérique itinérante apportent leur expertise et leur compétence sur les volets santé, accès au numérique et capacité au changement.

Enfin, le dispositif BOOST Emploi, le chargé de missions Entreprises et les 2 coachs

professionnels facilitent le rapprochement entre offres et demandes et sécurisent cette dernière étape d'insertion.

L'évolution du montant du revenu de solidarité active

Le revenu de solidarité active est revalorisé chaque année au 1^{er} avril.
Pour 2020, cette revalorisation a été de 0,9 %.

Depuis 2009 et la loi généralisant le revenu de solidarité active, le pilotage intégral de ce dispositif relève de la compétence des départements et l'État s'était engagé sur une compensation des dépenses à l'euro près.

Le montant restant à charge de la Collectivité est chaque année plus important.
Le poids de la charge financière non compensée par l'État est de plus en plus lourd.
Ce constat a conduit notre Collectivité depuis 2015 à fixer un Reste à Charge de 5,3 millions d'euros à ne pas dépasser, et en lien avec cette disposition des consignations annuelles sur les montants de dépassement.

Cette position s'est encore durcie en 2019 compte tenu de la dégradation de la situation, de la baisse des recettes, de l'augmentation constatée du montant moyen du rSa versé mais aussi des incertitudes en lien avec les réformes attendues sur l'assurance chômage.

Ces éléments ont conduit à une consignation intégrale du Reste à charge, validée lors de la Commission permanente du 13 décembre 2019.

La crise sanitaire inédite que nous traversons, a bouleversé le paysage social et économique, impactant directement les politiques sociales et d'insertion.

Si la réforme attendue de l'assurance chômage qui devait se répercuter sur le dispositif rSa est différée à 2022, les impacts directs de la COVID sur l'allocation rSa sont cependant très lourds :

- Une très forte augmentation du nombre de bénéficiaires du rSa en Corrèze avec une augmentation en données consolidées de 11,53% sur les 9 premiers mois de 2020.
- Une augmentation significative du montant moyen mensuel rSa versé : 4,6 % pour la CAF et 6,8% pour la MSA.

Le budget initial voté en 2020 a été largement insuffisant avec un différentiel à hauteur de 2 325 812 € sur les appels de fonds à fin décembre soit un dépassement budgétaire de 12,8%.

Pour illustration en 2020, le contribuable corrézien supporte depuis le mois d'août le paiement du rSa faute de compensation suffisante de l'État.

A titre d'information, pour la même période, le montant des recettes perçues notifiées s'élève à 11 406 538 €, en baisse de 0,3% sur l'année pour des dépenses totales d'allocation de 20 558 812,26 €.

Le reste à charge a fait l'objet d'un rattachement à l'exercice 2020, s'élève à

9 152 274,26 € soit près de 38 % sur un an.

Les incertitudes majeures quant à l'évolution sanitaire mais aussi économique sur 2021 ne laissent pas présager une évolution favorable ni maîtrisable du dispositif rSa.

	Appels de fonds et régularisations CAF-MSA- Allocation RSA	Évolution	Total Compensation État TICPE+FMDI	Évolution	Reste à charge	Évolution
2015	18 269 671,82 €	+8,48%	11 669 801,00 €	+0,22%	6 599 870,82 €	+26,98%
2016	18 087 318,75 €	-1,00%	11 614 710,00 €	-0,47%	6 472 608,75 €	-1,93%
2017	17 626 011,75 €	-2,55%	11 581 440,00 €	-0,29%	6 044 571,75 €	-6,61%
2018	17 630 880,56 €	+0,03%	11 452 360,00 €	-1,11%	6 178 520,56 €	+2,22%
2019	18 076 943,24 €	+2,53%	11 441 934,00 €	-0,09%	6 635 009,84 €	+7,39%
2020	20 558 812,26 €	+13,73%	11 406 934,00 €	-0,31%	9 152 274,26 €	+37,94%

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 22 001 034 € de crédits de paiements dont 10 000 € pour les annulations ou remises gracieuses concernant les indus sur des exercices antérieurs.

L'évolution du nombre de bénéficiaires du rSa

Une baisse constante du nombre de bénéficiaires et de foyers corréziens percevant le rSa a été observée entre décembre 2015 et décembre 2019.

Cependant, la crise sanitaire inédite à laquelle nous sommes confrontés depuis mars 2020 et ses conséquences ont profondément impacté le dispositif en 2020 avec une augmentation très forte des bénéficiaires et foyers corréziens relevant du rSa.

En données consolidées CAF + MSA, on observe une hausse du nombre de bénéficiaires de 12,15 % soit 779 personnes en plus.

Pour les foyers, le constat est le même avec une augmentation de 14,19 % soit 447 foyers supplémentaires.

Données consolidées CAF/MSA	décembre 2017	décembre 2018	décembre 2019	décembre 2020	% évolution 2020
Nombre foyers	3 199	3 187	3 148	3 595	+ 12,15 %
Nombre bénéficiaires	6 465	6 374	6 408	7 187	+ 14,19 %

Taux de chômage (Source Pôle emploi - DIRECCTE)

Taux de chômage	T4 2018	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020	Variation sur 2020
Demandeurs d'emploi ABC Corrèze	17 300	16 800	16 710	17 690	17 650	17 520	+ 4,3 %
Demandeurs d'emploi ABC R NA	512 230	492 800	494 070	528 310	522 540	511 850	+ 3,9 %
Taux chômage France Métropole	8,5%	7,8%	7,6%	7,0%	8,8%	Données disponibles en avril 2021	+ 15,78 %
Taux chômage Corrèze	7,1%	6,6%	6,3%	5,8%	7,3%		+ 15,87 %
Taux chômage Région N A	8,2%	7,4%	7,2%	6,8%	8,3%		+ 15,27 %

Cette crise sanitaire majeure a et va impacter durablement les volets sociaux mais aussi économiques ainsi qu'en attestent ces premières données 2020 et va nécessiter une adaptation de nos réponses aux publics accompagnés avec une volonté forte de soutien au quotidien de chaque bénéficiaire du rSa.

Réunir pour informer et mobiliser : les RIM

Première balise systématique et obligatoire pour toute personne ouvrant un droit rSa, un temps d'information et de mobilisation tel qu'attendu dans le cadre du Plan de lutte contre la Pauvreté.

La crise sanitaire l'a fortement fait évoluer à compter de juin 2020 pour passer d'une formule collective à des temps individuels.

En 2020 :

- 1 520 personnes ont été reçues en RIM et le même jour les désignations de référents de parcours adaptés aux besoins des publics ;
- 1 520 premiers CER ont été réalisés et les dates du rendez-vous suivant indiquées.

Ces espaces de mobilisation et d'information des bénéficiaires du rSa, temps fort à l'entrée dans le dispositif, permettent également l'inscription dans nos bases informatiques de la personne, de son parcours d'insertion et le suivi des échéances associées.

321 dossiers soit 10,2 % ont été orientés vers la CRSA en l'absence réitérée de toute manifestation des personnes.

Les assouplissements gouvernementaux en lien avec le contexte sanitaire sur les ouvertures de droits se sont traduits par une hausse forte des nouveaux arrivants dans le dispositif (739 nouvelles personnes en septembre 2020) et par une augmentation de 22,8% du nombre de CER RIM.

L'évolution de cette activité avec une prise en charge exclusivement individuelle, même si elle est très chronophage en terme de temps pour nos professionnels, permet une meilleure mobilisation des personnes avec un taux de présence amélioré : 50,1 % soit +7% par rapport au temps collectif.

Contractualiser son parcours d'insertion au travers du Contrat d'Engagements Réciproques (CER)

Chaque bénéficiaire du rSa formalise son parcours d'insertion au travers d'un CER, cosigné par le bénéficiaire et le Président du Conseil Départemental

	décembre 2017	décembre 2018	décembre 2019	décembre 2020
Nombre CER	7 780	7 492	8068	7935

On relève une très légère diminution du nombre global de CER en 2020 en lien avec l'arrêt total des services sur 8 semaines pendant le confinement.

Le taux global de contractualisation en fin d'année progresse à 91,25 %.

Les différentes mesures mises en œuvre permettent une continuité rigoureuse dans les suivis de parcours.

Ainsi, l'édition systématique mensuelle des listings de relances auprès de l'ensemble des référents de parcours en cas d'absence de contractualisation continue à porter ses fruits. De même, l'offre d'accompagnement bâtie autour d'accompagnements individuels spécifiques pour adapter les réponses au plus près des situations des personnes fonctionne.

La cellule d'évaluation des parcours a examiné en 2020 chacun des 7 935 CER afin de veiller à la bonne cohérence du parcours d'insertion, au respect de son activation et des engagements attendus mais aussi d'inscrire toutes annotations, préconisations ou rappels au cadre nécessaires en cohérence avec la politique départementale d'insertion.

La conjonction de cette organisation, des actions et leviers développés par notre Collectivité concourt à une maîtrise du dispositif rSa avec une gestion rigoureuse du versement de l'allocation et du contrôle du respect des engagements d'insertion qui incombe à chaque bénéficiaire du rSa.

Le renforcement des droits et devoirs et la lutte contre la fraude restent des piliers essentiels et complémentaires aux offres de service et d'accompagnement déployées.

Un suivi administratif rigoureux de la gestion de l'allocation (contrôle de la fraude, suivi de la dette et des données) complète l'encadrement de la gestion du dispositif.

Le plan "Renforcer le contrôle et activités des bénéficiaires du rSa", déployé depuis fin 2015 par nos services, continue :

Contrôler les données dans le cadre de la lutte contre la fraude au rSa

Dès le dépôt de la demande et l'instruction du droit avec :

- un contrôle systématique des données allocataires lors de l'instruction de la demande.

Le formulaire de demande rSa a notamment été modifié en prévoyant des mentions et alertes spécifiques d'informations dans le cadre de la lutte contre la fraude (exemple : mentions de poursuite en cas de fausses déclarations) ;

- une stratégie de sécurisation des données avec rapprochement et croisement des données entre organismes sociaux (CPAM, Pôle emploi, SSI, URSSAF, Société.com, Intuiz, Info Société...).

En 2020, les organismes payeurs nous ont sollicités pour :

- 482 décisions d'opportunité concernant soit l'évaluation du calcul des revenus pour les travailleurs indépendants (140 situations), soit l'ouverture ou le maintien du droit rSa en fonction des situations des personnes (342 situations) ;

On observe une baisse significative de ce volet en lien direct avec la crise sanitaire, le confinement et les mesures nationales dérogatoires prises sur la gestion des droits.

En 2020, 5 commissions fraudes se sont tenues à la CAF pour l'examen de 68 dossiers. 57 dossiers relèvent d'un préjudice mixte CAF/CD ; 11 sont en préjudice unique CD. Le volume global considéré s'élève à 340 073 € avec 299 525 € en préjudice mixte CAF/CD, soit 88 % et 40 548 € en préjudice unique CD, soit 12 %.

Le rSa demeure la prestation la plus fraudée en lien avec son caractère déclaratif et des changements fréquents de situation de vie.

Dans le même temps, l'important travail de coordination mis en place entre la Paierie Départementale et le service Insertion a permis une meilleure interaction sur la maîtrise et la récupération de la dette.

Ainsi, le taux cumulé d'endettement en 2020, s'élève à 962 026 € soit une baisse de 5,16 % sur 12 mois.

Le taux de récupération de la dette est lui aussi en hausse sensible : + 12,27 % grâce aux croisements des données et à une réactivité meilleure dès la détection des indus.

En conséquence, pour la première fois depuis 6 ans, la récupération sur l'année de la dette rSa est supérieure à celle créée sur la même année avec une récupération Paierie en 2020 de 118 062 € et une dette pour 2020 de 93 938 € soit un solde positif de 24 124 €.

Croiser les données au quotidien - actualiser les données tout au long du parcours d'insertion

Les organismes payeurs sont dotés d'un applicatif qui effectue des croisements de données et des contrôles cibles sur les dossiers allocataires (contrôle sur pièces, contrôle sur place mais aussi des contrôles à la demande du Conseil Départemental suite à des anomalies détectées).

Les interfaces avec Pôle emploi : DUDE (Dossier Unique du Demandeur d'Emploi), avec les applicatifs des organismes payeurs : CDAP et MSA-pro ou encore avec la CPAM sont utilisés par nos agents pour une optimisation des données.

Le partage et le croisement de ces applicatifs permettent une actualisation quotidienne de ces données.

Activer la CRSA en cas de non-respect des obligations

Cette commission est saisie en cas de non-respect des obligations liées à l'insertion. L'activité de la commission CRSA a été très fortement impactée par le contexte sanitaire de 2020.

En effet, par décision de la Collectivité départementale confirmée dans un second temps en national, la commission a cessé toute activité entre mars et mai 2020 et annulé les sanctions prises.

De plus, en lien avec les directives nationales, la rétro activité des décisions de réouverture systématique de droit et de levée des sanctions s'est appliquée à compter de janvier 2020.

Une reprise de son activité en lien avec la réglementation n'a été possible qu'en septembre 2020 :

- 7 commissions se sont tenues en 2020,

- 1332 décisions ont été rendues par cette commission, dont 731 réductions, 193 radiations et 27 réouvertures de droit,
- 435 bénéficiaires du rSa ont été concernés par un premier niveau de sanction en 2020 soit 6,08% des personnes relevant de ce dispositif.

Je vous propose d'affecter 22 001 034 € de crédits de paiements au titre de l'allocation rSa.

2) LE PACTE TERRITORIAL D'INSERTION : 886 000 € dont 35 000 € au titre de l'investissement

L'Avenant 2019 -2021 du Pacte Territorial d'Insertion et ses 30 fiches actions :

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) s'attache à coordonner et fédérer tous les partenaires œuvrant dans le domaine de l'insertion ; il est construit en articulation avec les politiques locales, nationales et européennes.

Fer de lance de la politique départementale d'insertion, il fédère 23 acteurs signataires. Ses 30 fiches actions prennent en compte l'échelle territoriale pour des réponses au plus près des personnes accompagnées.

27 sont réalisées (20 car s'inscrivant en transversalité sur la durée totale du Pacte, 7 en cours de réalisation) soit 90% des fiches action (annexe 7).

Sur le champ de l'emploi :

En continuité de 2019 :

- La plateforme BOOST Emploi, le chargé de mission Entreprises continuent leur développement ;
- Les clauses d'insertion sociale ont généré en 2020 : 77 487 heures de travail pour 179 personnes au travers de 216 contrats de travail ;
- Les périodes d'immersion en entreprises déclinées avec un outil de Pôle Emploi : les PMSMP (Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel) ; 395 ont été activées en 2020 dont 137 pour découvrir un métier, 101 pour confirmer un projet professionnel et 157 pour initier une démarche de recrutement ;

- Les remplacements sur les postes de services généraux dans les collèges du Département ont permis à 49 bénéficiaires du rSa d'effectuer 7207,66 heures de travail ;
- La plateforme collaborative Insertion compte actuellement 122 membres et a enregistré sur l'année 4 140 visites. Cet outil va être entièrement réformé et sera intégré à l'Observatoire Départemental de l'Insertion ;
- L'IDéeFOP (Instance Départementale de l'économie, de l'emploi et de la Formation et de l'Orientation Professionnelles) portée par l'État, la Région et le Département a connu un temps d'arrêt en 2020 du fait du contexte sanitaire et de son format. Cependant, une réflexion est engagée avec nos 2 partenaires dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt du 16 décembre 2020 lancé par le Ministère chargé de l'Insertion pour valoriser cette instance au sein du futur Service Public de l'insertion et de l'Emploi - SPIE- qui verra le jour en 2021. Ce SPIE, consortium d'acteurs de l'insertion sociale et professionnelle des territoires pourrait trouver sa traduction en Corrèze au sein de l'IDÉEFOP ;



- un Forum Départemental BOOST Emploi à destination des métiers de l'aide et de l'accompagnement dans le secteur médicosocial le 13 octobre 2020 à Marbot. Il s'agit dans ce format départemental du second Forum organisé ; il a réuni 57 exposants, accueilli 500 visiteurs, 137 CV y ont été collectés ; 141 offres d'emploi proposées et 5 micro conférences se sont tenues autour des thématiques de ces métiers avec 250 auditeurs recensés et plus de 60 contrats de travail activés ;



- Les trois Clés de l'emploi prévues sur le 1^{er} semestre 2020 : So'Ham et O' TACOS à Brive, les serres de tomates à Égletons n'ont pu se dérouler compte tenu de la crise sanitaire et il n'a pas été possible d'en programmer sur le second semestre en l'absence de demandes de la part du secteur économique local. Sur 2021, l'action Clés de l'Emploi est reconduite et une première Clé s'est déroulée début février en Haute Corrèze à l'appui des recrutements envisagés par l'entreprise Tolomei, acteur majeur dans la maroquinerie d'excellence et qui s'implante sur Monestier Merlines ;



- Le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS) : Action également lourdement impactée par la crise sanitaire et le manque de lisibilité pour les entreprises, deux premières conventions ont pu être signées fin 2020, l'une auprès d'un garage automobile, l'autre avec une boulangerie. Deux bénéficiaires du rSa ont ainsi intégré 2 CDD de 6 mois. Cette mesure est reconduite en 2021.

Sur le champ de l'accompagnement :

Les 70 référents sociaux des MSD (Maison de Solidarité Départementale) et les 19 professionnels rattachés au service Insertion ont réalisé :

- 7 935 CER,
- le taux de contractualisation 2020 s'élève à 91,25% (98% pour les référents du

- service Insertion et 84,5% pour les référents sociaux),
- 1265 sorties ont été enregistrées en 2020 dont 534 pour emploi ou formation soit 42,2% de l'ensemble des sorties,
 - 102 personnes ont bénéficié de l'accompagnement des infirmières/agents de santé,
 - 17 personnes ont rencontré la psychologue du travail,
 - 417 personnes ont bénéficié de l'animatrice numérique itinérante à l'appui de 83 ateliers et 97 permanences numériques.

Actions d'insertion

Indispensables à la mise en œuvre de la politique départementale d'insertion, les actions d'insertion ciblent l'ensemble des problématiques rencontrées par les bénéficiaires du rSa. Tous les domaines sont pris en compte afin de lever les freins à l'insertion qu'ils soient d'ordre social, de logement, de santé ou professionnel.

Cette offre se concrétise à la fois par des subventions aux associations, des prestations d'accompagnement ou encore des aides individuelles (annexes 9, 10 et 13 à 60).

Le logement :

L'accès ou le maintien dans un logement constitue une des premières étapes dans le parcours d'insertion.

Le Fonds Social Logement - FSL - est fortement sollicité pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Bilan 2020 :

	Nombre de dossiers acceptés	Nombre de dossiers refusés	Montant des aides accordées en €
FSL Accès	172	21	66 768
FSL Accompagnement Social lié au Logement	25	2	15 000
FSL Énergie	139	33	53 008
FSL Maintien	93	29	30 698
FSL Téléphone	1	0	192
FSL Travailleur de condition modeste	3	1	1 458
TOTAL	433	86	167 124

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 200 000 € de crédits de paiements de l'enveloppe budgétaire Pacte Territorial d'Insertion.

Ces crédits de paiement sont délégués au service Habitat.

Actions d'insertion sociale, professionnelle et santé

Le Conseil Départemental a signé en 2020, 51 conventions pour le soutien technique et financier de structures et partenaires œuvrant dans le domaine de l'insertion tant sur le volet social que professionnel et accueillant des bénéficiaires du rSa.

Chacune de ces conventions précise les objectifs, les modalités de réalisation et d'évaluation de l'action.

Les financements sont fléchés et activés selon leur taux de réalisation et le nombre de bénéficiaires du rSa concernés.

En 2020, ce sont 32 associations soutenues au travers de ces 51 conventions.

722 bénéficiaires du rSa ont participé à ces actions d'insertion, dont :

- 589 dans le champ professionnel (82 %) avec un volume financier réalisé de 322 698 €,
- 133 dans le champ social (18 %) avec un volume financier réalisé de 117 832,90 €.

On relève une baisse du nombre de bénéficiaires qui ont été positionnés sur les actions par rapport à 2019 : - 11,7% ; en effet, certaines actions n'ont pu être menées du fait de la crise sanitaire comme les actions de socio esthétique par exemple.

Concernant l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) en 2020, on dénombre :

- 30 structures corréziennes : 17 chantiers d'insertion, 10 entreprises d'insertion et 3 associations intermédiaires,
- 233 bénéficiaires du rSa avec un parcours IAE.

Investissement :

Des crédits de paiement, au titre de l'investissement permettent d'une part, l'attribution d'aides financières individuelles à des bénéficiaires du rSa afin de les accompagner dans la réalisation de leur parcours d'insertion professionnelle et, d'autre part, de soutenir les chantiers et les entreprises d'insertion dans leur développement ou dans la création de nouveaux projets.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter au titre du Pacte Territorial d'Insertion 35 000 € de crédits de paiements : 12 000 € au titre des aides individuelles, 20 000 € au titre du soutien aux structures et 3 000 € pour du petit équipement.

En conclusion, je vous propose d'affecter 886 000 € de crédits de paiements dont 851 000 € au titre du fonctionnement et 35 000 € au titre de l'investissement.

3) LES CONTRATS AIDÉS CUI-PEC, CDDI : 382 500 €

Dans le cadre d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM), le Département intervient en cofinancement de l'État pour promouvoir et favoriser l'accès à l'emploi pour des bénéficiaires du rSa.

Cet engagement se concrétise par l'activation de 2 modalités de contrats aidés : CUI-PEC (Contrat Unique d'Insertion - Parcours Emploi Compétences) et CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion).

L'engagement de la Collectivité au financement de ces contrats aidés demeure important afin de favoriser les opportunités de recrutement des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Bilan 2020 :

- 25 contrats PEC actifs à fin décembre 2020 soit une réalisation à hauteur de 100% ;
 - 85,23 parcours réalisés soit 77,5% de l'objectif pour 174 bénéficiaires du rSa.
- 60 personnes sont sorties sur la même période dont 16 pour sorties positives, soit 26,5 % d'entre elles.

Nous vous proposons de continuer cette modalité et de signer la CAOM 2021 (annexe 11) qui formalise nos engagements aux côtés de l'État.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 382 500 € de crédits de paiement se décomposant comme suit : 150 000 € pour 27 PEC, 223 000 € pour 110 CDDI, 9 500 € de frais de gestion.

4) LE MICRO CREDIT SOLIDAIRE : 500 €

L'enveloppe dédiée à ce dispositif sera maintenue en 2020 afin d'assurer le remboursement des 9 dossiers restant encore en cours.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 500 € de crédits de paiement.

D - RECETTES : 11 705 224 €

1) LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (TICPE) - INDUS ET PÉNALITÉS : 10 895 224 €

La principale recette du Département concernant le revenu de solidarité active est issue de la compensation de l'État, et assise sur le produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques.

Elle varie en fonction du nombre de bénéficiaires inscrits dans le dispositif.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :

- 10 720 224 € au titre de la TICPE ;
- 160 000 € au titre des indus du revenu de solidarité active ;
- 15 000 € au titre des pénalités administratives.

2) LE FONDS DE MOBILISATION DÉPARTEMENTALE POUR L'INSERTION (FMDI) : 680 000 €

Les recettes du Département concernant les contrats aidés sont issues du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion.

Le calcul de la part 3 du FMDI prend en compte de nouveaux critères (loi de finances 2017) :

- part des dépenses rSa du Département ;
- proportion de contrats aidés à destination des bénéficiaires du rSa ;
- proportion de contrats aidés cofinancés par les départements.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 680 000 € de crédits de paiement.

3) LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET D'ACCÈS À L'EMPLOI : 130 000 €

Le Conseil départemental de la Corrèze a signé aux côtés de l'État la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019 - 2021.

Les contours de cette convention balayaient un champ d'intervention large au titre desquels sont concernés les services de l'Aide Sociale à l'Enfance, de l'Action Sociale Territoriale ainsi que l'Insertion.

Le déploiement de nouvelles actions et de nouveaux partenariats sont en cours de réflexion pour pouvoir répondre aux attentes des personnes en situation de précarité ou les plus isolées.

En 2020, cette convention a intégré comme prévu le dispositif FAPI.

Au titre de l'insertion, l'enveloppe globale 2020 versée s'élève à 171 729,07 € dont 88 050 € plus spécifiquement fléchés sur l'accompagnement.

Je vous propose d'affecter 130 000 € au titre des crédits de paiement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon la répartition ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
PACTE TERRITORIAL D'INSERTION	881000,00 €	678 298,56 €	851 000,00 €
CONTRATS AIDÉS	382 000,00 €	231 463,14 €	382 500,00 €
FONDS D'AIDE AUX JEUNES	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €
MICRO CRÉDIT SOLIDAIRE	2 500,00 €	Néant	500,00 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	18 233 000,00 €	20 563 070,83 €	22 001 034,00 €
DISPOSITIF BOOST JEUNE ET BOOST EMPLOI	180 000,00 €	177 000,00 €	178 000,00 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	19 749 500,00 €	21 719 832,63 €	23 483 034,00 €
CONTRATS AIDÉS (FMDI) SOLDE TRESORERIE	700 000,00 €	688 316,50 €	680 000,00 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE- (TICPE+Indus)	10 891 224,00 €	10 823 415,78 €	10 895 224,00 €
FONDS D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION (FAPI)	80 530,00 €	Néant	Néant
PLAN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	53 585,00 €	171 729,07 €	130 000,00 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	11 725 339,00 €	11 683 461,35 €	11 705 224,00 €
PACTE TERRITORIAL D'INSERTION	35 000,00 €	18 807,00 €	35 000,00 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	35 000,00 €	18 807,00 €	35 000,00 €
Pgm	Néant	Néant	Néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	Néant	Néant

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	23 483 034,00 €	11 705 224,00 €
INVESTISSEMENT	35 000 €	- €
TOTAL	23 518 034,00 €	11 705 224,00 €

EN DÉPENSES

2000P082E64 - Plan Territorial d'Insertion (EPF)
2000P082E58 - Subvention spécifique aux structures (EPF)
2006P051E29 - Contrats Aidés (EPF)
2006P052E22 - Fonds d'Aide aux Jeunes (EPF)
2009P015E33 - Micro Crédit Solidaire (EPF)
2009P016E46 - Allocation rSa forfaitaire (EPF)
2009P016E48 - Allocation rSa forfaitaire majorée (EPF)
2016P042E01 - BOOST Emploi (EPF)
2016P042E08 - BOOST Emploi - Missions Locales (EPF)
2000P082E65 - Plan Territorial d'Insertion (EPI)

EN RECETTES

2006P051E28 - Contrats Aidés
2009P016E50 - Allocation forfaitaire
2009P016E52 - Allocation forfaitaire majorée
2000P082E70 - FAPI
2019P022E01 : Lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 11 705 224 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 23 483 034 € en fonctionnement et 35 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/102 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Gérard SOLER, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle EMPLOI-INSERTION 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	23 483 034 €	11 705 224 €
INVESTISSEMENT	35 000 €	0 €
TOTAL	23 518 034 €	11 705 224 €

Article 2 : Sont approuvées les conventions telles qu'elles figurent en annexes 1,2 et 3 à la présente délibération pour la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes, à intervenir avec les Missions Locales de Tulle (45 000 €), Brive (45 000 €) et Ussel (22 500 €). Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 3 : Sont approuvées les conventions telles qu'elles figurent en annexes 4, 5 et 6 à la présente délibération avec les Missions Locales de Tulle (18 900 €), Brive (31 500 €) et Ussel (12 600 €). Monsieur le Président du Conseil départemental est autorisé à signer lesdites conventions.

Article 4 : Est approuvée telle qu'elle figure en annexes 11 et 12 à la présente délibération, la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens et son annexe financière à intervenir avec l'État. Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer ladite convention.

Article 5 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'ensemble des conventions du PTI selon les tableaux récapitulatifs joints et lesdites conventions jointes en annexes 13 à 60 à la présente délibération.

Article 6 : Les dépenses correspondantes aux aides individuelles accordées au titre du Pacte Territorial d'Insertion seront actées par un arrêté nominatif.

Article Z : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les pièces et documents afférents au présent rapport.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.7.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 9156.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.7
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9356.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1580-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE TULLE
ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR
LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale Tulle Centre Corrèze, représentée par son Président,
Monsieur Jean François GONÇALVES

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération n°101 du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 23 avril 2021 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Tulle pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur l'arrondissement de Tulle.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Tulle par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2021.

➔ 1.1 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021, atteindre le chiffre de 100 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 70 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

> CDI temps partiel ou temps plein

- > CDD à temps partiel ou temps plein
- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale Tulle Centre Corrèze s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle entre la direction de l'action sociale, des Familles et de l'insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Tulle s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale Tulle Centre Corrèze s'engage à accompagner, en 2021, dans le cadre de cette action, 100 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale Tulle Centre Corrèze dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 45 000 € est accordée à la Mission Locale de Tulle pour l'année 2021.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 13 500 € avant le 30 juin 2021
- > Le solde de la subvention soit 31 500 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2021.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président du
Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale
Tulle Centre Corrèze

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Jean François GONÇALVES

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE BRIVE
ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR
LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale de l'arrondissement de Brive, représentée par son Président,
Monsieur Alexandre BONNIE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 23 avril 2021 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Brive pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur l'arrondissement de Brive.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Brive par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2021.

➔ 1.1 La Mission Locale de Brive s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021, atteindre le chiffre de 120 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 84 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- > CDI temps partiel ou temps plein
- > CDD à temps partiel ou temps plein

- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale de Brive, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale de Brive s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle avec la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale de Brive s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Brive s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale de Brive s'engage à accompagner, en 2021, dans le cadre de cette action, 120 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale de Brive dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 45 000 € est accordée à la Mission Locale de Brive pour l'année 2021.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 13 500 € avant le 30 juin 2021
- > Le solde de la subvention soit 31 500 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2021.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de la Mission Locale de Brive

Le Président du Conseil départemental,

Alexandre BONNIE

Pascal COSTE

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE HAUTE
CORREZE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA
CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF
BOOST JEUNES

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale de Haute Corrèze, représentée par son Président,
Monsieur Christophe ARFEUILLERE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération n°101 du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 23 avril 2021 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.

Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif Boost jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corrèziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Haute Corrèze pour mettre en œuvre le dispositif Boost Jeunes sur ce territoire.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée à la Mission Locale de Haute Corrèze par le Département de la Corrèze, au titre du programme Boost Jeunes pour l'année 2021.

➔ 1.1 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à participer au dispositif Boost Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission.

Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021, atteindre le chiffre de 45 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 31 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- > CDI temps partiel ou temps plein
- > CDD à temps partiel ou temps plein
- > Contrat de professionnalisation
- > Contrat d'apprentissage
- > CDD Intérimaire ou saisonnier
- > Service civique
- > Formation / retour en formation initiale
- > Parcours Emploi Compétences (PEC)
- > Création d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement

➔ 1.2 La Mission Locale de Haute Corrèze, à travers son coach dédié, aura la possibilité d'attribuer une aide financière aux jeunes bénéficiant du dispositif Boost Jeunes.

A raison de 125 € par mois sur une période de 4 mois, elle doit permettre de faire face aux besoins du jeune dans son projet et les priorités à régler, en complément des dispositifs classiques mobilisables.

Cette aide n'est pas systématique, elle fera l'objet d'une demande argumentée du coach et sera soumise à la validation de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion.

➔ 1.3 La Mission locale de Haute Corrèze s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le service Boost Jeunes du Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place :

- > Une réunion trimestrielle entre le coach du département et ceux des Missions Locales
- > Une réunion semestrielle avec la direction de l'action sociale, des Familles et de l'insertion ou par délégation le service Insertion.

➔ 1.4 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre mensuellement un tableau de suivi reprenant des indicateurs qualitatifs sur les jeunes suivis, les actions mises en œuvre ainsi que les indicateurs de sorties du dispositif.

Par ailleurs, à la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à accompagner, en 2021, dans le cadre de cette action, 45 jeunes.

Par ailleurs, la Mission Locale s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale de Haute Corrèze dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Une aide financière d'un montant total de 22 500 € est accordée à la Mission Locale de Haute Corrèze pour l'année 2021.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- > Acompte de 30 % à la signature de la présente convention soit 6750 € avant le 30 juin 2021
- > Le solde de la subvention soit 15 750 € lors de la présentation des résultats au plus tard le 31 décembre 2021.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un bilan d'activité écrit et détaillé accompagné du tableau excel d'indicateurs et statistiques pour la réalisation de l'action subventionnée à transmettre avant le 10 janvier de l'année N+1.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties pour l'année en cours.

ARTICLE 7: MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications des objectifs qualitatifs et quantitatifs et sera reconductible par voie d'avenant.

ARTICLE 8: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de la Mission Locale
de Haute Corrèze

Le Président
du Conseil départemental,

Christophe ARFEUILLERE

Pascal COSTE

CONVENTION

Entre :

Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

Et :

La Mission locale Tulle Centre Corrèze, représentée par son Président, Monsieur Jean François GONÇALVES

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Vu l'article L313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale

Vu la délibération du Conseil départemental de la Corrèze en date du 23 avril 2021 portant sur l'orientation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

Préambule

Les missions locales se sont développées par la volonté conjointe des partenaires pour organiser localement une intervention de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, d'être accompagnés dans leur demande d'insertion professionnelle et sociale.

Elles sont aujourd'hui un pivot de l'accompagnement, au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes inscrites dans le Code du travail ; les Missions locales font partie du service public de l'emploi.

A ce titre, et depuis plusieurs années, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les missions locales du département, reconnaissant leur rôle majeur auprès des jeunes.

La présente convention confirme, sur sa durée, le partenariat déjà mis en œuvre entre le Conseil départemental et la Mission locale de l'arrondissement de Tulle. Elle formalise les engagements de chacune des parties et fixe les axes de travail partagés.

Article 1 : Les missions des parties

- Dans le cadre de l'orientation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales développent les axes suivants :

- l'accueil, l'information et l'orientation,
- l'accompagnement vers la formation, vers et dans l'emploi, pour permettre aux jeunes d'accéder à leur autonomie tant sociale que professionnelle,
- le développement d'une ingénierie de projets et l'animation du partenariat local au service de l'insertion des jeunes, pour expérimenter, innover, construire des réponses adaptées aux besoins des jeunes,
- l'observation du territoire.

- Le Conseil départemental, pilote de l'action sociale départementale, exerce les missions de sa compétence relatives au domaine de la jeunesse et de l'insertion sociale et professionnelle, parmi lesquelles :

- les missions de prévention et de protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être,
- les missions de protection maternelle et infantile,
- les missions d'action sociale territorialisée permettant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des jeunes résidant sur le territoire départemental.

Il pilote et gère également le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) prévu à l'article L263-3 du Code de l'action sociale et des familles, qui permet d'attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, des aides ou secours temporaires destinés à favoriser leur insertion au plan social et professionnel et de développer des actions concourant à cette insertion.

Article 2 : Les engagements de la Mission locale Tulle Centre Corrèze

La Mission locale Tulle Centre Corrèze s'engage à:

- mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'accompagnement des jeunes sur son territoire afin de favoriser leur accès à l'emploi et leur autonomie sociale,
- développer un partenariat actif avec les services scolaires, dans le respect des compétences de chacun, pour faciliter l'orientation des jeunes sortis du système scolaire vers la mission locale,
- développer un partenariat étroit avec tout service susceptible de détecter les jeunes les plus éloignés de l'emploi et/ou en difficultés d'insertion sociale, notamment avec les services de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion (DASFI) du Conseil départemental,
- instruire et transmettre les dossiers de demandes FAJ et participer aux commissions du FAJ au Conseil départemental,
- participer activement et apporter l'expertise dont elle dispose aux travaux menés dans le cadre partenarial visant au développement et à la consolidation des politiques d'insertion sur le territoire départemental (Pacte Territorial d'Insertion...),
- mettre en œuvre des actions collectives de nature à répondre aux besoins des jeunes et à favoriser la réalisation de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, particulièrement sur les volets de l'emploi, de la santé, du logement, de la citoyenneté, de la culture et des loisirs,
- participer à la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans le cadre de la commande publique du Conseil départemental et/ou des autres collectivités territoriales,
- capitaliser et transmettre au Conseil départemental les informations utiles à l'insertion des jeunes sur les volets social et professionnel.

Article 3 : Les engagements du Conseil départemental

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à soutenir l'action de la Mission Locale de l'arrondissement de Tulle à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement de 18 900 € sur la durée de la présente convention.

En parallèle, il mobilisera les moyens financiers du Fonds d'aide aux jeunes, pour soutenir les projets et actions élaborés et réalisés par la Mission locale dans le cadre du règlement intérieur du fonds, en lien avec la politique d'insertion en faveur de la jeunesse conduite par le Conseil départemental.

Il participera aux travaux menés par la Mission locale ou conjointement par les trois Missions locales du département (réflexion, élaboration, mise en œuvre de projets d'actions) et pourra mettre à disposition ses moyens techniques (locaux, accès internet, téléphone) afin que la Mission locale puisse organiser et développer si besoin en proximité géographique de résidence des jeunes, des actions de type individuel ou collectif visant à promouvoir et améliorer leur insertion (permanences délocalisées, ateliers collectifs...).

Il orientera vers la Mission locale les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et universitaire, qui se présenteront dans une maison des services départementaux et pour lesquels l'évaluation aura conclu à la nécessité de mettre en œuvre un accompagnement pour les aider dans leur insertion professionnelle.

Article 4 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée à la Mission locale Tulle Centre Corrèze par le Conseil départemental, en une seule fois, avant la fin du premier semestre de l'année d'exercice budgétaire.

La Mission locale Tulle Centre Corrèze transmettra au Conseil départemental, chaque année avant le 31 mars :

- un bilan financier et un rapport d'activité de l'année écoulée.

Les éléments suivants, relatifs à la situation des jeunes suivis par les missions locales, seront précisés par canton : âge, sexe, niveau de formation, situations, actes professionnels proposés, et entrées en situation.

- un budget prévisionnel et un plan d'actions de l'année en cours.

La Mission locale fera systématiquement mention du soutien financier et technique du Conseil départemental sur les actions précitées dans ses interventions, déclarations publiques, articles d'informations ou brochures.

Article 5 : La durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2021.

Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Article 6 : Le contrôle de gestion

Au terme de chaque période annuelle d'exécution, la Mission locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à fournir au Conseil départemental toute pièce administrative et comptable attestant de la régularité de l'emploi de la subvention départementale par rapport à l'objet de la convention.

Article 7 : La clause de résiliation

En cas de manquement aux obligations contractuelles et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, chacune des parties pourra résilier de plein droit la présente convention, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité.

Fait à Tulle, le

en 2 exemplaires

Le Président du
Conseil départemental

Le Président de la Mission Locale
Tulle Centre Corrèze

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Jean François GONÇALVES

CONVENTION

Entre :

Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

Et :

La Mission locale de l'arrondissement de BRIVE, représentée par son Président, Monsieur Alexandre BONNIE

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Vu l'article L313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale

Vu la délibération du Conseil départemental de la Corrèze en date du 23 avril 2021, portant sur l'orientation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Les missions locales se sont développées par la volonté conjointe des partenaires pour organiser localement une intervention de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, d'être accompagnés dans leur demande d'insertion professionnelle et sociale.

Elles sont aujourd'hui un pivot de l'accompagnement, au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes inscrites dans le Code du travail ; les Missions locales font partie du service public de l'emploi.

A ce titre, et depuis plusieurs années, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les missions locales du département, reconnaissant leur rôle majeur auprès des jeunes.

La présente convention confirme, sur sa durée, le partenariat déjà mis en œuvre entre le Conseil départemental et la Mission locale de l'arrondissement de Brive. Elle formalise les engagements de chacune des parties et fixe les axes de travail partagés.

Article 1 : Les missions des parties

- Dans le cadre de l'orientation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales développent les axes suivants :

- l'accueil, l'information et l'orientation,
- l'accompagnement vers la formation, vers et dans l'emploi, pour permettre aux jeunes d'accéder à leur autonomie tant sociale que professionnelle,
- le développement d'une ingénierie de projets et l'animation du partenariat local au service de l'insertion des jeunes, pour expérimenter, innover, construire des réponses adaptées aux besoins des jeunes,
- l'observation du territoire.

- Le Conseil départemental, pilote de l'action sociale départementale, exerce les missions de sa compétence relatives au domaine de la jeunesse et de l'insertion sociale et professionnelle, parmi lesquelles :

- les missions de prévention et de protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être,
- les missions de protection maternelle et infantile,
- les missions d'action sociale territorialisée permettant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des jeunes résidant sur le territoire départemental.

Il pilote et gère également le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) prévu à l'article L263-3 du Code de l'action sociale et des familles, qui permet d'attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, des aides ou secours temporaires destinés à favoriser leur insertion au plan social et professionnel et de développer des actions concourant à cette insertion.

Article 2 : Les engagements de la Mission locale l'arrondissement de Brive

La Mission locale de l'arrondissement de Brive s'engage à:

- mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'accompagnement des jeunes sur son territoire afin de favoriser leur accès à l'emploi et leur autonomie sociale,
- développer un partenariat actif avec les services scolaires, dans le respect des compétences de chacun, pour faciliter l'orientation des jeunes sortis du système scolaire vers la mission locale,
- développer un partenariat étroit avec tout service susceptible de détecter les jeunes les plus éloignés de l'emploi et/ou en difficulté d'insertion sociale, notamment avec les services de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion (DASFI) du Conseil départemental,
- instruire et transmettre les dossiers de demandes FAJ et participer aux commissions du FAJ au Conseil départemental,
- participer activement et apporter l'expertise dont elle dispose aux travaux menés dans le cadre partenarial visant au développement et à la consolidation des politiques d'insertion sur le territoire départemental (Pacte Territorial d'Insertion...),
- mettre en œuvre des actions collectives de nature à répondre aux besoins des jeunes et à favoriser la réalisation de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, particulièrement sur les volets de l'emploi, de la santé, du logement, de la citoyenneté, de la culture et des loisirs,
- participer à la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans le cadre de la commande publique du Conseil départemental et/ou des autres collectivités territoriales,
- capitaliser et transmettre au Conseil départemental les informations utiles à l'insertion des jeunes sur les volets social et professionnel.

Article 3 : Les engagements du Conseil départemental

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à soutenir l'action de la Mission Locale de Brive à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement de 31 500 € sur la durée de la présente convention.

En parallèle, il mobilisera les moyens financiers du Fonds d'aide aux jeunes, pour soutenir les projets et actions élaborés et réalisés par la Mission locale dans le cadre du règlement intérieur du fonds, en lien avec la politique d'insertion en faveur de la jeunesse conduite par le Conseil départemental.

Il participera aux travaux menés par la Mission locale ou conjointement par les trois Missions locales du département (réflexion, élaboration, mise en œuvre de projets d'actions) et pourra mettre à disposition ses moyens techniques (locaux, accès internet, téléphone) afin que la Mission locale puisse organiser et développer si besoin en proximité géographique de résidence des jeunes, des actions de type individuel ou collectif visant à promouvoir et améliorer leur insertion (permanences délocalisées, ateliers collectifs...).

Il orientera vers la Mission locale les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et universitaire, qui se présenteront dans une maison des services départementaux et pour lesquels l'évaluation aura conclu à la nécessité de mettre en œuvre un accompagnement pour les aider dans leur insertion professionnelle.

Article 4 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée à la Mission locale de l'arrondissement de Brive par le Conseil départemental, en une seule fois, avant la fin du premier semestre de l'année d'exercice budgétaire.

La Mission locale l'arrondissement de Brive transmettra au Conseil départemental, chaque année avant le 31 mars :

- un bilan financier et un rapport d'activité de l'année écoulée.

Les éléments suivants, relatifs à la situation des jeunes suivis par les missions locales, seront précisés par canton : âge, sexe, niveau de formation, situations, actes professionnels proposés, et entrées en situation.

- un budget prévisionnel et un plan d'actions de l'année en cours.

La Mission locale fera systématiquement mention du soutien financier et technique du Conseil départemental sur les actions précitées dans ses interventions, déclarations publiques, articles d'informations ou brochures.

Article 5 : La durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2021.

Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Article 6 : Le contrôle de gestion

Au terme de chaque période annuelle d'exécution, la Mission locale de l'arrondissement de BRIVE s'engage à fournir au Conseil départemental toute pièce administrative et comptable attestant de la régularité de l'emploi de la subvention départementale par rapport à l'objet de la convention.

Article 7 : La clause de résiliation

En cas de manquement aux obligations contractuelles et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, chacune des parties pourra résilier de plein droit la présente convention, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité.

Fait à Tulle, le

en 2 exemplaires

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission locale
De l'arrondissement de Brive

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Alexandre BONNIE



CONVENTION

Entre :

Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

Et :

La Mission locale de l'arrondissement d'USSEL, représentée par son Président, Monsieur Christophe ARFEUILLÈRE

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Vu l'article L313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale

Vu la délibération n° du Conseil départemental de la Corrèze portant sur l'orientation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Les missions locales se sont développées par la volonté conjointe des partenaires pour organiser localement une intervention de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, d'être accompagnés dans leur demande d'insertion professionnelle et sociale.

Elles sont aujourd'hui un pivot de l'accompagnement, au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes inscrites dans le Code du travail ; les Missions locales font partie du service public de l'emploi.

A ce titre, et depuis plusieurs années, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les missions locales du département, reconnaissant leur rôle majeur auprès des jeunes.

La présente convention confirme, sur sa durée, le partenariat déjà mis en œuvre entre le Conseil départemental et la Mission locale de l'arrondissement d'Ussel. Elle formalise les engagements de chacune des parties et fixe les axes de travail partagés.

Article 1 : Les missions des parties

- Dans le cadre de l'orientation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales développent les axes suivants :
 - l'accueil, l'information et l'orientation,
 - l'accompagnement vers la formation, vers et dans l'emploi, pour permettre aux jeunes d'accéder à leur autonomie tant sociale que professionnelle,
 - le développement d'une ingénierie de projets et l'animation du partenariat local au service de l'insertion des jeunes, pour expérimenter, innover, construire des réponses adaptées aux besoins des jeunes,
 - l'observation du territoire.

- Le Conseil départemental, pilote de l'action sociale départementale, exerce les missions de sa compétence relatives au domaine de la jeunesse et de l'insertion sociale et professionnelle, parmi lesquelles :
 - les missions de prévention et de protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être,
 - les missions de protection maternelle et infantile,
 - les missions d'action sociale territorialisée permettant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des jeunes résidant sur le territoire départemental.

Il pilote et gère également le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) prévu à l'article L263-3 du Code de l'action sociale et des familles, qui permet d'attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, des aides ou secours temporaires destinés à favoriser leur insertion au plan social et professionnel et de développer des actions concourant à cette insertion.

Article 2 : Les engagements de la Mission locale l'arrondissement d'Ussel

La Mission locale de l'arrondissement d'Ussel s'engage à:

- mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'accompagnement des jeunes sur son territoire afin de favoriser leur accès à l'emploi et leur autonomie sociale,
- développer un partenariat actif avec les services scolaires, dans le respect des compétences de chacun, pour faciliter l'orientation des jeunes sortis du système scolaire vers la mission locale,
- développer un partenariat étroit avec tout service susceptible de détecter les jeunes les plus éloignés de l'emploi et/ou en difficultés d'insertion sociale, notamment avec les services de la Direction de l'action sociale, des Familles et de l'insertion (DASFI) du Conseil départemental,
- instruire et transmettre les dossiers de demandes FAJ et participer aux commissions du FAJ au Conseil départemental,
- participer activement et apporter l'expertise dont elle dispose aux travaux menés dans le cadre partenarial visant au développement et à la consolidation des politiques d'insertion sur le territoire départemental (Pacte territorial d'insertion...),
- mettre en œuvre des actions collectives de nature à répondre aux besoins des jeunes et à favoriser la réalisation de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, particulièrement sur les volets de l'emploi, de la santé, du logement, de la citoyenneté, de la culture et des loisirs,
- participer à la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans le cadre de la commande publique du Conseil départemental et/ou des autres collectivités territoriales,
- capitaliser et transmettre au Conseil départemental les informations utiles à l'insertion des jeunes sur les volets social et professionnel.

Article 3 : Les engagements du Conseil départemental

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à soutenir l'action de la Mission Locale à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement de 12 600 € à la Mission locale de l'arrondissement d'Ussel sur la durée de la présente convention.

En parallèle, il mobilisera les moyens financiers du Fonds d'aide aux jeunes, pour soutenir les projets et actions élaborés et réalisés par la Mission locale dans le cadre du règlement intérieur du fonds, en lien avec la politique d'insertion en faveur de la jeunesse conduite par le Conseil départemental.

Il participera aux travaux menés par la Mission locale ou conjointement par les trois Missions locales du département (réflexion, élaboration, mise en œuvre de projets d'actions) et pourra mettre à disposition ses moyens techniques (locaux, accès internet, téléphone) afin que la Mission locale puisse organiser et développer si besoin en proximité géographique de résidence des jeunes, des actions de type individuel ou collectif visant à promouvoir et améliorer leur insertion (permanences délocalisées, ateliers collectifs...).

Il orientera vers la Mission locale les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et universitaire, qui se présenteront dans une maison des services départementaux et pour lesquels l'évaluation aura conclu à la nécessité de mettre en œuvre un accompagnement pour les aider dans leur insertion professionnelle.

Article 4 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée à la Mission locale de l'arrondissement d'Ussel par le Conseil départemental, en une seule fois, avant la fin du premier semestre de l'année d'exercice budgétaire.

La Mission locale l'arrondissement d'Ussel transmettra au Conseil départemental, chaque année avant le 31 mars :

- un bilan financier et un rapport d'activité de l'année écoulée.

Les éléments suivants, relatifs à la situation des jeunes suivis par les missions locales, seront précisés par canton : âge, sexe, niveau de formation, situations, actes professionnels proposés, et entrées en situation.

- un budget prévisionnel et un plan d'actions de l'année en cours.

La Mission locale fera systématiquement mention du soutien financier et technique du Conseil départemental sur les actions précitées dans ses interventions, déclarations publiques, articles d'informations ou brochures.

Article 5 : La durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2018.

Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Article 6 : Le contrôle de gestion

Au terme de chaque période annuelle d'exécution, la Mission locale de l'arrondissement d'Ussel s'engage à fournir au Conseil départemental toute pièce administrative et comptable attestant de la régularité de l'emploi de la subvention départementale par rapport à l'objet de la convention.

Article 7 : La clause de résiliation

En cas de manquement aux obligations contractuelles et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, chacune des parties pourra résilier de plein droit la présente convention, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité.

Fait à Tulle, le

en 2 exemplaires

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission locale
De l'arrondissement d'Ussel

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Christophe ARFEUILLERE

CONVENTION

Entre :

Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

Et :

La Mission locale de l'arrondissement de TULLE, représentée par son Président, Monsieur Arnaud COLLIGNON

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Vu l'article L313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale

Vu la délibération n° du Conseil départemental de la Corrèze portant sur l'orientation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Les missions locales se sont développées par la volonté conjointe des partenaires pour organiser localement une intervention de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, d'être accompagnés dans leur demande d'insertion professionnelle et sociale.

Elles sont aujourd'hui un pivot de l'accompagnement, au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes inscrites dans le Code du travail ; les Missions locales font partie du service public de l'emploi.

A ce titre, et depuis plusieurs années, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les missions locales du département, reconnaissant leur rôle majeur auprès des jeunes.

La présente convention confirme, sur sa durée, le partenariat déjà mis en œuvre entre le Conseil départemental et la Mission locale de l'arrondissement de Tulle. Elle formalise les engagements de chacune des parties et fixe les axes de travail partagés.

Article 1 : Les missions des parties

- Dans le cadre de l'orientation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales développent les axes suivants :

- l'accueil, l'information et l'orientation,
- l'accompagnement vers la formation, vers et dans l'emploi, pour permettre aux jeunes d'accéder à leur autonomie tant sociale que professionnelle,
- le développement d'une ingénierie de projets et l'animation du partenariat local au service de l'insertion des jeunes, pour expérimenter, innover, construire des réponses adaptées aux besoins des jeunes,
- l'observation du territoire.

- Le Conseil départemental, pilote de l'action sociale départementale, exerce les missions de sa compétence relatives au domaine de la jeunesse et de l'insertion sociale et professionnelle, parmi lesquelles :

- les missions de prévention et de protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être,
- les missions de protection maternelle et infantile,
- les missions d'action sociale territorialisée permettant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des jeunes résidant sur le territoire départemental.

Il pilote et gère également le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) prévu à l'article L263-3 du Code de l'action sociale et des familles, qui permet d'attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, des aides ou secours temporaires destinés à favoriser leur insertion au plan social et professionnel et de développer des actions concourant à cette insertion.

Article 2 : Les engagements de la Mission locale l'arrondissement de Tulle

La Mission locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'accompagnement des jeunes sur son territoire afin de favoriser leur accès à l'emploi et leur autonomie sociale,
- développer un partenariat actif avec les services scolaires, dans le respect des compétences de chacun, pour faciliter l'orientation des jeunes sortis du système scolaire vers la mission locale,
- développer un partenariat étroit avec tout service susceptible de détecter les jeunes les plus éloignés de l'emploi et/ou en difficultés d'insertion sociale, notamment avec les services de la Direction de l'action sociale , des Familles et de l'insertion (DASFI) du Conseil départemental,
- instruire et transmettre les dossiers de demandes FAJ et participer aux commissions du FAJ au Conseil départemental,
- participer activement et apporter l'expertise dont elle dispose aux travaux menés dans le cadre partenarial visant au développement et à la consolidation des politiques d'insertion sur le territoire départemental (Pacte territorial d'insertion...),
- mettre en œuvre des actions collectives de nature à répondre aux besoins des jeunes et à favoriser la réalisation de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, particulièrement sur les volets de l'emploi, de la santé, du logement, de la citoyenneté, de la culture et des loisirs,
- participer à la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans le cadre de la commande publique du Conseil départemental et/ou des autres collectivités territoriales,
- capitaliser et transmettre au Conseil départemental les informations utiles à l'insertion des jeunes sur les volets social et professionnel.

Article 3 : Les engagements du Conseil départemental

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à soutenir l'action de la Mission Locale à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement de 18 900 € à la Mission locale de l'arrondissement de Tulle sur la durée de la présente convention.

En parallèle, il mobilisera les moyens financiers du Fonds d'aide aux jeunes, pour soutenir les projets et actions élaborés et réalisés par la Mission locale dans le cadre du règlement intérieur du fonds, en lien avec la politique d'insertion en faveur de la jeunesse conduite par le Conseil départemental.

Il participera aux travaux menés par la Mission locale ou conjointement par les trois Missions locales du département (réflexion, élaboration, mise en œuvre de projets d'actions) et pourra mettre à disposition ses moyens techniques (locaux, accès internet, téléphone) afin que la Mission locale puisse organiser et développer si besoin en proximité géographique de résidence des jeunes, des actions de type individuel ou collectif visant à promouvoir et améliorer leur insertion (permanences délocalisées, ateliers collectifs...).

Il orientera vers la Mission locale les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et universitaire, qui se présenteront dans une maison des services départementaux et pour lesquels l'évaluation aura conclu à la nécessité de mettre en œuvre un accompagnement pour les aider dans leur insertion professionnelle.

Article 4 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée à la Mission locale de l'arrondissement de Tulle par le Conseil départemental, en une seule fois, avant la fin du premier semestre de l'année d'exercice budgétaire.

La Mission locale l'arrondissement de Tulle transmettra au Conseil départemental, chaque année avant le 31 mars :

- un bilan financier et un rapport d'activité de l'année écoulée.

Les éléments suivants, relatifs à la situation des jeunes suivis par les missions locales, seront précisés par canton : âge, sexe, niveau de formation, situations, actes professionnels proposés, et entrées en situation.

- un budget prévisionnel et un plan d'actions de l'année en cours.

La Mission locale fera systématiquement mention du soutien financier et technique du Conseil départemental sur les actions précitées dans ses interventions, déclarations publiques, articles d'informations ou brochures.

Article 5 : La durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2018.

Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Article 6 : Le contrôle de gestion

Au terme de chaque période annuelle d'exécution, la Mission locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à fournir au Conseil départemental toute pièce administrative et comptable attestant de la régularité de l'emploi de la subvention départementale par rapport à l'objet de la convention.

Article 7 : La clause de résiliation

En cas de manquement aux obligations contractuelles et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, chacune des parties pourra résilier de plein droit la présente convention, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité.

Fait à Tulle, le

en 2 exemplaires

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission locale
De l'arrondissement de Tulle

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Arnaud COLLIGNON



Mission Locale
de Haute Corrèze

NOUVELLE-AQUITAINE



CONVENTION

Entre :

Le CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

Et :

La Mission locale de Haute Corrèze, représentée par son Président, Monsieur Christophe ARFEUILLÈRE

Vu l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes et aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Vu l'article L313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale

Vu la délibération du Conseil départemental de la Corrèze en date du 23 avril 2021 portant sur l'orientation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

1/5

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

Les missions locales se sont développées par la volonté conjointe des partenaires pour organiser localement une intervention de service public de proximité afin de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans révolus, d'être accompagnés dans leur demande d'insertion professionnelle et sociale.

Elles sont aujourd'hui un pivot de l'accompagnement, au cœur des politiques publiques d'insertion des jeunes inscrites dans le Code du travail ; les Missions locales font partie du service public de l'emploi.

A ce titre, et depuis plusieurs années, le Conseil départemental de la Corrèze soutient financièrement les missions locales du département, reconnaissant leur rôle majeur auprès des jeunes.

La présente convention confirme, sur sa durée, le partenariat déjà mis en œuvre entre le Conseil départemental et la Mission locale de Haute Corrèze. Elle formalise les engagements de chacune des parties et fixe les axes de travail partagés.

Article 1 : Les missions des parties

- Dans le cadre de l'orientation et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, les missions locales développent les axes suivants :

- l'accueil, l'information et l'orientation,
- l'accompagnement vers la formation, vers et dans l'emploi, pour permettre aux jeunes d'accéder à leur autonomie tant sociale que professionnelle,
- le développement d'une ingénierie de projets et l'animation du partenariat local au service de l'insertion des jeunes, pour expérimenter, innover, construire des réponses adaptées aux besoins des jeunes,
- l'observation du territoire.

- Le Conseil départemental, pilote de l'action sociale départementale, exerce les missions de sa compétence relatives au domaine de la jeunesse et de l'insertion sociale et professionnelle, parmi lesquelles :

- les missions de prévention et de protection de l'enfance en danger ou en risque de l'être,
- les missions de protection maternelle et infantile,
- les missions d'action sociale territorialisée permettant l'amélioration de l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des jeunes résidant sur le territoire départemental.

Il pilote et gère également le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) prévu à l'article L263-3 du Code de l'action sociale et des familles, qui permet d'attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à

25 ans, des aides ou secours temporaires destinés à favoriser leur insertion au plan social et professionnel et de développer des actions concourant à cette insertion.

Article 2 : Les engagements de la Mission locale de Haute Corrèze

La Mission locale de Haute Corrèze s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour assurer l'accompagnement des jeunes sur son territoire afin de favoriser leur accès à l'emploi et leur autonomie sociale,
- développer un partenariat actif avec les services scolaires, dans le respect des compétences de chacun, pour faciliter l'orientation des jeunes sortis du système scolaire vers la mission locale,
- développer un partenariat étroit avec tout service susceptible de détecter les jeunes les plus éloignés de l'emploi et/ou en difficultés d'insertion sociale, notamment avec les services de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion (DASFI) du Conseil départemental,
- instruire et transmettre les dossiers de demandes FAJ et participer aux commissions du FAJ au Conseil départemental,
- participer activement et apporter l'expertise dont elle dispose aux travaux menés dans le cadre partenarial visant au développement et à la consolidation des politiques d'insertion sur le territoire départemental (Pacte Territorial d'Insertion...),
- mettre en œuvre des actions collectives de nature à répondre aux besoins des jeunes et à favoriser la réalisation de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle, particulièrement sur les volets de l'emploi, de la santé, du logement, de la citoyenneté, de la culture et des loisirs,
- participer à la mise en œuvre des clauses d'insertion sociale dans le cadre de la commande publique du Conseil départemental et/ou des autres collectivités territoriales,
- capitaliser et transmettre au Conseil départemental les informations utiles à l'insertion des jeunes sur les volets social et professionnel.

Article 3 : Les engagements du Conseil départemental

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à soutenir l'action de la Mission Locale de Haute Corrèze à travers le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement de 12 600 € sur la durée de la présente convention.

En parallèle, il mobilisera les moyens financiers du Fonds d'aide aux jeunes, pour soutenir les projets et actions élaborés et réalisés par la Mission locale dans le cadre du règlement intérieur du fonds, en lien avec la politique d'insertion en faveur de la jeunesse conduite par le Conseil départemental.

Il participera aux travaux menés par la Mission locale ou conjointement par les trois Missions locales du département (réflexion, élaboration, mise en œuvre de projets d'actions) et pourra mettre à disposition ses moyens techniques (locaux, accès internet, téléphone) afin que la Mission

locale puisse organiser et développer si besoin en proximité géographique de résidence des jeunes, des actions de type individuel ou collectif visant à promouvoir et améliorer leur insertion (permanences délocalisées, ateliers collectifs...).

Il orientera vers la Mission locale les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire et universitaire, qui se présenteront dans une maison des services départementaux et pour lesquels l'évaluation aura conclu à la nécessité de mettre en œuvre un accompagnement pour les aider dans leur insertion professionnelle.

Article 4 : Le versement de la subvention

La subvention sera versée à la Mission locale de Haute Corrèze par le Conseil départemental, en une seule fois, avant la fin du premier semestre de l'année d'exercice budgétaire.

La Mission locale de Haute Corrèze transmettra au Conseil départemental, chaque année avant le 31 mars :

- un bilan financier et un rapport d'activité de l'année écoulée.

Les éléments suivants, relatifs à la situation des jeunes suivis par les missions locales, seront précisés par canton : âge, sexe, niveau de formation, situations, actes professionnels proposés, et entrées en situation.

- un budget prévisionnel et un plan d'actions de l'année en cours.

La Mission locale fera systématiquement mention du soutien financier et technique du Conseil départemental sur les actions précitées dans ses interventions, déclarations publiques, articles d'informations ou brochures.

Article 5 : La durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2021.

Elle est conclue pour une durée de un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.

Article 6 : Le contrôle de gestion

Au terme de chaque période annuelle d'exécution, la Mission locale de Haute Corrèze s'engage à fournir au Conseil départemental toute pièce administrative et comptable attestant de la régularité de l'emploi de la subvention départementale par rapport à l'objet de la convention.

Article 7 : La clause de résiliation

En cas de manquement aux obligations contractuelles et après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours, chacune des parties pourra résilier de plein droit la présente convention, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résiliation en justice, ni de remplir aucune autre formalité.

Fait à Tulle, le

en 2 exemplaires

Le Président du Conseil départemental

Le Président de la Mission locale
de Haute Corrèze

Monsieur Pascal COSTE

Monsieur Christophe ARFEUILLERE

CONTEXTE

- Vote, le 28 novembre 2018 de l'avenant du Pacte Territorial d'Insertion 2019-2021 par l'Assemblée Plénière du Conseil départemental de la Corrèze
- Premier comité de pilotage le 12 décembre 2019
- Second comité de pilotage le 09 décembre 2020

BILAN 2020

30 fiches action réalisées ou en cours de réalisation
soit 90 % de réalisation

- 21 actions réalisées (70 %)
- 6 actions en cours de réalisation (20 %)
- 3 actions non réalisées (10 %)

21 actions totalement réalisées

- Plateforme collaborative Emploi Insertion (Fiche Action 1-1)

Ouverture de la plateforme le 24 juillet 2017

3 personnes "administrateur", susceptibles de mettre en ligne sur la plateforme de nouvelles données

122 membres

En 2020,

4 140 pages vues (*-42% par rapport à 2019*)

491 visiteurs (*-74% par rapport à 2019*)

- **BOOST Emploi (Fiche Action 1-2)**

445 annonces exclusives déposées

64 comptes recruteurs créés

35 536 visites

20 437 utilisateurs

222 435 pages consultées

46 612 alertes envoyées aux candidats

734 alertes créées par les candidats

1 011 comptes utilisateurs créés

131 CV créés

804 recherches CV thèque

735 CV Catcher

- **Promotion des dispositifs d'accès aux soins en Haute Corrèze (Fiche Action 2-1)**

En continuité du Forum du 08 novembre 2017

En fonction de la demande du groupe de travail et des besoins recensés

- **Accompagnant Santé : Infirmier Diplômé d'État (Fiche Action 2-2)**

Arrivée d'un second agent de santé en mars 2020

102 entrées

48 sorties

56 suivis en cours au 31/12/2020

523 rendez-vous réalisés

- **Plateforme de Covoiturage Conseil départemental (Fiche Action 2-3)**

- **Cartographie des lieux d'accès numériques (Fiche Action 2-6)**

Cartographie disponible via le lien <https://www.correze.fr/>

Nos missions > Développement des territoires > Le numérique > Les usages et services numériques

- **Animateur Numérique Itinérant (Fiche Action 2-7)**

97 permanences numériques réalisées
83 ateliers numériques
417 personnes vues

- **Ateliers Compétences Numériques de base (Fiche Action 2-8)**

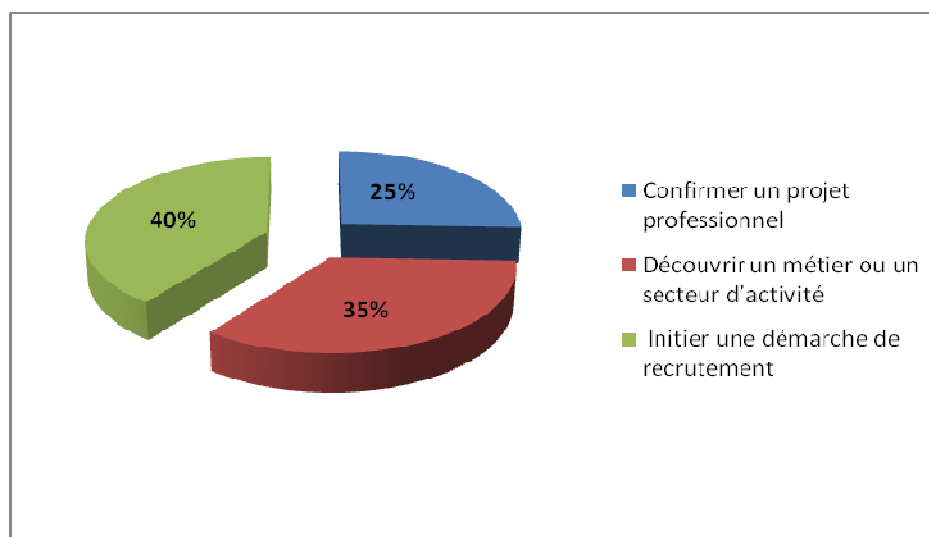
83 ateliers numériques animés par l'Animateur Numérique Itinérant dont
- 49 ateliers collectifs BOOST
- 34 ateliers de compétences

- **Immersions en Entreprises (Fiche Action 3-1)**

412 PMSMP (Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel) en Corrèze initiées en 2020

395 PMSMP sont clôturées au 31/12/2020 dont :

101 pour Confirmer un projet professionnel
137 pour Découvrir un métier ou un secteur d'activité
157 pour Initier une démarche de recrutement



- **Chargé de Mission Entreprises-Emploi (Fiche Action 3-2)**

106 entreprises contactées en 2020
445 offres exclusives*

*Annonces exclusives * : annonces déposées par les entreprises contactées par la cellule BOOST Emploi, propre au Département de la Corrèze*

- Remplacement dans les Collèges Départementaux (Fiche Action 3-4)

7 207.66 heures réalisées

49 bénéficiaires du rSa positionnés sur ces contrats de travail

- Les Clés de l'emploi (Fiche Action 3-7)

Objectif :

Préparer, optimiser et sécuriser le retour à l'emploi ou à la formation des bénéficiaires du rSa et des jeunes suivis par BOOST Jeunes

Animation : Coach professionnels, coach jeunes, chargé de mission entreprises emploi et psychologue du travail

Entreprises ciblées en 2020 :

- So'ham" (Mars/Avril 2020)
- "O'Tacos" (Mars 2020)
- Les Tomates d'Auïtou" (Mars 2020)

Ces actions n'ont pu se dérouler dans leur format habituel en lien avec les contraintes sanitaires liées à la COVID ; cependant les coachs ont adressé 39 candidatures à ces employeurs; aucun retour d'Égletons, O'TACOS n'a pas été au bout de ses recrutements, seul So'Ham a recruté 2 bénéficiaires du rSa en CDI suite à l'envoi des CV et au travail en distanciel des coachs.

- Forum BOOST Emploi (Fiche Action 3-9)

Objectifs :

Faciliter la recherche d'emploi et le recrutement

Favoriser le recrutement direct

- Forum Départemental Corrèze BOOST Emploi
Métiers de l'aide et de l'accompagnement secteur médico social

57 exposants dont 28 établissements et services, 14 partenaires et 7 organismes de formation et 8 stands CD

500 visiteurs sur le forum dont 300 adultes, 200 collégiens et lycéens

109 bénéficiaires du rSa soit 36.3% de BrSa sur le public adulte

137 CV collectés

141 offres d'emplois directes sur le forum
1 090 mises en relation employeurs/demandeurs d'emploi

- **Opération Parrainage (Fiche Action 3-11)**

Opération clôturée fin 2019

- **Les Clauses d'Insertion Sociale dans les marchés publics (Fiche Action 3-13)**

40 marchés

5 Maîtres d'Ouvrage accompagnés

216 contrats concernés

179 participants concernés dont 40 bénéficiaires du rSa (soit 22 %)

60 % des candidats ont bénéficié d'un contrat durable, qualifiant de par sa nature et/ou sa durée

40 % des bénéficiaires du rSa ont signé un contrat durable/qualifiant

77 487.43 heures d'insertion réalisées au profit des demandeurs d'emploi (62 480 h en 2019 soit + 124 %) avec 21,8% de ces heures dédiées à des bénéficiaires du rSa.

22 personnes en emploi dans différentes SIAE et structures protégées (intervention avec leur structure ayant le statut de sous-traitant ou dans le cadre d'un contrat de mise à disposition) sont intervenues sur des chantiers "clausés" : création de la réserve de biodiversité, prestations d'élagage pour le CD, prestations de nettoyage dans le cadre des travaux de construction de la déviation de Malemort et du déploiement de la fibre optique.

- **Coach professionnel (Fiche Action 3-14)**

2 coach dédiés

97 bénéficiaires du rSa accompagnés

903 entretiens réalisés

Taux de contractualisation de 97 %

Au 31/12/2020 :

- 121 sorties dont 70 pour emploi / formation soit 58 %

- **Coach social (Fiche Action 3-15)**

2 coachs dédiés, positionnés sur Brive

104 bénéficiaires du rSa accompagnés

926 entretiens réalisés

Taux de contractualisation de 100%

Au 31/12/2020 :

- 109 sorties dont 26 pour emploi soit 24 %

Validation en Comité Technique du 11/10/2019, de la création de 3 postes supplémentaires sur la moyenne et la haute Corrèze; des arrivées progressives attendues en 2021

- **Psychologue du Travail (Fiche Action 3-16)**

18 orientations
17 sorties
63 rendez-vous réalisés

Au 31/12/2020 :

- 4 suivis en cours

- **Contrat Local d'Innovation Sociale (Fiche Action 3-17)**

La sécurisation de l'entrée dans l'emploi avec :
le tutorat dans l'entreprise
la préparation des candidats en amont
l'aide financière au tutorat sous conditions

2 contrats signés en 2020 :

- Garage Géraud à Allasac - CLIS signé le 04/11/20
CDD de 6 mois - Secrétaire/Comptable
- Boulangerie Payrat à St Angel - CLIS signé le 08/12/20
CDD de 6 mois - Vendeur en boulangerie

18 CLIS pour 2021

- **Animateur PTI (Fiche Action 4-1)**

15 réunions
6 groupes de travail
1 Comité de pilotage le 09/12/2020

Au 31/12/2020 :

27 actions sont réalisées ou en cours de réalisation
3 actions ne sont pas encore réalisées

12 actions concernent le champ professionnel soit 40 %

11 sont des dispositifs, outils, instances visant à favoriser l'insertion soit 36 %

5 concernent le champ social au sens le plus large soit 17 %

2 concernent le champ de la formation et de sa préparation soit 7 %

- **Instances de Gouvernance: participation et expression des personnes accompagnées (Fiche Action 4-2)**

Favoriser la citoyenneté et la participation des personnes accompagnées aux politiques publiques qui les concernent

Action inscrite dans le cadre de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté

9 bénéficiaires tirés au sort par Maître Rouzeyrol, Huissier de Justice

Une représentation par bassin : Brive – Tulle - Ussel

6 actions en cours de réalisation

- **Observatoire Départemental de l'Emploi et des Métiers (Fiche Action 1-3)**

Objectifs :

Améliorer la connaissance réciproque des besoins des entreprises et des publics en recherche d'emploi
Fournir des informations sur les secteurs qui recrutent, les métiers d'avenir et les formations qui y mènent
Renseigner et analyser l'activité du service Insertion dans le cadre des objectifs de la politique départementale et de l'évaluation des politiques publiques

Une analyse comparative est en cours pour développer l'observatoire, l'ouvrir aux partenaires et y intégrer la plateforme collaborative Insertion

- **Bourse au permis (Fiche Action 2-5)**

En lien avec l'action bénévolat

- **Bus BOOST Emploi (Fiche Action 3-3)**

Cette fiche fléchée Bus BOOST Emploi aboutira à la mise en circulation du **Bus Corrèze**.

Objectifs :

Rencontrer et conseiller les demandeurs d'emploi au plus près de leur lieu d'habitation
Faciliter leur accès à la formation, l'emploi mais aussi à l'information et à la documentation
Accompagner les employeurs, de la définition du poste à l'embauche

A destination :

De l'ensemble des Corrèziens dont les bénéficiaires du rSa
Des entreprises locales

Activation du projet avec d'autres missions intégrées grâce à la coordination entre services : Centre départemental de santé, vaccination covid-19, Accueil inconditionnel, PMI et Insertion

Démarrage du bus en mars 2021 avec une priorisation d'action "vaccination covid-19" au regard de l'urgence sanitaire

- **BOOST Sénior (Fiche Action 3-8)**

- SAS de Préparation à l'Emploi Fibre Optique dans le cadre de l'IdéeFOP (Fiche Action 3-10)

En lien avec la formation "Les plombiers du Numérique" lancée par le CFPC
2 sessions organisées en 2019

- Bénévolat "Compétences et Citoyenneté" (Fiche Action 3-12)

Objectifs :

Développer l'autonomie des personnes
Valoriser par l'action bénévole, l'engagement des personnes
Travailler sur la confiance
Acquérir des compétences
Découvrir ou redécouvrir le monde de l'emploi

Lancement de l'action en 2021 pour une expérimentation avec les associations partenaires DASFI

Une priorité sera accordée aux associations conventionnées dans le cadre du dispositif CLAS au regard des forts besoins pour de l'aide aux devoirs face à un contexte sanitaire inédit.
Les missions s'enrichiront ensuite avec la sollicitation de nouvelles associations.

3 actions non réalisées

- Permis et déploiement du très haut débit en Corrèze (Fiche Action 2-4)

Action qui ne sera pas activée en l'absence de besoins clairement identifiés par le CFPC

- Remplacement dans les lycées du Département (Fiche Action 3-5)

Action qui ne sera pas activée en l'absence d'intérêt manifesté par la Région

- Promotion du Plan d'investissement dans les compétences (Fiche Action 3-6)

BILAN DES ACTIONS PDI

2020

ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE

STRUCTURES DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

LES CHANTIERS D'INSERTION (ACI)

Objectifs	➤ Proposer aux publics les plus en difficulté des solutions de retour à l'emploi via une structure adaptée permettant l'exercice d'une activité professionnelle et un travail individuel sur son projet d'insertion.
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'Insertion par l'Activité Économique

Nom du chantier d'Insertion	Nombre de parcours conventionnés 2020	Nombre de bénéficiaires du rSa en 2020	Taux d'occupation des bénéficiaires du RSA/Tout public	Taux de temps de travail des bénéficiaires du RSA/Tout public
AILE	2	1	16.5 %	17 %
ARBRE	6	9	30 %	28 %
ARCADOUR	4	9	56.25 %	54 %
Association Gorges de Haute Dordogne	1	0	0 %	0 %
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	11	16	46 %	49.5 %
CCAS Brive épicerie sociale	5	6	50 %	30 %
CCAS Tulle	3	5	42 %	41 %
COUP DE MAIN	6	8	35 %	43.5 %
EPLEFPA Golf de Neuvic	1	1	16.5 %	13.5 %
FORET	8	8	50 %	50 %
IDEE	6	14	35 %	47 %
Les Amis de Lucie Fer	6	11	58 %	51 %
Les Restos du Cœur Blanc	7	9	82 %	89 %
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	10	13	62 %	55 %
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	8	8	61.5 %	60 %
Préfiguration Régie de Territoire	22	31	43 %	44 %
Services PROX Chantiers	4	2	10 %	11.5 %
TOTAL	110	151	42 %	42.5 %

Sorties des chantiers d'insertion pour les bénéficiaires du RSA

Nom du chantier d'insertion	Nombre de sorties 2020	Nombre de sorties positives	% de sorties positives	type de sortie positive
AILE	1	1	100 %	1 intérim avant embauche
ARBRE	6	1	17 %	1 formation
ARCADOUR	4	1	25 %	1 intérim avant cdd
Association Gorges de Haute Dordogne	0	0	0 %	
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	3	1	33.5 %	1 poste ATSEM
CCAS Brive épicerie sociale	3	0	0 %	
CCAS Tulle	1	0	0 %	
COUP DE MAIN	4	0	0 %	
EPLEFPA Golf de Neuvic	1	0	0 %	
FORET	2	0	0 %	
IDEE	7	3	43 %	1 CDD, 1 formation, 1 création d'entreprise
Les Amis de Lucie Fer	6	1	16.5 %	1 formation
Les Restos du Cœur Blanc	4	2	50 %	2 CDD avant CDI
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	4	3	75 %	3 formations
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	2	1	50 %	1 formation
Préfiguration Régie de Territoire	12	2	16.5 %	2 CDD avant CDI
Services PROX Chantiers	0	0	0 %	
TOTAL	60	16	26.5 %	

Il est à souligner que sont comptabilisées en sorties positives, les CDDI en Entreprise d'Insertion, les formations pré-qualifiantes et qualifiantes, les CDD de plus de 6 mois, les PEC et les CDI (plus 20h/semaine). Il y a eu d'autres sorties notables pour des bénéficiaires du rSa : Intérim, CDD de moins de 6 mois, CDI moins de 20h/semaine...

A noter : Le taux d'occupation en temps de travail des bénéficiaires du rSa, **42%**, est quasi-similaire à 2019 (43 %).

Eu égard au contexte de crise sanitaire sur l'année 2020 et des difficultés rencontrées par les structures, les critères de sorties positives ont été élargis à titre exceptionnel aux CDD de moins de 6 mois et les missions d'intérim.

60 sorties de chantier en 2020 pour les bénéficiaires du rSa dont 16 sorties positives soit **26.5%** des sorties (25 % en 2019).

La Ressourcerie A tout Venant à Brive compte ouvrir une antenne à Tulle courant 2021.

L'association IDEE basée à Argentat a créé une antenne à Malemort en 2020.

L'association des Gorges de Haute Dordogne diversifie ses activités et a créé en 2020 un nouveau chantier qui porte sur l'entretien de locaux municipaux.

Atteintes des objectifs dans les Chantiers d'Insertion en 2020

Nom du chantier d'Insertion	Nombre de parcours conventionnés 2020	Équivalence en mois de travail (1 parcours = 12 mois)	Niveau d'atteinte de l'objectif en mois et en %	
AILE	2	24	9.5	39.5 %
ARBRE	6	72	59	82 %
ARCADOUR	4	48	53.35	25.5 %
Association Gorges de Haute Dordogne	1	12	0	0 %
A TOUT VENANT Ressourcerie Gaillarde	11	132	136.5	103.5 %
CCAS Brive/épicerie	5	60	28.5	17 %
CCAS Tulle	3	36	36.5	101.5 %
COUP DE MAIN	6	72	68	94.5 %
EPLFPA Golf de Neuvic	1	12	8	66.5 %
FORET	8	96	62	64.5 %
IDEE	6	72	82	114 %
Les Amis de Lucie Fer	6	72	65	90.5 %
Les Restos du Cœur Blanc	7	84	70.5	84 %
Les Restos du Cœur Jardin Malemort	10	120	86.5	72 %
Les Restos du Cœur Jardin Tulle	8	96	59	61.5 %
Préfiguration Régie de Territoire	22	264	182.5	69 %
Services PROX Chantiers	4	48	16	33.5 %
TOTAL	110	1320	1022.85	77.5 %

85.25 parcours d'insertion pour un objectif CAOM de 110, soit 77.5 % de l'objectif atteint (83 % de l'objectif atteint en 2019).

LES ENTREPRISES D'INSERTION (EI)

Objectifs	➤ Faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'Insertion par l'Activité Économique

Nom de l'entreprise d'insertion	Nombre de bénéficiaires du rSa en 2020	Taux d'occupation des bénéficiaires du RSA/Tout public	Taux de temps de travail des bénéficiaires du RSA/Tout public
AILE	0	0 %	0 %
A.R.B.R.E	8	26 %	18.5 %
A.R.B.R.E Environnement	2	25 %	27 %
ARCADOUR	0	0 %	0 %
COUP DE MAIN	1	25 %	22 %
FORET	2	25 %	27 %
IDEE	1	11 %	16.5 %
PROPR'SERVICES	0	0 %	0 %
PROX'ENTREPRISE	1	14 %	5 %
SIL'N19	0	0 %	0 %
TOTAL	15	17.5 %	15.5 %

15 bénéficiaires du rSa pour 102.5 mois de travail soit 8.5 parcours

A noter : un taux d'occupation du public bénéficiaire du rSa **17.5 %**, quasi-similaire à 2019 (18 %)

Sorties des Entreprises d'Insertion pour les bénéficiaires du RSA

Nom de l'entreprise d'insertion	Nombre de sorties	Nombre de sorties positives	Pourcentage de sorties positives
AILE	0	0	0 %
A.R.B.R.E	3	1	33 %
A.R.B.R.E Environnement	0	0	0 %
ARCADOUR	0	0	0 %
COUP DE MAIN	0	0	0 %
FORET	2	0	0 %
IDEE	0	0	0 %
PROPR'SERVICES	0	0	0 %
PROX'ENTREPRISE	1	1	100 %
SIL'N'19	0	0	0 %
TOTAL	6	2	33.5 %

Le pourcentage de sorties positives **33.5 %** est supérieur à 2019 (20%)

Projets des SIAE de la Corrèze pour 2021

Nouvelles activités envisagées :

- A TOUT VENANT, Ressourcerie Gaillarde : création d'un atelier de réparation de vélos à Brive et en Corrèze, créer une ressourcerie à Tulle
- FORET : production légumière sur 1/3 de lieu agricole, projet avec l'aggl. de Tulle (ACI)
espaces verts pour les particuliers (EI)
- COUP DE MAIN : sylviculture
- IDEE : bois de chauffage et développement de l'antenne de Malemort

Nouveaux métiers envisagés :

- un poste d'attaché commercial pour développer la prestation de ménages des collectivités (AGHD), pour créer des ponts entre les SIAE et les entreprises)
- un poste d'animateur - conseiller pour développer les outils de communication (PROX, Préfiguration de Régie de Territoire du bassin de Brive
- un coordonnateur pour renforcer la structuration de l'association Le Porte Clefs (mutualisation du poste de l'Accompagnateur Socioprofessionnel entre ARCADOUR, COUP DE MAIN et FORET)

LES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES(AI)

Objectifs	⇒ Permettre aux bénéficiaires du rSa, par une mise à disposition rémunérée auprès d'employeurs particuliers, d'entreprises ou d'associations, de favoriser le développement de leur autonomie et de faciliter leur accès à l'emploi.
Public	Bénéficiaires du rSa éligibles à l'IAE
Modalités	Les missions proposées sont de durée variable et se conjuguent à un accompagnement socioprofessionnel individualisé afin d'aider les bénéficiaires dans l'élaboration, la définition et la construction de leur projet professionnel ainsi que dans la mise en œuvre des premières étapes de ce projet.

Associations intermédiaires	Nombre de bénéficiaires du rSa mis à disposition	% de bénéficiaires du rSa mis à disposition/ tout public	Heures dédiées pour les bénéficiaires du RSA	% Heures dédiées pour les bénéficiaires du rSa/tout public Heures	Objectif d'heures dédiées aux bénéficiaires du RSA	% atteinte de l'objectif
P.T.S.	44	52 %	4725 h	77 %	4 500h	105 %
Services Plus	20	79.5 %	1570 h	22 %	1 500h	104.5 %
RESU	3	21.5 %	0	0	15% du total des mises à disposition	0%
Total	67	41%	6295 h	41%		70 %

A noter :

- concernant RESU, les 3 salariés bénéficiaires du RSA n'ont pas accepté de missions. De nouveau, l'objectif acté dans la convention n'est pas atteint comme l'an passé.

- un nombre de bénéficiaire RSA mis à disposition qui a doublé par rapport à 2019 (21%) et le pourcentage des heures dédiées qui a quasiment multiplié par 4 (11 % en 2019)

Accompagnement des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

Les GEIQ proposent à des personnes en situation d'insertion des contrats de professionnalisation auprès d'entreprises adhérentes, alternant des temps en entreprise et des périodes de formation. Ils permettent aussi aux entreprises de se regrouper pour répondre à leurs besoins de recrutement.

→ GEIQ BTP 19

Opérateur	GEIQ BTP 19
Objectif	Les entretiens individuels avec le GEIQ BTP 19, sur prescription du référent rSa, permettent : <ul style="list-style-type: none">↳ une première évaluation du projet professionnel,↳ une prospection d'entreprises susceptibles d'accueillir le bénéficiaire,↳ une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès de ses entreprises adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,↳ la mise en place d'immersions en entreprises afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

9 personnes bénéficiaires du RSA ont été accompagnées en 2020 soit **45 %** de l'objectif et aucune n'a obtenu de CDD cette année.

A noter que le GEIQ BTP 19 collabore étroitement avec la Collectivité dans le cadre des clauses d'insertion sociale et positionne à cet effet, des bénéficiaires du rSa, sur les offres proposées.

→ GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD antenne 19

Opérateur	GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD antenne 19
Objectif	Les entretiens individuels avec le GEIQ AGRI LIMOUSIN PERIGORD antenne 19, sur prescription du référent rSa, permettent : <ul style="list-style-type: none">↳ une première évaluation du projet professionnel,↳ une prospection d'exploitations agricoles susceptibles d'accueillir le bénéficiaire,↳ une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès des exploitations adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,↳ la mise en place d'immersions professionnelles afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

10 personnes bénéficiaires du RSA ont été accompagnées en 2020 soit **28.5 %** de l'objectif et aucune a obtenu un CDD.

A noter une baisse très sensible à la fois du nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés (40 en 2019) et du nombre de CDD proposés en lien avec la réforme de la formation et la crise sanitaire.

Un travail va se poursuivre avec les GEIQ en 2021 notamment dans le cadre du Contrat Local d'Innovation Sociale.

ACCOMPAGNEMENT DES NON SALARIES AGRICOLES BENEFICIAIRES DU RSA

Opérateur	SOLIDARITES PAYSANS LIMOUSIN
Objectif	<p>Sur prescription du référent rSa :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un diagnostic socio-économique de la situation de chaque travailleur non salarié du domaine agricole et de son exploitation, ➤ Évaluer les perspectives de rentabilité de l'exploitation, ➤ Aider le travailleur non salarié du domaine agricole, dont l'activité présente un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement, ➤ Accompagner le travailleur non salarié du domaine agricole au changement, en identifiant des solutions alternatives. <p>Phase I : 4 diagnostics (4 mois) Phase II : 5 accompagnements (12 mois)</p>

2 diagnostics ont été réalisés en 2020, soit **50 %** de l'objectif. Les 2 exploitants projettent un développement de leur activité pour atteindre une rentabilité minimum. L'un va poursuivre en phase d'accompagnement avec Solidarité Paysans en 2021, l'autre est orienté vers ADEAR.

3 accompagnements ont été réalisés en 2020, soit **60 %** de l'objectif avec nécessité de continuité de soutien pour des suivis de redressement judiciaire, appui technique agricole et comptable et recherche d'une accession à la propriété.

TRANSPORT VERS LES LIEUX D'EXPLOITATION POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Opérateur	Association Nationale pour l'Emploi et la Formation en Agriculture LIMOUSIN
Objectif	faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa qui connaissent des problèmes de mobilité pour se rendre sur les lieux de cueillette des pommes et garantir la gratuité de cette prestation.
Public	les personnes bénéficiaires du rSa ou non, orientées par une assistante sociale via le Point Pomme de Pôle Emploi.

Bilan pour le public bénéficiaire du rSa :

42.5 trajets réalisés et 5 bénéficiaires du rSa concernés soit **10.5 %** de l'objectif et une très nette sous-réalisation en 2020 (454 trajets et 64 bénéficiaires du RSA en 2019)

A noter : 6 arboriculteurs (11 en 2019) ont recruté par ce dispositif pour une cueillette sur 3 semaines en moyenne. 44 personnes se sont inscrites sur les circuits de Brive et Tulle. 30 personnes ont utilisé les bus dont 16.5 % public RSA (3 à Brive et 2 à Tulle).

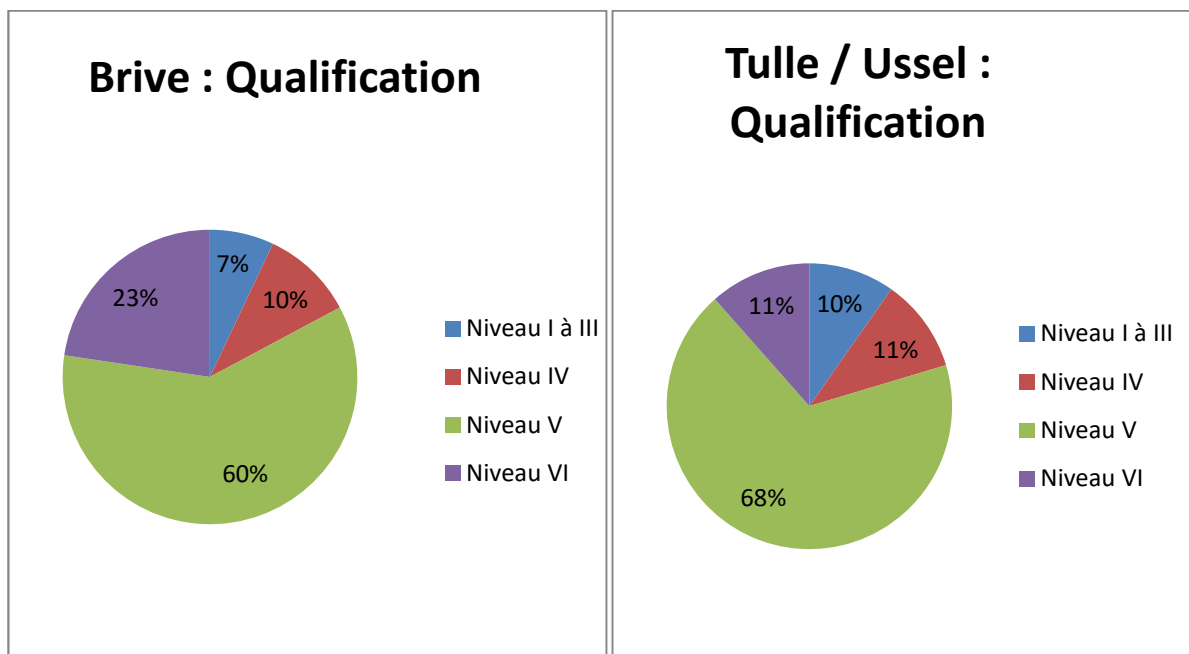
ACCOMPAGNEMENT DES TRAVAILLEURS HANDICAPES EN MILIEU ORDINAIRE (ATHMO)

Opérateur	Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public 19
Objectif	accompagnement vers l'emploi de 200 bénéficiaires du rSa, à minima, reconnus travailleurs handicapés.
Modalité	2 référents professionnels pour couvrir 2 secteurs : arrondissement de Brive et arrondissement de Tulle et Ussel

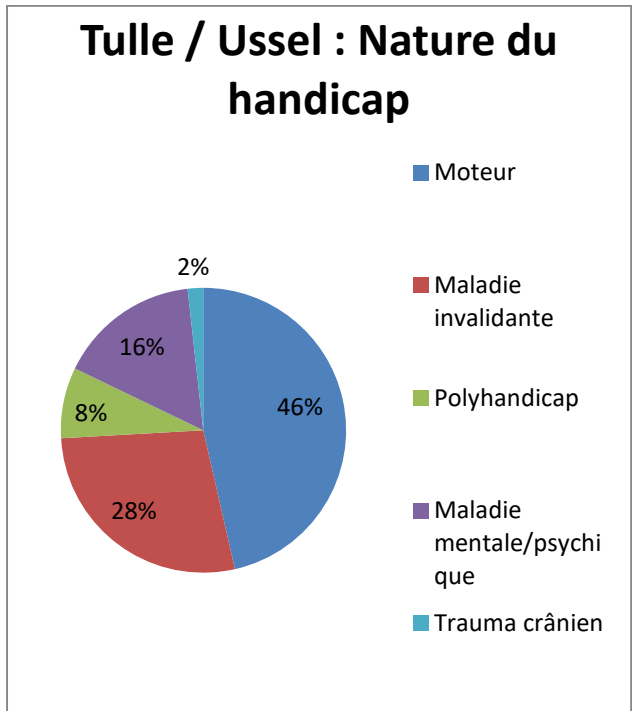
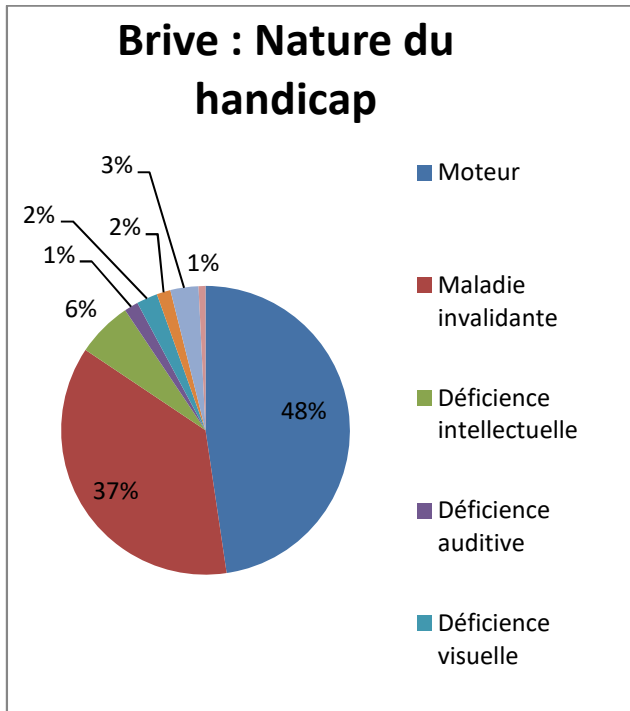
En 2020, 243 personnes ont été accompagnées soit 121.5 % de l'objectif.

- 130 personnes sur le secteur de Brive.
- 113 sur le secteur de Tulle-Ussel

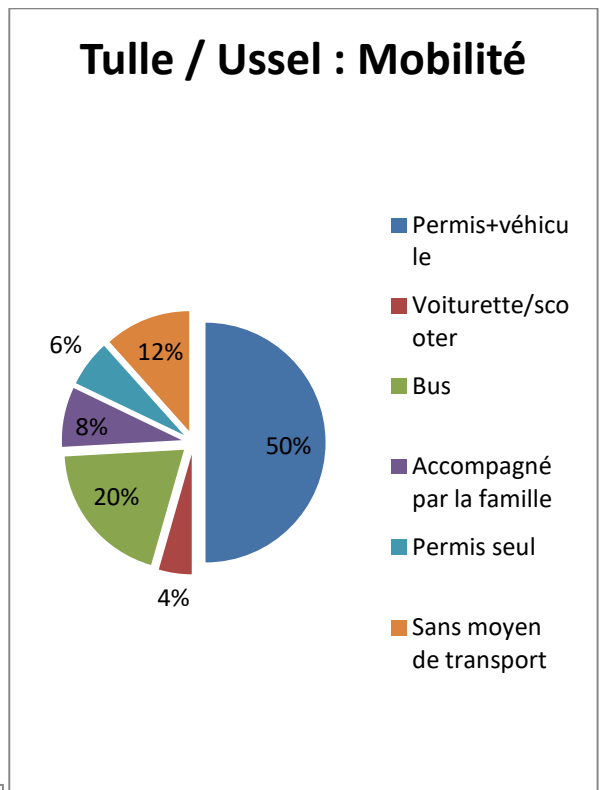
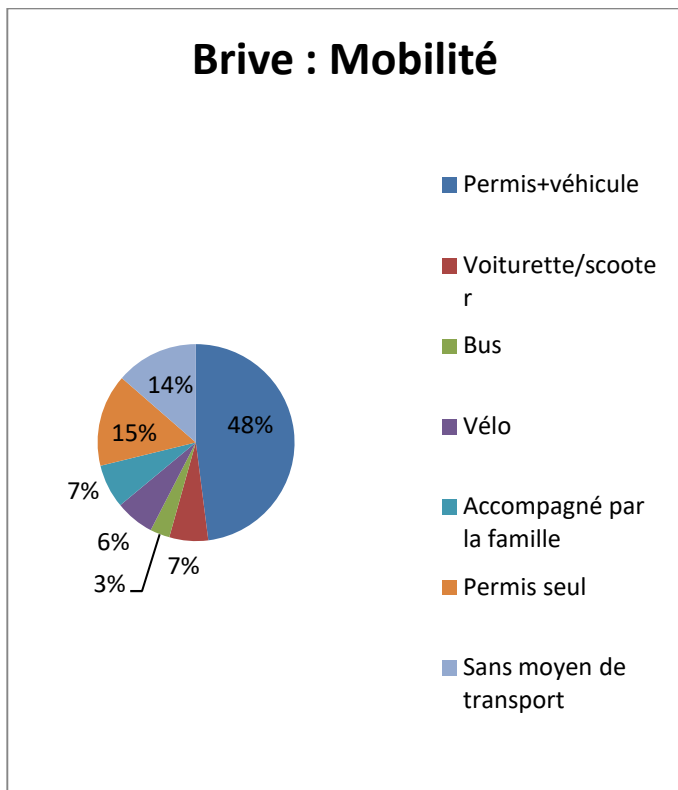
Caractéristiques du public accompagné :



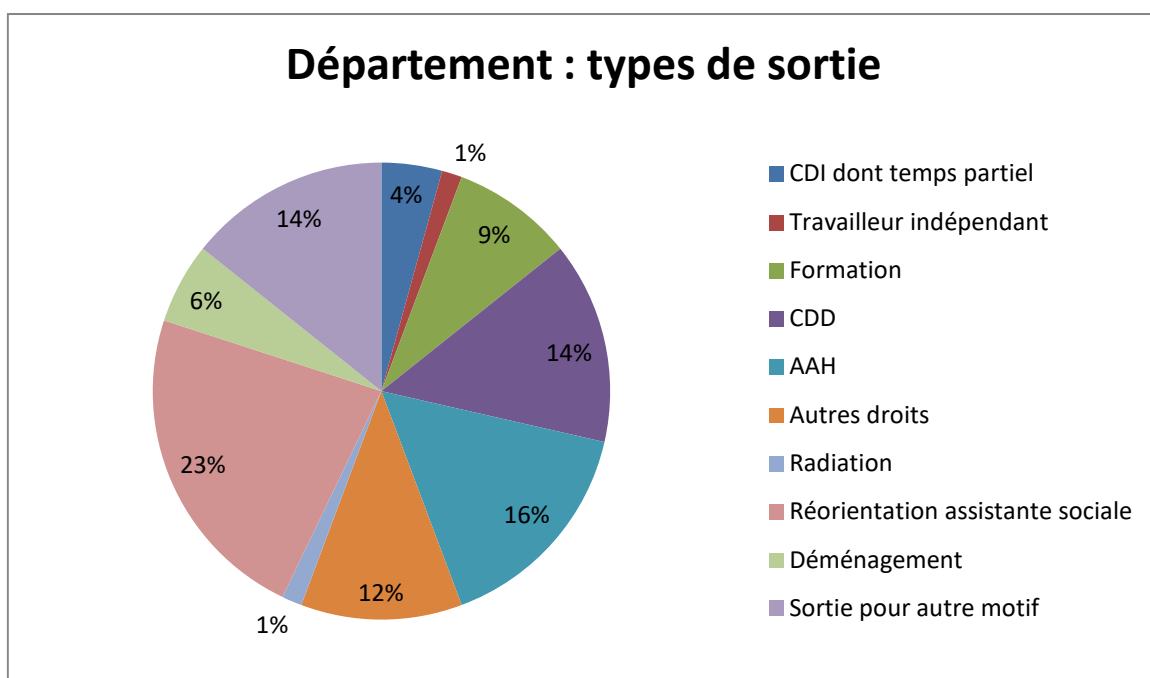
63.5 % des personnes ont un niveau V



46.5 % des personnes ont un handicap moteur



48 % ont le permis de conduire et un véhicule



71 sorties dont 19 positives (14 en emploi et 5 en formation)

Les deux référents professionnels mobilisent différents outils pour mener à bien leurs accompagnements :

- mises en situation professionnelle,
- évaluations fonctionnelles (en collaboration avec l'AGEFIPH),
- évaluations professionnelles
- formations (remises à niveau, préqualifications, qualifications...)

ASSOCIATIONS ACCOMPAGNANT DES CREATEURS D'ENTREPRISES ET DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Objectif pour l'accompagnement des créateurs d'entreprise	<p>L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa souhaitant créer ou reprendre une entreprise en vue de développer leurs propres activités et emplois.</p> <p>Les structures proposent un accompagnement en 3 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase I : Diagnostic (5 mois) • Phase II : Accompagnements à la création (7 mois) • Phase III : Suivis post-crétation (6 mois) <p>L'accompagnement individuel est complété par des ateliers collectifs</p>
Opérateurs	AIRELLE / BGE / CMA

Opérateurs	AIRELLE	BGE	CMA/Artisanat	Département
Convention Diagnostic	37	12		49
Effectivité	39	5	7	51
Atteinte des objectifs	105.5 %	41.5 %		
Convention Accompagnement	14	4		18
Effectivité	8	2	2	12
Atteinte des objectifs	57 %	50 %		
Convention Suivi	8	1		9
Effectivité	8	0		8
Atteinte des objectifs	100 %	0 %		

Objectif pour l'accompagnement des travailleurs indépendants	<p>L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant crée leur entreprise et qui malgré cette activité restent inscrits dans le dispositif rSa.</p> <p>Les structures proposent un accompagnement individuel et collectif en 2 phases :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase I : Diagnostic (3 mois) • Phase II : Accompagnement (9 mois)
Opérateurs	AIRELLE / BGE / CMA

Opérateurs	AIRELLE	BGE	CMA/Artisanat	Département
Convention Diagnostic	12	7		19
Effectivité	7	3	5	15
Atteinte des objectifs	58.5 %	43 %		
Convention Accompagnement	6	3		9
Effectivité	4	0	4	8
Atteinte des objectifs	67 %	0 %		

L'accompagnement des personnes a été organisé partiellement en distanciel en lien avec la crise sanitaire et les participants n'ont pas toujours donné suite à l'ensemble des rendez-vous prescrits.

Les entreprises créées sont des entreprises individuelles, majoritairement au régime fiscal de la micro-entreprise, dans des secteurs d'activité divers : commerce, services à la personne...

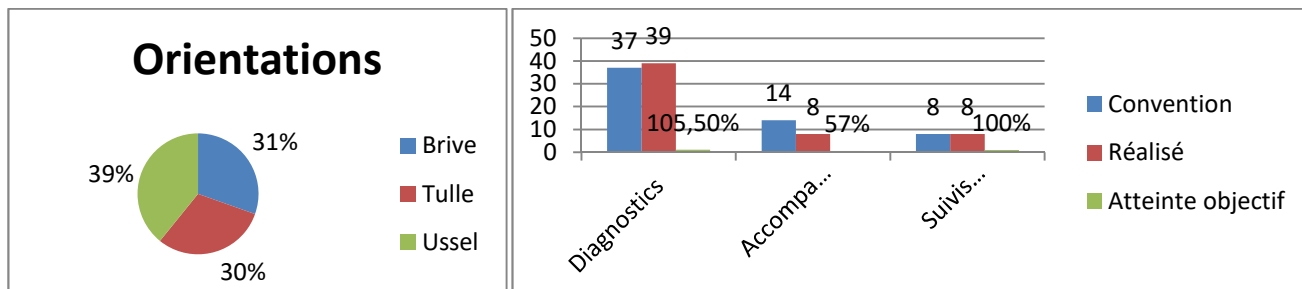
Les diagnostics clôturés préconisent 13 accompagnements renforcés, soit 87 % du suivi à poursuivre, 1 retour à l'emploi et 1 cessation préconisée.

Ci-dessous, un bilan détaillé par opérateur conventionné au titre du PTI pour l'accompagnement des créateurs d'entreprise et des travailleurs indépendants.

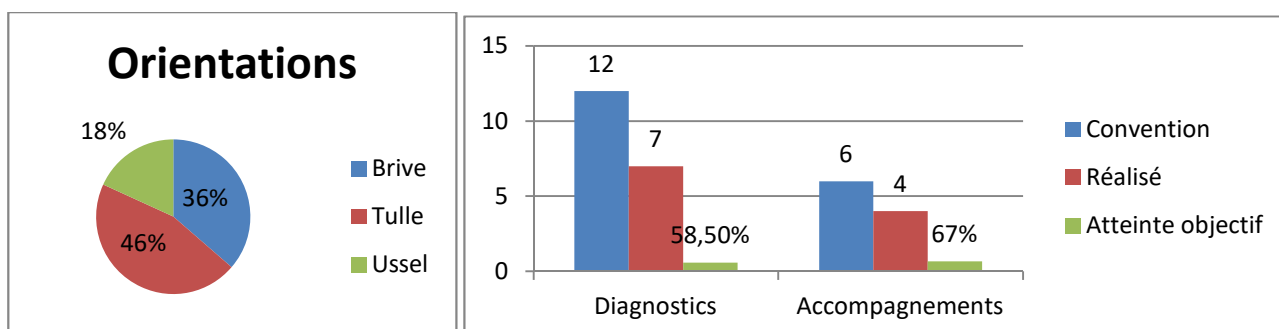
AIRELLE

80 orientations, 64 personnes accompagnées, soit 80 % du public orienté

- Créateurs d'entreprise : 69 orientations, 55 personnes accompagnées, soit 80% du public orienté et 93% des objectifs atteints



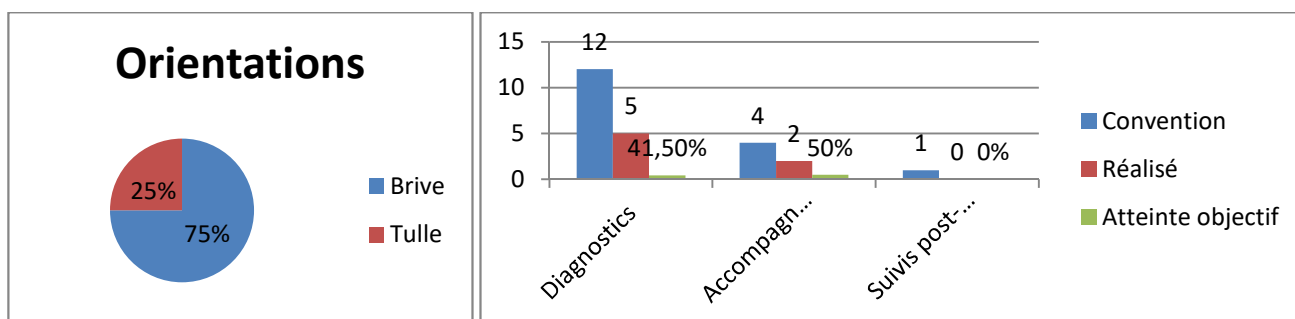
- Travailleurs indépendants : 11 orientations et 9 personnes accompagnées, soit 82 % du public orienté, 2 abandons et 61 % des objectifs atteints



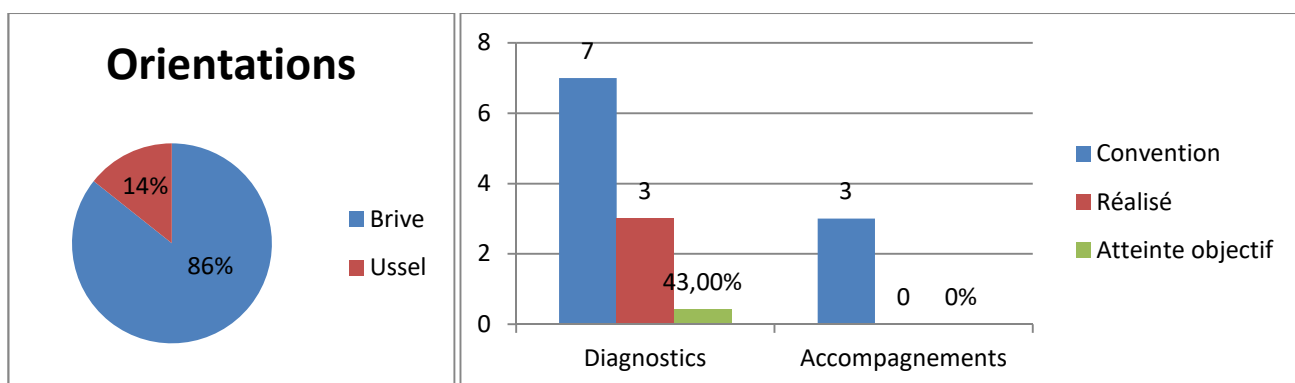
15 orientations, 8 personnes accompagnées, soit 53.5 % du public orienté

A noter : nouvelle convention en 2020 avec phase de démarrage et de communication avec actions prioritairement sur le bassin de Brive

- **Créateurs d'entreprise** : 8 orientations, 5 personnes accompagnées et 2 nouveaux suivis à réaliser, soit 62.5 % du public orienté et 41 % des objectifs atteints

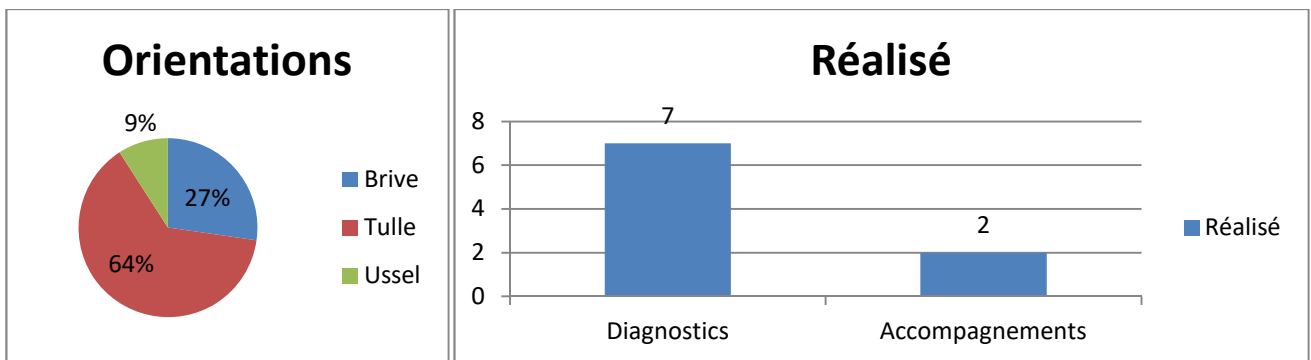


- **Travailleurs indépendants** : 7 orientations, 3 personnes accompagnées, soit 43 % du public orienté, 2 abandons et 2 nouveaux suivis et 30 % des objectifs atteints

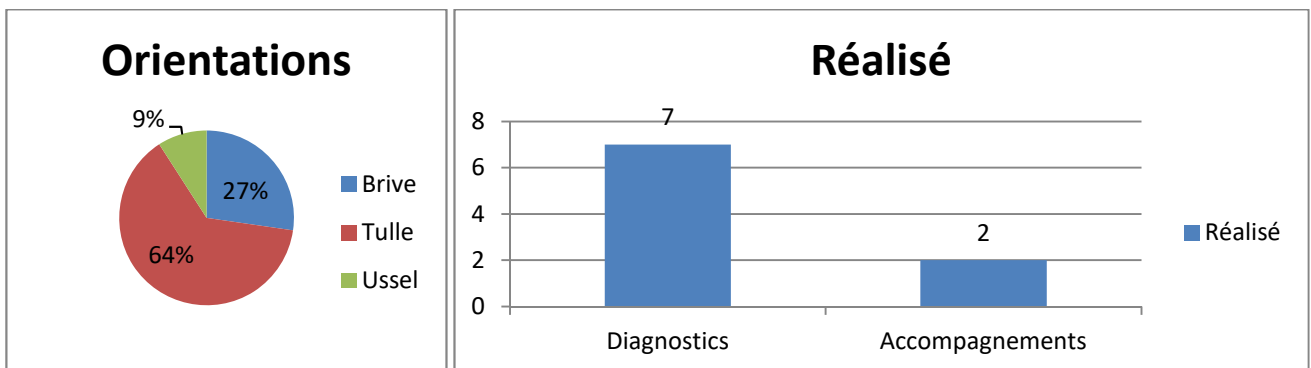


22 orientations, 18 personnes accompagnées, soit 82 % du public orienté

- **Créateurs d'entreprise** : 11 orientations, 9 personnes accompagnées, soit 82 % du public orienté, 1 réorientation et 1 abandon



- **Travailleurs indépendants** : 11 orientations, 9 personnes accompagnées, soit 82 % du public orienté



A noter qu'une dynamique d'échanges entre les structures et les professionnels est encouragée :

- tant dans l'accompagnement individuel des personnes (entretien tripartite à chaque fin de phase pour valider l'évolution du projet mais proposition d'une concertation au démarrage pour amorcer une coordination globale autour de la personne et l'aider à repérer l'ensemble des freins au-delà du projet professionnel)

- que lors d'approches collectives (session MIME : méthode d'initiation au métier d'entrepreneur organisée par AIRELLE, des actions collectives de BGE, un temps de formation auprès des référents professionnels sur les pré-requis à la création d'entreprise par la CMA, ...)

**ACTIONS A VISEE D'INSERTION
SOCIALE, DE SANTE ET EN FAVEUR DE
LA MOBILITE**

FEL : ACTION DE MOBILISATION SOCIALE (AMS)

Opérateur	FEL
Objectifs	<p>Permettre à un public en difficulté de travailler à la résolution des problèmes rencontrés pour favoriser sa démarche d'insertion professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ repérer des freins à l'insertion sociale et professionnelle, ➤ permettre une (re)socialisation avec une prise en charge alternant temps individuel et collectif, ➤ accompagner dans les démarches à mettre en œuvre pour tendre à une résolution des difficultés repérées, ➤ sensibiliser au monde de l'entreprise
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 actions prévues sur l'ensemble du département/an <ul style="list-style-type: none"> • actions d'une durée de 16 semaines pour 240 heures de parcours par personne. • groupe maximal de 14 personnes

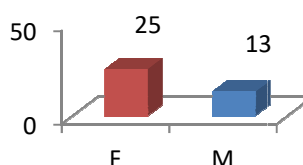
4 actions réalisées à : Ussel, Tulle et 2 à Brive

38 personnes sont ou ont été accueillies et accompagnées, dont :

- 10 sur le site de Brive du 22/09/2020 au 22/01/2021
- 11 sur le site d'Ussel du 06/10/2020 au 05/02/2021
- 8 sur le site de Tulle du 10/11/2020 au 12/03/2021
- 9 sur le site de Brive du 30/11/2020 au 26/03/2021

Répartition homme/femme

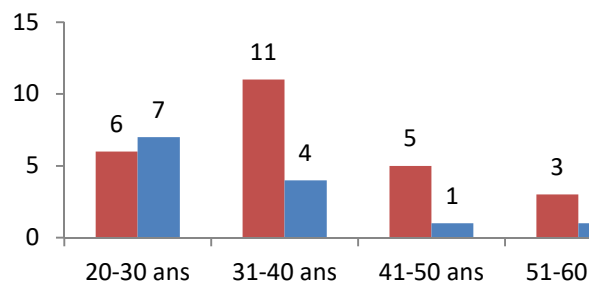
Sexe	Nbre
F	25
M	13
Total général	38



Les actions AMS ont encore accueilli prioritairement des femmes puisque celles-ci représentent 65% de l'effectif total.

Répartition par âge

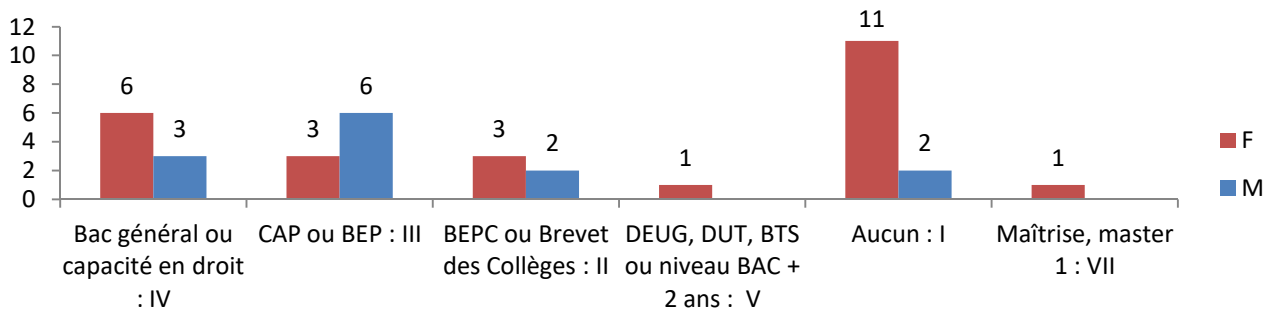
Tranche d'âges	F	M	Tot
20-30 ans	6	7	13
31-40 ans	11	4	15
41-50 ans	5	1	6
51-60 ans	3	1	4
Total	25	13	38



Les 31-40 ans représentent la part la plus importante du public (39 % de l'effectif) suivis par les 20-30 ans et les 41-50 ans.

Répartition par niveau

	F	M	Total
Aucun : I	11	2	13
BEPC ou brevet des collèges : II	3	2	5
CAP ou BEP : III	3	6	9
Bac général ou capacité en droit : IV	6	3	9
DEUG, DUT, BTS ou niveau BAC + 2 ans : V	1	0	1
Maîtrise - Master : VII	1	0	1
Total	25	13	38



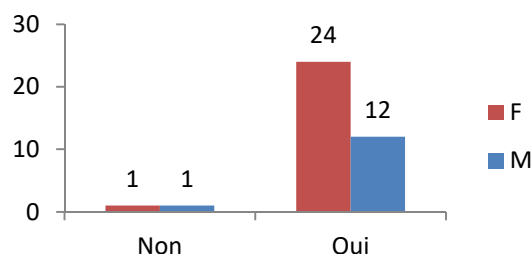
9 personnes ont atteint un niveau III soit 23% de l'effectif.

Elles étaient 138 de niveau I soit 34% de l'effectif .

Les niveaux IV représentaient 34% des effectifs et deux personnes seulement annonçaient avoir validé un diplôme égal ou supérieur au niveau V soit 57% environ des effectifs .

Inscription POLE EMPLOI

	F	M	Total
Oui	24	12	36
Non	1	1	2
Total	25	13	38

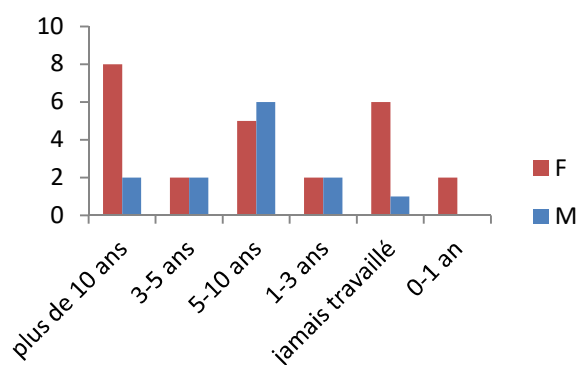


94% des bénéficiaires étaient inscrits à pôle emploi le jour de leur entrée sur l'action.

Le pourcentage était de 77 % l'année dernière.

Parcours professionnel

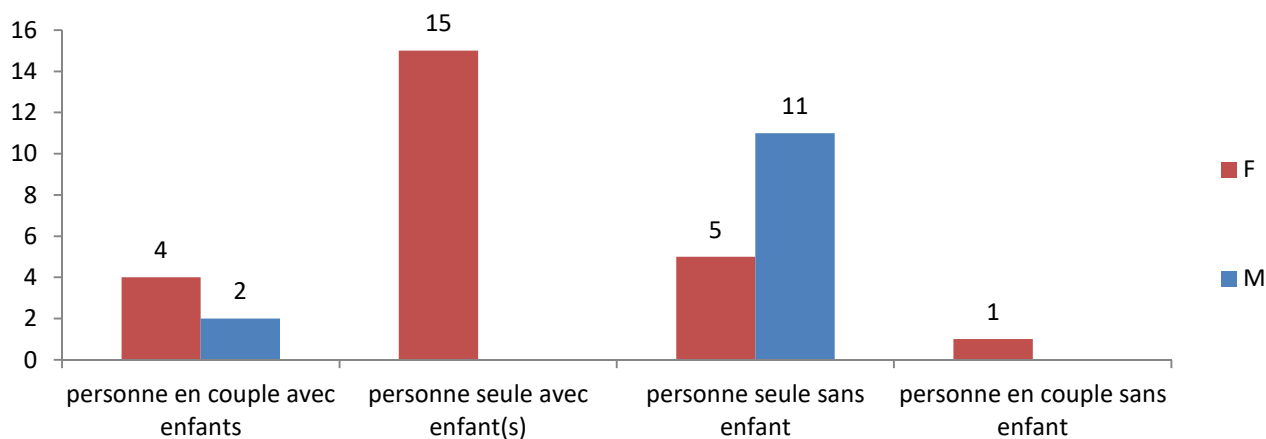
Durée inactivité professionnelle	F	M	Total
jamais travaillé	6	1	7
0-1 an	2	0	2
1-3 ans	2	2	4
3-5 ans	2	2	4
5-10 ans	5	6	11
plus de 10 ans	8	2	10
Total général	25	13	38



18 % des bénéficiaires n'ont jamais travaillé

Répartition familiale

Situation familiale	F	M	Total
personne en couple avec enfants	4	2	6
Personne seule avec enfant(s)	15	0	15
personne seule sans enfant	5	11	16
personne en couple sans enfant	1	0	1
Total général	25	13	38



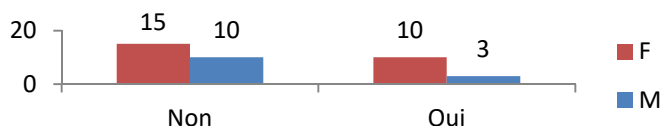
42 % des bénéficiaires annoncent être seuls sans enfant

Au niveau départemental, 81 % des bénéficiaires du RSA sont en situation de famille monoparentale ou isolés en 2020.

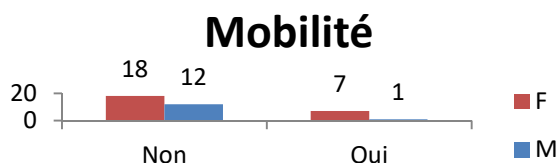
Mobilité

65 % des personnes accompagnées n'ont pas le permis de conduire (la proportion était de 77 % l'année dernière).

PERMIS	F	M	Total
Non	15	10	25
Oui	10	3	13
Total	25	13	38



VEHICULE	F	M	Total
Non	18	12	30
Oui	7	1	8
Total général	25	13	38



38 bénéficiaires du RSA ont participé aux Actions de Mobilisation Sociale sur 81 personnes orientées, soit 47 % du public avec participation limitée à 10 personnes par action pour respecter les consignes sanitaires en lien avec l'épidémie de COVID 19. Du fait du démarrage tardif des actions, elles sont encore en cours et nous n'avons pas encore les statistiques sur la durée des parcours et les sorties anticipées.

RAYON DE SOLEIL : Ateliers bien-être et image de soi

Opérateur	Rayon de soleil
Objectifs	<ul style="list-style-type: none">➤ Redonner confiance et travailler sur la valorisation de son image à partir de conseils personnalisés et d'un accompagnement individualisé pour avoir une meilleure estime de soi.➤ Participer à la lutte contre l'isolement et faciliter le lien social.
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none">➤ Ateliers bien-être basés sur l'image de soi où l'esthétique est utilisée comme outil d'aide à la relation.<ul style="list-style-type: none">➢ 3 actions "bien-être" pour la Moyenne et Haute-Corrèze : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à l'entretien➢ 2 actions "bien-être/relooking" pour l'arrondissement de Brive : soins des mains, du visage, maquillage, préparation à l'entretien + conseils en image et coiffure

2 ateliers ont été réalisés sur Brive et Beaulieu sur Dordogne, soit **40** % de l'objectif.

3 ateliers ont été annulés à Brive, Tulle et Ussel en novembre 2020 car l'intervenante ne pouvait pas exercer sur décision du préfet en lien avec la crise sanitaire.

16 bénéficiaires du rSa ont participé aux différents ateliers.

Le taux de participation sur l'ensemble des ateliers est de 55.5%.

(58 % à Brive et 53 % à Beaulieu sur Dordogne)

CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN : Action Santé

Opérateur	Centre Écoute et Soutien
Objectifs	<p>Accompagner 30 bénéficiaires du rSa en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ prévenir les conséquences psychopathologiques de l'isolement : hospitalisation, marginalisation sociale, dépression, conduites suicidaires, ↳ accompagner la personne isolée dans sa démarche personnelle, l'aider à mieux cerner ses difficultés, à recréer des liens, reprendre confiance en elle, en vue d'une future réinsertion professionnelle, ↳ faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation de rupture dont l'équilibre psychologique et la communication sont perturbés.
Descriptif de l'action	<p>Le centre Écoute et Soutien propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ <u>Une phase d'accueil</u> ↳ <u>Un suivi individualisé par les référents de parcours "conseiller en insertion"</u> ↳ <u>Des entretiens avec un psychologue clinicien</u> (thérapie de soutien, psychothérapie...) ↳ <u>Des groupes d'expression</u> participation possible à différents ateliers : cuisine, créativité, relaxation, expression corporelle, image de soi, initiation informatique, rando santé et groupe de parole).

27 bénéficiaires du rSa accompagnés en 2020, soit **90 %** de l'objectif.

89 % des accompagnements concernent le bassin de Brive

313 entretiens dont 156 entretiens d'accueil et 157 entretiens individuels et des ateliers collectifs ont été réalisés pour les 27 candidats :

<i>Groupes d'expression</i>	<i>Participation</i>
randonnée pédestre	4
image de soi	9
expression corporelle	0
cuisine	0
créativité	1
relaxation	31
groupe parole	16
découverte	10
informatique, internet	0
estime de soi	12
jardin	2
atelier insertion	0
<i>total</i>	87

15 arrêts d'accompagnements en 2020 dont 6 en lien avec l'emploi et 9 pour raisons de santé

CCAS USSEL : ACTIONS COLLECTIVES DE SANTÉ ET PETIT DÉJ'EMPLOI - FORMATION

Opérateur	CCAS Ussel/Agents de la MSD d'Ussel
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> ➡ Lors de rencontres collectives, mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de leur santé et des thématiques de la vie quotidienne. ➡ Faciliter la création du lien social. ➡ Restaurer l'estime de soi et inciter à la prise en charge globale de sa santé. ➡ Élaborer un travail sur les représentations et agir sur les facteurs comportementaux. ➡ Développer les aptitudes et compétences sociales des participants afin de faciliter le déroulement de leurs parcours d'insertion.

33 ateliers programmés :

- 7 Ateliers petit déj'emploi formation programmés 1 fois par mois,
- 16 Ateliers discussions et vie quotidienne au féminin programmés tous les 15 jours,
- 8 Ateliers "Art du soi(n), conscience, corps, émotion 1 fois par semaine
- 2 Ateliers autour de la parentalité avec 2 séances programmées de 2h

36 personnes inscrites dont 16 bénéficiaires du RSA, soit **44.5 %** du public inscrit

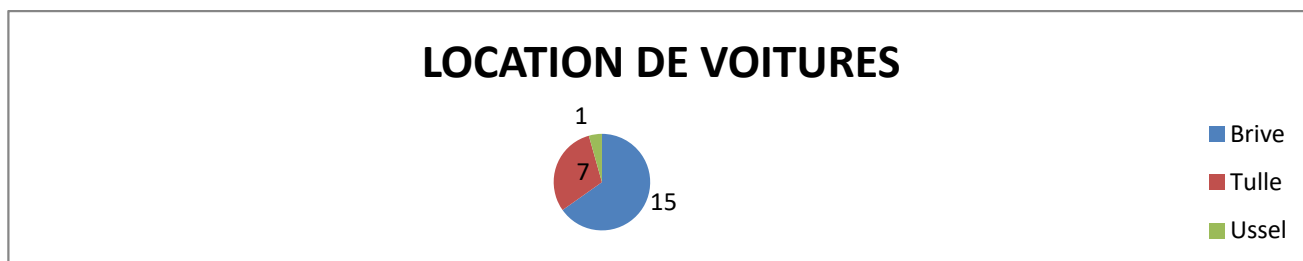
10 séances ont eu lieu avec en moyenne 5 personnes par atelier :

- 3 Ateliers petit déj'emploi formation avec une moyenne de 7 participants sur 14 inscrits
- 7 Ateliers discussions et vie quotidienne au féminin avec une moyenne de 5 participants sur 10 inscrits
- 5 Ateliers "Art du soi(n), conscience, corps, émotion avec 5 participants inscrits
- Ateliers autour de la parentalité à reporter en 2021

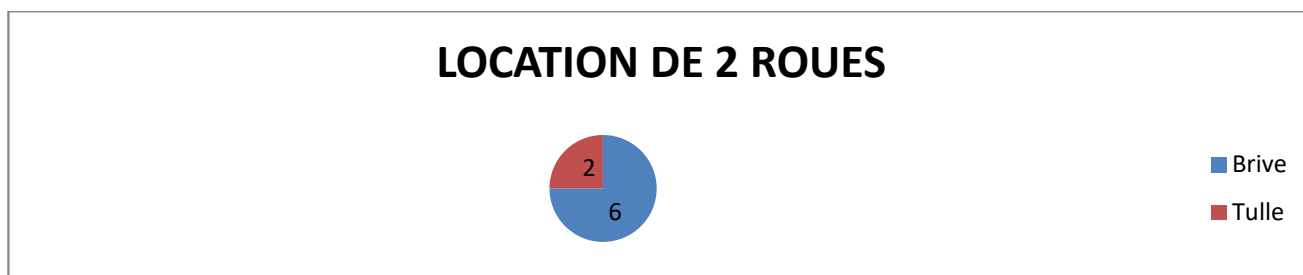
ADER : LOCATION DE VEHICULES

Opérateur	ADER (Association Départementale pour l'Éducation Routière et l'Aide à la Mobilité)
Objectifs	Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa et de leurs ayants droit engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, par la mise à disposition de véhicules (11), et de scooters (20) sur une période de 3 mois.
Public	Bénéficiaires du rSa engagés dans une démarche d'insertion professionnelle
Descriptif de l'action	<p>Tout bénéficiaire du rSa ou ayant-droit orienté vers l'action par son référent, a une participation aux frais qui s'élève à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour les voitures : 35 €/semaine et 350 € de caution ➤ Pour les scooters : 15 €/semaine et 150 € de caution

23 bénéficiaires du rSa ont loué une voiture pour 719 jours de location, soit 40 % de l'objectif.



8 bénéficiaires du rSa ont loué un 2roues pour 594 jours de location, soit 43% de l'objectif.



A noter un maintien du nombre de positionnements : 31 orientations en 2020 (27 en 2019) mais une chute très sensible du nombre de jours de location : 1530 jours en 2020 (2139 en 2019) en lien avec la crise sanitaire tout au long de l'année 2020.

A BICYCLETTE : LOCATION / VENTE DE VELOS

Opérateur	Association A Bicyclette
Objectifs	Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa par la location et la vente de vélos sur le bassin de Tulle.
Public	Bénéficiaires du rSa
Descriptif de l'action	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proposer à prix modestes des vélos restaurés avec équipement à la demande : antivol, sacoches ➤ Louer à faible coût des vélos de ville, des vélos pliants et des vélos à assistance électrique. ➤ Apprendre à entretenir et réparer soi même son vélo. ➤ Conseiller la conduite du vélo en toute sécurité et en optimisant son effort physique. ➤ Proposer des balades à vélo et animer des soirées ou après-midi conviviales de démontage de vélos autour d'un repas ou d'un goûter.

3 participants ont utilisé un dispositif national "coup de pouce"

1 bénéficiaire du rSa a acheté un vélo dans le cadre de la convention.

5 participants sur 9 bénéficiaient du RSA, soit **55.5 %** du public repéré et ont participé à des actions collectives lors d'organisation d'ateliers de réparation à Tulle et Brive.

Après l'essai réussi en 2019 sur le chantier d'insertion conventionné par le Conseil départemental, "A Tout Venant Ressourcerie Gaillarde", à Brive, a repris une activité similaire à celle d'A Bicyclette sur le bassin de Brive, en cours de développement.

Des contacts ont été pris pour essayer ce concept à Égletons, Argentat et des communes de l'agglomération de Tulle : Lagraulière, Chamboulive,...

CONCLUSION

722 Bénéficiaires du rSa ont été accompagnés (852 en 2019).

- 589 personnes accompagnées dans des actions d'insertion professionnelle soit **82 %** des bénéficiaires du RSA

- 133 personnes accompagnées dans des actions à visée d'insertion sociale, de santé ou en faveur de la mobilité soit **18 %** des bénéficiaires du RSA

Focus sur l'IAE (CDDI en chantier d'insertion, entreprise d'insertion et association intermédiaire) :

- 233 bénéficiaires du RSA salariés, soit **38%** de la totalité du public IAE (613 salariés)

- 80 bénéficiaires du RSA sortis en 2020, soit **39% du public IAE** (204 sorties)

représentant 27 sorties positives pour des bénéficiaires du RSA, soit 14.5 % des sorties positives de l'IAE, au nombre de 54.

La mobilité reste une problématique au cœur des difficultés d'accompagnement des publics, inscrite dans le cadre du PTI 2019/2021 avec des fiches actions.

Le groupe de travail mobilité associant le Conseil départemental, la DIRECCTE, le PLIE et Pôle Emploi n'a pas pu fonctionner en 2020 mais reste en perspective en 2021 avec la construction d'un cahier des charges pour l'élaboration d'un projet portant sur la sécurisation des achats de véhicule à bas coût.

La volonté d'une équité de réponses pour chaque bénéficiaire du RSA et sur tout le territoire départemental est un axe fort de la collectivité.

L'intérêt de pouvoir ouvrir les actions d'insertion sociale aux publics relevant des MSD, notamment en milieu rural demeure.

ACTION D'INSERTION SOCIALE - PTI 2021

<i>STRUCTURE</i>	<i>MONTANT ATTRIBUE</i>
ACTIONS D'INSERTION SOCIALE	
FEL - AMS	60 662 €
Rayon de Soleil	3 010 €
TOTAL	63 672 €
ACTIONS EN FAVEUR DE LA SANTE	
Ateliers santé vie quotidienne CCAS Ussel	1 000 €
Ecoute et soutien	15 000 €
TOTAL	16 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITE	
ADER location véhicules	38 000€
A BICYCLETTE	3 500 €
TOTAL	41 500 €
Nouveaux projets 2021	
Association SAMPS (service d'actions médico-psycho-sociales)	Refus 58200€
Association InfoDroits	Refus18720€ transfert AST

ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE - PTI 2021

STRUCTURE	MONTANT ATTRIBUE
CHANTIERS INSERTION (1 500€/poste conventionné de 12 mois + 800€ prime sortie positive)	
A TOUT VENANT : Ressourcerie Gaillardie	19 500 €
AILE	1 500 €
Association Gorges Haute- Dordogne	1 500 €
ARBRE	7 500 €
ARCADOUR	7 500 €
CCAS Brive - Epicerie sociale	7 500 €
CCAS Tulle	4 500 €
COUP DE MAIN	10 500 €
FORET	12 000 €
EPLFPA Golf de Neuvic	1 500 €
IDEE	10 500 €
LUCIEFER	9 000 €
REGIE de TERRITOIRE Brive	25 500 €
Restaurants du Cœur : chantier BLANC	10 500 €
Restaurants du Cœur : Jardins Malemort	15 000 €
Restaurants du cœur : Jardins Tulle	13 500 €
SERVICES PROX chantier	4 500 €
TOTAL	162 000 € hors prime de sortie / 108 parcours + 8 800 € prévus pour 11 sorties positives, soit 170 800 €
ENTREPRISES INSERTION (1 800€/poste conventionné de 12 mois + 500€ prime sortie positive)	
AILE	1 800 €
ARBRE	1 800 €
ARBR' Environnement	1 800 €
ARCADOUR	1 800 €
COUP DE MAIN	1 800 €
FORET	1 800 €
IDEE	1 800 €
PROPR'SERVICES	1 800 €
PROX ENTREPRISE	1 800 €
SIL'N 19	1 800 €
TOTAL	18 000 € hors prime sortie / 10 parcours + 2000 € prévus pour 4 sorties positives, soit 20 000 €
ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES	
PTS	8 000 €
RESU	500 €
SERVICES PLUS	3 250 €
TOTAL	11 750 €
ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE	
ADPEP 19	58 500 €
GEIQ AGRI	6 000 €
GEIG BTP19	6 000 €
AIRELLE Création	48 770 €
AIRELLE TI	11 868 €
BGE Création	9 056 €
BGE TI	5 934 €
CMA	40 000 €
ANEFA	6 000 €
SOLIDARITE PAYSANS	3 650 €
TOTAL	195 778 €

**Convention annuelle d'objectifs et de moyens
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental de la Corrèze et de l'État**

Entre,

d'une part,

l'État, représenté par la préfète de la Corrèze,

et

d'autre part,

le Département, représenté par le président du Conseil départemental,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu le code du travail et notamment ses articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion

Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique

Vu la circulaire DGEFP n° 2014-02 du 05 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique,

Vu la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,

Vu l'arrêté R75-2021-01-19-008 du 19/01/2021, pris par la préfète de région, fixant le montant de l'aide de l'Etat en matière de Contrats Uniques d'Insertion,

PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès de personnes, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières,

à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité et de l'Etat.

Le premier volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en parcours emploi compétences, sous la forme du contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE).

Son second volet, relatif à l'Insertion par l'Activité Economique fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des chantiers d'insertion, structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'Etat.

Ce dernier volet précise les modalités d'attribution de ces aides et les montants financiers associés, pour les postes occupés en contrat à durée déterminée en insertion (CDDI) dans les chantiers d'insertion.

Le Département de la Corrèze s'engage à cofinancer des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle qui comprennent :

- les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) hors champ de l'Insertion par l'Activité Économique,
- les Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) engagés dans les chantiers d'insertion, pour **110 postes conventionnés** avec ces structures dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), occupés par des personnes bénéficiaires du RSA socle, dans la limite des crédits départementaux affectés.

I. Parcours Emploi Compétences - Contrats uniques d'insertion

L'État et le Département de la Corrèze se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA et qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

Pour l'Etat, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant l'insertion professionnelle des publics les plus éloignés de l'emploi, dans le cadre d'un accompagnement renforcé et d'un accès facilité à la formation et à l'acquisition de compétences.

Dans le cadre de la loi de finances pour 2021, l'État engage des moyens financiers permettant la signature de 197 566 Contrats uniques d'Insertion – CAE et CIE.

Pour l'année 2021, 27 contrats d'accompagnement dans l'emploi, dont 19 renouvellements, sont ciblés en direction du public bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active relevant de la compétence du Conseil départemental.

Pour le Département de la Corrèze, l'objectif est de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA dans le cadre des priorités définies par le programme départemental d'insertion, et de soutenir le secteur non marchand par la mobilisation des dispositifs afin de prendre en charge des besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

La prescription d'un contrat unique d'insertion pour un bénéficiaire du RSA se traduit par une décision prise par le Président du Conseil départemental, ouvrant droit au versement d'une aide à l'insertion professionnelle.

La contribution du Département à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88 % du montant du RSA socle pour une personne isolée.

S'agissant des conventions initiales comme des renouvellements, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée à l'engagement formel de l'employeur en matière d'accompagnement, de formation et d'actions visant à l'insertion durable des salariés, réalisées dans le cadre du contrat aidé et à la validation préalable du Président du Conseil départemental.

1. Objectifs d'entrée en contrat unique d'insertion – secteur non marchand : contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)

Le volume estimé des entrées en CAE sera de **27 contrats** et les paramètres de prise en charge seront les suivants :

Publics éligibles :	Personnes de plus de 26 ans, bénéficiaires du RSA socle	Personnes bénéficiaires du RSA socle, résidant en ZRR ou QPV	TOTAL
Nombre de CAE financés Etat/ Département	19	8	27
Nombre de CAE financés par le Département seul	0	0	0
Taux de prise en charge de l'aide	60 % ou 80 %	80 %	
Durée hebdomadaire retenue pour le calcul de l'aide	20 heures	20 heures	

Un bilan annuel de réalisation de la CAOM rendra compte de la répartition des CAE conclus par type de public.

En application de l'arrêté du 19/01/2021 pris par la préfète de région, fixant le montant de l'aide de l'Etat en matière de contrats aidés, les renouvellements de CAE s'effectueront au taux en vigueur **soit 60 %, ou 80 % si le salarié réside dans une commune en zone de revitalisation rurale.**

a. Modalités de prescription

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le Président du Conseil départemental prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE.

b. Modalités de paiement

Par convention du 22 mai 2018, prorogée le 26 janvier 2021, et conformément à l'article R. 5134-40 du code du travail, le Président du Conseil départemental a délégué à l'Agence de services et de paiement (ASP) le paiement de la part départementale de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE.

L'engagement financier du Conseil départemental pour les CAE conclus en 2021 ne pourra excéder **150 000 €**, et **2 000 € maximum** au titre des frais de gestion versés à l'ASP.

II Insertion par l'activité économique

Le Département de la Corrèze et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du Pacte Territorial d'Insertion (PTI).

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur 28 structures conventionnées par les services de l'Etat. Elle se répartit entre :

- 15 ateliers et chantiers d'insertion
- 3 associations intermédiaires
- 10 entreprises d'insertion.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

1. Champ d'intervention et objectifs du Département

1.1 Champ d'intervention

En application de l'article L. 5132-3-1 du code du travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA socle inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat, en 2021, avec les organismes suivants :

LES AMIS DE LUCIE FER
AILE
ARCADOUR
ARBRE
A TOUT VENANT
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE

COUP DE MAIN
EPLEFPA DE NEUVIC
FORET
GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE
IDEE
REGIE DE TERRITOIRE DU BASSIN DE BRIVE
RESTAURANTS DU CŒUR - ATELIER « BLANC » ET JARDINS DU CŒUR
SERVICES PROX

1.2 Objectifs prévisionnels du nombre de personnes prises en charge par le Département

Pour les bénéficiaires du RSA socle dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- un nombre prévisionnel de 110 parcours de bénéficiaires du RSA

La contribution financière mensuelle du Conseil départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée de conventionnement.

L'engagement financier du Conseil départemental pour les CDDI conclus en 2021 sur le seul volet IAE **ne pourra excéder 223 000 €**, versés au titre des aides aux postes des structures ACI citées au paragraphe II / 1.1, et **7 500 €** maximum au titre des frais de gestion versés à l'ASP.

2. Conditions de mise en œuvre

2.1. Réajustement des objectifs

Le Département de la Corrèze et l'Etat conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles.

En fonction de l'occupation réelle des postes en insertion par des personnes bénéficiaires du rSa, en cas de sous-réalisation du prévisionnel, l'État s'engage à négocier, au plus tard le **30 septembre 2021**, un avenant à la CAOM permettant de réajuster si besoin la participation financière du Conseil départemental auprès de la structure. Cet avenant sera traduit dans l'annexe financière de la structure et transmis à l'Agence de services et de paiement (ASP).

2.2. Participation financière du Département :

Le Conseil départemental participe au financement des aides mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure / atelier et chantier d'insertion seront incluses dans les annexes financières de chaque structure et transmises à l'Agence de services et de paiement.

2.2.1. Les modalités de paiement

Le Département de la Corrèze dispose d'une convention de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP), signée le 22 mai 2018 et prorogée par courrier en date du 26 janvier 2021, pour l'année 2021.

Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure atelier et chantier d'insertion, incluses aux annexes financières de chaque structure, seront transmises à l'Agence de services et de paiement.

III. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention couvrent l'année 2021.
Elles pourront faire l'objet d'ajustements par voie d'avenant.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :

- Madame Anne POUDRET, Directrice de l'Action sociale, des Familles et de l'Insertion, pour le Conseil départemental de la Corrèze,
- Monsieur Christian DESFONTAINES, Responsable par intérim de l'Unité Départementale, pour l'Unité Départementale de la DIRECCTE.

Le suivi et le pilotage de la CAOM seront abordés lors des réunions du Service Public de l'Emploi.

Fait à Tulle, le

La préfète de la Corrèze

Le président du Conseil départemental

Salima SAA

Pascal COSTE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)
EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration					
dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification	
_ _	_ _	_ _ _	_	_	



13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
 CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du |_|_|_|_|_|_|_|_| au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : |_|_|_|_|_|_|_|_|

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Département : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| | |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____

Pôle emploi : _____ N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
 Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
 Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
 Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_|
 (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
 Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (|_|_| %) : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|_|)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € ⁽²⁾

⁽¹⁾ personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

⁽²⁾ Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____

Pour le Conseil Départemental (Signature et cachet)

Fait le : _____

Pour l'Etat (Signature et cachet)



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION DES GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE

Chantier d'Insertion
20 Place de l'Église
19160 NEUVIC

Représentée par Monsieur Jacques SENEJOUX, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts communaux, des sentiers de randonnée et des berges de rivière, au montage et démontage de chapiteaux, aux services aux collectivités : nettoyage de locaux.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **1 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 1500 € (1 parcours de 12 mois)

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION FORET

Forêt Réinsertion Environnement du Pays de Tulle
Chantier d'Insertion
11 rue M. Pradel, Zone Industriel de Mulatet
19000 TULLE

Représentée par Monsieur Roland MAGNAUDET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la mise en valeur des sentiers de randonnée, l'entretien des espaces naturels et des travaux d'espaces verts et d'embellissement (peinture).

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **8 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 96 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées, les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze, a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve, d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 12 000 € (8 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 6000€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive.

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A TOUT VENANT - RESSOURCERIE GAILLARDE

Chantier d'Insertion
135 avenue Georges Pompidou
19100 Brive

Représentée par Monsieur Axel HERRMANN, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à la découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention de santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités d'une part, de collectes en déchetteries, chez les particuliers et les professionnels, d'autre part de nettoyage, de revalorisation et de mise en rayon dans le cadre de la commercialisation, auprès des particuliers, des objets collectés.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **13 parcours pour bénéficiaires du rSa correspondant à 156 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation de l'activité réalisée, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, **au plus tard le 30 novembre 2021**.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 19 500 € (13 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 9750 €, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.I.L.E.

Chantier d'insertion
52, rue de Loches
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Alain JUNISSON, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à la découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins identifiés (ex : action collective de prévention de santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien et l'aménagement des espaces naturels (espaces verts, rivières, sentiers pédestres).

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **1 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

* Accompagnement professionnel : 1500 € (1 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 750€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.R.B.R.E

Association de Ramassage Briviste pour la Revalorisation de l'Environnement
Chantier d'Insertion
Zone Artisanale de la Galive
19600 SAINT PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick VANDENBUSSCHE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.

- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur une activité de collecte de déchets divers à traiter (piles, batteries, huiles végétales et minérales, DMS : amiante, textiles usagés,...) et de gardiennage et d'entretien des déchetteries du Pays de Brive.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **5 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 60 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : MODIFICATION ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 7500 € (5 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 3750€, sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARCADOUR

Chantier d'Insertion
ZA du Bois Duval
19300 ROSIERS D'EGLETONS

Représentée par Monsieur Jean BOINET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien d'espace rural (entretien et restauration de berges de rivières et de sites naturels, balisage et aménagement de sentiers de randonnée), entretien d'espaces verts et de petits travaux de maçonnerie.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **5 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 60 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée, par la partie la plus diligente, devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 7500 € (5 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 3750€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE CCAS DE BRIVE LA GAILLARDE

Chantier d'Insertion porté par l'Épicerie Sociale et Solidaire, CCAS de Brive
22 rue Berlioz
19100 BRIVE

Représenté par Monsieur Frédéric SOULIER, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives

DESRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du commerce, de la vente et de la grande distribution (accueil physique et téléphonique, ramasse auprès des partenaires, réception des commandes, mise en rayon et suivi du stock, caisse, entretien et hygiène des locaux).

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **5 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 60 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 7 500 € (5 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 3750€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE

Chantier d'Insertion
Maison de la Solidarité
25, quai Gabriel Péri
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Bernard COMBES, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,

- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien de locaux municipaux au sein du service gestion du patrimoine de la ville de Tulle.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **3 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 36 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir, entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 4 500 € (3 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 2250€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION COUP DE MAIN

Chantier d'insertion
6 Bourg de St Julien
19110 SARROUX St JULIEN

Représentée par Monsieur Gérard HERNANDEZ, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la restauration du petit patrimoine, au maraîchage, à l'entretien des espaces naturels, à l'ouverture et l'entretien de sentiers de randonnée et à la sylviculture dont la taille d'arbres et le bois de chauffage.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **7 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 10500 € (7 parcours de 12 mois)

➤ Un premier acompte de 50%, soit 5250€, sera versé à la signature de la présente convention

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

**L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC LOCAL D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE
HAUTE CORRÈZE**

Chantier d'Insertion
Centre de Formation aux Métiers du Golf
Route de Mauriac
19160 NEUVIC

Représenté par Monsieur Eric CAZASSUS, son Directeur.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du golf : entretien des espaces verts, de sols sportifs et de grandes surfaces engazonnées, des petits travaux et des travaux d'irrigations, de drainages, d'élagages et accueil-commercial-communication.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **1 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées, les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze, a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention, ouvre aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 1 500 € (1 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 750€, sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION IDEE

Chantier d'Insertion
Le Longour
BP 50
19400 ARGENTAT
+ Antenne : 14 rue Fernand Taurisson, 19360 Malemort sur Corrèze

Représenté par Monsieur DELPEUCH Lucien, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts, au balisage de sentiers de randonnées, à la restauration et l'entretien des berges de rivières, d'espaces naturels, au débit et vente de bois de chauffage et nettoyage de logements quand changement de locataires.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **7** parcours pour des **bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de

traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

*** Accompagnement professionnel : 10500 € (7 parcours de 12 mois)**

➡ Un premier acompte de 50%, soit 5250€ sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

*** Sorties positives : 800 € par sortie positive**

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION "LES AMIS DE LUCIE FER"

Chantier d'Insertion
3 avenue Pasteur
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

Représentée par Monsieur Ali ELDID, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements de l'opérateur dans la mise en œuvre de cette action.

L'opérateur devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la friperie, la confection de textiles (masques), la couture et le repassage avec possibilité de livraison.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **6 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 72 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de

traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 9 000 € (6 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 4500€ sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION DE PRÉFIGURATION DE LA REGIE DE TERRITOIRE DU BASSIN DE BRIVE LA GAILLARDE

Chantier d'Insertion
24 rue Maximilien Robespierre
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Madame Sandrine MAURIN, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrats aidés (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées aux métiers du bâtiment et du second œuvre, ceux de la propreté des espaces publics et urbains, des espaces verts et ceux des travaux courants d'entretien des voiries et du mobilier urbain.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de personnes concernées par cette action est fixé à **17 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 204 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 25500 € (17 parcours de 12 mois)

➡ Un premier acompte de 50%, soit 12750€ sera versé à la signature de la présente convention

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale de l'activité, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800€ par sortie positive

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale de l'activité conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Chantier d'Insertion Blanc
13 rue du Bessot,
19360 MALEMORT

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à la collecte, la réparation de matériel électroménager "blanc" avec revente à prix modique à des familles en grande difficulté.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **7 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 84 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'opérateur s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de

traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

*** Accompagnement professionnel : 10 500 € (7 parcours de 12 mois)**

➡ Un premier acompte de 50%, soit 5250€ sera versé à la signature de la présente convention.

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

*** Sorties positives : 800 € par sortie positive**

➡ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉ A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE

DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département

9, rue René et Émile Fage

19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Chantier d'insertion Maraîchage "les jardins du cœur"

Les Combes,

19360 Malemort

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,

- développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).

➤ Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées au maraichage, jardinage et à la nature. Le chantier intervient sur le site de Malemort.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **10 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 120 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

-

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 15 000 € (10 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 7500€ sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉ À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR

Chantier d'insertion Maraîchage "les jardins du cœur" de Tulle
Lotissement Boubacoup, rue Jules Laffue
19000 TULLE

Représentée par Madame Annie VERDIER-MARTHON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle,
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées au maraichage, jardinage et à la nature.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **9 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 108 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties. Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à

vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Accompagnement professionnel : 13500 € (9 parcours de 12 mois)

➤ Un premier acompte de 50%, soit 6750€ sera versé à la signature de la présente convention

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➤ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION SERVICES PROX CHANTIERS

7, rue Paul Langevin
19140 UZERCHE

Représentée par Monsieur Claude PEGOURDIE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- √ initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- √ permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ renforcer l'employabilité,
- √ favoriser l'accès à la formation,
- √ favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.
- Accompagner l'insertion professionnelle :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
 - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu...).
- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à l'entretien des espaces verts, au nettoyage de pavés, au nettoyage et à l'embellissement de locaux publics et parapublics, à la restauration du petit patrimoine bâti.

NOMBRE DE PARCOURS DE BÉNÉFICIAIRES DU RSA CONCERNÉS :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à **3 parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 36 mois.**

Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, **au plus tard le 30 novembre 2021**, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : 4500 € (3 parcours de 12 mois)

➔ Un premier acompte de 50%, soit 2250€ sera versé à la signature de la présente convention

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive

➔ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF
LIÉ À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION POINT TRAVAIL SERVICES

40, rue Jean Jaurès
19000 TULLE
+ Antenne : 27-29 rue Charles Teyssier, 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Serge MARINI, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 24 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

➤ Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 4 700 heures du volume total des heures de mise à disposition seront confiées aux bénéficiaires du rSa.

A noter que les heures de mise à disposition de bénéficiaires du rSa afin de pourvoir aux besoins de remplacements du Département sur des missions d'entretien dans les collèges, ne pourront pas être comptabilisées dans les 4 700 heures ci-dessus indiquées.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès de particuliers, d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.
- Accompagnement professionnel :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel)

nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties. Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que le bilan financier.

- un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à **8000 €** se décomposant de la sorte :

- **950€**, montant forfaitaire fixe, au titre de l'accompagnement professionnel,
- **7050 €**, pour 4 700 heures de travail (cf.article2) réalisées par des bénéficiaires du rSa (soit 1,50 €/l'heure /4 700 heures).

MODALITÉS DE VERSEMENT :

* Montant forfaitaire fixe : 950€

➡ 950 € à la signature de la présente convention.

* 4 700 heures de travail : 7050 €

➡ sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8, dans la limite des 4 700 heures de travail réalisées.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION RELAIS EMPLOI SERVICE USSEL

61, avenue Carnot
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Philippe CAIGNAULT, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle,
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 15 % du volume total des heures de mise à disposition sera confié aux bénéficiaires du rSa.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.
- Accompagnement professionnel :
 - accueillir, informer, orienter
 - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
 - proposer des formations adaptées et individualisées,
 - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à

l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à 500 Euros.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le versement sera effectué après réception de l'évaluation finale, conformément à l'article 8. Le montant sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, Président

Et

L'ASSOCIATION SERVICES PLUS

Mairie Annexe
Avenue Joseph Vachal
19400 ARGENTAT

Représentée par Madame Patricia VIDALLER, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS DE L'ACTION

➤ Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- √ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle
- √ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle
- √ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- √ favoriser l'employabilité.

➤ 1 500 heures du volume total des heures de mise à disposition seront confiées aux bénéficiaires du rSa.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➤ Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès de particuliers, d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.

➤ Accompagnement professionnel :

- accueillir, informer, orienter
- évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
- proposer des formations adaptées et individualisées,
- accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le prestataire effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à

l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 250 € se décomposant de la sorte :

- 1 000 €, montant forfaitaire fixe, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 2 250 € pour 1 500 heures de travail (cf.artic2)

réalisées par des bénéficiaires du rSa (soit 1,50 € /heure/1 500 heures).

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Montant forfaitaire fixe : 1 000 €

➡ 1 000 € à la signature de la présente convention.

* 1 500 heures de travail : 2 250 €

➡ Sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8, dans la limite de l'enveloppe allouée.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION A.I.L.E.

Entreprise d'Insertion
52, rue des Loches
19200 USSEL

Représentée par Monsieur Alain JUNISSON, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce des activités d'entretien des espaces verts, de travaux de second œuvre du bâtiment et de relève d'encombrants associés à de petits travaux et du ménage sur le chantier en cours.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs de sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

L'OPÉRATEUR
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF
LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARBRE

Entreprise d'Insertion
ZA La Galive
19600 ST PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick VANDENBUSSCHE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de gardiennage de déchetteries, l'enlèvement de bennes louées auprès de particuliers, industriels et collectivités avec acheminement des déchets vers les différentes filières spécialisées dans le traitement des déchets, collecte d'encombrants et du verre sur le territoire du Pays de Brive et en partie Tulle Agglo.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée sur la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARBR'ENVIRONNEMENT

Entreprise d'Insertion
ZA La Galive
19600 ST PANTALEON DE LARCHE

Représentée par Monsieur Patrick LABROUSSE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de collecte, traitement et transport de déchets DASRI (déchets d'activité de soins à risques infectieux) et DEEE (déchets électriques, électroniques et électroménagers).

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à

l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste

d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs de sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fagne
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION ARCADOUR

Entreprise d'Insertion
ZA du Bois Duval
19300 ROSIERS D'EGLETONS

Représentée par Monsieur Jean BOINET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien d'espaces verts, de parcs et jardins et d'élagage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION COUP DE MAIN

Entreprise d'Insertion
Les chaux
19110 SAINT JULIEN PRÈS BORT

Représentée par Monsieur Gérard HERNANDEZ, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce son activité dans le domaine de la construction bois : charpente, agencements extérieurs en bois (abri de jardin, de voiture, terrasses...), mobiliers urbains...

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer, à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion, afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION F.O.R.E.T.

Entreprise d'Insertion
11 rue M.Pradel, ZI de Mulatet
19000 TULLE

Représentée par Monsieur Roland MAGNAUDET, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand.
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, de parcs et jardins, de restauration et d'entretien des cours d'eau, de travaux forestiers et sylvicoles.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera:

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION IDEE

Entreprise d'Insertion
Le Longour
BP 50
19400 ARGENTAT
+ Antenne : 14 rue Fernand Taurisson, 19360 Malemort sur Corrèze

Représentée par Monsieur Lucien DELPEUCH, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, parcs et jardins et de désherbage de trottoirs.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera:

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de ce même outil, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail (vcornee@correze.fr), au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher

qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION

RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION PROPR'SERVICES

Entreprise d'Insertion
40 rue Jean Jaurès
19000 TULLE
+ Antenne : 27-29 rue Charles Teyssier, 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Serge MARINI, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIE :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les engagements de l'opérateur dans la mise en œuvre de cette action.

L'opérateur devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité de nettoyage de locaux.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'opérateur s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion s'engage à effectuer :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Emploi Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail vcornee@correze.fr au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée,

le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question? vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENTS

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...).

Fait à TULLE, le

L'OPERATEUR
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

CONVENTION D'OBJECTIF

RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

L'ASSOCIATION PROX ENTREPRISE D'INSERTION

Entreprise d'Insertion
7, rue Paul Langevin
19140 UZERCHE

Représentée par Monsieur Claude PEGOURDIE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, des travaux de second œuvre, de la manutention et du gros nettoyage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à

l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentations des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

Et

SIL'N19

Entreprise d'Insertion
20 place de l'Église
19160 NEUVIC

Représentée par Monsieur Jacques SENEJOUX, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016-2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi de leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché ordinaire du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante; A la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITÉ DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce une activité d'entretien des espaces verts, parcs et jardins, de débit et vente de bois de chauffage.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

➤ Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par courrier et le bilan financier (Service Insertion, Hôtel du Département Marbot, 9 rue René et Émile Fage 19005 Tulle Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives.

➤ Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Conseil départemental ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Au titre du P.T.I., le Conseil départemental alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2021, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée sur une période de 12 mois, après réception :

- ➔ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,
- ➔ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,
- ➔ Des copies des agréments délivrés,
- ➔ Des justificatifs des sorties (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation...)

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE G.E.I.Q. B.T.P. 19

Le Puy Pinçon
BP 30
19001 TULLE CEDEX

Représenté par Monsieur Vincent COUTAL, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016 - 2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 AVRIL 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Favoriser l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine du bâtiment et des travaux publics par :

- ↳ Une prospection d'entreprises susceptibles d'accueillir le bénéficiaire ayant un projet professionnel,
- ↳ Une mise à disposition, lorsque cela est possible, par le G.E.I.Q. auprès de ses entreprises adhérentes sous la forme d'un contrat de travail, de professionnalisation, d'alternance,
- ↳ La mise en place d'immersions en entreprises afin de faciliter l'insertion professionnelle des bénéficiaires orientés.

L'action concernera 20 bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

Il appartiendra au GEIQ BTP de vérifier auprès du service Insertion du département (vcornee@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire au rSa.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire effectuera :

➤ **Une évaluation finale** sur l'activité réalisée au titre de l'année, **à l'aide de l'outil d'évaluation PTI, joint en annexe**, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr **au plus tard le 30 novembre 2021**, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des

droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : **6 000 Euros** répartis de la manière suivante :

- 3 600 Euros au titre de l'accompagnement de 20 bénéficiaires du rSa, soit 180€ par suivi
- 2 400 Euros pour la réalisation de trois contrats, soit 800€ par contrat présenté

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

- ➔ Un premier acompte de 50%, soit 1800€, relatif à l'enveloppe allouée à l'accueil des bénéficiaires du rSa, sera versé à la signature de la présente convention.
- ➔ Le solde, relatif à l'enveloppe allouée à l'accueil de bénéficiaires du rSa, soit 1 800 Euros, sera versé sur présentation de l'évaluation telle que définie à l'article 8. Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.
- ➔ 2 400 Euros seront versés pour la réalisation de trois contrats, sur présentation des copies des contrats réalisés.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE G.E.I.Q.AGRI-QUALIF LIMOUSIN 19

CHAMPEAU
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Michel JOUHETTE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental du 25 novembre 2016 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2016 - 2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

Favoriser l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine agricole par :

- L'organisation de parcours de qualification et d'insertion professionnelle au profit de personnes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.
- L'embauche des ces personnes sur des contrats de travail permettant l'organisation de tels parcours, à travers l'alternance entre périodes de formation et périodes de mise à disposition chez les employeurs adhérents à ce groupement.
- La recherche collective de toutes les possibilités d'emploi stabilisé à l'issue du contrat de travail signé avec le "GEIQ Agri-Qualif Limousin", en particulier au sein de ses entreprises adhérentes.
- La mise en œuvre d'actions de recrutement, de pré-recrutement, ou encore de promotion et de valorisation des métiers.

Pour ce faire :

- Différentes démarches sont réalisées en amont pour rencontrer les bénéficiaires du rSa : job dating, forums, informations collectives, présentations aux SIAE...
- L'embauche par le GEIQ se fait sous la forme de contrats en alternance permettant la validation d'une expérience professionnelle en lien avec un diplôme ou une qualification.
- Le GEIQ accompagne chaque salarié socialement et professionnellement, dans le cadre d'un suivi par un référent attitré. Des bilans se font en entreprise et en individuel, afin de se donner les moyens pour la suite du contrat et aider le salarié dans ses problèmes périphériques.
- le GEIQ accompagne enfin chaque salarié au terme du contrat afin de trouver toutes les possibilités d'emploi stable.

L'action concernera 20 bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

Il appartiendra au GEIQ Agri-Qualif Limousin de vérifier, auprès du service Insertion du Département (vcornee@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire au rSa.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ Une **évaluation finale** sur l'activité réalisée au titre de l'année, **à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe**, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr **au plus tard le 30 novembre 2021**, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à :

6000 Euros répartis comme suit :

- 4 200 Euros au titre de l'accompagnement de 20 bénéficiaires du rSa, soit 210 € par accompagnement
- 1 600 Euros pour la réalisation de deux contrats, soit 800 Euros par contrat présenté

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➤ Un premier acompte de 50%, soit 2100€, sera versé à la signature de la présente convention sur la base de l'enveloppe allouée à l'accompagnement des bénéficiaires du rSa,

➤ Le solde de cette enveloppe, soit 2100 Euros, sera versé sur présentation d'un bilan de l'activité tel que défini à l'article 8.

Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

➤ 1600 Euros seront versés, sur présentation des contrats réalisés pour deux bénéficiaires du rSa. Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE CORREZE

Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

L'association Airelle propose un accompagnement en 3 phases :

Le référent de parcours rSa adresse à AIRELLE une fiche de prescription, avec copie au service Insertion. Dans un délai d'un mois, à réception de la fiche de prescription, AIRELLE positionne le porteur de projet sur un atelier de sensibilisation. Suite à cet atelier, l'association et le bénéficiaire du rSa décident de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

- Phase I : Diagnostic-plan d'action (5 mois, 45 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et mener à bien son projet, mais aussi de l'aider à réunir et s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1 par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :

- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,
- La cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens, cohérence globale,
- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet
- Les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :

- du plan de financement
- des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers,
- du chiffre d'affaire prévisionnel
- des salaires à charge, des frais généraux
- de la capacité d'autofinancement
- du seuil de rentabilité

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique.

Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action. Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite avec le porteur de projet, AIRELLE et le référent parcours rSa afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- **Phase II- accompagnement à la création** : (7mois, 15 bénéficiaires)

Le bénéficiaire s'engagera à valider avec AIRELLE sa participation aux ateliers obligatoires et conseillés, et à lister l'ensemble des étapes nécessaires au démarrage de son activité (plan d'actions).

Cette phase prévoit 7 rendez-vous minimum, soit un par mois. Elle doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché,
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat, seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement,
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel,...).

A l'issue de cette phase le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- Phase III- suivi post création (6 mois, 10 bénéficiaires du rSa)

Cette phase de suivi post-crédation, d'une durée de 6 mois avec à minima 3 rendez-vous, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité...).

Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par Airelle à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

En parallèle de l'accompagnement individuel, les porteurs de projets pourront participer à des ateliers collectifs.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

➤ Chaque fin de mois, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à vcornee@correze.fr

➤ Avant le 30 novembre 2021, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr.

➤ Avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations, fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.

A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à **48770€** se décomposant de la sorte :

*** Accompagnement individuel : 35960 €** répartis comme suit :

- 25200 € pour la réalisation de 45 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,
- 7560 € pour l'accompagnement à la création de 15 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,
- 3200 € pour le suivi post-crétion de 10 créateurs, soit 320 € par suivi.

*** Accompagnement collectif : 12 810 €**

Pour la mise en place de 27 ateliers (ateliers de sensibilisation, sessions MIME, ateliers thématiques) sous réserve de la participation de bénéficiaires du rSa.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ Accompagnement collectif : 12 810 € à la signature de la présente convention.

L'engagement financier concernant l'accompagnement collectif ne pourra se faire que sous réserve de la participation de personnes bénéficiaires du rSa.

➔ Accompagnement individuel : 35960 €

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic, sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés. (1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés (1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

* Suivi post-crédation : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le

Le Partenaire,
(Cachet et signature)

Le Président du Conseil Départemental,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE CORREZE

Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

- ☛ De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,
- ☛ D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,
- ☛ D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- ☛ D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives
- ☛ De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : diagnostic économique (3 mois, 14 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, Airelle rencontrera une fois par mois le travailleur indépendant, soit 3rdv à minima.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, Airelle et le référent parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic, accompagné de son plan d'action seront adressés au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant, pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. La personne devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (9 mois -6 travailleurs indépendants bénéficiaires du rSa)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période, de 9 rdv à minima, doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, AIRELLE et le référent de parcours.

Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagement réciproque.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, l'opérateur transmettra :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 30 novembre 2021, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr,
- avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.
- Un bilan final de l'action à l'issue de l'opération.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.

Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I. s'élève, au titre de l'année considérée à **11868€**, se décomposant de la sorte :

- 14 diagnostics économiques : 6846 €, soit 489 € par diagnostic
- 6 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions : 5022€, soit 837 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 489 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➔ 837 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois, (conformément à l'article 2) et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'action).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARETENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN

1 av. Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 24 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

L'accompagnement s'organise en 3 phases :

Le référent de parcours rSa adresse à BGE une fiche de prescription, avec copie au service Insertion. Dans un délai d'un mois à réception de la fiche de prescription, BGE rencontre le porteur de projet et ils décident ensemble de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

- Phase I : Diagnostic-plan d'action (5 mois - 12 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et à mener à bien son projet, et de l'aider à réunir et à s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1 par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :

- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,
- La cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens, cohérence globale,
- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet

- Les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :
 - du plan de financement
 - des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers,
 - du chiffre d'affaire prévisionnel
 - des salaires à charge, des frais généraux
 - de la capacité d'autofinancement
 - du seuil de rentabilité

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique. Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action.

Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite entre le porteur de projet, BGE et le-référent parcours rSa qui sera organisé afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- **Phase II- accompagnement à la création** : (7mois, 4 bénéficiaires)

•

Cette phase d'une durée de 7 mois avec des rencontres mensuelles à minima, doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché,
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat,
- seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement,
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel,...).

A l'issue de cette phase, le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

Phase III- suivi post création (6 mois - 1 bénéficiaire du rSa)

Cette phase de suivi post-crédation, d'une durée de 6 mois avec 3 rendez-vous à minima, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité...). Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par BGE à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

- Chaque fin de mois, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à vcornee@correze.fr
- Avant le 30 novembre 2021 le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- Avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à **9056 Euros** se décomposant de la sorte :

- **6 720 €** pour la réalisation de 12 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,
- **2016 €** pour l'accompagnement à la création de 4 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,
- **320 €** pour le suivi post-crédation d'1 créateur, soit 320 € par suivi.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic et sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés, (1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés (1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

*Suivi post-crédation : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE DANS LE CADRE
DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN

1 avenue Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

- De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,
- D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,
- D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives,
- De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : diagnostic économique (3 mois - 7 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, BGE rencontrera à minima une fois par mois le travailleur indépendant.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, BGE et le référent parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic accompagné de son plan d'action sera adressé au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement.

Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (9 mois -3 travailleurs indépendants bénéficiaires du rSa)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, BGE et le référent de parcours.

Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagement réciproque.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, l'opérateur transmettra :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 30 novembre 2021, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail à vcornee@correze.fr

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre du P.T.I. s'élève, au titre de l'année considérée à

5934 Euros se décomposant de la sorte :

- **3423€** pour 7 diagnostics économiques, soit 489 € par diagnostic
- **2511€** pour 3 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 837 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 489 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émarginement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➔ 837 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles d'émarginement, dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique sur 3 mois et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'action sur 9 mois).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARETENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'ACTIONS D'INSERTION FINANCÉES DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LA CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA CORRÈZE (CMA)

8, avenue Alsace Lorraine (Immeuble Jean-Marie SAUTE)
19000 Tulle

Représentée par Monsieur Marcel DEMARTY, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui valide le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 24 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre du pilotage de la politique d'insertion, le Conseil départemental est engagé dans une démarche volontaire et active en faveur de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa pour favoriser leur retour à l'emploi. Pour cela, il s'entoure des compétences et du savoir faire de ses partenaires pour mener conjointement action plus efficace auprès de ce public.

A cet effet, la présente convention a pour objet de définir les objectifs de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de la Corrèze, ci-après dénommée CMA, dans la mise en oeuvre de 2 actions prioritaires :

- **l'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise artisanale** en vue de permettre aux bénéficiaires du rSa de créer leurs propres activités et emplois,
- **l'accompagnement d'entreprises et d'activités artisanales existantes** de bénéficiaires du rSa, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif.

La CMA devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION OU REPRISE D'ENTREPRISE ARTISANALE

L'action proposée par la CMA s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise **artisanale** en vue de créer leurs propres activités et emplois.

Le référent de parcours rSa adresse à la CMA une fiche de prescription - avec copie au service insertion- dès lors qu'il aura vérifié préalablement que le projet entre dans l'une des familles/métiers de l'artisanat et que le porteur dispose du niveau de qualification nécessaire (à minima un CAP ou 3 années d'expérience).

La CMA propose un accompagnement en 3 phases :

Phase I : Diagnostic (4 mois)

Cette phase doit permettre de déterminer la viabilité du projet et d'établir le plan d'affaire nécessaire au démarrage de l'activité. A cet effet, les thématiques suivantes seront abordées : domaine d'activité, clientèle, marché, financements, rôle du chef d'entreprise...

A l'issue de cette phase, un entretien tripartite CMA - Référent parcours rSa - porteur sera organisé afin de valider ou non la poursuite de l'accompagnement.

Un diagnostic sera établi par la CMA à l'issue de la phase I et transmis au référent et au service Insertion à l'issue de l'entretien tripartite.

Phase II : Stage préalable à l'installation (3 à 5 jours)

Ce stage permet d'aborder le cadre réglementaire spécifique à l'activité et la gestion de l'entreprise (statut juridique, protection sociale, réglementation, assurance, comptabilité...)

A noter qu'à l'issue de cette phase, la CMA pourra accompagner, à titre gracieux, les porteurs de projets bénéficiaires du rSa, dans leurs démarches de création (immatriculation, demande d'ACRE...).

Phase III : Accompagnement post-crédation (12 mois)

Cette phase de suivi post-crédation, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensable au suivi de l'activité...). Cette phase doit permettre d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan intermédiaire à 6 mois puis un bilan d'accompagnement à l'issue de la phase III sera établi par la CMA et transmis au référent et au service Insertion.

Le référent et le service Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISES ARTISANALES EXISTANTES

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du référent de parcours auprès du service Insertion, pour validation.

L'action se décompose en **deux phases couvrant une période de 15 mois** maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions relatif au développement de l'activité.

Phase I : Diagnostic économique : 3 mois

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

Le diagnostic fera apparaître des éléments descriptifs de la situation de l'entreprise, ses points forts et faibles, les perspectives de développement et la proposition d'entamer ou non un accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'actions.

Ce diagnostic conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier, partagé par la CMA et le chef d'entreprise.

Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions développement

(durée variable en fonction du plan - maximum 12 mois)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité; à défaut, une réorientation du projet d'insertion et/ou une cessation d'activité.

Un bilan intermédiaire faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan et par un entretien tripartite.

ARTICLE 4 : RÉUNIONS DE SENSIBILISATION À LA CRÉATION D'ENTREPRISE

La CMA propose d'animer une réunion auprès des référents parcours rSa du service Insertion pour apporter une meilleure connaissance relative à la création d'entreprise.

ARTICLE 5 : MOBILISATION DE L'OUTIL RÉSEAU D'ENTREPRISES ARTISANALES DU LIMOUSIN (REAAAL)

La CMA mobilise son REAAAL regroupant des entreprises de tout secteur pouvant accueillir le public bénéficiaire du rSa dans le cadre d'immersion (validation projet, découverte métier) ou de simulation d'entretien de recrutement.

ARTICLE 6 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire :

➤ Organisera un comité de pilotage, au cours du second semestre 2021, constituant un point de bilan intermédiaire à la présente convention (état d'avancement, volumétrie, difficultés rencontrées...). La date et les modalités seront à convenir avec le service Insertion.

➤ Transmettra un bilan de la présente convention, notamment à l'aide des documents joints en annexes concernant les actions des articles 2 et 3, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021.

ARTICLE 12: CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

12.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

12.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

12.3 Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 13 : FINANCEMENT

La subvention s'élève, au titre de l'année considérée, à:

40 000€ au titre des 2 actions prioritaires définies en article 1

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➔ 40 000€ sur présentation du bilan final de l'action, tel que défini à l'article 11.
Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention.

Fait à TULLE, le

LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS
ET DE L'ARTISANAT
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE

DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ PAYSANS LIMOUSIN

SAFRAN, 2 avenue Georges Guingouin
CS 80912 Panazol
87017 LIMOGES CEDEX 1

Représentée par Madame Chantal DE PLASSE, sa Présidente

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

L'action s'adresse à des exploitants agricoles bénéficiaires du rSa de la Corrèze, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroître leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A cet effet, l'accompagnement a pour finalités :

- de réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque exploitant agricole bénéficiaire du rSa et de son exploitation, afin de définir les solutions adaptées,
- D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'exploitation,
- D'aider l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa dont l'activité démontre un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- D'accompagner l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa au changement en identifiant des solutions alternatives,
- De réaliser un plan d'actions.

Pour cela l'association accompagne le bénéficiaire sur différents aspects :

- Économiques et financiers : accompagnement dans la gestion économique de l'exploitation : analyse de la comptabilité et si nécessaire, aide à la réalisation d'un budget prévisionnel ou d'un plan de trésorerie, négociation avec les créanciers, ...
- Procédures collectives (règlement amiable judiciaire, plan de sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire) : accompagnement au tribunal, chez le mandataire judiciaire, élaboration et suivi du plan de redressement...
- Techniques agricoles : accompagnement technique en collaboration avec des structures de conseil technique existantes, pour amener à moyen terme l'agriculteur dans une démarche d'agriculture autonome, et économe.
- Formation : organisation de formations pour les agriculteurs qu'elle accompagne en fonction des besoins repérés et de l'absence d'offres existantes.

L'accompagnement est réalisé en binôme par un paysan bénévole et un technicien de l'association.

L'entrée sur l'action se fait sur orientation du service Insertion.

A noter que si l'exploitant agricole se présente de lui-même à l'association, celle-ci contactera le Service Insertion afin de vérifier son éligibilité à la présente convention et acter l'entrée sur l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

L'action se décompose en deux phases couvrant une période de seize mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre un plan d'actions.

- **Phase I : Diagnostic économique (4 mois - 4 exploitants agricoles bénéficiaires du rSa)**

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'exploitation et la capacité de l'exploitant à engager les démarches nécessaires au développement de son activité, ou bien d'arrêter l'activité dans des conditions acceptables en identifiant les solutions alternatives.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'exploitation,
- analyse économique et financière de l'exploitation,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'exploitation,
- identifications des besoins et des freins repérés

Ce diagnostic écrit fera apparaître les perspectives de développement et conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier ainsi que la proposition d'entamer ou non un accompagnement dans sa mise en œuvre.

Ce diagnostic sera partagé lors d'un rendez-vous tripartite entre l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa, le partenaire et le référent parcours afin de valider ou non la poursuite de l'action. A l'issue de cette rencontre, le document sera adressé au service Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul l'exploitant agricole pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (12 mois maximum -5 exploitants agricoles bénéficiaires du rSa)

Cette seconde phase consiste en l'activation du plan d'actions réalisé lors du diagnostic fixant un planning de rencontres pour la mise en œuvre des actions validées par l'exploitant agricole.

Elle doit permettre d'analyser les résultats obtenus et travailler sur le maintien des actions à mettre en œuvre.

Un planning des rencontres (sur la base d'un rendez-vous minimum par mois) est validé et transmis à l'exploitant agricole.

Un bilan intermédiaire (6 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre l'exploitant agricole, le partenaire et le référent de parcours.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

- le diagnostic et les bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 30 novembre 2021 le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail (vcornee@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention *(qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant)*, déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention, dans le cadre du P.T.I., s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 650 Euros, se décomposant de la sorte :

- 800 € pour 2 diagnostics économiques, soit 400 € par diagnostic
- 2850 € pour 3 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 950 € par accompagnement.

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

- ➔ 400 € dès réception du diagnostic économique, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'émargement sur 4 mois.
- ➔ 950 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 6 mois, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'émargement sur 12 mois.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL - SERVICE INSERTION

*DOCUMENT D'ÉVALUATION : SOLIDARITÉ PAYSANS LIMOUSIN
ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITANTS AGRICOLES BÉNÉFICIAIRES DU RSA*

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA

Nombre de personnes orientées

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes réellement prises en charge en phase I : diagnostic

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes ayant réalisé les 4 mois de diagnostic

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes orientées sur la phase II : accompagnement

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Brive			
Tulle			
Ussel			
Total département			

Nombre de personnes ayant réellement intégrées la phase II

Zone géographique	Homme	Femme	Total
Total département			

DIAGNOSTIC ACCOMPAGNEMENT

État des diagnostics et accompagnement

	En cours	Réalisés	Abandon	Motifs abandons
DIAGNOSTIC				
ACCOMPAGNEMENT				

Préconisations à l'issue du diagnostic

Préconisations :	Nombre	% du total
Potentiel de développement avec mise en place d'un accompagnement		
Potentiel de développement sans phase d'accompagnement		
Pas de perspective de développement => arrêt d'activité		
Pas de perspective de développement mais maintien possible avec activité salariée complémentaire		
Pas de perspective de développement mais maintien de l'activité par l'exploitant agricole		
Total		

Analyse des diagnostics

.....

.....

.....

.....

Analyse des accompagnements

.....

.....

.....

Typologie des exploitations (préciser les territoires)

RÉSULTATS OBTENUS

Résultats obtenus	total
Bascule sur la prime d'activité avec maintien de l'activité d'exploitant agricole	
Bascule sur prime d'activité avec maintien de l'activité agricole+ activité salariée complémentaire	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond avec maintien activité agricole	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond avec maintien activité agricole + activité salariée	
Développement activité agricole : cumul rSa + prime d'activité	
Maintien activité agricole + activité complémentaire : cumul rSa + prime d'activité	
Maintien rSa avec abandon activité agricole	
Maintien rSa + activité agricole	
Abandon activité agricole / activité salariée : bascule prime d'activité	
Abandon activité agricole / activité salariée : cumul rSa + prime d'activité	
Sortie du dispositif rSa pour ressources supérieures au plafond pour activité salariée uniquement	
...	
...	

État : en nombre et % des bénéficiaires maintenus dans l'activité agricole

	Nombre	Pourcentage
A la sortie de la phase I		
A la sortie de la phase II		

Nombre de cessation d'activité

	Total	Motifs
Cessation d'activité		
Liquidation judiciaire		
retraite		
autre		

Analyse des résultats de la mission :

.....

.....

.....

SUIVI DE LA MISSION

Date des réunions avec le Département

Type de réunions	Date	Lieu

Analyse du suivi de la mission

.....

.....

.....

.....

.....

CONSTATS 2021 ET PERSPECTIVES DE LA MISSION 2022

.....

.....

.....

.....

.....

CONVENTION D'OBJECTIF
LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

**L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'ÉDUCATION ROUTIÈRE
ET D'AIDE À LA MOBILITÉ A.D.E.R**

2, rue Henri Bessemer
19360 Malemort

Représentée par Monsieur Jacques PEYRUSSE, son Président

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- le soutien du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa socle,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

ADER devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa et de leurs ayants droit engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, par la mise à disposition de véhicules, et de 2 roues.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Tout bénéficiaire du rSa ou ayant-droit orienté vers l'action par son référent, a, à sa charge, une participation aux frais qui s'élève à :

- Pour les voitures : **35 €/semaine** et **350 € de caution**
- Pour les scooters : **15 €/semaine** et **150 € de caution**
- L'association ADER effectue un contrôle de compétences en vue de vérifier la capacité du candidat à conduire un véhicule et s'assurera de la régularité de sa situation administrative.
- L'association ADER pourra refuser, pour des raisons de sécurité, la mise à disposition d'un véhicule.
- Si la personne répond à l'ensemble des critères énoncés, un contrat de location sera signé précisant les modalités de mise à disposition. Ce dernier sera renouvelable chaque semaine **sans pouvoir excéder une durée de trois mois, sauf dérogation particulière.**

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ADER s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ une évaluation de l'activité réalisée au titre de l'année écoulée, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation transmis par courriel, à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cédex) et par mail à vcornee@correze.fr, au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à

l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

38 000 €, se décomposant de la sorte :

► **Location de voitures :**

27 000 € pour 1 800 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit **15 € par jour de location** dans la limite de l'enveloppe allouée.

► **Location de scooters:**

11 000 € pour 1 375 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit **8 € par jour de location** dans la limite de l'enveloppe allouée.

Le versement de la subvention sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ Un premier acompte de 50 %, soit 19000€, sera versé à la signature de la présente convention.

➡ Le solde de 19000€ sera versé sur présentation du bilan d'activité.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE.

Et

L'ASSOCIATION NATIONALE EMPLOI FORMATION EN AGRICULTURE (ANEFA) LIMOUSIN,

Boulevard des Arcades
87 060 LIMOGES Cedex 2

Représenté par son Président, Bruno GAUSSON.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'ANEFA s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➤ Accompagner les bénéficiaires du rSa en vue de :

- ↳ faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa qui connaissent des problèmes de mobilité pour se rendre sur les lieux de cueillette des pommes.
- ↳ garantir la gratuité de cette prestation pour les publics visés à l'article 3.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Plusieurs cars d'une capacité d'environ 20 personnes assurent des liaisons au départ de Tulle et Brive en direction des lieux de cueillette.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont orientées vers cette action prioritairement les personnes **bénéficiaires du rSa**, pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental. Peuvent également en bénéficier, les publics relevant d'un suivi par un travailleur social de MSD.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

L'ANEFA s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

➤ Une évaluation sur l'activité réalisée au titre de l'année, à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, à retourner par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr au plus tard le 30 novembre 2021, ainsi que le bilan financier.

Cette évaluation fera obligatoirement apparaître la liste nominative de bénéficiaires du rSa au départ de Brive et de Tulle (voir document d'évaluation joint en annexe).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles, pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Le Conseil départemental s'engage à participer à hauteur de : 6 000 € au financement de cette action, la différence étant prise en charge par l'ANEFA et le Conseil régional.

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève donc, au titre de l'année considérée à :

6 000 Euros se décomposant de la sorte :

20 € par trajet aller-retour pour les personnes visées à l'article 3 (dans la limite de l'enveloppe allouée, soit 300 trajets aller-retour)

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➡ Le versement sera effectué sur présentation du bilan d'activité avec l'outil d'évaluation joint en annexe.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL - SERVICE EMPLOI INSERTION

DOCUMENT D'ÉVALUATION : ANEFA
TRANSPORT POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA Tulle

NOM Prénom et date de naissance du bénéficiaire du rSa	Nombre de jours d'utilisation des transports	Lieu et Nom de l'exploitant agricole	Référent parcours du CD ou adresse du bénéficiaire

CONSEIL DÉPARTEMENTAL - SERVICE EMPLOI INSERTION

DOCUMENT D'ÉVALUATION : ANEFA
TRANSPORT POUR LA CUEILLETTE DES POMMES

Date :

ORIENTATION DES BÉNÉFICIAIRES RSA Brive

NOM Prénom et date de naissance du bénéficiaire du rSa	Nombre de jour d'utilisation des transports	Lieu et Nom de l'exploitant agricole	Référent parcours du CD ou adresse du bénéficiaire

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION A BICYCLETTE
78 rue de la Barrière
19 000 TULLE

Représentée par Madame Séverine ECUVILLON, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de la pratique du vélo.
- Vendre et louer des vélos à bas coût.
- Promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement écologique, économique, convivial et bon pour la santé.
- Conseiller pour faciliter l'usage du vélo, accompagner à l'entretien et à la réparation de vélos.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Proposer à prix modestes des vélos restaurés équipés, si souhaité, d'un antivol et/ou d'une ou deux sacoches.
- Louer à faible coût des vélos de ville, des vélos pliants et des vélos à assistance électrique.
- Apprendre à entretenir et réparer par soi-même son vélo.
- Conseiller sur la conduite du vélo en toute sécurité et en optimisant son effort physique.
- Proposer des balades à vélo et animer des soirées ou après-midi conviviales de démontage de vélos autour d'un repas ou d'un goûter.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

D'un commun accord entre les deux parties, le partenaire transmettra :

- Les éléments relatifs aux ventes et locations effectuées de vélos et équipements,
- Avant le 30 novembre 2021 le bilan de l'action à adresser par courrier (Conseil départemental, Direction de l'action sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr
- avant le 12 janvier 2022, un bilan final de l'action, réactualisé au 31 décembre 2021, à adresser par mail à vcornee@correze.fr

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et

d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : 3500 €

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Montant forfaitaire fixe : 2 000 €

➔ 2 000 € à la signature de la présente convention.

Ce financement concerne les ateliers collectifs, les missions de conseils et de promotion du vélo sous couvert de la participation de bénéficiaires du RSA lors des ateliers.

* Location de vélos/vente de vélos et équipements : 1 500 €

➔ Dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation d'un appel de fond, financement à hauteur de 90% pour tout bénéficiaire du rSa de chaque coût de location ou d'achat de vélo dont équipement.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Comme indiqué à l'article 8 de la convention, le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

--

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE

DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ADPEP 19 - ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

PÔLE ATHMO - ACCOMPAGNEMENT TRAVAILLEURS HANDICAPÉS EN MILIEU ORDINAIRE

ACTION RSA TH

25 quai Gabriel Péri
19000 Tulle

Représentée par Madame Simone AIMARD, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Le Conseil départemental de la CORRÈZE est engagé dans une politique d'accompagnement individuel des personnes bénéficiaires du rSa relevant de sa compétence.

A ce titre, il désigne le référent qui accompagne et co-construit avec le bénéficiaire du rSa, son parcours d'insertion.

Suite à la signature du traité de fusion-absorption dans le cadre du rapprochement PEP 19/Croix Marine, depuis le 1^{re} janvier 2014, l'ADPEP19 consacre notamment ses activités au service des personnes handicapées et fragilisées afin de les faire reconnaître, accepter, respecter dans leur handicap et leur différence.

La spécificité de l'ADPEP19, au travers de l'action rSa-TH, consiste à privilégier la réinsertion des personnes dans la société, notamment par le travail.

La présente convention précise la nature et les modalités de mise en œuvre de l'action d'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés et orientés par le Conseil départemental à la faveur d'un accompagnement professionnel réalisé par l'ADPEP19.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'ADPEP19 dispose d'un savoir-faire dans le domaine de l'accompagnement professionnel des travailleurs handicapés.

A ce titre, elle propose et met en œuvre toutes les opérations d'appui à l'insertion professionnelle afin de permettre aux bénéficiaires rSa reconnus Travailleurs Handicapés de résoudre les difficultés rencontrées au cours de leur parcours d'insertion et faciliter leur retour à l'emploi, objectif principal du référent.

Deux personnes référentes rSa de l'ADPEP19 accompagnent à temps complet spécifiquement les bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

Descriptif de l'action :

L'action "Accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés" permet aux personnes en **situation de handicap reconnu** (loi sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés - art. R.5212-13 du Code du Travail) **et en démarche active de recherche d'emploi**, de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et renforcé.

Dès lors que ces deux conditions sont remplies, le référent de parcours peut déléguer l'accompagnement vers l'emploi au référent rSa TH ADPEP19. Ce dernier, s'engage à rencontrer, dans les 15 jours suivant la réorientation, le bénéficiaire, afin d'évaluer sa situation et valider (ou invalider) l'orientation avant enregistrement le cas échéant dans la démarche FSE.

Au titre du volet emploi de l'ADPEP19, le référent rSa Travailleurs Handicapés doit permettre à la personne de développer ses capacités en prenant en compte la spécificité du handicap. Le professionnel doit également permettre au bénéficiaire d'accéder à des prestations et des actions de droit commun ou dédiées aux personnes handicapées mais également spécifiques au Pacte Territorial d'Insertion et ceci, tout au long du parcours d'insertion. Cet accompagnement se traduit par la mise en œuvre d'un contrat d'engagements réciproques afin de favoriser la progression et le retour dans l'emploi.

L'accompagnement est l'une des clefs de succès de la réussite d'un parcours. Et en cela, la double compétence des référents rSa Travailleurs Handicapés, qui repose sur leur expérience en matière d'insertion professionnelle ainsi que dans leur pratique sur une bonne articulation entre dimension sociale et celle du handicap-travail, apporte une plus-value déterminante.

Les deux référents sont intégrés au fonctionnement du dispositif Insertion du Département avec lequel ils travaillent en étroite collaboration.

Ils sont chargés :

- de l'accompagnement vers l'emploi de **200 bénéficiaires du rSa, à minima, reconnus travailleurs handicapés.**
- de la préparation et de la réalisation des contrats d'engagements réciproques signés entre le Président du Conseil départemental et l'allocataire du rSa,
- de l'accompagnement du bénéficiaire et de la mise en relation avec les opérateurs,

Les référents, dans le cadre de permanences territorialisées, bénéficient des moyens suivants :

- ↳ Utilisation des locaux de permanence du Département (Maisons des Services Départementaux, Maisons du Département...),
- ↳ Accès à la plateforme collaborative
- ↳ Mise à disposition d'outils d'insertion notamment inclus au Pacte Territorial d'Insertion.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'ADPEP 19

L'ADPEP19 s'engage à :

- Fournir au Département l'ensemble des données relatives aux bénéficiaires qu'il accompagne,
- Participer aux réunions départementales lors d'interventions de partenaires extérieurs
- Faire remonter les besoins en poste d'insertion, en formation ou autres actions,
- Préciser l'intervention du Conseil départemental dans toute communication qui sera faite de l'action.

ARTICLE 4 : COÛT DE L'OPÉRATION ET PARTICIPATION F.S.E.

L'association sollicitera, pour la réalisation de cette action, un cofinancement auprès du Fond Social Européen.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires pourraient être victimes ou responsables pendant la durée de l'action.

L'association s'engage à ne pas communiquer à des tiers toutes les informations dont elle aura connaissance dans le cadre de ses interventions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS LIÉES AU CONTRÔLE

L'ADPEP19 tiendra une comptabilité séparée de l'opération ou utilisera une codification comptable adéquate. Un système extracomptable par enlèvement des pièces justificatives pourra être retenu.

L'organisme conservera ces pièces dans un délai de dix ans suivant le dernier versement de la participation du Département de la CORRÈZE.

L'ADPEP19 se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Préfet ou par les corps d'inspection et de contrôle national ou communautaire.

L'ADPEP19 présentera aux agents du contrôle tout document et pièce établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 7 : REVERSEMENT, RÉSILIATIONS ET LITIGES

En cas de non-respect des clauses de la présente convention, d'utilisation des fonds non conformes à l'objet de la présente convention ou de refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental peut décider de mettre fin à l'aide et peut exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut, l'affaire sera portée par la partie diligente devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

ARTICLE 9 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.

Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 11 : ÉVALUATION

L'ADPEP19 s'engage à fournir :

➤ Le bilan qualitatif et quantitatif annuel de l'action ainsi que le bilan financier de l'action et de la structure, à adresser par courrier au Conseil départemental (Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex.), et par mail à vcornee@correze.fr, **avant le 30 novembre 2021**.

Ces bilans devront obligatoirement faire apparaître les indicateurs suivants :

- nombre d'orientations en 2021 de bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés
- nombre de bénéficiaires intégrés à l'action rSa TH en 2021, suite à orientation
- nombre de réorientations invalidées et motifs
- nombre de suivis réalisés par référent avec précision du nombre d'entrées en 2021
- répartition hommes/femmes
- niveau de qualification
- nature des actions mobilisées
- motifs des sorties avec distinction des sorties positives (CDI, CDD, intérim, création d'entreprise, formation qualifiante, contrats aidés)
- durée moyenne des parcours.

ARTICLE 12 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

58 500 €

Modalités de versement de la subvention de fonctionnement:

➡ Un premier acompte de 50% sera versé à la signature de la présente convention, soit 29250€.

➡ Le solde au terme de l'action après présentation du bilan final et du bilan financier de l'opération, correspondant à 292,50 € par accompagnement avec engagement de 200 suivis.

Fait à TULLE, le

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION,
(Cachet et signature)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL

26 avenue Marmontel
19200 USSEL

Représenté par Monsieur Christophe ARFEUILLERE, son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 24 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs de la structure dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le CCAS s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de leur santé et de thématiques de vie quotidienne à travers des rencontres collectives.
- Faciliter la création du lien social.
- Restaurer l'estime de soi et inciter à la prise en charge de sa santé globale.
- Élaborer un travail sur les représentations et agir sur les facteurs comportementaux.
- Développer les aptitudes et compétences sociales des participants afin de faciliter le déroulement de leurs parcours d'insertion.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➤ Ateliers collectifs bimensuels d'information et de sensibilisation sur les différentes thématiques de la santé, de la vie quotidienne, de la formation et de l'emploi à destination des personnes en situation de précarité et d'isolement social.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.

Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer une évaluation de l'action réalisée au titre de l'année, qui fera **obligatoirement apparaître les indicateurs suivants** :

- les dates des ateliers organisés
- les thématiques abordées
- le nombre de participantes par atelier
- les noms, âge des participantes
- le nombre de nouvelles personnes intégrées au groupe
- une analyse qualitative de l'action menée.

Cette évaluation est à retourner, accompagnée du bilan financier de l'action, **au plus tard le 30 novembre 2021**, par courrier au Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex et à l'attention de : vcornee@correze.fr.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher

qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée, à : 1 000 €

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

➡ Un versement unique de 1 000 € sera effectué à la signature de la présente convention.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE.

Et

LE CENTRE ÉCOUTE ET SOUTIEN

47, avenue du Maréchal Foch
19100 Brive La Gaillarde

Représenté par son Président, Monsieur Jean Marie COUTEL.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'association s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➤ Accompagner les bénéficiaires du rSa en vue de :

- ↳ prévenir les conséquences psychopathologiques de l'isolement : hospitalisation, marginalisation sociale, dépression, conduites suicidaires,
- ↳ accompagner la personne isolée dans sa démarche personnelle, l'aider à mieux cerner ses difficultés, à recréer des liens, reprendre confiance en elle, en vue d'une future réinsertion professionnelle,
- ↳ faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation de rupture dont l'équilibre psychologique et la communication sont perturbés.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Le centre Écoute et soutien développe une approche spécifique auprès du public confronté à des situations d'isolement social, relationnel et/ou problématiques suicidaires, autour de 4 phases, comme suit :

↳ La phase accueil : ce premier entretien permet aux personnes d'une part, de visualiser les prestations proposées et d'autre part, d'accéder spontanément au maximum d'informations sur l'environnement culturel, social, médical.

↳ Le suivi individualisé par les référents de parcours "conseiller en insertion" : permet d'accueillir la demande, définir les attentes, assurer le suivi, l'évolution du parcours et la fin de l'accompagnement.

↳ Les entretiens avec un psychologue clinicien (thérapie de soutien, psychothérapie...)

↳ Les groupes d'expression : point d'appui à la relance du désir d'être ensemble et d'échanger et "tremplins" pour d'autres démarches en milieu ordinaire (participation possible à différents ateliers : cuisine, créativité, relaxation, expression corporelle, image de soi, initiation informatique, randonnée santé et groupe de parole)

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Le nombre de personnes accompagnées dans le cadre de cette action est fixé à : **30 bénéficiaires**, pour lesquels le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'association s'engage à effectuer :

➤ Une évaluation finale sur l'activité réalisée au titre de l'année, renseignée à l'aide du document joint en annexe, à retourner par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr **au plus tard le 30 novembre 2021**, ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement

spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à :

15 000 €uros

Le versement de cette somme sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT:

- ➔ Un premier acompte de 50%, soit 7500€, sera versé à la signature de la présente convention.
- ➔ Le solde sera versé sur présentation d'un bilan d'activité. Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action, soit 500€ par suivi.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

GROUPE FEL

23, avenue Edouard Herriot
19100 BRIVE

Représenté par Monsieur, Ali ELDID, son Directeur Général.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action. De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIF DE L'ACTION :

- Permettre à un public en difficulté de travailler à la résolution des problèmes rencontrés pour favoriser sa démarche d'insertion professionnelle.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- **4 actions** sur l'ensemble du département, conduites sur une durée de **16 semaines** pour **240 heures** de parcours par personne (groupe maximal: 14 personnes).

Ces actions alternent une prise en charge individuelle et collective avec une périodicité hebdomadaire modulable sur la durée des actions. Elles prévoient l'intervention régulière d'une psychologue ce qui permet d'engager un travail de soutien individuel auprès des personnes.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION :

Le partenaire établit un planning pour les 4 actions indiquant les dates et les lieux des actions, en fonction des besoins. A cet effet, le partenaire réceptionne directement les fiches de prescriptions transmises par les référents parcours.

L'action est mise en œuvre si un groupe est constitué.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa. Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au service Insertion:

- **Un bilan individuel** pour chaque participant
- **Une liste nominative** des personnes positionnées sur l'action au démarrage.
- **Une information** en cas de rupture au cours de l'action.
- **Une évaluation à la fin de chaque action** à retourner dans un délai de 1 mois à l'issue de cette dernière, par mail à vcornee@correze.fr.
- **Une évaluation finale** comportant une analyse statistique de l'ensemble des actions réalisées sur le Département, à remettre dans un délai de 15 jours à l'issue de la dernière action, par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex) et par mail à vcornee@correze.fr.

Le partenaire organise des réunions pour effectuer un bilan intermédiaire puis final de chaque action où sont conviés le service Insertion et les référents parcours des bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant. Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève, au titre de l'année considérée à:

60 662 €

Répartis comme suit :

- 15 165.50 € par action de 240 heures sur 16 semaines

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action en 2 versements :

- ➔ Un premier acompte de 7 582.75 € au démarrage de chaque action
- ➔ Le solde de 7 582.75 € sera versé dès réalisation du bilan intermédiaire de chaque action.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

--

CONVENTION D'OBJECTIF

LIÉE À LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCÉE
DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président,

Et

L'Association RAYON DE SOLEIL

Mairie de Cosnac
19360 COSNAC

Représentée par Madame Salima SOQUET, sa Présidente.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 25 novembre 2016 qui approuve le Pacte Territorial d'Insertion 2016/2018.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 23 avril 2021 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Conseil départemental dans l'organisation d'une action au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les personnes orientées pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- Redonner confiance et travailler sur la valorisation de son image à partir de conseils personnalisés et d'un accompagnement individualisé pour avoir une meilleure estime de soi.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Ateliers bien-être basés sur l'image de soi où l'esthétique est utilisée comme outil d'aide à la relation.

Pour cela, mise en place des actions suivantes :

➤ **3 actions "bien-être"** pour la moyenne et haute-Corrèze, composées de 4 ateliers de 2h à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier bilan).

➤ **2 actions "bien-être/relooking"** pour l'arrondissement de Brive, composées de 6 ateliers de 2H à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier coiffure, atelier conseils en image en partenariat avec un chantier d'insertion).

A noter que l'association réalisera, avant chaque démarrage d'action, une réunion d'information collective. Un planning prévisionnel des actions 2021 sera construit avec le service Insertion afin d'être communiqué aux référents de parcours de la Collectivité. Il pourra être modifié et complété en cours d'année en fonction des besoins repérés, dans la limite des 5 actions prévues.

Les thématiques abordées lors des ateliers permettront, par le support des soins et du maquillage, de travailler à la fois à l'image de la personne, à sa mise en valeur mais aussi d'appréhender les règles d'hygiène.

Le dernier atelier sera un temps de bilan et de synthèse avec l'ensemble des participants.

Chaque action concernera un groupe de 8 à 10 personnes.

Les ateliers se tiendront quand cela est possible dans les locaux des Maisons des Services Départementaux concernés. A défaut, l'association s'engage, en partenariat avec le service Insertion, à trouver des locaux adaptés à l'accueil du public et au bon déroulement des ateliers.

L'animatrice se chargera de communiquer auprès de personnes orientées vers l'action, les lieux et dates des rencontres. Elle pourra être assistée sur les temps d'accueil et si besoin pendant les ateliers par un référent de parcours rSa.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNÉ

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2021.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer des évaluations à la fin de chaque action, à adresser par mail à vcornee@correze.fr.

Elles feront obligatoirement apparaître les indicateurs suivants :

- date et lieux des ateliers,
- nombre et listing des personnes positionnées avec le nom du référent,
- nombre et nom des participants à chaque atelier,
- taux de participation,
- participation moyenne par atelier,
- objectifs des positionnements,
- bilan de l'atelier au regard des objectifs,
- situation à la sortie de l'atelier.

➤ A l'issue de la dernière action, pour l'ensemble des actions réalisées au titre de l'année, à adresser par mail (vcornee@correze.fr) et par courrier (Conseil départemental, Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Service Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex), ainsi que le bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (*qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant*), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention de fonctionnement retenue dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion s'élève au titre de l'année considérée, pour la tenue de 5 actions, à :

3 010 € avec un engagement financier se décomposant comme suit :

- ▶ **1 710 € pour 3 actions "bien-être"**, soit 570 € pour 4 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à un entretien.
- ▶ **1 300 € pour 2 actions "bien-être relooking"**, soit 650 € pour 6 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage, conseils en image, coiffure et préparation à un entretien.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action, en un versement unique, dès réception de l'évaluation conformément à l'article 8 et des feuilles d'émargement.
Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le

LE PARTENAIRE,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,
PASCAL COSTE

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) voire de l'ANSSI (Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information), ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de

la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département de la Corrèze.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département de la Corrèze toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

C O N V E N T I O N
RELATIVE À UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
EN FAVEUR D'UNE STRUCTURE DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
FINANCÉE DANS LE CADRE DU PACTE TERRITORIAL D'INSERTION

Entre :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORRÈZE

Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

L'ASSOCIATION

...
19

Représentée par..., son Président.

VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2019/2021,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 28 novembre 2018 relative à l'adoption d'un avenant au Pacte Territorial d'Insertion pour 2019/2021,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association ...assure des activités de... Pour cela, elle doit investir dans du matériel professionnel diversifié.

ARTICLE 2 : OBJET DU FINANCEMENT

La structure doit investir dans ...

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année...

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.

ARTICLE 4 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 6 : CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette opération, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'opération est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 7 : FINANCEMENTS

L'enveloppe financière retenue dans le cadre du P.T.I s'élève à ... euros.

MODALITÉS DE VERSEMENT :

➡ Le solde sera versé après transmission du numéro d'agrément, de la facture acquittée et de la présente convention signée.

Fait à TULLE, le

L'OPÉRATEUR,
(CACHET ET SIGNATURE)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

SANTÉ ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS 2021

RAPPORT

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a désigné le Département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Le Conseil Départemental de la Corrèze place très clairement la promotion de la santé au cœur de ses engagements. Ainsi, les dotations du service PMI - Santé pour 2021 démontrent une volonté nette du Département de la Corrèze de renforcer les solidarités territoriales en matière de santé et de prévention.

Le service PMI - Santé permet de développer et de maintenir une offre de santé à tous les Corrèziens où qu'ils se trouvent dans le Département. Assurer une couverture médicale de proximité n'est pas qu'un objectif de santé publique et de protection des populations, c'est également un levier majeur de développement du territoire et du maintien des populations au sein de la Corrèze.

Réduire les fractures territoriales, c'est mettre au cœur des choix politiques départementaux, la solidarité, l'accompagnement des plus fragiles et des plus vulnérables d'entre nous.

La politique volontariste du Conseil Départemental de la Corrèze, de soutien au développement de tous les types de modes d'accueil des enfants, en veillant à leurs répartitions équitables, permet à tous les parents de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale, en respectant leur choix.

Par ces choix, le Conseil Départemental est solidaire des familles corrèziennes et soucieux du développement économique des territoires.

Le Conseil Départemental de la Corrèze, maillon essentiel du maintien de la cohésion sociale à l'échelle du territoire, fait le choix budgétaire clairement tourné vers l'ensemble des Corrèziens en veillant aux plus vulnérables, au regard d'un contexte économique particulièrement difficile et préoccupant sur le plan national.

Le Département de la Corrèze, en s'inscrivant dans une démarche d'évaluation de ses politiques publiques, fait montre d'une grande rigueur dans l'évaluation de l'efficacité de sa politique sociale.

Ainsi, la solidarité, la promotion de la santé, la prévention et la protection des enfants corrèziens sont placées au centre de la politique sociale du Département de la Corrèze.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE : 540 184 € dont 520 184 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement

Dans le cadre stratégique de Prévention et Promotion Santé, l'enveloppe consacrée aux missions de la Protection Maternelle et Infantile s'élèvera en 2021 à 540 184€.

Ce budget total est en augmentation par rapport au Budget Primitif et au Compte Administratif 2020.

Cette augmentation de 24 000 € est motivée par l'attribution d'une subvention au soutien scolaire renforcé dans le cadre du plan Corrèze Accompagnement COVID 19 et par la nécessité de renouveler du matériel médical pour les actions de prévention auprès des enfants et des femmes enceintes.

Actions en faveur de l'enfance et des familles : 103 730 €

I - Accueil du jeune enfant : 47 730 €

a) L'accueil individuel - une obligation de formation : 44 080 €

La professionnalisation des assistants maternels, telle que posée par le décret n°2018-903 du 23 octobre 2018 relatif à la formation et au renouvellement d'agrément des assistants maternels, prévoit une formation obligatoire de 120 heures organisée et financée par le Conseil Départemental de la Corrèze.

Cette formation se déroule en deux temps :

- Une formation de quatre-vingt heures au cours de laquelle une évaluation des acquis est réalisée. Lorsque les résultats sont satisfaisants, une attestation de validation autorise le professionnel à accueillir l'enfant ;
- Une formation de quarante heures, qui permet à l'assistant maternel d'approfondir ses connaissances et ses compétences en s'appuyant sur l'expérience professionnelle acquise au titre de l'accueil de l'enfant.

Le Président du Conseil Départemental de la Corrèze est garant de la sécurité de l'accueil des enfants en Corrèze.

A cet effet, le Département s'appuie sur le CFPPA de Naves pour offrir une formation aux assistants maternels conforme au décret suscité, afin de les inscrire dans un processus de professionnalisation, garant d'un accueil sécurisé et professionnel des enfants corréziens.

Pour financer cette formation, nous proposons d'affecter des crédits de paiements à hauteur de 44 080€, en raison d'un nouveau marché et d'une augmentation du taux horaire.

b) Les frais de garde pendant la formation : 1 000 €

Le Conseil Départemental a pour obligation de prendre en charge les frais induits par l'accueil des enfants qui leur sont confiés sur le temps de formation obligatoire des assistants maternels.

Le parent organise lui-même la garde l'enfant et perçoit une indemnisation forfaitaire des frais occasionnés.

Nous proposons des crédits de paiements à hauteur de 1 000 € pour cette dépense.

c) Autres lignes budgétaires : 2 650 €

Ces frais sont liés à l'achat d'équipements dans les Maisons de Solidarité Départementales (MSD) du Conseil Départemental de la Corrèze afin d'optimiser l'accueil du public dans celles-ci : 1 000 €.

De plus, les crédits anticipatoires sont alloués pour les annonces diverses (exemple : renouvellement de marché...) : 1 650 €.

II - Famille enfance subventions : 56 000 € dont 10 000 € en investissement

Cette enveloppe s'élève à 56 000€, se répartissant de la manière suivante :

- 12 100€ pour les subventions aux associations déposées sur la plateforme,
- 23 900€ pour les subventions CLAS et REAAP,
- 20 000€ pour la subvention au soutien scolaire renforcé dans le cadre du plan Corrèze Accompagnement COVID 19.

a) Subventions aux associations déposées sur la plateforme

Le Conseil Départemental poursuit son engagement pour la prévention et la promotion de la santé en soutenant des associations locales oeuvrant dans le domaine de la prévention sociale et sanitaire.

Une priorité est donc donnée aux actions de prévention encourageant à la fois les comportements favorables à la santé mais aussi en amenant les individus à s'inscrire dans un environnement favorable à la Santé.

Ainsi, chaque année, des associations relevant du domaine de la santé et de la petite enfance déposent un dossier de demande de subvention via le portail des subventions et sollicitent la participation financière du Conseil Départemental en vue de la réalisation de leurs projets.

Pour chaque association, sont précisées l'objet social, le montant et la nature de l'aide sollicitée et dans le cas d'un renouvellement la décision prise par le Conseil Départemental au titre de l'année 2021.

Je vous propose, dans le présent rapport de prendre les décisions proposées dans le tableau annexé.

Le coût total des propositions s'élève à 12 100 €.

b) Subventions CLAS

Le Conseil Départemental de la Corrèze, au travers du contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) soutient financièrement des associations et des organismes qui interviennent dans le champ associatif.

Par la dotation qu'il leur alloue, le Département accompagne un ensemble d'actions qui, en parallèle de la scolarité des enfants corréziens, du primaire au lycée, offre à la fois des ressources mais également un soutien dont certaines jeunes corréziens ont besoin pour réussir leur parcours scolaire qu'ils ne trouvent pas toujours au sein de leur cellule familiale.

Aussi, par ces choix budgétaires, le Conseil Départemental de la Corrèze s'enquiert de l'avenir scolaire de chaque Corrézien, quelque soit sa situation.

Le Comité Départemental pour l'accompagnement à la scolarité existe depuis plusieurs années. Il est piloté par l'État et est composé comme suit : État (DDCSPP, DASEN), CAF, CD, MSD, communauté d'agglomération du bassin de Brive, commune de Brive, communauté d'agglomération de Tulle, commune de Tulle, communauté de communes Ussel, Meymac, Haute Corrèze, communauté de communes de Ventadour, commune d'Ussel.

Les actions d'accompagnement à la scolarité lui sont soumises. Elles intègrent un axe de travail avec les parents pour leur donner des outils nécessaires aptes à les aider à suivre la scolarité de leurs enfants et les doter d'une meilleure connaissance de l'école.

Pour être éligibles au financement dans le cadre du Fonds National Parentalité, les projets CLAS retenus doivent développer cumulativement 4 axes :

- Intervention auprès des enfants,
- Intervention auprès et avec les parents,
- Concertation et coordination avec l'école,
- Concertation et de coordination avec les acteurs du territoire.

Chaque année, le Comité Départemental d'accompagnement à la scolarité se réunit au second semestre pour valider les actions à mener dans le cadre de l'année scolaire suivante. Celles de l'année en cours ont été validées l'année dernière.

Je vous demande de bien vouloir valider pour chaque association le montant des aides à allouer dans la limite de l'enveloppe fixée pour 2021 et du tableau annexé.

Le coût total des propositions s'élève à 20 900 €.

c) Subventions REAAP

Le Conseil Départemental poursuit son engagement par la prévention et le soutien à la parentalité en accompagnant des projets entrant dans le cadre des Réseau d'Ecoute et d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité.

Ce dispositif vise à conforter les parents dans leurs compétences et à mettre en valeur leurs capacités grâce à des actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité permettant le dialogue et les échanges.

Les demandes de subventions REAAP feront l'objet de propositions de financement lors d'une prochaine commission permanente. Le budget restant s'élève à 3 000 €.

d) Subvention soutien scolaire renforcé dans le cadre du plan Corrèze Accompagnement COVID 19

La période de confinement a induit des effets négatifs sur l'éducation des enfants, notamment au sein des foyers où les jeunes n'ont pas bénéficié d'un accompagnement des parents suffisant pour qu'ils suivent correctement l'enseignement à distance pour des raisons économiques, sociales ou liées à la conception de l'action éducative de la famille.

Afin de restaurer l'égalité des chances et de redonner confiance aux élèves dont les difficultés scolaires seraient apparues après la période de confinement, l'assemblée départementale de la Corrèze a adopté, le 27 novembre 2020, dans le cadre du plan Corrèze Accompagnement COVID 19, le principe d'un renforcement ciblé et sur mesure des actions de soutien scolaire auxquelles le Département apporte déjà chaque année une contribution d'environ 20 000 € dans le cadre du Contrat Local d'Accompagnement scolaire. Le principe d'une augmentation exceptionnelle de 20 000 € de cette enveloppe a été acté lors de la séance du 27 novembre 2020 afin que le Département puisse déployer ses propres actions en s'appuyant sur le réseau des partenaires déjà existant.

Le service Protection Maternelle et Infantile et le service Éducation Jeunesse, en croisant les informations de la DSDEN et la CAF, ont établi un diagnostic qui a permis de révéler les carences suivantes :

- des besoins ponctuels de renfort des équipes œuvrant dans les associations de soutien scolaire,
- des besoins en matériel informatique,
- des besoins de formations aux outils numériques.

Le Département met en place un soutien financier pour l'achat de matériel adapté aux usages des jeunes, pour le recrutement de jeunes en service civique et la mise en place de formation.

Cette enveloppe s'élève à 20 000 € et se répartissant de la façon suivante :

- 10 000 € en dépenses de fonctionnement,
- 10 000 € en dépenses d'investissement.

Prévention médico-sociale : 426 454 €

I - Promotion santé - subvention (action de prévention en faveur des adultes) : 20 000 €

Par conventionnement, un soutien financier est apporté chaque année au Comité de Corrèze de la Ligue contre le Cancer, plus précisément au niveau du volet social (dispositif d'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de cancer à domicile et de leurs proches).

Ainsi, au 1^{er} semestre 2020, 130 demandes d'aides financières ont été acceptées sur 137 demandes, se déclinant ainsi :

- Aides financières à la vie quotidienne : 36 dossiers acceptés (aide générale à la vie courante, aides à l'énergie, aides alimentaires, aides aux loyers),
- Aides financières liées à la maladie : 9 dossiers acceptés (financement de prothèses, frais de soins non remboursés, frais de transport),
- Aides humaines : 87 dossiers acceptés (pour des heures d'aides à domicile, pour des portages de repas),
- Aides liées aux obsèques : 2 dossiers acceptés.

Un renouvellement de la convention a été proposé à la commission permanente lors de sa réunion du 26 février 2021. Nous vous proposons de réserver des crédits de paiements à hauteur de 20 000 € pour cette dépense, afin de participer au financement de ces dépistages.

II - Promotion de la santé (en faveur du jeune enfant et de l'adolescent) : 365 000 €

a) La prévention des 0 - 6 ans : 115 000 €

La prévention et le dépistage des enfants de moins de six ans font partie des missions principales d'intervention de la PMI. La plupart des handicaps ou déficiences d'origine périnatale peuvent être dépistés dans les premières années de la vie. Ainsi, une prise en charge précoce permet une amélioration du pronostic des enfants.

Les médecins de PMI, les puéricultrices de PMI, et les sages-femmes de PMI sont des acteurs de l'intervention précoce auprès des enfants en situation de handicap au cours de consultations médicales ou dans le cadre du suivi des familles. Les enfants, pour lesquels il a été repéré ou dépisté des difficultés de développement ou des troubles avérés, sont orientés rapidement vers le CAMPS. L'efficacité de ce dispositif suppose notamment une coordination resserrée avec les acteurs de la santé et de l'action sociale en particulier. Ainsi, le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMPS) est un acteur indispensable sur le territoire.

Sa mission est d'assurer un dépistage et un diagnostic précoce des troubles du développement du jeune enfant de 0 à 6 ans (déficiences motrices, sensorielles ou intellectuelles).

Le financement est régi par l'article R.314-123 du Code de l'Action Sociale des familles qui précise que la dotation de financement des CAMPS se décompose à hauteur de 80% de prise en charge par l'Assurance Maladie et 20% par le Département.

Le Conseil Départemental de la Corrèze, soucieux de porter une politique toujours plus tournée vers la prévention et le dépistage s'engage, en 2021, à soutenir le CAMPS dans le rebasage nécessaire au bon fonctionnement du CAMPS.

Nous vous proposons donc d'inscrire des crédits de paiements à hauteur de 1 15 000 € permettant de participer à la prévention et au dépistage du handicap chez l'enfant.

b) La Planification familiale (CPEF)

Conformément au Code de la Santé Publique, la planification familiale est une compétence du Département pouvant être gérée directement ou déléguée par convention à d'autres collectivités publiques ou de personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ainsi, le Conseil Départemental de la Corrèze est tenu d'organiser des consultations médicales, de diffuser des informations et de mettre en œuvre des actions collectives et individuelles d'information sur la sexualité et l'éducation familiale.

Le Département de la Corrèze délègue ces missions aux trois centres hospitaliers du Département : Tulle, Brive et Ussel.

Une nouvelle convention renforçant les indicateurs d'activité et financiers avec les trois centres hospitaliers (Brive, Tulle et Ussel) devait prendre effet en 2020 pour une durée de trois ans mais a fait l'objet d'un avenant jusqu'en juin 2021 en raison du contexte sanitaire.

Afin de mener ces actions, il est proposé d'inscrire des crédits de paiements à hauteur de 250 000 €.

III - Promotions de la santé - Moyens de fonctionnement : 41 454 €

a) Matériel médical et paramédical : 5 800 €

Le Code de Santé Publique stipule que le service départemental de PMI doit organiser des actions médico-sociales préventives :

- pour les femmes enceintes notamment des actions d'accompagnement si celles-ci apparaissent nécessaire lors d'un entretien systématique psychosocial réalisé au cours du quatrième mois de grossesse,
- pour les parents en période post-natale notamment dans les jours qui suivent le retour à domicile,
- pour les enfants jusqu'à leurs 6 ans.

Ces actions se traduisent par les consultations médicales, les visites à domicile ainsi que les bilans de santé en école maternelle réalisés par les puéricultrices de PMI. La mise en œuvre de ces actions nécessite l'achat et la maintenance de matériels médicaux et de

produits pharmaceutiques.

Ces lignes se distinguent de la manière suivante :

- 800 € pour l'entretien et les réparations du matériel et mobilier,
- 200 € pour l'achat d'autres matériels et fournitures,
- 3 000 € pour l'achat de médicaments,
- 1 800 € pour l'achat d'autres produits pharmaceutiques (achat de désinfectant de surface, drap d'examen...).

b) Vaccins : 8 000 €

Les missions de promotion de la santé passent par la réalisation de vaccinations en consultations de PMI, sur tout le Département au sein des 12 Maisons de Solidarité Départementales (MSD).

L'ensemble des vaccins obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal sont proposés par les services :

- diphtérie, tétanos, polio, coqueluche
- hémophilus influenzae
- hépatite B
- rougeole - oreillons - rubéole
- BCG
- Vaccins anti-pneumococcique
- Vaccin anti-méningocoque C.

Les vaccinations sont mentionnées dans le carnet de santé de l'enfant. Les consultations de PMI sont accessibles à tous sans condition de ressource.

Concernant l'achat de vaccins, la diminution de la dotation budgétaire en vaccins est la conséquence d'un recours plus systématique à des prescriptions afin d'améliorer la traçabilité.

Afin d'assurer l'égalité devant les soins, la dotation s'adressera essentiellement aux patients sans couverture sociale.

c) Élimination des déchets à risques (DASRI) : 700 €

Les déchets issus des activités de soins (vaccinations) doivent faire l'objet d'un tri dès leur production. Il s'agit de garantir l'absence de déchets à risques dans les déchets et assimilés et d'isoler les déchets à risques chimiques, toxiques des déchets à risques infectieux. L'évaluation du risque infectieux est laissée à l'appréciation du professionnel de santé. La gestion des DASRI est soumise à de nombreux textes réglementaires concernant le conditionnement des déchets, les modalités d'entreposage, les conditions de transport et les documents de traçabilité.

Ainsi, toute personne qui produit des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés est tenue de les éliminer en vertu de l'article R.1335-2 du Code de la Santé Publique. Pour être conforme à la réglementation du traitement des déchets médicaux, la collectivité fait appel à un prestataire.

d) Observatoire Régional de la Santé : 18 454 €

Conformément à l'article R.2112-8 du Code de la Santé Publique, le Conseil Départemental a le devoir d'observation de l'état de santé de la petite enfance.

Les informations épidémiologiques sont établies à partir des déclarations de grossesse et de naissance, certificats de santé de l'enfant (8^{ème} jour, 9^{ème} et 24^{ème} mois et BS4) et des indicateurs d'activité du service PMI.

L'analyse des données épidémiologiques est utilisée comme un outil de pilotage de la politique de santé préventive de la mère et de l'enfant sur le Département, dans le but de structurer au mieux les actions portées par le service PMI afin qu'elles soient aptes à répondre aux besoins de toute la population corrézienne.

En raison de l'impact des données statistiques sur la politique de la santé menée en faveur des enfants corréziens, le Conseil Départemental de la Corrèze a fait le choix de solliciter l'ORS NA (Observatoire Régional de Santé Nouvelle Aquitaine) pour la saisie et une analyse fine et pertinente des certificats de santé. Cette mission se matérialise par un conventionnement avec l'ORS sur une période de 3 ans de 2019 à 2022.

Afin d'assurer l'acheminement des documents analysés par l'ORS dans le respect de la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, il a été proposé un avenant à la convention pour la réalisation des photocopies, l'anonymisation, l'encodage sur place et les déplacements pour les certificats de santé du 8^{ème} jour, du 9^{ème} et 24^{ème} mois et les BS4.

Nous proposons de financer cette action conformément à l'échéancier de la convention du 16 juillet 2019 et de l'avenant signé en date du 3 décembre 2020, soit un montant de 18 454 €.

e) Frais d'impression : 8 000 €

Concernant prioritairement les carnets de santé dont nous assurons une large diffusion car ils représentent de part les nombreux supports imagés un relais aux actes de prévention portés par le service PMI - Santé

f) Trop perçus liés aux remboursements des consultations : 500 €

Ces crédits sont réservés afin de pouvoir assurer la gestion des indus de remboursement CPAM, MSA et autres mutuelles.

IV - Autres dépenses d'investissement - acquisition de matériel médical : 10 000 €

L'approvisionnement d'équipement médical, de puériculture, d'optique, permet d'optimiser les actions de prévention auprès des enfants, des femmes enceintes et de promouvoir l'image de qualité du service PMI - Santé sur tout le territoire.

En prévision de remplacement du matériel existant (pèse bébé, monitoring, sièges autos aux normes...), nous vous proposons de réserver des crédits à hauteur de 10 000 €.

V - Recettes de fonctionnement : 60 000€

Caisse Primaire d'Assurance Maladie - Mutualité Sociale Agricole : télétransmission

Dans le cadre d'un conventionnement avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze et la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, le Conseil Départemental bénéficie d'un remboursement des consultations médicales, des actes et examens médicaux, des vaccinations, des consultations sages-femmes exercées par les professionnels du service PMI.

Nous proposons d'inscrire des crédits à hauteur de cette prévision, soit 60 000 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter des crédits de paiements selon la répartition ci-dessous :

	CA 2019	CA 2020	BP 2021
ACTION EN FAVEUR DE L'ENFANCE	58 662,59 €	53 177,92 €	93 730 €
PREVENTION MEDICO SOCIALE	422 933,81 €	392 918,17 €	426 454 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	481 596,40 €	446 096,09 €	520 184 €
ACTION EN FAVEUR DE L'ENFANCE	0 €	0 €	0 €
PREVENTION MEDICO SOCIALE	44 042,35 €	67 730,07 €	60 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	44 042,35 €	67 730,07 €	60 000 €
ACTION EN FAVEUR DE L'ENFANCE	0 €	0 €	10 000 €
PREVENTION MEDICO SOCIAL	2 942,96 €	5 471,87 €	10 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 942,96 €	5 471,87 €	20 000 €

	Crédits de paiements 2021 - Dépenses	Crédits de paiements 2021 - Recettes
FONCTIONNEMENT	520 184 €	60 000 €
INVESTISSEMENT	20 000 €	0 €
TOTAL	540 184 €	60 000 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

En dépenses :

2009P046E30 : Accueil du jeune enfant
2009P046E27 : Familles Enfance Subventions
2009P046E36 : Subvention soutien scolaire fonctionnement
2009P046E39 : Subvention soutien scolaire investissement
2016P005E01 : Promotion de la santé - participation
2016P005E02 : Promotion de la santé - moyens fonctionnement
2016P005E04 : Promotion de la santé - subventions
2016P005E06 : Moyens en investissement

En recettes :

2016P005E05 : Promotion santé - Recettes

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 60 000 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 520 184 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la décision de la Commission Permanente du 26 février 2021, dossier n° CP.2021.02.26/107, de M. le Président du Conseil Départemental,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/103 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Agnès AUDEGUIL, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article unique : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle ACTIONS DE SANTE PMI 2021 :

	Crédits de paiements 2021 - Dépenses	Crédits de paiements 2021 - Recettes
FONCTIONNEMENT	520 184 €	60 000 €
INVESTISSEMENT	20 000 €	0 €
TOTAL	540 184 €	60 000 €

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.1.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 904.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 915.8.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1321-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Bénéficiaire par territoire	Objet de la subvention	Subvention accordée en 2020	Montant demandé en 2021	Montant proposé 2021
Territoire de Tulle				
A TOUS CIRK	Propose : - Ateliers parents-enfants - Ateliers avec les structures petite enfance de l'agglo Soutien à la parentalité et aux acteurs de la petite enfance	200,00 €	600,00 €	200,00 €
UNAFAM	L'association accueille, écoute, informe, soutient, forme et représente les proches aidants de personnes malades et/ou handicapées psychiques.	800,00 €	1 000,00 €	800,00 €
ASSOCIATION DES ASSISTANTES MATERNELLES	Informe et débattre de sujets se rapportant au métier d'assistante maternelles à titre permanent Demande de subvention pour aider dans les frais courants	500,00 €	800,00 €	800,00 €
ASSOCIATION POTENTIEL	Tout un chacun a du potentiel et a besoin d'être pris en considération dans ses potentialités comme dans ses difficultés. Pour que le fonctionnement atypique ne soit plus une source de vulnérabilité (échec scolaire, social, professionnel, anxiété, sentiment d'isolement, etc...) mais une source d'épanouissement (dans le quotidien scolaire, professionnel, relationnel, ect...). L'association Potentiels a pour but de permettre à chacun de comprendre, accepter et mobiliser son potentiel. Développer 9 types d'actions contribuant à l'accompagnement des potentiels, notamment des profils atypiques avec besoins éducatifs particuliers et de développer un partenariat avec le service PMI, qui se fera le relais auprès des MSD, l'ASE et le CDEF.	Pas de demande	2 500,00 €	800,00 €
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES DONNEURS DE SANG	Fédérer toutes les structures agissant pour le don de sang bénévole, susciter le don volontaire et bénévole de sang et de moelle osseuse, soutenir l'action des associations de la FFDSB assurant la promotion du don d'organe	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
LIGUE CONTRE LE CANCER	Soutien à la recherche, financement de projets de recherches nationaux, aide aux malades, information, prévention, dépistage, soutien face au cancer	4 450,00 €	5 000,00 €	4 500,00 €

Bénéficiaire par territoire	Objet de la subvention	Subvention accordée en 2020	Montant demandé en 2021	Montant proposé 2021
FRANCE ADOT 19	Informier et sensibilier sur la cause du don d'organes, de tissus et de moelle osseuse	350,00 €	350,00 €	350,00 €
Territoire de Haute-Corrèze				
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	Elle informe, soutient et accompagne les parents dans leur rôle éducatif et propose des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille. Il ne s'agit pas de remplacer des acteurs existants et reconnus par leur engagement et leur action en terme d'animation locale, mais bien d'apporter un plus aux familles. Depuis sa création en 2006, l'association a participé activement à la dynamique d'accueil sur le plateau de Millevaches en portant des projets structurants tels que la création de la micro-crèche de Somnac, gérée aujourd'hui par la communauté de communes, et l'ouverture de l'espace associatif à Peyrelevalde. Pour LEAP	500,00 €	1 000,00 €	500,00 €
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	Elle informe, soutient et accompagne les parents dans leur rôle éducatif et propose des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille. Il ne s'agit pas de remplacer des acteurs existants et reconnus par leur engagement et leur action en terme d'animation locale, mais bien d'apporter un plus aux familles. Depuis sa création en 2006, l'association a participé activement à la dynamique d'accueil sur le plateau de Millevaches en portant des projets structurants tels que la création de la micro-crèche de Somnac, gérée aujourd'hui par la communauté de communes, et l'ouverture de l'espace associatif à Peyrelevalde. Pour les ateliers et le fonctionnement de l'association	250,00 €	1 000,00 €	250,00 €
PLANNING FAMILIAL 19	Le planning est une association féministe et d'éducation populaire qui prends en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité, dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales	1 000,00 €	10 000,00 €	1 000,00 €
Territoire de Brive				
A.N.P.A.A 19	L'association a pour but de promouvoir et continuer à une politique globale de prévention des risques et des conséquences des usages, usages détourner et méusages d'alcool, tabac, drogues illicites et médicaments psychotropes, pratiques de jeu excessif et autres addictions sans produits. L'action de l'association est la prévention, les soins et l'accompagnement en addictologie. Elle est promotrice d'actions de promotions de la santé et prévention des risques, organisme de formation. De plus, l'association souhaite adapter les locaux et favoriser un accueil agréable pour tous.	900,00 €	2 338,00 €	900,00 €
Autres Territoires				
ASSOCIATION ENTR'AID SIDA	Missions de préventions, de sensibilisation et d'éducation à la sexualité et à la vie affective sur les départements de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute Vienne en milieu scolaire, lieux festifs, actions grand public, secteur du handicap, formations de professionnels	500,00 €	1 000,00 €	500,00 €
		10 950,00	27 088,00	12 100,00

ANNEE 2021 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE - Budget prévisionnel 2021 : 25 000€ à répartir entre les CLAS et les REEAP (CLAS : 20 900€ et REAAP : 4 100€, dossiers non réceptionnés à ce jour)

Bénéficiaire	Objet de la subvention	Subvention accordée en 2020	Montant demandé en 2021	Montant proposé 2021
ASSOCIATION CLUB COURTELINE	<p>Cette association est ouverte à toute personne de Brive-la-Gaillarde et des environs, participe en partenariat avec les structures existantes, à la dynamique du quartier des Chapélies, en proposant, dans un climat de convivialité, des activités de soutien, d'échanges et de transmission de connaissances et de savoir-faire.</p> <p>Les activités de l'association sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -accompagnement à la scolarité des enfants de 6 à 9 ans (aide aux devoirs et activités d'éveil) - des ateliers adultes : patchwork, cuisine, yoga - des ateliers socio- linguistiques : apprentissage de la langue française par différentes activités 	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
ASSOCIATION CULTURE ET EDUCATION DEVELOPPEMENT CITOYEN-TULLE	<p>L'association à pour but pour les enfants et les jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de compléter les actions des différents intervenants éducatifs autour de l'enfant - d'assurer un accompagnement scolaire pour l'ensemble des adhérents : - de créer des lieux d'échanges et de rencontres - de faciliter l'accès de tous à la culture - de développer des activités culturelles - de favoriser les dynamique de quartier et de façon plus générale la création de lien sociale - de développer les relations internationales <p>Bénéficie du projet de relance</p>	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE-COUP DE POUCE	<p>Objectif de l'Activité "Coup de Pouce" :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apporter une Aide individuelle aux devoirs durant l'année scolaire, y compris pendant les petites vacances - Proposer des activités culturelles et ludiques, collectives et familiales 	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
ASSOCIATION POTENTIEL	<p>Tout un chacun a du potentiel et a besoin d'être pris en considération dans ses potentialités comme dans ses difficultés. Pour que le fonctionnement atypique ne soit plus une source de vulnérabilité (échec scolaire, social, professionnel, anxiété, sentiment d'isolement, etc...) mais une source d'épanouissement (dans le quotidien scolaire, professionnel, relationnel, ect...). L'association Potentiels a pour but de permettre à chacun de comprendre, accepter et mobiliser son potentiel.</p>	500,00 €	500,00 €	500,00 €
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE-EGLETONS	<p>Objectifs opérationnels de l'accompagnement scolaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Développer les liens entre les parents et l'école en accompagnant et expliquant les outils scolaires - Proposer des activités favorisant la participation des jeunes et de leur famille autour du jeu ou du sport santé par exemple - Permettre à chaque jeune d'être en réussite scolaire en proposant de l'aide aux devoirs et des activités éducatives. - Faciliter l'intégration des enfants et des familles notamment par un partenariat avec des structures extérieures en participant à des manifestations ou en utilisant des ressources extérieures. - Favoriser l'accès à la citoyenneté, lutter contre les discrimination, promouvoir l'égalité fille/garçon et la mixité par des lectures, des actions solidaires... - Encourager les pratiques culturelles et l'accès aux nouvelles technologies - Être un relais d'information et d'accompagnement pour diverses démarches auprès des enfants et parents 	7 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL RIVET-BRIVE	<p>Ce centre est :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un équipement de quartier à vocation sociale globale, - un équipement à vocation familiale et pluri-générationnelle, - Un lieu d'animation de la vie sociale, - un lieu d'interventions sociales novatrices et concertées, <p>Les services proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 5 à 17 ans - des pôles insertion socioprofessionnelle, familles et accueil et pré-accueil social - des ateliers : danse enfants, poterie enfants, boxe loisir enfants, gymnastique adultes, body-bose adultes, gym séniors 	900,00 €	900,00 €	900,00 €

Bénéficiaire	Objet de la subvention	Subvention accordée en 2020	Montant demandé en 2021	Montant proposé 2021
CENTRE SOCIO-CULTUREL RAOUL DAUTRY-BRIVE	<p>Contribuer à l'épanouissement de l'enfant, Encourager l'intégration et la socialisation de l'enfant : aider l'enfant à mieux interagir avec les autres, favoriser l'entraide, Impliquer les familles, Travailler en partenariat avec l'école et les collègues, Offrir un cadre de qualité (lieu de travail, nombre d'enfants réduit par salle, accompagnement et encadrement, matériel mis à disposition), - Ouvrir l'enfant sur des centres d'intérêt culture/artistiques nouveaux, - Proposer des ateliers éducatifs et ludiques favorisant l'apprentissage : apprentissage des bases scolaires par le jeu, - Mobiliser les parents sur le suivi de leur enfant : contrat d'engagement, règlement intérieur, réunion..., - Rencontres et échanges avec les partenaires éducatifs</p>	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL JACQUES CARTIER-BRIVE	<p>Orientations éducatives suivies par cette structure : - offrir un espace de travail et un accompagnement adapté en permettant aux enfants de travailler dans de bonnes conditions, d'accéder à différents outils pédagogiques et d'avoir un accompagnement humain de qualité et approprié face aux difficultés rencontrées, - impliquer et associer les parents en favorisant les temps de rencontre et en créant des outils, travailler en partenariat avec les écoles et le collège, - aider l'enfant vers la citoyenneté par l'acceptation des règles de vie en collectivités, Objectifs opérationnels : - mise en place de l'atelier "aide aux devoirs" , des ateliers éducatifs et de projet culturel en lien avec les programmes scolaires</p>	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
CAISSE DES ECOLES- MAIRIE MALEMORT	<p>Orientations éducatives portées : - Contribuer à l'épanouissement de l'enfant, - Favoriser la socialisation de l'enfant, - Lutter contre les inégalités, Objectifs opérationnels de l'accompagnement scolaire : - aider les jeunes à acquérir des méthodes, des approches, des relations susceptibles de faciliter l'accès au savoir, - Elargir les centres d'intérêt des enfants, promouvoir leur apprentissage de la citoyenneté par une ouverture sur les ressources culturelles, sociale, - Valoriser leurs acquis afin de renforcer leur autonomie personnelle et leur capacité de vie collective, - Accompagner les parents sans le suivi de la scolarité des enfants</p>	500,00 €	500,00 €	500,00 €
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF (TUCSS)	<p>Le fort pourcentage de jeunes sur les quartiers ouest et le faible niveau de qualification à la sortie du système scolaire suscite à proposer en priorité un accompagnement aux scolaires afin de renforcer les acquis et susciter un plus fort investissement, en commençant par les plus jeunes. Objectifs opérationnels : être constamment à l'écoute des enfants et des familles, accompagner les enfants dans les apprentissages, accompagner les parents pour qu'ils se sentent impliqués dans la scolarité de leurs enfants, faire un travail d'éducation à la citoyenneté et développer des actions éducatives et culturelles.</p>	1 300,00 €	1 300,00 €	1 300,00 €
MAIRIE D'USSEL	<p>Objectifs : Responsabiliser les enfants quant à leur scolarité en leur proposant un lieu d'écoute, d'échanges et leur offrir une égalité des chances dans la réussite de leur scolarité, pour leur permettre de s'insérer dans la société dans laquelle ils vivent : - Redonner confiance à l'enfant en ses pleines capacités de réussite, - Développer l'autonomie de l'enfant dans ses apprentissages, - Ouvrir l'enfant sur l'extérieur et lui permettre ainsi l'accès à la culture, - Faire le lien entre les apprentissages scolaires et les apprentissages culturels, - Favoriser les liens entre la famille et l'école, - Permettre aux parents d'être acteurs de la réussite scolaire de leurs enfants,</p>	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
		20 900,00	20 900,00	20 900,00

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2021

RAPPORT

La protection de l'enfance est une politique publique dont le Département est le principal garant.

La loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant conforte et complète la loi du 5 mars 2007. Le cadre législatif s'inscrit dans un processus plus large de réforme de la protection de l'enfance. Il s'articule autour de trois grandes priorités: mieux prendre en compte les besoins de l'enfant, renforcer le repérage et le suivi des situations de danger (notamment de maltraitance) et développer la prévention à tous les âges de l'enfance.

En Corrèze, les exercices 2019 et 2020 auront été ceux du déploiement de la première phase de la nouvelle organisation de l'ASE, dans le cadre du schéma départemental 2017-2021 en faveur de l'enfance venant confirmer le rôle du Département en qualité de chef de file de la protection de l'enfance.

L'exercice budgétaire 2021 s'inscrit, une nouvelle fois, dans un contexte partenarial évolutif du fait des politiques successives qui ont marqué une augmentation des problématiques sur le champ de l'enfance handicapée au cours des dernières années et des réponses apportées aux parents dans le domaine de la psychiatrie adulte et infanto-juvénile qui restent déficitaires et/ou inadaptées au regard de l'évolution des publics. Ces deux constats accentuent la difficulté d'organisation des prises en charge éducatives les plus complexes.

Bien que la hausse du nombre de Mineurs Non Accompagnés (MNA), confiés au département de la Corrèze soit plus modérée que les années précédentes, les accompagnements de ce public bouleversent l'équilibre fragile de la politique publique de protection de l'enfance comme partout en France. En effet, l'augmentation du nombre de jeunes confiés à la charge des départements, génère des phénomènes de saturation des dispositifs classiques d'hébergement et d'accompagnement et s'avère très coûteuse.

Le Département a fait face à l'augmentation du nombre des jeunes confiés, avec des projets alternatifs et ce en assurant une rationalisation des moyens, avec des réponses spécifiques, notamment les appartements relais jeunes ou ARJ, (appartements partagés entre plusieurs jeunes) à Tulle, ainsi que la mise en œuvre, dès 2019, d'un appel à projet pour la mise à l'abri et l'accompagnement des MNA. Ces nouveaux dispositifs, aujourd'hui mis en place par de nombreux départements, ont fait la preuve de leur pertinence pour les bénéficiaires et ont permis de contenir le coût de cette politique publique pour le département.

Le Conseil départemental mène également une politique volontariste pour accompagner les jeunes Corrèziens et Corrèziennes les plus vulnérables et leur garantir les conditions nécessaires à leur épanouissement. Au service de cette mission de nombreux professionnels du département sont engagés au quotidien : assistants familiaux, travailleurs sociaux, médecins, cadres, sages-femmes, puéricultrices, psychologues, et agents administratifs. Ils s'associent à des partenaires institutionnels et associatifs mobilisés et actifs sur le territoire dans l'intérêt de l'enfant et des familles.

En matière de prévention et de protection de l'enfance, pour améliorer l'accompagnement du public relevant de l'aide sociale à l'enfance et faire face aux nombreuses situations, le département poursuit ses efforts constants afin de conforter l'offre d'accueil chez les assistants familiaux (167 assistants familiaux employés par le CD de la Corrèze), d'innover avec de nouvelles réponses d'intervention et d'accompagnement du public tels que l'accueil séquentiel, et l'accompagnement à la création de nouveaux Lieux de Vie et d'Accueil.

Pour améliorer l'accompagnement des adolescents en grande difficulté, notre objectif sera d'optimiser et de compléter les outils alternatifs au placement : services d'accueil progressif en milieu familial, accueil de jour, lieux de vie et d'accueil ou encore améliorer sensiblement les liens avec la pédopsychiatrie, notamment en mobilisant les nouveaux dispositifs de l'équipe mobile départementale de pédopsychiatrie et du DISC (dispositif de coordination des acteurs autour des situations complexes).

Par ailleurs, face à un contexte de hausse généralisée des besoins (hausse du nombre d'accompagnements à domicile et de placements) et dans la suite des mesures mises en œuvre lors des deux précédents exercices, l'année 2021 finalisera la nouvelle organisation du service ASE avec :

* L'externalisation d'une partie des mesures d'accompagnement à domicile (AEMO). Partie intégrante du plan de nouvelle organisation du service. Cette externalisation partielle, débutée en mars 2021, suite à l'appel à projet finalisé fin 2020, doit permettre de ramener le nombre de situations traitées par les agents du département à un niveau permettant de garantir l'efficacité et la sécurité des accompagnements ;

* En parallèle, ces redéploiements, à moyens constants, permettront la création d'un pôle spécifique en charge des jeunes de 16 ans et plus, (en vue de préparer leur majorité) et de l'accompagnement des jeunes majeurs, notamment en lien avec le déploiement du "Plan de lutte contre la Pauvreté" qui prévoit qu' *"une attention particulière sera portée aux jeunes les plus vulnérables accompagnés par les services de l'aide sociale à*

l'enfance (ASE)". A ce jour, de 50 à 60 jeunes bénéficiant d'une mesure de placement, deviennent majeurs chaque année en Corrèze. La mise en place du pôle " 16 ans et jeunes majeurs" prévue dans le plan de redéploiement de l'ASE, permettra de travailler les 5 axes suivants :

- l'accès aux droits sociaux et l'accompagnement à la gestion du budget,
- la non interruption des parcours de soins et de prévention,
- les accompagnements psychologiques avec des actions collectives du type des "ateliers reliance",
- l'accès à un logement autonome par la mobilisation de l'ASL et l'aide à la recherche logement,
- l'insertion professionnelle en lien avec le service Insertion de la Collectivité (coach jeunes, référents pro, Boost...) ;

* De plus, cette externalisation partielle autorise, à moyens humains constants, le redéploiement d'une partie des agents vers les pôles ASE du placement, de la CRIP, de l'adoption et du Dispositif de Placement Familial, sur lesquels de forts besoins ont été identifiés.

Les propositions budgétaires 2021 tiennent naturellement compte des suites de l'impact de la crise sanitaire qui a impliqué la prorogation automatique des mesures de protection des enfants durant les périodes de confinement (allongeant ainsi les durées moyennes de pris en charge) ainsi que les Contrats Jeunes Majeurs (augmentant le nombre de bénéficiaires). Par ailleurs, les indemnités d'entretien exceptionnelles, versées aux assistants familiaux et les "primes COVID" servies aux personnels des établissements et services de la protection de l'enfance, comme aux assistants familiaux, ont eu un impact non négligeable sur les budgets 2020.

Les projections de 2021, tiennent compte du nombre d'informations préoccupantes (IP) suite aux deux périodes de confinement, qui est venu accroître le volume des traitements judiciaires en cours ou en attente, nous obligeant ainsi à prévoir une hausse du nombre d'enfants bénéficiant de mesures en 2021.

Il est à noter qu'après quatre années de hausses consécutives des moyens alloués à l'ASE, en lien avec les efforts consentis par la Collectivité afin de faire face à la hausse du nombre de MNA, à l'augmentation du nombre de mesures prononcées par les magistrats et aux nécessités de nouvelle organisation du service face aux obligations du conseil départemental dans le domaine de la protection de l'enfance, l'engagement est pris de ne plus augmenter ces budgets sur les prochains exercices, sauf si une hausse importante du nombre de bénéficiaires devait être constatée.

A cet effet la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion (DASFI) a pris les engagements suivants ayant un impact budgétaire direct :

- Chercher à limiter le recours aux Contrats Jeunes Majeurs (CJM) par la mise en place de l'équipe "16 ans et jeunes majeurs", qui accroîtra l'efficacité de la préparation à la sortie de l'ASE; par un travail avec les services de l'État en vue d'accélérer la régularisation administrative des MNA; par une meilleure articulation avec la MDPH pour les jeunes de l'ASE relevant également du secteur du handicap ;

- Rétablir les dialogues de gestion avec les établissements et partenaires associatifs de la protection de l'enfance, afin de limiter la sur-occupation des dispositifs et les évolutions à la hausse des prix de journée ;
- Améliorer la communication avec l'institution judiciaire pour approfondir la connaissance de nos dispositifs, comme de leurs limites.

Dans ce cadre stratégique de la Prévention et de la Protection de l'Enfance, l'enveloppe consacrée aux missions de l'Aide Sociale à l'Enfance s'élèvera en 2021 à 21 276 334 €.

La proposition de budget 2021 se décline donc ainsi :

1- ACTIONS DE PREVENTION EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES FAMILLES :
1 883 000 €

Au titre de la prévention, l'objectif de travail principal est d'œuvrer pour maintenir les enfants dans la cellule familiale, en mobilisant deux types d'aides qui peuvent être accordées par l'Aide Sociale à l'Enfance.

a - des aides financières aux familles : 173 000 €

Le code de l'action sociale et des familles stipule que l'aide sociale à l'enfance apporte un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et à leur familles confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger les mineurs et de compromettre gravement l'équilibre des jeunes majeurs de moins de 21 ans.

Par conséquent, du fait d'un contexte économique de crise, d'une fragilisation de la cellule familiale, ces aides financières ponctuelles sont attribuées après évaluation sociale pour couvrir les besoins élémentaires, voire vitaux des mineurs dans leur famille.

De plus, ces aides sont également mobilisables pour accompagner des jeunes après leur majorité, au titre de l'aide sociale facultative, qui de par leur situation (contexte familial, projet professionnel à finaliser...) nécessitent un prolongement de l'accompagnement éducatif réalisé par le Conseil départemental.

Ces aides peuvent être attribuées sous différentes formes (allocations mensuelles, secours d'urgence et de bourses jeunes majeurs de moins de 21 ans) après une expertise de la situation par le travailleur social de référence (AS secteur, TSE). Le recours au bons d'achat, mis en place pendant la période de confinement, est pérennisé afin de pallier à la fermeture des paieries.

Les allocations mensuelles et les secours d'urgence doivent pouvoir couvrir les besoins élémentaires.

La bourse "jeune majeur" de moins de 21 ans s'inscrit dans un accompagnement éducatif, en lien avec leur projet de vie, ayant pour finalité l'accès à l'autonomie.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de **173 000 €** pour le financement de ces aides.

b - Des aides socio-éducatives : 1 710 000 €

- Interventions des techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) et des Auxiliaires de Vie Sociale (AVS) : 255 000 €

Le Conseil départemental a recours à des professionnels d'intervention sociale à domicile pour mettre en place une aide éducative et sociale au domicile des parents et/ou une aide pour réaliser des tâches matérielles liées à la vie quotidienne.

Indispensable à la mission de prévention exercée par l'Aide Sociale à l'Enfance, cette prestation est délivrée par deux associations : "ADAPEI" de la Corrèze pour les interventions auprès d'enfants porteurs de handicap ou présentant des troubles du comportement; et par l'association "A'Dom Limousin" pour les enfants ne présentant pas de troubles du comportement ou de handicap.

Ces deux structures emploient :

- des Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) qui peuvent se rendre au domicile des parents pour mettre en place une aide éducative et sociale ;
- mais également des Auxiliaires de Vie Sociale (AVS) qui apportent leur aide aux familles pour réaliser des tâches matérielles liées à la vie quotidienne.

Le Département a contractualisé sur la base d'un marché pour 6 200 heures de TISF et 2 000 heures d'AVS.

Le nouveau marché devant être passé en 2021, sera l'occasion de travailler le rééquilibrage entre les partenaires, afin de prendre en compte la hausse des besoins des familles et des enfants porteurs de handicap (avenant augmentant de 10% la part de l'ADAPEI en 2020).

- Mesures AEMO (Action Éducative en milieu Ouvert) : 1 455 000 €

Cette enveloppe résulte de la prescription par le juge des enfants de mesures d'accompagnement à domicile d'AEMO. Elle inclut la prise en charge financière des mesures d'AEMO instaurées par le magistrat et confiées pour leur mise en œuvre à l'A.S.E.A.C. (pour 97 places) comme les années précédentes.

En complément, l'enveloppe prévoit également la mise en place de la mesure nouvelle, l'externalisation d'une partie des mesures exercées par les agents du département (externalisation partielle de 200 mesures d'AEMO). En effet, la nouvelle organisation telle que validée par les différentes instances, prévoit notamment de faire face à la hausse importante du nombre de mesures (placement et à domicile) sans augmenter l'effectif des TSE (Travailleurs Sociaux Enfance) par l'externalisation d'environ 35 % des mesures d'AEMO (Action Éducative en Milieu Ouvert). Cette externalisation d'une partie des mesures d'accompagnement à domicile (AEMO) ramènera le nombre de situations traitées à un niveau permettant de garantir l'efficacité et la sécurité des accompagnements. De plus, cette externalisation permettra, à moyens humains constants, de redéployer une partie des agents vers les pôles du placement, de la CRIP (Cellule de

Traitement des Informations), de l'adoption et du Dispositif de Placement Familial, sur lesquels de forts besoins ont été identifiés. En parallèle, ces redéploiements permettront la création d'un pôle spécifique en charge des jeunes de 16 ans, (en vue de préparer leur majorité) et de l'accompagnement des jeunes majeurs, notamment en lien avec le déploiement du "Plan Pauvreté" tel que mentionné plus haut.

L'objectif est de ramener, en moyenne, le nombre de mesures d'accompagnement par agent à moins de 30 (nombre d'enfants accompagnés), au lieu de 35 à 42 jeunes par référent antérieurement. Il est à noter que cet objectif de moins de 30 enfants en référence par TSE, ramènera les agents du département au niveau de la moyenne nationale constatée.

Le projet d'externalisation a donné lieu à des groupes de travail associant les agents de terrain afin de déterminer les mesures les plus pertinentes à externaliser ainsi que d'établir un cahier des charges.

Après avis de la commission CISAP, conjointe entre le département et l'État, l'association ASEAC a été retenue par le Président du Conseil départemental et la Préfète du département de la Corrèze. Le déploiement de cette externalisation, qui a débuté le 1^{er} mars 2021, se fera de manière progressive au cours du premier semestre 2021.

Au vu de ce calendrier, cette mesure nouvelle a été chiffrée, pour l'exercice 2021, à hauteur de 0,583 M€, pour un total de 200 mesures à externaliser (nombre de mesures en année pleine, avec déploiement progressif). Les mesures externalisées seront équitablement réparties sur l'ensemble du territoire Corrèzien afin d'équilibrer l'ensemble des secteurs. Cette charge financière est partiellement compensée par les économies induites par l'appel à projet MNA en place depuis la rentrée 2019 et, à terme, devrait permettre de modérer les dépenses du département (à effectif constant) en termes de non-dégradation des mesures d'accompagnement à domicile en placements (nettement plus coûteux pour la Collectivité). De plus cette externalisation permettra au service de faire face aux nouvelles mesures, en hausse constante depuis les 10 dernières années, sans création de nouveaux postes (effectif de TSE constant).

2 - ACTIONS DE PROTECTION DE L'ENFANCE : 19 309 534 €

Le Conseil départemental a pour mission d'accueillir les mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans au sein du service de l'Aide Sociale à l'Enfance, sur décision de justice, et de subvenir aux besoins éducatifs, de santé, de formation de ces enfants et de ces jeunes en collaboration avec les familles.

Les actions se répartissent entre :

a - l'accueil en établissement : 9 255 668 €

- Accueil des mineurs et majeurs de moins de 21 ans :

Plusieurs structures d'accueil pour les mineurs et majeurs de moins de 21 ans sont présentes sur le Département de la Corrèze avec une capacité d'accueil de 133 places réparties entre :

* un établissement public : le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Tulle

* des structures associatives habilitées :

- Association La Providence à Brive ;
- Association du Centre des Monédières - Fondation Claude Pompidou à Treignac;
- Lieu de Vie et d'Accueil - situé au "Mont Cheval" sur la commune de Serilhac ;
- Lieu de Vie et d'Accueil - "les Menhirs", géré par l'association LIVE sur la commune de Bonnefond ;
- Lieu de Vie et d'Accueil de Raulhac - situé sur la commune de Neuvic.

Le schéma départemental en faveur de l'enfance questionne l'adaptation de l'offre existante aux besoins réels du département, de l'évolution des publics accueillis et accompagnés mais également de l'augmentation croissante des Mineurs Non Accompagnés (MNA) dont la charge incombe à la Collectivité sans réelle compensation de l'État.

Nous constatons une augmentation de + 79 % de prise en charge de jeunes MNA confiés au département entre 2017 et 2020 et le récent rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la protection de l'enfance en Corrèze pointe une multiplication par six du nombre de MNA à la charge du département entre 2014 et 2018 :

- En 2017 : 56 MNA se sont présentés sur le département et ont bénéficié d'une mise à l'abri le temps de leur évaluation sociale. 71 Mineurs étaient confiés au département et bénéficiaient d'un accompagnement de l'ASE.

- En 2018 : 141 MNA se sont présentés sur le département et ont bénéficié d'une mise à l'abri le temps de leur évaluation sociale. 114 Mineurs étaient confiés au département et bénéficiaient d'un accompagnement de l'ASE.

- En 2019, 104 jeunes se sont présentés pour mise à l'abri durant leur période d'évaluation, 123 Mineurs étaient confiés au département et bénéficiaient d'un accompagnement de l'ASE.

- En 2020, ce sont 150 MNA ont été accompagnés par le Département (127 restants au 31/12/20) et 45 jeunes ont bénéficié d'une mise à l'abri pour évaluation.

Les années précédentes, l'afflux des jeunes mis à l'abri durant leur période d'évaluation était venu saturer les dispositifs classiques de la protection de l'enfance (Établissements et assistants familiaux). Dans ce contexte, notre objectif a été de diversifier l'offre de prise en charge des MNA confiés au département, en proposant un dispositif d'accompagnement vers l'autonomie, en milieu ouvert et prévoyant de nouvelles modalités d'intervention au bénéfice d'un public, plus autonome, pouvant bénéficier au mieux des dispositifs de droit commun.

Afin de poursuivre sa mission de mise à l'abri et à l'accompagnement de ces jeunes tout en maîtrisant au mieux la charge financière liée à l'absence d'engagement conséquent de la part de l'État, le Conseil départemental a lancé début 2019, un appel à projet en deux lots - un lot pour la mise à l'abri et l'évaluation sociale des jeunes migrants arguant de leur minorité - et un lot pour l'hébergement et l'accompagnement éducatifs des jeunes reconnus mineurs et confiés au CD 19.

Deux partenaires associatifs, l'ASEAC à travers la création d'un service dédié (DAAMNA) et l'Institut Don Bosco de par la création d'une plateforme départementale en Corrèze, sont en capacité de répondre à la majorité des besoins, en accompagnant plus de 85% des MNA confiés au département dans des dispositifs diffus (appartements partagés) adaptés aux besoins et aux projets de ces jeunes.

Cet appel à projet, qui a commencé à se déployer à partir du mois d'août 2019, a permis de commencer de soulager les dispositifs de prise en charge de la protection de l'enfance (assistants familiaux et Établissements), ainsi que de proposer aux MNA confiés, un accompagnement adapté à leur âge (très majoritairement de 16 à 18 ans) et à leurs besoins, essentiellement centrés sur l'acquisition de repères culturels, l'insertion sociale et professionnelle.

De plus, ces dispositifs, mieux calibrés, en fonction des besoins, permettent d'améliorer la maîtrise des coûts pour la Collectivité.

Pour 2021 il est prévu d'accompagner les dispositifs de l'appel à projet MNA afin de leur permettre d'atteindre leur pleine capacité autorisée de 109 places réparties sur l'ensemble du territoire Corrèzien. Nous prévoyons également d'adapter le dispositif des Appartements Relais Jeunes, porté par le CDEF de TULLE afin d'en ouvrir le bénéfice à d'autres publics que les MNA (Cf. rapport du CDEF).

Il est à noter que sur le budget 2021, les projections financières, tenant compte d'une montée en charge de +10% des dispositifs dédiés aux MNA, permettent à la Collectivité d'afficher une économie de 1,074 M€ par rapport aux prises en charges antérieurement réalisées chez les assistants familiaux.

Cette maîtrise de la dépense ne se fait pas au détriment de la qualité des accompagnements, mais résulte d'un bon ajustement de la réponse éducative au plus près des besoins des jeunes concernés. En effet, plus de 90 % des jeunes MNA arrivent en France entre 16 et 18 ans et ont un projet centré autour de l'insertion professionnelle et de l'autonomie en matière de revenus et de logement. Un accompagnement socio-éducatif permanent (24h/24) n'est donc généralement pas nécessaire, à condition qu'un focus particulier soit fait, tant par les référents de la Collectivité que par les partenaires,

sur la citoyenneté, l'acquisition de repères culturels et l'insertion professionnelle.

- Accueil Parents-enfants :

Dans le cadre de sa mission de prévention et de protection de l'enfance, Le Conseil départemental prend en charge les frais d'hébergement des jeunes femmes enceintes, des parents avec leurs enfants, confrontés à de graves difficultés sociales et/ou psychologiques. A ce jour, 18 places se répartissent ainsi :

- 15 places au Centre Maternel du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille ;
- 3 places au Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale "Solidarellles" à Brive.

Sur l'année 2020, le Département a pris en charge les frais d'hébergement de 22 familles, soit 27 adultes et 21 enfants, dont 77% ont été hébergés et accompagnés au Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, maillon essentiel de la politique de protection de l'enfance du département.

De manière globale les dotations proposées tiennent compte d'une probable hausse modérée du nombre de MNA (le ratio de jeunes orientés vers la Corrèze étant passé de 0,30 à 0,39% au 1^{er} juillet 2020 soit une estimation de +10 % des MNA orientés vers la Corrèze), ainsi que d'une hausse très modérée des accueils en Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS + 2%) afin de palier à la hausse des mesures prononcées et à la baisse, ponctuelle, des effectifs d'assistants familiaux (Cf. infra).

Les crédits affectés aux accueils d'urgence au CDEF, à l'hébergement en établissement (MECS et LVA) des mineurs, majeurs de moins de 21 ans, à l'accompagnement spécifique du public MNA et aux accueils parents-enfants sont proposés à hauteur de **9 255 668 €**.

b - l'accueil individuel par un assistant familial : 9 500 256 €

Une des caractéristiques de la Corrèze, soulignée par le dernier rapport de la Chambre Régionale des Comptes, est l'importance de son offre axée sur l'accueil familial en réponse à des problématiques diverses, mais avec une adaptation constante de nos professionnels de l'accueil.

Le placement de l'enfant en danger chez un assistant familial est une priorité pour le Conseil départemental. Il constitue une vraie réponse aux situations familiales complexes.

Les jeunes qui ont vécu des traumatismes ou qui ont souffert de carences éducatives et affectives, ont besoin de se construire, d'évoluer dans un cadre de vie stable, chaleureux et stimulant pour mieux grandir et s'ouvrir au monde. Le Conseil départemental a donc fait le choix de poursuivre le développement de l'accueil familial.

Nous saurons demain poursuivre notre mission de service public de protection, si nous savons relever le défi du renouvellement des assistants familiaux et, compte-tenu de leur capacité à répondre à des situations complexes, créer à partir de leur savoir-faire et savoir-être des alternatives nouvelles à l'accueil collectif.

Plus de 75 % des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance - soit les enfants avec des mesures de placement continu - sont accueillis par les 1 64 assistants familiaux employés par le Conseil départemental.

Les frais inhérents au placement familial comprennent :

- les rémunérations mensuelles des assistants familiaux (salaires, salaires d'attente, préavis, indemnités, chômage...),
- les accueils relais dans le cadre du droit à congé et de la formation continue,
- les frais de garde (indemnités d'entretien, transport, activités extra scolaire...).

Notre Collectivité a toujours reconnu le rôle essentiel des assistants familiaux en matière d'aide sociale à l'enfance et nous avons à cœur de préserver avec eux, nos relations basées sur le respect et la confiance.

Nous poursuivons en 2021 le déploiement du plan d'actions engagé en 2017 pour accompagner les assistants familiaux dans l'exercice de leur métier, pour renforcer son attractivité et améliorer les conditions de travail de ces professionnels.

Les crédits proposés tiennent compte d'une projection à la baisse (de - 4%) des journées d'accueil réalisées chez les assistants familiaux du Conseil départemental. En effet, malgré le recrutement de 12 nouveaux professionnels en 2020 (recrutements limités par la crise sanitaire) l'effectif moyen nous constatons un solde négatif sur l'année 2020 (moins 10 personnes).

Le conseil départemental poursuit également sa politique volontariste de recrutement de nouveaux assistants familiaux afin de maintenir le nombre de places d'accueils de disponibles face à la perspective du départ en retraite de plus de 30% des professionnels actuellement en exercice de 2018 à 2022.

Un vaste plan de communication départemental va être lancé en avril afin de promouvoir le métier d'assistant familial et deux campagnes de recrutement auront lieu en juin et octobre 2021. Par ailleurs, un lien avec le dispositif AMAC (Académie des métiers de l'accompagnement en Corrèze) est en réflexion.

c - Placement familial hors département ou chez des tiers : 533 610 €

Un programme spécifique permet la prise en compte des mineurs confiés au département, mais hébergés et accompagnés chez des assistants familiaux non employés par le département de la Corrèze, ou chez des tiers bénévoles ou dignes de confiance. Ce programme permet également la prise en charge des frais de transport (scolaire et ordinaire) des enfants. Ces prises en charges, obligatoires et spécifiques, nécessitent de mobiliser un montant annuel estimé à **533 610 €** pour l'année 2021.

d - Soins des mineurs accueillis : 20 000 €

La prise en charge des enfants nécessite de pouvoir honorer les soins dont ils doivent bénéficier et qui ne sont pas pris en charge ou pas en totalité par l'assurance maladie (médicaments, frais dentaires, hospitalisations...). Une enveloppe de 20 000 € est à ce titre sollicitée.

3 - PARTENARIAT : 83 800 €

- Le SNATED (Allo Enfance Maltraitée 119) : l'État et les Départements participent conjointement au financement de ce Groupement d'Intérêt Public (un arrêté fixe le montant annuel).

Les appels au N°119, représentent environ 10 % des informations préoccupantes reçues en Corrèze.

Pour le Conseil départemental de la Corrèze la participation prévisionnelle pour l'année 2021, s'élève à 9 000 € par an.

- Dans le cadre de la prévention et de la protection de l'enfance, une subvention globale est proposée pour permettre à des jeunes d'être soutenus, écoutés, conseillés sur le plan de la santé, de leur projet de vie. Dans ce cadre une enveloppe de 74 800 € à pour objet de soutenir nos partenaires :

→ La Maison des Ados de la Corrèze (MDA) est une structure gérée par l'association départementale des PEP19. Lieu d'accueil, d'écoute, d'informations et de suivi des adolescents en situation de "mal être", en terme de santé, de projet de vie ou d'accompagnement social et juridique, les missions de cet établissement s'inscrivent dans le champ de la prévention.

Il est proposé de reconduire, par avenant, la convention sur l'année 2021 pour un montant identique à celui de 2020, soit 40 000 €. Cependant, nous souhaitons enclencher une réflexion avec les PEP19 pour optimiser cette dotation.

→ L'Union Départementale des Associations Familiales qui organise dans le cadre du "Lien" des rencontres destinées au maintien des relations parents-enfants à l'occasion de droits de visites difficiles.

Sur Brive, Tulle et Ussel, dans le cadre de droits de visite définis par le Juge, et lorsque l'exercice de ce droit est difficile à mettre en place (conflit parental, difficulté de prise en charge...) des pères, mères voire grands-parents (si droit de visite) peuvent rencontrer l'enfant dans un environnement adapté et sûr (avec des professionnels qualifiés).

Il est proposé de reconduire, par avenant, la convention sur l'année 2021 pour un montant identique à celui de 2020, soit 17 500 €. Cette année 2021 sera l'occasion de réaliser un bilan précis et de proposer de nouvelles actions en adéquation avec les besoins repérés par le service de l'ASE.

→ L'association Familles Rurales propose un ancrage relationnel autre que celui de la famille ou de l'assistant familial. Ce projet de parrainage devrait permettre à des familles bénévoles d'accueillir sur des temps plus ou moins élargis des enfants pour leur permettre d'avoir un autre ancrage relationnel que celui de leur famille et/ou de leur assistant familial. Ce projet devrait répondre à des besoins repérés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance sur des situations d'enfants placés sous tutelle ou en délégation d'autorité parentale.

Il est proposé de reconduire, par avenant, la convention sur l'année 2021 pour un montant identique à celui de 2020, soit 12 000 €. Compte tenu de la faible mobilisation de ce dispositif, nous travaillons avec la fédération pour revoir la convention.

→ Enfin, chaque année des associations relevant du domaine de l'enfance et des familles déposent un dossier de demande de subvention via le portail des subventions et sollicitent la participation financière du Conseil départemental en vue de la réalisation de leurs projets.

Je vous propose de reconduire le montant de l'année 2020 à hauteur de 4 800 € afin de répondre aux demandes déjà déposées ou pouvant l'être en cours d'exercice.

A ce stade, l'association "Étincelles AMAS" a déposé une demande pour 500 €.

Le coût total des propositions de subventions incluses dans l'annexe au présent rapport s'élève à 83 800 € en fonctionnement.

4- RECETTES : 810 993 €

L'essentiel des recettes de l'Aide Sociale à l'Enfance provient des recouvrements suivants :

- La récupération des participations des parents aux frais d'entretien de leur enfant. Cette ligne de récupération dépend des décisions du juge des enfants et participe à l'action éducative car elle est un levier pour remobiliser les parents ;
- Le recouvrement des prestations familiales pour les enfants confiés, en lieu et place des parents au regard de la prise en charge globale assurée par la collectivité ;
- La rémunération de la mission administrateur ad hoc exercée par le département. Cette mission consiste à mettre en place la défense du mineur victime (recherche avocat, accompagnement du mineur aux audiences...). De même, il peut y avoir en plus la gestion de tutelles confiées au Président du Conseil départemental ;
- Le recouvrement auprès des autres départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre département.

Nous proposons d'inscrire au titre des crédits à recouvrer pour l'année 2021 :
108 600 €.

En complément et manière exceptionnelle en 2021 deux nouvelles recettes sont à prévoir :

- Un remboursement de charges sociales sur le salaire des assistants familiaux dans le cadre du dispositif de la ZRR, pour un montant de **591 016 €** ;
- Un remboursement de salaires payés aux agents du CDEF en décembre 2020 sur le budget ASE pour **111 377,24 €**.

La prise en compte de ces deux recettes nous permet d'anticiper un montant 2021 à hauteur de 810 993 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA anticipé 2020	BP 2021
Enfants et Adolescents	1 739 070 €	1 117 588 €	1 883 000 €
Etablissements enfants et adolescents	8 470 473 €	9 238 345 €	9 255 668 €
Paye des assistants familiaux	9 414 572 €	9 660 717 €	9 500 256 €
Placement enfants et adolescents	596 687 €	392 395 €	533 610 €
Soins des Mineurs	42 600 €	23 521 €	20 000 €
Partenariat	44 180 €	83 922 €	83 800 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	20 382 582 €	20 757 170 €	21 276 334 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	241 350 €	677 351 €	810 993 €

Une section d'investissement à hauteur de 1 000 € est proposée afin de permettre au service ASE de faire face aux besoins d'achat de petit mobilier à destination des dispositifs spécifiques qu'il gère en direct (dispositifs de mise à l'abri).

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
INVESTISSEMENT	1 000 €	/

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	21 276 334 €	810 993 €

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
INVESTISSEMENT	1 000 €	/

Pour mémoire au titre de 2021 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- 1998P107E72 - Allocations
- 1998P107E73 - Prestations de services
- 1998P108E55 - Placement Familial - Paye des assistants familiaux
- 1998P108E58 - Placement Familial Enfants et Adolescents INV
- 1998P108E56 - Placement Familial Enfants et Adolescents
- 1998P109E23 - Établissements enfants et adolescents
- 1998P110E22 - Aide médicale
- 2019P014E08 - SNATEM
- 2019P014E09 - Subventions associations
- 2020P033E03 - Paye des assistants familiaux

EN RECETTES :

- 1998P108E53 - Placement Familial Enfants et Adolescents
- 1998P109E33 - Remboursement paye décembre 2020
- 2019P024E03 - Lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/104 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Agnès AUDEGUIL, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle PROTECTION DE L'ENFANCE 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	21 276 334 €	810 993 €
INVESTISSEMENT	1 000 €	-
TOTAL	21 277 334 €	810 993 €

Article 2 : Est acté, conformément à l'article L. 228-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le recouvrement des recettes auprès des autres Départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre Département.

Article 3 : sont attribuées, au titre de 2021, les subventions aux associations récapitulées en annexe à la présente délibération.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 905.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de l'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1647-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2021 - SERVICE ASE

ENVELOPPE PREVISIONNELLE 2021 74 800,00 €

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée pour 2021	Subvention accordée en 2020	objectifs relatifs à la demande de subvention 2021	Montant demandé 2021	Montant 2021
TERRITOIRE DE TULLE						
ASSOCIATION "ETINCELLES AMAS" Canton de Tulle	Participation actions de préventions et fonctionnement - Conférence ciné débat	subvention de fonctionnement	500,00	Programmes de prévention primaire : information de tout public d'adultes (parents, professionnels...) - programme ciné-débat : projection de films traitant du sujet et animation débat par un psychologue - conférences par des spécialistes (universitaires, chercheurs...) - diffusion des DVD de ces conférences notamment dans les médiathèques - autres informations à la demande de particuliers ou d'organismes divers. En attente CR 2020	500,00	500,00
U.D.A.F. CORREZE Canton de Tulle	L'U.D.A.F. est une association reconnue d'utilité publique par l'Etat, proposant divers services et actions qui s'inscrivent en complémentarité à celles portées par la Collectivité départementale dans ses missions à destination de la population Corrèzienne. Dans ce cadre là, une convention de partenariat 2017-2018-2019 a été signée.	subvention de fonctionnement	17 500,00	Défini par convention triennale reconduite par avancement pour 2021 (espace rencontre)	17 500,00	17 500,00
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES RURALES Canton de Tulle	Promouvoir et développer des actions et des activités en direction des familles en milieu rural : information et formation, petite enfance, jeunesse, consommation et vie quotidienne, activités physiques et sportives, activités de loisirs et culturelles, actions de prévention. Entreprandre toute action nécessaire aux associations membres, dans tous les domaines concourant à la promotion des familles et personnes vivant en milieu rural, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie, notamment ceux soumis à agrément des pouvoirs publics, et tout particulièrement concernant : l'action sociale familiale, la jeunesse	subvention de fonctionnement	12 000,00	Suite à la <u>convention entre le Conseil Départemental et la Fédération Départementale Familles Rurales</u> , il a été défini un programme d'actions confiées par le Département à la Fédération Départementale Familles Rurales 19 sur le champ de la petite enfance, l'enfance, les publics adultes fragilisés et d'établir un travail de partenariat et de collaboration dans le cadre de la Protection Maternelle et Infantile et l'Aide Sociale à l'Enfance.	12 000,00	12 000,00
MDA	L'Association Départementale de l'Enseignement Public de la Corrèze gère la Maison des Ados de la Corrèze conformément à la convention constitutive du réseau signée le 30 mai 2008.	subvention de fonctionnement	40 000,00	La MDA vise à améliorer la prévention le dépistage de pathologies, les soins, la coordination et le suivi de l'accompagnement des jeunes et leurs familles la coordination et la formation des professionnels.	40 000,00	40 000,00
ASSOCIATIONS POUVANT DEPOSER UNE DEMANDE EN COURS D'ANNEE	Associations en lien avec la Protection de l'enfance					4 800,00
TOTAL					70 000,00	74 800,00

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET ACTIONS SOCIALES - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Les politiques de l'action sociale relèvent en premier lieu du Département. Elles sont encadrées par l'art. L.123-2 du code de l'action sociale et des familles qui dispose que "le service public départemental d'action sociale a pour mission générale d'aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie".

Le service départemental d'action sociale est un interlocuteur essentiel et souvent indispensable pour aider, écouter et accompagner ce public. Il est reconnu comme un véritable instrument de politique sociale.

A partir d'une analyse des besoins des personnes dans le cadre de ces observatoires, des professionnels et d'une évaluation des ressources disponibles, il permet de programmer l'évolution des dispositifs existants et la création d'actions nouvelles :

• **Formaliser l'accueil, l'information et l'orientation du public vers un accueil inconditionnel :**

- Associer et faire participer,
- Favoriser l'inclusion des plus fragiles ;

• **Mieux prendre en compte les parcours des personnes ;**

• **Renforcer les liens internes et avec les partenaires afin de fluidifier le parcours des usagers :**

- Coordonner un partenariat efficace entre les acteurs locaux,
- Mieux connaître les territoires et les publics afin d'adapter l'offre de service.

Soucieux d'assurer pleinement le développement de ses responsabilités dans le domaine de l'action sociale, le Département met des professionnels au service et à proximité des Corréziens : des agents d'accueil, assistants de service social, conseillers en économie sociale et familiale, infirmiers, psychologues, spécialistes de l'insertion et travailleurs sociaux enfance et agents administratifs.

Leurs compétences portent sur l'insertion, la protection de l'enfance et les personnes fragiles et vulnérables et la protection maternelle et infantile et la santé. Ils sont en mesure d'accueillir, d'évaluer, d'orienter ou d'accompagner toute personne rencontrant des problématiques d'ordre matériel et financier, familial, éducatif et de santé.

Leur action vise à prévenir et à surmonter les difficultés des Corréziens en les aidant à accéder à leurs droits, à bénéficier de dispositifs d'aides financières tels que le fonds de solidarité départemental, fonds d'aide aux jeunes et à rechercher des solutions en lien avec de nombreux partenaires locaux, mais aussi de les accompagner afin qu'ils puissent en toute autonomie assurer leur quotidien.

L'objectif est d'améliorer les conditions de vie des Corréziens et de maintenir ou restaurer leur autonomie. L'action sociale et la solidarité sont au cœur des missions du Département. Solidarité envers les familles, les jeunes, les personnes fragiles, les plus démunis, d'un bout à l'autre du territoire, la Collectivité départementale agit pour faciliter le quotidien de chacun.

Identifiée comme une priorité sur le département, la prise en compte des nouveaux enjeux de santé publique constitue un autre axe fort des prochaines politiques socio-médicales.

Le Conseil départemental soutiendra les initiatives portant sur des dispositifs visant à définir et à prioriser les besoins sur les territoires en lien avec les réalités socio économiques locales:

- promouvoir la santé,
- renforcer l'accueil et l'accès au droit au plus près des territoires,
- développer des actions de prévention auprès des familles, des jeunes.

La mise en œuvre de ces missions est organisée par des schémas transversaux des solidarités dont l'objectif est la déclinaison cohérente et décloisonnée des politiques sociales sur le département (Schéma départemental de l'enfance, Pacte territorial d'insertion).

Le Conseil départemental, en sa qualité de chef de file des solidarités, est chargé, de mettre en place une politique cohérente de l'accueil social de proximité. Il identifie sur le territoire les structures remplissant les conditions de mise en œuvre des politiques d'action sociale.

Afin de permettre la mise en œuvre des dispositions, nous proposons d'affecter 394 420 € de crédits de paiement au titre du fonctionnement.

A/ - Les mesures d'accompagnement sociales personnalisées (MASP) : 193 920 €

Prévues par la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des Majeurs, la Collectivité a décidé en 2016 d'internaliser les M.A.S.P. Simples (aide administrative et budgétaire) et d'attribuer par commission d'Appel d'Offres les M.A.S.P. avec perception et gestion des prestations sociales dites M.A.S.P. 2.

Le marché a pris fin au 30 avril 2020. Le nouveau marché a pris effet au 1^{er} mai 2020. L'exercice des mesures MASP 2 a été attribué à l'UDAF 19, la qualité du service a été pointée. Seul candidat à avoir répondu et proposé un coût de mesure à 202 €/mois.

Le nombre de mesure prévisionnelle est passé de 79 en 2019 à 80 en 2020. En effet, le nombre de demande d'Aide Éducative Budgétaire (AEB) et de Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) est beaucoup plus important suite à la crise sanitaire qui se poursuit.

Le montant de l'enveloppe est calculé sur une base de 80 mesures par mois à hauteur de 202 € soit 193 920 €.

Nous proposons d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 193 920 € pour financer ce dispositif.

B/ - Secours et assistance : 60 500 €

1/ Le Fonds de Secours Départemental : 60 000 €

Il s'agit d'un fonds d'aide facultatif qui intervient en dernière intention, et seulement après la connaissance des réponses définitives des autres dispositifs sollicités. Les aides peuvent être de différentes natures (aide au logement, à la santé, à la mobilité, frais d'obsèques...) et sont attribuées après instruction de la demande adressée par les assistants de service social. Il contribue à apporter une aide financière ponctuelle et obéit à un règlement de fonctionnement.

Pour l'année 2020, 153 aides ont été attribuées réparties comme suit : énergie (36), assurances/mutuelles (2), mobilité (36), frais d'obsèques (27), logement (22), santé (7), facture d'eau (11), divers (11), annulé suite à décès (1).

Dès le début de la crise sanitaire, le Conseil Départemental de la Corrèze a décidé de mettre en place un nouveau moyen de paiement face aux fermetures des postes et paieries dans le cadre du Fonds de Secours Départemental appelé Bon d'Achat d'Urgence Alimentaire pour les familles sans enfant.

En 2020, 85 bons ont été émis pour une somme de 6 240,83 € sur la période du 1^{er} avril 2020 au 31 décembre 2020.

Suite à une évaluation au cours du dernier semestre 2020 il a été acté de poursuivre ce moyen de paiement et notamment pour répondre aux fermetures des paieries.

2/ Les frais de transport : 500 €

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du dispositif de Prévention des violences intrafamiliales et concerne un public prioritairement féminin victime de violences exercées par leur conjoint. Il consiste en la prise en charge par le Conseil départemental des frais de transport de 1^{ère} urgence pour une mise en sécurité immédiate des victimes.

La convention a été renouvelée en décembre 2018 pour une durée de 3 ans entre le Préfet, le Président du Conseil Départemental, le Président du Roc, le Président du Syndicat des Artisans Taxi de la Corrèze, le Président de l'Union des Métiers et des Industries de l'hôtellerie de la Corrèze.

En 2020, 3 personnes ont eu accès ce service.

Nous vous proposons d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 60 500 € pour financer ces actions.

C/ - Participations et subventions à divers organismes ou associations : 120 000 €

Au titre des participations ou subventions accordées à divers organismes ou associations dans le cadre du programme "actions sociales" 14 associations ont été soutenues en 2019, 17 en 2020 et 16 proposées pour 2021 pour un montant de 48 300 € et un reste à engager de 7 700 € soit une enveloppe globale de 56 000 €.

Suite à l'épidémie de Coronavirus, le Conseil Départemental de la Corrèze a décidé de créer une brigade hivernale lors de la séance plénière du Conseil Départemental du 27 novembre 2020. La gestion en a été confiée à l'association "Chemins singuliers" et fait l'objet d'un partenariat.

Pour exercer sa mission l'association perçoit du Conseil Départemental un financement de 80 000 € réparti ainsi : 20 000 € ont été versés en 2020 et 60 000 € en 2021.

Cette brigade permet de mettre à disposition des associations caritatives des bénéficiaires Rsa (Revenu de Solidarité Active) sur neuf mois afin d'assurer les distributions alimentaires.

La participation versée au Conseil Départemental de l'Accès au Droit (C.D.A.D.) dans le cadre de la convention réglant l'organisation et les conditions de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public est renouvelé à la même hauteur soit 4 000 €.

Un tableau des subventions accordées aux associations par le Conseil Départemental pour le programme "action sociales" est annexé au rapport.

Nous proposons d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 120 000 € pour soutenir l'action de ces associations.

D/ - Dotation globale de financement aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs : 12 000 €

Cette dotation globale est à la charge du Département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'État pour le solde (décret du 30/12/2015). En 2018, cette enveloppe était prévue dans le budget du service Emploi Insertion.

Nous vous proposons d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 12 000 €.

E/ - Outils des services sociaux : 8 000 €

Il s'agit de réserver des crédits de paiement pour la mise en œuvre d'actions collectives réalisées par les équipes des Maisons de Solidarité Départementale en faveur du public, l'action en groupe concourant au développement de nouvelles formes d'accompagnements complémentaires à l'action individuelle (telle que par exemple les actions de prévention auprès des parents, économie d'énergie...).

Le montant alloué pour 2021 à ces actions est de 2 744 €.

En 2020, il a été décidé de faire une mission d'accompagnement pour les MSD de Brive Centre et de Brive Ouest. Le montant du devis accepté est de 7 300 € HT soit 8 760 € TTC dont 3 504 € ont été payé en 2020.

Le montant à payer sur 2021 est donc de 5 256 €.

Nous proposons de réserver des crédits de paiement à hauteur de 8 000 €.

RECETTES : 90 500 €

Le 5 juillet 2019, le Président du Conseil Départemental et le Préfet ont signé une convention pour une durée de 3 ans allant de 2019 à 2021 qui définit des engagements réciproques entre les deux parties relevant de la stratégie nationale de prévention de la lutte contre la pauvreté.

Le montant à percevoir sera de 90 000 €.

Un montant de 500 € de recettes a été prévu pour d'éventuelles annulations de mandats sur exercices antérieurs pour le Fonds de Secours Départemental.

Nous proposons de réserver des crédits de paiements à hauteur de 90 500 € au titre des recettes.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Mesures d'accompagnement social personnalisées (MASP)	187 000 €	182 922,00 €	193 920 €
Actions d'utilité sociale	142 500 €	146 569,48 €	132 500 €
Plan "Corrèze Accompagnement COVID-19" - Brigade hivernale	- €	- €	60 000 €
Moyens services sociaux	3 000 €	5 270,13 €	8 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	332 500 €	334 761,61 €	394 420 €
Actions d'utilité sociale	90 000 €	90 800,00 €	90 500 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	90 000 €	90 800,00 €	90 500 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	394 420 €	90 500 €
INVESTISSEMENT	- €	- €
TOTAL	394 420 €	90 500 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

2013P008E03 - Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées

1999P037E53 - Moyens en fonctionnement

1999P044E68 - Participations

1999P044E71 - Subventions aux associations

1999P044E73 - Secours et assistance

1999P044E80 - Quote-part Service M.J.P.M.

EN RECETTES :

2019P023E08 - LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

1999P044E67 - SECOURS ET ASSISTANCE

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 90 500 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 394 420 € en fonctionnement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PREVENTION ET ACTIONS SOCIALES - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/105 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle ACTIONS SOCIALE 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	394 420,00 €	90 500 €
INVESTISSEMENT	0,00 €	0,00 €
TOTAL	394 420,00 €	90 500 €

Article 2 : Sont décidées, au titre de 2021, les subventions récapitulées en annexe à la présente délibération.

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.1

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1618-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEE 2021
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ACTION SOCIALE

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention	Subv accordée en 2020	Montant demandé 2021	Montant proposé 2021
TERRITOIRE DE TULLE					
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE <i>Canton de Tulle</i>	agir contre la pauvreté et l'exclusion et promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité. Accueillir et répondre aux différents besoins d'aide pour les personnes en situation d'exclusion sociale ou en difficulté 'Aide alimentaire, hygiène, aide vestimentaire, accès à la culture, loisirs, vacances, et insertion professionnel. Accès au logement au travers le déménagement social et au mobilier de première nécessité. Micro crédit solidaire...	Subvention de fonctionnement	4 000,00 €	8 000,00 €	2 000,00 €
ASSOCIATION FAMILLES DE DETENUS DE TULLE <i>Canton de Tulle</i>	Accueil des familles des personnes détenues à la Maison d'Arrêt de TULLE dans un local situé près de la maison d'arrêt, propriétaire de l'association . Les familles sont reçues les après midi des lundi, mardi, mercredi et vendredi .	Subvention de fonctionnement	300,00 €	350,00 €	300,00 €
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLE DE France <i>Canton de Tulle</i>	Fonctionnement de l'association pour toutes ses activités auprès des familles	Subvention de fonctionnement	1 300,00 €	2 000,00 €	1 300,00 €
HAUTE-CORREZE					
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE <i>Canton d'Ussel</i>	Epicerie sociale distribuant des aliments sur le secteur de la Haute Corrèze	Subvention de fonctionnement	6 500,00 €	7 000,00 €	6 500,00 €
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES <i>Canton plateau de Millevaches</i>	Aide aux personnes démunies (familles monoparentales, chômeurs, réfugiés, malades etc...):- aide alimentaire (épicerie sociale)- aide vestimentaire- Covoiturage à développer	Subvention de fonctionnement	800,00 €	1 000,00 €	800,00 €
TERRITOIRE DE BRIVE					
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE <i>Canton de Malemort</i>	Aider et apporter sur le territoire de la Corrèze une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire, par la distribution de paniers repas, en effectuant toutes actions d'aide à la personne (accueil, écoute, informations, accompagnement) qui contribue à réinsérer les personnes dans la vie sociale et économique et d'une manière générale, par toutes actions contre la pauvreté qui ne cessa d'augmenter	Subvention de fonctionnement	15 500,00 €	22 000,00 €	15 500,00 €
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL <i>canton Brive 1</i>	2 grands types d'activités : l'urgence et le secourisme (19 intervenants secouristes, des formateurs) l'action sociale : Samu Social à Brive, Accueil de jour à Brive, accueil d'urgence dans toutes les unités locales, Vacances des enfants, 3 vestiboutiques, Alphabétisation, visites auprès des personnes âgées, action en milieu carcéral) 4 unités locales coordonnées par la délégation départementale	Subvention de fonctionnement	2 500,00 €	3 000,00 €	2 500,00 €
		Dispositif Croix Rouge Solidarité	1 500,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €

Bénéficiaire par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention	Subv accordée en 2020	Montant demandé 2021	Montant proposé 2021
BANQUE ALIMENTAIRE Canton Brive 1	Collecte et distribution de dons et surplus alimentaires aux associations partenaires, nous sommes le maillon central d'un réseau allant des fournisseurs de denrées alimentaires aux personnes en difficulté économique, en passant par les associations humanitaires et les CCAS qui luttent au quotidien contre la précarité. Les Banques Alimentaires représentent aujourd'hui le plus important réseau de lutte contre la faim et la précarité, avec pour mot d'ordre la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aucune denrée n'est achetée et sur notre territoire, près de 75 % des approvisionnements proviennent de produits sauvés.	Subvention de fonctionnement	5 000,00 €	12 000,00 €	5 000,00 €
AIDE AUX VICTIMES CORREZE (ARAVIC) Canton Brive 1	contrôle judiciaire-sursis mise à l'épreuve - alternative aux poursuites - enquête de personnalité - enquêtes sociales rapides - médiations pénales - aide aux victimes d'infractions pénales.	Subvention de fonctionnement	2 500,00 €	10 260,00 €	2 500,00 €
SOS VIOLENCES CONJUGALES Canton Brive 1	Service emblématique créé à l'origine de l'association, en 1990, le Pôle Ecoute et Entretien assure une permanence téléphonique et physique, en accompagnant individuellement toute personne victime. Il propose une aide au processus de dévictimation", effectif sur le long terme.	Subvention de fonctionnement	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
SECOURS CATHOLIQUE COMITE CORREZE Canton Brive 2	Le Secours Catholique en Corrèze (9 équipes locales réparties sur le département) propose aux personnes (adressées le plus souvent par les AS de secteur) qu'il reçoit les activités suivantes :- Accueil, écoute, aides d'urgence (chèques de services, alimentaire...) - Aide administrative, domiciliation du courrier- douche, linge - Commission des aides, microcrédit, "Coup de Pouce"- Groupes conviviaux, repas solidaires, visites à domicile - 4 boutiques (vêtements) et des jardins solidaires- 1 épicerie sociale- des activités liées aux vacances : séjours d'une semaine à la mer proposés à des familles corréziennes, journée de détente estivale à Marcillac-la-Croisille Contribuer au financement de notre association en permettant de développer nos activités en faveur des personnes en difficulté.	Subvention de fonctionnement	3 500,00 €	4 000,00 €	3 500,00 €
CLUB COURTELINE Canton Brive 3	Accompagnement à la scolarité d'enfants de 6 à 9 ans scolarisés à l'école Thérèse Simonet. Ateliers de Patchwork, cuisine, yoga et travaux manuels divers pour adultes. Atelier "Langue et Cultures" pour l'apprentissage de la langue française pour adultes.	Subvention de fonctionnement	2 500,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €
VIVRE ENSEMBLE Canton Brive 3	créer des animations culturelles, sportives, sociales et de loisir en direction des habitants du quartier en favorisant la compréhension, la tolérance, la communication et l'intégration	Subvention de fonctionnement	300,00 €	500,00 €	400,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE LA CORREZE Canton Brive 4	Les AFC de la Corrèze organisent des événements d'aides (conférences et sessions de formation parents/enfants centrés sur la famille et l'éducation, bourses aux vêtements) ou de loisirs (concert, projection ciné, goûter/lecture pour les enfants) pour les familles du département de la Corrèze.	Subvention de fonctionnement	Pas de demande en 2020	500,00 €	500,00 €
AUTRES TERRITOIRES					
CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION FEMMES ET FAMILLES Limoges	Le CIDFF du Limousin a une mission d'intérêt général qui lui est confiée par l'Etat pour délivrer à tout public et particulièrement aux femmes, une information globale dans 4 domaines : L'accès aux droits, l'information sur l'emploi et la formation, le soutien à la parentalité et la lutte contre les violences faites aux femmes par le biais des permanences gratuites.	Subvention de fonctionnement	1 500,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €
ASSOCIATION INFODROITS Pessac 33	Promouvoir la connaissance du droit, apporter à chaque citoyen la connaissance de ces droits et devoirs.	Subvention de fonctionnement	Pas de demande en 2020	18 720,00 €	1 000,00 €
TOTAL			48 400,00 €	98 330,00 €	48 300,00 €

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

PLAN "AMBITIONS SANTE CORREZE"

RAPPORT

En tant que chef de file des solidarités humaines et territoriales, le Département se mobilise au travers de l'ensemble de ses compétences et de son plan Ambitions Santé pour favoriser l'accès aux soins pour tous.

Convaincu de l'importance d'un accès équitable à la santé pour tous en Corrèze, le Département porte une attention particulière aux secteurs les plus touchés par la désertification médicale et aux publics les plus vulnérables.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a désigné le Département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires.

Les domaines du social et de la santé sont des missions importantes du Département.

La politique de santé publique du Département a pour but d'élever le niveau de santé de la population et de réduire les inégalités en la matière.

Offrir à tous les Corrèziens, quel que soit leur lieu d'habitation, l'accès à des soins de santé de qualité reste un objectif majeur de service public.


Dans ce cadre, le Département de la Corrèze ne peut se satisfaire de constater le déclin de l'offre de santé sur son territoire car, assurer une couverture médicale n'est pas qu'un objectif de santé publique, c'est également un enjeu stratégique d'aménagement du territoire.

L'observatoire de la démographie, rédigé par le Conseil National de l'Ordre des Médecins nous permet de constater que les effectifs de médecins généralistes sont les premiers touchés par le nombre important de départs en retraite. Ils connaissent une chute inexorable, et ce, de manière préoccupante puisque cette chute devrait se poursuivre jusqu'en 2025 et pourrait se traduire par la perte d'un médecin généraliste sur quatre.

Garant des solidarités sociales et territoriales, le Département a pour mission de maintenir la qualité des services offerts aux citoyens corréziens.

L'intervention volontariste du Département dans le domaine de la démographie médicale, à titre subsidiaire, trouve sa place dans la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), en complémentarité des politiques de santé portées par l'État : l'Agence Régionale de Santé et l'Assurance Maladie. La Collectivité a la possibilité d'agir au nom de la solidarité territoriale.

En fondant son action sur le renforcement des solidarités humaines et territoriales qui sont au cœur de ses compétences, le Département propose le plan "AMBITIONS SANTE Corrèze" qui s'articule entre d'une part :

- 
- 1) Un Centre départemental de santé "Corrèze Santé",
 - 2) Un plan de soutien aux projets d'implantation des maisons et pôles de santé pluri disciplinaires en Corrèze,
 - 3) Des mesures financières d'accompagnement des formations des patriciens.

Le plan est adapté au regard de la situation sanitaire inédite mais aussi aux besoins des territoires.

BUDGET DU PLAN AMBITIONS SANTE

L'ambition est grande et demande des frais liés au plan de communication. La proposition est d'inscrire des crédits de paiements à hauteur de 1 000 € pour le déploiement du plan de communication.

En outre, une subvention de fonctionnement pour le Centre Départemental de Santé est proposée à hauteur de 300 000 €. A noter que pour 2021 nous envisageons une augmentation de la patientèle et l'ouverture de centres (Ussel, Sornac) ainsi qu'un développement du centre de Meymac avec un cabinet médical supplémentaire.

Enfin, au même titre, une subvention d'équipement pour la section d'investissement est proposée à hauteur de 95 000 € pour l'aménagement des antennes (outils informatiques, travaux) mais aussi la réhabilitation d'un bus pour la mise en place de télémédecine.

I. CENTRE DE SANTE DEPARTEMENTAL

Le Centre Départemental de Santé étant un budget annexe, un rapport dédié est présenté par rapport séparé à cette même réunion de l'Assemblée et expose le développement de celui-ci.

II. SOUTIEN A L'IMPLANTATION DES MAISONS ET POLES DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRES

L'offre de santé et l'accès à des soins de proximité constituent un enjeu majeur d'aménagement du territoire et d'égalité pour la santé. Dans un contexte de crise aiguë et persistante, le Département de la Corrèze soutient les projets de création de maisons et pôles de santé pluri professionnels, celles-ci visent à :

- favoriser le regroupement de praticiens médicaux et paramédicaux dans des structures facilitant l'exercice pluri professionnel de la médecine ambulatoire (soins de 1^{er} recours), la continuité et la coordination des soins pour une meilleure prise en charge de la santé des patients, et la pérennisation de l'offre médicale de proximité,
- maintenir et développer un égal accès aux soins de proximité dans les territoires déficitaires ou menacés de désertification médicale de la région dans l'objectif d'un aménagement équilibré du territoire et de solidarité avec les populations.

L'offre de soins ambulatoires devant désormais se structurer autour de maisons ou pôles de santé pluridisciplinaires, des aides à l'investissement pour les projets de maisons de santé pluridisciplinaires seront accordées aux collectivités sous la forme d'une subvention maximum de 20 % du coût du projet, plafonnée à 100 000 €.

Les Crédits de Paiement concernant ce dispositif sont portés par le budget de l'Aide aux Communes.

III. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DES FORMATIONS DES PROFESSIONNELS DE SANTE : 49 200 €

Conscient des surcoûts à la charge des étudiants stagiaires en médecine ou d'infirmier en pratique avancée, en termes de logements et de déplacements et afin de lutter contre la désertification médicale, le Conseil Départemental met en place un plan d'accompagnement financier à l'endroit des étudiants et de professionnels de santé afin qu'ils choisissent de s'installer par la suite dans les territoires ciblés comme fragiles sur le plan de la démographie médicale en Corrèze. A cette fin, sont mises en place :

- une aide forfaitaire d'aide aux déplacements de 300 €/mois/stage (avec stage maxi de 6 mois) pour les internes en stage chez des praticiens libéraux en zone déficitaire prioritaire et afin d'améliorer les conditions d'hébergement et d'identifier des places d'hébergement comme des logements vacants dans les collèges/parc bailleur social/mobilisation communes de leur parc locatif/logements vacants MSP.

Nombre estimé : 5 étudiants

- une aide aux internes en médecine étudiants en 3ème cycle venant faire leur stage en Corrèze avec l'attribution d'une bourse départementale contre 5 ans d'engagement d'activité libérale à temps plein ou en centre de santé et MSP se traduisant par une bourse de 800 €/mois.

Nombre estimé : 3 étudiants

- une aide à la formation d'infirmier en pratique avancée en offrant soit :
 - un contrat d'alternance,
 - ou une bourse de 500 € mensuels contre 5 ans d'engagement d'activité libérale ou en centre de santé et MSP.

Nombre estimé : 3 étudiants

Une réflexion est en cours autour de l'enseignement numérique déporté afin de faciliter la venue de stagiaires médecins sur la Corrèze et de les inciter à s'installer.

L'enveloppe totale pour ce dispositif est prévue à hauteur de 49 200 € pour 2021.

BUDGET PRIMITIF 2021:

	BP 2020	CA anticipé 2020	BP 2021
Subvention d'équilibre CDS	309 000 €	309 000 €	300 000 €
Frais de fonctionnement Plan Ambitions Santé	10 000 €	0 €	1 000 €
Aides aux médecins et aux étudiants en médecine (plan Ambitions Santé Corrèze	100 000 €	7 200 €	49 200 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	419 000 €	316 200 €	350 200 €
Néant	0	0	0
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0	0	0
Subvention d'équilibre CDS	200 000 €	100 000 €	95 000 €
Aide aux maisons de santé (Plan Ambitions Santé Corrèze)	0	0	0
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	200 000 €	100 000 €	95 000 €
Néant	0	0	0
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	0	0	0

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 350 200 € en fonctionnement et 95 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PLAN "AMBITIONS SANTE CORREZE"

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/106 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Sont approuvées les phases de déploiement du plan "Ambitions Santé Corrèze" présentées dans le présent rapport.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à engager les démarches nécessaires au développement des antennes en lien avec l'Agence Régionale de Santé et la Caisse primaire d'assurance maladie.

Article 3 : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre du plan Ambition Santé 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	350 200€	0 €
INVESTISSEMENT	95 000€	0 e
TOTAL	445 200€	0 €

Article 4 : Sont approuvées, en plus de celles relatives au soutien à l'implantation des maisons et pôles de santé pluridisciplinaires, les aides suivantes dans la limite d'une enveloppe de 49 200 € :

- une aide forfaitaire d'aide aux déplacements de 300 €/mois/stage (avec stage maximum 6 mois) pour les internes en stage chez des praticiens libéraux en zone déficitaire prioritaire et amélioration des conditions d'hébergement et d'identifier des places d'hébergement comme des logements vacants dans les collèges/parc bailleur social/mobilisation communes de leur parc locatif/logements vacants MSP.

Nombre estimé : 5 étudiants

- une aide aux internes en médecine étudiants en 3ème cycle venant faire leur stage en Corrèze avec l'attribution d'une bourse départementale contre 5 ans d'engagement d'activité libérale à temps plein ou en centre de santé et MSP se traduisant par une bourse de 800 €/mois.

Nombre estimé : 3 étudiants

- une aide à la formation d'infirmier en pratique avancée :
 - o contrat d'alternance,
 - o ou bourse de 500 € mensuels contre 5 ans d'engagement d'activité libérale ou en centre de santé et MSP.

Nombre estimé : 3 étudiants

Article 5 : Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement pour le budget annexe du Centre Départemental de Santé d'un montant de 300 000 €, dès approbation de la délibération.

Article 6 : Est approuvé le versement d'une subvention d'équipement pour le budget annexe du Centre Départemental de Santé d'un montant de 95 000 €.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 914.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 11 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1784-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE
- ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE -
DOTATIONS 2021

RAPPORT

En 2021, le Département entend conforter ses interventions tournées vers la jeunesse, grâce à un soutien financier adapté aux jeunes et à leurs besoins en termes d'éducation, d'orientation ou encore d'épanouissement personnel. Il mène également des actions concrètes en faveur du développement des jeunes.

Dans le cadre de la loi NOTRe, portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République adoptée le 7 août 2015, le Département a conservé la gestion des collèges. Aussi, notre Conseil Départemental est fortement engagé dans des actions en faveur de la jeunesse, dans le cadre de sa compétence légale.

Nous rappelons que notre collectivité a en charge 25 collèges publics et accompagne 5 collèges privés, fréquentés par 10 359 collégiens pour l'année scolaire 2020-2021 dont 8 957 scolarisés dans les établissements publics.

Pour illustrer cet engagement, au-delà des efforts financiers qui sont consacrés chaque année à la jeunesse et aux collèges (et dont les modalités pour 2021 vous sont exposées ci-après), le Département s'est mobilisé pour faire face à une crise sanitaire sans précédent et a œuvré dans le courant de l'année 2020 au développement et à la mise en place d'actions qui démontrent son investissement et aussi son intérêt pour le domaine éducatif :

1 - La santé, la protection et l'accompagnement des agents : une priorité pour le Département, qui a organisé la distribution de matériel de protection à l'ensemble des agents départementaux (gants, masques, gel hydro alcoolique...), a adapté régulièrement les protocoles d'entretien et de restauration dans le respect des normes sanitaires nationales en vigueur et en ayant la plus grande vigilance quant à la soutenabilité de l'application de ceux-ci pour les équipes.

Dans cette même intention, le Département a investi dans du matériel de désinfection pour faciliter le travail des agents et a renforcé le protocole de surveillance du nettoyage en service de restauration avec l'appui de QUALYSE.

Les agents souffrant d'une pathologie les rendant particulièrement vulnérables à la COVID ont bénéficié d'un accompagnement spécifique en collaboration avec l'Association Interentreprises pour la Santé au Travail 19 afin d'adapter leur poste de travail et leurs tâches.

2 - La mutualisation des agents départementaux des collèges dans les services prioritaires pendant la première période de confinement.

Face à l'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de la COVID 19, le Département, qui incarne la proximité de l'action publique, a été en première ligne tout particulièrement sur le front sanitaire et social. Dans ce contexte singulier, la collectivité a été plus que jamais mobilisée pour assurer la continuité du service public et un accompagnement, notamment en direction de nos concitoyens les plus fragiles.

Ainsi, le Conseil Départemental a effectué des prêts de matériel de cuisine (plateaux, chariots, échelles...) et a mobilisé les agents des collèges volontaires pour appuyer et/ou remplacer leurs homologues dans des structures prioritaires type EHPAD, foyer occupationnel ou encore foyer de protection de l'enfance.

Priorité a été donnée à la santé et la protection des agents mais aussi à l'entraide et à la solidarité.



3 - La valorisation et le développement des circuits courts est un défi de la transition écologique que le Département entend relever. Associer protection de l'environnement, viabilité économique locale et dynamique sociale, faire valoir les atouts et les richesses gastronomiques de notre département, favoriser l'éducation aux goûts des collégiens figurent parmi les objectifs de la collectivité.

Des actions pédagogiques autour de l'alimentation ont été conduites dans plusieurs collèges et un groupe de travail visant à quantifier l'offre et la demande en produits locaux est en place afin de proposer des solutions d'achat plus performantes que les dispositifs déjà existants (Manger bio, Agrilocal).

4 - La lutte contre le décrochage scolaire est un engagement pris par notre collectivité. Par son action "soutien scolaire renforcé", le Département se mobilise pour restaurer l'égalité des chances et redonner confiance aux élèves dont les difficultés scolaires sont apparues après la période de confinement.

L'accompagnement du Département s'articule autour de la mise en place d'ateliers numériques et/ou de soutiens financiers (pour le recrutement des services civiques, l'acquisition de matériel informatique) auprès de structures associatives. Les objectifs de cette action sont notamment d'aider à l'apprentissage des élèves mis en difficulté face à l'utilisation du numérique en général pendant le(s) confinement(s), de favoriser la coordination avec les parents de ces élèves dans la poursuite de l'apprentissage à la maison, de donner les clés aux élèves pour apprendre par eux-mêmes et utiliser leur environnement numérique, d'aider les associations à la formation des bénévoles.

Par ailleurs, alors que les transports interurbains et scolaires sont désormais une compétence régionale, le transport, qui relève du champ du handicap, est resté dans le giron départemental, conformément à la loi NOTRe. Le Conseil Départemental reste soucieux d'apporter une réponse adaptée aux besoins de chaque jeune présentant un handicap et de favoriser ainsi son autonomie et son ouverture sur l'extérieur.

Chef de file en matière de solidarité, le Département contribue à renforcer l'intégration scolaire des élèves et étudiants handicapés en milieu ordinaire à travers la mise en place de transports adaptés. Par le biais de son service de transport à la demande "Handimobile", il participe au maintien de la mobilité et de l'autonomie des personnes à mobilité réduite. Cette action est particulièrement indispensable dans le contexte sanitaire actuel.

Le présent rapport présente l'ensemble des actions qui seront mises en place au bénéfice des collèges publics (les dotations aux collèges privés ayant fait l'objet d'une approbation fin 2020) et celles venant en soutien aux familles et à la jeunesse (I), puis celles relatives aux transports dans le cadre du champ du handicap et de la jeunesse (II).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter 7 257 716 € de crédits de paiements, dont 1 466 600 € au titre de l'investissement et 7 111 116 € au titre du fonctionnement et 1 389 267 € en recettes, dont 1 354 267 € au titre de l'investissement et 35 000 € au titre du fonctionnement (dont le détail figure en pages 16 et 17 du présent rapport).

I - SOUTIEN AUX COLLEGES PUBLICS, AUX FAMILLES ET A LA JEUNESSE

A - DOTATIONS COMPLEMENTAIRES 2021 EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS : 405 308 €

1 - Dotations complémentaires 2021 en faveur des collèges publics (hors dotation principale de fonctionnement) : 393 308 €

L'action du Département se concrétise dans ses domaines de compétences mais également par un engagement affirmé au-delà de ses missions obligatoires.

Si les collèges sont autonomes sur le plan financier, une part déterminante de leurs ressources provient du Département. Celui-ci verse en effet, à chaque collège, une dotation financière annuelle, répartie selon des critères bien établis (nombre d'élèves, surface de l'établissement...). Pour mémoire, notre Assemblée a voté, lors de sa séance du 27 novembre dernier, les dotations 2021 en faveur des collèges publics pour un montant total de 2 360 658 € et pour les collèges privés pour un montant de 847 750 €.

Au total, les dotations attribuées en fonctionnement à l'ensemble des collèges du département s'élève à 3 493 116 €.

En complément de ces dernières, le Département assure également, outre la rénovation et la restructuration des bâtiments, les opérations d'entretien des équipements et des bâtiments en y procédant lui-même ou en fournissant aux collèges les moyens d'assurer cette mission grâce, en sus de la dotation susvisée, aux dotations complémentaires mises en œuvre pour soutenir les collèges dans leur gestion matérielle.

Il est important, dans nos territoires ruraux, de doter les collèges d'équipements immobiliers et mobiliers modernes et fonctionnels, de procéder à tous les contrôles bactériologiques réglementaires ou encore d'aider les établissements à faire face à leurs dépenses de viabilisation et d'entretien.

Les modalités d'attribution des différentes aides et dotations sont précisées dans les annexes 1 à 3 au présent rapport et font aujourd'hui l'objet d'un vote relatif à l'ouverture de crédits destinés à assurer la couverture budgétaire de nos aides et participations :

a) Aides complémentaires aux dépenses de fonctionnement des collèges publics :
272 708 € de crédits de paiement ventilés de la manière suivante :

➔ Aide aux déplacements des élèves 2021 (cf. Annexe 1) : 125 000 €

Afin d'aider les collèges dans la prise en charge du coût important des déplacements à caractère sportif et pédagogique, le Conseil Départemental réserve sur son budget une enveloppe pour aider les établissements à supporter les dépenses liées à ces activités pendant le temps scolaire.

Pour cette année 2021, nous proposons à l'Assemblée, dans un souci d'équité territoriale, afin de compenser l'éloignement géographique de certains collèges des principaux pôles culturels (Brive, Tulle et Ussel), d'adopter les critères de répartition de cette enveloppe de la manière suivante :

1) pour les déplacements vers les piscines : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle.

2) pour l'opération *Collège au cinéma*, opération nationale qui propose aux collégiens du département de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants et les partenaires culturels, les bases d'une culture cinématographique. La participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissements et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de *Collège au cinéma* sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme minimum d'une projection par trimestre.

Les objectifs poursuivis sont :

- susciter la curiosité,
- appréhender une langue étrangère (film en version originale),
- réaliser une exploitation pédagogique des films,
- et, sur l'ensemble du territoire, veiller à l'accès du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique.

En 2020, le dispositif *Collège au cinéma* a mobilisé 17 établissements. L'implication de tous les cinémas de Corrèze fait de cette opération un élément important d'équité territoriale en matière d'accès des collégiens à la culture. Le Département a financé 4 989 entrées.

Le Département prend à sa charge l'ensemble du coût des séances et du transport.

3) pour les déplacements à caractère sportif et pédagogique :

- répartir une partie au prorata des effectifs soit : 6€/élève pour les collèges de moins de 200 élèves (9 établissements) ; 5€/élève pour les collèges dont les effectifs sont compris entre 200 et 400 élèves (5 établissements) ; 4€/élève pour les collèges de plus de 400 élèves (11 établissements) ;
- et, majorer chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée... soit Brive, Tulle et Ussel). Les trois tranches kilométriques identifiées sont :
 - ✓ moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € (8 collèges) ;
 - ✓ entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € (7 collèges) ;
 - ✓ + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 € (10 collèges).

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

➡ Conseils - Formations - Plan de Maîtrise Sanitaire - Hygiène Alimentaire en collège
QUALYSE : 50 708 €

Dans les 22 restaurants scolaires des collèges publics, les chefs de cuisine sont responsables des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS). Ceci s'applique à environ 1,6 million de repas préparés, servis ou exportés pour 2020/2021.

Le Département est engagé dans le management des personnels de cuisine et assure la fourniture des moyens matériels (bâtiments, équipements) adaptés à l'objectif de résultat concernant la sécurité des convives.

Pour remplir certaines obligations réglementaires, renforcer son assurance de la mise en œuvre de PMS adaptés et faciliter la mise en œuvre des éléments de sa politique en maîtrise des risques alimentaires en restauration, le Département confie au laboratoire QUALYSE :

- la réalisation et le suivi des plans d'autocontrôles microbiologiques, l'assistance à la prise des mesures correctives, le cas échéant,
- la réalisation d'audits internes d'hygiène concernant les moyens et le fonctionnement, assortis d'un temps de restitution auprès des équipes avec conseils formalisés,
- la synthèse des résultats de ces audits internes, afin de présenter un état des lieux ainsi que des pistes collectives d'action et/ou d'amélioration, le cas échéant, et de proposer des formations adaptées en matière d'hygiène alimentaire,
- l'organisation de formations professionnelles adaptées en matière d'hygiène alimentaire, à destination des personnes responsables de la gestion des Plans de Maîtrise Sanitaire.

La finalisation du Plan de Maîtrise Sanitaire, en 2019, a permis de mutualiser les bonnes pratiques et d'assurer la diffusion de procédures exhaustives et homogènes. Outil complémentaire du PMS, le Guide des Opérateurs a été diffusé auprès des 22 restaurants scolaires au début de l'année 2020. Sa mise en pratique a fait l'objet d'un accompagnement des chefs de bassin restauration et de QUALYSE auprès des équipes de cuisine.

Dans la lutte contre la propagation du virus responsable de la COVID-19, le Département a confié à QUALYSE le renforcement du protocole de surveillance du nettoyage et de la désinfection en service de restauration dans les collèges publics.

Par ses actions, le Département participe à l'amélioration de la qualité du service en matière de sécurité alimentaire, garantit et facilite des bonnes conditions de travail aux agents des collèges qui interviennent en restauration ; agents qui soulignent le fort intérêt de cet accompagnement pour le développement de leurs compétences.

Ces actions seront poursuivies en 2021.

Les prestations seront effectuées par QUALYSE et leur paiement sera effectué sur la base du réalisé, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

➔ Entretien des espaces, des équipements et du bâti (cf. Annexe 2) : 15 000 €

En complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, le Département assure également l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation globale mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériel et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien courant, par l'agent de maintenance dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

Nous précisons que la dotation sera calculée selon un taux de 40% appliqué aux dépenses éligibles et plafonnée annuellement et par établissement à 1 250 €.

➔ Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement (cf. Annexe 3) : 60 000 €

Cette enveloppe a pour vocation d'aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation.

Bien que normalement prise en charge par les collèges dans le cadre de leur dotation globale, cette enveloppe complémentaire permet de tenir compte :

- de la longueur des saisons de chauffe plus ou moins importante selon la localisation des collèges,
- des hausses tarifaires concernant le coût des énergies qui représentent pour les collèges des dépenses importantes en cours d'année, difficiles à chiffrer lors de l'élaboration de leur Budget Primitif.

Ainsi, chaque collège en difficulté peut faire une demande de dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

➔ Dotations pour l'utilisation des équipements sportifs communaux : 22 000 €

Conformément aux lois de décentralisation, le Département doit fournir aux collèges les équipements permettant de dispenser les enseignements et les formations de toute nature figurant aux programmes officiels, notamment l'éducation physique et sportive. Le barème d'attribution d'indemnités forfaitaires, applicables à toutes les communes autorisant l'accès à leurs installations sportives pour la pratique sportive des collégiens, est fonction de la nature des équipements utilisés.

Il correspond à :

- * Forfait gymnase : 350 € annuels,
- * Forfait piscine : 500 € annuels,
- * Forfait équipements Plein air : 175 € annuels.

Il est également à noter que la dotation est calculée selon le nombre des équipements sportifs utilisés par chaque collège. Nous proposons à l'Assemblée de bien vouloir adopter les principes et barèmes ci-dessus qui serviront en 2021 de base de calcul des dotations attribuables aux communes et structures intercommunales mettant à disposition

des collèges leurs équipements sportifs.

Enfin, il est rappelé à l'Assemblée que, s'agissant des enveloppes intitulées "Aide aux déplacements des élèves", "Entretien des espaces, des équipements et du bâti", "Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement" et "Dotations pour l'utilisation des équipements sportifs communaux" :

- le montant indiqué de chaque enveloppe est fourni à titre indicatif. En effet, la Commission Permanente, qui disposera de la compétence pour attribuer chacune de ces dotations, pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune de ces enveloppes, dans la limite du montant des crédits abondant l'Enveloppe Pluriannuelle de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux collèges publics", arrêté à 272 708 € ;

- les modalités de calcul et d'attribution des trois enveloppes susvisées figurent en annexes 1,2 et 3 au présent rapport.

b) Subventions complémentaires d'aides aux dépenses d'investissement des collèges publics : achat de matériel et mobilier par les collèges publics : 96 000 € de crédits de paiements en investissement

Cette enveloppe est destinée à couvrir en partie les dépenses réalisées par les collèges en matière d'acquisition de matériels d'entretien et de mobiliers scolaires tout en tenant compte des évolutions pédagogiques.

La subvention prévisionnelle maximale par établissement est calculée sur la base de 3 tranches :

- effectif inférieur à 200 élèves = 2 400 €,
- effectif compris entre 200 et 400 élèves = 3 900 €,
- effectif supérieur à 400 élèves = 5 000 €.

Il est précisé que la subvention sera calculée selon le taux unique de 80% appliqué aux dépenses réalisées et sera versée, dans la limite du montant attribué, sur la base des factures acquittées.

J'ajoute enfin, qu'au moins un tiers de la dépense réalisée par l'établissement devra être réservé à l'achat de matériels au bénéfice des agents départementaux du collège.

Sur la base de ces règles, il sera demandé aux collèges au cours du 1^{er} semestre 2021, de faire retour de leurs besoins dans le respect des montants maximum qui leur sont attribués.

Nous proposons à l'Assemblée, pour l'année 2021, de maintenir cette procédure et de laisser le soin à la Commission Permanente de répartir ces crédits selon les besoins qui seront recensés.

c) Dépense directe exceptionnelle d'investissement des collèges publics : achat d'un véhicule frigorifique pour le collège Jean MOULIN : 24 600 € de crédits de paiements en investissement

Cette enveloppe exceptionnelle est destinée à acheter un véhicule frigorifique pour le collège Jean MOULIN ; le véhicule actuellement utilisé arrivant au terme de sa durée de vie. Je vous rappelle que le collège Jean MOULIN assure une liaison chaude avec le collège Maurice ROLLINAT et que le transport de denrées alimentaires implique la maîtrise des températures afin d'éviter les risques de contamination.

Je rappelle à l'Assemblée que lors de notre réunion du 27 novembre dernier, 26 000 € de crédits d'investissement avaient été votés en faveur des collèges privés, **portant ainsi le total en investissement à 146 600 €.**

2 - Actions en faveur de l'orientation des collégiens – Dispositif École Entreprise : 12 000 €

Le Conseil Départemental a renouvelé son partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze et le MEDEF de la Corrèze en faveur du dispositif "École Entreprise", dans le cadre d'une convention de partenariat sur deux ans (2020 à 2022).

Le projet vise à initier les collégiens aux métiers de l'entreprise et à leur donner une approche générale du fonctionnement de l'entreprise en lien avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et des entreprises corréziennes. Cette action permet aux collégiens, de 4^{ème}, de découvrir l'entreprise avec ses flux humains et matériels, mais aussi l'environnement économique qui se trouve à proximité de leur collège.

La convention porte une attention particulière sur l'égalité homme/femme en termes d'accès à l'emploi. L'ensemble des collèges du département est pris en compte sur les deux années que dure la convention.

Sur l'année scolaire 2019/2020, 13 collèges ont bénéficié d'une intervention en classe pour découvrir l'entreprise et son fonctionnement avant la visite sur site. 11 visites d'entreprise ont pu être réalisées.

L'année scolaire 2020/2021 voit des adaptations du contenu de cette action au regard des contraintes sanitaires en vigueur : mise en place de visioconférence avec des chefs d'entreprises, utilisation de supports visuels, films ou photos, présentant les entreprises.

Nous proposons à notre Assemblée de réserver sur l'enveloppe susvisée, pour l'exercice 2021, la somme de 12 000 € (montant identique à 2020) pour le financement de cette opération.

B - ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES : 519 000 €

Nous proposons au Conseil Départemental d'approuver le vote de crédits de paiement destinés à assurer la couverture budgétaire des actions en faveur des familles pour un montant de 519 000 €, montant qui permettra le financement des interventions suivantes :

1 - Bourses pour classes de découverte ou patrimoine : 9 000 €

Le Conseil Départemental attribue des bourses individuelles aux familles corréziennes les plus défavorisées et permet ainsi à tous les écoliers de participer aux séjours organisés par leurs écoles. Les classes Patrimoine concernent des séjours qui ne sont pas inscrits au programme départemental (défini avec L'Éducation Nationale et l'ODCV). Des écoles privées ou publiques organisent ces séjours.

Pour 2020, il y avait 1 190 élèves prévus pour des séjours entre janvier et fin juillet. Les classes se sont interrompues en mars en raison de la crise sanitaire, de sorte que seulement 254 élèves ont bénéficié de ces séjours

L'aide de la collectivité départementale est versée directement à l'organisateur du séjour qui la déduit de la part restant à charge des familles.

Bourses classes de découverte et patrimoine	2019	2020	2021
Budget Prévisionnel	5 000 €	9 000 €	9 000 €
Compte Administratif	8 953 €	3 003 €	

2 - Promotion internat 19 : 78 000 €

L'existence de 14 internats dans les collèges est spécifique à notre territoire. Le Conseil Départemental, garant des solidarités sociales et territoriales, doit, en l'espèce, mettre en œuvre des politiques d'action sociale efficaces et adaptées au contexte local.

L'aide à l'internat de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne (corrézien ou non) en complément des autres aides mobilisables (bourses nationales). Elle est l'illustration de la capacité de notre collectivité à porter des dispositifs efficaces et utiles pour toutes les familles. Ce dispositif renforce également l'attractivité des 14 internats corréziens.

En parallèle, l'outil "internat" est également intégré comme un élément de prévention et reconnu par les services de l'Éducation Nationale en Corrèze pour l'accueil d'élèves en difficulté ou faisant l'objet de mesures de suivi au titre de la Protection de l'Enfance. Il devient dans ce cadre, un outil de médiation, qui peut apporter des solutions à des jeunes dont la situation sociale et/ou géographique est source de difficultés.

Au titre de l'année scolaire 2019/2020, cette aide a été versée en faveur de 267 collégiens internes.

Internat 19	2019	2020	2021
Budget Prévisionnel	70 000 €	78 000 €	78 000 €
Compte Administratif	75 345,96 €	41 514,79 €	

3 - Aide à la restauration : 259 500 €

Dans une logique de plus grande justice sociale et pour agir contre les inégalités territoriales, une aide spécifique à la restauration a été adoptée en séance plénière du 28 juin 2013 et mise en place dès l'année scolaire 2013/2014. Cette aide permet aux familles des collégiens du secteur public et privé ayant la qualité de demi-pensionnaire (4 jours par semaine au minimum) ou d'interne, de bénéficier d'une aide déduite directement de la facture trimestrielle par l'établissement en fonction de leurs ressources et du nombre d'enfants à charge.

Aide à la restauration	2019	2020	2021
Budget Prévisionnel	300 000 €	295 000 €	259 500 €
Compte Administratif	286 666,51 €	178 027,47 €	

Cette aide, dont ont bénéficié 2 151 collégiens demi-pensionnaires, a été versée à chaque établissement selon la répartition suivante au titre de l'année 2020 :

ÉTABLISSEMENT	MONTANT 2020
Collège d'Allasac	12 168,03 €
Collège d'Argentat	7 495,91 €
Collège Jeanne d'Arc d'Argentat	1 955,94 €
Collège de Beaulieu	3 275,52 €
Collège de Beynat	3 631,50 €
Collège de Bort-les-Orgues	2 073,50 €
Collège d'Arsonval Brive	3 932,74 €
Collège Bossuet Brive	3 102,35 €
Collège Cabanis Brive	7 871,26 €
Collège Jean Lurçat Brive	11 383,70 €
Collège Jean Moulin Brive	4 104,77 €
Collège Notre Dame Brive	1 511,35
Collège La Salle Brive	2 185,65 €
Collège Rollinat Brive	7 147,82 €

ÉTABLISSEMENT	MONTANT 2020
Collège de Corrèze	3 231,99 €
Collège d'Egletons	7 114,22 €
Collège de Larche	14 219,41 €
Collège de Lubersac	6 596,79 €
Collège de Merlines	1 607,63 €
Collège de Meymac	4 654,66 €
Collège de Meyssac	3 730,91 €
Collège de Neuvic	2 765,64 €
Collège d'Objat	14 000,85 €
Collège de Seilhac	4 591,19 €
Collège de Treignac	3 805,03 €
Collège de Clémenceau Tulle	8 371,41 €
Collège Victor Hugo Tulle	12 995,06 €
Collège Notre Dame Ussel	1 091,26 €
Collège Voltaire Ussel	8 365,17 €
Collège d'Uzerche	9 046,21 €
TOTAL (CA 2020)	178 027,47 €

4 - Primes d'apprentissage : 7 000 €

Le Conseil Départemental alloue aux jeunes qui effectuent un apprentissage artisanal une aide financière destinée à compenser une partie des dépenses générées par cette formation.

Cette aide, qui concourt directement à la réussite de notre politique éducative, doit être maintenue ; elle favorise une meilleure intégration des jeunes dans la vie professionnelle.

En 2020, ce dispositif a permis d'apporter une aide à 35 apprentis pour des montants allant de 185 € à 231 €.

Primes d'apprentissage	2019	2020	2021
Budget Prévisionnel	10 000 €	7 000 €	7 000 €
Compte Administratif	6 689 €	6 992 €	

5 - Bourses de l'enseignement supérieur : 165 500 €

Le Conseil Départemental apporte une aide financière à destination de jeunes corréziens qui effectuent des études supérieures. L'attribution repose à la fois sur un principe d'équité sociale mais aussi de complémentarité avec les aides accordées par les autres financeurs. Le montant de l'aide départementale est calculé et limité à 10% de l'aide des principaux financeurs (État et Région).

En 2020, cette aide a bénéficié à 473 étudiants corréziens pour des montants compris entre 102 € et 561,20 €.

Enseignement supérieur	2019	2020	2021
Budget Prévisionnel	140 000 €	130 000 €	165 500 €
Compte Administratif	123 066 €	131 558 €	

C - ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : 349 000 €

La jeunesse est au cœur des priorités de la mandature. Pour l'année 2021, nous demandons à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

1 - Partenariat avec l'ODCV : 328 000 €

Au titre du soutien de la politique en faveur de la jeunesse, l'ODCV est un acteur majeur dans la mise en œuvre des actions en faveur des jeunes Corrèziens et de leurs familles.

La convention d'objectifs quadriennale signée avec l'ODCV pour les années 2021-2022-2023-2024, adoptée en séance plénière du 27 novembre 2020, précise le soutien apporté par la collectivité départementale à cet organisme.

L'ODCV s'inscrit dans une dynamique de développement de nouvelles offres de séjours adaptés aux jeunes corréziens et à leurs familles. La convention prend également en compte les ajustements nécessaires pour optimiser encore les fréquentations.

En 2020, la pandémie COVID, dans la phase de confinement, comme dans la phase post-confinement a nécessité - et nécessite toujours - des mesures sanitaires strictes, ce qui a lourdement impacté l'activité de l'ODCV. Il a été nécessaire d'adapter les programmes habituels à ce contexte inédit et de proposer des actions exceptionnelles, telles que des séjours en faveur des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance ou encore une augmentation de l'aide apportée aux séjours jeunes et familles.

En 2021 :

- **Les classes de découverte** permettront à des élèves d'écoles primaires d'effectuer un séjour de 3 à 8 jours dans le cadre du Plan départemental. L'ODCV bénéficie d'une aide du Conseil Départemental à hauteur de 40 % pour l'organisation de ces séjours dont les candidatures et le calendrier sont soumis chaque année à la décision de la Commission Permanente de décembre. En 2021, 1 166 élèves sont inscrits pour 34 écoles et 54 classes. Cette programmation pourra toutefois faire l'objet d'une adaptation, en lien avec les règles sanitaires en vigueur.

- **Les séjours classes d'intégration 6ème** sont organisés par l'ODCV sur le site de "La Martière" à l'île d'Oléron et à l'Espace 1000 Sources à Bugeat pour des séjours de 2 à 4 jours. A partir de cette année, des séjours de 5 jours à Chamonix sont prévus afin d'augmenter l'éventail des propositions. La participation du Conseil Départemental pour ces séjours correspond à 60% du coût global. En raison de la crise sanitaire, seuls 211 élèves en 2020, issus de 3 établissements, ont bénéficié de ce dispositif. Les inscriptions pour les séjours 2021 se feront en avril prochain.
- **Les séjours vacances :**
 - ✓ Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) avec des mini séjours d'une durée minimale de 5 jours ;
 - ✓ Les séjours produits par l'ODCV à La Martière à l'île d'Oléron et aux Chalets des Aiguilles à Chamonix en hiver, au printemps et en été. Le site des 1000 Sources à Bugeat est aussi proposé aux jeunes corréziens ;
 - ✓ Les départs des enfants en séjours familles durant les vacances d'été à La Martière à l'île d'Oléron et aux Chalets des Aiguilles à Chamonix ;
 - ✓ Les séjours diffusés par l'ODCV pour d'autres organismes et/ou d'autres centres de vacances en hiver, au printemps et en été et les séjours linguistiques en Angleterre ;
 - ✓ Et pour l'année 2021, un montant de crédits de 6 000 € (identique à 2020) sera spécifiquement affecté au financement du projet "Sport Santé Bien-être" mené depuis 2018 avec l'Agence Régionale de Santé.

Pour l'année 2021, la répartition des crédits, qui a été actée lors de la réunion de l'Assemblée plénière du 27 novembre dernier, est la suivante :

↳ participation aux classes de découverte (plan départemental) :	222 000 €
↳ participation aux classes d'intégration des élèves de 6ème :	52 000 €
↳ participation aux séjours vacances :	54 000 €

2 - Action promotion jeunesse "Association Voilco" : 3 000 €

Voilco-Aster est une association laïque d'éducation populaire. Ses activités, organisées sur ses bases de Saint Priest de Gimel et de Viam, consistent en :

- l'accueil de classes de découvertes sur des thèmes variés comme les activités physiques de pleine nature, l'astronomie, les énergies renouvelables,
- des interventions pour les centres de loisirs,
- l'accueil de séjours de vacances,
- la formation d'animateurs (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur et Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur).

Face au contexte sanitaire de la COVID-19, l'association a fait preuve d'adaptation dans l'organisation de la vie quotidienne et des activités proposées lors des séjours, en prenant en compte l'ensemble des consignes et recommandations du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.

Une subvention à hauteur de 3 000 € est proposée pour 2021.

3 - Le Service Civique : 18 000 €

Le Service civique a été mis en place par la loi du 10 mars 2010. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, sans condition de diplôme, pour la réalisation d'une mission d'intérêt général. Il s'effectue sur une période de 6 à 12 mois indemnisée 473,04 € nets par mois versés par l'État auxquels s'ajoutent 107,58 € versés par la structure d'accueil soit un total de 580,62 €.

En 10 ans, à l'échelle nationale, le Service Civique a touché près de 435 000 jeunes. Dans notre département, un comité de pilotage, constitué de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP), du Conseil Départemental, des Missions locales, de la Fédération des Associations Laiques (FAL), de l'association des Maires, de l'Éducation Nationale et du Comité Départemental Olympique et Sportif 19 (CDOS) a vocation à coordonner et piloter le dispositif.

Le Département a sollicité le renouvellement de son agrément jusqu'en février 2024. Lors de sa réunion du 11 décembre 2020, la Commission Permanente a acté les dispositions suivantes :

❖ Le Département peut accueillir, en 2021, 4 volontaires pour des missions d'ambassadeur jeunesse, de médiateur sportif et culturel, d'ambassadeur pour la valorisation du patrimoine corrézien ou encore de médiateur pour l'accès aux droits et la lutte contre la fracture numérique ;

❖ Le Département continue à accorder aux volontaires une aide à "l'engagement citoyen" d'un montant de 200 € quelle que soit la durée du contrat et sans renouvellement possible, versée en 1 fois sur présentation des attestations de formations citoyennes : formation de Prévention et Secours Civique de premier niveau (PSC1) et formation théorique.

Ce dispositif nécessitera en 2021 la mobilisation de 18 000 € de crédits dont :

- 16 000 € pour les aides individuelles ;
- 1 000 € affectés au paiement de l'indemnité des jeunes en mission au Conseil Départemental (107,58 € par mois). Il est par ailleurs, prévu le remboursement des frais de mission par les jeunes volontaires accueillis au Conseil Départemental ;
- 1 000 € destinés à la réalisation d'actions en faveur de la jeunesse.

II - ACTIONS TRANSPORTS : ÉLÈVES HANDICAPÉS, HANDIMOBILE, JEUNESSE

Depuis la mise en application de la loi NOTRe (portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République), la compétence en matière de transport - cars interurbains et scolaires -, exercée jusqu'alors par les départements, a été transférée aux régions.

En Corrèze, ce transfert de compétence a pris effet au 1^{er} septembre 2017 et a confié à la Région Nouvelle-Aquitaine la gestion du transport interurbain et scolaire, à l'exception du transport des élèves en situation de handicap et du service de transport des personnes à mobilité réduite HANDIMOBILE.

A ce titre, notre collectivité étant désireuse d'apporter une réponse à chaque famille dont un membre présente une situation de handicap et de soutenir des déplacements dans le cadre de projets jeunesse, nous demandons à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

A - SCOLAIRES HANDICAPES : 1 930 000 €

L'organisation des transports individuels à l'attention des élèves et des étudiants en situation de handicap continue à être mise en place par le Département au titre de sa compétence générale en matière de handicap et de protection sociale.

Dans une volonté de solidarité et de soutien aux familles, le Département prend en charge la mise en place de transports spécifiques pour les élèves handicapés fréquentant un établissement d'enseignement général, agricole ou professionnel, public ou privé, quand ils ne peuvent pas utiliser les moyens de transports en commun, en raison de la gravité de leur handicap. La Maison Départementale des Personnes Handicapées émet un avis préalable à cette prise en charge.

Ainsi, les élèves en situation de handicap peuvent prétendre à un transport individuel pour rejoindre leur établissement scolaire d'accueil dont la totalité du coût est pris en charge par la collectivité. Pour l'année scolaire 2020/2021, environ 285 élèves sont bénéficiaires de ce dispositif.

Dans le cadre de l'accès aux dispositifs de droit commun, certaines familles font le choix de transporter elles-mêmes leurs enfants. La collectivité permet aux familles cette adaptation en allouant une aide individuelle. Pour l'année 2020, nous vous proposons de reconduire cette action. Une aide de 0,30 € par kilomètre serait attribuée aux familles, sur la base fiscale des frais réels. Cette aide serait versée au vu d'un état nominatif.

B - HANDIMOBILE : 810 000 € (dont 70 000 € pour la centrale de réservation)

Le dispositif Handimobile est maintenu et offre aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) la possibilité de bénéficier de transports à la demande leur permettant ainsi une certaine autonomie dans leur vie quotidienne, et l'accès aux services et aux activités du territoire. Ce dispositif a un intérêt majeur dans ce contexte de crise sanitaire pour le maintien du lien social et familial.

Ce service couvre toute la Corrèze, hors les transports dont l'origine et la destination se situent dans le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de BRIVE, desservi par Libéo-Accessible. Les transports dont l'origine et la destination se situent dans l'agglomération de TULLE sont pris en charge par cette collectivité dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Département.

Il s'agit d'un service de transport collectif à la demande avec réservation, assurant une prestation de porte à porte. Il est ouvert aux personnes présentant des handicaps ne leur permettant pas d'utiliser les réseaux urbains ou interurbains de transport en commun. Ce service compte 1 048 adhérents et a assuré le transport d'environ 6 000 personnes en 2020.

C - TRANSPORT : ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : 10 000 €

Soucieux de garantir l'équité territoriale et de favoriser l'accès des jeunes à des ressources qui en feront les citoyens de demain, nous vous proposons d'affecter un montant de crédits de 10 000 € à l'aide aux déplacements en faveur de projets ayant une forte valeur éducative, culturelle et proposant aux jeunes une ouverture sur le monde en particulier professionnel.

Ces projets, tels que l'opération "les Coulisses du Bâtiment", les Forums des métiers, les visites des sites du Département, les manifestations portées par la Bibliothèque Départementale, seront financés dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous.

PROGRAMME	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	409 000 €	339 800 €	349 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES	519 000 €	361 096,06 €	519 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES (1)	3 501 012 €	3 457 047,65 €	3 493 116 €
SCOLAIRES HANDICAPES	1 935 000 €	1 250 809,19 €	1 930 000 €
HANDIMOBILE	810 000 €	643 737,14 €	810 000 €
TRANSPORT ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	12 000 €	3 498 €	10 000 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 186 012 €	6 055 988,04 €	7 111 116 €
AIDES A LA SCOLARITE	0 €	56 €	0 €
SCOLAIRES HANDICAPES	0 €	1 430,47 €	0 €
HANDIMOBILE	35 000 €	24 361,82 €	35 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	35 000 €	25 848,29 €	35 000 €
ACQUISITION DE MATÉRIEL ET DE MOBILIER COLLÈGES PUBLICS	96 000 €	94 968 €	96 000 €
SUBVENTION INVESTISSEMENT COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2020)	14 000 €	6 555 €	14 000 €
DOTATIONS TIC COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2020)	12 000 €	0 €	12 000 €
ACHAT VEHICULE J.MOULIN	0 €	0 €	24 600 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	122 000 €	101 523 €	146 600 €
DOTATION DÉPARTEMENTALE D'ÉQUIPEMENT DANS LES COLLÈGES	1 329 667 €	1 329 667 €	1 354 267 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	1 329 667 €	1 329 667 €	1 354 267 €

(1) : dotations de fonctionnement des collèges publics votées en séance plénière le 27 novembre dernier et dotations des collèges privés (833 750 € au titre de la dotation principale et 14 000 € au titre des aides aux déplacements).

- En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	7 111 116 €	35 000 €
INVESTISSEMENT	146 600 €	1 354 267€
TOTAL	7 257 716 €	1 389 267 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique Éducation Jeunesse qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
ACTION EN FAVEUR DES FAMILLES	EPF	2016P020E01	Bourses classes de découverte
	EPF	2016P020E03	Promotion Internat 19
	EPF	2016P020E04	Aide à la restauration
	EPF	2016P020E05	Primes d'apprentissage
	EPF	2016P020E06	Bourses de l'enseignement supérieur
ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	AE	2016P022E25	Partenariat avec l'ODCV 2021-2024
	EPF	2016P022E02	Service Civique
	EPF	2016P022E21	Action Promotion Jeunesse-association Voilco
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES	EPF	2016P024E02	Dotations principales collèges publics
	EPF	2016P024E03	Dotations principales collèges privés
	EPF	2016P024E05	Dotations complémentaires collèges publics
	EPF	2016P024E06	Dotations complémentaires collèges privés
	EPF	2016P024E07	Aides parcours culturels et sportifs
	EPF	2016P024E15	Actions faveur orientation collégiens
	EPI	2016P024E14	Collèges publics - subventions
	EPI	2016P024E11	Achat matériel et mobilier collèges privés
	EPI	2016P024E13	Aide investissements collèges privés
EPI	2016P024E25	Achats collèges	

SCOLAIRES HANDICAPES	AE EPF	2018P008E02 2018P008E03	Scolaires handicapées 2018-2022 Aides individuelles aux transports
HANDIMOBILE	AE	2018P007E04	Handimobile 2019-2022
TRANSPORT : ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	EPF	2017P053E01	Transports : actions diverses en faveur des jeunes

RECETTES			
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES	EPI	2016P024E12	Dotation Départementale d'Équipement des collèges publics
HANDIMOBILE	EPF	2018P007E03	Recettes Handimobile

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 35 000 € en fonctionnement et 1 354 267 € en investissement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 7 111 116 € en fonctionnement et 146 600 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE
- ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE, JEUNESSE -
DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/107 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Lilith PITTMAN, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique de l'éducation et de la jeunesse 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	7 111 116 €	35 000 €
INVESTISSEMENT	146 600 €	1 354 267 €
TOTAL	7 257 716 €	1 389 267 €

Article 2 : Au titre de l'Enveloppe Pluriannuelle de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux dépenses de fonctionnement des collèges publics" votée à 272 708 €, la Commission Permanente du Conseil Départemental, recoit délégation pour attribuer chacune de ces aides s'y rattachant et pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune des enveloppes la composant, dans la limite du montant de l'EPF susvisée. Les modalités de calcul et d'attribution de ces aides figurent en annexes 1 à 3 à la présente délibération.

Article 3 : Le Président est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'octroi de ces aides : arrêtés, notifications et conventions (et tous les avenants éventuels).

Article 4 : Est approuvé pour le dispositif "Promotion de l'internat" le principe d'un versement par trimestre de cette aide aux quatorze collèges corréziens ayant un internat (collège d'Allasac, collège d'Argentat, collège Jeanne d'Arc d'Argentat, collège de Beaulieu, collège Bossuet, collège Notre-Dame Brive, collège de Corrèze, collège d'Egletons, collège d'Objat, collège de Treignac, collège Clémenceu de Tulle, collège Notre-Dame d'Ussel, collège Voltaire d'Ussel, collège d'Uzerche). Chaque aide d'un montant maximum de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne.

Article 5 : Est arrêtée à 328 000 € la participation du Département au titre de l'année 2021 envers l'ODCV au titre de la convention pluriannuelle 2021-2024.

Article 6 : Est décidée l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2021 de 3 000 € à l'association VOILCO dans le cadre d'une action pour la promotion de la jeunesse.

Article 7 : L'aide octroyée à l'article 6, sera versée selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 80 %, dès légalisation de la présente décision,
- le solde (20%) sera versé au bénéficiaire à sa demande sur présentation des justificatifs ayant trait à l'opération subventionnée.

Si la subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2021, elle deviendra caduque de plein droit.

Article 8 : Dans le cadre de l'action Transports Elèves Handicapés, le Département alloue 1 930 000 € pour les Scolaires Handicapés, 810 000 € pour Handimobile et 10 000 € pour le transport dans le cadre d'actions en faveur de la jeunesse.

Article 9 : Dans le cadre de l'action Transports Elèves Handicapés est approuvé le principe d'un versement d'une aide individuelle aux familles transportant elles-mêmes leurs enfants de 0,30 € par kilomètre sur la base fiscale des frais réels et au vu d'un état nominatif.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.52.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 912.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.23
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.52
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1563-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Aide aux déplacements des élèves

OBJECTIFS

Soutenir les collèges dans la prise en charge du coût important de ces déplacements, les aider à supporter les dépenses liées aux déplacements des élèves pendant le temps scolaire pour des activités sportives ou pédagogiques.

NATURE DE L'OPERATION

Tous les déplacements des élèves vers les piscines, vers les stades, gymnases et autres équipement sportifs et pour les sorties à caractère pédagogique.

BENEFICIAIRES

EPL - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Afin d'aider les collèges dans la prise en charge du coût important des déplacements à caractère sportif et pédagogique, le Conseil Départemental réserve sur son budget, depuis 1999, une enveloppe pour aider les établissements à supporter les dépenses liées à ces activités pendant le temps scolaire.

Critères retenus pour détermination des aides :

- ❖ **pour les déplacements vers les piscines** : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle
- ❖ **pour les autres déplacements** :
 - ✓ répartition d'une partie au prorata des effectifs, soit :
 - 6 € par élève pour les collèges de moins de 200 élèves ;
 - 5 € par élève pour les collèges entre 200 et 400 élèves ;
 - 4 € par élève pour les collèges de plus de 400 élèves ;

et :

- ✓ pour le solde, majoration de chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée...soit Brive, Tulle et Ussel).
- ✓ Les trois tranches kilométriques identifiées sont :
 - moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € ;
 - entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € ;
 - + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 €.

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

Enfin, les déplacements liés à l'opération "Collège au cinéma" seront toujours pris en charge à 100 %.

.../...

PROCEDURE

Une fois l'enveloppe annuelle notifiée, l'établissement transmet les justificatifs correspondants à chaque déplacement qu'il souhaite voir pris en charge.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement intervient en une seule ou plusieurs fois, sur présentation d'un état récapitulatif de la dépense réalisée, visée par le Chef d'établissement et l'adjoint gestionnaire, accompagnées des pièces justificatives (factures acquittées).

L'aide versée est déterminée au vu des dépenses réalisées. Elle ne peut excéder le montant de l'enveloppe notifiée.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Aide à l'entretien des espaces, des équipements et du bâti

OBJECTIFS

Soutenir les collèges en assurant, en complément des travaux d'investissement, de rénovation et des opérations de mutualisation, l'entretien des équipements et des bâtiments.

NATURE DE L'OPERATION

En complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, des opérations de mutualisation, le Département assure également l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation globale mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériels et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation, par l'agent de maintenance, de travaux d'entretien courant.

BENEFICIAIRES EPLE - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Dotation calculée selon un taux de 40% appliqué aux dépenses éligibles (dépenses de fonctionnement).

Dotation plafonnée annuellement et par établissement à 1 250 €.

PROCEDURE

Le dossier doit comporter :

- ❖ Courrier de demande de dotation adressé au Président du Conseil départemental,
- ❖ Pièces justificatives de la dépense réalisée en possession de l'établissement.

Dépôt du dossier de demande de dotation : La demande peut intervenir à tout moment de l'année et sera examinée par la Commission Permanente.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ✓ après instruction des dossiers de demande de dotation,
- ✓ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation, avec les justificatifs des dépenses réalisées joints au dossier de demande. L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Dotation complémentaire à la Dotation principale de fonctionnement

OBJECTIFS

Aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation bien que normalement prises en charge par les collèges dans le cadre de leur dotation globale.

NATURE DE L'OPERATION

Cette aide complémentaire permet de tenir compte :

- ✓ de la longueur des saisons de chauffe plus ou moins importante selon la localisation des collèges,
- ✓ des hausses tarifaires concernant le coût des énergies qui représentent pour les collèges des dépenses importantes en cours d'année, difficiles à chiffrer lors de l'élaboration de leur Budget Primitif.

BENEFICIAIRES

EPL - Collèges publics

PROCEDURE

- ✓ courrier de demande de dotation adressé au Président du Conseil départemental,
- ✓ la demande peut intervenir à tout moment de l'année et sera examinée par la Commission Permanente du Conseil départemental.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ❖ après instruction des dossiers de demande de dotation,
- ❖ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation.

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Le contexte sanitaire difficile qui frappe le monde entier depuis plus d'un an n'a bien évidemment pas épargné le Mouvement sportif, qu'il soit professionnel ou amateur. Confinements, couvre-feu, arrêt des championnats, matchs à huis-clos, accès aux structures sportives couvertes interdit, perte des recettes liées à l'impossibilité d'organiser certaines prestations accessoires de la vie sportive (lotos, tournois de fin de saison, buvettes...)..., le sport est particulièrement affecté par la situation de pandémie et l'incertitude perdure quant à une reprise normale de l'activité.

Ainsi, alors que 16,4 millions de licences étaient délivrées en 2018 par les fédérations agréées, elles seraient en déclin d'environ 25% en 2020 selon le Ministère des Sports. La chute est surtout vertigineuse pour les sports en salle (basket, handball, volley, gymnastique artistique, badminton...), le record revenant au judo, fédération olympique la plus touchée, avec une baisse de 30% des cotisations. Le sport scolaire est également frappé, avec plus de 40% de licenciés en moins pour l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), tandis que la Fédération Française du Sport Adapté évoque même une perte de 70% de ses adhérents. Seuls la course et la marche, les activités de la forme et de gymnastique douce, ainsi que les sports urbains, semblent échapper à ce constat et progressent. Plus inquiétant encore, les bénévoles, socle essentiel de la vie sportive, font actuellement défaut aux associations. Le confinement a favorisé une pratique sportive autonome, sans partenaire et sans encadrement.

Chercheur et maître de conférence à l'Université Clermont Auvergne, Sébastien Ratel a étudié l'impact du premier confinement sur environ un millier d'enfants entre 10 et 12 ans. On constate que leur activité physique a baissé de 3,5 heures à 2,7 heures par semaine avec des effets néfastes sur leur santé et même sur leur développement cérébral.

(Données : France Info - janvier 2021 & Baromètre national des pratiques sportives - Injep - mars 2020)

Dans cette période difficile, le Département fait plus que jamais le choix de poursuivre son accompagnement envers le Mouvement sportif. Ainsi, 291 clubs amateurs ont encore été aidés à l'occasion de cette saison si particulière pour un total de 567 060 €. Nous souhaitons investir sur l'avenir en aidant notamment les Comités Départementaux à mettre en place des plans de relance de l'activité ou en favorisant la pratique sportive en milieu scolaire en soutenant les actions liées au label "Génération 2024" ou bien encore en profitant de l'essor insufflé par la préparation de "Paris 2024". Enfin, nous souhaitons que le sport soit à la fois un vecteur d'attractivité touristique et de santé en développant notamment notre politique cyclable.

En offrant aux partenaires du secteur sportif les moyens de s'adapter aux contraintes plutôt que de les subir, le Département entend aider le Mouvement sportif corrézien à amorcer la reprise avec le plus de dynamisme possible.

Pour cela, je vous propose d'affecter un montant de 1 729 785 € de crédits de paiement répartis selon les axes détaillés dans les parties I et II du présent rapport (*hors équipements sportifs*); soit 1 684 785 € de crédits de fonctionnement et 45 000 € de crédits d'investissement.



I - LES AXES D'INTERVENTION DU DÉPARTEMENT EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN : 1 506 285 € **(1 461 285 € en fonctionnement & 45 000 € en investissement)**

Dans le prolongement de celles d'ores et déjà engagées par notre Assemblée lors des exercices précédents, nos actions se déclinent selon 7 axes d'intervention prioritaires :

A. 1^{er} axe : Développer une politique sportive en faveur de tous

→ Pour l'année 2021, sont prévus :

- ⇒ 190 000 € au bénéfice des Comités départementaux sportifs,
- ⇒ 249 435 € d'aide pour les "Clubs Corrèze",
- ⇒ 10 000 € pour soutenir les actions en lien avec "Paris 2024",
- ⇒ 14 900 € dans le cadre des "Subventions diverses",
- ⇒ 15 000 € en faveur de la base vélo de Sédières.

• Comités départementaux sportifs

Un comité départemental sportif est une association chargée de représenter une fédération nationale à l'échelle d'un département. Il est composé des clubs présents sur son territoire affiliés à la même fédération sportive nationale que lui. Actuellement, la Corrèze en compte **58 (50 actifs)**.

L'aide aux comités départementaux est un volet important de notre politique sportive car il permet un échange avec l'ensemble du mouvement fédéral pour répondre aux exigences et aux besoins des clubs corréziens.

Il permet également de répondre à deux objectifs considérés comme majeurs dans le cadre de notre politique sportive : - la pratique sportive pour le plus grand nombre,
- la formation sportive des jeunes.

• Clubs "Corrèze"

Lors de la présente saison 2020/2021, notre collectivité a apporté un soutien financier à 269 "clubs Corrèze" issus de disciplines individuelles aussi bien que collectives, évoluant au niveau local à inter-régional. Leur ambition n'est pas de viser le haut niveau, mais de proposer une formation de qualité, un lien social, une animation, le maintien de la santé de leurs pratiquants dans un cadre compétitif ou de loisirs.

Pour nos jeunes, pour nos aînés ou bien encore pour nos communes, il est primordial de continuer à les aider et assurer ainsi leur pérennité.

• Paris 2024"

En 2020, le Département de la Corrèze a été labellisé "Terre de Jeux 2024" par le comité d'organisation "Paris 2024". A ce 1^{er} label s'est ajouté celui de "Centre de Préparation aux Jeux" que nous portons pour l'Espace 1000 Sources Corrèze.

La partie III.C du présent rapport détaille nos actions dans ce cadre.

- **Subvention diverses**

Cette ligne d'aide permet de soutenir chaque année une dizaine d'associations et organismes divers œuvrant dans le domaine sportif et ayant un objectif d'intérêt général mais ne répondant pas aux critères définis dans le cadre de la politique sportive, comme par exemple le centre médico-sportif de Tulle, le Groupe Omnisports 19...

- **Base départementale de vélo loisirs de Sédières**

La multiplicité des pratiques proposées sur ce site (VTT, vélo route, trial, bike park...) est un facteur d'attractivité que notre Collectivité et le Comité départemental de Cyclotourisme 19 (qui gère cette base), s'attachent à faire connaître au grand public.

B. 2^{ème} axe : Favoriser l'accès au sport de haut niveau

→ Pour l'année 2021, sont prévus :

- ⇒ 452 865 € au bénéfice des "Clubs Elite" amateurs et professionnel,
- ⇒ 32 000 € pour le soutien aux sportifs de haut niveau,
- ⇒ 22 000 € d'aide pour les sections sportives des collèges.

- **Clubs "Elite"**

Vecteur de l'image de marque quand il est exercé à haut niveau, le sport d'élite en Corrèze s'impose comme un élément de promotion et de valorisation du Département.

Nos clubs "Elite" (1 club professionnel : le CABCL et 22 clubs amateurs, dont l'Équipe 1^{ère} évolue en Championnat de France pour 2020/2021) mènent un travail sur 2 niveaux : - le haut niveau,
- l'apprentissage.

La performance de ces clubs incite les jeunes à pratiquer la discipline et, à l'occasion de leurs déplacements lointains, ils assurent la promotion de la Corrèze.

- **Sportifs de haut niveau**

Depuis 1982, la qualité de sportif de haut niveau s'obtient par l'inscription sur la liste ad-hoc arrêtée par le Ministre des Sports. Il existe 4 catégories (ne correspondant pas de façon systématique à des classes d'âges déterminées) : "Elite", "Senior", "Relève" et "Reconversion".

Deux listes ministérielles supplémentaires existent : "Espoirs" et "Collectifs Nationaux".

En 2021, la Corrèze compte 66 sportifs listés dont 1 en catégorie "Elite" (soit le plus haut niveau : la céiste uzerchoise Lucie Prioux), 4 sportifs en catégorie "Relève", 54 "Espoirs" et 7 "Collectifs Nationaux" issus de 15 disciplines.

Le Conseil départemental renouvelle son soutien à ces sportifs qui véhiculent une image positive du Département et renforcent son attractivité.

• **Sections sportives des collèges**

Les sections sportives scolaires sont un dispositif géré par l'Éducation Nationale qui offre aux élèves volontaires la possibilité de bénéficier, après accord des familles, d'un entraînement plus soutenu dans une discipline sportive proposée par l'établissement, tout en suivant une scolarité normale. Ce complément de pratique sportive approfondie doit motiver les élèves en leur donnant l'occasion de progresser et d'être valorisés dans leur sport de prédilection. Il contribue ainsi à leur épanouissement et à leur réussite scolaire.

En 2021, le Département apportera son soutien aux **15 collèges concernés au sein desquels il existe 17 sections sportives** dont 2 créées à la rentrée 2020 : le football féminin au collège Mathilde Marthe Faucher d'Allasac et l'athlétisme au collège Georges Cabanis de Brive.

C. 3^{ème} axe : Promouvoir le sport et valoriser l'image sportive du Département par un soutien aux grands événements sportifs

→ Pour l'année 2021 :

⇒ Ce **soutien aux grands événements** permet de valoriser l'image sportive de notre département et de présenter aux Corréziens des animations sportives de qualité. Aussi, dans ce cadre, le Département prévoit en 2021 une somme de 110 000 €, en dépit de l'incertitude qui persiste concernant la tenue effective des manifestations prévues. A titre d'information, en 2020, seulement 11 manifestations de grande ampleur ont pu se tenir, sur les 31 qui avaient été ciblées dans le cadre de la politique sportive départementale.

⇒ 31 000 € sont également prévus afin de poursuivre l'opération "Corrèze Destination Trails".

⇒ 6 000 € pour l'organisation de la 5^{ème} édition des Foulées Gourmandes de Sédières.

⇒ Enfin, 2 000 € sont prévus pour répondre à des demandes ponctuelles de promotion ou d'actions diverses.

D. 4^{ème} axe : Concourir à une politique de soutien à l'emploi sportif

→ Pour l'année 2021, 52 000 € sont prévus pour permettre de conforter l'emploi sportif.

Ainsi, 22 000 € sont prévus afin d'aider au **fonctionnement de l'association Profession Sport Limousin** qui contribue, sur tout le territoire, au développement d'animations sportives et socioculturelles de qualité tout en impulsant et en facilitant la création d'emplois permanents dans ces domaines.

30 000 € sont également prévus pour poursuivre notre **soutien en faveur de la création d'emplois "Agence du Sport"**. Ainsi, en 2020, 4 associations employeuses ont pu bénéficier de cette aide complémentaire (4 575 € pour la création d'un emploi à temps complet ou au prorata du temps de travail).

E. 5^{ème} axe : Favoriser le développement de l'Espace 1000 Sources Corrèze de Bugeat et son utilisation par le Mouvement associatif corrézien

→ Pour l'année 2021, 113 085 € sont prévus au titre des remboursements aux associations corréziennes.

Le Conseil départemental apporte, dans la limite de l'enveloppe disponible, un soutien financier sous la forme d'une subvention à toute association corrézienne (quel que soit son secteur d'intervention : sport, culture, tourisme...) ayant séjourné à l'Espace 1000 Sources en lui proposant un remboursement à hauteur de 40 % du coût de leur stage (*base : frais de pension complète des stagiaires corréziens*) ; ce taux est porté à 50 % pour les associations relevant du secteur scolaire.

F. 6^{ème} axe : Développer une politique de développement des Sports de Nature

a). Stations Sports Nature

Deux enveloppes, l'une en fonctionnement, l'autre en investissement, sont prévues pour accompagner les 6 Stations Sports Nature du département : Haute-Dordogne, Vézère Monédières, Ventadour-Lac de la Valette, Pays de Tulle, Vézère Passion Pays d'Uzerche et Haute-Corrèze.

→ Pour l'année 2021, sont prévus pour les 6 stations :

⇒ 76 500 € en faveur du **fonctionnement**,

⇒ 12 000 € au titre de l'**investissement** (*enveloppe "fonds d'aide au développement des sports nature" - cf. c)*). En effet, ces associations labellisées "Station Sports Nature" peuvent bénéficier d'un soutien concernant leurs investissements (soutien plafonné à 2 000 € par an et par structure).

b). Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) & Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI)

→ Pour l'année 2021, il est prévu d'inscrire 2 000 € pour permettre le fonctionnement de la CDESI.

Ces crédits permettront notamment de participer à la valorisation des Espaces, Sites et Itinéraires inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires. Les actions prévues sont les suivantes :

- création et pose de panneaux de départ à l'entrée des sites inscrits lorsque nécessaire,
- interventions urgentes pour la réouverture de sites accidentellement rendus inaccessibles.

Les sites à l'étude pour une prochaine inscription au PDESI sont :

- 30 embarcadères/débarcadères de canoë-kayak de la rivière Vézère,
- la via ferrata de Saint-Martial-Entraygues,
- le canyon des gorges du Chal.

c). Fonds d'aide au développement des Sports Nature

→ Pour l'année 2021, sont prévus :

⇒ 13 000 € afin de soutenir des projets concernant les activités physiques de pleine nature (*investissements*),

⇒ 5 000 € pour l'achat de matériels divers, en dépenses directes (*investissements*).

d). Actions d'animation et de sensibilisation

Pour l'année 2021, 11 500 € sont prévus pour apporter notre soutien à 3 actions au bénéfice de la jeunesse corrézienne.

- "La Quinzaine de la Rando à l'École", menée par l'USEP 19 permet à plus de 4 000 enfants des écoles primaires de randonner sur les circuits de "Balades en Corrèze" dans le cadre scolaire ;
- la "Quinzaine de l'Orientation", menée par le Comité départemental de Course d'Orientation, donne l'occasion à un millier d'écoliers et de collégiens de s'initier à la discipline et aux enseignants de se former ;
- "Educ'en Ciel", action menée par le Comité départemental de Vol Libre de la Corrèze, permet l'organisation de journées d'initiation aux sports aériens et notamment au cerf-volant en direction d'enfants des écoles, collèges, accueils de loisir...

e). Favoriser la venue des jeunes au sein des Stations Sports Nature

→ Pour l'année 2021, 14 000 € sont prévus dans le cadre de cette action.

Cette opération a pour but d'inciter les établissements accueillant des jeunes (écoles, collèges et centres de loisirs) à fréquenter les Stations Sports Nature.

Elle permet ainsi aux enfants placés sous leur responsabilité de pratiquer des sports de nature en leur sein, encadrés par des éducateurs qualifiés (remboursement à hauteur de 30% du coût des activités). Indirectement, cette aide conforte les recettes des Stations Sport Nature, qui sont un élément indispensable à la pratique sportive dans des secteurs où l'activité privée est peu ou pas développée.

f). "Balades en Corrèze"

→ Pour l'année 2021, 3 000 € sont prévus pour l'organisation des 19 "Balades en Corrèze".

Cet évènement permet, au fil de l'été, aux locaux comme aux touristes, de découvrir ou de redécouvrir le charme de nos villages corréziens grâce à 19 balades d'une dizaine de kilomètres sur des circuits insolites et éphémères, dans une ambiance conviviale. Ces atouts font le succès de cette opération qui n'avait malheureusement pas pu se tenir l'été dernier. Pour l'année 2021, les communes identifiées en 2020 seront prioritaires dans le choix du Département. Des adaptations aux contraintes sanitaires, notamment en termes de restauration (adaptation des points de ravitaillement, repas remplacés par des pique-niques avec respect de la distanciation) devraient permettre d'assurer cette nouvelle édition.



g). Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

→ Pour l'année 2021, il est prévu d'inscrire :

- ⇒ 40 000 € en fonctionnement, au titre de l'entretien et du balisage des itinéraires du PDIPR,
- ⇒ 1 500 € en fonctionnement, pour aider aux travaux d'ouverture de chemins ruraux du PDIPR,
- ⇒ 1 500 € en fonctionnement, afin de soutenir des actions de promotion des itinéraires de randonnée pédestre,
- ⇒ 9 000 € en investissement, pour l'achat de panneaux du PDIPR.

De par la loi, le PDIPR assure la pérennité des chemins ruraux et des itinéraires de randonnée existants, en mettant en valeur les richesses patrimoniales et en exerçant les politiques départementales en matière de sports et de culture. Ainsi, un sentier inscrit au PDIPR devient inaliénable. Le PDIPR est un vecteur important de valorisation touristique de notre campagne corrézienne, qui détient s'il en est, toutes les qualités d'un territoire propice à la randonnée pour tous.

A ce jour, le PDIPR de la Corrèze compte 270 circuits de randonnée et 2 876 kilomètres inscrits.

h). Actions en faveur de la promotion et du développement de l'activité vélo

→ Pour l'année 2021, sont prévus :

- ⇒ 8 000 € dans le cadre de l'opération "V 87" - fonctionnement,
- ⇒ 3 000 € dans le cadre de l'opération "Itinéraires Vélo" - fonctionnement,
- ⇒ 4 000 € dans le cadre de l'opération "V 87" - investissement,
- ⇒ 2 000 € dans le cadre de l'opération "Itinéraires Vélo Routes" - investissement.

G. 7^{ème} axe : Développer les équipements sportifs

Cet axe d'intervention est pris en charge dans le cadre des aides proposées par la Direction du Développement des Territoires.

II - ESPACE 1000 SOURCES CORRÈZE : 223 500 €

→ Pour l'année 2021, il est prévu de poursuivre la mise en place d'une convention de mission de service public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze à hauteur de 223 500 €.

La volonté du Conseil départemental est de positionner cet équipement comme lieu incontournable de la préparation physique des athlètes, mais aussi de l'encourager à diversifier son activité vers d'autres publics.

Ainsi, dans le cadre du haut niveau, le label "Centre de Préparation aux Jeux" devrait permettre au centre de recevoir un éclairage particulier au niveau national et international.

En sport-santé, la poursuite du partenariat avec l'ODCV permettra à de jeunes corréziens d'effectuer de courts séjours à l'Espace 1000 Sources pour la prévention de l'obésité.

Une première en France se tiendra cet été avec la tenue de 3 camps de basket associant valides et handicapés physiques et mentaux, organisés par l'ex-international français Frédéric Weis.

L'Espace 1000 Sources a de nouveau été retenu pour l'accueil de 200 jeunes volontaires du "Service National Universel" (annulé en 2020) qui seront réunis pour un séjour de cohésion de **2 semaines** visant à leur transmettre un socle républicain fondé sur la vie collective, la responsabilité et l'esprit de défense.

Enfin, cette année, le départ de l'étape corrézienne du Tour du Limousin - Nouvelle-Aquitaine se tiendra à l'Espace 1 000 Sources. Baptisée " Bugeat – Espace Mille Sources / Lubersac ", cette étape sera l'occasion de mettre un coup de projecteur sur les infrastructures du centre. Le montant de la convention de mission de service public en faveur de l'Espace 1000 Sources sera exceptionnellement réévalué de 9 500 €, pour permettre à cet établissement public d'être un partenaire du Tour du Limousin - Nouvelle-Aquitaine aux côtés de la Commune de Bugeat et de Haute-Corrèze Communauté.

III. LES PRINCIPALES ACTIONS DU DÉPARTEMENT EN 2021

A. Participer à la relance des activités sportives en partenariat avec les Comités départementaux sportifs

Comme évoqué en introduction, la crise sanitaire a mis un sévère coup d'arrêt au sport fédéral.

Le Département souhaite, par l'intermédiaire des comités départementaux, interlocuteurs privilégiés de notre politique sportive en tant que "têtes de réseau" à l'échelon du territoire, favoriser, dès le printemps, la mise en place de plans de relance des disciplines afin que le Mouvement sportif sorte de la crise avec une nouvelle dynamique.

Aussi, concernant les aides dévolues aux Comités départementaux, je propose de **tenir compte, non seulement des critères habituels établis dans le cadre de la politique sportive (pour mémoire : l'envergure des comités, appréciée via le nombre de licenciés et de clubs qu'ils représentent, et le nombre de salariés employés) mais aussi, cette année, de façon exceptionnelle, en fonction des actions qu'ils déploient et/ou projettent de déployer en faveur de la reprise de l'activité "post-COVID"** (incitation à l'acquisition de matériel de plein-air, aide à l'application des protocoles sanitaires...).

L'aide aux comités départementaux sportifs reste plafonnée à 11 000 €.



B. Valorisation de la véloroute V87 et révision du Schéma des itinéraires cyclables touristiques de la Corrèze

La pratique du vélo est en constante progression, que ce soit pour les mobilités actives ou le loisir. Dans ce cadre, les touristes recherchent des équipements autour de leur lieu d'hébergement et les séjours liés à cette activité, notamment en itinérance sur les grands itinéraires, connaissent un engouement sans précédent et génèrent d'importantes retombées économiques pour les territoires.

Au regard de ces évolutions, le Département a engagé en 2020 une nouvelle dynamique de valorisation de son offre cyclable avec notamment :

- **pour la véloroute V87 :**

- * l'adoption d'une convention de partenariat pour la préfiguration d'un comité d'itinéraire conclue entre les Départements de l'Allier, de la Creuse, de la Corrèze, du Lot, du Tarn-et-Garonne et le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine,

- * l'adoption d'une convention de groupement de commande conclue avec les Départements du Comité d'itinéraire pour la mise en place d'une étude de positionnement marketing.

- **pour le Schéma des itinéraires cyclables touristiques de la Corrèze :**

- * l'actualisation des panneaux de départ des 15 boucles loisir,

- * le suivi de tous les panneaux de balisage et le remplacement des panneaux manquants,

- * l'intégration au site internet départemental "*correzerando.com*" des traces GPS des 32 itinéraires du Schéma.

En 2021, ce travail se poursuivra avec le suivi de l'étude marketing, la réception des préconisations pour la valorisation de l'itinéraire V87 et l'actualisation des panneaux de départ des 17 boucles sportives.

Dans cette dynamique, un groupe de travail sera également mis en place afin d'étudier les opportunités complémentaires de développement et de procéder, en 2022, à l'adoption d'un nouveau schéma départemental de la politique cyclable.

C. Utiliser "Paris 2024" comme vecteur d'attractivité du territoire

Suite à la désignation de Paris comme ville hôte des Jeux de 2024, le comité d'organisation s'est attaché à faire en sorte que ces Jeux ne soient pas seulement ceux de Paris mais surtout ceux de la France, avec une implication forte de l'ensemble des territoires.

Pour cela, plusieurs labels ont été créés.

- Le label "**Terre de Jeux 2024**" est venu récompenser la dynamique engagée par notre collectivité pour le développement du sport sous toutes ses formes dans notre département. Aux côtés du Comité Départemental Olympique et Sportif, 3 autres collectivités sont également labellisées en Corrèze : la Ville de Brive, l'Agglo de Brive et la Communauté de Communes de Lubersac-Pompadour.

- L'obtention de ce 1^{er} label a permis au Département d'obtenir celui de "**Centre de Préparation aux Jeux**" pour l'accueil d'athlètes français et étrangers sur le site de l'Espace 1000 Sources, à Bugeat.
- Enfin, "**Génération 2024**", est un label spécialement destiné aux écoles, aux établissements scolaires et universitaires avec comme axe : le sport pour éduquer et s'engager.

① Le Département, fédérateur des "Centres de Préparation aux Jeux" corréziens

Au terme d'une procédure rigoureuse, 619 équipements sportifs répartis au sein de 415 collectivités territoriales ont été désignés à l'automne dernier "Centres de Préparation aux Jeux" par Paris 2024 et pourront, de ce fait, potentiellement accueillir des délégations sportives internationales dans le cadre de leur préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques.

Avec 5 sites labellisés "Centres de Préparation aux Jeux", la Corrèze offre un panel complet de structures adaptées à l'entraînement des sportifs de haut niveau :

- **l'Espace 1000 Sources Corrèze**, à Bugeat : boxe, basket, judo et le rugby à 7 ;
- **les Haras de Pompadour** : concours complet, dressage et saut d'obstacles ;
- **le Pôle Sports Nature du Causse** : aviron olympique & paralympique et le triathlon olympique & paralympique ;
- **la Piscine de Brive** : natation artistique et natation olympique & paralympique ;
- **le Stadium de Brive** : rugby à 7.

Toutefois, cette labellisation ne garantit nullement la venue de délégations. Elle permet simplement de figurer dans un catalogue officiel répertoriant tous les sites. Face à une concurrence sévère, le Département a instauré une démarche de promotion commune aux 4 collectivités et 5 sites labellisés "Centres de Préparation aux Jeux".

Sans se substituer en aucune façon à la stratégie de conviction que chaque site souhaitera développer auprès des fédérations qu'il aura ciblées en fonction des spécificités de son territoire et de ses équipements, le Département apportera, par une action de mise en réseau, le gage de la mobilisation corrézienne vis-à-vis des partenaires nationaux. Cette démarche sera également un excellent "produit d'appel" pour les Comités nationaux olympiques et paralympiques. Elle permettra de rendre plus visibles les initiatives de chacun, dans un objectif de promotion du territoire, en résonance avec les exigences du label "Terre de Jeux".

En dehors de la cible strictement olympique, cette action permettra de générer des contacts auprès des équipes de clubs, d'universités, de ligues... tout aussi utiles pour "l'après 2024".

Dans ce cadre, les actions suivantes, portées par le Département, ont reçu un accueil favorable de l'ensemble des collectivités labellisées :

- * **création d'un site internet**, présenté en anglais et en français, apportant notamment des éléments techniques précis sur les 5 sites labellisés (*descriptif des installations sportives, hébergement/restauration, accessibilité, sécurisation, service médical,...*) ;

- * publications sur les réseaux sociaux, notamment avec le financement de campagnes sponsorisées, en France comme à l'étranger, sur des cibles très précises, après les Jeux de Tokyo ;
- * création d'un "kit de communication" : flyer et vidéos de présentation de la démarche commune et de chacun des sites ;
- * invitation d'"ambassadeurs" à venir visiter nos 5 sites afin qu'ils puissent faire notre promotion lors de leurs déplacements en France comme à l'étranger, tels que Tony Estanguet ("Président de Paris 2024"), les représentants des fédérations concernées ou bien encore des représentants de Nouvelle-Aquitaine (CROS et association "Ambition Nouvelle-Aquitaine 2.24" notamment)...

2 Actions pour le développement et la promotion du sport et de Paris 2024, sur notre territoire

En partenariat avec le Comité Olympique et Sportif de la Corrèze, des actions seront déployées tout au long de l'année afin de faire vivre l'esprit des Jeux en Corrèze, tel que le label "Terre de Jeux" nous engage à le faire.

Dans le cadre de cette action, je propose à l'Assemblée départementale d'attribuer au Comité Olympique et Sportif de la Corrèze, une aide globale de 3 500 € pour l'organisation d'un ensemble de différents évènements olympiques correspondant à des temps forts nationaux en 2021 :

- * La Semaine Olympique et Paralympique. Véritable succès en février 2021, elle a permis aux élèves de découvrir des disciplines et d'être sensibilisés au handisport. Elle avait pour thème fort : la santé, avec l'objectif de faire bouger les enfants au moins 30 mn par jour au cours de cette semaine ! A cette occasion, le Comité Olympique a fait venir des éducateurs spécialisés afin de faire pratiquer aux écoliers du cécifoot et du blind-tennis (pratiques adaptées aux mal-voyants), du basket fauteuil, du para-aviron, du golf ou bien encore du rugby.
- * A l'instar de la "Fête de la Musique", le Sport a désormais son rendez-vous incontournable : "la Journée Olympique", chaque année le 23 juin (date de commémoration de la fondation du Mouvement Olympique). A cette occasion, plusieurs actions seront menées, notamment dans les territoires labellisés.
- * A l'occasion des "Foulées Gourmandes de Sédières", le 19 septembre prochain, un stand de promotion et d'incitation à la pratique sportive sera tenu par le CDOS 19.

D. Poursuite de notre engagement en faveur du trail et des sports de pleine nature

1 Corrèze Destination Trails

La Corrèze, de par son relief, la beauté de ses paysages et la qualité de son environnement, est le terrain de jeu idéal pour la pratique du trail (course à pied en nature).

Aussi, depuis 2016, le Département et Corrèze Tourisme s'associent avec les organisateurs des principaux trails du territoire pour assurer une présence sur les salons consacrés à cette discipline et communiquer de façon régulière dans les médias spécialisés, avec une forte progression vers le digital. Ce programme permet non seulement de valoriser cette discipline en Corrèze mais également, inversement, de promouvoir la Corrèze par le trail.

Malheureusement, 2020 a vu l'annulation de 4 des 5 trails emblématiques corréziens ainsi que des salons spécialisés. Toutefois, comme indiqué en introduction de ce rapport, la pandémie a renforcé la pratique sportive individuelle, dont la course à pied. Un nouveau public de coureurs novices est donc à séduire, ce qui rend d'autant plus pertinente l'opération "Corrèze Destination Trails".

Dans ce cadre, je propose à l'Assemblée départementale :

⇒ **d'allouer en faveur des trails corréziens d'envergure nationale, les subventions suivantes**, sous réserve de leur tenue effective (*cf. convention-type en annexe*) :

<i>Bénéficiaire</i>	<i>Épreuve</i>	<i>Montant proposé</i>
Profession Sport Limousin	10 ^{ème} Tulle-Brive Nature initialement prévue le 4 avril 2021 et décalée au 4 juillet 2021	3 500 €
Bugeat Treignac Athlétisme	Millevaches Monédières Trail 17 avril 2021	<i>épreuve annulée</i>
Association Saramagbelle	Myrtilles Trail DDM 30 avril et 1 ^{er} mai 2021	<i>épreuve annulée</i>
Well'Com Organisation	Ultra Trail Aquaterra 10 juillet 2021	5 000 €
SEVaD en Corrèze	X Trail Corrèze Dordogne 25 septembre 2021	5 000 €
TOTAL :		13 500 €

⇒ **de prendre à notre charge, jusqu'à concurrence de 10 500 €, les frais de promotion de l'opération "Corrèze Destination Trails"** en partenariat avec Corrèze Tourisme, soit :

- présence d'un stand sur des salons thématiques et de référence tels que "Les Templiers" à Millau en octobre, celui du Marathon de La Rochelle en novembre,
- conception et impression de supports de promotion (flyers, affiches...),
- achat d'insertions publicitaires dans la presse et les médias numériques spécialisés,
- mise en place du Challenge "Corrèze Destination Trails"...

② Partenariat "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience 2021 "

Dans la même dynamique, le Conseil départemental renouvelle son soutien au projet porté par le Comité départemental de Course d'Orientation de la Corrèze : le raid multisports d'envergure internationale dénommé "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience".

Cet événement est l'un des seuls raids de France à proposer un format long (3 jours), ce qui le rend particulièrement attractif aux yeux des "professionnels" de la discipline.

La 2^{ème} édition, qui s'est tenue du 13 au 15 août 2020, entre Bugeat et Voutezac/Le Saillant, le long de la rivière Vézère, a retenu l'attention des pratiquants :

- 37 équipes inscrites sur 40 autorisées, ce qui représente un total de 170 personnes avec les assistants,
- 45 000 vues pour le suivi des étapes sur les réseaux sociaux et des commentaires très positifs sur la page Facebook de l'épreuve,
- des retombées sur le territoire en termes d'achat de denrées et de nuitées signalées par les partenaires locaux lors de la réunion bilan.

La 3^{ème} édition aura lieu du 12 au 14 août 2021. Elle permettra de mettre en valeur les vallées de la Dordogne, de la Maronne et de la Cère. De Neuvic à Beaulieu en passant par la Xaintrie il s'agira de mettre à l'honneur les sites emblématiques du territoire comme Gratte-Bruyère, les Tours de Merle et de Carbonnières, le "Rocher du Peintre", le viaduc des Rochers Noirs, les villes-étapes et d'associer le raid avec l'histoire et les légendes du territoire comme celle des gabariers. En dehors du parcours ardu réservé aux meilleurs pratiquants de la discipline, une version découverte et des animations seront toujours proposées aux familles.

La présentation détaillée de cette épreuve est intégrée à la convention de partenariat jointe en annexe à signer avec le Comité départemental de Course d'Orientation de la Corrèze.

Je propose à l'Assemblée départementale d'attribuer au Comité départemental de Course d'Orientation de la Corrèze une aide de 15 000 € pour l'organisation de la 3^{ème} édition de "The R.A.C.E".

E. Un engagement important en faveur des "Clubs Elite" et "Clubs Corrèze"

Concernant les subventions 2022 attribuées aux "Clubs Elite" et "Clubs Corrèze", le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations sportives en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.

Aussi, la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2022 sur le "Portail des Subventions" sera maintenue au 30 septembre 2021 afin de pouvoir proposer l'attribution des aides aux "Clubs Elite" et "Clubs Corrèze" lors de la dernière réunion de la Commission permanente, en fin d'année 2021. Pour permettre l'enregistrement des dossiers, nous proposons la **création d'une AE** (Autorisation d'Engagement) à hauteur de **604 300 €** au titre de l'année 2022 pour ces 2 catégories de clubs.



F. Poursuivre le développement de la pratique des sports nature au Domaine de Sédières

- ***Base départementale de vélo loisirs labellisée par la Fédération Française de Cyclotourisme :***

La base vélo loisirs de Sédières est un facteur d'attractivité important pour le domaine. Au cours de l'été 2020, 3 300 personnes y ont été accueillies, venues profiter des parcours balisés et des installations dédiées en place, des conseils de l'éducateur présent en permanence ou bien encore de la location de VTT qui y est proposée.

- ***Les Foulées Gourmandes de Sédières :***

Si l'année 2020 n'a pas permis la tenue de la 5^{ème} édition des "Foulées Gourmandes de Sédières", les 2 associations partenaires du Département dans le cadre de cette organisation, à savoir Rosiers Course Nature pour le trail et Tulle Sentiers pour la randonnée pédestre, ont donné leur accord pour tenter à nouveau de marier le sport avec la culture. En effet, cette manifestation familiale se tiendra à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, le dimanche 19 septembre prochain.

- ***Des animations à destination des familles :***

Face au succès du partenariat établi en 2018, 2019 et 2020 avec Profession Sport Limousin pour la mise en place d'une tyrolienne au cours de l'été, je vous propose de reconduire cette opération en cherchant à optimiser les horaires d'ouverture en fonction de la fréquentation du site et de nouer d'autres partenariats visant ce même objectif.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	<i>BP 2020</i>	<i>CA 2020</i>	<i>BP 2021</i>
Soutien au Mouvement sportif corrézien	1 307 285 €	1 141 559 €	1 300 285 €
Schéma Vélo	3 000 €	-	11 000 €
Convention Espace Mille Sources	214 000 €	295 000 €	223 500 €
Politique Sport Nature	151 000 €	133 278,20 €	150 000 €
Total DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 675 285 €	1 569 837,20 €	1 684 785 €
Schéma Sport Nature : subventions acquisition matériels	30 000 €	22 631 €	30 000 €
Schéma Sport Nature : panneaux PDIPR - PDESI	9 000 €	8 277,17 €	9 000 €
"Vélo et Fromages"	1 000 €	-	
Schéma Vélo	9 000 €	-	6 000 €
Total DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	49 000 €	30 908,17 €	45 000 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DÉPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 684 785 €	-
INVESTISSEMENT	45 000 €	
TOTAL	1 729 785 €	-

Pour mémoire, au titre de 2021, les engagements concernant la politique sportive qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

<i>Programme</i>	<i>Type enveloppe</i>	<i>N° enveloppe</i>	<i>Libellé de l'enveloppe</i>
DÉPENSES			
Soutien au Mouvement sportif corrézien	AE	1998P056E98	Soutien Mouvement Sportif / Subvention 2022 - D
	AE	1998P056E97	Soutien Mouvement Sportif / Subvention 2021 - D
	EPF	1998P056E90	Subventions aux associations sportives et sport de haut niveau
	EPF	1998P056E91	Sport - dépenses directes
	AE	1998P056E88	Club Elite - Grands Événements Sportifs - Soutien Emploi Sportif
Convention Mission Service Public	EPF	1998P050E47	Mission Service Public Convention/D
Politique Sports de Pleine Nature	EPF	2012P006E13	Subvention Sport Nature /D
	EPF	2012P006E14	Sport Nature - dépenses directes /D
	EPI	2012P006E15	Dépenses directes - investissement /D
	EPI	2012P006E17	Schéma Sport Nature - subventions investissement /D
Schéma Vélo	EPF	2014P016E10	Dépense Fonctionnement - Schéma Vélo ROUTE
	EPI	2014P016E07	Dépense Investissement - Schéma Vélo

Pour mémoire, au titre de 2021, les enveloppes au titre de la politique sportive exposées dans le présent rapport seront affectées sur les opérations suivantes :

Opérations	Dotations 2021
FONCTIONNEMENT	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Sportifs de haut niveau	32 000 €
Base VTT de Sédières	15 000 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Subventions</i>	20 500 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Dépenses directes</i>	10 500 €
Sections sportives des collègues	22 000 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	14 900 €
Utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze par le Mouvement sportif corrèzien et autres associations	113 085 €
Grands Évènements Sportifs	110 000 €
Clubs Corrèze	249 435 €
Clubs Elite (<i>Club Amateurs Nationaux et C.A.B.C.I.</i>)	452 865 €
Les Foulées Gourmandes - <i>Dépenses directes</i>	6 000 €
"Paris 2024"	10 000 €
Promotion / Actions diverses	2 000 €
SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 300 285 €
Aide au fonctionnement aux Stations Sport Nature	76 500 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	14 000 €
Entretien et balisage des itinéraires du PDIPR	40 000 €
Promotion des itinéraires de randonnée pédestre	1 500 €
Travaux d'ouverture de chemins ruraux du PDIPR	1 500 €
Fonctionnement de la CDESI	2 000 €
"Balades en Corrèze" - <i>Dépenses directes</i>	3 000 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 500 €
SCHÉMA SPORTS NATURE	150 000 €
Convention de missions de Service Public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze	223 500 €
V 87	8 000 €
Itinéraires Vélo	3 000 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT	1 684 785 €

Opérations	Dotations 2021
INVESTISSEMENT	
Achat de panneaux du PDIPR	9 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - <i>Investissement des Stations Sports Nature</i>	12 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - <i>Soutien aux projets - subventions</i>	13 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - <i>Achat de matériels divers - Dépenses directes</i>	5 000 €
V 87- <i>Dépenses directes</i>	4 000 €
Itinéraires Vélo Routes - <i>Dépenses directes</i>	2 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT	45 000 €

DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 729 785 €
--	--------------------

CRÉATION AE :

- N° 1998P056E98 " Soutien au Mouvement sportif corrézien - Subvention 2022"
Montant : 604 300 €.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/108 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Gilbert ROUHAUD, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sportive 2021 :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Soutien au Mouvement sportif corrézien	1 307 285 €	1 141 559 €	1 300 285 €
Schéma Vélo	3 000 €	-	11 000 €
Convention Espace Mille Sources	214 000 €	295 000 €	223 500 €
Politique Sport Nature	151 000 €	133 278,20 €	150 000 €
Total DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 675 285 €	1 569 837,20 €	1 684 785 €
Schéma Sport Nature : <i>subventions acquisition matériels</i>	30 000 €	22 631 €	30 000 €
Schéma Sport Nature : <i>panneaux PDIPR - PDESI</i>	9 000 €	8 277,17 €	9 000 €
"Vélo et Fromages"	1 000 €	-	
Schéma Vélo	9 000 €	-	6 000 €
Total DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	49 000 €	30 908,17 €	45 000 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DÉPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 684 785 €	-
INVESTISSEMENT	45 000 €	
TOTAL	1 729 785 €	-

Article 2 : Sont validées, au titre de la politique sportive 2021, les opérations et leurs dotations suivantes :

Opérations	Dotations 2021
FONCTIONNEMENT	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Sportifs de haut niveau	32 000 €
Base VTT de Sédières	15 000 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Subventions</i>	20 500 €
"Corrèze Destination Trails" - <i>Dépenses directes</i>	10 500 €
Sections sportives des collèges	22 000 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	14 900 €
Utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze par le Mouvement sportif corrézien et autres associations	113 085 €
Grands Évènements Sportifs	110 000 €
Clubs Corrèze	249 435 €
Clubs Elite (<i>Club Amateurs Nationaux et C.A.B.C.L.</i>)	452 865 €
Les Foulées Gourmandes - <i>Dépenses directes</i>	6 000 €
"Paris 2024"	10 000 €
Promotion / Actions diverses	2 000 €
SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 300 285 €
Aide au fonctionnement aux Stations Sport Nature	76 500 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	14 000 €
Entretien et balisage des itinéraires du PDIPR	40 000 €
Promotion des itinéraires de randonnée pédestre	1 500 €
Travaux d'ouverture de chemins ruraux du PDIPR	1 500 €
Fonctionnement de la CDESI	2 000 €
"Balades en Corrèze" - <i>Dépenses directes</i>	3 000 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 500 €
SCHÉMA SPORTS NATURE	150 000 €

Opérations	Dotations 2021
FONCTIONNEMENT (suite)	
Convention de missions de Service Public avec l'Espace 1000 Sources Corrèze	223 500 €
V 87	8 000 €
Itinéraires Vélo	3 000 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT	1 684 785 €

Opérations	Dotations 2021
INVESTISSEMENT	
Achat de panneaux du PDIPR	9 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - Investissement des Stations Sports Nature	12 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - Soutien aux projets - subventions	13 000 €
Fonds d'aide au développement des Sports Nature - Achat de matériels divers - Dépenses directes	5 000 €
V 87- Dépenses directes	4 000 €
Itinéraires Vélo Routes - Dépenses directes	2 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT	45 000 €

DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 729 785 €
--	--------------------

Article 3 : Est créée une autorisation d'engagement (AE) N° 1998P056E98 d'un montant de **604 300 €** au titre de l'année 2022, concernant les deux opérations "Clubs Corrèze" et Clubs "Elite".

Article 4 : Est décidée une aide de **3 500 €** au bénéfice du Comité Départemental Olympique et Sportif de la Corrèze pour l'organisation d'événements en lien avec "Paris 2024".

Article 5 : Sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe "*Corrèze Destination Trails*", les actions de partenariat suivantes :

Bénéficiaire	Épreuve	Montant proposé
Profession Sport Limousin	10 ^{ème} Tulle-Brive Nature initialement prévue le 4 avril 2021 et décalée au 4 juillet 2021	3 500 €
Well'Com Organisation	Ultra Trail Aquaterra 10 juillet 2021	5 000 €
SEVaD en Corrèze	X Trail Corrèze Dordogne 25 septembre 2021	5 000 €
TOTAL :		13 500 €

Article 6 : Est approuvée la convention-type à passer dans le cadre du partenariat avec les structures organisatrices de trails visées à l'article 5 et jointe en annexe 1. Monsieur le Président du Conseil départemental est autorisé à signer ladite convention.

Article 7 : Est décidée, dans le cadre de l'enveloppe 2021 "*Grands Évènements Sportifs*", l'attribution d'une aide de **15 000 € au Comité Départemental de Course d'Orient de la Corrèze** pour l'organisation de la 3^{ème} édition du raid "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience", du 12 au 14 août 2021.

Article 8 : Est approuvée la convention de partenariat afférente à la manifestation visée à l'article 7 ci-dessus et jointe en annexe 2 de la présente décision et définissant notamment les conditions de versement de la subvention. Monsieur le Président du Conseil départemental est autorisé à signer ladite convention.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.14
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.32.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1615-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION DE PARTENARIAT
"Corrèze Destination Trails"



«nom_du_trail»

Année 2021

Vu la décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021

Il est passé,

entre :

**- le Conseil Départemental de la Corrèze,
représenté par son Conseiller Départemental délégué au Sport et à la Jeunesse,
Monsieur Gilbert ROUHAUD**

d'une part

et :

**- l'association «Organisateur» «Tiers»
représentée par son Président,
«MM»«Nom»**

d'autre part

la convention générale arrêtée comme suit :

Dans le cadre de son opération de promotion "Corrèze Destination Trails", le Conseil départemental a souhaité apporter un soutien renforcé à 5 organisations corréziennes, à savoir :

- la **Tulle-Brive Nature**, dont la 10^{ème} édition aura lieu le 4 juillet 2021, portée par Profession Sport Limousin et les Villes de Tulle et de Brive,
- le **Millevaches Monédières Trail** dont la 12^{ème} édition aurait du avoir lieu le 17 avril 2021, dans le secteur de Bugeat portée par **Bugeat Treignac Athlétisme** (*épreuve annulée*),
- le **Myrtilles Trail DDM**, porté par l'association **Saramagbelle** (St Mexant), qui aurait du avoir lieu les 30 avril et 1^{er} mai 2021 à Chaumeil (*épreuve annulée*),
- l'**Ultra Trail Aquaterra** dont la 10^{ème} édition aura lieu le 10 juillet 2021, à Bort-les-Orgues, portée par **Well'Com Organisation**,
- le **X Trail Corrèze Dordogne**, porté par l'association **SEVaD en Corrèze** (Monceaux), le 25 septembre 2021 sur la Xaintrie et la Vallée de la Dordogne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Définir les conditions du partenariat entre l'Association et le Conseil Départemental de la Corrèze pour l'organisation de «**nom_du_trail**».

ARTICLE 2 : AIDE FINANCIÈRE APPORTÉE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Le Conseil départemental apportera son concours par une aide financière de **xxxx €**, dont le versement interviendra en deux fois :

- 80 % à la signature de la présente convention et sous réserve de la tenue de l'épreuve,
- 20 %, sur demande justifiée présentée par le bénéficiaire à l'issue de l'événement (lettre de demande de versement du solde accompagnée de pièces justificatives de la tenue de la manifestation : articles de presse et comptes-rendus sportif et financier).

ARTICLE 3 : CONTREPARTIES DEMANDÉES À L'ASSOCIATION

- L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil départemental en utilisant le logo "Corrèze Destination Trails", de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, dossards...
- L'association s'engage à utiliser les fanions réutilisables, achetés en commun, pour le balisage de son épreuve de trail,
- L'arche gonflable du Département devra être réservée pour être utilisée à l'occasion du trail.
- Plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation (*mises à disposition par le Conseil départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85*) ainsi que les supports de communication spécifiques à l'opération : roll-up, affiches, distribution de flyers de promotion à l'ensemble des participants...

- L'Association s'engage à offrir 1 dossard et un séjour venant récompenser le jeu-concours organisé par le Conseil départemental à l'occasion de la tenue de stand sur des salons thématiques.
- L'Association s'engage à participer au Challenge "Corrèze Destination Trails" mis en place par le Département et à lui communiquer les classements officiels établis à l'issue de son trail (à communiquer par mail à l'adresse sports@correze.fr) et à offrir 1 dossard à chacun des 6 récipiendaires (3 hommes et 3 femmes) afin de participer gratuitement à l'édition 2022.
- L'Association s'engage à participer physiquement à un moins un des salons thématiques aux côtés du Département et de l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze (frais de transport et d'hébergement à la charge de l'association).
- L'Association s'engage à fournir son fichier-clients à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze qui elle, s'engage à ne pas le diffuser et à l'utiliser exclusivement dans le cadre de l'opération "Corrèze Destinations Trails". Les conditions relatives à cette partie sont détaillées en annexe à la présente convention.
- L'Association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.
- Enfin, l'Association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition d'invitations.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin le 31 Décembre 2021.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le

**Pour l'Association,
Le Président,**

**Pour le Département,
Le Conseiller Départemental,**

«Nom»

Gilbert ROUHAUD

CONVENTION D'UTILISATION DES FICHIERS-CLIENTS DES TRAILS CORRÉZIENS

Tulle-Brive Nature
Millevaches Monédières t Trail
Myrtilles Trail DDM
Ultra Trail Aquaterra
X Trail Corrèze-Dordogne

Point 1 : Dans le cadre du plan d'actions 2021 du dispositif "Corrèze Destination Trails", les 5 organisateurs impliqués dans cette opération acceptent de mettre à disposition de l'agence "Corrèze Tourisme" leur fichier clients (adresses postales et courriels), en accord avec les termes de la présente convention.

Point 2 : Les fichiers fournis restent la propriété exclusive des organisateurs concernés.

Point 3 : Corrèze Tourisme ne pourra utiliser ces fichiers clients qu'à des fins exclusives de promotion-communication-observation définies dans le plan d'actions 2021 de "Corrèze Destination Trails" :

⇒ Envoi d'une newsletter dédiée à chacun des trails environ 1 mois $\frac{1}{2}$ avant le déroulement de l'épreuve. Corrèze Tourisme s'engage à fournir un bilan détaillé de cette opération à chaque organisateur (taux d'ouverture, taux de clics...),

⇒ Envoi, en fin d'année, d'une enquête avec formulaire en ligne permettant de recueillir des éléments d'observation des clientèles des 5 trails (*profil type, mode de connaissance, consommation d'hébergement, calcul des retombées économiques...*). Corrèze Tourisme s'engage à traiter les données récoltées et à les synthétiser dans un document qui sera remis à chaque organisateur.

Point 4 : La mise à disposition de son fichier clients est, pour chacun des 5 organisateurs, une condition *sine qua none* pour bénéficier des newsletters promotionnelles de Corrèze Tourisme.

Point 5 : Corrèze Tourisme ne pourra communiquer, à qui que ce soit et sous aucune condition, les fichiers clients mis à disposition.

Point 6 : En conformité avec la loi "Informatique et Liberté", chaque newsletter disposera d'une mention avec possibilité de désabonnement immédiat.

Point 7 : Les fichiers sont mis à disposition pour une seule année, calendaire ou glissante, et peuvent être éventuellement réutilisés par tacite reconduction de chaque organisateur l'année suivante.

Point 8 : Chaque organisateur ayant mis à disposition son fichier clients garde la possibilité d'en interrompre l'utilisation par Corrèze Tourisme en motivant sa demande.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Organisation du raid
"The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience"
12 au 14 Août 2021

Vu les délibérations du Conseil Départemental du 23 avril 2021

Il est passé,

entre :

Le **Département de la Corrèze**,
représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE,

ci-après dénommé "Le Département" ou "la Collectivité"

d'une part,

et

le **Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze**,
association à but non lucratif déclarée le 4 Juillet 2007
à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde
et enregistré sous le numéro SIRET 489 651 802 000 14,
dont le siège social est situé 23 Sajueix - 19130 VOUTEZAC,
représenté par son Président en exercice,
Monsieur François DELCAMBRE,
autorisé aux fins de signer les présentes conformément aux statuts,
ci-après désigné par les termes : "l'association" ou "le bénéficiaire",

d'autre part,

la convention de partenariat arrêtée comme suit :

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Considérant le projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience" initié et conçu par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, conformément à son objet statutaire et pour lequel ce dernier sollicite l'octroi d'une subvention par le Département,

Considérant que le Département soutient activement le développement du territoire corrézien par le biais des sports nature, en s'inscrivant notamment au travers du concept "Station Sports Nature" dans un programme d'actions basé sur le sport nature comme vecteur d'attractivité touristique. Depuis 2006 et la création de la CDESI Corrèze, le Département soutient en effet activement le dispositif des Stations Sports Nature et intervient afin de renforcer leur structuration, leur développement et leur valorisation. Il pilote, également, une opération d'envergure nationale dénommée "Corrèze Destination Trails" et avec cette discipline qui est le trail, le Département de la Corrèze promeut et valorise les richesses de son territoire,

Considérant que les activités de pleine nature sont, à ce titre, une source de développement pour le territoire, porteuses d'emplois et favorisant la sensibilisation aux problématiques environnementales,

Considérant que le projet porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze participe sans conteste de la politique départementale ainsi engagée,

Considérant, en effet, que ce projet s'inscrit dans la continuité des actions menées par le Département de la Corrèze en faveur des sports nature, "The RACE" est ainsi l'un des seuls raids de France à proposer un format long (3 jours), ce qui le rend particulièrement attractif aux yeux des "professionnels" de la discipline,

La 2^{ème} édition, qui s'est tenue du 13 au 15 août 2020, entre Bugeat et Voutezac/Le Saillant, le long de la rivière Vézère, a retenu l'attention des pratiquants :

- 37 équipes inscrites sur 40 autorisées, ce qui représente un total de 170 personnes avec les assistants,
- 45 000 vues pour le suivi des étapes sur les réseaux sociaux
- des commentaires très positifs sur la page Facebook de l'épreuve (un "raid de référence en France" - des participants enchantés par la qualité des sites naturels traversés et l'organisation - des demandes d'information sur l'édition 2021).

Le Département de la Corrèze poursuit son partenariat avec le Comité départemental de Course d'Orientation

En 2021, la 3^{ème} édition du raid permettra de mettre en valeur les vallées de la Dordogne, de la Maronne et de la Cère. De Neuvic à Beaulieu en passant par la Xaintrie il s'agit également de valoriser les sites emblématiques du territoire comme les Gratte-Bruyère, les Tours de Merle et de Carbonnières, le "Rocher du Peintre", le viaduc des "Rochers Noirs", les villes étapes et d'associer le raid avec l'histoire et les légendes du territoire comme celle des gabariers. En dehors du parcours ardu réservé aux meilleurs pratiquants de la discipline, une version "découverte" et des animations seront toujours proposées aux familles.

"The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience" se déroulera ainsi du 12 au 14 Août 2021 entre Neuvic et Beaulieu-sur-Dordogne avec 4 bivouacs (Neuvic, Auriac, Argentat, Beaulieu).

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet "The R.A.CE - Raid Aventure Corrèze Expérience", dans les conditions définies à l'article 2.

Le Département, quant à lui, contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général.

La présente convention a donc pour objet d'organiser les conditions du concours consenti par le Département ; étant précisé que ce dernier n'attend aucune contrepartie directe de la subvention allouée. Elle fixe le cadre général de ce partenariat et précise les actions à entreprendre ainsi que les modalités de la participation du Département de la Corrèze au financement du projet.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant.

Article 2 - Description des conditions d'organisation du projet subventionné

A l'initiative du projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience ", le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze assurera l'intégralité de l'organisation et assumera la pleine responsabilité du bon déroulement de la manifestation, tant sur le plan logistique que sur celui de la sécurité du public et des participants.

L'association s'engage notamment à se conformer aux obligations de sécurité imposées par la Fédération Française de Triathlon (Règles de Techniques et de Sécurité - Raid Multisports), par les services de l'État et à la réglementation générale en vigueur.

En sa qualité d'organisateur de l'évènement, l'association est chargée d'accomplir l'ensemble des opérations nécessaires au bon déroulement de l'évènement qu'elle organise, à savoir, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

◆ Les formalités administratives obligatoires :

- déclaration préfectorale

◆ La mise en œuvre de la sécurité des coureurs comme du public :

- réservation d'une équipe médicale

◆ La logistique :

- recrutement et organisation des bénévoles nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- inscription au calendrier des courses nationales
- gestion des inscriptions
- réservation des hébergements et de la restauration

◆ L'organisation des épreuves dans toutes ces phases et ses détails :

- tracé du parcours
- reconnaissance du parcours
- validation des parcours
- réalisation des cartes C.O
- réalisation des road-books de course
- organisation d'une cérémonie de remise des prix en présence des partenaires

◆ La communication :

- négociation d'encarts dans la presse spécialisée
- rédaction du dossier de partenariat
- rédaction du/des dossier(s) de presse
- élaboration des supports de communication : affiches, dépliants et site internet
- recherche de partenaires privés et publics
- création des diaporamas et animations des différentes réunions de présentation
- diffusion des affiches et des flyers
- promotion et animation de l'événement sur les réseaux sociaux et la page internet de la manifestation.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation s'engage à transmettre au Département de la Corrèze pour validation l'ensemble des supports de communication avant chaque publication.

Article 3 - Durée de la convention

La convention est conclue à compter de sa signature et jusqu'au 30 novembre 2021 inclus.

Article 4 - Affichage du partenariat

L'association organisatrice s'engage à :

- accorder le titre de partenaire officiel au Département de la Corrèze : présence du logo du Département sur l'ensemble des supports et actions de communication mis en place dans le cadre de l'organisation de l'événement (affiches, programmes, presse, site internet, réseaux sociaux etc.).
- faire paraître le logo du Département sur le road-book
- mettre en place l'arche et les tentes du Département sur les sites de pratique (fournies par la Collectivité).
- mettre en place plusieurs banderoles et oriflammes, mises à disposition par la Collectivité.
- citer le Département de la Corrèze en tant que Partenaire Officiel dans toute communication : presse et numérique.

Article 5 - Montant de la subvention allouée

Le Département contribue financièrement au projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience " porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, sous réserve du respect par ce dernier de toutes les clauses de la présente convention, pour un montant maximal de 15 000 €.

Article 6 - Modalités de versement de la subvention départementale :

La subvention sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention de partenariat et 20% sur présentation de l'ensemble des factures acquittées ou d'un état des dépenses certifié exact ayant trait avec la manifestation soutenue ou d'un bilan financier concernant la manifestation soutenue et ce à hauteur du montant total de la subvention octroyée.

Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2021, deviendra caduque de plein droit.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom du Comité Départemental de Course d'Orientation : RIB : FR76 1055 8025 1514 9535 0020 021 (Banque Tarneaud)

Article 7 - Comptabilité et contrôle d'activités

L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations (avis du conseil national de la comptabilité du 17 juillet 1985) et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place pourra être réalisé par les services du Département.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication pourrait entraîner la suppression de la subvention.

L'association rendra compte très régulièrement de son action relative au programme de l'événement, à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Département.

Article 8 - Résiliation de la convention

En cas de manquement de l'Association à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, le Département se réserve le droit d'exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués. Cela entraînerait la résiliation de plein droit de la convention.

La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Annulation de la manifestation en cas de force majeure.

Le Département de la Corrèze ne sera pas tenu responsable si, en cas de force majeure indépendant de sa volonté (intempéries, alerte météo, transports différés ou annulés, annulation de l'organisateur en l'occurrence l'association...) l'opération devait être interrompue ou annulée.

Aucune réclamation et aucun frais rattaché à la manifestation de nature logistique (remboursement des inscriptions des raideurs, frais annexes rattachés à leur participation) ne sera pris en charge par le Département.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze ne pourra solliciter aucune subvention supplémentaire pour éventuellement solder des frais rattachés à cette annulation.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

Fait en 2 exemplaires à Tulle, le

**Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,**

**Pour le Comité Départemental de
Course d'Orientation de la Corrèze
Le Président,**

Pascal COSTE

François DELCAMBRE

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE DOTATIONS 2021

RAPPORT

Depuis 2016, la politique culturelle départementale soutient activement ceux qui contribuent à essaimer les pratiques culturelles auprès du public, à faire connaître et apprécier les différentes facettes des arts sur tout le territoire. Ce choix d'inscrire la culture dans le champ de la cohésion sociale et territoriale s'appuie sur la conviction forte que la culture est à la fois un droit pour les citoyens, une nécessité pour l'épanouissement individuel et un facteur de lien social. La crise sanitaire, qui non seulement impacte fortement les acteurs culturels dans leur activité, mais qui augmente aussi les risques de rupture du lien social, rend notre action particulièrement déterminante.

Aussi, comme en 2020, en 2021, la Corrèze se veut solidaire de la culture et des artistes du territoire. Elle soutiendra particulièrement tous ceux qui s'emploient à maintenir une vie culturelle en Corrèze, malgré un contexte difficile, en proposant des formes innovantes adaptées à la pandémie.

Avec un budget de 2 113 048 € dédié à la politique culturelle départementale, nous maintenons les financements destinés aux actions culturelles et proposons une nouvelle opération spécifique, à hauteur de 50 000 €, dans le cadre du Plan d'accompagnement et de soutien à l'économie corrézienne (Corrèze Accompagnement Covid). Ce dispositif exceptionnel s'adresse au public des établissements sociaux et médico-sociaux, mais aussi aux jeunes qui fréquentent les accueils de loisirs. Il vise à la fois à réintroduire la culture et toutes ses valeurs en termes de convivialité et de lien social dans des lieux qui en sont temporairement privés et à redonner de l'activité aux artistes corréziens.

Nous poursuivons en parallèle les actions de soutien engagées depuis 2016.

Permettre à chaque Corrézien d'accéder à une offre variée, de qualité et de proximité, favoriser l'équilibre territorial sont les principes qui régissent aujourd'hui la politique culturelle de la Corrèze. **Le dispositif des "Actions Culturelles des Territoires" (A.C.T.)**, dont les élus maîtrisent directement le pilotage au niveau local, est une réponse à ces objectifs. Il en va de même des **"Événements à Vocation Départementale" (E.V.D.)** auxquels une attention toute particulière est apportée, compte tenu de l'attractivité qu'ils apportent à la Corrèze. En 2019, 33 structures seront aidées financièrement à ce titre.

Concernant le Schéma Départemental de Développement des enseignements artistiques, l'année 2021 sera consacrée à un temps de bilan et d'échanges avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement artistique et culturel pour co-construire, dans la continuité de celui en vigueur, un Schéma pour la période 2022-2027.

En 2021, la dimension événementielle sera rythmée par plusieurs temps forts.

Le musée départemental de la Résistance Henri Queuille conclura l'hommage rendu à Henri Queuille par une 3^{ème} exposition intitulée "Henri Queuille, un engagement au service de la France". Celle-ci permettra de découvrir la dimension nationale de celui-ci. Plusieurs actions sont à l'étude pour accompagner cette exposition (édition d'un catalogue, organisation d'une conférence...).

Le musée du président Jacques Chirac accueillera notamment, au cours de la saison 2021, deux expositions pleinement en lien avec sa vocation d'être le reflet d'une partie de l'histoire politique française. L'une sera consacrée aux "Présidents de Cabu" et rassemblera de nombreux croquis du célèbre dessinateur de presse; l'autre, avec la complicité du journaliste Pierre Bonte, présentera une collection de "Marianne" et nous donnera les clés de l'évolution de ce symbole depuis la Révolution.

Enfin, la saison culturelle de Sédrières rythmera l'été de propositions variées et conviviales, toujours avec une exposition, une soirée "100% Corrèze", des apéros concerts et des spectacles jeune public. Les artistes corrèziens seront mis à l'honneur lors de ces rendez-vous désormais attendus par les Corrèziens.

I - LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL :

- A) Le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques
- B) La Bibliothèque Départementale
- C) Les Archives Départementales de la Corrèze
- D) Les musées départementaux et leurs expositions temporaires

II - LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL :

- A) Les Actions Culturelles des Territoires
- B) Le soutien à la vie associative culturelle à vocation départementale
- C) L'aide aux parcours culturels et artistiques à la Jeunesse
- D) Le dispositif exceptionnel de soutien à l'activité culturelle à destination des publics fragiles et de la jeunesse
- E) La sauvegarde et la valorisation du patrimoine corrèzien
- F) Le Domaine de Sédrières

I - LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) Le Schéma Départemental des Enseignements Artistiques : 413 000 €

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 fait obligation aux Départements d'adopter un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

Pour mémoire, le Département n'est pas un financeur désigné par la loi dans ce domaine.

Toutefois, conscient de l'enjeu en matière d'égalité que représente l'enseignement artistique, notamment dans les territoires ruraux, le Département de la Corrèze a fait le choix de placer celui-ci au cœur du projet culturel des territoires avec 2 objectifs majeurs :

- permettre l'égalité d'accès des élèves aux enseignements initiaux (danse, musique, théâtre),
- assurer un développement équilibré des enseignements artistiques sur l'ensemble du territoire corrézien et soutenir particulièrement l'enseignement artistique en milieu rural.

C'est dans cette logique que le Conseil Départemental a adopté, lors de la séance plénière du 10 novembre 2017, le nouveau Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques sur la période 2018-2021.

Dans le cadre de ce Schéma, après un travail de concertation avec les différents acteurs, le Conseil Départemental a réaffirmé son engagement dans le soutien aux enseignements artistiques en garantissant pérennité et lisibilité de ses aides. En effet, il a fait le choix de figer des montants d'aides réévalués pendant trois ans (2019 - 2020 - 2021).

Au-delà des aides aux Conservatoires et Écoles de Musique, une enveloppe supplémentaire pour impulser les actions du Schéma a permis en 2018, puis en 2019 de mettre en œuvre l'action "Utilisation des outils numériques dans la diffusion de spectacles dans les écoles et collèges", impulsée par le Département et co-construite avec les acteurs culturels, les acteurs de l'enseignement artistique et l'Éducation Nationale. Le contexte sanitaire n'a toutefois pas permis de mener à bien cette action pour l'année scolaire 2020/2021.

L'année 2021 sera un temps consacré au bilan du schéma ainsi qu'aux échanges et réflexions avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement artistique et culturel.

L'objectif est de co-construire, dans la continuité, un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques pour la période 2022-2027, afin de donner aux différents acteurs le temps de mettre en œuvre des actions cohérentes et concertées en adéquation avec les enjeux du Schéma.

B) La Bibliothèque Départementale

Le Conseil Départemental de la Corrèze poursuit depuis de nombreuses années ses efforts en faveur de la lecture publique par l'intermédiaire de la Bibliothèque Départementale, qui dessert un réseau de 121 bibliothèques et points d'accès à la lecture, auxquels il faut ajouter 44 dépôts scolaires.

Outre ses missions traditionnelles de prêt de documents matériels et de ressources numériques aux bibliothèques situées dans des communes de moins de 10 000 habitants, la Bibliothèque Départementale intervient également dans la formation des personnels bénévoles et salariés des bibliothèques, propose des animations culturelles en lien avec les bibliothèques du département (prix album jeunesse, prix des lecteurs corréziens, festival Coquelicontes, Nuit de la lecture, mois du film documentaire...).

Elle conseille aussi les élus et le personnel des bibliothèques de son réseau en matière de construction et d'aménagement des locaux, de gestion, d'équipement en mobilier professionnel et de services informatiques à destination de leurs usagers.

Le budget affecté à la Bibliothèque Départementale est détaillé dans un rapport séparé.

C) Les Archives Départementales de la Corrèze

Depuis 1986, les Archives sont l'une des directions du Conseil départemental de la Corrèze en application des dispositions de la loi du 22 juillet 1983 sur la décentralisation, placées pour le contrôle scientifique et technique, sous la tutelle du ministère de la Culture.

Les Archives départementales assurent la collecte, la conservation, la mise à disposition et la valorisation des archives publiques et privées intéressant l'histoire du Bas-Limousin et de la Corrèze du XIII^e siècle jusqu'à nos jours. La conservation des archives publiques est effectuée dans un double objectif :

- fonder les droits des personnes physiques et morales,
- constituer les documents historiques de la recherche.

Le budget affecté aux Archives Départementales de la Corrèze est détaillé par rapport séparé.

D) Les musées départementaux et leurs expositions temporaires

Le musée du président Jacques Chirac Sarran : 157 100 €

dont 119 100 € en fonctionnement et 38 000 € en investissement

Les présidents de la République reçoivent des cadeaux lors de visites d'État, à l'occasion de cérémonies particulières, rencontres au sommet, célébrations, voire anniversaires. Grand destinataire de cadeaux, le président Jacques Chirac s'est fait à son tour donateur en choisissant d'offrir près de 5.000 objets d'art ou simples pièces curieuses au Conseil départemental de la Corrèze. Ces cadeaux sont mis en valeur dans un espace d'exposition permanente et dans des réserves visitables qui font l'originalité du musée.

En 2021, le musée accueillera 4 expositions :

- ***Fantastique !* : exposition du 15 mars au 15 mai.**
Au sommet de l'OTAN en 1997, Bill Clinton offre à Jacques Chirac une édition originale des *Histoires extraordinaires* d'Edgar Allan Poe. Ce cadeau, aussi protocolaire qu'amical, permet une mise en perspective, via de longs adhésifs muraux, des œuvres de ce génie littéraire que fut Edgar Poe, traduit par un autre écrivain de génie Charles Baudelaire. Il est le père du roman policier, du genre fantastique comme de celui de la science fiction
- **Du 15 mars au 15 novembre les 4 objets guerriers d'époque gauloise jugés les plus symboliques, emblématiques du trésor archéologique issu de la fouille du site de Tintignac.**
Ils sont de retour en Corrèze après 16 ans de restauration. *Le carnyx-sanglier, le carnyx-serpent, le casque-oiseau et le petit cheval* sont abrités cette saison au cœur de vitrines spécialement créées pour les recevoir en toute sécurité.
- ***Marianne*, du 8 mai au 15 novembre**
- Parmi tous les symboles, images et allégories de la République française, Marianne est certainement celui auxquels les Français sont le plus attachés. L'exposition décrypte un à un tous les visages de Marianne. Du visage de sa naissance, coiffé du bonnet rouge, à celui des stars de cinéma Une étonnante diversité d'images qui racontent à leur manière

l'histoire mouvementée de la République, mais aussi l'histoire de l'art et des mentalités.
Prêts de l'Assemblée nationale, du Sénat et de collectionneurs privés, dont le journaliste Pierre Bonte, 1^{er} "Mariannolâtre" de France et commissaire de l'exposition.

- **Les présidents de Cabu. Quand je pense que j'ai voté pour lui : 15 avril - 15 novembre]**
- Directement extraite d'une exposition présentée à l'Hôtel de Ville de Paris au cours du dernier hiver, celle du musée du président Jacques Chirac exploite sur 100 m² le rez-de-jardin du site pour accueillir près de soixante-dix caricatures du dessinateur – y compris un jeu de l'oie ! -, dédiées aux présidents français, de Macron à Auriol ... En fait, aux *hommes de Marianne*.
Commissaire d'exposition : cabu-officiel [Jean-François Pitet & Véronique Cabut]

Le musée départemental de la Résistance Henri Queuille Neuvic : 19 000 €

dont 10 000 € en fonctionnement et 9 000 € en investissement

Situé à Neuvic dans la maison familiale du président Queuille, le musée a deux vocations :

- présenter la vie et l'action politique d'Henri Queuille ainsi que ses réalisations locales,
- retracer l'histoire de la Résistance en Haute-Corrèze, plus particulièrement l'histoire du maquis de Neuvic.

D'autre part, le musée présente chaque année une exposition temporaire.

Le 15 juin 2020 a marqué le cinquantième anniversaire de la disparition d'Henri Queuille. Afin de commémorer cet événement, le Département de la Corrèze a initié une rétrospective-hommage en trois volets avec :

- En 2019 l'exposition *Henri Queuille, un visionnaire au service de son territoire*, mettant en avant l'homme, ses réseaux et ses engagements locaux.
- En 2020, un réaménagement ambitieux de l'espace muséal permanent "Henri Queuille" qui a dévoilé ses parcours personnel et politique avec Henri Queuille, le plus illustre des Corrèziens.
- **En 2021, le troisième et dernier volet vient conclure l'hommage rendu par une nouvelle exposition temporaire. *Henri Queuille, un engagement au service de la France*** propose de le découvrir dans sa dimension nationale. Elle présentera un résistant engagé, qui rallie la France Libre du général de Gaulle; les responsabilités gouvernementales de celui-ci en tant que ministre de l'Agriculture et de Président du Conseil; ainsi que la perception de la presse étrangère sur l'action d'Henri Queuille comme chef du gouvernement. Une partie de l'exposition évoquera son engagement corrézien comme conseiller général puis Président du Conseil général de la Corrèze. Cet ultime volet est aussi l'occasion de faire découvrir aux visiteurs des archives, issues du fonds muséal, pour la plupart jamais encore montrées en exposition.

Un catalogue regroupant les trois expositions, mis en vente à partir du 15 juin 2021, anniversaire de la disparition d'Henri Queuille, conclura l'hommage du Département.

A noter la poursuite, en 2021, des efforts réalisés quant au développement de la fréquentation du musée et notamment celle du public scolaire avec l'actualisation et la diffusion de 4 documents pédagogiques adaptés aux différents niveaux scolaires sur la Résistance et sur Henri Queuille.

Par ailleurs, un "Apéro Art et Histoire" sera accueilli, pour la deuxième année consécutive, en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire des Hautes Terres Corrèziennes et de Ventadour.

II - LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) Les Actions Culturelles des Territoires : 265 000 €

Associations, collectivités, artistes... Ils sont nombreux à contribuer à l'animation culturelle de notre Département. Participer à la vie culturelle d'un territoire est un des éléments fondateurs du lien social ; c'est pour cela que le Département de la Corrèze reste impliqué dans l'irrigation et l'aménagement culturel de son territoire, notamment via le dispositif "Actions Culturelles des Territoires" dont le fil conducteur est aujourd'hui l'équité territoriale.

Les actions culturelles des territoires garantissent une offre diversifiée de qualité sur l'ensemble du territoire. Elles témoignent de la volonté de placer les élus départementaux au cœur de la politique culturelle de leur territoire et de faire de la culture un levier de cohésion territoriale.

Les élus corréziens sont aujourd'hui au plus près des projets et des attentes des acteurs culturels, grâce à la mise en place des Actions Culturelles des Territoires.

Destiné aux demandes d'aides des opérateurs culturels publics ou associatifs locaux (en dehors de ceux ayant un rayonnement départemental ou extra départemental), ce dispositif permet de soutenir les acteurs culturels des 5 territoires de projets départementaux (Bassin de Brive, Vézère Auvézère, Haute-Corrèze, Tulle et vallée de la Dordogne). Chaque territoire dispose d'une enveloppe budgétaire dédiée.

Dans un contexte d'incertitude, le Département a continué à donner aux associations, dès la fin de l'année 2020, une lisibilité sur les aides financières départementales 2021.

Chaque structure culturelle, ayant déposé un dossier dans les délais, a été informée, dès novembre 2020, des aides du Département qui lui sont dévolues 2021.

B) Le soutien à la vie associative culturelle à vocation départementale : 824 000 €

Les évènements à vocation départementale sont des actions culturelles qui dépassent, de par leur rayonnement et leur attractivité, les limites des territoires et sont reconnues comme telles.

En 2021, le nombre d'acteur culturels reconnus par ce dispositif a été porté au nombre de 33 avec la reconnaissance, lors du Conseil Départemental du 27 novembre dernier, de l'Auditorium Sophie Dessus à Uzerche. En effet, la qualité de la programmation et des actions menées auprès des publics, malheureusement aujourd'hui empêchées par la pandémie, lui permettent de rayonner bien au-delà de notre département.

Le Conseil Départemental, lors de sa réunion du 27 novembre dernier, a acté la reconduction de chacune des aides aux structures reconnues comme évènements à vocation départementale.

Il est à noter qu'afin de soutenir les acteurs culturels corréziens, durement touchés et surpris par la crise sanitaire, le Département a versé, en 2020, l'ensemble des aides attribuées, que les manifestations aient pu avoir lieu ou pas. Cette année encore le Département, réaffirme sa volonté d'être au plus près des acteurs culturels en apportant un soutien adapté à leurs besoins.

C) L'aide aux parcours culturels et artistiques de la Jeunesse : 35 000 €

1 - Aides aux échanges internationaux 20 000 €

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Conseil Départemental soutient les Échanges Internationaux à travers, d'une part, des aides au parcours culturel des collégiens et écoliers et, d'autre part, des aides aux comités de jumelage, véritables ambassadeurs de la Corrèze en Europe.

Pour soutenir les différentes initiatives liées au développement des échanges culturels entre la Corrèze et les pays européens, je vous propose de maintenir l'enveloppe dédiée à ces actions à hauteur de 20 000 €.

a) Écoles et Collèges (15 000 €)

Dans le cadre du soutien au parcours culturel des collégiens et écoliers, l'aide du Conseil Départemental contribue à l'ouverture des établissements scolaires sur l'Europe.

Cette aide facilite la réalisation de projets scolaires à l'étranger dont la finalité est l'apprentissage de la langue, la découverte de la culture et du patrimoine avec un objectif pédagogique précis d'ouverture linguistique et culturelle.

b) Comités de Jumelage (5 000 €)

De nombreuses communes françaises sont jumelées avec des villes européennes dans un objectif d'échanges et de compréhension des cultures européennes.

En Corrèze, 14 comités de jumelages mettent en œuvre des rencontres, des dialogues et initiatives entre Européens. Le Département favorise ces échanges à travers une aide aux comités de jumelage qui valorisent la Corrèze comme "Terre de Culture et d'Ouverture" auprès de nos partenaires européens, à la fois dans leurs déplacements ainsi que dans l'accueil de délégations.

2 - Ateliers d'éducation artistique : 15 000 €

Ce dispositif d'aides est destiné aux établissements scolaires, en particulier sur les territoires ruraux, qui mettent en œuvre des ateliers d'éducation artistique avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture. Il propose également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions). Le dispositif offre aux élèves l'opportunité de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma...) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignant(s) et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

L'accompagnement financier, proposé par le Département de la Corrèze dans ce cadre, impulse une dynamique qui peut être constatée à l'aune du nombre de projets construits par les écoles et collèges, soit, cette année, 25 demandes éligibles en dépit du contexte de pandémie.

D) Dispositif exceptionnel de soutien à l'activité culturelle à destination des publics fragiles et de la jeunesse : 50 000 €

Le secteur culturel a été particulièrement impacté par la propagation de la Covid.

Pour aider les acteurs culturels sans attendre la prochaine saison estivale (période souvent plus propice à l'activité) un dispositif exceptionnel de soutien à l'activité culturelle à destination des publics fragiles et de la jeunesse a été voté lors du Conseil Départemental du 27 novembre 2021 dans la cadre du Plan d'accompagnement et de soutien à l'économie corrèzienne "Corrèze accompagnement Covid-19".

Celui-ci vise deux objectifs :

- Premièrement, il s'agit de favoriser l'émergence de nouveaux projets, dans un contexte toujours incertain, afin de maintenir ainsi une offre culturelle variée pour des Corrèziens de plus en plus privés de manifestations culturelles conviviales et du lien social qu'elles apportent. Il s'agit aussi d'encourager les porteurs de projets à faire évoluer leurs pratiques pour proposer des animations adaptées à la période de pandémie.

- Deuxièmement, cette action vise à encourager la reprise de l'activité culturelle et à soutenir les acteurs culturels, artistes, techniciens, groupes ou compagnies qui subissent depuis mars 2020 de multiples reports ou annulations.

Dans un premier temps et au regard des mesures sanitaires, il s'agit de favoriser les projets ayant pour objectif d'apporter culture, convivialité et lien social dans les lieux qui en sont privés et/ou les sorties culturelles sont empêchées. C'est le cas, par exemple, des EHPAD dans lesquels de petites formes culturelles devant les établissements, à l'intérieur mais dans le respect strict des gestes barrières, peuvent égayer le quotidien des résidents et ainsi rompre l'isolement. C'est aussi le cas des centres de loisirs, dans lesquels des sorties culturelles ou sportives (cinéma, piscine...) sont aujourd'hui prohibées. Là encore, l'intervention d'artistes pour des spectacles ou ateliers en petits groupes et dans le respect des consignes sanitaires est profitable aux jeunes.

Dans un second temps et dans la perspective d'allègement des mesures sanitaires, ce dispositif pourra être ouvert à des manifestations moins contraintes.

Pour prétendre à l'aide financière du Département dans le cadre de ce dispositif exceptionnel, les porteurs de projets doivent faire appel à une personne physique où morale ayant son activité culturelle en Corrèze (artistes et techniciens intermittents, auto-entrepreneurs, indépendants, entreprises, associations...).

Les structures éligibles à ce dispositif sont les communes et leurs groupements, les accueils de loisirs (ALSH), les établissements sociaux, médicosociaux, socio-éducatifs. Il est ouvert à toutes les disciplines artistiques, et notamment au spectacle vivant.

Le montant de l'aide, calculé en tenant compte des frais artistiques, est plafonné à 250 € par projet pour une action proposée entre le décembre 2020 et le 30 juin 2021. Plusieurs projets peuvent être présentés par une même structure.

Les aides sont octroyées, par la Commission Permanente, aux demandeurs remplissant les critères dans la limite de l'enveloppe allouée.

Le versement se fait sur justificatif de dépense notamment pour s'assurer que l'action a bien été réalisée et que les demandeurs ont bien fait appel, dans un cadre légal, à des acteurs culturels corrèziens.

A ce jour 37 dossiers ont été reçus.

E) Sauvegarde et valorisation du patrimoine corrézien : 24 000 €

dont 4 000 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement

Sous la présidence de Jacques Chirac, Le Département de la Corrèze est devenu exemplaire en termes de sauvegarde du patrimoine. Il se distingue notamment par un soutien fort à la restauration des édifices non protégés au titre des monuments historiques.

Forts de cet héritage, nous nous employons à poursuivre cette politique volontariste tout en développant des actions de valorisation du patrimoine.

1 - Les Journées Européennes du Patrimoine : 4 000 €

A l'occasion de la 37^e édition des Journées Européennes du Patrimoine, qui se dérouleront les 19 et 20 septembre 2020 sur le thème "Patrimoine et éducation : apprendre pour la vie!", le Département souhaite partager la richesse patrimoniale de nos territoires à travers des actions d'animation et de valorisation sur l'ensemble des sites départementaux : Hôtel du Département Marbot, Domaine de Sédières, Musée de la Résistance Henri Queuille, Musée du président Jacques Chirac et les Archives Départementales.

2 - Protection et sauvegarde du patrimoine : 20 000 € en investissement

Le Département souhaite apporter son assistance aux propriétaires privés pour la sauvegarde de leur patrimoine immobilier.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du Patrimoine, qui permet aux propriétaires d'accéder à un dispositif de défiscalisation, le Département apportera son soutien financier à la restauration du petit patrimoine rural dit de proximité (à l'exclusion des immeubles habitables et du patrimoine protégé au titre des Monuments historiques). Ces aides seront attribuées, par la Commission Permanente, en fonction de l'intérêt des dossiers présentés par les propriétaires privés.

F) Le Domaine de Sédières : 286 500 €

dont 279 500 € en fonctionnement et 7 000 € en investissement

Propriété du Département depuis 1965, le Domaine de Sédières, qui possède 130 hectares de forêts, d'étangs et d'eaux vives, abrite surtout un château classé au titre des monuments historiques, véritable bijou de la Renaissance italienne. Afin de renouveler l'intérêt du public pour ce lieu et d'en faire un point d'attractivité touristique incontournable, le Conseil Départemental propose, de l'ouverture de la saison estivale jusqu'aux Journées du Patrimoine, des animations sportives et culturelles variées, qui s'adressent à tous et en particulier aux familles. L'animation du Domaine de Sédières se poursuivra en 2021 dans le cadre d'un budget de fonctionnement maîtrisé.

EXPOSITIONS

Expositions "L'Art au Château"

Depuis 2019, près de 10 000 personnes ont pu découvrir sept artistes corréziens, véritables ambassadeurs de leurs territoires à travers un cycle d'expositions "L'Art au Château". Nous vous proposons cette année de poursuivre le cycle "L'Art au Château" avec une exposition dédiée à 3 nouveaux artistes corréziens :

Christian Gazeau, peintre du pays de Brive-la-Gaillarde où il est né en 1941. Parti à Paris pour effectuer des études, il y prend des cours de dessins et s'initie dans les années 60 au Paris artistique. C'est un peintre autodidacte qui s'adonne à sa passion depuis 1987. Il se consacre avec sensibilité à l'art abstrait. Il participe à des expositions régionales et nationales. Il a notamment exposé en 2018, 2019 et 2020 à Souillac, Turenne, Brive, Aubazine, Carennac, Curemonte etc. Le propos de ses œuvres est d'illustrer la créativité qui s'exprime dans l'art abstrait comme part du réel.

Fabrice Variéras, photographe né à Tulle en 1971. Géographe de formation, il est actuellement conseiller principal d'éducation à Limoges, chroniqueur gastronomique, il publie des ouvrages chez des éditeurs régionaux et s'adonne, dès qu'il le peut, à sa passion première : la photographie. Ces photographies de la Corrèze sont empreintes de poésie et de sensibilité. Elles témoignent de l'attachement de l'artiste à sa terre natale qu'il parcourt longuement, d'un pas de promeneur, et qu'il souhaite faire partager.

Hellen Halftermeyer, artiste plasticienne, qui vit aujourd'hui à Varetz. Sa démarche est d'appriivoiser la matière naturelle ainsi que les matériaux dits "artificiels", afin d'insuffler une véritable force vitale aux œuvres réalisées... La nature, ses cycles, les êtres vivants, le conscient, l'inconscient... autant de sources inspirantes inépuisables pour une expression sensible, tantôt sous tension, tantôt apaisante et poétique. Hellen Halftermeyer est représentée aujourd'hui par plusieurs galeries en France et au Danemark et expose ses œuvres dans des salons et foires européennes d'art contemporain.

Le manège extraordinaire "Immotus Verto" de l'artiste Christian Cébé - du 7 au 10 août

Pour faire revivre une ambiance magique, Christian Cébé, plasticien, a conçu un manège qu'on croirait sorti d'un roman de Jules Verne, qui est animé par la seule force des bras et des jambes, pour conserver l'esprit des manèges d'antan.

SPECTACLES

Soirée 100% Corrèze - le samedi 3 juillet 2021

Après une "escapade" à Sarran lors de l'arrivée d'une étape du Tour de France en 2020, la soirée 100% Corrèze revient en 2021 à Sédières avec une programmation axée autour de jeunes talents corréziens qui seront mis à l'honneur le samedi 3 juillet.

Cette 5^{ème} édition, comme les précédentes, se déroulera dans une ambiance conviviale et familiale. Une restauration locale de qualité, des parkings et navettes en bus gratuits seront, comme les années précédentes mis en place.

6 apéro-concerts les lundis 12, 19, 26 juillet et 2, 9, 16 août

Les apéro-concerts de Sédières sont devenus des rendez-vous prisés des estivants et des Corrèziens, qui ont rassemblé en 2020 entre 350 et 500 personnes par soirée. Parmi les artistes envisagés cette année, figurent :

- Les Pepe Ly - Pop-rock français (Saône et Loire 71)
- Dégâts Locos - Reprises chanson françaises (Lot 46 / Corrèze 19)
- Accordéonistes en herbe et "No trio" avec les élèves conservatoires et écoles de musique et le duo Rémi Salard, Frédéric Valy (Corrèze 19)
- Deux mains j'arrête - Chanson Française (Corrèze 19)
- Bluemary Swing - "Sidney Bechet au Féminin" - Jazz (Corrèze 19)
- Dis-le à ton voisin - Rock festif (Corrèze 19)

5 spectacles jeune public les mercredis 7, 21, 28 juillet et 4, 18 août

Lieu de promenade incontournable en été, le château de Sédières propose des activités pour les enfants, telles les "chasses au trésor", mais aussi des spectacles à destination des centres de loisirs et des familles. Les compagnies qui viendront en 2021 à Sédières ont été choisies pour la diversité des genres qu'elles représentent et de façon à couvrir une tranche d'âge allant de 3 à 12 ans.

Parmi les artistes envisagés cette année, figurent :

- Contes à grimper aux arbres (2 séances en plein air) de François Dieuaide (Haute Vienne) - A partir de 5 ans,
- "Kazi ClassiK" (Maine et Loire) - Musique classique/comique - A partir de 5 ans,
- "Dansons dans la cuisine" - Cgnie Bambino (Gironde) - Musique - A partir de 5 ans,
- "Alice" - La Luzège (Corrèze) - Théâtre, musique - De 5 à 12 ans et delà,
- "Les mots qui tombent du ciel" - Cgnie Avis de Pas Sage (Lot) - Théâtre - 5 à 9 ans.

Spectacles en partenariat

Festival de la Vézère : un opéra à Sédières - mardi 10 août

Fort du succès chaque année renouvelé de l'accueil des artistes du Festival de la Vézère, le Département poursuit celui-ci, en 2021, avec l'accueil, le mardi 10 août, d'une soirée exceptionnelle consacrée à l'Opéra " Carmen" de Bizet.

Nathalie Marcillac " - Edith Piaf le manège de la vie" - vendredi 30 juillet

Avec sa voix exceptionnelle, Nathalie Marcillac, accompagnée de Frédéric Valy à l'accordéon et Noël Ballet à la contrebasse, passe de la douceur à la folie, de l'amour au désespoir de la passion à la colère pour nous raconter « sa » Piaf. Elle ne l'imité pas, elle la raconte, elle la chante et nous restitue, à sa manière, l'univers émotionnel de Piaf.

L'ensemble des propositions énoncées dans le présent rapport visent, dans leur ensemble, à proposer aux Corrèziens une offre diversifiée et équilibrée sur le territoire.

Le soutien financier apporté par le Département contribuera, en 2021, à renforcer encore l'image de la Corrèze "Terre de culture". Par ailleurs, dans le cadre des propositions culturelles qu'il organise en régie, le Conseil Départemental poursuit la mise en valeur des jeunes talents du département et participe activement à la construction du sentiment d'appartenance à la Corrèze.

En 2021, face à un monde culturel extrêmement impacté par la crise sanitaire, le Département de la Corrèze réaffirme son soutien aux projets des acteurs culturels corrèziens et accompagne ces derniers dans la nécessaire adaptation de leurs activités aux contraintes actuelles.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

BP 2021	
DEPENSES	
COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	
<ul style="list-style-type: none"> ● Schéma départemental des enseignements artistiques : 413 000 € ● Musée du président à Sarran : gestion des stocks : 39 448 € ● Musée Sarran : 157 100 € (fonctionnement 119 100 € - investissement 38 000 €) ● Musée de la résistance Henri Queuille : 19 000 € (10 000 € fonctionnement - 9 000 € investissement) 	628 548 €
COMPÉTENCES OPTIONNELLES	
<i>SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE</i>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Actions Culturelles des 5 territoires (A.C.T.) : 265 000 € <ul style="list-style-type: none"> - Territoire Bassin de Brive - Territoire Vézère-Auvézère - Territoire Haute-Corrèze - Territoire Tulle - Territoire Vallée de la Dordogne ● Événements à Vocation Départementale : 824 000 € ● Patrimoine et animations : 24 000 € (4 000 € fonctionnement - 20 000 € investissement) ● Domaine de Sédières - Animation : 286 500 € (279 500 € fonctionnement - 7 000 € investissement) 	1 399 500 €
<i>AIDE AU PARCOURS CULTUREL ET ARTISTIQUE DE LA JEUNESSE</i>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Échanges internationaux (collégiens et comités de jumelages) : 20 000 € ● Ateliers d'éducation artistiques : 15 000 € 	35 000 €
<i>PLAN DE RELANCE CULTURE (DISPOSITIF EXCEPTIONNEL)</i>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Appel à projet / Soutien à l'activité culturelle : 50 000 € 	50 000 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT	2 113 048 €
RECETTES	
<ul style="list-style-type: none"> ● Sédières - Animation non assujetti (fonctionnement) ● Musée du président (fonctionnement) 	26 000 € 108 448 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT	134 448 €

Service Culture et Patrimoine :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Animations (non assujetties TVA):	279 500 €	127 574,10 €	279 500 €
Actions culturelles des territoires	264 700 €	244 550 €	265 000 €
Schéma départemental des enseignements artistiques	413 000 €	407 750 €	413 000 €
Échanges internationaux	20 000 €	4 928 €	20 000 €
Évènements à vocation départementale	811 000 €	818 000 €	824 000 €
Musée Henri Queuille	10 000 €	10 193,65 €	10 000 €
Patrimoine et animations	4 000 €	3 664,22 €	4 000 €
Ateliers d'éducation artistique	28 300 €	28 300 €	15 000 €
Dispositif exceptionnel de soutien à l'activité culturelle	-	-	50 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 830 500 €	1 644 959,97 €	1 880 500 €
Animations (non assujetties TVA)	25 000 €	29 857 €	26 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	25 000 €	29 857,00 €	26 000 €
Sédières (non assujetties TVA)	-	780 €	7 000 €
Patrimoine et animations	20 000 €	1 141,36 €	20 000 €
Musée Henri Queuille	9 000 €	7 863,74 €	9 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	29 000 €	9 785,10 €	36 000 €

Préparation du soutien aux associations 2022 : calendrier

Le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations et acteurs culturels en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.

Ainsi la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2022 sur le portail des subventions sera maintenue au 30 septembre 2021 afin de proposer l'attribution des aides au Conseil Départemental de novembre 2021.

En 2022, nous proposons un maintien de l'enveloppe globale des 4 principales aides aux acteurs culturels (Actions culturelles des territoires, Évènements à vocation départementale, Ateliers d'éducation artistique et Schéma départemental des enseignements artistiques) à hauteur de 1 517 000 €.

Pour des raisons de technique budgétaire et de simplification administrative dans l'instruction des dossiers, nous proposons, à ce titre, la création d'une AE (Autorisation d'Engagement) de 1 361 960 € pour les "Subventions aux acteurs culturels", la poursuite de l'EPF de 150 000 € pour la contribution statutaire obligatoire de l'EPCC l'Empreinte ainsi que la poursuite de l'EPF de 5 040 € relative aux dépenses directes de l'action du Schéma des Enseignements artistiques.

Soit AE "Subventions aux acteurs culturels" = 1 361 960 €

Musée du président Jacques Chirac :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Musée Sarran	119 600 €	79 545,68 €	119 100 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	49 500 €	34 589,37 €	39 448 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	169 100 €	114 135,05 €	158 548 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	36 000 €	31 846,53 €	38 000 €
Musée Sarran	86 000 €	79 405,08 €	69 000 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	34 590 €	39 447,04 €	39 448 €
TOTAL DES RECETTES	120 590 €	118 852,12 €	108 448 €

Crédits de paiement "politique culturelle 2021"

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 039 048 €	134 448 €
INVESTISSEMENT	74 000 €	
TOTAL	2 113 048 €	134 448 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
SEDIERES ANIMATIONS NON ASSUJETTIES A LA TVA	EPF	2017P035E01	Animation Sédières non assujetties
	EPI	2017P035E03	Animation Sédières non assujetties /Investissement
AIDE AUX ACTEURS CULTURELS	AE	2020P023E01	Subventions aux acteurs culturels 2021
		2020P023E06	Subventions aux acteurs culturels 2022
	EPF	2020P023E02	Culture Dépenses diverses
		2020P023E03	Contribution EPCC EMPREINTE
ÉCHANGES INTERNATIONAUX	EPF	2016P040E04	Parcours culturel échanges internationaux collèges & et associations /D
MUSEE HENRI QUEUILLE	EPF	1998P035E47	Fonctionnement Animation du Musée Neuvic/D
	EPI	1998P035E46	Musée Neuvic Investissement /D
PATRIMOINE ET ANIMATION	EPF	2013P010E08	Patrimoine & Animation Dépenses directes
	AP	2013P010E11	Patrimoine & Animations /Subventions
PLAN DE RELANCE CULTURE	EPF	2020P040E01	Plan de relance Culture

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
<u>DEPENSES</u>			
MUSEE SARRAN	EPI	2000P057E52	Dotation investissement/D
MUSEE SARRAN	EPF	2000P057E51	Dotation de fonctionnement/D
MUSEE DU PRESIDENT A SARRAN : Gestion des stocks	EPF	2016P069E02	Gestion de stock/D
<u>RECETTES</u>			
SEDIERES ANIMATION NON ASSUJETTE	EPF	2017P035E02	Recettes animations Sédières
MUSEE SARRAN	EPF	2000PO57E54	Produits exploitation et participation/R
MUSEE DU PRESIDENT A SARRAN : Gestion des stocks	EPF	2016P069E01	Gestion de stock/R

Dans le cadre d'une vision globale et cohérente de l'ensemble de notre politique culturelle et dans la continuité du budget Culture 2020, ce sont ainsi **2 113 048 €** que le Conseil Départemental réservera à l'action culturelle et au patrimoine en 2021.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 134 448 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 039 048 € en fonctionnement et 74 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/109 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COLASSON, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique culturelle 2021 :

PROGRAMME	BP 2021	
	Fonctionnement	Investissement
DÉPENSES		
● Subventions aux acteurs culturels Actions Culturelles des Territoires, Évènements à Vocation Départementale, Schéma enseignements artistiques, ateliers d'éducation artistique	1 517 000 €	
● Échanges internationaux	20 000 €	
● Patrimoine et animations	4 000 €	20 000 €
● Musée de la résistance Henri Queuille	10 000 €	9 000 €
● Sédières - Animations non assujetties	279 500 €	7 000 €
● Appel à projet / Soutien à l'activité culturelle	50 000 €	
● Musée du Président	158 548 €	38 000 €
TOTAL DEPENSES	2 039 048 €	74 000 €
	2 113 048 €	
PROGRAMME	BP 2021	
RECETTES	Fonctionnement	Investissement
● Sédières - Animations non assujetties	26 000	
● Musée du président <i>(158 548 € fonctionnement - 38 000 € Investissement)</i>	108 448 €	
TOTAL RECETTES	134 448 €	0 €

Article 2 : Est votée au titre de 2021, l'augmentation du montant et de la durée d'une Autorisation de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation: SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE pluriannuelle

Montant : 60 000 € soit une augmentation de 40 000 € :

AP "Subventions Fondation du patrimoine 2020 - 2023"	60 000 €
--	----------

Durée d'affectation : 4 ans

Article 3 : Est votée au titre de 2022, une Autorisation d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation: DOSSIERS DE SUBVENTION 2022 - D

Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 1 361 960 € au titre de l'année **2022** :

AE "Subventions aux acteurs culturels 2022"	1 361 960 €
---	-------------

Durée d'affectation : 2022

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.14.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.14
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.14
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.2.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1604-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ARCHIVES DEPARTEMENTALES : DOTATIONS 2021

RAPPORT

Compétence obligatoire du Département, les Archives départementales ont comme missions la collecte, la conservation, le classement et la valorisation des documents produits et reçus par un service exerçant une mission de service public sur le territoire corrézien, notamment les services de l'État et les services du Département.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 151 100 € de crédits de paiements, dont 117 000 € au titre de l'investissement et 34 100 € au titre du fonctionnement.

- Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 34 100 €. Elles comprennent des frais généraux de fonctionnement (3 019 €) et de maintenance de matériel et d'équipements spécialisés (400 €).

La majeure partie de ces dépenses est en réalité consacrée à des "dépenses métier", correspondant aux grandes missions précédemment évoquées : fournitures spécialisées pour l'atelier de restauration (3 000 €) ; opérations liées au classement des fonds (2 581 €) ; numérisation (10 000 €).

Parmi ces "dépenses métier", il convient de souligner ce qui concerne la valorisation des documents conservés. 15 100 € sont ainsi prévus pour la médiation afin de toucher des publics variés.

Après une année 2020 consacrée à l'histoire du tour de France en Corrèze, l'exposition de 2021 portera sur « Archives et bande dessinée : mythes et réalités ». Elle présentera les réalités d'un métier méconnu au travers de la bande-dessinée : aller au-delà des idées préconçues afin de replacer l'archiviste dans un contexte de service public et de transparence de l'action publique, en étudiant tour à tour les différentes facettes du métier (personnes, bâtiments, classement, conservation, archivage électronique...) et en comparant la bande dessinée avec les pratiques des Archives de la Corrèze.

L'exposition, qui est voulue ludique et pédagogique, sera présentée de mi-juillet à décembre aux Archives départementales, avant d'être itinérante dans le département, notamment dans le réseau des médiathèques grâce à l'intermédiaire de la Bibliothèque départementale. Elle sera en outre accompagnée d'un catalogue disponible à la vente.

- Les recettes de fonctionnement pourraient s'élever à 7 000 €.

Les recettes sont le fruit de la régie propre aux Archives départementales (ventes de publications, photocopies, reproductions numériques) et de subventions accordées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

La subvention annuelle de la DRAC devrait être de 3 000 € pour la restauration de documents anciens.

- Les dépenses d'investissement (117 000 €) sont liées aux missions propres à un service d'archives.

11 000 € sont consacrés à l'acquisition de documents d'archives et livres anciens pour enrichir les fonds du Département.

La bonne conservation des documents est, quant à elle, la dépense principale de la direction des Archives départementales et s'élève à un total de 91 000 €.

Il est en effet primordial de bien conditionner les documents avec des matériaux et des boîtes adaptées afin d'éviter la dégradation dans le temps (acidité du papier, lumière, poussière...). Une campagne de reconditionnement des fonds antérieurs à 1940 a été engagée depuis plus d'un an et doit permettre d'améliorer la protection des documents et de gagner de la place, axes d'amélioration indispensables dans un bâtiment de près de 40 ans et proche de la saturation.

Par ailleurs, pour que les documents les plus abîmés puissent à nouveau être mis à disposition des usagers en salle de lecture, il faut préalablement les faire restaurer. Vu le volume concerné, cela ne peut se faire que par le biais d'un prestataire extérieur. Un accord cadre à bons de commande – pour un montant annuel prévisible de 65 000 € - a été attribué en 2018 à la Reliure du Limousin (située à Malemort) pour les archives reliées et non reliées, principalement des archives notariales et judiciaires.

Enfin, des subventions sont accordées aux communes pour leur permettre de restaurer leurs propres archives. Par la suite, cela évite que les documents de plus de 50 ans soient en trop mauvais état lorsqu'ils sont déposés aux Archives départementales comme la loi le prévoit.

Une autorisation de programme (AP) de 75 000 € en cinq ans a été votée en 2017 dont 15 000 € de crédits de paiement pour l'exercice 2021.

Les Archives départementales n'ont pas de recettes d'investissement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Pgm FON3-1998PO38 Mémoire du Département	34 100 €	19 621 €	34 100 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	34 100 €	19 621 €	34 100 €
Pgm FON3-1998PO38 Mémoire du Département	7 000 €	7 597 €	7 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7 000 €	7 597 €	7 000 €
Pgm FON3-1998PO38 Mémoire du Département	117 000 €	105 832 €	117 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	117 000 €	105 832 €	117 000 €
Pgm FON3-1998PO38 Mémoire du Département	néant	néant	néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	néant	néant	néant

- En résumé :

Pour mémoire, au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	34 100 €	7 000 €
INVESTISSEMENT	117 000 €	néant
TOTAL	151 100 €	7 000 €

EN DEPENSES

EPF 1998PO38E74 : Moyens de fonctionnement des Archives / D
EPI 1998PO38E77 : Moyens d'investissement aux Archives / D
AP 1998PO38E101 : Archives subvention de restauration / D

EN RECETTES

EPF 1998PO38E81 : Moyens de fonctionnement des Archives / R

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 7 000 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 34 100 € en fonctionnement et 1 17 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ARCHIVES DEPARTEMENTALES : DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/110 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean STOHR, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article unique : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants pour l'exercice 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	34 100 €	7 000 €
INVESTISSEMENT	117 000 €	néant
TOTAL	151 100 €	7 000 €

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 903.15
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.15
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1541-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021

RAPPORT

La Bibliothèque départementale (BD), service du Conseil Départemental, joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique culturelle de proximité en milieu rural, en proposant une offre diversifiée.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 271 790 € de crédits de paiements, dont 200 500 € au titre de l'investissement et 71 290 € au titre du fonctionnement.

I - LA PLACE INCONTOURNABLE DU DÉPARTEMENT EN MATIÈRE DE LECTURE PUBLIQUE

A côté de ses missions traditionnelles liées à la mise à disposition gratuite de documents matériels (livres, CD, DVD) dans les bibliothèques et les dépôts des communes de moins de 10 000 habitants, la BD a progressivement élargi ses compétences à d'autres activités de conseil-formation à destination des salariés et des bénévoles du réseau de lecture publique de la Corrèze.

En 2020, malgré la situation sanitaire, la Bibliothèque départementale, avec ses 16 agents, a continué à assurer l'essentiel de ses services à destination des 121 bibliothèques de son réseau grâce notamment aux navettes de réservation et au maintien des échanges de documents dans ses locaux.

II - LES ACTIONS PRÉVUES EN 2021

- Continuer à proposer une offre renouvelée et de qualité

Pour pouvoir mettre à disposition du réseau tous ces documents, le marché d'acquisitions de documents sonores et vidéos pour la collectivité est relancé en 2021.

Une autorisation de programme pluriannuelle "Marché investissement" d'un montant de 200 000 € pour une durée de 4 ans a été créée pour financer le nouveau marché de documents sonores et vidéos. Les crédits de paiement pour 2021 sont de 27 000 €.

- L'achèvement de la mise en place d'un service mutualisé pour l'accès aux ressources numériques pour tous les usagers corréziens

Afin d'assurer une véritable équité à l'accès aux ressources numériques pour l'ensemble des usagers des bibliothèques corréziennes, la Communauté d'agglomération Tulle Agglo, la Ville de Brive et Haute-Corrèze Communauté ont signé fin 2019 une convention avec le Conseil Départemental de la Corrèze.

D'une durée d'un an, reconductible, ces conventions prévoient un partage des coûts des abonnements aux ressources numériques et des coûts d'acquisition des e-books proportionnel à la population de la Communauté d'agglomération Tulle Agglo, de la Ville de Brive et de Haute-Corrèze Communauté. Les coûts restants étant pris à charge par le Conseil Départemental.

Le Département de la Corrèze s'engage également à faire bénéficier les usagers des médiathèques Eric Rohmer, de Haute Corrèze et de la ville de Brive de l'ensemble de l'offre documentaire et des services proposés sur le site "Médiathèque numérique de la Corrèze" aux mêmes conditions qu'aux autres bibliothèques du réseau de la Bibliothèque départementale.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, il n'y a plus, de ce fait, ni de quotas ni de restrictions d'accès aux ressources proposées liés au nombre d'habitants ou à la localisation géographique de chaque bibliothèque et réseaux de bibliothèques ayant adhéré à ce service.

Plusieurs facteurs d'ordre technique, toutefois, empêchent encore la pleine utilisation de ce service.

Afin d'optimiser le dispositif, il est prévu :

- *D'exposer* sur chaque catalogue en ligne des bibliothèques corréziennes les ressources de Médiathèque numérique par un système de moissonnage (OAI). Ainsi, lors de ses consultations, l'utilisateur aura la possibilité d'avoir directement accès à ces informations sans se connecter sur le site de la Bibliothèque départementale.

- *D'attribuer un seul compte* aux usagers pour accéder tant aux services de sa bibliothèque de rattachement que de Médiathèque numérique. Ce compte commun est créé au moment de l'inscription de l'usager auprès de sa bibliothèque.

Les coûts de ces améliorations techniques sont pris en charge par le Département via le Service informatique.

- La refonte du site web de la Bibliothèque départementale

En dépit de la situation de crise, la réinformatisation de la Bibliothèque départementale, prévue pour le premier semestre de l'année 2020, a pu être menée à bien avec succès.

Des améliorations, toutefois, doivent être apportées au site web de la bibliothèque afin d'améliorer l'accès aux usagers.

- Réussir le sauvetage du festival Coquelicontes

Suite au désengagement de l'ALCA et au retrait du Conseil Départemental de la Haute-Vienne, l'avenir du Festival Coquelicontes s'est trouvé fortement compromis. Grâce à la mobilisation des élus des Conseils départementaux de la Corrèze et de la Creuse, du personnel des bibliothèques départementales ainsi que des services de la DRAC Nouvelle-Aquitaine, une solution de rechange a pu être trouvée.

La DRAC s'est proposée de subventionner les éditions 2020-2022 à hauteur de 20 000 € par an, 10 000 € chacun pour les départements de la Creuse et de la Corrèze, grâce à la signature d'un Contrat départemental lecture itinérance-Coquelicontes avec l'État.

Malheureusement, l'édition 2020 n'a pas pu avoir lieu à cause de la situation sanitaire. Les départements de la Creuse et de la Corrèze, toutefois, se sont engagés dans l'organisation de l'édition 2021 qui s'annonce prometteuse avec 35 spectacles programmés en Corrèze.

- Renforcer la présence culturelle du département : La participation au Mois du film documentaire

Depuis 2000, «Le Mois du film documentaire» a pour vocation de faire découvrir des œuvres rares ou peu diffusées. Coordonnée en Nouvelle-Aquitaine par l'Agence livre cinéma et audiovisuel (ALCA) au côté de Cina, association des cinémas de proximité en Nouvelle-Aquitaine, et des Les Yeux Verts – pôle d'éducation aux images en Nouvelle-Aquitaine – situé à Brive, cette manifestation offre la possibilité à la Bibliothèque départementale d'accompagner les bibliothèques corréziennes dans leur travail de promotion du cinéma documentaire auprès d'un large public.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Programme Livres et nouveaux médias			
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	48 300 €	29 653,08 €	71 290 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	14 000 €	32 729,02 €	23 500 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	227 500 €	199 853,13 €	200 500 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	71 290 €	23 500 €
INVESTISSEMENT	200 500 €	0 €
TOTAL	271 790€	23 500 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- Annuelle : EPF 1998P020E233 Moyens de fonctionnement BD / 2021 D
- Annuelle : EPI 1998P020E237 Investissement à la BD / 2021 D
- Pluriannuelle : AP 1998P020E239 Marché investissement BD / 2021 D
- Pluriannuelle : AP 1998P020E191 Marché investissement BD / 2018 D
- Pluriannuelle : AP 1998P020E170 Marché investissement BD / 2017 D

EN RECETTES :

- Annuelle : EPF 1998P020E236 Moyens de fonctionnement BD / 2021 R.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 23 500 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 71 290 € en fonctionnement et 200 500 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BIBLIOTHEQUE DEPARTEMENTALE - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/111 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Nicole TAURISSON, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Sociale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle Bibliothèque départementale :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	71 290 €	23 500 €
INVESTISSEMENT	200 500 €	0 €
TOTAL	271 790€	23 500 €

Article 2 : Est votée, au titre de 2021, l'autorisation de programme (AP) dont la caractéristique est la suivante :

- Désignation : Marché investissement Bibliothèque départementale
- Catégorie : pluriannuelle
- Montant : 200 000 €
- Durée affectation : 4 ans

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 903.13
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1568-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Les 4 700 km du réseau routier départemental garantissent au quotidien une mobilité sécurisée au service de la vie socio-économique du département.

L'investissement sur le patrimoine routier est une nécessité tant pour accompagner l'essor économique avec des opérations de contournement structurantes, que pour améliorer les infrastructures existantes qui participent à l'attractivité de nos territoires.

Depuis 2015, 92 millions d'euros d'investissement ont été mobilisés pour améliorer la desserte, moderniser le patrimoine d'infrastructures, développer et sécuriser le réseau routier départemental.

En 2020, 188 km de chaussée et 15 ouvrages d'art ont ainsi été réhabilités et 7 aménagements de bourgs réalisés.

Concernant les grandes opérations routières indispensables à l'expansion de nos territoires, les arrêtés d'autorisation de travaux ont été obtenus pour la déviation de Malemort et les entreprises retenues ont débuté les travaux. Le tracé de la déviation de Lubersac a été validé par le Conseil départemental, les études vont se poursuivre en 2021 pour aboutir à l'obtention de l'ensemble des autorisations requises avant la fin d'année. Le projet de déviation de Meymac a fait l'objet d'un choix de principe de la solution retenue. Le choix du tracé définitif est proposé à validation lors de cette séance du Conseil Départemental, suite à la poursuite des investigations et des études, avec l'objectif d'une mise en enquête publique d'ici fin 2021.

Pour la déviation de Noailles, les études de niveau avant-projet ont été finalisées et le tracé correspondant est lui aussi proposé à validation lors de cette séance du Conseil Départemental.

Enfin, le viaduc des rochers noirs a été retenu dans le cadre de la mission BERN 2020 et va faire l'objet de travaux de sécurisation, de conservation et de restauration. L'année 2021 sera consacrée à la constitution et l'envoi des différents dossiers administratifs dont le dossier d'autorisation de travaux auprès de la DRAC, la notification des marchés, la préparation du chantier... Les travaux, eux, se feront sur 2022 et 2023 avec un objectif de les avoir terminés pour les journées du patrimoine de septembre 2023

Pour l'année 2021, il est proposé de maintenir le budget d'investissement des routes à 20 millions d'euros, pour assurer la modernisation de nos infrastructures, garantir l'entretien de notre patrimoine et conduire la poursuite des grands dossiers. Ce choix bénéficiera très directement au tissu des entreprises locales de TP.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter **24 946 601 €** de crédits de paiements en dépenses, dont **19 377 442 €** au titre de l'investissement et **5 569 159 €** au titre du fonctionnement.

I - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES - ROUTES 2025 : 1 200 000 €

1 200 000 € sont inscrits en investissement pour accompagner le développement des territoires et répondre aux enjeux de desserte économique dans le cadre du programme ROUTES 2025.

Le projet de la déviation de Malemort a été marqué au cours de l'année 2020 par l'obtention des arrêtés d'autorisation de travaux, par la désignation des entreprises de travaux, et par le démarrage du chantier. Les travaux vont se poursuivre tout au long de l'année 2021, et les derniers engagements financiers seront notifiés également au cours de cette année, pour une mise en service prévue l'année suivante.

Le projet de la déviation de Lubersac a été validé par le Conseil Départemental le 27 novembre 2020, et c'est sur la base de ce tracé ainsi retenu que le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique, les demandes d'autorisations environnementales ainsi que les démarches foncières et les études de maîtrise d'œuvre sont entrepris au cours de cette année 2021. L'ouverture de l'enquête publique conjointe préalable à l'obtention des arrêtés correspondants est prévue avant fin d'année.

Le projet de la déviation de Meymac a fait l'objet d'une étude comparative de variantes de tracés courant 2020, pour aboutir à la validation en Conseil Départemental du 27 novembre 2020, au choix de principe de la solution retenue. Suite aux investigations complémentaires et aux études de projet plus affinées en cours, le choix du tracé définitif est proposé à validation lors de cette séance du Conseil Départemental et permettra d'élaborer le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique, ainsi que les dossiers de demandes d'autorisations environnementales, avec un objectif de mise en enquête publique conjointe en cette fin d'année.

Le projet de la déviation de Noailles a fait l'objet d'investigations et études complémentaires au cours de l'année 2020, afin de finaliser le tracé définitif qui est lui aussi proposé à validation lors de cette séance du Conseil Départemental.

II - VIADUC DES ROCHERS NOIRS : 1 600 000 €

Aujourd'hui et afin d'assurer sa sauvegarde et sa réouverture à la circulation piétonne mais aussi à d'autres formes de mobilités douces comme le vélo, il est indispensable de réaliser des travaux de sécurisation, de conservation et de restauration.

Cette opération de réhabilitation est une véritable opportunité pour un projet global d'attractivité du territoire.

En novembre 2020, une mission complète de maîtrise d'œuvre a permis d'établir les travaux nécessaires et de finaliser leur coût dont le montant estimatif global s'élève à 6 657 200 €HT avec un autofinancement calculé au taux de 20%.

L'année 2021 sera consacrée à la constitution et l'envoi des différents dossiers administratifs dont le dossier d'autorisation de travaux auprès de la DRAC, la notification des marchés, la préparation du chantier... Les travaux, eux, se feront sur 2022 et 2023 avec un objectif de les avoir terminés pour les journées du patrimoine de septembre 2023.

Le plan de financement actuel et prévisionnel, visant à optimiser les subventions, comprend :

- l'autofinancement à hauteur de 20%, soit un montant minimum de 681 440 € et maximum de 1 331 440 € (en prenant en compte un minimum de 300 000 € de la Fondation du Patrimoine et les 150 000 € attendus de la souscription publique),
- et un montant global de subventions à hauteur de 80% dont la DRAC pour 50%, soit un montant de 3 328 600 €.

III - MODERNISATION DU PATRIMOINE : 12 612 442 €

La modernisation du patrimoine routier est une nécessité pour fiabiliser les déplacements. Les 4700 km de voirie routière doivent faire l'objet d'améliorations permanentes en intégrant l'évolution, l'anticipation et la préservation des usages.

L'évaluation donne une vision patrimoniale et permet de fixer les orientations à court, moyen ou long terme.

Évolution de l'état du patrimoine routier chaussées - 2014/2020							
Type de réseau évalué	Année	Intervention à court terme		Intervention à moyen terme		Bon état	
		km	Évolution en %	km	Évolution en %	km	Évolution en %
Structurant	2020	22	- 37%	170	-18%	252	+26%
	2014	35		209		200	
Liaison	2020	28	-61%	200	+12%	324	+7%
	2014	72		178		302	
Desserte	2020	238	-35%	1714	+29%	1749	-13%
	2014	370		1330		2001	
Total	2020	288	-40%	2084	+21%	2325	-7%
	2014	477		1717		2503	

Entre 2014 et 2020 on constate qu'un effort particulier a été réalisé sur l'état du patrimoine routier en intervention à court terme (-40%) permettant une meilleure programmation et approche des travaux à réaliser, notamment sur le réseau prioritaire (structurant+liaison). Cela se traduit également par une augmentation de linéaire en bon état sur ce type d'axe routier (+26% en structurant et +7% en liaison).

Le linéaire traité n'est pas corrélé parfaitement avec les investissements réalisés. En effet, au cours de ces deux dernières années, **un effort très conséquent a été consenti sur l'amélioration qualitative du réseau forcément plus onéreux** qu'un simple traitement préventif. Ainsi, plutôt qu'une simple étanchéité des supports, il a été procédé à une amélioration de leur structure, de la sécurité des usagers, voire accessoirement leur confort, en effectuant une campagne importante de reprofilage des chaussées ainsi que des aménagements ponctuels (rectifications de virages, confortements,...).

De même, **l'état du patrimoine s'est très nettement amélioré** (même si ce critère n'entre pas en compte dans la notation des chaussées) par la campagne soutenue d'élargissement de ses abords. Cet élément est d'autant plus important qu'au-delà du qualitatif, il a une incidence importante sur le quantitatif à réaliser annuellement dans la mesure où la durée de vie d'un revêtement s'en trouve grandement allongée.

Néanmoins, près de 150km d'itinéraires (non comptabilisés dans le tableau ci-dessous) ont bénéficié en 2020 de revêtements partiels (100 km en 2019) garantissant ainsi la pérennité de nos chaussées.

Enfin, la moyenne de linéaire traité entre 2015 et 2020 (238 km) laisse apparaître un delta positif de 36 km (soit 18% de linéaire en plus) par rapport à la période 2009/2014 (202 km) qui traduit l'effort important réalisé pour l'amélioration de l'état du patrimoine.




Bilan quantitatif							
Linéaire traité (en km)	Année						Période 2009/2014 (en km/an)
	2020	2019	2018	2017	2016	2015	
Réseau principal	69	60	65	78	74	73	42
Réseau de desserte	119	127	170	182	199	211	159
Total	188	187	235	260	273	284	202
Moyenne annuelle 2020/2015	238 km/an						

En parallèle de ce bilan quantitatif, différents critères qualitatifs permettent de suivre l'évolution du patrimoine. Les propositions de programmation sur la carte annexée présentées répondent prioritairement aux critères qualitatifs et sécuritaires.

L'évaluation des dégradations des chaussées à la sortie de l'hiver est en cours de réalisation, une adaptation de la programmation sera proposée après l'analyse de celle-ci.

Pour les ouvrages d'art, le Département suit et entretient plus de 900 ouvrages significatifs. En effet, il est nécessaire d'investir régulièrement sur les travaux gros entretien, en particulier d'étanchéité, pour éviter des dégradations trop importantes qui conduiraient à reconstruire complètement l'ouvrage (travaux beaucoup plus coûteux).

En 2021, les principaux chantiers sont :

-  la réfection de la buse du Gaucher sur la RD 20 à Donzenac,
-  la reconstruction de la buse métallique de Mirambel sur la RD 982 à Neuvic,
-  la restauration du Pont du Moulin de Lassalle sur la RD 106 à Curemonte.

Nous réaliserons aussi la consolidation de murs : mur de soutènement de Treignac (RD 940), de Ségur-le-Château...

Ainsi que des reprises de glissement de terrains :

✚ RD 19 Chasteaux ; RD 8 à Turenne ... RD 59

Et enfin des aménagements et rectifications de virages :

✚ RD 15 sur Le Pescher et Sérilhac

✚ RD 145 Rilhac-Xaintrie

Ce programme est doté d'un budget global de **12 612 442 €** pour répondre à ces objectifs, avec des techniques adaptées aux enjeux :

- o 5 000 000 € sur les réseaux principaux qui accueillent quotidiennement plus de 2000 véhicules/jour et dont la structure favorise l'utilisation de couches de roulement en enrobés ;
- o 4 000 000 € pour la voirie de desserte qui représente 78 % du réseau routier départemental essentiel pour le quotidien des Corrégiens ;
- o 1 249 442 € pour adapter le patrimoine ouvrages d'art à l'évolution de la circulation ;
- o 400 000 € de financement de préparation de chaussées préalable au revêtement ;
- o 1 263 000 € de financement d'aménagements routiers ;
- o 300 000 € de financement de TRAVAUX liées aux aléas climatiques.

L'importance de l'effort sur ces crédits démontre l'importance de faire de l'entretien routier une priorité des politiques départementales.

IV - OPERATIONS DE SECURITE ET ELAGAGE : 1 620 000 €

La sécurité est au cœur de nos préoccupations. Dans un objectif de prévention, l'amélioration des points singuliers repérés par une veille quotidienne fait l'objet de toute notre attention. L'enveloppe sera ainsi augmentée avec un montant de **1 620 000 €** affectée en investissement avec des techniques adaptées aux enjeux.

Cela comprendra :

- o l'amélioration des points singuliers accidentogènes ;
- o l'amélioration de la géométrie des infrastructures ;
- o le renforcement de signalisation et aménagement de carrefours dangereux ;
- o la poursuite du programme d'élagage départemental 2018-2021 ;
- o la poursuite de l'accompagnement du retour à une vitesse maximale autorisée de 90km/h sur les RD hors agglomération (signalisation, achat d'équipements, partenariat avec association, aménagements...).

V - AMENAGEMENT ET TRAVERSE DE BOURG : 600 000 €

Depuis des décennies, nous accompagnons les autres collectivités en agglomération dans leurs démarches d'embellissement de leurs espaces publics et d'amélioration du cadre de vie. Dans cette optique pour moderniser les chaussées, nous inscrivons **600 000 €** en investissement. Ce montant est ajusté aux demandes exprimées par les communes.

VI - ACQUISITION DE VEHICULES, D'ENGINS ET MATERIELS D'ENTRETIEN :

1 485 000 €

La modernisation et le renouvellement de la flotte de véhicules et engins sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des interventions en régie. Le choix des investissements sera guidé par le souhait de concentrer les efforts opérationnels de la direction autour de trois axes : le service hivernal, l'assainissement et les équipements de sécurité.

L'enveloppe proposée en investissement est de 1 485 000 €.

VII - ETUDES ET GESTION FONCIERE : 150 000 €

Cette enveloppe de 130 000 € en investissement permet de lancer et poursuivre des études nécessaires à fiabiliser des choix techniques, à valider l'opportunité et les conditions de poursuite de projets, à produire les supports réglementaires indispensables, mais aussi à préparer les grandes opérations de demain. A cette enveloppe, il convient de rajouter 20 000 € en régularisation foncière.

Elle permettra notamment de réaliser les études relatives à des opérations non programmées de confortement des glissements de terrains (topographie, géotechnique), de sécurisation des sections de route où une accidentologie particulière est mise en évidence (vérification de la géométrie).

Cette enveloppe apportera également le financement pour les études de surveillance des ouvrages d'art et de mise aux normes environnementales des ouvrages hydrauliques faisant obstacle à la migration de la faune piscicole.

Enfin, elle permettra aussi de faire face aux études nécessaires pour répondre à des sollicitations relatives à notre réseau routier ainsi que la mise à jour d'une base de donnée permettant d'en connaître son état.

VIII - ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENT DE LA ROUTE : 110 000 €

Ce dispositif accompagne la rénovation d'aires d'accueil, de stationnement, de covoiturage ainsi que l'accessibilité de délaissés. Il permet également l'installation de dispositifs sécuritaires ou de signalisation.

L'enveloppe proposée en investissement est de 110 000 €, elle pourra s'adapter aux attentes.

IX - ENTRETIEN DU PATRIMOINE : 2 251 838 €

Cette enveloppe est destinée à couvrir les obligations courantes de maintenance du patrimoine routier pour assurer sa viabilité au quotidien, mais aussi des services particuliers lors d'événements climatiques, d'incidents et d'accidents.

Dans le cadre de notre politique d'entretien courant de la route et de ses dépendances, nous assurons par l'intermédiaire de notre régie :

- La réparation de chaussées (purges) et d'ouvrages ;
- Le renouvellement et le renforcement de la signalisation horizontale et verticale (police, directionnelle, touristique) ;
- la mise en place de dispositifs de sécurité (glissières) et la mise en conformité des systèmes de protection ;
- Le fauchage et le débroussaillage des accotements et dépendances ;
- L'entretien des talus, l'élagage de nos plantations ;
- La collecte d'eaux pluviales avec la rénovation de fossés et d'ouvrages de collecte ;
- La surveillance permanente du patrimoine avec des moyens mobilisables pour des actions curatives ou préventives.

L'enveloppe consacrée à la viabilité en fonctionnement est de **2 251 838 €**. Elle permet d'assurer une continuité de service grâce à des actions :

- 1 501 838 € pour assurer au quotidien l'approvisionnement des matériaux (chaussées, signalisation horizontale, signalisation verticale, dispositifs de sécurité) et des prestations (locations de matériels, publication des marchés) nécessaires aux opérations d'entretien effectuées en régie mais également par des entreprises ;
- 60 000 € pour les prestations d'entretien des espaces verts
- 440 000 € pour les prestations d'entretien de fauchage-débroussaillage ;
-
- 20 000 € pour les prestations d'entretien des chaussées (techniques spécifiques innovantes = pontage, hydrorégénération, bordurage) ;
- 180 000 € pour les dépenses centralisées ;
- 50 000 € pour les dépenses occasionnées par les dégâts au domaine public routier causés par des tiers, compensées majoritairement par les remboursements des particuliers responsables ou de leurs compagnies d'assurances.

X - MAINTENANCE MATERIELS ET EPI : 2 727 821 €

Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de gestion, de maintenance et de dépannage de la flotte de véhicules, d'engins et matériels.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2021 est de **1 959 500 €** en fonctionnement.

Elle comprend les achats de :

- 750 000 € de carburants,
- 950 000 € de pièces détachées et d'outillage,
- 130 000 € de prestations,
- 19 500 € de taxe à l'essieu,
- 110 000 € de vêtement de travail.

A cette enveloppe il convient de rajouter 768 321 € pour les mouvements de stocks (somme inscrite en équivalence en recettes de fonctionnement).

XI - SERVICE HIVERNAL : 419 500 €

Pour accompagner le déplacement des usagers en période hivernale, notre collectivité mobilise 58 unités d'intervention (chasse neige + saleuse) dont 6 unités privées et près de 300 agents qui assurent un service de proximité sur l'ensemble du territoire Corrèzien.

Dans le courant de l'hiver 2019/2020, des tests ont été menés pour mettre en place la conduite sans accompagnateur pour les opérations de salage. Cette disposition a permis de montrer des perspectives importantes d'optimisations de temps d'intervention ; ceci a été de nature à améliorer le service opérationnel aux usagers. En 2020 cette organisation a été élargie à l'ensemble des secteurs. L'analyse montre que d'autres pistes pourraient aussi être envisagées pour améliorer le service. Une réflexion avec les élus locaux amènera à optimiser les circuits de salage et de déneigement sur le département.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2021 est de **419 500 €** en fonctionnement. Elle couvre principalement les fournitures de sel et pouzzolane et l'intervention des unités privées et pourra faire l'objet d'un ajustement budgétaire dans le courant de l'année en fonction des évènements climatiques.

XII - MOYENS DE FONCTIONNEMENT : 80 000 €

Cette enveloppe de **80 000 €** permet de répondre aux besoins des agents de la régie.

XII - VOIRIE ASSUJETTI TVA : 90 000 €

Cette enveloppe de **90 000 €** permet de répondre aux besoins de négoce à destination d'autres collectivités.

XIII - ENTRETIEN DE LA VOIRIE – Recette fonctionnement : 1 455 159 €

L'ensemble des recettes en fonctionnement est estimé à 1 455 159 €

Elles intègrent :

- o 436 838 € pour l'occupation du domaine public par des particuliers, et concessionnaires de réseaux et les remboursements de dégâts au domaine public routier occasionnés par des tiers responsables identifiés ;
- o 240 000 € pour les remboursements d'assurance suite à sinistres sur véhicules et engins, négoce magasin, prestations du laboratoire routier auprès d'entreprises ou d'autres collectivités, par le biais de conventions ;
- o 768 321 € pour les mouvements de stocks ;
- o 10 000 € pour la régularisation foncière.

XIV- AMENAGEMENTS DE SECURITE ET VIADUC DES ROCHERS NOIRS - Recette investissement : 900 000 €

Provenant du reversement des amendes perçues dans le cadre du système de Contrôle Sanctions Automatisé, cette recette estimée à 600 000 € est mobilisée pour l'amélioration d'aménagements et/ou d'équipements de sécurité routière.

Il faut ajouter la subvention Viaduc des Rochers Noirs (fondation du Patrimoine) pour un montant de 300 000 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositifs, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020 anticipé	Report Crédits	BP 2021
Entretien du patrimoine	2 210 000 €	2 061 897,08 €		2 251 838 €
Maintenance Engins et Matériels	1 953 000 €	1 857 519,51 €		1 849 500 €
Vêtements de travail				110 000 €
Service hivernal	540 000 €	154 520,71 €		419 500 €
Moyens de fonctionnement	60 000 €	110 444,35€		80 000 €
Gestion Stocks/ maintenance mat.	755 159 €	755 159 €		768 321 €
Voirie assujetti TVA	50 000 €	71 809,42 €		90 000 €
Régularisation foncière	1 000 €	0 €		0 €
Total DEPENSES FONCTIONNEMENT	5 569 159 €	5 011 349,94 €	0 €	5 569 159 €
Gestion Stocks/ maintenance mat.	755 159 €	768 320,86 €		768 321 €
Entretien de la voirie	410 000 €	371 864,45 €		436 838 €
Maintenance Engins et Matériels	130 000 €	317 604,72		130 000 €
Voirie assujetti TVA	110 000 €	134 129,72 €		110 000 €
Régularisation foncières	10 000 €	7 681,25 €		10 000 €
Total RECETTES FONCTIONNEMENT	1 415 159 €	1 599 601 €	0 €	1 455 159 €
Modernisation du patrimoine	13 270 000 €	12 505 262,22 €		14 232 442 €
Achat Véhicules, Engins, mat. REGIE	1 550 000 €	1 661 666,04 €		1 485 000 €
Viaduc des Rochers Noirs	0 €	14 860,23 €		1 600 000 €
Routes 2025 - Grandes opérations	34 630 498 €	10 011 947,20 €	7 203 711,08 €	1 200 000 €
Aménagement en traverse de bourg	530 000 €	487 366,40 €		600 000 €
Études générales routières	130 000 €	79 315,96 €		130 000 €
Environnement et équipements de la route	120 000 €	36 947,58 €		110 000 €
Tour de France 2020	0 €	30 504,00 €		0 €
Régularisation foncière	20 000 €	32 686,53 €		20 000 €
Total DEPENSES INVESTISSEMENT	50 250 498 €	24 860 556,16	7 203 711,08 €	19 377 442,00 €
Aménagement de sécurité (CSA)	600 000 €	798 889,06 €		600 000 €
Réseaux structurants et liaisons	0 €	59 283,82 €		
Réseaux de desserte principaux et secondaires	0 €	37 341,03 €		
Subvention Viaduc des Rochers Noirs (fondation Patrimoine)				300 000 €
Total RECETTES INVESTISSEMENT	600 000 €	895 513,91 €	0 €	900 000 €

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	5 569 159 €	1 455 159 €
INVESTISSEMENT	19 377 442 €	900 000 €
TOTAL	24 946 601 €	2 355 159 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre des politiques qui viennent de vous être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES
2014P002E07 - DENEIGEMENT DE LA VOIRIE 2018.2021/D
2014P003E08 - ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2018.2021 /D
2014P004E14 - MOYENS DE FONCTIONNEMENT 2018.2021/D
2018P013E01 - MAINTENANCE ET MATERIEL 2018.2021/D
2018P013E04 - MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D
2018P013E06 - VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D
2018P014E01 - ROUTES- ASSUJETTI TVA 2018.2021/D
2008P028E01 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D
2015P021E10 - AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D
2020P012E03 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D
2020P012E01 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D
2020P006E03 -AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D
2020P006E01 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D
2020P005E01 - ELAGAGE-2020.2023/D
2015P013E11 - REGULARISATION FONCIERES/2020-2023 D
2020P010E02 - DEGATS DIVERS 2021/D
2020P011E01 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D
2020P011E02 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D
2020P009E01 - OUVRAGES D'ARTS 2020/D
2020P009E02 - OUVRAGES D'ARTS 2021/D
2020P007E01 - RESEAUX STRUCTURANTS/LIAISON 2020/D
2020P007E04 - RESEAUX STRUCTURANTS/LIAISON 2021/D
2020P008E01 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D
2020P008E02 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D
2016P007E14 - ENVIRONNEMENT DE LA ROUTE 2020-2023/D
2016P007E13 - MATERIEL TECHNIQUE 2020-2023/D
2016P007E12 - SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2020-2023/D
2016P008E06 - ETUDES GENERALES
2006P058E04 - VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022/D
2017P067E01 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT) / D

RECETTES
2014P003E11 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
2015P013E02 - VENTE DE TERRAINS 2015-2021/R
2018P013E02 - RECETTES MAINTENANCE ET MATERIEL 2018-2021/R
2018P014E03 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
2006P058E05 - SUBVENTION VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2021/R
2020P006E05 - REC 2021-AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2020/R
2017P067E03 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT) / R

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 455 159 € en fonctionnement et 900 000 € en investissement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 5 569 159 € en fonctionnement et 19 377 442 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

RESEAUX ET INFRASTRUCTURES - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/201 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Nelly SIMANDOUX, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants pour l'exercice 2021:

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	5 569 159 €	1 455 159 €
INVESTISSEMENT	19 377 442 €	900 000 €
TOTAL	24 946 601 €	2 355 159 €

Article 2 : Sont revues à la hausse les autorisations de programme (AP) suivantes :

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n°2015P013E11: REGULARISATION FONCIERES 2020-2023/ D Programme n° FON0 2015P013	80 000 €	90 000 €

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n°: 2006P058E04 VIADUC DES ROCHERS NOIRS Programme n° FON62006P058	1 200 000 €	8 000 000 €

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n°2018P013E04: MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D Programme n° FON62018P013	5 550 000 €	6 000 000 €

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n°: 2020P012E03 AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D Programme n° FON62020P012	1 800 000 €	2 700 000 €

Article 3 : Sont revues à la baisse les autorisations de programme (AP) suivantes :

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n°2020P007E01: RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D Programme n° FON62020P007	20 132 231,01 €	15 000 000 €

Enveloppe	Montant voté	Montant proposé au vote
n: 2020P008E01 RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D Programme n° FON62020P008	15 267 768,99 €	15 000 000 €

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel
- Section Investissement, Article fonctionnel
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 906.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.22
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel
- Section Investissement, Article fonctionnel .

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1720-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL PROPOSITIONS PROGRAMMATION 2021

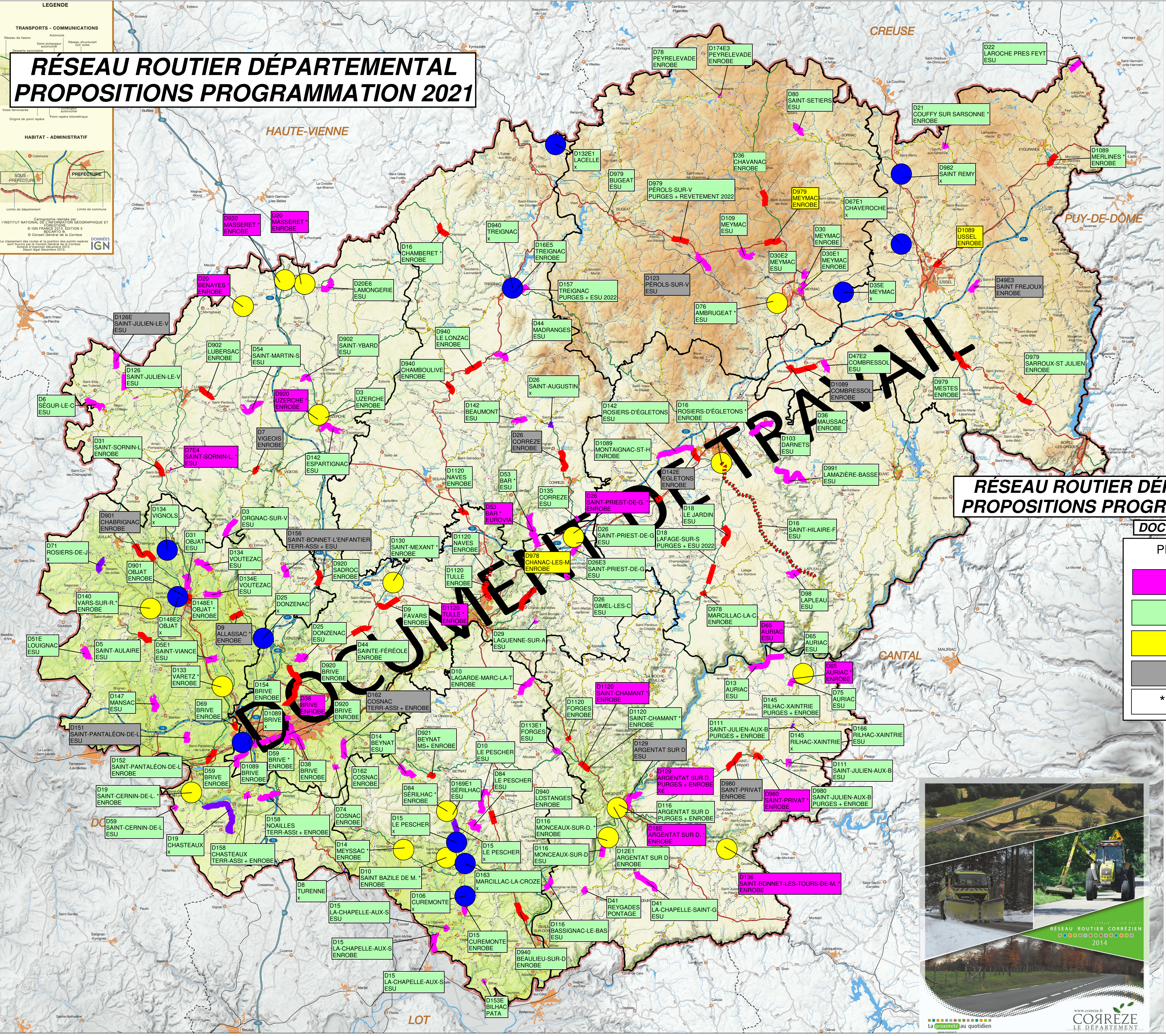
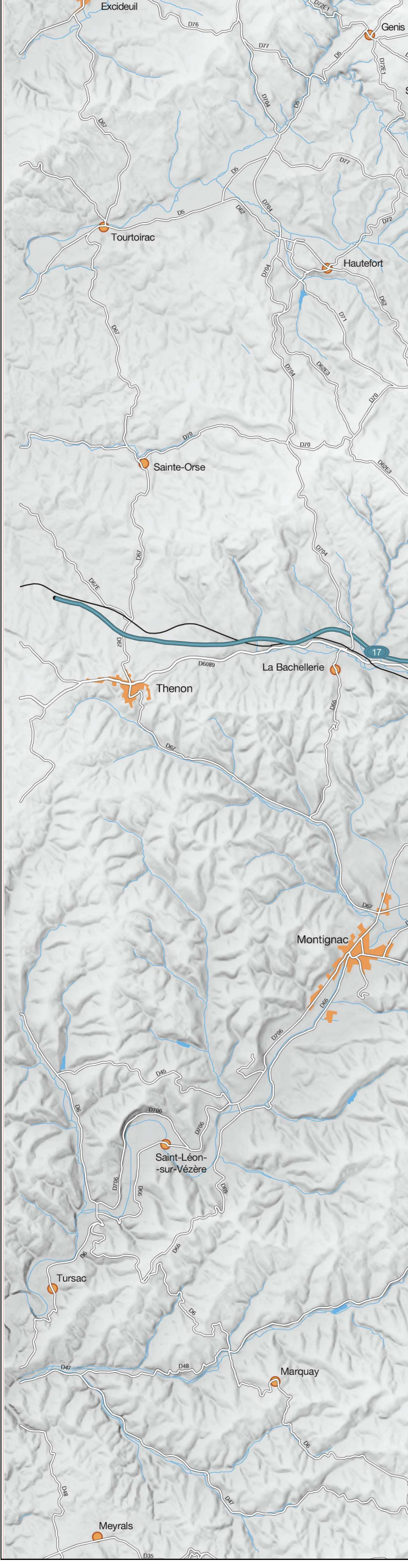
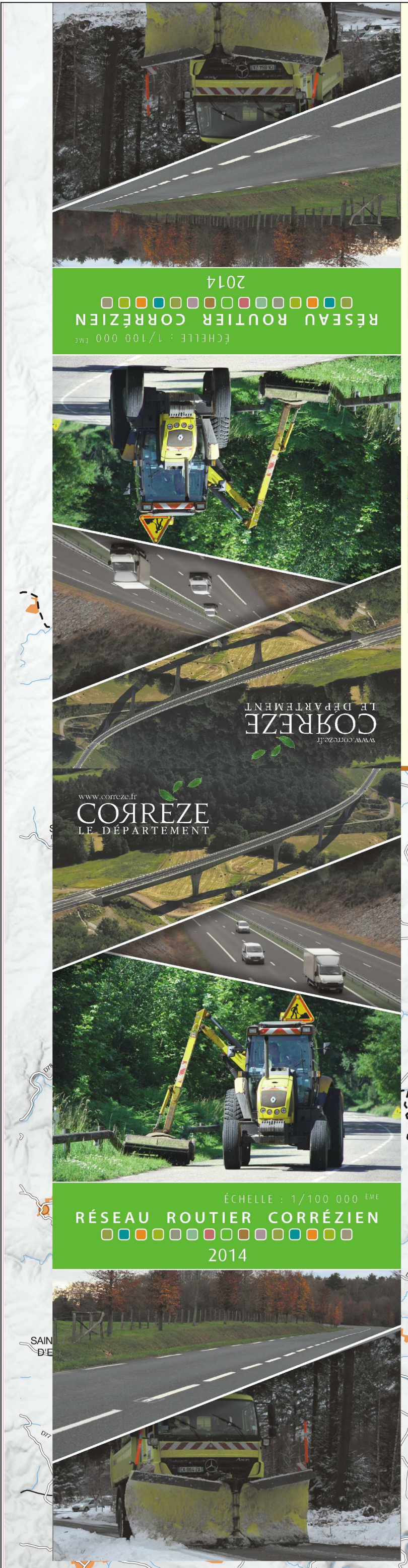
LEGENDE

TRANSPORTS - COMMUNICATIONS
 Réseau de base
 Réseau de liaison
 Réseau structurant
 Réseau de desserte
 Desserte agricole

HABITAT - ADMINISTRATIF
 Commune
 Sous-préfecture
 Préfecture

Carthographie réalisée par l'IGN
 IGN FRANCE 2013 ÉDITION 3
 © Conseil Général de la Corrèze
 Le classement des routes et la position des points repères sont fournis par le Conseil Général de la Corrèze.
 Dernière mise à jour : 15/03/2021

IGN



RÉSEAU ROUTIER DÉPARTEMENTAL PROPOSITIONS PROGRAMMATION 2021

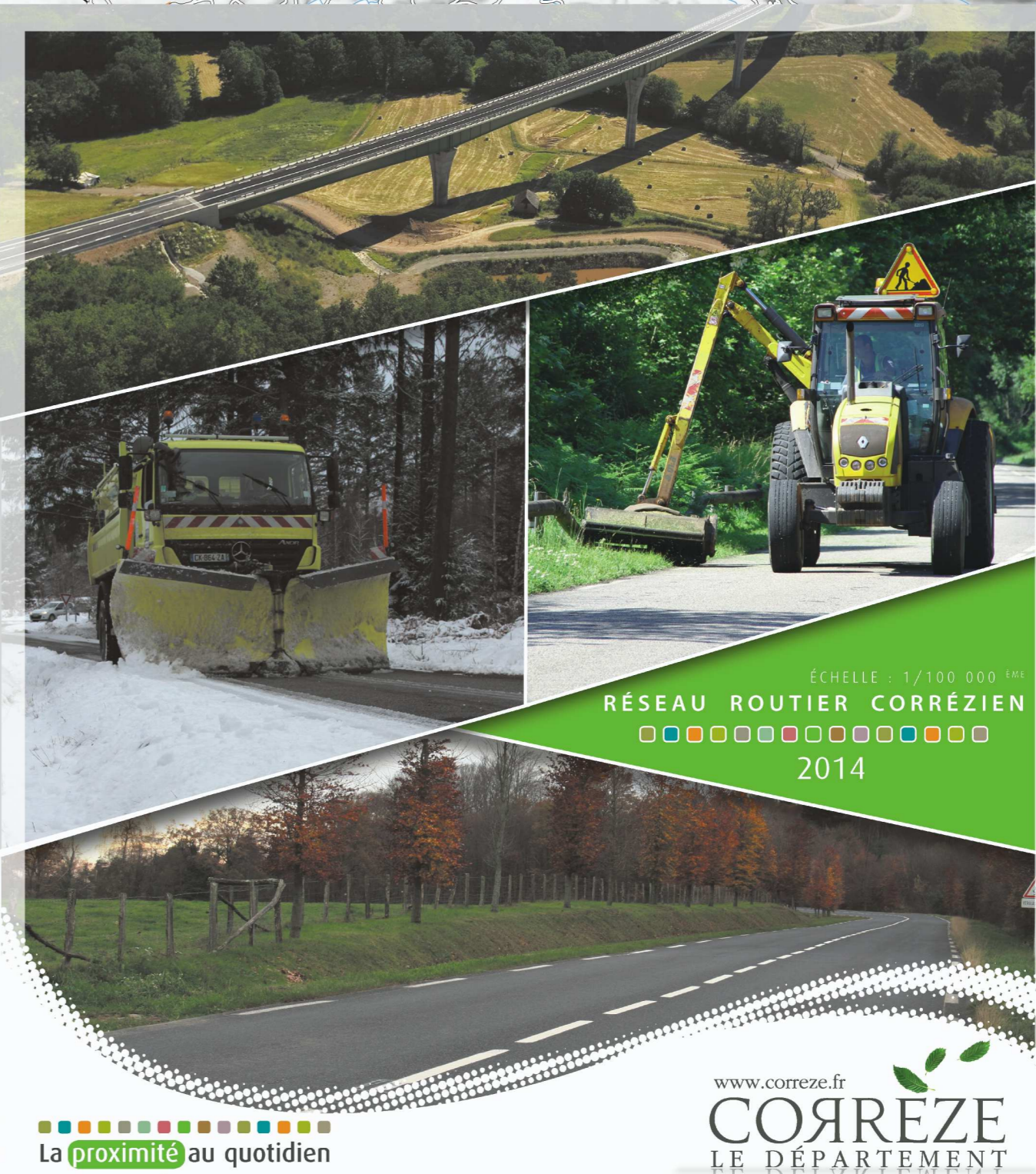
DOCUMENT DE TRAVAIL

PRIORITE DES TRAVAUX

- Report 2021 (Pink square)
- Réalisations prioritaires (Light green square)
- Réalisations 2ème semestre (Yellow square)
- Opérations en réserve (Grey square)
- * Opérations nécessitant des travaux préalables (White square with asterisk)

NATURE DES TRAVAUX

- Structurant (Red line)
- Liaison (Orange line)
- GOR-AR (Purple line)
- Réseaux de Desserte (Pink line)
- Aménagements en Traverser (Yellow circle)
- Ouvrages d'Art (Blue circle)



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

Service Appui Technique

15 MARS 2021

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

ROUTES 2025 : GRANDS PROJETS ROUTIERS - VALIDATION DES TRACES DES DÉVIATIONS DE MEYMAC ET DE NOAILLES.

RAPPORT

Le plan "Routes 2025" a été établi dans l'objectif de mener les études techniques nécessaires aux travaux de demain, en priorisant les aménagements de sécurité et le développement socio-économique de nos territoires avec la desserte de zones économiques et l'accès aux grands réseaux routiers, en réduisant concomitamment la circulation en traverse des bourgs.

Le tracé de niveau avant-projet de la déviation de Lubersac a été validé en Conseil départemental lors de sa séance du 27/11/2020.

Concernant les déviations de Meymac et de Noailles, les études de niveau avant-projet ont été finalisées et les tracés correspondants sont ainsi proposés.

I/ DÉVIATION DE MEYMAC

La déviation de MEYMAC doit permettre de délester le centre-bourg du trafic poids-lourds et grumiers, d'assurer une meilleure desserte des activités situées à l'Est de MEYMAC et notamment la zone d'activités de Maubech, en améliorant les conditions de transit et les temps de parcours, y compris entre le nord du département et l'autoroute A 89.

Cette déviation favorisera par ailleurs le cadre de vie des habitants du centre-ville et améliorera la sécurité des riverains et des usagers de la route.

Le Conseil Départemental, lors de sa séance du 27 novembre 2020, a approuvé le choix des principes de tracés parmi plusieurs variantes proposées sur les sections nord, centre et sud de la déviation Est du Bourg.

Sur ces bases, les reconnaissances géotechniques et les études détaillées complémentaires ont été menées depuis, afin d'optimiser et de définir plus précisément les ouvrages et le tracé global du projet, y compris en cherchant à minimiser encore davantage les impacts sur les riverains ou les exploitations agricoles.

Les coûts du projet ont également pu être affinés et optimisés, et le montant global prévisionnel de l'opération s'établit à ce stade de l'avant-projet à 20 M€ HT.

En terme de travaux, bien qu'une réalisation de l'ensemble du projet sur 18 mois serait techniquement possible, il est plutôt préconisé à ce stade un phasage des travaux sur 3 ans minimum, en 3 sections distinctes, selon un échelonnement qui pourrait être le suivant : section nord (année 1), section sud (années 2 et 3) et section centre (année 3), pour une répartition financière sensiblement identique sur les 3 années de travaux.

S'agissant des demandes d'autorisations avant travaux, dont le dépôt des dossiers est envisagé dès cette année 2021, c'est le tracé global qui sera proposé à l'instruction, la délibération du 27 novembre 2020 ayant précédemment autorisé le Président et le Vice-président en charge des infrastructures routières, à déposer les dossiers réglementaires correspondants.

Je propose donc au Conseil départemental de valider le tracé de niveau avant-projet figurant en annexe 1, qui sera notamment pris en compte pour la suite des procédures réglementaires.

II/ DEVIATION DE NOAILLES

La déviation de Noailles doit permettre un accès poids lourds à l'autoroute A20 depuis le Sud Corrèzien, et un report effectif du trafic poids lourds résiduel du Bourg de Noailles sur cette déviation, afin de restaurer la sécurité et la qualité de vie en traversée de Noailles.

La sécurisation des usagers et des riverains de la RD158 existante, depuis sa jonction avec la route de Turenne, jusqu'au Bourg de Noailles, constituera par ailleurs une mesure d'accompagnement conjointe au projet de déviation.

La section en tracé neuf de la déviation, dont la localisation par rapport à l'ensemble de l'itinéraire est représentée sur le plan de l'annexe 2, a fait l'objet d'études complémentaires depuis la validation du scénario retenu suite à la dernière concertation publique.

Les reconnaissances géotechniques détaillées, les études spécifiques du tunnel et du viaduc, ainsi que les pistes d'optimisations techniques tout en tenant compte des contraintes environnementales fortes, ont permis de finaliser les études de niveau avant-projet et d'établir le plan correspondant figurant en annexe 3.

Les coûts du projet ont également pu être affinés et optimisés, et le montant global prévisionnel de l'opération s'établit à ce stade de l'avant-projet à 25 M€ HT, dont 19 M€ HT pour les travaux liés au viaduc et au tunnel.

Concernant la RD158 existante entre le giratoire de Montplaisir (carrefour des routes de Brive/ Turenne/ Meyssac/ Noailles) et le Bourg de Noailles, une concertation a été menée avec les élus locaux et les associations de défense de l'environnement et des intérêts des riverains.

Des aménagements spécifiques sont prévus sur l'ensemble de cet itinéraire tel que représentés sur le synoptique joint en annexe 4, et concernant principalement des adaptations de la signalisation horizontale, des balisages en axe ou des améliorations sécuritaires sur carrefours existants avec les voiries communales. Les travaux correspondants seraient engagés dès cette année 2021.

Je propose donc au Conseil départemental de valider le tracé neuf de niveau avant-projet, qui sera notamment pris en compte pour la suite des procédures réglementaires, et de prendre acte des aménagements de sécurité envisagés sur la RD158 existante.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ROUTES 2025 : GRANDS PROJETS ROUTIERS - VALIDATION DES TRACES DES DEVIATIONS DE MEYMAC ET DE NOAILLES.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/202 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Marie TAGUET, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Le Conseil départemental décide pour le projet de la déviation de Meymac :

- ✓ d'approuver le tracé de la déviation,
- ✓ d'approuver la poursuite des études techniques, réglementaires et foncières, sur la base de ce tracé,
- ✓ d'approuver le principe de phasage correspondant, en 3 sections de travaux successives.

Article 2 : Le Conseil départemental décide pour le projet de la déviation de Noailles :

- ✓ d'approuver le tracé de la déviation,
- ✓ d'approuver la poursuite des études techniques, réglementaires et foncières, sur la base de ce tracé
- ✓ d'autoriser le Président et le Vice-président en charge des infrastructures routières, à déposer les dossiers réglementaires pour instruction auprès des services de l'état, à signer tous documents et à prendre toutes décisions en lien avec les procédures correspondantes.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-2019-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

TOURISME - DOTATIONS 2021 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE
TOURISME

RAPPORT

**PROJET STRATEGIE AMBITION TOURISME 2020-2022 : 2ème ANNÉE DE MISE EN
OEUVRE**

Lors de la séance plénière du 14 février dernier, nous avons approuvé le projet stratégique Ambition Tourisme 2020-2022. Dans un contexte touristique en permanente évolution, ce projet fixe une feuille de route pragmatique pour la politique touristique départementale sur les 3 années à venir et s'articule autour de 4 volontés fortes :

- développer le chiffre d'affaires généré par l'activité touristique,
- accompagner la transformation numérique des acteurs du tourisme,
- renforcer l'attractivité de la Corrèze,
- veiller à la solidarité territoriale avec un Département en soutien de ses territoires.

Au regard du contexte territorial et de l'économie touristique, la Corrèze doit être innovante et jouer collectif pour recréer un écosystème touristique fort qui permettra :

- d'attirer de nouveaux opérateurs en capacité d'investir sur le territoire et d'apporter une dynamique nouvelle,
- de nous positionner face aux mutations du comportement des clients et aux grands acteurs.

Pour ce faire, 3 axes stratégiques seront travaillés et déclinés en 11 actions opérationnelles :

- Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre ;
- Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client ;
- Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée.

Sa mise en œuvre est pilotée, en concertation avec les acteurs de terrain et les territoires, par l'Agence Corrèze Tourisme à laquelle le Département a, conformément à ses statuts, confié cette mission.

UNE NECESSAIRE ADAPTATION AU CONTEXTE SANITAIRE

La 1^{ère} année de mise en œuvre du projet Ambition Tourisme a été marquée par la crise sanitaire qui a fortement impacté l'activité touristique, avec une avant-saison réduite à néant et une arrière-saison tronquée par de nouvelles restrictions sanitaires.

Aussi, le cadre de notre action en 2020 a été ajusté avec la mise en place dès le printemps dernier d'actions orientées vers le soutien aux opérateurs touristiques et à l'été, avec le vote d'un plan d'accompagnement à la reprise de l'activité touristique de 500 000 €. De fait, la mise en œuvre de certaines actions de notre plan Ambition Tourisme a été différée pour nous concentrer, au cœur de la crise, sur l'accompagnement prioritaire des prestataires touristiques à la fois dans la préparation d'une saison atypique, dans leur digitalisation et dans le soutien à la reprise de l'activité.

En quelques chiffres, le bilan du plan de relance est à souligner :

- L'opération "La Cerise sur la Corrèze" a généré 30 000 nuitées dans les hébergements touristiques corréziens réparties sur tout le territoire et 1,3M€ de consommation touristique en Corrèze, soit 11€ de retombées pour 1€ injecté par la collectivité. Cela a également généré une belle visibilité pour la destination avec 7M d'impressions sur le web et 31 000 connexions sur le site de Corrèze Tourisme ;
- L'opération "le Resto des Héros" qui a permis d'offrir aux personnels des établissements sociaux et médicaux sociaux du départements 5000 bons de 30€ qui ont été consommés dans 219 restaurants corréziens, contribuant ainsi à la reprise de leur activité en juin et juillet ;
- Prêt de 120 prestataires touristiques ont bénéficié d'un coup de pouce supplémentaire dans leur digitalisation via le financement de la place de marché Elloha et des menus dématérialisés Stick'eat.

Pour 2021, notre action devra permettre à la fois de poursuivre la mise en œuvre du projet Ambition Tourisme et de lancer un certain nombre de chantiers prioritaires mais également de maintenir une vigilance et une réactivité particulière pour accompagner les prestataires touristiques dans une saison qui s'annonce à nouveau complexe et imprévisible, à la fois du fait des incertitudes sur la situation sanitaire mais également des problèmes de trésorerie qui pourraient impacter nos opérateurs touristiques cette année.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 1 211 703€ de crédits de paiement dont 109 703€ au titre de l'investissement et 1 102 000 € au titre du fonctionnement.

I - FINANCEMENT DE CORREZE TOURISME : MAITRE D'ŒUVRE DE LA POLITIQUE TOURISTIQUE DEPARTEMENTALE

En 2021, une enveloppe de 1 151 000€ est prévue pour permettre à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le projet Ambition Tourisme 2020-2022 et décomposée comme suit :

- 1 101 000€ en fonctionnement pour financer le plan d'actions annuel ainsi que le fonctionnement de la structure qui compte 10,4 ETP salariés et 4,6 ETP mis à disposition par le Département ;.
- 50 000€ en investissement nécessaires à la modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme conformément aux objectifs fixés.

Ces crédits permettront à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le plan d'actions détaillé dans la convention d'objectifs jointe au présent rapport et dont plusieurs projets nouveaux, en lien avec le projet stratégique Ambition Tourisme, méritent d'être détaillés.

→ Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre :

- **Poursuite du déploiement de la plateforme de vente en ligne** avec le passage de relais aux offices de tourisme dans le démarchage et l'accompagnement des prestataires. Avec 450 comptes désormais ouverts sur la place de marché et 1,5M€ de CA réalisé en 2020 (+18%), les objectifs 2021 sont la poursuite du déploiement, l'accompagnement des OT dans la prise en main de l'outil, l'amélioration de l'usage de l'outil par les pros qui y ont souscrit, le soutien des ventes via des opérations marketings.
- **Renforcement de l'accompagnement des prestataires en complémentarité avec les autres institutionnels du tourisme** et en partenariat avec les filières :
 - o **accompagnements individuels** : coaching marketing (objectif 3 à 5 dans l'année) et audits web (6 à 10 dans l'année),
 - o **accompagnements collectifs** : **organisation de 5 à 6 formations** (partenariat CCI INISUP) : réseaux sociaux, se démarquer pour mieux se vendre, développer son offre à destination des familles et des scolaires, etc.,
 - o **Organisation**, s'ils le souhaitent en partenariat avec les OT, en fin d'année (sous réserve de la situation sanitaire) **d'un temps fort d'une journée** avec intervention d'experts sur les nouvelles tendances du marché. L'objectif : inciter les acteurs du tourisme corréziens à **prendre de la hauteur**, comprendre l'évolution des comportements clients, les clés de réussite pour la Corrèze,
 - o La **restitution d'études** permettant une meilleure connaissance du comportement des clientèles en Corrèze : étude de clientèle (étude BVA/CRT) et étude de fréquentation et de mobilité (Flux Vision Orange) ;

- Renforcement de l'accompagnement des porteurs de projet et de la prospection d'investisseurs touristiques :
 - o **Fond Tourisme Durable – France Relance / ADEME** : Accompagnement des entreprises touristiques dans le montage de leur projet et de leur demande de subvention relatifs à la transition écologique (dispositif France Relance). **Objectif : accompagner une dizaine de projets en Corrèze d'ici le printemps 2022,**
 - o **Lancement de la mission « prospection investisseurs »**, en lien avec le dispositif départemental d'attractivité territoriale : mise en place d'un groupe de travail réunissant les partenaires (EPCI, Consulaires, mandataires immobiliers) ; recensement des opportunités foncières et immobilières ; réalisation d'outils de promotion ; lancement des 1ères actions de prospection ;

- **un accompagnement des territoires dans leurs stratégies et projets touristiques** au travers d'une offre de service structurée et intégrée à l'offre d'ingénierie départementale avec notamment :
 - o la poursuite de l'accompagnement au développement du site des Tours de Merle dans le cadre du passage en gestion intercommunale conformément à la convention approuvée en Commission Permanente du 31 janvier 2020,
 - o La réalisation d'études sur mesure pour les communes et EPCI ;

- **La montée en gamme de l'offre** avec le déploiement de la marque Qualité Tourisme auprès des campings (objectif 4 campings marqués cette année) et le classement de 80 meublés de tourisme – sous réserve situation sanitaire.

→ Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client :

- Favoriser la consommation locale :
 - o **Soutien aux restaurateurs** : Mise en place du dispositif « Aujourd'hui, c'est ma boîte qui invite » pour inciter les entreprises à jouer la solidarité et à continuer à faire travailler les restaurants du territoire,
 - o Poursuite du travail amorcé sur la **valorisation de l'offre touristique à destination des scolaires et des familles** : partenariat ODCV, formation des prestataires pour favoriser l'adaptation de l'offre à ce public, actions de promotion,
 - o Participer au développement de la **visibilité de la marque Origine Corrèze** ;

- **Mieux toucher les clientèles en séjour, booster la consommation et fidéliser** :
 - o **Reprendre l'activité de réceptif de Corrèze Tourisme** à destination des groupes, sous réserve d'une reprise de l'activité après une année 2020 quasiment à l'arrêt du fait de la crise, avec un objectif de 350 000 € de chiffre d'affaires HT en 2021 (50% du CA de 2019) et d'une diversification des clientèles (rando, cyclo, sport santé) ;
 - o Mise en place de **campagnes marketing ciblées pour booster les réservations** en partenariat avec les filières. 6 campagnes sont prévues en amont de la saison (Gîtes, hôtellerie, Camping, généraliste hébergements) et pendant la saison (sites étonnants, Corrèze en famille) ;

- **Mise en place d'une stratégie de GRC** (Gestion de la Relation Client) en partenariat avec les OT et les professionnels du territoire. Il s'agit de collecter et exploiter les données clients en vue de leur transmettre la bonne information au bon moment en fonction des étapes de leur parcours de voyages : avant - pendant - après. Une telle stratégie doit permettre de mieux cibler les clientèles et leur suggérer des offres en phase avec leurs attentes. 2 objectifs ont été identifiés avec les OT : d'une part, la communication en séjour (via les bases clients des hébergeurs) pour toucher les touristes qui ne poussent pas la porte des OT et, d'autre part, la communication après séjour, dans une optique de fidélisation. L'année 2021 va permettre de développer les outils nécessaires à l'automatisation du dispositif (marketing automation), à la formation et au développement des partenariats avec des réseaux d'hébergeurs. Elle devrait également permettre de tester les 1ères actions.

- **Travailler la notoriété et la visibilité de la Corrèze**
 - **Web et réseaux sociaux** : investissements sur le site *tourismecorreze.com*, la production de contenus et les réseaux sociaux afin de mieux immerger le visiteur dans la destination et de booster la consommation ;
 - **Relations presse** : après une année 2020 particulièrement riche pour la Corrèze, avec notamment la diffusion de 47 reportages TV, l'année 2021 doit permettre de poursuivre une stratégie offensive de visibilité de la destination dans les medias ;
 - **Marchés internationaux** : bilan et perspective du contrat de destination Dordogne Valley ;
 - **Une campagne de communication et un plan média ambitieux** pour accompagner la reprise de l'activité touristique pour la saison 2021. L'enjeu est de faire exister la destination dans la communication pléthorique et assez classique des destinations sur le marché français. La campagne mise donc sur parti pris très différenciant, mettant en scène sous un format décalé la Corrèze comme destination préservée et à préserver du tourisme de masse, sous un angle inédit, avec la signature « la Corrèze. Gardons la secrète. ». Le plan média est le suivant :
 - Une **campagne TV segmentée en Replay sur TF1 et MyTF1** en 2 vagues sur mars/avril et mai/juin – campagne mise en place en partenariat avec les OT Haute Corrèze et Vallée de la Dordogne et avec le CRT Nouvelle Aquitaine,
 - Déclinaison sur les **réseaux sociaux et le web**,
 - **Accueil d'influenceurs grands comptes** en juin pour renforcer la visibilité de la destination avant la saison – Partenariat CRT/OT/Autres destinations NA ;

- **Un ensemble d'actions permettra d'asseoir le positionnement de la Corrèze comme destination sport nature (pêche, rando, cyclo, trail) :**
 - Randonnée pédestre : Promotion et valorisation du **topoguide de randonnée départemental** « 25 Belles balades en Corrèze » et de son application coédités

- par Belles Balades Editions et la FFRP,
- o Cyclo : Participation à l'étude de définition du positionnement marketing de la V87 (Montluçon à Montauban) portée par le comité d'itinéraire aux côtés du Conseil Départemental,
 - o Cyclo-Rando : Partenariat de promotion avec des sites web référence **Outdooractive**, Terra Aventura, Cirkwi, etc.
 - o Poursuite de la valorisation des filières pêche et trail,
 - o Appui à l'actualisation du schéma cyclable départemental au côté de la Direction Sports Culture Jeunesse,
 - o **Développement de nouvelles fonctionnalités sur le site correzerando.com** pour faciliter la sélection des itinéraires.

→ Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée :

- **Mise en place d'instances de travail collaboratives** avec les offices de tourisme et les opérateurs touristiques territoriaux (Parc Naturel Régional, consulaires, fédérations sportives, têtes de réseaux hébergeurs, etc.) : l'objectif est **d'identifier les points de convergence de nos stratégies et de mutualiser nos moyens pour mettre en œuvre des plans d'actions plus ambitieux et efficaces** tant sur le volet promotion qu'accompagnement des prestataires ;
- **Modernisation 4.0** de Corrèze Tourisme : il s'agit d'investir dans la mise en place d'outils digitaux permettant de faciliter le pilotage de la structure et de fluidifier son fonctionnement : outils de gestion RH, gestion de projet, logiciel de cartographie, etc. ;
- **Un modèle économique et une organisation consolidés** : la mise en œuvre du projet stratégique Ambition Tourisme suppose de faire évoluer l'organisation interne, d'accompagner le changement et de développer le travail en mode projet. Cela suppose également une évolution du modèle économique de Corrèze Tourisme avec l'objectif d'augmenter progressivement la part des contributions externes.

II - AUTRES ACTIONS CONCOURANT AU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU TERRITOIRE

1 – le financement des projets d'entreprises touristiques privées et d'associations engagées dans le cadre du précédent schéma : 16 526 € en investissement

Ces crédits s'inscrivent dans le cadre de l'autorisation de programme de 3 000 000 € en investissements votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 19 décembre 2014.

Ils permettront de solder les dossiers engagés pour le développement du tourisme pêche : aménagement de mises à l'eau, parcours de pêche, etc.

2 – Asseoir la Corrèze en tant que destination Sport Nature : 43 177 € en investissement

Ces crédits de paiement s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe de 300 000 € en investissement votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 14 février 2020 dans le cadre du projet stratégique "Ambition Tourisme 2020-2022".

Comme évoqué précédemment, les sports nature sont un axe fort pour le positionnement touristique de la Corrèze. La randonnée en particulier constitue la base de l'offre et fait partie des 1ères activités pratiquées par les visiteurs du département aussi bien que par ses habitants.

Le Département l'a bien compris puisqu'il investit depuis plusieurs années dans :

- la mise en œuvre d'un PDIPR qui compte aujourd'hui 252 circuits,
- la structuration d'un réseau de sites et stations sport nature,
- l'accompagnement au développement du loisir pêche.

La priorité, pour cette année, portera :

- **Pour 27 888 € sur la finalisation du topo-guide de randonnée** dont la réalisation est confiée aux éditions Belles Balades, en partenariat avec la Fédération Française de randonnée. Il donnera à découvrir 25 itinéraires dont 19 balades et 5 portions du GR de Pays Midi Corrèzien. Le topo-guide qui **sort en mars 2021** est complété d'une application riche en contenus multimédia qui permet au randonneur d'approfondir sa connaissance du territoire et d'en comprendre les richesses. Diffusé dans les plus grands réseaux de librairies physiques et numériques à l'échelle nationale, il viendra compléter le site web www.correzerando.com et contribuera à positionner la Corrèze au côté des grandes destinations de randonnée.
- **Pour 15 289 € sur la poursuite de la structuration du loisir pêche** par la réalisation de nouveaux **aménagements** facilitant l'accès et la pratique sur les sites de pêche du département.

3 - Financement des associations touristiques : 1000 € en fonctionnement

Ces crédits de paiement s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe de 3 000 000 € en fonctionnement votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 14 février 2020 dans le cadre du projet stratégique "Ambition Tourisme 2020-2022".

Ils permettront de financer l'Association des Plus Beaux Villages de France dont le siège est situé à Collonges-la-Rouge. Cette association œuvre depuis plus de 30 ans à la promotion touristique et patrimoniale de 156 villages pittoresques parmi lesquels figurent 5 villages corréziens. S'agissant d'une marque touristique largement reconnue et prisée par le grand public, ce label génère une véritable plus-value pour notre territoire.

Je vous propose de lui attribuer une subvention de 1 000 € (comme en 2020) pour lui permettre de poursuivre les actions visant à préserver et valoriser notre patrimoine.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 054 000 €	1 417 479 €	1 102 000 €
Programme(ambition tourisme2020-2022) : P031E01	1 054 000 €	1 417 479 €	1 102 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	123 000 €	75 176 €	109 703 €
Programme (schéma 2015-2018) P017E01	43 000 €	14 345 €	16 526 €
Programme (ambition tourisme2020-2022) P031E03	50 000 €	48 879 €	65 289 €
Programme (ambition tourisme2020-2022) P031E02	30 000 €	11 952 €	27 888 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 102 000 €	-
INVESTISSEMENT	109 703 €	-
TOTAL	1 211 703 €	-

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

2015P017E01 - TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES

2019P031E03 - TOURISME INVESTISSEMENT

2019P031E02 - TOURISME INVESTISSEMENT

2019P031E01 - TOURISME FONCTIONNEMENT

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 102 000 € en fonctionnement et 109 703 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

TOURISME - DOTATIONS 2021 ET CONVENTION DE PARTENARIAT CORREZE
TOURISME

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/203 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est approuvée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle du Tourisme 2021 :

	<i>Crédits de paiements 2021 DEPENSES</i>	<i>Crédits de paiements 2021 RECETTES</i>
FONCTIONNEMENT	1 102 000 €	-
INVESTISSEMENT	109 703 €	-
TOTAL	1 211 703 €	-

Article 2 : Sont approuvés les termes et la passation de la convention d'objectifs présentée en annexe pour l'année 2021 à intervenir entre le Conseil départemental et Corrèze Tourisme ainsi que l'attribution d'une subvention de 1 151 000 € (1 101 000 € en fonctionnement et 50 000 € en investissement).

Article 3 : Le Président du Conseil départemental est autorisé à revêtir de sa signature la convention d'objectifs passée avec Corrèze Tourisme pour l'année 2021.

Article 4 : Est approuvé le financement de l'association des Plus Beaux Villages de France au titre des associations œuvrant dans le domaine du tourisme pour un montant de 1 000 €.

Article 5 : Le versement de la subvention citée en article 4 interviendra en une seule fois avant la fin de l'année.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 909.4.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1641-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – Année 2021

Entre :

Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021, ci-après dénommé « **le Département** »,

et

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze, représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 4 février 2021 ci-après dénommée « **Corrèze Tourisme** »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La présente convention a pour objet de préciser les missions et les actions d'intérêt collectif définies par le Département, confiées à Corrèze Tourisme pour l'année 2021, qui en assurera la réalisation, conformément à son objet social, ainsi que les modalités de leur accompagnement financier par le Département.

Le plan d'actions confié à Corrèze Tourisme doit permettre :

1/ la mise en œuvre du projet stratégique "Ambition Tourisme 2020-2022" approuvé en séance plénière du 14 février 2020. Ce projet s'articule autour de 4 volontés fortes :

- Développer le chiffre d'affaires généré par l'activité touristique
- Accompagner la transformation numérique des acteurs du tourisme
- Renforcer l'attractivité de la Corrèze
- Veiller à la solidarité territoriale avec un Département en soutien de ses territoires

Sa mise en œuvre se décline en 3 axes stratégiques et 11 actions opérationnelles :

- Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre
- Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client
- Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée.

2/ de limiter au maximum les effets de la crise sanitaire sur le tourisme en Corrèze et d'accompagner les opérateurs dans la gestion de cette situation inédite. Après une année 2020 marquée par une activité touristique au ralenti voire à l'arrêt pour certains pendant environ 6 mois et un début d'année 2021 morose pour le tourisme marchand, un des enjeux majeurs de

l'action de Corrèze Tourisme cette année sera de contribuer à la visibilité de la destination afin de susciter les séjours, d'encourager au maximum la consommation touristique et d'accompagner les prestataires dans l'adaptation de leurs offres rendue nécessaire par le contexte sanitaire.

Article 1 – MISSIONS DE CORREZE TOURISME

L'article 1 des statuts de Corrèze Tourisme stipule que *"cette agence est un comité départemental du tourisme conformément aux articles L131-5 et L132-1 à L132-6 du code du tourisme portant répartition dans le domaine du tourisme"*.

La partie législative du Code du Tourisme précise :

- en son article L132-2 *"le Comité Départemental du Tourisme, créé sur l'initiative du Département, prépare et met en œuvre la politique touristique du département"* ;
- en son article L132-4 *"le Département confie tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme du département au CDT qui contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressée à l'échelon départemental et intercommunal"*.

Le Département participe au financement des actions s'inscrivant exclusivement dans le cadre de l'objet de Corrèze Tourisme défini par l'article 2 de ses statuts.

Article 2 - PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2021 DE CORREZE TOURISME

Axe 1 : Accompagner le renouvellement et la performance de l'offre

Référence projet ambition tourisme : Actions 1 à 4

Corrèze Tourisme se positionne en facilitateur au service de territoires et de prestataires touristiques performants

Objectif : permettre à l'offre touristique corrézienne de mieux se positionner sur le parcours client et ainsi de développer sa performance économique.

L'accompagnement des professionnels du tourisme et des collectivités est une priorité pour le Département. Cette ingénierie touristique doit accompagner l'adaptation de l'offre, sa montée en gamme, son renouvellement et faciliter sa mise en marché. Il s'agit également de mieux connaître les attentes et comportements des clientèles.

Pour ce faire, Corrèze Tourisme va travailler en 2021 sur plusieurs axes :

- **Renforcement des services dans une logique de complémentarité avec les autres institutionnels du tourisme** et en partenariat avec les filières : des services à haute valeur ajoutée comme le coaching marketing et les audits web seront mis en avant avec l'objectif de réaliser 3 à 5 Coachings marketing et 6 à 10 audits web dans l'année. NB : Ces services avaient été mis en suspens en 2020 du fait de la crise sanitaire. Ils ont aujourd'hui vocation à permettre aux pros d'être plus performants pour préparer les saisons 2021 et 2022.

- **Le développement d'une offre de formations** dans le cadre d'un partenariat avec la CCI : un programme de 5 à 6 formations sera proposé aux prestataires corrèziens dans un objectif de montée en compétence. Thématiques : réseaux sociaux – se démarquer pour mieux se vendre – renouveler son offre de visite à destination des familles / à destination des scolaires. Pour rappel : 2 formations ont été réalisées en 2020.

- **Un accompagnement à la mise en marché** : la plateforme de vente en ligne départementale vise comme en 2020 plusieurs objectifs :

- **L'augmentation du nombre de pros connectés**

Rappel objectif 2020 : Ouverture d'un connecteur avec Gîtes de France

Bilan 2020 : 450 pros connectés dont 250 en passerelle Gîtes de France

Objectif 2021 : + 10% de pros connectés – Corrèze Tourisme se positionne en accompagnement des OT qui prennent le relais du déploiement auprès des pros.

- **Un meilleur usage de l'outil**

Rappel objectif 2020 : augmenter de 10 points le taux d'utilisation de l'outil par les utilisateurs pour atteindre 75% des pros connectés qui réalisent des ventes avec l'outil

Bilan 2020 : 76% des pros connectés réalisent des ventes avec l'outil

Objectif 2021 : 85% de taux d'utilisation - Création d'un club utilisateur

- **Appui aux ventes**

Rappel objectif 2020 : opération marketing promotionnelle dans le cadre de la venue du Tour de France en Corrèze - diffusion de la vente en ligne auprès des OT, festivals, événementiels sportifs

Bilan 2020 : Opérations marketing mises en place avant l'été, au moment du Tour de France et à l'automne en partenariat avec les Gîtes de France → 87 000 clics - 2M personnes touchées

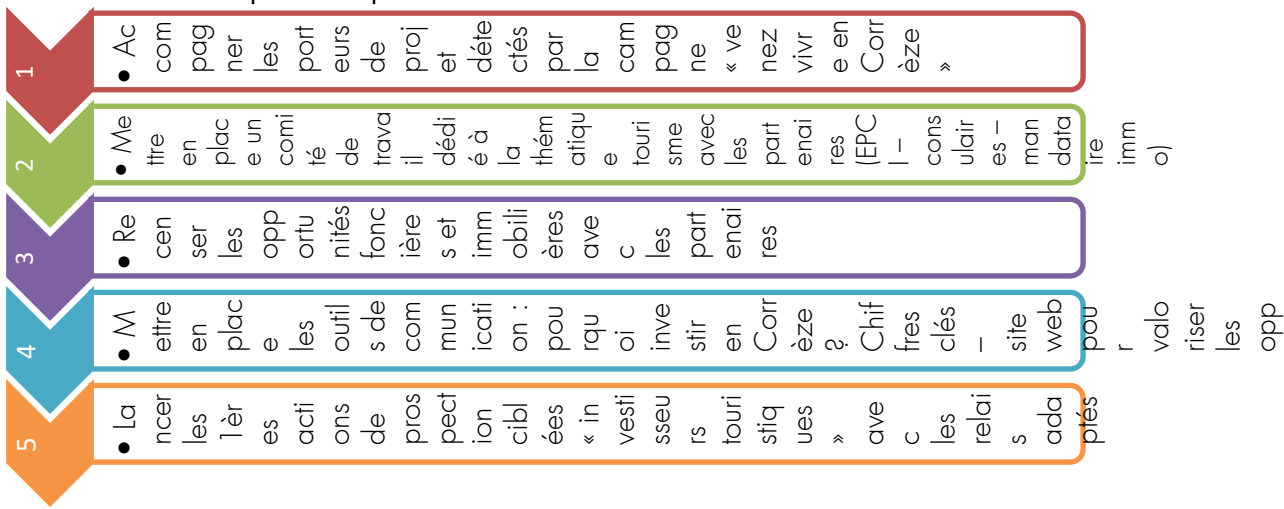
Objectif 2021 : similaires à 2020

- **Accompagner les territoires dans leurs stratégies locales**

- **Mise en place d'observatoires locaux du tourisme** : Corrèze Tourisme coordonne la mise en place d'observatoires locaux au sein des offices de tourisme. Amorcé en 2020, ce travail doit se poursuivre cette année pour permettre aux OT d'utiliser à leur niveau les indicateurs départementaux et ainsi suivre plus finement l'activité touristique de leur territoire. De nouveaux indicateurs pourront être observés afin de renforcer la connaissance à la fois de la performance de l'offre et des clientèles et ainsi mieux guider les stratégies locales.

- Appui spécifique de la Communauté de communes Xaintrie Val'Dordogne pour le développement du site des **Tours de Merle** et la définition d'un mode de gestion pérenne.
- **Offre d'ingénierie touristique au service des territoires** : Le Conseil départemental a mis en place une offre de service d'ingénierie territoriale à destination des collectivités locales. Dans ce cadre, Corrèze Tourisme propose aux collectivités un accompagnement ciblé :
 - Réflexion stratégique quant au développement ou à la modernisation de leurs équipements touristiques
 - Qualification de leurs équipements touristiques : classement de meublés, qualité tourisme
 - Réalisation d'étude sur mesure : ex : étude sur la fréquentation d'un événement, etc.
- **Améliorer la connaissance des marchés** :
 - **Restitution à l'échelle départementale et locale des résultats du dispositif d'observation 4.0 : Flux Vision Tourisme**. Ce dispositif permet d'évaluer la fréquentation touristique du territoire sous un angle nouveau, celui des flux et de la mobilité. Lancé en 2020, les 1ers résultats seront disponibles au printemps 2021.
 - **Enquête de clientèle régionale** : la restitution de cette enquête réalisée en 2019/2020 et qui a réuni plus de 1000 répondants pour la Corrèze est prévue au 1^{er} semestre 2021. Elle devra permettre d'actualiser le profil des visiteurs du territoire et l'évaluation du poids économique du tourisme en Corrèze.
- Accompagner le **renouvellement de l'offre** par l'organisation de **temps d'échanges collectifs** au sein des filières mais également par **l'organisation en fin d'année** (sous réserve des contraintes sanitaires) **d'un temps fort d'une journée** avec des intervenants extérieurs sur les nouvelles tendances du marché. L'objectif est de permettre aux acteurs du tourisme corrézien de **prendre de la hauteur**, d'échanger sur l'évolution des comportements clients, les clés de réussite pour le tourisme en Corrèze. Cet événement pourra être, s'ils le souhaitent, organisé en partenariat avec les offices de tourisme.
- **Accompagner les projets touristiques et attirer des investisseurs** :
 - o **Fond Tourisme Durable – France Relance / ADEME** : Corrèze Tourisme est reconnue dans le cadre d'un portage collectif avec la Dordogne, la Creuse et la Haute-Vienne par l'ADEME comme relais local pour l'accompagnement des prestataires touristiques dans le montage de leur projet et de leur demande de subvention relatifs à la transition écologique (dispositif France Relance). **L'objectif d'ici le printemps 2022 est d'accompagner une dizaine de projets en Corrèze.**

- o Lancement de la mission « prospection investisseurs » au sein de Corrèze tourisme, en lien avec le dispositif départemental d'attractivité territoriale :



- Qualifier l'offre :

- Démarche **Qualité Tourisme** pour les campings, sites de visites et activités sport loisirs : objectif 4 marqués en 2021 (sous réserve dérogation liées à la situation sanitaire)
- 80 classements de meublés (53 classements réalisés en 2020 – dérogations pour les propriétaires du fait de la situation sanitaire)

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au dispositif :

Ressources humaines : 5,85 ETP

Budget prévisionnel : 350K€ dont 79% RH et 21% actions

Axe 2 : Être mieux présent sur l'ensemble du parcours client :

Référence projet ambition tourisme : Actions 5 à 9

Objectifs :

- asseoir la notoriété de la destination auprès de nos clientèles cibles (familles, sportifs, découvreurs) et se démarquer dans la communication pléthorique des destinations sur le marché français,
- booster la consommation touristique,
- faire des corréziens les 1ers ambassadeurs et prescripteurs de la destination.

-Favoriser la consommation locale et faire des corréziens les ambassadeurs de la destination :

- o **Soutenir les restaurateurs** : Très lourdement touchés par une fermeture administrative de 6 mois en 2020 qui se poursuit en 2021, les restaurants sont particulièrement impactés par la crise sanitaire. Aussi, pour amplifier les effets de

la solidarité dont font preuve certains consommateurs, Corrèze Tourisme met en place sur le 1^{er} semestre 2021, en partenariat avec les organisations patronales, les consulaires, les OT et la filière restauration une opération intitulée « Aujourd'hui, c'est ma boîte qui invite » qui vise à inciter les entreprises à offrir des repas au restaurant à leurs clients, salariés, partenaires.

- o Améliorer la diffusion de l'information sur le territoire : reconduction du **partenariat avec le P'ti Corrèzien pour la promotion de l'offre à destination des familles avec enfants**. L'objectif est de toucher les personnes qui ne se rendent pas en office de tourisme et dans les hébergements marchands (résidents secondaires, habitants, touristes hébergés chez la famille et les amis, etc.) par la diffusion dans les commerces de proximité. Cela permet de doubler la **diffusion qui passe de 22 000 exemplaires à 45 000**.

- o Améliorer l'accès aux produits de la **marque Origine Corrèze** : favoriser la mise en relation avec les offices de tourisme et boutiques touristiques avec les entreprises marquées pour un développement des points de vente.

- o **Développer la fréquentation des sites de visites corrèziens par les scolaires** de proximité : réalisation et diffusion d'une brochure dans les écoles, formation des prestataires pour les accompagner dans l'adaptation de leur offre aux besoins spécifiques de ce public, partenariat avec l'ODCV. 26 partenaires seront présents dans l'édition 2021-2022.

- o **Fédérer les ambassadeurs de la destination** : fédérer les ambassadeurs de la Corrèze que sont les instagrammers, les animateurs de groupes facebook dédiés à la Corrèze, etc. pour développer les liens avec eux, leur permettre de relayer les campagnes de com départementales, etc.

-Mieux toucher les clientèles en séjour, booster la consommation et fidéliser :

- o **Plateforme de vente en ligne** : en partenariat avec les OT, inciter les prestataires à développer la **conciergerie** (revente en circuit court), multiplier les occasions d'achat en proposant la **réservation** sur le site de Corrèze Tourisme, des offices de tourisme, des événementiels, etc. Pour rappel, en 2020, 1,5M€ de ventes ont été réalisées sur la plateforme (+18%/2019) avec un développement exponentiel de la billetterie et donc du nombre de ventes (12K, soit +100%/2019).

- o **Campagnes marketing ciblées pour susciter les réservations** : en 2021, en partenariat avec les filières, ce sont a minima 6 campagnes de communication qui vont être lancées sur les réseaux sociaux pour booster les ventes :

- o En amont de la saison : Gîtes de France, Hôtellerie, Camping, généraliste hébergements

- o Pendant la saison : Sites étonnants, Corrèze en Famille.

o **Mise en place d'une stratégie de GRC** (Gestion de la Relation Client) en partenariat avec les OT et les professionnels du territoire. Il s'agit de **collecter et exploiter les données clients** en vue de leur transmettre la bonne information au bon moment en fonction des étapes de leur parcours de voyages : avant - pendant - après. Une telle stratégie doit permettre de mieux cibler les clientèles et leur suggérer des offres en phase avec leurs attentes. L'année 2021 va permettre de développer les outils nécessaires à l'automatisation du dispositif (marketing automation), à la formation et au développement des partenariats avec des réseaux d'hébergeurs. Elle devrait également permettre de tester les 1ères actions. 2 objectifs majeurs sont visés par cette démarche :

- **La communication « en séjour »** : toucher les touristes qui ne poussent pas la porte des OT et leur proposer en mode « push » une sélection d'offres pendant leur séjour pour les inciter à découvrir et consommer le territoire
- **La fidélisation** : garder le lien entre la Corrèze et les touristes pour les inciter à revenir.

o **Commercialisation séjours groupes** : fortement impacté par la crise sanitaire, le service commercial groupes a réalisé en 2020 un chiffre d'affaire de 110K€ contre 660K€ prévus en début d'année. Plusieurs contrats ont été reportés en 2021, sans certitude quant à la possibilité de les honorer. L'activité pourrait repartir au 2nd semestre si la situation sanitaire s'améliore. L'objectif fixé pour 2021 est donc de diversifier la clientèle en proposant des séjours groupe sport nature (rando et cyclo), de continuer de travailler les cibles traditionnelles (jeunes, voitures anciennes, groupes séniors) pour réaliser environ 70 contrats et 350K€ de chiffre d'affaire. A noter qu'il s'agit d'un véritable point de fragilité pour Corrèze Tourisme en 2021.

-Travailler la notoriété et la visibilité de la Corrèze par un plan de promotion multi-canal partagé :

2021 - Voyager en Corrèze comme dans un jardin secret

En 2020, la campagne de communication de la Corrèze était marquée par une forte volonté d'accompagner la reprise de l'activité touristique (Dispositif « La Cerise sur la Corrèze »). Elle a d'ailleurs tenue ses promesses puisqu'elle a permis de toucher pas moins de 4,4M de personnes entre mai et septembre. L'année 2021 sera à nouveau marquée par la crise sanitaire, avec une nécessité pour la Corrèze de mettre en place un plan de communication multicanal différenciant permettant d'émerger dans la communication pléthorique des destinations sur le marché France. La campagne 2021 doit permettre de toucher le cœur de cible de la destination : les découvreurs ; ces urbains qui sont à la recherche d'évasion loin des foules, d'immersion loin des points d'intérêt touristiques habituels, hors des sentiers battus, en attente d'une consommation responsable, solidaire et porteuse de sens.

Pour émerger, la Corrèze doit montrer qu'elle est cette destination encore secrète et privilégiée, faite de lieux insolites. La campagne de promotion proposée est originale en ce sens qu'elle met

en avant des lieux, anecdotes et événements peu connus du grand public via des codes non publicitaires, au travers d'une campagne décalée où la destination, sous la signature « la Corrèze. Gardons la secrète » se masque volontairement.

-Un plan média ambitieux :

- o Une **campagne TV segmentée et Replay sur TF1 et MYTF1** :
 - 2 vagues de 2 à 3 semaines en mars/avril et mai/juin
 - Cibles : urbains – familles – seniors – revenus moyens – en recherche de déconnexion
 - Géolocalisation : France entière pour le replay – IDF/Gironde/HG/Rhône pour la TV segmentée.
 - Puissance : 2,5M d'impressions a minima
 - Partenaires : CRT Nouvelle Aquitaine – OT Vallée de la Dordogne – OT Haute Corrèze
- o Une **déclinaison sur les réseaux sociaux Facebook et Instagram** avec l'objectif de toucher 1M de personnes. Elle se fera en partenariat avec les OT.
- o Une **déclinaison sur le web** avec un objectif de 1,3M d'impressions supplémentaires avec jeu concours permettant de gagner des séjours => objectif de fréquentation du site + développement de la base contact.
- o Des **accueils d'influenceurs grands comptes** sont prévus en complément avec notamment l'accueil en juin de Bruno Maltor (+ d'1M d'abonnés – influenceur n°1 du voyage en France) en partenariat avec le CRT et la Dordogne SEMITOUR puis des Droners qui produiront du contenu pour Corrèze Tourisme et les OT en partenariat avec le CRT, les ADT 19/24/40/33.

-Mais aussi :

- o **Relations presse** : l'année 2020 a été particulièrement riche en termes de visibilité, notamment TV avec **pas moins 47 diffusions de reportages (30 en 2019)** mettant en avant les atouts touristiques de la destination. Au total, une année record qui a permis de toucher tous médias confondus **768M de personnes**. L'année 2021 doit permettre de poursuivre cette stratégie offensive de visibilité de la destination.
- o **La gestion des réseaux sociaux** : avec **122 000 fans sur Facebook** (objectif 2020 atteint à 98%) et **19 500 fans (+44%/2019) sur Instagram**, les réseaux sociaux constituent une belle vitrine de visibilité et de notoriété pour la Corrèze (31M de personnes touchées en 2020). Au-delà des campagnes de promotion annuelles, Corrèze Tourisme poursuit son action récurrente sur les réseaux sociaux. **L'objectif est de rajeunir la communauté en mettant l'accent sur le développement d'Instagram avec 25 à 30 000 followers fin 2021.**
- o **Optimisation du site web** : Le site web est la vitrine de la destination. Il a connu une forte chute de sa fréquentation en 2020 au moment du 1^{er} confinement mais les campagnes de promotion et la demande touristique de l'été ont permis de rattraper le retard et d'atteindre 1,2M de visiteurs en 2020 (+22%/2019). Les optimisations 2021 doivent permettre d'immerger le visiteur dans la destination en lui racontant une histoire et ainsi d'améliorer le référencement naturel. Cela va

passer par une poursuite de la production d'articles dans le Mag, par l'éditorialisation des contenus et de la version mobile. **L'objectif est de gagner 15% de visites supplémentaires.**

- o **La présence sur les salons sera minime en 2021 du fait de la situation sanitaire.** Une présence à Bordeaux Fête le vin en juin, en partenariat avec le CD et en présence des OT est envisagée.

2021 - La Corrèze, destination sport nature :

Pour positionner la Corrèze en tant que destination "nature", il est primordial que la destination soit présente là où le randonneur et le sportif (pêcheur, traileur, etc.) s'informent. Aujourd'hui les canaux sont variés et l'enjeu est d'être visible au maximum. Le plan d'actions 2021 prévoit donc :

- o **Salons** : la présence sur les salons sera minime : éventuellement Trail en fin d'année si la situation sanitaire le permet
- o **Promotion et valorisation du topoguide départemental** « 25 Belles balades en Corrèze » et de son application dédiée coédités par Belles Balades Editions et la FFRP qui va permettre une **belle visibilité de la Corrèze dans les librairies et magasins spécialisés**
- o **Partenariats de promotion avec des sites et appli qui font référence** : Cirkwi, Outdoor Active, Terra Aventura, Niv'Eau
- o www.correzerando.com : **développement de nouvelles fonctionnalités** qui permettront aux randonneurs de sélectionner les itinéraires en fonction de leurs aspirations (ombragé, présence de l'eau, etc.)
- o **Relations presse et influenceurs** : accueil de journalistes, productions de contenu par des influenceurs.
- o **Participation au suivi de l'étude marketing de la V87** aux côtés du CD.
- o **Appui au Comité départemental FFVélo dans la structuration et la valorisation du Tour de Corrèze à VTT**
- o **Production de séjours cyclo et rando à destination des groupes**

Ces filières nécessitent également un travail en profondeur sur la structuration de l'offre : Partenariat avec les porteurs d'itinérance (Dordogne de Villages en barrages, CDRP, etc.), participation au **comité d'itinéraire de la Véloroute V87**, participation au côté du Conseil départemental à l'actualisation du schéma cyclable départemental.

2021 – Marchés internationaux :

Au regard du contexte sanitaire, les marchés internationaux ne seront pas prioritaires cette année sans pour autant être complètement mis de côté. L'objectif sera double :

- Maintenir dans le cadre du plan d'actions partagé autour de l'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne, un lien avec la clientèle britannique, notamment au travers d'actions sur les réseaux sociaux et la presse.

-Remettre à plat le contrat de destination Vallée de la Dordogne au travers d'un questionnement du bilan de la précédente génération de contrat avec l'ensemble des partenaires et d'une réflexion sur les conditions d'une poursuite.

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au dispositif :

Volet promotion :

Ressources humaines : 5,25 ETP

Budget prévisionnel : 600K€ dont 42% RH

Volet commercial :

Ressources humaines : 1,8 ETP

Budget prévisionnel : 450€ dont 20% RH

Axe 3 : Piloter le projet stratégique et créer la synergie par une gouvernance partagée

Référence projet ambition tourisme : Actions 10 à 11

Objectifs :

- mobiliser l'ensemble des acteurs autour du projet stratégique pour en maximiser les effets,
- affirmer le rôle fédérateur du département et de son bras armé Corrèze Tourisme en matière de développement touristique tout en prenant en compte les stratégies de ses partenaires.

Le plan d'actions 2021 sera orienté sur 2 volets principaux :

- o **Modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme et développement de l'offre de service :**
 - o **Investissement dans la modernisation des outils internes :** comptabilité analytique, logiciel GRH, outils de gestion RH
 - o **Formation :** gestion de projet, GRC, logiciel cartographie, etc.
 - o **Organisation interne :** mise en place du travail en mode projet au sein de la structure
 - o **Révision du modèle économique pour développer plus de projets au service des professionnels et améliorer la visibilité de la destination :**
 - **Mise en place de nouveaux services :** régie pub, nouveaux dispositifs de promotion
 - **Des services à haute valeur ajoutée payants :** audits, études, accompagnements individuels
 - ⇒ Objectif de multiplier par 2,5 la part des recettes (hors subvention CD et hors service commercial) pour atteindre 110K€.
- o **Développement des partenariats avec les opérateurs du territoire autour d'une stratégie partagée :**
 - o **Comité des directeurs avec les 6 offices de tourisme corréziens :** Ce comité a pour rôle de proposer et mettre en œuvre le plan d'actions partagé. 3 axes prioritaires ont été identifiés pour 2020-2022 : La mise en place des observatoires locaux, le déploiement d'une offre de services concertée (outils,

- accompagnements collectifs et individuels) et la mise en place d'un plan de promotion partagé auprès des cibles affinitaires et des bassins de proximité. Des groupes de travail sont mis en œuvre au sein des équipes pour faire avancer les dossiers : Réseaux sociaux, observation, accompagnement des pros, GRC, etc.
- o **Partenariat avec la CCI** : accompagnement des projets de développement, accompagnement du club hôtelier, convention avec l'INISUP pour la mise en place d'un programme de formations adapté aux besoins des prestataires touristiques, mise en œuvre du plan marketing pêche.
 - o **Un lien étroit avec le Conseil départemental** : points d'étape mensuels avec le directeur général des services, participation aux CODIR,
 - o **Des rencontres régulières avec les têtes de réseaux** : partenariat, réunions d'information, formations, etc.
 - o Une **évaluation** des actions mises en œuvre et **bilan collectif**
 - o Une **stratégie de communication corporate plus offensive** visant à mieux diffuser l'offre de services et les résultats obtenus par Corrèze Tourisme sur le territoire et ainsi à asseoir son positionnement de bras armé de la politique touristique départementale.

Ressources affectées par Corrèze Tourisme au Pilotage et charges de fonctionnement générales :

Ressources humaines : 2,1 ETP

Budget prévisionnel : 260K€ dont 42% RH

ARTICLE 3 – SUBVENTIONS DEPARTEMENTALES

Pour l'ensemble des missions de service public exercées ci-dessus, il est octroyé à Corrèze Tourisme **une subvention d'un montant total de 1 151 000€ se décomposant comme suit :**

- 1) 866 000 € au titre du partenariat touristique pour assurer la mise en œuvre du plan d'actions 2021 détaillé dans la présente convention,
- 2) 235 000 € couvrant les frais de mise à disposition des agents du Département auprès de Corrèze Tourisme.
- 3) 50 000€ pour couvrir les dépenses d'investissement de Corrèze Tourisme.

Ces subventions du Département seront versées selon les modalités suivantes :

➤ Enveloppe 1) :

- o Versement d'un acompte de 50 % à la signature de la présente convention déduction faite de l'acompte de 200 000€,
- o Versement du solde avant la fin de l'année civile en cours sur présentation des actions menées.

- Enveloppe 2) :
 - Versement en fin de chaque trimestre sur présentation des avis des sommes à payer édités par la paierie départementale.

- Enveloppe 3) :
 - Versement sur présentation des factures TTC acquittées dans l'année 2021. La subvention sera de 80 % du montant de la facture. Plusieurs versements pourront être réalisés jusqu'à hauteur de 50 000€ maximum.

Corrèze Tourisme s'engage à employer les subventions accordées pour la réalisation des actions prévues dans la convention et s'interdit toute redistribution de la subvention.

ARTICLE 4 - AUTRES MOYENS MIS A DISPOSITION

Le Département met à disposition de Corrèze Tourisme à titre gratuit des locaux situés à la Maison du Tourisme - 45 quai Aristide Briand à Tulle. Une convention spécifique est prévue à cet effet.

Corrèze Tourisme bénéficie du réseau informatique administré par le Département. Par ailleurs, le Département fournit gratuitement l'équipement et les applications/logiciels informatiques et téléphoniques (installation et renouvellement) des agents du Département mis à disposition de Corrèze Tourisme selon les mêmes dispositions que celles applicables aux services de la collectivité.

Hors personnel mis à disposition, le service système d'information du Département peut être amené à réaliser plusieurs types de prestations à titre gratuit :

- installation et maintenance de l'outil informatique acquis par « Corrèze Tourisme » sous réserve que les achats soient décidés en concertation.

- installation d'applications et de logiciels spécifiques aux besoins de « Corrèze Tourisme » et financés par elle.

Les salariés de Corrèze Tourisme bénéficient de la possibilité d'accéder ponctuellement à la flotte des véhicules du Département.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION

En dehors des obligations fiscales et légales, Corrèze Tourisme devra fournir un document comptable dûment validé par son expert-comptable comportant les éléments destinés à faciliter le contrôle de l'utilisation des subventions accordées.

Corrèze Tourisme et le Département organisent, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des signataires, au moins une fois par an, une réunion d'information et de travail sur l'application de la présente convention.

Corrèze Tourisme devra informer le Département de toute demande de subvention déposée auprès de structures tiers. Ces aides devront être intégrées dans le budget de l'exercice.

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugerait utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du respect de ses engagements vis à vis du Département, tels que définis dans la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS STATUTAIRES

Corrèze Tourisme s'engage à informer le Département de toute modification intervenant en matière statutaire.

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention est conclue pour l'année civile et prendra fin le 31 décembre 2021.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Tulle, le 23 avril 2021

Jean-Claude LEYGNAC

Pascal COSTE

Président de Corrèze Tourisme

Président du Département

Réunion du 23 avril 2021

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE : INFRASTRUCTURES, USAGES ET NUMERIQUES - PROGRAMMATION 2021

RAPPORT

"L'objectif, c'est 100 % des foyers de Corrèziens raccordés en 2021".

En 2016, si l'idée d'une Corrèze fibrée à 100% paraissait impossible voire surréaliste, la réalité de 2021 est bien que la Corrèze est le premier département français à permettre à tous ses concitoyens, privés ou publics, ruraux ou urbains d'avoir accès à un réseau public de qualité et 100% fibre optique.

Il est bien là le pari gagné par le Conseil Départemental de la Corrèze en 2021.

C'est un pari gagné en termes de travaux : avec un déploiement sur 42 mois qui compte plus de 13 000 kms de fibre déployée, 44 NRO installés et 210 "plaques fibre" exploitées pour les 100 000 foyers / entreprises corrèziens situés en dehors des agglomérations réservées aux opérateurs privés qui sont, pour elles, encore en chantier.

C'est un pari gagné dans le contexte sanitaire d'aujourd'hui : cela nous montre à quel point un accès internet de qualité, grâce à la fibre, est devenu un gage de lien social, de développement culturel, d'attractivité territoriale, de compétitivité et de développement économique. La Corrèze est aujourd'hui, à ce titre, un département précurseur.

C'est un pari gagné au-delà du simple accès à Internet : la Corrèze est dorénavant un département novateur et doit maintenant se tourner vers l'avenir et orienter ses actions pour devenir une véritable "laboratoire numérique".

C'est un pari gagné grâce au soutien actif et sans failles des EPCI corrèziens : cela montre que lorsque la puissance publique veut porter un projet et fédérer tous les acteurs publics autour, elle sait le mener à bien et sait se montrer plus efficace que les déploiements initiés par le privé en respectant un calendrier et en tenant les engagements qu'elle a pris quelques années en arrière.

Ce pari né en 2016 a conduit à la concrétisation d'un plan d'aménagement numérique volontaire et de qualité dans notre département pour permettre aux Corrèziens d'être 100% fibrés en 2021.

I - Infrastructures Haut Débit / Très Haut Débit



1. Le Programme 100% fibre 2021: 100% des zones seront commercialisées au 30 juin 2021

Depuis 2018, 210 plaques seront ouvertes à la commercialisation et 224 communes seront commercialisées au 30 juin 2021.

2018	2019	2020	2021	TOTAL
0 prise	2 445 prises commercialisées	38 059 prises commercialisées	58 807 prises commercialisées	99 311 prises commercialisées

Pour chacune des zones, tous les élus ont pu bénéficier d'un temps d'information conjointement avec le Syndicat Mixte DORSAL et l'exploitant du réseau : La Fibre Nouvelle Aquitaine (LFNA), permettant de répondre à toutes leurs questions et leur présentant les différentes étapes du projet après travaux, à savoir :

- recette de zone : vérification par LFNA de la continuité optique,
- commercialisation : quand et avec quels fournisseurs,
- raccordement : comment bien préparer son raccordement, quelles prestations sont réalisées...,
- vie du réseau : déclarer un dommage, préparer l'avenir...

Pour toutes les plaques, en remplacement des réunions publiques qui n'ont pas pu se tenir du fait de la COVID-19, une communication a pu être initiée auprès de tous les administrés concernés par une ouverture commerciale de plaque fibre avec la distribution, par les élus locaux, d'un courrier leur indiquant leur éligibilité à la fibre ainsi que des éléments d'information sur le programme.

- Un taux de commercialisation au dessus des estimations

Avec un taux de commercialisation supérieur à 30% en 2020 (sans les réunions publiques) et, pour certaines communes, un taux qui dépasse la barre des 50%, la Corrèze répond largement aux prévisions de départ qui étaient de 24% sur l'année 2020.

Au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine, la Corrèze fait partie des départements ayant le plus fort taux de commercialisation mais surtout celui qui possède le plus de commandes en cours et qui feront l'objet d'une installation prochaine (37% sur l'ensemble de la Région).

Côté abonnements, la Corrèze compte au 1^{er} mars 3 739 abonnés et 1 867 commandes.

- Des opérateurs présents dès l'ouverture commerciale

Les opérateurs sont bien au rendez-vous et un travail est réalisé chaque semaine entre les équipes du département et les opérateurs pour permettre une présence de tous les opérateurs dès l'ouverture commerciale d'une plaque fibre permettant ainsi aux administrés de pouvoir bénéficier d'un large choix d'offre et de pouvoir réaliser une mise en concurrence.

Tous les opérateurs connus sont présents sur le réseau public corrézien ainsi que ceux nommés "alternatifs" moins connus du grand public mais tout aussi attractifs en termes d'offre tarifaire.

- Anticiper pour éviter les échecs de raccordement

C'est le chantier à suivre après l'ouverture commerciale d'une prise. Si on estime que 89% des raccordements sont réalisés dès la première intervention, un travail quotidien est réalisé en interne pour anticiper les échecs et programmer une deuxième intervention dans les délais les plus rapides et acceptables.

Chaque opérateur dispose de sa propre gestion des raccordements :

- Orange : intervention SCOPELEC jusqu'au raccordement effectif,
- FREE : si échec au premier rendez-vous, intervention d'une équipe "expert" pour finaliser,
- Opérateurs alternatifs : raccordements pilotés par notre exploitant,
- Bouygues et SFR : pas encore présents sur le réseau public.

Les causes principales sont liés à des :

- problèmes d'infrastructures en domaine privée (fourreau cassé, élagage...),
- problème d'adressage,
- problèmes de génie civil en domaine public,
- défauts de continuité (fibre cassée).

2. Contribution DORSAL 2021

La cotisation du Département au budget principal de Dorsal, pour la section fonctionnement, est de 132 598 € pour 2021. L'augmentation de 19 000 € par rapport à la cotisation de 2020 s'explique par la fin de certaines subventions qui venaient atténuer le montant des cotisations des membres.

S'agissant du budget annexe Corrèze de Dorsal, toujours en section de fonctionnement, il a été décidé, lors du vote du budget 2021, que la contribution des membres pour 2021 serait ramenée à 0 € du fait du versement, en 2021, des redevances par la SPL NATHD mais aussi du fait du versement d'une nouvelle recette appelée la "recette poteaux Orange", qui représentent au total plus de 6 M€ de recette.

Ainsi, l'augmentation de la cotisation sur le budget principal de Dorsal a vu son impact compensé par une absence de contribution au budget annexe.

3. Redevances et avances remboursables du programme 100% fibre

Pour le projet 100% Fibre Corrèze 2021, le plan de financement d'un montant de 144 M€ porté par le budget annexe Corrèze de Dorsal s'appuie sur le versement de différentes subventions (FEDER, Région, FSN) versées pour partie à ce jour, sur 3 emprunts d'un montant de 20M€ ainsi que sur les avances remboursables versées par le CD19 et les EPCI. Les recettes attendues sur le budget annexe Dorsal sont les suivantes :

- Recette dite "poteaux Orange" : remboursement par Orange à DORSAL suite à la pose de nouveaux appuis par nos constructeurs en remplacement des appuis défectueux propriétés d'Orange (209€ par appui et plus de 16 000 appuis concernés)

=> 2,3 M€ au total (1,8M€ attendus pour 2021)

- Les redevances versées par la SPL NATHD à DORSAL :
 - Redevance n°1 : nombre de prises construites qui représentera à terme un versement de 500 000€ annuels sur le budget annexe Corrèze Dorsal dès 2022 (montant de 41 000€ en 2021 dans la mesure où ce calcul se fonde sur un prorata des constructions la première année) ;
 - Redevance n° 2 de "cofinancement" : intervient lorsque les opérateurs achètent une partie du réseau et qui représente un montant prévisionnel de 4,492 M€ pour l'année 2021 ;
 - Redevance n°3 : ne sera versée que lorsque la SPL NATHD atteindra son équilibre, soit probablement dès 2023.

Le Conseil Départemental ainsi que les intercommunalités verront leurs avances remboursables respectivement de 8,4M€ et 20M€ remboursées dès 2022 par le budget annexe Dorsal Corrèze (remboursement étalé sur 20 ans pour le Conseil Départemental et sur 10 ans pour les intercommunalités).

4. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du Département

Le cabinet O'Malley Consulting continue d'assurer sa prestation de mission d'assistance pour la mise en œuvre du programme 100% fibre 2021 en lien étroit avec le Directeur Général Adjoint et les équipes techniques du Département.

Conformément aux exigences de résultats imposées par le Département de la Corrèze, ce cabinet a fait part de son expertise (tant sur les volets technique, administratif, juridique, financier, organisationnel, humain que stratégique), permettant ainsi de prendre des décisions indispensables à la conduite du projet et à la signature du décompte général définitif.

Pour permettre la mise en œuvre de ces différentes missions tout en restant dans le cadre du marché, 200 000 € sont inscrits en dépense d'investissement sur le budget 2021 de la collectivité.

II – Téléphonie mobile

1. Appels à Projets zones blanches

Pour rappel, dans le cadre de la couverture des zones blanches téléphonie mobile (2G/3G), 2 programmes nationaux ont été lancés en 2016 :

- Appel à Projets "centres bourgs" : programme terminé, tous les sites sont activés
- Appel à Projets "1 300 sites stratégiques" :

Pour ce deuxième programme et pour rappel, le Conseil Départemental intervient en tant que maître d'ouvrage délégué. L'état d'avancement étant le suivant :

- Maître d'ouvrage : Commune de CLERGOUX
Domaine de Sédières (Clergoux) : site en service
- Maître d'ouvrage : Syndicat de la DIEGE
Domaine du Pont Aubert (Soursac) : travaux terminés - Mise en service été 2021 car dépend de la mise en commercialisation du réseau fibre

Pont de Lamirande (Soursac) : travaux terminés - Mise en service été 2021 car dépend de la mise en commercialisation du réseau fibre
- Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Pays d'UZERCHE
Plan d'eau de Meilhards : site en service
- Maître d'ouvrage : Communauté de Communes de Xaintrie Val'Dordogne
Les Tours de Merle (Saint Geniez Ô Merle) : travaux terminés - Mise en service d'ici mai 2021

Pour ce dernier programme et conformément à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée en 2017 entre le Département et les Maîtres d'Ouvrage déclarés ci-dessus, un premier remboursement a été réalisé sur le budget 2020 pour rembourser le surplus financé par la commune de Clergoux et la Communauté de Communes du pays d'Uzerche pour un montant total de 53 189 €. Pour les deux autres, 203 000 € sont affectés au titre de l'investissement sur le budget 2021 et permettront d'acquérir les pylônes + assise foncière.

2. New Deal : état d'avancement du programme

Pour rappel, en janvier 2018, le Gouvernement, l'Arcep et les opérateurs mobiles sont parvenus à un accord visant à généraliser la couverture mobile de qualité pour tous les Français. Pour la première fois, l'État fait le choix de prioriser l'objectif d'aménagement du territoire dans les critères d'attribution des fréquences mobiles, dont les droits arrivaient à échéance lors des prochaines années.

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) contrôle de manière indépendante le respect de chacune des obligations des opérateurs.

Pour le Département de la Corrèze, l'équipe projet dédiée au New Deal représentée par des membres de l'État, l'Association des Maires, les Syndicats d'Énergie (Diège / FDEE) et le Conseil Départemental, continue d'œuvrer dans le choix des communes en fonction des études lancées par les opérateurs sur proposition de l'équipe projet.

Ci-dessous, l'état d'avancement du programme et les communes retenues à date pour les 3 dernières années :

Date arrêté	Commune retenue	Opérateur Leader	État d'avancement	Quota
22-mars-19	Saint Bonnet Prés Bort	BT	Site en service	2019 - 7 sites
18-juil-19	Auriac	FREE MOBILE	Deb travaux 2 ^{ème} trimestre 21	
	Brignac la Plaine	FREE MOBILE	Travaux mi-mars	
	Meyrignac l'Eglise	FREE MOBILE	Deb travaux 2 ^{ème} trimestre 21	
	Moustier-Ventadour	FREE MOBILE	Fin de travaux 2 ^{ème} trimestre 21	
	Sainte Féréole	FREE MOBILE	Deb travaux 2 ^{ème} trimestre 21	
23-déc-19	Le Pescher	FREE MOBILE	Deb travaux 2 ^{ème} semestre 21	
31 mai 2020 (obligation 24 juin 2020)	Concèze	ORANGE	DP validée	2020 - 6 sites
	St Hilaire Foissac	BOUYGUES TELECOM	Terrain OK	
	St Merd de lappleau	BOUYGUES TELECOM	terrain ok - devis FDEE	
	St Martial de Gimel	ORANGE	DP validée	
	Sornac	BOUYGUES TELECOM	Début travaux courant mai 2021	
21-août-20	Chamberet	BOUYGUES TELECOM	Deb travaux 2 ^{ème} semestre 21	

1er janvier 2021	Chaveroche	FREE MOBILE	RDV mairie OK - Recherche terrain en cours	2021 - 5 sites ↓ (3 restants à identifier)
	Saint Bonnet la Rivière	ORANGE	Utilisation site TDF	
	Segonzac	FREE MOBILE	RDV mairie OK - Recherche terrain en cours	
	Gros Chastang	SFR	Recherche terrain en cours	
	Chaumeil	FREE MOBILE	Recherche terrain en cours	

Pour ce qui concerne le quota 2021, trois communes vont être identifiées avant la fin du premier semestre et clôturerons les quotas pour cette année.

Un travail va être entrepris avec l'équipe projet Corrèze pour identifier les sites sur les quotas 2022 / 2023 et 2024 (15 sites à retenir) année de fin du programme New Deal.

III – Les usages numériques au service DES CORREZIENS, POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Depuis mars 2020 la pandémie de la COVID-19 a bouleversé les comportements numériques partout dans le monde et a accéléré la transformation numérique. Des milliards d'internautes se sont retrouvés confinés, contraints de rester à la maison pour tenter de lutter contre la propagation du virus. Obligés de mettre un terme aux échanges physiques, ils se sont alors tournés vers Internet et les médias sociaux pour rester en contact avec leurs proches, s'informer, travailler, ou étudier à distance, depuis leur domicile.

L'usage des réseaux sociaux a explosé pendant le confinement : + 121% et + 155% en mars et avril 2020 par rapport à 2021 (source ARCEP). Les sites et applications d'information en ligne ont également connu un bond spectaculaire (+ 355% de visites en plus pour l'application BFMTV, les 15 et 16 mars 2020 – source ACPM), chacun cherchant les informations les plus actualisées sur l'évolution du virus et les mesures à prendre pour limiter sa propagation.

Les plateformes de streaming (vidéos en ligne, à la demande), comme Netflix ou Youtube ont également rencontré un grand succès et ont multiplié leur nombre d'abonnés.

Les outils et plateformes de visioconférence tels que Zoom, Teams ou Skype ont également connu un vif intérêt. Elles ont permis la poursuite des activités à distance : télétravail, cours et études en ligne, ou loisirs comme les séances de sport ou de cuisine...

Cette crise de la COVID a rendu le numérique primordial et incontournable pour bon nombre de citoyens : commerces en ligne, liens avec les services publics, les familles et les amis, télémedecine, éducation, développement économique, développement des territoires.

Les usages se sont amplifiés, accélérés et vont s'inscrire dans la durée.

I - les usages numériques : développer les compétences

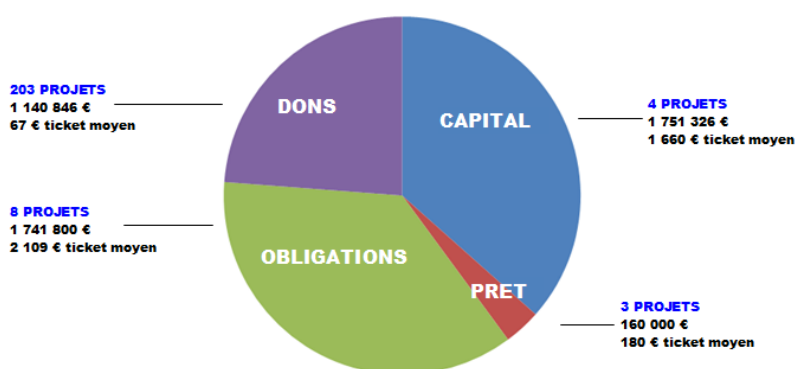
« Coup de pouce Corrèze », l'accompagnement au Financement Participatif

Le dispositif « Coup de Pouce Corrèze », mis en place au cours du second semestre 2015, vise à faire connaître les différentes formes du financement participatif afin d'aider les projets corréziens. Ce dispositif est complété par un accompagnement individuel aux porteurs de projets pour qualifier leurs campagnes ou leurs levées de fonds.

Ce dispositif repose sur :

- un accompagnement individuel pour qualifier les projets aussi bien en termes de préparation de collecte que d'animation des communautés propres à chaque porteur de projet ;
- un portail permettant d'agrèger tous les projets corréziens pour accéder à l'activité crowdfunding en temps réel (www.coupdepouce-correze.fr) ;
- un relais de communication des collectes en cours via les réseaux sociaux.

Bilan du programme « Coup de Pouce Corrèze » (2016 au 1er janvier 2021)



81 % taux de réussite

En termes d'activités :

- * 511 projets repérés et/ou accompagnés ;
- * 270 projets mis en ligne, soit un taux de transformation d'un projet sur 2 ;

* 218 collectes réussies soit un taux de réussite de 81 %.

En termes de mobilisation :

* Plus de 19 800 contributeurs ;

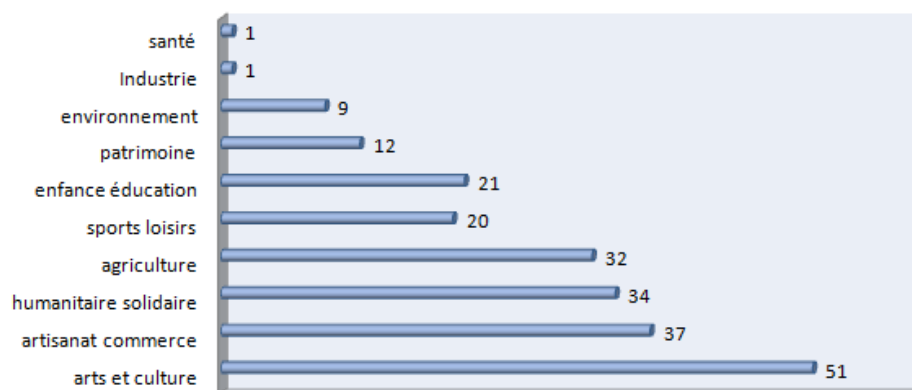
* des montants levés, chaque année, de plus en plus importants :

2016	2017	2018	2019	2020
34 collectes	45 collectes	45 collectes	45 collectes	49 collectes
645 306,00 €	779 218,00 €	863 298,00 €	932 558,00 €	1 573 592,00 €

* de nombreux secteurs d'activité sont bien représentés.

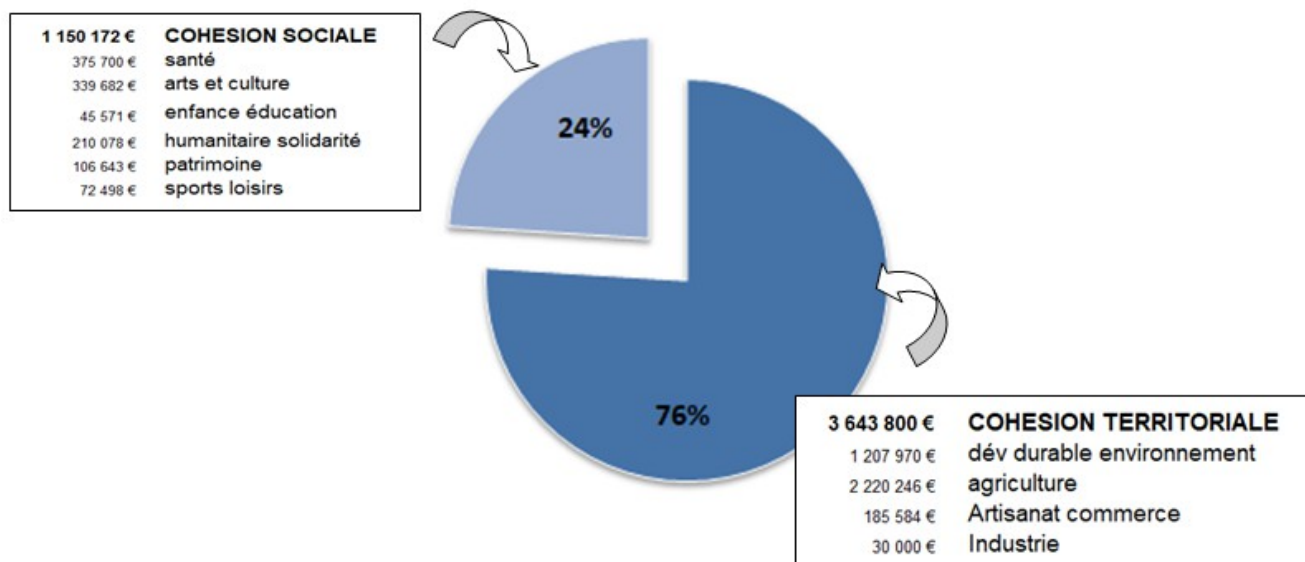
Le secteur culturel (édition, BD, ouvrages photographiques, musique, réalisation de clips vidéos, documentaires) demeure très bien représenté. A noter toutefois que, sur l'année 2020, ce sont surtout les dossiers agricoles, artisanat et commerce, mais également des dossiers relevant de la solidarité (avec les cagnottes d'entraide) qui ont connu une nette augmentation.

Nombre de dossiers par secteur d'activité

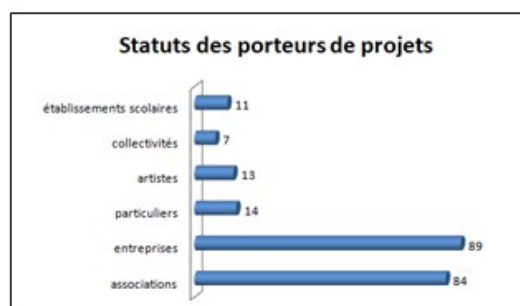


En termes d'impact financier sur le territoire avec au global 4,79 M€ mobilisés sur ces projets.

La répartition de ces sommes est faite selon la nature des projets qui concourent à renforcer l'attractivité des territoires et les actions sociales :



Portage de projets : 81 % (+3%) des projets sont portés par des entreprises et des associations, consolidant ainsi le réel soutien à l'économie et à l'activité sociale sur nos territoires par le financement participatif.



En termes de valeur ajoutée, pour les collectes en "don" :

- * Le dossier moyen est de 5 620 € (6 057 € en 2019) ;
- * La contribution moyenne est de 67 € (= en 2019, contribution moyenne niveau national : 58 €) ;
- * 84 contributeurs en moyenne par dossier (au niveau national, c'est 76 contributeurs en moyenne par dossier).

Les principales conditions de réussite des campagnes, sont :

- la disponibilité et le temps de préparation en amont d'une collecte ;
- la planification des actions de communication en termes de contenus et de cibles identifiées ;
- l'aisance à utiliser les outils numériques pour créer de la visibilité et de l'engouement auprès de chaque communauté des porteurs de projets.

Zoom sur quelques collectes/levées de fonds en 2020 :



Le dispositif « Coup de pouce Corrèze » bénéficie d'appuis et de partenariats nationaux dont l'association référent en la matière, Financement Participatif France. Cette association loi de 1901 a pour objectif la représentation collective, la promotion et la défense des droits et intérêts des acteurs de la finance participative (notamment auprès des autorités réglementaires) pour faire progresser le financement de projets (entrepreneuriaux, culturels, sociaux, humanitaires, etc.) par les citoyens, notamment en France.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le renouvellement annuel de l'adhésion de notre collectivité à cette association nationale. Le coût total de la proposition s'élève à 1 200 €.

BOOST Projets, l'accompagnement aux porteurs de projets

Pour aller plus loin que le « Coup de Pouce », le Conseil Département a validé le programme intitulé « BOOST Projets » lors de la séance du 14 février 2020.

Le programme initial prévoyait un accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets, selon 4 thèmes essentiels :

- le financement participatif,
- les usages du numérique,
- la Marque Origine Corrèze,
- les réseaux professionnels.

Plus de 30 Ateliers et rencontres professionnelles étaient programmés sur l'ensemble du département en 2020. Mais compte tenu de la crise sanitaire, ces Ateliers et ces Rencontres n'ont pas pu se dérouler comme prévu. Les séances ont été dématérialisées et se déroulent, depuis juin 2020, sous forme de webinaires pour la plupart d'entre elles. Seuls les Ateliers « savoir pitcher son projet » se sont déroulés en présentiel.

Au total, 94 Ateliers ont été organisés, depuis le 23 juin 2020. Ils ont rassemblé près de 700 participants. Une personne a suivi en moyenne 4 Ateliers. Les participants sont des porteurs de projets, des entreprises ou des associations. Le public est majoritairement féminin (73%). Les sujets relevant du bon usage de la communication numérique et des réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Pinterest) ont rencontré un vif succès, notamment en cette période de pandémie.

3) L'Inclusion numérique avec les Pass Numériques et les Conseillers Numériques

La Commission Permanente en date du 23 octobre 2020 a adopté à l'unanimité l'acquisition et le déploiement de Pass Numériques permettant de financer des formations au numérique pour :

- les jeunes éloignés de l'emploi,
- les séniors,
- les porteurs de projets.

Ce dispositif de Pass numériques se matérialise par des carnets de cinq chèques (appelés Pass Numériques) d'une valeur de 10€ chacun, sur le modèle des tickets-restaurant. Il donne aux bénéficiaires le droit d'accéder (dans des lieux préalablement qualifiés APTIC) à des services d'accompagnement numérique. En échange, la structure qui a accompagné la personne détentrice du Pass numérique, est contre-payée de la valeur du Pass. En pratique, les personnes reçoivent un carnet de Pass numériques et peuvent ensuite participer à un ou plusieurs ateliers d'initiation ou de perfectionnement au numérique dans des structures de proximité préalablement qualifiées.

Ce dispositif permet ainsi aux structures de médiation numérique d'être rémunérées pour les services d'accompagnement qu'elles délivrent, et donc d'être consolidées financièrement. Pour se qualifier "Pass numérique", ces structures doivent référencer leur offre de services et remplir des conditions d'éligibilité. Il existe à ce jour en Corrèze, deux structures qualifiées "Pass numérique": Les Bains Douches Numériques à Tulle et Le 400 à Brive. D'autres structures sont en cours de labellisation.

Le Département va donc distribuer 5 400 Pass Numériques sur deux ans : 2021 et 2022.

Compte tenu du contexte encore peu favorable à l'organisation de formations en présentiel, les séances se dérouleront, les premiers mois, sous forme de webinaires (visioconférences).

Cette action se déroule en partenariat avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, Pôle Emploi, Les Bains Douches Numériques, Le 400, et Génération Mouvement pour l'accompagnement des séniors.

Pour compléter ces actions de médiation numérique auprès des publics cibles que sont :

- les jeunes et les familles,
- les séniors,
- les porteurs de projets et les entreprises (au sens large).

Il est envisagé de faire appel à 3 conseillers numériques.

Leur rôle et leurs missions sont définis dans le Plan de relance du Gouvernement qui a ouvert aux collectivités une plateforme, dès janvier 2020, pour recruter 4 000 conseillers numériques au niveau national. Leur mission est d'initier, former et aider le maximum de citoyens, notamment ceux les plus éloignés ou les moins familiarisés avec les outils numériques. L'État finance la rémunération de conseillers numériques à hauteur de 50 000€. Après une formation (prise en charge par l'État), ils auront la responsabilité de former des citoyens aux usages numériques du quotidien (échanger avec des proches, suivre la scolarité de son enfant, acheter en ligne, travailler à distance, consulter un médecin), mais aussi à la dimension citoyenne du numérique (protéger ses données, vérifier les informations). Ils organiseront les formations dans des lieux de proximité comme les Maisons du Département, les bibliothèques, les centres sociaux, ou encore les mairies.

Les programmes de formation seront personnalisés en fonction du niveau des apprenants (débutant ou confirmé) et du public-cible (jeunes/familles, séniors et porteurs de projets/entreprises).



4) « La Corrèze dans ma poche », une application multiservices pour les citoyens en faveur de l'attractivité du territoire

Afin de faciliter le quotidien des Corrèziens et la découverte du territoire par les visiteurs, il est envisagé de créer un application Smartphone regroupant de nombreuses informations pratiques, pertinentes et des services, comme le suivi de son dossier avec le Conseil départemental.

Cet outil vise à renforcer les actions d'attractivité du territoire déjà engagées en offrant un support technique.

Cette application offre un bouquet d'informations telles que : Evénements, Alertes, « Autour de moi », « mon Département me parle », numéros d'urgence, signalements, tous les lieux utiles (restaurants, hôtels, musées, sites remarquables, collèges, équipements sportifs, info mairies, info trafic, météo, info ciné...).

L'application n'est pas une simple compilation de données statiques mais elle vise l'information géolocalisée, en temps réel sur tout le département, pour rendre un service de proximité à l'internaute.

La rubrique « Autour de moi » permettra de trouver des lieux de visite, des équipements, des restaurants, des hôtels, où consommer local et tous les services publics, selon la localisation.

Cette application sera personnalisable pour chaque utilisateur qui pourra choisir les thèmes qui l'intéressent et les faire « remonter » sur l'écran d'accueil de l'application.

Grâce à cette application, les Corrèziens pourront connaître, durant l'hiver, en temps réel, les conditions de circulation et le passage des saieuses.

Toutes les informations utiles sur la Corrèze seront « dans ma poche ».

5) L'incitation à la participation active des citoyens

Pour la cinquième année consécutive, le Département a soumis aux choix et à l'avis des Corrèziens, des orientations et des propositions d'actions qui engagent financièrement la collectivité. Cette consultation mise en ligne du 20 janvier au 10 février a permis à près de 600 personnes de s'exprimer.

Les avis des Corrèziens sont pris en compte dans la mise en place des actions de la collectivité. Des estampilles « avis validé » sont insérées dans les rapports dédiés aux différentes politiques départementales.

Le bilan de la consultation des corrèziens, sur le Budget Participatif 2021, est présenté dans le rapport n° 306 « Budget Primitif du Département pour 2021 ».

Le Conseil Départemental réuni le 14 février 2020 avait validé le principe d'impliquer également les jeunes dans cette démarche de participation et d'engagement citoyen, à travers le projet de Budget Participatif des collèges. Malheureusement, les périodes successives de confinement n'ont pas permis de lancer le projet qui pourrait être reporté à la rentrée scolaire en septembre 2021, si les conditions sanitaires le permettent.

6) Le numérique au service du lien social

Un réseau dit « social » est un « agencement » de liens, de relations, d'échanges entre des individus (et/ou des organisations) constituant un groupement qui a un sens : la famille, les collègues, un groupe d'amis, une communauté de passionnés sur un sujet... Ils ont toujours existé (les veillées d'autrefois, autour du cantou) et existent toujours à travers le monde.

La nouveauté avec l'avènement d'Internet, ce sont les outils qui facilitent l'organisation de ces réseaux sociaux. Les nouvelles technologies numériques (les outils et les réseaux informatiques) permettent de communiquer en permanence, facilement, rapidement, voire instantanément avec ses proches et d'entretenir ses relations mêmes si elles sont « perdues de vue ». Mais l'intérêt supplémentaire de ces services est la possibilité qu'ils donnent d'entrer en relation avec des personnes inconnues.

Loin de dé-sociabiliser en retenant l'internaute devant son écran, ces réseaux doivent être un point de départ pour des échanges, de vrais échanges réels dans la vie de tous les jours : une rencontre dans le cadre d'une activité ou d'une passion commune, d'une sortie, d'un service, d'un loisir, d'un événement, d'une association et qui sera l'occasion de faire d'autres rencontres.

Comment ces réseaux sociaux virtuels peuvent-ils être mis à la disposition du lien social, pour le créer, le renforcer, le faire perdurer, et pour lutter contre l'isolement et la solitude des personnes âgées par exemple ?

L'idée de créer un réseau social spécifique pour les seniors en Corrèze est ainsi née. Cette idée, initiée par le Département, a été présentée et discutée avec la Fédération Générations Mouvement, convaincue de l'importance d'avoir à s'engager dans la transformation numérique. Validé par la Conférence des Financeurs le 15 septembre 2020, ce réseau est en cours de création. Les services du Département accompagnent Génération Mouvement dans l'élaboration et l'appropriation de ce nouvel outil. En effet, après avoir été formés à l'utilisation des tablettes numériques, les adhérents de Génération Mouvement pourront mettre en pratique leurs connaissances pour participer activement au réseau social seniors.

L'objectif de ce réseau social séniors est de pouvoir échanger, s'informer, dialoguer, sur n'importe quel sujet, entre les membres de son Club des aînés ou en dehors.

De plus, l'avantage de créer un Réseau Social indépendant des géants du web comme Facebook et développé en Corrèze, est de garantir aux membres que leurs données seront en France, sur des serveurs sécurisés, ne feront pas l'objet de démarches commerciales et ne seront pas utilisées à d'autres fins. L'Administration de ce réseau sera confiée à Génération Mouvement qui gèrera les inscriptions et pourra en garantir le bon usage.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
DORSAL / Désenclavement Numérique (cotisation + intérêt emprunt)	110 000 €	113 011 €	140 000 €
Téléphonie Mobile - Maintenance des sites	5 000 €	4 996 €	5 200 €
AMENAGEMENT 100% FIBRE	409 3312 €	404 078,99 €	289 807 €
Dont Emprunt 1 (5 M€) – remboursement intérêts Dont Emprunt 2 (15 M€)- remboursement intérêts	319 312 €	222 253,13 €	277 807 €
dépenses diverses : cotisation budget annexe	90 000 €	181 825,86 €	12 000 €
Financement Participatif (héritage CDR économie)	5 000 €	4 350 €	5 000 €
Budget Participatif (héritage CDR budget comptabilité)	20 000 €	15 681,60 €	20 000 €
Usages et Services Numériques 2019 / 2021	85 000 €	6 295,59 €	85 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 043 624 €	952 493,28 €	834 814 €
Pass Numériques			30 000 €
Usages et Services Numériques 2019 / 2021		3 000 €	
CyberCorrèze		26 275 €	
DORSAL / Désenca.Num (loyers télétravail Égletons, sites téléphonie...)	4 000 €	4 182 €	4 200 €
AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE 2021 - Convention Amo	412 000 €	411 884 €	102 996 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	416 000 €	445 441 €	137 196 €
DORSAL Sdan Pilote	60 000 €	4 987 €	10 000 €
DORSAL / Schéma d'Aménagement Numérique (subvention HD)	€	0 €	0 €
Téléphonie mobile - Maintenance des sites	7 500 €	2 265 €	5 000 €
Couverture téléphonie mobile - sites prioritaires	120 000 €	53 189 €	203 000 €
Aménagement Numérique - 100% fibre 2021	1 622 500 €	1 367 702 €	1 387 500 €
Divers		€	
Participations CD19 pour l'achat de parts sociales SPL	187 500 €	187 500 €	187 500 €
Marché O'Malley	435 000 €	180 202 €	200 000 €
Subvention et/ou avance remboursable		€	
Avance remboursable			
Emprunt 1 (5 M€) – remboursement capital	250 000 €	250 000 €	250 000 €
Emprunt 2 (15 M€) – remboursement capital	250 000 €	250 000 €	250 000 €
Emprunt 3 (10 M€) – remboursement capital	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Usages et Services Numériques 2019 / 2021	80 000 €	15 252,40 €	350 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 890 000 €	1 443 397 €	1 955 500 €
Couverture téléphonie mobile - sites prioritaires	€		
Aménagement Numérique - 100% fibre 2021	€		
Subvention et/ou avance remboursable		104 990 €	
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT		104 980 €	

En résumé :

Les engagements au titre de l'exercice 2021 portent sur les enveloppes ci après :

Enveloppe dépenses de fonctionnement

- AP 2001P018E33 : Participation statutaire DORSAL
- AP 2016P047E02 : Maintenance des sites 2015/2025
- AP 2017P007E15 : Participation emprunt intérêts
- AP 2017P007E13 : Participation emprunt intérêts
- AP 2017P007E08 : Participation emprunt intérêts
- AP 2017P007E03 : Aménagement numérique 100% fibre dépenses diverses
- EPF 2015P033E02 : financement participatif 2016/ 2021
- EPF 2016P070E01 : Budget participatif 2016/ 2021
- EPF 2019P013E01 : Usages numériques

Enveloppe dépenses d'investissement :

- AP 2015P045E01 : SDAN Pilote
- AP 2016P047E07 : téléphonie infrastructures passives
- AP 2016P057E01 : couverture téléphonie mobile
- AP 2017P007E04 : Programme 100% fibre
- AP 2017P007E14 : Participation emprunt capital
- AP 2017P007E12 : Participation emprunt capital
- AP 2017P007E07 : Participation emprunt capital
- AP 2017P007E02 : Aménagement numérique 100% fibre SPL
- EPI 2019P013E02 : Outils numériques 2019/2021

Enveloppe recettes de fonctionnement :

- AP2016P047E01 : recouvrement divers
- AP2017P007E19 : Recettes diverses
- EPF2019P013E03 : Recettes diverses

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	834 814 €	137 196 €
INVESTISSEMENT	1 955 500 €	0 €
TOTAL	2 790 314 €	137 196 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE : INFRASTRUCTURES, USAGES ET NUMERIQUES - PROGRAMMATION 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/204 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Hélène ROME, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est proposée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle AMENAGEMENT NUMERIQUE 2021 Infrastructures, Usages et Numériques.

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
CELLULE THD		
FONCTIONNEMENT	724 814 €	107 196 €
INVESTISSEMENT	1 605 500 €	0 €
Sous Total THD	2 330 314 €	107 196 €
DIRECTION de la transition numérique		
FONCTIONNEMENT	110 000 €	30 000 €
INVESTISSEMENT	350 000 €	
Sous Total DTN	460 000 €	30 000€
TOTAL	2 790 314 €	137 196 €

Article 2 : sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans la présente délibération.

Article 3 : est approuvé le renouvellement de notre adhésion annuelle à Financement Participatif France pour 2021 pour un montant de 1 200 €.

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.23

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1645-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

BATIMENTS ET MOYENS GÉNÉRAUX - DOTATIONS 2021

RAPPORT

La poursuite de l'effort d'investissement et de soutien à notre tissu économique local demeure parmi les enjeux prioritaires du Conseil Départemental.

L'année 2020, quelque peu atypique, n'a pas remis en cause notre détermination à investir massivement en 2021, afin de moderniser notre parc immobilier. Au travers de différents "Plans de Relance", il s'agit de soutenir la compétitivité et le dynamisme de nos petites et moyennes entreprises locales.

La restructuration des collèges d'Argentat et d'Allasac, mais aussi l'élaboration d'un plan de relance énergétique de nos collèges visant à améliorer les conditions de scolarité, illustrent la volonté de notre collectivité en matière de modernisation de notre patrimoine bâti.

Au-delà des aspects réglementaires et sécuritaires, nos efforts seront poursuivis dans la maîtrise des dépenses de fonctionnement malgré l'augmentation constante des coûts énergétiques et de viabilité économique.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces principes, je vous propose d'affecter :

En dépenses :

- 8 560 800 € de crédits de paiement pour les Bâtiments (dont 4 910 800 € au titre de l'investissement et 3 650 000 € au titre du fonctionnement),
- 660 000 € de crédits de fonctionnement pour les Affaires Juridiques,
- 1 760 300 € de crédits de paiement pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées (dont 784 000 € au titre de l'investissement et 976 300 € au titre du fonctionnement).

En recettes :

- 1 420 000 € de crédits de paiement pour les Bâtiments
- 115 000 € de crédits de paiement pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées



I - DES INVESTISSEMENTS ROBUSTES POUR MODERNISER NOTRE PARC IMMOBILIER : 4 910 800 €

A - INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS

Afin de moderniser nos collèges en les rendant plus fonctionnels, les investissements répartis sur l'ensemble du territoire nécessitent des crédits de paiement à hauteur de **3 075 800 €**.

Cette affectation est répartie en trois temps comme suit :

⇒ Dans un premier temps, un plan d'accompagnement "COVID 19" voté en 2020 nous permet notamment de lancer la restructuration globale du collège d'Argentat, ainsi que la création d'une nouvelle demi-pension et 4 salles de classe au collège d'Allasac. Ces opérations de modernisation pour l'une et d'adaptation aux nouveaux besoins pour l'autre, mobiliseront respectivement **450 000 €** et **312 000 €** de crédits de paiement pour l'année 2021.

L'Autorisation de Programme 2020-2025 concernant le collège d'Allasac sera abondée de 500 000 € et passera de 1 500 000 € à 2 000 000 €.

⇒ Dans un second temps, un plan de relance énergétique destiné à réduire l'émission de gaz à effet de serre et maîtriser les consommations est également engagé pour des opérations du type remplacement de menuiseries extérieures, rénovation de chaufferie, isolation des planchers bas et rénovation de l'éclairage actuel en ampoule LED. Ces opérations mobiliseront **830 000 €** de crédits de paiement.

Ce Plan de Relance Énergie comporte notamment une nouvelle mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en stratégie énergétique. Il s'agit d'un important travail d'expertise sur l'ensemble des collèges dans un objectif d'optimisation de la performance énergétique, représentant 100 000 € de crédits de paiement.

L'Autorisation de Programme votée en 2020 sera abondée de 2 005 000 € et passera donc à 2 375 000 €.

⇒ Dans un troisième temps, la modernisation de nos collèges nécessitera des opérations d'investissement concernant, le clos et le couvert, la sécurisation et les aspects réglementaires. Elles mobiliseront :

➤ **290 000 €** de crédits de paiement pour la *nouvelle Autorisation de Programme proposée au titre de 2021, pour un montant de 770 000 €.*

Les crédits de paiement pour l'essentiel des opérations se déclinent de la façon suivante :

- La réfection du système de Sécurité Incendie à Jean Lurçat de Brive et Armande Baudry de Seilhac pour **90 000 €**.
 - Le déplacement de l'infirmier de Jean Moulin de BRIVE pour **110 000 €**.
 - La première tranche des travaux de sécurisation au collège Voltaire d'USSEL pour **75 000 €**.
- **893 800 €** de crédits de paiement nécessaires pour couvrir les Autorisations de Programme d'Investissement antérieures.

Pour effectuer ces opérations l'Autorisation de Programme votée en 2020 pour un montant de 1 273 500 € sera abondée de 221 000 € soit un nouveau montant de 1 494 500 €.

Les crédits de paiement pour l'essentiel des opérations se déclinent de la façon suivante :

- 1^{ère} tranche des travaux de modernisation du collège Armande Baudry de Seilhac, construction d'un préau et réfection de la passerelle pour **130 000 €**.
 - Achèvement des travaux pour la création de sanitaires et vestiaires au collège Jean Lurçat de Brive pour **100 000 €**.
 - Réalisation de la 2^{ème} tranche de la restructuration globale des sanitaires filles et garçons au collège Georges Clémenceau de Tulle pour **100 000 €**.
 - Démarrage des travaux de modernisation du collège Léon Dautrement de Meyssac avec l'agrandissement du préau et la restructuration du foyer pour **70 000 €**.
 - Participation, par convention avec la Région Nouvelle-Aquitaine, pour la restructuration de la cité scolaire d'Arsonval de Brive dédiés pour **458 800 €**.
- **50 000 €** de crédits de paiement sont nécessaires en 2021 pour couvrir une *nouvelle Autorisation de Programme d'Investissement 2021-2023 consacrée à la réalisation des divers diagnostics réglementaires pour un montant pluriannuel de 100 000 €*.
- **80 000 €** de crédits de paiement sont nécessaires en 2021 pour couvrir une *nouvelle Autorisation de Programme d'Investissement 2021-2024 consacrée à l'équipement des cuisines des collèges pour un montant pluriannuel de 320 000 €*.
- **150 000 €** sont nécessaires au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement pour permettre de répondre aux besoins divers et imprévus non programmables, ainsi que **20 000 €** pour achever la dernière tranche d'installation des défibrillateurs.

Le détail de la programmation des investissements dans les collèges publics figure en unique annexe à ce rapport budgétaire.

B - BATIMENTS ET MOYENS DES SERVICES

La somme de **1 212 000 €** est affectée au programme "Bâtiments et Moyens des Services", répartie de la façon suivante :

- Pour les **bâtiments administratifs**, **322 000 €** de crédits de paiement devront couvrir :
 - Les opérations concernées par le "Plan de Relance Énergétique" :
 - Une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage "Stratégie Énergétique" sur l'ensemble des bâtiments avec **30 000 €** en 2021 correspondant à une opération pluriannuelle, pour une Autorisation de Programme à hauteur de 260 000 €.
 - Une opération visant à remplacer des éclairages vétustes et consommateurs par des équipements LED concernant l'ensemble des bâtiments avec **50 000 €** en 2021, correspondant à une opération pluriannuelle pour une Autorisation de Programme à hauteur de 200 000 €.
 - Les opérations de modernisation pour un montant de **242 000 €** concernent principalement la réfection audio-visuelle et les éclairages pour la salle Charles Ceyrac et les équipements de la salle du Centre Opérationnel Routier (Routes 4.0) à Marbot, ainsi que la création de bureaux administratifs. La somme de 40 000 € est prévue pour des travaux divers et urgents.

Une nouvelle Autorisation de Programme d'Investissement consacrée à la rénovation des locaux est proposée à hauteur de 150 000 €.

- Pour les **bâtiments techniques**, **395 000 €** permettront notamment la modernisation des Centres d'Entretien Routes Bâtiments Fibre (CERBF) de Neuvic et d'Argentat. La somme de 70 000 € est allouée aux travaux divers et urgents.

Une nouvelle Autorisation de Programme d'Investissement consacrée à la restructuration des CERBF est proposée à hauteur de 640 000 €.

- Pour les **bâtiments sociaux**, un montant de **160 000 €** permettra de couvrir les dépenses engagées concernant notamment :
 - Des prestations d'occultation sur les sites d'Uzerche et d'Argentat ;
 - Des travaux d'aération et de rafraîchissement des locaux pour Ussel et Brive-Est ;
 - L'achèvement de la réfection de l'ascenseur à la MDPH.

"L'immeuble CCI" à Brive doit faire l'objet d'une importante restructuration portant notamment sur la sécurisation, l'accessibilité et la sécurité incendie. De ce fait et en notre qualité de copropriétaire, la **MSD de Brive-Centre** génère une participation du Département à hauteur de **41 000 €**.

La somme de 20 000 € est réservée pour les travaux divers et urgents et 2 000 € pour la poursuite de la mise en place des DAE (dernière tranche).

- Pour les **Maisons du Département et des Services Au Public (MDSAP)** 35 000 € sont inscrits en prévision notamment de la création des Maisons du Département. La somme de 15 000 € est prévue pour des travaux divers et urgents.
- Dans le cadre de la convention qui lie le Conseil Départemental et le laboratoire Qualyse à propos de l'exécution de travaux de modernisation du bâtiment du **Laboratoire Départemental d'Analyses**, des crédits de paiement devront couvrir la participation du Département à hauteur de 300 000 €. L'autorisation de programme 2018 -2020 sera prorogée d'un an soit jusqu'en 2021.

C - INVESTISSEMENT SUR LES SITES CULTURELS ET SPORTIFS

Une enveloppe de 383 000 € de crédits de paiement est consacrée à ce programme.

Un Plan de Relance concerne des investissements structurants visant à renforcer l'attrait du site de l'Espace 1 000 Sources à Bugeat, avec notamment la rénovation des façades et circulation, des vestiaires du gymnase, la sécurisation de la piste d'athlétisme et des tribunes, ainsi que la réhabilitation de plateaux sportifs. 120 000 € seront consacrés aux façades en 2021 et 20 000 € pour poursuivre des travaux d'étanchéité.

Une Autorisation de Programme 2021 - 2023 est proposée à hauteur de 600 000 €.

Les sites culturels sont concernés à hauteur de 170 000 € principalement répartis de la façon suivante ; 40 000 € pour la sécurité incendie aux Archives Départementales, 80 000 € pour la sécurisation électrique du site de Sédières et 50 000 € de modernisation au Musée de Sarran.

Une somme de 70 000 € est destinée à couvrir les travaux divers et urgents ainsi que 3 000 € pour la poursuite de la mise en place de défibrillateurs (dernière tranche).

D - BATIMENTS TOURISTIQUES ET PERISCOLAIRES

Une somme de 10 000 € est affectée au financement des travaux divers et urgents.

E - CENTRES DE VACANCES

190 000 € de crédits de paiement concernent la 2ème tranche des travaux de ravalement des façades des chalets de **Chamonix** pour 80 000 €, ainsi que 90 000 € sur le site de **La Martière d'Oléron**, pour des travaux d'étanchéité, le bouclage "Eau Chaude Sanitaire" et l'installation d'une pompe à chaleur.

Une Autorisation de Programme d'Investissement 2021-2024 d'un montant de 325 000 € est proposée pour la rénovation des salles de bain et l'accessibilité du site de Chamonix.

Une somme de 20 000 € est affectée au financement des travaux divers et urgents.

F - GENDARMERIES

Une somme de 40 000 € est prévue pour couvrir les prestations relatives aux bâtiments des gendarmeries avec notamment des travaux d'étanchéité y compris une somme de 15 000 € affectée au financement des travaux divers et urgents.

G - AFFAIRES GÉNÉRALES ET ASSEMBLÉES

Sont prévus à ce titre 784 000 € en investissement répartis comme suit :

- 65 000 € pour les renouvellements de matériels à Marbot (garage, reprographie, cellule courrier, régie son...) ;
- 3 000 € pour les aménagements et les équipements à prévoir dans les Maisons du Département ;
- 716 000 € pour l'achat de 51 véhicules thermiques.

Depuis 2019, la collectivité procède au renouvellement de sa flotte automobile de véhicules légers, en engageant aussi une démarche de transition écologique et d'optimisation de la sécurité routière.

Son choix se porte sur des véhicules plus propres, en privilégiant des véhicules électriques ou sur des véhicules rejetant le moins de CO2 possible. Il est à préciser que sa flotte est désormais constituée de 15% de véhicules électriques. Ce choix judicieux entraîne une baisse des dépenses de carburant.

En fin d'année 2021, elle aura renouvelé plus de 80% de sa flotte soit 107 véhicules notamment :

- 21 véhicules thermiques en 2019,
- 35 véhicules thermiques et électriques en 2020,
- 51 véhicules thermiques en 2021.

II - DE LA STABILITE CONCERNANT NOS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le budget 2021 reste stable malgré les fortes augmentations dues aux fluctuations des coûts énergétiques. Ces dernières sont en partie minimisées par la maîtrise des dépenses d'entretien et un suivi rigoureux des consommations énergétiques.

L'enveloppe (identique à 2020) permet une répartition des crédits de paiement comme suit :

⇒ Des charges immobilières et administratives pluriannuelles pour un montant de 1 440 000 € sont affectées aux dépenses transversales de fonctionnement des bâtiments départementaux et réglées sur des marchés publics. L'augmentation est essentiellement due à la progression normale des prix de la commande publique.

⇒ Des dotations annuelles de fonctionnement en moyens généraux pour un montant de 2 150 000 € sont inscrites afin de pourvoir aux dépenses de viabilité et d'entretien des bâtiments, auxquelles il convient de rajouter les crédits pour les moyens généraux des Affaires Juridiques (660 000 €) et les Affaires Générales et Assemblées (976 300 €).

Ces crédits sont complétés par une enveloppe de charges de fonctionnement pour des travaux en régie d'un montant de 60 000 €.

A - LES CHARGES IMMOBILIERES ET ADMINISTRATIVES PLURIANNUELLES

Le montant proposé sur ce programme s'élève à 1 440 000 € en 2021 (identique à 2020).

Cette prévision est établie de la manière suivante :

- **Exploitation des installations thermiques** pour le site de Marbot (y compris le bâtiment E), la Maison du Tourisme et l'immeuble Ramon à Tulle à hauteur de 210 000 €. Ce montant impacté par les variations des prix de l'énergie demeure stable pour 2021.
- **Maintenance et assainissement des réseaux** à hauteur de 30 000 € qui permettront d'effectuer les contrôles et interventions préventives nécessaires, et de répondre aux urgences sur l'ensemble des sites.

Une Autorisation d'Engagement (AE) d'une durée de 4 ans est proposée pour un montant de 120 000 €.

- **Nettoyage des locaux** à hauteur de 445 000 € pour couvrir les dépenses des différents sites. *Une Autorisation d'Engagement (AE) d'une durée de 4 ans est proposée pour un montant de 3 000 000 €.*
- **Gardiennage** à hauteur de 75 000 € pour permettre de couvrir le gardiennage de l'Hôtel du Département Marbot et occasionnellement des sites touristiques ou culturels pendant les manifestations estivales en tant que de besoin.
- **Contrôles réglementaires obligatoires** à hauteur de 45 000 € afin d'exécuter les opérations de contrôle sur l'ensemble des bâtiments et divers matériels ayant un caractère obligatoire (contrôle des installations électriques, extincteurs...).
- **Maintenance multi-technique pour le site de Marbot** à hauteur de 120 000 € pour permettre la maintenance préventive et les petites réparations des divers équipements.

- Maintenance multi-technique des autres bâtiments départementaux à hauteur de 115 000 € afin de répondre aux dépenses préventives.
- Vérifications et maintenance des portes et portails automatiques des sites concernés à hauteur de 40 000 €.
- Maintenance des ascenseurs et monte-charges à hauteur de 20 000 €.
- Entretien des espaces verts à hauteur de 100 000 €.

Une Autorisation d'Engagement (AE) d'une durée de 4 ans est proposée pour un montant de 450 000 €.

- Contrat de chauffage dans les collèges à hauteur de 240 000 €.

B - DOTATIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT EN MOYENS GENERAUX

■ MOYENS GÉNÉRAUX POUR LES BÂTIMENTS

Pour tous les sites départementaux, ce programme englobe les charges d'entretien, d'achats d'énergie, les loyers ainsi que les taxes et impôts divers. Le montant proposé s'élève à 2 150 000 € en 2021 (identique à 2020).

Ces crédits sont ventilés par type de bâtiment de la façon suivante :

- Archives Départementales et Bibliothèque Départementale : la somme de 95 000 € est proposée pour le fonctionnement de ces sites.
- Espace 1 000 Sources et site de Sédières : 40 000 € sont nécessaires afin de pourvoir aux charges générées par ces deux bâtiments.
- Musées : 300 000 € sont proposés pour couvrir cette ligne budgétaire.
- Bâtiments techniques : 245 000 € sont inscrits afin de pourvoir aux charges de fonctionnement et d'entretien de ces sites vieillissants pour la plupart.
- Bâtiments sociaux : 245 000 € sont nécessaires pour couvrir les besoins de viabilité des différents sites départementaux.
- Bâtiments administratifs : 290 000 € sont nécessaires pour pourvoir aux charges de fonctionnement du site de Marbot et de la Résidence Turenne à Tulle.
- Gendarmeries : 630 000 € sont proposés dont 550 000 € au titre des loyers. Ce montant doit permettre de couvrir toutes les charges confondues relatives aux gendarmeries.

- **Maisons du Département et des Services au Public** : une enveloppe de 55 000 € est nécessaire pour couvrir les besoins de viabilité des différents sites.
- **Tourisme** : le budget de 160 000 € comprend les dépenses pour l'Aire de Service de Vitrac, la Maison du Tourisme à Tulle et les Ruines des Cars à St-Merd-Les-Oussines.
- **Collèges** : 70 000 € sont prévus pour répondre aux travaux urgents de fonctionnement des collèges relevant de la charge du propriétaire.
- **Site de Chamonix** : une enveloppe de 20 000 € est inscrite, en tenant compte qu'un loyer est demandé à l'ODCV pour un montant de 100 000 € annuel.

Au titre des recettes, est également inscrite la somme de 1 420 000 € générée par les loyers du patrimoine départemental.

■ MOYENS GÉNÉRAUX POUR LES AFFAIRES JURIDIQUES

Les moyens généraux des Affaires Juridiques incluent les **assurances** pour un montant de 580 000 € et **l'assistance et le conseil juridiques** pour un montant de 80 000 €, soit un total de 660 000 €.

➤ **Les assurances :**

Les crédits de paiement affectés aux assurances couvrent les primes annuelles des différents contrats d'assurance souscrits par la Collectivité, à savoir : Responsabilité Civile, Dommages aux Biens/Tous Risques Expositions, Flotte Automobile, Protection Juridique des agents et des élus et Risques Statutaires.

Concernant le contrat Responsabilité Civile, ils couvrent également :

- pour les sinistres dont le montant est inférieur au montant de la franchise prévue au contrat (300 € dans la plupart des cas) : l'indemnisation directe des victimes de dommages engageant la responsabilité du Département (usagers de la route, assistantes familiales, etc.) ou le remboursement à notre assureur des indemnisations dont il aura fait l'avance,
- pour les sinistres supérieurs au montant de la franchise, le remboursement à notre assureur des franchises dont il aura fait l'avance.

Au titre de l'année 2021, les crédits de paiement que je vous propose d'affecter aux assurances s'élèvent à 580 000 € (soit une hausse d'environ 11 % par rapport au BP 2020). Cette hausse fait suite à la remise en concurrence de l'ensemble des contrats d'assurances (à l'exception du contrat Responsabilité Civile) qui a eu lieu courant 2020 pour une prise d'effet des contrats au 1^{er} janvier 2021. Bien que la remise en concurrence ait conduit à une baisse de primes sur les contrats Flotte Automobile et Risques Statutaires, la prime du contrat Dommages aux Biens a, quant à elle, fortement augmentée. De plus, les cyber risques sont désormais assurés, alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant.

Les recettes d'assurances (remboursement de sinistres Dommages aux Biens) sont estimées à 30 000 € et seront réajustées lors de la décision modificative.

➤ **L'assistance et le conseil juridiques :**

Les crédits de paiement affectés à **l'assistance et au conseil juridiques** ont vocation à couvrir les frais engagés par la Collectivité pour l'assistance juridique (conseil auprès d'avocats spécialisés + abonnement à la base documentaire et de conseil Dalloz) et la défense de ses intérêts en cas de litiges ou contentieux.

Le conseil juridique et la gestion des contentieux étant désormais largement internalisés et le recours à des avocats étant limité à quelques dossiers complexes ou spécifiques, les missions de conseil et d'assistance, nécessaires à la sécurisation de nos actes et procédures et à la défense de nos intérêts, ont vocation à se situer à un niveau équivalent à 2020.

C'est pourquoi les crédits de paiement que je vous propose d'affecter à l'assistance juridique s'élèvent pour l'année 2021 à la somme de 80 000 € (identique à 2020).

➤ **Les affaires foncières :**

Actuellement prises en charge par la direction des Routes, les dépenses et les recettes liées aux affaires foncières (acquisitions et cessions) ont vocation, dans un souci de cohérence et de meilleur suivi des dossiers, à être gérées à court terme par le service Affaires Juridiques et Achats. Elles ont été inscrites pour 2021 au budget de la direction des Routes, laquelle nous délèguera les lignes correspondantes après le vote du budget.

A compter de 2022, ces dépenses et recettes seront prévues au budget du service Affaires Juridiques et Achats.

■ **MOYENS GÉNÉRAUX POUR LES AFFAIRES GÉNÉRALES ET LES ASSEMBLÉES**

Les crédits de paiement alloués en fonctionnement aux moyens généraux des Affaires Générales et Assemblées s'élèvent à 976 300 €.

Une gestion rigoureuse du budget et une maîtrise des coûts a permis de réduire les dépenses de carburant de 2.7% soit 27 300 € par rapport à 2020 qui est à mettre en corrélation avec son choix d'acquisition de véhicules électriques.

Toutefois, les dépenses de fonctionnement évoluent légèrement à la hausse en raison notamment des révisions de prix contenues dans certains marchés, en particulier ceux de fournitures administratives (papier, bureau, enveloppes à logo et timbres). En outre, malgré une diminution du volume de courriers, il est à noter que la constante augmentation des tarifs postaux ne permet pas de proposer une baisse de l'enveloppe budgétaire.

C - CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR TRAVAUX EN REGIE

Il est proposé de voter **60 000 €** dédiés à l'achat des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des travaux.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Bâtiments selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
CHARGES IMMOBILIÈRES ET ADMINISTRATIVES PLURIANNUELLES	1 440 000 €	1 380 027,64 €	1 440 000 €
DOTATIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT EN MOYENS GÉNÉRAUX	2 150 000 €	1 873 829,91 €	2 150 000 €
CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR TRAVAUX EN RÉGIE	60 000 €	57 763,82 €	60 000 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 650 000 €	3 311 621,37 €	3 650 000 €
DOTATIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT EN MOYENS GÉNÉRAUX	1 365 000 €	1 450 352,03 €	1 420 000 €
BATIMENTSTOURISTIQUES ET PERISCOLAIRES	Néant	110 680	Néant
GENDARMERIES	Néant	100 000,00 €	Néant
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 365 000 €	1 661 032,03 €	1 420 000 €
BÂTIMENTS ET MOYENS DES SERVICES	1 169 000€	1 060 843,15€	1 212 000 €
GENDARMERIES	50 000 €	47 922,49 €	40 000 €
BÂTIMENTS TOURISTIQUES ET PÉRISCOLAIRES	70 000 €	19 045,51€	10 000 €
INVESTISSEMENT DANS LES COLLÈGES PUBLICS	1 685 600 €	1 395 866,10 €	3 075 800 €
INVESTISSEMENT SUR LES SITES SPORTIFS, CULTURELS ET TOURISTIQUES	319 000 €	318 194,75 €	383 000 €
CENTRES DE VACANCES	142 000 €	117 864,70 €	190 000 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	3 435 600 €	2 959 736,70 €	4 910 800 €
INVESTISSEMENT DANS LES COLLÈGES PUBLICS	Néant	29 427,00 €	Néant
BÂTIMENTS MOYENS DES SERVICES	Néant	1 796,00 €	Néant
SITES CULTURELS SPORTIFS	Néant	8 299,00 €	Néant
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	39 522,00 €	Néant

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	3 650 000 €	1 420 000 €
INVESTISSEMENT	4 910 800 €	Néant
TOTAL	8 560 800 €	1 420 000 €

Pour mémoire au titre de 2021 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2006P037E38 - CONTRAT CHAUFFAGES DES COLLEGES 2014 - 2024
- 2006P040E27 - ARCHIVES - BDP 2014 - 2021
- 2006P040E28 - ESPACE 1000 SOURCES-SEDIERES 2014 - 2021
- 2006P040E30 - BATIMENTS TECHNIQUES 2014 - 2021
- 2006P040E32 - MUSEES - FONCTIONNEMENT 2014 - 2021
- 2006P040E34 - MAISONS SOLIDARITE DEPARTEMENTALE 2014 - 2021
- 2006P040E35 - BATIMENTS ADMINISTRATIFS 2014 - 2021
- 2006P040E36 - GENDARMERIES 2014 - 2021
- 2006P040E37 - MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2014 - 2021
- 2006P040E38 - TOURISME 2014 - 2021
- 2006P040E43 - FONCTIONNEMENT COLLEGES - 2016-2021
- 2006P040E46 - FONCTIONNEMENT DANS LES CENTRES DE VACANCES 2018 -2021
- 2016P026E01 - TRAVAUX EN REGIE 2016 - 2021

→ les AE sont les suivantes :

- 2006P037E59 - VERIFICATION DES PORTES, PORTAILS ET BARRIERES 2019-2022
- 2006P037E60 - MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE - 2019-2022
- 2006P037E61 - MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES 2019 - 2023
- 2006P037E62 - GARDIENNAGE 2019 - 2023
- 2006P037E63 - CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2020-2024 D
- 2006P037E64 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES / 2020-2028 D
- 2006P037E65 - MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS /2020-2024
- 2006P037E66 - NETTOYAGES DES LOCAUX 2021-2026
- 2006P037E67 - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2021-2026
- 2006P037E68 - MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2017-2026

→ les EPI sont les suivantes :

- 1998P025E28 - INVESTISSEMENT DANS LES GENDARMERIES - 2011-2021
- 1998P028E51 - INVESTISSEMENT MAISONS SOLIDARITE DEPARTEMENTALE 2011-2021
- 1998P028E52 - INVESTISSEMENT BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS 2011-2021
- 1998P028E53 - INVESTISSEMENT BÂTIMENTS TECHNIQUES 2011-2021
- 1998P028E59 - INVESTISSEMENT DANS LES MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2012-2021

- 1998P031E12 - INVESTISSEMENT DANS LES CENTRES DE VACANCES 2011-2021
- 2006P056E27 - INVESTISSEMENT SUR LES SITES CULTURELS ET SPORTIFS 2011-2021
- 2007P028E10 - INVESTISSEMENT MAISON DU TOURISME 2010-2021
- 2007P028E12 - INVESTISSEMENT SUR LES AIRES D'AUTOROUTES 2011-2021
- 2007P021E59 - TRAVAUX DIVERS ET URGENTS 2019 - 2021
- 2007P021E60 - ACQUISITION DE DEFIBRILATEURS 2019 - 2021
- 2007P021E66 - MISSION MOA ET PROGRAMMISTE TDU 2020-2021

→ les AP sont les suivantes :

- 1998P028E69 - INVESTISSEMENT QUALYSE 2018-2021
- 1998P028E71 - AMO ENERGIE TOUS SITES 2021-2023
- 1998P028E72 - RENOVATION LED TOUS SITES 2021-2023
- 1998P028E74 - RENOVATION DES SOLS 2021-2024
- 1998P028E75 - MODERNISATION DES CERBF 2021-2024
- 2006P056E31 - MODERNISATION DU SITE DES MILLES SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2023
- 2007P021E48 - RESTRUCTURATION DE L'ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE 2017-2023
- 2007P021E58 - INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2019
- 2007P021E61 - INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2020
- 2007P021E64 - INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2021
- 2007P021E65 - COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES 2021 - 2025
- 2007P021E68 - PLAN DE RELANCE COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2024
- 2007P021E67 - PLAN DE RELANCE COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024
- 2007P021E69 - PLAN DE RELANCE RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025
- 2007P021E70 - DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024

EN RECETTES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2006P040E20 - PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Affaires Juridiques selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ASSISTANCE ET CONSEIL JURIDIQUES	60 000 €	55 656,27 €	80 000 €
ASSURANCES	545 000 €	537 664,50 €	580 000 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	605 000 €	593 320,77 €	660 000 €
AFFAIRES FONCIERES	Néant	60,00 €	Néant
ASSURANCES	60 000 €	58 636,11 €	30 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	60 000 €	58 696,11 €	30 000 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant		

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	660 000 €	30 000 €
INVESTISSEMENT	Néant	Néant
TOTAL	660 000 €	30 000 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2006P028E13 - CONTENTIEUX 2010 - 2021
- 2006P028E08 - ASSISTANCE JURIDIQUE 2015 - 2021

→ les AE sont les suivantes :

- 2016P0210E12 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE 2020 - 2025
- 2016P0210E13 - ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS 2021 - 2025
- 2016P0210E14 - ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE 2021 - 2025
- 2016P0210E15 - ASSURANCE RISQUES STATUTAIRES 2021 - 2025
- 2016P0210E16 - ASSURANCE CYBER RISQUES 2021 - 2025
- 2016P0210E17 - ASSURANCE PROTECTION JURIDIQUE 2021 - 2025

EN RECETTES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2016P021E10 - RECETTES D'ASSURANCES 2016-2021

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Affaires Générales et Assemblées selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	579 600 €	388 217,17 €	516 300 €
COURRIER	239 000 €	210 662,09 €	239 000 €
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	83 000 €	66 606,08 €	88 000 €
FOURNITURES ALIMENTAIRES ET DIVERS	55 000 €	66 539,43 €	80 000 €
RESSOURCES DOCUMENTAIRES	22 000 €	16 176,15 €	25 000 €
MOYENS GENERAUX	19 000 €	20 523,48 €	20 000 €
ASSEMBLEES	6 000 €	4 514,40 €	8 000 €
DOMAINE DE SEDIERES	4 000 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 003 600 €	773 238,80 €	976 300 €

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
COURRIER	3 000 €	5 421,69 €	3 000 €
MDDSAP	90 000 €	180 000,00 €	90 000 €
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	0 €	26 961,93 €	22 000 €
RESSOURCES DOCUMENTAIRES	0 €	0,00 €	0 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	93 000 €	212 383,62 €	115 000 €
ASSEMBLEES COURRIERS MOYENS GENERAUX	30 000 €	29 981,67 €	65 000 €
CHARGES PLURIANNUELLES ET ANNUELLES DE VEHICULES	542 000 €	475 641,50 €	716 000 €
MDDSAP TRAVAUX INVESTISSEMENT	3 000 €	0,00 €	3 000 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	575 000 €	505 623,17 €	784 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	976 300 €	115 000 €
INVESTISSEMENT	784 000 €	Néant
TOTAL	1 760 300 €	115 000 €

Pour mémoire au titre de 2020, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2006P024E11 - RESSOURCES DOCUMENTAIRES
- 2006P038E37 - LOCATION VEHICULES UGAP 2018 2020-02-24
- 2006P038E19 - CHARGES ANNUELLES DE VEHICULES
- 2018P001E07 - ASSEMBLEES
- 2018P002E02 - COURRIER-
- 2018P003E01 - MOYENS GENERAUX FONCTIONNEMENT
- 2018P004E02 - FOURNITURES ALIMENTAIRES ET DIVERS

→ les AE sont les suivantes :

- 2006P038E42 - FLOTTE AUTO-LOC 2020-2025 MARCHE 2019/74
- 2006P038E31 - FLOTTE AUTO-LOC 2015-2019 MARCHE 2015/136 137 138
- 2006P038E41 - CONTRAT D'ENTRETIEN PNEUMATIQUE ET LOCATION BATTERIE MARCHE 2019/72-73
- 2006P038E36 - FOURNITURES CARBURANTS 2019 2022
- 2018P002E06 - LOCATION MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR
- 2018P005E01 - FOURNITURES ADMINISTRATIVES

→ l'EPI est la suivante :

- 2018P003E04 - MOYENS GENERAUX

→ les AP sont les suivantes :

- 2001P025E15 - MDDSAP - TRAVAUX D'INVESTISSEMENT
- 2006P038E40 - ACHAT VEHICULES ELECTRIQUES ET THERMIQUES

EN RECETTES :

→ les EPF sont les suivantes :

- 2018P002E05 - COURRIER
- 2006P038E20 - FLOTTE AUTOMOBILE

→ l'AP est la suivante :

- 2001P025E12 - MDDSAP

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/205 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2021, au titre de la politique sectorielle concernant les bâtiments départementaux et l'investissement dans les collèges publics, les affaires juridiques et les moyens généraux :

▪ **Bâtiments et investissement des collèges publics**

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	3 650 000 €	1 420 000 €
INVESTISSEMENT	4 910 800 €	Néant
TOTAL	8 560 800 €	1 420 000 €

▪ Affaires Juridiques

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	660 000 €	30 000 €
INVESTISSEMENT	Néant	Néant
TOTAL	660 000 €	30 000 €

▪ Affaires Générales et Assemblées

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	976 300 €	115 000 €
INVESTISSEMENT	784 000 €	0
TOTAL	1 760 300 €	115 000 €

Article 2 : Sont modifiées, au titre de l'année 2021, les Autorisations de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	: Plan de relance : collège d'Allassac 2020-2024
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 2 000 000 €
Durée d'affectation	: 5 ans

Désignation	: Plan de relance : Rénovation énergétique 2020-2025
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 2 375 000 €
Durée d'affectation	: 5 ans

Désignation	: Investissements dans les collèges publics 2020
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 1 494 500 €
Durée d'affectation	: 5 ans
Désignation	: Qualyse 2018-2021
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 500 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Article 3 : Sont votées, au titre de l'année 2021, les Autorisations de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation	: Investissements dans les collèges publics 2021
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 770 000 €
Durée d'affectation	: 5 ans

Désignation	: Divers diagnostic réglementaires
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 100 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Désignation	: Collèges - équipements de cuisines 2021-2025
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 320 000 €
Durée d'affectation	: 5 ans

Désignation	: AMO Énergie tous sites 2021-2023
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 260 000 €
Durée d'affectation	: 3 ans

Désignation	: Rénovation LED tous sites 2021-2023
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 200 000 €
Durée d'affectation	: 3 ans

Désignation	: Rénovation des locaux 2021-2024
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 150 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Désignation	: Modernisation des CERBF 2021-2024
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 640 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Désignation	: Plan de relance : modernisation du site des 1000 sources 2021-2023
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 600 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Désignation : Rénovation du site de Chamonix 2021-2024

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 325 000 €

Durée d'affectation : 4 ans

Article 4 : Sont votées, au titre de l'année 2021, les Autorisations d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation : Nettoyage des locaux 2021-2026

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 3 000 000 €

Durée d'affectation : 6 ans

Désignation : Entretien des espaces verts 2021-2026

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 450 000 €

Durée d'affectation : 6 ans

Désignation : Maintenance et assainissement des réseaux 2021-2026

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 120 000 €

Durée d'affectation : 6 ans

Désignation : Assurances dommages aux biens 2021-2025

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 650 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Désignation : Assurances flotte automobile 2021-2025

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 1 200 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Désignation : Assurances risques statutaires 2021-2025

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 360 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Désignation : Assurances cyber risques 2021-2025

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 75 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Désignation : Assurances protection juridique 2021-2025

Catégorie : Pluriannuelle

Montant : 15 000 €

Durée d'affectation : 5 ans

Article 5 : Il est décidé, concernant le contrat Responsabilité Civile, de prendre en charge :

- pour les sinistres dont le montant est inférieur au montant de la franchise prévue au contrat (300 € dans la plupart des cas) : l'indemnisation directe des victimes de dommages engageant la responsabilité du Département (usagers de la route, assistantes familiales, etc.) ou le remboursement à notre assureur des indemnisations dont il aura fait l'avance,
- pour les sinistres supérieurs au montant de la franchise : le remboursement à notre assureur des franchises dont il aura fait l'avance.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 931.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.23
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.50
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.60
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.94
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.74
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 900.202
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.74
- Section Investissement, Article fonctionnel 901.11
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.221
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.28
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.312
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.313
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.314
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.315
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.32
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.33
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.50
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.52
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.60
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.738
- Section Investissement, Article fonctionnel 912.221

- Section Investissement, Article fonctionnel 919.921
- Section Investissement, Article fonctionnel 909.94
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 931.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.221
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.312
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.313
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.315
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.50
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.51
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.60
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.40
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.94
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.33.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1734-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

PROGRAMMATION COLLEGES 2021

COLLEGES	LIBELLE	MONTANT TOTAL DES OPERATIONS		CREDITS DE PAIEMENT 2021 PREVISIONNELS
		Antérieures	2 021	
Plan d'Accompagnement Corrèze COVID 19				
ALLASSAC	Restructuration de la demi-pension et création de 4 salles de classe	1 500 000 €	500 000 €	450 000 €
ARGENTAT	Restructuration du collège	3 500 000 €		312 000 €
Sous total I		5 000 000 €	500 000 €	762 000 €
Plan de Relance Energie				
ALLASSAC	Réfection de l'internat (Internat excellence)		660 000 €	80 000 €
BRIVE J. MOULIN	Remplacement des menuiseries extérieures		520 000 €	120 000 €
BRIVE M. ROLLINAT	Remplacement des menuiseries extérieures		450 000 €	120 000 €
LARCHE	Remplacement des menuiseries extérieures des bâtiments C et D	75 000 €	75 000 €	75 000 €
TREIGNAC	Rénovation de la chaufferie (passage au gaz propane réseau communal)	130 000 €		120 000 €
5 SITES	Isolation des planchers bas (J. Lurçat, J. Moulin, Rollinat, Objat, Uzerche)	165 000 €		165 000 €
TOUS SITES	AMO énergie stratégie énergétique		100 000 €	100 000 €
TOUS SITES	Renovation de l'éclairage LED		200 000 €	50 000 €
Sous total II		370 000 €	2 005 000 €	830 000 €
Modernisation des Collèges				
BEAULIEU	Contrôle d'accès portail entrée principale		10 000 €	- €
BEYNAT	Réfection enrobé de la cour		15 000 €	15 000 €
	Restructuration de la demi-pension et salles de classes - Etudes		15 000 €	- €
BRIVE ARSONVAL	Participation financière à la restructuration	2 300 000 €		458 800 €
BRIVE G.CABANIS	Remplacement des stores (Administration Est et Externat)	100 000 €		35 000 €
BRIVE J LURCAT	Evacuation des eaux usées de l'administration		130 000 €	- €
	Création de sanitaires aux RDC ancien externat et vestiaires sport dans le bâtiment SEGPA	160 000 €	40 000 €	100 000 €
	Remplacement de la centrale SSI de l'externat		60 000 €	60 000 €
BRIVE J. MOULIN	Déplacement de l'infirmerie		110 000 €	110 000 €
EGLETONS	Réfection des lucarnes		30 000 €	- €
LARCHE	Réfection de la demi-pension	30 000 €	- €	- €
MEYMAC	Rénovation de faux plafonds dans les couloirs		10 000 €	- €
MEYSSAC	Restructuration du préau et du foyer	100 000 €	60 000 €	70 000 €
NEUVIC	Rénovation de l'ascenseur		50 000 €	- €
SEILHAC	Remplacement de la centrale SSI		30 000 €	30 000 €
	Réfection de la passerelle, réfection des sols de la salle des professeurs, construction d'un préau, réfection de la salle de musique et archivage	160 000 €	76 000 €	130 000 €
TULLE V. HUGO	Réaménagement du rez-de-chaussée de la SEGPA		90 000 €	- €
TULLE G. CLEMENCEAU	Modernisation des sanitaires filles et garçons	120 000 €	40 000 €	100 000 €
USSEL	Travaux de sécurisation clôtures et portails		150 000 €	75 000 €
UZERCHE	Déplacement de la salle de physique vers le pôle technologique et la vie scolaire		70 000 €	- €
	Réfection des cages d'escalier et laverie demi-pension	55 000 €	5 000 €	- €
Sous total III		3 025 000 €	991 000 €	1 183 800 €
AP 2021-2023 DIAGNOSTICS QUALITE DE L'AIR, RADON ET ACCESSIBILITES				
			100 000 €	50 000 €
AP 2021-2024 REMPLACEMENT D'EQUIPEMENTS DE CUISINES				
			320 000 €	80 000 €
EPI 2019-2021 INSTALLATION DE DEFIBRILLATEURS Tranche 3				
			20 000 €	20 000 €
EPI 2021 TRAVAUX DIVERS URGENTS				
			150 000 €	150 000 €
TOTAL GENERAL		8 395 000 €	4 086 000 €	3 075 800 €

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

POLITIQUE DÉPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITÉ - DOTATIONS 2021

RAPPORT

L'année 2020 fut une année où les Systèmes d'Information de la Collectivité ont dû s'adapter. S'adapter en ouvrant un accès à distance à tous les agents de la Collectivité leur permettant ainsi de consulter leur messagerie, l'intranet, les applications métiers et faire ainsi du télétravail.

S'adapter en mettant à disposition des agents en contrat de télétravail un ordinateur portable.

S'adapter en étendant le système d'audio conférence de la Collectivité à plus de 10 salles de conférence simultanées avec un nombre illimité de participants.

S'adapter en mettant en place de nouvelles solutions de visioconférence et en équipant des postes de travail et des sites extérieurs en caméra, prise de son et grand écran.

S'adapter en mettant à disposition de tous les collégiens Corrèziens les tablettes au domicile de l'élève assurant ainsi une continuité pédagogique.

L'année 2020 fut riche d'enseignements. Elle a permis de montrer l'agilité, l'adaptabilité de notre système d'information et de l'ensemble des agents de la Collectivité, dans des circonstances sans précédent, en permettant une continuité d'activités de toutes les directions de la Collectivité.

En 2021, les Systèmes d'Information doivent poursuivre leur plan de modernisation. Le télétravail a montré la nécessité d'avoir un système ouvert, dématérialisé et sécurisé.

La feuille de route numérique démarrée en 2019 se poursuit avec encore plus de conviction en 2021. Les 3 axes posés que sont le "100 % démat", "Usagers" et "Données" font écho avec la période que nous venons de traverser. Ils s'appuient à la fois sur l'ambition politique du Département qui investit lourdement sur le THD avec son programme Corrèze 100 % fibre 2021, et sur la volonté d'accélérer le développement des usages et d'exploiter le potentiel du numérique pour moderniser l'action publique.

C'est ainsi que, pour poursuivre la mise en place des projets de la feuille de route 2019-2021, je vous propose d'affecter 4 160 000 € de crédits de paiement, dont 2 440 000 € en investissement et 1 720 000 € au titre du fonctionnement.

I - LA MODERNISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION CONTINUE : 2 440 000 €

Les crédits de paiement alloués à l'investissement des Systèmes d'Information d'un montant de 2 440 000 € affichent une augmentation de 6 % par rapport à 2020.

Ces crédits de paiement se répartissent entre les évolutions des applications métiers, la mise en œuvre de projets structurants d'infrastructures et la poursuite du programme 100 % Collèges Corrèziens Connectés.

A - EVOLUTION ET ACQUISITION DE LOGICIELS METIERS : 955 000 €

La feuille de route numérique 2019-2021 rentre dans sa dernière année de mise en œuvre. Composée de plus de **156 projets**, cette feuille de route s'est voulue évolutive et a dû s'adapter au regard de la situation sanitaire.

À compter du dernier trimestre 2020, cette feuille de route a commencé à faire l'objet d'un bilan quantitatif et qualitatif détaillé puis d'une mise en place d'une nouvelle stratégie des Systèmes d'Information incluant la volonté du Département en matière du numérique et de l'innovation, une dimension fonctionnelle et technique mais également une gouvernance partagée de la fonction informatique.

Les 4 grands domaines fonctionnels définis dans la feuille de route numérique 2019-2021 que sont l'**Administration 4.0**, le **Social 4.0**, les **Routes 4.0** et le **Tourisme 4.0** poursuivent la mise en place de projets structurants en 2021.

Il est à noter que ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan de relance de la Collectivité approuvé par le Conseil Départemental lors de sa réunion du 05 mars 2021 au cours de laquelle des mesures financières et de soutien ont été mises en place dans le domaine de la transformation numérique des territoires.

▪ ADMINISTRATION 4.0 : 600 000 €

Dans un premier temps, la modernisation d'applications métiers (gestion des marchés publics, gestion des rapports et des délibérations, gestion des interventions) est prévue avec la mise en place de la Gestion Électronique de Documents, la signature électronique et l'acquisition des certificats. La gestion du patrimoine avec la numérisation des plans des bâtiments par une société extérieure ainsi que l'acquisition d'une application de gestion des acquisitions foncières sont planifiées en 2021 et représentent 150 000 € de crédits de paiement.

Ensuite, la Collectivité prévoit des crédits d'un montant de 90 000 € pour des prestations spécifiques correspondant à des audits ou à des expertises dans les différents domaines fonctionnels.

Enfin, dans le cadre de l'Administration 4.0, deux projets majeurs ont été positionnés et vont ainsi moderniser les applications correspondant à la gestion financière et la gestion des ressources humaines de la Collectivité. Elles représentent à elles seules 360 000 € de crédits de paiement.

x LA GESTION FINANCIÈRE

Depuis 1998, la Collectivité travaille avec la gestion financière Grand Angle et compte, à ce jour, plus de 250 utilisateurs. Grand Angle est l'application au cœur de notre Système d'Information dans laquelle tous les flux financiers issus des différentes applications métiers sont déversés pour être ensuite transmis à la Paierie départementale.

Cette gestion financière a fait l'objet dans le temps d'évolutions réglementaires obligatoires.

Pour intégrer les nouvelles évolutions réglementaires financières et fiscales liées à la loi LOLF, la dématérialisation de l'intégralité de la chaîne comptable avec les différents acteurs concernés, la société CGI, propriétaire de la solution Grand Angle, propose une nouvelle version nommée Gda360. Cette nouvelle gestion financière intègre également la refonte de toutes ses transactions et propose une nouvelle ergonomie.

La Collectivité veut profiter du passage à Gda360 pour mettre en place une nouvelle base de production à des visées multiples :

- Installer une base neuve en historisant les données actuelles (1998-2021),
- Procéder au passage à la nomenclature comptable M57 dans l'optique d'un Compte Financier Unique (CFU),
- Réinterroger les processus de gestion budgétaire et comptable,
- Mettre en œuvre la modernisation des transactions de l'exécution budgétaire.

Cette évolution majeure et structurante de la gestion financière répond à quatre enjeux :

- Politiques : disposer d'une arborescence budgétaire moderne, avec une fongibilité revue et miroir de l'action du Département,
- Techniques : disposer d'un socle technique allégé, pérenne et accroître la performance de la solution,
- Légaux : embarquer les standards réglementaires (CFU, dématérialisation de la chaîne comptable, Protocole d'Échanges Standard budgets, marchés, inventaires, retours, Chorus),
- Organisationnels : accompagner la collectivité dans la réingénierie de ces processus via notamment la refonte transactionnelle.

Le passage à Gda360 a été décidé au dernier trimestre 2020. Les travaux ont débuté par la mise en place de la nouvelle architecture technique de la solution et se poursuit en 2021 jusqu'à la mise en production planifiée en janvier 2022. Pour mener à bien ce projet, la Collectivité se fait accompagner par la société CGI pour un montant de 260 000 €.

x LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Astre Ressources Humaines est la solution dédiée à la gestion des agents de la Collectivité. Le périmètre d'Astre RH ne cesse de s'adapter aux nouveaux enjeux stratégiques de la Gestion des Ressources Humaines. Placée au cœur des différents processus de gestion, elle répond aux défis croissants de la Direction des Ressources Humaines. Pour ce faire, elle répond aux ambitions de la gestion RH :

- Défi d'optimisation des ressources en rendant plus efficace la gestion du «capital humain» par l'identification, l'anticipation et l'automatisation des processus de gestion administrative,
- Défi de modernisation et de rationalisation des processus : en renforçant la transversalité entre les structures, en dématérialisant les documents et les procédures, en créant des espaces collaboratifs de partage et de communication,
- Défi de valorisation des ressources humaines et des talents de demain : en développant les compétences des agents par la mise en œuvre d'outils de Gestion Prévisionnelle des Effectifs de la Collectivité.

En 2021, la Collectivité va consacrer 100 000 € à l'évolution du Système d'Information des Ressources Humaines en poursuivant la dématérialisation de ses processus et en mettant en place le Dossier Individuel de l'Agent (DIA). Ce projet ouvre de nouvelles fonctionnalités à :

- L'agent :
 - o de consulter ses documents administratifs (bulletins de paye, arrêtés, décisions...) dans un espace numérique qui lui est propre,
 - o de communiquer avec la DRH par le biais de formulaires électroniques permettant de transmettre des demandes (changement de RIB, changement d'adresse, demande d'autorisation de temps partiel...).

- La DRH :
 - o de transmettre à l'agent ses documents administratifs en les intégrant automatiquement dans son espace numérique avec application d'une signature ou d'un visa.

La mise en œuvre du DIA permet de simplifier et de fluidifier les processus de gestion, de sécuriser les échanges et d'améliorer la transparence des informations traitées par la DRH.

C'est un gain de temps pour les gestionnaires et une source d'économie pour la Collectivité.

Par ailleurs, elle renforce l'implication des agents dans les procédures de gestion en leur offrant de nouveaux services et place la DRH sur un axe de modernité, améliorant ainsi l'image de la Collectivité.

x LE SYSTÈME D'ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE (SAE)

Pleinement engagé dans la dématérialisation de ses procédures, le Conseil Départemental de la Corrèze est directement concerné par la question de l'archivage électronique. Les enjeux de l'archivage électronique sont tant historiques que juridiques et la Collectivité se doit, au même titre que pour les archives papier, de fournir une donnée intègre et juridiquement valable.

C'est pourquoi en 2019, le Département de la Corrèze a adhéré par convention au Système d'Archivage Électronique du Département de la Vienne.

Dès 2020, le SAE dédié au Département a été créé et les formations dispensées.

Il s'agit maintenant de prévoir la mise en place de connecteurs entre nos applications métiers (gestion des rapports et des délibérations, gestion des marchés publics) et le SAE. Un montant de 15 000 € a été consacré à la mise en place de ces deux premiers connecteurs.

▪ SOCIAL 4.0 : 160 000 €

Le domaine social 4.0 regroupe l'ensemble des modules de l'application Génésis de la société Worldine pour :

- la gestion de la protection de l'enfance,
- la gestion du Revenu de Solidarité Active,
- la gestion des assistantes maternelles,
- la gestion du fonds de solidarité,
- la gestion des personnes âgées et des personnes handicapées.

A ce jour, ces différents modules n'ont pas fait l'objet d'évolutions majeures depuis plusieurs années à l'exception des évolutions réglementaires. Elles dialoguent mal entre elles et n'intègrent pas la dématérialisation des processus.

La gestion de la petite enfance est, quant à elle, gérée par des applications qui doivent faire cette année l'objet d'évolutions majeures, passage au full-web, évolutions fonctionnelles et ergonomiques de la solution.

x PROJET GLOBAL D'INFORMATISATION DU DOMAINE DE L'ACTION SOCIALE : "VISION 360 DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE"

La Direction de l'Action Sociale - Famille - Insertion (DASFI) décrit au sein de sa feuille de route un projet global d'informatisation du domaine de l'action sociale permettant de mettre en œuvre l'accueil inconditionnel, incluant une dématérialisation totale des processus avec la mise en place d'un portail "Usagers", de la Gestion de la Relation Usager (GRU), de la Gestion Électronique des Documents (GED) et le versement au Système d'Archivage Électronique (SAE).

L'aspect fonctionnel est complété par les équipements nécessaires dont ceux des travailleurs sociaux répondant aux besoins de mobilité et de proximité pour les services de polyvalence de secteur, la Protection Maternelle Infantile, la protection de l'enfance et l'insertion.

Ce projet majeur et structurant à l'échelle de la DASFI s'explique par le cloisonnement et la diversité des applications en place à ce jour. Les objectifs sont multiples :

- Permettre l'unicité d'information au moyen d'une base de données desservant l'ensemble des modules, en y répercutant en temps réel les modifications d'information et, in fine, capables d'assurer la traçabilité des informations,
- Faciliter les fonctions de gestion et de suivi du dossier usager,
- Faciliter le processus de coordination,
- Créer les outils de gestion de la relation usager,
- Fournir aux services une image unique, intégrée, cohérente et homogène de l'ensemble de l'information,
- Faciliter le suivi des usagers par les professionnels (sécurisation, traçabilité, gain de temps),
- La visibilité des activités, lecture, analyse des données pour l'adaptation de notre politique d'action sociale,
- La possibilité pour l'utilisateur d'un accompagnement global et la facilitation de la lecture de certaines données.

▪ ROUTES 4.0 : 150 000 €

Commencé en 2018, le Système d'Information Routes 4.0 répond aux enjeux posés par la Collectivité et affiche aujourd'hui une cohérence d'ensemble. Les solutions installées, que ce soit pour la gestion de l'ordonnancement et du patrimoine, pour la gestion des actes réglementaires, pour la gestion des demandes, pour le Système d'Information Géographique (SIG), l'information Grand Public et l'outil de pilotage, sont ouvertes, innovantes, interopérables, de dernières générations et offrent un grand potentiel.

En 2021, les applications en production vont faire l'objet d'évolutions prenant en compte les demandes des utilisateurs et la maintenance du système. C'est ainsi que de nouveaux services dématérialisés vont être développés.

La base de données du SIG a été alimentée par les prises de vues de l'ensemble du patrimoine routier en 2019. Cette base de données doit être actualisée. Pour ce faire, de nouveaux services vont être développés à partir des outils existants et permettront l'actualisation de tous les objets contenus dans la base (fossés, panneaux, ...). Deux autres services vont être réalisés permettant la gestion de la fibre et de l'élagage.

Le Système d'Information Géographique partagé de la Collectivité, comprenant plus de 130 adhérents, va être revu pour être intégré dans la solution SIG du Système d'Information Routier. Cela va également permettre de poser une offre revisitée aux différentes entités administratives Corrésiennes, au regard de la nouvelle politique de diffusion des fonds IGN.

L'information aux usagers des routes départementales va être complétée et permettra la notification d'événements aux différents acteurs concernés.

Le passage en production de la Gestion de la Relation Usagers (GRU) va positionner l'utilisateur au cœur du dispositif. Cette GRU répond à une approche multicanal, sécurisée, afin de centraliser l'ensemble des informations d'un usager. La Collectivité traite les demandes et utilise les mêmes médias pour dialoguer et répondre aux usagers, améliorant ainsi la rapidité de traitement et la qualité du service délivré.

Le Système d'Information Routier a été le système pilote dans le choix de la GRU et le développement de nouveaux services en ligne (signalements, sollicitations, demandes d'arrêtés, ...). La GRU va s'étendre, en 2021, avec l'ouverture des services pour l'Ingénierie Territoriale, les Archives Départementales,...

Le développement de services à destination des collectivités, des entreprises et des citoyens sera une des priorités pour l'année 2021 au travers, notamment du développement d'une offre de gestion des actes réglementaires à destination des communes et la mise en place d'outils permettant une meilleure coordination des travaux sur le territoire de la Corrèze.

Afin de permettre la publication des applications SIG et des tableaux de bord développés en interne, l'installation de la solution va évoluer en ouvrant ces deux domaines applicatifs à l'extérieur de la Collectivité.



▪ **TOURISME 4.0 : 45 000 €**

L'ouverture d'une billetterie en ligne pour les visiteurs des Musées départementaux et du Château de Sédières est replanifiée en 2021.

Depuis l'ouverture du Musée du Président Jacques Chirac, un logiciel d'inventaire des objets a été mis en place. Ce dernier permet dans un premier temps d'inventorier tous les objets donnés au Président mais également de rendre accessible cette information via des écrans tactiles dans la réserve visitable. Après plus de 20 ans d'utilisation, ce logiciel est devenu obsolète. Une étude va être lancée en 2021 permettant ainsi de rechercher un véritable outil de gestion des fonds muséographiques.

*Une **Autorisation de Programme (AP)** d'une durée de 5 ans est proposée au vote pour un montant de **800 000 €** nécessaires pour couvrir les dépenses de marchés de maintenance évolutive renouvelés en 2021.*

B - EVOLUTION DES INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES ET TELEPHONIQUES :
1 200 000 €

Les évolutions des infrastructures informatiques et téléphoniques concernent **tous les sites de la Collectivité** connectés aux Systèmes d'Information, **dont les 24 collèges publics départementaux.**

Comme tous les ans, les crédits de paiement alloués aux évolutions des infrastructures informatiques comprennent, pour un montant total de **400 000 €** de crédits de paiement :

- L'acquisition et le renouvellement du parc informatique (micro-ordinateurs, portables, tablettes, bornes tactiles et imprimantes),
- L'acquisition et le renouvellement de diverses licences de logiciels bureautiques (licences Microsoft, Gestion Électronique de Documents, outils collaboratifs, ...), et également des licences d'outils techniques (outil de virtualisation, outil de sauvegarde, ...) et les licences liées à l'outil de développement Webdev.

Au-delà de ces acquisitions ou renouvellements récurrents, la Collectivité doit, dès 2021, poser une véritable stratégie concernant l'infrastructure de ses Systèmes d'Information. Cela va passer par différents audits et expertises où la performance, la gestion des comptes utilisateurs, la sécurité avec des tests d'intrusion de notre système d'information seront scrutés et aboutiront à un plan d'actions détaillé.

Ces audits, d'un montant de crédits de paiement de **80 000 €**, deviennent la priorité des travaux à mener sur une infrastructure à rénover. En effet, alors même que le monde traverse une crise sanitaire inédite, nous observons une récente croissance des attaques des Systèmes d'Information visant principalement les organismes publics. La sécurité doit

être abordée à chaque projet en prenant en compte l'analyse et la définition des exigences de sécurité dès les phases en amont du projet. Il appartient au Responsable de Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) et au Délégué à la Protection des Données (DPD), déjà en place au sein de la Collectivité, de veiller aux différentes obligations dans le respect des règles du Règlement Général sur la Protection des Données et de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

C'est pour cela que dès à présent des projets majeurs et structurants pour le système d'information ont été définis et planifiés en 2021.

x OPTIMISATION DES RÉSEAUX : 360 000 €

L'optimisation des réseaux comprend trois projets : le renouvellement du pare-feu, le renouvellement de l'architecture de virtualisation des serveurs et des disques ainsi que le remplacement de l'outil de supervision des réseaux et des serveurs.

Le pare-feu de la Collectivité est le logiciel et matériel permettant de faire respecter la politique de sécurité du réseau, celle-ci définissant quels sont les types de communications autorisés sur notre réseau informatique. Installé en 2017, il s'agit là de le renouveler afin de protéger la totalité du trafic passant sur notre réseau.

L'architecture de virtualisation des serveurs a été mise en œuvre depuis maintenant plus de 8 ans. La virtualisation se définit comme le fait de faire fonctionner plusieurs serveurs virtuels sur un serveur physique. L'objectif est de mutualiser les capacités de chaque serveur afin de réaliser des économies et de réduire les investissements en infrastructures physiques et de moderniser leur système d'exploitation. Cette architecture doit évoluer afin de profiter de toutes les possibilités et performances des dernières générations de virtualisation.

Le Conseil Départemental exploite une plateforme de supervisons récupérant toutes les alertes matérielles et logicielles composant le système d'information de la Collectivité. Tous les équipements informatiques, réseaux et téléphoniques des 84 sites sont répertoriés sur une carte et une alerte s'affiche dès qu'un équipement présente un dysfonctionnement. Ce système de supervision réseau permet la détection et la prévention des pannes grâce à des remontées d'alertes permanentes. La majorité des actions correctives sont souvent apportées par les techniciens sans que l'utilisateur ne s'en rende réellement compte.

Il est désormais important de mettre en place une solution qui ne se limite pas à juste vérifier que les équipements/logiciels sont accessibles mais surtout qu'ils fonctionnent, qu'ils sont utilisés (via des statistiques), qu'ils sont sécurisés et que nous ayons les outils pour être proactifs, être dans l'anticipation afin de ne pas avoir une panne pour intervenir.

x LOGICIEL DE GESTION DES ÉQUIPEMENTS MOBILES : 40 000 €

La Collectivité compte plus de 300 équipements mobiles (tablettes numériques) et téléphones de type "smartphone et Apple". Pour ce faire, le système d'information comprend une solution de Mobile Device Management (MDM - Gestion sécurisée des équipements) permettant d'administrer, gérer et sécuriser des tablettes et smartphones Android. Ce dernier a été implémenté en 2017 et est devenu maintenant obsolète. Son remplacement, en 2021 permettra, au-delà de la sécurisation des équipements, de connaître l'état de chaque périphérique avec les numéros de révision logicielle afin d'offrir une plus grande réactivité sur les mises à jour effectuées.

x OUTIL DE DÉPLOIEMENT DES POSTES DE TRAVAIL WINDOWS : 100 000 €

L'outil de déploiement des postes de travail Windows est un outil indispensable permettant de configurer un poste, de constituer une image pour après la déployer automatiquement sur les postes de travail Windows "Utilisateurs". Depuis plus de trois ans, l'outil de déploiement utilisé est obsolète. Il s'avère donc urgent de faire l'acquisition d'un tel outil. Cela permettra de simplifier considérablement le processus de tenue à jour des systèmes Windows sur la base des mises à jour les plus récentes, d'avoir des configurations homogènes, d'être plus réactif dans la préparation et la mise à disposition des postes de travail et d'optimiser l'utilisation de nos licences. De fait, ceci réduira le nombre d'appels à la hotline et le nombre d'interventions.

x POSTE DE TRAVAIL DE DEMAIN : 220 000 €

Au cours des dernières années et encore plus ces derniers mois, l'espace de travail et la manière de s'y exprimer a significativement évolué. Cette transition a été accélérée par les facteurs suivants :

- La situation sanitaire : par la force des choses et presque du jour au lendemain, le mode de travail à 100 % en présentiel a laissé la place à un mode hybride entre Télétravail et sédentarité ;
- L'émergence et la démocratisation de nouvelles technologies ;
- Un changement générationnel avec l'arrivée des générations Y et Z (des digital natives) qui sont nées avec le numérique et qui ont des exigences en matière d'environnement de travail d'un tout autre degré.

L'espace de travail tel que nous le connaissons à l'heure actuelle va connaître des modifications importantes, déjà amorcées ces derniers mois. Le travail à distance est devenu l'un des éléments indissociables du monde de travail dans la conjoncture actuelle. Il favorise la distanciation sociale. L'espace de travail ne se limite plus aux murs de l'entreprise : les outils technologiques et numériques se positionnent comme des facilitateurs, aidant les collaborateurs à construire leur quotidien au sein de cette nouvelle culture.

C'est pourquoi, le poste de travail de demain est donc un projet sur lequel la Collectivité doit proposer dès à présent de nouvelles solutions. Ainsi, en 2021, ce projet est mis en exergue et est inscrit dans le Plan de relance départemental. Il débutera par une étude des différentes solutions/matériels envisagés, prendra en compte les besoins de mobilité des agents leur permettant ainsi d'accéder à leurs applications et données comme s'ils étaient au bureau et ceci tout en assurant la sécurité des données. Ce projet se poursuivra par des propositions de maquettes permettant d'assurer la continuité des missions de l'agent tout en assurant les nouvelles modalités de travail.

C'est ainsi que seront traités les projets de virtualisation du poste de travail et du Flex Office (bureau non attitré) : la virtualisation des postes de travail permettra de décorrélérer l'environnement de travail d'un collaborateur et le matériel physique qu'il utilise. Cela va donc améliorer l'expérience de l'utilisateur final en lui permettant d'accéder à son environnement professionnel (système d'exploitation, applicatifs et données) de partout, y compris de chez lui, sans la contrainte de transporter son terminal. Chaque agent pourra s'installer à n'importe quel poste en arrivant le matin et retrouver grâce à la virtualisation des postes son environnement de travail.

C - PROGRAMME 100 % COLLEGES CORREZIENS CONNECTES : 285 000 €

La Collectivité poursuit, en 2021, son engagement au travers du programme 100 % Collèges Corrèziens Connectés et l'opération Ecollege19.

L'investissement dans l'infrastructure des collèges s'inscrit dans la continuité afin de permettre le développement des usages pédagogiques. Tous les établissements sont connectés au Très Haut Débit internet en fibre optique et ont une couverture WIFI totale pour étendre l'utilisation des outils et matériels mis à disposition.

Toujours soucieux de la qualité du réseau présent dans les collèges, la Collectivité modernise les systèmes en ayant des opérations globales comprenant le changement du câblage, le remplacement des baies et des équipements réseaux. A ce titre, en 2021, trois collèges vont faire l'objet d'une refonte de l'architecture.

La téléphonie IP est également entrée dans les collèges avec la connexion de 14 collèges au central téléphonique de Marbot. Cette connexion permet de réduire à court terme les coûts de fonctionnement liés aux abonnements et apporte un meilleur service et de nouvelles fonctionnalités téléphoniques aux personnels des collèges. Le passage à la téléphonie IP pour les 10 collèges restants doit s'achever en 2021.

C'est ainsi que sur la durée du programme 100 % Collèges Corrèziens Connectés, les projets d'investissement permettent d'afficher le bilan suivant :

- 24 collèges connectés au THD,
- 600 bornes WIFI déployées permettant ainsi une couverture WIFI des 24 établissements,
- 24 serveurs pédagogiques,
- 150 équipements réseaux installés,
- 14 collèges en téléphonie IP.

L'opération Ecollege19 de filière éducative numérique lancée en 2016 permet la mise à disposition de tablettes françaises de marque SQOOL à tous les collégiens des classes de 5^{ème}, 4^{ème} et 3^{ème} des 25 établissements publics et des 5 établissements privés de la Corrèze.

L'année scolaire 2020-2021 est la dernière année de reconditionnement des tablettes des classes de 3^{ème} permettant à tous les élèves, lors de la prochaine année scolaire 2021-2022, d'utiliser les tablettes SQOOL et d'assurer ainsi une continuité des usages numériques pédagogiques dans tous les établissements. Cela représente 8 950 tablettes SQOOL et 215 chariots.

La société Wordline continue, en 2021, à accompagner les établissements dans l'utilisation des tablettes tant au niveau des enseignants que des élèves. Après avoir formé à l'outil SQOOL, cet accompagnement correspond à un besoin de conseil et de formation sur des fonctionnalités avancées ou des présentations sur différents modes opératoires ou difficultés rencontrées.

9 établissements sur 30 autorisaient l'utilisation des tablettes SQOOL au domicile de l'élève. Cependant, pour répondre à la crise sanitaire, la Collectivité a permis, dès 2020, à tous les collèges Corrèziens de mettre à disposition les tablettes au domicile de l'élève.

Le développement des usages s'appuie, enfin, sur l'utilisation des postes de travail informatique renouvelés dans les salles de classes, les salles de technologie et au Centre de Documentation. Cela correspond à 2 210 micro-ordinateurs en place au sein des 24 collèges Corrèziens.

II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 1 720 000 €

Avec un périmètre constant par rapport à l'année 2020, les crédits de paiement alloués au fonctionnement des Systèmes d'Information d'un montant de 1 724 500 € connaissent, **une baisse très légère.**

Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses de téléphonie, les locations et les coûts d'impression des photocopieurs, la maintenance des logiciels et des matériels informatiques ainsi que les achats de consommables et de fournitures informatiques.

En 2021, un montant de 20 000 € est prévu pour la **formation spécifique** des agents du Service Systèmes d'Information.

A - LES SERVICES DES TELECOMMUNICATIONS : 410 000 €

La fourniture des services des télécommunications prévoit des crédits de paiement de 325 000 €, en réduction de 10,47 % par rapport à l'an passé.

Les crédits affectés couvrent l'ensemble des services de téléphonie de la Collectivité à savoir, la téléphonie fixe, la téléphonie mobile et les accès Internet de tous les sites du Conseil Départemental, y compris les collèges.

Cette diminution est liée essentiellement au renouvellement du marché de téléphonie mobile avec ORANGE pour les 620 abonnements que compose la flotte du Département.

Enfin, la prise en charge des dépenses du dispositif "Protection des Travailleurs Isolés" dans les services de téléphonie à hauteur de 85 000 €, porte un besoin de 410 000 € de crédits de paiement pour cette année. Il est prévu, en 2021, de s'orienter vers une nouvelle solution de protection des travailleurs isolés à travers l'utilisation d'une application téléphonique, ce qui permettra de baisser indéniablement le coût de ce service.

Une Autorisation d'Engagement (AE) d'une durée de 4 ans est proposée au vote pour un montant de 650 000 € nécessaires à couvrir les dépenses de téléphonie fixe et mobile pendant cette durée.

B - LES PHOTOCOPIEURS REPROGRAPHIE ET MULTIFONCTIONS : 110 000 €

Les dépenses liées aux photocopieurs prévoient des crédits de paiement de 110 000 €, ce qui représente **une hausse de 4,76 %** par rapport à 2020.

Les crédits affectés comprennent la location et la consommation des 74 photocopieurs multifonctions installés sur les sites départementaux et les 3 photocopieurs de la cellule "Reprographie" de l'Hôtel du département "Marbot".

Les marchés de photocopieurs rentrent dans leur dernière année. Dès juin 2021, une nouvelle consultation sera lancée intégrant une véritable politique d'impression à l'échelle de la Collectivité.

L'objectif de la mise en place une politique d'impression consiste à adopter un ensemble de bonnes pratiques visant à mesurer et contrôler les impressions des agents dans un but de productivité. C'est un outil de gestion des impressions.

Bien entendu la maîtrise de ces coûts de fonctionnement est un des bénéfices attendus de la démarche, mais cette dernière est beaucoup plus globale : il s'agit de redéfinir le rapport de la Collectivité à l'impression papier. Ce rapport va bien entendu de pair avec les projets de dématérialisation portés par la feuille de route numérique 2019-2021. Il doit également s'attacher à informer les utilisateurs sur les besoins réels d'impression noir et blanc mais aussi les impressions couleurs qui connaissent au sein de la Collectivité une hausse de plus de 27 % engendrant de fait une hausse des coûts.

De ce fait, une bonne politique d'impression se déploie à travers 5 problématiques qui sont autant d'enjeux pour la Collectivité :

- Maîtriser les coûts d'impression,
- Améliorer la productivité,
- Sécuriser les documents confidentiels,
- Faciliter l'impression mobile,
- Réduire l'impact environnemental.

C - LA MAINTENANCE DES SYSTEMES DES SYSTEMES D'INFORMATION : 1 180 000 €

Le Département compte 90 marchés de maintenance corrective et réglementaire des matériels et logiciels informatiques et téléphoniques.

Les Systèmes d'Information de la Collectivité sont composés de logiciels métiers et d'outils informatiques dont la maintenance est assurée en grande majorité par des prestataires. Ces marchés font l'objet d'une remise en concurrence ou d'une négociation périodique et d'une révision tarifaire annuelle basée sur l'indice SYNTEC.

Les crédits de paiement alloués à la maintenance de ses Systèmes d'Information, d'un montant de **1 120 000 €**, connaissent une faible augmentation de 1,17 % par rapport à l'année 2020, qui s'explique par l'acquisition récente de logiciels.

Enfin, **60 000 €** sont prévus pour l'entretien des imprimantes et réseaux informatiques ainsi que pour l'achat de consommables et de fournitures informatiques (cartouches d'imprimantes, ...). Une baisse de 12,50 % est encore constatée cette année, suite à la suppression des imprimantes individuelles au profit des copieurs multifonctions.

*Une Autorisation d'Engagement (AE) 2021- 2025 est proposée au vote pour un montant de **600 000 €** nécessaires à couvrir les dépenses de marchés de maintenance corrective renouvelés en 2021 pendant cette période.*

III. DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT : 1 000 €

Des recettes de fonctionnement sont prévues pour un montant de 1 000 €. Elles correspondent :

- au remboursement du droit d'adhésion à la plateforme de dématérialisation mise à disposition par le Département au profit des collectivités et autres organismes adhérents,
- aux pénalités appliquées aux sociétés, en cas de non respect des clauses contractuelles des marchés d'acquisition ou de maintenance.

Il est à noter que les recettes relatives aux ayants droit adhérents au Système d'Information Géographique Partagé de la Corrèze seront quasiment inexistantes cette année, suite à la prise en compte de la nouvelle politique de diffusion des fonds IGN annonçant l'ouverture totale des données publiques IGN à l'exception du scan 25 et du Scan100.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION	1 172 000 €	1 042 806,09 €	1 200 000 €
PHOTOCOPIEURS	105 000 €	108 149,24 €	110 000 €
TELEPHONIE	447 500 €	418 727,58 €	410 000 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 724 500 €	1 569 682,91€	1 720 000 €
MAINTENANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION	8 000 €	3 466,75 €	1 000 €
TELEPHONIE	Néant	1 346,48 €	Néant
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	8 000 €	4 813,23 €	1 000 €
REFONTE SITE INTERNET	Néant	1 080,00 €	Néant
ACQUISITION DES SYSTEMES D'INFORMATION	1 995 000 €	1 915 401,75 €	2 155 000 €
PLAN NUMERIQUE	305 000 €	261 236,40 €	285 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 300 000 €	2 177 718,15 €	2 440 000 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	Néant	Néant

En résumé

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 720 000 €	1 000 €
INVESTISSEMENT	2 440 000 €	Néant
TOTAL	4 160 000 €	1 000 €

Pour mémoire sur l'année 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

-> Les AP sont les suivantes :

2017P016E03/Maintenance évolutive des Systèmes d'Information 2018-2021 ;
2017P016E04/Acquisition des Systèmes d'Information 2018-2021 ;
2017P016E07/Maintenance évolutive des Systèmes d'Information 2019-2023 ;
2017P016E08/Maintenance évolutive des Systèmes d'Information 2020-2024 ;
2017P016E011/Maintenance évolutive des Systèmes d'Information 2021-2025.

-> Les EPI sont les suivantes :

EPI/2017P016E02/Acquisition des Systèmes d'Information 2017-2021 ;
EPI/2016P030E01/Collèges Corrèziens Connectés 2016-2021 ;
EPI/2016P030E06/Acquisition mobilier pour tablettes 2016-2021 ;
EPI/2016P030E09/Modernisation des équipements des collèges 2021 ;
EPI/2016P049E01/Refonte du site Internet du Département 2017-2021.

-> L'AE sont les suivantes :

2017P017E06/Marchés de Maintenance corrective des Systèmes d'Information 2018-2021 ;
2017P017E07/Marchés de Maintenance corrective des Systèmes d'Information 2019-2023 ;
2017P017E08/Marchés de Maintenance corrective des Systèmes d'Information 2020-2024 ;
2017P017E09/Marchés de Maintenance corrective des Systèmes d'Information 2021-2025 ;
2017P018E03/Fournitures de services de Télécommunications 2018-2021 ;
2017P018E09/Marchés de Fournitures d'internet 2020-2024 ;
2017P018E13/Fournitures de services de Télécommunications 2021-2024 ;

2017P019E02/Photocopieurs 2018-2021.

-> Les EPF sont les suivantes :

2017P017E02/Maintenance des Systèmes d'Information 2017-2021 ;
2017P018E07/Fourniture de services de télécommunications HM 2004-2021.

EN RECETTES :

-> Les EPF sont les suivantes :

2017P017E05/Recettes diverses 2017-2021.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE RELATIVE AUX SYSTEMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITE - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/206 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1er : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2021, au titre de la politique sectorielle concernant les systèmes d'information de la collectivité.

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 720 000 €	1 000 €
INVESTISSEMENT	2 440 000 €	Néant
TOTAL	4 160 000 €	1 000 €

Article 2 : Sont votées, au titre de l'année 2021, les Autorisations de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Désignation	: Maintenance évolutive des systèmes d'information 2021-2025
- Catégorie	: Pluriannuelle
- Montant	: 800 000 €
- Durée d'affectation	: 5 ans

Article 3 : Sont votées, au titre de l'année 2021, les Autorisations d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Désignation	: Marchés de maintenance des systèmes d'information 2021-2025
- Catégorie	: Pluriannuelle
- Montant	: 600 000 €
- Durée d'affectation	: 5 ans

- Désignation	: Marchés de fournitures de service de télécommunication 2021-2024
- Catégorie	: Pluriannuelle
- Montant	: 650 000 €
- Durée d'affectation	: 4 ans

Article 4 : Sont modifiées, au titre de l'année 2021, les Autorisations d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Désignation	: Marchés de maintenance des systèmes d'information 2018-2021
- Catégorie	: Pluriannuelle
- Montant	: 1 400 000 €
- Durée d'affectation	: 4 ans

- Désignation	: Marchés de maintenance des systèmes d'information 2019-2023
- Catégorie	: Pluriannuelle
- Montant	: 500 000 €
- Durée d'affectation	: 4 ans

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 900.202

- Section Investissement, Article fonctionnel 902.221

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.202.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 26 voix pour, 12 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1842-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Afin d'accompagner l'activité économique et l'emploi en Corrèze, le Département mène, depuis 2015, une politique d'aides aux collectivités forte et ambitieuse. Sur la période 2018-2020, cela s'est notamment traduit par la mise en place d'un dispositif contractuel permettant d'apporter aux communes et à leurs groupements une lisibilité et une sécurisation financières pour leurs projets.

En effet, le Département a fait de cette politique un véritable levier pour renforcer l'investissement en Corrèze : elle a répondu pleinement aux attendus des élus locaux et a été prépondérante dans le déclenchement de leurs projets. Ainsi, ce sont plus de 2000 opérations pour 190 millions d'euros de travaux qui ont été réalisées, représentant un effort financier départemental de 39 millions d'euros, soit plus de 90% de l'enveloppe de 42 millions d'euros prévue pour cette politique.

La simplicité et la souplesse du dispositif, associées à des dispositions adaptées aux besoins de chaque territoire et de chaque citoyen, ont permis un redéploiement du non engagé des contrats 2018-2020 pour de nouveaux projets et la mise en place d'une Dotation de Solidarité Communale en direction des communes les plus fragiles. De plus, l'offre d'ingénierie globale départementale a été confortée pour répondre de façon optimale aux sollicitations des collectivités locales.

En outre, face à l'impact de la Covid-19 sur l'activité économique et l'emploi en Corrèze, le Département, dès la première vague de la pandémie, a réagi rapidement sur la relance économique. Ainsi, une centaine de nouvelles opérations, représentant 4,7 millions d'euros de travaux, a pu être réalisée grâce à l'effort financier supplémentaire d'un million d'euros dédié à cette action.

De plus, les élections municipales de 2020 ont été fortement impactées par la crise sanitaire liée à la pandémie, avec un second tour repoussé. Dans ce contexte exceptionnel et perturbé, les élus locaux ont plus que jamais eu besoin d'accompagnement puisqu'ils manquaient de visibilité en une période où devait s'engager la construction de leurs programmes pluriannuels d'investissement.

Lors de la rencontre du 29 août 2020, le Département a lancé, avec les élus locaux, la construction de la contractualisation 2021-2023, en continuité de la précédente. En début d'année 2021, des réunions d'échange avec les maires et présidents d'EPCI ont également été organisées afin d'apporter des éclairages sur les modalités de mise en œuvre de la future contractualisation.

Ainsi, tout au long du 1^{er} trimestre 2021, correspondant en une période transitionnelle entre la précédente contractualisation et la nouvelle, le Département a pris des dispositions pour permettre aux élus d'engager sans rupture les dernières opérations de leurs contrats 2018-2020. De même, pour le dispositif d'aide à l'adressage, non reconduit en 2021, les deniers dossiers qui avaient pris du retard ont pu être engagés sur les trois premiers mois de l'année.

Le Département s'est de plus fortement investi dans la transition écologique, à travers son programme Corrèze Transition Écologique (CTE), poursuivant de cette façon son rôle de chef de file des solidarités territoriales. 390 opérations répondant aux thématiques de ce programme ont ainsi été contractualisées sur la période 2018-2020, démontrant l'implication départementale pour améliorer la qualité de vie de chaque Corrèzien.

Ainsi, la souplesse et l'adaptabilité de la politique des aides aux collectivités, confortant l'engagement départemental en termes de solidarité des territoires, démontrent bien toute la dynamique d'investissement impulsée par le Département pour soutenir l'économie et l'emploi en Corrèze.

I - DES AIDES AUX COLLECTIVITES RENOUVELEES POUR 2021-2023 AVEC UN DOUBLE ENJEU : LA RELANCE ECONOMIQUE ET LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Au regard du bilan positif de la contractualisation 2018-2020, le Département, véritable acteur de proximité auprès des collectivités corréziennes, a souhaité poursuivre sa politique contractuelle afin de conforter financièrement l'investissement en Corrèze. Cela va leur permettre de bénéficier rapidement de visibilité sur les engagements financiers départementaux pour leurs projets et de sécuriser ainsi leur réalisation pour les trois années à venir.

La contractualisation 2021-2023 se déclinera en deux types de contrats (modèles annexés au présent rapport) :

- ✓ le **Contrat de Solidarité Communale** en direction des communes, pour les projets communaux à impact local,
- ✓ le **Contrat de Cohésion des Territoires** à destination des EPCI et autres maîtres d'ouvrage, pour les projets structurants à impact supra communal.

Le dispositif de dotations voirie est également reconduit à l'identique sur la période 2021-2023. Il reste facilement mobilisable via la simple présentation des factures des travaux réalisés. De plus, afin d'apporter davantage de souplesse, il est possible pour les collectivités de cumuler deux années de dotations voirie. Aussi, afin que les collectivités puissent commencer dans les meilleurs délais leurs travaux de voirie, une notification de leur dotation, approuvée par la séance plénière du 5 mars 2021, leur a été transmise.

Par ailleurs, le Département a initié en 2019 la Dotation de Solidarité Communale en direction des petites communes les plus fragiles. En effet, cette dotation, facilement mobilisable sur simple présentation des factures, avec un taux bonifié de 80%, a eu un réel effet facilitateur dans la mise en œuvre de travaux nécessaires qui ne pouvaient jusqu'alors être financés faute de moyens suffisants.

Aussi, face à ce constat, le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, a décidé de reconduire ce dispositif au titre de l'année 2021 au profit des communes éligibles listées en annexe A au présent rapport, aux mêmes modalités et taux de mobilisation que les années précédentes.

Toujours dans cette optique d'efficacité de la relance de la commande publique, les collectivités ont besoin de pouvoir engager rapidement leurs opérations d'investissement. Pour répondre à cette volonté, l'ensemble des projets contractualisés bénéficie d'une autorisation anticipée de mise en chantier au 1^{er} janvier 2021.

Dans le cadre de son programme Corrèze Transition Écologique , le Département s'est donné comme priorité de développer des actions qui permettront d'agir sur l'amélioration énergétique du patrimoine bâti en Corrèze.

Ainsi, le Département a souhaité profiter de sa politique contractuelle pour accélérer la transition écologique et notamment les actions de rénovation énergétique, faisant ainsi écho à l'intérêt croissant des Corrèziens pour la part environnementale apportée aux politiques publiques.

Par ailleurs, afin d'accompagner les collectivités, le Département met à disposition une ingénierie technique et financière permettant d'aller récupérer le financement lié aux Certificats d'Économie d'Énergie (CEE). En effet, les gains énergétiques de ces travaux, sous certaines conditions, ouvrent la porte au système de financement spécifique des CEE.

Il est à noter que dans le cadre du plan de financement du projet de rénovation énergétique, ce type de financement, considéré comme du financement privé, sera pris en compte dans la part d'autofinancement du maître d'ouvrage public. Cependant, le Département se laisse la possibilité d'analyser sa participation au vu de l'ensemble des financements tant publics que privés.

En outre, le recensement des priorisations des élus locaux, dès l'automne 2020, réalisé dans le cadre du dispositif contractuel 2021-2023, a permis d'apporter une première visibilité sur les projets ayant vocation à réduire les émissions de gaz à effet de serre du patrimoine bâti public.

Comme cela vous a été exposé lors de la séance plénière du 5 mars dernier, dès l'annonce du plan de relance de l'État pour la rénovation énergétique des bâtiments, le Département a saisi l'opportunité de proposer à Madame la Préfète de la Corrèze de travailler conjointement afin d'obtenir un cofinancement de 60% : 30% pour l'État et 30% pour le Département. Malheureusement, les critères d'éligibilité contraignants imposés par l'État au titre du plan de relance ont conduit la Préfecture à exclure de nombreux dossiers.

Face à ce constat insatisfaisant, le Département, toujours soucieux d'accompagner toutes les collectivités et au vu de l'enjeu considérable de la transition écologique pour les Corrèziens, a décidé de retenir l'ensemble des projets proposés.

De même, nous vous rappelons les modalités d'intervention en faveur des travaux de rénovation énergétique des bâtiments qui sont désormais les suivantes :

- ✓ en cas de cofinancement avec l'État : 30% du Département sur une assiette éligible de 200 000 € HT (le taux est ramené à 25% pour les bâtiments avec perception de loyers),
- ✓ en l'absence de cofinancement de l'État : le taux départemental est bonifié et porté à 40% sur une assiette éligible de 200 000 € HT (taux ramené à 30% pour les bâtiments avec perception de loyers).

Pour l'ensemble des dossiers de rénovation énergétique, les diagnostics énergétiques préalables aux travaux sont financés à hauteur de 80% par le Département. Aussi, toujours dans cette optique d'un engagement rapide des projets pour les communes ayant déjà retenu leurs diagnostiqueurs, ce sont donc 28 dossiers, listés en annexe B au présent rapport, qui sont proposés au vote de l'Assemblée départementale.

Au total, au regard des opérations proposées et des priorités émises par chaque maître d'ouvrage, c'est l'ensemble des 2506 projets priorités 1 et 2 qui sera accompagné par le Département, générant un montant prévisionnel de travaux de 280 millions d'euros.

Parmi ces opérations, ce sont désormais 630 projets qui sont retenus au titre de la transition écologique (soit 240 dossiers supplémentaires par rapport à la période précédente), représentant un montant d'investissement de 90 millions d'euros pour 15,5 millions d'euros de subventions.

A l'issue de la séance plénière du 5 mars dernier qui a approuvé l'ensemble des opérations contractualisées, un courrier d'information a été transmis aux collectivités afin que leurs conseils puissent approuver rapidement leur contrat. Cela permettra l'instruction et la proposition de leurs dossiers lors de prochaines réunions de la Commission permanente.

Aussi, le Département s'engage dans un effort financier sans précédent de 48 millions d'euros sur 3 ans, soit 9 millions de plus que l'enveloppe réalisée de 39 millions d'euros sur la précédente contractualisation, traduisant de cette manière son double engagement en faveur de la relance économique et de la transition écologique. Cela correspond aux souhaits des Corrégiens en termes des dépenses d'investissements essentielles pour aménager notre territoire, en réponse à la consultation départementale du Budget

participatif 2021.



Cette enveloppe de 48 millions d'euros se répartit ainsi :

- ✓ 37 millions d'euros pour les projets contractualisés, dont 15,5 millions d'euros pour les projets de transition écologique,
- ✓ 9 millions d'euros pour les travaux de voirie, soit 3 millions d'euros chaque année,
- ✓ 2 millions d'euros pour l'eau et l'assainissement.

Avec ce nouveau programme d'accompagnement triennal, le Département s'affirme dans son rôle de premier financeur des collectivités en Corrèze, au service d'un aménagement équilibré et durable du territoire corrézien.

II – AIDES AUX COLLECTIVITES : PROPOSITIONS 2021

A / AUTORISATIONS DE PROGRAMME : 48 000 000 € pour 2021-2023

Les Autorisations de Programme ci-dessous proposées au vote de notre Assemblée représentent un montant total de 48 M€ pour la période 2021-2023. Cette enveloppe globale se répartit de la façon suivante :

1) DISPOSITIF DE DOTATIONS VOIRIE

Dans le cadre de ce dispositif, une Autorisation de Programme pluriannuelle 2021-2023 d'un montant de 9 M€ est proposée au vote de notre Assemblée.

2) DISPOSITIF ALIMENTATION EN EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT ET MILIEUX AQUATIQUES

Dans le cadre de ce dispositif, une Autorisation de Programme pluriannuelle 2021-2023 d'un montant de 2 M€ est proposée au vote de notre Assemblée.

3) DISPOSITIF CONTRACTUEL 2021-2023 :

Ce dispositif est scindé en 2 types de contrats :

- le **Contrat de Solidarité Communale, en direction des communes** pour les projets communaux à impact local, pour lequel une Autorisation de Programme pluriannuelle 2021-2023 d'un montant de 29,5 M€ est proposée au vote de notre Assemblée.
- le **Contrat de Cohésion des Territoires, en direction des EPCI et autres maîtres d'ouvrage** pour les projets structurants à impact supra communal pour lequel une Autorisation de Programme pluriannuelle 2021-2023 d'un montant de 7,5 M€ est proposée au vote de notre Assemblée.

Soit un montant global de 48 M€ d'Autorisations de Programmes pluriannuelles 2021-2023 proposées au vote de notre Assemblée. Elles permettront l'attribution des subventions exprimées au titre des opérations éligibles au dispositif des aides aux collectivités.

B / DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 14 000 000 € de crédits de paiement pour 2021

Fidèle à ses ambitions pour le développement et l'attractivité du territoire, ce sont 14 M€ qui seront consacrés à l'aide aux collectivités en 2021, afin de procéder au versement des subventions d'ores et déjà allouées sur la période 2017-2020 et une partie de celles allouées en 2021.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

AIDES AUX COLLECTIVITES DEPENSES INVESTISSEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES	1 243 094 €	889 717 €	762 098 €
GESTION DE L'EAU DES COLLECTIVITES	927 536 €	533 727 €	526 481 €
INFRASTRUCTURES	150 000 €	236 687 €	319 718 €
PATRIMOINE/CULTURE/SPORTS	388 494 €	209 272 €	64 464 €
AMENAGEMENT COMMUNES ET ECOLES 1 ^{er} DEGRE	529 911 €	324 924 €	361 309 €
AIDE A L'ADRESSAGE	391 658 €	261 452 €	80 000 €
DOTATIONS VOIRIE	2 336 725 €	2 739 558 €	2 909 434 €
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 832 780 €	531 475 €	2 072 387 €
CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE	4 738 697 €	4 773 292 €	4 540 405 €
CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES	1 362 714 €	1 196 696 €	2 338 704 €
REHABILITATION DE LA 1089	73 391 €	73 391 €	0 €
SCHEMA TOURISME	25 000 €	0 €	25 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	14 000 000 €	11 770 191 €	14 000 000 €

AIDES AUX COLLECTIVITES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENTS	95 000 €	89 383 €	0 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	95 000 €	89 383 €	0 €

Et sur les enveloppes suivantes :

2003P022E19 - CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2015-2017 D
2003P033E77 - ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES / 2017 D
2003P033E76 - AMENAGEMENTS DE BOURGS / 2017 D
2003P033E75 - MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2017 D
2003P037E82 - ROUTES DEPARTEMENTALES EN TRAVERSE / 2017 D
2003P037E81 - VOIRIE / 2017 D
2003P037E69 - VOIRIE FORESTIERE ET MATERIEL DE VOIRIE / 2014-2019 D
2003P039E44 - EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2017 D
2003P039E43 - PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2017 D
2003P039E38 - DEV. DE LA LECTURE ET DES BIBLIOTHEQUES MUN / 2015-2019 D
2007P030E33 - AEP/ASSAINISSEMENT/MILIEU AQUA / 2016-2017 D
2007P030E12 - AEP ET ASSAINISSEMENT / 2008-2019D
2016P019E01 - TOURISME INVESTISSEMENT COMMUNES / 2015-2018 D
2018P017E01 - AIDE A L'ADRESSAGE - 2018/2020
2018P026E02 - VOIRIE - 2021/2023 D
2018P026E01 - VOIRIE - 2018/2020 D
2018P027E03 - CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023
2018P027E01 - CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES / 2018-2021 D
2018P028E03 - AEP/ASSAINISSEMENT / 2021-2023 D
2018P028E02 - AEP/ASSAINISSEMENT / 2019-2021 D
2018P028E01 - AEP/ASSAINISSEMENT / 2018 D
2018P029E02 - CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D
2018P029E01 - CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DEPENSES
INVESTISSEMENT	14 000 000 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 3 316 153 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITES - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/207 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation de Crédits de Paiements suivants au titre de la politique des Aides aux Collectivités 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES
INVESTISSEMENT	14 000 000 €

Article 2 : Sont votées au titre de 2021, les Autorisations de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation : 2018P026E02 - DOTATIONS VOIRIE/2021/2023 D
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Montant : 9 000 000 €
Durée d'affectation : 2021-2023

Désignation : 2018P028E03 - AEP ET ASSAINISSEMENT/2021/2023 D
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Montant : 2 000 000 €
Durée d'affectation : 2021-2023

Désignation : 2018P029E02 - CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE 2021/2023 D
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Montant : 29 500 000 €
Durée d'affectation : 2021-2023

Désignation : 2018P027E02 - CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES 2021/2023 D
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Montant : 7 500 000 €
Durée d'affectation : 2021-2023

Article 3 : Est approuvé l'ensemble des dispositions présentées dans le rapport au titre de la politique des aides aux collectivités.

Article 4 : Sont approuvés les modèles des contrats départementaux : Contrats de Solidarité Communale - CSC 2021-2023 et Contrat de Cohésion des Territoires - CCT 2021-2023 tels qu'annexés au présent rapport.

Article 5 : Est approuvée, telle qu'elle figure en annexe A, la liste des communes éligibles au dispositif de Dotations de Solidarité Communale 2021 ainsi que leurs montants respectifs.

Article 6 : Est approuvée, telle qu'elle figure en annexe B, la liste des propositions d'aides départementales allouées au titre de l'année 2021 pour la réalisation de diagnostics énergétiques.

Article 7 : Sont décidées sur l'Autorisation de Programme "Dotations Voirie 2021/2023" les affectations correspondant aux dotations 2021 attribuées aux collectivités, telles qu'elles ont été allouées lors de l'Assemblée Plénière du 5 mars 2021.

Article 8 : Sont décidées sur l'Autorisation de Programme "Contrat de Cohésion des Territoires 2021/2023" les affectations correspondant aux Dotations de Solidarité Communales 2021 - part additionnelle - attribuées aux communes éligibles telles que présentées en annexe A au présent rapport.

Article 9 : Sont décidées sur l'Autorisation de Programme "Contrat de Solidarité Communale 2021/2023" les affectations correspondant aux subventions attribuées, au titre de l'année 2021, pour la réalisation des opérations de diagnostics énergétiques figurant dans l'annexe B jointe au présent rapport.

Article 10 : Le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les contrats départements CSC 2021-2023 et CCT 2021-2023 à intervenir conformément aux modèles visés à l'article 4.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 916.28
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 911.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 912.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 913.3
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.1
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.21
- Section Investissement, Article fonctionnel 916.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.0
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.3
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.4.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de l'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1637-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

DOTATIONS DE SOLIDARITE COMMUNALE 2021

ANNEXE A

COMMUNES ELIGIBLES < 200 habitants POP DGF Potentiel financier < 1 000 Ratio endettement > 0	Dotation de solidarité départementale : Part dotation voirie 2021	Dotation de solidarité départementale : part ADDITIONNELLE	Dotation de solidarité départementale 2021 représentant 80% du coût H.T. des dépenses de voirie ou d'aménagements nécessaires	Coût H.T. éligible des dépenses de voirie et d'aménagements nécessaires
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
BELLECHASSAGNE	6 538 €	3 000 €	9 538 €	11 923 €
BONNEFOND	11 041 €	4 000 €	15 041 €	18 801 €
CHAPELLE-SPINASSE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
CHAVANAC	6 399 €	3 000 €	9 399 €	11 749 €
COUFFY-SUR-SARSONNE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
COURTEIX	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
ESTIVALS	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
FEYT	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
GOURDON-MURAT	6 645 €	3 000 €	9 645 €	12 056 €
GUMOND	2 223 €	1 000 €	3 223 €	4 029 €
LAFAGE-SUR-SOMBRE	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
LAMONGERIE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LAROCHE-PRES-FEYT	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LATRONCHE	10 194 €	4 000 €	14 194 €	17 743 €
LE JARDIN	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LIGNAREIX	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
LOSTANGES	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
MENOIRE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
MILLEVACHES	7 166 €	3 000 €	10 166 €	12 708 €
PALAZINGES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €

DOTATIONS DE SOLIDARITE COMMUNALE 2021

COMMUNES ELIGIBLES < 200 habitants POP DGF Potentiel financier < 1 000 Ratio endettement > 0	Dotation de solidarité départementale : Part dotation voirie 2021	Dotation de solidarité départementale : part ADDITIONNELLE	Dotation de solidarité départementale 2021 représentant 80% du coût H.T. des dépenses de voirie ou d'aménagements nécessaires	Coût H.T. éligible des dépenses de voirie et d'aménagements nécessaires
PANDRIGNES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PERET-BEL-AIR	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PEYRISSAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PIERREFITTE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
PRADINES	6 664 €	3 000 €	9 664 €	12 080 €
RILHAC-TREIGNAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-BONNET-LES-TOURS-DE-MERLE	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185 €	3 000 €	9 185 €	11 481 €
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
SAINT-HILAIRE-LUC	6 382 €	3 000 €	9 382 €	11 728 €
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	8 573 €	3 000 €	11 573 €	14 466 €
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	6 782 €	3 000 €	9 782 €	12 228 €
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
SAINT-SYLVAIN	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
THALAMY	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
TOY-VIAM	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
VALIERGUES	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
VEIX	10 000 €	4 000 €	14 000 €	17 500 €
VEYRIERES	6 000 €	3 000 €	9 000 €	11 250 €
VIAM	7 536 €	3 000 €	10 536 €	13 170 €

Opérations de diagnostics énergétiques

TERRITOIRES DE PROJETS	COLLECTIVITES BENEFICIAIRES	LIBELLE OPERATION	Dépense H.T.	Subvention départementale
BRIVE	SAINT CERNIN DE LARCHE	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	5 000 €	4 000 €
BRIVE	SAINT ROBERT	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	1 173 €	938 €
BRIVE	VOUTEZAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	5 350 €	4 280 €
HAUTE CORREZE	MAUSSAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	2 250 €	1 800 €
HAUTE CORREZE	MERLINES	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	6 950 €	4 800 € Plafond
HAUTE CORREZE	MOUSTIER VENTADOUR	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	850 €	680 €
HAUTE CORREZE	ROSIERS D'EGLÉTONS	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	1 200 €	960 €
HAUTE CORREZE	VALIERGUES	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	983 €	786 €
TULLE	CHANTEIX	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	5 200 €	4 160 €
TULLE	ESPAGNAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	513 €	410 €
TULLE	SAINT PRIEST DE GIMEL	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	660 €	528 €
VALLEE DE LA DORDOGNE	ALBUSSAC	Élaboration d'une étude et d'un audit énergétiques des bâtiments communaux	7 146 €	4 800 € Plafond
VALLEE DE LA DORDOGNE	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	780 €	624 €
VALLEE DE LA DORDOGNE	BILHAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	660 €	528 €
VALLEE DE LA DORDOGNE	GOULLES	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	1 370 €	1 096 €

TERRITOIRES DE PROJETS	COLLECTIVITES BENEFICIAIRES	LIBELLE OPERATION	Dépense H.T.	Subvention départementale
VALLEE DE LA DORDOGNE	LAGLEYGEOLLE	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	1 000 €	800 €
VALLEE DE LA DORDOGNE	MEYSSAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	5 736 €	4 589 €
VEZERE-AUVEZERE	ARNAC POMPADOUR	Élaboration d'un diagnostic énergétique de l'école maternelle	1 080 €	864 €
VEZERE-AUVEZERE	CHAMBERET	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	1 230 €	984 €
VEZERE-AUVEZERE	ESPARTIGNAC	Élaboration d'un audit énergétique des bâtiments communaux	1 917 €	1 534 €
VEZERE-AUVEZERE	EYBURIE	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	238 €	190 €
VEZERE-AUVEZERE	MONTGIBAUD	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	660 €	528 €
VEZERE-AUVEZERE	PERPEZAC LE NOIR	Élaboration d'un audit énergétique des bâtiments communaux	2 376 €	1 901 €
VEZERE-AUVEZERE	SAINT HILAIRE LES COURBES	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	600 €	480 €
VEZERE-AUVEZERE	SAINT MARTIN SEPERT	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	3 500 €	2 800 €
VEZERE-AUVEZERE	SAINT YBARD	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	5 000 €	4 000 €
VEZERE-AUVEZERE	TREIGNAC	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	740 €	592 €
VEZERE-AUVEZERE	VIGEOIS	Élaboration d'un diagnostic de performance énergétique	500 €	400 €
TOTAL			64 662 €	50 052 €

CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE
COMMUNE «Ded» «ddecommune»

2021 - 2023



LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DES AIDES AUX COLLECTIVITÉS : UN VÉRITABLE LEVIER POUR RENFORCER L'INVESTISSEMENT EN CORRÈZE

Le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, s'est donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un véritable levier dans ce domaine, notamment par la mise en place d'un dispositif contractuel triennal. Celui-ci permet d'apporter aux collectivités locales lisibilité et sécurisation financières pour la réalisation de leurs projets sur une période de 3 années.

LA CONTRACTUALISATION 2021-2023 : UN DOUBLE ENJEU POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Dès l'automne 2020, le Département a engagé la concertation avec les élus pour préparer la nouvelle contractualisation 2021-2023. Avec le ralentissement économique lié à la crise sanitaire, cette dernière s'inscrit pleinement dans l'objectif départemental de relance et de soutien à l'investissement local.

Par ailleurs, le Département a souhaité profiter de ce programme pluriannuel pour accélérer la transition écologique et notamment les actions de rénovation énergétique, faisant ainsi écho à l'intérêt des Corrèziens pour la part environnementale apportée aux politiques publiques.

48 MILLIONS D'EUROS POUR LES AIDES AUX COLLECTIVITÉS 2021-2023

Le Département a fait le choix de faire de son dispositif d'aides aux collectivités une de ses priorités, en le confortant financièrement via un montant d'aides de 48 millions d'euros sur 2021-2023, soit 9 millions d'euros de plus que l'enveloppe précédente, traduisant ainsi son double engagement en faveur de la relance économique et de la transition écologique. Ce sont au total 2 506 opérations qui seront accompagnées dont 630 au titre de la transition écologique, générant un montant prévisionnel de travaux de 280 millions d'euros.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par décision de l'Assemblée Plénière en date du ,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- La Commune «Ded» «ddecommune», représentée par «MONSIEUR» «NOM», en sa qualité de Maire, dûment habilité par décision du Conseil Municipal du «Ded»,

Ci-après dénommée la commune

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat constitue le cadre général d'intervention du Département sur les actions inscrites dans le Contrat de Solidarité Communale 2021-2023, à savoir :

A - DOTATION VOIRIE :

Le présent contrat permet de donner lisibilité sur la dotation annuelle voirie pour la période 2021-2023.

Pour la commune «Ded» «**ddecommune**», la dotation annuelle est de : «**DotationAnnuelleVoirie_**» euros.

Cette dernière sera versée sur la seule présentation des factures afférentes à la réalisation des travaux de voirie.

B - OPERATIONS CONTRACTUALISEES :

Le tableau, tel que présenté en ANNEXE 1 du présent contrat, a pour objectif de récapituler les opérations éligibles contractualisées accompagnées des engagements contractuels du Département pour la commune pour la période 2021-2023.

Le présent contrat, permet de :

- présenter, en son ANNEXE 1, les financements valant engagements contractuels de programmation du Département au bénéfice des opérations retenues comme éligibles. Ces financements, en toute transparence et équité, ont été déterminés pour chaque opération contractualisée sur la base du tableau de catégorie d'aides,
- identifier, en son ANNEXE 1, chaque opération par une priorité 1 ou 2,
- définir les conditions et les modalités d'attribution et de versement de l'aide départementale,
- présenter les engagements des parties signataires.

ARTICLE 2 : CONDITIONS ET MODALITES D'APPORT DE L'INTERVENTION DEPARTEMENTALE POUR LES OPERATIONS CONTRACTUALISEES

2.1 La mobilisation des crédits départementaux prévus dans le tableau présenté en ANNEXE 1 du présent contrat ne pourra se faire que sur dépôt d'un dossier de demande de subvention et après son instruction, dans le strict respect des règlements spécifiques en vigueur au moment de ce dépôt.

2.2 Chaque dossier fera l'objet d'un examen par la Commission Permanente ou lors d'une réunion de l'Assemblée Plénière du Département, dans la limite des enveloppes votées.

2.3 Pour mobiliser ces crédits, le maître d'ouvrage devra déposer auprès du Département un dossier de demande de subvention constitué de :

- **la délibération de la commune :**
 - décidant la réalisation de l'opération contractualisée,
 - désignant l'entreprise/prestataire dont l'offre technique et financière, à l'issue des consultations d'entreprises, a été retenue pour la réalisation de l'opération contractualisée,
 - arrêtant le plan de financement,
 - sollicitant l'attribution de la subvention départementale.
- **le dossier technique et financier de l'opération contractualisée :**
 - une notice explicative et justificative de l'opération à réaliser,
 - le dossier technique comportant :
 - le plan de masse,
 - le plan de situation,
- **l'acte d'engagement et le bordereau de prix ou les devis** signés par l'entreprise et le maître d'ouvrage.

2.4 Chaque opération retenue comme éligible bénéficie d'une autorisation anticipée d'engagement au 1^{er} janvier 2021.

2.5 Chaque décision de la Commission Permanente ou de l'Assemblée Plénière du Département fera l'objet d'un arrêté attributif de subvention qui sera notifié à la commune bénéficiaire. Cet arrêté détaillera les modalités de réalisation et de versement de la subvention.

2.6 Le versement de chaque subvention attribuée sera conditionné :

- à l'intervention de l'arrêté ou décision attributif de subvention,
- à l'engagement de l'opération subventionnée dans la limite du délai fixé par cet arrêté,
- à la réalisation de l'opération dans la limite du délai fixé par cet arrêté.

2.7 Chaque subvention sera versée au bénéficiaire à sa demande en une ou 2 fois sur présentation :

- du récapitulatif des factures (dates, entreprises, montants H.T.), visé par le maître d'ouvrage et le comptable public,
- des factures afférentes aux dépenses réalisées.

2.8 Le montant de la subvention versée, dans la limite du montant de subvention contractualisée, sera déterminé en appliquant au coût global H.T. des dépenses réalisées éligibles le taux fixé par l'arrêté attributif. Ce taux est issu des éléments du tableau présenté à l'article 1 (montant aide départementale/coût H.T. opération).

2.9 En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde de la subvention attribuée dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis par la notification de l'acte portant attribution de la subvention, la subvention non versée sera caduque.

ARTICLE 3 - INGENIERIE DEPARTEMENTALE

Pour l'accompagnement au montage et à la réalisation des projets, le Département propose une ingénierie globale au service du maître d'ouvrage :

- une ingénierie technique avec l'agence départementale Corrèze Ingénierie,
- une ingénierie de projets avec 5 chefs de projets de développement référents sur chaque grand territoire corrézien,
- une ingénierie administrative et financière avec le service des Aides aux Communes,
- une ingénierie transversale dans les autres domaines de compétences du Département en mettant l'expertise des services à disposition du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 La commune s'engage :

- au strict respect de l'ensemble des dispositions du présent contrat,
- à communiquer l'identification du soutien financier du Département, dans les conditions prévues par la charte graphique du Département, sur tous les documents d'information liés à son activité ainsi que sur la signalétique des chantiers,
- à implanter sur le chantier, dès la mise en œuvre de l'opération, un panneau signalant le concours financier apporté par le Département pour la réalisation des opérations éligibles,
- à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- à ne pas mobiliser d'autre dispositif départemental sur les opérations objets du présent contrat, le Département se réservant la possibilité de revoir sa participation en cas de double financement.

4.2 En contrepartie du respect des engagements précités, le Département s'engage à contribuer financièrement à la réalisation des opérations éligibles :

- selon les montants et les conditions définis dans le présent contrat,
- sous réserve des enveloppes destinées à assurer la couverture budgétaire pluriannuelle des opérations inscrites au présent contrat.

ARTICLE 5 - CLAUSES PARTICULIERES

A la demande expresse de la commune, justifiant de circonstances exceptionnelles et dérogatoires, et après décision de la Commission Permanente du Département, le délai de mise en chantier de la subvention départementale annuelle précisé dans l'arrêté attributif de la subvention pourra être prorogé d'un an.

ARTICLE 6 - RESTITUTIONS DES SUBVENTIONS

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée annuellement à la commune qui s'engage à restituer les sommes versées dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée pour une (des) opération(s) non conforme(s) à celle(s) définie(s) dans le présent contrat,
- si les parties ne respectent pas les engagements souscrits au titre du présent contrat.

ARTICLE 7 - DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de sa date de signature par les parties et portera sur la période allant jusqu'au 31 décembre 2023. Il pourra être prorogé d'un an, par tacite reconduction, sans que sa durée globale ne puisse excéder le 31 décembre 2024.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CONTRAT

8.1 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'une demande écrite de la commune.

8.2 L'avenant ou modification ne sera possible que dans la limite de l'enveloppe globale d'aides départementales contractualisées au bénéfice de la commune.

8.3 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'un avenant signé.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties au présent contrat s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE 10 - ANNEXE

- ANNEXE : Tableau des financements valant engagement contractuel de la programmation départementale 2021-2023.

Fait à Tulle
Le

Le Maire de la commune
«Ded» «ddecommune»

Le Président du Département
de la Corrèze

«Nom»

Pascal COSTE

Catégorie d'aides	Typologie d'opérations	Taux et plafonds annuels d'aides
1	Équipements communaux (garages communaux, locaux techniques...) Défense incendie, PLU Accessibilité et Travaux sans impact énergétique	Taux 25% - plafond de subvention 15 000 € ou 3 500 € pour les études (accessibilité et défense incendie)
2	Opérations de construction et de rénovation avec gain sur la sobriété énergétique	<p>Hors plan de relance État et Conseil Départemental</p> <p>* Taux de 30% pour bâtiment avec loyer (logement, local associatif, plateforme, multiple...) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT/an</p> <p>* Taux de 40% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques...) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT/an</p> <p>Dans le cadre le Plan de relance État et Conseil Départemental 2021-2022 (total taux d'aides État et Département 60%)</p> <p>* Taux de 25% pour bâtiment avec loyer (logement, local associatif, plateforme, multiple...) Plafond d'assiette éligible 200 000 € HT</p> <p>* Taux de 30% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques...) Plafond d'assiette éligible 200 000 € HT</p> <p>Conditionnalité d'obtention du taux : Sur présentation d'un diagnostic énergétique prouvant le gain énergétique suite aux travaux réalisés Taux de 80% plafond d'assiette éligible de 6 000 € HT</p>
3	Aménagements de Bourgs, Espaces Publics et opérations de désimperméabilisation des sols	Aménagements : taux de 25% - plafond de subvention 25 000 € Étude préalable : taux de 45% - plafond de subvention 9 000 €
4	Équipements sportifs	Taux 30% - construction : plafond d'assiette éligible de 400 000 € HT - rénovation : plafond d'assiette éligible de 300 000 € HT
5	Équipements et projets divers	Taux variable selon aide départementale
6	Édifices patrimoniaux	Taux 10% - plafond de subvention 60 000 € (classés MH) Taux 25% - plafond de subvention 40 000 € (inscrits MH) Taux 60% - plafond de subvention 60 000 € (non protégés MH)
7	Patrimoine mobilier	Taux 10% (classé MH) Taux 40% (inscrit MH) Taux 60% (non protégé MH)
8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé (PPRNP)	Taux 45% - plafond de subvention 20 000 €
9	Équipements de voirie (hors véhicule motorisé)	Taux 40% - plafond de subvention 5 000 €
10	Dotations voirie 2021-2023	Mobilisation de chaque dotation à hauteur de 40% du montant des factures et dans la limite du montant de la dotation allouée
11	Réseaux d'eaux pluviales sur Route Départementale en Traverse (RDT)	Taux 30% - plafond de subvention 30 000 €
12	Maison Médicale et MSP	Taux 20% - plafond de subvention 100 000 €

CONTRAT DE COHESION DES TERRITOIRES

«EPCI_AUTRES_MAITRES_OUVRAGE»

2021 - 2023



LA POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DES AIDES AUX COLLECTIVITÉS : UN VÉRITABLE LEVIER POUR RENFORCER L'INVESTISSEMENT EN CORRÈZE

Le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, s'est donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un véritable levier dans ce domaine, notamment par la mise en place d'un dispositif contractuel triennal. Celui-ci permet d'apporter aux collectivités locales lisibilité et sécurisation financières pour la réalisation de leurs projets sur une période de 3 années.

LA CONTRACTUALISATION 2021-2023 : UN DOUBLE ENJEU POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Dès l'automne 2020, le Département a engagé la concertation avec les élus pour préparer la nouvelle contractualisation 2021-2023. Avec le ralentissement économique lié à la crise sanitaire, cette dernière s'inscrit pleinement dans l'objectif départemental de relance et de soutien à l'investissement local.

Par ailleurs, le Département a souhaité profiter de ce programme pluriannuel pour accélérer la transition écologique et notamment les actions de rénovation énergétique, faisant ainsi écho à l'intérêt des Corrèziens pour la part environnementale apportée aux politiques publiques.

48 MILLIONS D'EUROS POUR LES AIDES AUX COLLECTIVITÉS 2021-2023

Le Département a fait le choix de faire de son dispositif d'aides aux collectivités une de ses priorités, en le confortant financièrement via un montant d'aides de 48 millions d'euros sur 2021-2023, soit 9 millions d'euros de plus que l'enveloppe précédente, traduisant ainsi son double engagement en faveur de la relance économique et de la transition écologique. Ce sont au total 2 506 opérations qui seront accompagnées dont 630 au titre de la transition écologique, générant un montant prévisionnel de travaux de 280 millions d'euros.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

- Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par Monsieur Pascal COSTE, en sa qualité de Président dûment habilité par décision de l'Assemblée Plénière en date du ,

Ci-après dénommé "le Département"

ET

- Le Président de la «EPCI_AUTRES_MAITRES_OUVRAGE», représenté par «NOM», en sa qualité de «President», dûment habilité par décision du "XXXXX" du ,

Ci-après dénommé le maître d'ouvrage

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat constitue le cadre général d'intervention du Département sur les actions inscrites dans le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023, à savoir :

A - DOTATION VOIRIE :

Le présent contrat permet de donner lisibilité sur la dotation annuelle voirie pour la période 2021-2023.

Pour la «EPCI_AUTRES_MAITRES_OUVRAGE», la dotation annuelle est de :
«DotationAnnuelleVoirie_» euros.

Cette dernière sera versée sur la seule présentation des factures afférentes à la réalisation des travaux de voirie.

B - OPERATIONS CONTRACTUALISEES :

Le tableau, tel que présenté en ANNEXE 1 du présent contrat, a pour objectif de récapituler les opérations éligibles contractualisées accompagnées des engagements contractuels du Département pour le maître d'ouvrage pour la période 2021-2023.

Le présent contrat, permet de :

- présenter, en son ANNEXE 1, les financements valant engagements contractuels de programmation du Département au bénéfice des opérations retenues comme éligibles. Ces financements, en toute transparence et équité, ont été déterminés pour chaque opération contractualisée sur la base du tableau de catégorie d'aides,
- identifier, en son ANNEXE 1, chaque opération par une priorité 1 ou 2,
- définir les conditions et les modalités d'attribution et de versement de l'aide départementale,
- présenter les engagements des parties signataires.

ARTICLE 2 : CONDITIONS ET MODALITES D'APPORT DE L'INTERVENTION DEPARTEMENTALE POUR LES OPERATIONS CONTRACTUALISEES

2.1 La mobilisation des crédits départementaux prévus dans le tableau présenté en ANNEXE 1 du présent contrat ne pourra se faire que sur dépôt d'un dossier de demande de subvention et après son instruction, dans le strict respect des règlements spécifiques en vigueur au moment de ce dépôt.

2.2 Chaque dossier fera l'objet d'un examen par la Commission Permanente ou lors d'une réunion de l'Assemblée Plénière du Département, dans la limite des enveloppes votées.

2.3 Pour mobiliser ces crédits, le maître d'ouvrage devra déposer auprès du Département un dossier de demande de subvention constitué de :

- **la délibération du maître d'ouvrage :**
 - décidant la réalisation de l'opération contractualisée,
 - désignant l'entreprise/prestataire dont l'offre technique et financière, à l'issue des consultations d'entreprises, a été retenue pour la réalisation de l'opération contractualisée,
 - arrêtant le plan de financement,
 - sollicitant l'attribution de la subvention départementale.
- **le dossier technique et financier de l'opération contractualisée :**
 - une notice explicative et justificative de l'opération à réaliser,
 - le dossier technique comportant :
 - le plan de masse,
 - le plan de situation,
- **l'acte d'engagement et le bordereau de prix ou les devis** signés par l'entreprise et le maître d'ouvrage.

2.4 Chaque opération retenue comme éligible bénéficie d'une autorisation anticipée d'engagement au 1^{er} janvier 2021.

2.5 Chaque décision de la Commission Permanente ou de l'Assemblée Plénière du Département fera l'objet d'un arrêté attributif de subvention qui sera notifié au maître d'ouvrage bénéficiaire. Cet arrêté détaillera les modalités de réalisation et de versement de la subvention.

2.6 Le versement de chaque subvention attribuée sera conditionné :

- à l'intervention de l'arrêté ou décision attributif de subvention,
- à l'engagement de l'opération subventionnée dans la limite du délai fixé par cet arrêté,
- à la réalisation de l'opération dans la limite du délai fixé par cet arrêté.

2.7 Chaque subvention sera versée au bénéficiaire à sa demande en une ou 2 fois sur présentation :

- du récapitulatif des factures (dates, entreprises, montants H.T. et T.T.C.), visé par le maître d'ouvrage et le comptable public,
- des factures afférentes aux dépenses réalisées.

2.8 Le montant de la subvention versée, dans la limite du montant de subvention contractualisée, sera déterminé en appliquant au coût global H.T. ou T.T.C. des dépenses réalisées éligibles le taux fixé par l'arrêté attributif. Ce taux est issu des éléments du tableau présenté à l'article 1 (montant aide départementale/coût H.T. ou T.T.C. opération).

2.9 En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde de la subvention attribuée dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis par la notification de l'acte portant attribution de la subvention, la subvention non versée sera caduque.

ARTICLE 3 - INGENIERIE DEPARTEMENTALE

Pour l'accompagnement au montage et à la réalisation des projets, le Département propose une ingénierie globale au service du maître d'ouvrage :

- une ingénierie technique avec l'agence départementale Corrèze Ingénierie,
- une ingénierie de projets avec 5 chefs de projets de développement référents sur chaque grand territoire corrézien,
- une ingénierie administrative et financière avec le service des Aides aux Communes,
- une ingénierie transversale dans les autres domaines de compétences du Département en mettant l'expertise des services à disposition du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1 Le maître d'ouvrage s'engage :

- au strict respect de l'ensemble des dispositions du présent contrat,
- à communiquer l'identification du soutien financier du Département, dans les conditions prévues par la charte graphique du Département, sur tous les documents d'information liés à son activité ainsi que sur la signalétique des chantiers,
- à implanter sur le chantier, dès la mise en œuvre de l'opération, un panneau signalant le concours financier apporté par le Département pour la réalisation des opérations éligibles,
- à accepter et faciliter tout contrôle de l'emploi de l'aide départementale, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile,
- à ne pas mobiliser d'autre dispositif départemental sur les opérations objets du présent contrat, le Département se réservant la possibilité de revoir sa participation en cas de double financement.

4.2 En contrepartie du respect des engagements précités, le Département s'engage à contribuer financièrement à la réalisation des opérations éligibles :

- selon les montants et les conditions définis dans le présent contrat,
- sous réserve des enveloppes destinées à assurer la couverture budgétaire pluriannuelle des opérations inscrites au présent contrat.

ARTICLE 5 - CLAUSES PARTICULIERES

A la demande expresse du Maître d'Ouvrage, justifiant de circonstances exceptionnelles et dérogatoires, et après décision de la Commission Permanente du Département, le délai de mise en chantier de la subvention départementale annuelle précisé dans l'arrêté attributif de la subvention pourra être prorogé d'un an.

ARTICLE 6 - RESTITUTIONS DES SUBVENTIONS

Le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée annuellement au Maître d'Ouvrage qui s'engage à restituer les sommes versées dans les cas suivants :

- si la subvention est utilisée pour une (des) opération(s) non conforme(s) à celle(s) définie(s) dans le présent contrat,
- si les parties ne respectent pas les engagements souscrits au titre du présent contrat.

ARTICLE 7 - DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à compter de sa date de signature par les parties et portera sur la période allant jusqu'au 31 décembre 2023. Il pourra être prorogé d'un an, par tacite reconduction, sans que sa durée globale ne puisse excéder le 31 décembre 2024.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CONTRAT

8.1 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'une demande écrite du Maître d'Ouvrage.

8.2 L'avenant ou modification ne sera possible que dans la limite de l'enveloppe globale d'aides départementales contractualisées au bénéfice du Maître d'Ouvrage.

8.3 Toute modification du présent contrat fera l'objet d'un avenant signé.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties au présent contrat s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente, à savoir le tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE 10 - ANNEXE

- ANNEXE : Tableau des financements valant engagement contractuel de la programmation départementale 2021-2023.

Fait à Tulle
Le

Le Président de la
«EPCI_AUTRES_MAITRES_OUVRAGE»

Le Président du Département
de la Corrèze

«NOM»

Pascal COSTE

Catégorie d'aides	Typologie d'opérations	Taux et plafonds annuels d'aides
1	Équipements communaux (garages communaux, locaux techniques...) Défense incendie, PLU Accessibilité et Travaux sans impact énergétique	Taux 25% - plafond de subvention 15 000 € ou 3 500 € pour les études (accessibilité et défense incendie)
2	Opérations de construction et de rénovation avec gain sur la sobriété énergétique	<p>Hors plan de relance État et Conseil Départemental</p> <p>* Taux de 30% pour bâtiment avec loyer (logement, local associatif, plateforme, multiple...) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT/an</p> <p>* Taux de 40% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques...) Plafond d'assiette éligible 100 000 € HT/an</p> <p>Dans le cadre le Plan de relance État et Conseil Départemental 2021-2022 (total taux d'aides État et Département 60%)</p> <p>* Taux de 25% pour bâtiment avec loyer (logement, local associatif, plateforme, multiple...) Plafond d'assiette éligible 200 000 € HT</p> <p>* Taux de 30% pour bâtiment sans loyer (école, mairie, salle polyvalente, bibliothèques...) Plafond d'assiette éligible 200 000 € HT</p> <p>Conditionnalité d'obtention du taux : <u>Sur présentation d'un diagnostic énergétique</u> prouvant le gain énergétique suite aux travaux réalisés Taux de 80% plafond d'assiette éligible de 6 000 € HT</p>
3	Aménagements de Bourgs, Espaces Publics et opérations de désimperméabilisation des sols	Aménagements : taux de 25% - plafond de subvention 25 000 € Étude préalable : taux de 45% - plafond de subvention 9 000 €
4	Équipements sportifs	Taux 30% - construction : plafond d'assiette éligible de 400 000 € HT - rénovation : plafond d'assiette éligible de 300 000 € HT
5	Équipements et projets divers	Taux variable selon aide départementale
6	Édifices patrimoniaux	Taux 10% - plafond de subvention 60 000 € (classés MH) Taux 25% - plafond de subvention 40 000 € (inscrits MH) Taux 60% - plafond de subvention 60 000 € (non protégés MH)
7	Patrimoine mobilier	Taux 10% (classé MH) Taux 40% (inscrit MH) Taux 60% (non protégé MH)
8	Petit Patrimoine Rural Non Protégé (PPRNP)	Taux 45% - plafond de subvention 20 000 €
9	Équipements de voirie (hors véhicule motorisé)	Taux 40% - plafond de subvention 5 000 €
10	Dotations voirie 2021-2023	Mobilisation de chaque dotation à hauteur de 40% du montant des factures et dans la limite du montant de la dotation allouée
11	Réseaux d'eaux pluviales sur Route Départementale en Traverse (RDT)	Taux 30% - plafond de subvention 30 000 €
12	Maison Médicale et MSP	Taux 20% - plafond de subvention 100 000 €

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2021

RAPPORT

Le Conseil Départemental agit pour l'amélioration de la qualité de vie des corréziens au travers des dispositifs sur la thématique des logements et des opérations de rénovation de l'habitat. Il est porteur d'un véritable développement économique local, en mettant l'habitat au centre des priorités et des actions de la cohésion territoriale du département dans un contexte difficile.

En effet, la part correspondant au couple (loyer - charge) impacte de façon de plus en plus importante le portefeuille des foyers corréziens. Le parc des logements devient de plus en plus énergivore jusqu'à avoir 1/3 du parc classé en passoire énergétique (classes F et G) et voit la revitalisation des villes et des bourgs comme un enjeu d'importance pour le développement local et l'attractivité du territoire. Le Conseil Départemental de la Corrèze s'inscrit alors dans la continuité de ses dispositifs d'accompagnement de la politique du logement et innove par des actions sur la transition écologique.

Ainsi, à travers la politique portée par le Guichet Habitat, les différents dispositifs d'aides permettant de dynamiser l'accession à la propriété datant d'avant 1980 et le principe de bonification pour les jeunes ménages perdurent pour les accompagner dans leur installation sur le territoire.

De même, le Conseil Départemental maintient ses dispositifs d'aide au maintien à domicile, d'aides à la pierre et d'accompagnement à la rénovation énergétique pour les opérations de rénovation globale visant une réduction de 35 % des consommations énergétiques.

Le plan de soutien à l'habitat permet d'intervenir sur tous les champs du logement et il s'adresse aux particuliers, aux communes et EPCI mais aussi aux bailleurs sociaux. Par l'ensemble de ses effets directs et indirects, il est un véritable facteur de développement des territoires.

En plus de l'aide au bâti, la Collectivité intervient sur le logement, qui est une composante essentielle de la vie des personnes, et qui est également un levier pour l'action sociale.

Au travers du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2017-2021, intégrant le Fonds Solidarité Logement (FSL) et le Fonds Commun Logement (FCL) gérés intégralement par le Conseil Départemental, la Collectivité affirme sa volonté d'aider les Corréziens les plus modestes à payer leurs charges liées à l'habitat.

De surcroît, dans la continuité de notre politique de soutien auprès de nos partenaires et au vu de leurs actions en faveur du "mieux logement", dont les jeunes sont une cible prioritaire, un appui est apporté à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement et les Services Habitat Jeunes.

Ainsi, pour sa mise en œuvre, la politique de l'habitat s'inscrit dans 2 grands dispositifs :

- Le Guichet Habitat, qui gère nos aides au bâti (parc privé et parc public),
- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

De plus, dans sa logique de solidarité territoriale, et d'efficience du meilleur service rendu à l'usager, le Département a mis en place en juin 2017 une cellule spécifique en charge de l'urbanisme, dans le but de mutualiser ses moyens opérationnels et fonctionnels.

Elle a pour différentes missions le conseil et l'appui dans la mise en place ou la révision des documents de planification territoriale, ainsi que l'instruction des actes d'urbanisme des collectivités ayant conventionné en ce sens avec le Département.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :

- 2 771 000 € de crédits de paiements :
 - 2 000 000 € au titre des dépenses d'investissement,
 - 771 000 € au titre des dépenses de fonctionnement,
- 35 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

I - INVESTISSEMENT - GUICHET HABITAT : 2 000 000 €

Depuis juin 2015, un plan de soutien à l'habitat a été mis en œuvre par le Département :

- S'adressant aux particuliers et aux bailleurs sociaux,
- Et permettant d'intervenir sur tous les champs du logement (accession, rénovation, adaptation à la perte d'autonomie).

Au fil des années, des ajustements ont été apportés à nos dispositifs pour :

- Dynamiser l'accession à la propriété, mais également, dans le cadre de réalisation de travaux de réhabilitation,
- Soutenir l'activité locale et conforter les emplois corréziens,
- Améliorer le service rendu aux usagers.

En 2020, face à la crise sanitaire, le service Habitat est resté mobilisé auprès des Corréziens afin de les accompagner dans leurs projets, tout en soutenant les professionnels du bâtiment dans ce contexte difficile.

Dans le cadre du Plan de Relance, 2020 a été l'année du lancement d'une nouvelle prime d'État : "Ma Prime Rénov' (MPR)". Il s'agit de la fusion du CITE - Crédit d'Impôts pour la Transition Énergétique et de l'ancienne aide ANAH "Habiter Mieux Agilité".

Le cumul des aides État, Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), collectivités locales (dans le cadre des OPAH) et l'aide du Conseil Départemental Plan Isolation - "Amélioration Énergétique des logements" peut faire effet de levier pour que des projets lourds tels que des sorties de passoires thermiques puissent se réaliser grâce à un reste à charge moindre, supportable pour les ménages.

Par ailleurs, le Conseil Départemental travaille en étroite collaboration avec les différents partenaires de l'habitat, notamment avec les EPCI ayant mis en place des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et des Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) :

Les OPAH :

- Quatre EPCI sont déjà couverts par des OPAH et OPAH Renouvellement Urbain (OPAH RU) :
 - La Communauté d'Agglomération de Brive et Communauté de Communes Pays de Lubersac,
 - La Communauté de Communes Haute-Corrèze-Communauté-Ventadour,
 - La Communauté de Communes du Pays d'Uzerche,
 - La Communauté de Communes du Pays de Saint-Yrieix ;

- Tulle Agglomération a signé son OPAH et OPAH RU en décembre 2020 et la recherche d'un opérateur est en cours pour l'animation ;
- La Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne devrait lancer son OPAH d'ici fin 2021 ;
- Enfin, une étude est en cours sur la Communauté de Communes Vézère-Monédières-Millesources.

Les PLH :

Trois PLH sont exécutoires sur la Communauté d'Agglomération de Brive, la Communauté de Communes Ventadour-Egletons-Monédières et la Communauté de Communes Haute-Corrèze-Communauté.

Celui de Tulle Agglo est en révision et une étude a démarré sur la Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne.

Enfin, pour permettre une meilleure information, les Corrèziens ont accès aux dispositifs des aides départementales par le biais d'un numéro unique et d'un formulaire 1^{er} contact accessible sur le site du Département.

En complément, différentes méthodes de communication du Département sur les actions du service Habitat ont été engagées : salon de l'habitat diffusion de l'information par et auprès de différents organismes de l'habitat, réunions auprès des artisans (CAPEB, FFB), articles dans Corrèze Magazine...

Bilan 2020

Malgré la situation sanitaire en 2020, le Guichet Habitat est resté actif pour assurer au mieux ses missions auprès des Corrèziens : 940 demandes traitées (987 en 2019), 2 400 appels (2 332 en 2019), 262 formulaires "1^{er} contact" (257 en 2019).

Le tableau ci-dessous indique la répartition des dossiers transmis et les subventions allouées en 2020 selon les typologies d'aides du Guichet Habitat :

BILAN GUICHET HABITAT 2020	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers instruits	Montant de travaux ou d'acquisition	Montant subventions engagé en 2020
AIDES AU PARC PRIVE				
AIDES A LA PIERRE				
Accession à la propriété parc privé	349	277	27 218 666 €	751 000 €
Amélioration énergétique d'un logement	163	104	2 274 078 €	449 600 €
Travaux traditionnels	65	18	320 255 €	52 486 €
Amélioration des logements propriétaires bailleurs privés	15	5	204 428 €	28 000 €
Accession à la propriété dans le parc public	0	0	0 €	0 €
Accession à la propriété parc Corrèze Habitat	4	5	259 000 €	15 000 €
<i>TOTAL</i>	596	409	30 276 427 €	1 296 086 €

MAINTIEN A DOMICILE				
Maintien à domicile	162	63	406 388 €	129 245 €
Retour à domicile en urgence de personnes âgées	3	2	8 119 €	2 435 €
Adaptation du logement à la perte d'autonomie	3	2	6 987 €	1 300 €
<i>TOTAL</i>	168	67	421 494 €	132 980 €
TOTAL AIDES AU PARC PRIVE	764	476	30 697 921 €	1 429 066 €

AIDES AU PARC PUBLIC				
Parc locatif social	9	9 (156 lgts)	10 425 756 €	248 000 €
Neuf	2	2 (37 lgts)	5 044 321 €	7 500 €
Réhabilitation	5	5 (82 lgts)	4 833 880 €	203 500 €
Démolition	2	2 (37 lgts)	547 555 €	37 000 €
Parc locatif social protocole Corrèze Habitat	2	2	1 403 844 €	259 195 €
Protocole	1	1 (15 lgts)	589 859 €	15 000 €
Changement de composants	1	1	813 985 €	244 195 €
TOTAL AIDES AU PARC PUBLIC	11	11	11 829 600 €	507 195 €

TOTAL	775	487	42 527 521 €	1 936 261 €
--------------	------------	------------	---------------------	--------------------

Au titre de l'année 2020, malgré la pandémie, le volume de dossiers instruits reste stable avec une prédominance récurrente de l'aide "Accession à la propriété dans le parc privé".

Les aides aux travaux du Guichet Habitat participent au maintien du tissu économique corrézien. En effet, si le nombre de dossiers instruits dans le cadre de l'amélioration énergétique et du maintien à domicile reste constant, les montants de subventions alloués sont en légère progression, résultat d'un volume de travaux qui s'avère plus importants.

Enfin, on peut constater que les projets des bailleurs sociaux sont en régression face aux difficultés de réorganisation et de regroupement imposées par la loi ELAN.

Évolutions

A ce jour, le dispositif d'aides du Guichet Habitat se maintient à travers son aide à l'accession à la propriété, au maintien à domicile, à l'Amélioration Énergétique du Logement.

De plus, bien que la Corrèze ne soit pas en zone tendue, des besoins en logements sociaux se font sentir dans les cœurs de villes et les bourgs.

Aussi, le Département maintient son soutien auprès des bailleurs sociaux pour les accompagner dans la démolition ou la réhabilitation et la construction de logements destinés aux Corrèziens les plus modestes.

A noter que le monde du logement social vit d'importantes réformes.

En effet, les organismes HLM et les SEM gérant moins de 12 000 logements ont l'obligation de fusionner et de se regrouper (loi ELAN du 23/11/2018).

Ainsi, le paysage du logement social a changé en Corrèze :

- La COPROD à Ussel a opéré une fusion-absorption avec le groupe CILIOPEE,
- BRIVE-HABITAT a fusionné avec NOALIS et EGLETONS-HABITAT pour créer la Société Anonyme de Coordination (SAC) AMETEA,
- CORREZE-HABITAT est actuellement en réflexion sur une mise en œuvre de regroupement.

Les priorités d'interventions restent les suivantes :

- Le soutien apporté à l'amélioration du parc locatif pour les bailleurs sociaux qui privilégieront des projets de rénovation énergétique de logements, afin de participer à la réduction des charges locatives.
Au vu du nombre des demandes, il est proposé au vote de notre Assemblée d'abonder le montant de l'Autorisation de Programme Parc Locatif Social de 500 000 € afin de permettre l'attribution des subventions exprimées au titre de ce dispositif, à savoir :
 - Autorisation de programme 2018/2021 Parc Locatif Social : 2 200 000 €
- Le soutien aux opérations de Corrèze Habitat, afin qu'il puisse mettre en œuvre sa stratégie patrimoniale et améliorer la qualité du service rendu aux locataires, via une convention de soutien couvrant la période 2019 - 2021, votée lors de la séance du 10 novembre 2017. S'y ajoute un avenant au protocole d'aide au rétablissement de l'équilibre de l'Office Public de l'Habitat - Corrèze Habitat, signé dans le cadre d'une convention quadripartite entre Corrèze Habitat, le Conseil Départemental, l'État et la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS), voté lors de la séance du 19 juillet 2019, il couvre la période 2017-2021.

Dépenses (crédits de paiement)

Ce sont donc 2 000 000 € qui sont affectés pour accompagner l'engagement ambitieux de la Collectivité Départementale auprès des particuliers, des bailleurs sociaux pour l'année 2021.

PROGRAMMES	BP 2021
Aide à la Pierre	997 000 €
Maintien à Domicile	1 57 000 €
Parc Locatif Social	480 000 €
Corrèze Habitat	366 000 €
TOTAL	2 000 000 €

II - LOGEMENT SOCIAL : 771 000 €

A - Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées :

Le Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2017 - 2021, copiloté par le Département et l'État, permet une prise en charge conjointe et articulée des problématiques de l'hébergement et du logement.

Le Département intervient conjointement avec l'État sur les autres dispositifs et outils du PDALHPD (Charte de prévention des expulsions, Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives, Commission de médiation (dite DALO), Service Intégré d'Accueil et d'Orientation, Pôle Départemental de Lutte contre l'habitat Indigne (PDLHI)).

L'année 2020, marquée par un contexte sanitaire difficile a eu des répercussions tant au niveau du travail partenarial, que du fonctionnement des outils financiers du Plan. Lors du Comité Responsable qui s'est tenu de façon dématérialisée durant la fin du mois de mars, il a été acté les 2 actions suivantes :

- L'année 2021 sera consacrée à la poursuite des actions déjà engagées en 2020.
- La prorogation d'un an du plan jusqu'au 31 décembre 2022, la fin de l'année et le 1^{er} semestre 2022 permettra alors la mise en place du bilan des actions et la concertation avec les partenaires pour la mise en place du futur plan.

a - Fonds Solidarité Logement (FSL) : 421 000 €

Outil du PDALHPD, ce fonds partenarial, dont le Département a la responsabilité depuis le 1^{er} janvier 2005, permet d'aider les ménages les plus modestes à accéder ou se maintenir dans un logement.

⇒ Bilan :

- 2 014 aides ont été accordées en 2020.

Octroyées à des personnes à faibles ressources, ces aides s'inscrivent dans l'accès au logement (dépôt de garantie, achat de mobilier...) et dans le maintien dans les lieux (règlement des loyers, des factures de chauffage, d'eau...).

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire qui a certainement entraîné une baisse des demandes d'aide (période de confinement). Cependant, en fin d'année, l'apparition de nouveaux demandeurs d'aide a été constatée (paupérisation consécutive à la crise sanitaire).

La répartition territoriale des attributions se décline ainsi : 45 % d'aides pour l'arrondissement de Brive, 37 % pour celui de Tulle et 17 % pour celui d'Ussel.

Elle est quasiment similaire à celle de 2019.

Les aides à l'accès sont les plus sollicitées, suivies des aides à l'énergie.

Cela représente un montant de prestations de 640 292 € accordées pour l'accès et le maintien dans le logement et un montant de subventions de 57 400 € pour le soutien de diverses actions sur l'habitat.

Le montant financier total engagé est de 697 692 € sur les 925 066 € de financement. Financement abondé par le service Habitat à hauteur de 421 000 € et par le service Insertion à hauteur de 200 000 €.

Les montants complémentaires sont assurés par les partenaires financeurs du FSL.

⇒ Évolutions

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire. Même si dans un premier temps, une baisse des dossiers a été constatée, dans un deuxième temps est apparue une paupérisation d'un certain public ; constat repéré essentiellement sur le deuxième semestre 2020.

Par conséquent, afin de prendre en compte ces évolutions, le règlement intérieur du FSL a été repensé, amenant entre autres les modifications suivantes : hausse des quotients familiaux, hausse du montant de certaines prestations, création de nouvelles aides (déménagement, entretien du système de chauffage individuel, axe prévention des expulsions dans le cadre de l'Accompagnement Social lié au Logement...), création pour 2021 d'une aide exceptionnelle accessible à tous les Corrégiens ayant rencontré des difficultés financières, sociales liées à la crise sanitaire et ayant entraîné des impayés (loyers, fournitures...).

⇒ Dépenses

Il est proposé de confirmer l'engagement financier du Conseil Départemental à hauteur de 421 000 €.

A ce montant, s'ajoutent les 200 000 € au titre du Plan Départemental de l'Insertion, versés par le service Insertion au service Habitat.

Ce qui porte l'engagement total de la collectivité à hauteur de 621 000 €.

b - Fonds Commun Logement (FCL) : 60 000 €

Autre outil partenarial du Plan, ce dispositif non obligatoire est géré par le Département. Ce fonds permet d'aider les propriétaires disposant de faibles ressources pour se maintenir dans leur logement dans de bonnes conditions.

⇒ Bilan

En 2020 :

- 77 dossiers ont été étudiés,
- 50 ont été financés, dont :
 - Lutte contre la précarité énergétique : 29 dossiers,
 - Aide aux travaux de rénovation partielle : 10 dossiers,
 - Adaptation des logements au handicap et au vieillissement bailleurs publics : 7 dossiers,
 - Remise en état suite à dégradations : 3 dossiers,
 - Projet global de rénovation : 1

L'ensemble des aides représente un montant total de 90 610 € soit une moyenne de 1 812 € par dossier.

Parmi les demandes, une majorité concernait la lutte contre la précarité énergétique. Les demandeurs sont pour moitié des personnes retraitées.

Le montant financier prévisionnel 2021 est de 132 458 € dont 60 000 € de la collectivité. Les montants complémentaires sont assurés par les partenaires.

⇒ Évolutions

En partenariat avec les différents financeurs, le règlement intérieur du Fonds à été modifié, notamment au vu de l'évolution des différents dispositifs intervenants en faveur de l'amélioration de l'habitat. L'objectif étant d'être au plus près des besoins de ce public très modeste en :

- Intervenant sur les postes de travaux non ou peu pris en charge par les dispositifs actuels (aide à la désinsectisation par exemple...),
- En demeurant un dispositif levier pour la finalisation des dossiers où la situation financière est très fragile (augmentation des montants alloués).

⇒ Dépenses

Il est proposé de reconduire la participation du Conseil Départemental au FCL à hauteur de 60 000 €.

B - Prestataires et partenaires :

a - Délégation de gestion à l'AFADIL

L'Association d'Aide aux Familles en Difficulté de Logement (AFADIL) a été choisie pour assurer la gestion financière et comptable du Fonds Solidarité pour le Logement, du Fonds Commun Logement et du Fonds d'Aide aux Jeunes.

Une convention de gestion financière et comptable a été votée lors de la réunion de la Commission permanente en date du 13 décembre 2019 précisant l'étendue de la délégation donnée à l'AFADIL et déterminant les missions en découlant.

La convention a pris effet au 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 1 an.

Elle est renouvelable deux fois maximum par tacite reconduction pour des périodes d'un an.

Elle pourra être complétée ou modifiée par voie d'avenants.

L'AFADIL prélèvera en 2021 au maximum 58 000 € pour la gestion du FSL et 2 000 € pour la gestion du FCL sur les enveloppes dévolues à ces 2 fonds.

b - Les prestations d'ingénierie et autres subventions : 69 520 €

Il s'agit principalement des dépenses relatives aux prestations confiées à Soliha par le biais d'un marché pour l'accompagnement à l'amélioration de l'habitat et du service immobilier social :

- Instruction des dossiers du Guichet Habitat - maintien à domicile,
- Prestations sociales - amélioration de l'habitat
- Service immobilier social.

Les marchés ont été renouvelés en juillet 2019, après une mise en concurrence nationale, et pour une durée de 3 ans et demi, soit une fin pour le 31 décembre 2022.

c - L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) : 40 000 €

L'ADIL informe gratuitement les Corrégiens, particuliers, professionnels et élus, afin de les aider à mieux connaître les droits mais aussi les devoirs en matière de logement. Au travers de son action, elle favorise un véritable accès au droit des personnes notamment les plus fragiles, et leur permet de bénéficier de dispositifs et d'aides spécifiques qui leur sont destinés.

Elle intervient aussi pour délivrer des avis sur les dossiers présentés au Fonds de Solidarité Logement, notamment quant à l'effectivité des charges et des loyers dus.

Elle assure des permanences sur l'ensemble des territoires afin d'apporter l'information au plus près des Corrégiens.

Il est proposé de maintenir l'intervention du Département à hauteur de 40 000 € pour 2020.

Les modalités de soutien à l'ADIL sont fixées dans une convention signée en 2018 avec reconduction tacite chaque année sous réserve de présentation par l'association des comptes annuels.

d - Les Services Habitat Jeunes (SHJ) : 180 480 €

Le Conseil Départemental soutient les 3 sites de Brive, Tulle et Égletons dans leurs actions d'insertion et de promotion sociale au bénéfice des jeunes de 18 à 30 ans, mais aussi pour leur contribution au logement des jeunes, public à faibles ressources relevant du PDALHPD.

Ces résidences permettent aux jeunes d'être accompagnés en bénéficiant d'activités d'accueil, d'orientation et d'information sur le logement et d'offres d'habitat.

209 places sont gérées par ces 3 organismes, dont 163 en structure et 46 en diffus : 67 à Brive, 35 à Égletons et 107 à Tulle, avec un taux d'occupation de plus de 80 %.

Ces organismes apportent une bonne réponse à ces jeunes fragilisés et en voie d'insertion, par le biais de l'accompagnement réalisé.

Les modalités de financement vont faire l'objet de conventions annuelles qui seront établies à l'issue d'un travail de concertation partenariale avec les structures.

Dépenses de fonctionnement :

Ce sont donc 771 000 € qui sont affectés pour accompagner les personnes dans l'accès et le maintien dans leur logement ainsi que les partenaires œuvrant dans le domaine du logement social pour l'année 2021.

PROGRAMMES	BP 2021
ADIL	40 000 €
AFADIL	481 000 €
PRESTATIONS DE SERVICES	69 520 €
HABITAT JEUNES	180 480 €
TOTAL	771 000 €

III - LA CELLULE URBANISME

La cellule urbanisme, la Communauté de Communes Midi Corrèzien et les 17 communes de la Communauté de Communes Midi Corrèzien dotées d'un document d'urbanisme, ont renouvelé leurs conventions d'adhésion à la cellule urbanisme pour la période 2021-2022. En complément de la réalisation de l'instruction des Autorisations des Droits du Sol (ADS), la cellule Urbanisme accompagnera la Communauté de Commune dans la mise en place de son propre service urbanisme au 1^{er} janvier 2023. Cette convention renouvelle donc les modalités d'instruction des certificats et des autorisations d'urbanisme.

La cellule a également une mission de conseil et d'appui pour :

- Faciliter l'émergence des projets et conseiller les candidats à la construction,
- Assister les différents services départementaux sur les questions d'urbanisme,
- Informer les porteurs de projets structurants sur les servitudes départementales et les contraintes en aménagement des territoires,
- Suivre pour le compte du Département les procédures d'élaboration, de révision ou de modification des documents d'urbanisme tels que PLU, PLUI ou SCOT.

Bilan 2020 :

- Instruction des actes d'urbanisme :

- 746 demandes déposées en mairie dont :
 - 124 permis,
 - 195 déclarations préalables de travaux,
 - 427 certificats d'urbanisme.
- 692 dossiers traités ayant fait l'objet d'une proposition par le service (instruction close).

- Mission d'appui et de conseil en matière d'urbanisme :

- Près de 84 sollicitations sur le seul territoire de la Communauté de Communes Midi Corrézien de la part des communes, secrétaires ou maires, de pétitionnaires, porteurs de projets, architectes, ...
- 20 sur le reste de la Corrèze,
- 30 documents d'urbanisme suivis au stade plus ou moins participatif de l'élaboration, modification ou révision.

Recettes 2020 (sur exercice 2021)

Pour 2020, le Département réalisera un appel de fonds forfaitaire total de 35 000 €, la Communauté de Communes Midi Corrézien prenant en charge 10 000 € au titre de sa compétence en matière d'urbanisme.

Le montant de la convention a été réévalué à 40 000€ pour les années 2021 et 2022 dont les appels de fonds seront réalisés à compter de l'année prochaine.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021
PARC LOCATIF SOCIAL	590 000 €	216 646 €	480 000 €
CORREZE HABITAT	355 000 €	46 000 €	366 000 €
AIDE A LA PIERRE	949 000 €	1 159 897 €	997 000 €
MAINTIEN A DOMICILE	106 000 €	116 456 €	157 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 000 000 €	1 538 999 €	2 000 000 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021
ADIL	40 000 €	40 000 €	40 000 €
AFADIL	481 000 €	481 000 €	481 000 €
PRESTATIONS DE SERVICES	69 520 €	66 322 €	69 520 €
HABITAT JEUNES	180 480 €	180 480 €	180 480 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	771 000 €	767 802 €	771 000 €

RECETTE DE FONCTIONNEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021
URBANISME	35 000 €	35 000 €	35 000 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	35 000 €	35 000 €	35 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DÉPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	771 000 €	35 000 €
INVESTISSEMENT	2 000 000 €	Néant
TOTAL	2 771 000 €	Néant

De plus, pour mémoire pour 2021, les engagements au titre de la politique qui vont être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- 2018P037 E11 - Aide à la pierre 2021
- 2018P037 E10 - Aide à la pierre 2020
- 2018P037 E09 - Aide à la pierre 2019
- 2018P037 E08 - Aide à la pierre 2018
- 2018P037 E07 - Aide à la pierre 2017
- 2018P037 E06 - Aide à la pierre 2016
- 2018P036 E10 - Maintien à domicile 2021
- 2018P036 E09 - Maintien à domicile 2020
- 2018P036 E08 - Maintien à domicile 2019
- 2018P036 E08 - Maintien à domicile 2018
- 2018P036 E07 - Maintien à domicile 2017
- 2018P038 E02 - PROTOCOLE Corrèze-Habitat 2018/2021
- 2018P038 E01 - PROTOCOLE Corrèze-Habitat 2013/2017
- 2018P039 E05 - Parc Locatif Social 2018/2021
- 2018P039 E04 - Parc Locatif Social 2012/2017
- 2018P041E01 - Habitat jeunes (FJT) SUBV/2015-2021
- 2018P042E01 - Partenariat 2015 - 2021
- 2018P044E02 - Subventions aux associations
- 2018P043E01 - Fonds Logement /2010 -2021

EN RECETTES :

- 2018P011E01 - Recettes - Prestations Urbanisme

Je vous propose d'approuver :

- la dotation globale d'investissement de 2 M€ dans le cadre des actions du "Guichet Habitat",
- La dotation globale de fonctionnement de 771 000 € dans le cadre des actions "logement",
- La recette de 35 000 € dans le cadre des actifs.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'HABITAT - DOTATIONS 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/208 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Florence DUCLOS, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'habitat 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	771 000 €	35 000 €
INVESTISSEMENT	2 000 000 €	0 €
TOTAL	2 771 000 €	35 000 €

Article 2 : Le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager les différentes actions de la politique habitat 2021, à prendre les décisions et signer les conventions nécessaires.

Article 3 : Est abondée l'Autorisation de Programme (AP) suivante :

Désignation : 2018P039 E05 - Parc Locatif Social 2018/2021
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Ancien Montant : 1 700 000 €
Nouveau Montant : 2 200 000 €
Durée d'affectation : 2018 / 2021

Article 4 : Une subvention de 681 000 € est attribuée à l'Association d'Aide aux Familles en difficulté de Logement (AFADIL) au titre du logement social. Ces fonds sont versés à l'AFADIL, conformément à la convention de gestion financière et comptable intervenue avec le Département le 13 décembre 2019 pour une durée de 1 an, renouvelable deux fois maximum par tacite reconduction pour des périodes d'un an.

Pour 2021, les montants attribués sont les suivants :

- 621 000 € pour Le Fonds Solidarité Logement, dont 200 000 € au titre du Plan Départemental de l'Insertion (PDI),
- 60 000 € pour le Fonds Commun Logement.

Article 5 : Une subvention de 40 000 € est attribuée à l'Association Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL).

Article 6 : Est attribué une subvention comme suit :

- aux Services Habitat Jeunes (SHJ) :

- de BRIVE pour un montant de 58 240 €
- de TULLE pour un montant de 87 040 €
- d'EGLETONS pour un montant de 35 200 €

Article 7 : Est approuvée la délégation de gestion financière et comptable à l'Association AFADIL.

Imputations budgétaires :

La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 917.2
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1588-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ DE COORDINATION (SAC) ENTRE CORREZE HABITAT, DOMOFRANCE ET COPROD

RAPPORT

L'habitat constitue l'un des principaux enjeux à venir de la Corrèze. Une étude récemment réalisée par le cabinet Wavestone pour le Conseil départemental (cf. pièce jointe au présent rapport) traduit clairement ce constat et met en lumière les tendances qui affectent le logement sur le territoire corrézien :

- une croissance démographique limitée, doublée d'un vieillissement de la population,
- un parc immobilier affecté par la précarité énergétique et l'augmentation de la vacance,
- un parc social vieillissant, en inadéquation avec les attentes des habitants.

L'étude montre également avec force que l'habitat constitue un levier puissant d'attractivité dont les collectivités locales doivent se saisir pour soutenir le dynamisme démographique.

Pour y parvenir, plusieurs orientations clés sont dessinées pour élaborer une politique ambitieuse en faveur de l'habitat :

- requalification des logements énergivores,
- adaptation du parc aux besoins de la population en proposant un parcours résidentiel collant aux besoins, notamment des jeunes ménages et des personnes âgées,
- intervention en faveur des centres bourgs et des petites villes,
- opportunité offerte en matière d'innovation afin de prendre en compte le 100% fibre et l'énergie verte.

La mise en œuvre d'une telle politique nécessitera des moyens financiers significatifs à la hauteur des enjeux. Le cabinet Wavestone estime ainsi à 30 M€ les besoins pour traiter les logements en catégorie G dans l'habitat social.

Au total, l'étude du cabinet Wavestone chiffre sommairement l'ampleur des besoins à satisfaire sur la Corrèze à près de 160 M€.

C'est donc d'abord un défi financier qui s'offre à nous, défi qui, pour le seul Office Public de l'Habitat Corrèze Habitat, est aujourd'hui hors de portée. Rappelons en effet que Corrèze Habitat s'est engagé dans un long processus de redressement financier dans le cadre d'une convention conclue avec la Caisse de Garantie du Logement Social, en raison d'une performance de gestion médiocre et d'un endettement important. Pire encore, la prolongation par l'État du loyer dit de solidarité a pour effet de pénaliser encore plus Corrèze Habitat en lui imposant un prélèvement financier de l'ordre d'un million d'€uros chaque année. Autant d'handicaps pour Corrèze Habitat qui ne peut, en l'état, développer un programme d'investissement ambitieux.

Sur la base de l'étude diligentée par le cabinet Wavestone, Corrèze Habitat et le Conseil départemental ont cherché depuis plusieurs mois des solutions alternatives permettant de surmonter ces obstacles en mobilisant des sources nouvelles de financement. A ce titre, plusieurs groupes de bailleurs sociaux ont été approchés et des discussions ont été conduites avec eux pour dégager une solution financièrement satisfaisante.

La solution la plus satisfaisante a été apportée par la proposition faite par deux bailleurs sociaux associés, Domofrance et COPROD :

- Domofrance est une entreprise sociale de l'habitat qui gère près de 40.000 logements sociaux sur la région Nouvelle Aquitaine,
- COPROD est une société coopérative d'intérêt collectif, implantée en Corrèze et en Creuse dont le patrimoine est de 750 logements.

Ces deux bailleurs sociaux ont proposé de constituer avec Corrèze Habitat une société de coordination (SAC). La société de coordination est prévue par la loi ELAN qui préconise la coopération et le regroupement des bailleurs sociaux. Elle permet à ses membres de partager une communauté de vues, d'actions et de moyens sur un territoire. Précisons que la société de coordination est un regroupement horizontal puisque les membres sont actionnaires et contrôlent la société qui incarne leur ambition commune. Il n'est donc question ni de société mère ni de filiales, mais plutôt du co-pilotage d'un projet commun. En d'autres termes, la constitution d'une SAC n'a pas pour effet de modifier le statut, la gouvernance et le rôle de Corrèze Habitat.

Un projet de statuts et un pacte de gouvernance (cf. pièces jointes au présent rapport) ont été élaborés qui prévoit principalement un partage équitable des responsabilités entre les membres. C'est ainsi que Corrèze Habitat disposera, au titre des administrateurs ayant voix délibérative, d'un nombre de représentants identique à celui de Domofrance et de COPROD réunis (3 administrateurs, 2 et 1 respectivement). Le Conseil départemental siègera également au sein du conseil d'administration avec un représentant. Cette disposition est de nature à préserver les intérêts de Corrèze Habitat et du Conseil départemental.

L'objet de la SAC sera de :

- Élaborer le Cadre Stratégique Patrimonial et le Cadre Stratégique d'Utilité Sociale commun ;
- Définir la politique technique des associés ;
- Définir et mettre en œuvre une politique d'achat des biens et services, hors investissements immobiliers, nécessaires à l'exercice par les associés de leurs activités ;
- Développer des moyens communs de communication, notamment par la création ou la licence de marques et de signes distinctifs ;
- Organiser, afin de mettre en œuvre les missions de la société, la mise à disposition des ressources disponibles par voie notamment, de prêts et d'avances et plus généralement, par la conclusion de toute convention visant à accroître la capacité d'investissement des associés.
- Appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du groupe ainsi que de chacun des organismes qui le constituent, autres que les collectivités territoriales et leurs groupements.

Point important, le projet de SAC permettra à Corrèze Habitat de disposer de 15 M€ de titres participatifs apportés par Domofrance. Ces titres participatifs ont un statut comptable de quasi fonds propres, offrant à Corrèze Habitat un moyen de financement inespéré, levier d'un programme d'investissement très important.

En effet, les études financières conduites par les équipes de Corrèze Habitat ont permis de déterminer un nouveau Plan Stratégique du Patrimoine à la hauteur des enjeux. Ce sont ainsi près de 125 M€ d'investissement (construction neuve, démolition, entretien courant et gros entretien) qu'il sera possible d'engager entre 2022 et 2029.

Il convient de souligner que ce projet fait l'objet d'une concertation interne au sein de Corrèze Habitat, conduite par le président Arfeuillère auprès des membres du conseil d'administration et des salariés de l'établissement et de leurs représentants afin de prendre en compte les préoccupations de chacun des acteurs et de leur apporter les réponses à leurs légitimes interrogations.

C'est fort de ces avancées que je vous propose de donner un accord de principe en vue de la constitution d'une société de coordination entre Corrèze Habitat, Domofrance et COPROD.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CONSTITUTION D'UNE SOCIETE DE COORDINATION (SAC) ENTRE CORREZE HABITAT, DOMOFRANCE ET COPROD

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/209 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : est approuvé le principe de la constitution d'une société de coordination entre Corrèze Habitat, Domofrance et COPROD.

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à engager les démarches nécessaires, conclure et signer les accords utiles à sa réalisation.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Christophe ARFEUILLERE).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 27 avril 2021
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-2083-DE-1-1
Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

XXX

Société de coordination
sous forme de société anonyme à conseil d'administration
au capital de 45.000 euros
Siège social : Place Verdun
19200 USSEL
RCS **BRIVE** en cours **d'immatriculation**

SOCIÉTÉ ANONYME DE COORDINATION

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE, et par abréviation OPH CORREZE, également connu sous son nom commercial CORREZE HABITAT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé 9 avenue Alsace Lorraine à TULLE (19000), identifié au Répertoire SIREN sous le numéro 271 927 212 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE,

Représentée par X Directeur Général, spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'Administration en date du XXX,

ci-après dénommé « OPH CORREZE »

ET

SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF D'H.L.M DE LA CORREZE, société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré au capital de 330 000 € dont le siège social est situé Place Verdun à USSEL (19200) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE sous le numéro 309 598 159,

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Pierre MAGNAUDEIX, dûment habilité à l'effet des présentes par décision de son conseil d'administration en date du XXX

ci-après dénommée « C.O.P.R.O.D »

ET

DOMOFRANCE, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 56 087 257,14 € dont le siège social est situé 110 avenue de la Jallère — Quartier du Lac à Bordeaux (33300) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 458 204 963,

Représentée par son Directeur Général, spécialement habilité à l'effet des présentes par décision de son conseil d'administration en date du XXX

ci-après dénommée « DOMOFRANCE »

Ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une Société Anonyme de Coordination qu'ils ont décidé de constituer.

ARTICLE 1 – FORME

La société de coordination est constituée sous la forme d'une société anonyme régie par les dispositions du livre IV du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ainsi que par les dispositions non contraires du Code civil et du Code de commerce, ainsi que sous celles particulières suivantes, que les parties acceptent expressément.

ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination de la société est : **XXX**, société de coordination.

ARTICLE 3 – COMPETENCE TERRITORIALE – SIEGE SOCIAL

L'activité de la société s'exerce sur l'ensemble du territoire national.

Le siège social est fixé Place Verdun à USSEL (19200).

ARTICLE 4 – OBJET SOCIAL

Missions obligatoires :

La société de coordination a pour objet, au bénéfice de ses membres mentionnés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation :

- d'élaborer le cadre stratégique patrimonial et le cadre stratégique d'utilité sociale commun mentionnés à l'article L. 423-1-1 du code de la construction et de l'habitation;
- de définir la politique technique des associés ;
- de définir et mettre en œuvre une politique d'achat des biens et services, hors investissements immobiliers, nécessaires à l'exercice par les associés de leurs activités ;
- de développer une unité identitaire des associés et de définir des moyens communs de communication, notamment par la création ou la licence de marques et de signes distinctifs ;
- d'organiser, afin de mettre en œuvre les missions de la société, la mise à disposition des ressources disponibles par voie, notamment, de prêts et d'avances et, plus généralement, par la conclusion de toute convention visant à accroître la capacité d'investissement des associés. Les prêts et avances consentis sont soumis au régime de déclaration mentionné aux articles L. 423-15 et L. 423-16 du code de la construction et de l'habitation ;
- d'appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- de prendre les mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du groupe ainsi que de chacun des organismes qui le constituent, autres que les collectivités territoriales et

leurs groupements, en application de l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation ;

- d'assurer le contrôle de gestion des associés, d'établir et de publier des comptes combinés et de porter à la connaissance de l'organe délibérant les documents individuels de situation de ses associés mentionnés aux articles L. 365-2, L. 411-2 et L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation.

Missions facultatives

Le principe et les modalités de mise en œuvre des compétences facultatives de la Société seront décidés par le Conseil d'Administration de la Société en fonction des besoins territoriaux des Actionnaires et avec leur accord unanime.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de 45 000 euros.

Il est divisé en 4 500 actions nominatives d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 €) chacune, toutes entièrement libérées.

Les Actionnaires ont ainsi réalisé les apports en numéraire suivants, déposés sur un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation :

- OPH CORREZE une somme de 22 500 euros, représentant 50% du capital ;
- Par COPROD une somme de 4 500 euros représentant 10% du capital ;
- Par DOMOFRANCE une somme de 18 000 euros représentant 40% du capital.

Les versements ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par la banque.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

7.1 Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté en cours de vie sociale, par l'émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence.

Sous réserve des exceptions prévues à l'article L. 423-5 du code de la construction et de l'habitation, les actionnaires ont un droit préférentiel de souscription aux actions émises pour réaliser

une augmentation de capital. A compter du 1^{er} janvier 2021, cette disposition s'applique également en cas d'augmentation de capital en application du II de l'article L. 423-2 du même code.

Conformément à l'article L. 423-5 du code de la construction et de l'habitation et sous réserve des exceptions prévues par cet article, les réserves, les bénéfices ou les primes d'émission ne peuvent être incorporées au capital.

Après acquittement des charges de toute nature, y compris tous amortissements et provisions, ainsi que le prélèvement au profit du fonds de réserve légale ou d'autres réserves, dont la constitution est imposée par la réglementation propre aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré, et la répartition éventuelle de dividendes dans les conditions définies à l'article 11 des présents statuts, le surplus éventuel forme une réserve spéciale destinée à assurer le développement de l'activité de la société et à parer aux éventualités.

7.2 Réduction du capital

Les réductions de capital doivent être effectuées dans le respect des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 423-5 du code de la construction et de l'habitation. La société ne peut procéder à l'amortissement de son capital.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

3 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

En cas de cession des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société.

4 - Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société, et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

5 - La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

ARTICLE 9 – CESSION D' ACTIONS

Dans le cadre du présent article, les termes suivants, lorsqu'ils sont employés avec une lettre initiale majuscule, ont la signification indiquée ci-après :

Cession ou céder signifie :

- o Toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit d'Actions de la Société, notamment sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, apports en société, partage par suite de dissolution, fusions, scission, adjudications, y compris en exécution d'une sûreté telle que le nantissement ;
- o Tout démembrement de la propriété entre un ou plusieurs nus-propriétaires et un ou plusieurs usufruitiers et tout transfert portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres droits dérivant d'Actions (y compris tout droit de vote ou de percevoir un dividende) ;
- o Toute renonciation, ainsi que tout transfert de droit d'attribution ou droit préférentiel de souscription attaché à une Action ;
- o Tout transfert d'Actions résultant de la réalisation d'une sûreté accordée par un Actionnaire à un tiers.

Les Actions peuvent être librement cédées à un autre Actionnaire de la société dans le respect des dispositions légales ou contractuelles applicables.

La Cession d'Actions à un tiers, sous quelque forme que ce soit et à quelque titre que ce soit, doit être agréée par le Conseil d'Administration, qui n'est pas tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Toutefois, aucune cession ne pourra intervenir si elle a pour effet de faire détenir par les sociétés d'économie mixte locales non agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation, les sociétés publiques locales et les sociétés d'économie mixte à opération unique, plus de 50 % du capital.

La décision d'agrément est prise par le Conseil d'Administration à la majorité des deux tiers des membres ayant voix délibérative.

Le refus peut résulter soit d'une décision expresse, soit d'un défaut de réponse dans un délai de TROIS (3) mois à compter de la date de réception de la demande.

La demande d'agrément est adressée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception à la société, à l'attention du Président du Conseil d'Administration. Elle comporte obligatoirement l'identité du cédant et de l'acheteur potentiel, le nombre d'actions concernées, la valeur ou le prix et les conditions de l'opération projetée.

En cas de refus d'agrément, le Conseil d'Administration est tenu, dans un délai de TROIS (3) mois à compter de son refus, de faire acquérir les Actions par la société, en vue de leur annulation par voie de réduction du capital ou par un ou plusieurs actionnaires ou nouveau(x) actionnaire(s) qu'il aura lui-même désignés conformément à l'article L. 228-24 du code de commerce. Dans ce cas, le prix ne peut être inférieur à celui de la Cession non autorisée.

A défaut d'accord entre les parties, le prix de Cession des Actions sera déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil".

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, sauf prorogation du délai par décision de justice à la demande de la société de coordination.

ARTICLE 10 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

10.1 Dispositions générales

La société est administrée par un Conseil d'Administration constitué conformément aux dispositions de l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation et à celles non contraires de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre V du titre II du livre II du Code de commerce.

Il est composé de QUINZE (15) membres.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Lorsque l'administrateur est une personne morale, il désigne un représentant permanent. Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

La durée des fonctions des administrateurs autres que les représentants des locataires est de trois (3) ans. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

En cas de vacance au sein du Conseil d'Administration, par décès ou démission, les membres restants peuvent pourvoir au remplacement provisoire en vue de compléter l'effectif.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables. Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil. L'administrateur nommé en

remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

A défaut de ratification par l'assemblée générale des désignations à titre provisoire faites par le Conseil, les délibérations prises et les actes accomplis entre temps par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Les fonctions du nouveau membre cessent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il remplace.

Le Conseil d'Administration comporte **TROIS (3) administrateurs** en qualité de représentants des locataires des logements gérés par les actionnaires mentionnés à l'article L. 411-2, au III de l'article L. 422-2-1 et aux articles L. 481-1 et L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation.

Jusqu'à la première élection prévue à l'article L. 422-2-1 du même code après l'entrée en vigueur du décret n° 2019-911 du 29 août 2019 relatif aux sociétés de coordination mentionnées à l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation, ces administrateurs sont élus par un collège composé de l'ensemble des représentants des locataires siégeant aux conseils d'administration ou conseils de surveillance des membres mentionnés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du même code. Chacun de ces représentants dispose d'un nombre de voix égal à celui obtenu par la liste à laquelle il appartenait lors de la dernière élection prévue par l'article L. 422-2-1 du même code, divisé par le nombre de représentants élus.

A compter de la première élection prévue à l'article L. 422-2-1 du même code après l'entrée en vigueur du décret n° 2019-911 du 29 août 2019 précité, ces administrateurs sont élus au suffrage direct, selon les mêmes modalités que celles prévues par les dispositions prises en application de cet article.

La représentation des locataires aux Conseils d'administration de la société est assurée dans les conditions définies par la loi.

Les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, sont représentés au Conseil d'Administration par trois membres dont un représentant du Conseil départemental de Corrèze, dans la limite de cinq représentants, qui disposent d'une voix consultative.

Dans le cas où le nombre d'établissements publics de coopération intercommunale et de collectivités territoriales dépasse la limite fixée à l'alinéa précédent, ils s'accordent pour désigner leurs représentants qui participeront au conseil d'administration en leur nom.

A défaut d'accord, les représentants de ces entités sont désignés par l'assemblée générale ordinaire de la société.

Le Conseil comportera un représentant d'ACTION LOGEMENT IMMOBILIER avec voix consultative.

Les autres administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire de la société.

Le Conseil d'Administration, à l'exception des représentants des locataires et des représentants des collectivités territoriales, se renouvellera pour un tiers chaque année par roulement. Les membres sortants sont toujours rééligibles.

A titre exceptionnel, pour permettre le renouvellement des administrateurs par roulement, l'assemblée générale peut nommer un ou plusieurs administrateurs pour un mandat d'une durée inférieure à trois (3) ans.

Pour la mise en œuvre de ce roulement, l'ordre de sortie anticipé sera décidé par tirage au sort.

10.2 Conditions mises à l'exercice des fonctions d'administrateur

Lors de la nomination, les administrateurs, personnes physiques, doivent être âgés de moins de 70 ans.

Le nombre d'administrateurs ayant dépassé la limite d'âge statutaire de 70 ans ne peut pas être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Toute nomination qui enfreindrait cette règle serait nulle. Lorsque cette limite du tiers est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Ces dispositions s'appliquent également aux représentants permanents des personnes morales investies d'un mandat d'administrateur.

10.3 Situation des administrateurs.

Le mandat des membres du Conseil d'Administration est exercé à titre gratuit.

Les administrateurs peuvent être remboursés, sur justifications, des frais qu'ils exposent dans l'intérêt de la société.

ARTICLE 11 – PRESIDENCE ET VICE PRESIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1 Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique.

Le Président est nommé pour une durée, qui ne peut excéder la durée de son mandat d'administrateur. Nul ne peut être nommé Président du conseil d'administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Il est rééligible. Le conseil peut, à tout moment, le révoquer.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

11.2 Le Conseil d'administration élit deux Vice-présidents choisis parmi les administrateurs. Il fixe la durée de leurs fonctions qui ne peut excéder la durée de leur mandat d'administrateur. En cas d'absence ou de carence du Président, l'un des vice-Présidents convoque et préside la réunion du Conseil d'Administration. En l'absence de Vice-Présidents, le Conseil est présidé par l'administrateur le plus âgé.

En cas d'empêchement temporaire, ou de décès du Président, le Conseil d'administration se réunit à titre extraordinaire sous quinze (15) jours afin de désigner parmi les Vice-Présidents celui qui exercera les fonctions de Président jusqu'à la reprise de fonctions ou au remplacement du Président.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres, chargé de rédiger les procès-verbaux du Conseil d'Administration.

ARTICLE 12 – REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins deux (2) fois par an.

Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du Conseil d'Administration peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général, ou lorsque le conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des administrateurs, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Toutefois, en cas de carence du Président du Conseil d'administration au titre d'une demande de convocation restée infructueuse durant quinze (15) jours ou en cas d'empêchement, décès ou démission du Président, les administrateurs constituant le tiers au moins des membres du Conseil seront compétents pour procéder eux-mêmes à la convocation du Conseil d'administration et fixer l'ordre du jour.

Les convocations aux réunions du conseil d'administration sont faites par tous moyens, avec un préavis d'au moins cinq jours ouvrés.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Les réunions du Conseil d'administration peuvent avoir lieu par voie de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunication qui transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations et dans les conditions fixées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés ayant voix délibérative à l'exception des décisions suivantes qui seront prises à la majorité des deux tiers : l'agrément de tout nouvel actionnaire mentionné à l'article 9 des présents statuts.

Un administrateur peut se faire représenter aux séances du conseil uniquement par un autre administrateur. Chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur à la fois. Le mandat de représentation est nécessairement écrit. Il n'est pas tenu compte des administrateurs représentés pour le calcul du quorum.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables au représentant permanent d'une personne morale administrateur.

Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par tous les administrateurs participants à chaque séance du Conseil d'Administration et qui mentionne le nom des administrateurs présents, réputés présents ou représentés au sens de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Les administrateurs, ainsi que toutes les personnes appelées à assister aux réunions du Conseil d'Administration, sont tenus à une obligation de stricte confidentialité à l'égard des informations et documents qu'ils reçoivent individuellement ou collectivement, à moins que le Président ne lève en tout ou partie cette obligation. Chaque administrateur reçoit du Président toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président toutes les informations qu'il estime utiles.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial côté et paraphé tenu au siège social, conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le Président de séance et au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 13 – POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil peut conférer à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Le déplacement du siège social en tout endroit du territoire français peut être décidé par le Conseil d'Administration sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 14- DIRECTION GENERALE

14.1 Modalités d'exercice

La direction générale est assumée sous la responsabilité d'une personne physique, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions prévues par la législation ou la réglementation en vigueur.

14.2 Direction générale

Le Directeur Général est nommé pour une durée de 3 ans renouvelable par le Conseil d'Administration. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Il est rééligible.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 67 ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration sur décision prise à la majorité des membres présents ou représentés.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. La société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur Général devra, recueillir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, pour toutes décisions relatives à :

- la définition du montant de la cotisation annuelle des actionnaires,
- la souscription d'emprunts,

- l'achat et/ou la vente d'immeubles,
- la décision de réaliser des missions relevant des compétences non obligatoires au profit des actionnaires,
- l'élaboration de cadres stratégiques patrimonial et d'utilité sociale communs,
- la création d'une identité identitaire commune et la définition des moyens communs de communication,
- l'organisation de la mise à disposition des ressources entre les actionnaires,
- la mise en place de mesures en vue de garantir la soutenabilité financière du groupe et de chaque actionnaire.

Le Directeur général est tenu, sous l'autorité du Conseil d'Administration, de mettre en oeuvre la politique stratégique et les orientations définies par les administrateurs ou les comités qui leur sont rattachés.

ARTICLE 15 – DIRECTION GENERALE DELEGUEE

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une personne physique chargée d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le mandat de Directeur Général Délégué, qui ne peut excéder 3 ans, prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

La limite d'âge est fixée à 67 ans. Lorsque le Directeur Général Délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général Délégué est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages- intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, le Directeur Général Délégué conserve, sauf décision contraire du Conseil, ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés au Directeur Général Délégué. Le Directeur Général délégué dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

ARTICLE 16 – COMITE D'AUDIT, DES COMPTES & DES ENGAGEMENTS STRATEGIQUES

Un Comité d'audit, des comptes & des Engagements Stratégiques (CACES) sera constitué.

Il appliquera l'ensemble des recommandations fixées annuellement par le Conseil d'administration, et notamment :

- Examen des comptes (comptes sociaux et consolidés le cas échéant) et documents prévisionnels (budgets, plan à moyen terme, ...)
- Suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- Suivi du contrôle légal par les commissaires aux comptes
- Suivi des recommandations des commissaires aux comptes
- Vérification de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques et suivi de leur efficacité
- Examen des conventions réglementées et vérification du suivi
- Appréciation de l'exposition aux risques des engagements hors bilan
- Examen du budget d'investissement & de fonctionnement de la SAC.
- Examen de tous les investissements qui par leur importance nécessitent la mobilisation de titres participatifs complémentaires. En revanche, le Comité n'a pas vocation à décider des engagements d'opérations sauf pour des opérations exceptionnelles par leur ampleur ou leur intérêt stratégique.

Le CACES exécute toute mission ponctuelle qui pourrait lui être confiée par le Conseil d'Administration, auquel il rend compte.

Le CACES est composé de 9 personnes qualifiées nommées par le Conseil d'Administration comprenant :

- Un membre de la Direction financière de chaque entité,
- Un représentant de la Direction de chaque entité.
- De trois Administrateurs de la SAC représentant chaque Actionnaire

Le Commissaire aux Comptes est invité à participer aux travaux du Comité.

Le Directeur Général assure l'animation technique du CACES.

ARTICLE 17 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par des Commissaires aux Comptes, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires suppléants seront nommés le cas échéant et exerceront leur mission de contrôle conformément à la loi

ARTICLE 18 – ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions.

A leur demande, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand

Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale, au sein de laquelle ils disposent d'une voix consultative. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Tout vote par correspondance parvenu à la société au plus tard la veille de l'assemblée est pris en compte. Lors de la réunion de l'assemblée, l'assistance personnelle annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

ARTICLE 19 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES – VOIX

L'assemblée générale régulièrement constituée représente et oblige l'universalité des actionnaires.

Dans les assemblées générales de la société, le nombre total des voix dont disposent les actionnaires est égal au nombre des actions de la société.

ARTICLE 20 – MODALITES DES VOTES

Tout actionnaire peut exprimer son vote selon les modalités prévues par la loi.

Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans l'avis de convocation ; sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à ces assemblées.

ARTICLE 21 – CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES

L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration, le Commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu du même département ou des départements limitrophes.

La convocation est effectuée quinze (15) jours au moins avant la date de l'Assemblée par lettre simple, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique dans les conditions légales et réglementaires adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, les Assemblées successives, sont convoquées dix (10) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première Assemblée. Les lettres de convocation de cette deuxième Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'Assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les lettres de convocation doivent comporter les indications prévues par la loi.

Le Président du Conseil d'administration peut décider, lors de la convocation, de la tenue de l'intégralité de ces réunions par visioconférence et/ou utilisation de moyens de télécommunication ou que certains actionnaires pourront décider de participer à l'assemblée par utilisation de ces moyens. Ces moyens devront transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. Le cas échéant, cette décision est communiquée dans la lettre de convocation. Les actionnaires qui participent aux Assemblées par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions décrites ci-avant sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

ARTICLE 22 – ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration ou, par exception, par l'auteur de la convocation lorsque l'assemblée est convoquée par un organe ou une personne autre.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des Assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, sans préjudice de son droit de révoquer, en toutes circonstances, un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 23 – ACCES AUX ASSEMBLEES

Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Tout vote par correspondance parvenu à la société au plus tard la veille de l'Assemblée est pris en compte. Lors de la réunion de l'Assemblée, la présence physique de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

24- FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU DE L'ASSEMBLEE – PROCES VERBAUX

Les assemblées générales sont présidées par le Président du Conseil d'Administration, ou en son absence par le Vice-Président ou l'administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son Président.

Les deux actionnaires possédant tant par eux-mêmes qu'en qualité de mandataire le plus grand nombre de voix et acceptant remplissent les fonctions de scrutateurs.
Chaque assemblée générale désigne un secrétaire de séance qui peut ne pas être actionnaire.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur

ARTICLE 25 – ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles réservées à l'assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les SIX (6) mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 26 – ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts, à l'exception des clauses types dont la teneur est imposée par décret à la société. En cas de modification de ces clauses types par décret, l'assemblée générale extraordinaire sera tenue de mettre les statuts de la société en conformité avec les nouvelles clauses types.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de DEUX (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

ARTICLE 27 – DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, dans les conditions et aux époques fixées par la loi et la réglementation en vigueur, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le fonctionnement de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou de leur mise à disposition sont déterminées par la loi et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 28 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprend le temps écoulé entre la date de la constitution définitive et le 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 29 – DOCUMENTS COMPTABLES – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce et aux textes propres aux sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que les comptes annuels, et établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi et la réglementation.

ARTICLE 30 – RESULTAT DE L'EXERCICE

Lorsque tous les actionnaires sont des organismes mentionnés aux articles L. 411-2, L. 481-1 et L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation, le bénéfice distribuable réalisé par la société, au sens de l'article L. 232-11 du Code de commerce, après les prélèvements pour la dotation des réserves obligatoires peut être, en totalité ou en partie, distribué sous forme de dividendes ou porté en réserve.

Lorsque, parmi les actionnaires figurent une ou plusieurs sociétés mentionnées à l'article L. 1521-1 du code général des collectivités territoriales, qui ne sont pas agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation, et aux articles L. 1531-1 ou L. 1541-1 du code général des collectivités territoriales, il ne peut être distribué un dividende supérieur à un pourcentage de la valeur nominale des actions égal ou inférieur au taux d'intérêt servi au détenteur du livret A au 31 décembre de l'année précédente, majoré de 1,5 point.

ARTICLE 31 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui désigne, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires, un ou plusieurs liquidateurs dont la nomination met fin aux pouvoirs du Directeur Général.

Dans tous les cas, l'expiration des pouvoirs du Directeur Général avant la désignation des liquidateurs n'est opposable aux tiers qu'après la publication de l'acte de nomination des liquidateurs.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur, sur l'attribution de l'actif et la décharge de son mandat et prononcent la clôture de la liquidation.

A défaut, tout actionnaire peut demander en justice la désignation d'un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer valablement ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

ARTICLE 32 – ATTRIBUTION DE L'ACTIF

Lors de l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur la liquidation ne pourra, après paiement du passif et remboursement du capital social, attribuer la portion d'actif qui excéderait la moitié du capital social qu'à un ou plusieurs organismes d'habitations à loyer modéré ou à l'une des fédérations d'organismes d'habitations à loyer modéré ou à une ou plusieurs sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux agréées en application de l'article L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation ou à la fédération des entreprises publiques locales, sous réserve de l'approbation administrative donnée dans les conditions prévues à l'article R. 422-17 du même Code et que l'attributaire s'engage à utiliser les fonds attribués à des investissements conformes au service d'intérêt économique général du logement social.

ARTICLE 33 – TRANSMISSION DES STATUTS

Les statuts de la société sont transmis au ministre chargé du logement et au préfet du département du siège de la société après chaque modification.

ARTICLE 34 - DESIGNATION DES PREMIERS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sont nommés premiers membres du Conseil d'administration de la Société :

-

ARTICLE 35 - DESIGNATION DU PREMIER COMMISSAIRE AUX COMPTES

Est nommé en qualité de premier Commissaire aux comptes titulaire de la Société, pour les six premiers exercices : en qualité de commissaire aux comptes titulaire : [•]

ARTICLE 36 – REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA DATE DE SIGNATURE DES STATUTS DE LA SOCIETE

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Toutefois, les soussignés déclarent accepter purement et simplement les actes déjà accomplis pour le compte de la société en formation tels qu'ils sont énoncés dans l'état annexé ci-après avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la Société (**Annexe 1**).

En conséquence, la société reprendra purement et simplement lesdits engagements dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Par ailleurs, il est donné mandat à M. [•] à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

- Dépôt auprès du Ministre de la Ville et du Logement de la demande d'agrément de la Société en application des dispositions de l'arrêté du 17 octobre 2019 fixant le contenu du dossier de demande de l'agrément des sociétés de coordination mentionnées à l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation

Ainsi qu'à l'effet de :

- requérir l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et substituer toute personne à cet effet en vue de l'accomplissement des formalités requises tant auprès du Centre de Formalités des Entreprises que du Greffe chargé de la tenue du registre du commerce et des sociétés ;
- recevoir à domicile ou retirer au nom de la Société en cours de formation, du bureau de la poste ou de tous transporteurs, messageries, les lettres recommandées ou non, paquets et colis ;
- requérir au nom et pour le compte de la Société l'ouverture d'une boîte postale ; et, plus

généralement

- pour la passation et la signature des actes et pièces nécessaires à la réalisation de l'objet social dans l'attente de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 37 – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés à chacun des fondateurs et aux porteurs d'expéditions, originaux extraits des pièces constitutives à l'effet d'accomplir toutes formalités exigées pour la constitution de la Société.

Fait en _____ originaux, à _____,
Le _____.

:
Directeur Général de l'OPH DE CORREZE

Par :
Président Directeur Général C.O.P.R.O.D

Par :
Directeur Général de DOMOFrance

ANNEXE 1
REPRISE DES ACTES DEJA ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément aux articles L210-6 et R210-6 alinéa 1 et 2 du code de commerce, cet état a été présenté aux actionnaires préalablement à la signature des statuts, et est annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

- Consultation aux fins de choix d'un commissaire aux comptes, réalisée par XXXXX, actionnaire, pour un montant de ... € HT annuels.

DOCUMENT DE TRAVAIL

SAC XXX

PACTE D'ACTIONNAIRES

ENTRE

OPH CORREZE

**COPROD
& DOMOFRANCE**

DOCUMENT DE TRAVAIL

LES SOUSSIGNES :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE, et par abréviation OPH CORREZE, également connu sous son nom commercial CORREZE HABITAT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé 9 avenue Alsace Lorraine à TULLE (19000), identifié au Répertoire SIREN sous le numéro 271 927 212 et immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE,

Représenté par son Directeur Général, spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'Administration en date du **XXX**,

ET

SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF D'H.L.M DE LA CORREZE, et par abréviation C.O.P.R.O.D, société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré au capital de 330 000 € dont le siège social est situé Place Verdun à USSEL (19200) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE sous le numéro 309 598 159,

Représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Jean-Pierre MAGNAUDEIX, dûment habilité à l'effet des présentes par décision de son conseil d'administration en date du **XXX**

ET

DOMOFRANCE, société anonyme d'habitations à loyer modéré au capital de 56 087 257,14 € dont le siège social est situé 110 avenue de la Jallère – Quartier du Lac à BORDEAUX (33300) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro 458 204 963,

Représentée par son Directeur Général, spécialement habilité à l'effet des présentes par décision de son conseil d'administration en date du **XXX**

Ci-après dénommés individuellement « PARTIE » et collectivement les « PARTIES ».

EN PRESENCE DE :

XXX, société de coordination soumise aux articles L. 423-1-1 et s. du Code de la construction et de l'habitat, au capital de 45 000 euros, dont le siège social est situé Place Verdun à USSEL (19200), en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de BRIVE, représentée par ses trois actionnaires fondateurs sus-désignés.

Ci-après dénommée « la Société »

PREALABLEMENT AUX PRESENTES, LES PARTIES ONT EXPOSE CE QUI SUIT :

UNE HISTOIRE PROPRE À CHAQUE ORGANISME

OPH CORREZE, Office Public de l'Habitat de Corrèze, comporte trois agences situées à Tulle, Brive et Ussel, lesquelles se répartissent la gestion des près de 4 260 logements familiaux dont 60% de logements collectifs et 40% de logements individuels.

Son patrimoine comporte également des foyers, gendarmeries et EHPAD, portant ainsi le parc à près de 4 360 logements et équivalents logements.

Il emploie 90 employés répartis sur les trois agences.

- ❖ **COPROD** réalise depuis une dizaine d'années de petites opérations en Haute Corrèze.

La société immatriculée le 10 mars 1977, est une société coopérative HLM qui emploie 10 salariés et gère un patrimoine locatif d'environ 780 logements. Son histoire est liée au développement économique de la Haute-Corrèze, et notamment le bassin d'emplois d'Ussel, et s'inscrit dans une coopération de moyens et de services avec DOMOFRANCE venant aux droits de CILIOPEE HABITAT depuis leur fusion-absorption.

- ❖ **DOMOFRANCE** est une filiale du Groupe All.

Implantée à Bordeaux depuis sa création en 1958, elle gère près de 38 000 logements au sein de la métropole Bordelaise et plus largement en Nouvelle-Aquitaine. Elle répond à un enjeu de société majeur en privilégiant la réussite du parcours résidentiel depuis les besoins spécifiques des étudiants et jeunes actifs jusqu'aux solutions pour ses locataires en perte d'autonomie.

En 2019, DOMOFRANCE a lancé son projet stratégique d'entreprise PΣPSE couvrant la période 2019-2023, fondé sur 3 piliers structurants : l'ancrage territorial, le Responsabilité Sociétale des Entreprises et la transition digitale.

Elle emploie environ 670 collaborateurs, et son chiffre d'affaires en 2019 s'élevait à 187M€.

DES OBJECTIFS PARTAGÉS PAR LES REPRESENTANTS DE LA GOUVERNANCE DE CHAQUE ORGANISME

Cette cohérence géographique entre les trois organismes permet d'envisager des synergies dans la qualité du service rendu et des stratégies partagées dans la politique de développement et de construction, et notamment les objectifs suivants:

- ❖ Accélérer la réhabilitation du patrimoine détenu par l'OPH CORREZE et COPROD afin d'améliorer la qualité des prestations délivrées aux locataires ;

- ❖ Accompagner des projets d'aménagement et de développement économique sur le territoire de la Corrèze par la production de logements HIM;
- ❖ Conduire des actions prioritaires en direction des villes moyennes et des centres-bourgs et notamment ceux de Tulle, Brive & Ussel, en s'appuyant sur les dispositifs existants parmi lesquels Actions Cœur de ville et Actions Cœur de Bourg.

Cette stratégie commune devra se traduire par un plan d'investissement partagé et un Plan Moyen Terme validé par toutes les Parties au présent pacte.

UN ANCRAGE TERRITORIAL COMMUN ET COMPLEMENTAIRE

Le patrimoine de COPROD et de l'OPH CORREZE est situé principalement sur le Département de la Corrèze.

Le patrimoine de DOMOFRANCE couvre un territoire qui se structure principalement autour de la métropole de Bordeaux, et des Départements de la Gironde, de la Dordogne, du Lot et Garonne et des Pyrénées Atlantique.

Les trois organismes rayonnent et proposent ainsi leurs services sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine.

À ce titre le Département de la Corrèze, Action Logement Immobilier et les actionnaires de COPROD portent une volonté affirmée en matière de croissance de l'offre en logements pour répondre aux dynamiques et défis démographiques et assurer un logement à prix abordable, notamment pour les actifs qui peinent à se loger, et soutenir les Actions Cœur de Ville et Actions Cœur de Bourg sur l'ensemble de la Corrèze.

DOMOFRANCE, par son histoire, accompagne les salariés dans leurs parcours résidentiels et professionnels, répondant ainsi au besoin du lien emploi-logement.

Aujourd'hui, son offre couvre à la fois des logements locatifs sociaux pour tous les âges, des logements neufs et anciens destinés à l'accession sociale jusqu'à des structures d'hébergement mises à la disposition d'associations. Par ailleurs, dans un objectif d'aménagement, elle propose des locaux d'activité aux TPE et PME.

UN CONTEXTE PARTICULIER : LE CADRE LÉGISLATIF DE LA LOI ÉLAN

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi ELAN, le Département de la Corrèze, les actionnaires de COPROD, et Action Logement Immobilier (ALI) par l'intermédiaire de DOMOFRANCE, souhaitent s'engager dans la mise en œuvre d'une synergie opérationnelle sur les territoires d'intervention de OPH CORREZE et COPROD, & DOMOFRANCE, en particulier par la création d'une Société Anonyme de Coordination (SAC) entre les trois organismes.

La loi Élan est articulée autour de 2 objectifs :

- Libérer la construction ;
- Protéger les plus fragiles.

Les missions de COPROD, OPH CORREZE & DOMOFRANCE, répondent à ces deux objectifs fondamentaux au regard des publics logés sous conditions de ressources et des dynamiques de construction et de réhabilitation qu'elles incarnent.

Si la construction est un préalable aux missions des organismes signataires, leur cœur de métier reste la gestion locative. Celle-ci répond aux projets politiques des territoires en matière de résidences principales afin de contribuer aux souhaits démographiques comme aux attentes des ménages.

La loi ÉLAN impose aux bailleurs sociaux de se regrouper lorsque leur parc de logements est inférieur à 12 000 logements et lorsqu'ils n'appartiennent pas à un groupe qui atteint ce seuil.

Avec respectivement 780 logements pour COPROD et environ 4 260 logements familiaux (soit 4360 équivalents logements) pour l'OPH CORREZE, ces deux bailleurs doivent se conformer à la loi ÉLAN, dans le respect d'une logique de rattachement territoriale¹.

Les trois bailleurs répondent à des statuts différents mais pourtant proches : OPH CORREZE est un Office Public pour l'Habitat (OPH) tandis que COPROD est une SCIC HLM, & DOMOFRANCE une Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH).

Les Parties souhaitent ici préciser que la constitution d'une Société Anonyme de Coordination entre les trois organismes n'aura pas pour effet de les priver de leur autonomie juridique ni de leur personnalité morale.

UNE VOLONTE COMMUNE

Les représentants des trois bailleurs conviennent d'un intérêt stratégique résultant d'une volonté partagée pour le maintien d'une cohérence territoriale, d'une connaissance commune des publics logés comme des collectivités territoriales qui pilotent les politiques locales de l'habitat et d'une présence des acteurs territoriaux — politiques & économiques — au sein des trois organismes. Il en résulte la volonté du maintien de l'équilibre des acteurs (actionnaires et élus) de chacune des trois entités.

Le fondement de la SAC se doit de reposer sur le respect de chaque entité qui la compose. Si les services rendus relèvent de la même mission d'intérêt général, **l'histoire propre à chacun des trois bailleurs et les attentes des collectivités territoriales parties prenantes impliquent l'autonomie de**

¹ Les organismes HLM gérant moins de 12 000 logements échappent au regroupement lorsque leur siège social est situé dans un département dans lequel aucun autre organisme HLM n'a lui-même son siège social (article L.423-2 du CCH).

Si dans le département du siège, est présent un autre organisme HLM appartenant à un groupe tel qu'ALI, la dérogation reste applicable.

En Corrèze, COPROD et l'OPH Corrèze ont leur siège social. Cependant, COPROD n'est pas une filiale du groupe ALI, s'agissant d'une société coopérative d'intérêt collectif HLM dont les actionnaires sont regroupés en quatre collèges :

- Investisseurs
- Salariés
- Communes
- Utilisateurs.

chaque organisme, en particulier en matière de développement sur un territoire commun. Ce postulat doit permettre aux collectivités, aménageurs et promoteurs de solliciter l'opérateur de leur choix dans la production d'une nouvelle offre à vocation sociale, qu'elle soit inscrite dans le cadre d'un projet d'aménagement public ou d'une servitude de mixité sociale.

Ce principe est d'ailleurs conforme à l'un des objectifs portés par la loi ÉLAN, à savoir de trouver un compromis entre la volonté de concentration des organismes HLM voulue par le législateur et celle de conserver une attache territoriale forte partagée par les collectivités de rattachement des OPH — le Conseil Départemental de la Corrèze en l'occurrence — comme par ALI et les actionnaires de COPROD.

La SAC XXX n'aurait pas pu être créée si les trois organismes n'avaient pas déclaré partager les mêmes valeurs et objectifs, ciment de leur volonté.

Agrément

Les procédures d'agrément de la SAC se déroulent en plusieurs étapes : d'une part celle des décisions des instances délibératives des Parties au Pacte, d'autre part celle des instances réglementaires dont le CRHH qui prépare la décision de la Préfecture de Région, puis celle de la DUHP qui prépare l'agrément Ministériel.

L'agrément est donc fondé sur le respect des conditions prévues par la loi pour remplir les missions obligatoires de la SAC.

C'est dans ce contexte que les PARTIES se sont rapprochées afin de procéder à la conclusion du Pacte. Le présent acte, son exposé préalable et ses annexes exprimant l'intégralité de l'accord des PARTIES.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU PACTE

Le présent Pacte vise à définir les droits et obligations des PARTIES ainsi que les modalités de fonctionnement de la SOCIETE ANONYME DE COORDINATION (SAC).

Il a notamment pour objet de définir l'organisation de :

- la gouvernance de la société, notamment la représentation des PARTIES au sein des organes dirigeants de la société ;
- la concertation des PARTIES en vue d'assurer l'expression de leur position commune aux conseils d'administration de la société ;
- la stabilité de l'actionnariat de la Société ;
- les modalités de règlement des conflits pouvant survenir entre les PARTIES ;
- le droit et le devoir d'information entre les PARTIES.

ARTICLE 2 – CAPITAL DE LA SOCIETE

A la date de signature du présent Pacte, le capital de la Société, fixé à 45 000 euros divisé en 4 500 actions de DIX (10) euros de valeur nominale chacune, est réparti entre les soussignés comme suit :

- OPH CORREZE : 22 500 euros représentant 50 % du capital
 - COPROD : 4 500 euros représentant 10,00 % du capital
 - DOMOFRANCE : 18 000 euros représentant 40,00 % du capital
- Soit au total 45 000 euros représentant 100% du capital.

ARTICLE 3 – MISSIONS DE LA SAC

3.1 Missions obligatoires :

Les missions obligatoires de la SAC prévues par la loi et par ses statuts sont les suivantes :

- Elaborer le Cadre Stratégique Patrimonial et le Cadre Stratégique d'Utilité Sociale commun ;
- Définir la politique technique des associés ;
- Définir et mettre en œuvre une politique d'achat des biens et services, hors investissements immobiliers, nécessaires à l'exercice par les associés de leurs activités ;
- Développer des moyens communs de communication, notamment par la création ou la licence de marques et de signes distinctifs ;
- Organiser, afin de mettre en œuvre les missions de la société, la mise à disposition des ressources disponibles par voie notamment, de prêts et d'avances et plus généralement, par la conclusion de toute convention visant à accroître la capacité d'investissement des associés.
- Appeler les cotisations nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- Prendre les mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du groupe ainsi que de chacun des organismes qui le constituent, autres que les collectivités territoriales et leurs groupements. Les mesures relatives à la soutenabilité financières figurent en Annexe n°1.

Ainsi, et conformément à l'article L.423-1-2 du CCH, la SAC peut notamment décider d'interdire ou de limiter la distribution du résultat ou la réalisation d'un investissement.

Lorsque la situation financière d'un organisme le justifie, la SAC peut le mettre en demeure de lui présenter les mesures qu'il s'engage à prendre en vue de remédier à sa situation dans un délai raisonnable. À défaut de rétablissement de la situation, la SAC peut, après avoir au préalable consulté les organes dirigeants de l'organisme concerné, décider la cession totale ou partielle du patrimoine de cet organisme ou sa fusion avec un autre organisme du groupe. Lorsque cette cession concerne des organismes mentionnés aux articles L. 365-2 et L. 481-1, elle ne peut viser que les logements locatifs conventionnés en application de l'article L. 351-2;

- Assurer le contrôle de gestion des associés, établir et publier des comptes combinés et porter à la connaissance de l'organe délibérant les documents individuels de situation de ses associés.

Ces missions obligatoires ne prévoient pas que la SAC soit dotée de personnel propre pour les remplir.

3.2 Missions facultatives :

Le principe et les modalités de mise en œuvre des compétences facultatives de la Société seront décidés par le Conseil d'Administration de la Société en fonction des besoins territoriaux des Actionnaires et avec leur accord unanime exprimé au sein du Comité de Coordination. Dans ce cadre, le Conseil pourra prévoir, autant que de besoin, d'affecter ou pas un personnel directement rattaché à la SAC.

Ainsi, le refus de mise en œuvre d'une compétence facultative par l'un des Actionnaires ne saurait constituer un Blocage tel que défini ci-après, ni une cause de déclenchement de la faculté de sortie, ni enfin une inexécution du Pacte.

Chacun des membres de la SAC conserve donc son autonomie, ses outils de gestion, d'exploitation, ses collaborateurs et son budget propre.

ARTICLE 4 – GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

La SAC est dirigée par un conseil d'administration (ci-après le « Conseil d'administration ») et un Directeur Général.

En particulier, le Conseil d'administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social, il peut se saisir de toutes les questions intéressant la bonne marche de la société et régler les affaires qui la concernent.

La gouvernance de la société s'exercera toujours dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION - PRESIDENCE - DIRECTION GENERALE

Les Parties décident que le nombre des Administrateurs est fixé à 15 membres, dont 8 issus des parties au Pacte. La loi prévoit des collèges et précise leurs droits de vote respectifs.

Par conséquent, le Conseil d'administration est composé comme suit :

4.1.1 Administrateurs avec voix délibérative :

Membres du Pacte

- 4 membres seront choisis parmi les candidats librement proposés par l'OPH CORREZE au sein des membres de son propre Conseil d'administration ;
- 1 membre sera choisi parmi les candidats librement proposés par COPROD au sein des membres de son propre Conseil d'administration ;
- 3 membres seront choisis parmi les candidats librement proposés par DOMOFrance au sein des membres de son propre Conseil d'administration.

Représentants des locataires :

3 représentants des locataires des logements appartenant aux organismes actionnaires de la société avec voix délibératives (un par organisme), conformément aux statuts de la Société.

4.1.2 Administrateurs avec voix consultative :

- 3 représentants des collectivités territoriales avec voix consultatives dont un pour le Conseil Départemental ;
- 1 représentant d’ACTION LOGEMENT IMMOBILIER.

Chaque PARTIE s'engage à voter en faveur de la désignation des candidats proposés par l'autre PARTIE dans les conditions ci-dessus et dans l'ordre de présentation des candidats.

- (i) La Présidence du Conseil d'administration sera tournante tous les 2 ans et alternativement désignée parmi le Président du Conseil d'Administration de l'OPH CORREZE, de COPROD, de DOMOFRANCE ou leur représentant.
- (ii) Les deux vice-Présidents seront désignés tous les 2 ans parmi les Présidents des deux Parties qui n'assumeront pas la Présidence, ou leur représentant.

Le Conseil d’administration s’appuie sur une Direction Générale désignée par les Parties en concertation avec ACTION LOGEMENT IMMOBILIER.

Pour la première fois, les PARTIES conviennent que la Présidence du Conseil d'Administration de la Société sera assurée par le représentant de l'OPH Corrèze à compter de la première assemblée générale des associés, et la vice-Présidence par les représentants de COPROD et DOMOFRANCE.

	PCA	VP1	VP2
1 ^{ère} année	OPH	COPROD	DOMOFRANCE
2 ^{ème} année	OPH	COPROD	DOMOFRANCE
3 ^{ème} année	COPROD	DOMOFRANCE	OPH
4 ^{ème} année	COPROD	DOMOFRANCE	OPH
5 ^{ème} année	DOMOFRANCE	OPH	COPROD
6 ^{ème} année	DOMOFRANCE	OPH	COPROD

4.2 EXPRESSION DES VOIX EN CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Parties s’engagent à s’exprimer dans le même sens, arrêté d’un commun accord dans le cadre du Comité de Coordination selon les modalités prévues à l’article 5.2 ci-dessous, à l’occasion du vote des décisions soumises à tout Conseil d’administration ou Assemblée générale se rapportant à :

- L’élaboration du budget annuel et des cotisations nécessaires ;
- L’élaboration de Cadres stratégiques patrimonial (PSP) et d’utilité sociale (CUS) communs ;
- La création d’une unité identitaire commune et définition des moyens communs de communication ;

- La mise en place d'outils de gestion de trésorerie, le cas échéant ;
- L'octroi de tout financement par la Société ;
- La définition, la révision et /ou l'application des conditions économiques, comptables, juridiques visant à garantir la soutenabilité financière (cf .Article L423-1-2 du CCH) de la SAC et de ses membres et plus généralement toute mesure envisagée pour garantir la soutenabilité financière de la SAC ainsi que de chacun des organismes membres ;
- La modification du capital social ou l'émission de toutes valeurs mobilières donnant notamment accès, à terme, au capital social de la Société ;
- L'agrément d'un nouvel actionnaire ou toute modification de l'actionnariat de la Société ;
- Tout projet de modification des Statuts de la Société, du présent pacte ou du règlement intérieur le cas échéant ;
- Toute conclusion, modification ou renouvellement par la SAC de convention réglementée au sens des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et des articles L. 423-10 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
- Toute proposition d'affectation du résultat annuel à soumettre à l'assemblée générale ordinaire de la Société ;
- Toute proposition de nomination des commissaires aux comptes titulaires ou suppléant de la Société, en ce compris le renouvellement de leur mandat ;
- Et plus généralement toutes décisions stratégiques pour la Société.

Les PARTIES se concerteront à cet effet dans le cadre du Comité de coordination tel que stipulé ci-après à l'article 5.2.

ARTICLE 5 — MISE EN OEUVRE DU PACTE

5.1 DESIGNATION DU LEADER AU PACTE

La mise en œuvre des stipulations du Pacte s'effectuera à l'initiative de DOMOFRANCE, filiale d'Action Logement Immobilier et à ce titre leader au Pacte.

Le leader au Pacte veillera à l'exécution de l'ensemble des obligations figurant au sein dudit Pacte et plus particulièrement au respect des clauses portant sur :

- la représentation dans les organes dirigeants de la Société ;
- la tenue du Comité de coordination et le suivi des décisions prises par celui-ci.

Le leader au Pacte s'engage par ailleurs à veiller à ce que chacune des PARTIES bénéficie individuellement des droits de communication et d'information, réservés par la loi ou les statuts de la Société, ainsi que par le présent Pacte.

5.2 MISE EN PLACE D'UN COMITE DE COORDINATION

Objet

Le Comité de coordination constituera une instance de concertation entre les PARTIES en vue d'arrêter préalablement et ensemble dans toute la mesure du possible leur position commune sur les projets de délibérations ou de décisions susceptibles d'être abordés lors des réunions du Conseil d'administration et des Assemblées générales de la Société.

Le Comité de coordination aura également à connaître des investissements financiers nécessitant des financements (de type PIV d'Action Logement Services ou autres prêts et avances de la part de membres de la SAC), dans le cadre de l'élaboration du cadre stratégique patrimonial.

Composition

Un Comité de coordination est instauré dès la signature du Pacte. Chaque PARTIE s'engage à désigner son ou ses représentant(s) chargé(s) de la représenter, pendant la durée du Pacte, de la manière suivante :

- Le Président du Conseil d'administration de l'OPH CORREZE ou tout représentant permanent qu'il aura désigné parmi les membres du Conseil d'administration de la SAC ;
- Le Président du Conseil d'administration de COPROD, ou tout représentant permanent qu'il aura désigné parmi les membres du Conseil d'administration de la SAC ;
- Le Président du Conseil d'administration de DOMOFRANCE, ou tout représentant permanent qu'il aura désigné parmi les membres du Conseil d'administration de la SAC ;
- Le Directeur Général de l'OPH CORREZE ou son représentant avec voix consultative ;
- Le Directeur Général de COPROD ou son représentant avec voix consultative.
- Le Directeur Général de DOMOFRANCE ou son représentant avec voix consultative.

Réunions

Le Comité de coordination se réunira au siège social de la Société autant que de besoin avant les réunions du Conseil d'administration relatives à l'élaboration de cadres stratégiques patrimonial (PSP) et d'utilité sociale (CUS) communs, du PMT et à l'approbation des comptes annuels ou les Assemblées générales de la Société.

Le Comité de coordination est convoqué par le leader au Pacte. Toutefois, l'OPH CORREZE et COPROD pourront s'ils le souhaitent solliciter le leader du pacte pour réunir le comité sur un sujet bien défini qui nécessite selon eux une concertation des membres du Pacte.

Le Comité de coordination ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins un représentant de chacune des PARTIES au Pacte, laquelle peut désigner un suppléant.

Les décisions du Comité de coordination seront prises à l'unanimité des membres du Comité présents ou représentés, étant précisé que chaque membre du Comité dispose d'une voix. Il est expressément convenu entre les Parties que l'entrée de tout nouvel actionnaire dans la Société est soumise à l'accord unanime des Actionnaires.

Vote au conseil d'administration et aux Assemblées Générales

Les Parties se réfèrent aux règles légales et réglementaires applicables à la SAC.

Les Parties au pacte peuvent faire évoluer de façon concertée lesdites règles.

En cas de désaccord entre les membres du Comité :

En cas d'impossibilité pour les Parties d'arriver à adopter une position commune sur des décisions expressément visées par le présent Pacte, lesdites décisions ne pourront pas être soumises immédiatement au Conseil d'Administration ou à l'Assemblée Générale et devront faire l'objet d'une procédure préalable de conciliation (la « **Conciliation** »).

La Conciliation est une période pendant laquelle les Parties se rencontreront au moins deux (2) fois dans un délai de deux (2) semaines calendaires pour échanger sur les divergences rencontrées, développer les argumentaires nécessaires, notamment en termes de risques et d'intérêt social pour la Société et tenter de rapprocher leurs positions pour aboutir à une position commune.

Par la Conciliation, les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour trouver, de bonne foi, un consensus et parvenir à une position commune.

Si à l'issue de la Conciliation une Position Commune n'a pas été arrêtée relativement à la décision concernée, les Parties soumettent la décision à un comité des présidents des organismes actionnaires qui se prononce à l'unanimité.

Si malgré la Conciliation les Fondateurs n'ont pas pu prendre position à l'unanimité sur le projet de résolutions qui lui a été soumis en vue de l'Assemblée Générale ou du Conseil d'Administration, le vote ne sera pas possible au sein de l'instance concernée.

En cas de désaccord persistant, il sera justifié sur simple production des comptes-rendus des réunions une situation de blocage entre les Actionnaires (ci-après le « **Blocage** »), lequel sera réglé par les dispositions de l'article intitulé « Droit de Sortie ».

5.3 MISE EN PLACE D'UN COMITE D'AUDIT & DES COMPTES & DES ENGAGEMENTS STRATEGIQUES

Les Parties décident de constituer entre elles un Comité d'audit & des comptes & d'Engagements Stratégiques (CACES), lequel applique l'ensemble des recommandations qui lui sont fixées annuellement par le Conseil d'administration, et notamment :

- Examen des comptes (comptes sociaux et consolidés le cas échéant) et documents prévisionnels (budgets, plan à moyen terme, ...)
- Suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- Suivi du contrôle légal par les commissaires aux comptes
- Suivi des recommandations des commissaires aux comptes
- Vérification de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques et suivi de leur efficacité
- Examen des conventions réglementées et vérification du suivi
- Appréciation de l'exposition aux risques des engagements hors bilan
- Examen du budget d'investissement & de fonctionnement de la SAC.
- Examen de tous les investissements qui par leur importance nécessitent la mobilisation de titres participatifs complémentaires. En revanche le Comité n'a pas vocation à décider des engagements d'opérations sauf pour des opérations exceptionnelles par leur ampleur ou leur intérêt stratégique.

Le CACES exécute toute mission ponctuelle qui pourrait lui être confiée par le Conseil d'Administration, auquel il rend compte.

Le CACES est composé de 9 personnes qualifiées nommées par le Conseil d'Administration comprenant :

- Un membre de la Direction financière de chaque entité,
- Un représentant de la Direction de chaque entité.
- De trois Administrateurs de la SAC représentant chaque Actionnaire

Le Commissaire aux Comptes est invité à participer aux travaux du Comité.

Le Directeur Général assure l'animation technique du CACES, lequel est convoqué par le leader du Pacte.

ARTICLE 6 – OPERATIONS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

Les termes ci-après énumérés ont le sens suivant :

Titres : désignent les actions de la Société, toutes valeurs mobilières émises par la Société donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société, et tout droit d'attribution, de souscription ou de priorité aux actions et valeurs mobilières de la Société, attachés ou non à ces actions et/ou valeurs mobilières.

Transfert : désigne toute opération entraînant le transfert de propriété ou le démembrement de Titres détenus par un Actionnaire, à titre onéreux ou non, quelle qu'en soit la nature juridique et pour quelque cause que ce soit (en ce compris notamment la cession, la dation, la donation, la dissolution, la fusion, la scission, l'apport en société, l'échange, la vente publique ou une forme combinée de ces formes de transfert de propriété relatifs aux Titres et aux droits préférentiels de souscription attachés aux Titres).

6.1 MAINTIEN DU NIVEAU DE PARTICIPATION EN CAS D'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'esprit des PARTIES est de pouvoir participer à hauteur de leur engagement actuel au capital dans ces futures augmentations de capital, selon des modalités de nature à préserver l'équilibre capitalistique existant à la date de la signature du présent Pacte.

Dans tous les cas, dans l'hypothèse où l'une des PARTIES ne souscrirait pas à hauteur de ses droits, les PARTIES resteront liées par le Pacte quel que soit le niveau de détention induit, sans changement sur les règles de gouvernance prévues dans le présent Pacte.

6.2 ENGAGEMENT DE CONSERVATION DES TITRES DE LA SAC PENDANT 6 ANS

A l'exception des cas d'exercice du droit de sortie, les PARTIES s'interdisent pendant une durée de SIX (6) ans, à compter de la signature du présent Pacte, de transmettre directement ou indirectement et sous quelque forme que ce soit à des tiers tout ou partie des actions dont ils sont propriétaires.

Il pourra cependant être dérogé à cet engagement de conservation :

- (i) par accord entre les Actionnaires en cas de projet d'entrée d'un nouvel actionnaire dans la Société, après respect du droit de préemption prévu ci-après ;
- (ii) dans le cas de l'exercice du Droit de Sortie.

De même, les Actionnaires s'engagent à ne pas nantir, remettre ou donner en garantie les Titres de la Société qu'ils détiennent, ni à en restreindre la jouissance ou la libre disposition sauf accord des Actionnaires.

A l'expiration de la première période de SIX (6) ans, les cessions sont libres entre elles.

6.3 – DROIT DE PREEMPTION

Afin de préserver le caractère fermé de la Société à l'issue de la période d'inaliénabilité prévue à l'article précédent, les Actionnaires décident de se consentir un droit de préemption mutuel par lequel chacun s'engage, avant de former tout projet de Transfert de Titres à un autre Actionnaire de la Société ou à tout tiers, à proposer préalablement aux autres Actionnaires d'acquiescer ses Titres et ce, proportionnellement à leur détention au capital social.

6.3.1 - Un Actionnaire (ci-après le « Cédant ») devra, avec un préavis d'au moins 1 an, notifier aux autres Actionnaires (ci-après le(s) « Bénéficiaire(s) ») tout projet de Transfert portant sur des Titres de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception (ci-après la « Notification ») en indiquant :

- le nombre et la nature des Titres dont le Transfert est envisagé par le Cédant (les « Titres Transférés ») ;
- le prix unitaire ou la valeur unitaire des Titres Transférés ;
- les modalités de paiement du prix et toutes autres conditions du Transfert (date de jouissance des Titres, éventuelles conditions suspensives, etc.) ainsi que l'incidence immédiate ou différée du Transfert sur la répartition du capital de la Société ;
- les noms, prénoms, domicile ou dénomination et siège social de chacun des bénéficiaires du transfert (ci-après le(s) « Cessionnaire(s) »), ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, sa forme, son numéro RCS, l'identité de ses dirigeants et les noms, prénoms, domicile ou dénomination et siège sociaux des personnes qui, le cas échéant, la contrôlent directement ou indirectement.

La Notification vaudra promesse de cession des Titres Transférés aux prix et conditions mentionnés dans ladite Notification aux Bénéficiaires. Le Cédant ne disposera d'aucune faculté de repentir et se trouvera dès lors tenu de céder les Titres Transférés aux Bénéficiaires si ces derniers exercent individuellement ou collectivement leur droit de préemption aux prix et conditions énoncées dans la Notification et dans les formes et conditions décrites ci-après.

6.3.2 - Chaque Bénéficiaire dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires (ce délai étant réduit à huit (8) jours calendaires si le projet de Transfert porte sur des droits de souscription) à compter de la réception de la Notification pour notifier par lettre recommandée avec accusé de réception au Cédant s'il entend exercer son droit de préemption sur tout ou partie des Titres Transférés.

Le ou les Bénéficiaires ayant notifié leur intention d'exercer leur droit de préemption (ci-après le(s) « Préempteur(s) ») ne pourront exercer collectivement ou individuellement (dans le cas où un seul Bénéficiaire l'exercerait) leur droit de préemption que pour la totalité des Titres Transférés.

Si un Bénéficiaire ne notifie pas son intention d'exercer son droit de préemption dans le délai de trente (30) jours calendaires mentionné ci-dessus (ou de 8 jours si le projet de Transfert porte sur des droits de souscription), il sera réputé avoir renoncé à exercer ce droit à l'occasion du projet de Transfert notifié.

Les Titres acquis à l'occasion de l'exercice du présent droit de préemption le seront aux conditions de prix mentionnées dans la Notification.

6.3.3 - Si les offres de rachat réunies du ou des Préempteurs concernent au total un nombre de Titres égal à celui des Titres Transférés, ces derniers seront transférés aux Préempteurs dans la limite de leurs demandes respectives.

Si les offres de rachat réunies des Préempteurs concernent au total un nombre de Titres supérieur à celui des Titres Transférés, ces derniers seront transférés aux Préempteurs au prorata du nombre de Titres de la Société qu'ils détiennent respectivement au sein du groupe constitué par eux et dans la limite de leurs demandes respectives.

6.3.4 - Si le droit de préemption exercé par les Bénéficiaires concerne un nombre de Titres inférieur à celui des Titres Transférés, le droit de préemption est réputé n'avoir jamais été exercé et le Cédant est libre de réaliser le Transfert au bénéfice du (ou des) Cessionnaire(s), dans le strict respect des termes de la Notification et à la plus tardive des dates suivantes :

- dans le délai prévu dans la Notification ;

- ou, à défaut de délai prévu, dans le délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'expiration du délai d'exercice du droit de préemption prévu au paragraphe 6.3.2 ci-dessus ;
- ou, dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date d'agrément du (ou des) Cessionnaire(s).

Passé le délai prévu ci-dessus, le Cédant devra à nouveau, préalablement au Transfert de Titres objet de la Notification, se conformer aux dispositions relatives à la procédure de préemption prévue au présent article.

Une fois le Transfert réalisé, le Cédant devra le notifier dans un délai de trente (30) jours calendaires aux Bénéficiaires et indiquer que le Transfert a été réalisé dans les conditions prévues dans la Notification.

6.3.5 - Si les conditions d'exercice du droit de préemption sont réunies, par le seul fait de la notification de l'exercice de ce droit dans les conditions du présent article, le Transfert des Titres Transférés par le Cédant sera réalisé au profit du (ou des) Bénéficiaire(s) ayant exercé leur droit de préemption, à un prix ou une valeur égale, selon le cas, à celui indiqué dans la Notification.

Les ordres de mouvements et toutes autres pièces nécessaires devront, dans les quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'expiration du délai d'exercice du droit de préemption, être remis au(x) Préempteur(s) contre paiement comptant du prix total (sauf accord contraire entre le Cédant et un Préempteur à l'effet de tenir compte des conditions de paiement offertes par le Cessionnaire et acceptées par le Cédant).

6.4 – AGREMENT

Il est préalablement rappelé que les Statuts de la Société comprennent une clause d'agrément pour tout Transfert de Titres de la Société à un tiers non actionnaire, de tels Transferts ne pouvant néanmoins intervenir que dans le respect des dispositions prévues au présent Pacte. Il est expressément convenu entre les Actionnaires que ladite clause d'agrément devra être appliquée dans l'ensemble des cas de Transfert de Titres telle que cette notion est définie au présent Pacte.

ARTICLE 7 – OBLIGATION D'INFORMATION RECIPROQUE

Dans un objectif de transparence et d'anticipation des décisions à prendre par les PARTIES, outre les droits d'information visés par les textes légaux et réglementaires, les PARTIES se tiendront mutuellement informées et informeront la SAC, par écrit, préalablement à leur réalisation, et dans un délai raisonnable compte tenu de la nature de l'opération en cause, de toute opération exceptionnelle les concernant, et notamment :

- de modifications significatives dans leur structure ;
- de toute procédure d'alerte déclenchée par les Commissaires aux comptes ou de tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation ;
- de tout événement susceptible de modifier l'affectio societatis tel que défini en préambule du présent Pacte.

Les PARTIES s'engagent au respect de la plus stricte confidentialité concernant ces informations, s'interdisant de les divulguer sans l'accord exprès préalable et écrit de l'autre PARTIE.

Il est ici précisé qu'en cas de tout événement susceptible de modifier l'affectio societatis, tel que défini en préambule du présent Pacte, et notamment la cession d'actions non agréée, chacune des PARTIES se réserve la possibilité de dénoncer le présent Pacte dans les conditions définies à l'article 8 ci-après.

ARTICLE 8 — ENTREE EN VIGUEUR DU PACTE — DUREE DU PACTE

Le présent Pacte entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Il est conclu pour une première période de SIX (6) ans qui pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des PARTIES, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le respect d'une période de préavis de 6 mois avant son échéance.

Il se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour la même durée, sauf dénonciation, à tout moment, par l'une ou l'autre des PARTIES, notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et dans le respect d'une période de préavis de 6 mois.

Dans l'hypothèse d'une dénonciation du Pacte, les PARTIES s'engagent à maintenir confidentielle la rupture de celui-ci dans les termes de l'article 13 stipulé ci-après.

ARTICLE 9 — NEGOCIATION DE BONNE FOI - CAPACITE

FORME DES ENGAGEMENTS ET DECLARATIONS

Les PARTIES reconnaissent avoir librement et de bonne foi négocié les termes du Pacte, chacune confirmant avoir pu apprécier par elle-même la portée de ses engagements et accepter l'ensemble des stipulations du Pacte, de sorte que celui-ci ne saurait être qualifié de contrat d'adhésion conformément à l'article 1110 du Code civil.

De convention expresse entre les PARTIES, les stipulations du présent Pacte prévaudront sur celles des statuts de la SOCIETE ANONYME DE COORDINATION en cas de contradiction.

ETAT - CAPACITE

Les PARTIES confirment l'exactitude des indications les concernant respectivement telles qu'elles figurent ci-dessus.

Elles déclarent en outre qu'elles ne font l'objet d'aucune mesure ou procédure civile, commerciale ou administrative susceptible de restreindre leur capacité ou d'aucune mesure quelconque de nature à restreindre leur capacité ou leurs pouvoirs.

Chaque PARTIE déclare et garantit que la signature et l'exécution du Pacte ont été valablement autorisées par ses organes compétents.

ARTICLE 10 — DECLARATION D'INDEPENDANCE RECIPROQUE

Les Actionnaires s'engagent à ne pas agir, directement ou au travers des décisions de la société de coordination, à l'encontre de la liberté de direction et de gestion de chaque Actionnaire.

En conséquence, les Actionnaires déclarent expressément qu'ils sont et demeureront, pendant toute la durée du Pacte, des partenaires indépendants, assumant chacun les risques inhérents de leur propre gestion.

La Société est également indépendante dans son fonctionnement et sa gestion, nonobstant toute clause contraire.

ARTICLE 11 — CLAUSE D'EXECUTION

Les PARTIES s'engagent à se comporter l'une envers l'autre comme des partenaires loyaux et de bonne foi et à exécuter le Pacte dans cet esprit. Les PARTIES s'engagent expressément à respecter et à faire respecter toutes les stipulations du Pacte, et, dans ce cadre, notamment, (i) à voter ou faire voter toute décision qui serait nécessaire à la mise en œuvre du Pacte, (ii) à ne pas voter ou faire voter une quelconque décision qui serait contraire aux stipulations du Pacte et (iii) à apporter aux statuts de la société toute modification qui serait le cas échéant nécessaire.

Les PARTIES s'engagent également, chacune pour ce qui la concerne, à prendre toute disposition, à faire toute démarche, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et, de manière générale, à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Chaque PARTIE s'engage à informer toute personne qui n'est pas partie au Pacte, notamment ses représentants au sein des organes sociaux de la société, des engagements qui lui incombent et, au plus tard lors de leur nomination ou de leur prise de fonction, à leur faire accepter ces engagements.

Sans préjudice des clauses régissant la fin du Pacte, si en cas de modification de la réglementation relative aux sociétés anonymes de coordination et en dehors des prévisions légitimes des PARTIES, l'équilibre du Pacte était modifié au point de rendre l'exécution des obligations y figurant préjudiciable à l'une des PARTIES, celles-ci, à l'initiative de la PARTIE la plus diligente, promettent de faire tout leur possible afin de parvenir à déterminer en commun les moyens de faire face, dans les plus brefs délais, à cette modification inopinée des circonstances.

Elles s'engagent par ailleurs, si lesdites circonstances l'exigent, à apporter toutes les modifications nécessaires au maintien de l'équilibre du Pacte.

ARTICLE 12 – DIVISIBILITE

La nullité éventuelle de l'une quelconque des stipulations du présent Pacte n'emportera pas la nullité du Pacte ni n'affectera en aucune manière, le cas échéant, la validité des autres stipulations du présent Pacte, dont il est expressément convenu qu'elles demeurent pleinement applicables. Les PARTIES s'engagent alors à se rencontrer pour remplacer, dans le même esprit et par une stipulation aussi proche que possible, la stipulation ainsi frappée de nullité.

ARTICLE 13 – UNICITE DU PACTE - TOLERANCE - ELECTION DE DOMICILE - MODIFICATION DU PACTE

Le présent Pacte constitue l'intégralité de l'accord des PARTIES à ce jour dans la limite de son objet. Il remplace et annule, en conséquence, tout accord verbal ou écrit ayant le même objet et qui lui serait antérieur sauf les dispositions statutaires de la société.

Aucune tolérance, quelle qu'en soient la nature, l'ampleur, la durée ou la fréquence, ne peut être considérée comme créatrice d'un quelconque droit et ne peut, en aucune manière, conduire à limiter, de quelque façon que ce soit, la possibilité pour chacune des PARTIES d'invoquer à tout moment et sans aucune restriction chacune des clauses du présent Pacte.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les PARTIES font élection de domicile en leurs adresses respectives indiquées en comparution des présentes. Tout changement d'adresse doit être notifié, par la PARTIE y procédant, à toutes les autres PARTIES, au plus tard dans le mois suivant ce changement.

Le Pacte ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par toutes les PARTIES au Pacte.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES ENTRE LES PARTIES

PROCEDURE DE MEDIATION

A défaut de pouvoir se mettre d'accord dans les termes susvisés, les PARTIES conviennent de soumettre leur différend à un médiateur inscrit sur la liste de Centre de Médiation de Bordeaux qui aura pour mission de rechercher une solution au conflit.

En cas de désaccord sur la désignation de ce médiateur, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal compétent, à la requête de la PARTIE la plus diligente.

Si, dans un délai de DEUX (2) mois à compter de sa saisine, aucun accord n'est formalisé entre elles, la Partie la plus diligente pourra saisir la juridiction compétente du lieu du siège de la Société.

ARTICLE 15 – DROIT DE SORTIE

Dans l'hypothèse où :

- le Comité de Coordination se trouverait en situation de Blocage deux fois de suite et que lesdits Blocages n'auraient pas donné lieu à l'arrêt d'une position commune dans les trois mois suivant le dernier Blocage,
- ou si un Actionnaire refusait de respecter les dispositions de l'article 5.2,
- ou si un Actionnaire refuse de mettre en œuvre les mesures décidées pour garantir sa soutenabilité financière,

Chaque Actionnaire disposera de la faculté de céder la totalité de sa participation au capital de la Société aux autres Actionnaires à une valeur qui n'excèdera pas le plafond prévu à l'article L.423-4 du Code de la construction et de l'habitation.

A cet effet, l'Actionnaire sortant notifiera à chaque autre Actionnaire et à la Société, par courrier recommandé avec accusé de réception :

- le motif de l'exercice du droit de sortie ainsi que les pièces y afférentes ;

- le prix d'acquisition des actions de la Société qu'il détient.

Les autres Parties disposeront alors d'un délai de six (6) mois soit pour procéder à l'acquisition desdites actions, soit pour proposer à l'agrément du Conseil d'administration un acquéreur susceptible de succéder à la Partie souhaitant exercer son droit de sortie, qui s'engage alors à l'agréer. Ce délai de six mois pourra être réduit sous réserve d'un commun accord entre les Parties.

Les autres Actionnaires feront leur affaire de la répartition entre eux de la participation détenue par l'Actionnaire sortant. Une fois le droit de sortie exercé par l'Actionnaire sortant, ils ne pourront pas exercer à leur tour, sur la base du même motif, leur droit de sortie au titre du présent article.

ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES déclarent et reconnaissent que le présent Pacte a un caractère strictement confidentiel.

Elles s'interdisent, en conséquence, et sauf accord exprès, préalable et écrit de l'autre PARTIE, d'en divulguer le contenu, à quelque personne et sous quelque forme que ce soit, sous réserve des prescriptions légales éventuellement applicables.

Les PARTIES s'interdisent également de divulguer toute information technique, commerciale, financière ou autre les concernant et concernant les Sociétés qui leur sont apparentées et dont elles auraient pu avoir connaissance dans le cadre et au titre du présent Pacte et de leur association.

Les PARTIES se portent fort du respect de cette obligation de confidentialité par les membres de leur personnel concernés, ainsi que par toutes les Sociétés, entités ou entreprises qui leur sont affiliées ou apparentées, s'engageant à la rendre opposable aux personnes physiques ou morales susvisées, de façon à ce que la Société puisse, le cas échéant, s'en prévaloir à leur encontre.

Cette obligation de confidentialité est stipulée pour la durée du présent Pacte. Elle pourra cependant s'éteindre lorsque les informations concernées seront tombées dans le domaine public.

Par exception à ce qui précède, une PARTIE pourra divulguer les Informations Confidentielles si cette divulgation est exigée par la loi ou les règlements ou dans le cadre d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage ou encore d'une instance en justice.

Fait en QUATRE (4) exemplaires originaux, dont un pour la Société.

Le 2021

Pour l'OPH CORREZE M. Le Directeur Général	Pour COPROD M Le Directeur Général	Pour DOMOFrance M. Le Directeur Général
---	---------------------------------------	--

DOCUMENT DE TRAVAIL

ANNEXE n°1 - MESURES DE GARANTIE DE LA SOUTENABILITE

- La Société se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme et pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire. Ces recommandations peuvent être notamment :
 - La réduction des frais généraux de l'organisme ;
 - La révision du Plan Moyen Terme ;
 - La réorganisation de la dette de l'organisme

- En dernier recours, et sauf à ce que l'associé défaillant fasse jouer son droit de retrait de la SAC, la Société mettra en œuvre les mesures prévues à l'article L.423-1-2 du CCH.
 - Interdiction ou limitation de la distribution du résultat ou de la réalisation d'un investissement
 - Mise en demeure de présenter un plan de rétablissement des équilibres financiers et délai de mise en œuvre
 - Décision de cession totale ou partielle du patrimoine d'un associé ou fusion avec un autre associé du groupe

Les procédures de vigilance et d'alerte sont déclenchées sur la base de l'atteinte de seuils basés sur des indicateurs d'autofinancement net (incluant le produit des ventes et le cas échéant les aides du Fonds de soutien aux emprunts à risque) qui devra toujours être positif, supérieur à 3% des loyers sur entre le 10^{ème} et le 14^{ème} exercices de la SAC et 5% ensuite, ainsi que de potentiel financier à terminaison qui devra être positif à compter du 6^{ème} exercice de la SAC, puis supérieur à 500€/logement entre le 10^{ème} et le 14^{ème} exercice, et de 750€/logement ensuite.

L'appréciation de l'atteinte des seuils est opérée par le Comité d'Audit et des Comptes qui en informe le Conseil d'administration à l'occasion de l'arrêté des comptes sociaux et combinés. Pour calculer les valeurs pour chaque indicateur, le Conseil d'administration se fonde sur le dernier exercice ainsi que sur les prévisions de résultats pour les cinq années suivantes, telles qu'elles ressortent des outils comptables de réalisation des prévisionnels financiers (VISIAL).

La Société se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme et pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire. Ces recommandations peuvent être notamment :

- La réduction des frais généraux de l'organisme ;
- La révision du Plan Moyen Terme ;
- La réorganisation de la dette de l'organisme

En cas d'atteinte du seuil de vigilance pour l'un ou plusieurs des ratios, le Président du Conseil d'administration sollicite sans délai, par courrier recommandé avec accusé de réception, de l'Actionnaire concerné un plan financier lui permettant de redresser sa situation, intégrant notamment des données prévisionnelles justifiant le rétablissement au regard des seuils susmentionnés. L'Actionnaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier pour transmettre le plan financier à la Société.

Le plan financier est analysé par le Comité d'Audit et des Comptes, qui rend un avis sur sa solidité. Dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception du plan financier par la Société, le Conseil d'administration se prononce sur le plan financier proposé par l'Actionnaire.

La mise en œuvre des mesures prévues à l'article L.423-1-2 du CCH ne pourra être engagée par la Société qu'après que l'Actionnaire concerné ait présenté à la Société un plan de rétablissement de ses équilibres financiers et si celui-ci a été validé, qu'il lui ait été laissé un délai d'au moins une année pour mettre en œuvre ledit plan.

Ces mesures nécessaires pour garantir la soutenabilité financière du Groupe et de ses actionnaires sont adoptées par le conseil d'administration de la Société à la majorité renforcée des deux tiers des membres présents ou représentés, sur avis du Comité d'Audit et des Comptes.

En tout état de cause, les mesures de soutenabilité financière décidées par la Société dans les conditions ci-dessus devront être pleinement articulées avec l'intervention éventuelle de la CGLS auprès d'un Actionnaire en difficulté.

DOCUMENT DE TRAVAIL



WAVESTONE

Synthèse des enjeux et des orientations
prioritaires pour le département de la
Corrèze en matière d'Habitat

Octobre 2020 |



CORREZE
LE DÉPARTEMENT

Objet du document et méthodologie

Ce document présente **une synthèse des enjeux et des orientations prioritaires pour le département de la Corrèze en matière d'Habitat.**

Il constitue une base de réflexion pour l'élaboration du projet Habitat du département de la Corrèze sur les 6 prochaines années (période 2021-2026).

Il a été formalisé par Wavestone dans l'état de notre connaissance du contexte national et local et compte tenu de notre expérience auprès des collectivités dans des démarches similaires.

Dans un contexte caractérisé par une accentuation des exigences (économiques, environnementales, sociales...) pesant sur les acteurs œuvrant pour la politique de l'habitat, cette étude doit permettre au département de se doter d'une vision stratégique pour l'Habitat sur son territoire.

Ceci justifie donc que soient rassemblés dans cette étude les éléments qui vont permettre de :

1. Disposer d'une **connaissance des caractéristiques fondamentales du territoire** afin de repérer les besoins et enjeux au sein du département (volet Diagnostic du territoire)
2. Identifier les **orientations prioritaires en matière d'Habitat** sur le territoire corrézien et intégrer ces analyses au regard des projets portés dans le cadre plus global du projet de territoire corrézien
3. Définir **les conditions à réunir** pour mettre en œuvre la stratégie souhaitée

Il s'agit donc, en quelque sorte, de répondre aux questions suivantes :

- / Au regard des caractéristiques et des besoins de la Corrèze, quelles sont les orientations prioritaires en matière de logement et d'habitat pour le territoire ?
- / Quelles conditions à réunir pour favoriser la mise en œuvre effective des priorités identifiées ?

D'un point de vue **méthodologique**, cette étude a été réalisée entre le 15 juillet et le 15 septembre 2020 sur la base :

- / D'un recueil et d'une analyse documentaire :
 - Etudes et données territoriales disponibles sur vos territoires (PDALHPD, PLH, SCOT, données Insee et observatoire des territoires...)
 - Données communiquées par Corrèze Habitat (PSP, Rapport d'activité, CUS...)
- / D'échanges avec certaines parties prenantes du territoire (élus, directeurs de structures intervenant dans le champ de l'habitat...) : au total, 11 entretiens ont été réalisés (cf. liste des entretiens disponible en annexe).

Sommaire

1	Un territoire présentant des enjeux structurants partagés à l'échelle du département	1
1.1	Des enjeux démographiques communs : une croissance démographique limitée et des enjeux croissants liés au vieillissement et au desserrement des ménages	2
1.2	Un territoire caractérisé par des indicateurs sociaux-économiques proches des moyennes régionales et nationales mais une disparité des revenus moins prononcée qu'ailleurs	4
1.3	Des problématiques en matière d'habitat qui laissent entrevoir des enjeux dépassant les échelons locaux autour de la vacance et de la précarité énergétique	5
1.4	Un enjeu de régénération du parc social actuel au regard de son inadéquation aux besoins des demandeurs	6
2	Des priorités d'actions qui plaident pour la régénération du patrimoine existant dans le cadre de projets intégrés liant habitat, développement économique et services de proximité	9
2.1	Orientation 1 : Optimiser en priorité le potentiel du patrimoine existant	11
2.1.1	Orientation 1.1 : Réhabiliter pour lutter contre la précarité énergétique du parc social et privé	11
2.1.2	Orientation 1.2 : Adapter le parc pour favoriser deux moments clés du parcours résidentiel de Corrèze	12
2.1.3	Orientation 1.3 : Un renouvellement du parc social à hauteur de 500 logements	13
2.2	Orientation 2 : Accompagner des projets intégrant habitat, développement économique et service de proximité et favorisant le développement équilibré des territoires	14
2.3	Orientation 3 : Soutenir des projets innovants faisant écho au projet de territoire développé pendant la mandature	17
3	Des objectifs qui nécessitent pour les acteurs des capacités d'investissement et l'association de compétences multiples	19
3.1	Les objectifs identifiés nécessitent une forte capacité d'investissement et des compétences multiples...	20
3.2	... de la part des bailleurs sociaux qui à ce jour ne disposent pas des moyens nécessaires	21
3.3	Plaidoyer pour une coordination territoriale de l'action en matière d'habitat	23

1 Un territoire présentant des enjeux structurants partagés à l'échelle du département

L'essentiel :

Cette première partie a pour objectif d'identifier les enjeux du territoire corrèzien au regard du diagnostic réalisé à travers les entretiens et les analyses chiffrées. Nous retiendrons que :

- / Le diagnostic révèle que la Corrèze se caractérise par une **certaine homogénéité** dans ses caractéristiques démographiques et économiques :
 - Si l'agglomération de Brive et, dans une moindre mesure, celle de Tulle présentent certains marqueurs spécifiques liés à leur caractère urbain (part de la population jeune, problématique de l'emploi plus marquée...), le territoire est globalement caractérisé par une **faible croissance démographique** (avec en particulier un déclin démographique des centres-bourgs), un **vieillessement très marqué** de sa population, et des **disparités économiques moins marquées que sur le reste du territoire national**.
 - Le département se caractérise également par le **caractère endogène de l'emploi** avec des taux d'actifs travaillant dans leurs communes de résidence supérieure aux moyennes nationales. Mais cet indicateur est en recul constant depuis 10 ans sur la quasi-totalité des EPCI attestant **le déclin des centres-bourgs**.
- / Cette homogénéité existe également en matière **d'enjeux liés à l'habitat** : la Corrèze est un **territoire de propriétaires**, caractérisé par de très forts taux de logements individuels, une **vacance marquée notamment dans les centres-bourgs** et un **habitat privé relativement dégradé et énergivore**. Ces caractéristiques renvoient à des problématiques d'étalement urbain au détriment des centralités desquelles découlent des enjeux écologiques et de perte de dynamisme des centres-bourgs.
- / Enfin, le logement social, dont la part sur le territoire est faible, est marqué, à l'exception du pays de Brive, par une **très faible tension** et une **inadéquation structurelle d'une partie de l'offre**. La vacance est importante, et de nombreux produits présentent des niveaux de charges élevés traduisant des enjeux extrêmement présents en matière de réhabilitation énergétique. Ce secteur est selon les acteurs rencontrés celui sur lequel les enjeux les plus structurants se posent.

Quatre enjeux émergent ainsi du diagnostic réalisé :

- / **Enjeu 1 : Faire de l'habitat un levier d'attractivité pour consolider les centralités** : l'habitat s'inscrit ici dans le cadre d'enjeux démographiques et économiques. Il doit permettre au département d'attirer de la population, et ce, de manière privilégiée dans les centralités primaires et secondaires au regard de l'enjeu de maintien sur place des services et des emplois.
- / **Enjeu 2 : Lutter contre les passoires énergétiques** : avec 32% des logements en étiquette F ou G, la Corrèze se classe dans les 10 départements comptant le plus de passoires thermiques. Les principales conséquences de ces "mauvaises notes" sont d'abord des factures de fioul, gaz ou électricité très élevées pour les occupants qui peuvent à terme menacer la capacité de ces biens à être mis en location ou vendus.
- / **Enjeu 3 : Adapter le parc actuel au vieillissement et à la dépendance**. Cet enjeu renvoie à l'objectif de maintien dans le logement des personnes âgées très modestes, cette question étant de plus en plus prégnante dans le département.
- / **Enjeu 4 : Régénérer le parc de logement social**. L'inadaptation de certains produits invite à considérer des opérations de réhabilitation voire de démolition-reconstruction afin de reconstituer une offre **qualitative** pour laquelle des besoins existent.

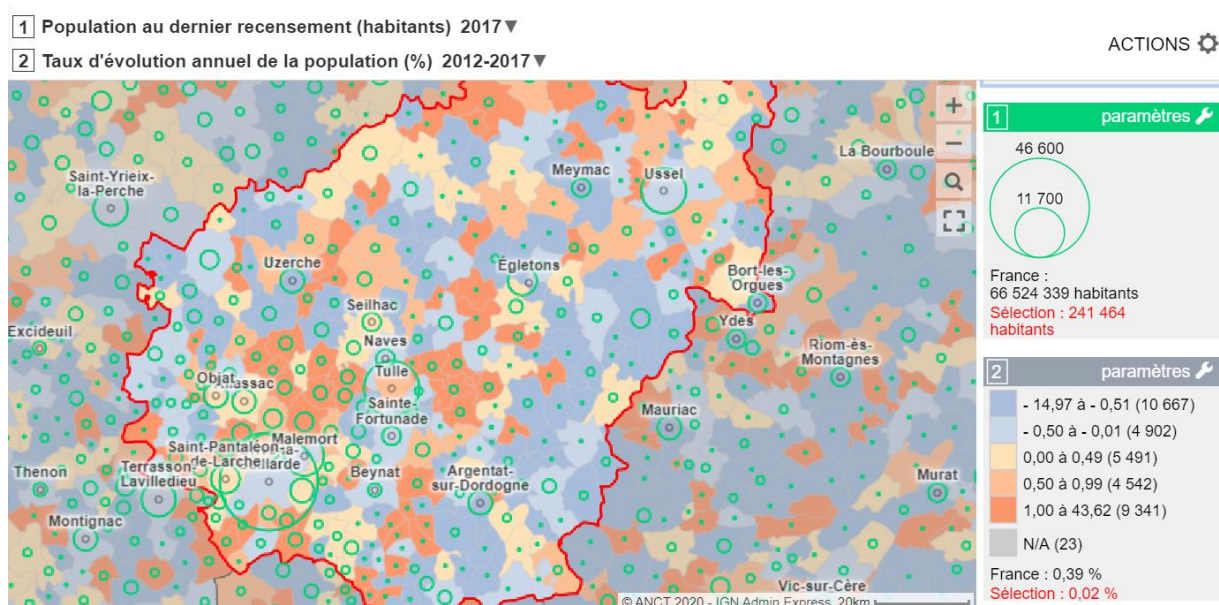
1.1 Des enjeux démographiques communs : une croissance démographique limitée et des enjeux croissants liés au vieillissement et au desserrement des ménages

Sans prétendre réaliser une étude approfondie des caractéristiques socio-économiques du département de la Corrèze, nous retiendrons, des différentes études analysées, certains **enjeux communs structurants** sur votre territoire.

D'un point de vue des **données démographiques**, les analyses réalisées mettent en exergue les éléments suivants :

- / **La Corrèze connaît un dynamisme démographique quasi nul.** La croissance de la population est presque exclusivement due à l'apport migratoire et portée par les agglomérations de Brive et Tulle, seules intercommunalités à avoir connu une variation positive de leur population sur la période intercensitaire 2012-2017. La croissance démographique est ainsi tirée par les espaces urbanisés et leurs périphéries, au détriment des secteurs à dominante rurale et des zones éloignées des axes routiers majeurs (A20 et A89).
- / En particulier, les diagnostics réalisés dans le cadre de l'élaboration des différentes OPAH du territoire, soulignent **le déclin démographique des anciennes centralités** :
 - Sur le territoire du Pays d'Uzerche, la commune centre perd des habitants au profit des communes du Pays proches de Brive et Limoges,
 - Sur la Haute Corrèze, les polarités du territoire d'Ussel (Ussel, Meymac, Neuvic, Bort les Orgues) perdent des habitants au profit de leur première couronne périurbaine et des communes rurales et en particulier St Fréjoux, Mestes, St Exupéry les Roches.
- / Le département se caractérise également par une **très faible densité** liée au **caractère rural** de ce dernier. Dix-huit communes seulement comptent plus de 2 000 habitants et onze d'entre elles ont plus 3 000 habitants. Sur ce point, le territoire de Brive fait exception avec des densités proches de la moyenne régionale. Brive et l'ouest corrézien représente près des ¾ de la population du département.

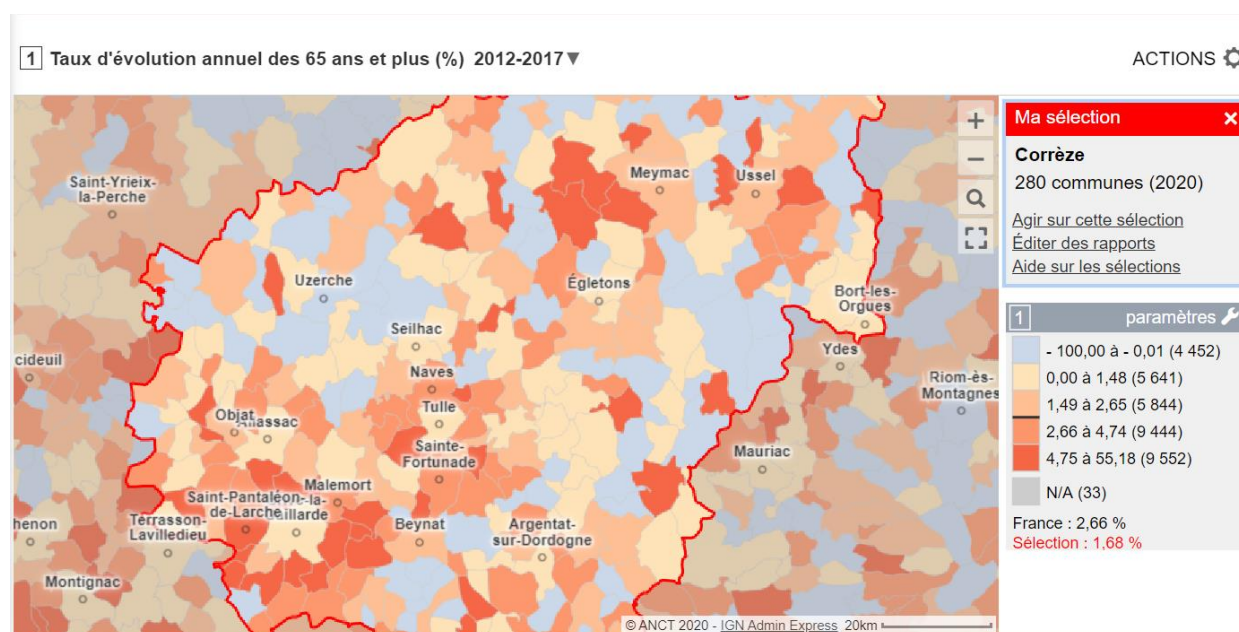
Ces premiers indicateurs renvoient à un double enjeu d'attractivité et de consolidation des centralités d'autant plus important dans un territoire faiblement densifié et considérablement morcelé. L'ensemble des entretiens menés fait de cet enjeu l'un des plus structurants pour le département.



Si l'évolution de la structure de la population s'inscrit dans les tendances nationales, deux points sont particulièrement marqués :

- / Le vieillissement de la population est une réalité dans l'ensemble du département.
 - Les habitants du **département** sont âgés de 45,3 ans en moyenne, ce qui fait de la **Corrèze** le 3^e **département** le plus **âgé** de la région derrière la Creuse et la Dordogne. Un tiers des Corrèziens ont plus de 60 ans et près d'un sur sept a plus de 75 ans.
 - **La tendance est considérable puisque le taux de plus de 60 ans est en augmentation de 12,43% en 10 ans (soit 2 fois plus rapide que la moyenne nationale)**
 - Ici encore, le Pays de Brive fait exception.
- / Enfin, le phénomène **de desserrement des ménages** (réduction de la taille moyenne des ménages) est particulièrement marqué sur l'ensemble des EPCI avec des répercussions sur les besoins en logement (typologie...).

Au croisement entre dynamique démographique et structure de la population, le diagnostic réalisé en 2015, révèle que le taux de personnes âgées dans les premières et deuxième couronnes augmentent plus rapidement que sur le reste du territoire : ce point particulièrement structurant renvoie à un enjeu de mixité générationnelle, et soulève un enjeu lié au besoin de maintien de services dans les villes et bourgs secondaires.



Principaux indicateurs démographiques sur les EPCI en Corrèze

	CC du Pays de St Yrieix	CC Pays de Pompadour Lubersac	CC Pays d'Uzerche	CA du Bassin de Brive	CA Tulle Agglo	CC Midi Corrèzien	CC vézère Monédières Millesources	CC Xaintrie Val Dordogne	CC Ventadour-Engletons-Monédières	CC Haute Corrèze Communauté	Corrèze	Nouvelle Aquitaine	France
Population en 2017	12,066	7,582	9,743	107,749	44,717	13,078	5,054	11,495	10,181	33,568	241,464	5,956,978	66,524,339
Densité (hab/km2)	35.9	30.2	29	133.5	51.2	33.8	9.9	17.9	21.7	18.6	41.2	70.9	105.1
Variation de la population (2017)	-0,3	-0,4	0,0	0,1	0,4	0,1	0,0	-0,7	-0,5	-0,3	0,0	0,5	0,4
Part des moins de 30 ans	22,1%	23%	28,2%	31,0%	29,2%	25,2%	18,8%	22,0%	32,6%	28,4%	29%	32,1%	34,1%
Part des 60 ans et +	42%	39,9%	30,3%	31,8%	33,7%	37,7%	50,0%	42,9%	32,9%	34,6%	34,1%	30,0%	27,7%
Taille moyenne des ménages	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	2,1	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2

1.2 Un territoire caractérisé par des indicateurs sociaux-économiques proches des moyennes régionales et nationales mais une disparité des revenus moins prononcée qu'ailleurs

D'un point de vue économique, plusieurs caractéristiques paraissent intéressantes à relever pour alimenter la réflexion en matière d'habitat :

Sur les dynamiques de l'emploi :

- / La Corrèze, comme l'ensemble de la Nouvelle Aquitaine, présente une **situation relativement favorable face à l'emploi et au chômage**. Pour autant **la dégradation des indicateurs sur la période 2010-2015** est plus forte que dans l'ensemble national avec notamment une augmentation réelle du taux de chômage.
- / Une des particularités du département réside dans le **caractère endogène de l'emploi** : la part des actifs travaillant dans leur commune de résidence est plus élevée que dans le reste de la Nouvelle Aquitaine. Mais sur ce point également, les indicateurs présentés dans le tableau ci-dessous atteste un réel recul. A l'exception de l'agglomération de Tulle, l'ensemble des intercommunalités présente un recul significatif.

Ces points confirment, ici encore, l'érosion des centralités, les actifs se concentrant principalement dans les premières couronnes périurbaines et les communes rurales. Elles renvoient également à un défi écologique : l'utilisation des véhicules individuels est près de 15 points supérieure à la moyenne nationale. Ce taux est le plus important dans les agglomérations de Tulle, Brive, et le Midi Corrèzien.

	CC du Pays de St Yrieix	CC Pays de Pompadour Lubersac	CC Pays d'Uzerche	CA du Bassin de Brive	CA Tulle Agglo	CC Midi Corrèzien	CC vézère Monédières Millesources	CC Xaintrie Val Dordogne	CC Ventadour-Engletons-Monédières	CC Haute Corrèze Communauté	Corrèze	Nouvelle Aquitaine	France
Part de foyers fiscaux imposés (17)	43,3%	42,7%	42,7%	49,0%	49,9%	45,4%	44,8%	42,5%	45,8%	44,8%	47,4%	48,5	52,1
Revenu médian par u.c. (17)	€19,470	€19,590	€20,220	€20,670	€21,120	€20,280	€19,310	€19,320	€19,540	€19,700	€20,410	€20,670	€ 21,110
Taux de pauvreté en 2017 en %	15,7%	14,4%	13,5%	12,5%	11,9%	13,3%	16,9%	14,5%	15,5%	13,4%	12,9%	13,5%	14,1%
Taux de chômage (17)	11,1%	9,2%	9,6%	12,0%	10,1%	9,4%	10,7%	9,4%	10,7%	10,8%	11,0%	13,2%	9,2%
Evolution du taux de chômage (2012-2017)	+1,7	-0,1	+1,6	+1,6	+2,1	+0,7	+1,7	+1,4	-2	+0,7	+1,3	+1	+0,6
Actifs travaillant dans leur commune de résidence (17)	52	36,5	34,8	39,6	38	27,9	53,2	44,3	38,7	49,8	40,1	34,4	34,1
Evolution du % d'actif dans leur commune de résidence 2012 à 2017	-0,6	-2,9	-4,6	-1,8	0,4	-0,4	-2	60,2	-0,3	-3,7	-1,5	-0,9	60,6
Part des véhicules individuels pour se rendre au travail	82,9%	81,7%	83,3%	85,4%	84,6%	86,3%	76,9%	80,4%	84,5%	82,1%	84,2%	81%	70,5%

Sur les indicateurs sociaux-économiques :

- / En 2017, le **revenu médian** des ménages de la Corrèze est de 20 410 € par unité de consommation soit un revenu **proche des niveaux régional et national**. Il convient de noter que sur l'ensemble de ces indicateurs, la Corrèze se caractérise par une disparité de revenus moins prononcée qu'ailleurs entre les territoires : **les enjeux macro-économiques sont relativement similaires entre les différents territoires**.
- / Au croisement entre revenu et âge de la population, le diagnostic réalisé en 2015 dans le cadre de l'élaboration du Plan de lutte contre la pauvreté indique que si le taux de pauvreté en Corrèze est le plus bas de la région, néanmoins cette précarité touche plus particulièrement les Corrèziens de plus de 65 ans puisque plus d'une personne âgée de 65 ans et plus sur 10 vit sous le seuil de pauvreté.

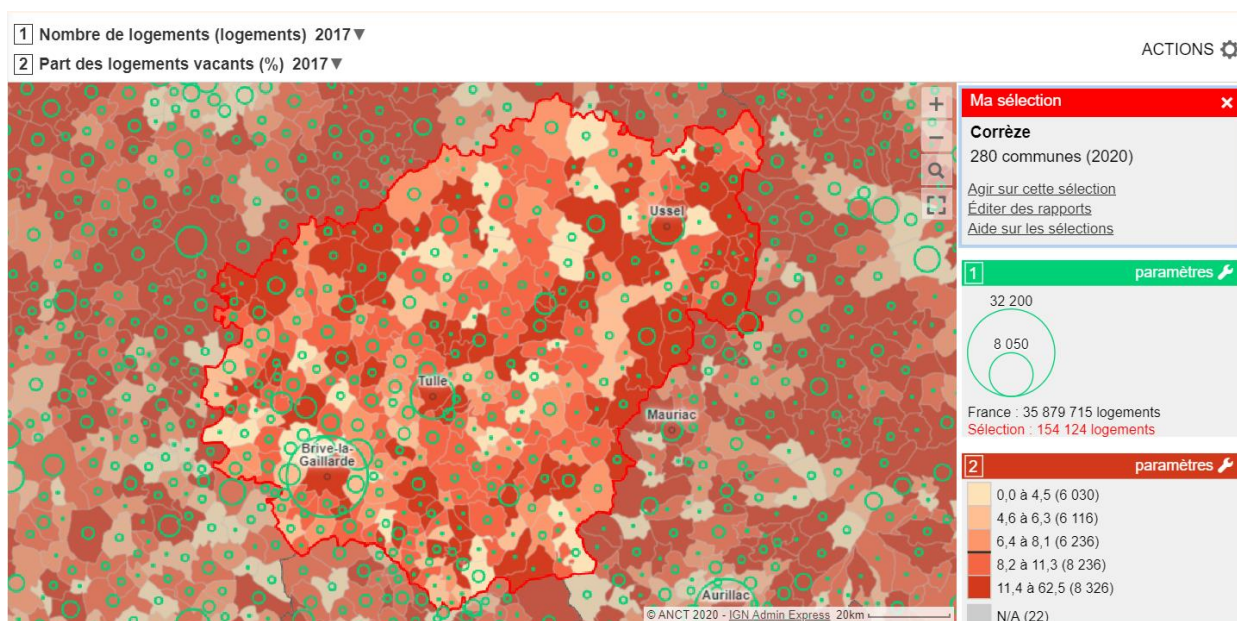
Ces analyses confirment ici encore la relative homogénéité des problématiques entre les différents territoires du département avec un double enjeu d'attractivité des centralités pour les actifs et de soutien aux personnes âgées davantage paupérisées.

1.3 Des problématiques en matière d'habitat qui laissent entrevoir des enjeux dépassant les échelons locaux autour de la vacance et de la précarité énergétique

L'analyse des indicateurs liés à l'Habitat (cf. tableau ci-dessous) met en avant quatre caractéristiques structurelles :

- / **La place prépondérante de la maison individuelle** : la part des maisons individuelles est proche de 80% soit plus de 20 points supérieurs à la moyenne nationale. Plus encore, seul le territoire de Brive se situe au niveau des moyennes régionales (70,4%). **Ce taux d'habitat individuel**, consommateur d'espace (au détriment de la densification des centres bourgs), soulève des enjeux environnementaux et d'organisation de l'espace public (équipements, transports...).
- / **La place prépondérante de la propriété privée** : la part de la propriété privée est également forte puisqu'avec 68,3% de propriétaires la Corrèze se situe 6 points au-dessus des moyennes régionales.
- / **L'âge moyen élevé du patrimoine Corrèzien**. Plus d'un quart du parc date d'avant 1945 (+ 5 points par rapport aux moyennes nationales). Ce taux masque surtout de réelles disparités entre l'agglomération de Brive (18%) et le reste du territoire puisque la plupart des intercommunalités présentent des taux proches de 40%.
- / **Le déséquilibre du territoire en matière de typologie des logements** avec une sur-représentation des grands logements : la part des T4 et + est de 70% contre 60,3% en France. L'agglomération de Brive (66,7%) est la seule à présenter un taux inférieur à la moyenne régionale (67,1%)

	CC du Pays de St Yrieix	CC Pays de Pompadour Lubersac	CC Pays d'Uzerche	CA du Bassin de Brive	CA Tulle Agglo	CC Midi Corrèzien	CC vézère Monédières Millesources	CC Xaintrie Val Dordogne	CC Ventadour-Englétons-Monédières	CC Haute Corrèze Communauté	Corrèze	Nouvelle Aquitaine	France
Nombre de logements	7,692	5,034	6,196	60,811	27,322	9,526	4,907	8,962	7,582	25,292	154,124	3,487,449	35,879,715
Evolution du nombre de logements (2007-2017)	1.0072	1.0079	1.0058	1.0085	1.0029	1.0117	1.0052	1.0061	1.0091	1.0036	1.0065	1.0120	1.0109
Part de maisons individuelles dans le parc total de logement	86%	92.1%	89.5%	70.4%	75.3%	91.3%	92.1%	89.4%	80.9%	82.7%	78.2%	71%	55.7%
Part de propriétaires	73,9%	76,5%	76,2%	64,8%	69,5%	78,8%	79,3%	76,6%	64,9%	66,5%	68,3%	62,3%	57,5%
Taux de vacance du parc (2017)	14,6%	13,1%	13,6%	10,3%	10,1%	10,7%	8,7%	11,1%	10,7%	13,0%	10,9%	8,5%	8,2%



A ces premières caractéristiques viennent s'ajouter trois enjeux revenant systématiquement dans les entretiens réalisés :

- / **L'enjeu de la vacance du parc** : le taux de vacance du département est de 10,9%. Sur ce point l'ensemble des EPCI présente des taux plus élevés que la moyenne nationale et régionale (8,2% et 8,5%). Cette vacance est le résultat d'une inadaptation structurelle du parc au regard des typologies et renvoie à un besoin d'adaptation des logements.
- / **L'enjeu en matière de réhabilitation énergétique** : le diagnostic réalisé dans le cadre du PDALHPD précise que la Corrèze est le deuxième département de la région en matière de précarité énergétique après la Creuse. L'étude révèle que dans le Limousin, un ménage sur 4 est considéré comme vulnérable d'un point de vue énergétique en ce qui concerne le logement. Cette thématique est d'ailleurs identifiée comme un axe prioritaire de développement à travers de nombreux dispositifs en place (FSL-FCL, ANAH, Programme Habitat Mieux...). L'étude réalisée par le MTES en septembre 2020 confirme ce diagnostic avec 32% des logements du territoire en étiquette F ou G.
- / Enfin, Il existe un enjeu croissant sur **le parc privé potentiellement indigne**. Ainsi, sur la base du fichier FILOCOM, le parc privé potentiellement indigne serait estimé à 8% des résidences principales pour la Corrèze, les enjeux portant notamment sur les maisons anciennes occupées par leur propriétaire.

Ces différentes caractéristiques renvoient à des défis partagés sur le territoire : défis d'adaptation du parc privé, défi énergétique à plusieurs titres, défis de structuration de l'espace au regard de la proportion de logements individuels et de la consommation d'espace induite.

1.4 Un enjeu de régénération du parc social actuel au regard de son inadéquation aux besoins des demandeurs

Sur le territoire corrézien, les enjeux en matière de logement social sont particulièrement marqués. Ce secteur est d'ailleurs, selon les acteurs rencontrés, celui sur lequel les enjeux les plus prégnants se posent.

D'un point de vue structurel, il convient de noter que :

- / Le parc locatif social (7% selon l'INSEE) se situe nettement **en deçà des proportions observées en France** (15%) puisqu'il ne représente qu'entre 3% et 9% selon les territoires d'étude (Communauté d'agglomérations du bassin de Brive 8,6 %)
 - Ce ratio corrézien, en deçà de la moyenne nationale, est à rapprocher de la part des propriétaires occupants dans le département et du faible nombre de communes soumises à l'obligation SRU. Ainsi seules 6 communes sur le bassin de Brive sont carencées sur l'ensemble du département.
 - Les logements sociaux sont concentrés sur la CA du Bassin de Brive (49% du parc). Les CA de Tulle et de Haute Corrèze présentent une proportion similaire de logements (17%)
- / Pour autant, le territoire ne présente **pas de déficit quantitatif d'offres**. Le niveau de tension est en effet très bas, la fluidité de réponse à la demande globalement bonne.
 - Les seuls besoins quantitatifs portent sur l'agglomération de Brive qui présente une tension de 2,8 (nombre de demandes / nombre de ménages logés). D'autres besoins sont remontés de manière plus ponctuelle en particulier sur le Pays de Saint Yrieix et dans le midi Corrézien (tension respectivement à 5,4 et 3,6). Mais sur ces territoires, les volumes en jeu sont faibles et les tailles des opérations renvoient à des enjeux d'équilibre économique.
- / De façon générale, la Corrèze dispose **d'un taux de vacance des logements plus important** que la moyenne
 - Sur cet indicateur, une « géographie de la vacance » se dessine avec des enjeux nettement plus marqués dans le nord du territoire (Pays d'Uzerche, Haute Corrèze Communauté, CC Vézère Monédières Millesources) avec des taux près de deux fois supérieurs à la moyenne.

- Si cette vacance est plus marquée sur le parc ancien (constructions d'avant 1946 notamment) elle est également présente dans les produits récents. Ce taux élevé pourrait provenir, d'après le diagnostic produit dans le cadre de l'élaboration du PDALHPD, d'une forte construction de produits défiscalisés sur le territoire, pour lesquels la typologie ne correspondait pas à la demande, qui seraient venus vider une partie du parc construit entre 1991 et 2000 ou qui n'ont tout simplement pas trouvé preneurs.

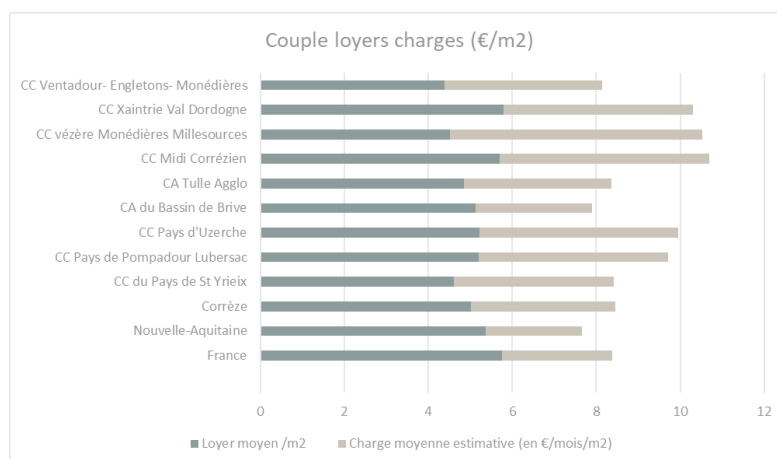
	Nbr logements sociaux	Age moyen du parc	Vacance dans le logement social (2019)	Taux de mobilité (2019)	Tension sur la demande
France	4,671,263	38,12	3,16%	9,29%	4,8
Nouvelle-Aquitaine	304,548	33,31	2,64%	10,41%	2,5
Corrèze	9,844	30,79	4,19%	13,41%	2,1
CC du Pays de St Yrieix	300	45,05	5,50%	11,00	5,4
CC Pays de Pompadour Lubersac	254	21,55	4,31%	11,64	1,03
CC Pays d'Uzerche	316	29,41	10,68%	14,10	1,2
CA du Bassin de Brive	4,870	28,9	2,01%	12,75	2,8
CA Tulle Agglo	1,738	33,87	3,23%	17,82	1,44
CC Midi Corrèzien	228	26,4	3,82%	14,10	3,6
CC vézère Monédières Millesources	145	33,3	8,26%	14,88	0,8
CC Xaintrie Val Dordogne	228	19,52	3,23%	17,05	2,24
C Ventadour- Engletons- Monédières	547	44,1	7,50%	14,04	0,87
CC Haute Corrèze Communauté	1,627	32,44	10,66%	9,44	1,5

Ces éléments chiffrés illustrent le fait que loin d'être quantitatif, **le véritable enjeu du territoire est qualitatif**. Ce constat est appuyé par plusieurs données structurantes :

- / **Le taux de logements énergivores.** L'analyse des étiquettes énergétiques du parc de logement social réalisée fait de cet enjeu le plus significatif du territoire. Le taux d'étiquette F, G est de 16%. Ce niveau est 4 fois supérieur aux moyennes nationales et 8 fois supérieur à la moyenne en Nouvelle-Aquitaine. Sur ce point seul le pays de Brive (taux à 3,8%) est inférieur aux moyennes régionales.

- Au-delà des considérations environnementales, ces chiffres ont un impact économique non négligeable et renforcent considérablement la précarité énergétique. Surtout, comme l'atteste les analyses ci-dessous, les montants au m2 liés à de tels niveaux de consommation énergétique viennent contrebalancer l'avantage comparatif procuré par la faiblesse des loyers dans le département.

La réduction du couple (Loyer+ Charge) apparaît ainsi comme l'enjeu le plus significatif.



- / **L'inadéquation entre les typologies disponibles et les demandes des logements.**

- La tension sur la demande est deux fois supérieure sur les T1-T2 que sur les T3 et T4.
- Cette demande en petite typologie est notamment concentrée sur les agglomérations les plus urbaines du territoire. Les agglomérations de Brive (tension à 7,6 sur les T1 et 3,6 sur les T2) et de Tulle (tension à 2,3 et 2 sur les T1 et T2) se démarquent au même titre que le Midi Corrèzien.

	% Etiquette energetique <E	% Etiquette energetique >C	Loyer moyen /m2	% de logements dont le loyer moyen est %		Charge moyenne estimative (en €/mois/m2)	Couple loyer charge au m2
				< 1er quartile : 4,9 euros / m2 de surface habitable	> 3e quartile : 6,5 euros / m2 de surface habitable		
France	4%	11,50%	5,75	24,92%	24,92%	2,6	8,4
Nouvelle-Aquitaine	2,50%	18%	5,37	29,00%	14,03%	2,3	7,7
Corrèze	16%	9%	5,01	40,3%	4,4%	3,4	8,5
CC du Pays de St Yrieix	29%	0%	4,6	57%	1%	3,8	8,4
CC Pays de Pompadour Lubersac	39%	0%	5,19	28,74%	3,15%	4,5	9,7
CC Pays d'Uzerche	63%	6,90%	5,21	16,8%	0,3%	4,7	10,
CA du Bassin de Brive	3,80%	14%	5,13	35,40%	4,93%	2,8	7,9
CA Tulle Agglo	10,50%	3,50%	4,84	47,99%	5,47%	3,5	8,4
CC Midi Corrèzien	65%	0%	5,69	29,82%	5,26%	5,	10,7
CC vézère Monédières Millesources	69%	0%	4,51	50%	2%	6,	10,5
CC Xaintrie Val Dordogne	44%	2%	5,79	17,54%	7,89%	4,5	10,3
CC Ventadour- Engletons- Monédières	18%	5%	4,39	68,19%	1,65%	3,8	8,1
CC Haute Corrèze Communauté	36%	3%	4,71	47,14%	2,77%	4,3	9,

Les entretiens qualitatifs révèlent que ces enjeux renvoient à un réel besoin de régénération du parc :

- / Le taux de vacance global des logements démontre que le parc n'est pas adapté aux besoins de la population, soit parce qu'il est vétuste surtout en zones rurales, soit parce que les logements sont trop grands par rapport à la demande de petits logements dans les centres urbains et zones périurbaines.
- / Le taux de vacance dans le parc social doit être mis en corrélation avec la mobilité résidentielle due à un parc mal entretenu, à une localisation dans des zones en déclin, à des charges trop élevées et à une faiblesse de la demande
- / Il convient pour les acteurs rencontrés d'envisager une large action de réhabilitation du parc social vétuste, ancien et parfois indigne, ce qui contribuera à réduire les charges élevées. Le travail sur l'indignité et les logements énergivores aura une conséquence positive sur l'adéquation entre le logement et les revenus des ménages.
- / Enfin, les personnes interrogées évoquent quasi systématiquement un enjeu de démolition des logements les plus inadaptés. Cet enjeu renvoie à des problématiques de coûts considérables mais inévitables au regard du besoin de revitalisation du parc sans pour autant développer une offre nouvelle qui pourrait renforcer encore la vacance sur le parc existant.

2 Des priorités d'actions qui plaident pour la régénération du patrimoine existant dans le cadre de projets intégrés liant habitat, développement économique et services de proximité

L'essentiel

Cette seconde partie a pour objectif de présenter les priorités d'action en matière d'Habitat sur le territoire. Ces priorités font écho aux 4 enjeux structurants identifiés lors du diagnostic.

Nous retiendrons qu'au regard des besoins identifiés et du contexte actuel, le logement représente une priorité pour le territoire corrézien.

/ Ce constat est exacerbé par la **période actuelle** puisque :

- La crise sanitaire a mis le **logement au cœur du défi social**. Les études réalisées témoignent d'une exacerbation des inégalités de logement dans un contexte de confinement : contribution positive ou négative du logement à la qualité de vie, d'étude, de travail des personnes.
- **Le plan de relance fait de la réhabilitation énergétique un enjeu prioritaire** avec près de deux milliards consacrés aux aides directes aux particuliers (y compris, pour les copropriétés et les locations via leurs bailleurs) et 500 millions d'euros également prévus pour la rénovation lourde des logements sociaux.

/ **Les priorités d'action concerneront la régénération du parc existant** plus que le développement quantitatif d'une offre : pour ce faire, une politique logement au niveau départemental pourrait rechercher à « **optimiser en priorité le potentiel du patrimoine existant** »

- La première orientation concerne **la requalification des logements énergivores** sur le territoire (près de 45000 logements en étiquette énergétique F ou G, dont 1500 logements sociaux). Si cet axe est prioritaire, c'est qu'il doit permettre de lutter contre la facture sociale alors même que le logement pèse de plus en plus fortement sur les budgets des ménages.
- Les efforts sur le patrimoine existant doivent permettre de **mettre l'accent sur deux moments clés du parcours résidentiel de Corrèze** : la **question de l'accès au logement** pour les ménages jeunes à revenus modestes, la **nécessité d'adapter** le parc aux problématiques de vieillissement afin de répondre aux attentes liées aux souhaits de maintien à domicile en aidant les personnes âgées à se rapprocher des bourgs et des services
- Enfin, dans le cas d'inadaptation de l'offre, des incitations devront également être envisagées dans **le cadre d'opérations de démolition**, condition sine qua non à une régénération du parc.
- Les acteurs s'accordent en effet à dire que **les besoins de développement sur le département sont ponctuels et devront être analysés au cas par cas**. Ces besoins sont estimés au total à environ 450 logements par an dont 150 à 180 logements sociaux. L'agglomération de Brive représente les $\frac{3}{4}$ de ces besoins

- / Cette régénération du parc devra s'inscrire dans **des projets intégrant problématiques habitat, développement économique et services de proximité**. Cette orientation doit permettre de créer les conditions pour un développement équilibré du territoire.
 - Dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire et de développement de l'habitat, le renforcement de l'armature territoriale et l'affirmation de pôles d'équilibre et des pôles relais (anciens centres-bourgs) apparaît opportune. Ces pôles doivent contribuer à structurer la croissance démographique et à proposer, par un niveau d'équipements et de services, une offre qualitative auprès des habitants du département.
 - Pour ce faire, et dans la continuité des opérations programmées d'amélioration de l'habitat qui maillent le territoire et des deux « Actions Cœur de Ville », les orientations retenues en matière d'habitat devront s'inscrire dans le **cadre d'actions programmées** permettant d'engager une réflexion sur le devenir des centres-bourg prenant en compte les hypothèses d'évolutions économiques et démographiques, les potentiels de transformation urbaine, les perspectives d'aménagement envisageables, notamment par des interventions de renouvellement urbain.
 - Ces actions pourront s'inscrire dans des dispositifs partenariaux, par exemple dans cadre des nouveaux dispositifs prévus par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), « Petite ville de demain » ou dans le cadre des Appels à Manifestation d'Intérêt lancés par la Nouvelle Aquitaine sur la « revitalisation des centres-bourgs ».
- / Cette régénération du parc pourrait enfin s'inscrire dans une logique **d'innovation en écho au projet de territoire corrézien**.
 - En lien avec la stratégie « Fibre » du territoire, des expérimentations sur le **logement connecté seront soutenues** : il s'agira de tirer profit de l'avantage comparatif permis par le plan fibre afin d'attirer des habitants sur le territoire autour du concept de « **Travailler où l'on veut vivre** »
 - En lien avec la stratégie « **100% Energie Verte** », l'Habitat devra favoriser la promotion de filières économiques que le département souhaite promouvoir : couverture photovoltaïque, projets de méthanisation ou encore d'hydroélectricité.

2.1 Orientation 1 : Optimiser en priorité le potentiel du patrimoine existant

2.1.1 Orientation 1.1 : Réhabiliter pour lutter contre la précarité énergétique du parc social et privé

Objectifs : La politique Habitat en Corrèze devra permettre de créer les conditions pour réduire la proportion de passoires énergétiques en particulier en éradiquant les logements du parc social en situation **d'indécence énergétique** (étiquette G de plus de 500 kWh par mètre carré et par an) et en soutenant la requalification des logements énergivore du parc privé.

Dans ce cadre le département pourrait se positionner sur des actions de différentes natures :

- / Dans la continuité des dispositifs actuellement mis en place par le département, apport d'une aide financière aux ménages engageant des travaux d'amélioration des performances énergétiques de leur logement, notamment pour le maintien à domicile des personnes à ressources faibles (éventuellement dans le cadre d'OPAH)
- / Apport d'une aide financière aux bailleurs sociaux engageant des travaux d'amélioration des performances énergétiques de leurs logements, en définissant des principes ou des priorités d'intervention
- / Apport d'une aide financière aux bailleurs privés engageant des travaux d'amélioration des performances énergétiques de leurs logements

Besoins :

- / **1 384 logements en étiquette F et G dans le logement social. (729 logements en étiquette énergétique G dans le parc social, 655 en étiquette énergétique F).** Des investissements au logement autour de 20 000€ au regard des typologies moyennes et des coûts au m2 qui représentent pour l'habitat social des besoins totaux de près de **30 M€ pour traiter les logements en catégorie G -**
- / Environ 43 000 logements en étiquette énergétique F ou G dans le parc privé d'après l'étude du Ministère de la Transition Ecologique (dont environ **22 000** logements en étiquette G si l'on applique les ratios constatés dans le logement social). L'objectif sera de réduire ce volume de logements énergivores en étiquette G de 30% ce qui représenterait un besoin de financement à hauteur de **130 M€ -**

Partenariats possibles : Etat (plan de relance / dispositif MaPrimeRénov'de 2 milliards d'euros), ANAH, ADEME, Région (SARE, EIE...), Action Logement dans le cadre des ACV et du Plan d'Investissement Volontaire, CDC dans le cadre des éco-prêts...

Une politique départementale en matière d'Habitat devra permettre de lutter contre la précarité énergétique du parc social et privé. Pour ce faire, le département se positionnera dans le cadre d'une stratégie partenariale, sur le niveau et la nature de ses engagements.

2.1.2 Orientation 1.2 : Adapter le parc pour favoriser deux moments clés du parcours résidentiel de Corrèze

Objectif : Les efforts sur le patrimoine existant devront permettre de **mettre l'accent sur deux moments clés du parcours résidentiel de Corrèze** : la **question de l'accès au logement** pour les ménages jeunes à revenus modestes, la **nécessité d'adapter** le parc aux problématiques de vieillissement afin de répondre aux attentes liées aux souhaits de maintien à domicile en aidant les personnes âgées à se rapprocher des bourgs et des services

Cette priorité passe par la réhabilitation énergétique poste extrêmement conséquent du coût global du logement et par le renouvellement du parc dans le cadre des démolitions-reconstruction favorisant la production de logements adaptés dans les centralités.

Dans ce cadre les actions suivantes pourront être envisagées :

- / Dans la continuité des dispositifs actuellement mis en place par le département, apport d'une aide financière aux ménages primo-accédants
- / Aide à la réalisation d'aménagements, reconnus nécessaires au maintien ou retour dans son domicile, d'une personne âgée dépendante.
- / Aménagements spécifiques ayant pour effet d'adapter un logement à l'accueil ultérieur d'une personne âgée dépendante souhaitant intégrer ce logement.

Besoins :

Sur l'adaptation des logements

- / Au niveau national, seule 6% de l'offre de logement est adaptée. Il n'existe pas à l'heure actuelle de chiffres précis sur les besoins d'adaptation des logements sur le territoire. Le schéma Départemental de l'Autonomie relève l'enjeu de la thématique :
 - En Corrèze, l'indice de vieillissement est élevé (124) surtout en Moyenne-Corrèze (139). La Corrèze est un département français particulièrement vieillissant et qui continue à vieillir. Au niveau national, cet indice ne s'élève qu'à 76,1. Par ailleurs, en Corrèze, l'indice de vieillissement est plus élevé pour les femmes que pour les hommes (150 pour les femmes et 100 pour les hommes pour l'ensemble du département).
 - La Corrèze est à ce stade équipée de 119 logements adaptés, dont 58 situés en Basse-Corrèze et 53 situés en Moyenne-Corrèze. Ces logements permettent aux personnes âgées et aux personnes handicapées de disposer d'un logement qui réponde aux besoins liés à leur perte d'autonomie.
 - **En moyenne, 200 demandes sont annuellement déposées au Guichet Habitat en Corrèze pour des aides en matière de maintien à domicile pour des besoins totaux d'environ 350 K€ de la part du département.**

Sur l'accession à la propriété :

- / Les analyses réalisées soulignent que
 - Le département peine à attirer de nouveaux habitants mais aussi à retenir les jeunes, confirmant ainsi la prévision des pertes de populations. Par ailleurs, les ménages modestes ne peuvent accéder à la propriété du fait du coût élevé de la construction.
 - Il est important de relancer une dynamique d'accession à la propriété en s'appuyant sur des dispositifs sécurisés
- / Le bilan du dernier plan Habitat réalisé en 2017 confirme le besoin puisque $\frac{3}{4}$ des demandes réalisées au guichet Habitat concernent l'accession à la propriété pour un montant annuel d'1 M€.

Au regard du nombre des demandes, le conseil départemental a proposé de mieux cibler l'aide sur des ménages ayant des projets inférieurs à 180 K€.

- / **En moyenne, 600 demandes sont annuellement déposées au Guichet Habitat en Corrèze pour des aides en matière d'accession à la propriété pour des besoins de financements totaux d'environ 1,5 M€ de la part du département.**

Partenariats possibles : ANIL, ANAH, SOLIHA, Caisses de retraite, Action Logement

Une politique départementale en matière d'Habitat devra permettre de favoriser l'adaptation des logements et l'accession à la propriété. Pour ce faire, le département se positionnera, dans le cadre d'une stratégie partenariale et au regard du bilan tiré sur les aides déployées lors de la précédente mandature, sur le niveau et la nature de ses engagements

2.1.3 Orientation 1.3 : Un renouvellement du parc social à hauteur de 500 logements

Objectif : Certains biens sont aujourd'hui inadaptés aux besoins soit parce qu'ils constituent une suroffre sur des territoires déjà pourvus soit parce qu'ils ne correspondent plus aux besoins des habitants.

- / Dans les secteurs les plus détendus, il doit être envisagé la démolition des biens immobiliers les plus obsolètes afin de rééquilibrer la situation de marché. C'est notamment le cas en Haute Corrèze (Sornac, Uzel...)
- / Dans les secteurs où le marché est plus équilibré, on peut envisager une logique de renouvellement patrimonial associant démolition de produits obsolète et reconstruction de produits neufs plus attractifs. La démolition-reconstruction d'immeubles du parc social collectif dans les bourgs doit être réalisée dans l'optique de lutter contre l'étalement urbain et de tendre vers la densification des centre-bourgs.

Dans ce cadre les actions suivantes pourront être envisagées :

- / Apport d'une aide financière pour certaines opérations de démolition s'inscrivant dans un projet global de renouvellement et de requalification (pouvant porter sur la démolition de bâti privé ou public, programmes HLM anciens, ...)

Ces actions semblent d'autant plus pertinentes qu'en la matière, les aides existantes (notamment ANAH) sont en augmentation ces dernières années.

Besoins :

- / Démolition de 265 logements identifiés dans le Plan Stratégique Patrimonial de Corrèze Habitat pour un montant total de 3,5 M€.
- / Par extrapolation, des besoins complémentaires à hauteur de 235 logements pour un montant de 3,1 M€
- / **Des besoins totaux d'environ 6,6 M€**

Partenariats :

- / **ANAH**

- / **Région dans le cadre du FNAP** (pour information 135 aides financières accordées à la démolition de logements sociaux en Nouvelle-Aquitaine en 2018, réparties sur 4 territoires de gestion : Corrèze (32), Creuse (24), Lot-et-Garonne (49) et Deux-Sèvres (30). Soit une aide globale de 646 505 €)
- / **Action Logement** dans le cadre des actions Cœur de Ville (subvention plafonnée à 1000€/m²), dans le PIV, des financements pour la démolition de logements sociaux obsolètes et vacants en zones distendues (B2 et C) hors quartiers politiques de la Ville (QPV) : une subvention de 8 000 € par logement détruit (plafonnée à 50 % du coût TTC de démolition) et un prêt complémentaire de 25 000 € par logement reconstruit.

Une politique départementale en matière d'Habitat devra permettre de favoriser le renouvellement du parc social. Pour ce faire, le département se positionnera, dans le cadre d'une stratégie partenariale, sur le niveau et la nature de ses engagements

2.2 Orientation 2 : Accompagner des projets intégrant habitat, développement économique et service de proximité et favorisant le développement équilibré des territoires

Objectif : Dans les centralités principales et secondaires, appuyer en priorité **l'émergence et la réalisation d'opérations de revitalisation par l'habitat des « centres-bourgs »**, combinant le respect des conditions suivantes :

- / Favoriser des opérations porteuses d'une véritable ambition de renouvellement urbain, c'est-à-dire mettant l'accent sur les **interventions transversales et mobilisant de l'ingénierie** : on pense notamment à des démolitions-reconstructions à l'échelle d'immeubles, des acquisitions-améliorations par les bailleurs sociaux, à la création d'éléments de valorisation de l'offre d'habitat (stationnement, jardins/espaces extérieurs...).
- / S'assurer qu'une partie conséquente de l'offre de logements créés ou réhabilités à cette occasion favorise la **mixité générationnelle** : produits de logements à destination prioritaire des personnes âgées souhaitant rester ou revenir près des fonctions de centralité, des jeunes ménages...
- / S'assurer que l'opération bénéficiera d'une **offre minimale de services, commerces voire de transports collectifs**.

L'analyse des actions actuellement à l'œuvre sur le territoire montre que ;

- / Le territoire compte aujourd'hui 6 OPAH de différentes natures (OPAH classique, RU...). Il est aujourd'hui quasiment totalement couvert par ces opérations programmées d'amélioration de l'Habitat.
- / Le territoire est aujourd'hui couvert par deux Actions Cœur de Ville sur les centralités principales de Tulle et Brive. Ces initiatives sont l'exemple même de projets intégrant l'Habitant en lien avec des thématiques d'attractivité. Les programmes sont actuellement en phase d'initialisation et de définition des axes prioritaires
- / Les besoins semblent surtout exister sur les polarités secondaires. L'analyse des territoires de vie au sens de l'INSEE permet d'identifier les centralités secondaires. Les territoires de vie constituent le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Sur le département, 21 territoires de vie sont identifiés dont 16 autour d'une commune située en Corrèze. C'est autour de ces 16 bassins de vie que les actions programmées pourraient se déployer

Besoins :

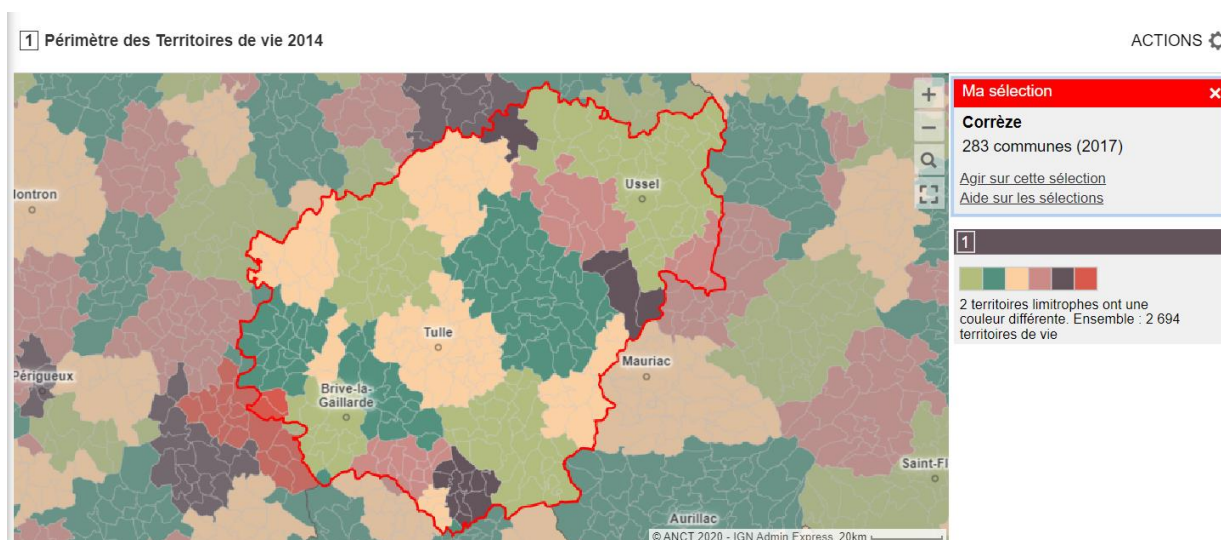
Dans l'idéal, afin d'appuyer la réalisation de ces projets, dans le cadre d'une politique Habitat, différents leviers seront plus particulièrement à mobiliser, idéalement de manière combinée :

- / Apport d'une aide financière pour certaines opérations s'inscrivant dans un projet global de renouvellement et de requalification en lien avec l'attractivité des territoires
- / Priorisation des dispositifs de droit commun du département sur les secteurs concernés par des dispositifs programmés
- / Veille et relai auprès des collectivités des dispositifs et AMI déployés sur le territoire
- / Appui en ingénierie du département dans le cadre des candidatures des collectivités aux différents dispositifs proposés sur le territoire
 - AMI Régional : Revitalisation centre-ville / centre-bourg, dispositif « Petite Ville de Demain » de l'ANCT, dispositif Action Cœur de Ville, Dispositif ORT

Partenariats possibles :

- / Région, ANCT, Action Logement, Etat, ANAH, CDC...dans le cadre d'opérations programmées

Les territoires de vie en Corrèze (INSEE 2014)



Territoires de vie en Corrèze	Nombre de communes appartenant au territoire
15120 - Mauriac	8
19005 - Allasac	3
19010 - Argentat	27
19019 - Beaulieu-sur-Dordogne	11
19028 - Bort-les-Orgues	5
19031 - Brive-la-Gaillarde	13
19073 - Égletons	34
19121 - Lubersac	13
19123 - Malemort-sur-Corrèze	16
19136 - Meymac	9
19138 - Meyssac	14

19148 - Neuvic	3
19153 - Objat	21
19269 - Treignac	14
19272 - Tulle	27
19275 - Ussel	37
19276 - Uzerche	18
24547 - Terrasson-Lavilledieu	2
46029 - Biars-sur-Cère	1
46309 - Souillac	1
46330 - Vayrac	5
87064 - Eymoutiers	1

Les OPAH en Corrèze

OPAH	Financement
OPAH du Pays d'Uzerche 2023	Anah : 1 704 505 euros Communauté de communes du Pays d'Uzerche : 567 160 euros Commune d'Uzerche : 190 000 euros Commune de Salon-la-Tour : 49 000 euros Commune de Vigeois : 68 000 euros
OPAH CB USSEL	Anah : 1 552 980 euros Etat : 58 300 euros (programme Habiter Mieux) Ville d'Ussel : 300 000 euros Haute-Corrèze Communauté : 685 000 euros Pays Haute-Corrèze Ventadour : 61 600 euros Conseil départemental de la Corrèze : 150 000 euros Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine : 345 000 euros
OPAH RR DU PAYS HAUTE CORREZE VENTADOUR	Syndicat Mixte du Pays Haute-Corrèze Ventadour : 532 415 euros Anah : 3 785 300 euros Etat : non communiqué Haute-Corrèze Communauté : 551 000 euros Communauté de communes de Ventadour-Egletons-Monédières : 124 000 euros Conseil départemental de la Corrèze : non communiqué Conseil départemental de la Creuse : non communiqué
OPAH DU TERRITOIRE OUEST CORREZE	Communauté d'agglomération du Bassin de Brive : 1 683 135 euros Anah : 3 565 900 euros Etat : 132 444 euros (programme Habiter Mieux) Conseil départemental de la Corrèze : non communiqué Provisis Gironde et les Prévoyants : 1 050 000 euros par an Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour : 140 055 euros Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition énergétique (CARTTE) : non communiqué
OPAH DU TERRITOIRE OUEST CORREZE BRIVE	Communauté d'agglomération du Bassin de Brive : 1 683 135 euros Anah : 2 358 000 euros Etat : 132 444 euros (programme Habiter Mieux) Caisse des dépôts et consignations : 60 000 euros Conseil départemental de la Corrèze : non communiqué Provisis Gironde et les Prévoyants : 1 050 000 euros par an Communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour : 140 055 euros Commune de Brive : 464 500 euros Commune de Donzenac : 100 750 euros Commune de Juillac : 47 750 euros Commune de Lubersac : 82 400 euros Commune d'Allasac : 121 699 euros Commune d'Objat : 239 698 euros Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition énergétique : non communiqué

2.3 Orientation 3 : Soutenir des projets innovants faisant écho au projet de territoire développé pendant la mandature

Les orientations d'une politique Habitat telles que mentionnées (Orientation 1 : Optimiser en priorité le potentiel du patrimoine existant, Orientation 2 : Accompagner des projets intégrant habitat, développement économique et service de proximité et favorisant le développement équilibré des territoires) pourraient s'inscrire dans une logique **d'innovation en écho au projet de territoire corrézien.**

1/ En lien avec la stratégie « Fibre » du territoire, des expérimentations sur le **logement connecté seront soutenues** : il s'agira de tirer profit de l'avantage comparatif permis par le plan fibre afin d'attirer des habitants sur le territoire autour du concept de « **Travailler où l'on veut vivre** ». **Ceci passera par exemple par :**

- / **A l'échelle du logement, la mise en place d'équipements intelligents** connectés pilotés à domicile ou à distance via smartphone afin d'assurer un confort et une sécurité optimisés pour les habitants :
 - Gestion de la consommation énergétique ce qui pourrait notamment commencer par l'utilisation du réseau fibre dans le cadre d'études de consommation énergétique (électricité, chauffage...)
 - Sécurité (détecteurs de présence...)
 - Gestion technique (incidents, fuite d'eau ou de gaz...)
 - Confort et maintien à domicile (éclairage, volets roulants, appareils électroniques...)
- / **À l'échelle du bâtiment**, les technologies connectées permettront le suivi énergétique, celui des installations techniques (gestion prévisionnelle de l'exploitation et de la maintenance) ou encore la gestion des accès.
- / Enfin, au-delà des optimisations en matière de confort et de performance environnementale (pilotage à distance, outils et services adaptés à chaque habitant), les projets connectés devront permettre de penser la question du **renforcement des liens sociaux** (interaction nouvelle entre les habitants, meilleure gestion des copropriétés), de l'efficacité au travail, et de la vie au quotidien (par exemple des services de conciergerie, de télémedecine et des informations concernant l'immeuble ou le quartier...)

2 / En lien avec la stratégie « **100% Energie Verte** », l'Habitat devra favoriser la réalisation des objectifs du programme Corrèze Transition Écologique. **Ceci passera par exemple par :**

- / L'utilisation des énergies renouvelables dans le cadre de la recherche d'efficacité énergétique et en particulier :
 - Le Photovoltaïque (avec la mise en place d'un cadastre solaire départemental pour permettre aux corréziens d'étudier le gisement solaire de leurs toitures), la biomasse (développement d'une filière locale durable d'énergie biomasse à partir de la méthanisation et du bois énergie), l'hydroélectricité, ou encore l'hydrogène décarboné.
- / La mise en place d'expérimentations dans le cadre d'appels à projets tels que « Territoire à Energie » sera également soutenue. L'objectif sera de favoriser l'engagement d'actions concrètes et innovantes liant les axes efficacité énergétique (rénovation énergétique des bâtiments, remplacement d'anciennes chaudières...), mobilité durable (aménagement de l'espace pour favoriser la mobilité pédestre, cyclable...), économie circulaire (promotion des circuits courts, création de ressourceries), énergies renouvelables, biodiversité, sensibilisation et éducation à l'environnement.

Synthèse des besoins sur le territoire

Orientations	Besoins du territoire
Orientation 1.1 : Réhabiliter pour lutter contre la précarité énergétique du parc social et privé	<p style="text-align: center;">~160 M€</p> <p>Dans le logement social : 1 384 logements en étiquette F et G → Des besoins totaux de près de 30 M€ pour traiter les catégories G.</p> <p>Dans le parc privé : Environ 43 000 logements en étiquette énergétique F ou G. Un objectif de réduction de 30% → un besoin de financement à hauteur de 130 M€</p>
Orientation 1.2 : Adapter le parc pour favoriser deux moments clés du parcours résidentiel de Corrèze	<p style="text-align: center;">~2 M€ (dossiers déposés au Guichet Habitat)</p> <p>En moyenne, 200 demandes sont annuellement déposées au Guichet Habitat en Corrèze pour des aides en matière de maintien à domicile pour des besoins totaux d'environ 350 K€ de la part du département.</p> <p>En moyenne, 600 demandes sont annuellement déposées au Guichet en Corrèze pour des aides en matière d'accession à la propriété pour des besoins totaux d'environ 1, 5 M€ pour le département</p>
Orientation 1.3 : Un renouvellement du parc social à hauteur de 500 logements	<p style="text-align: center;">~6,6 M€</p> <p>Démolition de 265 logements identifiés dans le Plan Stratégique Patrimonial de Corrèze Habitat pour un montant total de 3,5 M€.</p> <p>Par extrapolation, des besoins complémentaires à hauteur de 235 logements pour un montant de 3,1 M€</p>
Orientation 2 : Accompagner des projets intégrant habitat, développement économique et service de proximité et favorisant le développement équilibré des territoires	<p>A définir dans le cadre de dispositifs partenariaux (ex : « Action Cœur de Ville », « Petite ville de demain » AMI sur « revitalisation des centres-bourgs »)</p> <p style="text-align: center;">Au total 16 polarités identifiées en Corrèze (primaire ou secondaire).</p> <p style="text-align: center;">Éléments de repère : coût OPAH entre 2 et 3 M€</p>
Orientation 3 : Soutenir des projets innovants faisant écho au projet de territoire développé pendant la mandature	<p>Dans le cadre des orientations précédentes, soutien sur des projets en lien avec le « Projet Fibre » et le projet « 100% Energie Verte »</p>

3 Des objectifs qui nécessitent pour les acteurs des capacités d'investissement et l'association de compétences multiples

L'essentiel :

Cette troisième partie a pour objectif de définir les conditions qui semblent nécessaires à la mise en œuvre des enjeux et priorités identifiés dans les deux premières parties.

Nous retiendrons que :

- / Les objectifs déclinés nécessitent une forte capacité d'investissement de la part des bailleurs sociaux
 - Au-delà de l'investissement sur leur parc actuel (réhabilitation énergétique, démolition), des attentes sont formulées en matière de développement d'une offre qualitative localisée et de participation des bailleurs aux dispositifs plus globaux d'attractivité du territoire.
 - Les différents entretiens réalisés ainsi que les documents analysés mettent en avant des besoins forts en matière d'habitat allant au-delà du cœur de métier traditionnel des bailleurs : aménagement, renouvellement urbain et attractivité des centres villes et bourgs, accession à la propriété... Ces différents éléments renvoient à **des compétences multiples** et une ingénierie renforcée afin de déployer une offre de service sur le territoire.
- / Or à ce jour les acteurs ne semblent pas disposer des moyens nécessaires. Les structures intervenant actuellement sur le territoire sont en effet caractérisées par une taille et donc une capacité d'ingénierie limitée (aucun acteur intervenant sur le département ne dépasse les 10 000 logements) et surtout des difficultés financières marquées pour les deux principales structures représentant près de 80% des logements sur le territoire.
- / Enfin, afin de répondre aux besoins globaux et d'accompagner l'ambition d'attractivité résidentielle des territoires, **une bonne coordination** entre les différents acteurs est nécessaire.
 - Ce constat s'explique notamment par le caractère morcelé du territoire dans lequel les attractivités urbaines sont faibles.
 - Cette situation est porteuse de risques de **suroffre structurelle** de l'offre produite dans le département au risque d'une concurrence accrue entre territoires.
 - Pour ce faire, le rôle de l'échelon départemental semble structurant afin d'accompagner les objectifs de développement et de régénération affichés par les différents territoires.

Cette situation plaide pour une structuration à l'échelle du territoire de la Corrèze d'une coordination renforcée entre les acteurs bailleurs traditionnels voire avec des nouveaux entrants dotés de capacités de financement et de compétences complémentaires.

Pour ce faire, le scénario d'une société de coordination répondant aux enjeux locaux (coordination, financement et compétences) et aux exigences réglementaires nationales (seuil de 12 000 logements) pourrait être étudié.

3.1 Les objectifs identifiés nécessitent une forte capacité d'investissement et des compétences multiples...

Les différents entretiens réalisés ont fait apparaître des besoins et des attentes convergentes de la part des territoires :

- / Mobiliser au maximum et prioritairement les potentiels offerts par le bâti existant dans le tissu urbain, notamment par la remise sur le marché de logements vacants, la densification et le renouvellement urbain
- / Accompagner les projets qui doivent porter sur une réflexion plus large sur l'aménagement des centres villes et bourgs
- / Développer une offre à faible coût en jouant sur le couple loyer + charges à travers la rénovation énergétique afin de garantir une bonne adéquation de l'offre d'habitat aux besoins des ménages.
- / Développer une offre en accession sociale à la propriété qui contribue à la périurbanisation en facilitant l'accession à la propriété à une catégorie ayant des revenus trop faibles pour s'installer en ville (jeunes primo-accédants...). Au regard des caractéristiques du département (territoire d'accession à la propriété, émiettement territorial, multipolarités), les besoins semblent exister notamment dans les bourgs secondaires.

Ces besoins s'inscrivent **dans une triple logique** :

- / **Logique d'aménagement équilibré** du territoire corrézien
- / **Logique de préservation du patrimoine et du cadre de vie, d'intensification des centres bourgs et centres villes** permettant une gestion économe du foncier.
- / **Logique de diversification d'activités** (accession sociale, études, conseil aux collectivités...)

Ces différents éléments renvoient à **des compétences multiples** :

- / Acquisition/ amélioration de logements du parc privé notamment dans les pôles de centralités
- / Développement d'opérations en accession sociale et des capacités en matière de vente HLM (enjeu partagé par l'ensemble des structures rencontrées dans une logique de reconstitution des fonds propres notamment)
- / Développement de produits spécifiques avec des besoins ponctuels pour l'Habitat à destination des personnes handicapées, pour les personnes âgées (MARPA, résidence sénior...) et pour les jeunes en lien notamment avec le projet de Campus Connecté de la ville de Tulle
- / Développement d'une offre de services à destination des publics spécifiques et notamment des seniors via par exemple l'obtention de Label HSS.
- / Offre de service de la part des acteurs notamment en matière d'ingénierie pour les Intercommunalités en matière de logements, d'équipements d'intérêt général voire d'opérations d'aménagement (posture d'assistance à MOA sur certains projets notamment d'ORT)

Ces différents éléments renvoient à **des compétences multiples** et une ingénierie renforcée afin de déployer une offre de service sur le territoire.

Ces différents objectifs identifiés dans les priorités d'actions renvoient de plus à des capacités financières conséquentes pour les acteurs.

- / Les programmes de démolitions ou d'acquisitions-réhabilitations sont en effet des opérations coûteuses dont l'équilibre financier est difficile à trouver, renvoyant parfois d'avantage à des logiques de coûts évités (en exploitation) qu'à une recherche de rentabilité.
- / Sur les programmes de réhabilitation énergétique c'est l'effet volume qui représente aujourd'hui l'enjeu financier le plus structurant (20% du parc de logement social en étiquette F, G / 32% du parc total)
- / Les besoins de développement très ponctuels en logements individuels sur des petites opérations de moins de 10 logements renvoient également à de difficiles équilibres financiers
- / Enfin des attentes financières sont exprimées sur la participation des bailleurs du territoire aux opérations d'ORT sur le territoire (40% de financement extérieur envisageable)

Ces enjeux sont d'autant plus structurants que **les contraintes pesant sur le secteur de l'habitat social ne cessent de se renforcer** avec :

- / Une accentuation sans précédent des contraintes financières pesant sur les organismes puisque les mesures législatives poursuivent au total un objectif d'économies d'1,5 milliard d'euros dans le secteur et que les compensations évoquées sont perçues par le secteur comme insuffisantes.
- / Les organismes HLM doivent assurer les conditions de leur pérennité financière dans l'accomplissement de leur mission et pour ce faire le modèle économique devra être repensé rapidement

3.2 ... de la part des bailleurs sociaux qui à ce jour ne disposent pas des moyens nécessaires

Six structures interviennent actuellement en Corrèze. Du point de vue des acteurs, le logement social en Corrèze est caractérisé par :

- / **Le poids des Offices Publics de l'Habitat** qui représentent près de 80% du patrimoine
- / **Une taille très limitée des acteurs.** Aucun acteur intervenant sur le département ne dépasse les 10 000 logements. Des mouvements sont en cours du fait de la loi ELAN et devraient aboutir à une concentration des acteurs via la création de Sociétés de coordination notamment (projet Noalis, OPH d'Égletons et Brive Habitat)
- / **Des difficultés financières marquées** pour les 2 principales structures puisque Brive Habitat et Corrèze Habitat sont tous deux concernés par des protocoles CGLLS.
 - Si la situation de ces deux structures s'améliore, les taux d'autofinancement restent faibles, l'endettement supérieur aux moyennes. Les marges de manœuvre limitées de ces deux structures représentent un enjeu en tant que tel puisque ces structures ne semblent plus pouvoir être en mesure de porter les besoins de développement du territoire, ce qu'attestent leurs stratégies actuelles concentrées sur la réhabilitation du parc existant.
- / Les acteurs rencontrés s'accordent tous à dire que ces **structures traditionnelles ne sont plus à même de répondre aux enjeux du territoire** au regard de leur capacité à faire.
 - En particulier pour leurs besoins en développement, les collectivités se tournent davantage vers de nouveaux acteurs émergents sur le territoire (NOALIS, Polygone...ESH disposant de capacités financières plus importantes).
 - En parallèle, les acteurs traditionnels ne semblent généralement pas en mesure de participer financièrement aux opérations de revitalisation des territoires (ACV, Villes de demain, OPAH, ORT sur les centres bourgs...) alors même que des attentes sont exprimées par les élus.







Si les différents constats présentés sont partagés par les différents acteurs, il paraît opportun à ce stade de préciser les enjeux patrimoniaux et organisationnels spécifiques aux structures rencontrées. Nous retiendrons des différentes analyses ainsi que des échanges réalisés avec les acteurs que :

- / **Corrèze Habitat** (4361 logements, 43% des logements sociaux sur le Département) présente un enjeu d'adaptation de son parc extrêmement marqué dans un contexte financier contraint (protocole CGLLS, perte de 900 K€ liée à la RLS...)
 - La vacance structurelle (20%) de son parc renvoie à des objectifs de réhabilitation prévus dans le PSP (25 M€ d'investissement sur les 10 prochaines années afin de remonter le parc en étiquette D à minima).
 - Plus encore, il existe un enjeu de démolition de plus de 250 logements. Ces logements sont notamment concentrés en Haute Corrèze qui présente les taux de vacances les plus importants.
 - Sa stratégie de développement est quasi nulle au regard des capacités financières restreintes par les protocoles CGLLS en cours. L'organisme n'est pas non plus engagé financièrement dans le projet Action Cœur de Ville à Tulle où il dispose pourtant de plus de 1000 logements.
 - L'organisme diversifie son activité avec notamment une stratégie de vente HLM plus marquée, et une réponse à certains besoins spécifiques du territoire (gendarmerie...).

- / **La COPROD** (815 logements principalement en Haute Corrèze, rattachée à CILIOPEE Habitat détenu majoritairement par Domofrance) met en avant :
 - l'enjeu stratégique que représente la vente HLM et l'accession sociale à la propriété. Cet axe prioritaire doit notamment permettre la reconstitution des fonds propres de l'organisme dans un contexte de maîtrise des coûts très important.
 - L'organisme met également en avant des besoins très ciblés de développement d'offres nouvelles et l'intérêt d'inscrire les démarches dans le cadre de réflexions d'ensemble favorisant la **collaboration des différents acteurs notamment à travers des** opérations programmés et partenariales du type ACV.

- / **Polygone SAHLM** (5000 logements, dont 740 sur la Corrèze) suit aujourd'hui une stratégie de diversification afin de répondre aux besoins des collectivités (vente HLM, accession, résidences spécialisées jeunes travailleurs, EPHAD...) et de développement basé sur Brive et Tulle.
 - Notons que la structure met en avant l'enjeu de démolition très marqué pour certains biens du territoire ainsi que le besoin d'inscrire davantage le développement et la réhabilitation dans le cadre d'opérations concertées et notamment d'ORT (opération de revitalisation du territoire, financements extérieurs de l'ordre de 40%).
 - Enfin l'organisme souligne les nécessaires mutualisations et rapprochements à opérer entre les acteurs. Ces rapprochements devront permettre d'intégrer des acteurs avec des moyens d'intervention renouvelés. En ce sens un rapprochement avec des bailleurs d'Action Logements est mis en avant comme opportun.

- / **Enfin Égletons Habitat** semble présenter un parc globalement adapté (4% de vacances) et une situation financière plutôt saine. Des efforts importants ont été menés en matière de rénovation énergétique. L'organisme inscrit sa stratégie dans le cadre de la création d'une future SAC avec Noalis et Brive Habitat et dans la participation de la SAC à l'ORT en cours de définition sur la commune d'Égletons.

	 Brivehabitat un engagement solidaire	 CORREZE Habitat	 OPH Office Habitat	 POLYgone	 COPROD	 Noalis AL Groupe ActionLogement
Nombre de LLS (16)	3 315	4 361	522	741	815	302
Parts de marchés	33%	43%	5%	7%	8%	3%
Nombre de communes d'implantation	14	137	2	20	-	6
Poids de la 1ère commune dans la part de LLS	94%	26%	95%	28%	-	-
% collectif	78%	60%	90%	60%	10%	ND
Autofinancement net HLM	0,8%	1,7%	ND	ND	10%	ND
Annuité	47%	42%	ND	ND	40%	ND

Les entretiens ainsi synthétisés révèlent de réelles similitudes sur le diagnostic et les enjeux soulevés par les bailleurs :

- / Des contraintes financières qui amputent les capacités d'intervention actuelles des bailleurs et obligent à identifier de nouvelles marges de manœuvre pour repenser le modèle économique
- / Un souhait de coordination entre les acteurs qui se sont engagés (Egletons Habitat) ou souhaitent s'engager (Polygone, COPROD) dans des démarches de mutualisation à même de renforcer la capacité d'ensemble des outils du territoire

3.3 Plaidoyer pour une coordination territoriale de l'action en matière d'habitat

Afin de répondre aux besoins globaux et d'accompagner l'ambition d'attractivité résidentielle des territoires, **les acteurs s'accordent sur le besoin de coordination** entre les actions envisagées.

- / Ce constat s'explique d'abord par le caractère morcelé du territoire corrézien dans lequel les attractivités urbaines sont faibles.
 - Les intercommunalités sont de petite taille avec une population moyenne de 25 000 habitants soit 2 fois inférieure à la taille moyenne des EPCI en France
 - Plus nombreux, **les bassins de vie** corréziens sont **moins étendus** et **moins peuplés** que la moyenne nationale.
 - Avec 21 bassins de vie, la Corrèze se distingue par l'importance singulière des « bassins de vie ». Ce morcellement des bassins de vie, qui correspondent aux territoires de la vie quotidienne (accès aux équipements, commerces, services et emploi), engendre des besoins de maintien de service sur les centralités primaires et secondaires.

	Bassin de vie			EPCI Nombre moyen / département	EPCI	
	Nombre moyen / département	Nombre moyen de communes	Population moyenne		Nombre moyen de communes	Population moyenne
Corrèze	21	13,2	11481	10	32	25000
France	16,6	22	38 600	12,6	28	53 761

Le morcellement du territoire n'est pas sans conséquence sur les enjeux relatifs aux logements puisque, **du fait de leurs compétences, les intercommunalités** sont devenues **l'échelon de référence** sur l'aménagement du territoire (PDUi, PLUi, PCAET...) et notamment sur **la politique de l'habitat** (PLH, rattachement des bailleurs à l'intercommunalité...).

/ Cet enjeu est d'autant plus vrai que la Corrèze est un territoire où **l'implication en matière d'habitat est en progression**

- La **moitié des EPCI (5/10)** se sont engagés dans **la rédaction d'un PLH** : les documents existants témoignent des enjeux forts en termes d'attractivité et de réhabilitation et des besoins plus ponctuels de développement portés par les territoires
- Plus nombreux, **les bassins de vie** corréziens sont **moins étendus** et **moins peuplés** que la moyenne nationale.
 - » Avec 21 bassins de vie, la Corrèze se distingue en France pour l'importance singulière des « bassins de vie ». Ce morcellement des bassins de vie, qui correspondent aux territoires de la vie quotidienne (accès aux équipements, commerces, services et emploi), engendre des besoins en service et commerces de proximité sur de nombreuses polarités du territoire.

/ Cette situation peut être porteuse de risques de **suroffre structurelle** de l'offre produite dans le département au risque d'une concurrence accrue entre territoires

/ Afin de répondre aux besoins quantitatifs globaux et d'accompagner l'ambition d'attractivité résidentielle des territoires, une bonne coordination entre les différents acteurs est nécessaire. Pour ce faire, le département pourrait jouer un rôle d'ensemblier structurant :

- Si la mise en place d'un Plan Départemental de l'Habitat ne semble pas prioritaire pour les acteurs rencontrés, le renforcement de la fonction d'Observation du département pourrait permettre de coordonner régulièrement les objectifs au regard des besoins effectifs. Par des travaux d'objectivation, le département **pourrait être porteur d'une meilleure coordination des formes d'administration.**
- Afin de contribuer au développement équilibré du territoire, ce besoin de coordination du Département existe en particulier sur les territoires plus ruraux et en dehors de l'agglomération de Brive aujourd'hui dotée d'une Maison de l'Habitat en capacité de répondre à ce besoin de coordination.

/ Enfin, ce besoin de coordination est également clairement exposé par les bailleurs (cf. Partie 3.2). Sur ce point, les acteurs comme les élus rencontrés s'accordent à dire que ces rapprochements doivent permettre de renforcer la capacité d'ensemble des outils du territoire :

- **Ces capacités sont d'abord financières.** Sur ce point, au-delà de l'identification de nouvelles marges de manœuvre financière permises par des mutualisations entre les acteurs, les démarches de rapprochement doivent permettre un apport financier nouveau pour répondre aux enjeux du territoire.
 - » En ce sens, le rapprochement entre des structures actuellement en difficultés financières ne paraît pas opportuns

- Ces capacités renvoient également à un **renforcement des compétences et de l’outillage du territoire.**
 - » La création d’une SAC entre Brive Habitat, Noalis (ESH du groupe action logement) et l’office Public d’Egletons est considéré par les acteurs comme une première réponse aux besoins des agglomérations de Brive et d’Egletons.
 - » Sur le reste du territoire, ces différents éléments plaident pour la **constitution d’un outil** sous gouvernance locale, disposant d’un territoire d’intervention élargi, et d’une ingénierie renforcée afin de déployer une offre de service sur l’ensemble du territoire

Cette situation plaide pour une structuration à l’échelle du territoire de la Corrèze d’une coordination renforcée entre les acteurs bailleurs traditionnels voire avec des nouveaux entrants dotés de capacités de financement et de compétences complémentaires.

Pour ce faire, le scénario d’une société de coordination répondant aux enjeux locaux (coordination, financement et compétences) et aux exigences réglementaires nationales (seuil de 12 000 logements) pourrait être étudié.

Annexe : interviews réalisés

Monsieur Bernard COMBES	Conseiller départemental, Maire de TULLE
Madame Ana-Maria FERREIRA	4ème VP en charge de l'habitat, TULLE AGGLO
Madame Florence DUCLOS	Conseillère départementale déléguée : logement, habitat
Monsieur Charles FERRE	Président de l'office public Égletons habitat, Maire d'EGLETONS
Monsieur Pascal LACOMBE	Directeur général de POLYGONE
Monsieur Jean-Pierre GUITARD	1er adjoint ville d'Ussel, en charge de l'urbanisme, habitat Haute Corrèze Communauté
Monsieur Jean-Pierre MAGNAUDEIX	Président de la COPROD
Monsieur Pascal COSTE	Président du Conseil départemental
Monsieur Christophe ARFEUILLERE	1er Vice-président, Président de Corrèze Habitat
Monsieur David JONNARD	Directeur de Corrèze habitat
Madame Marion SAADE	Directrice départementale des Territoires

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE - DOTATION 2021

RAPPORT

Préserver l'environnement, renforcer le développement économique, tout en confortant la qualité et le cadre de vie, tels sont les objectifs de la politique départementale de la Transition Écologique pour 2021.

Conscient de ses atouts environnementaux, le Département entend réaffirmer son rôle en matière de solidarité et de cohésion territoriale. L'enjeu est de favoriser le développement de pratiques respectueuses de l'environnement et solidaires des activités productives du territoire. Il s'agit ainsi de développer l'économie et l'attractivité du territoire en produisant, consommant, commercialisant et valorisant ses atouts et les ressources locales de manière écoresponsable.

Lors de la consultation dans le cadre du budget participatif, les corréziens ont affirmé leur souhait, en tant que citoyen, de limiter l'impact de leurs activités sur l'environnement. La transition écologique, la transition énergétique et la transition agricole et alimentaire doivent être les moteurs du développement pour notre territoire. Notre collectivité poursuit ses actions en faveur de la production des énergies renouvelables, de la préservation de la biodiversité et de la valorisation du patrimoine naturel et du cadre de vie sur le territoire corrézien.

Les principaux axes de la politique départementale 2021 en matière de transition écologique portent sur les six thématiques suivantes :

- 1. La valorisation des énergies renouvelables et des mobilités durables, (I)*
- 2. La préservation de la biodiversité et des espaces naturels, (II)*
- 3. L'adaptation de l'agriculture et la promotion d'une alimentation de qualité, (III)*
- 4. La protection de l'environnement et du cadre de vie, (IV)*
- 5. L'accompagnement de l'économie vers la transition écologique, (V)*
- 6. La protection de la ressource en eau et la gestion de ses usages. (VI)*



Le programme "CORRÈZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE" est l'outil d'animation de notre politique sur le territoire corrézien et nous permet de communiquer et d'impulser cette politique auprès des acteurs politiques et économiques corréziens (EPCI, services de l'État et établissements publics, agences de l'eau, ADEME, associations ...).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :

2 515 700 € de crédits de paiement en dépenses :

1 246 000 € au titre des dépenses d'investissement,

1 269 700 € au titre des dépenses de fonctionnement.

auxquels se rajoutent 453 000 € de crédits de paiement au titre des recettes dont :

140 000 € au titre des recettes d'investissement,

313 000 € au titre des recettes de fonctionnement.

I. VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (EnR) ET DES MOBILITES DURABLES

La Corrèze s'est engagée, dans le cadre du plan CORRÈZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE, à faire de notre Département un territoire exemplaire sur les énergies renouvelables. L'objectif est d'accélérer le développement de la production et de la consommation locale d'énergies renouvelables en s'inscrivant dans une dynamique d'incitation, en soutenant des expérimentations innovantes et en modélisant le déploiement des filières de manière concertée et cohérente par l'élaboration de schémas départementaux.



Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) de Nouvelle-Aquitaine a fixé des objectifs en matière d'énergie afin de limiter les émissions des Gaz à effet de serre (GES) au niveau régional et se décline dans chaque département.

Le constat réalisé par les observatoires régionaux fait état d'une production d'énergie renouvelable élevée pour le Département de la Corrèze. Notre département est en effet au 5^{ème} rang pour la production d'énergie renouvelable sur les 12 départements de la Nouvelle-Aquitaine. Cela tient essentiellement à la présence des deux grandes chaînes de barrages hydroélectriques sur la Dordogne et la Vézère. Le Département couvre près de 40 % de sa consommation finale en énergie et 200 % de ses besoins en électricité seule. La Corrèze fait figure de bon élève au regard des 23 % pour l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine. L'objectif de la part de 45 % des Énergies Renouvelables de la consommation finale à l'horizon 2030 fixé par le SRADDET n'est donc pas loin d'être atteint. Mais ces bons résultats ne suffisent pas et il est encore important d'inciter au développement de la production des

autres énergies renouvelables (photovoltaïque, méthanisation, ...) et au déploiement de leurs usages sur notre territoire.

a. La Société d'Économie Mixte (SEM) Corrèze Énergies Renouvelables (CER)



Pour impulser une véritable dynamique dans le développement des énergies renouvelables, le Département de la Corrèze a imaginé un partenariat public-privé, prenant la forme juridique d'une société d'économie mixte (SEM). Cette structure doit permettre la recherche et le développement de projets en vue de la production d'énergies mais également de mobiliser de l'épargne populaire pour la réalisation de ceux-ci.

L'objectif de production est de 300 MW avec des réalisations de projets sur quatre technologies :

- L'énergie photovoltaïque,
- La méthanisation,
- La production d'hydrogène décarboné,
- L'énergie hydraulique.

Afin de permettre le lancement d'une dynamique sur l'ensemble du territoire, un effort particulier a été mis en œuvre au départ sur le photovoltaïque dont les temps de réalisation sont les plus courts.

Début 2021, le bilan établi permettait de comptabiliser :

- 10 permis hangars obtenus,
- 10 permis en cours d'instruction,
- 30 dossiers en cours d'analyses,
- 6 locations de toiture en cours d'étude.

A cela s'ajoute un projet de méthanisation.

La première société de projets permettant le financement et la réalisation concrète des installations a été créée en 2020. Un appel au financement participatif est prévu pour tous ces projets EnR.

Le Département a prévu pour 2021, 172 000 € de crédits pour les investissements en direct vers les sociétés de projet et pour sa participation au capital de la SEM.

b. Les plans départementaux de déploiement des EnR

➤ Schéma départemental de Méthanisation



Le Département, considérant que la méthanisation est une réponse territoriale à la production d'énergies, la gestion et la valorisation des déchets et à l'amendement des sols agricoles a souhaité un schéma de déploiement sur la Corrèze.

L'objectif était d'avoir une vision globale du potentiel et des conditions de développement de la méthanisation afin d'accompagner au mieux les projets dans un schéma d'ensemble.

Un Comité Technique présidé par le Conseil Départemental a été installé pour suivre le travail réalisé.

Les travaux liés à cette étude ont pris du retard en raison de la crise sanitaire. Mais l'état des lieux a pu être présenté au Comité de pilotage en décembre 2020. Celui-ci a été complété, par la proposition de fiches territoriales permettant de proposer par EPCI une cartographie des gisements et les projets envisageables à l'échelle de ce territoire.

En 2021, l'animation d'une dynamique de concertation aboutissant à la définition d'un projet de territoire devra être réalisée. Il est envisagé de proposer un accompagnement aux porteurs de projets dans la concrétisation de leur unité de méthanisation, de leur apporter un appui juridique à la sécurisation des approvisionnements et un appui technique dans le choix des matériels.

Pour la réalisation des études de faisabilité de méthanisation, il est proposé de s'appuyer sur les projets émergents suite au déploiement de l'étude départementale méthanisation.

➤ Plan départemental de développement de la mobilité électrique en Corrèze



Afin de mieux objectiver les freins à l'accélération du développement de la mobilité électrique, de diagnostiquer les modes de diffusion probables dans les entreprises et auprès des particuliers, et leurs attentes, le Département a réalisé un plan de déploiement des Infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE). Ce plan a permis d'identifier les axes prioritaires d'actions, pour favoriser la mobilité électrique dans un département rural et peu dense comme le territoire corrézien, notamment via l'implantation optimale des bornes.

Un état des lieux a été réalisé, une stratégie départementale a été proposée au Comité de pilotage qui s'est tenu le 4 décembre 2020.

Le Département envisage de proposer sur la base de la cartographie réalisée une plate-forme numérique de proposition de Bornes à La Demande, disponible depuis son site internet. Il s'agit de faire participer les utilisateurs corréziens de véhicules électriques pour qu'ils se prononcent sur leurs besoins d'installation de borne. Il ne s'agit pas de proposer des sites nouveaux mais de prioriser l'installation des bornes sur les sites qui ont été prévus et cartographiés en fonction de l'intérêt économique, touristique, intermodal qu'ils représentent.

Ainsi, les maîtres d'ouvrages qui installeront les bornes le feront selon la priorisation définie par les corréziens, via la plate-forme départementale.

Le Département souhaite enfin proposer aux Maîtres d'ouvrages une aide à l'investissement pour l'installation de chaque borne inscrite dans le schéma départemental de déploiement.

Les dépenses liées à la réalisation de cette action sont inscrites en investissement dans le programme "Corrèze Transition Ecologique".

➤ Hydrogène décarboné



L'hydrogène est un vecteur possible entre les énergies produites et les usages que l'on peut en faire dans les domaines de la mobilité ou l'industrie. L'hydrogène consommé est actuellement très majoritairement produit à partir de méthane, ou plus généralement d'hydrocarbures, par vapocraquage, un mode de production évidemment très carboné.

L'économie de l'hydrogène est en pleine mutation et prend le virage de la transition énergétique : sa production à partir de biomasse ou par électrolyse de l'eau (les molécules d'eau sont séparées en molécules de dioxygène et de di-hydrogène) permet d'obtenir de l'hydrogène « vert » ou à minima décarboné.

L'hydrogène ainsi obtenu devient un potentiel d'énergie en vue d'utilisations diverses :

- Valorisation directe pour des industriels déjà consommateurs d'hydrogène,
- Valorisation dans la mobilité : véhicules électriques à piles à combustible,
- Valorisation indirecte en tant que moyen de stockage d'énergies intermittentes ou en couplage avec du CO₂ pour générer du méthane de synthèse.

Pour permettre le déploiement d'une filière locale d'hydrogène décarboné, le Département a lancé en juillet 2020 une étude quantitative et qualitative des gisements potentiels et des débouchés sur notre territoire. L'état des lieux est terminé, il s'agit désormais de proposer et d'accompagner des porteurs de projets sur leurs réalisations.

Les dépenses liées à la réalisation de cette action sont inscrites en investissement dans le programme "Corrèze Transition Ecologique".

Plus largement, les crédits de paiement inscrits dans le programme CORRÈZE TRANSITION ECOLOGIQUE permettent d'une part de supporter les dépenses liées à des actions directement portées par le Département et, d'autre part, d'accompagner certains porteurs de projets sur leurs actions qui s'inscrivent dans les 6 thématiques portées par la politique départementale

de transition écologique.

Sont prévus au budget 2021 :

301 500 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

82 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

c. Le Contrat d'Objectifs Territoire Énergie Climat (COTEC)

Le 6 novembre 2018, le Président du Conseil Départemental de la Corrèze, Pascal COSTE et le Directeur régional de l'ADEME, par délégation pour le Président Arnaud LEROY, signaient un **Contrat d'Objectifs Territoire Énergie Climat (COTEC)** pour une durée de 4 ans. Ce COTEC formalise l'accompagnement de l'ADEME pour le programme **CORRÈZE TRANSITION ECOLOGIQUE**.

Il s'articule autour de 2 principes directeurs :

- Renforcer l'ingénierie collective de nature technique, juridique, réglementaire et financière, et favoriser l'évaluation et la capitalisation des actions déployées ;
- Promouvoir le financement participatif et citoyen pour valoriser le territoire et généraliser les pratiques liées à la transition écologique.

L'aide financière de l'ADEME pour la réalisation des actions inscrites au COTEC s'élève à 450 000 € sur 4 ans : une part fixe de 270 000 € versés sur 3 ans (2020, 2021 et 2022) et une part variable de 180 000 € maximum, sur réalisation de 12 objectifs.

Par ailleurs, une nouvelle enveloppe en recette est proposée au vote. Il s'agit de récupérer l'avance remboursable accordée à YNOVEA, porteur d'un projet recherche et développement innovant pour traiter les déchets plastiques.

Sont prévus au budget 2021, pour le programme "CTE" :

35 000 € de crédits de paiement au titre des recettes d'investissement (Nouvelle EPI proposée au vote).

90 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

II. PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS

Le Schéma Départemental Des Espaces Naturels et des Paysages Remarquables a été réactualisé en 2017.

Pour mener à bien leur politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), les Départements disposent d'une palette d'outils :

- Le droit de préemption : Le Département détermine des zones de préemption sur son territoire correspondant aux espaces susceptibles de devenir des ENS.
- Les conventions de gestion : Le Département peut passer des conventions avec des propriétaires publics ou privés en vue de l'ouverture au public.
- Le financement : Au travers de la part départementale de la Taxe d'Aménagement (TA) qui est par nature destinée à financer les ENS.

a. Espaces Naturels Sensibles et Réserve Départementale de Biodiversité



La politique « Espaces Naturels Sensibles (ENS) » consiste à protéger et ouvrir au public des sites naturels par des actions ciblées.

Cette compétence est, pour les Départements, un levier important permettant de répondre à de nombreux enjeux comme la préservation des paysages et de la biodiversité, l'urbanisation, la demande sociale d'accès à des espaces naturels pour y pratiquer des loisirs, l'éducation à l'environnement. Il s'agit bien d'un enjeu alliant préservation de notre territoire et développement pérenne.

En 2020, le Département a ouvert au public son premier ENS : la Réserve Départementale de Biodiversité à Argentat-sur-Dordogne.

Ce projet de création d'une Réserve Départementale de Biodiversité, sur l'ancien site industriel des gravières, est ambitieux, innovant et complexe sur le plan technique et il répond aux orientations du schéma départemental.

Les grands travaux de modelage, de plantations, sur cette ancienne carrière, ont créés les conditions d'émergence de la biodiversité. La nature doit maintenant faire son œuvre pour reconquérir le site.

Au-delà de la dimension écologique, ce projet a également pour finalité de participer au développement économique du territoire, une double-entrée à connotation environnementale et éducative.

La Réserve Départementale présente un attrait touristique qui s'est déjà manifesté tout au long de l'été 2020, mais c'est avant tout un territoire préservé propice à l'apparition d'une biodiversité riche et qui permettra aux scientifiques comme aux étudiants d'étudier notre environnement. Les associations ont déjà prévu de nombreuses actions d'éducation à

l'environnement sur le site.

La création de cette réserve départementale est l'une des actions portée directement par le Département dans le cadre du programme **CORRÈZE TRANSITION ECOLOGIQUE**. EDF, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et l'État (FNADT) financent ce projet.

En 2021, les actions porteront sur :

- **L'accueil du public :**

Deux sentiers d'interprétation permettront, aux visiteurs, de découvrir le site dès 2021, même en dehors de visites guidées.

Le premier sentier passe par la mise en place de mobiliers traditionnels d'interprétation du patrimoine. Le second est une application numérique par smartphone (réalité augmentée, 3D, interactivité adultes / enfants). Ce sentier sera accessible via le site internet du Département.

- **La gestion du site :**

Les entreprises poursuivent leurs travaux de création, par un suivi des plantations pendant 5 ans : soit 5 cycles végétatifs. Il s'agit de surveiller et d'entretenir les végétaux pour suivre leur croissance, prévenir les maladies, remplacer les plantes mortes ou en état de dépérissement. Il conviendra également de lutter contre le retour des espèces invasives exotiques mais aussi de veiller à ce qu'une plante réimplantée ne devienne pas à son tour envahissante, nuisant au développement des autres espèces.

Cette gestion du site doit être encadrée par un plan de gestion. La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO - Limousin) a été désignée pour gérer les contributions des associations qui œuvrent pour l'environnement et qui travailleront en concertation avec la LPO pour établir un état des lieux. Elle accompagnera le Département pour la rédaction d'un plan de gestion, le contrôle de son suivi, la proposition d'animations d'éducation à l'environnement et la réalisation d'études scientifiques et les suivis ornithologiques de la Réserve.

- **L'écotourisme halieutique responsable :**

Pour permettre l'activité pêche sur l'un ou l'autre, ou sur les deux bassins et en définir les modalités et les règles, des études préalables sont nécessaires. Des études de suivi thermique et une évaluation de la population piscicole permettront de définir le mode de gestion à retenir. Ces études ont été confiées à la Fédération Départementale de la Pêche.

Sont prévus au budget 2021 :

150 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

35 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

105 000 € de crédits de paiement au titre des recettes d'investissement.

b. NATURA 2000 "Vallée de la Dordogne et de ses affluents"

Natura 2000 est un dispositif européen qui a pour objet de protéger des sites naturels. Le site "Vallée de la Dordogne" est désigné en application de la directive européenne sur les habitats, la faune et la flore qui date de 1992. L'objectif principal est de maintenir ou de rétablir un bon état de conservation des espèces et habitats naturels particulièrement menacés et à fort enjeu de conservation à l'échelle européenne ; ce sont les espèces et les habitats d'intérêt communautaire. Les mesures initiées dans ce cadre doivent systématiquement prendre en compte les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales. Ces mesures sont mises en place à travers un document d'objectifs, outil fédérateur, élaboré puis validé par le Comité de pilotage du site.

Début 2019, le Département s'est porté candidat pour être structure porteuse du site Natura 2000 "Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et de ses affluents" sur la partie corrézienne. Ayant été désigné par le Comité de pilotage, nous avons en charge pour trois ans, les missions d'animation comprenant un volet administratif et financier et un volet sensibilisation aux bonnes pratiques à l'intention des acteurs de l'eau, des riverains...

Cette animation s'articule autour de la réalisation de diagnostics (agricole, pastoral, naturaliste), mais aussi sur un travail important d'accompagnement des collectivités et des agriculteurs.

En 2020, le Conseil Départemental a lancé un marché de prestation afin de retenir une structure dont la mission est l'animation du site. Le bureau d'études Rural concept est chargé de conduire ce travail. L'animation a démarré en fin d'année.

L'animation des sites *Natura 2000* peut être financée par l'État et en 2021, le Département sollicitera à nouveau 10 000 € d'aide.

Sont prévus au budget 2021 :

30 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

10 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

c. CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) :

Créé en 1977, le CAUE est une association ayant pour mission de contribuer à la promotion de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.

Son financement est majoritairement assuré par la taxe d'aménagement. En effet, après fixation d'un taux de répartition à l'initiative du Conseil Départemental chaque année avant le 15 avril, les recettes de cette taxe sont dédiées d'une part, au financement de la politique départementale relative aux espaces naturels sensibles et, d'autre part, au financement du CAUE. Ainsi, le taux de la taxe d'aménagement sera révisé afin de maintenir la dotation au même niveau qu'en 2020.

200 100 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement en lien avec le taux voté pour le CAUE.

III. ADAPTATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE

Promouvoir une alimentation plus sûre, plus saine et durable grâce à la qualité et à la traçabilité des produits agricoles corréziens voici l'ambition départementale que les corréziens ont portée lorsqu'ils se sont manifestés au travers du budget participatif 2021.

a. Développement des Circuits Alimentaires de Proximité

Dans l'objectif de favoriser les produits bio locaux et le recours aux circuits courts, le Département poursuit en 2021 :

- La mise à disposition, auprès de l'ensemble des acheteurs publics corréziens, de la plateforme www.Agrilocal19.fr, et accompagne, la création d'une nouvelle plate-forme logistique "Mangeons 19", action portée par la Chambre d'Agriculture. Les modalités de participation au financement de la plate-forme (63 000 € sur 4 ans) ont été définies par convention. Les crédits 2021 sont inscrits au programme CORRÈZE TRANSITION ECOLOGIQUE.



- L'accompagnement financier à l'achat de produits bio régionaux et de produits locaux en circuit-court à l'attention des restaurants des collèges.

➤ Le dispositif Bio et Local dans les collèges



Ce dispositif, validé par les corréziens, permet d'encourager au-delà de la consommation de produits bio dans les collèges, le recours aux circuits-courts et à un approvisionnement de proximité.

Depuis 2020, les services du Département mettent en œuvre un travail de recensement des besoins, de recherche des producteurs et des dispositifs logistiques d'approvisionnement des collèges en produits locaux. Les groupes de travail réunissent autour des services de la Transition Ecologique et Éducation-Jeunesse, les collèges, leurs principaux, leurs assistants gestionnaires et les équipes de cuisines, les producteurs et la Chambre d'Agriculture, les professionnels de la filière viande.

En 2021, la collectivité a fait le choix de modifier sensiblement le dispositif de subventionnement afin de le rendre encore plus incitatif.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs sont décrites dans les fiches d'aides jointes en annexe du présent rapport.

70 500 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

b. Soutien aux productions agricoles

Le Département souhaite poursuivre son accompagnement financier auprès des organismes, des associations qui agissent en faveur de l'animation de notre territoire ou qui en préservent l'attractivité.

Des aides peuvent aussi être versées aux organismes qui œuvrent pour l'amélioration des cheptels ovins ou bovins (Bovin croissance, ROM SELECTION). La liste des aides accordées par le Département est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, le Département signe chaque année (ou de façon pluriannuelle) des conventions :

1/ Pour le développement des circuits alimentaires de proximité, la promotion des produits corréziens avec la Chambre d'Agriculture (145 000 € pour 2021) ;

2/ Pour la préservation de l'état sanitaire du cheptel et de la santé publique : partenariat avec le Groupement de Défense Sanitaire de la Corrèze à hauteur de 130 000 € par an ;

3/Pour la solidarité sociale et l'aide aux Exploitants Agricoles en Situation Fragile (Protocole agri-accompagnement) une subvention est versée à la Mutualité Sociale Agricole (10 000 € par an) ;

4/Pour soutenir la relocalisation de la filière Cuir en Nouvelle-Aquitaine : convention de 3 ans (2020,2021 et 2022) avec le Comité Interprofessionnel Veau Sous la Mère (CIVO) (15 000 € par an).

380 000 € de crédits de paiement sont budgétisés pour l'attribution de subventions de fonctionnement à diverses associations et organismes par le soutien à l'amélioration de la production agricole.

c. Aménagement foncier

Le Département prend en charge 80 % d'une partie des frais engagés par les particuliers pour les échanges amiables d'immeubles ruraux dans le cadre d'opérations d'aménagement foncier agricole et forestier.

10 000 € de crédits de paiement sont budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

d. Élagage

L'élagage le long des routes départementales de la Corrèze favorise d'une part la mobilité sur notre territoire rural et permet de préserver les infrastructures des réseaux filaires aériens indispensables à la continuité des services d'électricité, de téléphonie fixe et de la fibre d'autre part.

Le Département intervient pour que les travaux d'élagage ne soient pas exécutés au détriment du patrimoine végétal, là où il est le plus caractéristique et notamment sur les sites ou alignements remarquables. Pour les parcelles boisées riveraines du domaine départemental, l'intervention d'élagage en bordure est utilement conciliée avec une logique de gestion durable de l'intérieur de la parcelle. Enfin, la valorisation des déchets de coupe est recherchée (réemploi en bois de chauffage, bois énergie, paillage après broyage et séchage).

Notre département soutient les organismes professionnels (ASAFAC) qui ont contractualisé avec notre collectivité pour mener à bien ces opérations.

100 000 € de crédits de paiement sont prévus pour 2021.

IV. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

En matière de protection des milieux naturels, la politique du Conseil Départemental se traduit principalement par la mise en œuvre du schéma départemental des espaces naturels et des paysages remarquables. Parallèlement aux actions conduites en direct à travers ce schéma, il accompagne un ensemble d'organismes partenaires et dont les actions s'inscrivent en complémentarité.

a. Partenariats avec les Organismes de Protection de l'Environnement

La Corrèze est riche d'un patrimoine naturel encore préservé mais le Département met en œuvre des politiques qui permettent de maintenir un niveau de protection de l'environnement satisfaisant, en encourageant notamment les initiatives portées par les acteurs locaux (associations, collectivités) et qui concourent à l'amélioration du cadre de vie.

Pour ce faire, suite à l'analyse des propositions des partenaires, selon leur niveau d'adéquation avec les objectifs départementaux, la collectivité accompagne ces derniers pour la mise en œuvre des opérations retenues.

➤ **Les associations "environnement"**

Chaque année, les associations et organismes divers œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement durable, sollicitent une aide du Conseil Départemental pour la réalisation de leurs projets d'investissement, d'animation territoriale ou simplement pour l'accompagnement au fonctionnement de leurs structure (voir tableau en annexe).

Pour 2021, **70 000 €** de crédits de fonctionnement seront réservés à ces associations (sous convention ou non).

S'y rajoutent **30 000 €** de crédits de paiement budgétés au titre des dépenses d'investissement.

➤ Le Parc Naturel Millevaches en Limousin

Créé en 2004, le Parc Naturel Régional (PNR) de Millevaches en Limousin est actuellement composé de 124 communes (3 143 km²) dont 65 sont en Corrèze, 43 en Creuse et 16 en Haute-Vienne. Il est constitué en syndicat mixte d'aménagement et de gestion et regroupe les structures suivantes :

- Le Conseil Régional,
- Les Conseils Départementaux de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze,
- Les communes,
- Huit Communautés de Communes dont Haute-Corrèze Communauté, Ventadour-Égletons-Monédières, Tulle Agglo et Vézère-Monédières-Millesources pour la Corrèze.

La participation des Conseils Départementaux est calculée sur la base de 2,80 € par habitant à partir de la population DGF de chaque secteur départemental du parc. Le Département de la Corrèze est sollicité à hauteur de 77 705,60 €.

Pour 2021, **79 000 €** de crédits de fonctionnement seront réservés à cette participation statutaire.

➤ La Forêt

Le Département est membre de deux Groupements Syndicaux Forestiers (GSF) : GSF des Agriens et GSF du Mont Bessou pour participer à la bonne gestion de ces domaines avec les communes membres.

Le plan d'aménagement de la forêt de Ruffaud a quant à lui été revu en 2019 par l'Office National des Forêts. Les dépenses et recettes de gestion sont planifiées jusqu'en 2033.

23 100 € de crédits de paiement ont été budgétés au titre des dépenses de fonctionnement pour honorer les participations départementales auxquels se rajoutent **6 500 €** de crédits de paiement budgétaires au titre de l'investissement.

b. Cadre de vie

Les objectifs des politiques liées au cadre de vie portées par le Département sont la promotion du territoire, le développement touristique et économique, plus-value pour la population locale voire pour l'accueil de nouveaux habitants... Ainsi, la collectivité départementale accompagne les communes qui agissent pour l'amélioration du cadre de vie et prennent en compte des critères relatifs au développement durable dans les différents projets qu'elles portent.

➤ Le Label Villes et Villages Fleuris

Le Conseil Départemental poursuit son implication dans le domaine du jardin, des espaces verts et du paysage, notamment au travers du label national des villes et villages fleuris (VVF) qui est décliné dans les départements.

Depuis de nombreuses années, il est chargé de l'animation départementale et demeure impliqué dans le label régional. Le Département joue un rôle très en amont et en terme de suivi des collectivités qui souhaitent s'engager dans cette démarche. En effet, il intervient dans l'accompagnement des communes en vue de l'obtention du label et par conséquent de la première fleur.

Désormais, de nombreux sujets sont traités par l'intermédiaire du label. Auparavant ciblé sur des critères essentiellement liés à l'esthétique et au fleurissement, le label a évolué et comporte de nouveaux sujets d'évaluation. En effet, le label intègre pleinement les critères liés au développement durable en y accordant une importance croissante dans l'évaluation des communes visitées par les différents jurys. Un outil d'évaluation unique pour l'ensemble des communes en France recense ces critères.

Ce label est une opportunité pour les collectivités participantes dans la mesure où il permet de valoriser l'ensemble des projets à dimension environnementale et écologique de leur territoire. Les critères induits ne concernent plus uniquement le végétal mais abordent désormais les aspects en lien avec le cadre de vie et les notions de développement durable dans leur globalité : protection de l'environnement, préservation des différents patrimoines, gestion des ressources naturelles, animation du territoire communal...

➤ Lutte contre le Moustique Tigre, le Frelon asiatique

Le moustique tigre (*Aedes albopictus*) est implanté, de façon irréversible, sur le sud du département de la Corrèze depuis 2016.

En 2019, sa présence est confirmée et la colonisation se poursuit. La ville de Brive et les communes environnantes sont plus particulièrement suivies pour la surveillance entomologique.

Ce moustique est vecteur de trois maladies principales : dengue, chikungunya et virus zika. La lutte vise en premier lieu à protéger les populations en limitant leur développement.

Le Département reste mobilisé pour assurer aux côtés de l'ARS des actions de communication et sensibilisation de la population locale, des élus et des agents communaux.

Concernant le frelon asiatique, les signalements réalisés sur le site internet du Département reflètent une forte augmentation de la présence de cette espèce invasive sur l'ensemble du Département. Les conséquences pour l'apiculture mais aussi les risques pour la santé publique sont réels : des actions de sensibilisation et de lutte devront être envisagées.

Pour l'ensemble de ces dispositifs, 6 500 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre du fonctionnement.

V. ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉCONOMIE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Le Département souhaite concilier l'attractivité du territoire et le soutien à une économie locale qui préserve son patrimoine naturel. Il se positionne en chef de file pour relever le défi de la transition écologique aux côtés des acteurs économiques du territoire.

La mise en œuvre de cette politique vise à accompagner les entreprises corréziennes à s'engager vers une dynamique de transition énergétique et écologique. Le Département s'investira en 2021 aux côtés de la Chambre de Commerce et d'Industrie mais aussi en s'appuyant sur le réseau associatif des entreprises.

a. La convention avec la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE

Le Département accompagne depuis plusieurs années la CCI de la Corrèze qui s'engage à réaliser des actions de promotion de notre tissu économique et touristique. En 2021, l'attention sera toujours portée sur la promotion de la marque "Origine Corrèze" et sur l'animation d'action en faveur de la sobriété énergétique des entreprises.

Cette année une nouvelle convention est proposée pour accompagner la CCI dans le cadre du plan de relance et des actions de soutien aux entreprises en difficultés suite à la crise sanitaire. La convention est proposée en annexe au présent rapport.

130 000 € de crédits de paiement ont été inscrit au titre des dépenses de fonctionnement.

b. Efficacité énergétique des entreprises

Lien Entreprise Durable (LED) est une association qui existe depuis 2003. Elle est portée par des entreprises qui souhaitent mettre en œuvre la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Une vingtaine d'entreprises corréziennes sont adhérentes (dont SILAB, Sothys...).

Un partenariat de deux ans, voté par la Commission permanente qui s'est réunie le 31 janvier 2020, a été acté par convention.

Le LED propose de construire des outils sur mesure pour accompagner les entreprises corréziennes sur la sobriété et l'efficacité énergétiques dans le cadre de cette convention avec le département.

Les dépenses liées à la réalisation de cette action sont inscrites en fonctionnement dans le programme " CORRÈZE TRANSITION ECOLOGIQUE ".



c. Syndicat Départemental d'Abattage

Le Syndicat Départemental d'Abattage a été créé le 21 décembre 1970 pour la réalisation, puis la gestion d'une unité d'abattage, Zone du Teinchurier à BRIVE.

En 2002, a été décidé la construction d'un nouvel abattoir situé Zone de La Nau à SAINT-VIANCE.

Ce syndicat est composé à 70 % par le Département de la Corrèze et 30 % par la ville de BRIVE.

Pour l'année 2021, il est proposé d'accompagner le Syndicat Départemental d'Abattage à hauteur de **70 000 €** en investissement et de **22 000 €** en fonctionnement.

VI. PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES

La gestion de la ressource en eau reste un enjeu majeur de l'aménagement des territoires. L'évolution des conditions météorologiques, les études prospectives portées sur le territoire, à l'exemple de "Dordogne 2050", indiquent que les besoins en eau sont de plus en plus importants tandis que la ressource va en s'amointrissant. La Corrèze n'échappe pas à cette réalité et plusieurs territoires ont déjà connu des difficultés de ressources lors des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes.

Il apparaît dès lors que la mise en place d'une stratégie d'intervention à des échelles cohérentes, la poursuite des projets structurants soient une des réponses les plus pertinentes face à ce défi qui se dresse devant nous.

Profitant du lancement début 2019, du 11ème programme de l'Agence de l'Eau et de l'offre de prêt spécifique de la Banque des Territoires : "l'AQUA PRÊT", le Département a consacré le début de l'année 2019 à la révision des orientations de sa politique de l'eau et à l'établissement d'un contrat de progrès pour 3 ans. En 2021, le Département confortera sa politique et la portera notamment auprès des élus des nouvelles mandatures, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents dans le domaine de l'eau.

Dans le cadre du petit cycle de l'eau, l'objectif du Département est d'accompagner les collectivités compétentes en termes d'ingénierie et de financement sur des projets qui permettent des investissements structurants pour la distribution de l'eau potable, le traitement des eaux usées et la gestion des milieux aquatiques. L'accompagnement financier de ces dossiers est porté par le budget de l'Aide aux Collectivités.

Dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la biodiversité, les priorités portent sur la structuration des acteurs locaux à l'échelle des bassins versants, sur l'accompagnement des projets liés à la biodiversité et l'atteinte du bon état des masses d'eau.

Le Département intervient également auprès des acteurs privés dans le domaine de l'eau : associations et fédérations, exploitants agricoles ou propriétaires d'étangs... : Près d'un million d'euros sont mobilisés sur 3 ans pour l'autonomie en eau des exploitations agricoles, et la mise en conformité des étangs. L'objectif de ces mesures est de préserver la ressource en eau et d'optimiser son utilisation.

a. Grand cycle de l'eau, Milieux aquatiques

Depuis une vingtaine d'années, le Département accompagne financièrement les propriétaires d'étangs pour la réalisation de travaux de mise en conformité de leurs étangs afin de limiter les impacts de ces derniers sur le milieu : pêcherie, bassin de décantation, grilles, dispositif d'évacuation des eaux fraîches (moine ou autre), dérivation... Ce dispositif s'appuie sur la politique départementale de gestion des milieux aquatiques, dont les objectifs sont :

- Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et des zones humides,
- Préserver et restaurer la qualité de l'eau pour assurer les activités et les usages,
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques,
- Améliorer la gestion quantitative de l'eau.

La Commission permanente du 11 décembre 2020 a proposé l'extension du dispositif d'aide du Département relatif aux travaux de mise en conformité des étangs existants aux opérations de sécurisation telles que la sécurisation des digues, des déversoirs, ou autres...

Cette extension du dispositif permettra de mieux accompagner les propriétaires d'étangs et de garantir la sécurité des ouvrages mais également des biens et des personnes situés à l'aval de ces digues.

Par ailleurs, depuis quelques années, la pression sur la ressource en eau devient de plus en plus prégnante. Il devient primordial de réfléchir à l'optimisation des ressources existantes. Les étangs en Corrèze constituent une ressource en eau importante qu'il semble essentiel de mieux valoriser afin notamment de s'adapter au changement climatique et pour faire face aux

sécheresses de plus en plus fréquentes. La valorisation agricole de ces masses d'eau devra permettre de limiter les prélèvements sur les réseaux d'eau potable ou de réduire la création de retenue collinaire dans un souci d'optimisation de l'existant. C'est pourquoi, le Département a également mis en place une aide à l'acquisition des étangs privés avec la condition que l'acquéreur puisse justifier d'une valorisation agricole de ce dernier.

Les deux fiches d'aides relatives à ces dispositifs sont annexées au présent rapport.

Enfin, le Département reconduit le partenariat engagé depuis plusieurs années avec la Fédération Départementale de la Pêche en poursuivant l'accompagnement financier, afin de concilier la préservation des milieux aquatiques et le développement raisonné des activités de pleine nature telle que la pêche de loisir.

156 000 € de crédit de paiement en investissement sont affectés à ces actions.

b. Autonomie en eau

Dans un souci de maîtrise des coûts et de réduction des gaspillages, il est nécessaire de poursuivre la réduction des prélèvements sur le réseau public liés à l'alimentation en eau du bétail.

Dans cette optique d'optimisation de la ressource en eau brute, il convient de permettre aux agriculteurs de mettre en œuvre d'autres solutions pour répondre à leurs besoins afin de satisfaire ces usages.

Annuellement, une convention de partenariat avec l'Association Syndicale d'Aménagements Fonciers Agricoles de la Corrèze (ASAFAC) définit les conditions d'accompagnement des exploitations agricoles dans leurs opérations visant à une meilleure autonomie en eau (ouvrages d'abreuvement des troupeaux) et fixe à 100 000 € le montant de l'aide du Département pour 2021.

Au titre de cette politique, le Département a voté en 2019 une Autorisation de Programme pluriannuelle, "AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2021 D» d'un montant de 750 000 € qui nous permet d'attribuer des subventions sur cette période.

250 000 € de crédit de paiement en investissement sont affectés sur ce programme.
--

c. Le Sage "Corrèze-Vézère"

Le SAGE est un outil permettant de mettre en œuvre une gouvernance locale de l'eau. C'est un instrument de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Le SAGE est établi par une **Commission Locale de l'Eau (CLE)**, véritable «Parlement de l'eau» au sein de laquelle sont représentés les différents acteurs du territoire : collectivités territoriales, représentants des usagers et représentants de l'État. L'année 2021 est une année électorale pour la CLE : les membres ont été désignés par les services de l'Etat et ils devront élire un président et son bureau.

Le Département de la Corrèze a été désigné structure porteuse de l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Vézère.

A ce titre, le service "Transition écologique" assure les missions d'animation, de secrétariat et de coordination entre tous les acteurs de l'eau représentés au sein de la CLE, et terminera en 2021 l'élaboration de l'état initial du bassin de la Vézère. Cet état initial sera présenté à la validation de la CLE en fin d'année 2021.

L'Agence de l'Eau et la Région Nouvelle-Aquitaine accompagnent le fonctionnement de cette mission : **20 000 €** de crédits sont inscrits en recette.

d. E.P.I.DOR (Établissement Public Interdépartemental Dordogne)

E.P.I.DOR, créé en 1991 par les six Départements concernés par le bassin versant de la Dordogne, a pour mission d'impulser et d'animer une politique de gestion cohérente et durable de l'eau à l'échelle de la vallée de la Dordogne.

L'institution départementale EPIDOR s'est transformée en syndicat mixte, et a récupéré la pleine propriété du Domaine Public Fluvial depuis le 1^{er} janvier 2020.

Le Syndicat mixte est constitué de ses 6 membres fondateurs :

- Département du Puy de Dôme,
- Département du Cantal,
- Département du Lot,
- Département de la Corrèze,
- Département de la Dordogne,
- Département de la Gironde.

Et de ses 2 nouveaux membres : la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Charente.

Ses missions initialement limitées à la thématique "Préservation des milieux aquatiques" (continuité écologique, poissons migrateurs, problèmes liés aux écluses des barrages) ont considérablement évolué au fil du temps : animation SAGE, gestionnaire Domaine Public Fluvial, Réserve de Biosphère, Inondations...

En tant que membre, le Conseil Départemental participe financièrement à son fonctionnement. Il finance également un certain nombre d'actions qui concernent le territoire corrézien : étude hydrologique et hydromorphologique de la Vézère dans son tronçon amont, restauration de frayères à l'aval d'Argentat.

88 500 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

e. Service d'Assistance au Traitement des Effluents et au Suivi des Eaux (SATESE)

Le Département met à disposition des Communes ou des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) une assistance technique dans les domaines de l'assainissement. Les modalités de cette assistance, portée par le Service d'assistance Au Traitement des Effluents et Au Suivi des Eaux (SATESE) sont définies par convention. La Commission permanente du 25 janvier 2019 a autorisé le Président à signer les nouvelles conventions d'assistance proposées aux collectivités (communes ou PCI) pour une durée de six ans (2019-2024). Les collectivités sollicitées ont toutes signé la convention d'assistance. La recette correspondant à cette prestation s'élèvera en 2021 à plus de 60 000 €.

Via le SATESE le Département intervient auprès des collectivités pour qu'elles se dotent d'équipements performants limitant les rejets et assurant la préservation de la qualité des milieux aquatiques. Dans ce cadre, le SATESE réalise une surveillance des stations d'épuration et apporte son expertise technique.

En 2020, le SATESE s'est mobilisé, à la demande de la Préfecture pour collaborer avec le service police de l'eau de la Corrèze ainsi que l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, à la mise en place d'un protocole sanitaire pour la gestion des boues. En effet, la gestion des boues issues des stations de traitement des eaux usées (STEU) a été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid 19.

Sur avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la circulaire du 2 avril 2020 relative à la gestion des boues d'épuration indique que les boues produites après le début de confinement, n'ayant pas fait l'objet d'une hygiénisation au caractère démontré, ne peuvent plus être épandues. Le SATESE a donc dû venir en appui technique aux collectivités pour trouver la solution adaptée à leur situation.

L'Agence de l'Eau Adour-Garonne soutient encore dans son XIème programme le fonctionnement des services SATESE.

Sont prévus au budget 2021 :

10 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,

43 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement,

193 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

TRANSITION ECOLOGIQUE : DEPENSE D'INVESTISSEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021	
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE - CONSTITUTION DE SOCIETES	289 500 €	0	172 000 €	I - a
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE	253 500 €	210 680,88 €	301 500 €	I - b
ESPACES SITES ET PAYSAGES / PRIVES	2 075 500 €	1 988 919,14€	150 000 €	II - a
ESPACES SITES ET PAYSAGES / élagage	298 000 €	173 525,77 €	100 000 €	III - d
SOUTIEN ET AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE L'AGRICULTURE	15 325 €	0	0	III b
ENVIRONNEMENT - AIDES AUX ASSOCIATIONS	24 500 €	10 500 €	30 000 €	IV a
FORET (GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER)	6 500 €	5 500 €	6 500 €	IV a
SDA	70 000 €	70 000 €	70 000 €	V c
GESTION DE L'EAU / PRIVES	393 470 €	209 564,50 €	406 000 €	VI a et VI b
SATESE	10 000 €	9 987,78 €	10 000 €	VI e
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 436 295 €	2 678 678,07 €	1 246 000 €	

TRANSITION ECOLOGIQUE : DEPENSE DE FONCTIONNEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021	
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE - CONSTITUTION DE SOCIETES	0 €	0	0	I - a
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE	55 000 €	26 900 €	82 000 €	I - b III - a V - b
ESPACES SITES ET PAYSAGES / PRIVES	50 000 €	20 000 €	35 000€	II a
NATURA 2000	40 000 €	25 800 €	30 000 €	II b
CAUE	200 100 €	200 010 €	200 100 €	II c
EDUCATION A L'ALIMENTATION	70 500 €	45 973,90 €	70 500 €	III a
SOUTIEN ET AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE L'AGRICULTURE	351 000 €	374 150 €	380 000 €	III b
AMENAGEMENT FONCIER	15 000 €	8 801,78 €	10 000 €	III c
ENVIRONNEMENT - AIDES AUX ASSOCIATIONS	70 000 €	57 750 €	70 000 €	IV a
PNR			79 000 €	IV a
FORET (GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER)	23 100 €	22 964 €	23 100 €	IV a
ENVIRONNEMENT / CADRE DE VIE / FLEURISSEMENT	11 000 €	7 050 €	6 500 €	IV b
CCI	100 000 €	100 000€	130 000 €	V a
SDA	22 000 €	21 000 €	22 000 €	Vc
E.P.I.DOR	90 000 €	86 215 €	88 500 €	VI d
SATESE	43 000 €	42 611,71 €	43 000 €	VI e
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 219 700 €	1 039 227,27	1 269 700 €	

TRANSITION ECOLOGIQUE : RECETTE D'INVESTISSEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021	
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE	0 €	0 €	35 000 €	Ic
ESPACES SITES ET PAYSAGES	888 842 €	823 961,00€	105 000 €	II - a
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	888 842 €	823 961,00€	140 000€	

TRANSITION ECOLOGIQUE : RECETTE DE FONCTIONNEMENT	BP 2020	CA 2020	BP 2021	
CONTRATS DE TRANSITION ECOLOGIQUE	90 000 €	90 000 €	90 000 €	I - c
NATURA 2000	15 000 €	0 €	10 000 €	II - b
GESTION DE L'EAU (PRIVES)	20 000 €	36 301,30 €	20 000 €	VI c
SATESE	185 000 €	191475,90 €	193 000 €	VI - e
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	310 000 €	317 777,20	313 000€	

En résumé :

	Crédits de paiement 2021 DÉPENSES	Crédits de paiement 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 269 700 €	313 000 €
INVESTISSEMENT	1 246 000 €	140 000€
TOTAL	2 515 700 €	453 000 €

Pour mémoire, au titre des politiques présentées ci-dessus, les engagements qui interviendront en 2021, seront portés par les enveloppes (AP / EPI / AE et EPF) suivantes :

Code	Libellé	Type
I - VALORISATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (EnR) ET DES MOBILITÉS DURABLES		
Prog : FON7-2020P014	CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE - CONSTITUTION DE SOCIETE	
Env : 2020P014E01	SOCIETE DES ENERGIES DES TERRITOIRES CAPITAL APPEL DE FONDS	AP (Dépense)
Env : 2020P014E02	SEM CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES - APPELS DE FONDS	AP (Dépense)
Env : 2020P014E04	SEM-PRISE DE CAPITAL	EPI (Dépense)
Prog : FON7-2018P049	CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	
Env : 2018P049E03	FONCT. DIRECT - CTE - 2018/202	AE (Dépense)
Env : 2018P049E04	INV. INDIRECT-CTE 2018/2022 D	AP (Dépense)
Env : 2018P049E05	FONCT. INDIRECT-CTE-2018/2022D	AE (Dépense)
Env : 2018P049E02	INV. DIRECT - CTE - 2018/2022D	AP (Dépense)
Env : 2018P049E07	CTE - RECETTE ADEME	AE (Recette)
Env : 2018P049E09	CTE - RECETTES DIVERSES	EPI (Recette)

II - PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS		
Prog : FON7-2007P035	ESPACES SITES ET PAYSAGES / PRIVES	
Env : 2007P035E127	ESPACES NATURELS SENSIBLES / R	EPI (Recette)
Env : 2007P035E123	ENS / 2016-2024 D (Réserve Biodiversité)	AP (Dépense)
Env : 2007P035E130	ENS / 2016-2018 D (Réserve Biodiversité)	AE (Dépense)
Env : 2007P035E131	ENS / 2016-2018 D	EPI
Env : 2007P035E132	SUBVENTION FEDERATION PECHE / 2020 D	EPF
Prog : FON7-2016P015	NATURA 2000 - SITE NATURA 2000 VALLEE DE LA DORDOGNE	
Env : 2016P015E03	SITE NATURA 2000 VALLEE DORDOGNE	EPF (Recette)
Env : 2016P015E05	SITE NATURA 2000 VALLEE DORDOGNE - DEP PLURIANNUELLE	AE (Dépense)
Prog : FON7-2017P076	CAUE	
Env : 2017P076E03	REVERSEMENT TA /2019-2020 D	EPF (Dépense)
III - ADAPTATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ		
Prog : FON7-2017P079	EDUCATION A L'ALIMENTATION	
Env : 2017P079E03	EDUCATION A L'ALIMENTATION SUB. AUX COLLEGES / 2010-2021 D	EPF (Dépense)
Prog : FON9-1998P001	SOUTIEN ET AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE	
Env : 1998P001E118	SOUTIEN PROD.AGRI./FONCT-17-21	EPF (Dépense)
Env : 1998P001E121	SOUTIEN CHBRE AGRI/2017-2021 D	EPF (Dépense)
Env : 1998P001E123	SOUTIEN ACT. AGRI./2019-2022	AP (Dépense)
Prog : FON9-2010P034	AMENAGEMENT FONCIER (DF 939 et 937 - DI 919)	
Env : 2010P034E29	AMENAG. FONCIERS/2017-2021 D	EPF (Dépense)
Prog : FON7-2007P035	ESPACES SITES ET PAYSAGES / PRIVES	
Env : 2007P035E128	ASAFAC ELAGAGE/2018-2021 D	AP (Dépense)
IV - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE		
Prog : FON7-2017P078	ENVIRONNEMENT - AIDES AUX ASSOCIATIONS	
Env : 2017P078E01	ASSOC.CONVENTIONNEES/2017-2021	AE (Dépense)
Env : 2017P078E02	ASSOC.SUB.NON CONV/2017-2021 D	EPF (Dépense)
Env : 2017P078E08	SUB. INV./ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES-2018/2022 D	AP (Dépense)
Env : 2017P078E09	SUB.INV.ASSO.NON CONV.-18/22	AP (Dépense)
Prog : FON7-2020P039	PNR	
Env : 2020P039E01	Participation statutaire Syndicat Mixte Parc Naturel Millevaches	EPF (Dépense)

Prog : FON7-2010P033	FORET (GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER) (DF 937 - DI 917 & 907)	
Env : 2010P033E32	FD DEPENSES DIRECTES/2016-2021	EPF (Dépense)
Env : 2010P033E35	FD DEPENSES/DIRECTES/inv.	EPI (Dépense)
Env : 2010P033E37	FORETS-SUB INV/2017-2021 D	EPI (Dépense)
Env : 2010P033E40	PART.FONCT.GSF/2018-2021 D	EPF (Dépense)
Prog : FON7-2007P033	ENVIRONNEMENT CADRE DE VIE ET FLEURISSEMENT	
Env : 2007P033E24	MOUSTIQUE TIGRE-D	EPF(Dépense)
Env : 2007P033E07	FLEURISSEMENT / D	EPF (Dépense)
V - ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉCONOMIE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE		
Prog : FONX-2019P025	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	
Env : 2019P025E01	CCI	EPF (Dépense)
Prog : FON9-2016P081	SOUTIEN SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ABATTAGE (SDA)	
Env : 2016P081E06	SYNDICAT NVESTISSEMENT	EPI (Dépense)
Env : 2016P081E14	SDA/SOUTIEN FONC	EPF (Dépense)
VI - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES		
Prog : FON7-2007P031	GESTION DE L'EAU / PRIVÉS	
Env : 2007P031E38	AP 2014/2016 restauration des cours d'eau	AP (Dépense)
Env : 2007P031E47	AP 2017/2019 restauration des cours d'eau	AP (Dépense)
Env : 2007P031E51	2018-REC-SAGE	EPF (Recette)
Env : 2007P031E57	MILIEUX AQUA privés /2020-2024 D	AP (Dépense)
Env : 2007P031E50	DEPENSES DIRECTES 2017/2022	AP (Dépense)
Env : 2007P031E56	IRRIGATION ASAFAC / 2019-2021	AP (Dépense)
Prog : FON7-2017P075	EPIDOR	
Env : 2017P075E02	PARTICIPATION EPIDOR/2019-2020	EPF (Dépense)
Prog : FON7-2017P077	SATESE	
Env : 2017P077E01	SATESE -QUALITE / MOYENS	EPF (Dépense)
Env : 2017P077E02	SATESE-SUIVI QUALITES	EPF (Recette)
Env : 2017P077E03	SATESE-INVESTISSEMENT	EPI (Dépense)

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE - DOTATION 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/210 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Laurence DUMAS, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique Environnement 2021.

	Crédits de paiement 2020 DÉPENSES	Crédits de paiement 2020 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 269 700 €	313 000 €
INVESTISSEMENT	1 246 000 €	140 000 €
TOTAL	2 515 700 €	453 000 €

Article 2 : Sont prorogées, augmentées et ou modifiées les Autorisations d'Engagement (AE) et les Autorisations de Programme (AP) suivantes :

Désignation : SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2021D
Catégorie : AE de dépense à affectation pluriannuelle
Durée d'affectation : 2019 / 2021
Prorogation : plus 1 an
Nouvelle durée d'affectation : 2019/ 2022

Désignation : SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES
2018/2020 D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 54 000 €

Nouveau montant : 94 000 €

Durée d'affectation : 2018 / 2020

Prorogation : plus 2 ans

Nouvelle durée d'affectation : 2018/ 2022

Désignation : SUBVENTIONS INV.ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES
2018/2020D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Durée d'affectation : 2018 / 2020

Prorogation : plus 2 ans

Nouvelle durée d'affectation : 2018/ 2022

Désignation : SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2020 D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Durée d'affectation : 2018 / 2020

Prorogation : plus 2 ans

Nouvelle durée d'affectation : 2018/ 2022

Désignation : DEPENSES DIRECTES INVESTISSEMENT / 2017-2020 D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Durée d'affectation : 2017 / 2020

Prorogation : plus 2 ans

Nouvelle durée d'affectation : 2017/ 2022

Désignation : INVESTISSEMENT SUBVENTIONS DIVERSES / 2018-2020 D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Durée d'affectation : 2018 / 2020

Prorogation : plus 2 ans

Nouvelle durée d'affectation : 2018 / 2022

Désignation : ASAFAC ELAGAGE / 2018-2020 D

Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle

Montant : 368 000 €

Nouveau montant : 468 000 €

Durée d'affectation : 2018 / 2020

Prorogation : plus 1 an

Nouvelle durée d'affectation : 2018/ 2021

Ancienne désignation : SOCIETE ENERGIE DES TERRITOIRES - CAPITAL, APPELS DE FONDS
Nouvelle désignation : SOCIETE PROJET DEVELOPPEMENT DE SITES PHOTOVOLTAIQUES - CAPITAL, APPELS DE FONDS
Catégorie : AP de dépense à affectation pluriannuelle
Montant : 100 000 €
Nouveau montant : 200 000 €

Article 3 : Sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les fiches critères suivantes :

- ✓ **Annexe A** : "Achat de produits locaux dans les collèges",
- ✓ **Annexe B** : "Achats de produits BIO dans les collèges",
- ✓ **Annexe C** : "Gestion des étangs privés : mise aux normes",
- ✓ **Annexe D** : "Gestion des Étangs privés : achats".

Article 4 : Sont décidées sur l'enveloppe "subventions de fonctionnement aux associations agricoles" les affectations attribuées en **Annexe E**.

Article 5 : Sont décidées sur l'enveloppe "subventions de fonctionnement aux associations", les affectations correspondant aux subventions "environnement" attribuées en **Annexe F**.

Article 6 : Sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les conventions suivantes :

- ✓ **Annexe G** : Convention entre le Département et l'ASAFAC "Autonomie et gestion en eau dans les exploitations agricoles",
- ✓ **Annexe H** : Convention entre le Département et la Maison de l'Eau et de la Pêche,
- ✓ **Annexe I** : Convention entre le Département et Corrèze Environnement,
- ✓ **Annexe J** : Convention entre le Département et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine,
- ✓ **Annexe K** : Convention entre le Département et la Fédération Départementale de la Chasse.
- ✓ **Annexe L** : Convention entre le Département et la Mutualité Sociale Agricole du Limousin,
- ✓ **Annexe M** : Convention entre le Département et la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Article 7 : Sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation à EPIDOR :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental,
- Pour les missions déléguées et les actions, versement de 70 % à réception de l'appel de fonds et après vote du budget du Conseil Départemental. Le solde sera versé sur présentation des justificatifs.

Article 8 : Sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation au PARC NATUREL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental.

Article 9 : Monsieur le Président est autorisé à signer les conventions visées à l'article 6.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.31
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.3
- Section Investissement, Article fonctionnel 923
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.1
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.31
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 939.1.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 11 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1385-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

EDUCATION A L'ALIMENTATION

ACHATS DE PRODUITS LOCAUX PAR LES CANTINES DES COLLEGES

"BONUS AGRILocal"

1) CONTEXTE

Le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort. Ils constituent en effet un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales.

Afin d'encourager les collèges à servir davantage de produits proposés par des producteurs en circuits courts, le Département a proposé lors du vote du budget (politique de Transition Ecologique - dotations 2021) par l'Assemblée Départementale en date du 23/04/2021, d'octroyer aux collèges une subvention départementale conditionnée à l'utilisation régulière d'AgriLocal19.

2) BENEFICIAIRES

Les collèges de Corrèze.

3) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Depuis plusieurs années les collèges de la Corrèze cuisinent et proposent aux jeunes corréziens des produits commandés sur "AgriLocal19", par exemple lors des semaines "biolocavores".

Le site www.agrilocal19.fr permet de commander auprès de producteurs corréziens dans le respect des règles de la commande publique. La gestion du logiciel AgriLocal s'opère au travers de l'adhésion à l'association nationale AgriLocal.fr et d'une cotisation annuelle pour notre collectivité.

4) AIDE DU DEPARTEMENT

Les collèges qui utiliseront la plate-forme AgriLocal19 :

- 10 fois par an à raison de : une consultation par mois entre décembre de l'année N-1 et juin de l'année en cours, (soit 7 consultations) et 3 consultations entre septembre et le 20 novembre.
- pour 4 produits différents, par mois et si possible auprès de producteurs différents.

bénéficieront d'une "subvention - bonus" annuelle de 5 € maximum par collégien.

Le bonus sera accordé mensuellement.

1 consultation de 4 produits différents par an	10 % du bonus
2 consultations de 4 produits différents chacune par an	20 % du bonus
3 consultations de 4 produits différents chacune par an	30 % du bonus
4 consultations de 4 produits différents chacune par an	40 % du bonus
5 consultations de 4 produits différents chacune par an	50 % du bonus
6 consultations de 4 produits différents chacune par an	60 % du bonus
7 consultations de 4 produits différents chacune par an	70 % du bonus
8 consultations de 4 produits différents chacune par an	80 % du bonus
9 consultations de 4 produits différents chacune par an	90 % du bonus
10 consultations de 4 produits différents chacune par an	100 % du bonus

5) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque collège devra fournir le nombre d'élèves (repas de midi) inscrits pour l'année scolaire en cours (en septembre).

L'instruction sera réalisée par le Service Transition Ecologique à partir des extractions des commandes depuis la plate-forme "Agrilocal". Seules les commandes réalisées auprès de producteurs, exploitants agricoles Corrèziens seront retenues. Les commandes réalisées auprès de producteurs hors département ou auprès de grossistes et industriels ne seront pas retenues.

6) CONDITIONS DE VERSEMENT

Le règlement des sommes dues annuellement aux collèges fera l'objet de 2 mandatements, l'un courant juillet et le second courant décembre, sur la base d'une analyse récapitulante par collège, les dépenses réalisées au titre de cette politique.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental

Service Transition Ecologique

☎ : 05-55-93-77-72

e.mail : transition.ecologique@correze.fr

EDUCATION A L'ALIMENTATION

ACHATS DE PRODUITS BIO PAR LES CANTINES DES COLLEGES

"MANGER BIO"

1) CONTEXTE

Dans le cadre de sa politique d'éducation à l'environnement et à l'alimentation, le Département encourage les commandes de produits alimentaires BIO dans les collèges

Pour ce faire, le Département a proposé lors du vote du budget (politique de Transition Ecologique - dotations 2021) par l'Assemblée Départementale en date du 23/04/2021, d'octroyer aux collèges une subvention départementale conditionnée aux commandes régulières de produits "bio".

2) BENEFICIAIRES

Les collèges de Corrèze.

3) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Depuis plusieurs années les collèges de la Corrèze cuisinent et proposent aux jeunes corréziens des produits "Bio" par exemple lors des semaines "biolocavores".

Manger Bio Restauration est une structure régionale spécialisée dans l'approvisionnement de produits biologiques locaux pour la restauration collective et hors domicile en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne.

C'est un outil de commercialisation collectif qui contribue au développement de l'agriculture biologique. Aujourd'hui, ce collectif regroupe 32 exploitations, 8 familles de produits et deux salariées.

4) AIDE DU DEPARTEMENT

Les collèges qui participeront aux semaines "Bio" en faisant leur commande via "MangerBiorestauration" bénéficieront d'une "subvention - bonus" de 6,00 € maximum par an et par collégien inscrit à la restauration pour les repas de midi. (Soit 0,60 € par commande et par collégiens.)

Sont comptabilisées 10 commandes par an : 1 commande par mois entre janvier et juin et 4 commandes entre septembre et novembre.

5) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque collège devra fournir le nombre d'élèves (repas de midi) inscrits pour l'année scolaire en cours (en septembre).

L'instruction sera réalisée par le Service Transition Ecologique à partir des fiches navettes (commandes) réalisées par les collèges et des factures de "MangerBIOrrestauration".

Les collèges devront mettre l'adresse transition.ecologique@correze.fr en copie de leur envoi des commandes à "MangerBIOrrestauration."

6) CONDITIONS DE VERSEMENT

Le règlement des sommes dues annuellement aux collèges fera l'objet de 2 mandatements, l'un courant juillet et le second courant décembre, sur la base d'une analyse récapitulante par collège, les dépenses réalisées au titre de cette politique.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental

Service Transition Ecologique

☎ : 05-55-93-77-72

e.mail : transition.ecologique@correze.fr

GESTION DES ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations répondant aux prescriptions du schéma départemental de gestion des milieux aquatiques telles qu'énumérées ci-après :

- * Conserver et restaurer la qualité des milieux et de la ressource en eau sur les têtes de bassin,
- * Poursuivre la restauration de la continuité écologique,
- * Améliorer les conditions de pratique des activités de loisirs,
- * Poursuivre l'amélioration de la gestion des étangs.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.
- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés) agissant en qualité de propriétaires d'étangs.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable : coût T.T.C. lorsque le bénéficiaire ne récupère pas la TVA, dans le cas contraire, coût H.T.

Les factures produites par les maîtres d'ouvrage, en leur nom propre, ne sont pas éligibles aux aides départementales pour les bénéficiaires privés.

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention <u>maximum</u> du Conseil Départemental
Travaux d'équipement (installation de "moine", de pêcherie, de décanteur, de grilles...) et de sécurisation (digue, déversoir de crue, confortement, étanchéification ...) des étangs pour mise en conformité	Particuliers propriétaires d'étangs, Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants (Agence de l'Eau,...).

L'aide est plafonnée à hauteur de 40 000 €.

Les travaux subventionnables concernent des étangs dont la situation administrative est en conformité avec la réglementation ou le sera après réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de subvention.

Les travaux de renouvellement d'ouvrages, de curage, d'approfondissement, d'agrandissement, d'empoissonnement, de création d'un étang, d'aménagement des abords ne sont pas subventionnables.

PROCEDURE

Le dossier sera remis en trois exemplaires et devra comporter :

- ◆ La demande de subvention accompagnée du dossier technique de l'opération (plan de masse, plan de situation des travaux, plan détaillé des travaux, cahier des charges, devis descriptif et estimatif détaillé des travaux ...),
- ◆ Le plan de financement de l'opération rendant compte :
 - ° de l'aide sollicitée auprès du Conseil Départemental,
 - ° des aides obtenues auprès des autres partenaires financiers,
- ◆ Le titre de propriété de l'étang et des parcelles limitrophes le cas échéant,
- ◆ Les justificatifs de conformité à la réglementation pour un étang : l'arrêté préfectoral définissant son statut,
- ◆ Le devis de l'entreprise retenue pour la réalisation des travaux, détaillé par ouvrage (moine, pêcherie, décanteur, dérivation...),
 - ◆ En cas de cofinancement, la copie des décisions prises par les autres partenaires financiers sollicités par le maître d'ouvrage (Agence de l'Eau, ...),
- ◆ Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (dates de mise en exécution et d'achèvement des travaux),
- ◆ Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- ◆ Pour les groupements de particuliers, les statuts (objet, régime fiscal) et la déclaration de revenus fonciers (imprimé 2072),
- ◆ Pour les particuliers ne bénéficiant pas du FCTVA, une attestation sur l'honneur de non assujettissement à la TVA.

DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées à n'importe quelle période de l'année au titre de laquelle l'aide est sollicitée.

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- Après instruction des dossiers de demande de subvention,
- Dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Les travaux doivent être mis en chantier dans l'année suivant la date de l'arrêté attributif de subvention.

- ♦ Lorsque la subvention attribuée est supérieure ou égale à 20 000 €, le versement d'un premier acompte pourra être demandé dès que les travaux seront mis en chantier. Le montant de ce premier acompte sera égal à 50 % de la subvention attribuée. Le versement pour solde de la subvention attribuée pourra être demandé après la réalisation complète des travaux subventionnés.
- ♦ Lorsque la subvention attribuée est inférieure à 20 000 €, celle-ci donnera lieu à un seul versement après exécution complète de l'opération subventionnée.

Le versement des subventions intervient :

- Après contrôle de la matérialité d'exécution de l'opération subventionnée, telle que définie au projet pris en considération pour l'attribution de la subvention,
 - Sur présentation des justificatifs des dépenses engagées (factures).
- L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées pour l'exécution du projet subventionné, elle ne peut excéder le montant de la subvention attribuée.

Déchéance quadriennale :

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date de l'arrêté attributif de l'aide, la subvention non versée sera caduque.

AUTRES PARTENAIRES

Les autres partenaires sur ces opérations sont les services de l'État, les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne.

Contact :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction du Développement des Territoires
Service Transition Écologique

 <u>Vos correspondants :</u>	Franck BOUTOT Fabrice SERVIERES Karine VEYSSIERE	☎ 05.55.93.77.74 ☎ 05.55.93.77.73 ☎ 05.55.93.77.65
---	--	--

ACQUISITION D'ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations d'acquisition d'un étang privé, sous réserve pour l'acquéreur de justifier d'une valorisation agricole de ce dernier.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.

- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés).

Cette aide ne peut pas bénéficier aux acteurs économiques.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable :

La dépense subventionnable correspond au coût d'acquisition de l'étang justifié par l'acte notarié de vente. Les frais annexes liés à l'acquisition (droits et taxes, honoraires du notaire, frais de géomètre, commission d'agence...) ne sont pas éligibles dans le cadre de cette aide.

La dépense subventionnable est plafonnée à 40 000 €/ha.

Cette subvention ne peut être accordée que sous réserve de justifier d'une valorisation agricole :

- courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager.

- autorisation de prélèvement existante (notification des prélèvements d'irrigation) ou nouvelle autorisation pour les prélèvements supérieurs à 1 000 m³/an à usage d'irrigation,

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention <u>maximum</u> du Conseil Départemental
Acquisition d'étangs privés	Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés), Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants.

L'aide départementale est calculée en appliquant le taux de subvention maximum de 30 % sur le prix de vente rapporté à la surface de l'étang. Cette aide est plafonnée à hauteur de 12 000 €.

☞ PROCEDURE

Le dossier doit comporter :

- ◆ L'acte de vente notarié signé des deux parties (acheteur et vendeur) ou à défaut, au moment de la demande, la promesse de vente,
- ◆ L'extrait du plan cadastral et le relevé de propriétés des parcelles concernées par l'étang,

- ◆ La justification de la valorisation agricole du plan d'eau :
 - ⇒ Courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager
 - ⇒ Pour des prélèvements supérieurs à 1000 m³/an à usage d'irrigation : l'autorisation de prélèvement (notification des prélèvements d'irrigation délivrée par la Direction Départementale des Territoires) ou la demande d'autorisation au nom de l'acquéreur (ou d'un tiers),
- ◆ Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- ◆ Pour les groupements de particuliers, les statuts (objet, régime fiscal) et la déclaration de revenus fonciers (imprimé 2072),

☞ DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées **dans un délai de 6 mois maximum** à compter de la signature de l'acte de vente.

☞ PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- après instruction des dossiers de demande de subvention,
- dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée,

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

☞ CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Le versement de la subvention intervient automatiquement après attribution de l'aide, si le dossier de demande est complet et notamment sur présentation de l'acte de vente, et de l'autorisation de prélèvement (prélèvements supérieurs à 1 000m³) s'ils n'ont pas été déposés au moment de la demande.

Déchéance quadriennale:

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1^{er} janvier suivant la date de l'arrêté attributif d'aide, la subvention non versée sera caduque.

Contact :

Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil départemental
Direction du Développement des Territoires
Service Transition Écologique

Vos correspondants :	Franck BOUTOT	 05.55.93.77.74
	Fabrice SERVIERES	 05.55.93.77.73
	Karine VEYSSIERE	 05.55.93.77.65

ANNEE 2021 - SOUTIEN ET AMELIORATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	BENEFICIAIRES	NATURE	SUBVENTION DEPARTEMENTALE 2021
Subventions en fonctionnement	SYNDICAT CONSEIL ÉLEVAGE 19	Accompagner l'innovation technologique dans le domaine de la qualité du lait au profit des éleveurs	10 000 €
	COMITÉ D'ÉTUDE INTERPROFESSIONNEL DU NOYER ET DU CHÂTAIGNIER DU BAS LIMOUSIN (C.E.I.N.C.)	Subvention de fonctionnement 2021	3 000 €
	SOLIDARITÉ PAYSANS	Subvention de fonctionnement 2021	6 000 €
	SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORRÈZE	Contribuer au maintien des éleveurs de bovins sélectionneurs en Corrèze par l'appui technico génétique	7 000 €
	ROM SÉLECTION	Développement de la génétique ovine du département de la Corrèze	6 000 €
	GIE US ROM	Développement de la race ovine Limousine dans le département de la Corrèze 2021	4 500 €
	LA GRANGE AUX IDÉES	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	FREDON	Maîtrise des dangers sanitaires dans le domaine du végétal en Corrèze	2 000 €
	FÉDÉRATION DES VINS CORRÈZE	Aide au fonctionnement et à l'organisation de journées d'animations	1 000 €
	FÉDÉRATION FRANÇAISE DES MARCHÉS DE BÉTAILS	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES (FDSEA)	Opération de communication sur l'A20	4 000 €
		Made in viande	3 500 €
		Collecte des ficelles, filets et plastiques agricoles	2 500 €
		Fermes ouvertes	3 500 €
		Livre "fiers de notre agriculture"	6 000 €
		Aide au fonctionnement 2021	4 594 €
	COORDINATION RURALE NOUVELLE AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2021	3 750 €
	SYNDICAT CONFÉDÉRATION PAYSANNE DE LA CORRÈZE MADARAC	Subvention de fonctionnement 2021	2 445 €
	MODEF CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2021	1 845 €
	JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2021	2 366 €
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DE L'ALIMENTATION DE DÉTAIL	Aide au maintien de la structure	600 €	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	Maintien du conservatoire génétique - sélection variétale	10 000 €	
	Aide au fonctionnement 2021	5 000 €	
Subvention en Investissement	JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORRÈZE	Acquisition d'une remorque	5 000 €
TOTAL			95 600 €

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS
OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT - A N N E E 2021**

	<i>Associations</i>	<i>Synthèse de la proposition d'intervention de l'association pour Subvention de Fonctionnement 2021</i>	<i>Subventions Départementales 2021</i>
Associations (Subventions directes) Fonctionnement	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE	Fête des enfants et du jardin	250 €
	SYNDICAT DES ÉTANGS CORRÉZIENS	Subvention de fonctionnement 2021	2 000 €
	A TOUT VENANT RESSOURCERIE GAILLARDE	Soutien aux actions de sensibilisation	1 000 €
	NOTRE VILLAGE	Accompagner les collectivités de la Corrèze dans leur vision prospective (objectif 2030)	5 000 €
	AMICALE LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2021	1 000 €
	LE TRI PORTEUR	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	ATMO NOUVELLE - AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2021	6 000 €
	ÉNERGIE POUR DEMAIN (EPD)	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	Participation aux frais de fonctionnement et développement d'actions	300 €
	ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	Programme 2021 : actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement	4 000 €
	C.E.N. NOUVELLE - AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2021	12 000 €
	A BICYCLETTE	Développer l'usage du vélo sur le Pays de Tulle et au-delà	1 000 €
	FREDON	0 Pesticide dans nos villes et nos villages - Label Terre saine et accompagnement 2021	1 500 €
	GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN (G.M.H.L.)	Médiation faune sauvage	1 000 €
	LIGUE DE LA PROTECTION DES OISEAUX DU LIMOUSIN (L.P.O.)	Calendrier des activités naturalistes	500 €
	FOYER SOCIO - ÉDUCATIF COLLÈGE LAKANAL - TREIGNAC	Projet biodiversité	300 €
ASSOCIATION VITRINE EN SCÈNE	Aide au fonctionnement 2021	300 €	
LES ÉTANGS DE POURRIÉRAS	Aide au fonctionnement 2021	200 €	
Subventions Investissement	O RUCHES DARE - DARD	Construction d'un rucher et projet pédagogique	1 000 €
	C.E.N. NOUVELLE - AQUITAINE	Travaux de gestion 2021 sur le site de l'étang des Oussines	18 000 €
Associations (conventions d'objectifs)	FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CHASSEURS 19 *	Aide à la réalisation d'actions fédérales contribuant au développement durable	6 000 €
	CORRÈZE ENVIRONNEMENT *	Éducation à l'environnement et au développement durable	12 000 €
	M.E.P. 19 *	Découverte et sensibilisation aux milieux aquatiques enfants/adolescents	3 500 €
		T O T A L	77 850 €

* Les conventions vous sont proposées au vote

**SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS
OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT - A N N E E 2021**

	<i>Associations</i>	<i>Synthèse de la proposition d'intervention de l'association pour Subvention de Fonctionnement 2021</i>	<i>Subventions Départementales 2021</i>
Associations (Subventions directes) Fonctionnement	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE	Fête des enfants et du jardin	250 €
	SYNDICAT DES ÉTANGS CORRÉZIENS	Subvention de fonctionnement 2021	2 000 €
	A TOUT VENANT RESSOURCERIE GAILLARDE	Soutien aux actions de sensibilisation	1 000 €
	NOTRE VILLAGE	Accompagner les collectivités de la Corrèze dans leur vision prospective (objectif 2030)	5 000 €
	AMICALE LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORRÈZE	Subvention de fonctionnement 2021	1 000 €
	LE TRI PORTEUR	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	ATMO NOUVELLE - AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2021	6 000 €
	ÉNERGIE POUR DEMAIN (EPD)	Subvention de fonctionnement 2021	500 €
	ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	Participation aux frais de fonctionnement et développement d'actions	300 €
	ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	Programme 2021 : actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement	4 000 €
	C.E.N. NOUVELLE - AQUITAINE	Subvention de fonctionnement 2021	12 000 €
	A BICYCLETTE	Développer l'usage du vélo sur le Pays de Tulle et au-delà	1 000 €
	FREDON	0 Pesticide dans nos villes et nos villages - Label Terre saine et accompagnement 2021	1 500 €
	GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN (G.M.H.L.)	Médiation faune sauvage	1 000 €
	LIGUE DE LA PROTECTION DES OISEAUX DU LIMOUSIN (L.P.O.)	Calendrier des activités naturalistes	500 €
	FOYER SOCIO - ÉDUCATIF COLLÈGE LAKANAL - TREIGNAC	Projet biodiversité	300 €
	ASSOCIATION VITRINE EN SCÈNE	Aide au fonctionnement 2021	300 €
LES ÉTANGS DE POURRIÉRAS	Aide au fonctionnement 2021	200 €	
Subventions Investissement	O RUCHES DARE - DARD	Construction d'un rucher et projet pédagogique	1 000 €
	C.E.N. NOUVELLE - AQUITAINE	Travaux de gestion 2021 sur le site de l'étang des Oussines	18 000 €
Associations (conventions d'objectifs)	FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CHASSEURS 19 *	Aide à la réalisation d'actions fédérales contribuant au développement durable	6 000 €
	CORRÈZE ENVIRONNEMENT *	Éducation à l'environnement et au développement durable	12 000 €
	M.E.P. 19 *	Découverte et sensibilisation aux milieux aquatiques enfants/adolescents	3 500 €

**CONVENTION ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET L'ASAFAC
- AUTONOMIE ET GESTION EN EAU DANS LES EXPLOITATIONS -
PROGRAMME 2021**

ENTRE

- d'une part, le **CONSEIL DEPARTEMENTAL de la CORREZE**, représenté par M. Pascal COSTE, Président du Conseil départemental, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental",

ET

- d'autre part, l'**ASAFAC** (Association Syndicale d'Aménagements Fonciers Agricoles de la Corrèze), représentée par son Président, M. Pierre CHEZALVIEL, et désignée ci-après par le terme "l'ASAFAC",

◦
◦ ◦

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation des territoires de la République, dite loi NOTRe, et l'article L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales laissant les départements compétents pour promouvoir les solidarités et la cohésion territoriale sur le territoire départemental.

Vu la Directive Cadre Européenne sur l'Eau adoptée le 20 octobre 2000.

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016/2021 du bassin Adour-Garonne et le Programme Pluriannuel de Mesures correspondant, approuvés par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 2015.

Vu le Régime d'aide d'État SA.50388 (2018/N), adopté par la Commission européenne le 26 février 2018, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.

Vu le Schéma Départemental de Gestion des Milieux Aquatiques approuvé par le Conseil Général en date du 24 octobre 2008.

Vu l'état des besoins présenté par l'ASAFAC en matière d'amélioration de l'abreuvement et de la maîtrise des accès aux cours d'eau pour les troupeaux.

Sont convenues les dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er} - OBJECTIF DE LA CONVENTION

La Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 22 décembre 2000, fixe aux États membres de la Communauté, des objectifs à la fois simples et ambitieux :

- atteindre le bon état des eaux à l'horizon 2021,
- mettre un terme à la détérioration des ressources en eau,
- réduire et éliminer les rejets de substances dangereuses.

Depuis plusieurs années, le Conseil Départemental mène une politique ambitieuse en faveur de la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques, à travers la mise en œuvre des recommandations des schémas départementaux de gestion des milieux aquatiques et d'alimentation en eau potable.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de préserver la grande richesse des milieux aquatiques et de l'eau dans notre département, en tenant compte des usages liés à ces milieux et à cette ressource naturelle.

Par ailleurs, la profession agricole et plus particulièrement les éleveurs corréziens veillent, depuis de nombreuses années, au risque de transmission d'agents pathogènes à leurs troupeaux par l'abreuvement dans les cours d'eau dont les eaux peuvent être parfois souillées ; signe de dégradations de la qualité des eaux superficielles.

Aussi, l'objectif de cette convention est de bâtir un partenariat opérationnel entre le Conseil Départemental et l'ASAFAC, visant à réduire les risques sanitaires auxquels les troupeaux sont exposés, et limiter les prélèvements d'eau sur le réseau public, afin de participer à la restauration du bon état écologique et chimique des cours d'eau.

En ce sens, un programme d'intervention portant sur l'amélioration de l'abreuvement et de la maîtrise des accès aux cours d'eau par le bétail en privilégiant la protection des berges, de la ripisylve et du lit des cours d'eau est mis en œuvre à l'échelle du département.

Par ailleurs, afin de soulager le réseau d'eau public, un programme d'intervention d'abreuvement du bétail par des ressources alternatives locales est mis en œuvre autour des bâtiments et sur les parcelles agricoles. La récupération des eaux de pluie peut en être un exemple. Toutes les actions innovantes favorisant l'autonomie en eau dans les exploitations agricoles doivent pouvoir être accompagnées techniquement et financièrement.

Ce programme répond aux objectifs du régime d'aide d'État notifié SA.50388 relatifs aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire, notamment en ce qui concerne la création et l'amélioration des infrastructures liés au développement, à l'adaptation et à la modernisation de l'agriculture, y compris l'approvisionnement et les économies d'eau.

Par ailleurs, il participe à la réalisation d'objectifs environnementaux et climatiques, dont la conservation de la biodiversité des espèces et/ou des habitats en empêchant la divagation du bétail à l'origine du colmatage du lit des cours d'eau et de la dégradation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- ◆ le programme de travaux à réaliser par l'ASAFAC afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 1^{er},
- ◆ la subvention départementale à attribuer à l'ASAFAC pour les opérations d'autonomie et de gestion en eau dans les exploitations agricoles à réaliser au titre du programme 2021,
- ◆ les conditions/modalités d'utilisation et de versement de cette subvention,
- ◆ et les engagements réciproques des deux parties signataires.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

Est attribuée à l'ASAFAC, au titre du programme 2021 des opérations d'autonomie et de gestion en eau dans les exploitations agricoles, une subvention départementale calculée au taux maximum de 35 % sur les dépenses éligibles et plafonnée à 100 000 €, pour la réalisation :

- d'opérations d'abreuvement des troupeaux,

ARTICLE 4 : CONDITIONS ET MODALITES D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

4.1. - La subvention visée à l'article 3 représente la participation financière du Conseil Départemental aux travaux d'autonomie et de gestion en eau dans les exploitations agricoles :

⇒ à réaliser dans le cadre de l'opération subventionnée telle que définie à ce même article, pour le compte d'agriculteurs corréziens (exploitants à titre individuel, en société, ou ayant un établissement secondaire employeur de main d'œuvre) justifiant d'une inscription à la Mutualité Sociale Agricole de la Corrèze au 1^{er} Janvier 2021,

⇒ et qui satisferont aux conditions suivantes :

a) Les travaux devront être :

- ▶ engagés après la date d'intervention de la présente convention,
- ▶ mis en chantier dans les deux ans suivant la date d'intervention de la présente convention.

b) Les matériels devront être :

- ▶ commandés après la date d'intervention de la présente convention,
- ▶ acquis dans les deux ans suivant la date d'intervention de la présente convention.

4.2. - La participation financière départementale à chaque opération individuelle réalisée pour le compte d'un agriculteur, sera déterminée en respect des critères suivants :

⇒ Opération subventionnable : travaux à réaliser sur des parcelles situées en Corrèze et/ou matériels à acquérir et à utiliser sur des parcelles situées en Corrèze.

⇒ Dépense subventionnable : coût HT de l'opération,

⇒ Taux de participation maximum : 35 %

⇒ Plafond des investissements éligibles :

- ▶ pour les travaux d'abreuvement aux champs :

- ▶ 12 000 € pour les Jeunes Agriculteurs,
 - ▶ 8 000 € pour les autres bénéficiaires.
- ▶ pour les travaux d'abreuvement aux bâtiments :
- ▶ 21 000 € pour les Jeunes Agriculteurs,
 - ▶ 14 000 € pour les autres bénéficiaires.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION ATTRIBUEE

5-1 - La subvention attribuée donnera lieu à plusieurs versements (acompte(s) et versement pour solde).

Versement(s) à titre d'acompte :

La subvention donnera lieu :

- au versement d'un 1^{er} acompte de 30 % à la signature de la présente convention,
- au versement d'un 2nd acompte de 30 % qui devra être justifié par la réalisation de 50 % des investissements.

Versement pour solde :

Ce versement interviendra lorsque sera justifiée la réalisation par l'ASAFAC de la totalité des opérations individuelles constitutives de l'opération subventionnée.

5-2 - Le versement de la subvention départementale, que ce soit à titre d'acompte ou à titre de solde, doit être justifié par l'ASAFAC par la présentation, pour chaque opération individuelle réalisée, d'un dossier comportant :

- ◆ Les nom et adresse de l'agriculteur concerné, son numéro d'immatriculation à la Mutualité Sociale Agricole,
- ◆ Les documents attestant que le bénéficiaire est " Jeune Agriculteur" le cas échéant
- ◆ Lorsqu'il s'agit de travaux :
 - la date d'engagement des travaux et la date de leur achèvement,
 - les références cadastrales et la surface des parcelles concernées par les travaux,
 - les factures attestant les dépenses H.T. subventionnables afférentes à l'exécution des travaux réalisés.
- ◆ Lorsqu'il s'agit de matériels :
 - la date de commande et celle de livraison du (ou des) matériel(s),
 - les factures attestant la nature et le coût H.T. d'achat du (ou des) matériel(s) acquis.
- ◆ Le montant de la participation départementale correspondante.
- ◆ Un récapitulatif par projet individuel des investissements relevant de travaux et de matériel.

5-3 - Le versement de la subvention à l'ASAFAC, que ce soit à titre d'acompte ou de solde, interviendra après contrôle, selon le cas :

- de la matérialité d'exécution des travaux définis au dossier de liquidation présenté,
- de la présence sur l'exploitation de l'agriculteur du (ou des) matériel(s) identifié(s) par le dossier de liquidation.

5-4 - Le montant de la subvention versée à titre d'acompte ou de solde sera déterminé au taux maximum de 35 % sur la base des dépenses H.T. justifiées exécutées et en appliquant, le cas échéants, les plafonds sur les investissements éligibles définis à l'article 4. Le montant total de l'aide versée ne sera en aucun cas supérieur à 100 000 €.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DE L'ASAFAC

L'ASAFAC s'engage :

- au strict respect des dispositions fixées par la présente convention,
- à transmettre au Conseil Départemental, préalablement aux travaux, la liste des projets,
- à notifier à chaque agriculteur bénéficiaire des dispositions de la présente convention, le montant de la participation financière départementale pour l'opération réalisée le concernant,
- à tenir à la disposition du Conseil Départemental, les pièces comptables justificatives des dépenses engagées pour l'exécution des opérations individuelles.

Pour les travaux d'abreuvement du bétail, l'ASAFAC s'engage à ce que les parcelles, limitrophes ou traversées par un cours d'eau et sur lesquelles des ouvrages d'abreuvement sont subventionnés, soient équipées systématiquement d'un dispositif efficace de mise en défens du cours d'eau de façon à éviter la divagation des troupeaux dans ces milieux.

ARTICLE 7 : CLAUSES PARTICULIERES

En cas de manquement de l'ASAFAC à une quelconque de ses obligations souscrites par la présente convention, le Conseil Départemental pourra exiger le remboursement de la subvention perçue.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur à compter de la date de sa signature par les deux parties.

La présente convention prendra fin à la date à laquelle sera constatée soldée l'aide financière du Conseil Départemental attribuée à l'ASAFAC.

Fait à TULLE, en deux exemplaires originaux, le

Le Président de l'ASAFAC,

Le Président du Conseil Départemental,

Pierre CHEZALVIEL

Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT 2021

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental",

d'une part,

ET

L'association "**Maison de l'Eau et de la Pêche de la Corrèze**", représentée par son Président M. Pascal GUENET, désignée ci-après par le terme "l'Association",

N° SIRET : 39929910600019

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et l'Association dans le cadre de la politique départementale visant à diffuser la culture du développement durable.

Cette convention a pour objectif de mettre en œuvre une action spécifique intitulée : éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD).

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association "Maison de l'Eau et de la Pêche" s'engage à réaliser les actions subventionnées mentionnées ci-après et elle s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil Départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Sous-article 2-1 : Contenu de l'action EEDD

Le Conseil Départemental sollicite l'Association pour effectuer des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès du grand public ou des publics spécifiques (scolaires, accueils de loisirs et colonies, vacanciers), au travers des initiatives suivantes :

Découverte et sensibilisation aux milieux aquatiques à destination des enfants et des adolescents.

Dans ce cadre, l'Association mobilise ses animateurs formés et diplômés (BAFA, agrément Éducation Nationale, BP JEPS guide moniteur de pêche) pour mettre en œuvre les interventions suivantes auprès :

⇒ des scolaires (collèges, écoles maternelles et primaires du département) sur des thèmes en rapport avec les milieux aquatiques (cycle de l'eau, qualité de l'eau, faune et flore des milieux aquatiques, découverte de la pêche et des poissons, l'eau source d'énergie, l'indice biotique, etc ...).

A travers cette action, l'association a l'ambition de sensibiliser environ 1000 élèves.

⇒ des accueils de loisirs sur des animations en lien avec la découverte de la pêche et /ou la préservation des milieux aquatiques. Ces interventions devraient permettre de sensibiliser environ 200 enfants et adolescents.

⇒ des vacanciers en proposant des animations de découverte de la pêche et des milieux aquatiques sur quelques sites touristiques. L'objectif est de toucher 80 enfants et adolescents.

Sous-article 2-2 : Mise en œuvre, évaluation, et suivi de l'action EEDD

Le Conseil Départemental portera à la connaissance des différents publics, les missions et les champs d'intervention de l'Association. Quant à l'Association, elle se chargera de planifier ses interventions avec les différents publics.

L'Association s'engage à :

- Mentionner aux différents publics concernés que les interventions sont réalisées en partenariat avec le Conseil Départemental de la Corrèze,
- Produire un relevé annuel, quantitatif et qualitatif, des interventions réalisées,
- Organiser une réunion de présentation du bilan d'activités et des perspectives.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien la mission visée à l'article 2, sous-article 2-1, le Conseil Départemental versera à l'association "Maison de l'Eau et de la Pêche de la Corrèze" une aide financière d'un montant total de 3 500 €.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✓ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- ✓ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2021, sur présentation du compte-rendu final de la mission. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs de dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le trésorier de la structure.

Le solde de la subvention doit faire l'objet de demande de paiement avant le 30/11/2021, à défaut il devient caduc de plein droit.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à l'association "Maison de l'Eau et de la Pêche",
RIB : 18715 00101 08101027344 43

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

- 5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.
- 5.2 La présente convention peut-être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
- 5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31/12/2021.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de l'Association
"Maison de l'Eau et de la Pêche
de la Corrèze",

Pascal GUENET

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

CONVENTION DE PARTENARIAT 2021

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental",

d'une part,

ET

L'association "**Corrèze Environnement**", sise rue de la Bride à TULLE, représentée par sa Présidente, Mme Jeanne WACHTEL, désignée ci-après par le terme "Corrèze Environnement",

n° SIRET : 389 293 325 000 12

d'autre part.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et "Corrèze Environnement" dans le cadre des aides aux associations environnementales. En effet, "Corrèze Environnement" s'appuie sur 2 axes principaux qui sont :

- l'éducation à l'environnement,
- la participation aux débats publics autour du développement durable.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association "Corrèze Environnement" s'engage à réaliser les actions subventionnées ci-après et à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil Départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

Éducation à l'environnement et au développement durable

Le Conseil Départemental sollicite "Corrèze Environnement" pour effectuer des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement auprès du grand public et de l'équipe éducative sous forme de conférences, projections-débats, tables rondes, débats publics, appui aux projets pédagogiques.

L'association assure également le rayonnement de la Corrèze au sein du réseau en construction des acteurs de l'éducation à l'environnement vers un développement durable de la région Nouvelle-Aquitaine.

L'association accompagne les collèges et établissements scolaires pour mettre en place et assurer le suivi :

- des démarches de développement durable (labellisations E3D, Eco-écoles, Eco-collèges ...) en lien avec les collectivités.
- des actions de compostage, de bio-déchets, la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire, l'appui à des actions concernant la biodiversité.

Corrèze Environnement est membre du Comité consultatif de la Réserve Départementale de Biodiversité à Argentat. L'association pourra par ailleurs solliciter le Président du Département pour proposer des visites thématiques ouvertes au public sur le site de la Réserve.

Toutes les actions sont menées en coordination avec les acteurs du territoire les plus proches : associations et entreprises locales, bénévoles et élus motivés.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien l'ensemble des missions mentionnées à l'article 2, le Conseil Départemental versera à "Corrèze Environnement" une aide financière d'un montant total de 12 000 €.

ARTICLE 4 : MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✓ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- ✓ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2021, sur présentation du compte-rendu final de la mission, à défaut, il devient caduc de plein droit. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs des dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

Les versements seront effectuées à l'association "Corrèze Environnement",
RIB : IBAN FR76 1190 7001 0101 1194 3377 719

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

-5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

-5.2 La présente convention peut-être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

-5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31/12/2021.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

La Présidente de l'Association
"Corrèze Environnement",

Jeanne WACHTEL

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT 2021

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021.

d'une part,

ET

Le **Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine**, ayant son siège 6 ruelle du Theil, 87510 SAINT GENCE, représenté par son Président, M. Philippe SAUVAGE, désigné ci-après par le terme "conservatoire",

N° SIRET : 388 575 961 000 31

d'autre part,

- **VU** le décret du 30 octobre 1935 relatif au contrôle des associations, œuvres et entreprises privées subventionnées,
- **VU** la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, et en particulier son article premier,
- **VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, prise en ses articles 23, 24, 25 et 45,
- **VU** la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, et particulièrement son article premier,
- **VU** la loi n° 85.729 du 18 juillet 1985 relative aux espaces naturels sensibles des départements, modifiée par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- **VU** l'existence de l'inventaire ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) effectué par le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en octobre 1999, ainsi que les sites du réseau natura 2000,
- **VU** le schéma départemental des espaces naturels et des paysages remarquables approuvé le 26 mars 2007 par le Conseil Départemental de Corrèze,
- **VU** l'agrément en tant que Conservatoire d'Espaces Naturels agréé par l'État et le Conseil Régional, délivré le 23 octobre 2012,

CONSIDERANT la richesse exceptionnelle du patrimoine naturel du département de la Corrèze et la volonté du Conseil Départemental de mener une politique ambitieuse dans le domaine de l'environnement et plus particulièrement en faveur des espaces naturels sensibles,

CONSIDERANT le rôle des Conservatoires d'Espaces Naturels dans la mise en œuvre des politiques en faveur de ces espaces naturels,

CONSIDERANT le savoir-faire du Conservatoire et ses compétences reconnues dans le domaine de la préservation concertée des espaces naturels et leur intégration dans le tissu économique rural,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE I : OBJET

Dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, le Département et le Conservatoire ont décidé d'unir leurs efforts afin de mettre en œuvre une politique volontariste d'identification, de protection, de gestion et de mise en valeur du patrimoine naturel Corrèzien.

Outre les actions de prospection, de préservation, de gestion, de valorisation des espaces naturels du département qui seront développées et menées en partenariat avec les acteurs locaux concernés sur divers sites répertoriés, un programme de communication et d'information à destination de tous les publics permettra de sensibiliser et de faire découvrir ce patrimoine naturel remarquable.

ARTICLE II : ENGAGEMENTS DU CONSERVATOIRE

La présente convention définit les modalités d'interventions communes. L'opportunité d'intervention commune du Département et du Conservatoire sur des actions spécifiques est laissée à l'entière appréciation des deux organismes.

La convention n'est applicable que lorsque le Conservatoire est maître d'ouvrage et qu'il porte en priorité sur les opérations suivantes :

- Définition et mise en œuvre sur des espaces naturels remarquables maîtrisés par le Conservatoire, de notices ou de plans de gestion d'une part, et de travaux de restauration en d'entretien d'autre part,
- Actions de formation et de communication (colloques, séminaires, éducation à l'environnement, signalisation sur site...),
- Actions de sensibilisation auprès des collectivités locales (communes, intercommunalités...) pour la prise en compte de nouveaux sites reconnus à forte valeur environnementale,
- Poursuite des actions de préservation concertée et de gestion des sites maîtrisés par le Conservatoire au sein du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin,
- Soutien aux activités du Conservatoire.

Les travaux qui seront accompagnés dans le cadre de la présente convention porteront uniquement sur le site de l'étang des Oussines, pour la restauration des parcelles bordant l'étang localisé sur la commune de Millevaches. Ce site s'étend sur 13,1 hectares regroupant 9,5 hectares qui sont la propriété du Conservatoire et 3,6 hectares qui sont gérés par le biais de conventionnement avec des propriétaires privés.

Le site bénéficie par ailleurs de dispositif de classement ou de protection complémentaire : périmètres de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), périmètre natura 2000.

ARTICLE III : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Afin de mener à bien l'ensemble des missions mentionnées à l'article 2, le Conseil Départemental s'engage à contribuer financièrement à la réalisation des actions telles que définies à l'article 2 pour un montant de 18 000 €.

ARTICLE IV : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- Acompte de 50 % à la signature de la présente convention,
- Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2022, sur présentation du compte-rendu final de la mission. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs des dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

La contribution financière sera créditée au compte du Conservatoire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués sur le compte : IBAN FR76 1055 8045 0710 9971 0020 075

ARTICLE V : CLAUSES PARTICULIERES

- En cas de manquement du Conservatoire à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.
- La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.
- La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social du Conservatoire.

ARTICLE VI : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 30 novembre 2022.

ARTICLE VII : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE VIII : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président du CEN
Nouvelle-Aquitaine

Le Président
du Conseil Départemental

Philippe SAUVAGE

Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT 2021

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021.

d'une part,

ET

La **Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze**, association agréée au titre de la protection de la nature, représentée par son Président, M. Jean François SAUVAGE.

n° SIRET : 77796683900030

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Fédération est une association de type loi 1901, agréée au titre de la protection de l'environnement. De par son statut ministériel, elle a pour mission de :

- participer à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental, à la protection et à la gestion de la faune sauvage et de ses habitats,
- organiser la formation des candidats à l'examen du permis de chasser, mais aussi la formation continue des chasseurs leur permettant d'approfondir leurs connaissances de la faune sauvage et de la réglementation de la chasse,
- conduire des actions d'information, d'éducation et d'appui technique, notamment à l'intention des gestionnaires des territoires et des chasseurs,
- coordonner les actions des associations communales ou intercommunales de chasse du département,
- mener des actions de prévention des dégâts occasionnés par le gibier et assurer l'indemnisation de ces dégâts.

Pour ce faire, la Fédération a élaboré un schéma départemental de gestion cynégétique en association avec les propriétaires, les gestionnaires et les usagers des territoires concernés. Ce schéma, qui est en cours d'approbation, comprend les plans de chasse et les plans de gestion, les mesures relatives à la sécurité des chasseurs et des non chasseurs, des actions en vue d'améliorer la pratique de la chasse, de préserver et de restaurer les habitats de la faune sauvage.

L'objectif de ce schéma départemental est double :

- se projeter dans l'avenir en établissant sur le long terme, les orientations et les actions tout en prenant en compte les attentes des chasseurs,
- intégrer la chasse dans les politiques plus globales de gestion des territoires et confirmer son caractère environnemental, culturel, social et économique tel que reconnu par la loi du 23 février 2005.

Différents objectifs peuvent être distingués :

- la protection et la gestion de la faune sauvage et de ses habitats,
- la formation et la sensibilisation des chasseurs Corrégiens,
- l'information et l'éducation à l'environnement.

Compte tenu de leur intérêt respectif, il paraît judicieux de renouveler le partenariat entre le Conseil Départemental et la Fédération, permettant ainsi à cette dernière de renforcer ses actions dans ces domaines.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Conseil Départemental et la Fédération dans le cadre de la politique départementale en faveur de l'environnement.

La Fédération d'une part et le Conseil Départemental d'autre part, s'associent en vue de définir un programme d'actions qui a pour objet de développer un partenariat destiné à renforcer le rôle de la Fédération, et à l'accompagner dans ses actions de formation, ainsi que celles de protection et de mise en valeur du patrimoine cynégétique.

Article 2 : Engagements de la fédération

La Fédération s'engage à réaliser les actions subventionnées.

Ce partenariat s'appuie sur deux domaines principaux :

- ✦ la mise en valeur du patrimoine cynégétique et la protection de son habitat, en liaison avec des actions d'éducation à l'environnement,
- ✦ le traitement et la gestion des déchets de venaison.

Parallèlement, la Fédération va poursuivre la mise en œuvre d'actions complémentaires :

- ✦ la formation des chasseurs, notamment sur les notions de sécurité lors de la chasse en battue,
- ✦ le développement des espèces de petit gibier,
- ✦ des actions de communication auprès du public.

2.1 - Mise en œuvre d'actions d'éducation à l'environnement, valorisation du patrimoine cynégétique et protection de son habitat

La Fédération conduit des actions pédagogiques en lien avec le milieu scolaire. Elle est également à l'origine de diverses manifestations : la fête de la chasse, des expositions... Par ailleurs, la Fédération exploite le site de la maison de la chasse et de la nature à Champagnac la Noaille afin :

- d'organiser des animations sur le sentier pédagogique,
- d'ouvrir et de relier ce sentier pédagogique aux parcours de randonnées limitrophes,
- d'organiser des formations auprès des scolaires en partenariat avec l'éducation nationale.

En complémentarité des différentes actions menées sur la propriété de la Fédération, il est envisagé la poursuite d'animations autour des observatoires de la faune sauvage, en particulier lors du brame du cerf.

2.2 - Traitement et gestion des déchets de venaison

Une réflexion a été engagée en ce qui concerne le traitement et la gestion des déchets de venaison afin de proposer aux chasseurs des solutions adaptées à ce sujet spécifique.

Par ailleurs, la Fédération conduit une opération de collecte groupée pour l'équarrissage. Elle a notamment consisté à faire l'acquisition de bacs mis à disposition des chasseurs et à prendre en charge les frais générés par la collecte pour l'équarrissage. Initiée à titre expérimental, l'opération est désormais élargie à plusieurs sociétés de chasse. Cette opération, qui répond à un réel besoin, est un succès, ce qui incite la Fédération à poursuivre sa mise en œuvre.

2.3 - Détermination des programmes annuels et volet communication

Le Conseil Départemental décidera des actions qui seront retenues, sous réserve du vote par l'assemblée départementale, des enveloppes financières nécessaires.

De ce fait, la Fédération s'engage à faire apparaître les logos du Conseil Départemental sur l'ensemble des supports publiés et à préciser son soutien le cas échéant.

Parallèlement et en lien avec les actions conduites par la Fédération ou dans le cadre des différentes manifestations qu'elle organise, le Conseil Départemental a la possibilité de l'accompagner par l'intermédiaire de plusieurs vecteurs de communication :

- ✦ supports numériques : site internet correze.fr, réseaux sociaux,
- ✦ publications du département,
- ✦ campagne d'affichage sur les panneaux d'abribus et les panneaux en format 4m x 3m du réseau départemental.

Article 3 : Engagement financier du département

Afin de mener à bien les missions visées à l'article 2, le Conseil Départemental versera à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze une aide financière d'un montant total de 6 000 €.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention départementale

La contribution financière du Département sera versée selon les modalités suivantes :

- ✦ Acompte de 50 % à la signature de la présente convention
- ✦ Le solde de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2021, sur présentation du compte-rendu final de la mission, à défaut, il devient caduc de plein droit. La demande de versement (solde) devra obligatoirement se présenter sous la forme d'un état récapitulatif financier accompagné des justificatifs de dépenses occasionnées pour la réalisation de l'action subventionnée. L'état récapitulatif devra être certifié exact et conforme par le comptable de la structure.

La contribution financière sera créditée au compte de la Fédération selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à La Fédération Départementale des Chasseurs :
IBAN FR76 1680 6099 3927 0197 8000 013 AGRIFRPP868

Article 5 : Clauses particulières

En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

Article 6 : Durée de la convention

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 7 : Modifications

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

Article 8 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le

Le Président de la Fédération des
Chasseurs de la Corrèze,

Jean François SAUVAGE

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DU DISPOSITIF DE REPERAGE
ET D'ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITANTS AGRICOLES CORREZIENS
EN SITUATION FRAGILE

AGRI ACCOMPAGNEMENT

ANNEE 2021

ENTRE

- d'une part, le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment autorisé par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021.

ET,

- d'autre part, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, représentée par son Président, Monsieur Guy FAUGERON.

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de la Corrèze a soutenu pendant de nombreuses années, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin dans la mise en œuvre du dispositif de soutien aux exploitants agricoles en situation fragile mais économiquement viable : il s'agissait de dispositif SESA 19 : Suivi Économique et Social aux Agriculteurs Corrèziens.

En 2018, Le dispositif SESA a évolué pour répondre à la demande du ministère de l'agriculture transmise à ses services déconcentrés en décembre 2017. Le dispositif SESA a laissé place en janvier 2019 au dispositif "agri-accompagnement".

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du soutien financier et les conditions d'attribution de la dotation accordée par le Conseil Départemental de la Corrèze à la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, pour l'année 2021.

Ce soutien financier s'appuie sur l'intervention de cet organisme dans ses actions de repérage et d'animation du dispositif de soutien aux exploitants agricoles en situation fragile.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DU LIMOUSIN

La Mutualité Sociale Agricole du Limousin –site Corrèze–, sous l'autorité du Comité de pilotage, coordonne l'ensemble du dispositif, l'anime, l'organise et le met en cohérence.

A cet effet, elle assure l'animation du dispositif afin de permettre la coordination de l'action des partenaires.

Celle-ci se traduit notamment par :

- ▶ un suivi régulier du réseau des partenaires, notamment la centralisation et la diffusion des informations concourant à l'objectif du dispositif,
- ▶ toute mesure de nature à permettre et à maintenir le contact entre le réseau des partenaires et les exploitants agricoles concernés,
- ▶ l'exécution des tâches administratives inhérentes au fonctionnement tant du comité de pilotage que du comité de suivi,
- ▶ la réalisation et la présentation des bilans, rapports et synthèses nécessaires.

Pour assurer l'exécution de ces missions, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin mobilisera les moyens en personnel et en matériel dont elle peut disposer.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU CONSEIL GENERAL

Le montant annuel de la dotation pour l'année 2021 est fixé à la somme maximale de 10 000 €.

Ce soutien financier s'appuie sur les dépenses liées à la rémunération du personnel chargé d'animer le dispositif (salaires, charges et frais annexes). Ces dépenses devront être réalisées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

Le versement de la subvention interviendra à la demande de la MSA sur présentation :

- ⇒ d'un état récapitulatif des dépenses éligibles effectivement payées,
- ⇒ et d'un bilan quantitatif et qualitatif du dispositif.

Le versement de la subvention devra être sollicité avant le 30 novembre 2021.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DU LIMOUSIN

La Mutualité Sociale Agricole du Limousin s'engage :

- à produire tous documents comptables justificatifs de l'utilisation des subventions
- à faire mention du soutien financier de la Collectivité Départementale sur tout document ou publication concernant les actions visées par la présente convention.

ARTICLE 6 : CLAUSES PARTICULIERES

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties dans un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchiques.

ARTICLE 8 : DUREE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur à la date de sa signature et prendront fin le 31 décembre 2021.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

Le Président de la Mutualité Sociale
Agricole du Limousin,

M. Guy FAUGERON

le Directeur Général de la MSA,

M. Eric DALLE

Le Président du Conseil Départemental
de la Corrèze,

M. Pascal COSTE



CONVENTION DE PARTENARIAT

Année 2021

Entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze,
représenté par son Président Monsieur Pascal COSTE
dûment habilité par décision du Conseil Départemental
en date du 23 avril 2021

Ci-après dénommé le Département,

et :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la CORREZE
sise Immeuble Consulaire du Puy Pinçon - CS50030 - 19001 TULLE CEDEX -
représentée par sa Présidente Madame Françoise CAYRE

Ci-après dénommée la CCI de la Corrèze,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les conventions tripartites entre le CONSEIL DEPARTEMENTAL, les EPCI et les consulaires, dénommées GUICHET UNIQUE ont pour objectif de renforcer le partenariat étroit entre les acteurs économiques, en premier lieu les EPCI, les Chambres Consulaires et le Département.

Ce partenariat permettra de répondre de manière coordonnée et réactive aux attendus des territoires dans le cadre d'une dynamique de travail mutualisée.

La CCI de la Corrèze apportera dans ces conventions l'ensemble des compétences nécessaires pour favoriser le développement économique de la Corrèze.

Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze déploiera en 2021 un programme d'actions ciblées pour favoriser la cohésion territoriale, en privilégiant trois axes forts :

- Le développement de la filière TOURISME en Corrèze,
- Un déploiement cohérent de ses compétences et savoir-faire sur l'ensemble des territoires, privilégiant ainsi un équilibre territorial d'appuis aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze,
- Des actions menées en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corrèze.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du soutien financier apporté pour l'année 2021, par le Conseil Départemental de la CORREZE à la CCI de la Corrèze, sur la base d'un programme d'actions structurantes pour maintenir une cohésion de la promotion et du développement des territoires de la Corrèze.

ARTICLE 2 - CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

AXE n° 1 : LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CORREZE

Le développement de la filière TOURISME en Corrèze nécessite un partenariat fort entre le Conseil Départemental et la CCI de la Corrèze afin de promouvoir de façon coordonnée les atouts et savoir-faire de nos territoires et des entreprises qui les composent.

Les champs d'intervention de la CCI de la Corrèze en faveur du développement touristique en Corrèze sont, en dehors de l'accompagnement direct aux entreprises, de 4 natures :

- Un appui au Club Hôteliers Restaurateurs de la Corrèze),

- Le déploiement auprès des hébergements de la Corrèze du Label Pêche en étroite collaboration avec la fédération de la pêche et de l'ADT,
- La promotion des établissements labellisés « Maîtres Restaurateurs »,
- Un appui spécifique aux entreprises du tourisme dans le cadre de la crise sanitaire : information sur les aides et dispositifs mobilisables, appui aux restaurateurs (dérogations pour l'accueil des salariés du BPT, relais des opérations départementales type « Aujourd'hui, c'est ma boîte qui invite », etc.), lien avec la préfecture sur la situation économique des entreprises du secteur touristique.

L'Agence Départementale Corrèze Tourisme et la CCI entendent renforcer encore leur collaboration et dans ce cadre, en 2021, les 2 structures proposeront une offre de service en commun et un plan de formation adapté aux professionnels du Tourisme ; elles s'attacheront également à collaborer pour accompagner les entreprises du tourisme dans la gestion de la crise sanitaire. Ces actions pourront faire l'objet d'une contractualisation spécifique portant sur 3 volets :

- **Proposer une offre de services en commun avec Corrèze Tourisme**

Afin de proposer un parcours global, lisible et coordonné de professionnalisation aux acteurs du tourisme, Corrèze Tourisme a proposé aux acteurs institutionnels de travailler à la mise en place d'une gamme de services concertée et adaptée aux problématiques que rencontrent les professionnels.

La CCI devra s'intégrer dans cette réflexion.

Ce parcours pourra comprendre plusieurs types de dispositifs : des accompagnements collectifs, des outils mis à disposition, des accompagnements individuels.

Une réflexion devra également être menée sur la complémentarité des observatoires de Corrèze Tourisme et de la CCI et sur les partenaires possibles dans la production d'études.

- **Élaboration d'un plan de formation spécifique pour les professionnels du tourisme**

L'objet du partenariat est d'allier la compétence marketing touristique, la connaissance terrain et la capacité de mobilisation des pros de Corrèze Tourisme au savoir faire de la CCI dans le domaine de la formation professionnelle. Ce partenariat administratif et financier initié en 2020 permettra, à nouveau en 2021 de proposer aux professionnels du tourisme un programme de formation spécifique.

- **Coordination Corrèze Tourisme/CCI pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de la crise sanitaire :**

Comme en 2020, la CCI et Corrèze Tourisme collaboreront pour apporter le meilleur soutien aux entreprises du secteur par notamment :

- La mise en place de dispositifs de soutien spécifiques avec communication réciproque. Ex : « c'est ma boîte qui invite », dispositif dérogatoire pour l'accueil des travailleurs du BTP dans les restaurants, etc,
- Les échanges avec la préfecture concernant la situation économique ou réglementaire des opérateurs touristiques.

AXE n° 2 : UN DEPLOIEMENT COHERENT DES COMPETENCES SUR LES TERRITOIRES

Afin de soutenir l'ambition, les objectifs et missions déployés à travers la mise en place des guichets uniques, la CCI de la Corrèze s'engage à déployer ses compétences et savoir-faire sur les territoires de façon réactive et coordonnée avec les partenaires que sont les EPCI et le Conseil Départemental de la Corrèze au travers de ses chefs de projets en relation avec un interlocuteur clairement identifié de la CCI.

Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze apportera sur les 5 territoires de projet :

- L'ingénierie nécessaire au fonctionnement des guichets uniques sur les 5 territoires de projets Corrèziens,
- Les diagnostics des territoires (études, enquêtes,...),
- Le soutien des filières agroalimentaire, mécanique, bois et Silver Économie,
- L'animation des zones d'activités (clubs d'entreprises,...),
- Le soutien aux associations de commerçants,
- L'accompagnement des entreprises en matière de développement et de transmission/reprise,
- L'accompagnement des porteurs de projet, notamment demandeurs d'emplois et jeunes en matière de création-reprise d'entreprises,
- L'accompagnement des EPCI (pour ceux qui en feraient la demande) pour l'instruction des dossiers de demande de subvention des entreprises de leurs territoires (suite à la mise en place des conventions économiques entre les EPCI et la Région Nouvelle-Aquitaine),
- Les informations économiques sur le territoire, et notamment par rapport à l'habitat et au marché de l'immobilier.

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE

Le Département de la Corrèze a signé le 14 juin 2019, un contrat de Transition Ecologique avec l'État, pour une durée de 4 ans. La CCI a été associée aux travaux du Département dès 2018 et cet engagement se matérialise par :

- La conduite des actions dans le cadre du programme Corrèze Transition Écologique sur les actions où la Chambre s'est engagée en tant que porteurs ou partenaires : en particulier l'opération d'autoconsommation collective sur la Zone de la Nau. La CCI s'engagera à porter le projet et fera état de l'avancement du projet dans les instances et comités du Contrat de Transition Écologique,
- Une animation d'un club entreprise ou d'un atelier sur la thématique de la transition énergétique des entreprises ou des projets liés à la transition écologique plus largement, réalisé en collaboration avec la Cellule Transition Ecologique du Département.

AXE n° 3 : UNE PARTICIPATION ACTIVE A LA DEMARCHE "ORIGINE CORREZE"

Depuis 2019, la CCI a été partie prenante des travaux préparatoires au lancement de la Marque "ORIGINE CORREZE". Au même titre que la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corrèze et la Chambre d'Agriculture.

En 2021, il appartiendra à la CCI de :

- Relayer régulièrement l'information à ses ressortissants pour les encourager à s'engager,
- Aider, si besoin, au montage de dossier de candidature à l'utilisation de la marque,
- Porter une expertise sur les dossiers déposés.

La CCI s'engagera par ailleurs à participer aux travaux du Comité d'Agrément, au même titre que les autres Chambres.

Quatre sessions par an sont prévues. Présence d'un technicien et d'un élu CCI à garantir.

Pour rappel, le Comité d'Agrément anime le réseau des bénéficiaires de la marque, développe le lien et les courants d'affaires entre les membres, élabore et met en œuvre les plans de promotion de la marque et veille au respect des engagements de la part des membres titulaires de la marque.

Axe n°4 : UNE IMPLICATION DANS LE PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS EN CORREZE

Depuis décembre 2020, le CCI est impliquée dans la définition et l'élaboration du service d'accompagnement à l'installation des nouveaux arrivants "CORREZE ACCUEIL" initié par le Conseil Départemental de la Corrèze.

En 2021, la CCI maintiendra son engagement en :

- Relayant l'information sur le dispositif mis en place afin d'encourager de nouvelles familles à venir s'installer en Corrèze et à faire appel à "Corrèze Accueil",
- Informant et accompagnant les porteurs de projets souhaitant s'installer en Corrèze, sur la création, le transfert ou le développement de leur activité, mais également sur les offres de formation.

La CCI s'engagera également à participer aux réunions de suivi et de pilotage du dispositif Corrèze Accueil au même titre que les autres Chambres, par l'intermédiaire de son référent identifié.

ARTICLE 3 - DUREE

La présente convention sera applicable pour l'année 2021.

Les dispositions de la présente convention, entreront en vigueur après signature et dès sa notification.

ARTICLE 4 - MODIFICATION ET RESILIATION

A la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées par voie d'avenant.

Les signataires conviennent que la présente convention, conclue pour l'année 2021, donnera lieu à la rédaction d'un rapport annuel complet, et à une évaluation approfondie et partagée. Elle pourra être dénoncée pour non-respect des engagements qui y sont formulés. En cas de non-respect ou d'inexécution de la présente convention, le Conseil Départemental se réserve le droit de la résilier par simple lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit le compte rendu du rapport annuel.

En tout état de cause, le Conseil Départemental honorera néanmoins la (les) prestation(s) déjà réalisé(es) qui sera (seront) considérée(s) comme due(s).

ARTICLE 5 - MONTANT DU CONCOURS FINANCIER ALLOUE

Une subvention d'un montant total de 100 000 € est allouée pour l'exercice 2021 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze au titre de la poursuite du programme d'actions engagées.

ARTICLE 6 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le Conseil Départemental s'engage à subventionner la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze dans le respect des conditions énoncées dans cette convention.

Le paiement de la subvention globalisée, allouée pour la poursuite du programme d'actions, interviendra en deux fois, sur présentation d'un bilan des actions réalisées dans ce cadre, soit :

- 50 000 € à la signature de la présente convention,
- 50 000 € à la remise du rapport annuel complet, soit le 31 janvier 2022.

La CCI de la Corrèze s'engage, à produire tous les documents comptables justificatifs de l'utilisation de la dotation reçue.

La CCI de la Corrèze se réserve le droit, en complément de la subvention du Conseil Départemental faisant l'objet de la présente convention, de solliciter des bénéficiaires des prestations décrites à l'article 2 (porteurs de projet, entreprises, EPCI, associations, autres structures) d'éventuels financements supplémentaires (facturation et/ou subvention), conformément à la décision de son Assemblée Générale.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES

Communication

Afin d'afficher une visibilité accrue au soutien du Conseil Départemental, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze s'engage à :

- A faire connaître, dans toute manifestation, que les actions initiées sont réalisées en partenariat et avec l'aide financière du Conseil Départemental de la Corrèze,
- A inviter le Président du Conseil Départemental ou des élus ou collaborateurs représentant, à participer à ces mêmes manifestations.

Les parties s'entendent d'ores et déjà pour publier les résultats de ces actions par voie de presse (presse locale, presse institutionnelle de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze et journal du Département).

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes :

Conseil Départemental - Hôtel du Département Marbot
9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze
Immeuble Consulaire Puy Pinçon - 19000 TULLE

ARTICLE 9 - LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- Soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- Soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- Soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchiques.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

La Présidente de la CCI Corrèze

Le Président du Conseil Départemental

Françoise CAYRE

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2021

RAPPORT

Les années 2020 et 2021 resteront particulières dans nos mémoires. Le contexte sanitaire a engendré des difficultés économiques et sociales dans nombreux secteurs, comme le tourisme, la culture, les hébergements, la restauration, les transports... Cette situation a aussi permis de mettre en avant la capacité de chacun à s'adapter, de développer des initiatives, d'engendrer des actions de solidarité en faveur des aînés et des plus démunis. C'est aussi de nouveaux modes de vie qui ont été repensés et générant la recherche de territoires d'accueil où le lien social apparaît plus prégnant.

Face à l'impact de cette crise, nos politiques menées depuis 2015 pour conforter l'attractivité de notre territoire répondent aux besoins exprimés par les citoyens, les entreprises et les collectivités publiques. Ce que l'on pensait être un épisode s'inscrit dans la durée et nous demande chaque jour de nous adapter. Notre collectivité a su être réactive et s'adapter rapidement pour rendre encore plus attractif notre territoire.

Le Département de la Corrèze a répondu présent dès le début de la pandémie. L'ensemble de nos accompagnements vous ont été exposés dans le rapport "Corrèze accompagnement COVID-19" lors de la plénière du 27 novembre dernier.

Développer l'économie, le tourisme, l'aide à la personne revient à capter de nouvelles familles et de nouveaux actifs qui pourront s'installer dans notre département. Toutes les actions menées doivent se définir dans une approche globale de l'attractivité, de l'accueil et doivent aussi tenir compte du nouvel engouement des citoyens pour les territoires ruraux. Le Département peut faciliter et fédérer en mobilisant tous les partenaires. Dans ce sens, en 2019, le dispositif "Origine Corrèze" a été lancé afin de faire la promotion de nos savoirs faire et de renforcer l'attractivité de la Corrèze.

Afin de poursuivre cette dynamique pour attirer de nouveaux arrivants, de nouvelles compétences, une première action de campagne de communication et d'accueil de candidats a été organisée en février 2021. Ce fut l'occasion de présenter la Corrèze sous tous ses aspects et de présenter un ensemble de services d'accompagnement à l'installation via "une conciergerie".

Cependant, il ne faut pas oublier le maintien de l'existant. Les manifestations et les événements, habituellement organisés pour animer notre département et mettre en avant nos savoirs faire, ne se sont pas tous tenus. L'impact est à la fois social et économique. Nous nous devons de répondre présent pour la reprise de ces activités et ainsi soutenir les structures organisatrices.

Le maintien de cette attractivité passe aussi par la valorisation de notre économie et le soutien de ses acteurs. Le partenariat avec les chambres consulaires demeure essentiel pour mettre en avant nos atouts. C'est pourquoi la reconduction des conventions et notre soutien aux actions engagées sont proposés dans ce rapport.

Pour 2021, le Département, en respect de ses engagements passés, souhaite poursuivre ses efforts en faveur de l'attractivité de son territoire.

I – RENFORCER L'ATTRACTIVITE DE LA CORREZE

Promotion du territoire

A l'heure d'une société mondialisée, les territoires doivent prendre la parole pour se distinguer, se caractériser et se développer.

Dans le cadre d'un large partenariat, le Département a pris l'initiative de fédérer les énergies de toutes celles et ceux qui souhaitent faire rayonner la Corrèze dans une démarche globale et collective de promotion.

Parmi les priorités d'actions arrêtées figurent :

- le développement et la structuration de la Marque territoriale "Origine Corrèze" et la présence renforcée de ses représentants sur de grandes manifestations ou salons d'envergure,
- le principe d'une campagne de promotion et de prospection visant à faire connaître notre territoire auprès des habitants des grandes métropoles en recherche de mobilité régionale, à attirer des habitants et des compétences et à faciliter leur installation.

A) ORIGINE CORREZE : Une démarche concertée et valorisante

Retour sur un démarrage récent. Ces dernières années, un travail a été engagé pour renforcer l'attractivité de la Corrèze et marquer notre territoire : il s'est traduit notamment fin 2019 par la mise en place du dispositif de marque produits et savoir-faire "Origine Corrèze" qui a pour objectif de promouvoir les productions locales, valoriser le territoire et conforter l'emploi.

17 mois après son lancement, c'est un succès auprès des acteurs économiques du département et déjà de belles réalisations et des retombées engrangées.

A l'issue de l'année 2020 et après 4 Comités d'agrément, plus de 550 produits et activités sont déjà référencés et un réseau de 150 entreprises de toute taille et de toute nature a été constitué.

Ces produits et savoir-faire sont réunis en 10 grandes catégories : alimentation, boissons, bien-être/cosmétiques, production/innovation, loisirs/édition, objets utilitaires/hygiène, artisanat/décoration, accessoires/mode, ameublement et bricolage/jardinage.

L'année 2020 et la crise de la COVID ont marqué un coup d'arrêt pour l'événementiel. Deux premières opérations prometteuses ont été bousculées par la crise sanitaire : le Salon de l'Agriculture avec son Pavillon "Origine Corrèze" et ses 9 représentants qui ont vu défiler pendant 8 jours plus de 500 000 visiteurs avant de fermer une journée avant la fin de la manifestation et 79 jours d'exposition à la Boutique éphémère de la Maison de la Nouvelle-Aquitaine à Paris pour 30 artisans et producteurs du réseau "Origine Corrèze".

Les confinements successifs et la mise en sommeil des manifestations auront accéléré la construction et la structuration de l'appui et de l'offre de services aux membres du réseau qui se traduit désormais par :

- Un site internet de présentation,
- Un kit de communication (reportages photos, vidéos, rédactionnel de présentation),
- L'ouverture vers de nouveaux points de vente en Corrèze,
- L'accès à des ateliers du numérique : aide au montage de site, appréhension des réseaux sociaux ...,
- La possibilité d'actions collectives de promotion au national (Salons, Foires, Boutiques éphémères),
- Les services d'une boutique en ligne (e-shop) et son déploiement, en version itinérante (pop-up store), sur des événements locaux et régionaux majeurs.

Perspectives 2021

L'année 2021 doit permettre d'élargir encore le nombre d'utilisateurs de la marque et de l'ouvrir à d'autres activités.

Le Comité d'Agrément, constitué des trois collèges syndicats professionnels, chambres économiques et élus départementaux, continuera d'examiner les dossiers de candidature à l'utilisation de la marque, animera le réseau des bénéficiaires, développera le lien entre les membres, élaborera et mettra en œuvre les plans de promotion de la marque et veillera au respect des engagements de la part des membres titulaires.

2021 doit également permettre de donner plus de visibilité aux produits Origine Corrèze sur le département et permettre aux consommateurs de trouver encore davantage ces produits estampillés : la perspective de nouveaux points de vente agréés et de corners aménagés est à l'ordre du jour.

Le retour à la normale des conditions sanitaires devrait permettre d'envisager une présence de délégations de représentants sur une quinzaine de manifestations importantes tout au long de l'année en région, au national et à l'international. A titre d'exemple, le premier Marché "Origine Corrèze" à Paris le 9 fin février dernier a réuni 26 exposants producteurs et artisans et a rencontré un succès exceptionnel auprès des publics parisien et francilien.

Pour mener à bien toutes ces actions, une enveloppe en fonctionnement de 260 000 euros et une de 10 000 euros en investissement sont réservées.

B) ATTRACTIVITE RESIDENTIELLE : De la notoriété globale aux installations en Corrèze



Le bon moment pour agir

Avec la COVID 19, les deux confinements et le couvre-feu ont déclenché chez les citoyens une envie profonde de changement de cadre de vie. Cette tendance s'annonce durable face à une crise sanitaire encore installée.

Les territoires qui savent proposer une alternative de cadre de vie tombent donc au bon moment.

Dans ce cadre, la Corrèze peut séduire des familles vivant dans les grandes villes, à la recherche d'un cadre de vie meilleur, de plus d'espace, de moins de pollution. En d'autres termes, d'une qualité de vie bien supérieure.

Dans un contexte favorable et face à un phénomène important, l'exécutif a engagé fin 2020 une campagne de notoriété et posé un dispositif pérenne pour répondre aux questions et faciliter l'installation.

Cette démarche qui s'inscrit dans la durée a pour objectif de développer un flux continu de nouveaux arrivants.

La première campagne de communication conséquente s'est déroulée du 16 novembre dernier jusqu'au 20 janvier de cette année : avec la création d'une identité de campagne, un site web dédié " venezvivreencorreze.fr ", des contenus, des vidéos, une page facebook et des bannières.

La campagne de recrutement des candidats s'est appuyée sur la diffusion de publicités ciblées via les réseaux sociaux et la création de contenus pour favoriser l'inscription des projets en ligne sur le site web créé.

Parallèlement et en lien avec les acteurs locaux, le Département début janvier a mis en place une forme de conciergerie visant à accompagner les personnes dans la concrétisation de leur projet : recherche du logement, installation matérielle, accompagnement du conjoint, formation des enfants ... Avec pour objectif d'offrir un accompagnement gratuit pour faciliter l'installation durable en Corrèze.

Un jeu-concours avec tirage au sort a permis, en clôture de cette première campagne, de faire bénéficier 12 familles d'un week-end d'accueil et de découverte offert pour se projeter dans leur future vie en Corrèze.

Les résultats de cette première phase font état de :

- Plus de 13 millions de personnes touchées par la campagne (estimation Média + web),
- 1 330 inscrits sur le site,
- 350 personnes qualifiées.

Et déjà plus de 40 familles en cours d'accompagnement/d'installation par la Conciergerie.

Perspectives 2021

En termes de recrutement, l'année 2021 doit permettre de démontrer la capacité à réutiliser le concept dans la durée, en capitalisant sur l'existant, à moindre coût, pour attirer des populations en pénurie et générer un flux régulier.

L'enjeu majeur pour l'année à venir sera de structurer la Conciergerie et le réseau d'acteurs associés : un interlocuteur unique et une mise en relation adaptée aux besoins des candidats à l'installation.

Les premières installations en Corrèze devront être confirmées dans l'année et permettront de s'appuyer rapidement sur des exemples de mobilité réussie pour aider d'autres candidats potentiels à se projeter.

Pour mener à bien ce travail, une enveloppe en fonctionnement de 70 000 euros est réservée.

II) - DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE ECONOMIQUE

A) LES CHAMBRES CONSULAIRES

1) la Chambre du Commerce et de l'Industrie déploiera son programme en faveur de la promotion, du développement des territoires et de la transmission des entreprises. Elle apportera un appui aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze, portant sur cette année 2021 des actions permettant de promouvoir plus particulièrement la marque "Origine Corrèze" et sur l'animation d'action en faveur de la sobriété énergétique des entreprises. Un montant de 100 000 €, identique à l'année dernière, est reconduit.

Par ailleurs, le Département de la Corrèze apporte un soutien financier spécifique à hauteur de 30 000 € à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze pour la mise en place d'un dispositif de prévention des difficultés de nos entreprises locales. Les détails ont été arrêtés par la Commission permanente lors de sa réunion du 26 mars 2021 (rapport n°201).

2) la Chambre d'Agriculture : une enveloppe de 145 000 € est inscrite pour poursuivre notre partenariat pour l'intervention et l'animation de la Chambre d'Agriculture sur le territoire corrézien.

Il s'agit aussi de porter des projets pour :

- L'approvisionnement local et les achats de proximité pour les professionnels de l'alimentaire,
- Le développement des usages numériques,
- L'accompagnement des agriculteurs en difficulté
- Le maintien de la production ovine sur le département.

Les politiques menées et les enveloppes budgétaires réservées aux chambres consulaires vous sont présentées plus précisément et respectivement dans le rapport transition écologique (n° 2021.04.23/210). Les conventions avec la CCI et la Chambre d'agriculture seront soumises à l'approbation de la Commission Permanente lors de l'une de ses prochaines réunions.

B) PROMOTION DE L'AGRICULTURE

On recense en Corrèze un peu plus de 4000 chefs d'exploitations et co-exploitants. La Corrèze reste une terre d'élevage puisque neuf exploitations sur dix sont concernées, mais une place est désormais faite aux cultures fruitières. La diversité s'installe au niveau départemental mais aussi au sein même de chaque exploitation. Cette nouvelle tendance représente une richesse pour notre territoire.

L'action du département en faveur de l'agriculture se décline aujourd'hui et depuis l'application de la loi NOTRe au travers de la politique d'attractivité du territoire d'une part et de celle de la Transition Ecologique d'autre part.

1) Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCEA)

La loi NOTRe confère aux régions la compétence exclusive en matière de développement économique, sous réserve des compétences que la loi attribue expressément aux autres collectivités territoriales et à leur groupement dans ce domaine. Dans ce cadre, la Région établit un Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), qui fixe le cadre et la coordination de ces différentes interventions.

Les Départements, de par leur rôle indéniable d'acteurs de proximité auprès des partenaires du monde agricole et forestier, peuvent compléter les aides régionales ou participer au fonctionnement des organismes des secteurs agricoles, forestiers, aquacole et de la pêche.

Dans le respect de la répartition des compétences, il s'agit d'établir un véritable partenariat entre la Région et les départements qui doivent œuvrer pour assurer la pérennité et le développement des exploitations agricoles, piscicoles et forestières, de leurs filières, et des entreprises agroalimentaires.

En 2019, le Département a conventionné pour 2 ans avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin de soutenir les exploitations dans leurs programmes d'investissements. La convention a été prorogée pour un an, pour prendre en compte la période de transition pendant laquelle la réforme de la PAC (Politique agricole commune) est en négociation.

En effet, la réforme de la PAC 2021-2027 a été lancée en 2018. La Commission européenne avait voté trois textes en juin 2019, juste avant le scrutin des élections européennes : le rapport sur les plans stratégiques, le règlement horizontal et le rapport sur l'organisation commune de marché. Depuis ces textes ont fait l'objet de discussions et de négociations qui doivent s'achever en 2021, pour une entrée en vigueur de la nouvelle PAC en 2023. En attendant, les règles de la PAC actuelles ont été prolongées jusqu'à fin 2022.

Pour décliner cette politique Agricole au sein des États membres, les nouveaux règlements de la Commission européenne prévoient que chaque État établisse un plan stratégique national qui comprenne :

- un diagnostic de la situation pour évaluer les besoins que la PAC doit satisfaire,
- une stratégie d'intervention avec des grandes orientations,
- une description des mesures à prendre,
- un budget,
- une description du système de gouvernance et de coordination.

Ce plan sera adopté par la Commission européenne dont elle évaluera la cohérence et le contenu avant de l'adopter pour la période 2021-2027.

La région Nouvelle Aquitaine a donc mené en fin d'année 2020, une large concertation avec les chambres d'Agriculture, les Départements, les syndicats agricoles pour participer à la rédaction du Plan Stratégique National. Les Programmes de Développement Ruraux ne seront plus proposés par Région, le Plan Stratégique National sera le nouveau référentiel pour la déclinaison des politiques agricoles.

Une Nouvelle Autorisation de Programme de 900 000 € est proposée au vote pour permettre la mise en œuvre de la politique agricole 2021-2027.

a) Aides mobilisant du FEADER

Le Département intervient donc toujours sur les modalités du Programme de Développement Rural Limousin 2014-2020 en cofinancement dans le dispositif Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE). Ce cofinancement permet de mobiliser des fonds Européens (FEADER).

Ce cofinancement porte sur 2 mesures :

Mesure 411, l'aide aux investissements pour les Plans de Modernisation des Élevages (PME) dans les exploitations agricoles pour les projets hors avicole. La Direction Départementale des Territoires (DDT État) est Guichet Unique et Service Instructeur (GUSI) pour le compte de la Région et pour cette mesure. C'est donc la DDT qui sollicite le Département pour le paiement de sa part.

Mesure 413, l'aide aux investissements collectifs Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA). Les services de la Région instruisent les dossiers, ils sont transmis par la Fédération Départementale des CUMA (FDCUMA). La Région Nouvelle Aquitaine est guichet unique pour cette aide.

b) Aides ne mobilisant pas le FEADER

Le Département a la possibilité d'intervenir sur les dispositifs hors FEADER, pour les dossiers retenus dans un appel à projet régional, en plus du taux d'aide défini dans l'appel à projet.

En signant la nouvelle convention en 2019, le Conseil départemental de la Corrèze a affirmé sa volonté de **consolider la création de valeur ajoutée sur les exploitations agricoles** du département engagées dans des filières de production de qualité (production fermière, agriculture biologique, AOP, labels, etc.) et de mobiliser des aides supplémentaires dans ces domaines.

Notre département peut ainsi aider les investissements des exploitations dans le cadre de l'appel à projet de la Région "transformation à la ferme " mais aussi les investissements réalisés pour améliorer la qualité des productions engagées pour l'obtention de label ou d'AOC ou AOP.

Le nouveau dispositif d'aide au titre des "transformations à la ferme" a été mis en œuvre dès la fin de l'année 2019 pour l'appel à projet qui s'est terminé le 30 juin à la Région. La Région intervient sur des taux de 25 à 35 % ce qui permet au Département d'intervenir à hauteur de 5 % (montant plafonné à 5 000 €) pour une aide maximale de 40 % (fiche d'aide jointe en annexe 1 et liste des subventions proposées en annexe 2).

La Région ayant ouvert la possibilité de financement par les Départements de projets relevant de dispositifs du PCAE, hors Programmes de Développement Ruraux, sur des mesures d'aide ciblées, notre département peut aujourd'hui aider les investissements des exploitations dans le cadre de l'appel à projet de la Région "transformation à la ferme ".

c) Crédits mobilisés

Sur l'année 2020, près de **283 400 €** ont été engagés pour les aides à l'Agriculture.

- Pour les investissements relatifs à la modernisation des bâtiments d'élevage, notre collectivité a accompagné 37 exploitations corréziennes à hauteur de **146 545 €** ;
- 22 CUMA ont reçu le soutien du Département de la Corrèze à hauteur de **103 855 €** pour des investissements collectifs ;
- 21 exploitations ont été accompagnées pour leurs projets de transformation à la ferme et le montant des aides accordées par le Département s'élève à près de **33 000 €**.

Plus de 250 000 € de paiement ont été réalisés en 2020, sur les engagements proposés depuis 2017.

Des crédits de paiement à hauteur de 400 000 € sont proposés pour 2021, au titre de l'investissement.

300 000 € doivent permettre de solder les dossiers de la programmation 2014-2020 et 100 000 € de crédits de paiement sont proposés sur la nouvelle Autorisation de programme.

2) Événementiels

Au titre de la promotion des produits agricoles, une enveloppe de 181 700 € est réservée pour accompagner toutes les opérations à caractère événementiel dont les comices. Cette inscription permet au Conseil départemental d'affirmer sa volonté d'apporter un soutien financier aux manifestations et concours ayant un impact départemental, régional ou national.

En 2020, de nombreux événements ont été annulés en raison de la crise sanitaire. Dès le mois d'avril, la Chambre d'Agriculture en concertation avec les responsables des comices, la ville de Brive, organisatrice du Festival de l'Élevage décidaient que les comices annuels ne se tiendraient pas. Et pour cette année 2020, seulement 38 900 € ont été mobilisés sur cette enveloppe.

Des crédits de paiement de 181 700 € sont proposés pour 2021, au titre du fonctionnement.

C) - AIDES A L'ATTRACTIVITE ET AU DEVELOPPEMENT

Ces participations financières sont destinées, dans le cadre de l'attractivité et du développement du territoire, à l'attribution d'aides départementales (subventions et adhésions) en direction de divers associations et organismes (FDBTP, CAPEB, CGAD, MECANIC VALLEE, MACEO...).

11 700 € de crédits de paiements sont budgétisés en fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2020	CA 2020	BP 2021
Attractivité et Promotion du territoire	198 000 €	175 975,00 €	330 000 €
Événementiels vie des territoires (= événementiels agricoles + comices)	163 000 €	38 900,00 €	181 700 €
Diverses adhésions	0 €	0,00 €	7 500 €
Subventions syndicats	0 €	0,00 €	4 200 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	361 000 €	214 875,00 €	523 400 €
Agriculture - Conventionnement Région	250 000 €	252 603,97 €	400 000 €
Attractivité et Promotion du territoire	10 000 €	0,00 €	10 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	260 000 €	252 603,97 €	410 000 €

En résumé :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	523 400 €	0 €
INVESTISSEMENT	410 000 €	0 €
TOTAL	933 400 €	0 €

Pour mémoire au titre de 2021, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES CODES	Libellé
2016P067E02	ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE - FONC/D
2017P023E01	EVENEMENTIELS VIES DES TERRITOIRES - FONC / D
2020P038E01	ADHESIONS DIVERSES / 2018-2020 D
2020P03803	ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUTRES ASSOCIATIONS / D
2016P067E05	ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE - INV
2017P027E02	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION : 2017- 2021 D
2017P027E03	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

DEVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES 2021

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/211 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique développement et attractivité des territoires 2021 :

	Crédits de paiements 2021 DEPENSES	Crédits de paiements 2021 RECETTES
FONCTIONNEMENT	523 400 €	0 €
INVESTISSEMENT	410 000 €	0 €
TOTAL	933 400 €	0 €

Article 2 : Sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans le rapport.

Article 3 : Est votée, au titre de 2021, l'Autorisation de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation : AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D

Montant : 900 000 €

Catégorie : pluriannuelle

Durée : 7 ans

Article 4 : Est approuvée telle que figurant en annexe à la présente délibération, la fiche fixant les critères d'attribution des subventions au titre du dispositif d'aide "transformations à la ferme".

Article 5 : Est approuvée la liste des subventions attribuées pour l'année 2021 (en annexe à la présente délibération).

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Investissement, Article fonctionnel 907.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.74
- Section Investissement, Article fonctionnel 919.928.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant

de L'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1762-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

AIDE AUX INVESTISSEMENTS / TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES

1) CADRE REGLEMENTAIRE

Régional :

Appels à projets de la Région Nouvelle Aquitaine réalisés dans le cadre du régime n° SA 49 435, date limite des candidatures le 31 juillet 2021.

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre de la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique: **Néo Terra**, adopté le 9 juillet 2019, ainsi que du **pacte Alimentaire «Agriculture, Alimentation et Territoires –pour une alimentation durable et locale en Nouvelle- Aquitaine »**, partagée par l'État et la Région et signé le 7 janvier 2021.

Pendant la période de transition de la future PAC 2021-2027, cet appel à projet est prorogé pour l'année 2021.

Départemental :

- Décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 24 mai 2019.
- Aide réalisée hors Programme de Développement Rural (PDR) ("top-up").

2) BENEFICIAIRES

Les demandeurs éligibles aux appels à projets Transformation et commercialisation et en particulier :

- les exploitants agricoles exerçant à titre individuel,
- les exploitations agricoles exerçant dans un cadre sociétaire (EARL, SARL,SCEA,...),
- les groupements d'agriculteurs,
- les coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) composées à 100% d'agriculteurs.

3) CONDITIONS A REMPLIR

Se reporter aux critères de l'appel à projet.

4) DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort.

Ils constituent en effet un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales.

Première région agricole et agroalimentaire d'Europe (en termes de valeur et d'emploi), la Nouvelle-Aquitaine jouit d'une grande diversité de ses productions agricoles et dispose de forts atouts nécessaires au développement des filières alimentaires locales.

Aussi, le département de la Corrèze a décidé d'apporter son soutien aux Appels à projets de la Région Nouvelle Aquitaine qui s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route « **Agriculture, Alimentation et Territoires – Pour une alimentation durable et locale en Nouvelle- Aquitaine** », partagée par l'État et la Région pour la période 2018-2020 et prorogé pour l'année 2021.

Il s'agit de soutenir les investissements en Corrèze concernant les enjeux suivants :

- L'amélioration de la compétitivité des exploitations par la création de valeur ajoutée,
- Le développement des circuits-courts et de proximité.

L'objectif est :

- d'apporter son soutien à la transformation et à la commercialisation des productions régionales agricoles par les agriculteurs et leurs groupements,
- d'accompagner la transition agricole en soutenant les agriculteurs biologiques ou en conversion ainsi que les exploitations engagées dans une démarche de « Haute Valeur Environnementale » (HVE),
- de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et des nouveaux installés,
- d'encourager les démarches collectives de transformation et/ou de commercialisation en circuits-courts et de proximité.

5) SUBVENTION

La subvention départementale intervient **hors PDR** en complément de l'aide accordée par le Conseil Régional.

Plancher des dépenses éligibles : 5 000 € HT de dépenses éligibles par projet et par bénéficiaire.

Taux d'aide du département par projet = 5 % (dans la limite de 40 % d'aide publique), et plafonné à 5 000 €.

6) PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Chaque demandeur devra fournir un dossier comportant les éléments suivants :

- ➔ Une demande de subvention adressée au Président du Conseil départemental de la Corrèze datée et signée,
- ➔ Une copie du dossier de réponse à l'appel à projet.

Pour le versement :

- ➔ Les devis ou facture pro forma des investissements réalisés,
- ➔ La décision juridique d'octroi de subvention régionale au bénéficiaire,
- ➔ Un relevé d'identité bancaire ou postal.

7) CIRCUIT DE GESTION ET CONDITIONS DE VERSEMENT

- Instruction

L'instruction est réalisée par La Région Nouvelle-Aquitaine – site de Poitiers Unité circuits-courts et de proximité Nouvelle-aquitaine.fr.

- Paiement

Le Conseil Départemental assure le paiement de sa propre participation.

La subvention attribuée sera versée en une fois à la demande du bénéficiaire et sur présentation des justificatifs des dépenses d'investissements réalisés.

8) AUTRES PARTENAIRES

MONTAGE DES DOSSIERS

La mission d'accompagnement au montage de dossiers est confiée à Chambre d'Agriculture de la Corrèze.

Contact : Camille BOSSOUTROT camille.bossoutrot@correze.chambagri.fr 05.55.21.55.53

INSTRUCTION DES DOSSIERS

La Région Nouvelle-Aquitaine – site de Poitiers Unité circuits-courts et de proximité Nouvelle-aquitaine.fr, reçoit et instruit les candidatures à ces appels à projet.

Région Nouvelle-Aquitaine - Site de Poitiers
Direction Agriculture, Agroalimentaire et Pêche
Service Agroalimentaire - **Unité circuits courts**
15 rue de l'Ancienne Comédie - CS 70575
86021 POITIERS

Des modifications sont susceptibles d'intervenir sur les modalités d'intervention du Conseil Départemental de la Corrèze concernant cette aide en fonction des réglementations européennes et nationales.

✉ Pour tout renseignement, veuillez contacter :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Service Transition Écologique

☎ : 05-55-93-77-72

email : lvanoncem@correze.fr

**ANNEE 2021 - SOUTIEN A L'ORGANISATION DE MANIFESTATIONS
A CARACTÈRE ÉVÈNEMENTIEL AGRICOLE**

ORGANISATEURS	MANIFESTATIONS	SUBVENTION DEPARTEMENTALE 2021
TULLE AGGLO	Organisation de la semaine "Mon territoire a du goût"	2 000 €
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	Fête de la science	500 €
JEUNES AGRICULTEURS DE LA CORRÈZE	Finale Départementale de Labour	2 000 €
	L'agriculture en fête au pays du goût	10 000 €
COMITÉ ORGANISATION FOIRE PRIMÉE DÉPARTEMENTALE DE LA CHÂTAIGNE ET DU MARRON	Organisation de la 29ième foire primée départementale de la châtaigne et du marron	5 000 €
LES AMIS DES CULS NOIRS	Manifestation autour du cochon cul noir	1 000 €
L'ÉCHO DE NOS BRUYÈRES	Fête de la myrtille	1 000 €
SYNDICAT DES ÉLEVEURS SALERS	Organisation de manifestation de présentation de la race sur le plan local et régional et du concours	5 000 €
COMITÉ ORGANISATION DES CONCOURS DÉPARTEMENTAUX DE BOVINS	Organisation des concours départementaux de bovins Limousin et Prim' Holstein ainsi que des présentations	1 500 €
COMITÉ D'ORGANISATION DE LA FÊTE DE LA FRAMBOISE	Organisation de la 25ième fête de la framboise à Concèze	3 000 €
FOYER RURAL DE CAMPS-SAINT-MATHURIN	Organisation de la 6ième édition de "Môm' en fête"	500 €
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORRÈZE	Accompagner la préparation et la réalisation des concours de bovins viande sur le département	8 000 €
ROM SÉLECTION	Concours national de la race ovine Limousine	1 500 €
	Promotion de la race ovine Limousine hors du berceau Corrèzien	1 500 €
COMITÉ CONCOURS COQS DE PÊCHE	Organisation de concours portant sur le coq de pêche et les mouches artificielles	600 €
COMITÉ DES FÊTES DE CHABRIGNAC	Fête de la citrouille	1 000 €
SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DES ÉLEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORRÈZE	Organisation des concours de chevaux de trait en Corrèze	1 000 €
COMITÉ DES FÊTES DE VOUTEZAC	Fête des pêches	500 €
CONFRÉRIE DES GOÛTEUR DE PÊCHE	Organisation confrérie de la fête des pêches de Voutezac	500 €
COMITÉ DE LA FRAISE BEAULIEU	Fête de la fraise	5 000 €
COMITÉ DES FÊTES D'AUBAZINE	Organisation de la foire aux chèvres et foire aux miels	1 200 €
FÉDÉRATION BOULANGERIE PÂTISSERIE 19	Demande de subvention pour manifestation	800 €
	Aide au maintien de la structure	500 €
UNION DÉPARTEMENTALE CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE AGRICULTURE	Organisation "rencontres de l'agriculture"	5 000 €
SOCIÉTÉ HIPPIQUE FRANÇAISE	La grande semaine de Pompadour	5 000 €
UNION INTERPROFESSIONNELLE CHÂTAIGNE PÉRIGORD LIMOUSIN MIDI PYRÉNÉES	Rencontres Européennes de la châtaigne	10 000 €
ASSOCIATION POUR UNE BIENNALE EUROPÉENNE D'HISTOIRE LOCALE	Première biennale Européenne d'histoire locale, Tulle et Corrèze, septembre 2021	2 500 €
COMICE D'ARRONDISSEMENT D'USSEL	Journée de l'élevage 2020	3 000 €
MODEF	Organisation du "Tour de France des exploitations familiales"	1 000 €
TOTAL		80 100 €

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

PLAN DE DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

RAPPORT

1. Contexte

Le Conseil Départemental a souhaité s'engager en 2018 dans la mise en œuvre d'un Contrat de Transition Écologique (CTE) afin de fédérer l'ensemble des acteurs de son territoire et co-construire un plan d'actions ambitieux. Premier département à s'être engagé dans cette démarche, le Département a signé le contrat le 14 juin 2019 en présence d'Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire. Ce périmètre départemental permet une vision stratégique des grands enjeux de la transition écologique et offre une véritable cohérence en facilitant la coordination des projets.

Parmi les grands objectifs de ce contrat, la promotion de nouvelles mobilités plus propres représente une des priorités du Département afin notamment de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre, objectif majeur de la transition énergétique.

La mobilité décarbonée, et notamment électrique, est au cœur des stratégies de réduction des impacts liés aux transports.

Soucieux d'accompagner les corréziens vers des mobilités plus durables, le Département a confié au bureau d'études ALGOE la réalisation d'un schéma départemental de développement des Infrastructures de Recharge de Véhicules Électriques (IRVE) afin de disposer d'une vision globale du futur maillage du territoire et des préconisations stratégiques pour accompagner le développement de l'électromobilité.

2. Conclusions du Schéma IRVE

Le diagnostic réalisé dans le cadre du schéma a permis d'identifier les points clés suivants concernant le contexte corrèzien :

- **Un département accessible depuis les territoires extérieurs** grâce aux autoroutes, à la ligne ferroviaire vers Paris et à la proximité de l'aéroport de Brive ;
- **Un département rural propice au tourisme vert.** L'activité économique est majoritairement concentrée autour des pôles urbains de Brive et de Tulle. Sur le reste du territoire, la dimension "nature" apparaît comme un atout pour le département à travers un secteur touristique en pleine croissance ;
- **Un département propice à la voiture pour les déplacements internes.** La voiture reste le mode privilégié pour les déplacements à l'échelle du département mais la majorité de ces déplacements sont réalisés sur des distances relativement réduites ;
- **Un territoire et des pratiques adaptés aux véhicules électriques.** Au vu des distances parcourues relativement faibles en majorité, la mobilité quotidienne semble répondre aux standards actuels et encore plus à ceux de demain en matière d'autonomie ;
- **Un retard au démarrage de la dynamique électrique.** Au vu du nombre de véhicules électriques (336 au 1^{er} janvier 2019) et de points de charges accessibles au public (45 points), la Corrèze présente des ratios rapportés à sa population inférieurs aux moyennes des départements similaires. Le Département a donc un léger retard dans sa conversion vers la mobilité électrique ;
- **Une attente de la part des acteurs corrèziens.** L'enquête réalisée a permis d'identifier une image globalement positive des véhicules électriques en Corrèze. Près de la moitié des personnes ayant répondu se disent intéressées par l'acquisition de véhicules électriques mais certaines contraintes restent néanmoins à lever.

Au regard de l'analyse croisée des usages, besoins et opportunités, il ressort que le développement d'un réseau de bornes de recharge en Corrèze, doit se structurer autour de :

- ✓ Grands pôles et équipements (services publics, lieux culturels et sportifs, etc....),
- ✓ Zones/sites touristiques majeurs,
- ✓ Lieux majeurs d'intermodalité (gares, aéroport, parkings de covoiturage et relais),
- ✓ Centres-villes/urbains pour profiter d'une forte densité d'activités et répondre aux enjeux d'une offre de recharge pour les personnes en habitat collectif sans parking,
- ✓ Équilibre des pôles ruraux pour ne pas créer de zones blanches départementales.

Suite au diagnostic et à l'analyse, 6 axes de développement ont été identifiés répondant aux enjeux stratégiques suivants :

- 1/ Soutien à l'intermodalité ;
- 2/ Soutien aux équipements publics ;
- 3/ Soutien au secteur touristique ;
- 4/ Soutien au secteur économique ;
- 5/ Soutien aux axes de transit ;
- 6/ Maillage du territoire.

L'analyse des éléments issus du diagnostic et de ces axes stratégiques a permis d'identifier 88 localisations possibles pour le déploiement de bornes de recharges dont 15 localisations répondants à plusieurs axes stratégiques.

3. Plate-forme participative des Corrégiens

Fort de ce constat, le Département souhaite faciliter et prioriser la mise en place des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques, en créant une plateforme participative pour le déploiement des bornes de recharge. Cette plateforme permettrait aux usagers d'identifier les bornes existantes et les localisations des bornes pressenties et de faire part de leurs priorités en faisant un choix parmi les bornes proposées.

En fonction des choix effectués par les corrégiens, une priorisation sera alors établie et proposées aux opérateurs publics compétents pour l'installation des bornes ...

Cette plateforme présente :

- La présentation de la démarche engagée par notre collectivité ;
- La cartographie interactive permettant aux usagers d'identifier les bornes existantes et les localisations des bornes pressenties soumises à la consultation ;
- Un formulaire permettant à l'usager de faire part de son choix.

Les opérateurs publics compétents qui se positionneront pour l'implantation de bornes sur leur territoire pourront ainsi prioriser les installations en fonction des besoins que les corrégiens auront manifestés. Cela permettra alors le déploiement en priorité des bornes attendues, et avec la meilleure probabilité de rentrer dans un équilibre sur les dépenses de fonctionnement.

4. Soutien financier du Département

Parallèlement à la création de la plateforme, le Département souhaite faciliter l'implantation des bornes par les opérateurs compétents tout en s'assurant d'un déploiement structuré et cohérent.

Ainsi, dans le cadre d'un partenariat privilégié avec les opérateurs publics compétents, le Département définit la liste des bornes à soumettre à la consultation des corréziens sur la plateforme. Afin d'accélérer la dynamique de déploiement, le Département s'engage financièrement auprès des opérateurs publics : il est proposé de mettre en place une aide à l'investissement pour l'installation de chaque borne, sous réserve qu'elle soit identifiée sur la plateforme participative.

Les bénéficiaires de cette aide seront les opérateurs publics compétents : Fédération Départementale d'Électrification, Syndicat de la Diège, ville de Brive-la-gaillarde...

Le montant de cette aide forfaitaire sera de :

- 3 000 € / borne pour les bornes d'une puissance inférieure ou égale à 22 kVa,
- 2 000 € / borne pour les bornes d'une puissance strictement supérieure à 22kVa.

Les modalités de cette aide seront détaillées dans le cadre d'une convention de partenariat avec chacun des opérateurs publics le cas échéant. A ce titre, le Département souhaite accompagner notamment la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie pour l'installation de bornes de recharge sur son territoire. Ce partenariat fait l'objet d'une convention, annexée au rapport, précisant les engagements de chacun pour la période 2021/2022.

5. Adhésion à l'association "Nouvelle Aquitaine Mobilité Électrique"

Créée en février 2015, l'association "Nouvelle Aquitaine Mobilité Électrique" (NAME) vise à promouvoir le développement de la mobilité électrique en Nouvelle Aquitaine en créant la synergie et en accompagnant notamment les collectivités locales, le grand public et les entreprises. Ces missions sont les suivantes :

- Contribuer à faire connaître les nouvelles réglementations autour de la mobilité électrique,
- Développer la filière mobilité électrique sous toutes ces formes (formation, innovation...) : webinaires, interventions sur le terrain,
- Conseiller les différentes parties prenantes (particuliers, gestion de flottes automobiles, exploitation ...),
- Assurer l'appropriation des architectures et des matériels interopérables ainsi que le partage des bonnes pratiques,
- Soutenir l'innovation de la filière en faisant connaître les différentes avancées,
- Créer les conditions d'un développement économique local autour de la mobilité électrique,
- Fédérer les acteurs régionaux et départementaux de la mobilité électrique.

Pour assurer une présence territoriale de proximité NAME s'engage à recruter un ambassadeur de la mobilité électrique au cours du premier trimestre 2021 pour :

- Mettre en œuvre un programme de formation et d'accompagnement des acteurs corréziens : interventions auprès des élus, des acteurs et des professionnels de l'immobilier),
- Organiser une manifestation événementielle du type "journées Véhicules Électriques".

Afin de faciliter la mise en place d'une dynamique favorable au développement de la mobilité électrique sur le territoire corrézien, il est proposé au Département d'adhérer à l'association NAME pour l'année 2021. Cette adhésion s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat, annexée au rapport, dans laquelle sont précisés les engagements de chacun.

Compte tenu de ces dispositions, je propose au Conseil Départemental de bien vouloir :

- délibérer sur l'ensemble de ces dispositions,
- m'autoriser à engager toutes les procédures liées au lancement, à la signature et à l'exécution des marchés et tout autre document se rapportant à la plateforme de bornes à la demande,
- d'approuver, telle qu'elles figurent au présent rapport, les conventions de partenariat à intervenir avec la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze, d'une part, et avec l'association Nouvelle Aquitaine Mobilité Électrique d'autre part,
- de m'autoriser à les signer,
- d'approuver l'adhésion du Département à l'association NAME et de m'autoriser à engager toutes les démarches liées à celle-ci.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PLAN DE DEPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2021.04.23/212 en date du 23 avril 2021, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Najat DELDOULI, Rapporteur au nom de la Commission de la Cohésion Territoriale,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager toutes les procédures liées au lancement, à la signature et à l'exécution des marchés et tout autre document se rapportant à la plateforme numérique "bornes de recharge pour véhicules électriques".

Article 2 : Sont approuvées, telles qu'elles figurent en annexe à la présente délibération, les conventions suivantes :

- Convention de partenariat à intervenir avec l'association Nouvelle Aquitaine Mobilité Électrique, portant notamment l'adhésion du Département à l'association,
- Convention pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, à intervenir avec la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions visées à l'article 2 et tout document associé.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 917.4.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 abstention.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de l'État le : 27 avril 2021

Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20210423-1621-DE-1-1

Affiché le : 27 avril 2021

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



L'an deux mille vingt et un et le vingt trois avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :

Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Christian BOUZON, Monsieur Roger CHASSAGNARD, Monsieur Francis COLASSON, Monsieur Bernard COMBES, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Pascal COSTE, Madame Danielle COULAUD, Madame Najat DELDOULI, Monsieur Jean-Jacques DELPECH, Madame Ghislaine DUBOST, Madame Florence DUCLOS, Madame Laurence DUMAS, Monsieur Gilbert FRONTY, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Cédric LACHAUD, Monsieur Jean-Jacques LAUGA, Monsieur Jean-Claude LEYGNAC, Madame Sandrine MAURIN, Madame Marilou PADILLA-RATELADE, Monsieur Franck PEYRET, Madame Lilith PITTMAN, Madame Annie QUEYREL-PEYRAMAURE, Madame Michèle RELIAT, Madame Hélène ROME, Monsieur Gilbert ROUHAUD, Madame Nelly SIMANDOUX, Monsieur Gérard SOLER, Monsieur Jean STOHR, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Madame Nicole TAURISSON, Madame Annick TAYSSE, Madame Stéphanie VALLÉE

Pouvoirs :

Monsieur Christophe PETIT	à	Madame Nelly SIMANDOUX
Madame Hayat TAMIMI	à	Monsieur Cédric LACHAUD

Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION 2021/2022

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du 23 avril 2021, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental".

d'une part,

ET

La Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze, représentée par son Président, M. Christian DUMOND, dûment habilitée par délibération du Comité syndical en date du 1^{er} avril 2021, et désignée ci-après par le terme "la Fédération".

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Dans le cadre du programme "Corrèze Transition Écologique" (CTE), le Conseil Départemental souhaite promouvoir une mobilité décarbonée durable et notamment électrique, en cohérence avec les objectifs des autres partenaires (ADEME, Région Nouvelle-Aquitaine). La promotion de nouvelles mobilités plus propres représente une des priorités du Département afin notamment de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre, objectif majeur de la transition énergétique.

Fort des conclusions du schéma départemental des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (IRVE), le Département souhaite accompagner et fédérer l'ensemble des acteurs de son territoire afin de promouvoir le développement de l'électromobilité en Corrèze.

Soucieux de faciliter l'implantation des bornes de recharges par les opérateurs compétents, le Département travaille notamment en partenariat avec la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze qui bénéficie d'une expérience de plusieurs années dans l'implantation de ces bornes.

Créée en 1994, la Fédération est un syndicat intercommunal regroupant à ce jour 215 communes. La Fédération a élargi ses compétences en 2016 dans les domaines de l'Éclairage Public et des bornes de recharges pour véhicules électriques.

La volonté partagée de la Fédération et du Conseil Départemental est donc de développer l'implantation de bornes de recharge tout en s'assurant d'un déploiement structuré et cohérent.

ARTICLE 1 : OBJET

Dans le cadre de cette politique départementale en matière de transition énergétique, le Conseil Départemental a décidé d'accompagner la Fédération pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques sur son territoire.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'aide attribuée par le Conseil Départemental de la Corrèze et de préciser les engagements des deux partenaires.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA FEDERATION

La Fédération s'engage :

- Au strict respect des dispositions fixées par la présente convention,
- A réaliser les travaux subventionnés et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution,
- A autoriser le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image dans le cadre d'une communication autour des actions de cette convention,
- A faire figurer de manière lisible les logos du Conseil Départemental et du programme "Corrèze Transition Écologique" dans tous les documents et supports produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

Le Conseil Départemental s'engage à contribuer financièrement à l'implantation des bornes de recharge, sous réserve au préalable que celles-ci ai fait l'objet :

- ✓ D'un accord préalable entre le Département et la Fédération sur son implantation (localisation, puissance),
- ✓ D'un recensement sur la plateforme participative "bornes de recharge pour véhicules électriques " mise en œuvre par le Département.

Le montant de l'aide du Département sera forfaitaire :

- 3 000 €/borne pour les bornes d'une puissance inférieure ou égale à 22 kVa,
- 2 000 €/borne pour les bornes d'une puissance strictement supérieure à 22 kVa.

Il est précisé qu'une borne ayant fait l'objet d'une aide du Département lors de son implantation pourra être déplacée si aucune recharge n'a été effectuée sur cette borne à l'issue de la première année.

ARTICLE 4 : DELAIS DE REALISATION

Pour l'ensemble des bornes ayant préalablement fait l'objet d'une validation conjointe par la Fédération et le Département et dans la limite de 40 bornes sur la durée de la convention, l'implantation de ces bornes devra être réalisée avant le 31 décembre 2022, sous réserve de leur faisabilité technique.

Concernant le délai de transmission des factures, les justificatifs attestant l'achèvement de l'implantation de chaque borne subventionnée doivent être transmis au plus tard 6 mois après la date d'implantation. L'absence de respect de ces délais entraîne de plein droit la caducité de la subvention attribuée.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DEPARTEMENTALE

La subvention attribuée sera versée au bénéficiaire à sa demande sur présentation de factures et pourra donner lieu à un versement forfaitaire de 2 000 € ou 3 000 € par borne implantée, conformément aux modalités d'aide détaillées dans l'article 3.

Chaque demande de versement devra être justifiée par l'installation d'une ou de plusieurs bornes.

Les dépenses prises en compte dans le cadre de cette convention sont celles réglées à compter du 15 avril 2021 par la Fédération.

La contribution financière sera créditée au compte de la Fédération selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à **FEDERATION 19, Paierie Départementale** sur le compte correspondant à l'IBAN suivant :
FR26 3000 1008 46C1 9000 0000 033

ARTICLE 6 : CLAUSES PARTICULIERES

- 6.1 En cas de manquement de la Fédération à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Conseil Départemental pourra exiger le remboursement des montants perçus,
- 6.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

Les dispositions de cette convention entreront en vigueur à compter de sa signature par les deux parties et s'appliqueront jusqu'au **31 décembre 2022**.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenant.

ARTICLE 9 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Limoges

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de la Fédération

Le Président du Conseil Départemental

Christian DUMOND

Pascal COSTE



NAME
NOUVELLE-AQUITAINE
MOBILITE ELECTRIQUE

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Le Département de la Corrèze, représenté par son Président, M. Pascal COSTE, dûment habilité par décision du Conseil Départemental du 23 avril 2021, et désigné ci-après par le terme "le Conseil Départemental"

d'une part,

ET

L'Association Nouvelle-Aquitaine Mobilité Électrique (N.A.M.E.), représentée par son Président, Marc LAGOARDAT, et désignée ci-après par le terme "l'association N.A.M.E."

d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'Association N.A.M.E. est une association ayant pour but la promotion de la mobilité électrique et la fédération d'initiatives autour de l'électromobilité sur son territoire. L'association vise à aider l'interopérabilité des modes de transport entre eux en vue de favoriser l'usage pertinent de la mobilité.

L'ambition de N.A.M.E. est d'être, en Nouvelle-Aquitaine, un :

- Créateur de synergie des acteurs de la Mobilité électrique,
- Acteur de confiance de la Mobilité électrique,
- Stimulateur de la filière de la Mobilité électrique,

Le Conseil Départemental met en œuvre le programme "Corrèze Transition Ecologique" sur son territoire. Celui-ci s'articule autour des quatre axes suivants :

- 1 - Développement des énergies renouvelables,
- 2 - Sobriété et efficacité énergétique,
- 3 - Mobilités,
- 4- Solidarités territoriales.

La mobilité est un enjeu fort du département dans un contexte rural très marqué.

En considération de quoi, il est arrêté et convenu ce qui suit :

- L'association N.A.M.E. fondée en 2016 est membre de l'Avere France et a pour but la promotion de la mobilité électrique sur la région. N.A.M.E. est un pôle d'information, d'échanges et d'expertise qui rassemble l'écosystème de la mobilité électrique et veut être un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics.
- L'adhésion du Conseil Départemental à N.A.M.E témoigne de la volonté de coopération des partenaires et constitue le socle de base de leur coopération.
- Les Parties souhaitent favoriser leurs démarches respectives, en créant des synergies entre elles pour le développement de la mobilité électrique.
- Les Parties souhaitent valoriser leurs actions propres et communes.

ARTICLE 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de définir les conditions et modalités du partenariat entre les parties aux fins de réaliser les objectifs rappelés en préambule.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION N.A.M.E.

2.1. Agrément

Reconnaissant le Conseil Départemental parmi ses membres, N.A.M.E. donne son agrément à M. Pascal COSTE, lui permettant ainsi d'exploiter la marque «N.A.M.E.» sous la dénomination «membre du réseau Nouvelle-Aquitaine Mobilité Electrique».

Cet agrément est précisé par une charte d'usage précisant les conditions de son utilisation, les éléments de charte graphique et les modèles de logo à utiliser. Cette charte est co-signée par les deux parties.

2.2. Déploiement de la mobilité électrique

N.A.M.E. considère le Conseil Départemental comme un canal privilégié du développement de la mobilité électrique et de ses différentes composantes sur le terrain.

N.A.M.E. apportera au Conseil Départemental, son appui, en particulier en mettant à sa disposition les documents publiés par l'association, une liste de consultants membres de N.A.M.E, un accès aux réunions du bureau de l'association, son expérience pour l'animation des acteurs de la mobilité électrique en Corrèze. Le Conseil Départemental pourra aussi bénéficier des recommandations des partenaires institutionnels ayant une implication particulière à N.A.M.E.

Pour 2021, N.A.M.E. s'engage à :

- Recruter un ambassadeur de la mobilité électrique au premier semestre pour assurer une présence territoriale de proximité,
- Mettre en œuvre un programme de formation et d'accompagnement des acteurs corréziens : 4 interventions minimum auprès des élus et acteurs locaux, 2 interventions auprès des professionnels de l'immobilier, à minima 6 journées de sensibilisation auprès du grand public, scolaires, étudiants ...

En lien avec les différents partenaires et adhérents, son action sera conduite autour des axes suivants :

- Devenir le centre pédagogique naturel départemental de la Mobilité Électrique assurant la formation de la Mobilité Electrique, ainsi que le partage des bonnes pratiques aux collectivités locales, copropriété, grand public, entreprises et filières professionnelles,
- Accompagner les filières de formation sur le champ de la mobilité électrique,
- Valoriser les actions locales assurant la promotion pour l'usage pertinent de la mobilité électrique,
- Appuyer, accompagner les entreprises innovantes de la mobilité en Corrèze,

- Développer de nouvelles offres de mobilité à partir de véhicules électriques et de systèmes de charge interopérables et accueillir des expérimentations de nouveaux modèles, en particulier pour des filières professionnelles caractéristiques du département,
- Organiser des conférences, tables rondes, salons, colloques, manifestations et présentations pour faciliter la connaissance et le déploiement de solutions de mobilité durable. L'association informera aussi ses membres des actions de promotion mises en œuvre par AVERE-France,
- Sensibiliser, former les acteurs de la mobilité électrique, tels que les professionnels de l'immobilier, les élus et acteurs locaux, les entreprises et le grand public,
- Assurer la cohérence des schémas directeurs de développement des Infrastructures de recharge au-delà du département, en Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes.

N.A.M.E. assurera sur tout média (réseaux sociaux, presse, internet, etc..) la promotion de la Mobilité Electrique en Nouvelle Aquitaine et en Corrèze, mettant en évidence les actions du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

3.1. Agrément

Le Conseil Départemental a vocation à fédérer un nombre significatif d'acteurs départementaux de la mobilité électrique.

Pour concrétiser son appartenance au réseau de N.A.M.E., il utilisera pour sa communication l'appellation « membre du réseau Nouvelle-Aquitaine Mobilité Électrique », dans les conditions définies à l'article 2-1 ci-dessus.

Le coût d'adhésion sera celui qui se réfère aux statuts de N.A.M.E, à savoir 1500 €/an.

3.2. Information et communication

Le Conseil Départemental organise au sein de son réseau d'acteurs de la mobilité électrique un partage des expériences locales, invitant N.A.M.E. et/ou s'appuyant sur N.A.M.E. pour stimuler et animer les acteurs.

Le Conseil Départemental appuie et facilite l'organisation des formations des acteurs de la mobilité électrique par N.A.M.E. : collectivités locales, copropriété, grand public et entreprises, filières professionnelles.

N.A.M.E. est informée des conférences, tables rondes et petits déjeuners organisés par le Conseil Départemental de Corrèze.

Le Conseil Départemental informe N.A.M.E. de ses activités, et lui transmet toute information susceptible de l'intéresser dans le cadre du développement de son activité.

Le Conseil Départemental désigne un ou plusieurs interlocuteurs à N.A.M.E. Ils intégreront le cercle des adhérents dans le cadre du pilotage et de l'animation de l'association et assureront la bonne coordination des échanges entre le Conseil Départemental et N.A.M.E. Leur interlocuteur sera l'ambassadeur en cours de recrutement par l'Association.

3.3. Déploiement de la mobilité électrique

Des territoires importants du département pourront constituer une zone de référence pour la mobilité électrique (expérimentation technique, partenariat, communication...).

Le Conseil Départemental invitera les acteurs majeurs du Département à adhérer à N.A.M.E. Il pourra porter une thématique régionale pour le compte du réseau de N.A.M.E. et pourra associer N.A.M.E. aux projets qu'il monte.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS MUTUELS

L'association N.A.M.E. met en réseau les associations départementales et régionales, anime le réseau, organise des actions communes, organise et mutualise le retour d'expérience et les bonnes pratiques.

Dans ce cadre, on recherchera des économies d'échelle par une mutualisation des dépenses (par exemple en mutualisant les newsletters et la matière qui alimente les sites internet respectifs), et une assistance mutuelle lors d'actions et événements communs (salons, expositions...).

En particulier, les plans de communication de l'association N.A.M.E. et du Conseil Départemental, doivent viser des objectifs communs et partagés.

L'association N.A.M.E. et le Conseil Départemental feront un bilan annuel de leurs actions et échangeront sur les actions pertinentes à mener vis-à-vis de leurs membres.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat est conclue pour une période d'un an à compter de la date de sa signature par les deux Parties.

ARTICLE 6 : RESILIATION ANTICIPEE

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des Parties de ses obligations au titre des présentes, les partenaires s'engagent à procéder à une médiation amiable dans un délai de 30 jours, après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation anticipée de la présente convention ne pourra intervenir qu'en cas de défaillance de la médiation entre les partenaires, et devra être signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par le partenaire diligent. La résiliation sera effective deux mois après réception de cette lettre de résiliation.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

Chaque modification de la présente Convention résultera d'un avenant après accord préalable des Parties.

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la convention qui ne pourrait être résolu à l'amiable entre les Parties sera soumis à la juridiction des Tribunaux de Limoges.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle, le

Le Président de l'Association N.A.M.E

Le Président du Conseil Départemental

Marc LAGOUARDAT

Pascal COSTE